Institut d'études politiques de Paris

ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO

Programme doctoral de pensée politique

CERI

Doctorat en science politique

Un passé présent ?

Mutations et transformations de la place du national-socialisme, du IIIe Reich et de l'Holocauste dans la mémoire collective et l'identité allemande de 1945 à 2000

Tilman Turpin

Thèse dirigée par Astrid von BUSEKIST, professeur des universités

Soutenance le 26 avril 2023

Jury :

M. Benjamin BOUDOU, professeur des universités, Université de Rennes (rapporteur)

Mme Astrid von BUSEKIST, professeur des universités, Institut d'études politiques de Paris

M. Etienne FRANCOIS, Professor emeritus, Freie Universität Berlin (rapporteur)

Mme Elissa MAILÄNDER, associate professor, Institut d'études politiques de Paris

M. Jakob VOGEL, professeur des universités, détaché de l'Institut d'études politiques de Paris, directeur du Centre Marc Bloch

Remerciements

Je tiens tout d'abord, et surtout, à remercier ma directrice de thèse Astrid von Busekist qui a su attendre, avec beaucoup de patience, le résultat final de mon travail. Les années se sont succédées, la vie nous réservant des surprises et des revirements mais elle a continué à croire en moi. Etienne François a également été un des premiers à soutenir ce projet, ses remarques et interrogations en début du travail de thèse ont été très utile et même si le projet initial d'une cot-tutelle n'a pas pu être mené à son terme, je le remercie d'avoir accepté d'être présent pour cette dernière ligne droite.

L'envie de m'engager dans un parcours doctoral ne serait pas né sans deux de mes professeurs qui m'ont initié à la recherche. Hans-Jürgen Lüsebrink qui m'a fait confiance très tôt dans mes études à l'Université de Sarrebruck en me confiant des tâches d'assistant de recherche qui m'ont donné le goût de la recherche à proprement parler. Richard van Dülmen qui fût un véritable maître intellectuel, m'ouvrant l'esprit à la controverse basée sur la lecture et la confrontation des idées, m'autorisant une parole libre et, parfois, impertinente. Sa bienveillance et sa malice m'auront manqué et j'aurai souhaité qu'ils puissent voir la fin d'un processus intellectuel et humain qu'il a très fortement contribué à lancer. Ces professeurs ont réveillé mon intérêt pour les approches interdisciplinaires dont ils enseignaient les débuts tâtonnants alors et, souvent, contre l'avis de leurs collègues.

Durant ces années, de nombreuses personnes de mon entourage professionnel m'ont encouragé à poursuivre ma recherche, même si les contextes n'ont pas toujours été propices. Je tiens à remercier Françoise Melonio, Jean-Marie Donegani, et Bénédicte Durand pour leur soutien et leurs encouragements mais aussi tous ceux qui m'ont incité à poursuivre d'une manière ou d'une autre. Un remerciement chaleureux également à Charles Torossian qui a su soutenir et encourager ce travail dans sa toute dernière ligne droite.

Je remercie également mes ami.e.s qui m'ont soutenu et poussé quand cela était nécessaire, notamment Jean, Nicolas et Olivier.

Le présent travail a été lu et relu à de nombreuses reprises par mon beau-père Jean-Paul, je l'en remercie sincèrement.

Sans la présence continue mon épouse Marina, ses incessants encouragements, depuis les tous premiers jours jusqu'à la dernière ligne droite, sa patience, les moments libres qu'elle a rendu possibles dans la dernière ligne droite, sa lecture bienveillante et critique et ses paroles réconfortantes dans les (nombreux) instants de doute, je n'aurais pas pu mener à terme ce projet. Merci de tout cœur ! Et, bien évidemment, je remercie mes enfants (surtout ma fille ainée Anna) de m'avoir transmis leur énergie positive et d'avoir accepté de passer de nombreux weekends sans la présence de leur père.

Je tiens à exprimer une pensée toute particulière pour mes parents qui sont partis trop tôt. C'est notamment mon père qui a su m'insuffler une soif d'apprendre et de comprendre qui a posé le fondement intellectuel de ce long travail.

Table des matières

Table des illustrations

I. Introduction

Die Erinnerung an das Verbrechen wird so zum Gründungsmythos einer besonderen Gemeinschaft, die ihren Ursprung in diesem Verbrechen sucht[1].

Wer in diesen Tagen zu diesem Land in seiner Tragik und mit seiner ganzen Geschichte wirklich gehören will, wer sein Deutschsein wirklich ernst und aufrichtig versteht, der muss sagen können : Wir haben den Rassismus zum Völkermord gemacht ; wir haben den Holocaust begangen ; wir haben den Vernichtungskrieg im Osten geführt. (…) Die deutsche Identität (…) wird heute eben durch nichts deutlicher definiert als durch unsere gemeinsame Abkunft aus dieser schändlichen Zeit ; als durch die gemeinsame Abkunft von denen, die es taten, dies begrüßten oder die es doch mindestens zuließen[2].

Zwanzig Jahre nach dem Historikerstreit wirkt die bundesrepublikanische Erinnerungskultur (…) wie ein letzter Hort ethnischer « deutscher » Selbstverständigung, die mit den Realitäten einer Einwanderungsgesellschaft immer weniger zu tun hat. In einer absurden Wendung (…) hilft hier « Auschwitz » das « Deutsche » an der nationalen Identität zu retten[3].

Le retour de l' « hégémon » allemand sur la scène économique et politique européenne et internationale – souligné par de nombreux commentaires dans la presse internationale et personnalisé dans la figure de l'ex-chancelière allemande, Angela Merkel, élue personnalité

[1] « Ainsi, la mémoire du crime devient le mythe fondateur d'une communauté particulière qui cherche son origine dans ce crime. » GROSS, Raphael/KONITZER, Werner. "Geschichte und Ethik: zum Fortwirken der nationalsozialistischen Moral." Mittelweg 36 8.4 (1999): 44-67, p. 60.

[2] « Celui qui aujourd'hui veut véritablement faire partie de ce pays avec le tragique et toute son histoire, celui qui considère sa germanité avec sérieux et honnêteté, doit être capable de dire : nous avons transformé le racisme en génocide ; nous avons commis l'Holocauste ; nous avons mené la guerre d'extermination dans l'Est (…). L'identité allemande (…) ne peut aujourd'hui pas être plus clairement définie que par notre descendance commune de cette période honteuse ; que par notre descendance commune de ceux qui l'ont fait, qui ont salué ces actes ou qui, tout du moins, les ont tolérés. » DOHNANYI, Klaus von. "Eine Friedensrede." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 14.11.1998.

[3] « Vingt ans après la Querelle des Historiens, la culture mémorielle de la République fédérale apparaît comme le dernier bastion d'une conception ethnique de la nation allemande qui est de moins en moins en phase avec les réalités d'une société d'immigration. Dans un tour de passe-passe absurde, 'Auschwitz' aide à sauver ce qui est 'allemand' dans l'identité nationale. » JENSEN, Uffa. Wie die Historie öffentlich gebraucht wird: Jürgen Habermas und der Historikerstreit. *In* KAILITZ, Steffen (dir.). *Die Gegenwart der Vergangenheit: der "Historikerstreit" und die deutsche Geschichtspolitik* Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2008, pp. 72-83, p. 78.

de l'année par le magazine new-yorkais *Time* en 2015 – semble, à première vue et au regard de l'histoire nationale de l'Allemagne au 20ème siècle et notamment la période 1933 à 1945 et les crimes contre l'humanité commis par le IIIème Reich ainsi que sa défaite totale en 1945, étonnant. Le même étonnement se fait jour lorsqu'on regarde la montée en puissance ces dernières années de l'*Alternative für Deutschland* (AfD), un parti qui semble faire de l'extrême droite politique, révisionniste, xénophobe et antisémite un phénomène désormais *gesamtdeusch* (couvrant toute l'Allemagne[1]) et non plus cantonné à l'ex-RDA, réintroduisant ainsi de nouveau un discours qui semblait abandonné au sein du *Bundestag* allemand depuis la fin des années 1950[2]. Alors que l'Allemagne était longtemps considérée comme un *Weltmeister in Vergangenheitsbewältigung*[3] (championne du traitement du passé), ayant construit son identité « postnationale » autour d'un travail considérable sur son passé afin de lui permettre de réintégrer le cercle des nations après en être sortie en 1945, et semblant, par conséquent, avoir fait de cette particularité le marqueur de sa singularité – que certains caractérisaient d' « anormale » –, ces dernières années l'Allemagne semble avoir connu une forme de « retour en arrière » ou de « normalisation », clôturant un chapitre particulier de son histoire nationale.

Devenue une des puissances économiques les plus prospères et influentes dans le monde contemporain, après avoir perdu la guerre la plus meurtrière de l'histoire de l'humanité et après avoir inventé et mis en place à l'échelle industrielle l'extermination de la vie humaine sous forme de l'Holocauste[4], le retour de l'Allemagne sur la scène internationale

---

[1] Les termes ou expressions allemands seront utilisés dans l'ensemble du texte, la traduction se trouvant systématiquement entre parenthèses. Afin de faciliter la lisibilité, certaines expressions seront placées en français dans le texte et leur original en allemand entre parenthèses. Les citations courtes et longues en allemand sont placées directement dans le texte et leur traduction placées en bas de page.

[2] Voir BUTTERWEGGE, Christoph / HENTGES, Gudrun / WIEGEL (dir.). *Rechtspopulisten im Parlament : Polemik, Agitation und Propaganda der AfD*. Frankfurt a.M.: Westend-Verlag, 2019, 255 p; HÄUSSLER, Alexander. "Die AfD: Werdegang und Wesensmerkmale einer Rechtsaussenpartei." http://www.bpb.de/politik/extremismus/rechtspopulismus/271484/die-afd-werdegang-undwesensmerkmale-einer-rechtsaussenpartei (consulté le: 30.06.2018); PFAHL-TRAUGHBER, Armin. *Die AfD und der Rechtsextremismus : eine Analyse aus politikwissenschaftlicher Perspektive*. Hamburg: Springer Verlag, 2019, 60 p; WIEGEL, Gerd. *Brandreden : die AfD im Bundestag*. Köln: PapyRossa Verlag, 2022, 220 p; WILDT, Michael. *Volk, Volksgemeinschaft, AfD*. Hamburg: Hamburger Edition, 2017.

[3] L'expression semble due à Péter Esterhazy, voir HAMMERSTEIN, Katrin / TRAPPE, Julie. Aufarbeituing der Diktatur - Diktat der Aufarbeitung ? Einleitung. *In* HAMMERSTEIN, Katrin / MÄHLERT, Ulrich / TRAPPE, Julie / WOLFRUM, Edgar (dir.). *Aufarbeitung der Dikatutr - Diktat der Aufarbeitung. Normalisierungsprozesse beim Umgang mit diktatorischer Vergangenheit*. Göttingen: Wallstein Verlag, 2009, pp. 9-18, p. 9.

[4] Tout au long de ce travail, nous emploierons le terme « Holocauste » pour désigner ce qui en France est connu sous le nom « Shoah ». Ce choix est justifié par le fait que « Holokaust » continue à être employé comme terme en Allemagne (mais également en langue anglaise, *Holocaust*), pour désigner l'élimination systématique et

– en tant que nation non seulement défendant ses intérêts politiques mais imposant ses choix économiques à ses partenaires, notamment européens, et réveillant par sa politique d'anciennes craintes d'une domination allemande sur l'Europe – semble paradoxal et a incité plus d'un commentateur de l'actualité à des mises en garde contre la domination allemande[1].

Ce qui longtemps a été craint – et qui a contribué à la création d'une Europe unie afin de contenir cette puissance devenue incontrôlable au milieu du 20ème siècle – semble s'être réalisé : de manière relativement unanime, il est constaté aujourd'hui que l'Allemagne a repris une centralité politique et économique au cœur de l'Europe en premier lieu et dans le monde, ensuite. Position qui, par le passé, a conduit à la guerre la plus meurtrière de l'histoire de l'humanité. La défaite de 1945, la création de deux États allemands et la renonciation à toute notion de puissance – toutes les leçons que l'exagération du nationalisme avait provoquées – semblent aujourd'hui oubliées ou, tout au moins, reléguées au second plan. Au-delà de sa puissance économique, l'Allemagne semble avoir développé une conscience de son poids politique sur la scène politique et européenne.

A ce premier paradoxe, celui du retour de l'Allemagne en tant que puissance hégémonique sur la scène européenne et, en moindre mesure, globale, s'ajoute un second. Il s'agit du retour de ce que certains ont appelé la « normalité » identitaire. Le Mondial de football en 2006 – lors duquel l'Allemagne a accueilli un des évènements sportifs les plus importants du monde – a été l'occasion de constater, aussi bien à l'étranger qu'en Allemagne-même, le retour massif et visible – voire la renaissance – d'une relation aux marqueurs d'appartenance (notamment le drapeau national) dans l'espace public et d'un patriotisme affiché publiquement et sans les réticences habituelles après 1945. En effet, l'été 2006 a été

industrielle des Juifs allemands et européens par le régime national-socialiste. A ce titre, l'utilisation du terme « Holocauste » n'implique aucunement une mise en cause de l'utilisation du terme « Shoah » en France ou une prise de position dans les débats sémantiques autour de l'appellation de l'extermination des Juifs européens par le IIIème Reich. Pour ces débats, voir GLASENAPP, Gabriele von. Von der Endlösung der Judenfrage zum Holocaust. Über den sprachlichen Umgang mit der deutschen Vergangenheit. *In* FELDER, Ekkehard (dir.). *Semantische Kämpfe. Macht und Sprache in den Wissenschaften*. Berlin: Walter de Gruyter, 2006, pp. 127-155; YOUNG, James Edward. *Beschreiben des Holocaust: Darstellung und Folgen der Interpretation*. Frankfurt a.M: Suhrkamp, 1997, 340 p.

[1] A titre d'exemples, parmi d'autres, voir QUATREPOINT, Jean-Michel. *Le choc des empires: Etats-Unis, Chine, Allemagne: qui dominera l'économie-monde?* Paris: Gallimard, 2014, 265 p.

marqué en Allemagne par une « marée de drapeaux noir-rouge-or (*Fahnenmeer in Schwarz-Rot-Gold*[1]) ».

Ce qui semblait avoir disparu après 1945 en Allemagne après la chute du IIIème Reich, à première vue et à la grande surprise des commentateurs nationaux et internationaux, était alors de retour : une affirmation positive (et publique) d'appartenance à la nation allemande et, avec celle-ci, l'affirmation (publique) d'une identité nationale et la défense ouverte et assumée d'intérêts nationaux propres[2].

La surprise des commentateurs fut d'autant plus grande que la « rupture civilisationnelle[3] » que constitue l'Holocauste avait créé, après 1949 en Allemagne de l'Ouest, les bases d'une relation particulièrement complexe aussi bien à la mémoire qu'à l'identité nationale, sujette à d'intenses débats.

L'ampleur des crimes de l'Holocauste semblait avoir, jusqu'à l'explosion de la joie de 2006 – et à l'exception du moment historique de la Chute du Mur de Berlin en 1989 et alors pour une très courte période –, rendu impossible la perpétuation aussi bien d'une histoire nationale et d'une mémoire collective fondatrice que l'articulation d'une identité commune (nationale) valorisante. Au contraire, tout sentiment national semblait être devenu impossible car inavouable au regard de la faute du peuple allemand qui l'avait placé en-dehors du monde civilisé. Une faute morale collective qui servit, par la suite, de matrice à l'invention du concept du dépassement du national, le « postnationalisme » pensé par Jürgen Habermas dans le contexte de la « Querelle des Historiens » au milieu des années 1980[4].

La question de la relation au passé national-socialiste[5] et les conséquences sur la définition de ce qui constituerait – ou plutôt : pouvait désormais constituer – un dénominateur

---

[1] SCHEDIWY, Dagmar. *Sommermärchen im Blätterwald : die Fussball-WM 2006 im Spiegel der Presse*. Marburg: Tectum-Verlag, 2008, 133 p.

[2] LAETSCH, Stefan. *Sind wir Deutschland? Eine politikwissenschaftliche Erklärung für das Fussballmärchen 2006*. Hamburg: Diplomica Verlag, 2008, 114 p.

[3] DINER, Dan (dir.). *Zivilisationsbruch: Denken nach Auschwitz*. Frankfurt a/M: Fischer, 1988, 288 p.

[4] HABERMAS, Jürgen. Staatsbürgerschaft und nationale Identität. *In* HABERMAS, Jürgen (dir.). *Faktizität und Geltung: Beiträge zur Diskurstheorie des Rechts und des demokratischen Rechtsstaats*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1992, pp. 632-660.

[5] Tout au long de ce travail seront employés les termes de « national-socialisme » et « national-socialiste » et non pas leurs abréviations « nazisme » et « nazi/nazie ». Ces dernières seront uniquement employées dans les citations. Cette utilisation rigoureuse des termes permettra de mieux différencier les différents registres de langue et d'éviter le danger d'une confusion des niveaux sémantiques et pour souligner qu'il s'agit du sujet historique et non pas de ses représentations contemporaines.

d'appartenance commune aux Allemands, une « identité », a été une constante dans l'histoire des deux Allemagne après 1945. Bien que les réponses apportées aient varié considérablement entre la République Démocratique Allemande (RDA) et la République fédérale Allemande (RFA), le débat s'est constitué comme élément central dans la « narration nationale (*nationale Meistererzählung*[1]) ».

Alors que la tendance en RDA a été d'externaliser la culpabilité pour les crimes commis en la repoussant vers la continuité que représentaient aux yeux des dirigeants est-allemands l'Allemagne occidentale et ses dirigeants politiques et économiques – recréant ainsi un mythe fondateur basé sur l'appartenance au camp des vainqueurs du fascisme, en l'occurrence l'URSS –, l'Holocauste s'est instauré comme « mythe fondateur » de la RFA, dominant le débat public autour de nombreuses questions fondamentales et déterminant les politiques intérieures et extérieures. A partir des années 1980, la mémoire de l'Holocauste semblait être devenue le fil rouge de la narration nationale ouest-allemande. Et cela au point que certaines voix – ironiques – attribuèrent aux Allemands le titre de « champion mondial de la mémoire[2] » ou parlèrent, comme Timothy Garton Ash, d'une norme industrielle de la commémoration, en référence à la *Deutsche Industrie Norm* (DIN) synonyme de la qualité des produits allemands[3].

Cette centralité de la mémoire produisit, en parallèle, un phénomène ethnique d'exclusion mémorielle soulevé par Dan Diner :

> In this sense, the terms of belonging to the collective « we » are evidently narrow: Those whose memory reaches back to the Nazi past, and this first and foremost, by its rejection, do belong dialectically to an ethnified German collective. Germans are those who define themselves in terms of belonging by rejection of the Nazi past. A German citizen of Turkish background can hardly fully belong to such a collective. He cannot use the common « we » concerning the contaminated past of Germany. In this sense, *ius sanguinis* is being prolonged by the rituals of memory and remembrance[4].

---

[1] JARAUSCH, Konrad / SABROW, Martin (dir.). *Die historische Meistererzählung : Deutungslinien der deutschen Nationalgeschichte nach 1945*. Göttingen: Vandehoeck und Ruprecht, 2002, 255 p.

[2] ASSMANN, Aleida. *Das neue Unbehagen an der Erinnerungskultur. Eine Intervention*. München: C.H. Beck, 2013, 231 p., p. 59.

[3] « Using skills and methods developed to deal with the Nazi legacy, and honed on the Stasi one, no one has done it better. Just as there are the famous DIN standards – German industrial norms for many manufactured products – so there are DIN standards for past-beating. » ASH, Timothy Garton. "Germany can show reborn Arab nations the art of overcoming a difficult past." *The Guardian* du 16.03.2011.

[4] DINER, Dan. "Nation, migration and memory: on historical concepts of citizenship." Constellations 4.3 (1998): 293-306, pp. 302-303.

Dans ce sens, il convient de parler d'un « paradoxe ethnique[1] » qui met en évidence que la mise en exergue de la culpabilité historique du peuple allemand en tant que marqueur identitaire lie les générations descendant des bourreaux tout en excluant tous ceux qui ne peuvent pas se prévaloir d'une telle histoire familiale. Différentes études sur des jeunes Allemands issus de l'immigration ont souligné, pour ces jeunes, l'artificialité de la référence au IIIème Reich et à l'Holocauste : « Nationalsozialismus und Judenvernichtung – schon von ihrer familiären oder nationale Herkunft her – (spielen) überhaupt keine Rolle (…). Diese Jugendlichen geraten dann in eine merkwürdige Situation, sich betroffen und bußfertig geben zu sollen, obwohl sie nicht so empfinden[2] ».

L'unification et la naissance de la République de Berlin semblent avoir introduit des changements ayant conduit à la situation actuelle : le retour à la « normalité », chaleureusement accueilli par certains, fustigé comme une régression par d'autres.

Partant de ce quadruple paradoxe – 1/ Comment considérer la centralité de l'Holocauste dans l'identité allemande alors qu'on parle d'un « retour à la normalité » ? 2/ Comment interpréter la présence de la période 1933-1945 dans le présent allemand alors que la distance temporelle s'agrandit et que les derniers survivants (victimes et bourreaux) meurent, et cela d'autant plus 30 ans après l'unification des deux Allemagnes ? 3/ Comment évaluer la « marée noir-rouge-or » de 2006, autour du Mondial de foot alors qu'on parlait, depuis la « Querelle des historiens », de « postnationalisme » allemand ? 4/ Quel regard porter sur le « paradoxe ethnique » selon lequel cette focalisation sur la Vergangenheitsbewältigung constitue une mutation d'un droit du sang en un droit mémoriel comme justification de l'appartenance au collectif national ?– le présent travail se propose de retracer le développement de la relation entre mémoire et identité en Allemagne après 1945 jusqu'à la fin des années 1990, d'analyser et de comprendre le récit national élaboré sur cette période, de savoir « ce qui reste du passé », de déterminer s'il s'agit d'un « passé présent » et sous quelles formes.

Il s'agira, tout au long de l'analyse, de retracer la place prise par la référence au passé national-socialiste et ses crimes dans la période allant de 1945 au début des années 2000. Le

---

[1] ASSMANN. *Das neue Unbehagen*, op. cit., pp. 128-129.

[2] « National-socialisme et extermination des Juifs ne jouent - déjà en raison de leurs origines familiales ou nationales - aucun rôle. Ces jeunes sont alors dans la situation particulière de devoir se montrer touchés et repentants alors qu'ils n'en ressentent rien. » WELZER, Harald. "Weitgehend ohne Moral." *Frankfurter Rundschau* du 16.05.2012.

choix de la fin de la période analysée s'explique notamment par la rupture que représentera l'accès au pouvoir de Gerhard Schröder en 1998, le premier chancelier allemand d'après-guerre né à la fin la guerre (7 avril 1944), ayant donc grandi et ayant été socialisé dans l'Allemagne post-national-socialiste.

Les débats historico-politiques qui ont eu lieu après le début du 21ème siècle et qui continuent à occuper l'espace public médiatique allemand jusqu'à aujourd'hui s'inscrivent dans la continuité de la réflexion du demi-siècle précédent, même s'il est évident qu'ils se déroulent dans un contexte beaucoup moins échauffé et polémique.

De fait, les débats principaux autour du mythe fondateur de la République allemand, l'Holocauste, se sont déroulés dans une période allant de 1945 à 2000. Ils ont inscrit les années 1933 à 1945 dans la mémoire collective allemande et préparé ainsi la nouvelle « scène » sur laquelle se place désormais le jeu politique allemand. Par ailleurs, la dernière décennie du 20ème siècle étant caractérisée par une multitude de débats identitaires autour d'objets précis – l'implication de l'armée allemande dans les crimes contre l'humanité à travers la *Wehrmachtsausstellung*, la polémique autour du Mémorial de l'Holocauste à Berlin et sa conception architecturale et la polémique autour d'une culture dominante allemande (*Leitkultur-Debatte*) –, le dernier chapitre du présent travail sur la « République de Berlin » se concentrera sur l'avènement de cette dernière et sur le nouveau cadre identitaire fruit des débats antérieurs, y compris dans sa dimension architecturale.

Il existe, en allemand et en anglais et, dans une moindre mesure, en français une multitude de travaux traitant des débats identitaires allemands et de la relation entre mémoire et identité dans les différents moments de l'histoire entre 1945 et 2000. Chacun de ces travaux se concentre soit sur une période particulière – dont les principales sont, pour des raisons évidentes de chronologie, reprises dans le présent travail – soit sur un domaine particulier soit sur un des deux États allemands. Il n'existe pas, en revanche et à notre connaissance, d'approche globale, replaçant cette question dans le temps long et qui croiserait, dans une même analyse, à la fois les deux Républiques allemandes d'après-guerre et l'Allemagne post-unificatrice.

Reprenant comme fil de l'analyse l'argument développé ci-dessous – et esquissé par le terme de « paradoxe ethnique » – que l'identité et la mémoire sont intimement liées dans la construction identitaire nationale, le présent travail essaie de montrer comment cette

interdépendance s'est construite et quelles ont été ses transformations durant cette période. L'observation de la construction de cette relation permettra de lever, en partie, l'étonnement mis en évidence dans les premières lignes concernant le retour à la « normalité » de l'Allemagne post-unificatrice. L'argumentation procédera ainsi en quatre temps.

Il s'agira, d'abord, de présenter la période de l'immédiat après-guerre, de 1945 à 1949, qui se caractérise par un double mouvement de recherche des causes et des origines de la « catastrophe allemande[1] » et d'oubli du passé récent voire immédiat. En marge d'une population essentiellement préoccupée par la survie matérielle dans un pays – à l'image du reste du continent (notamment est-) européen – largement détruit et exposé aux politiques alliées de dénazification, un groupe d'intellectuels a cherché à comprendre comment le national-socialisme et sa politique d'extermination à l'échelle industrielle de la vie humaine avaient pu voir le jour dans un pays auparavant considéré comme l'un des plus civilisés. Les réponses trouvées alors s'inscrivirent dans des catégories abstraites, puisant les explications dans des approches fatalistes – la « catastrophe » – et détachées des réalités socio-politiques qui avaient conduit à l'avènement du IIIème Reich. De manière voulue ou accidentelle, ces explications parvenaient à « innocenter » le peuple allemand en transposant la responsabilité soit à des catégories abstraites (« la catastrophe ») soit à la figure même d'Adolf Hitler, le « grand séducteur », dont les Allemands auraient été les premières victimes. Plus généralement, cet « interrègne de Nuremberg » se caractérisa par une large entreprise d'oubli collectif, motivé par la défaite totale du régime national-socialiste, l'effondrement d'un système de valeurs largement partagé par une large majorité du peuple allemand jusqu'aux derniers jours de la guerre (créant une forme de honte collective) et la simple nécessité de survivre matériellement qui ne laissa guère le temps pour l'introspection et la réflexion pour une large partie de la population.

Ensuite, la présentation des années 1949 à 1989 cherchera à différencier les diverses périodes et leurs enjeux dans la République fédérale, en suivant (librement) l'idée de schématisation de la *Vergangenheitsbewältigung*[2] de Norbert Frei. Il s'agira de présenter, dans un ordre chronologique mais aussi thématique, l'évolution de l'« avenir du passé » dans le

---

[1] MEINECKE, Friedrich. *Die deutsche Katastrophe: Betrachtungen und Erinnerungen*. Wiesbaden: Brockhaus, 1946, 177 p.

[2] FREI, Nordert. "1945 und wir: wie aus Tätern Opfer wurden." Blätter für deutsche und internationale Politik 50.3 (2005): 356-364. Le terme allemand *Vergangenheitsbewältigung* sera par la suite utilisé pour désigner les idée d'une « maîtrise du passé » et d'un « travail de mémoire » qui, justement, permet de « maîtriser » le passé.

présent ouest-allemand en s'appuyant sur les débats politico-publics. Le terme *politico-public* désigne ici l'interaction entre, d'un côté, la sphère médiatique et publique – dans laquelle s'expriment notamment ceux qu'on qualifie d'« intellectuels » (dans le contexte allemand, il s'agit essentiellement d'historiens) – et, d'un autre côté, les enjeux politiques, tels qu'ils sont reflétés dans les luttes partisanes. Dans cette perspective, ces deux sphères ne peuvent être considérées comme étant détachées l'une de l'autre. L'enjeu principal est donc de présenter une « électrocardiographie » de la présence du passé dans le présent de la République fédérale de ses origines jusqu'à la fin des années 1980 afin de mieux comprendre les oscillations entre oubli et valorisation de la mémoire et ses déterminantes.

D'abord, seront décrites les années Adenauer et la mise en cause du consensus identitaire initial de la période du miracle économique (*Wirtschaftswunder*) des années 1950 qui avait aidé le peuple allemand à « oublier » le national-socialisme ou, au moins, à le refouler dans l'inconscient des individus. Puis, il s'agira d'introduire la période de la contestation de 1968 qui influence les conceptions du passé et l'avènement d'une identité ouest-allemande jusqu'au tournant de la diffusion de la série *Holocaust* en 1979 à la télévision publique ouest-allemande. Enfin, sera analysée la nouvelle révolution conservatrice menée par Helmut Kohl à partir des années 1980 qui donna lieu à la polémique autour de la visite du chancelier allemand et du président américain à Bitburg en 1985 et qui constitua l'arrière-plan de la « Querelle des historiens » qui, elle, marquera l'implantation – temporaire – de la pensée « postnationale ».

Le développement parallèle de l'argumentation historico-identitaire en République Démocratique Allemande (RDA) sera présenté dans la partie suivante. Les processus que l'on peut y identifier se différencient fondamentalement de l'évolution à l'Ouest, et ce malgré les évidentes références et parallèles chronologiques dans leurs dynamiques.

La logique qui se dégagera de cette présentation des politiques mémorielles en RDA est celle d'une inscription de la population est-allemande au côté des vainqueurs, l'URSS. La logique antifasciste allait libérer la population de la RDA et le régime de toute culpabilité historique, à condition toutefois d'adhérer au projet politique qui ambitionnait la réalisation du « socialisme réellement existant » et l'avènement de la « première patrie des ouvriers et paysans » sur le sol allemand. En effet, la RDA prit un chemin diamétralement opposé à celui de la RFA. Alors que dans cette dernière, la référence au national-socialisme était intériorisée au point de devenir un véritable point de référence – incontournable – dans la définition de

l'identité ouest-allemande, en RDA cette référence était externalisée. Fascisme et national-socialisme y furent considérés comme des forces dominées par le capital et la bourgeoisie.

L'identité qui découlait de cette interprétation hégélienne de l'histoire[1] nécessita une construction intellectuelle et politique particulière, écartant toute forme de débat et d'opposition au modèle dominant. Elle offrait, en retour, aux citoyens de la RDA un regard sur le présent et l'avenir détaché de toute forme de culpabilité individuelle et collective. La faute était repoussée vers le capitalisme et les élites économicopolitiques de la RFA. La prise en compte de la dimension raciale des crimes allemands sous le IIIème Reich – longtemps occultée en faveur des « résistants antifascistes » – n'intervint que dans les dernières années du régime est-allemand, quelque peu avant la Chute du Mur et pour des raisons essentiellement pragmatiques et non pas morales.

Il est important de noter d'emblée que la conception identitaire de la « patrie des ouvriers et paysans » disparut en même temps que la structure politique et étatique qui la portait, en tout cas dans sa dimension officielle. En effet, depuis l'unification des deux États, seul le discours identitaire ouest-allemand s'est imposé dans l'espace politico-public allemand post-1990 et toute référence à l'ancienne rhétorique identitaire est-allemande a disparu.

Sur la base de l'analyse de la divergence mémorielle, il sera possible, dans une dernière partie, de mieux saisir les profondes mutations dans la relation au passé qui aboutiront à l'inclusion de la *Vergangenheitsbewahrung* (maintien du passé) dans la fondation identitaire de la « République de Berlin », l'idée que le travail de mémoire était accompli à la suite de et grâce à l'unification. Cela permit de poser les bases d'un rapport à l'histoire nationale profondément repensé, rendant possible un retour à la « normalité » tant débattu après 1945. Sur la base d'une analyse des discours accompagnant, dans un premier temps, le déménagement de la capitale fédérale de Bonn à Berlin, le concept de « République de Berlin » sera ainsi présenté et analysé. En contraste avec celui de « République de Bonn », il impliquait un nouveau rapport au passé national-socialiste et une nouvelle conception du rôle que l'Allemagne devait jouer sur la scène européenne et internationale. Ce nouveau rapport à soi était porté par la génération d'hommes politiques qui a accédé au pouvoir en 1998. Ces

[1] HERF, Jeffrey. 'Hegelianische Momente': Gewinner und Verlierer in der ostdeutschen Erinnerung an Krieg, Diktatur und Holocaust. *In* CORNELISSEN, Christoph / KLINKHAMMER, Lutz / SCHWENTKER, Wolfgang (dir.). *Erinnerungskulturen : Deutschland, Italien und Japan seit 1945*. Frankfurt a/M: Fischer, 2003, pp. 198-209.

changements identitaires trouvent leur reflet dans la transformation de la ville de Berlin. La ville connut une mutation profonde de son espace urbain et les anciens lieux du pouvoir – du IIIème Reich et de la RDA – ont été profondément remodelés. A travers les débats qui ont accompagné ces transformations, les mutations identitaires se trouvent clairement exprimées.

Toutefois, avant d'entrer dans le détail de l'analyse brièvement esquissée ci-dessus, il convient de, d'abord, procéder à l'explication de la démarche scientifique portant le présent travail, afin de pouvoir, ensuite esquisser le triangle *histoire – mémoire – identité* qui constitue le cœur du présent travail. Enfin, l'analyse de discours sera rapidement introduite en tant que méthode.

I - Une démarche intuitive et phénoménologique

> Ist uns wirklich alle Realität nur dadurch fassbar und zugänglich, dass wir sie durch das Medium der wissenschaftlichen Begriffe erblicken ? (…) Wir erfassen das Wirkliche nicht, wenn wir versuchen, es schrittweise, auf den mühseligen Umwegen des diskursiven Denkens, zu erreichen; vielmehr gilt es, sich unmittelbar in seinen Mittelpunkt zu versetzen. (…) Die reine Intuition leistet, was der logisch-diskursive Gedanke niemals zu leisten, ja was er, sobald er sich einmal ein seiner Natur erkannt hat, niemals auch nur zu erstreben vermag[1].

L'analyse des phénomènes socio-culturels du contexte qui nous intéresse ici, l'analyse du « récit » (pour reprendre le terme employé par Johann Chapoutot[2]) qu'il s'agira de retracer et mettre en évidence, que tentera ce travail se heurte à la multiplicité aussi bien des phénomènes eux-mêmes, tant dans leurs formes que dans le temps, qu'à la multiplicité des possibles niveaux d'analyse et des approches méthodologiques et disciplinaires, ou « concepts scientifiques » selon les mots d'Ernst Cassirer, qui seraient à mobiliser. Toute tentative d'interprétation des phénomènes sociaux semble être confrontée à un choix : ou privilégier l'analyse d'une dimension particulière, d'un ensemble limité d'aspects avec une approche ou un regard disciplinaire particuliers, ou préférer une analyse globale tentant de faire comprendre l'ensemble des phénomènes dans leur totalité, dans leur imbrication et dans leur interdépendance, mais qui, par sa multiplicité, peut manquer de fondements théoriques, d'appareil méthodologique, se rapprochant ainsi davantage d'un récit au sens romanesque que d'un travail académique.

L'avantage de la première approche, certes partielle, est de pouvoir analyser, en profondeur, l'évolution d'une dimension d'un ensemble plus large, dans ses moindres détails et spécificités. A titre d'exemple, l'analyse des débats au sein du *Bundestag* allemand autour de la question de la prescription des crimes commis sous le régime national-socialiste (10

[1] « Toute réalité ne nous est-elle donc vraiment saisissable et accessible qu'au travers des concepts scientifiques ? (…) On manque le réel quand on tente de l'atteindre pas à pas, à travers les détours laborieux de la pensée discursive ; il convient au contraire de se transporter immédiatement en son centre. (…) L'intuition pure réussit ce que la pensée logique et discursive ne peut jamais opérer, mieux, ce qu'elle doit renoncer à obtenir dès qu'elle a pris conscience de sa propre nature. » CASSIRER, Ernst. *Philosophie der symbolischen Formen. Dritter Teil: Phänomenologie der Erkenntnis*. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1994 (1929), IX-560 p., p. 42.

[2] CHAPOUTOT, Johann. *Le grand récit: introduction à l'histoire de notre temps*. Paris: PUF, 2021, 378 p.

mars 1965, 26 juin 1969 et 29 mars 1979) permettrait, certes, de faire ressortir l'évolution de l'argumentaire juridique (aux sens proprement juridique mais également politique) de la question du traitement des crimes contre l'humanité dans le contexte très spécifique du parlement ouest-allemand durant quatorze années, éventuellement en tenant compte du contexte socio-politique contemporain et son évolution qui pourrait servir de fondement explicatif aux débats. Toutefois, une telle démarche resterait concentrée sur cet aspect uniquement, au détriment d'une représentation de l'évolution sociétale plus large, en tout cas dans son approche de l'objet de la recherche. Une telle approche risquerait de perdre de vue l'ensemble, le « réel » dont parle Ernst Cassirer dans la citation ci-dessus.

Selon l'approche disciplinaire et méthodologique employée, elle souffrirait donc d'un regard *limité*, occultant l'environnement général – et justement la multiplicité de ce qui constitue cet environnement intellectuel, politique et sociétal – dans lequel se sont inscrits ces débats et notamment leur longue durée et, par conséquent leurs évolutions dans le contexte plus large et multifactoriel. Le risque serait ainsi de ne pas pouvoir *saisir* l'ensemble et de ne *raconter* qu'une partie de l'histoire.

A contrario, la deuxième approche risque de souffrir soit d'un regard disciplinaire potentiellement réducteur soit d'une a-disciplinarité (ou d'une interdisciplinarité trop large), la plaçant ainsi en-dehors du champ académique, transformant le travail en roman, en un simple récit de l'histoire socio-politique, sans accroches disciplinaires. Alors que sa richesse pourrait justement être de porter un regard complet, intégral et visant à faire ressortir l'ensemble des dimensions qui constituent une situation ou période et d'en développer la complexité. Il nous semble toutefois qu'une telle entreprise soit possible, sans enfreindre les *us* de la rigueur académique et sans avoir la prétention de rédiger un ouvrage de la même nature que l'œuvre magistrale de Christopher Alan Bayly[1].

Comment alors saisir la *réalité* – passée et présente – dans toutes ses dimensions, à la fois politique (dans le sens institutionnel), médiatique, sociétale, individuelle et collective, abstraite (dans le sens de non saisissable physiquement) et concrète (matérielle), textuelle et visuelle, imaginée et imaginaire (ou fantasmée), présente et refoulée, explicite et diffuse ? Quelle approche herméneutique choisir pour analyser ce texte que constitue la réalité dont traitera ce travail ?

[1] BAYLY, Christopher Alan. *La naissance du monde moderne*. Paris: Les Éditions de l'Atelier, 2007, 862 p.

A cette difficulté s'ajoute la question du point de vue de celui qui « raconte » le récit, qui, nécessairement, effectue un choix des objets et thèmes à l'intérieur du sujet. L'analyse est forcément *embedded* (encastrée) pour reprendre un terme forgé par Karl Polanyi[1] et développé par Mark Granovetter[2]. Elle est ancrée dans un contexte, malgré la recommandation de la neutralité axiologique essentielle aux sciences sociales. Il devra donc également s'agir de – si cela est possible – de justifier le point de vue choisi, de justifier l'angle d'approche du récit entrepris sans négliger le caractère scientifique d'un travail de recherche. Cette inscription dans un système symbolique, comme nous le verrons ci-dessous, est rendu possible par une approche herméneutique spécifique.

Le présent travail regardera l'Allemagne durant la période allant de 1945 au début du 21ème siècle avec une approche interdisciplinaire articulée autour de l'histoire culturelle, inspirée plus particulièrement de la pensée d'Ernst Cassirer. Il nous semble que le champ disciplinaire dans lequel ce travail s'inscrit par nécessité d'affiliation – la théorie politique – permet justement de dépasser les frontières disciplinaires (et de formes de récit) dans une volonté de compréhension la plus large et, temporellement, longue possible, s'autorisant une forme particulière de mise en récit de l'histoire qu'elle présente (ou qu'elle *raconte*).

A - Comment est constitué le savoir ? L'approche **kulturwissenschaftlich**

Ute Daniel, historienne allemande proche de la *Neue Kulturgeschichte*[3], plaide pour une compréhension de l'histoire culturelle comme intégrant dans la réflexion et l'analyse la

---

[1] POLANYI, Karl. The economy as instituted process. *In* POLANYI, Karl / ARENSBERG, Conrad M. / PEARSON, Harry W. (dir.). *Trade and market in the early empires: economies in history and theory*. New York: The Free Press, 1957, pp. 243-270.

[2] GRANOVETTER, Mark. "Economic action and social structure: the problem of embeddness." The American Journal of Sociology 91.3 (1985): 481-510.

[3] La *Neue Kulturgeschichte* est un courant historiographique qui s'est développé à partir des années 1980 et 1990 qui favorise une approche large du regard historique. Le *cultural turn* induit par certains historiens est porté par la conviction que les disciplines traditionnelles comme l'histoire politique, l'histoire sociale ou l'histoire économique (l'histoire des structures) ne suffit plus à comprendre le passé. S'appuyant notamment sur la thèse de Clifford Geertz selon laquelle « man is an animal suspended in webs of significance he himself has spun », la culture prend une place significative dans l'analyse historique et la *Neue Kulturgeschichte* analyse notamment les perceptions des acteurs et groupes d'eux-mêmes et de leur environnement (GEERTZ, Clifford. Thick description. Toward an interpretative theory of culture. *In* GEERTZ, Clifford (dir.). *The interpretation of cultures*. New York: Basic Books, 1973, pp. 3-30, p. 5.).

question de savoir comment le savoir est constitué et selon quels critères il peut être discuté[1]. Ainsi considérée, il s'agit d'une approche *kulturwissenschaftlich* qui se distingue d'autres conceptions scientifiques en ce qu'elle ne positionne pas la cohérence (*Übereinstimmung*) entre l'affirmation (« vrai » ou « faux ») et la réalité factuelle (non-verbale) comme centrale mais en affirmant que toute réalité est construite par la langue (y compris la connaissance scientifique), dans le sens où elle ne suit pas les frontières disciplinaires ma favorise les approches inter- et pluridisciplinaires (un questionnement indiscipliné en quelque sorte) et qu'elle préfère la question du sens du savoir à la légitimation de l'approche.

Dans son analyse de l'approche *kulturwissenschaftlich*, Ute Daniel distingue clairement deux temps du débat d'idées : le début du 20ème siècle et le début du 21ème siècle. Alors que vers 1900 les représentants des sciences sociales naissantes, de concert avec des philosophes, psychologues et linguistes, cherchaient à s'émanciper du modèle scientifique des sciences exactes en élaborant des modèles alternatifs et indépendants de justification du savoir, le mouvement contemporain ne souffre plus de la nécessité de devoir légitimer sa méthode. Pourtant, loin de pouvoir simplement reformuler les conceptions du début du 20ème siècle, la *Kulturwissenschaft* contemporaine doit perpétuellement chercher à trouver (et prouver) comment on peut *aussi* déterminer sa nature scientifique et sa scientificité.

De manière générale, Daniel dessine deux traits fondamentaux qui caractérisent, en l'occurrence, l'histoire culturelle mais qui peuvent aisément être appliqués à l'approche choisie pour ce travail.

En premier lieu, il ne s'agit pas d'une histoire à trait (*Bindestrich-Geschichte*), d'un extrait d'une histoire générale. Si l'histoire culturelle a pu développer des préférences pour certains secteurs et ensembles (comme des moments de création de sens collectif (*Sinnstiftung*) à l'instar de l'étude des nationalismes ou des phénomènes de la politique mémorielle), il s'agissait en grande partie de secteurs que l'histoire sociale – avec son intérêt prédominant pour les structures, processus et institutions – n'avait pas cherché à analyser. Ainsi, l'intérêt pour les manières historiques de percevoir et de créer du sens sont devenues un des traits constitutifs du *cultural turn*[2]. Il n'y a rien d'essentiellement « existant » pour

[1] DANIEL, Ute. *Kompendium Kulturgeschichte: Theorien, Praxis, Schlüsselwörter*. Frankfurt a.M.: Suhrkamp, 2001, 476 p., p. 11.

[2] EYERMAN, Ron. "Jeffrey Alexander and the cultural turn in social theory." Thesis Eleven 79 (2004): 25-30.

l'histoire culturelle, il n'y a que – comme le soulignait John Dewey[1] – ce qui est « choisi », c'est-à-dire la sélection et la création d'un sujet avec une approche spécifique.

Tout sujet doit prendre en considération la dimension herméneutique, doit poser la question de savoir quel sens a été et est attribué aux phénomènes – quels qu'ils soient – par ceux qui les ont vécus ou qui les vivent. Cela implique l'ouverture à d'autres disciplines et leurs méthodes (l'ethnologie, les études littéraires ou encore la philosophie ou la théorie politique) afin de faire ressortir leurs interactions et d'en faire profiter l'étude du sujet et afin de mieux saisir la multiperspectivité[2]. Une telle science n'est, *de facto*, pas ancrée dans une seule discipline, elle s'approche d'avantage d'une logique globale de compréhension d'une situation ou d'un problème multiple car sociétal.

De pair avec cette multiperspectivité va l'interrogation constante sur le sens de la recherche elle-même. La théorie et la pratique de la recherche ne peuvent pas être séparées l'une de l'autre, des questions comme « qu'est-ce qu'un fait historique ? », « comment traiter le hasard dans l'histoire ? » ou « quel est le rôle de la structure narrative dans une explication ? » jouent le même rôle fondamental que des questions classiques comme « est-ce que cette source est correctement datée ? ».

En deuxième lieu, l'approche *kulturwissenschaftlich* ne permet pas de produire un savoir absolu. La méthode et la conclusion se trouvent dans une relation circulaire et se conditionnent mutuellement : peu importe le sujet étudié, ce qui est « produit » est structuré par les prescriptions implicites et explicites qui ont été faites en amont. Selon Ute Daniel, cela ne signifie pas qu'une telle approche permet de « faire mieux » et d'obtenir des résultats « plus sûrs » mais simplement de faire différemment, notamment en ouvrant à la diversité des approches sur un même sujet, tout en laissant de la place à la créativité interprétative autant qu'à la créativité dans l'écriture de l'analyse.

Sur la base de ces deux dimensions, Ute Daniel formule la conception d'une approche *kulturwissenschaftlich* à trois niveaux[3].

---

[1] DEWEY, John. *The quest for certainty: a study of relation of knowledge and action*. New York: Minton, Balch and Company, 1929, 318 p.

[2] Voir BÖHME, Hartmut / MATUSSEK, Peter / MÜLLER, Lothar. *Orientierung Kulturwissenschaft: was sie kann, was sie will*. Reinbek bei Hamburg: Rowohlt-Taschenbuch-Verlag, 2002, 270 p.

[3] DANIEL. *Kompendium Kulturgeschichte*, op. cit., p. 17.

Premièrement, les objets à traiter (les Hommes, les institutions, l'économie, la politique, l'art, le savoir, la croyance, les différenciations sociales, le pouvoir et la violence, les médias etc.) sont l'ensemble de ce qui *a* une histoire. On ne peut comprendre ou expliquer sans prendre en considération, dans la description ou explication, les significations, les manières de percevoir et de donner du sens des contemporains de l'objet. Il est impératif d'intégrer le contexte culturel et d'analyser et de décrire comment il donne sens.

Deuxièmement, les « sujets » de l'approche *kulturwissenschaftlich* doivent garder à l'esprit qu'ils ne se trouvent pas en-dehors de l'objet étudié mais que, au contraire, ils en font intégralement partie. Leurs perceptions du monde exercent une forte influence sur ce qu'ils considèrent comme objet de l'analyse. Si cette circularité est inévitable, elle ne constitue cependant pas un obstacle pour l'analyse scientifique mais est, au contraire, sa précondition : sans elle, il n'y aurait pas de questions à poser. Il est, en revanche, nécessaire de s'interroger, d'interroger l'analyse, sur cette circularité entre l'objet et le sujet. Mais, selon Ute Daniel, cette réflexivité, cette circularité entre l'objet et le sujet, permet également de remettre la dimension humaine au centre de l'analyse scientifique et de rendre également la langue de l'analyse plus accessible car focalisée sur l'humain.

Aussi, troisièmement, l'approche *kulturwissenschaftlich* est une des nombreuses manières d'aborder la façon dont les contemporains (ceux qui « consomment » l'analyse) réfléchissent sur eux-mêmes. Pour reprendre les termes d'Ernst Cassirer, l'approche *kulturwissenschaftlich* s'entend comme l'analyse de la forme symbolique à travers laquelle l'autovérification (*Selbstvergewisserung*) individuelle et collective se manifeste. Elle interroge le passé sur la manière dont les contemporains de ce passé se sont vus et interprétés et de quelle façon les contextes matériels, mentaux et sociaux ont influencés les perceptions et manières de donner du sens. De même, elle interroge le présent pour comprendre ce que l'intérêt pour un objet historique et la manière de l'analyser peuvent dire sur le présent : « Etwas über Geschichte wissen zu wollen, ist nicht zu trennen von dem Bedürfnis, etwas über sich selbst wissen zu wollen[1] ».

---

[1] « Le fait de vouloir savoir quelque chose sur l'histoire ne peut être séparé du désir de vouloir savoir quelque chose sur soi-même ». *Ibid*., p. 19.

B - L'approche scientifique de la culture d'Ernst Cassirer, une herméneutique intuitive

Bien que l'esquisse d'une « philosophie critique de la culture » d'Ernst Cassirer date du début du 20ème siècle et donc de la première phase de l'interrogation de la validité scientifique de l'approche *kulturwissenschaftlich*, elle reste la plus systématique des tentatives pour trouver un juste milieu entre les pôles opposés, d'un côté, d'une vision du monde scientifique et relativiste et, de l'autre, celle concentrée sur l'objet. Sa philosophie ne permet pas d'échapper à la complexité soit en tentant de délégitimer toute justification rationnelle en l'absence d'une explication finale (absolue) soit en considérant l'objet et son analyse comme réalités allant de soi. Formulée de manière positive, ce chemin du juste milieu, la philosophie de Cassirer postule que le caractère des termes et vérités scientifiques est relationnel et les objets de l'analyse scientifique ne sont pas des objets matériels mais des objectivations construites depuis le point de vue de l'observateur et la capacité analytique scientifique n'est pas « meilleure » ou plus objective que celle d'autres manières de voir le monde comme l'art ou la religion.

La philosophie d'Ernst Cassirer a connu une évolution substantielle tout au long de sa vie. Alors qu'au début de sa carrière, il pouvait être classé parmi les *Erkenntnisphilosophen* (philosophes de l'épistémologie), inspiré par les travaux de Leibniz, Descartes et Kant, sa pensée s'est muée d'abord en *Kulturphilosophie* (philosophie de la culture) puis en anthropologie.

L'œuvre *Substanzbegriff und Funktionsbegriff*[1] de 1910 fait partie intégrante du débat contemporain sur le sens et la portée de la connaissance scientifique. Le point de départ de la pensée cassirerienne est le postulat que des termes scientifiques n'étaient pas « essentiels » mais constituent des « champs » et des « suites », réalisant ainsi leur fonction productive. Cette affirmation s'oppose à la conception alors dominante selon laquelle les termes scientifiques seraient des termes d'essence grâce auxquels les phénomènes sont définis de manière substantielle et ainsi expliqués.

---

[1] CASSIRER, Ernst. *Substanzbegriff und Funktionsbegriff. Untersuchungen über die Grundfragen der Ekrenntniskritik*. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1994 (1910), XV-459 p.

Cassirer s'appuie, dans son développement, sur la notion d'énergie. Dans la théorie physique, l'« énergie » est utilisée pour trois raisons. D'abord, elle n'est pas une qualité matérielle mais une chose agissante qui reste elle-même invisible. Ensuite, elle permet une présentation mathématico-numérique : on peut exprimer l'énergie de manière chiffrée. Finalement, le terme énergie rend possible de lier des phénomènes du monde physique comme la force, la chaleur ou le mouvement entre eux. Ainsi, l'énergie n'a pas d'existence propre mais exprime le lien fonctionnel entre différents phénomènes[1].

Dans son œuvre majeure en trois parties, *Philosophie der symbolischen Formen* (1923[2], 1925[3] et 1929[4]), Cassirer va au-delà de la question de la connaissance en plaçant au centre de sa philosophie la langue et le mythe comme éléments principaux de l'activité et de la spontanéité culturelle de la pensée humaine. Il y démontre que la connaissance scientifique (*wissenschaftliches Erkennen*) trouve son fondement dans les formes d'interprétation objective, intersubjective et subjective quotidienne du monde. Cette philosophie reste marquée par l'intérêt de Cassirer pour la « logique » interne de l'expérience humaine. Il ne s'agit pourtant plus simplement d'une « logique » de l'expérience scientifique, celle-ci étant accompagnée par une logique de la compréhension linguistique, mythique et quotidienne du monde.

Selon Cassirer, il convient de repenser la fameuse formule d'Aristote selon laquelle l'Homme est un « animal rationnel ». L'Homme serait plutôt un « animal symbolicum », un être qui crée son identité dans le monde par l'usage de symboles[5]. L'idéation symbolique devient ainsi l'activité fondamentale de l'Homme.

Le travail d'Ernst Cassirer prend ses origines dans la théorie de la connaissance, aussi la première phase de son œuvre est marquée par un ancrage dans le néokantisme. Celui-ci constituait la tentative de formuler une réponse à deux interrogations fondamentales de la

---

[1] PAETZOLD, Heinz. *Die Realität der symbolischen Formen. Die Kulturphilosophie Ernst Cassirers im Kontext*. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1994, XVII-189 p., p. 44.

[2] CASSIRER, Ernst. *Philosophie der symbolischen Formen. Erster Teil : Die Sprache* Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1994 (1923), XI-300 p. .

[3] CASSIRER, Ernst. *Philosophie der symbolischen Formen. Zweiter Teil : Das mythische Denken*. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1994 (1925), XV-311 p.

[4] CASSIRER. *Philosophie der symbolischen Formen. 3*, op. cit.

[5] CASSIRER, Ernst. *Versuch über den Menschen: Einführung in eine Philosophie der Kultur*. Hamburg: Meiner, 1996, 381 p., p. 51.

philosophie, la crise de l'idéalisme et le succès des sciences naturelles[1]. La philosophie néokantienne était pleinement consciente des ruptures sociales et culturelles de son époque, même si son approche n'était nullement révolutionnaire mais plutôt réformatrice. L'impulsion néokantienne vis-à-vis de l'idéalisme restait académique, constatant son échec en raison de sa vision trop schématique du monde. A l'instar de Hegel, Schelling et Schopenhauer qui avaient voulu expliquer le monde par une série limitée de principes, ils récusaient le fait de réduire la nature multiple des phénomènes qui avaient été rendus visible par les sciences naturelles. Selon les néokantiens, la philosophie devait être à la hauteur des résultats empiriques obtenus par les sciences naturelles, d'où un retour vers Kant.

Par conséquent, des auteurs de l'École de Marburg, comme Otto Liebmann ou Paul Natorp, cherchaient à faire une relecture de l'œuvre de Kant à la suite des connaissances acquises par les sciences naturelles. Ernst Cassirer commença sa carrière de philosophe auprès d'Hermann Cohen qui cherchait à renouveler le criticisme de Kant par une compréhension de la connaissance scientifique. Ainsi, sa philosophie se transformait en critique de la connaissance. Après des travaux sur Leibniz[2], travaux sur les prémisses du kantisme, Cassirer s'orienta progressivement vers la philosophie de la culture en enrichissant au fur et à mesure une approche inspirée initialement uniquement par les sciences naturelles.

Aussi, sa philosophie s'approche en même temps des sciences humaines, de la linguistique, de l'ethnologie, de la littérature et de la psychologie d'un côté que de la physique, de la mathématique, de la chimie de l'autre côté. D'une théorie de la connaissance, sa philosophie glissa progressivement vers une théorie du sens symbolique de l'objectivation culturelle.

Ce glissement s'opère car l'intérêt de Cassirer se porte de plus en plus sur des questions de langue et de pensée mythique que la structure de pensée néokantienne imprégnée de logique, éthique et esthétique ne peut absorber. Sa philosophie des formes symboliques exige une nouvelle structure de pensée, une nouvelle herméneutique philosophique[3].

---

[1] Voir FRIEDMAN, Michael. *A parting of the ways : Carnap, Cassirer and Heidegger*. Chicago: Open Court, 2000, 175 p.

[2] CASSIRER, Ernst. *Leibniz' System in seinen wissenschaftlichen Grundlagen*. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1962 (1902), 548 p.

[3] SOBOLEVA, Maja. "Zur philosophischen Hermeneutik Ernst Cassirers." Phänomenologische Forschungen 1/2 (2001): 281-294.

Tournant le dos à la philosophie de la connaissance – invention de la modernité qui pose la question de savoir comment un sujet pensant peut accéder à des connaissances objectives – Cassirer se détache progressivement d'une conception cartésienne de la science. Or selon celle-ci, la science s'entend comme un tout systématique, construit de manière méthodique, dont les éléments sont le résultat de l'unicité de la méthode. Toutes les dimensions de l'espace de la pensée sont construites sur la base de présupposés hypothétiques. Le point de départ de la philosophie de la connaissance n'est pas de savoir comment une réalité existante est perçue par le sujet mais, au contraire, comment la réalité est formée par les présupposés de la pensée. Les termes clés de la pensée cartésienne sont mouvement, causalité et interrelation[1].

La réflexion de Cassirer se heurte à la conception de substance, telle qu'elle est définie par la pensée cartésienne pour laquelle la limite avec la pensée théologique métaphysique moyenâgeuse est facilement franchie en considérant que la totalité de la nature (*realitas*) ne peut être pensée que comme garantie par Dieu. Bien que Leibniz ait réussi à se libérer de cette emprise grâce à la logique et la mathématique et en considérant le temps comme une structure sérielle de suites qui renvoie à l'espace comme un espace de développement du temps et en postulant que le temps et l'espace se combinent dans le terme de la force pour devenir réalité, faisant de la force le principe qui permet de déchiffrer la réalité comme *Erscheinungswelt* (monde d'apparition/apparent).

Des termes comme causalité et énergie sont des termes fondamentaux de la dynamique. Ils formulent les principes de l'analyse empirique. Des termes ne sont donc pas des dérivés ou des sédimentations d'observations sensuelles mais, au contraire, la base de toute connaissance scientifique. Les termes sont les clés à travers lesquels nous pouvons « Erscheinungen buchstabieren, um sie als Erfahrung lesen zu können (*épeler des phénomènes afin de pouvoir les lire comme des expériences*)[2] ».

Cassirer développe cette pensée dans *Substanzbegriff und Funktionsbegriff*, son premier ouvrage systématique. Il s'agit, en premier lieu, d'une critique de la *Begriffstheorie* qui trouve ses origines chez Aristote. Cette théorie était basée sur la supposition que la fonction des termes consiste en un dévoilement de l'*être* des choses, de leur forme substantielle. La réalité

[1] CASSIRER. *Leibniz' System*, op. cit., pp. 19-32.

[2] *Ibid*., p. 324.

se présente comme une diversité, une pluralité organisée de choses. On arrive à déterminer les choses et événements en comparant leur caractéristiques similaires et leurs différences. Sur cette base, et par l'abstraction logique des caractéristiques généraux, on arrive à des termes universels. La création de termes s'oriente ainsi à l'ordre naturel des choses existantes telles que nous les connaissons au quotidien. Cette philosophie aristotélicienne s'appuie sur l'ontologie des formes substantielles.

Selon Cassirer, la philosophie moderne de Descartes et Leibniz a eu le mérite de défaire le lien entre l'ontologie des formes substantielles et la science. La fonction des termes consiste en la mise à disposition d'un schéma qui permet de reconnaître la réalité. Des termes, dit Cassirer, ne peuvent pas être puisés dans le domaine qu'ils sont sensés expliquer. Ce sont les termes qui construisent une réalité. Cela veut aussi dire que des termes ne coïncident jamais totalement avec une logique formelle et ne peuvent être puisés en elle. Les termes constituent plutôt le moment constitutif d'une réalité scientifique.

Des termes scientifiques ne se trouvent pas sans relations entre eux, ils forment un réseau et constituent des séries. Ce n'est que l'ensemble de termes qui permet de construire une réalité. Dans son ouvrage *Substanzbegriff und Funktionsbegriff* Cassirer tente de démonter cela sur la base de l'histoire contemporaine de la mathématique et des sciences naturelles. Précédent l'idée d'Edmund Husserl dans son ouvrage sur la crise des sciences européennes et la phénoménologie transcendantale[1] selon laquelle on aurait couvert la nature avec l'habit des mathématiques, Cassirer indique que « auch diejenige Form der Erkenntnis, der die Aufgabe zufällt, das Wirkliche zu beschreiben und bis in seine feinsten Fasern bloßzulegen, beginnt mit einer Abkehr von dieser Wirklichkeit und ihrem Ersatz durch die Symbole des Zahl- und Größengebiets[2] ». Le mouvement d'un corps, par exemple, ne peut être saisi que s'il est exprimé de manière numérique. Le corps en mouvement devient l'objet de la physique, par le détachement de son environnement et le fait d'être considéré comme un objet « rigide » dans un continuum de temps et d'espace[3].

---

[1] HUSSERL, Edmund. *Die Krisis der europäischen Wissenschaften und die transzendentale Phänomenologie*. Hamburg: Meiner, 1977 (1954), XXX-119 p.

[2] "Mais cette forme de connaissance à qui il incombe de décrire la réalité et de la décortiquer jusqu'à ses fibres les plus fines commence aussi par se détourner de cette réalité et la remplacer les symboles de chiffres et de grandeurs. » CASSIRER. *Substanzbegriff und Funktionsbegriff*, op. cit., p. 135.

[3] *Ibid*., p. 158.

De manière générale, des termes physiques ne décrivent pas des réalités individuelles mais forment des séries (*Reihen*) et des tissus (*Geflechte*). L'ensemble des termes – et non pas les termes individuellement – décrit l'expérience physique de manière correcte[1]. La connaissance physique est un processus dynamique qui est guidé et structuré par le trias d'énoncés de mesure, de lois et de principes[2]. Les énoncés de mesure renvoient vers les énoncés de loi et celles-ci sont éclairées par les énoncés de principes. Ce sont les principes qui forment le centre dynamique du développement des théories scientifiques. Ainsi, pour Cassirer, toute forme de métaphysique de la connaissance est questionnable. Il faut entendre par là la position qui sépare la conception d'un processus de connaissance en morceaux distincts.

Toute science empirique – et Cassirer rejoint ici Galilée – réunit en elle une composante « résolutive », une division analytique d'un phénomène complexe en des morceaux élémentaires et une composante « compositive », l'unification synthétique des systèmes partiels en un tout[3]. Résolution et composition se trouvent dans la même relation complémentaire que l'induction et la déduction. Cassirer détaille, pour le résumer de manière intermédiaire, la connaissance de la physique comme une interaction dynamique entre des opérations liées de manière fonctionnelle : induction et déduction, variable et constante, résolution et composition sont des facteurs qui se conditionnent et exigent mutuellement.

Afin de mieux saisir la transformation de la philosophie de la connaissance en une philosophie de la culture, il semble important de revenir sur deux éléments qui permettent de considérer la *Philosophie der symbolischen Formen* comme une conséquence méthodologique du cadre établi dans *Substanzbegriff und Funktionsbegriff*. Il s'agit là de la théorie cassirerienne de l'expérience (*Erfahrung*) et du problème de l'unité de la pensée et de l'être.

Au centre de sa pensée philosophique se trouve la théorie critique de l'expérience. L'expérience est libre des oppositions polaires et dichotomiques – comme sujet et objet ou intérieur et extérieur. On n'expérimente que ce qui est (ou a été). Le passé et le présent

---

[1] *Ibid.*, p. 193.

[2] CASSIRER. *Philosophie der symbolischen Formen. 3*, op. cit., p. 538.

[3] CASSIRER. *Substanzbegriff und Funktionsbegriff*, op. cit., p. 340.

semblent se situer sur un même niveau fonctionnel[1]. C'est seulement la réflexion logique, postérieure, qui casse l'unité de l'expérience en posant la question de la valeur de certains éléments de l'expérience, comme la valeur de la perception pour l'expérience dans son ensemble. Ainsi, un des premiers constats de la philosophie de la culture est la pluralité des modalités des expériences.

Dans *Substanzbegriff und Funktionsbegriff*, Cassirer se consacre encore à une théorie fonctionnelle de l'expérience. Des termes comme « réalité » ou « objectivité » ne peuvent être utilisés de manière pertinente dans le cadre de certains domaines d'expérience. Deux aspects sont ici cruciaux. D'un côté, des différenciations de contenu n'ont lieu que dans le cadre d'un système ordonné : "Es ist (...) die logische *Differenzierung* der Erfahrungsinhalte und ihre Einordnung in ein gegliedertes System von Abhängigkeiten, was den eigentlichen Kern des Wirklichkeitsbegriffs bildet[2]". D'un autre côté – et Cassirer préformule ici un présupposé théorique du terme symbole – il pense dans la relation des expériences individuelles – expériences séparées la totalité de l'expérience en tant que représentation[3]. Le singulier se trouve dans le rayon d'un système vers lequel il renvoie et qu'il représente. Cette relation n'est pas à considérer comme une association, mais dans le sens d'un enchaînement ou d'une série logique (*Reihenprinzip*).

L'unité de la pensée et de l'être est ainsi fondée par le principe de la convergence de l'enchaînement, de la série et du principe de la continuité de l'expérience[4]. C'est la cohérence interne des théories qui prouve leur validité et non pas l'étalon de mesure d'une réalité extérieure indépendante des relations des connaissances (*Erkenntnisrelationen*). La cohérence dépend de l'analyse correcte des faits. La convergence de la série, en revanche, est toujours une unité projetée. Elle fonctionne comme un principe de régulation dans le sens kantien. Des théories rencontrent des limites et celles-ci ne sont jamais purement aléatoires mais déterminées historiquement et systématiquement.

---

[1] *Ibid.*, p. 360.

[2] « C'est la différenciation logique des contenus de l'expérience et leur intégration dans un système ordonné de dépendances qui forme le véritable noyau du terme de réalité. » *Ibid.*, p. 371.

[3] *Ibid.*, p. 373.

[4] *Ibid.*, p. 426.

Le développement dynamique des théories est garanti par le principe de la continuité de l'expérience. Même si l'expérience est – en théorie – sans fin, il convient néanmoins de rechercher son unité systématique en chaque moment historique.

Il est impossible de déterminer l'intégralité de la réalité de manière parfaitement certaine car cela présupposerait que l'unité systématique de l'expérience soit quelque chose de positivement donné. Cependant, nous cherchons toujours à appréhender une partie de la réalité à l'aide des théories valables. Des théories peuvent toujours être partiellement falsifiées et ainsi améliorées. Dans l'ensemble (et en règle générale), elles ne se trompent jamais totalement. Le principe cassirerien de la convergence de la série correspond à la loi de Peirce du "consensus omnium", le consensus entre chercheurs qui s'établirait si la recherche sur un problème donné était arrivée était arrivée à une fin heureuse[1]. Ainsi pourrait être formulée une sorte d'opinion finale (« ultimate opinion »). Cette idée constitue un parallèle à l'idée cassirerienne de l'unicité de l'expérience. Seulement cette « ultimate opinion » reflète l'être du monde de manière cohérente et adéquate. Le « consensus omnium » n'est certes pas atteint et ne pourra jamais être atteint dans les conditions finies de la connaissance mais chaque consensus partiel au sein de la communauté des chercheurs en révèle une partie.

1) D'une philosophie de la connaissance vers une philosophie des formes symboliques

Dans l'introduction du premier tome de la *Philosophie der symbolischen Formen* on trouve les phrases suivantes :

> Neben der reinen Erkenntnisfunktion gilt es, die Funktion des sprachlichen Denkens, die Funktion des mythisch-religiösen Denkens und die Funktion der künstlerischen Anschauung derart zu begreifen, dass daraus ersichtlich wird, wie in ihnen allen eine ganz bestimmte Gestaltung nicht sowohl *der* Welt als vielmehr eine Gestaltung *zur* Welt, zu einem objektiven Sinnzusammenhang und einem objektiven Anschauungsganzen sich vollzieht. Die Kritik der Vernunft wird damit zur Kritik der Kultur. Sie sucht zu verstehen und zu erweisen, wie aller Inhalt der Kultur, sofern er mehr als bloßer Einzelinhalt ist, sofern er in einem allgemeinen Formprinzip gegründet ist, eine ursprüngliche Tat des Geistes zur Voraussetzung hat.[2]

[1] Voir SFENDONI-MENTZOU, Demetra. "Towards a potential-pragmatic account of Peirce's theory of truth." Transactions of the Charles S. Peirce Society 27.1 (1991): 27-77.

[2] « A côté de la pure fonction de connaissance, il s'agit d'appréhender les fonctions de la pensée linguistique, de la pensée mythico-religieuse, de l'intuition artistique, de telle façon qu'il apparaisse clairement comment à l'intérieur de chacune d'elles une certaine organisation – organisation non pas tant du monde que dirigée vers le

Ces phrases expriment la transformation de la philosophie de la connaissance vers une philosophie de la culture dans l'œuvre d'Ernst Cassirer. A partir de là, Cassirer formule l'idée d'une analyse de toutes les formes dans lesquelles se trouve une spontanéité de l'esprit humain. Dans la terminologie cassirerienne le terme « culture » désigne le mythe, la langue, l'art, la religion, la technique, les coutumes, le droit etc. Il part du principe que la « qualité » des formes catégorielles (à l'aide desquelles nous voyons, analysons et interprétons la réalité) est la même pour tout être humain car l'expérience humaine est universelle. Ce qui change d'une situation à l'autre est la « modalité » des formes à l'aide de laquelle nous organisons nos expériences. L'espace vécu à travers le mythe est toujours un espace concret et rempli de sens. L'espace géométrique (expression de la connaissance), au contraire, est un continuum abstrait et homogène qui peut être divisé de manière arbitraire.

Cassirer s'éloigne de l'idée kantienne de la dualité de la pensée discursive dans des termes, d'un côté, et la conception pure, de l'autre. Selon Cassirer, la dichotomie entre sensualité (*Sinnlichkeit*) et pensée conceptuelle doit être remplacée par l'idée de sensualité et de sens (*Sinn*). La philosophie de la culture part de la question du sens et de la signification. Le sens linguistique ou les significations mystiques ne peuvent être expliqués en se référant à la rationalité scientifique comme critère normatif.

Afin de saisir cette difficulté du sens et de la signification, Cassirer utilise le terme de symbole.

2) La classification de la philosophie des formes symboliques

La philosophie de la culture de Cassirer est basée sur les termes clés de *forme symbolique* et de *prégnance symbolique*[1]. Son intention centrale est de reconstruire les différentes formes de l'expérience humaine comme des modalités ou types d'activité symbolique. Le terme « activité symbolique » renvoie vers l'idée que toute expérience humaine peut être considérée comme donnant du sens (*Sinngebung*) au sein d'un substrat de

monde – se réalise comme système objectif de sens ou comme ensemble objectif de l'intuition. La critique de la raison devient alors une critique de la culture, qui cherche à comprendre à montrer comment tout contenu culturel, pour autant qu'il n'est pas isolé mais repose sur un principe forme général, suppose un acte originaire de l'esprit. » CASSIRER. *Philosophie der symbolischen Formen. 1*, op. cit., p. 11.

[1] Voir KROIS, John M. *Cassirer : symbolic forms and history*. New Haven: Yale University Press, 1987, 262 p., pp. 50-77; KROIS, John M. Problematik, Eigenart und Aktualität der Cassirerschen Philosophie der symbolischen Formen. *In* BRAUN, Hans-Jürgen / HOLZHEY, Helmut / ORTH, Ernst-Wolfgang (dir.). *Über Ernst Cassirers Philosophie der symbolischen Formen*. Frankfurt a.M.: Suhrkamp, 1988, pp. 15-44; *ibid*.,

signification: « Wir versuchten mit dem Symbolbegriff das Ganze jener Phänomene zu umfassen, in denen überhaupt eine wie immer geartete 'Sinnerfüllung' des Sinnlichen sich darstellt; – in denen ein Sinnliches, in der Art seines Daseins und So-Seins, sich zugleich als Besonderung und Verkörperung, als Manifestation und Inkarnation eines Sinnes darstellt[1] ».

Dans le symbole sont donc réunis, selon Cassirer, sensualité (*Sinnlichkeit*) et signification (*Bedeutung*) de façon à ce que la sensualité exprime également la signification. Toute signification doit s'incarner dans le médium de la sensualité. Mais cela signifie aussi que la sensualité ne peut être saisie qu'à condition d'être chargée de sens (*Sinn*). Cassirer utilise ici le concept de « *prégnance symbolique* (symbolische Prägnanz) ». Cela permet de faire évaluer la philosophie vers une théorie de la « signification », vers une théorie universelle du sens. Cassirer donne la définition suivante : « Unter 'symbolischer Prägnanz' soll also die Art verstanden werden, in der ein Wahrnehmungserlebnis als 'sinnliches Erlebnis', zugleich einen bestimmten nicht-anschaulichen 'Sinn' in sich fasst und ihn zur unmittelbaren konkreten Darstellung bringt[2] ».

Le terme « prégnance » crée un lien avec la *Gestaltphilosophie*. Celle-ci considère la perception humaine comme une organisation du champ de perception. Le champ de perception est *toujours* organisé et structuré. Cette organisation et structuration s'appuient sur une activité qui va au-delà de la simple reproduction de lois biologiques. Dans le même temps, la construction de formes n'est pas le résultat d'actes intellectuels[3]. « Prégnance » doit donc être comprise comme *marque* ou *façonnage*. « Prégnance symbolique » désigne ainsi l'articulation d'une expérience : toute expérience humaine est précédée par un vécu de prégnance symbolique.

De cette manière, la prégnance symbolique doit être comprise comme un terme relationnel. L'exactitude d'une expérience articulée dépend du médium symbolique afférent.

---

[1] « Nous avons donné d'emblée au concept de symbole une signification différente et plus large, visant à recouvrir la totalité des phénomènes dans lesquels se présente, de façon ou d'autre, un 'remplissement par le sens' du sensible, c'est-à-dire dans lesquels un phénomène sensible, selon le mode de son existence et de son essence, se représente comme particularisation et concrétisation, comme manifestation et comme incarnation d'un sens. »

[2] « Par 'prégnance symbolique' on doit entendre par là la façon dont un vécu de perception, en tant que vécu sensible renferme en même temps un certain 'sens' non intuitif qu'il amène à une représentation immédiate et concrète. » *Ibid*., p. 235.

[3] *Ibid*., p. 274.

L'idéation symbolique est logée dans un schéma dynamique, reliant une expérience à une autre et renvoyant l'une à l'autre.

Le deuxième terme clé de la philosophie de la culture de Cassirer est celui de la *forme symbolique*. *Prégnance symbolique* et *forme symbolique* se trouvent dans une relation corrélative. En 1921, Cassirer donne une première définition de *forme symbolique* : « Unter einer 'symbolischen Form' soll jede Energie des Geistes verstanden werden, durch welche ein geistiger Bedeutungsgehalt an ein konkretes sinnliches Zeichen geknüpft und diesem Zeichen innerlich zugeeignet wird[1] ». Cette définition comprend trois aspects. D'abord, il s'agit d'un « signe sensuel ». Ensuite, ce signe transporte du sens. Finalement, il s'agit d'une « énergie de l'esprit ».

Cette dernière renvoie vers la distinction faite par Wilhem von Humboldt entre langue dans le sens d'*ergon* et langue dans la sens d'*energeia*[2]. Cette distinction permet de considérer la langue comme possibilité dynamique de création de sens (*Sinn*). Elle permet de considérer la langue, d'un côté, comme un système complet et, d'autre côté, comme un système de parole vivant. La parole vivante produit un surplus de signification qui, certes, est disponible grâce aux règles de grammaire mais qui doit continuellement être réactualisé.

La particularité de la pensée de Cassirer se trouve dans le fait que l'activité dynamique de la pensée humaine n'est pas limitée au modèle de la langue. Toute forme symbolique – et non seulement la langue – réalise un potentiel de signification qui somnole dans sa grammaire. Il s'agit d'un élargissement et enrichissement continus de signification culturelle. La culture constitue l'inépuisable réservoir de sens. Le mécanisme culturel est constitué par des interprétations sans cesse continues. Les symboles sont ici, d'une certaine manière, les organes ou instruments. L'Homme puise du sens à partir du réservoir des symboles.

Alors que le concept de la prégnance symbolique exprime la facette phénoménologiquement descriptible de l'activité symbolique, la forme symbolique vise la composante sémiotique et sociale de l'acte de la symbolisation. Il est possible de classer la philosophie cassirerienne dans la tradition de la sémiotique de Charles W. Morris et Charles

---

[1] « Par 'forme symbolique' nous entendons toutes énergie de l'esprit par lequel un contenu spirituel est relié à un signe sensuel concret et est dédié à ce signe. » CASSIRER, Ernst. *Wesen und Wirkung des Symbolbegriffs*. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1994 (1921), 230 p., p. 175.

[2] Voir CHABROLLE-CERRETINI, Anne-Marie. *La vision du de monde de Wilhelm von Humboldt*. Lyon: ENS Editions, 2007, 149 p., pp. 83-96.

S. Peirce selon laquelle, premièrement, un signe doit être considéré comme étant en relation avec d'autres signes (syntactique), deuxièmement, comme portant du sens (sémantique) et, troisièmement, comme étant compréhensible (pragmatique). Cassirer s'intéresse plus particulièrement à la genèse et à la transposition des signes et des systèmes de signes.

Afin de pouvoir de servir à une théorie de la culture, le concept de la forme symbolique doit répondre à une logique universelle : « Es ist ein gemeinsames Charakteristikum aller symbolischen Formen, dass sie auf jeden beliebigen Gegenstand angewendet werden können. Nichts ist für sie unzugänglich oder undurchdringlich: der spezielle Charakter eines Objekts beeinflusst ihre Aktivität nicht[1] ». Ainsi, les formes symboliques sont des formes universelles et intersubjectivement valables. A travers les formes symboliques, l'Homme se crée des organes qui lui permettent de constituer des espaces de vie culturellement signifiantes. Chaque forme symbolique est une matrice de la culture, un centre dynamique qui détermine et structure le processus d'interprétations culturelles. Dans son œuvre, Cassirer analyse le mythe, la langue, la technique, la science, l'art et l'histoire ainsi que la religion, les coutumes et le droit en tant que formes symboliques.

Sa philosophie peut être caractérisée, avec Charles S. Peirce, comme une rhétorique spéculative. Au centre de son interrogation se trouvent des questions de genèse, de transformations et de changements des formes de la symbolique. Le principe déterminant de l'évolution des formes symboliques est la suite d'une phase *mimétique* vers une phase *analogique*. Avant qu'une forme devienne, au sens stricte du terme, *symbolique* elle doit passer par cette évolution.

Les formes symboliques sont interdépendantes, et se chargent mutuellement. L'essentiel du travail de Cassirer consiste en une description analytique du tissage du monde des formes symboliques. Même si les formes symboliques ont un statut autonome, leur analyse est d'autant plus pertinente méthodologiquement parlant qu'elle implique les autres formes symboliques.

[1] « Toutes les formes symboliques ont en commun qu'elles peuvent être appliquées à tout objet. Rien n'est inaccessible ou impénétrable pour elles : la caractéristique spécifique d'un objet n'influe pas sur leur activité. » CASSIRER, Ernst. *Der Mythus des Staates. Philosophische Grundlagen politischen Verhaltens*. Frankfurt a.M.: Fischer, 1985, 410 p., p. 49.

Cassirer distingue trois fonction symboliques fondamentales. La fonction d'expression (*Ausdrucksfunktion*) se détache de la fonction de représentation (*Darstellungsfunktion*) et se distingue de la fonction de signification (*Bedeutungsfunktion*).

Dans la fonction d'expression, le signifiant et le signifié ne sont pas strictement distingués. Le signifiant est encore ce qu'il signifie. Elle a son origine dans l'unité du physique et du mental (*Seelischen*) de l'Homme :

> Das Verhältnis von Leib und Seele stellt das erste Vorbild und Musterbild für eine rein symbolische Relation dar, die sich weder in ein Dingebeziehung noch in eine Kausalbeziehung umdenken lässt. Hier gibt es ursprünglich weder ein Innen und Außen, noch ein Vorher oder Nachher, ein Wirkendes oder ein Bewirktes; hier waltet eine Verknüpfung, die nicht aus getrennten Elementen erst zusammengefügt zu werden braucht, sondern die primär ein sinnerfülltes Ganze ist, das sich selbst interpretiert. (...) Der eigentliche Zugang zum Leib-Seele-Problem wird erst gefunden, wenn einmal generell erkannt ist, dass Sinn-Verknüpfungen dieser Art es sind, auf denen auch alle Dingverknüpfungen und alle ursächlichen Verknüpfungen letzthin beruhen.[1]

L'idée centrale de Cassirer est ici que le lien entre le corps et l'âme est une relation symbolique et que celui-ci est à l'origine (presque) génétique de toutes les autres relations matérielles et causales.

La fonction de représentation – terme que Cassirer emprunte à Karl Bühler[2] - est marquée (à la différence de la fonction d'expression) par une relation référentielle entre le signe et le signifié, une relation créée par la langue. Un fait objectif est fixé de manière intersubjective. Ainsi, la fonction de représentation permet de constater et d'affirmer des choses concrètes et des événements[3]. Par conséquent, le domaine de la langue est la fonction de représentation.

---

[1] « La relation entre le corps et l'âme constitue le premier modèle et le premier gabarit pour une relation purement symbolique, une relation qui ne peut pas être pensée en tant que relation matérielle ni causale. Ici on ne trouve ni un intérieur et un extérieur, ni un avant et un après, ni une cause et un causé. Agit ici une connexion qui n'a pas besoin d'être assemblée à partir d'éléments séparés mais qui est principalement un ensemble rempli de sens qui s'auto-interprète. (…) On ne trouve le véritable accès au problème du corps-âme que si on reconnait que ce sont des liens de cette nature sur lesquels reposent toutes les relations entre choses et, finalement, tous les liens originels. » CASSIRER. *Philosophie der symbolischen Formen. 3*, op. cit., p. 117.

[2] BÜHLER, Karl. *Axiomatik der Sprachwissenschaften*. Frankfurt a. M.: Klostermann, 1933, 156 p; BÜHLER, Karl. *Ausdruckstheorie: das System an der Geschichte aufgezeigt*. Jena: Fischer, 1933, VIII-244 p; PERSYN-VIALARD, Sandrine. "La conception fonctionnelle du langage chez Karl Bühler." La Linguistique 47 (2011): 151-162.

[3] CASSIRER. *Philosophie der symbolischen Formen. 3*, op. cit., p. 133.

Dans sa genèse, la langue traverse des phases d'expression mimétique et d'analogue. Mais ce n'est qu'en tant que *forme symbolique* que la langue est apte à représenter. Elle permet alors de décrire un état de fait objectif comme une structure. Elle permet d'articuler le monde de la volonté subjective et, sur la base de sa structure de règles, de produire un savoir sur le fait de suivre des normes[1].

La *fonction de signification* est la troisième dimension des fonctions symboliques dans la théorie cassirerienne. Elle est le domaine du savoir et de la connaissance discursive. Le signe symbolisant et la chose symbolisée sont librement connectés. Les termes d'une connaissance scientifique se trouvent dans un enchaînement logique et c'est seulement en tant qu'enchaînement que les termes peuvent décrire un monde de faits. Il s'agit, en quelque sorte, d'un système d'événements.

La facette aussi bien phénoménologique que sémiotique du symbole permet à Cassirer, d'un côté, de retracer la genèse contingente du sens culturel et la signification culturelle. Le sens culturel est le résultat du travail productif de l'Homme avec des formes symboliques, qui ne sont jamais "complètes" et agissent en tant que source d'énergie ou de force. D'un autre côté, il est possible de procéder, à l'aide des instruments de la sémiotique, à une différenciation plus analytiquement complète des fonctions symboliques. L'Homme ne produit pas de n'importe quelle manière n'importe quel sens, mais il produit toujours du sens spécifique. Tout processus de compréhension et toute interprétation culturelle se produit donc dans un cadre ou un schéma spécifique. C'est seulement dans l'interaction entre un schéma et un cas particulier que naît un sens spécifique.

Le point de départ de la pensée de Cassirer (tout comme celle de son œuvre de manière générale) est la philosophie de Kant. Sa philosophie de la culture ne part pas du postulat dogmatique de la nature de l'Être absolu, « sondern sie stellt vorerst die Frage, was die Aussage über ein Sein, über einen 'Gegenstand' der Erkenntnis überhaupt bedeutet, und auf welchen Wegen und durch welche Mittel Gegenständlichkeit überhaupt erreichbar und zugänglich ist[2] ».

---

[1] CASSIRER, Ernst. *Symbol, Technik, Sprache. Aufsätze aus den Jahren 1927-1932*. Hamburg: Meiner, 1995, 214 p. , pp. 132, 134, 141.

[2] « Mais elle pose d'abord la question de savoir ce que l'affirmation sur un être, sur son 'objet' de connaissance signifie et par quel chemin et de quelle manière l'objectivation peut être atteinte et comprise. » CASSIRER. *Wesen und Wirkung*, op. cit., p. 238.

Contrairement à Kant, en revanche, Cassirer ne limite pas ce questionnement aux sciences exactes appuyées sur les mathématiques mais élargit sa validité « in jede Richtung und auf jedes Prinzip geistiger Gestaltung (*dans toute direction et à chaque principe de création intellectuelle*)[1] ». Ainsi, Cassirer introduit dans la pensée kantienne les humanités, les sciences sociales et les sciences culturelles, au même titre que les manières non-scientifiques de produire de la réalité, la langue, le mythe, la religion et l'art. Il s'agit pour lui d'analyser toutes les formes scientifiques et non-scientifiques afin d'en dégager les principes et les fonctions à l'aide desquelles ils forment leur objet :

> Die Kritik der Vernunft wird damit zur Kritik der Kultur (…). Immer liegt die entscheidende Frage darin, ob wir die Funktion aus dem Gebilde oder das Gebilde aus der Funktion zu verstehen suchen, ob wir diese in jene oder jenes in dieser 'begründet' sein lassen. Diese Frage bildet das geistige Band, das die verschiedenen Problemgebiete miteinander verknüpft: Sie stellt deren innere methodische Einheit dar, ohne sie jemals in eine sachliche Einerleiheit zusammenfallen zu lassen. Denn das Grundprinzip des kritischen Denkens, das Prinzip des 'Primats' der Funktion von dem Gegenstand, nimmt in jedem Sondergebiet eine neue Gestalt an und verlangt eine neue selbständige Begründung. Neben der reinen Erkenntnisfunktion gilt es, die Funktion des sprachlichen Denkens, die Funktion des mythisch-religiösen Denkens und die Funktion der künstlerischen Anschauung zu begreifen, dass daraus ersichtlich wird, wie in ihnen allen eine ganz bestimmte Gestaltung nicht sowohl der Welt, als vielmehr eine Gestaltung zur Welt, zu einem objektiven Sinnzusammenhang und einem objektiven Anschauungsganzen sich vollzieht.[2]

A l'opposé de Kant, Cassirer ne voit pas dans les structures des perceptions, grâce auxquelles le monde est vu et créé par les scientifiques, les artistes ou les historiens, une réalité universelle mais, au contraire, une structure de la perception humaine. Il adopte, pour sa structuration anthropologique de la compréhension du sens, la thèse de la *Gestaltphilosophie* (philosophie de la forme) de Max Wertheimer selon laquelle ils n'existent pas des impressions préexistantes porteuses de sens :

---

[1] CASSIRER. *Philosophie der symbolischen Formen. 1*, op. cit., p. 10.

[2] « Ainsi la critique de la raison devient critique de la culture (…). La question déterminante est toujours celle de savoir si nous tentons de comprendre la fonction par l'image ou l'image par la fonction, si nous considérons fondée la première dans deuxième ou la deuxième dans la première. Cette question constitue le lien intellectuel qui relie les différents problèmes entre eux : elle reflète leur unité méthodologique intérieure sans jamais les réduire à une unicité factuelle. Car le principe fondamental de la pensée critique, le principe du 'primat' de la fonction par rapport à l'objet prend une nouvelle forme dans chaque domaine et nécessite une justification particulière. A côté de la simple fonction de connaissance, il s'agit de comprendre la fonction de la pensée parlée, la fonction de la pensée mythico-religieuse et la fonction de la vision artistique afin de comprendre comment en elles se réalise non pas une création particulière du monde mais plutôt une relation au monde, à un sens objectif et vers un ensemble objectif. » *Ibid.*

> Ich betone aufs schärfste, dass die 'bloße', die gewissermaßen nackte Wahrnehmung, die frei von Zeichenfunktion wäre, kein Phänomen ist, das uns unmittelbar (…) gegeben ist. Was wir (…) erfahren und erleben – das ist kein Rohstoff einfacher 'Qualitäten', sondern es ist immer schon durchsetzt und gewissermaßen beseelt von bestimmten Akten der Sinngebung.[1]

Ce que Cassirer formule ici pour la perception est également valable pour les deux termes clés de sa philosophie : « culture » et « symbole ». Ni l'un ni l'autre n'ont de véritable substance, pas d'existence propre qui pourrait être définie. Au contraire, ils désignent une action :

> Denn der Inhalt des Kulturbegriffs lässt sich von den Grundformen und Grundrichtungen des geistigen Produzierens nicht loslösen : das 'Sein' ist hier nirgends anders als im 'Tun' erfahrbar (….). Das Zeichen ist keine bloß zufällige Hülle des Gedankens (…), sondern ist ein Instrument, kraft dessen dieser Inhalt selbst sich herausbildet und kraft dessen er erst seine volle Bestimmtheit gewinnt. Der Akt der begrifflichen Bestimmung eines Inhalts geht mit dem Akt seiner Fixierung in irgendeinem charakteristischen Zeichen Hand in Hand. So findet alles wahrhaft strenge und exakte Denken seinen Halt erst in der Symbolik und Semiotik, auf die es sich stützt.[2]

Le rôle de la réflexion épistémologique consiste donc, selon Cassirer, à comprendre les différentes formes scientifiques et non-scientifiques de la symbolisation et du façonnement de l'objet « in ihrer Eigenart, in ihrer Bedeutung und in ihrer typischen Grundrichtung (*dans leur particularité, dans leur sens et dans leur orientation fondamentale typique*)[3] ». Ainsi, cette réflexion joue un rôle beaucoup plus central que celle d'une simple sécurité épistémologique et méthodologique. Finalement, seul une vue d'ensemble – difficilement atteignable – de l'ensemble des objectivisations à travers la pluralité de formes symboliques présentes et passées permettrait de créer une forme d'« objectivité ». Aussi, le processus menant vers une « objectivité » plus importante est pensé de manière cumulative.

---

[1] « Je souligne fermement que la 'simple' perception, perception pour ainsi dire nue, celle qui serait libre de toute fonction de signe, n'est pas un phénomène qui nous est donné immédiatement. Expérimenter et vivre n'est pas une matière première de simples qualités mais est toujours, et d'une certaine manière, habitée par certains actes de sens. » CASSIRER. *Wesen und Wirkung*, op. cit., p. 214.

[2] « Car le contenu du terme culturel ne peut être dissocié des formes et orientations essentielles de la production intellectuelle : l''Être' ne peut ici être vécu nulle part ailleurs que dans le 'faire'(…). Le signe n'est pas une coquille arbitraire de la pensée (…) mais un instrument grâce auquel ce contenu se forme et grâce auquel il gagne son entière détermination. L'acte de la détermination conceptuelle d'un contenu va de pair avec la fixation dans un signe caractéristique. Ainsi, toute pensée réellement sérieuse et exacte trouve son appui seulement dans la symbolique et la sémiotique sur laquelle elle s'appuie. » CASSIRER. *Philosophie der symbolischen Formen. 1*, op. cit., pp. 11 et 18.

[3] « Dans sa spécificité, son sens et son mouvement propre », CASSIRER. *Wesen und Wirkung*, op. cit., p. 214.

Mais Cassirer ne pense cette cumulation pas du côté de la recherche sur les réalisations artistiques ou des formes symboliques, mais du côté de leur mobilisation. De cette manière Cassirer relativise la distinction entre les approches des sciences exactes et des sciences sociales de deux façons. D'abord en faisant ressortir les similitudes structurelles dans la formulation des termes et, ensuite, en précisant les manières d'objectiver qui caractérisent (ou qui devraient caractériser) les sciences exactes et les sciences sociales.

D'un côté, il interroge la théorie de la subsumption de la *Begriffsbildung* selon laquelle des notions scientifiques capables d'explication et de synthèse seraient établies par le fait que de plus en plus d'idées concrètes seraient subsumées sous des notions générales de plus en plus abstraites. Cette manière de former des notions d'espèces et de substance (boulot – arbre – plante) était employée par les néokantiens pour proclamer la différence fondamentale et essentielle entre les procédés des sciences naturelles et les sciences culturelles :

> Der wesentliche Akt, der hierbei vorausgesetzt wird, soll darin bestehen, dass wir gewisse Bestimmtheiten, an denen wir zunächst festhielten, fallen lassen ; dass wir von ihnen absehen und sie als gleichgültig aus dem Kreise der Betrachtung ausscheiden. Die glückliche Gabe des *Vergessens*, die unserm Geist eignet, seine Unfähigkeit, die individuellen Unterschiede der Fälle, die tatsächlich immer vorhanden sind, wirklich zu erfassen, ist es, die ihn zur Begriffsbildung befähigt (…). Erst die Unsicherheit der Reproduktion, die niemals das Ganze des früheren Eindrucks, sondern nur seine verschwimmenden Umrisse festhält, ermöglicht diese Zusammenfassung an und für sich ungleichartiger Elemente. So beginnt alle Begriffsbildung damit, an Stelle der individuellen Anschauung ein verallgemeinerndes Gesamtbild, an die Stelle der wirklichen Wahrnehmung ihre verstümmelten und verblassten Reste zu setzen. Hält man an dieser Auffassung fest, so gelangt man demnach zu dem seltsamen Ergebnis, dass alle logische Arbeit, die wir an die gegebene Anschauung wenden, nur dazu dient, sie uns mehr und mehr zu entfremden. Statt zu einer tieferen Auffassung ihres Gehalts und ihrer Struktur würden wir nur zu einem oberflächlichen Schema gelangen, in welchem alle eigentümlichen Züge des besonderen Falles ausgelöscht wären.[1]

[1] "L'acte principal qui est présupposé ici consistera dans le fait de laisser tomber certaines certitudes auxquelles nous tenions ; que nous les négligeons et que nous les excluons du champ d'études. C'est l'heureux don de l'oubli qui caractérise notre esprit, son incapacité à saisir réellement les différences des situations qui existent réellement, qui permet la conceptualisation (…). Ce n'est que l'incertitude de la reproduction, qui ne retient jamais l'intégralité de l'impression passée mais seulement ses contours flous, qui permet de rassembler des éléments différents. Aussi la conceptualisation commence par remplacer la conception individuelle par une vision globale généralisante, remplacer la perception réelle par des restes mutilés et pâles. Si on se tient à cette conception, on arrive à résultat étrange que tout travail logique que nous appliquons à la vision donnée ne sert qu'à nous éloigner davantage d'elle. Au lieu d'arriver à une compréhension plus profonde de son contenu et de sa structure, nous n'arrivons qu'à un schéma superficiel dans lequel les traits particuliers de la situation spécifiques seraient effacés. » CASSIRER. *Substanzbegriff und Funktionsbegriff*, op. cit., p. 23.

Les termes ainsi dégagés ne deviennent non seulement de plus en plus vides, le niveau d'abstraction augmentant, ils constituent également un sens logique unique :

> So wird dem 'Philosophen' das Abstrahieren freilich sehr leicht, die Bestimmung des Spezialen aus dem Allgemeinen dagegen desto schwerer : denn beim Abstrahieren hat er alle Sondermerkmale derart fortgelassen, dass er sie nicht mehr wiederzufinden und noch weniger die Abwechslungen, derer sie fähig sind, genau abzuzählen vermag.[1]

Au contraire, Cassirer plaide pour une autre logique de la création de termes qui oppose à « la généralité abstraite du terme la généralité concrète de la formule mathématique » :

> Abstrakte Allgemeinheit kommt der Gattung zu, sofern sie, an und für sich gedacht, alle Artunterschiede fallen lässt ; konkrete Allgemeinheit dagegen dem Gesamtbegriff, der das Besondere aller Arten in sich aufnimmt und es nach einer Regel entwickelt.[2]

La fonction mathématique est donc l'image originelle des termes de fonction ou de série ainsi créés mais cette forme de création des termes englobe finalement tous les termes et explications qui sont composés de structures ou de séries, constituant des liens ou des dépendances causales ou d'une autre nature :

> Denkt man das Besondere als Reihenglied, das Allgemeine als Reihenprinzip, so ist alsbald deutlich, dass beide Momente, ohne ineinander überzugehen und sich inhaltlich miteinander zu vermischen, doch in ihrer Leistung durchgehend aufeinander angewiesen sind. Es ist nicht einzusehen, dass irgendein konkreter Inhalt seiner Besonderheit und Anschaulichkeit verlustig gehen müsste, sobald er mit anderen gleichartigen Inhalten in verschiedene Reihen-Zusammenhänge gestellt und 'begrifflich' gefasst und geformt wird. Das Gegenteil ist vielmehr der Fall : je weiter diese Formung fortschreitet und je mehr Beziehungskreise es sind, in die das Besondere eintritt, um so schärfer hebt sich auch seine Eigenart ab. Jeder neue Gesichtspunkt der Relation – und der Begriff ist nicht mehr als ein solcher Gesichtspunkt – lässt zugleich an in ihm eine neue Seite, neue spezifische Beschaffenheit hervortreten.[3]

---

[1] "Ainsi l'abstraction devient très facile pour le philosophe, la détermination du spécifique à partir du général, au contraire, plus compliqué : car lorsqu'il abstrait, il a évacué tous les éléments particuliers de telle manière qu'il n'est plus capable de les retrouver et encore moins de distinguer les différenciations dont ils sont capables. » *Ibid*., p. 25.

[2] « La généralité abstraite revient au genre lorsqu'il, pensée pour lui-même, laisse tomber toutes les différences d'espèces ; la généralité concrète revient à la catégorie générale qui intègre la particularité de toutes les espèces et la développe selon une règle. » *Ibid*., p. 26

[3] « Si on pense le particulier comme le membre d'une série et le général comme le principe d'une série, il devient évident que les deux moments, sans s'intégrer l'un dans l'autre et de mélanger leurs contenus, restent dépendant l'un de l'autre dans leur réalisation. Il n'est pas envisageable qu'un quelconque contenu concret devrait perdre sa particularité dès qu'il est mis dans une série avec d'autres contenus similaires et est considéré et forgé 'conceptuellement'. C'est plutôt le contraire : plus cette formation avance et plus il y a de cercles de liens dans lesquels le particulier entre, plus sa particularité se démarque. Chaque nouveau point de vue de la relation –

Les termes de relation servent donc à ce que Cassirer considère comme le « principe fondamental de la connaissance (*Grundprinzip der Erkenntnis*) » : « dass sich das Allgemeine immer nur im Besonderen anschauen, das Besondere immer nur im Hinblick auf das Allgemeine denken lässt[1] ».

De même que l'« essence » des chiffres dérive de leur importance, le « sens » d'un terme ne peut être déterminé qu'en le considérant comme porteur et point de départ de certains jugements ou comme incarnation de possibles relations[2]. Ces termes ne peuvent pas être définis dans le sens substantialiste de la logique classique (« Mimi est un chat » - « Tous les chats sont des mammifères » - « Mimi est un mammifère ») mais seulement de manière implicite car ils ne prétendent pas avoir une « existence » propre dans la réalité mais expriment, au contraire, un jugement sur des liens :

> Was das 'Ding' des populären Weltbildes an Eigenschaften verliert, das wächst ihm an Beziehungen zu : denn jetzt steht es nicht mehr isoliert und ruht auf sich allein, sondern ist mit der Gesamtheit der Erfahrung durch logische Fäden unlöslich verknüpft. Jeder Einzelbegriff ist gleichsam einer dieser Fäden, an dem wir die wirklichen Erfahrungen aufreihen und mit künftigen, möglichen verknüpfen. Das sind die Gegenstände der Physik : die Masse wie die Kraft, das Atom wie der Äther, können nicht mehr als ebensoviele neue Realitäten, die es zu erforschen und in deren Inneres es einzudringen gilt, missverstanden werden, sobald sie einmal als die Instrumente erkannt sind, die der Gedanke sich schaffen muss, um das Gewirr der Erscheinungen selbst als gegliedertes und messbares Ganzes zu überschauen.[3]

Si l'on transfère cette pensée aux sciences sociales, ce sont les termes suivants qui produisent cet ordonnancement : condition et cause, changement et continuité, événement et structure, État et société, individu et groupe, mouvements sociaux et institution, pouvoir et révolution. Leur « sens » ne peut être déterminé en-dehors du contexte sans succomber à

---

et le concept n'est plus un point de vue en tant que tel – fait surgir de nouvelles facettes, de nouvelles qualités spécifiques. » *Ibid*., p. 297-298.

[1] « Le général ne peut être vu que dans le particulier et le particulier ne peut être pensé qu'en lien avec le général. » CASSIRER. *Philosophie der symbolischen Formen. 1*, op. cit., p. 18. Pour un développement de l'herméneutique cassirerienne, voir ci-dessous.

[2] CASSIRER. *Substanzbegriff und Funktionsbegriff*, op. cit., p. 42.

[3] "Ce que la 'chose' de l'image populaire perd en qualités, elle les gagne en relations : car maintenant elle ne se trouve plus isolée et est reliée à l'ensemble de l'expérience par des fils de logique. Chaque terme individuel est un de ces fils avec lesquels nous enfilons en série les expériences réelles et les relions aux futures et possibles expériences. Il s'agit des objets de la physique : la masse comme la force, l'atome comme l'éther ne peuvent plus être pris comme des réalités nouvelles qu'il s'agit d'explorer et de pénétrer leur intérieur, dès qu'ils sont reconnus comme les instruments que l'idée doit se créer afin d'avoir une vision de l'ensemble des apparitions en tant qu'un ensemble ordonné et mesurable. » *Ibid*., p. 220.

l'erreur d'un certain réalisme, mais il dépend du contexte historique auquel les termes sont appliqués et du champ des autres significations dans lequel ils sont positionnés. Leur capacité consiste, tout comme pour les termes scientifiques, en l'objectivation d'un fait en le constatant en tant que lien de causalité.

C'est précisément cela, selon Cassirer, que réalise l'expérience scientifique et qui rend analogue le procédé scientifique de celui des sciences culturelles. En symbolisant – à travers les chiffres et mesures – le cadre expérimental et les résultats, l'expérience scientifique classe et crée la « réalité » symboliquement. Toute « réalité » saisie de manière expérimentale ne devient « réelle » que par le fait que les données individuelles sont agencées d'une certaine manière et d'un certain point de vue qui ne leur sont pas propres en-dehors de l'expérience :

> Was wir beobachten, ist etwa ein bestimmter Ausschlag der Magnetnadel, der unter gewissen Bedingungen erfolgt ist : was wir dagegen als Ergebnis des Versuchs aussagen, ist stets ein objektiver Zusammenhang theoretisch-physikalischer Sätze, der weit über den begrenzten Tatsachenkreis, der uns im Einzelmoment zugänglich ist, hinausgreift. (…) Die unmittelbare Anzeige des Augenblicks wird nach allen Richtungen hin überschritten ; an ihre Stelle tritt der Gedanke einer allgemeingültigen Ordnung. Erst vermöge dieser Bereicherung seines unmittelbaren Gehalts wird der Inhalt der Wahrnehmung zum Inhalt der Physik und damit zum 'objektiv wirklichen' Inhalt. (…) Was zunächst isoliert schien, tritt jetzt zusammen und weist wechselweise aufeinander hin ; was zuvor als einfach galt, das offenbart jetzt eine innere Fülle und Mannigfaltigkeit, sofern sich zeigt, dass sich von ihm aus in kontinuierlichem Fortschritt und nach völlig bestimmten Regeln zu anderen und wieder anderen Daten der Erfahrung gelangen lässt. Indem wir die Einzelteile auf diese Art gleichsam mit immer neuen Fäden aneinanderknüpfen, geben wir ihnen damit jene Festigkeit, die das auszeichnende Merkmal der empirischen Gegenständlichkeit ausmacht. Nicht die sinnliche Lebhaftigkeit des Eindrucks, sondern dieser innere Beziehungsreichtum ist es, was ihm das Kennzeichen wahrhafter Objektivität aufprägt. Was die 'Dinge' der Physik über die Sinnendinge hinaushebt und ihnen ihre eigentümliche Art der 'Realität' verleiht, ist der Reichtum an Folgerungen, der von ihnen ausgeht.[1]

---

[1] « Ce que nous observons est par exemple une certaine déflexion de l'aiguille magnétique qui a eu lieu dans des conditions spécifiques : mais ce que nous considérons, en revanche, comme le résultat de l'expérience est toujours un lien objectif de postulats théorico-physiques qui va bien au-delà du cercle limité des faits qui est accessible à ce moment-là. (…) L'affichage immédiat du moment est dépassé dans toutes les directions ; l'idée d'un ordre universellement valable prend sa place. Seulement avec l'enrichissement de sa teneur immédiate le contenu de la perception de la physique devient un contenu 'objectivement réel'. (…) Ce qui d'abord semblait isolé, se ressemble désormais et se réfère réciproquement. ; ce qui auparavant était simple révèle maintenant une richesse et différenciation intérieure dès qu'on s'aperçoit qu'à partir de lui, dans une logique de progrès constant et suivant des règles déterminées, on peut atteindre des données nouvelles. En reliant ces morceaux de cette manière constamment en de nouvelles séries, nous leur donnons cette solidité qui est la caractéristique significative de la matérialité empirique. Ce n'est pas la vivacité de l'impression, mais cette richesse de relations internes qui lui donne le signe distinctif de la véritable objectivité. Ce qui élève les 'choses' de la physique au-dessus des choses des sens et leur donne leur nature de 'réalité' spécifique est la richesse des déductions qui en émane. » CASSIRER. *Substanzbegriff und Funktionsbegriff*, op. cit., pp. 372-373.

Comment alors appliquer cette logique de l'objectivation aux sciences sociales ? Dans sa *Philosophie der symbolischen Formen* Cassirer, a, de manière inachevée, thématisé cette transposition à travers trois dimensions symboliques : la phénoménologie de la connaissance (*Erkenntnis*), la pensée mythique et la langue (*Sprache*). Les sciences sociales objectivent les « objets » comme les autres sciences mais leur ajoutent une nouvelle fonction :

> Ein Kulturobjekt hat, wie jedes andere Objekt, seine Stelle in Raum und Zeit. Es hat sein Hier und Jetzt, es entsteht und vergeht. Und soweit wir dieses Hier und Jetzt, dieses Entstehen und Vergehen beschreiben, brauchen wir über den Kreis physischer Feststellungen nicht hinauszugehen. Auf der anderen Seite aber erscheint in ihm eben das Physische selbst in einer neuen Funktion. Es 'ist' und 'wird' nicht nur, sondern in diesem Sein und Werden erscheint ein anderes. Dieses Erscheinen eines 'Sinnes', der nicht vom Physischen abgelöst ist, sondern an ihm und in ihm verkörpert ist, ist das gemeinsame Moment aller Inhalte, die wir mit dem Namen 'Kultur' bezeichnen.[1]

Les sciences sociales et plus particulièrement les sciences culturelles sont « la vie en 'sens' » :

> Diese Bedeutungen sind ein Wiederholbares und Wiederkehrendes ; ein Etwas, das nicht am bloßen Hier und Jetzt haftet, sondern das in unzählig vielen Lebensmomenten und in der Aneignung und dem Gebrauch von Seiten noch so vieler verschiedener Subjekte als Sich-selbst-Gleiches, Identisches gemeint und verstanden wird. Kraft dieser Identität der momentanen Eindrücke erhebt, tritt, allmählich und stufenweise, ein bestimmter Gegenstand, ein 'gemeinsamer Kosmos' hervor.[2]

Chaque analyse par les sciences sociales d'une forme symbolique, et plus particulièrement la langue, l'art, la religion et le mythe, l'État et la société, se trouve confrontée à la tâche de l'analyse du sens de quelque chose qui est déjà doté de sens. La compréhension de ces formes sociales n'est pas celle d'un objet isolé mais celle d'un tissu relationnel de langue et d'action :

---

[1] "Un objet de culture a, comme tout autre objet, sa place dans l'espace et le temps. Il a son ici et maintenant, il naît et périt. Et tant que nous nous décrivons ce ici et maintenant, cette naissance et cet estompement, nous n'avons pas besoin d'aller au-delà des constatations physiques. D'un autre côté, ce physique apparaît lui-même dans une nouvelle fonction. Il 'est' est 'devient' non seulement mais dans cet être et ce devenir apparaît quelque chose d'autre. Cette apparition d'un 'sens' qui n'est pas détaché du physique mais qui est incarné avec et dans lui, est l'élément commun de tous les contenus que nous désignons sous le nom 'culture'. » CASSIRER, Ernst. *Zur Logik der Kulturwissenschaften: fünf Studien*. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1994, 126 p., p. 43.

[2] "Ces significations sont quelque chose qui se répète, quelque chose qui revient ; une chose qui n'est pas accroché au simple ici et maintenant mais qui est pensé et compris, dans un nombre innombrable de moments de la vie et dans l'appropriation et l'utilisation, comme égal-à-soi-même, identique, par tant de sujets différents. Grâce à cette identité des impressions momentanées s'élève, apparaît progressivement et graduellement un certain objet, un 'cosmos commun'. » *Ibid*., p. 15.

> 'Ich' und 'Du' sind nicht fertige Gegebenheiten, die durch die Wirkung, die sie aufeinander ausüben, die Formen der Kultur erschaffen. Es zeigt sich vielmehr, dass in diesen Formen und kraft ihrer die beiden Sphären, die Welt des 'Ich', wie die des 'Du', sich erst konstituieren. Es gibt nicht ein festes, in sich geschlossenes Ich, das mit einem ebensolchen Du in Verbindung setzt und gleichsam von außen in seine Sphäre einzudringen sucht. Geht man von einer derartigen Vorstellung aus, so zeigt sich am Ende immer wieder, dass die in ihr gestellte Forderung unerfüllbar ist. Wie in der Welt der Materie, so bleibt auch im Geistigen jedes Sein gewissermaßen an seinen Ort gebannt und für das andere undurchdringlich. Aber sobald wir nicht vom Ich und Du als zwei substanziell getrennten Wesenheiten ausgehen, sondern uns stattdessen in den Mittelpunkt jenes Wechselverkehrs versetzen, der sich zwischen ihnen in der Sprache oder in irgendeiner anderen Kulturform vollzieht, so schwindet dieser Zweifel. Im Anfang ist die Tat : im Gebrauch der Sprache, im künstlerischen Bilden, im Prozess des Denkens und Forschens drückt sich jene eigene Aktivität aus, und erst in ihr finden sich Ich und Du, um sich gleichzeitig voneinander zu scheiden. Sie sind in- und miteinander, indem sie sich in dieser Weise im Sprechen, im Denken, in allen Arten des künstlerischen Ausdrucks Einheit bleiben.[1]

L'analyse des phénomènes sociaux n'est pas tenue de se soumettre à quelconque procédure mythique de la compréhension d'un autre hermétiquement fermé dont le sens doit être « trouvé ». Au contraire, elle étudie des sources linguistiques et autres, les fragments des interactions antérieures avec lesquelles les générations passées se sont déterminées comme 'moi' et 'toi', comme objets et sujets. Cela veut dire qu'il s'agit de tenter d'« expliquer » le contexte historique dans lequel ils sont devenus interdépendants.

Avec une telle approche, l'historiographie n'est pas la connaissance de faits extérieurs ou d'événements, elle constitue une forme d'autocompréhension. Cependant, le moi historique n'est pas un soi individuel. Il est certes anthropomorphe mais pas égocentrique. Dans une formulation paradoxale, l'on pourrait dire que l'historiographie vise un 'anthropomorphisme objectif'. En laissant entrapercevoir la diversité de l'existence humaine, elle libère des déformations et des préjugés du moment. Un tel enrichissement et

[1] " 'Moi' et 'toi' ne sont pas des réalités finies qui créent les formes de la culture par les effets qu'ils ont l'un sur l'autre. Il s'apert plutôt que c'est dans ses formes et grâce à leur sphères réciproques le monde du 'moi' comme celui du 'toit' se constituent. Il n'y a un moi consolidé, fermé sur lui-même qui cherche à se mettre en relation avec et à pénétrer dans la sphère d'un toi. Si on part d'une telle idée, on verra, à la fin, toujours que l'exigence posée en elle-même n'est pas réalisable. Comme dans le monde de la matière, dans l'esprit chaque être reste cloué à son lieu et imperméable pour l'autre. Mais dès que nous ne partons pas du principe du toi et du moi comme deux entités substantiellement séparées, mais que nous nous plaçons au centre de l'échange qui a lieu entre eux dans la langue ou dans toute autre forme culturelle, ce doute disparaît. Au début se trouve l'action : dans l'utilisation de la langue, dans la création artistique, dans le process de la pensée et de la recherche s'exprime cette activité propre et ce n'est qu'en elle que se trouve le moi et le toi pour, en même temps, se séparer. Ils sont ensemble et fusionnés, en restant unis de cette manière dans la parole, dans la pensée, dans toutes les formes d'expression artistique. » *Ibid*., p. 51.

élargissement du soi, de savoir et du moi sensible sont l'objectif de la connaissance historique[1].

3) *Scientia intuitiva* ou Pour une méthodologie de l'intuition

La pensée de Cassirer peut être inscrite dans la prolongation de la « méthodologie de la compréhension intuitive[2] ». Selon Eckart Förster, la période entre la publication de *La critique de la raison pure* de Kant en 1781 et celle de la *Phénoménologie de l'esprit* de Hegel en 1806 est marquée par la centralité de la *scientia inuitiva* de Spinoza dont Goethe fait ressortir son lien étroit avec la raison téléologique de Kant. Dans *Versuch die Metamorphose der Pflanzen zu erklären* (1790) et son *Traité des couleurs* (1810), Goethe se penche – indirectement – sur l'opposition établie par Kant entre la raison intuitive et la raison discursive. Selon Kant, la raison intuitive correspond à la capacité (imaginée) de passer d'une vision d'un ensemble en tant que tel aux éléments particuliers nécessairement liés entre eux et qui constituent cet ensemble. Cette transition de la perception d'un ensemble vers les éléments contenus en lui n'est jamais soumise au hasard car les éléments sont les éléments nécessaires de l'ensemble présupposé. Par conséquent, la raison intuitive reconnaît la causalité réciproque de l'ensemble et des pièces constituant l'ensemble. La raison discursive – selon Kant la raison humaine et la seule humainement possible – doit, au contraire, partir des éléments plus ou moins bien identifiés pour arriver à l'ensemble, en formant une agrégation à partir de ces éléments contingents. La conception de l'ensemble ainsi établie doit cependant être considéré par la raison discursive seulement comme une construction mentale créée par la raison elle-même et non pas comme un ensemble « naturel ».

Dans ses travaux naturalistes, Goethe, en revanche, semblait avoir été inspiré par l'idée de Spinoza d'une centralité des éléments en tant que modification d'un ensemble infini. Il tente de transposer la vision mathématique de Spinoza à l'étude concrète de la nature en lui donnant une fondation méthodologique[3]. L'objectif de Goethe était moins la définition formelle de la raison et des possibilités de connaissance dans un sens transcendantal, mais plutôt la connaissance matérielle de la nature dans la multiplicité concrète de formes

---

[1] CASSIRER. *Versuch über den Menschen*, op. cit., pp. 291-292.

[2] Voir FÖRSTER, Eckart. *Die 25 Jahre der Philosophie : eine systematische Rekonstruktion*. Frankfurt a.M.: Klostermann, 2011, 400 p.

[3] *Ibid*., p. 25.

changeantes de ses manifestations. Goethe devient ainsi un intermédiaire entre Kant et Spinoza, tentant de réconcilier raison intuitive et raison discursive[1]. Il cherche à faire entendre que l'intuition de l'ensemble ne doit pas nécessairement se référer immédiatement à la totalité de la nature, mais qu'elle peut – plus modestement – se référer à la totalité d'un produit de la nature (comme les plantes ou les couleurs). C'est dans cette version d'une raison intuitive *limitée* qu'elle peut devenir un mode de la connaissance humaine.

Förster soutient que Hegel reprend dans sa *Phénoménologie* des éléments importants de la pensée de Goethe, notamment l'idée de faire suivre la montée des étapes de l'esprit vers le général par la descente vers le concret du particulier. On retrouve ici le modèle de la *scientia intuitiva* de Goethe, même si Hegel poursuit d'autres buts que Goethe. Pour Stefan Niklas, la pensée de Cassirer continue cette logique phénoménologique, notamment dans le troisième volet de la *Philosophie der symbolischen Formen*[2]. Non seulement la phénoménologie cassirerienne s'inspire de celle Hegel, elle partage son principe fondamental de l'analyse, son mouvement de la pensée, le principe de la 'phénoménologie' :

> Wenn ich von einer '*Phänomenologie der Erkenntnis*' spreche, so knüpfe ich hierin nicht an den modernen Sprachgebrauch an, sondern ich gehe auf jene Grundbedeutung der 'Phänomenologie' zurück, wie *Hegel* sie festgestellt und wie er sie systematisch begründet und gerechtfertigt hat. Für Hegel wird die Phänomenologie zur Grundvoraussetzung der Erkenntnis, weil er an diese letztere die Forderung stellt, die Totalität der geistigen Formen zu umspannen, und weil diese Totalität nach ihm nicht anders als im Übergang von der einen zur anderen Form sichtbar werden kann.[3]

Il souligne cependant que l'approche est identique mais que sa justification et la mise en œuvre diffèrent de celle de Hegel[4]. Contrairement à Kant, Cassirer ne vise pas une connaissance métaphysique mais des réponses méthodologiques, et cela particulièrement en

---

[1] *Ibid*., p. 257.

[2] NIKLAS, Stefan. "Ernst Cassirer 'Phänomenologie der Erkenntnis' und die 'Methodologie des intuitiven Verstandes'." Communication au XXIII. Kongress der Deutschen Gesellschaft für Philosophie (28.09.-02.10.2014) (2014), https://repositorium.uni-muenster.de/document/miami/faae203c-5c03-4d99-ae66-3180e8b05f20/artikel_niklas_2014.pdf (consulté le: 20.09.2018).

[3] « Quand je parle d'une 'phénoménologie de la connaissance', je ne me réfère pas à un usage contemporain de la langue, mais je reviens à la conception fondamentale de la 'phénoménologie' tel que Hegel l'a posé et tel qu'il l'a fondé et justifié méthodologiquement. Pour Hegel, la phénoménologie devient le prérequis de la connaissance, puisqu'il adresse à cette dernière l'exigence d'englober la totalité des formes mentales et parce que, selon lui, cette totalité ne peut être rendue visible que dans la transition d'une forme à l'autre. » CASSIRER. *Philosophie der symbolischen Formen. 3*, op. cit., p. VI.

[4] *Ibid*. p. IX.

ce qui concerne la 'totalité' des formes de l'esprit. Car l'objectif visé par Cassirer est justement la 'totalité' de la connaissance et elle peut être saisie seulement si on s'intéresse aux transitions entre début–milieu–fin au sein de la totalité. Ainsi, selon Niklas, on se retrouve dans ce que Förster a décrit comme la méthodologie de la raison intuitive.

Dans la terminologie cassirerienne, ces transitions dans la pensée concernent le continuum allant de la *Ausdruckswahrnehmung* (perception de l'expression) via la représentation jusqu'à la connaissance (scientifique) de pures relations de sens. La connaissance terminologique dans le sens d'une terminologie mathématique des relations, dont le sens ne renvoie plus à une conception sensuelle, est une abstraction du processus de la connaissance et seulement compréhensible grâce et à travers ce processus.

Afin de comprendre la totalité de la connaissance, il convient de parcourir toute la série des phases, de ses formations et des directions fonctionnelles. Il s'agit d'un « tour du monde », comme dit Cassirer[1]. Si la phénoménologie de la connaissance souhaite ainsi reconstruire les transitions de l'analyse d'événements concrets vers une pensée formelle, il faut considérer que cette transition est une transition dans le *sens* et non pas dans l'*être*. On pourrait caractériser la théorie de Cassirer comme une théorie *morphologique* de la connaissance qui ne poursuit pas de but métaphysique. C'est en cela que son approche constitue une prolongation de la méthodologie de la raison intuitive et de façon à renforcer la réflexion sur la méthode et l'analyse. Selon lui, la raison humaine non seulement *peut* être à la fois discursive et intuitive, elle l'est même par principe : la raison discursive et la raison intuitive constituent une unité différenciée de fonctions complémentaires[2].

Le thème de l'intuition est présent dans l'ensemble du troisième volet de la *Philosophie des formes symboliques*, lorsqu'il analyse par exemple la métaphysique de l'intuition chez Henri Bergson ou lorsqu'il analyse des concepts neurologico-psychioatriques dans lesquelles la 'totalité' (d'une forme ou d'une situation) est reconnue comme le principe moteur de la conception de l'homme, principe qui n'est pas composé d'éléments à analyser mais qui constitue un contexte qui ne peut être saisi qu'à travers ses moments, phases ou lien partiels.

---

[1] *Ibid*., p. 48.

[2] *Ibid*., p. 209.

Certes, nous dit Niklas, cette approche par phases conduit vers le 'haut' (de perception d'expressions à la connaissance d'une signification 'pure') et il peut sembler que les éléments individuels ne peuvent être compris que dans un mouvement du haut vers le bas. Cependant, cette approche *kulturwissenschaftlich* conduit la connaissance nécessairement dans un mouvement du bas vers le haut, et la connaissance des « choses individuelles » (des moments concrets) se fait à leur niveau, et leur analyse ouvre le chemin de la compréhension de l'ensemble. Les transitions au sein de l'ensemble et les séries du changement doivent ainsi être regardé de manière continue et de perspectives différentes si on souhaite approcher du tout, de la totalité. Cassirer qualifie cela également de 'reconstruction' qui ne vise pas principalement des phases historiques mais des phases logiques. Certes, une telle 'reconstruction' ne peut pas saisir le tout dans sa totalité *quantitative* et doit avoir recours à la raison discursive, mais en se focalisant sur les phases de transition au sein de l'ensemble, elle peut être considérée comme une *scientia intuitiva*.

4) L'herméneutique philosophique d'Ernst Cassirer : *Sinn* et *Sinnlichkeit*

Un des éléments centraux du travail de Cassirer est la question de l'« être » (*Sein*). Selon lui, celui-ci n'est pas une appellation (*Prädikat*) qui est à accorder seulement à certains sujets[1], non pas un « être » absolu, mais, au contraire, un « Sein, das von einer Mannigfaltigkeit von funktionellen Bestimmungen und Bedeutungen ausgeht[2] ». L'« être » est une unité de matière et de forme[3], le « quoi » et le « comment » en même temps, ce qui signifie qu'il est inévitablement déterminé par les modes et les structures de la perception humaine. La perception sensuelle (*sinnliches Erleben*) à travers laquelle l'Homme vit l'« être », inclut toujours un élément intellectuel qui contribue à la transformation d'un phénomène factuel en une structure symbolique. La nature spontanée de l'esprit humain amène la réalité à être perçue et conceptualisée d'un certain point de vue, spontanéité qui classe et réifie les données de la perception. Ainsi, l'« être » se trouve corrélé à la conscience, et Cassirer oriente sa pensée vers une ontologie transcendantale, conçue comme une théorie

[1] CASSIRER. *Philosophie der symbolischen Formen. 3*, op. cit., p. 374.

[2] « Qui part d'une diversité de déterminations et sens fonctionnels » CASSIRER, Ernst / HEIDEGGER, Martin. Davoser Disputation zwischen Ernst Cassirer und Martin Heidegger (1929). *In* HEIDEGGER, Martin (dir.). *Gesamtausgabe. Tome 3: Kant und das Problelm der Metaphysik*. Frankfurt a.M. : Verlag Vittorio Klostermann, 1991, pp. 274-296, p. 294.

[3] CASSIRER. *Wesen und Wirkung*, op. cit., p. 210.

de la totalité de l'expérience humaine, posant l'expérience humaine comme une unité de « sens » (*Sinn*) et « sensualité » (*Sinnlichkeit*). Une telle approche nécessite le développement d'une herméneutique, une nouvelle théorie de la compréhension.

L'orientation épistémologique donnée par Cassirer pose la question des conditions des possibilités de l'« être » et des conditions de vérité de la compréhension dans le sens d'une validité générale et de sa vérifiabilité[1]. La particularité de son approche est qu'il conçoit le monde de la culture dans un sens large. Cassirer remplace le terme « raison » par celui d'« esprit ». Alors que le premier crée les conditions du savoir dans la tradition épistémologique européenne, le second inclut les potentialités (*potentia*) et « forces fondamentales[2] » qui œuvrent en elles. Cassirer remplace le terme *Erkennen* (connaître) par celui de *Weltverstehen* (compréhension du monde), le premier n'étant qu'une forme particulière parmi d'autres. Le questionnement herméneutique se trouve ainsi élargi pour intégrer la question de savoir (et de prouver) comment le contenu de la culture est fondé par des principes formels généraux qui puisent dans une action originelle de l'esprit. Ainsi, le terme de *Verstehen* (compréhension) devient central puisqu'il constitue la base de la conception herméneutique cassirerienne.

D'abord, *Verstehen* se révèle comme la capacité humaine comme condition nécessaire pour le développement de l'« être », ensuite comme la forme pure de l'activité de l'esprit et, finalement, un processus que Cassirer qualifie comme « objectivation de l'esprit » et dont le résultat est le système culturel.

Par la reconnaissance de deux sources de sens – le monde et l'esprit humain – et par le fait de placer le sens (*Sinn*) au-dessus de l'« être », l'ontologie cassirerienne crée l'« être » en tant que cosmos symbolique, comme le monde des formes symboliques qui se manifestent dans la langue, le mythe, l'art, la religion et les sciences. Par sa thèse selon laquelle la compréhension du monde n'est possible qu'à travers les formes symboliques, l'herméneutique de Cassirer se mue en une sémiotique générale dont le but est l'analyse de la

---

[1] Voir CASSIRER. *Philosophie der symbolischen Formen. 3*, op. cit., pp. 12-16; CASSIRER. *Wesen und Wirkung*, op. cit., p. 228.

[2] CASSIRER. *Wesen und Wirkung*, op. cit., p. 228.

genèse et des principes des formes symboliques. La philosophie poursuit ainsi l'objectif de développer une forme de « grammaire » des formes symboliques en tant que telles[1].

Puisque chaque forme symbolique constitue une « synthèse du monde et de l'esprit », l'objectif de l'herméneutique est donc de déceler les principes qui régissent la naissance de cette synthèse et quelle « totalité concrète de l'être » est créée. Les principes de l'être qui donnent une forme spécifique à la réalité sont, par conséquent, les principes de la compréhension de l'être. Les catégories de l'esprit deviennent, dans le même temps les catégories herméneutiques de la compréhension de la réalité. La base méthodologique de la position herméneutique de Cassirer peut être définie comme l'unité de la conscience et des formes symboliques puisqu'il affirme que « der Inhalt der Kulturbegriffs lässt sich von den Grundformen und Grundrichtungen des geistigen Produzierens nicht lösen[2] ».

Cassirer distingue trois fonctions symboliques essentielles de l'esprit : expression, représentation et signification qui se trouvent dans une relation aussi bien structurelle-synchrone que génétique-diachrone. Structurellement naissent par ces fonctions des « paradigmatische Kulturwirklichkeiten (*réalités culturelles paradigmatiques*)[3] » ou « matrices culturelles[4] » à travers lesquelles l'homme rencontre le monde par son action propre. Selon Cassirer le mythe et l'art sont essentiellement l'expression de la fonction d'expression, à la langue revient la fonction de représentation et la science se base sur la fonction de signification. Ces trois catégories de l'esprit forment les formes structurelles du « monde de l'esprit objectif[5] » qui englobe l'intégralité des systèmes symboliques intersubjectivement valables et donnent à l'herméneutique son orientation « culturologique ».

Ces trois catégories permettent de décrire la réalité comme un système dynamique et ainsi correspondent aux trois fonctions trois visions du monde, chacune exprimant une compréhension différente du monde : une mythique, une quotidienne de l'homme moderne et

[1] CASSIRER. *Philosophie der symbolischen Formen. 1*, op. cit., p. 19.

[2] « Le contenu du terme de culture ne peut être distingué des formes et des orientations de base de la production intellectuelle. » *ibid*., p. 11.

[3] ORTH, Ernst Wolfgang. *Von der Erkenntnistheorie zur Kulturphilosophie: Studient zu Ernst Cassirers Philosophie der symbolischen Formen*. Würzburg: Könighausen und Nuemann, 1996, 326 p., p. 231.

[4] PAETZOLD, Heinz. Die symbolische Ordnung der Kultur. *In* FREDE, Dorothea / SCHMÜCKER, Wolfgang (dir.). *Ernst Cassirers Werk und Wirkung : Kultur und Philosophie*. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1997, pp. 163-184, p. 171.

[5] CASSIRER. Davoser Disputation. op. cit., p. 293.

une scientifique. Selon la thèse fondamentale de Cassirer, ce sont les mêmes « formes » générales de la conception et de la pensée qui auraient construits l'unité de la conscience en tant que telle[1]. Ces catégories ne changent pas avec le temps, cependant leur modalité, leur réalisation concrète dans les formes symboliques se modifient, entraînant un changement des visions du monde.

Le symbole se trouve au centre de l'approche cassirerienne. Il constitue la fonction centrale de la pensée, la « synthèse de la multitude » et constitue l'accès de l'homme au monde. Le symbole est caractérisé par sa stabilité et la variabilité, caractéristiques que Cassirer définit grâce au terme de « prégnance symbolique » qui signifie « die Art (…), in der ein Wahrnehmungserlebnis, als 'sinnliches' Erlebnis, zugleich, einen bestimmten anschaulichen 'Sinn' in sich fasst und ihn zur unmittelbaren konkreten Darstellung bringt[2] ». La prégnance symbolique est définie comme relation de base et originelle qui soustend à tout acte de perception. Par ailleurs, chaque perception est articulée, ordonnée et soumise à l'ensemble de la conscience : « das alles Einzelne des Bewusstseins nur dadurch besteht, dass es das Ganze potenziell in sich schließt[3] ».

Cette centralité du symbole en tant que principe de la création et de la compréhension du monde objectif permet de lever la dichotomie méthodologique – usuelle depuis Wilhelm Dilthey[4] – entre sciences naturelles et sciences sociales, dichotomie incarnée dans l'opposition des termes « Erklären » (*expliquer*) et « Verstehen » (*comprendre*). Selon Cassirer, la compréhension, la transformation symbolique de l'expérience sensuelle (*sinnliche Erfahrung*) en sens (*Sinn*) constitue la structure fondamentale de toute expérience. Les différents domaines de l'être sont les objectivations du même esprit humain et ontologiquement indifférenciables. Ainsi, Cassirer peut considérer la théorie de la connaissance comme une théorie de la signification dans le sens d'une sémiotique générale :

---

[1] CASSIRER. *Philosophie der symbolischen Formen. 1*, op. cit., p. 29; CASSIRER. *Philosophie der symbolischen Formen. 2*, op. cit., p. 78.

[2] « Par 'prégnance symbolique' on doit entendre par là la façon dont un vécu de perception, en tant que vécu sensible renferme en même temps un certain 'sens' non intuitif qu'il amène à une représentation immédiate et concrète. » CASSIRER. *Philosophie der symbolischen Formen. 3*, op. cit., p. 235.

[3] « Que tout élément individuel de la conscience n'existe que parce que potentiellement il intègre la totalité. » CASSIRER. *Philosophie der symbolischen Formen. 1*, op. cit., p. 45.

[4] BOEHM, Rudolf. "'Erklären' und 'Verstehen' bei Dilthey." Zeitschrift für philosophische Forschung 5.3 (1951): 410-417.

« Erkenntnistheorie ist im Grunde nichts anderes als eine Hermeneutik der Erkentnis[1] ». De cette manière, la dichotomie entre les deux est levée.

Si on devait résumer l'apport de l'approche cassirerienne pour le pour le présent travail, il convient de retenir l'aspect fondamental de sa tentative d'établir une synthèse entre les facteurs cognitifs (*Sinn*) et non-cognitifs (*Sinnlichkeit*) et leur unisson dans la logique du symbole. En attribuant à la *Sinnlichkeit* une capacité productive-synthétique, Cassirer élargit la sphère de la rationalité qui s'étend désormais à l'ensemble des actions de l'esprit, y compris l'intuition. Cela permet de parler de la totalité du sens qui est conditionné par la totalité de la compréhension. La compréhension est toujours présupposée pour la constitution des données de l'expérience. Le processus de la compréhension se réalise de différentes manières, chacune ayant une caractéristique de représentation spécifique. D'un point de vue herméneutique, cela signifie que l'idée d'un objet est dépendante du contexte de l'expérience[2]. Selon Cassirer, l'homme ne peut regarder, expérimenter, imaginer et penser que dans certaines formes et qu'avec le temps acquiert une conscience spécifique correspondant à ces formes. Conséquemment, une des règles herméneutiques exige que ce qui est vécu (*Erfahren*) doit être considéré depuis le contexte et de déterminer la compréhension depuis celui qui comprend dans son appartenance à une situation historico-culturelle précise – une autre manière de définir l'*embeddness* mentionnée ci-dessus. Dans l'acte de la compréhension, il y a un échange entre le sujet et le monde des formes symboliques. Le problème de la vérité devient un problème de « signification objective[3] ». Une véritable connaissance d'un objet peut être atteint par l'interaction de toutes les formes symboliques.

La *Philosophie des formes symboliques* offre une théorie générale de la compréhension du monde et peut être considéré comme une herméneutique qui porte en elle des aspects de la théorie de la connaissance, de la phénoménologie et de la sémiotique. Elle souligne l'importance des symboles des phénomènes culturels, permettant ainsi de s'inscrire dans une approche *kulturtheoretisch.*

---

[1] « La théorie de la connaissance n'est, au fond, rien d'autre qu'une herméneutique de la connaissance. » KROIS. Problematik, Eigenart und Aktualität der Cassirerschen Philosophie. op. cit., p. 26.

[2] CASSIRER. *Philosophie der symbolischen Formen. 3*, op. cit., p. 369.

[3] *Ibid*., p. 368.

Au cœur d'une telle approche se trouve le triangle *histoire – mémoire – identité*. En effet, l'identité – un terme largement employé mais qui semblerait pourtant inutilisable en raison de sa large diffusion[1] – nécessite une clarification. Ce concept aux contours flous, omniprésent dans les débats politico-publics, sera présenté dans un souci de clarification conceptuelle. Il s'agira, après avoir souligné son lien avec la narrativité de sa forme, de l'intégrer à la dimension historique et mémorielle.

[1] NIETHAMMER, Lutz. *Kollektive Identität: heimliche Quellen einer unheimlichen Konjunktur*. Reinbek: Rowohlt, 2000, 679 p.

II - Identité : un « fourre-tout » inutilisable ?

> Allerdings hat sich in Europa und geradezu hierzulande « Identität » in den letzten beiden Jahrzehnten zum Schlüsselwort der politischen und kulturellen Semantik entwickelt, dem man überall begegnet, wo Ungeklärtes mit besonderer Emphase vereinnahmt werden soll[1].

Depuis maintenant presque 50 ans, et de manière accrue depuis une trentaine d'années, le mot « identité » est devenu un terme pivot dans le vocabulaire des sciences sociales et plus particulièrement dans la réflexion sur l'immigration, l'ethnicité et les communautés nationales et le lien entre les trois. Tout comme celle de « mémoire », son utilisation a connu une telle inflation – devenant un « fourre-tout » permettant de désigner tous les contenus d'appartenance et demandes de reconnaissance – que son emploi nécessite une clarification terminologique afin de le rendre compréhensible et pertinent dans le cadre de ce travail. Un certain nombre d'auteurs s'est penché sur la question de ses origines, de son développement et de sa pertinence pour les sciences sociales[2].

A - « Identifying identity » : une petite histoire sémantique

Philip Gleason démontre que les changements sémantiques dans l'histoire du terme « identité » révèlent des transformations de son sens qui, elles, reflètent des changements plus profonds de la pensée (notamment nord-américaine) dans la seconde moitié du 20e siècle[3].

---

[1] « Assurément, en Europe et plus particulièrement ici, l''identité' est devenue, ces 20 dernières années, le mot clé du vocabulaire politique et culturel et que l'on rencontre partout où l'on cherche à s'approprier, avec beaucoup d'emphase, des phénomènes inexpliqués. » *Ibid*., p. 12.

[2] Philip Gleason a été le premier à décrypter l'histoire de l' « identité » dans un article devenu incontournable : GLEASON, Philip. "Identifying identity : a semantic history." The Journal of American History 69.4 (1983): 910-931. Le livre de Lutz Niethammer, plus récent, entreprend un voyage aux origines du terme en soulignant les inspirations multidisciplinaires qui se trouvent à la base de ce qu'il décrit comme une « conjoncture inquiétante », NIETHAMMER. *Kollektive Identität*, op. cit. Voir aussi NIETHAMMER, Lutz. Konjunkturen und Konkurrenzen kollektiver Identität: Ideologie, Infrastruktur und Gedächtnis in der Zeitgeschichte. *In* WERNER, Matthias (dir.). *Identität und Geschichte*. Weimar: Verlag Hermann Böhlaus Nachfolger, 1997, pp. 175-203.

[3] GLEASON. « Identifying identity. », art. cit., p. 911.

Les origines de l'utilisation d'« identité » dans la langue anglaise peuvent être retracées jusqu'au 16e siècle. Le terme faisait alors référence à l'idée exprimée par le mot *idem*, « le même[1] ». La définition donnée par l'*Oxford English Dictionary*, citant les travaux de John Locke (*Essay concerning Human Understanding*, 1690) et de David Hume (*Treatise on Human Nature*, 1739), définit l'identité comme « the sameness of a person or thing at all times or in all circumstances[2] ». Ainsi, l'identité renvoie à la notion de l'unité (et de l'unicité) de soi dans le temps[3].

C'est également le sens que lui donnera plus tard Paul Ricoeur dans *Soi-même comme un autre*, ouvrage dans lequel il distingue entre le « propre » et le « semblable[4] ». « Le propre » désignant la singularité, l'individu et son unicité, et le « semblable » renvoyant à l'appartenance à autre chose, chose ou groupe auquel on peut être « identifié ». Ricoeur désigne les deux volets du terme sous « identité ipse » et « identité idem » : « d'un côté l'identité comme 'mêmeté' (latin : *idem* ; anglais : *sameness* ; allemand : *Gleichheit*), de l'autre identité comme 'ipséité' (latin : *ipse* ; anglais : *selfhood* ; allemand : *Selbstheit*)[5] ». Les deux volets vont nécessairement ensemble, la particularité individuelle étant liée à ce qui l'entoure et qui peut soit la distinguer de, soit la relier à son contexte.

Plus récemment, l'utilisation faite du terme « identité » est devenue plus informelle et moins « technique ». Employé de manière intermittente dans la littérature de la première moitié du 20eme siècle, le terme d'identité fait son entrée dans les sciences sociales – en tant qu'enjeu de l'analyse – avec le travail de Will Herberg[6], en 1955. Étudiant le rôle de la religion dans la société américaine, Herberg pose la question de l'identité (« Qui suis-je ? ») en soulignant que les identités ethniques des immigrants aux Etats-Unis se sont transformées en une identification avec l'une des trois religions, suivant ainsi la logique de la loi de

---

[1] Paul Ricoeur reprendra plus tard les ambiguïtés philosophiques du terme dans son travail sur les deux volets (mêmeté et ipséité) de l'identité : RICOEUR, Paul. *Soi-même comme un autre*. Paris: Seuil, 1990, 424 p., particulièrement pp. 167-179.

[2] *Oxford English Dictionnary* (1989), cité dans GLEASON. « Identifying identity. », art. cit., p. 911.

[3] Voir aussi LANGBAUM, Robert. *The mysteries of identity : a theme in modern literature*. New York: Oxford University Press, 1977, X-383 p.

[4] RICOEUR. *Soi-même comme un autre*, op. cit.

[5] *Ibid*., p. 140.

[6] HERBERG, Will. *Protestant, catholic, jew : an essay in American religious sociology*. Chicago: Chicago University Press, 1955, XVI-309 p.

Hansen[1]. Cette approche de l'identité collective et du terme « identité » comme notion clé de la construction sociale a été reprise, quelques années plus tard, par Roger Penn Warren dans *Who speaks for the negro*[2] *?* Les travaux publiés par la suite se sont davantage focalisés sur la question de l'identité individuelle, celle de l'individu dans la société de masse[3], un thème devenant dominant aux Etats-Unis après 1945.

A partir de la seconde moitié du 20ème siècle, l'« identité » est devenue un thème majeur des sciences sociales, et le terme a été employé dans l'analyse des transformations de la société notamment dans le contexte des changements sociétaux majeurs[4] : « It is common knowledge that identity becomes a problem for the individual in a rapidly changing dynamic and technological society such as we have in America[5] ». Un lien était établi entre les innovations technologiques et leur impact sur la société et la modification de la perception de l'individu et du collectif. Il était désormais reconnu que les transformations des relations sociales résultant des changements des sociétés occidentales avaient un impact sur les individus et sur leur conception d'eux-mêmes au sein de leur environnement, allant dans le sens d'un renforcement de la perception du soi en tant qu'être unique et, en même temps, lié à l'entourage.

Jusqu'aux années 1970, l'utilisation du terme « identité » s'est tellement répandue qu'elle a entraîné par contrecoup les premières critiques et remises en cause. L'« identité » et la « crise d'identité » furent décriées comme un pur cliché[6]. L'identité avait atteint le même

---

[1] Selon Marcus Lee Hansen, la particularité de la troisième génération d'immigrés était la volonté de se souvenir de ses origines : « What the son wishes to forget the grandson wishes to remember ». HANSEN, Marcus Lee. *The problem of the third generation immigrant*. Roch Island (Ill.): Augustana, 1938, 24 p., p. 9. Pour l'actualité de la loi de Hansen, voir BENDER, Eugene I. / KAGIWADA, George. "Hansen's law of 'third-generation return' and the study of American religio-ethnic groups." Phylon 29.4 (1968): 360-370; KIVISTO, Peter / BLANCK, Dag (dir.). *American immigrants and their generations : studies and commentaries on the Hansen thesis after 50 years*. Urbana (Ill.: University of Illinois Press, 1990, VIII-222 p; UEDA, Reed. "American national identity and race in immigrant generations : reconsidering Hansen's 'law'." Journal of Interdisciplinary History XXII.3 (1992): 483-491.

[2] WARREN, Roger P. *Who speaks for the negro ?* New York: Random House, 1965, 454 p.

[3] Voir notamment STEIN, Maurice R. / VIDICH, Arthur J. / WHITE, David M. (dir.). *Identity and anxiety : survival of the person in mass society*. Glencoe (Ill.): The Free Press of Glencoe, 1960, 685 p.

[4] A ce sujet, voir également la conceptualisation des transformations vers des sociétés post-matérielles et les changements de valeurs que cela implique chez INGLEHART, Ronald. *Modernization and postmodernization : cultural, economic, and political change in 43 societies*. Princeton: Princeton University Press, 1997, 453 p.

[5] RUITENEBEEK, Hendrik M. (dir.). *Varieties of modern social theory*. New York: Dutton, 1963, XIV-434 p., p. 3.

[6] COLES, Robert. "Review of *Dimensions of a new identity* by Erik H. Erikson." *New Republic* du 8.06.1974.

niveau de généralité et prolixité qu'auparavant le terme « romantique », désignant « so many things that, by itself, it means nothing. It has ceased to perform the function of a verbal sign[1] ».

En dépit de ces premières critiques, le succès académique du terme et sa diffusion sont en grande partie dus aux travaux d'Erik H. Erikson qui a forgé le terme « identity crisis » dans son travail psychanalytique sur la jeunesse[2]. Dans ses travaux, le terme reste néanmoins assez vague, ce qui permet une diffusion – et une utilisation – d'autant plus importante. Selon lui, l'« identité » est difficile à cerner car elle désigne « a process located in the core of the individual and yet also in the core of his communal culture, a process which establishes, in fact the identity of those two identities[3] ». L'identité ainsi décrite désigne l'interaction entre le développement intérieur de la personnalité de l'individu et le sentiment d'appartenance naissant de l'action sociale[4].

Malgré l'accent mis sur l'importance de l'interaction, Erikson affirme que l'identité est ancrée dans l'individu, localisée dans sa structure psychologique, renvoyant ainsi à la réflexion de Paul Ricoeur sur le soi dans le temps. Ce fond « identitaire » résisterait à toute interaction sociale, permettant de penser la continuité et la mêmeté du « moi » dans le temps. Toutefois, Erikson a réfuté la réduction de son interprétation du terme « identité » à la simple question « Qui suis-je ? ».

La différence fondamentale est ici celle entre « identité », telle que l'auteur l'interprète, et « identification (*Identifizierung*) », telle que Sigmund Freud l'avait analysée au début du 20ème siècle[5]. Chez ce dernier, l'identification désigne principalement le processus

---

[1] LOVEJOY, Arthur O. *Essays in the history of ideas*. Baltimore: The John Hopkins Press, 1948, XV-359 p., p. 232.

[2] ERIKSON, Erik H. *Identity and the life circle : selected papers*. New York: International University Press, 1959, 171 p; ERIKSON, Erik H. *Identity : youth and crisis*. New York: W. W. Norton and Company, 1968, 336 p.

[3] ERIKSON. *Identity and the life circle*, op. cit., p. 22.

[4] Le premier est dérivé du modèle freudien de l'id – ego – super-ego, le second renvoie à l'idée d'une intériorisation des normes culturelles, l'acquisition des différents statuts sociaux et la diversité des rôles.

[5] Pour une présentation de la théorie freudienne sur l'identification, voir BALESTRIERE, Lina. *Freud et la question des origines*. Bruxelles: De Boeck, 2003, 262 p.

d'assimilation chez l'enfant, reflet d'une relation entre le moi et le surmoi[1]. Selon Gordon W. Allport, l'identification implique « the sense of emotional merging of oneself with others[2] ». La logique de l'identification est ainsi liée à celle de la *role theory* et de la *reference-group theory*[3]. Celles-ci comprennent l'identification comme le processus lors duquel un individu s'intègre dans un groupe. Cette intégration s'opère par la prise de conscience de l'importance du groupe de référence et détermine quelle attitude l'individu devrait adopter envers ce groupe et comment il devrait se comporter au sein du groupe.

S'opposant à l'interprétation freudienne, Nelson N. Foote définit l'identification chez l'individu comme « appropriation of and commitment to a particular identity or series of identities[4] ». L'identité individuelle est donc considérée comme l'artéfact de l'identification qui passe par le fait de nommer des identités, transformant des attributions sociales en éléments d'un sens du soi évoluant. Il s'agit d'un processus de découverte du soi face à l'autre. Cette interprétation va à l'encontre de celle d'Erikson, en soulignant que « the self is no longer a solid, given entity. (…) It is rather a process, continuously created and re-created in each social situation that one enters, held together by the slender thread of memory[5] ». L'identité individuelle est ainsi *toujours* liée à une identité *autre*, voire une identité collective environnante – « identité ipse » et « identité même » se trouvent donc intimement liées. Thomas J. Scheff va plus loin en assimilant l'identité à l'interaction sociale : « We have treated social relationship and identity as merely different terms for referring to the same phenomena : the establishment of mutually recognized, expected sequences of behavior in transaction. Identity refers to the individual's sequence of acts; relationship refers to the ensemble of acts made up by the sequences of all the parties involved[6] ».

---

[1] Voir FREUD, Sigmund. *Massenpsychologie und Ich-Analyse*. Leipzig: Internationaler Psychoanalytischer Verlag, 1921, III-140 p; FREUD, Sigmund. *Das Ich und das Es*. Leipzig: Internationaler Psychoanalytischer Verlag, 1923, 77 p.

[2] ALLPORT, Gordon W. *The nature of prejudice*. Reading (Mass.): Addison-Wesley, 1954, XVIII-537 p., pp. 293-294.

[3] Voir LINTON, Ralph. *The study of man : an introduction*. New York: Appleton-Century-Crofts, 1936, IX-503 p.

[4] FOOTE, Nelson N. "Identification as the basis for a theory of motivation." American Sociological Review 16.1 (1951): 14-21, p. 17.

[5] *Ibid*.

[6] SCHEFF, Thomas J. On the concepts of identity and social relationships. *In* SHIBUTANI, Tamotsu (dir.). *Human nature and and collective behaviour*. Englewood Cliffs (NJ): Prentice-Hall, 1970, pp. 193-207, p. 205.

Mais l'identité est également liée à la mémoire – individuelle et collective – qui, elle, lie les moments d'identification entre eux dans le temps.

La logique interactive lors de la formation de l'identité individuelle – ou, pour être plus précis, lors du processus d'identification de l'individu conduisant à la formation de l'identité individuelle – a été soulignée par l'école de l'interactionnisme symbolique[1]. Ce courant de pensée, émergeant à partir des années 1940, plaçait l'accent sur les interactions sociales et les systèmes symboliques partagés qui contribuaient à former la conscience de soi de l'individu. Des auteurs comme George H. Mead préféraient le terme de « soi » à celui d'« identité », tentant de comprendre comment et par quel biais les normes d'un groupe donné étaient intégrées par un individu[2].

La consolidation du terme « identité » comme principale catégorie d'analyse dans les sciences sociales et son succès comme catégorie d'analyse peuvent donc principalement être imputés au climat intellectuel favorable des années 1950 et 1960, notamment dans le contexte de la transformation de la société nord-américaine.

D'un côté, les sciences sociales ont, dans la seconde moitié du 20ème siècle, bénéficié de ce que Gleason appelle une « autorité cognitive[3] », qui s'appuyait sur la croyance que les sciences sociales aient la capacité de percer à jour les secrets de la condition humaine. De l'autre côté, la catégorie d'analyse « identité » succédait aux *national character studies* qui avaient fleuri avant et durant la Seconde Guerre mondiale[4]. Cette approche s'interrogeait sur la relation entre individu et société et sur la question de savoir jusqu'à quel degré l'identité individuelle était influencée par un environnement culturel donné[5].

---

[1] Voir LE BRETON, David. *L'interactionnisme symbolique*. Paris: PUF, 2008, VI-249 p.

[2] MEAD, George H. *Mind, self and society from the standpoint of a social behaviorist*. Chicago (Ill.): The University of Chicago Press, 1953, XXXVIII-400 p.

[3] GLEASON. « Identifying identity. », art. cit., p. 922.

[4] Voir notamment MEAD, Margaret. National character studies and the science of anthropology. *In* LIPSET, Seymour M./LOWENTHAL, Leo (dir.). *Culture and the social character : the work of David Riesman reviewed* New York: Free Press of Glencoe, 1961, pp. 15-26. Voir aussi MEAD, Margaret. *And keep your powder dry : an anthropologist looks at America*. New York: W. Morrow, 1953, X-274 p. Une autre étude exemplaire est celle de Ruth Benedict sur le Japon, BENEDICT, Ruth. *The chrysanthemum and the sword : patterns of Japanese culture*. Boston: Houghton Mifflin Company, 1946, 324 p.

[5] Par extension, il est possible de considérer les travaux regroupés dans l'ouvrage issu du projet de recherche *Berkeley Public Opinion Study* de l'Université de Californie, lancé en 1943. ADORNO, Theodor / FRENKEL-BRUNSWIK, Else / LEVINSON, Daniel J. / SANFORD, Nevitt (dir.). *The authoritarian personality*. New York: Harper and Row, 1950, XXXIII, 990 p.

De plus en plus, les termes de « caractère national » et d'« identité » furent utilisés de manière équivalente[1]. Ainsi s'opéra, en sciences sociales, le glissement de sens d'un terme employé à l'origine au niveau individuel vers un outil d'analyse et d'interprétation de collectifs et de leur cohérence interne.

Se détachant de la logique individuelle et de la mise en cause de la société de masse et accompagnant la naissance des mouvements identitaires à partir des années 1960 qui revendiquaient des droits particuliers sur la base d'un ensemble de caractéristiques propres au groupe d'appartenance, la logique identitaire se trouvait désormais de plus en plus liée à la catégorie de l'ethnicité, remplaçant le paradigme religieux de Hansen par des enjeux d'ordre ethnique. Le meilleur exemple de cette tendance fut le mouvement noir dans le sillage du *Civil Rights Mouvement* qui, à partir des années 1960, affirma l'existence (et la nécessité) d'une conscience – noire – ethnique, le légitimait et contribua ainsi à renforcer le lien entre « ethnique » et « identité[2] ».

Dans la suite du *Civil Rights Mouvement* aux Etats-Unis, l'identité ethnique sembla prendre le pas sur l'identité nationale[3]. Là encore, la catégorie collective supplantait la catégorie individuelle, inscrivant l'individu dans un collectif dont les contours seraient déterminés par des caractéristiques considérées comme constitutives du collectif et le distinguant d'autres groupes. L'identité individuelle est ici placée au second plan par rapport à une identité collective du groupe qui, elle, détermine l'identité individuelle.

Finalement, le terme *identité* rencontra un écho formidable dans les années 1960 : sa diffusion rapide transcendait les frontières nationales, celles des disciplines scientifiques, il s'intégra dans le langage scientifique et journalistique[4]. La multiplication de son utilisation rend à la fois facile et impossible l'emploi précis du terme, l'imposant comme un élément de

---

[1] C'est le cas notamment chez ERIKSON, Erik H. *Childhood and society*. New York: Norton, 1963, 445 p. qui utilise "American identity" comme équivalent à "American character".

[2] Pour le développement de la question identitaire aux Etats-Unis à partir des années 1960, voir COLBURN, David / POZZETTA, George. Race, ethnicity and the evolution of political legitimacy. *In* FARBER, David R. (dir.). *The Sixties : from memory to history*. Chapel Hill: The University of North Carolina Press, 1994, pp. 119-18. Pour les conditions socio-économiques, voir BELL, Daniel. Ethnicity and social change. *In* GLAZER, Nathan (dir.). *Ethnicity : theory and experience*. Cambridge (Mass.): Harvard University Press, 1975, pp. 141-174.

[3] GLAZER, Nathan. *Affirmative discrimination : ethnic inequality and public policy*. New York: Basic Books, 1975, 248 p., pp. 177-178.

[4] BRUBAKER, Rogers. "Au-delà de l'identité." Actes de la recherche en sciences sociales 139.1 (2001): 66-85, p. 67.

langage incontournable dans toute analyse des phénomènes collectifs tout en laissant ses contours flous.

B - « Une conjoncture inquiétante » : critiques de l'identité

Si l'identité est partout, elle n'est nulle part[1].

(S)o gilt in unserer öffentlichen Sprache auch kollektive Identität auf allen Ebenen weithin als etwas Positives, Notwendiges, ja geradezu als ein Gebot. Und diese positive und normative Kraft wächst ihr stillschweigend zu und bedarf selbst bei denen, deren kritischer Geist sonst alles auseinandernimmt, keiner weiteren Begründung[2].

Se développant à partir des premières approches du phénomène identitaire – comme dans l'exemple de l'ethnicité cité ci-dessus – les études récentes sur l'identité se sont orientées vers une approche constructiviste[3]. Selon Rogers Brubaker, cette approche, après avoir « défait » l'idée d'une identité primordiale ou naturelle, permet de repenser l'identité sans être accusé d'essentialisme et de manière moins conflictuelle. L'idée constructiviste a ainsi contribué à rendre l'« identité » *acceptable*, mais, en même temps, elle a également contribué à la prolifération de la catégorie identitaire, rendant plus difficile toute analyse approfondie : « Ranger sous le concept d'*identité* tout type d'affinité et d'affiliation, toute forme d'appartenance, tout sentiment de communauté, de lien ou de cohésion, toute forme d'autocompréhension et d'auto-identification, c'est s'engluer dans une terminologie émoussée, plate et indifférenciée[4] ».

[1] *Ibid.*, p. 66.

[2] « Ainsi, l'identité collective est considérée à tous les niveaux et dans notre langage comme quelque chose de positif, nécessaire, presque comme un commandement. Et cette force positive et normative lui revient implicitement et ne nécessite pas d'explication, même chez ceux dont l'esprit critique décortique habituellement tout. » NIETHAMMER. *Kollektive Identität*, op. cit., p. 19.

[3] En 1983, quand Philip Gleason publia son article « Identifying identity », l'opposition entre l'idée d'une identité « primordiale » et une identité « construite » n'avait pas encore fait l'objet d'une étude approfondie. Suivant Nathan Glazer et Daniel P. Moynihan [GLAZER, Nathan / MOYNIHAN, Daniel P. (dir.). *Ethnicity : theory and experience*. Cambridge (Mass.): Harvard University Press, 1975, IX-531 p., pp. 19-20.], Gleason parlait d'une identité « optionnelle » ou « circonstancielle ». Pour une présentation de l'opposition désormais classique, voir CALHOUN, Craig. Social theory and the politics of identity. *In* CALHOUN, Craig (dir.). *Social theory and the politics of identity*. Oxford: Blackwell, 1994, VI-350 p., notamment pp. 9-36; CALHOUN, Craig. *Nations matter : culture, history and the cosmopolitan dream*. London: Routledge, 2007, IX-238 p., notamment pp. 117-146.

[4] BRUBAKER. « Au-delà de l'identité. », art. cit., p. 66.

L'identité devient une *chose*, quelque chose que les individus (et les groupes) ont, recherchent, construisent et négocient. Son existence et la nécessité de son existence ne sont, dans l'espace public, plus mises en cause, « es steht außer Zweifel, dass es sie gibt und geben sollte[1] ». Et ce malgré la persistance de nombreuses interrogations sur la clarté et la pertinence de la notion et du concept « identité ».

Le problème, selon Brubaker, est que cette double casquette contribue à la réification de la notion, « sous-entendant ou affirmant que des 'nations', des 'races' et des 'identités' 'existent' et que les gens 'ont' une 'nationalité', une 'race', une 'identité[2]' ».

Cherchant à clarifier les différentes utilisations, Brubaker en dénombre cinq très hétérogènes du terme « identité ». D'abord, il peut y avoir une opposition entre « intérêt » et « identité » afin d'approcher et de conceptualiser « les modes non-instrumentaux de l'action sociale et politique ». Puis, il peut s'agir d'un phénomène collectif, dénotant « une similitude fondamentale et conséquente entre les membres d'un groupe ». Ensuite, constituant un élément central de l'individualité, l'identité « est invoquée pour désigner quelque chose de supposément *profond*, *constant* ou *fondamental* ». De plus, considérée comme base de l'action collective, l'identité souligne « le développement *progressif* et *interactif* d'un certain type d'autocompréhension collective, d'une solidarité ou d'un 'sentiment de groupe' ». Enfin, l'identité est comprise comme produit temporel de « discours multiples et concurrents », soulignant « la nature *instable*, *multiple*, *fluctuante* et *fragmentée* du 'moi' contemporain[3] ».

Cette présentation permet de distinguer entre deux types d'« identité » : les « identités dures » et les « identités molles ». Il est intéressant de noter que les conceptions dures de l'identité reprennent, dans une logique constructiviste, une grande partie des arguments de l'approche primordialiste :

> 1. L'identité est quelque chose que tout le monde a, ou devrait avoir, ou recherche. 2. L'identité est quelque chose que tous les groupes (…) ont ou devraient avoir. 3. L'identité est quelque chose que les gens (et les groupes) peuvent avoir sans en être conscients. Dans cette perspective, l'identité est une chose *à découvrir* et au sujet de laquelle on peut se *tromper* (…). 4. La

---

[1] « Il n'y a aucun doute qu'elles existent et qu'elles devraient exister. » NIETHAMMER. *Kollektive Identität*, op. cit., p.16.

[2] BRUBAKER. « Au-delà de l'identité. », art. cit., p. 70.

[3] *Ibid*., pp. 71-72, italiques dans l'original.

> conception forte de l'identité collective implique une conception forte des liens qui relient les membres d'un groupe entre eux et de l'hétérogénéité du groupe[1].

Ainsi, l'argumentation constructiviste s'appuie, paradoxalement, sur l'essentialisme des primordialistes tant décriés par les tenants du constructivisme. Une des réponses a été de faire appel à une conception « molle » de l'identité, permettant d'échapper aux incohérences de l'« identité dure ». En revanche, la mollesse a rendu toute analyse impossible : « Theoretische Fragen verwandeln sich beim Identitätsthema in Theorie light und geben nur noch Anlass, sie mit mehr oder weniger eleganter Performanz zu überspielen[2] ».

Par conséquent, si l'on maintient l'idée de la multiplicité, de l'instabilité, de la fluidité et de la fragmentation de la construction de l'identité, celle-ci se dissout sémantiquement et analytiquement en tant que catégorie d'analyse. Niethammer rappelle que, face à cette « mobilité » de l'identité, des voix s'élèvent pour réclamer un retour à une « identité fixe » et une sortie de la « crise identitaire[3] ».

Reprenant un texte d'Uwe Pörksen, germaniste et spécialiste d'ancien Allemand, Niethammer s'approprie le terme « mot-caoutchouc (*Plastikwort*[4]) ». Pörksen utilise cette caractérisation pour décrire des « mollusques sémantiques » qui signifient tout et rien, mais présentent l'avantage d'une connotation scientifique. Ce terme a l'avantage de résumer le développement du concept d'« identité » et de donner une image relativement fiable du « state of the art » :

> Das Wort von dem wir sprechen, hat im wesentlichen folgende Züge : es entstammt der Wissenschaft und ähnelt ihren Bausteinen. Es ist ein Stereotyp. Es hat einen umfassenden Anwendungsbereich, es ist ein « Schlüssel für alles ». Es ist inhaltsarm. Ein Reduktionsbegriff. Es fasst Geschichte als Natur. Konnotation und Funktion herrschen vor. Es erzeugt Bedürfnisse und Uniformität. Es hierarchisiert und kolonisiert die Sprache, etabliert die Elite der Experten und dient ihr als « Ressource ». Es gehört einem noch recht jungen internationalen Code an. Es ist beschränkt auf die Wortsprache[5].

---

[1] *Ibid*., p. 74, italiques dans l'original.

[2] « Lorsqu'on parle d'identité, des questions théoriques se transforment en théorie allégée et elles sont essentiellement l'occasion de masquer ces mêmes questions théoriques par des formulations plus ou moins élégantes. » NIETHAMMER. *Kollektive Identität*, op. cit., p. 17.

[3] *Ibid*., p. 25.

[4] PÖRKSEN, Uwe. *Plastikwörter : die Sprache einer internationalen Diktatur*. Stuttgart: Klett-Cotta, 1992, 128 p.

[5] « Le mot dont nous parlons, possède principalement les traits suivants : il vient d'un contexte scientifique et ressemble à ses composantes. Il s'agit d'un stéréotype. Il peut être appliqué dans de multiples contextes, il est

Il s'avère donc que, malgré son origine sémantique claire, l'« identité » comme catégorie d'analyse soulève plus de problèmes qu'elle ne permet d'en résoudre.

Principalement, on peut distinguer trois contradictions. D'abord, la suggestivité du terme qui laisse penser qu'il y ait une explication logique (et la possible déconstruction) de tout sujet. Ensuite, la contradiction entre, d'un côté, ce vide explicatif et, de l'autre, la charge normative que l'« identité véhicule et qui postule que celle-ci serait quelque chose de bien, de nécessaire et de naturel[1] ». Finalement, la consubstantialité d'un collectif qui s'inscrit dans une continuité temporelle et identitaire. L'utilité de l'« identité » est, selon Niethammer, de rappeler à l'individu, face à sa sociation (*Vergesellschaftung*) discontinue, la continuité de sa vie et de l'équilibre, si tant est qu'elle n'est pas contrôlable[2]. Cette sociation se fait sur la base d'un récit collectif, partagé et perpétué dans le temps.

Au niveau du collectif national, il convient donc de souligner l'importance de la nature narrative de l'identité. La narration permet – tant au niveau individuel que collectif – les mouvements de mémorisation, de partage et de reproduction d'un schéma identitaire.

C - L'identité nationale comme narration

> Nationality is a narration, a story which people tell about themselves in order to lend meaning to their social world[3].
>
> National identity does not exist, as an essence to be sought or found and defined. It is a human construct, evident only when sufficient people believe in some version of collective identity for it to be a social reality, embodied in and transmitted through institutions, laws, customs and beliefs[4].

Prolongeant l'idée d'une identité liée aussi bien au collectif qu'à la narration, Benedict Anderson propose une lecture de l'identité nationale comme narration donnant du sens au

---

une 'clé pour tout'. Il possède peu de contenu. Un terme réducteur. Il considère l'histoire comme étant quelque chose de naturel. Connotation et fonction dominent. Le mot crée des besoins et l'uniformité. Il hiérarchise et colonise la langue, intronise l'élite des experts et leur sert de 'ressource'. Il fait partie d'un code international relativement jeune. Il est limité à la langue de parole. » *Ibid*., p. 38.

[1] « Seiner normativen Aufladung, wonach Identität etwas Gutes, Notwendiges, Gesundes sei » NIETHAMMER. *Kollektive Identität*, op. cit., pp. 54.

[2] *Ibid*., p. 63.

[3] WODAK, Ruth / DE CILLIA, Rudolf / REISIGL, Martin / LIEBHART, Karin. *The discursive construction of national identity*. Edinburgh: Edinburgh University Press, 1999, 224 p., p. 23.

[4] FULBROOK, Mary. *German national identity after the Holocaust*. Cambridge: Polity Press, 1999, 248 p., p. 1.

monde qui entoure les individus. Elle les inclut dans un ensemble plus large qui dépasse leur horizon de vie et de connaissances[1].

La transmission de cette idée de nation comme « communauté imaginée » peut être analysée et interprétée à l'aide de ce que Stuart Hall a appelé des « systems of cultural representations[2] ». A travers le récit narré d'un collectif, l'individu s'intègre dans une communauté symbolique, dans un cadre culturel et de sens qui permet l'orientation dans le monde qui l'entoure :

> people are not only legal citizens of a nation ; they participate in the idea of the nation as represented in its national culture. A nation is a symbolic community (…). A national culture is a discourse – a way of instructing meanings which influence and organise both our actions and our conceptions of ourselves (…). National cultures construct identities by producing meanings about « the nation » with which we can identify; these are constituted in the stories which are told about it, memories which connect its present with its past and images which are constructed of it[3].

La « narration de la nation » selon Hall est composée de cinq éléments, qu'il nomme également stratégies discursives[4] : (1) le *récit de la nation* est présenté dans la littérature, les médias et la « everyday culture[5] » et permet de créer une connexion entre histoire(s), paysages, événements historiques, symboles et rites nationaux qui représentent les expériences historiques (positives et négatives) partagées ; ce récit national permet de lier le quotidien des nationaux à une « identité nationale » ; (2) une *accentuation des origines, de la continuité, de la tradition et de l'intemporalité* qui cherche à souligner l'image (véhiculée à travers la discursivité) d'un « caractère national » inchangé et uniforme ; (3) l'*invention de la*

---

[1] ANDERSON, Benedict. *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*. London/New York: Verso, 1992, 224 p.

[2] HALL, Stuart. The question of cultural identity. *In* HALL, Stuart / HELD, David / HUBERT, Don / THOMPSON, Kenneth (dir.). *Modernity: an introduction to modern societies*. Oxford: Blackwell, 1996, pp. 596-633, p. 612.

[3] *Ibid*.

[4] *Ibid*., pp. 613-615.

[5] Michael Billig approfondit cette idée d'une « everyday culture » en proposant le concept de « banal nationalism », faisant de la narration nationale un événement quotidien qui n'est pas – pour l'individu – considéré comme un événement spécifique et hors du commun, conscient, mais parfaitement intégré dans le quotidien à travers une série de symboles et d'actes. Voir BILLIG, Michael. *Banal nationalism*. London: Sage, 1995, 200 p. Voir également le numéro 37 (2010) de *Raisons politiques* dédié à la question du nationalisme ordinaire.

tradition : l'idée de Hobsbawm et Ranger[1] de la « tradition inventée » est reprise chez Hall sous forme de rituels et de symboles et permet de comprendre des périodes historiques de confusion ou de défaites et transforme le désordre social en communauté ordonnée ; (4) un *mythe fondateur* ou *mythe des origines* : ce mythe fondateur prend une place importante dans l'interaction avec l'invention de la tradition car il permet de dater la naissance de la nation dans le « brouillard de l'histoire » et (5) l'idée d'un *peuple pur et original.*

Le récit national ainsi constitué permet de penser l'unité nationale d'un ensemble d'individus sur un territoire, et se trouve à la base d'une « identité nationale », qui, par contre, n'existe que dans la narration en tant que telle et ne constitue pas une réalité tangible.

Cette idée de « narration de la nation » est également développée par Leszek Kolakowski, qui distingue également cinq éléments essentiels[2] : (1) une *âme spirituelle* (ou « Volksgeist ») : cet esprit national s'exprime dans certaines formes culturelles de la communauté nationale, plus particulièrement dans les comportements collectifs – comme dans les moments de crise – et doit être considéré comme une entité métaphysique qui ne fait pas l'objet d'une expérience historique particulière, mais « still floats in the minds of many people » ; (2) une *mémoire historique* : se référant à Maurice Halbwachs et à l'idée de la mémoire collective, Kolakowski considère la mémoire historique comme une condition indispensable de l'identité nationale ; son degré de vérité importe peu, mais plus cette mémoire remonte loin, plus l'identité nationale sera forte ; (3) une *anticipation de, et une orientation vers l'avenir* : « A nation is just as future-oriented as a person; both worry about what may become of them, both try to survive and to make preparations for potential adversity, both think of their future interests. However, there is a difference in the fact that a nation, unlike a person, does not anticipate its own death » ; (4) un *corps national* : afin de le différencier d'un vocabulaire et d'une pensée racistes, l'idée du corps national peut être interprétée comme une métaphore, renvoyant à différentes représentations, notamment de paysage et d'artéfacts culturels et (5) un *commencement identifiable* : comme la possibilité de nommer le commencement précis de la conscience nationale n'est le plus souvent pas donnée, la catégorie du mythe fondateur ou des « founding fathers » la remplace afin de créer l'image

---

[1] Voir HOBSBAWM, Eric / RANGER, Terence O. *The invention of tradition*. Cambridge: Cambridge University Press, 1996, VI-322 p.

[2] KOLAKOWSKI, Leszek. "On collective identity." Partisan Review 70 (2003): 7-17.

d'un début ; souvent ce moment initial concorde avec le début de l'histoire, l'*exordium temporis*.

La construction discursive de l'identité nationale est donc effectuée autour des trois temporalités du *passé*, du *présent* et de l'*avenir*. La dimension du passé est essentielle, car elle constitue le point de référence à partir duquel le présent et le futur sont interprétés et pensés.

La mise en relief de la nature narrée de l'identité nationale permet de relier son analyse à la technique de l'analyse de discours (présentée plus en détail ci-dessous). Le caractère intentionnel du discours et son ancrage rendent donc possible de penser la manière dont l'image d'un ensemble national – plus ou moins homogène – est construite par et à travers le discours.

Ruth Wodak rappelle les différents éléments d'analyse permettant d'identifier le récit national : « the linguistic construction of a foundational myth or figure, (…) the narration and confabulation of a common political past, (…) the linguistic construction of a common culture (…), the linguistic construction of a common political present and future and the linguistic construction of a 'national body[1]' ».

Ainsi, le langage – sous la forme du récit national véhiculé par les narrateurs (politique, intellectuel et médiatique) nationaux – est le moteur de la construction d'une identité collective et de sa transmission dans un cadre national. La compréhension de la diffusion et de l'intériorisation de ce récit national – le passage de l'élaboration d'un « imaginaire national » à l'absorption et à la reproduction de l'identité nationale par l'individu – peut être pensée à l'aide de l'*habitus* bourdieusien :

> National identity is a complex of common or familiar *beliefs or opinions* internalised in the course of socialisation (…) and of common or similar *emotional attitudes* with regard to these aspects and outgroups, as well as common or similar *behavioural dispositions*, including inclusive, solidarity-orientated and exclusive, distinguishing dispositions and also in many cases linguistic dispositions[2].

Le rôle de l'État dans la formation d'une identité nationale comme habitus est décrite par Bourdieu dans son texte *Esprits d'État* dans lequel il affirme qu'

[1] WODAK. *The discursive construction of national identity*, op. cit., p. 30.

[2] *Ibid*., p. 28.

> à travers les systèmes de classement (selon l'âge et le sexe notamment) qui sont inscrits dans le droit, les procédures bureaucratiques, les structures scolaires, et les rituels sociaux (…), l'État façonne les *structures mentales* et impose des principes de vision et de division communs, des formes de pensée qui sont à la pensée cultivée ce que les formes primitives de classification décrites par Durkheim et Mauss sont à la 'pensée sauvage', contribuant par là à construire ce que l'on désigne communément comme l'identité nationale[1].

Suivant cette argumentation, on pourra retenir que l'inscription et la reproduction de l'identité nationale par des individus (qui se considèrent comme appartenant à la nation) se manifeste par leurs pratiques sociales – formées, entre autres, par l'État qui influe sur les perceptions, les catégorisations, les interprétations et la mémoire partagée. Il s'agit de pratiques sociales dont font partie les pratiques discursives dont l'influence est grandissante dans l'ère médiatique.

Au cœur du récit national et, par conséquent, au cœur de l'identité collective, se trouve la mémoire. Elle constitue, en grande partie, ce qui est narré ou ce qu'il s'agit de mettre en récit. C'est la mémoire d'un passé commun, commémoré, qui permet de construire le récit national et de fonder le collectif par la narration.

[1] BOURDIEU, Pierre. "Esprits d'Etat : genèse et structure du champ bureaucratique." Actes de la recherche en sciences sociales 96-97 (1993): 49-62, p. 54.

III - Histoire, mémoire et identité

The core meaning of any individual or group identity, namely, a sense of sameness over time and space, is sustained by remembering ; and what is remembered is defined by the assumed identity[1].

Les notions d'identité et de mémoire s'avèrent interdépendantes. L'identité est constituée, pour l'essentiel, par ce qui est commémoré. Or ce qui est commémoré est fonction de l'identité car n'est narré que ce qui est constitutif de – et essentiel pour – l'identité du collectif (et ce qui « gêne » est oublié[2]). L'une ne peut donc pas être pensée sans l'autre : le contenu de la mémoire subit les changements des paradigmes identitaires et une réinterprétation de l'histoire peut avoir des impacts sur l'identité collective (même si ces transformations se mettent en place progressivement dans le temps) et doivent être appropriées par le collectif.

Ce dont celui-ci se souvient est déterminé par lui-même au terme d'un débat (au sens large du terme), tout comme l'identité est affectée par les transformations de la mémoire en formant le corpus de marqueurs identito-mémoriels. La démultiplication des demandes identitaires – l'identité étant désormais considérée comme « une nécessité de la vie elle-même[3] » – contribue à la multiplication des mémoires concurrentes. Ces tendances soulignent le caractère sélectif et déterminant – plutôt que descriptif – de l'identité et de la mémoire, servant ainsi des intérêts particuliers et des positions idéologiques particulières et concurrentes.

Le caractère construit – en opposition à une prétendue naturalité – des référents identitaires de l'identité dite nationale est, depuis les travaux d'Eric Hobsbawm et Ted

[1] GILLIS, John R. Memory and identity: the history of a relationship. *In* GILLIS, John R. (dir.). *Commemorations : the politics of national identity*. Princeton: Princeton University Press, 1994, pp. 3-27, p. 3.

[2] Cette présentation réduite du processus ne néglige nullement que, dans un contexte démocratique caractérisé par la pluralité des discours et les interprétations concurrentes, a lieu un débat autour de ce qui est considéré constitutif et de ce qui est gênant pour le collectif et son identité. La comparaison entre la RFA – régime démocratique et pluraliste – et la RDA – régime politique limitant la liberté d'expression et le débat d'idées public – présentée ci-dessous illustre parfaitement ces mécanismes.

[3] Voir TAYLOR, Charles. The politics of recognition. *In* GUTMAN, Amy (dir.). *Multiculturalism : examining the politics of recognition*. Princeton: Princeton University Press, 1994, pp. 25-73.

Ranger[1], généralement reconnu en sciences sociales. La mémoire et l'identité pouvant être considérées comme des constructions sociales, John R. Gillis souligne qu'elles ne sont pas « things we think *about*, but things we think *with*. As such they have no existence beyond our politics, our social relations and our histories[2] ».

Ce constat de l'identité comme fondement du lien social et, en même temps, résultant des relations sociales mène nécessairement au questionnement sur les auteurs et sur les intentions de cette construction identitaire, historique et mémorielle.

La commémoration, comme un des moyens d'expression mémorielle dans un contexte identitaire aux différentes échelles internationales, nationales, régionales et locales (voire familiales), est donc aussi un phénomène social et politique, impliquant la coordination des mémoires individuelles et collectives par des acteurs définissables. Dans la plupart des cas, la commémoration – en tant que résultat d'un processus politique et en tant qu'acte – paraît consensuelle (ce qui, d'ailleurs, est une nécessité pour qu'elle puisse développer sa force fédératrice), alors que, en vérité, elle est le produit de débats intenses et, parfois même, de confrontations de mémoires concurrentes autour de la nécessité de sélection de moments et d'événements marqueurs de sens.

A - De l'histoire à la mémoire

Tout comme l'identité, qui, selon Robert Coles, est devenue un simple cliché[3], la « mémoire » semble aujourd'hui perdre son sens analytique par les effets de démultiplication ce son utilisation. Ce mouvement est proportionnel à l'accroissement de sa force rhétorique. Les deux notions semblent avoir été détachées de leurs significations originelles, « they have the status of free-floating phenomena, the same anywhere and anytime[4] ». Une brève présentation de la mutation du terme *mémoire* permettra de mieux en saisir les contours et contenus analytiques nécessaires pour le présent travail.

---

[1] HOBSBAWM. *The invention of tradition*, op. cit.

[2] GILLIS. Memory and identity, art. cit., p. 5, italiques dans l'original.

[3] COLES. "Review of *Dimensions of a new identity*", art. cit.

[4] GILLIS. Memory and identity, art. cit., p. 3.

L'histoire de la mémoire, le développement du fait mémoriel, est, selon Pierre Nora, principalement caractérisée par la transformation des « milieux de mémoire » en « lieux de mémoire[1] ».

Les travaux de Jacques Le Goff ont démontré que la mémoire, jusqu'au 19eme siècle, faisait partie de la vie quotidienne, soit en tant qu'histoire locale vécue par l'individu soit en tant qu'histoire globale voire cosmopolite[2]. Seuls l'aristocratie, l'Église et l'État monarchique avaient recours à une mémoire institutionnalisée et ordonnée, en règle générale afin de consolider leur pouvoir en le légitimant par une inscription dans le temps et la durée. En dehors de ces institutions du pouvoir, toute forme de mémoire matérialisée était rare : le passé était intégré au présent dans le récit du quotidien passé (proche), rendant superflue la nécessité de l'enregistrer, de l'objectiver et de le préserver. Il s'agit de ce que Nora appelle les « milieux de mémoire ».

La différence fondamentale entre ce que l'on peut ainsi appeler la mémoire populaire et la mémoire institutionnalisée est que, suivant leurs intentions et leurs fonctions, la première ne cherche pas à établir ou à produire un récit linéaire. Elle se concentre davantage sur certains moments et épisodes : « If elite time marched in a more or less linear manner, popular time danced and leaped[3] ».

Selon Nora, à partir de la fin du XVIIIème siècle, une demande commémorielle plus large s'est développée, reprise par les classes moyennes urbaines et, ensuite, par les classes ouvrières, pour, enfin, prendre la dimension *globale* et omniprésente contemporaine de la mémorialisation et de la commémoration d'aujourd'hui. Cet essor de la mémoire collective institutionnalisée et généralisée est concomitant avec l'avènement des États-nations et la naissance du peuple souverain. Il accompagne ces processus tout en les consolidant dans leur construction.

---

[1] NORA, Pierre. Entre mémoire et histoire : la problématique des lieux. *In* NORA, Pierre (dir.). *Les lieux de mémoire. Tome 1*. Paris: Gallimard, 1997, pp. 23-43.

[2] Voir LE GOFF, Jacques. *Histoire et mémoire*. Paris: Gallimard (Folio), 1988, 409 p., pp. 105-178. Pierre Nora va dans le même sens : « La matérialisation de la mémoire s'est ainsi, en peu d'années, prodigieusement dilatée, démultipliée, décentralisée, démocratisée. Aux temps classiques, les trois grands émetteurs d'archives se réduisaient aux grandes familles, à l'Église et à l'État. » NORA. Entre mémoire et histoire. op. cit., p. 31. Voir aussi MISZTAL, Barbara A. *Theories of social remembering*. Buckingham: Open University Press, 2003, 192 p., pp. 27-49.

[3] GILLIS. Memory and identity, art. cit., p. 6.

La mémoire nationale souligne cette « délocalisation » ou « centralisation » de la mémoire : elle est désormais la mémoire d'une population d'individus – leur référent commun – qui, pour la plupart d'entre eux, ne se sont jamais vus et n'ont jamais été en contact les uns avec les autres, servant donc au maintien du collectif élargi et à l'affirmation de l'appartenance à cet ensemble. L'aspect « imaginé » de la communauté est, comme Benedict Anderson l'a souligné[1], désormais la règle en raison de la taille des État-nations. L'imaginaire seul permet l'identification avec un collectif (passé, présent et à venir) qui dépasse très largement l'horizon et le vécu des individus constituant la nation, permettant à cette dernière d'exister malgré sa nature abstraite en tant que réalité pour les individus[2].

Les *milieux de mémoire* se transforment en *lieux de mémoire*, permettant de créer de nouveaux ancrages de la mémoire dans un collectif élargi, national. Pierre Nora situe la naissance des *lieux de mémoire* – compris comme lieux publics au sens d'un partage entre tous les membres de la nation – dans ces moments de rupture entre passé et présent :

> La curiosité pour les lieux où se cristallise et se réfugie la mémoire est liée à ce moment particulier de notre histoire. Moment charnière, où la conscience de la rupture avec le passé se confond avec le sentiment d'une mémoire déchirée ; mais où le déchirement réveille encore assez de mémoire pour que puisse se poser le problème de son incarnation. Le sentiment de la continuité deviant résiduel à des lieux. Il y a des lieux de mémoire parce qu'il n'y a plus de milieux de mémoire[3].

La transformation des milieux de mémoire en lieux de mémoire consiste donc en une ouverture des mémoires – avec un processus de sélection de ce qui est à commémorer – à un niveau supérieur, au-delà du niveau local et quotidien. En même temps, une abstraction s'opère, transposant le contenu de ce qui est commémoré à un niveau plus global et non plus vécu concrètement par tous les membres constituant la communauté de mémoire. La mémoire devient, tout comme la communauté, davantage imaginaire, abstraite. La mémoire globalisée de l'Holocauste en constitue un parfait exemple[4].

---

[1] ANDERSON. *Imagined communities*, op. cit.

[2] Cette réalité au quotidien est, le plus souvent, constituée des actes inconscients qui renforcent le sentiment d'appartenance. A ce sujet, voir BILLIG. *Banal nationalism*, op. cit.

[3] NORA. Entre mémoire et histoire. op. cit., p. 23.

[4] LEVY, Daniel / SZNAIDER, Nathan. *Erinnerung im globalen Zeitalter: der Holocaust*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 2001, 260 p. Voir aussi ROSENFELD, Gavriel D. *Hi Hitler! How the nazi past is being normalized in contemporary culture*. Cambridge: Cambridge University Press, 2015, X-466 p., pp. 78-121.

Parallèlement à ces processus d'institutionnalisation de la mémoire, celle-ci se démocratise. Elle intègre désormais tous les individus – et non plus seulement les « grands hommes » – dans un effort de commémoration, comme l'a démontré George L. Mosse dans son travail sur la transformation de la mémoire des soldats morts au combat[1]. Il convient de noter que, malgré cette démocratisation de la mémoire, devenue nationale, celle-ci devient aussi et paradoxalement, plus impersonnelle : elle transforme et intègre le souvenir d'un individu particulier dans un processus mémoriel collectif, détaché des milieux de mémoire. Ainsi, la nation, notamment dans ses structures mémorielles matérialisées (comme les monuments aux morts), commémore l'ensemble de ses morts et non des personnes individuellement. Elle ouvre également la porte aux débats plus intenses autour de ce qui doit être commémoré. Les monuments aux morts symbolisent cette transformation : l'ancrage local est assuré par les noms qui y sont inscrits, mais, en même temps, le monument lui-même et ce qu'il commémore en tant que symbole est inscrit dans une dimension plus abstraite de grandeur et de catégories telles que l'héroïsme.

A partir des années 1960, la pratique mémorielle telle qu'elle avait été établie depuis les révolutions française et américaine – avec un point culminant après 1945, notamment en URSS –, a subi des transformations profondes dans le monde occidental. D'une certaine manière il s'agit d'un retour vers le passé : la mémoire redevient davantage locale[2], mais, en même temps, aussi plus globale – comme la mémoire de l'Holocauste. Parallèlement, on peut constater une tendance à la vulgarisation de la mémoire, comme en témoigne le nombre croissant d'historiens non-professionnels qui se saisissent de cet enjeu :

> Le passage de la mémoire à l'histoire a fait à chaque groupe l'obligation de redéfinir son identité par la revitalisation de sa propre histoire. Le devoir de mémoire fait de chacun l'historien de soi. L'impératif d'histoire a ainsi dépassé, de beaucoup, le cercle des historiens professionnels. Ce ne sont pas seulement des anciens marginalisés de l'histoire officielle que hante le besoin de récupérer leur passé englouti. C'est tous les corps constitués, intellectuels ou non, savants ou non, qui, à l'instar des ethnies et des minorités sociales éprouvent le besoin de partir à la recherche de leur propre constitution, de retrouver leurs origines. Il n'est guère de famille dont un membre ne se soit pas lancé, récemment dans la

[1] MOSSE, George L. *Fallen soldiers : reshaping the memory of the world wars*. New York: Oxford University Press, 1991, VI-264 p., notamment le chapitre 5.

[2] BODNAR, John. *Remaking America: public memory, commemoration and patriotism in twentieth century*. Princeton: Princeton University Press, 1992, 296 p.

> reconstitution aussi complète que possible des existences furtives dont la sienne est issue[1].

Non seulement différents groupes sub-étatiques (ethniques, religieux, d'intérêt etc.) tentent de « s'approprier » leur passé, mais des historiens cherchent également à effectuer un travail de mémoire au niveau local, accumulant, selon Alex Shoumatoff, une « montagne de noms[2] ».

Les représentations du passé sont ainsi devenues très hétérogènes et la mémoire nationale – la mémoire « officielle » d'un État-nation – n'est désormais qu'une mémoire parmi d'autres, soumise à la concurrence des autres mémoires et constamment défiée par elles. Les mémoires semblent se démultiplier proportionnellement à l'accélération du phénomène identitaire.

Le cadre classique de la mémoire nationale (et de l'historiographie nationale) est dépassé par ces initiatives « grass-roots » et elle a perdu, en partie, son potentiel d'identification : « In fact there is good evidence to show that ordinary people are more interested in and know more about their pasts than ever before, though their knowledge is no longer confined to compulsory time frames and spaces of the old national historiography[3] ».

La mémoire nationale devient ainsi une mémoire parmi d'autres, hégémonique mais constamment soumise à des demandes de reconnaissance de mémoire segmentaires, cherchant une inclusion dans le récit national historique. Cette situation est d'autant plus marquée dans ses sociétés pluriethniques ou des sociétés basées sur un modèle multiculturel. Mais la mémoire nationale est également l'objet de débats – parfois intenses – autour de ses contenus entre forces dominantes à l'intérieur de la société, et les luttes autour de la *Deutungshoheit* (souveraineté de l'interprétation) deviennent des batailles de mémoire entre visions concurrentes de la nation et de l'imaginaire qui les accompagnent. Le cas étudié dans ce travail – l'Allemagne entre 1945 et 2000 – souligne parfaitement cette idée.

---

[1] NORA. Entre mémoire et histoire. op. cit., p. 32.

[2] SHOUMATOFF, Alex. *The mountain of names : a history of the human family*. New York: Simon and Schuster, 1985, 318 p.

[3] GILLIS. Memory and identity, art. cit., p. 17. Pour le cas américain, voir FRISCH, Michael. "American history and the structures of collective memory : a modern exercise in empirical iconography." Journal of American History 75.4 (1989): 1130-1155.

L'universalisation et la multiplication ont été accompagnées, depuis les années 1970, par une mise en cause fondamentale des techniques mémorielles institutionnalisées classiques. Plus particulièrement la « culture du monument » (et notamment les monuments aux morts) a été soumise à une réinterprétation, arguant que les sites de mémoire traditionnels auraient tendance à décourager, plutôt qu'à encourager, un travail de mémoire au niveau individuel, incitant ainsi à l'oubli plutôt qu'à la commémoration. Le débat autour du *Denkmal für die ermordeteten Juden Europas* (Mémorialaux Juifs assassinés d'Europe) à Berlin, à partir du milieu des années 1990, en est une parfaite illustration.

L'approche critique des politiques mémorielles classiques ne s'est pas seulement tournée contre une esthétique considérée comme dépassée dans sa monumentalité, mais a développé des arguments de nature métaphysique. Le concept même de *lieu de mémoire* au sens strict du terme est rejeté, il s'agit, selon les critiques, de dématérialiser et de déritualiser la mémoire. Celle-ci doit être intégrée dans le quotidien, réduisant ainsi l'écart entre passé et présent, entre mémoire et histoire. Ainsi, la mémoire dématérialisée, par sa présence dans le quotidien et par sa subjectivisation, peut mieux remplir son rôle de mise en garde pour le présent et l'avenir. Le projet européen « Stolpersteine » (pierre d'achoppement) de l'artiste Günter Demnig est un exemple de ce nouveau type de structure mémorielle dans l'espace public. Depuis 1996, plus de 13000 « Stolpersteine », des pavés portant le nom et les détails d'une personne déportée par les national-socialistes, ont été installés dans plusieurs grandes villes allemandes ainsi qu'en Autriche, Italie, Hongrie et aux Pays-Bas. Les pierres sont financées par des dons (95 euros/pièce) et leur emplacement indique le lieu d'habitation du déporté[1].

[1] Voir http://www.stolpersteine.com. Un exemple similaire est le mémorial contre le racisme à Sarrebruck en RFA : en 1990, l'artiste Jochen Gerz avait invité les communautés juives d'Allemagne à lui fournir les noms de leurs cimetières. Ces noms étaient, par la suite, gravés sur le dessous des pierres formant le sol de la place du château à Sarrebruck. Les pierres étaient replacées à leur endroit d'origine et la place à été, quelques années après, rebaptisée « Place du mémorial invisible » (Platz des Unsichtbaren Mahnmals). Pour plus d'exemples, voir DISTEL, Barbara. "Neuen Formen der Erinnerung." Dachauer Hefte 22 (2006): 3-10; REICHEL, Peter. *Politik mit der Erinnerung: Gedächtnisorte im Streit um die nationalsozialistische Vergangenheit*. München: Hanser, 1995, 387 p; VOGEL-KLEIN, Ruth. Holocaustmahnmale in Deutschland: verschiedene Arten, der deutschen Vergangenheit zu gedenken. *In* SAINT SAUVEUR-HENN, Anne / MUYLAERT, Marc (dir.). *Alte und neue Identitäten im heutigen Deutschland*. Leipzig: Leipziger Universitätsverlag, 1999, pp. 41-49.



Figure 1 – Stolpersteine à Berlin (2015)

Le Mémorial de l'Holocauste à Berlin, inauguré en 2005 s'inscrit également et de manière paradoxale dans une telle logique de dématérialisation et de déritualisation par sa conception abstraite.

B - De la mémoire à la mémoire collective

L'« accélération de l'histoire » conduit à une prise en compte de la différenciation entre une « mémoire vraie, sociale et intouchée, celle dont les sociétés dites primitives, ou archaïques, ont représenté le modèle et emporté le secret » et l'histoire « qui est ce que font du passé nos sociétés condamnées à l'oubli, parce qu'emportées dans le changement[1] ».

D'un côté, comme le montre Pierre Nora, se trouve l'histoire, une mémoire « dictatoriale et inconsciente d'elle-même, orgnaisatrice et toute-puissante, spontanément actualisatrice, une mémoire sans passé qui reconduit éternellement l'héritage, renvoyant l'autrefois des ancêtres au temps indifférencié des héros, des origines et des mythes[2] » et, de l'autre côté, la mémoire, qui n'est rien d'autre que des traces historiques filtrées et triées.

L'opposition entre histoire et mémoire semble établie, la mémoire qui oscille, dans une logique évolutionnaire, entre l'oubli et le souvenir, la commémoration, inconsciente de sa transformation et sujette à la manipulation et à l'appropriation, alors que l'histoire est la

---

[1] NORA. Entre mémoire et histoire. op. cit., p. 24.

[2] *Ibid*.

reconstruction, toujours problématique et incomplète de ce qui n'est plus : « La mémoire est un phénomène toujours actuel, un lien vécu au présent éternel ; l'histoire, une représentation du passé[1] ».

La mémoire devient ce qui permet d'« arranger » l'histoire et de se focaliser sur ses éléments identificateurs. Il s'agit des éléments positifs et constitutifs pour un groupe et son sentiment d'appartenance. Selon Nora, c'est la mémoire qui permet d'unir un groupe, lui donnant un sentiment d'histoire, alors que l'histoire, elle, appartient à tous et à personne en particulier, elle est universelle. De cette nature découle la méfiance de l'histoire – en tant que discipline et mode d'analyse – vis-à-vis de la mémoire, car l'histoire cherche à déconstruire (ou plutôt : à historiciser, à rendre histoire) ce qui s'est passé, ce dont la mémoire, au contraire, a besoin pour se nourrir.

Le cas de l'Allemagne après 1945 est, dans ce contexte, particulièrement intéressant, car le national-socialisme est une période singulièrement difficile à « historiciser » comme l'a montré la « Querelle des historiens » au milieu des années 1980 en RFA. Elle ne peut pas être choisie comme référent positif et pourvoyeur d'identité. Alors ce n'est plus tant la période historique qui devient constitutive d'une mémoire et d'une identité collective, mais le travail de mémoire, la commémoration des crimes, son utilisation comme matrice d'interprétation – négative – du présent par le travail de mémoire. Ainsi, le référent négatif – ou plutôt son intégration, sa constitution en tant que mythe fondateur – contribue à la création d'une identité collective et à définir les marqueurs d'identification au collectif national, comme le soulignent les citations en ouverture de cette introduction.

La mémoire – « ein Thema, das zusammenführt wie kein anderes[2] » – est un phénomène large et qui touche une grande partie de la pratique culturelle contemporaine. Elle est également devenue un sujet de discussions et de controverses dans les domaines politique et public. La focalisation sur la mémoire est interdisciplinaire ; elle est devenue ce qu'Aleida Assmann appelle le « Leitbegriff der Kulturwissenschaften (*terme moteur des sciences*

---

[1] *Ibid*., p. 25.

[2] « (U)n thème qui fédère comme aucun autre », ERLL, Astrid. *Kollektives Gedächtnis und Erinnerungskulturen: eine Einführung*. Stuttgart: Metzler, 2005, IX-207 p., p. 1.

sociales)[1] ». Il s'agit d'un phénomène international qui a considérablement été accéléré par la diffusion du travail de Pierre Nora sur les *lieux de mémoire*.

Les raisons de ce « passage en force » de la mémoire – la conjoncture mémorielle – sont multiples[2] et seules des explications plurifactorielles[3] semblent être à même de fournir des explications pertinentes. On peut ainsi distinguer trois facteurs majeurs pour expliquer l'actualité transnationale du phénomène identitaire, en prenant l'exemple de l'Holocauste.

Tout d'abord, la disparition de la génération témoin – capable de transmettre oralement et directement le passé – de l'Holocauste implique une rupture dans la commémoration : la fin de la « mémoire communicative (*kommunikatives Gedächtnis*) » entraîne une coupure dans la mémoire de l'Holocauste, la dépendance de nouveaux modes de commémoration et la formation d'une « mémoire culturelle (*kulturelles Gedächtnis*[4]) ». Cette rupture est renforcée par la fin de la structure binaire inhérente à la logique de la Guerre froide qui a libéré une multitude de mémoires jusqu'alors tues par la logique de la confrontation idéologique. Elle est également renforcée par l'avènement de mémoires multiculturelles au sein des sociétés occidentales à la suite des mouvements de migrations et les demandes de reconnaissances.

Ensuite, les changements techniques – la microinformatique et l'accès généralisé à l'internet comme archive mondiale – ont entraîné un autre rapport au passé. Les possibilités offertes par ces changements techniques offrent de nouveaux moyens de stockage et de diffusion de témoignages[5]. Paradoxalement, la multiplication des possibilités comporte le risque d'un éparpillement voire de l'oubli : malgré des capacités de stockage toujours plus importantes, la croissance du nombre d'éléments rend leur utilisation et exploitation plus

---

[1] ASSMANN, Aleida. Gedächtnis als Leitbegriff der Kulturwissenschaften. *In* MUSNER, Lutz/WUNBERG, Gotthart (dir.). *Kulturwissenschaften: Forschung - Praxis - Positionen*. Wien: WUV, 2002, pp. 27-45.

[2] Michael Kammen, analysant le cas américain, donne six raisons : la multiplicité des anniversaires et dates à commémorer depuis les années 1980, le multiculturalisme, le négationnisme, la mémoire de la guerre du Vietnam, l'établissement d'une *memory industry* et la fin de la Guerre froide. Voir KAMMEN, Michael. *In the past lane : historical perspectives on American culture*. New York: Oxford University Press, 1997, XVI-277 p.

[3] *Ibid*., p. 251.

[4] Le terme est emprunté à Jan Assmann dont le livre est désormais le classique dans le domaine de la recherche sur la mémoire en sciences sociales, ASSMANN, Jan. *Das kulturelle Gedächtnis: Schrift, Erinnerung und politische Identität in frühen Hochkulturen*. München: C.H. Beck, 1999, 344 p.

[5] Le projet de Steven Spielberg, lancé en 1994, de recueillir un nombre important de témoignages de survivants de l'Holocauste à travers le *Institute of Visual History and Education* (sfi.usc.edu) et de les rendre disponibles peut être cité comme un des exemples des possibilités offertes par les changements techniques et la généralisation d'internet. Il recueille aujourd'hui 53000 témoignages de 61 pays différents en 39 langues.

complexe, les transformant en mémoire « morte ». Le film – sous ses différentes formes : documentaires et fictions télévisés, cinéma et la diffusion de témoignages – a également contribué au renforcement du « boom mémoriel » international[1].

Finalement, au niveau académique, le discours sur la mémoire semble s'être établi à la suite de la philosophie postmoderne de l'histoire et du poststructuralisme comme un élément clé. La connaissance de la nature formée et narrée de l'historiographie, les idées sur la « fin de l'histoire[2] » et sur la « fin des grands récits[3] » ont mis un terme à des interprétations de l'histoire comme « monolithischem Kollektivsingular[4] », et comme progression téléologique et fait objectif (et objectivable). L'histoire Une a ainsi été remplacée par une multiplicité de mémoires concurrentes et antagonistes.

La recherche contemporaine sur la mémoire collective est principalement inspirée par deux auteurs, Maurice Halbwachs, sociologue, et Aby Warburg, historien de l'art, et son analyse de la mémoire visuelle. Ces deux auteurs des années 1920 étaient les premiers à s'interroger sur le phénomène de la mémoire collective dans le cadre d'une théorie culturelle. Après une longue période d'oubli, le sujet allait de nouveau être traité par Pierre Nora dans les années 1980. S'inspirant du travail de ce dernier, Jan Assmann (dont les travaux ont été poursuivi par sa femme Aleida Assmann) proposa par la suite une théorie de la « mémoire culturelle[5] ». A titre d'exemple et dans le cadre allemand, le *Giessener Sonderforschungsbereich 434* travaille, depuis 1997, sur un modèle pluridimensionnel des « culturelles mémorielles » qui cherche à rendre compte de la dynamique, de la créativité, de la nature procédurale et de la pluralité des mémoires[6].

[1] Voir HUYSSEN, Andreas. *La hantise de l'oubli: essais sur les résurgences du passé*. Paris: Editions Kimé, 2011, 166 p.

[2] FUKUYAMA, Francis. *The end of history and the last man*. Toronto: Maxwell Macmillan Canada, 1992, XXIII-418 p.

[3] LYOTARD, Jean-François. *La condition postmoderne : rapport sur le savoir*. Paris: Editions de Minuit, 1979, 109 p.

[4] « (S)ingulier collectif monolithique » qui contient – en tant que somme de toutes les expériences de la modernité – « les conditions des possibilités de toutes les histoires individuelles », voir KOSELLECK, Rainer. Wozu noch Historie? *In* BAUMGARTNER, Hans Michael / RÜSEN, Jörn (dir.). *Seminar Geschichte und Theorie. Umrisse einer Historik*. Frankfurt a.M.: Suhrkamp, 1976, pp. 17-35.

[5] ASSMANN. *Kulturelles Gedächtnis*, op. cit.

[6] http://www1.uni-giessen.de/erinnerungskulturen/home/konzept.html (consulté le 30.10.2009)

La théorie de la mémoire collective chez Halbwachs, présentée pour la première fois dans *Les cadres sociaux de la mémoire* en 1925, s'appuie sur l'idée de la nature sociale de la mémoire[1]. Halbwachs s'oppose aux théories portées par ses contemporains, tels Henri Bergson[2] et Sigmund Freud[3], pour lesquels la mémoire serait un processus purement individuel. Prolongeant son ouvrage de 1925 dans un second texte, *La mémoire collective*, publié après sa mort, les travaux d'Halbwachs permettent de dégager trois axes constitutifs pour l'analyse de la mémoire[4] : la théorie de la nature sociale de la mémoire individuelle, l'interrogation sur la forme et la fonction de la mémoire intergénérationnelle et, finalement, l'élargissement du terme « mémoire collective » au domaine de la transmission culturelle et la tradition – la « mémoire culturelle » chez Aleida et Jan Assmann.

Chez Halbwachs, on différenciera deux types de mémoire : la mémoire individuelle en tant que mémoire organique de l'individu qui se forme dans un environnement socioculturel particulier et la mémoire collective comme référence au passé dans un groupe ou une communauté culturelle et qui résulte de l'interaction, de la communication et de l'action des médias et des institutions.

Le premier type de mémoire s'inspire de la conception de l'être humain comme un être social dont l'accès à sa propre mémoire est conditionné par sa sociabilité : seule l'interaction rend possible la mémoire. Les *cadres sociaux de la mémoire* constituent l'horizon matériel et mental dans lequel sont encastrées la perception et la mémoire individuelle[5]. La mémoire collective n'est ici pas une instance supérieure détachée, il y a plutôt une interdépendance mutuelle entre mémoires collective et individuelle : la mémoire de l'individu représente la mémoire du collectif tout comme la mémoire du groupe ne peut s'exprimer qu'à travers la mémoire individuelle[6].

---

[1] HALBWACHS, Maurice. *Das Gedächtnis und seine sozialen Bedingungen*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1985 (1925), 399 p.

[2] BERGSON, Henri. *Matière et mémoire: essai sur la relation du corps à l'esprit*. Paris: F. Alcan, 1896, III-279 p.

[3] FREUD. *Das Ich und das Es*, op. cit.

[4] HALBWACHS, Maurice. *Das kollektive Gedächtnis*. Frankfurt a/M: Fischer, 1991 (1950).

[5] *Ibid*., p. 21.

[6] *Ibid*., pp. 23 et 31.

Comme plus tard Pierre Nora, Halbwachs oppose la mémoire à l'histoire[1]. L'histoire est, pour lui, universelle, caractérisée par l'égalité des événements. Elle s'intéresse aux ruptures et aux contradictions. La mémoire, quant à elle, est particulière. Elle est limitée dans le temps et dans l'espace, hiérarchisée et critique. Sa fonction centrale est la formation de l'identité d'un groupe. Il s'agit de commémorer ce qui correspond à l'auto-représentation et aux intérêts du groupe et de souligner des continuités afin de démontrer la durabilité du groupe à travers le temps. La mémoire peut donc déformer et dénaturer l'histoire en la transformant en fiction[2].

La nature vague et large du travail de Halbwachs – il construit un vaste cadre conceptuel – a permis une appropriation interdisciplinaire de ses réflexions. Ainsi, la mémoire individuelle socialement conditionnée fait l'objet de recherches en psychologie sociale, la mémoire générationnelle est au cœur de l'*oral history* et la transmission du savoir culturel et sa transformation en tradition inspirent la théorie de la mémoire culturelle chez les Assmann[3].

Le travail de l'historien de l'art Aby Warburg, qui s'intéressa, entre autres, à la continuité de la symbolique des étoiles dans différentes cultures et à la perpétuation de la pensée antique dans la Renaissance, contribua à l'idée de la mémoire collective en introduisant la notion de « mémoire sociale ». D'une perspective de l'histoire de l'art, Warburg considère la perpétuation de certains motifs dans les œuvres non comme une appropriation consciente d'une œuvre existante mais, au contraire, comme l'expression de la capacité de ces motifs et symboles à « déclencher » la mémoire. L'utilisation par un artiste d'une « Pathosformel (*formule du pathos*) » particulière – la force affective inhérente à certains symboles – lui permet de dégager l'énergie mnésique contenue dans ces symboles. Ces derniers constituent ainsi une sorte de « boîte d'énergie » qui peut être libérée à tout moment de l'histoire.

Ainsi, Warburg développe un concept de mémoire visuelle collective qu'il nomme « mémoire sociale ». Selon Warburg, cette mémoire sociale et son actualisation à différents moments de l'histoire permettent d'analyser l'interaction particulière entre continuité et réinterprétation des symboles culturels dans les œuvres d'art en tant que reflet des

[1] *Ibid.*, p. 66.

[2] *Ibid.*, p. 55.

[3] Voir ERLL. *Kollektives Gedächtnis*, op. cit., p. 18.

particularités d'une époque : « Die Abweichungen der Wiedergabe, im Spiegel der Zeit erschaut, geben die bewusst oder unbewusst auswählende Tendenz des Zeitalters wieder und damit kommt die wunschbildende, idealsetzende Gesamtseele an das Tageslicht[1] ». Entre 1924 et 1929, Warburg réalisa un projet de cartographie mémorielle, *Mnémosyne* (portant le nom de la déesse grecque de la mémoire), qui cherchait de ce fait à déterminer les contours d'une communauté de mémoire asiatico-européenne.

Après plusieurs décennies sans travaux sur le sujet, l'étude de la mémoire collective refit surface avec le travail de Pierre Nora sur les *Lieux de mémoire*[2]. S'inspirant de Halbwachs, il introduisit la notion de *lieux de mémoire* qui aurait remplacé les *milieux de mémoire* (voir supra). Ces lieux sont des *loci* au sens large permettant d'évoquer les images du passé de la nation. Ils peuvent prendre la forme de lieux géographiques, de monuments, œuvres d'art, mais également de personnalités historiques, de fêtes nationales, de textes philosophiques et scientifiques et d'actions symboliques. Ces *lieux de mémoire* remplacent la mémoire collective vécue (les *milieux de mémoire*) dans les sociétés modernes et agissent comme signes qui renvoient simultanément au passé et au présent. Ils ont une dimension matérielle, fonctionnelle et symbolique.

Le travail de Nora a été vivement critiqué, notamment en ce qui concerne la définition-même (ou plutôt : la difficulté de définir) des *lieux de mémoire* et la question de savoir quel type de lieu pouvait devenir *lieu de mémoire*[3]. Néanmoins, son projet inspira une série d'autres projets nationaux de *lieux de mémoire*[4].

Prolongeant l'approche de Pierre Nora, Aleida et Jan Assmann ont, depuis la fin des années 1980, cherché à accentuer la relation entre mémoire, formation des identités

---

[1] « Les différences dans la reproduction, regardées à travers le miroir du temps, reflètent les tendances de sélection conscientes ou inconscientes de l'époque et permettent de révéler l'âme qui crée les rêves et fixe les idéaux. » GOMBRICH, Ernst H. *Aby Warburg, eine intellektuelle Biographie*. Hamburg: Europäische Verlags-Anstalt, 1992, 477 p., p. 359.

[2] NORA, Pierre (dir.). *Les lieux de mémoire (3 vols.)*. Paris Gallimard, 1997 (1984-1992), 4751 p.

[3] Voir les différentes positions dans DEN BOER, Pim / FRIJHOFF, Willem (dir.). *Lieux de mémoire et identités nationales*. Amsterdam: Amsterdam UP, 1993, VIII-284 p. Pour une critique de l'absence de la mémoire coloniale, voir TAI, Hue Tam Ho. "Remembered realms : Pierre Nora and French national memory." American Historical Review 106.3 (2001): 906-922.

[4] Voir FRANCOIS, Etienne / SCHULZE, Hagen (dir.). *Deutsche Erinnerungsorte (3 tômes)*. München: C.H. Beck, 2008; ISNENGHI, Mario (dir.). *I luoghi della memoria*. Rome: Laterza, 1987-1997; KAMMEN, Michael. *Mystic chords of memory : the transformation of tradition in American culture*. New York: Knopf, 1991, VIII-864 p; KOLBOOM, Ingo / GRZONKA, Sabine A. (dir.). *Gedächtnisorte im anderen Amerika : Tradition und Moderne in Québec*. Heidelberg: Synchron, 2002, X-202 p.

collectives et légitimation politique. Ils introduisent une nouvelle distinction : celle entre *mémoire communicative* et *mémoire culturelle*. La *mémoire communicative* naît de l'interaction des individus dans le quotidien, se concentre sur l'expérience de l'histoire des contemporains et est donc limitée à une période de 80 à 100 ans en arrière. Son contenu change continuellement et ne connaît pas d'attribution(s) de sens fixe(s). La *mémoire culturelle* est, en revanche, une mémoire ritualisée et objectivée qui vise à commémorer le passé dans le présent. Elle transmet un fond de « souvenirs » fixe donnant du sens au présent et elle est organisée et « réalisée » par des spécialistes. Il s'agit de fonder la communauté par des mythes et des événements d'un passé lointain. Elle peut être définie ainsi :

> Unter dem Begriff kulturelles Gedächtnis fassen wir den jeder Gesellschaft und jeder Epoche eigentümlichen Bestand an Wiedergebrauchs-Texten, -Bildern und Riten zusammen, in deren ‚Pflege' sie ihr Selbstbild stabilisiert und vermittelt, ein kollektiv geteiltes Wissen vorzugsweise (aber nicht ausschließlich) über die Vergangenheit, auf das eine Gruppe ihr Bewusstsein von Einheit und Eigenart stützt[1].

Selon Jan Assmann, la *mémoire culturelle* est caractérisée par une série d'éléments fondateurs[2] :

- le référent identitaire : les groupes sociaux constituent une mémoire culturelle de laquelle est dérivée leur identité de groupe ;
- sa reconstructivité souligne que la mémoire culturelle est une construction rétrospective ;
- une nature construite qui la distingue de la mémoire communicative, car, à la différence de celle-ci, la production de sens par la mémoire culturelle dépend des formes et des médias employés ;
- l'organisation désigne l'institutionnalisation de la mémoire culturelle et la spécialisation de ses porteurs ;
- son caractère obligatoire souligne la perspective valorisante et

[1] « Sous le terme de mémoire culturelle nous résumons le fond particulier, existant dans toute société et à toute époque, de textes, d'images et de rites dont le 'maintien' stabilise et transmet l'image du groupe de lui-même, une connaissance collectivement partagée préférablement (mais pas exclusivement) du passé sur lequel s'appuie la conscience de l'unité et de la particularité d'un groupe. » ASSMANN, Jan. Kollektives Gedächtnis und kulturelle Identität. *In* ASSMANN, Jan / HÖLSCHER, Tonio (dir.). *Kultur und Gedächtnis*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1988, pp. 9-19, p. 15.

[2] *Ibid*., pp. 13-15.

- sa réflexivité renvoie au fait que la mémoire culturelle reflète la vision du groupe de soi-même.

La présentation de la *mémoire culturelle* de Jan Assmann s'appuie sur une étude des cultures mémorielles antiques et vise à prouver que des sociétés construisent des auto-images (*Selbstbilder*) et constituent à travers les générations une identité en formant une culture de la mémoire[1]. Ainsi, les communautés font de la *mémoire culturelle* le moteur de leur développement.

La mémoire peut développer à la fois une logique de fondement et de légitimation du présent, mais également une logique tournée contre ce même présent dans le but d'atteindre un avenir meilleur en prenant en considération un passé valorisé. Dans les deux cas, la mémoire culturelle et l'identité politique sont liées et s'appuient sur des approches normatives cherchant à donner une réponse aux questions « qui sommes nous ? » et « que devons nous faire ? ».

Dans un ouvrage paru en 1999, Aleida Assmann a introduit une nouvelle distinction cherchant à mieux rendre compte du rôle de la mémoire dans la construction des identités collectives. Elle établit une distinction entre mémoire comme *ars* et mémoire comme *vis*[2]. Alors que la première renvoie à l'idée ancienne de la mnémotechnique comme art (anciennement compris comme technique) considérant la mémoire comme un réservoir de savoirs qui sont reproduits à l'identique, la seconde souligne la procéduralité et la reconstructivité de la mémoire et la potentialité d'une différence entre l'objet de la mémoire et la mémoire de l'objet lui-même. La mémoire comme *vis* implique nécessairement l'oubli par la transformation de l'objet dans sa commémoration. Ainsi comprise, la mémoire est davantage une mémoire « fonctionnelle » qu'une mémoire « réservoir » :

> Auf kollektiver Ebene enthält das Speichergedächtnis das unbrauchbar, obsolet und fremd Gewordene, das neutrale, identitäts-abstrakte Sachwissen, aber auch das Repertoire verpasster Möglichkeiten, alternativer Optionen und ungenutzter Chancen. Beim Funktionsgedächtnis dagegen handelt es sich um ein angeeignetes Gedächtnis, das aus einem Prozess der Auswahl, der Verknüpfung, der Sinnkonstitution (…) hervorgeht. Die strukturlosen, unzusammenhängenden Elemente treten ins Funktionsgedächtnis als komponiert, konstruiert, verbunden

[1] ASSMANN. *Kulturelles Gedächtnis*, op. cit., p. 18.

[2] ASSMANN, Aleida. *Erinnerungsräume : Formen und Wandlungen des kulturellen Gedächtnisses*. München: Beck, 1999, 424 p.

> ein. Aus diesem konstruktiven Akt geht *Sinn* hervor, eine Qualität, die dem Speichergedächtnis grundsätzlich abgeht[1].

La mémoire « réservoir » sert d'espace de stockage à la mémoire fonctionnelle, permettant un renouvellement du savoir culturel et fonctionne donc comme « Bedingung für die Möglichkeit kulturellen Wandels[2] ». L'organisation de la mémoire fonctionnelle est constitutive du sens que se donne un groupe, rendant ainsi possible l'articulation d'une identité dans le temps.

Les approches présentées ci-dessus se concentrent principalement sur *une* seule culture mémorielle, négligeant la pluralité des mémoires dans les sociétés contemporaines et leur potentiel de conflictualité. Le projet *Erinnerungskulturen* (cultures mémorielles) d'une unité de recherche spéciale à l'Université de Giessen en RFA se positionne dans une autre dimension en soulignant justement la pluralité des mémoires culturelles[3]. Selon ce groupe de chercheurs le terme

> ‚Erinnerungskulturen' verweist auf die Pluralität von Vergangenheitsbezügen, die sich nicht nur diachron in unterschiedlichen Ausgestaltungen des kulturellen Gedächtnisses manifestiert, sondern auch synchron in verschiedenartigen Modi der Konstitution der Erinnerung, die komplementäre ebenso wie konkurrierende, universale wie partikulare, auf Interaktion wie auf Distanz- und Speichermedien beruhende Entwürfe beinhalten können[4].

Selon Astrid Erll, le modèle permettant l'analyse des processus mémoriels est de ce fait constitué de trois niveaux.

---

[1] « Au niveau collectif, la mémoire réservoir contient ce qui est devenu inutilisable, obsolète et étranger, le savoir factuel neutre, mais également le répertoire des occasions ratées, des options alternatives et des occasions insaisies. La mémoire fonctionnelle, au contraire, est une mémoire appropriée qui est issue d'un processus de sélection, de création de liens et de construction de sens. Dans la mémoire fonctionnelle, les éléments sans structure et sans lien s'intègrent de manière composée, construite et liée. Cet acte constructif produit du *sens*, une capacité que la mémoire réservoir ne possède pas. » *Ibid*., p. 137.

[2] « Condition de la possibilité du changement culturel. » *Ibid*., p. 140.

[3] http://www.uni-giessen.de/erinnerungskulturen/home/index.html (17.02.2009).

[4] « (L)e terme de cultures mémorielles renvoie à la pluralité des liens avec le passé qui ne se manifeste pas seulement de manière diachrone dans les différentes formes de la mémoire culturelle mais, également, et de manière synchrone, dans différents modes de constitution de la mémoire qui, elle, peut inclure des modèles complémentaires et concurrents, universels et particuliers, basés sur l'interaction et des médias de distance et de sauvegarde. » SANDL, Marcus. Historizität der Erinnerung/Reflexivität des Historischen : die Herausforderung der Geschichtswissenschaft durch die kulturwissenschaftliche Gedächtnisforschung. *In* OESTERLE, Günther / REULECKE, Jürgen (dir.). *Theorie der Erinnerung*. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 2005, pp.89-119. Cité dans ERLL. *Kollektives Gedächtnis*, op. cit., p. 34.

A un premier niveau, quatre conditions de la mémoire sont mises en relief : d'abord, le type de société concernée ; ensuite, les ordres de savoir spécifiques à la période historique ; puis, la conscience du temps déterminée par les changements historiques ; et, finalement, les crises et mises en question des modèles d'explication et d'interprétation dans les périodes de changements[1].

A un second niveau, les formes spécifiques de la mémoire sont interrogées suivant quatre questions : Qui possède la souveraineté de la mémoire et comment se situent les pôles concurrents ? Quels sont les intérêts des différents groupes de mémoire ? Quelles sont les techniques de mémoire employées ? Quels types de mémoires y a-t-il ?

Le troisième niveau s'interroge sur l'acte mémoriel lui-même, ses concrétisations et le processus de constitution de sens. D'abord, il convient de distinguer entre « mémoire » et « souvenir ». La mémoire est ici considérée comme une formation discursive, alors que le souvenir (*Erinnerung*[2]) est disponible immédiatement au niveau individuel et permet une nouvelle constitution du savoir concernant le passé. Puis, le type de travail de mémoire qui peut varier d'une forme scientifico-discursive à une forme imaginée et fictive. Ensuite, la distinction entre passé vécu et passé non-vécu, entre le passé comme expérience individuelle et passé abstrait. Finalement, l'histoire de la réception de la mémoire et ses formes. Il s'agit là de nuancer entre le message initialement prévu d'un objet de la mémoire et l'appropriation réelle dans une culture de mémoire[3].

Cette approche souligne donc principalement la nature concurrentielle des mémoires et comprend la dynamique de la mémoire comme la résultante de la lutte pour la souveraineté d'interprétation du passé. Le cas allemand, au cœur de l'analyse présentée ici, témoigne parfaitement de cette lutte pour l'hégémonie interprétative, et plus particulièrement lors de la « Querelle des historiens » au milieu des années 1980.

On peut estimer que la notion de « mémoire collective » a remplacé, à partir des années 1990, ce qui auparavant avait été désigné comme « mythe » ou « idéologie ». Cela signifie

---

[1] *Ibid.*, p. 35.

[2] La difficulté est ici de transposer la distinction faite en Allemand entre « Gedächtnis » (mémoire) et « Erinnerung » (souvenir). Nous utiliserons par la suite le terme « mémoire » pour désigner la « Erinnerung » tout en le distinguant du concept chez Aleida et Jan Assmann. Le projet de recherche à l'université de Giessen avait introduit cette distinction afin de se détacher du concept statique de la *mémoire culturelle*.

[3] *Ibid.*

que, à l'aide d'images – abstraites et concrètes –, des systèmes de pensée et de valeur sont transmis et partagés. La substitution est allée de pair avec une réinterprétation du capital manipulateur des images vers une reconnaissance de la dépendance de l'homme vis-à-vis des images et des symboles collectifs. L'introduction de la dimension constitutive de la mémoire pour les communautés politiques va de pair avec la reconnaissance d'une certaine artificialité de la mémoire. Ainsi, sa fonction légitimatrice pour le pouvoir politique semble désormais généralement reconnue et acceptée : « Geschichte – oder die Konstruktion von Vergangenheit ist offenbar eine geeignete Mobilisierungsressource im politischen Kampf um Einfluss und Macht. Sie kann als Bindemittel dienen, soziale oder andere Gruppen zu integrieren. Sie kann ausgrenzen, Gegener diffamieren und gleichzeitig das eigene Handeln legitimieren[1] ».

A l'aide d'une mémoire construite, des institutions et des communautés politiques se créent une identité : « Wo Geschichte im Dienst der Identitätsbildung steht, wo sie von den Bürgern angeeignet und von den Politikern beschworen wird, kann man von einem ‚politischen' oder ‚nationalen' Gedächtnis sprechen[2] ». Il s'agit d'une « mémoire politique » dont le but est de créer, à l'aide de liens solidarisants, une identité forte, incluante pour ceux qui la partagent et excluante envers ceux qui ne la partagent pas. Au contraire de la mémoire sociale, plurielle par définition, la mémoire politique est une construction homogénéisante, ancrée dans les institutions et véhiculée du haut vers le bas.

L'oubli joue ici un rôle particulièrement important, comme Nietzsche l'avait jadis souligné[3]. Il permet d'accroître la sélectivité nécessaire au fonctionnement des mécanismes identitaires en accroissant la dimension valorisante de la mémoire pour le collectif et lui donnant un sens dans le temps par la commémoration du passé. Ceci est particulièrement vrai

---

[1] « L'histoire – ou la construction du passé – est visiblement une ressource de mobilisation appropriée dans la lutte pour l'influence et le pouvoir. Elle peut servir comme liant pour intégrer des groupes nationaux, sociaux ou autres. Elle peut exclure, diffamer l'adversaire et, en même temps, légitimer l'action propre. » WOLFRUM, Edgar. *Geschichte als Waffe : vom Kaiserreich bis zur Wiedervereinigung*. Göttingen: Vandenhoeck und Ruprecht, 2001, 176 p., p. 5-6.

[2] « Dans la situation où l'histoire est au service de la création d'une identité, quand elle a été appropriée par les citoyens et sollicitée par les politiques, on peut alors parler d'une mémoire ‚politique' ou ‚nationale'. » ASSMANN, Aleida. *Der lange Schatten der Vergangenheit : Erinnerungskultur und Geschichtspolitik*. München: Beck, 2006, 320 p., p. 37.

[3] NIETZSCHE, Friedrich. *Deuxième considération intempestive : de l'utilité et de l'inconvénient de l'histoire du point de vue de la vie*. Paris: Mille et une nuits, 2000 (1874), 127 p.

pour la période de la création des identités nationales[1]. Dans le contexte de ces créations, la sélectivité permet de façonner très concrètement les contours et les contenus des identités afin de les renforcer par la « purification », par le fait d'enlever tous les éléments qui peuvent s'avérer contraires au(x) message(s) à véhiculer.

La mémoire nationale (politique), contrairement à la mémoire sociale, est – afin de garantir son efficacité – une construction homogène, ancrée dans les institutions politiques et agissant par le haut. A ce titre, la définition de ses contenus et formes est sujette à débat entre positions et interprétations divergentes tout au long du processus de la définition de ses contenus, elle est en permanence sujette aux disputes autour de la *Deutungshoheit*.

En prolongement de cet argument, il s'avère nécessaire de poser avec Reinhart Koselleck trois questions fondamentales qui devraient guider l'analyse de la mémoire collective : « *Wer* ist zu erinnern ? (*De* qui *doit-on se souvenir ?*) *Was* ist zu erinnern ? (*De* quoi *doit-on se souvenir ?*) *Wie* ist zu erinnern ? (Comment *doit-on se souvenir*[2] *?*) ». Aleida Assmann y a ajouté une quatrième question essentielle, à savoir « *Wer* erinnert sich ? (Qui *se souvient*[3] *?*) ».

Ce catalogue de questions permet de mieux cerner le caractère politique de la mémoire collective et sa nature identitaire, tout en ayant la possibilité de saisir les transformations de la mémoire politique ou nationale à travers des débats politico-publics comme il sera fait ci-dessous.

L'analyse du phénomène mémoriel – l'analyse du passé présent ou construction (et la reconstruction analytique) d'un objet passé par le discours dans le présent – dans le cadre du présent travail s'inspirera, de manière large, de l'analyse de discours. Il convient donc d'éclaircir ce qui est ici entendu par « discours », de son rapport à la réalité politique et sociale et de quelle manière l'analyse de discours peut constituer l'outil méthodologique de la compréhension de cas choisi.

---

[1] Voir l'analyse de THIESSE, Anne-Marie. *La création des identités nationales: Europe XVIIIe-XXe siècle*. Paris: Seuil, 2001, 311 p.

[2] KOSELLECK, Reinhart. Formen und Traditionen des negativen Gedächtnisses. *In* KNIGGE, Volkhard / FREI, Norbert (dir.). *Verbrechen Erinnern. Die Auseinandersetzung mit Holocaust und Völkermord*. München: C.H. Beck, 2002, pp. 21-32.

[3] ASSMANN. *Schatten der Vergangenheit*, op. cit., p. 63.

IV - Déconstruire la construction de la réalité par les mots: l'analyse de discours

Diskurs ist stets lediglich die sprachliche Seite einer 'diskursiven Praxis'[1].

[L'analyse de discours, TT] est une vraie démarche d'enquête où les éléments textuels peuvent être reconstruits comme autant de traces, d'indices laissés plus ou moins volontairement par celui qui commis le discours. (…) l'erreur judiciaire est toujours possible. (…) La vérité est toujours reconstruction de quelque chose d'absent à partir de traces fragmentaires présentes à nos sens. Discours ou indice matériel, nous avons affaire à des signes, donc des substituts de la réalité passée. (…) la lecture d'un discours n'est jamais que la production d'un autre discours qui (…) reste toujours inscrit dans des conditions historiques, sociales, politiques, idéologiques, culturelles qui le rendent possible. Il est donc lui-même susceptible d'une analyse future[2].

L'extrait du texte de Jean-Michel Utard cité ci-dessus indique l'enjeu principal de l'analyse de discours. Rappelant le procédé quasi-criminalistique du travail d'analyse, il met en même temps en garde contre l'absolutisation des résultats de l'enquête en rappelant leur temporalité limitée. La catégorie de « discours » constitue, pour le présent travail, la notion incontournable qu'il s'agit d'éclairer par la suite.

De manière générale, dans les sciences sociales, il y a un consensus autour de l'idée que les relations de l'homme au monde sont véhiculées par des systèmes de sens ou des « ordres de savoir (*Wissensordnungen*) » collectivement construits: « En tant que produits d'une pratique sociale, les discours ne sont la simple expression symbolique de codes contraignants et de logiques extérieurs aux fonctionnement du langage, mais ils en sont une dimension constitutive[3] ». L'analyse ne porte pas tant sur un système linguistique au sens saussurien, mais tente davantage de comprendre « l'acte même de production de discours, et dans le cas

[1] LINK, Jürgen / LINK-HEER, Ursula. "Diskurs/Interdiskurs und Literaturanalyse." LiLi 77 (1990): 88-99, p. 90.

[2] UTARD, Jean-Michel. L'analyse de discours, entre méthode et discipline. *In* RINGOOT, Roselyne / ROBERT-DEMONTROND, Philippe (dir.). *L'anaylyse de discours*. Rennes: Editions Apogée, 2004, pp. 23-52, pp. 23-24.

[3] *Ibid*., p. 25.

des discours sociaux, de mettre à jour les logiques sociales qui déterminent cette production[1] ».

Généralement, on fait référence au terme « discours » quand les perspectives théoriques et de recherche se concentrent sur les constitutions, constructions et représentations du monde réel à travers des signes et les structures que celles-ci sous-entendent. Dans ce sens, toute activité humaine a une dimension discursive que la recherche en sciences sociales s'apprête à analyser. Utard donne une première définition du terme, constatant, que « le mot désigne toute forme verbale d'expression de la pensée, orale ou écrite, et développée méthodiquement. » L'analyse de discours « étudie le discours comme activité énonciative en relation avec un 'lieu social', le plus souvent institutionnel. (…) La notion discours recouvre donc non la langue comme système, mais un certain usage qui renvoie à une intention et une situation de communication[2]. »

Le discours peut être interprété comme une tentative – plus ou moins couronnée de succès – de stabiliser des productions de sens dans le temps et d'institutionnaliser de cette manière des ordres de savoir (*Wissensordnungen*) collectivement contraignants pour un ensemble social donné. L'analyse de discours, dans un premier temps, se concentre donc sur l'analyse de ces processus constitutifs.

De manière complémentaire, dans son introduction à l'analyse de discours, Reiner Keller en donne la définition suivante : « Die sozialwissenschaftliche Diskursforschung beschäftigt sich mit dem Zusammenhang zwischen Sprechen/Schreiben als Tätigkeit bzw. soziale Praktiken und der (Re-)Produktion von Sinnsystemen/Wissensordnungen, den darin eingebundenen sozialen Akteuren, den diesen Prozessen zugrunde liegenden Regeln und Ressourcen sowie ihren Folgen in sozialen Kollektiven[3]. » L'intention première de l'analyse de discours est donc le décryptage de ces processus de construction de sens.

---

[1] *Ibid.*, pp. 27-28.

[2] *Ibid.*, p. 30.

[3] « L'analyse de discours en sciences sociales traite de la relation entre le parler/l'écrire comme activité ou pratique sociale et la (re-)production des systèmes de sens, les acteurs y participant, les règles et ressources à la base de ces processus ainsi que leurs conséquences dans les collectifs sociaux. » KELLER, Reiner. *Diskursforschung : eine Einführung für SozialwissenschaftlerInnen*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2007, 129 p., p. 7.

Au centre de l'analyse de discours se trouve l'analyse des régulations institutionnelles des pratiques discursives et leur puissance performative, constructrice de réalités. Alors que les théories du discours développent des perspectives sur le caractère construit du sens, l'analyse de discours focalise sur l'analyse empirique et interprétative et propose ainsi une approche qualitative.

Malgré l'hétérogénéité des différentes approches, quatre caractéristiques dénominatives peuvent être distinguées. Globalement, les théories du discours et les analyses de discours

- se penchent sur l'utilisation réelle de la langue (écrite et parlée) et d'autres formes symboliques de communication dans la pratique sociale;
- soulignent que le sens des phénomènes est socialement construit et que les phénomènes sont ainsi constitués dans une réalité sociale contextuelle donnée;
- supposent que les différentes possibilités d'interprétation sont à analyser comme faisant partie d'une structure discursive superposée qui est, temporairement, créée et stabilisée par des contextes organisatio-institutionnels et
- partent du principe que l'utilisation d'ordres symboliques est soumise à des règles d'interprétation et d'action compréhensibles et reconstructibles[1].

Parmi la multitude d'approches hétérogènes, celles de Pierre Bourdieu[2] et d'Anthony Giddens[3] s'avèrent, dans un premier temps, intéressantes. Giddens comprend l'action (et donc aussi l'agir communicatif) en analogie avec la théorie des jeux linguistiques de Ludwig Wittgenstein, c'est-à-dire comme la matérialisation de structures ou de règles existantes au sein d'une communauté donnée. Celles-ci existent dans l'action qui les actualise, les valide et perpétue. Cette action peut également mettre en question ces règles et/ou les transformer. L'évènement lui-même n'est ici pas la conséquence directe des structures sous-tendues, mais le résultat d'un processus d'interprétation de ces structures par les acteurs eux-mêmes.

Dans les sociétés contemporaines, désignées comme « sociétés du savoir[4] », caractérisées par la croissance d'une production savante systématique importante, l'attention publique

---

[1] *Ibid*., p. 8.

[2] BOURDIEU, Pierre. *Le sens pratique*. Paris: Editions de Minuit, 1980, 475 p.

[3] GIDDENS, Anthony. *Die Konstitution der Gesellschaft : Grundzüge einer Theorie der Strukturierung*. Frankfurt a/M: Campus-Verlag, 1992, 460 p.

[4] GIDDENS, Anthony. *The consequences of modernity*. Stanford (Cal.): Stanford University Press, 1990, IX-185 p.

concernant la contingence de ce savoir s'accroît également. Dans ce contexte, l'importance des discours comme processus et tentatives pour donner du sens et de stabilisateur de sens acquière une importance sociale plus grande.

A - Discourse analysis (DA) et Critical discourse analysis (CDA)

L'analyse de discours dans les sciences sociales contemporaines s'appuie sur les développements théoriques du structuralisme et du poststructuralisme français des années 1950 et 1960[1]. Alors que, s'inspirant des travaux linguistiques de Ferdinand Saussure[2], le structuralisme considère les discours et les phénomènes discursifs comme des structures abstraites et objectives, le poststructuralisme focalise davantage sur les interactions entre les ordres symboliques (abstraits) et l'utilisation concrète de la langue et des signes, c'est-à-dire la relation entre les structures et les évènements.

Les travaux de Michel Foucault et sa conceptualisation du terme « discours », notamment dans *Les mots et les choses,* restent, encore aujourd'hui, les fondements de l'analyse de discours. Pour Foucault, la notion d'analyse de discours implique que le discours « ne délivre pas de lui-même ni le sens (le 'contenu'), ni les raisons ou les logiques de son émergence (l'énonciation). Il faut des procédures d'élucidation[3]. » Il s'agit, selon Foucault, non pas « de neutraliser le discours, d'en faire le signe d'autre chose et d'en traverser l'épaisseur pour rejoindre ce qui demeure silencieusement en-deçà de lui, c'est au contraire de le maintenir dans sa consistance, de le faire surgir dans la complexité qui lui est propre[4]. »

Auparavant, dans le sillage du structuralisme, une série de modèles de l'analyse de discours ont été développés, se penchant sur une série de questions d'ordre linguistiques,

---

[1] Voir DOSSE, François. *Histoire du structuralisme : 1. Le champ du signe, 1945-1966*. Paris: La Découverte, 1991, 488 p; DOSSE, François. *Histoire du structuralisme : 2. Le chant du cygne, 1967 à nos jours*. Paris: La Découverte, 1992, 587 p; STÄHELI, Urs. *Poststrukturalistische Soziologien*. Bielefeld: Transcript-Verlag, 2000, 87 p; WILLIAMS, Glyn. *French discourse analysis : the method of post-structuralism*. London: Routledge, 1999, XI-333 p.

[2] SAUSSURE, Ferdinand de. *Cours de linguistique générale*. Paris: Payot, 1955, 331 p. Selon Saussure, la langue est un système, un ensemble de signes organisés qui excluent toute référence à une quelconque réalité. La langue ne représente pas le mode, elle est une institution sociale : les individus qui l'utilisent se soumettent aux conditions qui la régissent ; parler, c'est utiliser le système de langage, faire circuler les significations qui y sont contenues.

[3] UTARD. L'analyse de discours. op. cit., p. 43.

[4] FOUCAULT, Michel. *L'archéologie du savoir*. Paris: Gallimard, 1969, 275 p., p. 43.

sociolinguistiques, l'analyse méthodologique des conversations, sociologiques et psychologiques des processus de communication dans différents contextes. Plus généralement, on parlera dans ces cas de *discourse analysis* (DA).

Selon la présentation de Teun van Dijk, la DA se caractérise par son intention de fournir une analyse de l'utilisation de la parole (« text and talk ») comme expression d'un processus dans un contexte donné (« in action[1] »). La DA tente donc de lier les sciences du langage avec la recherche en sciences cognitives. De ce fait, le modèle décrit par Van Dijk reste ancré dans les traditions d'analyse de la linguistique, notamment dans sa concentration sur les règles de la production de la parole.

Des auteurs comme Michel Pêcheux, Régine Robin, Jacques Guilhamou ou encore Denis Maldidier ont développé une approche également ancrée dans la dimension linguistique, et, en interaction avec les sciences historiques, considèrent la langue comme étant une matérialisation de l'idéologie[2].

Plus récemment, des auteurs comme Teun Van Dijk ont cherché à combiner les approches historico-linguistiques de l'école française[3] avec des aspects davantage ancrés dans les sciences sociales. La criticial discourse analysis (CDA) se différencie de la DA notamment par la négligence des aspects cognitifs au profit d'un ancrage de l'analyse de discours dans une perspective visant les ordres de sens (*Wissensordnungen*) derrière et véhiculés par le discours. La présente analyse sera particulièrement redevable à cette approche de l'analyse de sens.

Norman Fairclough combine les traditions philosophiques marxistes (notamment la théorisation de l'« idéologie » de Louis Althusser[4] et la notion d' « hégémonie » d'Antonio

---

[1] VAN DIJK, Teun A. The study of discourse. *In* VAN DIJK, Teun A. (dir.). *Discourse as structure and process*. London: Sage, 1997, pp. 1-34. Voir également VAN DIJK, Teun A. (dir.). *Discourse as social interaction. Discourse studies : a multidisciplinary introduction*. London: Sage, 1997, 33- p.

[2] LÜSEBRINK, Hans-Jürgen. Begriffsgeschichte, Diskursanalyse und Narrativität. *In* REICHARDT, Rolf (dir.). *Aufklärung und Historische Semantik : interdisziplinäre Beiträge zur westeuropäischen Kulturgeschichte*. Berlin: Duncker und Humblot, 1988, pp. 29-44, p. 32 suiv.

[3] Pour l'école française, voir MAINGUENEAU, Dominique. Die 'französische' Schule der Diskursanalyse. *In* EHLICH, Konrad (dir.). *Diskursanalyse in Europa*. Frankfurt a/M: Lang, 1994, pp. 187-195; MAINGUENEAU, Dominique. *Les analyses du discours en France*. Paris: Larousse, 1995, 127 p.

[4] ALTHUSSER, Louis. *Ideologie und ideologische Staatsapparate :Aufsätze zur marxistischen Theorie*. Hamburg: VSA, 1977, 177 p.

Gramsci[1]) avec la théorie foucaldienne, des questionnements linguistiques, les traditions de la linguistique critique, les théories des sciences sociales et ses diagnostics[2]. L'appui sur les théories d'Althusser et Gramsci constitue l'arrière-plan théorique permettant de comprendre comment des structures sociales façonnent l'acte de la parole. S'appuyant sur la théorie de la DA, Norman Fairclough et Ruth Wodak formulent une définition du discours considérant le discours comme acte de parole (« text and talk ») et, simultanément, comme une forme d'action sociale :

> Describing discourse as social practice implies a dialectical relationship between a particular discursive event and the situation(s), institution(s) and social structure(s) which frame it. A dialectical relationship is a two-way relationship : the discursive event is shaped by situations, institutions and social structures, but it also shapes them[3].

L'utilisation de la parole est à la fois une action et une attribution de sens. Les deux dimensions peuvent être interprétées comme processus social structurant et comme processus socialement structuré. Il y a donc une relation dialectique entre le discours lui-même et la structure sociale qui constitue son contexte d'énonciation. Les deux agissent de manière interactive comme conditions et comme effet amplificateur de l'énoncé. Un discours construit le monde, mais il est en même temps façonné par ce monde. Un discours (re-)produit et transforme la société. Le discours construit des identités sociales, des relations sociales entre des individus et contribue à la construction de systèmes de croyance: « Discourse is a practice not just of representing the world, but of signifying the world, constituting and constructing the world in meaning[4] ».

Considérant le langage comme une activité sociale, la CDA cherche à rendre visible la prise d'influence mutuelle de la langue et de la structure sociale. Dans ce sens, elle comporte

---

[1] GRAMSCI, Antonio. *Lettres de prison*. Paris: Gallimard, 1971, 620 p. La transposition de la notion d'hégémonie souligne le caractère temporel de la dimensions discursive, comprenant l'hégémonie comme un moment de stabilité relative dans un contexte de luttes pour l'hégémonie; voir FAIRCLOUGH, Norman. *Critical language awareness*. London: Longman, 1992, 336 p., p. 91 suiv.

[2] Pour la combinaison de l'analyse de discours et la critique idéologique, voir DEMIROVIC, Alex. "Ideologie, Diskurs und Hegemonie." Zeitschrift für Semiotik 1/2.10 (1988): 63-74; HIRSELAND, Andreas / SCHNEIDER, Werner. Wahrheit, Ideologie und Diskurs. *In* KELLER, Reiner (dir.). *Handbuch sozialwissenschaftliche Diskursanalyse : 1. Theorien und Methoden*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2006, pp. 377-406; VAN DIJK, Teun A. *Ideology : a multidisciplinary approach*. London: Sage, 1998, X-374 p.

[3] FAIRCLOUGH, Norman / WODAK, Ruth. Critical discourse analysis. *In* VAN DIJK, Teun A. (dir.). *Discourse as social interaction*. London: Sage, 1997, pp. 258-284, p. 258.

[4] FAIRCLOUGH. *Critical language awareness*, op. cit., p. 64.

une visée émancipatrice : elle cherche à intervenir dans la réalité sociale en se concentrant notamment sur l'analyse de l'utilisation de la parole dans des institutions et organisations, mais également des préjugés, de l'antisémitisme, du racisme et du sexisme[1]. Stefan Titscher, résume les idées fondamentales de la CDA ainsi :

> Die Kritische Diskursanalyse beschäftigt sich mit sozialen Problemen. Es geht ihr nicht um Sprache oder Sprachgebrauch per se, sondern um den linguistischen Charakter sozialer und kultureller Prozese und Strukturen. Demnach ist die kritische Diskursanalyse auch interdisziplinär konzipiert. Machtbeziehungen sind diskursiv, und die Kritische Diskursanalyse studiert sowohl Macht im Diskurs als auch Macht über den Diskurs. Gesellschaft und Kultur stehen in einer dialektischen Beziehung zum Diskurs: Gesellschaft und Diskurs werden diskursiv geschaffen, konstituieren aber auch gleichzeitig den Diskurs. Jedes einzelne Moment des Sprachgebrauchs reproduziert oder transformiert Gesellschaft und Kultur inklusive der Machtbeziehungen. Sprachgebrauch kann ideologisch sein ; um das festzustellen, müssen Texte analysiert und ihre Interpretation, Rezeption sowie ihre sozialen Effekte untersucht werden. Diskurse sind historisch und können nur im Zusammenhang mit dem Kontext verstanden werden. Auf metahistorischer Ebene entspricht dies der Annahme von Wittgenstein, wonach die Bedeutung einer Äusserung in ihrem Gebrauch in einer spezifischen Situation liegt. Diskurse sind nicht nur in eine bestimmte Ideologie oder Vergangenheit eingebettet, sondern auch intertextuell mit anderen Diskursen verbunden. (…) Diskursanalyse ist interpretativ und erklärend[2].

Selon Fairclough et Wodak, chaque texte est encastré dans des pratiques discursives de production, diffusion et de consommation de texte qui, elles, sont encastrées dans des pratiques sociales (le rapport de situation de l'énonciation et le contexte institutionnel et social plus généralement). L'analyse de ces pratiques sociales relève des complexes de l'idéologie et de l'hégémonie discursive. Un discours peut être considéré comme idéologique à partir du moment où il vise le renforcement des relations de pouvoir existantes[3].

---

[1] TITSCHER, Stefan. *Methoden der Textanalyse*. Opladen: Westdeutscher Verlag, 1998, 376 p., p. 181.

[2] « L'analyse de discours critique s'occupe de problèmes sociaux. Il ne s'agit pas du langage et de l'utilisation de la langue en soi, mais du caractère linguistique de processus et structures sociaux et culturels. Les relations de pouvoir sont discursives et l'analyse de discours critique étudie aussi bien le pouvoir dans le discours que le pouvoir sur le discours. Société et culture se trouvent dans une relation dialectique avec le discours : la société et le discours sont créés discursivement mais constituent en même temps le discours. Chaque moment d'utilisation du langage reproduit ou transforme la société et la culture, y compris les relations de pouvoir. L'utilisation de la langue peut être de nature idéologique ; il convient, afin de le constater, d'analyser les textes, leur interprétation, leur réception ainsi que leurs effets sociaux. Les discours sont historiques et ne peuvent être compris qu'en lien avec leur contexte. A un niveau méta-historique, cela correspond à la supposition de Wittgenstein selon laquelle le sens d'un énoncé est à chercher dans son utilisation dans un contexte spécifique. Les discours sont non seulement ancrés dans une certaine idéologie ou un certain passé, mais également intertextuellement lié à d'autres discours. (…) L'analyse du discours est interprétative et explicative. » *Ibid*., p. 180.

[3] FAIRCLOUGH. *Critical language awareness*, op. cit., p. 225 suiv.

Finalement, le but recherché de l'analyse de discours est la création d'une « conscience critique » :

> The aim of CDA is to unmask ideologically permeated and often obscured structures of power, political control, and dominance, as well as strategies of discriminatory inclusion and exclusion in language use. (…) CDA does not pretend to be able to assume an objective, socially neutral analytical stance. Indeed, practitioners of Clots believe that such ostensible political indifference ultimately assists in maintaining an unjust status quo[1].

Ici se pose, nécessairement, la question de la normativité de la CDA, plus particulièrement de savoir si l'analyse de discours peut et/ou doit rester du domaine du descriptif et de l'analyse ou si elle doit contribuer à « stigmatiser » (ou à labelliser) un énoncé. Il semble également important d'indiquer l'ancrage intellectuel (et/ou idéologique) de la position d'analyse et l'influence des intérêts qui animent l'analyse. Le travail présent se concentrera sur l'analyse des discours en réduisant l'aspect normatif à une dimension descriptive, respectant – autant que possible - l'idéal de la neutralité axiologique.

B - La « Kritische Diskursanalyse » et la « wissenssoziologische Diskursanalyse »

La variation allemande de la CDA peut être trouvée dans les travaux de Siegfried Jäger et s'appuie principalement sur les théories foucaldiennes telles qu'elles ont été prolongées par le linguiste Jürgen Link ainsi que les théories de Aleksej Leontjev[2].

Link, s'appuyant sur les travaux de Michel Foucault, définit le discours comme « ein institutionalisiertes Spezialwissen, einschließlich der entsprechenden ritualisierten Redeformen, Handlungsweisen und Machteffekte[3] ». Ainsi, le texte, en suivant la théorie de Leontjev, est le résultat d'un processus de réflexion de l'individu et sa production dépend d'un savoir acquis lors de la socialisation, mais également de la motivation de l'énonciateur et des ressources linguistiques disponibles pour son expression.

---

[1] WODAK. *The discursive construction of national identity*, op. cit., p. 8.

[2] A titre d'exemple, voir LEONTJEV, Aleksej. *Grundfragen einer Theorie der sprachlichen Tätigkeit*. Berlin: Akademie-Verlag, 1984, 278 p.

[3] « (U)n savoir particulier institutionnalisé, incluant les formes de prise de parole, d'action et d'effets de pouvoir institutionnalisés. » Cité dans KELLER. *Diskursforschung*, op. cit., p. 31.

Siegfried Jäger, en partant de ces deux approches, transforme l'analyse du texte en analyse de discours en considérant l'élément textuel comme faisant partie intégrante d'un discours socio-historique supra-individuel. Les éléments textuels deviennent donc des « fragments de discours », permettant ainsi une analyse méta-discursive (ou ce que Link appelle « Interdiskurs ») :

> Sie sind Bestandteil bzw. Fragmente von Diskurssträngen (= Abfolgen von Diskursfragmenten mit gleicher Thematik), die sich auf verschiedenen Diskursebenen (= Orten, von denen aus gesprochen wird, also Wissenschaft, Politik, Medien, Alltag etc.) bewegen und in ihrer Gesamtheit den Gesamtdiskurs einer Gesellschaft ausmachen, den man sich als ein grosses, wucherndes Gewimmel vorstellen kann; zugleich bilden die Diskurse (bzw. dieses gesamte diskursive Gewimmel) die jeweiligen Voraussetzungen für den weiteren Verlauf des gesamtgesellschaftlichen Diskurses[1].

Le champ d'analyse ainsi ouvert se concentre, dans les travaux de Jäger, sur les manifestations linguistiques du racisme dans des interviews et des textes médiatiques. Dans ses travaux, l'analyse a permis de reconstruire les symboles collectifs évoqués, les champs de signification, la fonction sociale de locutions et d'expressions courantes ainsi que les structures narratives[2].

Le but recherché de l'analyse de discours est de rendre visible et d'expliciter des contenus et des stratégies impliquées :

> Diskursanalyse geht es nun u.a. darum, die Diskurse auf ihre Inhalte und Strategien zu befragen, den Einfluss von Spezialdiskursen (oft vermittelt über Medien, Erziehung, mächtige Institutionen und Organisationen) auf den Interdiskurs zu ermitteln, kurzum : sie transparent zu machen. (…) Diskursanalyse thematisiert sprachliche Texte (aller Art) also von Anfang an in ihrem Bezug zu ihrem sozialgeschichtlichen Hintergrund, aus dem sie gespeist werden und auf den sie sich beziehen bzw. auf den sie wiederum (mehr oder minder stark) einwirken[3].

---

[1] « Ils font partie voire sont des fragments de suites discursives (= suite de fragments de discours sur une même thématique) qui se trouvent à des niveaux discursifs différents (= lieux depuis lesquels on parle, donc la science, la politique, les médias, le quotidien etc.) et qui forment dans leur ensemble le discours global d'une société qu'on peut se représenter comme un grand fourmillement débordant; en même temps, les discours (ou plutôt: ce fourmillement discursif) forment les conditions spécifiques pour l'évolution du discours de la société. » JÄGER, Siegfried. *Kritische Diskursanalyse : eine Einführung*. Duisburg: DISS, 1999, 404 p., p. 117.

[2] JÄGER, Siegfried. *Brandsätze : Rassismus im Alltag*. Duisburg: DISS, 1992, 310 p; JÄGER, Siegfried. Diskurs und Wissen. *In* KELLER, Reiner (dir.). *Handbuch sozialwissenschaftliche Diskursanalyse : 1. Theorien und Methoden*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2006, pp. 83-114.

[3] « Ainsi, le but de l'analyse de discours est, entre autres, d'interroger les discours par rapport à leurs contenus et stratégies, d'établir l'impact de discours spécifiques sur l'interdiscours (souvent transmis par les médias, l'éducation, les institutions et organisations puissantes), bref : de les rendre transparentes. (…) L'analyse de

La contextualité des discours se trouve renforcée par la prise en compte des approches issues de la sociologie. Ce qui est nommée la « kulturalistische Diskursforschung » (analyse de discours culturaliste[1]) réunit les différents travaux sur la production de systèmes de sens et de symboles. On considère alors que les acteurs sociaux établissent, de manière interactive et lors de processus d'interprétation collectifs, des définitions de la réalité et des ordres symboliques. Ces derniers sont alors le réservoir de savoir et des possibilités d'interprétation pour les acteurs[2]. L'accent est ici mis sur les efforts d'interprétation des acteurs sociaux dans la production, la (re-)production et la transformation d'ordres symboliques.

Dans ce cadre, les travaux de Pierre Bourdieu doivent être considérés comme fondamentaux, notamment son interprétation de l'utilisation du langage comme lutte symbolique et l'idée de penser le discours comme « effets des conditions sociales de [sa] production et de [sa] circulation[3] ». Selon Bourdieu, l'habitus détermine les pratiques sociales et l'acte langagier est une contribution – soit en tant qu'actualisation ou transformation – à l'ordre symbolique dans lequel son sens lui est attribué. En même temps, la valeur de l'énonciation dépend intrinsèquement du lieu institutionnel dans lequel l'énoncé est formulé. Ce lieu institutionnel détermine donc aussi bien les possibilités de la production d'un énoncé que son interprétation :

> Damit das symbolische Kapital als Potential wirken kann, d.h. damit dem legitimen Sprecher die Anerkennung zuteil wird, muss der Diskurs in einer legitimen Sprechsituation erfolgen (er muss am richtigen Ort, zur richtigen Zeit,

---

discours thématise donc toutes les formes de textes linguistiques, dès le début, dans leur lien avec l'arrière-plan socio-historique qui les nourrit et auquel ils se réfèrent voire sur lequel ils agissent (de manière plus ou moins prononcée). » JÄGER. *BrandSätze*, op. cit., p. 112 suiv.

[1] L'adjectif « culturaliste » renvoie ici au rôle dominant de la culture (« culture as system of symbols and meanings », GEERTZ) comme structure des relations sociales. En allemand, l'adjectif « kulturalistisch » renvoie, au sein des sciences sociales, également à la notion de néo-racisme ou racisme culturel. Voir TAGUIEFF, Pierre-André. *La force du préjugé : essai sur le racisme et ses doubles*. Paris: Gallimard, 1992, 644 p; FREDRICKSON, George M. *Racism : a short history*. Princeton (N.J.): Princeton University Press, 2002, 207 p.

[2] ABELS, Heinz. *Interaktion, Identität, Präsentation : kleine Einführung in interpretative Theorien der Soziologie*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2007, 208 p; BERGER, Peter / LUCKMANN, Thomas. *Die gesellschaftliche Konstruktion der Wirklichkeit : eine Theorie der Wissenssoziologie*. Frankfurt a/M: Fischer, 2007, XIX-217 p; GEERTZ, Clifford. *The interpretation of cultures : selected essays*. New York: Basic Books, 1973, IX-470 p; KELLER, Reiner. *Wissenssoziologische Diskursanalyse : Grundlegung eines Forschungsprogramms*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2008, 360 p.

[3] BOURDIEU, Pierre. *Ce que parler veut dire : l'économie des échanges linguistiques*. Paris: Fayard, 1982, 243 p., p. 165.

> an die richtige Zuhörer adressiert sein) und er muss die richtige Form (Redewendungen, Anredeformen, Sprachstil usw.) aufweisen[1].

Dans ce contexte, la théorie bourdieusienne souligne l'importance fondamentale des luttes pour l'instauration d'ordres symboliques légitimes et de leurs représentations de la réalité. Dans ce sens, toute utilisation du langage devient une participation à la lutte pour l'interprétation et un facteur de stabilisation, mais, potentiellement, également une mise en question des rapports sociaux[2].

L'idée bourdieusienne a été continuée dans la *frame analysis* de William A. Gamson qui cherche à comprendre les processus de mobilisation sociale (i.e. dans le cas de la discrimination positive) en tant que conflits d'interprétation de problématiques sociopolitiques. Dans ces conflits, les acteurs sont guidés par des intentions d'ordre stratégique. Ils visent une résonance publique maximale et tentent de positionner l'acteur comme légitime, responsable et fournisseur de solutions[3]. Ces conflits sont des conflits d'interprétation qui, pour la plupart, se déroulent dans les médias, attribuant à la sphère médiatique le rôle d'arène centrale de la construction discursive de réalité(s) sociale(s).

Le caractère public de ces conflits est approfondi dans les travaux de Joseph R. Gusfield qui rendent compte du développement des discussions publiques et la problématisation ainsi que des aspects matériels (quelles institutions, avec quels moyens et quelles conséquences), des dimensions sémantico-symboliques, des différents acteurs et des stratégies linguistiques, argumentatives et visuelles[4]. Gusfield souligne la capacité des ordres symboliques à construire des réalités sociales et rappelle leur fonction d'exclusion des autres possibilités d'interprétation. Ceci permet de considérer des discussions publiques comme des « extraits »

---

[1] « Afin que le capital symbolique puisse agir en tant que potentialité, càd afin que l'énonçant légitime puisse être reconnu, le discours doit avoir lieu dans une situation de prise de parole légitime (il doit être adressé au bon endroit, au bon moment à un public adéquat) et il doit faire preuve de la bonne forme (formules stylistiques, adresse, niveau de langue etc.). » DIAZ-BONE, Rainer. *Kulturwelt, Diskurs und Lebensstil : Eine diskurstheoretische Erweiterung der bourdieuschen Distinktionstheorie*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2008, 460 p., p. 55 suiv.

[2] BOURDIEU. *Ce que parler veut dire*, op. cit; BOURDIEU, Pierre. *Rede und Antwort*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1992, 236 p., p. 135 suiv; BOURDIEU, Pierre. *Die verborgenen Mechanismen der Macht*. Hamburg: VSA-Verlag, 1992, 175 p; BOURDIEU, Pierre. *Leçon sur la leçon*. Paris: Editions de Minuit, 2003, 55 p.

[3] Voir GERHARDS, Jürgen. "Dimensionen und Strategien öffentlicher Diskurse." Journal für Sozialforschung 32.3/4 (1992): 307-318.

[4] GUSFIELD, Joseph R. *The culture of public problems : drinking-driving and the symbolic order*. Chicago (Ill.): Chicago University Press, 1984, XIV-263 p; GUSFIELD, Joseph R. Introduction. *In* BURKE, Kenneth (dir.). *On symbols and society*. Chicago (Ill.): Chicago University Press, 1989, pp .1-49.

de la réalité sociale dont la fonction sociale est la réactualisation rituelle de l'ordre social et symbolique.

Revenant aux cadres du discours, il est important de rappeler l'idée de l'« archéologie » et son interprétation dans l'œuvre de Foucault. Le terme de « discours » signifie ici un ensemble d'énonciations éparpillées qui ont été déterminées par le même système de règles (et font donc partie d'un même discours) et qui construisent leur sujet. Le rôle de l'analysant est donc la reconstruction de ce système de règles. L'analyse du discours vise alors la reconstruction des mécanismes institutionnels, symboliques et sémantiques qui permettent l'énonciation de certains énoncés à un moment donné. Ces mécanismes déterminent ce qui peut être dit et ce qui doit être tu. L'« archéologie » désigne le travail d'analyse permettant de découvrir le discours en tant que pratique sociale – et non plus comme ensemble de signes – qui, systématiquement forme les éléments desquels il parle[1].

De manière complémentaire, Ernesto Laclau et Chantal Mouffe proposent une théorie de l'analyse de discours interprétant le discours comme processus de construction d'identités individuelles et collectives. Le sens est produit par le discours qui, lui, est un système de différenciations et de distinctions qui connaissent une certaine stabilité à un moment donné. Le but de ces distinctions est la réduction de la complexité et de la multiplicité des interprétations possibles du réel. Le processus de la codification du sens s'opère à travers l'articulation des acteurs sociaux qui peuvent ainsi stabiliser, défier et changer des discours établis[2]. Le discours comporte donc toujours une dimension de débat entre acteurs. Un discours sera considéré comme hégémonique quand il cherche à développer une vision globale du monde et à y ranger l'ensemble des relations sociales d'une structure générale.

Réunissant les courants de la théorie de la « kulturalistische Diskursforschung » et les théories du discours d'inspiration foucaldienne, Reiner Keller propose une « wissenssoziologische Diskursanalyse » (analyse de discours sur la base de la sociologie du savoir) qui cherche à exprimer, d'un côté, l'ancrage de l'analyse de discours dans la sociologie du savoir – analysant l'élaboration, la diffusion, l'utilisation et la transformation d'un savoir au

---

[1] FOUCAULT, Michel. *Archäologie des Wissens*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1988, 300 p., p. 41.

[2] Voir LACLAU, Ernesto. *Hegemony and socialist strategy : towards a radical democratic politics*. London: Verso, 1985, 197 p; LACLAU, Ernesto. Discourse. *In* GOODIN, Robert E. / PETTIT, Philippe (dir.). *A companion to contemporary political philosophy*. Oxford: Oxford University Press, 1993, pp. 431-437.

sein d'un groupe ou d'une société donnés[1] – et, d'un autre côté, le raccordement de l'analyse de discours aux méthodes qualitatives des sciences sociales[2]. Son approche présuppose que tout ce que l'homme aperçoit, ressent et éprouve est transmis grâce à un savoir socialement construit, typifié et légitime. Le savoir individuel n'est pas inné, mais un système de symboles et d'ordres produit et intériorisé par des discours. L'objet de recherche de la « wissenssoziologische Diskursanalyse » sont justement ces pratiques sociales et ces processus de construction communicative ainsi que cette stabilisation et transformation des ordres symboliques et leurs conséquences :

> Der wissenssoziologischen Diskursanalyse geht es dann darum, Prozesse der sozialen Konstruktion, Objektivation, Kommunikation und Legitimation von Sinn-, d.h. Deutungs- und Handlungsstrukturen auf der Ebene von Institutionen, Organisationen bzw. sozialen (kollektiven) Akteuren zu rekonstruieren und die gesellschaftlichen Wirkungen dieser Prozesse zu analysieren[3].

Jean-Michel Utard formule une approche semblable à celle de la « wissenssoziologische Diskursanalyse » quand il écrit que « la perspective de la recherche n'est plus de rendre compte d'un système, mais de comprendre l'acte même de production de discours, et dans le cas des discours sociaux, de mettre à jour les logiques sociales qui déterminent cette production[4] ». Il en va de même pour Dominique Maingueneau qui met en évidence que « l'analyse de discours n'a pour objet ni l'organisation textuelle considérée en elle-même, ni la situation de communication, mais l'intrication d'un mode d'énonciation et d'un lieu social déterminé[5] ».

Le champ d'analyse de la « wissenssoziologischen Diskursanalyse », ce sont les processus et pratiques de production et de circulation de savoirs au niveau institutionnel, comme dans les sciences ou dans le public (i.e. Médias) au sein des sociétés contemporaines. L'avantage de

---

[1] BERGER. *Die gesellschaftliche Kontruktion der Wirklichkeit*, op. cit. Dans leur travail, Berger et Luckmann construisent une théorie de la production, l'objectivation, la circulation et de l'appropriation du savoir en société qui puise dans différentes théories des sciences sociales (le pragmatisme américain, l'interactionnisme symbolique, la phénoménologie sociale d'Alfred Schütz ainsi que dans l'analyse objectiviste de Durkheim et Marx.

[2] KELLER. *Diskursforschung*, op. cit., p. 56.

[3] « L'analyse de discours sur la base de la sociologie du savoir cherche à reconstruire les processus de la construction sociale, de l'objectivisation, de la communication et de la légitimation des structures de sens, d'interprétation et d'action au niveau des institutions, organisations voire des acteurs sociaux (collectifs) et à analyser les impacts sociétaux de ces processus. » *ibid*., p. 57.

[4] UTARD. L'analyse de discours. op. cit., pp. 27-28.

[5] MAINGUENEAU. *Les analyses du discours en France*, op. cit., p. 7.

la « wissenssoziologischen Diskursanalyse » est, selon Keller, sa capacité d'aller au-delà du texte, de prendre en considération et d'observer la production discursive *in actu*, ses règles, l'allocation des ressources discursives, le rôle des acteurs collectifs et les conditions ainsi que le contexte de l'énonciation. Utard renforce cette perspective en soulignant que « l'analyse du discours ne serait qu'une approche formelle des textes si elle ne s'articulait pas à une connaissance des conditions sociales de la production discursive[1] ». Et cela pour deux raisons: d'abord, parce que « les indices linguistiques ne sont que des marques virtuelles que seule la situation permet d'incarner » et, ensuite, « parce qu'un texte ne peut rendre compte à lui seul des logiques sociales qui l'ont rendu possible, ni de l'identité discursive qu'il contribue à construire ».

C - Objectifs et méthodes de recherche de l'analyse de discours

Le but de l'analyse de discours n'est pas l'établissement d'une vérité, mais de fournir des énoncés sur le(s) discours permettant la clarification et l'explication de ses soubassements. Il s'agit, encore une fois, d'analyser les processus de la construction sociale d'une réalité dans les champs institutionnels de la société. L'analyse de discours s'intéresse au discours en tant qu'évènement délimité, situé et créateur de sens et en tant que pratiques sociales d'utilisation de signes et de langage par des acteurs sociaux : « l'analyse de discours doit s'attacher à montrer comment toute pratique sociale est en même temps une pratique discursive qui produit du sens, en particulier en produisant des normes de discours. (…) l'analyse de discours cherche à montrer comment telle entité sociale se construit dans et par le discours[2] ». Les deux questions fondamentales sont donc : Qui peut parler légitimement et où ? Qu'est-ce qui peut être dit et comment ?

Keller définit cinq champs essentiels d'analyse, qui permettent de rendre compte des origines, du développement et de l'interprétation du discours :

La production d'un discours : l'analyse de discours s'intéresse aux lieux de la production discursive, aux règles régissant la production discursive ainsi qu'aux acteurs impliqués. Il ne s'agit pas de trouver les origines ou la source primaire d'un discours, mais de prendre en

[1] UTARD. L'analyse de discours. op. cit., p. 45.

[2] *Ibid.*, pp. 36-37.

compte la localisation temporelle et spatiale d'un discours donné. Le champ d'analyse, à proprement parler, est constitué par la couverture médiatique d'évènements, des discussions parlementaires et les prises de positions d'acteurs engagés[1].

La constitution de phénomènes : les discours « constituent » ou « construisent » des phénomènes sociaux d'une manière spécifique et l'analyse de discours tente de comprendre quel savoir, quels objets, rapports etc. sont ainsi « construits » et par quels moyens et selon quelles règles. L'analyse de discours doit, dans cette logique, se soucier également des formes linguistiques et stylistiques utilisées[2].

Dispositifs, effets de pouvoir et pratiques : la notion de « dispositif » désigne ici les moyens infrastructurels et institutionnels permettant la matérialisation des discours et l'analyse de discours a pour objectif de discerner l'institutionnalisation, la matérialisation et la reproduction des discours et de comprendre le fonctionnement de leur impact dans le sens d'un pouvoir.

Positions des sujets et acteurs : Le rôle central de la position des sujets se réfère aux positions des acteurs et à leur régulation. Cette position (de légitimité) peut être influencée par le capital économique, symbolique, social ou culturel de l'énonciateur. La diffusion et la cohérence d'un discours dépendent de – et peuvent être analysées à travers – l'imbrication des différents capitaux sociaux[3].

Discours et représentations dans le quotidien : L'analyse de discours peut également se pencher sur la réactualisation des discours dans les processus communicatifs et pratiques du quotidien pour comprendre comment des positions individuelles sont influencées, façonnées et légitimées par les processus de création d'un savoir collectif à travers la médiation médiatique[4].

Le choix et la sélection des textes du discours à analyser sont déterminés par l'objet et les intentions de l'analyse et de la recherche[5]. L'analyse de discours est nécessairement un travail

[1] KELLER. *Diskursforschung*, op. cit., pp. 66-67.

[2] *Ibid.*, p. 68.

[3] *Ibid.*, pp. 69-70.

[4] *Ibid.*, p. 70.

[5] Voir JÄGER, Siegfried. Einen Königsweg gibt es nicht : Bemerkungen zur Durchführung von Diskursanalysen. *In* BUBITZ, Hannelore (dir.). *Das Wuchern der Diskurse : Perspektiven der Diskursanalyse Foucaults*. Frankfurt a/M: Campus-Verlag, 1999, pp. 136-147.

d'interprétation herméneutique de textes. Il s'agit d'une analyse interprétative, combinant l'interprétation avec un procédé analytique. Cette idée a été formulée tôt par Paul Ricoeur qui avait indiqué que l'analyse de discours se place dans « le paradigme de l'interprétation de texte ». Elle est herméneutique en ce qu'elle propose une présentation de la représentation du monde à travers « l'ensemble des références ouvertes par les textes[1] ». Qui plus est, Jean-Michel Utard rappelle que l'analyse de discours « ne peut se contenter d'être un commentaire, plus ou moins informé par la connaissance des conditions de leur production, d'un ensemble d'énoncés dont le sens aurait été atteint intuitivement. (Elle) vise à élucider les processus par lesquels le sens est produit par les discours tant qu'ils sont énoncés dans des conditions identifiables[2]. » Pour l'interprétation, comme Ricœur l'a souligné, le résultat n'est pas garanti et il s'avère impossible de suivre un chemin déterminé. L'interprétation doit, au contraire, laisser la place au hasard et à l'ouverture ainsi qu'aux interprétations divergentes.

Ces quelques remarques sur les logiques identitaires, appuyées sur un rapide inventaire des enjeux liés au terme même d'identité et inhérentes aux questions fondamentales liées aux phénomènes mémoriels ainsi que la rapide présentation des logiques régissant l'analyse de discours, permettent de poser le cadre de l'analyse des enjeux d'un cas particulier d'identité nationale et de politiques mémorielles : l'Allemagne entre 1945 et le début des années 2000.

[1] RICOEUR, Paul. Der Text als Modell. *In* GADAMER, Hans-Georg / BOEHM, Gottfried (dir.). *Seminar "Die Hermeneutik und die Wissenschaften"*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1978, pp. 83-117, p. 91.

[2] UTARD. L'analyse de discours. op. cit., p. 43.

V - Le cas allemand : transformations et adaptations

> (It) is not surprising that in the nation whose history included National Socialism, reflecting on war's end involved particularly wrenching soul-searching. The politics of commemoration in Germany also vividly revealed that disputes over the meaning of World War II necessarily reflected how memories of the war had taken shape since 1945[1].

Le « soul-searching », la recherche d'une identité nationale ayant des référents historiques stables, dont parle Robert G. Moeller, semble être au fondement de l'Allemagne depuis 1945. La question de l'identité nationale a pris, dans les deux États allemands entre 1949 et 1989, une dimension particulière, soulignant les difficultés inhérentes à l'avènement d'une mémoire constitutive de l'identité contemporaine. La République de Berlin, appellation désormais reconnue pour désigner l'Allemagne unifiée, s'inscrit dans une double logique de continuité et de rupture par rapport aux deux États précédant – continuité avec la RFA et rupture avec la RDA – son avènement.

En l'occurrence, la mémoire de la période national-socialiste, et plus particulièrement de l'Holocauste et son intégration dans la mémoire et l'identité nationale allemande prend une importance fondamentale, empêchant sa « normalisation[2] » – et ne peut être comparée avec les pays voisins. Ainsi, l'idée d'un nouveau *Sonderweg* (chemin particulier) allemand au niveau de l'identité collective et de la mémoire collective a longtemps été la matrice de l'analyse de la « question allemande ». Effectivement, la « rupture civilisationnelle[3] » a placé le complexe mémoriel au cœur des débats identitaires dans les deux Allemagne et, par prolongement, dans le pays unifié après 1990.

---

[1] MOELLER, Robert G. "War stories: the search for a usable past in the Federal Republic of Germany." American Historical Review 101.4 (1996): 1008-1048, pp. 1008-1009.

[2] Le terme « normalisation » sera développé ci-dessous. Son utilisation dans ce travail – à ce stade – sert à souligner la particularité liée à l'héritage politique et moral laissé par le national-socialisme dans les deux États allemands qui ont succédé, à partir de 1949, au IIIème Reich. De cette particularité découle une conception d'« anormalité » de l'identité allemande après 1945.

[3] Le terme « rupture civilisationnelle (Zivilisationsbruch) » a été employé et forgé par l'historien Dan Diner, voir DINER (dir.). *Zivilisationsbruch*, op. cit.

La présence du passé national-socialiste – ouvertement abordée ou subie de manière involontaire par les élites politiques, les intellectuels et la population –, son interprétation et son intégration dans le présent constituent la trame de ce que l'on désigne par *Vergangenheitsbewältigung*. Terme difficilement traduisible en français – *coming to terms with the past* en anglais –, la *Vergangenheitsbewältigung* évoque l'idée que le passé peut être surmonté, digéré en quelque sorte, par un travail de mémoire. En allemand, le verbe « bewältigen » est toujours lié à une difficulté, à la résolution d'une tâche particulièrement ardue et difficile. Il implique, en revanche, une forme de fin lorsque le travail est accompli : la difficulté est derrière la personne lorsque celle-ci atteint son objectif, le problème est résolu.

Ce travail de mémoire, de « sacralisation », de « métaphorisation » ou encore de « mythisation » du passé, menant finalement à la « dématérialisation » du passé national-socialiste, s'est effectué en plusieurs étapes[1]. L'ensemble de ce processus témoigne d'une oscillation constante entre la volonté d'oublier (*Geschichtsvergessenheit*) et l'obsession du passé (*Geschichtsversessenheit*[2]).

Helmut König a différencié quatre périodes de l'« avenir du passé » pour la RFA[3] :

I. La période de l'après-guerre immédiat de 1945 à 1949 où la discussion de la culpabilité allemande (*Schuld-Debatte*), revenant sur le national-socialisme, la guerre et la destruction, a été menée sur une base morale et de manière abstraite, sans susciter l'intérêt d'une population préoccupée par sa survie matérielle dans un pays largement détruit.

II. Les années 1950, ou les « années Adenauer », caractérisées par une double stratégie d'intégration des anciens bourreaux et des membres du parti national-socialiste dans le nouvel ensemble démocratique par des vagues d'amnistie successives et une « amnésie collective », d'un côté, pendant que, de l'autre côté, la jeune République fédérale

---

[1] KOHLSTRUCK, Michael. Zwischen Geschichte und Mythologisierung: zum Strukturwandel der Vergangenheitsbewältigung. *In* KÖNIG, Helmut / KOHLSTRUCK, Michael / WÖLL, Andreas (dir.). *Vergangenheitsbewältigung am Ende des zwanzigsten Jahrhunderts*. Opladen: Westdeutscher Verlag, 1998, pp. 86-108.

[2] Ce couple terminologique a été forgé par Aleida Assmann et Ute Frevert dans leur travail sur le rapport au passé en Allemagne après 1945 ; ASSMANN, Aleida / FREVERT, Ute. *Geschichtsvergessenheit, Geschichtsversessenheit: vom Umgang mit deutscher Geschichte nach 1945*. Stuttgart: DVA, 1999, 319 p.

[3] KÖNIG, Helmut *Die Zukunft der Vergangenheit: der Nationalsozialismus im politischen Bewusstsein der Bundesrepublik*. Frankfurt a/M: Fischer, 2003, 192 p., p. 17.

cherchait à se distinguer clairement du régime précédent par son style politique et son autoreprésentation.

III. La « longue vague » entre 1960 et 1990 durant laquelle l'interprétation moralisante (« Plus jamais ça ! ») du passé national-socialiste et de l'Holocauste deviendra la matrice de l'auto-perception des Allemands de l'Ouest et l'indicateur de la culture politique ouest-allemande.

IV. La « République de Berlin » que l'auteur fait débuter à partir de 1990/1991 et qui se caractérise par la perpétuation de la mémoire du passé national-socialiste et de l'extermination des Juifs européens, tout en connaissant un changement profond dans le sens d'une « historicisation » de la période 1933-1945.

La périodisation de König, la « longue vague », allant des années 1960 à l'unification allemande, doit être divisée en une multitude de débats autour des relations conflictuelles entre histoire et identité, où la perception de soi allemande (*Selbstverständnis*) a été le plus vivement débattue. Cette période ne constitue pas tant une « longue vague », mais pourrait plutôt être définie par une suite de vagues, évoluant autour du thème de la *Geschichtsvergessenheit* (l'oubli de l'histoire) et de la *Geschichtsversessenheit* (l'obsession de l'histoire).

Plus généralement, toute la période de 1945 à 1989 est caractérisée par une oscillation permanente entre ces deux pôles, l'attirance vers l'un ou l'autre dépendant de facteurs intérieurs aussi bien que de facteurs extérieurs.

Norbert Frei a également présenté une périodisation de la gestion historico-identitaire du passé national-socialiste en République fédérale, celle-ci ayant l'avantage d'entreprendre une qualification terminologique des différentes « vagues » : une première phase d'*épuration politique* (1945-1949), lors de laquelle les Alliés dominaient la scène politique[1] ; une seconde phase de politiques du passé (*Vergangenheitspolitik*) dans les années 1950, caractérisée par le désir (plus ou moins ouvertement formulé) de tirer un trait final sur le passé en général et sur l'épuration politique en particulier (« Bewältigung der frühen NS-Bewältigung [*le dépassement du travail de mémoire antérieur*][2] ») ; une troisième phase, les années 1960 et 1970, de *Vergangenheitsbewältigung*, déclenchée par une série de scandales de personnes

[1] FREI. *1945 und wir*, op. cit., p. 28.

[2] *Ibid*, p. 30.

actives dans la vie politique et intellectuelle et ayant été impliquées dans le régime national-socialiste et de continuités institutionnelles[1] et une quatrième phase allant des années 1980 jusqu'à aujourd'hui qu'il qualifie de « maintien de la mémoire (*Vergangenheitsbewahrung*) », reflétant le « fortdauerndes Bedürfnis gesellschaftlicher Vergewisserung über die Vergangenheit[2] ».

Cette dernière phase de maintien de la mémoire marque le remplacement des débats politico-identitaires par l'effort d'une représentation commémorielle du passé national-socialiste :

> Vor dem Hintergrund des sich vollziehenden Abschieds von den Zeitgenossen der NS-Zeit geht es inzwischen weniger um die praktische Bewältigung benennbarer politischer Folgen der Vergangenheit – obwohl auch diese (...) noch keineswegs zu Ende ist. Zunehmend in den Mittelpunkt gerät allerdings vielmehr die Frage, *welche* Erinnerung an diese Vergangenheit künftig bewahrt werden soll[3].

Dans les termes d'Aleida Assmann, il s'agit de la transition de la bataille de la mémoire (*Erinnerungskampf*) à une culture mémorielle (*Erinnerungskultur*[4]). Cette transition semble également correspondre, dans le cadre de la République de Berlin, à la transmission du pouvoir d'une génération – celle qui a « vécu » le national-socialisme – à une autre – celle qui est née après 1945. D'une certaine manière, l'avènement de la République de Berlin – dont il sera question dans la dernière partie de ce travail – constitue l'achèvement inhérent dans le terme « Bewältigung » : la lourde tâche de la détermination des contenus de la mémoire allemande – l'instauration d'un point focal, ou mythe fondateur que constitue l'Holocauste – est achevée. Ceux qui avaient défendu la centralité de l'Holocauste pour la définition de l'identité allemande ont remporté « la bataille » dont parle Aleida Assmann. La mémoire des crimes contre l'humanité fait désormais partie intégrante de la narration nationale, elle constitue même le cœur de cette culture mémorielle.

En revanche, une fois cette étape atteinte, la forme de la commémoration prend de nouveaux aspects et un autre rapport au passé semble s'installer. Ce nouveau rapport se

---

[1] *Ibid*, p. 35.

[2] « (B)esoin continu d'une assurance sociétale par rapport au passé. » *Ibid*, p. 38.

[3] « Sur fond de départ de la génération des contemporains de la période national-socialiste qui a lieu actuellement, il s'agit, entretemps, moins de surmonter concrètement des conséquences politiques directes du passé – même si cela (…) n'est aucunement terminé. Ce qui se trouve de plus en plus au centre de l'attention est plutôt la question de savoir *quels* souvenirs de ce passé doivent être gardés à l'avenir. » *Ibid*, p. 39.

[4] ASSMANN. *Geschichtsvergessenheit, Geschichtsversessenheit*, op. cit., p. 145.

rapproche de ce qu'on pourrait, effectivement, décrire comme « normalité ». La centralité de l'Holocauste établie et consolidée dans et par la narration nationale, l'attention se porte de plus en plus sur d'autres dimensions – occultées durant le « Erinnerungskampf (*guerre des mémoires*) » de l'histoire, notamment les victimes allemandes et les autres aspects – plus quotidiens – du IIIème Reich.

A première vue, l'on pourrait considérer que le *soul-searching* allemand a pris fin avec cette transition, ce qui pose la question des logiques inhérentes au développement et à la justification d'une argumentation prônant la fin des batailles mémorielles dans le sens d'une « fin de l'histoire[1] ». L'analyse de ces batailles mémorielles entre 1945 et 1989 permettra de distinguer les différents enjeux mémoriels et leurs transformations. Elle permettra également de mieux comprendre les enjeux de la *Vergangenheitsbewahrung* et ses impacts sur les débats identitaires après 1989/1990, notamment autour de l'avènement de la République de Berlin.

La présentation du modèle opposé à celui de la RFA, la politique identitaire et mémorielle de la RDA, permettra de constater la richesse et la profondeur des batailles mémorielles de la République fédérale. En effet, l'antifascisme ordonné par le haut par les dirigeants est-allemands, garantissant l'innocence collective de tous les citoyens à l'Est du Rideau de Fer, constituait une approche diamétralement opposée. Considérant – pour des raisons d'implémentation et de stabilisation d'un régime communiste calqué sur le modèle soviétique – que le passé était « bewältigt (*surmonté*) » en déclarant la victoire de l'antifascisme, le régime à Berlin Est étouffait toute analyse critique du national-socialisme et du IIIème Reich sous une couverture idéologique tout en occultant les victimes juives. Le passé était, tout simplement, passé et ne devait pas constituer un danger ou une mise en péril pour le présent et l'avenir entièrement voué à la réalisation de l'idéal communiste.

Ainsi, il n'était pas d'*Erinnerungskampf* en RDA, la vision du Comité central du SED (Sozialistische Deutsche Einheitspartei, parti unique en RDA suite à l'unification forcée des partis social-démocrate et communiste en 1946 dans la zone d'occupation russe) était imposée d'emblée et ne tolérait aucune déviance de la ligne officielle. Ce n'est que, finalement, après la Chute du Mur en 1989 qu'il refit surface en Allemagne de l'Est, importé par les médias et intellectuels ouest-allemands en même temps que le modèle de société ouest-allemand. L'unification faisait que, les cinq nouveaux *Länder* ayant adopté la Loi fondamentale en

[1] FUKUYAMA. *The end of history and the last man*, op. cit.

mettant un terme à 40 ans d'un système politique, la validité du modèle d'interprétation du passé tel qu'il s'était développé durant 40 ans à l'Ouest du Rideau de Fer était désormais appliquée à l'Est. Cette domination discursive se voyait et se voit très clairement dans les débats autour de l'avènement de la République de Berlin, débats dominés par des voix ouest-allemandes et dans lesquels les nouveaux *Bundesbürger* (citoyens de la RFA) étaient relégués au rang de spectateurs.

II. 1945-1949 : l’interrègne de Nuremberg

Mit der bedingungslosen Kapitulation des Dritten Reiches im Mai 1945 ging eine Epoche deutscher Geschichte zu Ende. Die Kapitulation bedeutete einen Einschnitt, wie er radikaler nicht sein konnte. Dem totalen Krieg folgte die totale Niederlage – und die Niederlage von 1945 war unvergleichlich tiefgreifender und erfahrbarer als die von 1918. Zeitgenossen haben unter dem Eindruck des ungeheuren Geschehens von der „Stunde Null" gesprochen[1].

Uns bleibt, unser Verhängnis schlicht auf uns zu nehmen, und dann zu tun, was noch möglich ist: Harte Arbeit auf lange Sicht, mit wenig Hoffnung auf unmittelbares Glück[2].

Die Mehrheit der Deutschen hielt bis zuletzt an ihrem Führer Adolf Hitler fest und fühlte sich am 8. Mai 1945 besiegt, aber nicht befreit. Es herrschte ein Gefühl von Trauer und Bitternis über die Niederlage. Natürlich war man dankbar, mit dem Leben davongekommen zu sein. Das Verständnis dafür jedoch, dass Besiegtsein und Befreiung unlöslich miteinander verbunden waren und dass der 8. Mai 1945 den Keim einer besseren Zukunft in sich barg, sollte sich erst viel später einstellen[3].

Seit Mitternacht schweigen nun an allen Fronten die Waffen. (…) Der deutsche Soldat hat getreu seinem Eid, im höchsten Einsatz für sein Volk für immer Unvergessliches geleistet. Die Heimat hat ihn bis zuletzt mit allen Kräften unter schwersten Opfern unterstützt. Die einmalige Leistung von Volk und Heimat wir in einem späteren Urteil der Geschichte ihre endgültige Würdigung finden[4].

---

[1] « La capitulation inconditionnelle du IIIème Reich en mai 1945 marquait la fin d'une époque de l'histoire allemande. La capitulation signifiait une rupture qui ne pouvait être plus radicale. La guerre totale était suivie d'une défaite totale – et la défaite de 1945 était incomparablement plus profonde et directement vécue que celle de 1918. Les contemporains, face aux événements, ont parlé de 'l'heure zéro' (…). » ALTER, Peter. Der eilige Abschied von der Nation: zur Bewusstseinslage der Deutschen nach 1945. *In* KLUETING, Harm (dir.). *Nation, Nationalismus, Postnation. Beiträge zur Identitätsfindung der Deutschen im 19. und 20. Jahrhundert*. Köln: Böhlau Verlag, 1992, pp. 185-202, p. 185.

[2] « Il nous reste simplement à accepter notre fatalité, et puis de faire ce qui est encore possible : à long terme, du travail dur avec peu d'espoir d'un bonheur immédiat. » JASPERS, Karl. "Erneuerung der Universität." Die Wandlung 1 (1945/1946): 66-74, p. 74.

[3] « La majorité des Allemands a soutenu jusqu'à la fin son Führer Adolf Hitler et s'est sentie vaincue le 8 mai 1945 mais pas libérée. Une ambiance de tristesse et d'amertume régnait face à la défaite. Bien sûr, on était reconnaissant d'avoir survécu. Mais ce ne fut que beaucoup plus tard que la défaite et la libération furent comprises comme étant irrésolublement liées et que le 8 mai se mit à porter en lui le germe d'un avenir meilleur ». WOLFRUM, Edgar. *Die geglückte Demokratie : Geschichte der Bundesrepubik Deutschland von ihren Anfängen bis zur Gegenwart*. Stuttgart: Klett-Cotta, 2006, 694 p., p. 21.

[4] « Depuis minuit les armes se sont tues sur tous les fronts. (…) Conformément à son serment et au plus haut service pour son peuple, le soldat allemand a réalisé pour des choses toujours inoubliables. Jusqu'au bout, la patrie l'a soutenu de toutes ses forces et en dépit des sacrifices les plus lourds. La performance unique du peuple et de la patrie trouvera sa reconnaissance définitive dans un jugement historique postérieur. » Dernier bulletin de l'*Oberkommando der Wehrmacht* (État-major de l'armée allemande) du 9 mai 1945, cité dans WOLFRUM. *Geschichte als Waffe*, op. cit., p. 56.

L'effondrement total (*Zusammenbruch*) que représentait la capitulation inconditionnelle de l'Allemagne nationale-socialiste en mai 1945 est le point de départ de ce que les sciences sociales désignent, de manière générale, comme un changement de régime politique. En l'occurrence, il s'agit de la transition d'une dictature totale vers une démocratie pluraliste – au moins pour la future RFA.

La période allant de 1945 à 1949 peut être désignée comme l'« interrègne de Nuremberg » – pour souligner la centralité de ce lieu dans la transition : de la ville des congrès, vitrine du pouvoir national-socialiste au siège du tribunal qui a traité les plus importants crimes contre l'humanité.

Cette période constitue la courte marche d'une société marquée par une remise en cause fondamentale des valeurs politiques, économiques et sociales sur lesquelles elle reposait jusqu'alors et que le régime national-socialiste avait réussi à solidement ancrer dans la population vers l'un des systèmes démocratiques les plus prospères et les plus stables que connaîtra l'Europe d'après-guerre. Aussi, et cela peut paraître paradoxal, il s'agit d'une période fondatrice pour une des nations les plus puissantes dans le monde qui, aujourd'hui, joue un rôle déterminant – voire dominant – dans l'Union européenne et au niveau mondial. Ce moment historique fut marqué par une intense réflexion, de 1945 à 1947, sur la question des origines de la « catastrophe allemande[1] » – un retour sur soi rapidement remplacé, entre 1947 et 1949, par les premières tentatives de tirer un trait final sur le passé. Ces premières approches explicatives furent pourtant marquées par une profondeur intellectuelle qui allait être – et ce en dépit de la parenthèse de plusieurs décennies qui allait les reléguer au second plan – féconde jusqu'à la « Querelle des historiens », au milieu des années 1980.

La – supposée – mutation profonde de la mentalité allemande, déclenchée par la fin de la guerre en 1945, les conséquences du conflit ainsi que de la destruction ont marqué l'esprit des Allemands jusqu'au début du XXIème siècle. La chute du IIIème Reich marque une rupture dans l'histoire allemande, bien que la conscience de cette rupture mît – notamment en raison du formatage intellectuel du peuple allemand durant les douze années du régime national-socialiste – de longues années à être considérée comme telle.

Ainsi, la période de 1945 à 1949 se caractérise par une série de contradictions fondamentales qui allaient constituer les lignes de clivages des différentes conceptions de

[1] MEINECKE. *Deutsche Katastrophe*, op. cit.

l'histoire allemande par la suite. Néanmoins et malgré son importance, cette période ne semble avoir intéressé que peu de chercheurs, les ouvrages généraux étant rares[1]. Leur présence dans la conscience historique collective est lacunaire, comme le souligne Heidrun Kämpfer : « Vor allem die ersten Nachkriegsjahre sind in unserem Denken über die Zeit nach 1945 entweder gar nicht, wenig oder aber im Sinn einer reduzierten bzw. pauschalen Vorstellung verankert[2] ».

Par conséquent et en raison de la richesse des analyses et interprétations proposées, la présentation de cette période déterminante constitue une base importante pour le développement de l'argumentation de ce travail.

Durant les premières années d'après-guerre, les logiques nationalistes et ses connexes (identité nationale et entité nationale) étaient désavouées par les intellectuels allemands participant au débat intellectuel en réaction à la défaite totale. En l'absence de sondages fiables, il est néanmoins difficile de savoir si leurs arguments reflétaient une conception plus largement partagée au sein de la population. En effet, Peter Alter, renvoyant aux tentatives des forces d'occupation alliées, notamment britanniques, de scruter l'opinion publique allemande, souligne qu'elles restaient « impressionnistes » et « spéculatives[3] » et ne peuvent donc pas être considérées comme représentatives et vérifiables. Une analyse systématique des conceptions politiques et de l'état d'esprit des Allemands de cette période semble improbable, faute de bases de données fiables et suffisamment larges.

La situation matérielle difficile de l'époque n'a très probablement pas aidé les Allemands à questionner, dès le lendemain de la défaite, les causes de l'émergence du national-socialisme et de leur adhésion collective ou à s'interroger sur les crimes commis au nom du et par le peuple allemand : « Die Masse der deutschen Bevölkerung, die 1945 und in den Jahren unmittelbar danach nahezu ausschliesslich von der Sorge um die Sicherung ihrer

---

[1] Les seules approches à caractère complet sont EBERAN, Barbro. *Luther? Friedrich "der Grosse"? Wagner? Nietzsche? Wer war an Hitler schuld ? Die Debatte um die Schuldfrage 1945-1949*. München: Minerva, 1983, 281 p; HUSSON, Edouard. *Comprendre Hitler et la Shoah : les historiens de la République fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949*. Paris: PUF, 2000, 306 p; SOLCHANY, Jean. *Comprendre le nazisme dans l'Allemagne des années zéro 1945-1949*. Paris: PUF, 1997, 352 p.

[2] « Notamment les premières années d'après-guerre ne sont soit pas du tout ancrées dans notre réflexion sur la période après 1945 soit peu soit alors dans le sens d'une conception réduite voire généralisante. » KÄMPER, Heidrun. *Der Schulddiskurs in der frühen Nachkriegszeit: ein Beitrag zur Geschichte des sprachlichen Umbruchs nach 1945*. Berlin: de Gruyter, 2005, XII-591 p., p. 1.

[3] ALTER. Der eilige Abschied, art. cit., p. 194.

nackten Existenz beherrscht war, verharrte eher in einer gleichgültigen und apathischen Haltung gegenüber politischen Fragen[1] ».

L'heure zéro semblait plutôt constituer un moment de perte totale d'espoir et l'absence de vision d'avenir : « Au moment de la défaite, les Allemands semblaient pour les observateurs traîner les signes extérieurs de l'existence sans espoir ou perspectives[2] ».

Une partie des intellectuels, en revanche, voyaient dans l'exagération de la logique identitaire une des raisons principales de la « catastrophe allemande ». Cette interprétation constituait un premier pas vers l'« abandon de la nation » – le fait de se détourner de la pensée nationale et de l'idée même de nation – qui allait, par la suite, devenir « quelque chose de spécifiquement allemand[3] ».

De manière générale, cette période semble avoir laissé peu de souvenirs dans la mémoire collective des Allemands, dans leur mémoire politique et nationale. Ces années apparaissent comme « eine Art von Grauzone mit verschwommenen Konturen, aber jedenfalls nicht als gegliederter Abschnitt einer historischen Entwicklung, und schon gar nicht als die Periode, in der der künftige westdeutsche Teilstaat die Grundlagen seiner staatlichen Existenz erzielte[4] ».

En revanche, elle se trouvait – peut-être aussi en raison de la rupture fondamentale qu'elle constituait et de la dureté de la situation matérielle – souvent au centre des récits familiaux transmis aux générations futures[5]. L'heure zéro n'allait acquérir que plus tard,

---

[1] « La plus grande partie de la population allemande qui, en 1945 et durant les années suivantes, était quasiment uniquement préoccupée par le souci de sa simple survie, restait plutôt dans une posture indifférente et apathique face à des questions politiques. » *Ibid.*, p. 187.

[2] BOND, Niall. "L'heure zéro: un mythe fondateur de l'Allemagne de l'après-guerre." Sens public (2012), http://www.sens-public.org/spip.php?article914 (consulté le: 21.12.2015).

[3] NIPPERDEY, Thomas. "Die Deutschen wollen und dürfen eine Nation sein." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 13.07.1990.

[4] « (U)ne sorte de zone d'ombre aux contours flous, mais certainement pas comme une partie ordonnée d'un développement historique, et certainement pas comme une période dans laquelle le futur Etat ouest-allemand recevait les bases de son existence étatique. » JACOBMEYER, Wolfgang. Die Niederlage 1945. *In* Zeitgeschichte, Institut für (dir.). *Westdeutschlands Weg in die Bundesrepublik 1945-1949*. München: Beck, 1976, pp. 11-24, p. 16.

[5] Il s'agit de récits familiaux qui mettaient l'accent surtout sur les difficultés matérielles de survie et du caractère aventurier du quotidien. Voir WELZER, Harald. Der Holocaust im deutschen Familiengedächtnis. *In* KNIGGE, Volkhard / FREI, Norbert (dir.). *Verbrechen Erinnern : die Auseinandersetzung mit Holocaust und Völkermord*. München: Beck, 2002, pp. 342-358; WELZER, Harald / MOLLER, Sabine / TSCHUGGNALL, Karoline. *"Opa war kein Nazi": Nationalsozialismus und Holocaust im Familiengedächtnis*. Frankfurt a/M: Fischer 2002, 249 p.

durant les années du miracle économique allemand, un sens positif voire optimiste, un signe du renouveau et des cendres d'où renaîtrait le phénix.

La présentation des perceptions de la *Stunde Null* (heure zéro) permet une première approche de la question de la présence de ce passé très proche – que l'on pourrait aussi qualifier de « passé présent » ou « passé immédiat » – et souligne la relation ambivalente qu'entretiendront les allemands vaincus avec leur « libération[1] ».

La *Stunde Null* désigne, historiquement, le moment de la capitulation allemande, c'est-à-dire le 8 mai 1945, à minuit. Même si les origines et la diffusion du terme ne sont pas faciles à déterminer, il reste que *Stunde Null* signifiera par la suite le moment de rupture entre le IIIème Reich et la période d'après-guerre. Dérivée du langage militaire américain, « zero hour » signifiait le début d'une nouvelle séquence d'évènements, en l'occurrence le passage du 8 au 9 mai 1945, mettant un terme aux combats, après la signature le 7 mai 1945 à Reims par Alfred Jodl, général en chef du bureau des opérations du commandement de la Wehrmacht, de la capitulation inconditionnelle des troupes allemandes. Richard von Weizsäcker rappelle cette dimension de renouveau, de nouveau commencement :

> Die Stunde Null markiert den Anbruch eines neuen Zeitalters mit seinem Ursprung von Glaube und Lehre, vielleicht auch Ordnung und Herrschaft. (…) Sie kann das Gefühl eines unwiderruflichen Zusammenbruchs ausdrücken, ein Verlangen nach vollkommenem Auslöschen erlebter Geschichte. Oder es ist die Gewissheit einen neuen Anfangs. Revolutionen markieren mit Vorliebe den Anbruch eines neuen Zeitalters durch eine eigene Zeitrechnung. (…) Am Abend der Pariser Julirevolution wurde - Walter Benjamin hat daran erinnert - auf die Turmuhren geschossen: ein StopBefehl an die alte Zeit, ein neuer Beginn bei Null[2].

Le film de Roberto Rosselini, *Germania, anno zero* (1948) a certainement contribué à populariser l'expression au-delà des cercles militaires.

---

[1] Ce ne sera qu'en 1985, lors d'un discours-clé de Richard von Weizsäcker, président de la RFA de l'époque, que le terme « libération » sera utilisé pour désigner le 8 mai 1945 et la fin de la guerre. Auparavant, cette date était soit désignée comme « l'heure zéro » soit comme « défaite ».

[2] « L'heure zéro marque le début d'une nouvelle ère avec ce qu'elle comporte de croyances et théories, peut-être aussi d'ordre et pouvoir. (…) Elle peut exprimer le sentiment d'un effondrement irrévocable, le désir de l'effacement total de l'histoire vécue. Ou il s'agit de la certitude d'un nouveau commencement. Des révolutions affectionnent le marquage d'une nouvelle ère par un nouveau calendrier. (…) Le soir de la Révolution de Juillet – Walter Benjamin l'a rappelé – on tirait sur les horloges : il s'agissait d'un ordre d'arrêter l'ancien temps et un recommencement à zéro. » WEIZSÄCKER, Richard von. *Drei Mal Stunde Null? 1949, 1969, 1989. Deutschlands europäische Zukunft*. Berlin: Siedler, 2001, 223 p., p. 4.

Assez rapidement, un sentiment d'innocence collective – face à une prétendue accusation de culpabilité collective[1] – s'est répandu parmi la population. Comme le souligne Arnulf Kutsch[2], l'idée d'une culpabilité collective a été, dès 1945, rejetée par la population allemande. Environ la moitié des sondés différenciait le caractère totalitaire du système national-socialiste des « bonnes idées national-socialistes » qui se référaient à la situation économique et sociale durant les années d'avant-guerre. Cette perception d'une période durant laquelle l'Allemagne « allait bien » s'est maintenue jusque dans les années 1950 comme l'ont souligné des sondages de l'*Allensbacher Institut*[3].

Les premières tentatives pour comprendre le national-socialisme, son avènement et les horreurs qu'il avait produites ont cherché les causalités à différents niveaux. Néanmoins, la thèse de l'« accident » historique s'est progressivement enracinée et permit de disculper les Allemands de leurs fautes individuelles et collectives, permettant ainsi d'établir une rupture avec le passé et une concentration sur le présent et l'avenir.

La concentration sur le quotidien durant cette période d'immédiat après-guerre – et l'espoir d'un avenir meilleur – conduisit alors à la perception d'une innocence collective du peuple allemand, considéré comme la « première victime » du grand « séducteur » Adolf Hitler et de sa « clique ». La situation matérielle difficile du peuple dans les zones d'occupation – pénuries, occupation, marché noir etc. – n'était pas tant considérée comme la conséquence d'un manquement individuel et collectif au devoir d'humanité mais plutôt comme relevant de l'incompétence des forces d'occupation alliées. Leur présence n'était pas tant ressentie comme une libération – malgré les premières jubilations à leur arrivée et les premières fraternisations qui allaient suivre – mais comme une véritable occupation. Cette sensation était renforcée par le fait que les troupes notamment américaines avaient reçu

[1] Voir ASSMANN, Aleida. "La thèse de la culpabilité collective: un traumatisme allemand?" Le Débat 124 (2003): 171-188; FREI, Norbert Von deutscher Erfindungskraft oder Die Kollektivschuldthese in der Nachkriegszeit. *In* SMITH, Gary (dir.). *Hannah Arendt revisited: "Eichmann in Jerusalem" und die Folgen*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 2000, pp. 163-176.

[2] Voir KUTSCH, Arnulf. "Einstellungen zum Nationalsozialismus in der Nachkriegszeit." Publizistik 40 (1995): 415-447.

[3] Les travaux de Götz Aly expliquent de manière très claire de quelle manière le niveau de vie des Allemands avait pu être maintenu à un niveau particulièrement élevé en temps de guerre et ce jusqu'aux derniers mois, contribuant par là probablement au maintien d'une perception positive du modèle économique national-socialisme ainsi que des avantages du système (ainsi et de sa supériorité). ALY, Götz. *Hitlers Volksstaat: Raub, Rassenkrieg und nationaler Sozialismus*. Frankfurt a/M: Fischer, 2005, 444 p.

l'ordre (directive JCS 1067 du chef d'état-major américain[1]) de traiter l'Allemagne et les Allemands comme un pays ennemi – donc occupé et non pas libéré – et par le fait que le secrétaire au Trésor américain, Henry Morgenthau, avait pour projet d'affaiblir définitivement l'Allemagne en la divisant et en la privant de toute capacité industrielle[2].

Des voix se firent – publiquement – entendre qui stipulaient que si les Allemands étaient, à la place des forces d'occupation alliées, maîtres de leur destin, ils ne se trouveraient pas dans une situation matérielle aussi difficile. Parallèlement, et par certains aspects en réponse à cet état d'esprit d'une large part de la population allemande, les premières tentatives intellectuelles pour expliquer et pour « comprendre le nazisme[3] » virent le jour.

Oscillant entre la recherche de coupables en la figure des « nazis » (catégorie lexicale limitée aux dirigeants national-socialistes et aux membres influents du NSDAP) et l'inscription dans la longue durée de l'histoire allemande, ces premières tentatives opéraient – à l'instar de Karl Jaspers – dans des catégories abstraites de culpabilité sans véritablement pointer l'implication des « bourreaux ordinaires[4] ».

L'explication de l'acceptation du régime national-socialiste par une large partie de la population allemande, et du déroulement sans entraves de sa politique d'extermination massive n'était pas cherchée du côté des acteurs eux-mêmes mais plutôt inscrite dans une longue durée abstraite et une fatalité historique. D'une certaine manière, cette perception préfigurait le débat postérieur sur les causes – intentionnalistes ou fonctionnalistes – qui avaient conduit à l'Holocauste en mettant l'accent sur les structures qui avaient abouti à la « catastrophe allemande », déchargeant ainsi le peuple allemand d'une potentielle intention d'exterminer les Juifs européens. L'inscription dans la longue durée renforçait l'impression d'une innocence collective et individuelle des générations qui avaient porté Adolf Hitler au pouvoir et qui avaient, à des degrés divers, apporté leur soutien au régime national-socialiste.

La question que soulevaient les approches intellectuelles, néanmoins, était celle de savoir s'il s'agissait de considérer la période de 1933 à 1945 comme constituant une rupture

---

[1] Voir STEININGER, Rolf. *Deutsche Geschichte: Darstellung und Geschichte in vier Bänden (t. 1: 1945-1947)*. Frankfurt a.M.: Fischer, 2002, 390 p., pp. 46-52.

[2] Voir STEININGER, Rolf. *Deutsche Geschichte 1945-1961: Darstellung und Dokumente in zwei Bänden (t. 1)*. Frankfurt a.M.: Fischer, 1990, 276 p., pp. 43-47.

[3] SOLCHANY. *Comprendre le nazisme*, op. cit.

[4] BROWNING, Christopher R. *Ordinary men: Reserve Police Battalion 101 and the final solution in Poland*. London: Penguin Books, 2001, XX-271 p.

avec la longue durée ou, au contraire, une continuité avec l'ensemble du passé de la nation allemande, une sorte de point culminant de l'évolution historique suivi du creux que représentait la défaite totale. Au-delà de cette question d'ordre historiographique, il s'agissait surtout de déterminer s'il était concevable, afin de garantir le « bon » début des nouveaux Etats est- et ouest-allemands à créer, de réemployer ceux qui avaient servi le régime national-socialiste.

I - *Stunde Null* – perceptions de la fin de la guerre

> (T)he most striking over-all impression is the absence in the German of any reaction towards Jews, be it positive or negative. It was shocking at times to listen to people decrying the evils of Nazism, reciting the horrors of concentration camps, detailing the enormities committed in the torture chambers and crematoria, without expressing one word of sympathy for the victims[1].

La majorité des Allemands semble avoir vécu la « catastrophe allemande » avec des sentiments mélangés : le soulagement d'avoir survécu, l'espoir d'un avenir meilleur et la peur d'une possible répression par les Alliés et de la « menace asiatique[2] » que la propagande du IIIème Reich avait dépeinte durant les dernières années de la guerre en vue de mobiliser le peuple allemand dans la « guerre totale[3] ». Konrad Jarausch décrit ainsi ces réactions

---

[1] MOSKOWITZ, Moses. "The Germans and the Jews : postwar report." Commentary 1/2 (1946): 7-14. Cité dans STERN, Frank. *Im Anfang war Auschwitz: Antisemitismus und Philosemitismus im deutschen Nachkrieg*. Gerlingen: Bleicher Verlag, 1991, 388 p., p. 108.

[2] La « menace asiatique (*asiatische Bedrohung*) » était utilisée par la propagande du IIIème Reich pour décrire l'ennemi soviétique et les « hordes » venant de l'Est, menaçant ainsi la survie du peuple allemand et l'incitant ainsi à une implication absolue dans la guerre totale proclamée par Joseph Goebbels, ministre de la propagande, lors de son discours au Palais des Sports à Berlin le 18 février 1943, quelques jours après la bataille de Stalingrad et la capitulation de la 6ème Armée allemande. L'impact de cette image de la propagande national-socialiste était tel que l'image de l'*Ivan* (terme générique pour désigner le soldat de l'Armée russe) resta gravée dans la mémoire populaire jusque dans les années 1960 et constitua un élément fondamental de l'anticommunisme de cette époque. Pour l'image de l'Union Soviétique sous le IIIème Reich, voir les différentes contributions dans VOLKMANN, Hans-Erich (dir.). *Das Russlandbild im Dritten Reich*. Köln: Böhlau, 1994, VI-466 p. et notamment la contribution de WETTE, Wolfram. Das Russlandbild in der NS-Propaganda: ein Problemaufriss. *In* VOLKMANN, Hans-Erich (dir.). *Das Russlandbild im Dritten Reich*. Köln: Böhlau, 1994, pp. 55-78.

[3] ASSMANN. *Geschichtsvergessenheit, Geschichtsversessenheit*, op. cit., p. 101. Pour les conceptions de l'après-guerre durant la période 1939 à 1949 voir les contributions dans KOEBNER, Thomas / SAUTERMEISTER, Gert / SCHNEIDER, Sigrid (dir.). *Deutschland nach Hitler : Zukunftspläne im Exil und aus der Besatzungszeit 1939-1949*. Opladen: Westdeutscher Verlag, 1987, 379 p. et plus particulièrement TROMMLER, Frank. "Deutschlands Sieg oder Untergang": Perspektiven aus dem Dritten Reich auf die

diverses : les hommes étaient surtout contents, « que la tuerie soit finie », les femmes « que le père revienne à la maison » et que l'on puisse espérer un avenir meilleur[1].

Pour une grande partie des soldats allemands, la fin des hostilités et la capitulation constituaient certes une défaite, doublée d'une captivité humiliante – notamment pour ceux qui avaient été faits prisonniers par l'Armée Rouge et envoyés, en grande majorité, dans les camps de prisonniers en Sibérie orientale. Néanmoins, la défaite étant totale et – contrairement à 1918 – la totalité du territoire allemand occupée par les forces armées alliées, le sentiment de revanche qui avait pu naître à la fin de la Première Guerre mondiale ne pouvait pas se manifester et le sentiment de l'absurdité des tueries était – de manière plus prononcée encore qu'après la Première Guerre mondiale – répandu chez les soldats rentrant du front ou de la captivité. Contrairement aussi à la Première Guerre mondiale, une grande majorité des derniers affrontements avaient eu lieu sur le sol allemand, renforçant ainsi le sentiment d'une défaite totale face à un ennemi dominant à tous les égards et qui, par la suite, allait occuper l'Allemagne.

Chez les femmes, celles qui avaient constitué le front intérieur (*Heimatfront*), la peur dominait : la crainte de ne pas retrouver leur famille dans les ruines encore fumantes, la peur des soldats alliés, notamment des soldats russes et la peur liée aux perspectives limitées de survie matérielle[2]. Il s'agissait d'une peur nourrie par la propagande national-socialiste dans les derniers mois de la guerre qui avait su exploiter, entre autres, le massacre de plusieurs dizaines de civils par l'Armée Rouge en octobre 1944 à Neuersdorf pour souder la population et maintenir l'effort de guerre[3]. La plus grande partie des adolescents – ceux qui avaient grandi sous le IIIème Reich et qui avaient été éduqués suivant son idéologie – semblait déçue de la fin de l'« aventure », alors que les enfants, qui ne pouvaient être conscients de la gravité des événements, considéraient, eux, la situation comme une « grande aventure ».

Nachkriegsentwicklung. *In* KOEBNER, Thomas / SAUTERMEISTER, Gert / SCHNEIDER, Sigrid (dir.). *Deutschland nach Hitler: Zukunftspläne im Exil und aus der Besatzungszeit 1939-1949*. Opladen: Westdeutscher Verlag, 1987, pp. 214-228.

[1] JARAUSCH, Konrad. "Kriegsende 1945: schmerzhafte Erinnerungen und langwierige Lernprozesse." Deutschland-Archiv 28.2 (2005): 230-236, p. 230.

[2] A ce sujet, voir MÜHLHAUSER, Regina. Vergewaltigungen in Deutschland 1945: nationaler Opferdiskurs und individuelles Erinnern betroffener Frauen. *In* NAUMANN, Klaus (dir.). *Nachkrieg in Deutschland*. Hamburg: Hamburger Edition, 2001, pp. 384-408. Voir également le récit anonyme commenté par Hans-Magnus Enzensberger : Anonyme. *Une femme à Berlin; journal, 20 avril - 22 juin 1945*. Paris: Gallimard, 2006, 259 p.

[3] KERSHAW, Ian. *Das Ende: Kampf bis in den Untergang. NS-Deutschland 1944/45*: München, 2011, 702 p., pp. 166-182.

La fin de la guerre fut donc vécue de manière confuse : se mêlaient la déception d'avoir perdu cette « guerre totale » – alors que le régime national-socialiste et sa propagande avaient maintenu l'espoir d'un retournement de la situation jusqu'au derniers jours de la guerre –, la colère envers les dirigeants du NSDAP qui étaient désignés comme les responsables de la situation et la pitié de soi (*Selbstmitleid*), notamment au regard d'une situation matérielle catastrophique[1]. Ce sentiment était renforcé par le fait que le IIIème Reich avait, jusqu'aux derniers mois de la guerre, réussi à maintenir un niveau de vie relativement élevé sur le territoire du Reich allemand en pillant de manière systématique tous les pays occupés afin de fournir le nécessaire au peuple allemand[2].

L'espoir d'un avenir meilleur et d'une vie normale coexistaient en parallèle avec les ressentiments : « Gleichzeitig mussten viele Zeitgenossen mit dem Trauma der massenhaften Erfahrung des Tötens und des Getötetwerdens fertig werden, das bei aller Überlebensfreude tief sitzende, aber nur selten artikulierte Schuldgefühle zurückließ[3]».

Le résultat du « Wertezusammenbruch (*effondrement des valeurs*[4]) » par la discréditation des valeurs national-socialistes – valeurs qui comme le montre l'analyse linguistique de Viktor Klemperer avaient réussi en peu de temps à s'ancrer profondément dans la population allemande[5] – à la fin de la guerre entraînait une relative apathie et indifférence politique de la part de la population allemande qui était davantage occupée à assurer sa survie matérielle[6]. Il n'est donc pas surprenant que les procès de Nuremberg aient été accueillis par la population allemande comme une justice des vainqueurs (*Siegerjustiz*) imposée aux perdants. Les Allemands y voyaient défiler les acteurs qui avaient dominé la scène jusqu'à

---

[1] Comme l'a démontré Götz Aly (ALY. *Hitlers Volksstaat*, op. cit., la baisse du niveau de vie et notamment l'apport en calories quotidiennes était survenue en fin de guerre, renforçant le sentiment d'une situation dégradée dont les responsables étaient les vainqueurs et leur incapacité à gérer l'approvisionnement. Konrad Adenauer allait reprendre cet argument plus tard.

[2] Pour une excellente analyse de cette politique et du modèle économique, voir *ibid*.,

[3] « En même temps, beaucoup de contemporains devaient affronter le traumatisme de l'expérience massive du fait de tuer et d'être tué ; ce qui, malgré la joie d'avoir survécu, laissa un sentiment de culpabilité profondément ancré mais rarement articulé. » JARAUSCH. "Kriegsende", art. cit., p. 231.

[4] KLAGES, H. Wandlungsschicksale der Identität der Deutschen: ein Szenario der Wertewandlungen seit 1871. *In* WEIDENFELD, Werner (dir.). *Geschichtsbewusstsein der Deutschen: Materialien zur Spurensuche einer Nation*. Köln: Verlag Wissenschaft und Politik, 1987, pp. 203-223, p. 214.

[5] KLEMPERER, Victor. *LTI : Notizbuch eines Philologen*. Leipzig: Reclam, 1996 (1947), 361 p.

[6] MARSHALL, Barbara. German reaction to military defeat, 1945-1947. *In* BERGHAHN, Volker / KITCHEN, Martin (dir.). *Germany in the age of total war*. London: Croom Helm, 1981 pp. 218-239. Voir aussi JACOBMEYER. Die Niederlage 1945, art. cit., p. 23.

très récemment dans un décor qui semblait irréaliste car totalement détaché de leur quotidien et de leur préoccupations[1]. Malgré cette indifférence générale, au fur et à mesure des procès, s'est instauré un décalage entre la couverture médiatique et l'intérêt public : alors qu'au début des procès, une majorité des Allemands suivait l'avancement des procès avec un certain intérêt et que peu d'articles paraissaient dans les journaux, par la suite l'opinion publique se désintéressa des plaidoiries et des condamnations alors même que la couverture médiatique allait croissante[2].

Une possible explication de l'intérêt initial réside dans le fait que les procès occupaient une place dominante dans la presse écrite. Le papier étant une denrée rare mais les censeurs alliés souhaitant que le sujet soit traité le plus largement possibles dans un but éducatif même si les informations étaient orientées, il était ainsi difficile d'échapper au récit des procès dans la presse écrite.

Le désintérêt croissant qui suivit peut s'expliquer, ensuite, par le fait que les révélations successives des procès de Nuremberg allèrent à l'encontre d'un sentiment dominant d'innocence collective des Allemands et suscitaient, par conséquent, moins d'intérêt.

Au fur et à mesure que l'approvisionnement en papier s'améliorait, permettant par là une multiplication des publications et de leur taille, le nombre d'articles sur les procès augmentait également, suivant en cela le souhait des forces alliées. Pourtant, cette multiplication rencontrait un désintérêt grandissant dans la population allemande qui, après une première phase de curiosité – la possibilité offerte de voir les « vrais » coupables poursuivis –, se lassait d'un sujet qui touchait de près leur possible implication individuelle et leurs convictions passées et présentes. Progressivement, le sentiment de se trouver face à une *Siegerjustiz* – accusant et condamnant les Allemands en bloc – dominait.

A l'inverse, le principal problème posé par les procès de Nuremberg – aux yeux des Alliés ainsi que des élites politiques allemandes – était celui du maintien des procédures juridiques de l'Etat de droit. Il s'agissait d'éviter la généralisation d'une perception négative des procès par la population comme orientés contre le peuple allemand, et de considérer les accusés comme les représentants du peuple dans sa totalité. Le procureur principal américain,

[1] *Ibid.*

[2] Voir RUDDER, Anneke de. "Warum das ganze Theater?" Der Nürnberger Prozess in den Augen der Zeitgenossen. *In* BENZ, Wolfgang (dir.). *Jahrbuch für Antisemitismusforschung, tome 6*. Frankfurt a/M: Campus Verlag, 1997, pp. 218-242.

Robert H. Jackson, s'efforçait, afin d'éviter cette confusion, dans ses plaidoyers, de faire la distinction entre le peuple allemand et les accusés. Paradoxalement, cette distinction entre peuple allemand et dirigeants national-socialistes a renforcé, pour une large partie de la population, le sentiment d'avoir été « les premières victimes d'Hitler[1] ». La désignation d'individus responsables déresponsabilisait l'ensemble de tous ceux qui ne se trouvaient pas sur le banc des accusés à Nuremberg.

Cette interprétation domina également lors du procès du commandement de la Wehrmacht entre février et octobre 1948. Durant ce procès, – qui suscita encore moins d'intérêt public que les procès de Nuremberg – les accusés, les généraux de la Wehrmacht, se présentèrent comme des personnes « normales » qui auraient été les victimes de l'histoire allemande et comme représentants du peuple allemand et non pas du régime national-socialiste. Ils firent état de leur « amour » pour la nation allemande (*Vaterlandsliebe*) et désignèrent leur allégeance comme étant allée au peuple et non à Adolf Hitler alors même qu'ils lui avaient prêté serment[2]. Ainsi, ils se positionnèrent comme victimes d'Hitler qui les aurait abusés, de la même manière qu'il avait abusé le peuple allemand. Le seul accusé n'ayant pas choisi cette ligne de défense fut Albert Speer qui a reconnu sa culpabilité en niant toutefois toute responsabilité pour les crimes de guerre et contre l'humanité[3].

Les procès de Nuremberg et leur perception dans la population allemande ont ainsi permis de conforter une vision largement partagée dans les années d'après-guerre qui traduisait l'opposition entre le *nous* (le peuple allemand) et les *autres* (d'abord : les ennemis extérieurs et ensuite : les Alliés) qui avait dominé durant la guerre en un antagonisme intérieur : *nous* (le peuple allemand) et *eux* (les national-socialistes). Cette distinction est mobilisée également par les victimes du national-socialisme elles-mêmes comme Paul Löbe[4],

[1] REICHEL, Peter. *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland: die Auseinandersetzung mit der NS-Vergangenheit von 1945 bis heute.* München: C.H. Beck, 2001, 252 p., p. 49.

[2] Les nouvelles recrues de la *Wehrmacht* ainsi que l'intégralité des officiers devaient, depuis 1933, jurer allégeance à Adolf Hitler : « Je jure devant Dieu obéissance inconditionnelle à Adolf Hitler, Guide du Reich et du peuple allemands, commandant en chef des Forces armées, et que je serai toujours prêt, comme un brave soldat, à donner ma vie pour respecter ce serment. » Il en allait de même pour les fonctionnaires : « Je jure fidélité et obéissance à Adolf Hitler, Guide du Reich et du peuple allemands, respect de la loi et accomplissement consciencieux de mes responsabilités officielles. Que Dieu me vienne en aide. »

[3] REICHEL. *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland*, op. cit., p. 65. Voir aussi les mémoires d'Albert Speer : SPEER, Albert. *Spandauer Tagebücher*. Frankfurt a/M: Propyläen, 1975, 671 p.

[4] 1875-1967, homme politique et membre du SPD, président du parlement allemand de 1920 à 1924 et de 1925 à 1933, membre du parlement ouest-allemand de 1949 à 1953. BEIER, Gerhard. Löbe, Paul. *In* ASENDORF,

Theodor Steltzer[1], Carlo Schmid[2] et Max Brauer[3] dans leurs interventions publiques de l'époque. Elle allait devenir monnaie courante dans le discours politique des années 1950 et 1960. Ainsi, un mécanisme se mit en place qui encourageait le sentiment d'innocence collective du peuple allemand « séduit » et, par conséquent, non responsable des horreurs commises par le IIIème Reich aussi bien à l'intérieur des frontières que dans les territoires occupés. De cette façon, le passé était certes présent au quotidien mais absent – ou lointain – dans son impacte.

Il est intéressant de noter que l'argument de l'externalisation de la faute est, par la suite, également employé en RDA où la formule de Georgi Dimitroff de 1933 indiquait que la force motrice du fascisme était le monde capitaliste et financier allemand et non pas le peuple qui, lui, aurait été instrumentalisé par ces forces économiques capitalistes.

Même si Peter Alter met en garde contre des interprétations trop généralisatrices de l'attitude de la population allemande dans l'immédiat après-guerre (essentiellement en raison de l'absence de données statistiques suffisantes et fiables), il souligne que beaucoup d'aspects s'opposent à l'idée qu'il y avait, dans la population allemande après 1945, un sentiment puissant mais silencieux de nationalisme ou volonté de revanche. Selon lui, même les millions de réfugiés et expulsés ne constituaient pas une base suffisante pour la renaissance d'un nationalisme allemand malgré leurs revendications de retour dans les territoires perdus et de réparations pour les « injustices commises[4] ». Il semble probable que le mélange d'un sentiment de honte – basé sur des connaissances refoulées ou tues de ce qui s'était passé et la défaite totale – et la survie quotidienne ait empêché de tels sentiments d'éclater à la lumière du jour.

Manfred / BOCKEL, Rolf von (dir.). *Demokratische Wege. Deutsche Lebensläufe aus fünf Jahrhunderten*. Stuttgart: Böhlau, 1997, pp. 393-395.

[1] 1885-1967, homme politique et membre de la CDU, ministre président du Schleswig Holstein de 1945 à 1947 (nommé par le gouverneur militaire britannique). ALBERTS, Klaus. *Theodor Steltzer: Szenarien seines Lebens*. Heide: Boyens, 2009, 397 p.

[2] 1896-1979, homme politique et spécialiste de droit constitutionnel, membre du SPD, un des « pères fondateurs » de la Loi fondamentale ouest-allemande et du programme de Bad Godesberg du SPD (tournant vers l'économie sociale du marché) en 1957. WEBER, Petra. *Carlo Schmid 1896)1979: eine Biographie*. München: Beck, 1996, 963 p.

[3] 1887-1973, homme politique et membre du SPD, maire de la ville de Hambourg de 1946 à 1953 et de 1957 à 1960. SCHILDT, Axel. *Max Brauer*. Hamburg: Ellert & Richter, 2014, 144 p.

[4] ALTER. Der eilige Abschied, art. cit., p. 187.

Plus généralement, il paraît probable que la défaite, entraînant une situation matérielle difficile voire catastrophique, ait, au moins temporairement, empêché la naissance de toute forme de sentiment nationaliste et de revanche comme cela avait pu être le cas à la fin de la Première Guerre mondiale, laissant la place prédominante aux préoccupations de la vie quotidienne.

A côté de cet oubli temporaire des questions relatives à la culpabilité et à l'origine de la « catastrophe », une majeure partie des intellectuels et hommes politiques condamna résolument le nationalisme. Le nationalisme était ici considéré comme l'opposé du patriotisme qui, lui, ne serait pas, par nature, réducteur et agressif et permettrait de multiples attaches. Dans ce sens, le nationalisme serait l'antithèse de la démocratie et d'un « sentiment national sain (*gesundem Nationalbewusstsein*[1]) ».

Les réflexions autour de la réhabilitation d'un sentiment national – mais non nationaliste – étaient nombreuses, partageant toutes la même idée essentielle : la rupture avec le national-socialisme, qui permettait une (nouvelle) identification avec la nation allemande dans son historicité. Toutes les analyses de l'époque cherchaient, d'une manière ou d'une autre, à relier le présent à un passé antérieur à 1933 et à un sentiment d'appartenance valorisant le peuple allemand, notamment à travers la culture.

L'approche « médicale » de Wilhelm Röpke[2] constituait, selon Hans-Peter Schwartz, la conceptualisation la plus pertinente et fondée de la politique allemande des années 1945 à 1949[3]. Selon Röpke, un économiste considéré comme étant le père spirituel de l'économie sociale de marché (*soziale Marktwirtschaft*) qui allait devenir le modèle économique ouest-allemand après 1949, les Allemands étaient alors – et contrairement à 1918 – prêts pour une « révolution ». Une révolution rendue possible par la défaite totale et la banqueroute morale qui ne permettrait plus de glorifier le passé comme cela avait été le cas après 1918.

Cette approche est pourtant nuancée par Heinrich Senfft qui souligne que « diejenigen – also fast alle –, die sich rabiat gegen den Gedanken an eine Schuld oder gar eine

---

[1] Un exemple pertinent est le *Buchenwalder Manifest* qui est repris dans OVERESCH, Manfred. *Deutschland 1945 - 1949 : Vorgeschichte und Gründung der Bundesrepublik. Ein Leitfaden in Darstellung und Dokumenten*. Köngsteis/Ts.: Athenäum-Verlag, 1979, X-274 p., pp. 171-176.

[2] RÖPKE, Wilhelm. *Die Deutsche Frage*. Erlenbach-Zürich: Rensch, 1945, 252 p.

[3] SCHWARTZ, Hans-Peter. *Vom Reich zur Bundesrepublik : Deutschland im Widerstreit der aussenpolitischen Konzeptionen in den Jahren der Besatzungsherrschaft 1945-1949*. Stuttgart: Klett-Cotta, 1980, LXXX-910 p., p. 393.

Kollektivschuld wehrten, dieselben oder von der gleichen Machart waren wie jene, die nach 1918 gegen die ‚Kriegsschuldlüge' gekämpft und die ‚Dolchstoßlegende' verbreitet hatten[1] ».

La solution proposée par Röpke était une triple révolution morale, politique et socio-économique. La « maladie grave » dont l'Allemagne avait souffert jusqu'en 1945 était la « massification et la prolétarisation », avec leurs remèdes nationalistes, totalitaires et d'hystérie politique collective[2]. Il convenait donc, comme il le proposait dans son modèle d'économie sociale de marché, de lutter contre la massification et la prolétarisation par une action politique forte, mais inspirée par la logique du marché, générateur de richesse. Ainsi, le progrès économique et social permettrait de « guérir » l'Allemagne de sa « maladie nationaliste ».

L'analyse la plus célèbre de la situation allemande est sans doute celle de Friedrich Meinecke[3]. Même s'il partageait, sur le fond, l'analyse de la culpabilité allemande commune à certains de ses contemporains, il nuançait son propos en se référant au passé national allemand dont on garderait un souvenir fier : « Auch ein seiner national-politischen Selbstständigkeit beraubtes und zerstückeltes Deutschland, wie es uns heute beschieden ist, darf mit stolzer Trauer der Einheit und Macht gedenken, die es vordem genossen hat[4] ».

La « purification » allemande devrait, selon Meinecke, passer par un retour à la religion et la culture allemande (« die Kultur des deutschen Geistes »). Il plaida notamment pour la construction de *Goethegemeinden* (communautés de Goethe), dans lesquelles « des amis de la culture partageant les mêmes idées » pourraient se retrouver et constituer la force d'une nouvelle Allemagne sur la base d'un héritage culturel[5]. Ces *Goethegemeinden* devraient être le vecteur d'une renaissance du « véritable » esprit allemand : « In jeder deutschen Stadt und

---

[1] « Ceux – donc presque tous – qui s'opposaient de manière véhémente à l'idée d'une culpabilité voire une culpabilité collective étaient ceux qui, après 1918, avaient combattu le ‚mensonge de la responsabilité de la guerre' et propagé l'idée d'une ‚trahison de l'intérieur'. » SENFFT, Heinrich. *Kein Abschied von Hitler: ein Blick hinter die Fassaden des "Historikerstreits"* Hamburg: Hamburger Stiftung für Sozialgeschichte des 20. Jahrhunderts, 1990, 145 p., p. 18.

[2] RÖPKE. *Die Deutsche Frage*, op. cit., p. 236. Theodor Heuss, le futur premier président de la République fédérale allait dans le même sens d'une guérison purificatrice, voir HEUSS, Theodor. *Aufzeichnungen 1945-1947*. Tübingen: Wunderlich, 1966, 243 p., pp. 206-207.

[3] MEINECKE. *Deutsche Katastrophe*, op. cit.

[4] « Même une Allemagne démunie de son indépendance national-politique et divisée comme nous la connaissons aujourd'hui, a le droit de se souvenir avec une tristesse orgueilleuse de l'unité et de la puissance dont elle a bénéficié jadis ». *Ibid*., p.159.

[5] *Ibid*., pp. 175-177.

grösseren Ortschaft wünschen wir uns also künftig eine Gemeinschaft gleichgerichteter Kulturfreunde, der ich am liebsten den Namen ‚Goethegemeinde' geben möchte. (…) Ihnen würde die Aufgabe zufallen, die lebendigsten Zeugnisse des grossen deutschen Geistes durch den Klang der Stimme den Hörern ins Herz zu tragen[1] ». Il est intéressant de noter que cette notion de « culture » comme liant du collectif, tel que Meinecke le suggère, rappelle fortement les éléments du débat autour de la culture dominante du début des années 2000[2].

Aleida Assmann souligne néanmoins l'ambiguïté du terme de « catastrophe » tel que Friedrich Meinecke l'emploie dans son ouvrage et qui, selon elle, ne précise pas si elle a été provoquée ou subie. Il permet d'éviter la question complexe des « victimes » et des « bourreaux » et de prendre position moralement par rapport à la fin de la guerre tout en gardant une distance d'observateur – posture qui exclurait une implication individuelle[3].

Des penseurs plus proches du conservatisme, tels Gerhard Ritter[4] et Ernst Friedländer[5], invoquèrent la nécessité d'un « renouvellement mental », mais insistèrent sur la différence entre une pensée « nationale » et une pensée « nationaliste[6] ». Dans son livre *Europa und die deutsche Frage* (*L'Europe et la question allemande*), publié en 1948, Ritter récusait l'idée selon laquelle le national-socialisme serait l'aboutissement de l'histoire allemande mais plaçait son avènement plutôt dans le contexte européen d'un mouvement général vers des systèmes totalitaires. Il préfigurait ainsi, quarante ans avant l'éclatement de la « Querelle des historiens » et des thèses d'Ernst Nolte, la théorie d'une « guerre civile européenne » et l'interdépendance des systèmes totalitaires hitlérien et stalinien dans l'escalade de la violence[7]. Cette position allait le placer, quelques années plus tard, parmi les critiques les plus

---

[1] « Nous souhaitons donc dans chaque ville allemande et dans chaque grande commune une communauté d'amis de la culture partageant les mêmes orientations, communauté à laquelle je donnerais le nom de 'communauté goethéenne'. (…) Il leur reviendrait de porter dans le coeur des auditeurs les témoignages les plus vivants du grand esprit allemand par le son de la voix. » *Ibid*., p. 177.

[2] Voir LAMMERT, Norbert (dir.). *Verfassung, Patriotismus, Leitkultur: was unsere Gesellschaft zusammenhält*. Hamburg: Hoffmann und Campe, 2006, 308 p.

[3] ASSMANN. *Geschichtsvergessenheit, Geschichtsversessenheit*, op. cit., p. 100.

[4] 1888 à 1967, historien allemand, proche des national-conservateurs et de la résistance allemande autour de Carl Goerdeler. CORNELISSEN, Christoph. *Gerhard Ritter: Geschichtswissenschaft und Politik im 20. Jahrhundert*. Düsseldorf: Droste, 2001, X-757 p.

[5] 1895-1973, journaliste, rédacteur en chef adjoint de *Die Zeit* de 1946 à 1950, proche du mouvement européen et défenseur de l'intégration européenne.

[6] Ernst Friedländer, cité dans ALTER. Der eilige Abschied, art. cit., p. 191.

[7] RITTER, Gerhard. *Europa und die deutsche Frage: Betrachtungen über die geschichtliche Eigenart des deutschen Staatsdenkens*. München: Münchener Verlag, 1948, 207 p.

sévères de la thèse de Fritz Fischer qui soulignait les lignes de continuité de la politique hégémonique allemande qui aurait conduit à la Première Guerre mondiale.

Selon les deux auteurs, il est impératif de différencier un sentiment national « maladif » – celui qui avait conduit à la « catastrophe » – d'un sentiment national « sain » – celui de l'avenir. Il est intéressant de noter ici que le vocabulaire national-socialiste avait réussi à s'ancrer profondément dans la langue allemande. Même si le terme « gesund (*sain*) » est certainement originaire d'une tradition hygiéniste du 19ème siècle, il était fréquemment utilisé par les national-socialistes pour décrire tout ce qui était allemand, en opposition à tout ce qui ne l'était pas et – par conséquent – « malsain (*ungesund*) »[1].

Konrad Adenauer reprit, lors d'un discours à Berne en 1949, les propos d'Ernst Friedländer, qui était alors un des rares à exprimer ce point de vue publiquement dans ses articles dans *Die Zeit*, en soulignant qu'un peuple qui n'avait plus la conscience de lui-même n'en était plus un : « Man kann das Wiedererwachen eines gesunden, sich in den richtigen Bahnen haltenden Nationalgefühls nur begrüßen, denn ein Volk, dass kein Nationalgefühl mehr besitzt, gibt sich selbst auf[2] ». L'adjectif « sain » est ici, tout comme chez Ritter et Friedländer, utilisé pour se distancier de la « déviance » malsaine (*ungesund*) du national-socialisme, tout en permettant de souligner la nature positive et nécessaire d'un sentiment d'appartenance partagé. Ainsi présenté, un sentiment national pourrait – et devrait – exister, mais en se différenciant fondamentalement du nationalisme exagéré du IIIème Reich tout en tirant les leçons de son exagération et en penchant vers un « patriotisme ».

De manière globale, toutes ces approches tentaient de trouver un équilibre –précaire – entre, d'un côté, une distanciation avec le IIIème Reich et sa valorisation de l'importance de la *Volkgemeinschaft* et, de l'autre côté, la réaffirmation du lien identitaire nécessaire pour l'existence et la reconstruction de l'Allemagne. Les auteurs oscillaient également entre le sentiment de fierté d'être allemand et l'impossible affirmation de cette fierté dans le contexte de la défaite, notamment face aux Alliés qui mettaient tout en œuvre pour empêcher la renaissance d'un nationalisme allemand.

---

[1] A ce sujet, voir notamment CHAPOUTOT, Johann. *La loi du sang : penser et agir en nazi*. Paris: Editions Gallimard, 2014, 567 p., notamment pp. 33-84.

[2] « On ne peut que saluer le réveil d'un sentiment national sain qui ne quitte pas le droit chemin, car un peuple qui n'a pas de sentiment national n'existe plus. » ADENAUER, Konrad. *Erinnerungen 1945-1953 (t. 1)*. Stuttgart: DVA, 1973, 589 p., p. 188.

Au niveau populaire, Josef Foschepoth a constaté des tendances similaires et souligné le refus d'accepter la prise de responsabilité pour le passé. Cette responsabilité était rejetée sur les dirigeants national-socialistes[1]. Cette « mentalité dominante[2] » n'était pas imprégnée d'un nationalisme politique qui, lui, était devenu tabou[3], mais était le résultat de l'importance des cadres familiaux et de la nécessité et de l'influence des petits réseaux (notamment familial et amical) permettant la survie matérielle[4].

Dans un travail sur les cadres de la mémoire, Harald Welzer[5] a démontré que c'était justement dans ces cadres familiaux que le refus de la reconnaissance de l'implication personnelle dans le national-socialisme était fortement nourri, bien que par la négative. Les trajectoires et les positions des individus étaient « nettoyées » de toute implication, érigeant chaque acte de passivité en acte de résistance intérieure[6]. L'exagération de cette résistance individuelle dans le cadre familial renforce la supposition d'un processus de refoulement de la culpabilité individuelle et collective. Par la suite, cette mémoire a été transmise de génération en génération, contribuant ainsi à innocenter le peuple allemand dans son intégralité, sauf, bien évidemment, les dirigeants national-socialistes.

Généralement, la reconnaissance d'une responsabilité pour les événements collective ou individuelle était rare, et cela à tous les niveaux, y compris au sein de l'église protestante. Foschepoth fait référence au point de vue du Cardinal Josef Frings qui avait déclaré que

---

1 FOSCHEPOTH, Josef. German reaction to defeat and occupation. *In* MOELLER, Robert G. (dir.). *West Germany under construction. Politics, society and culture in the Adenauer Era*. Ann Arbor: University of Michigan Press, 1997, pp. 73-89, pp. 73-89.

2 SCHILDT, Axel Der Umgang mit der NS-Vergangenheit in der Öffentlichkeit der Nachkriegszeit. *In* LOTH, Wilfried / RUSINEK, Bernd A. (dir.). *Verwandlungspolitik : NS-Eliten in der westdeutschen Nachkriegsgesellschaft*. Frankfurt a/M: Campus Verlag, 1998, pp. 19-54, p. 30.

3 SYWOTTEK, Arnold. Tabuisierung und Anpassung in Ost und West: Bemerkungen zur deutschen Geschichte nach 1945. *In* KOEBNER, Thomas (dir.). *Deutschland nach Hitler: Zukunftspläne im Exil und aus der Besatzungszeit*. Opladen Westdeutscher Verlag, 1987, pp. 229-260.

4 BERGMANN, Werner. *Antisemitismus in öffentlichen Konflikten: kollektives Lernen in der politischen Kultur der Bundesrepublik*. Frankfurt a/M: Campus Verlag, 1997 535 p., pp. 11-13, 57-59; JACOBMEYER. Die Niederlage 1945. op. cit., p. 23.

5 WELZER. *"Opa war kein Nazi"*, op. cit.

6 L'argument de l'« émigration intérieure (*innere Emigration*) » fut utilisé, principalement, par les artistes, écrivains et intellectuels qui n'avaient pas fui l'Allemagne en 1933 et qui refusaient de se plier aux exigences idéologiques du IIIème Reich. L'argument permit, également, de justifier la passivité de ceux qui s'étaient accommodés avec le régime national-socialiste et qui tentèrent, après 1945, de justifier leur passivité. KROLL, Frank-Lothar/VOSS, Rüdiger von (dir.). *Schriftsteller und Widerstand. Facetten und Probleme der Inneren Emigration*. Göttingen: Wallstein Verlag, 2012, 424 p.

l'occupation ne différait guère d'un régime totalitaire[1]. La *Stuttgarter Schulderklärung* du 18 et 19 octobre 1945 constituait une rare exception au niveau de l'Eglise protestante. : « Durch uns ist unendliches Leid über viele Völker und Länder gebracht worden (…) aber wir klagen uns an, dass wir nicht mutiger bekannt, nicht treuer gebetet, nicht fröhlicher geglaubt und nicht brennender geliebt haben[2] ».

De manière générale, il s'agissait davantage de réhabiliter un sentiment d'appartenance à un passé antérieur – à la continuité de la nation allemande – en soulignant l'innocence collective du peuple allemand qui avait été « séduit » par Adolf Hitler.

[1] FOSCHEPOTH. German reaction to defeat and occupation, art. cit., p. 74.

[2] « Nous avons apporté une souffrance innombrable à beaucoup de peuples et pays (…) mais nous nous accusons de ne pas nous être positionnés plus courageusement, de ne pas avoir prié plus sincèrement, de ne pas avoir cru de manière plus heureuse et de ne pas avoir aimé avec plus de fougue. » Cité dans KOEBNER, Thomas. Die Schuldfrage: Vergangenheitsverweigerung und Lebenslügen in der Diskussion 1945-1949. *In* SUTERMEISTER, Gert / SCHNEIDER, Sigrid (dir.). *Deutschland nach Hitler: Zukunftspläne im Exil und aus der Besatzungszeit, 1939-1949*. Opladen: Westdeutscher Verlag, 1987, pp. 301-329, p. 316. Voir aussi BENDEL, Rainer. *Kirche der Sünder - sündige Kirche? Beispiele für den Umgang mit Schuld nach 1945*. Münster Lit-Verlag, 2002, 240 p; GRESCHAT, Martin. *Die Schuld der Kirche: Dokumente und Reflexionen zur Stuttgarter Schulderklärung vom 18./19. Oktober 1945*. München: Kaiser, 1982, 317 p.

II - L'innocence collective : « Mangel an Zerknirschung[1] » et « gekränkte Verbitterung[2] »

Wenn man sie so reden hört, muss man glauben, dass der einzige Nazi in Deutschland Adolf Hitler gewesen sei[3].

Betrachtet man die Deutschen wie sie geschäftig durch die Ruinen ihrer tausendjährigen Geschichte stolpern (…), dann begreift man, dass die Geschäftigkeit ihre Hauptwaffe bei der Abwehr der Wirklichkeit geworden ist[4].

„Wir haben nichts gewusst ! Wir haben nichts gewusst !" Diese Worte hörte ich an einem sonnigen Nachmittag im April 1945 zum erstenmal. Sie sollten sich in den folgenden Wochen noch oft wiederholen. Wir alle bekamen sie so häufig und monoton zu hören, dass sie uns wie eine deutsche Nationalhymne vorkamen[5].

Le sentiment général au sein de la population allemande, et cela a laissé un grand nombre de commentateurs étrangers de l'époque perplexes, semble avoir été que les troupes alliées et les forces d'occupation étaient à l'origine des difficultés rencontrées après la fin de la guerre sans faire le lien avec le passé national-socialiste et la guerre que le IIIème Reich avait déclenché.

---

[1] « Le manque de contrition », AMERY, Jean *Jenseits von Schuld und Sühne: Bewältigungsversuche eines Überwältigten*. Stuttgart: Klett-Cotta, 1980, 156 p., p. 107.

[2] « L'amertume vexée », MITSCHERLICH, Alexander. Die schwersten Stunden: Überschlag eines Jahres (1946). *In* MITSCHERLICH, Alexander (dir.). *Gesammelte Schriften 6: Politisch-publizistische Aufsätze I.* Frankfurt a/M, 1983, pp. 79-87, p. 83.

[3] « A les entendre parler ainsi, on pourrait croire que le seul nazi en Allemagne avait été Adolf Hitler. » Kurt Schumacher, cité dans KOCKA, Jürgen. 1945: Neubeginn oder Restauration? *In* STERN, Carola / WINKLER, Heinrich August (dir.). *Wendepunkte deutscher Geschichte 1848-1990*. Frankfurt a/M: Fischer, 1994, pp. 159-192, p. 165.

[4] « Si on regarde les Allemands comment ils trébuchent affairés dans les ruines de leur histoire vieille de 1000 ans, on comprend que l'activité est devenue leur arme principale dans la défense contre la réalité. » ARENDT, Hannah. *Besuch in Deutschland: Die Auswirkungen des Naziregimes*. Berlin: Rotbuch-Verlag, 1993 (1950), 94 p., p. 26.

[5] « 'On ne savait rien ! On ne savait rien !' J'ai entendu ces mots pour la première fois un après-midi ensoleillé en avril 1945. Ils allaient être répétés souvent dans les semaines suivantes. On les a entendus si souvent et de manière si monotone qu'ils nous apparaissaient comme l'hymne national allemand. » Margaret Bourke-White (journaliste), cité dans NAUMANN, Klaus. Zwischen Tabu und Skandal: zur Aufarbeitung der NS-Vergangenheit in der Bundesrepublik. *In* BUTTERWEGGE, Christoph (dir.). *NS-Vergangenheit, Antisemitismus und Nationalismus in Deutschland*. Baden-Baden: Nomos, 1997, pp. 39-49, p. 41.

Les effets de propagande, accentuée pendant les dernières années de la guerre pour amplifier l'effort du régime, peuvent partiellement expliquer le *leitmotiv* d'Adolf Hitler, traduit dans la propagande de Joseph Goebbels, que l'Allemagne vaincra ou cessera d'exister tout comme l'idée d'une nation invincible et prête à se battre jusqu'au bout. Cela semble avoir laissé des traces dans les mentalités des Allemands.

Un autre facteur explicatif est le fait que le régime national-socialiste avait réussi, en exploitant sans merci les territoires occupés, à maintenir un niveau de vie relativement élevé tout au long de la guerre ce qui rendra le choc de la défaite encore plus violent[1] car signifiant une baisse de l'approvisionnement.

Le martèlement de la propagande avait rendu impossible la reconnaissance de ce qui ailleurs avait fait débat durant la guerre : la question de la culpabilité allemande. Même si la notion de « culpabilité collective » n'avait jamais été élevée au rang d'une politique officielle généralisée[2], et que Robert Jackson, procureur général américain durant les procès à Nuremberg, avait pris soin de souligner qu'il ne s'agissait pas d'accuser « the entire German nation[3] », les Allemands s'étaient emparés de cette question – et cela d'autant plus intensément que les Alliés cherchaient à faire une distinction entre « culpabilité collective » et « responsabilité individuelle[4] ».

Il ne s'agissait cependant pas d'une reprise du terme dans le sens d'un soutien et d'une reconnaissance de la thèse de la « culpabilité collective » mais, au contraire, de l'attaquer et de réfuter l'idée d'une « union sacrée » entre le peuple allemand et son *Führer* Adolf Hitler. La conception généralement partagée (par 70% de la population[5]) était donc celle d'un peuple allemand victime d'une clique de criminels et qui n'était, en conséquence, pas responsable

---

[1] Voir ALY. *Hitlers Volksstaat*, op. cit.

[2] Voir ASSMANN. "Culpabilité collective", art. cit.

[3] Cité dans EBERAN. *Wer war an Hitler schuld?*, op. cit., p. 23.

[4] Norbert Frei caractérise l'« obsession » allemande de la culpabilité collective comme « eine rhetorische Idealfigur zur Obstruktion der weiteren Auseinandersetzung und der weiteren juristischen Ahndung von NS-Verbrechen (une figure rhétorique idéale de l'obstruction d'analyse et des poursuites judiciaires des crimes national-socialistes). » FREI, Norbert "Von deutscher Erfindungskraft: die Kollektivschuldthese in der Nachkriegszeit." *Neue Zürcher Zeitung* du 12./13.07.1997. Voir aussi HERZ, John. "Bürde der Vergangenheit oder: Wie die Deutschen mit der Nazihinterlassenschaft fertig wurden." Tel Aviver Jahrbuch für deutsche Geschichte XIX (1990): 13-32.

[5] MERITT, Anna J. / MERRITT, Richard L. (dir.). *Public opinion in occupied Germany: the OMGUS surveys 1945-1949*. Urbana: University of Illinois Press, 1970, XXII-328 p., p. 36.

des actes commis par cette clique. Les Allemands seraient ainsi « les dernières victimes d'Hitler[1] ».

Une telle position permettait de nier aussi bien la responsabilité dans le déclenchement de la guerre que ses conséquences, mais également d'expliquer la faible résistance et le manque d'opposition au régime. Ainsi, Kurt Schumacher, l'un des dirigeants du SPD, qui avait été incarcéré à Dachau, justifiait, en 1946, l'absence d'opposition et de résistance armée par la pression exercée par les national-socialistes. Une pression qui était, selon lui, « unvergleichlich stärker als anderswo[2] ». Erich Kästner, écrivain connu, argumentait dans le même sens quand il prétendait que l'Allemagne avait été « das von Hitler am längsten besetzte und gequälte Land[3] ». Alfred Kantorowicz comparait le national-socialisme à une « braune Besatzungsarmee auf deutschem Boden[4] ».

Par la diabolisation d'Hitler, le retournement du *Führer-Mythos* (mythe du *Führer*[5]) en son contraire, et un transfert de responsabilité aux autres pays européens – qui n'auraient pas su empêcher la prise du pouvoir par les national-socialistes et sa consolidation à travers la terreur – les Allemands tentaient de prouver leur innocence historique – collective et individuelle.

Le renvoi à la responsabilité des Alliés, qui auraient dû, selon cette argumentation, traiter le régime « criminel » de la même manière qu'ils avaient traité – et traitaient – la population allemande après 1945, permettait une double victimisation des Allemands : « The nations that now summoned Germany before the tribunal of justice were thus offered the unequivocal recommendation that they should start by asking themselves to what degree they had contributed to Hitler and his ability to plunge the whole world into such misery[6] ».

---

[1] Le terme *Hitler's letzte Opfer* est également le titre d'un documentaire télévisé (en trois parties) sur les Allemands qui, dans un premier temps avaient fui l'Armée rouge et, ensuite, avait été expulsés des territoires de l'Est après la défaite. *Hitler's letzte Opfer* (*1. Flucht, 2. Vertreibung, 3. Integration)*, MDR/NDR/ARD, 2004.

[2] « Incomparablement plus forte qu'ailleurs. » Cité dans WOLLENBERG, Jörg. 8. Mai 1945 - die "Stunde Null", die keine war. *In* BUTTERWEGGE, Christoph (dir.). *NS-Vergangenheit, Antisemitismus und Nationalismus in Deutschland*. Baden-Baden: Nomos, 1997, pp. 15-38, p. 28.

[3] « Le pays le plus longtemps occupé et le plus meurtri par Hitler. » Cité dans *ibid*.

[4] « Armée d'occupation brune sur le sol allemand. » Cité dans *ibid*.

[5] EBERAN. *Wer war an Hitler schuld?*, op. cit., p. 206. Voir aussi KERSHAW, Ian. *Der Hitler-Mythos: Führerkult und Volksmeinung*. München: DTV, 2002, 396 p.

[6] FOSCHEPOTH. German reaction to defeat and occupation, art. cit., p. 77-78.

Une analyse approfondie des origines du national-socialisme était mise de côté au profit d'une recherche des facteurs extérieurs, tels le Traité de Versailles, la Grande Dépression et ses conséquences désastreuses sur le climat et la stabilité politiques de la République de Weimar, ainsi que les *appeasement politics* face au régime hitlérien dans les années 1930. Un exemple littéraire de l'externalisation de la culpabilité est le poème de Werner Bergengruen *An die Völker der Erde* (Aux peuples de la terre) de 1945 : « Völker, Ihr zählt, was an Frevel in diesem Jahrzwölf geschehen. Was gelitten wurde, hat keiner von Euch gesehen, (…) / Völker, wir litten für Euch und Eure Verschuldungen mit. / (…) / Völker der Erde, Ihr haltet Euer Gericht. / (…) / Immer am lautesten hat sich der Unversuchte entrüstet, (…) der Ruf des Gerichts gilt uns allen[1] ».

Une telle externalisation permettait également de mettre en cause la légitimité de l'occupation alliée *et* de minimiser la défaite totale en une défaite purement militaire, inversant les réalités : « (T)he standards of moral and immoral conduct were completely reversed[2] ». L'absence de lois et le sentiment d'impuissance politique étaient imputés à l'inaction de ceux qui occupaient l'Allemagne et leurs partenaires allemands et non pas considérés comme les conséquences d'un régime totalitaire défait.

Ces positions inversaient clairement les rôles, présentant le peuple allemand comme le seul capable de ramener l'Allemagne vers la « normalité » étatique (économique et politique) et de garantir le respect de la loi et l'avènement d'un nouveau régime politique, la démocratie[3]. Même Konrad Adenauer – témoignant par là d'un « nationalisme » renaissant – n'exprimait pas une grande confiance dans les autorités alliées quand il soulignait en février 1947 qu'aucune force étrangère n'était capable de diriger un peuple aussi développé que le peuple allemand lui-même :

> Wir werden uns damit abfinden müssen, dass wir eine bestimmte Zeit unter Kontrolle der Alliierten leben. Aber ich wiederhole : Unter einer Kontrolle der Alliierten, nicht unter der Verwaltung der Alliierten. Das ist ein untragbarer Zustand für ein Volk wie das unsrige. Selbst das klügste und beste Volk kann

[1] « Peuples, vous comptez les délits commis durant ces douze années. Aucune d'entre vous n'a les souffrances, (…). / Peuples, nous avons souffert pour vous et vos fautes. / (…) / Peuples de la terre, vous tenez votre tribunal. / (…) / Celui qui n'a rien entrepris s'indigne de plus en plus bruyamment, (…) l'appel du tribunal nous concerne tous. » Cité dans KOEBNER. Schuldfrage, art. cit., p. 322-323.

[2] FOSCHEPOTH. German reaction to defeat and occupation, art. cit., p. 78.

[3] Certains juristes ont par la suite repris cette argumentation, en considérant que la capitulation n'avait pas mis fin au statut juridique d'Etat-nation de l'Allemagne, mais l'avait seulement temporairement privé de sa *Willens- und Handlungsfähigkeit* (volonté et capacité d'agir). Voir JACOBMEYER. Die Niederlage 1945, art. cit., p. 15.

> nicht ein so differenziertes und hochentwickeltes Volk wie das deutsche Volk verwalten. (…) Das kann auch England nicht. Das ist ein Ding der Unmöglichkeit[1].

Résumant cet état d'esprit, Josef Foschepoth décrit la mentalité de la population allemande dans les premières années d'après-guerre ainsi :

> The tendency to attribute the misery of the postwar years exclusively to the Allies paralleled the refusal to accept responsibility for the National Socialist dictatorship and the outbreak of World War II. Many Germans believed that if only they could take their fate back into their own hands, everything would improve significantly in no time at all. There was little evidence of a capacity to distinguish between cause and effect and to assess the situation objectively. Instead, many Germans believed that they found themselves in the worst of all possible worlds; in contrast, the Nazi period was frequently portrayed in rosy hues. Should democracy, so highly praised, be the only alternative to National Socialism? Such completely unrealistic assessments, appearing in published and unpublished opinion polls, were shocking[2].

Thomas Koebner estime que cet « entêtement (*Trotzreaktion*) » des Allemands repose sur quatre éléments : (a) la relativisation des crimes commis par les pertes subies par la population allemande et la perte d'une partie des territoires, (b) l'autojustification et le refus de responsabilité face aux accusations, (c) la mise en parallèle des crimes commis par les Allemands avec les manquements des Alliés et (d) la défense des « bons côtés » du IIIème Reich et de la guerre (notamment l'« héroïsme » des soldats allemands). L'opposition nourrie de ressentiments contre les vainqueurs comme accusateurs allait de pair avec la justification du passé que l'on n'identifiait pas entièrement à la tyrannie national-socialiste et qui avait, en quelque sorte, perverti les « qualités allemandes »[3].

Cette attitude n'allait changer qu'avec le plan Marshall en 1947, quand la confiance des Allemands dans la capacité des Alliés à résoudre les problèmes matériels du quotidien fut finalement acquise à la suite de l'amélioration de la situation matérielle et que la réforme monétaire (*Währungsreform*) amorcée[4]. Ainsi, le pont aérien de Berlin de juin 1948 à mai

---

[1] « Nous allons devoir vivre avec le fait que nous resterons, pour un certain temps, sous le contrôle des alliés. Mais je le répète : sous le contrôle des alliés, non pas administrés par les alliés. C'est une situation insupportable pour un peuple comme le nôtre. Même le meilleur peuple et le plus intelligent ne peut pas administrer un peuple aussi différencié et développé que le peuple allemand. (…) Même l'Angleterre ne le peut pas. C'est impossible. » Lettre du 26 mars 1947 au Regional Commissionner William Asbury, dans ADENAUER, Konrad. *Briefe 1945-1947*. Berlin: Siedler, 1983, 761 p., p. 455.

[2] FOSCHEPOTH. German reaction to defeat and occupation, art. cit., p. 79.

[3] KOEBNER. Schuldfrage, art. cit., p. 303.

[4] Pour la situation alimentaire, voir FARQUHARSON, John F. . Landwirtschaft und Ernährung in der Politik der Alliierten 1945-1948. *In* FOSCHEPOTH, Josef (dir.). *Kalter Krieg und deutsche Frage: Deutschland im*

1949 – lors duquel les aviations américaine et britannique fournirent le nécessaire pour la survie de la population ouest-berlinoise alors que les Soviétiques avaient fermé tous les accès terrestres à la ville[1] – eut un impact positif considérable sur l'image des forces alliées et notamment des Américains. En même temps, la Guerre froide qui s'annonçait et la formation des blocs idéologiques nécessitaient une stabilisation du système socio-économique et de la démocratie ouest-allemande, reléguant au deuxième plan les efforts entrepris jusque-là et rendant la dénazification gênante voire dangereuse pour l'intégration du pays dans le bloc occidental[2].

De manière générale, les tentatives pour comprendre le national-socialisme n'étaient pas portées par un mouvement populaire, mais par une « contre-élite » politique et intellectuelle, qui, au début, était placée sous l'égide des Alliés et soutenue par eux.

Widerstreit der Mächte 1945-1948. Göttingen: Vandenhoek und Ruprecht, 1985, pp. 147-174. Voir aussi BISCHOF, Günter / MAIER, Charles S. (dir.). *The Marshall plan and Germany: West German development within the framework of the European Recovery Programe*. New York: Berg, 1991, XIII-523 p; HARDACH, Gerd. *Der Marshall-Plan: Auslandshilfe und Wiederaufbau in Westdeutschland 1948-1952*. München: DTV, 1994, 351 p; HOCH, Marc/HOLZAMER, Hans-Herbert (dir.). *Der Marshall-Plan: Geschichte und Zukunft*. München: Olzog, 1997, 214 p. A l'époque, les conséquences du plan Marshall avaient été surestimées, comme l'a montré la recherche sur le développement économique de la République fédérale ; voir ABELSHAUSER, Werner. *Deutsche Wirtschaftsgeschichte seit 1945*. München: C. H. Beck, 2004, 527 p., plus particulièrement pp. 22-27 et 60-88; ADAMSEN, Heiner R. "Faktoren und Daten der wirtschaftlichen Entwicklung in der Frühphase der Bundesrepublik Deutschland 1948-1954 " Archiv für Sozialgeschichte 28 (1978): 217-244. La capacité industrielle de l'Allemagne n'avait pas été fondamentalement touchée, le degré de destruction des industries clés variait entre 10 et 20 %, c'est-à-dire l'augmentation du capital fixe durant la guerre. Le problème principal était le manque de matières premières. Voir KOCKA. Neubeginn oder Restauration ?, art. cit., p. 166. Pour la compréhension du système d'exploitation instauré par les Nazis dans les zones et pays occupés et qui permettait de garantir un niveau de vie relativement élevé à la majorité des Allemands, voir ALY. *Hitlers Volksstaat*, op. cit.

[1] KEIDERLING, Gerhard. *'Rosinenbomber' über Berlin: Währungsreform, Blockade, Luftbrücke, Teilung - die schicksalsvollen Jahre 1948/49*. Berlin: Dietz, 1998.

[2] Jusqu'en 1947, plus de six millions de procédures de dénazification avaient été lancées, dont environ un million avaient conduit à des sanctions pénales. Pour les politiques de dénazification dans les différentes zones, voir pour la zone américaine NIETHAMMER, Lutz. *Die Mitläuferfabrik : die Entnazifizierung am Beispiel Bayerns*. Berlin: Dietz, 1982, 708 p. Pour la zone française voir HENKE, Klaus-Dietmar. *Politische Säuberung unter französischer Besatzung: die Entnazifizierung in Württemberg-Hohenzollern*. Stuttgart: DVA 1981, 205 p. Pour la zone britannique voir KRÖGER, Wolfgang. *Entnazifiziert ? zur Praxis der politischen Säuberung in Nordrhein-Westfalen*. Wuppertal: Hammer, 1982, 196 p.

III - « Comprendre le nazisme[1] » : les premières approches

Wird man die ungeheurlichen Erlebnisse, die uns in den zwölf Jahren des Dritten Reichs beschieden wurden, je vollkommen verstehen? Erlebt haben wir sie, aber verstanden haben wir sie, keiner von uns ausgenommen, bisher nur unvollkommen. (...) Aber wie das alles unter sich und mit tieferen Ursachen zusammenhängt und wie es von den grenzenlosen Illusionen, denen so viele in den Anfangsjahren des Dritten Reichs unterlagen, zu den grenzenlosen Enttäuschungen und Zusammenbrüchen der Endjahre kam und kommen musste, wer kann uns das heute begreiflich machen? Die deutsche Geschichte ist reich an schwer lösbaren Rätseln und an glücklichen Wendungen. Aber dies uns heute gestellte Rätsel und die von uns heute erlebte Katastrophe übersteigt für unser Empfinden alle frühren Schicksale dieser Art[2].

La réflexion sur le nazisme menée au sortir du conflit ne peut être considérée comme un épiphénomène[3].

Malgré les attitudes décrites ci-dessus, la question de la culpabilité pour les crimes contre l'humanité commis était abordée et les premières tentatives de compréhension furent entreprises durant ces premières années de l'après-guerre. Les refus décrits ci-dessus ont pour la plupart été émis dans la sphère privée et à quelques rares exceptions seulement publiquement. Anson Rabinbach les qualifie de « restaurateurs » qui se présentent comme « an unrepentant, nationalist culture of resentment and refusal to acquiesce Germany's defeat[4] ».

[1] SOLCHANY. *Comprendre le nazisme*, op. cit.

[2] « Est-ce qu'on comprendra totalement un jour les évènements monstrueux que nous avons vécus durant les douze années du IIIème Reich ? Nous les avons vécus mais nous ne les avons, sans exception, compris que de manière incomplète. (…) Mais comment tout cela est constitué et lié avec des causes plus profondes et comment ont pu et dû arriver des illusions sans limites auxquelles tant se sont adonnés dans les premières années du IIIème Reich jusqu'aux déceptions, effondrements des dernières années, qui peut nous expliquer cela ? L'histoire allemande est riche en énigmes difficilement solubles et tournants malheureux. Mais l'énigme qui nous est posée aujourd'hui et la catastrophe que nous vivons aujourd'hui dépassent tous les destins de cette nature passés. » MEINECKE. *Deutsche Katastrophe*, op. cit., p. 5.

[3] SOLCHANY. *Comprendre le nazisme*, op. cit., p. 305.

[4] RABINBACH, Anson. Restoring the German spirit: humanism and guilt in post-war Germany. *In* MÜLLER, Jan-Werner (dir.). *German ideologies since 1945: studies in the political thought and culture of the Bonn Republic*. Basingstoke Macmillan, 2003, pp. 21-39, p. 25.

La période des années 1945 à 1947 est décrite comme « more intellectually vigorous than (the) 1950s[1] » car durant « l'interrègne de Nuremberg » un grand nombre d'intellectuels se penchait, dans de nombreux articles publiés dans les revues nouvellement nées, sur la question de la culpabilité, du passé national-socialiste, de la « catastrophe allemande » ainsi que sur celle de l'avenir de l'Europe. Ces premiers modèles explicatifs et d'analyse ont été présentés ci-dessus.

Globalement, cette période peut être comparée à la deuxième moitié des années 1960 quand, pour un certain nombre d'analystes de la « Erfolgsgeschichte (*histoire du succès*) » de la RFA, la génération de 68 « refondait » la République fédérale[2]. Ce débat sur la culpabilité ne constitue pas, en lui-même, un débat à proprement parler, mais plutôt, pour reprendre la formulation d'Axel Schildt, « un arsenal de modèles d'interprétation existant en parallèle[3] » de la « catastrophe allemande ».

Avant même la fin de la guerre, en-dehors de l'Allemagne, une réflexion sur les raisons de l'avènement et de la montée du national-socialisme et de ses conséquences terrifiantes avait été menée. Dans la plupart des cas, ces raisons étaient recherchées dans le passé de la nation allemande, en considérant les années 1933 à 1945 comme le « dénouement fatal » d'une « tragédie sanglante[4] », la phase terminale d'une « catastrophe ». La trame fondamentale de l'analyse était inspirée par la « psychologie des peuples[5] » qui cherchait à dévoiler le « vrai caractère » d'un peuple ou d'une nation. Ces approches soulignaient l'impossibilité d'une correction de la trajectoire de la nation allemande.

Ainsi, en 1945 Alan John Percival Taylor concluait son analyse influente de l'histoire allemande en constatant qu'elle était une histoire des extrêmes, les Allemands n'ayant jamais

---

[1] *Ibid*.

[2] Edgar Wolfrum parle d'une « glücklich gescheiterte Umgründung (*une refondation échouée de manière heureuse*) » de la République fédérale et d'une deuxième « heure zéro », WOLFRUM. *Die geglückte Demokratie*, op. cit., pp. 269 et 270.

[3] « Ein Arsenal nebeneinanderstehender historischer Deutungsmuster » SCHILDT. Öffentlichkeit der Nachkriegszeit, art. cit., p.31. Voir aussi SOLCHANY. *Comprendre le nazisme*, op. cit., p. 50.

[4] *Ibid.*, p. 6.

[5] La théorie d'Oswald Spengler, une variante de la « Völkerpsychologie (*psychologie des peuples*) », est basée sur l'idée que chaque peuple a un destin politique unique qui est préfiguré dans l'essence de sa culture. Voir SPENGLER, Oswald. *Der Untergang des Abendlandes : Umrisse einer Morphologie der Weltgeschichte*. München: C. H. Beck, 1998 (1923), XVI-1271 p.

connu une quelconque « normalité[1] ». L'on considérait alors la culture d'asservissement (*Untertanentum*), le manque d'initiative et d'individualisme et la volonté d'obéir aux autorités (*Autoritätshörigkeit*) comme les principaux facteurs ayant favorisé l'avènement du national-socialisme. Cette approche, faisant de ces « traits de caractère » l'essence politique du peuple allemand, impliquait implicitement l'impossibilité de l'instauration d'une démocratie stable – aussi bien dans le temps que dans ses fondements culturels – sur le sol allemand.

Pour des raisons évidentes, cette explication était, en grande majorité, laissée de côté dans les approches d'analyse de l'évolution historique faites par les Allemands eux-mêmes. Insister sur un caractère national « incurable » n'était pas la ligne d'interprétation dominante. Au contraire, afin de préserver la possibilité d'un sentiment d'appartenance au collectif national, la culpabilité était extériorisée en la figure d'Adolf Hitler et, plus généralement, des « Nazis » en préférant la thèse de la « catastrophe » à laquelle les national-socialistes auraient conduit le peuple allemand et dont, par conséquent, les Allemands seraient les premières et les dernières victimes.

Un autre angle – minoraitre – d'explication historique et d'interprétation de la thèse de la culpabilité collective était la psychologie. Ainsi, Carl Jung avait, dès 1936, considéré le retour d'un archétype : « Wotan, eine Grundeigenschaft der deutschen Seele, ein seelischer ‚Faktor' irrationaler Natur, eine Zyklone, welche den kulturellen Hochdruck abbaut und wegreißt[2] ». L'Allemagne, caractérisée par Jung comme « pays des catastrophes (*Katastrophenland*[3]) », était l'adversaire de la raison, soumise au vent « Wotan » provenant de l'Est. Mais même cette interprétation, référant à une logique collective du caractère national, est associée, comme Koebner le souligne, à un facteur extérieur : ce « vent asiatique » constituait, en même temps qu'une explication, une disculpation des Allemands, car ils subissaient cette force extérieure[4].

---

[1] TAYLOR, Alan J. P. *The course of German history: a survey of the development of Germany since 1815*. New York: Coward McCann, 1945, 230 p.

[2] « Wotan, une des caractéristiques de l'âme allemande, un ‚facteur' irrationnel, un cyclone, qui réduit la pression culturelle et l'élimine. » ; JUNG, Carl Gustav. Wotan. *In* JUNG, Carl Gustav (dir.). *Gesammelte Werke (t. 10): Zivilisation im Übergang*. Olten: Walter, 1974 (1936), pp. 203-218, p. 210.

[3] *Ibid*., p. 211.

[4] KOEBNER. Schuldfrage, art. cit., p. 304.

La question de la culpabilité était, en effet, rarement évoquée en détail. La classification de la culpabilité par Karl Jaspers – « conscience autoproclamée des Allemands[1] » dans les années d'après-guerre – allait devenir une des contributions majeures à la réflexion sur la culpabilité allemande. En 1946, Jaspers proposait une révision du concept de culpabilité. Il distingue alors quatre catégories de culpabilité[2] : *la culpabilité criminelle* qui est jugée par les instances juridiques, *la culpabilité politique* qui fait référence au droit naturel et au droit des peuples, *la culpabilité morale* pour laquelle le référent est la conscience individuelle et *la culpabilité métaphysique* qui, elle, prend Dieu comme référence ultime. La culpabilité métaphysique est caractérisée par la violation du principe de solidarité entre les hommes (principe autour duquel Hannah Arendt construira une partie de ses réflexions sur le totalitarisme) et est désignée par « la culpabilité d'avoir survécu[3] ».

La culpabilité la plus importante chez Jasper est sans doute la culpabilité morale, car elle était intimement liée aux tentatives de négation et de refus de reconnaissance que Jaspers pouvait constater chez ses contemporains. Selon son analyse, la culpabilité morale était constituée de la fausse conscience (qui résulte de l'idée – fausse – que l'individu se garderait un espace moralement « propre » dans un environ moralement « infecté »), le « masque de l'honnêteté », l'alignement moral et l'adaptation, la différenciation – illusoire – entre participation active et passive et le comportement suiviste[4].

La catégorisation de Karl Jaspers poursuit une double logique : d'un côté, elle cherche à relativiser l'idée d'une culpabilité collective en mettant l'accent sur la culpabilité morale individuelle qui ne peut être poursuivie pénalement, sauf dans les cas où elle rencontre le domaine de la « responsabilité politique (*politische Haftung*) », mais dont, en revanche, les Allemands doivent avoir conscience. Par ailleurs, seule une approche morale individuelle –

[1] WOLFRUM. *Die geglückte Demokratie*, op. cit., p. 142.

[2] JASPERS, Karl. *Die Schuldfrage: ein Beitrag zur deutschen Frage*. Zürich: Artemis, 1946, 95 p.

[3] Voir aussi REICHEL, Peter Vergangenheitsbewältigung als Problem unserer politischen Kultur: Einstellungen zum Dritten Reich und seinen Folgen. *In* WEBER, Jürgen / STEINBACH, Peter (dir.). *Vergangenheitsbewältigung durch Strafverfahren? NS-Prozesse in der Bundesrepublik Deutschland*. München: Olzog, 1984, pp. 145-163.

[4] Voir KOEBNER. Schuldfrage, art. cit., p. 310. Koebner souligne que justement ces cas – où la morale individuelle a failli – constituent les cas les plus intéressants (par leur nature et par leur étendue).

chaque Allemand doit intérioriser le devoir moral face au passé – permettra d'effacer les traces du national-socialisme[1].

En même temps qu'il postulait ce devoir, Jaspers ouvrait la porte à l'oubli : l'intériorisation de la culpabilité la faisait échapper à tout contrôle ou sanction extérieurs, politique. Ainsi, un simple aveu du bout des lèvres suffisait pour proclamer la réussite du processus d'apprentissage sans véritablement pouvoir vérifier la sincérité de la position individuelle. La véritable reconnaissance de la faute morale pouvait ainsi échapper à toute vérification extérieure, laissant la place à une reconnaissance superficielle.

D'un autre côté, la réflexion de Jaspers réfute les tendances d'auto-disculpation de ses contemporains, notamment par l'évocation de leurs propres souffrances. Il est intéressant de noter que Jaspers ne désigne pas Hitler nommément mais parle du « Führer » et du « diable », renforçant ainsi l'interprétation vague et mythifiante généralement employée à cette époque. A travers cette construction intellectuelle des catégories de la culpabilité, Jaspers offrait ainsi aux Allemands une issue au dilemme moral que constituait leur – très probable – implication personnelle tout en assurant – justement en raison de la superficialité de leur reconnaissance de culpabilité – le soutien au processus de démocratisation.

Comme le souligne Jean Solchany, les intellectuels allemands cherchaient à aller au-delà des premières explications historicisantes et comptaient « dévoiler le vrai visage du nazisme[2] » par l'analyse et la compréhension de son développement historique. Ces analyses vont dans le sens d'une interprétation de l'histoire comme déviante : « l'histoire allemande prend l'allure d'une déviance tragique par rapport à la normalité occidentale[3] ». Cette thèse deviendra par la suite connue sous le nom de *Sonderweg* (chemin particulier[4]). Elle se détourne d'une historiographie nationaliste et de la glorification du passé allemand en délaissant l'héritage de l'historicisme qui, après 1918, avait contribué « à perpétuer une lecture nationaliste du passé[5] ». L'idée du *Sonderweg* présentait l'avantage de réduire la

---

[1] Voir REICHEL. *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland*, op. cit., p. 71.

[2] SOLCHANY. *Comprendre le nazisme*, op. cit., p. 51.

[3] *Ibid*, p. 79.

[4] Pour la théorie du « Sonderweg », voir entre autres GREBING, Helga/FRANZEN, Hans-Joachim. *Der "deutsche Sonderweg" in Europa 1806-1945 : eine Kritik*. Stuttgart: Kohlhammer, 1986, 233 p.

[5] SOLCHANY. *Comprendre le nazisme*, op. cit., p. 85. Pour l'historicisme, voir IGGERS, Georg G. *The German conception of history : the national tradition of historical thought from Herder to the present*. Middletown (Conn.) Wesleyan University Press, 1988, XII, 363 p; JAEGER, Friedrich/RÜSEN, Jörn.

responsabilité individuelle et collective puisque le développement de la nation allemande s'inscrit dans une histoire longue, constituant un enchaînement d'éléments formant un ensemble. Elle permet, d'ailleurs, également d'aller au-delà de la simple considération d'un caractère national déterminant en plaçant le chemin déviant de l'Allemagne dans le contexte environnant et l'interaction avec les autres trajectoires nationales.

L'interprétation d'Helmuth Plessner, préformulée en 1935[1] et reprise en 1959[2], considérait l'Allemagne comme une « nation tardive (*verspätete Nation*) », se distinguant des autres nations européennes par le retard de son développement national. L'absence répétée d'une révolution radicale – comme l'avait connue la France ainsi que la Russie – était déplorée par d'autres intellectuels. Ainsi, Alfred Weber et Eugen Kogon craignaient la perpétuation de la « mentalité d'asservissement (*Untertanenmentalität*) » qui avait été désignée comme un des facteurs ayant mené à la « catastrophe allemande ». La continuité d'une telle mentalité était, par ailleurs, considérée comme le principal frein au développement de la démocratie en Allemagne de l'Ouest – y compris par les Alliés ; une perception renforcée par l'ouvrage influent d'Alan Taylor.

L'opposition aux analyses du « nationalsozialistischer Ungeist (esprit malfaisant national-socialiste) » ne tarda pas à se faire entendre. Les voix issues des courants de pensées qui avaient inspiré la Révolution conservatrice des années 1920 et qui s'opposaient au libéralisme bourgeois (*rechtsintellektuel*[3]) tentaient de construire un contre-discours à la *Schulddebatte* (débat sur la culpabilité) et de délégitimer la réorientation démocratique fondamentale qui se profilait dans les domaines politiques et sociaux. Les penseurs de la *Konservative Revolution* avaient cherché à tirer les conséquences de la défaite allemande de 1918 et à rompre avec les traditions politiques, selon eux, démodées. Une des idées fédératrices de ce courant très diversifié était la concentration sur l'idéal d'un « Führer »,

---

Geschichte des Historismus: eine Einführung. München: C. H. Beck, 1992, VIII-239 p; WITTKAU, Anette. *Historismus: zur Geschichte des Begriffs und Problems*. Göttingen: Vandenhoeck und Ruprecht, 1994, 237 p.

[1] PLESSNER, Helmuth. *Das Schicksal des deutschen Geistes: im Ausgang seiner bürgerlichen Epoche*. Zürich: Niehans, 1935, 190 p.

[2] PLESSNER, Helmut *Die verspätete Nation: über die politische Verführbarkeit des bürgerlichen Geistes*. Köln: Kohlhammer, 1959, 174 p.

[3] Voir LAAK, Dirk van. Trotz und Nachurteil: rechtsintellektuelle Reaktionen im Anschluss an das "Dritte Reich". *In* LOTH, Wilfried / RUSINEK, Bernd A. (dir.). *Verwandlungspolitik : NS-Eliten in der westdeutschen Nachkriegsgesellschaft*. Frankfurt a/M: Campus Verlag, 1998 pp. 55-78, pp. 56-61. Voir aussi l'ouvrage de MOHLER, Armin *Die konservative Revolution in Deutschland 1918-1932: ein Handbuch*. Graz: Ares, 2005, XXVI-643 p.

donc une conception autoritaire du politique. La réaction à la montée du national-socialisme était d'abord modérée, voire hostile pour devenir par la suite un soutien doublé de l'espoir de pouvoir influencer le mouvement national-socialiste sur le chemin à prendre. La position des anciens penseurs de la « révolution conservatrice » a pu se faire entendre car la majorité avait su prendre ses distances (relatives) avec le IIIème Reich, évitant ainsi la qualification d' « opportuniste ». Beaucoup d'entre-eux se réfugiaient derrière une prétendue « émigration intérieure ».

Ainsi, Carl Schmitt, le « hoche-tête (*Ja-Sager*) de 1933[1] » et la nouvelle « icône de l'intransigeance[2] », dénonçait dès 1945/1946 les positions exprimées par Karl Jaspers. Schmitt faisait partie d'une « communauté du silence[3] » composée d'anciens national-socialistes et de « Mitläufer (*suiveurs*) » – Gottfried Benn, Ernst Jünger, Martin Heidegger – dont la désillusion s'était transformée en amertume. Cette amertume puisait notamment dans l'impression d'arbitraire que pouvait donner l'administration alliée et dans la situation politique en général perçue comme une « guerre civile » dans l'immédiat après-guerre et une vengeance des Alliés. Traduisant un sentiment populaire, Schmitt s'attaquait également à la justice alliée en soulignant : « Die Verbrechen gegen die Menschlichkeit wurden von Deutschen begangen. Die Verbrechen für die Menschlichkeit an Deutschen. Das ist der ganze Unterschied[4] ». Plus généralement, ces penseurs conservateurs sous-entendaient que les autorités alliées n'étaient pas dans la position de comprendre la complexité des événements de la « période sombre » et qu'ainsi les tentatives de « ré-éducation » n'étaient qu'un lavage de cerveau caché cherchant à casser le caractère national allemand. Cette interprétation est renforcée par l'argument développé par Adenauer dans ses propos concernant la capacité des Alliés à gouverner le peuple allemand.

Des positions moins radicales furent exprimées par Friedrich Meinecke qui prônait la nécessité d'une restauration de la pensée « occidentale (*abendländisch*) » : « Wir bedürfen keiner radikalen Umschulung, um wieder als Glied der abendländischen Kulturgemeinschaft

---

[1] Sur l'impact de Carl Schmitt sur la culture politique dans la République fédérale, voir LAAK, Dirk van. *Gespräche in der Sicherheit des Schweigens: Carl Schmitt in der politischen Geistesgeschichte der frühen Bundesrepublik*. Berlin: Akademie-Verlag, 1993, 331 p.

[2] LAAK. Trotz und Nachurteil, art. cit., p. 58.

[3] RABINBACH. Restoring the German spirit, art. cit., p. 32.

[4] « Les crimes contre l'humanité ont été commis par des Allemands. Les crimes pour l'humanité contre des Allemands. Toute la différence est là. » SCHMITT, Carl. *Glossarium: Aufzeichnungen aus den Jahren 1947 bis 1958*. Berlin: Duncker & Humblot, 1991, XIV, 557 p., p. 113.

wirksam zu werden. Radikal verschwinden muss nur der nazistische Größenwahn mit seiner Un- und Afterkultur[1]». Des auteurs comme Meinecke, mais également Gerhard Ritter et Michael Freund considéraient le national-socialisme comme une « Heraustreten aus dem vernünftigen, fortschrittsgesteuerten Geschichtsprozess[2] ». La période national-socialiste était interprétée comme fatidique, la « catastrophe » considérée comme une fatalité.

D'une certaine manière, il s'agissait là d'une interprétation alternative de la théorie du *Sonderweg* allemand qui, dans une première interprétation, notamment celle de Heinrich von Treitschke soulignait une supériorité allemande et, dans une seconde interprétation, avec Edmond Vermeil[3] et Alan John Percival Taylor[4] mettait en avant la tendance autoritaire de l'Allemagne, opposée diamétralement au cheminement occidental vers la démocratie avec une forte tendance guerrière.

Rétrospectivement, les débats autour de la culpabilité allemande n'étaient pas caractérisés par la force analytique qu'avaient représentés les tentatives de compréhension durant la guerre. Il ne s'agissait pas d'une discussion profonde de l'histoire et de la structure du fascisme allemand[5], mais plutôt d'un discours oscillant entre décharge et déresponsabilisation et tentatives d'explications métaphysiques, marqué par les impressions et les difficultés de l'immédiat après-guerre[6].

Les tentatives d'explication et de compréhension ont été réduites par les débuts de la guerre froide en 1947/1948 quand l'opposition dans la zone d'occupation soviétique a commencé à recourir aux mêmes images que la propagande national-socialiste : la « menace asiatique » à un moment où la diabolisation de la figure de Hitler s'était largement installée dans la conscience nationale (ouest-)allemande. Il est révélateur de noter l'absence - tant au

---

1 « Nous n'avons pas besoin d'une reconversion radicale pour redevenir actif en tant que membre de la communauté culturelle occidentale. La seule chose qui doit disparaître radicalement est la mégalomanie nazie et sa non-culture. » MEINECKE. *Deutsche Katastrophe*, op. cit., p. 173.

2 « Sortie du processus historique raisonné et guidé par le progrès», SCHULZE, Winfried. *Deutsche Geschichtswissenschaft nach 1945*. München: Oldenbourg, 1993, IX-366 p, p.91.

3 VERMEIL, Edmond. *L'Allemagne. Essai d'explication*. Paris: Gallimard, 1940, 331 p.

4 TAYLOR. *Course of German history*, op. cit.

5 WIPPERMANN, Wolfgang "Deutsche Katastrophe" oder "Diktatur des Finanzkapitals"? Zur Interpretationsgeschichte des Dritten Reiches im Nachkriegsdeutschland. *In* DENKLER, Horst/PRÜMM, Karl (dir.). *Die deutsche Literatur im Dritten Reich: Themen - Traditionen - Wirkungen*. Stuttgart: Reclam, 1976, pp. 9-43, p. 10.

6 SCHILDT. Öffentlichkeit der Nachkriegszeit, art. cit., p. 32.

niveau des auteurs que des sujets traités – des victimes du national-socialisme – principalement les Juifs – dans les tentatives d'explication de cette période.

Malgré ces manques, les années d'après-guerre peuvent être caractérisées par une multitude de prises de positions débattues vivement, notamment dans la presse et les journaux intellectuels à grand tirage. Ceci les distingue de manière significative des années 1950 qui, malgré l'omniprésence du passé, étaient encore davantage tournées vers l'avenir dans un esprit consumériste et de croyance dans le futur qui occultait le passé. Durant la décennie 1950 une tendance plus prononcée à tirer un trait sur le passé gênant se fait sentir.

Néanmoins, l'une des grandes interrogations était de savoir si la défaite constituait une rupture avec le passé ou si, au contraire, elle s'inscrivait dans une continuité et devait, à ce titre, être prise en compte dans les réorientations après 1945.

IV - Rupture(s) ou continuité(s) ?

La question de la continuité et de la rupture a, comme l'a montré la présentation des tentatives de l'explication de l'avènement du national-socialisme ci-dessus, joué un rôle fondamental dans les analyses rétrospectives qui ont été élaborées pendant l'« interrègne de Nuremberg ». L'interprétation de la période de 1945 à 1949 influence la prise de position par rapport au développement futur de la République fédérale et, dans une moindre mesure, de la RDA. Ici, s'opposent les thèses de la « restauration » (ou de continuité) et de la rupture avec le passé. Cette opposition précède, en quelque sorte, la confrontation dans l'analyse historico-politique entre les positions accusant un travail de mémoire insuffisant, un refoulement[1] et celles qui soutiennent, au contraire, que le passé n'a pas été occulté[2].

En 1946, Hans Werner Richter exprimait clairement l'idée de restauration : « Deutschland ist ein Land der halben und niemals beendeten Revolutionen (…) Nach

[1] L'ouvrage des Mitscherlich peut être considéré comme une référence pour cette thèse ; voir MITSCHERLICH, Alexander / MITSCHERLICH, Margarete. *Die Unfähigkeit zu trauern. Grundlagen kollektiven Verhaltens*. München: Piper, 2004 (1968), 369 p.

[2] Les arguments de Joachim Fest sont paradigmatiques pour cette position ; voir FEST, Joachim C. Die Vergangenheit wurde nicht verdrängt. *In* RUDOLPH, Hermann (dir.). *Den Staat denken : Theodor Eschenburg zum Fünfundachtzigsten*. Berlin: Siedler, 1990, pp. 118-121.

Kriegsende ist nicht etwa, wie es doch zu erwarten war, eine Revolution über dieses Land hinweggegangen, sondern hat lediglich eine behördlich genehmigte Restauration stattgefunden[1] ». Une telle position pouvait être renforcée, entre autres, par une dénazification dont le rythme et l'intensité baissait au fur et à mesure que les forces d'occupation se rendirent compte de la nécessité de réintégrer un grand nombre de ceux qui avait servi le régime national-socialiste dans les administration publiques et privées. Ainsi, ceux qui représentaient l'Allemagne antilibérale – les fonctionnaires et les dirigeants économiques à l'exception de ceux qui étaient trop compromis – se trouvaient rapidement à leurs anciennes positions d'influence[2].

Cette perspective reflétait, pour une grande part, les positions marxistes, prédominantes dans la zone d'occupation orientale, qui constataient la survie des facteurs économiques et sociaux ayant favorisé l'avènement du fascisme allemand[3]. Cette interprétation était, comme nous le montrerons plus tard, dominante dans la future RDA et servait davantage des fins politiques qu'une véritable analyse de l'avènement du IIIème Reich. Dans une interprétation marxiste-léniniste, résumée dans la doctrine Dimitroff[4], seule la fin des structures capitalistes pourrait signifier une rupture nette avec la continuité. Ainsi, cette interprétation allait devenir le paradigme politique et identitaire de la future RDA.

A l'opposé, la théorie de la rupture mêlait également l'analyse des facteurs déterminants de l'avènement du national-socialisme, les analyses des années 1945 à 1949 et la perception du présent, mais concluait, avec Ralf Dahrendorf en 1965, que la dictature national-socialiste, la guerre totale et la défaite de 1945 avaient provoqué une « révolution inattendue », permettant de rompre avec des traditions antilibérales, féodales et autoritaires dans la société, la politique et la culture allemandes[5]. Ainsi, les structures déterminantes du

---

1 « L'Allemagne est un pays des révolutions faites à moitié et jamais terminées. (…) Après la fin de la guerre, il n'y a pas eu, comme on aurait pu croire, une révolution dans ce pays, mais il n'y a eu qu'une restauration approuvée par les autorités. » Cité dans KOCKA. Neubeginn oder Restauration?, op. cit., p. 161.

2 Pour une approche globale, voir FREI, Norbert (dir.). *Hitlers Eliten nach 1945*. München: DTV, 2003, 329 p. Pour une analyse croisée des continuités personnelles au sein des ministères de l'intérieur de la RDA et de la RFA, voir BÖSCH, Frank / WIRSCHING, Andreas (dir.). *Hüter der Ordnung: die Innenministerien in Bonn und Ost-Berlin nach dem Nationalsozialismus*. Göttingen: Wallstein Verlag, 2018, 837 p.

3 Voir l'ouvrage de référence, qui allait connaître un grand nombre de rééditions, de HUSTER, Ernst-Ullrich. *Determinanten der westdeutschen Restauration 1945-1949*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1972, 485 p.

4 Voir WIPPERMANN, Wolfgang. *Faschismustheorien : die Entwicklung der Diskussion von den Anfängen bis heute*. Darmstadt: Primus-Verlag, 1997, 127 p.

5 DAHRENDORF, Ralf. *Gesellschaft und Demokratie in Deutschland*. München: Piper, 1965, 516 p.

Sonderweg allemand, n'auraient pas survécu à la fin du IIIème Reich[1]. Il est intéressant de noter que tel allait être l'argument principal de Daniel Jonah Goldhagen au moment de la polémique autour de la parution de son livre sur l'antisémitisme. L'universitaire américain considère, en effet, 1945 comme une rupture fondamentale avec le passé. Selon son interprétation – présentée au grand public notamment lors de sa tournée de présentation de son livre en Allemagne en 1996 – cette date marquait clairement la fin de l'antisémitisme exterminateur qui avait été le moteur de l'action allemande jusqu'alors. Ainsi, la RFA constituait un système politique avec une culture politique fondamentalement différente de l'Allemagne d'avant 1945[2]. Pourtant, Goldhagen ne put fournir d'explication cohérente quant à la manière dont cette rupture s'était opérée.

Contrairement à la future RDA, les continuités au niveau des personnels politique et administratif ainsi que des institutions dans les zones d'occupation occidentales ont été importantes[3]. Après une période de dénazification intensive entre 1945 et 1947, menée par les Alliés, la situation avait fondamentalement changé lorsque l'administration, de plus en plus contrôlée par des Allemands, avait besoin de personnel qualifié – qui, lui, avait été en grand majorité destitué de ses fonctions par les Alliés dans les premières années d'occupation.

Avec l'introduction de la Loi Fondamentale en 1949, la « dé-dénazification » avançait rapidement, car l'article 131 permettait l'embauche de fonctionnaires « belastet[4] ». L'« esprit fonctionnaire (*Beamtengeist*) » avec ses dimensions traditionaliste, conservatrice et pré- voire

---

[1] Pour une présentation des ruptures et continuités dans le cadre de la discussion autour de la « politische Kultur (culture politique) » dans la RFA, voir REICHEL, Peter. *Politische Kultur in der Bundesrepublik*. Opladen: Leske und Budrich, 1981, 288 p; REICHEL, Peter. "Politische Kultur: zur Geschichte eines Problems und zur Popularisierung eines Begriffs." Aus Politik und Zeitgeschichte 42 (1982): 13-26; LEPSIUS, M. Rainer. Sozialstruktur und soziale Schichtung in der Bundesrepublik Deutschland. *In* LÖWENTHAL, Richard (dir.). *Die Zweite Republik: 25 Jahre Bundesrepublik Deutschland, eine Bilanz*. Stuttgart: Seewald, 1974, pp. 263-288.

[2] GOLDHAGEN, Daniel. *Hitlers willige Vollstrecker: ganz gewöhnliche Deutsche und der Holocaust*. Berlin: Goldmann, 1996, 728 p.

[3] Pour les continuités personnelles et mentales du monde universitaire voir STERN. *Am Anfang war Auschwitz*, op. cit., ch. 4 "Als ob nicht geschehen sei!" Die Universitäten nach der "Entjudung" der Wissenschaft, pp. 155-198. Voir également KÖNIG, Helmut (dir.). *Vertuschte Vergangenheit : der Fall Schwerte und die NS-Vergangenheit der deutschen Hochschulen*. München: Beck, 1997, 359 p.

[4] Dans la zone américaine, le « Gesetz zur Befreiung von Nationalsozialismus und Militarismus » du 5 mars 1946 distinguait cinq degrés d'implication : « Hauptschuldige », « Belastete » (activistes, militaristes, profiteurs), « Minderbelastete », « Mitläufer » et « Entlastete ». Chaque Allemand de plus de 18 ans était obligé de remplir un questionnaire (comportant 131 questions), et pour les trois premiers groupes, des peines lourdes étaient prévues, allant d'amendes jusqu'à des peines de prison. Voir BENZ, Wolfgang. Zum Umgang mit der nationalsozialistischen Vergangenheit in der Bundesrepublik. *In* DANYEL, Jürgen (dir.). *Die geteilte Vergangenheit: zum Umgang mit Nationalsozialismus und Widerstand in den beiden deutschen Staaten*. Berlin: Akademie-Verlag, pp. 47-60, pp. 49-50.

antidémocratique – terreau dans lequel le régime national-socialiste avait pu ancrer son appareil de pouvoir – marquait ainsi les premières années de la jeune République fédérale, garantissant en même temps une stabilité politique et administrative sans laquelle le succès du système politique n'aurait pas été garanti. La preuve du facteur stabilisant de cette argumentation est essentiellement de nature historique, car contrairement à la RDA où une rupture fondamentale avec le passé avait été consommée au niveau institutionnel et administratif de manière plus prononcée (en tout cas au niveau du discours politique), les premières années de la République fédérale avec leurs tendances restauratrices ont contribué à créer le cadre des futurs débats (notamment la mise en cause du système en 1968). Ainsi, dès les premières années d'immédiat après-guerre, le sentiment d'une « restauration » avait pu s'installer, contrant tout espoir de véritable renouveau.

Au niveau universitaire, la continuité était également établie avec un recours aux institutions de la République de Weimar et aux personnes ayant porté le système durant le IIIème Reich. Ainsi, de nombreux professeurs et chercheurs qui avaient activement soutenu le régime national-socialiste avaient pu reprendre leur ancien poste à l'université, mais également dans les écoles, au moment de leur réouverture des universités allemandes. Cette continuité dans le corps universitaire a été très bien décrite dans le slogan « Unter den Talaren – Muff von 1000 Jahren (Sous les toges – la moisissure de 1000 ans) » qui ornait une banderole lors d'une action étudiante en novembre 1967 à l'Université de Hambourg à l'occasion de la prise de fonction du nouveau recteur de l'université. Depuis sa première utilisation à cette occasion, le slogan était devenu un des *leitmotivs* de la contestation étudiante de la fin des années 1960 en Allemagne[1].

En 1950, Walter Dirks avait décrit cette atmosphère quand il parlait du « caractère restaurateur de l'époque (*restaurativer Charakter der Epoche*) », constatant un retour au climat apolitique d'avant-guerre sans la pression nationale-conservatrice qui avait caractérisé la République de Weimar[2]. Pour certains, ces développements pouvaient apparaître comme un retour du passé, sous un nouveau vernis.

De manière générale, l'« interrègne de Nuremberg » est une période caractérisée par des tendances contradictoires. A la suite de la défaite totale, sur le sol allemand occupé par des

[1] ALY, Götz. *Unser Kampf: 1968 - ein irritierter Blick zurück*. Frankfurt a/M: Fischer, 2008, 253 p., p. 70.

[2] DIRKS, Walter. "Der restaurative Charakter der Epoche " Frankfurter Hefte 5 (1950): 942-954.

troupes alliées, la population dut, dans un premier temps faire face à des pénuries importantes. La majorité de la population allemande était ainsi principalement préoccupée par sa survie matérielle. Pour certains, la situation matérielle difficile résultait de l' « incompétence » des forces d'occupation qui étaient accusées d'être incapables d'assurer une situation comparable à celle qui avait prévalu jusqu'à la chute du régime national-socialiste, voire avant la fin de la guere. Ce discours était repris par des hommes politiques, tel Konrad Adenauer, qui considéraient que seul le peuple allemand lui-même était capable d'assurer un meilleur avenir.

Dans cette situation, les tentatives pour comprendre l'avènement du national-socialisme et la reconnaissance de la culpabilité individuelle et collective étaient reléguées au second plan, notamment à partir de 1947 et les débuts de la Guerre froide. Dans l'opinion publique, la faute et la responsabilité étaient attribuées à Adolf Hitler et aux dirigeants national-socialistes dont les Allemands auraient été les premières et les dernières victimes.

De manière similaire, les tentatives d'explication intellectuelles de la « catastrophe allemande » cherchaient, majoritairement, les origines de la « rupture civilisationnelle » dans des facteurs extérieurs et non dans une évolution ou trajectoire spécifiquement allemande. Etaient mis en avant des facteurs extérieurs – allant jusqu'à accuser les pays vainqueurs de l'Allemagne national-socialiste d'avoir tardé à réagir avant 1939 – qui auraient conduit au *Sonderweg* allemand, sans pour autant mettre en cause les facteurs internes de l'évolution d'un nationalisme exagéré, supporté au moins dans sa phase initiale par une majorité de la population – qui avait rendu possible l'instauration et le maintien du régime national-socialiste sur la base de l'absence d'une résistance interne suffisamment organisée et structurée.

Ainsi, la question de la culpabilité du peuple allemand n'était pas clairement tranchée, permettant l'instauration et le maintien d'un sentiment d'impunité – renforcé par l'affaiblissement progressif de la dénazification à partir de 1946/1947 – et la naissance d'un sentiment d'être les premières victimes d'un régime totalitaire qui avait rendu toute opposition impossible tout en écartant la majorité de la population du fonctionnement de son système d'extermination massive. Dans la mémoire familiale, toute implication dans le régime national-socialiste était niée et, au contraire, l'innocence individuelle soulignée dans les récits individuels sur la période. Dans ces récits dominait la souffrance – matérielle et psychologique – qu'avaient causés les bombardements alliés et la fin de la guerre et

l'occupation de l'Allemagne, même s'il est évident qu'une différenciation doit être faite entre les zones occidentales et la zone orientale.

De manière générale, on retiendra des années de l'immédiat après-guerre des tendances contradictoires. Il y avait, d'un côté, un véritable effort de réflexion sur les origines de la catastrophe allemande par un grand nombre important d'intellectuels qui cherchaient à « comprendre », notamment entre 1945 et 1947, ce qui s'était passé et ce qui avait pu conduire à la situation dans laquelle se trouvait l'Allemagne en 1945. Mais il y avait également, de l'autre côté, des tendances restauratrices – renforcées par la réintégration d'anciens national-socialistes dans l'administration en raison de leur indispensable compétence technique pour la reconstruction du pays et favorisées par les débuts de la Guerre froide et la confrontation avec l'ancien ennemi idéologique, l'URSS. Cette politique de réintégration accentuait, au niveau d'une large partie de la population allemande, le sentiment d'innocence collective et individuelle, renforcé par l'urgence de la situation matérielle et de survie dans un pays aux infrastructures dévastées.

Les années 1945 à 1949 et la recherche d'explications se trouvent ainsi en décalage avec les années Adenauer durant lesquelles l'importance de la *Vergangenheitsbewältigung* allait diminuer au profit de la reconstruction – aussi bien matérielle que mentale.

III. *Coming to terms with the past* : périodes et enjeux de la *Vergangenheitsbewältigung* en RFA de 1949 à 1989/1990

En Allemagne de l'Ouest, l'intégration du passé dans le présent a été un processus long, marqué par des avancées et des reculs, dans le cadre de débats publics vifs. Le résultat final de ce processus mouvementé a été l'incorporation de l'Holocauste comme une forme de mythe fondateur dans le récit national ouest-allemand. Au fil des décennies de l'existence de la République fédérale, il était devenu patent qu'une identité ouest-allemande post-1945 ne pouvait être constituée et construite sans la référence à la rupture civilisationnelle que constituait Auschwitz, symbole du meurtre des Juifs européens à une échelle industrielle.

Les différentes étapes de cette construction, en revanche, ont toutes été marquées par des débats intenses autour de la place que devrait prendre le IIIème Reich dans l'imaginaire collectif. Ainsi, l'avènement du « mythe fondateur » fut le résultat d'une longue série d'affrontements des tenants des deux positions – rupture ou continuité – dessinées ci-dessus.

Comme la partie précédente l'a souligné, les premières années d'après-guerre étaient, pour une grande majorité de la population allemande, consacrées à la survie et à la reconstruction matérielle du pays et moins, à partir de 1947 (et jusqu'à dans les années 1960), à la réflexion sur le passé immédiat. Confrontés à des politiques de dénazification menées à des degrés variables, les Allemands tentaient de se retrouver dans un environnement et un quotidien dont les marqueurs et repères avaient disparu le 8 mai 1945. L'oscillation entre la reconnaissance d'une culpabilité collective et un sentiment d'innocence individuelle, caractéristique des années 1945 à 1949, allait continuer jusqu'à la « Querelle des historiens » au milieu des années 1980 quand s'affrontaient les défenseurs d'une historicisation du passé national-socialiste qui défendaient politiquement une « normalisation » de l'identité nationale, à l'opposé, et les défenseurs d'une idée plus large de la théorie du *Sonderweg* qui postulaient l'impossible retour à une quelconque « normalité » identitaire pour les Allemands (de l'Ouest).

Le point culminant de la prise de conscience de la singularité des crimes commis par les Allemands et de leurs conséquences fut le discours que Richard von Weizsäcker, alors Président de la République fédérale, prononça à l'occasion du 40ème anniversaire de la capitulation allemande, le 8 mai 1985 devant le Parlement allemand à Bonn. Son discours soulignait très clairement la faute et l'implication du peuple allemand et mettait en évidence le devoir moral et politique qui en découlait pour les descendants. Par la même occasion, il ancrait officiellement le « mythe fondateur » Auschwitz dans le vocabulaire et la mémoire officielle de la République fédérale et de ses représentants.

La tentative du gouvernement d'Helmut Kohl, quelques années plus tard, de revenir en arrière en tentant de valoriser le passé national dans son intégralité en vue d'établir une relation « normalisée » à l'identité nationale ne fut ainsi pas couronnée de succès.

Le chemin parcouru jusqu'au discours de Richard von Weizsäcker le 8 mai 1985 avait été long et riche en contrastes et ce chapitre retracera l'évolution de la présence du passé dans le présent en partant de la fondation de la RFA en 1949 jusqu'à la Chute du Mur en 1989.

Il s'agira de faire ressortir les particularités de la situation ouest-allemande, permettant ainsi de mieux saisir les transformations engagées après l'unification allemande et l'avènement de la République de Berlin après 1991. Les trois parties constituant ce chapitre sont organisées chronologiquement, allant, d'abord de 1949 à 1968, puis de 1968 à 1982/3 et, ensuite, de 1983 à 1989.

Les premières années de la République fédérale, de 1949 à 1954, furent marquées par l'affirmation claire d'une volonté de faire table rase du passé. Les politiques de dénazification étaient drastiquement réduites à partir du moment où elles incombaient aux nouvelles autorités allemandes et ceux qui avaient été condamnés auparavant en grande partie réhabilités et libérés dès que la souveraineté – certes seulement partielle – de l'État avait été retrouvée en 1949. Ces années sont marquées par le paradoxe qui consistait dans le fait que la consolidation de la démocratie s'appuyait sur une volonté d'intégrer les anciens national-socialistes au prix, symbolique, d'une acceptation du nouveau système politique démocratique[1]. Le silence collectif et l'oubli des trajectoires individuelles sous le national-socialisme offraient la garantie de l'acceptation de la jeune République par les Allemands de l'Ouest. Il en allait, d'ailleurs, de même en RDA où l'adhésion au régime offrait la possibilité de faire table rase des anciennes convictions individuelles. En même temps, cette politique posait, en RFA, la base de la constitution de la *Vergangenheitsbewältigung* telle qu'elle allait s'exprimer à travers le mouvement étudiant de 1968.

Les politiques de réparation, progressivement mises en place à partir de 1949, furent dans un premier temps uniquement orientées vers les victimes allemandes. La prise en compte des victimes des Allemands n'intervint que quelques années plus tard et dans le contexte – et sous la pression des Alliés occidentaux – des efforts allemands pour augmenter leur degré de

[1] Comme le prochain chapitre le démontrera, des mouvements similaires avaient cours en RDA dans la phase de consolidation du nouveau régime socialiste.

souveraineté. Ces politiques, censées accorder le crédit moral nécessaire pour l'acceptation de la RFA parmi les nations occidentales, favorisaient, au contraire, une renaissance de sentiments antisémites qui se manifestaient plus particulièrement dans une vague d'actes de vandalisme entre 1959 et 1960.

Cette vague avait pour conséquence un changement des mentalités, aussi bien au niveau de la population ouest-allemande que parmi l'élite politique concernant les lacunes de la *Vergangenheitsbewältigung* telle qu'elle avait été pratiquée jusqu'alors.

I - « Über den Nationalismus hinausgewachsen[1] » : les années Adenauer

In the Adenauer era, the political elite crafted exactly the kind of defensive and self-centered politics of history that contemporaries appreciated and that many members of subsequent generations found dishonest and distasteful[2].

Die 50er Jahre brachten das Kunststück zustande, die ehemaligen Nazis zu integrieren und zugleich die politische und ökonomische Verfassung der Bundesrepublik zur Negation des Nationalsozialismus zu erklären[3].

Les années 50, et plus largement toute la période Adenauer, présentent une série d'évolutions contradictoires, oscillant entre l'omniprésence du passé national-socialiste et la volonté de retrouver une certaine forme de « normalité » qui s'exprimait dans la reconstruction et le développement économique permettant aux Allemands de se réaffirmer à travers le travail et de célébrer chaque acquisition d'un des marqueurs matériels de la modernité, comme le réfrigérateur ou la télévision, comme un pas de plus sur le « chemin vers le bonheur[4] ».

Dans le contexte de la Guerre froide naissante, notamment à partir de 1947, un relâchement sensible dans les efforts de dénazification et les débuts d'une amélioration des situations économique et sociale dans les zones occidentales constituèrent la base de ce qui allait devenir la « décennie du silence[5] ». A partir du moment où les autorités alliées avaient délégué la responsabilité de la dénazification aux *Länder*, les administrations de ces derniers cédaient à une pression populaire en allégeant constamment les charges retenues contre les accusés, empêchant ainsi un grand nombre de procédures d'aboutir. Un grand nombre de

[1] « Le dépassement du nationalisme », ADENAUER. *Erinnerungen*, op. cit., p. 501.

[2] KANSTEINER, Wulf. *In pursuit of German memory: history, television and politics after Auschwitz*. Athens (Ohio): Ohio University Press, 2006, 438 p., p. 186.

[3] « Les années 50 ont réussi la prouesse d'intégrer les anciens nazis et, en même temps, de faire de la constitution politique et économique de la République fédérale la négation du national-socialisme. » KÖNIG. *Zukunft der Vergangenheit*, op. cit., p. 25.

[4] NIETHAMMER, Lutz. *Deutschland danach: postfaschistische Gesellschaft und nationales Gedächtnis*. Bonn: Dietz, 1999, 623 p., p. 154.

[5] FISCHER, Torben / LORENZ, Matthais N. (dir.). *Lexikon der "Vergangenheitsbewältigung" in Deutschland: Debatten- und Diskursgeschichte des Nationalsozialismus nach 1945*. Bielefeld: transcript Verlag, 2007, 397 p., p. 107.

« Hauptschuldige (*principaux coupables*) » et de « Belastete (*impliqués*) », parmi eux des Gauleiter et des secrétaires d'État, ont ainsi été reclassés dans les catégories « Mitläufer (*suiveurs*) » et « Minderbelastete (*moins impliqués*) » et furent, grâce à cette reclassification, innocentés et libérés de toutes les charges pesant contre eux.

De cette manière, les procédures de dénazification devenaient des « usines à suivistes (*Mitläuferfabriken*[1]) », innocentant une grande partie des coupables en leur fournissant la fameuse « carte blanche (Persilschein[2]) » qui prouvait leur innocence et leur permettait la réinsertion dans la vie active. La dénazification était, pour des raisons évidentes, très impopulaire parmi les Allemands. A titre d'exemple, on citera une « révolte » le 4 octobre 1951 dans la ville de Stadtoldendorf lors de laquelle tous les documents concernant la dénazification ont été brûlés publiquement et en présence de tous les officiels de la ville. Selon les participants, il s'agissait d'un « acte de réconciliation » et d'une « démonstration pour la paix ». Cette action était le témoin de la « nécessité d'aller de l'avant » car la majorité des habitants de la ville avait été déclarée « belastet[3] ».

Jusqu'à la Chute du Mur, les années Adenauer ont été assimilées à la « restauration », à une époque de « Biedermeyer motorisé (*motorisierter Biedermeyer*[4]) ». Dans un premier temps, ce terme désignait une « ambiance culturelle de restauration et une démocratisation embourbée (*biedermeierliches Kulturambiente und steckengebliebene Demokratisierung*[5]) ».

---

[1] NIETHAMMER. *Mitläuferfabrik*, op. cit. Le terme *Mitläufer* (suiviste) était la quatrième des cinq catégories utilisées lors de la dénazification, désignant des individus n'étant ni particulièrement impliqués dans le national-socialisme, ni s'étant activement impliqués dans la résistance.

[2] Le *Persilschein*, faisant référence à la lessive *Persil* (réputée pour garantir l'éclat parfait pour le linge blanc), était le document tant convoité par les Allemands accusés d'avoir soutenu le régime national-socialiste car il attestait que l'individu en question n'avait pas été impliqué dans le régime : il était « blanc comme du linge propre ». Voir GARBE, Detlef. Äusserliche Abkehr, Erinnerungsverweigerung und "Vergangenheitsbewältigung": Der Umgang mit dem Nationalsozialismus in der frühen Bundesrepublik. *In* SCHILDT, Axel/SYWOTTEK, Arnold (dir.). *Modernisierung im Wiederaufbau. Die westdeutsche Gesellschaft in den 50er Jahren*. Bonn: Dietz, 1998, pp. 693-716, pp. 699-700.

[3] Voir MARGALIT, Gilad. *Guilt, suffering and memory: Germany remermbers its dead of World War II*. Bloomington (Ind.): Indiana University Press, 2010, xi-387 p., p. 105; REICHEL. *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland*, op. cit., p. 108.

[4] L'expression « motorisierter Biedermeier » a été forgée par l'écrivain Erich Kästner en 1956 pour désigner une attitude de repli sur soi et sur la sphère familiale, comparable à celle du *Biedermeyer* qui avait dominé en Allemagne entre 1815 et 1848. Voir KRÜGER, Renate. *Biedermeier: eine Lebenshaltung zwischen 1815 und 1948*. Wien: Tusch, 1979, 238 p; SCHILDT, Gerhard. *Aufbruch aus der Behaglichkeit: Deutschland im Biedermeier, 1815-1847*. Braunschweig: Westermann, 1989, 368 p.

[5] SIEMONS, Mark. "Die Wiederkehr des Unerwünschten: Restauration - die vielen Gesichter eines Mythos." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 10.01.1987. Pour une analyse globale et complète des années Adenauer, voir BÜHRER, Werner (dir.). *Die Adenauer-Ära: die Bundesrepublik Deutschland 1949-1963*. München: Piper,

Ce terme visait, dans un deuxième temps, le traitement du passé national-socialiste et incluait le reproche de l'oubli *volontaire*, de l'évitement de la responsabilité morale, le rétablissement des conditions ressemblant désespérément à celles de l'avant-guerre[1].

Par ailleurs, les caractérisations *a posteriori* des années 1950 oscillent entre le « reproche d'une seconde culpabilité[2] » et la « légende d'une 'seconde culpabilité[3]' ». Ralph Giordano a formulé la première position en soutenant la thèse que les années 1950 étaient caractérisées par un oubli généralisé du passé proche, ce qui constituerait, après les horreurs de l'Holocauste, une deuxième culpabilité des Allemands. Selon cette thèse, la reconstruction matérielle et le miracle économique des années 1950 avaient occulté un travail de mémoire qui aurait été moralement nécessaire pour « purger » les crimes du passé.

Manfred Kittel et d'autres auteurs, majoritairement conservateurs, soutenaient, au contraire, l'idée que la « légende d'une 'seconde culpabilité' » ne peut être maintenue, car, contrairement aux idées reçues, durant les années 1950, le travail de mémoire avait été fait, grâce notamment à la politique de dénazification menée par les forces d'occupation alliées[4]. Cette dernière thèse peut certainement être validée en partie concernant le processus de dénazification qui avait évincé les plus éminents représentants du IIIème Reich de leurs fonctions. En revanche, les tendances restauratrices – dans le sens d'un oubli – dans la société sont évidentes et il est moins pertinent de parler d'un « travail de mémoire » que d'un « devoir » né de la défaite et de l'occupation. Il s'agissait d'ailleurs d'un « devoir » envers les vainqueurs en non pas envers les victimes qui, dans les premières décennies et à l'exception des réfugiés allemands organisés dans des associations puissantes[5], étaient absentes du débat public.

1993, 363 p. Bührer présente cette période comme une oscillation constante entre les tendances restauratrices et les mouvements de modernisations, atténuant ainsi les critiques d'avant 1989.

[1] SIEMONS. « Die Wiederkehr der Unerwünschten. », art. cit.

[2] GIORDANO, Ralph. *Die zweite Schuld oder Von der Last, Deutscher zu sein*. Köln: Kiepenheurer & Witsch, 2000 (1987), 367 p.

[3] KITTEL, Manfred. *Die Legende von der "Zweiten Schuld": Vergangenheitsbewältigung in der Ära Adenauer*. Berlin: Ullstein, 1993, 480 p.

[4] Voir GRAML, Hermann. Die verdrängte Auseinandersetzung mit dem Nationalsozialismus. *In* BROSZAT, Martin (dir.). *Zäsuren nach 1945: Essays zur Periodisierung der deutschen Nachkriegsgeschichte*. München: Oldenbourg, 1990, pp. 169-183.

[5] ERF, Peter. *Die Vertriebenen in Westdeutschland 1945-1949: ein Beitrag zur 'Restuarationsdebatte'*. Universität Osnabrück, thèse de doctorat sous la direction de, 1984, 360 p; FRANTZIOCH, Marion. "Die Integration der Vertriebenen und ihr Einfluss auf die Gesellschaft der Bundesrepublik Deutschland." Deutsche

Le « travail de mémoire » à proprement parler semble avoir été remplacé par un refoulement, un silence collectif de la majorité de la société qui était orientée vers l'avenir et occupée par la guérison des blessures individuelles et familiales (soldats tués au front ou en encore en captivité en URSS ou victimes des bombardements alliés) tout en profitant du « miracle économique » qui connaissait son essor après la réforme monétaire de 1948[1].

S'il est vrai que dans un premier temps, de 1949 à 1954, l'attention publique et politique s'est focalisée sur la reconstruction matérielle et la construction d'un Etat fonctionnel aux différents niveaux (national, régional et local) et indépendant de l'administration alliée, un changement de mentalité a eu lieu à partir de la deuxième moitié des années 1950. Il affectait profondément les attitudes des Allemands face au passé et préparait, en quelque sorte, le terrain pour le développement des années 1960 et la mise en cause généralisée des pratiques mémorielles et politiques par la génération de 1968. Il s'agira de présenter cet « ensemble de tendances opposées[2] » qui caractérise les années 1949 à 1968.

Studien: 242-258; LEHMANN, Albrecht. Oder-Neisse-Linie und Heimatverlust: Interdependenzen zwischen Flucht/Vertreibung und Revisionismus. *In* GREBING, Helga (dir.). *Flüchtlinge und Vertriebene in der westdeutschen Nachkriegsgeschichte: Bilanzierung der Forschung und Perspektive für die künftige Forschungsarbeit*. Hildesheim: August Lax, 1987, pp. 107-116; LEHMANN, Albrecht. *Im Fremden ungewollt zuhaus: Flüchltinge und Vertriebene in Westdeutschland 1945-1990*. München: C. H. Beck, 1991, 265 p; LÜTTINGER, Paul. "Der Mythos der schnellen Integration : eine empirische Untersuchung der Integration der Vertriebenen und Flüchtlinge in der Bundesrepublik Deutschland bis 1971 " Zeitschrift für Soziologie 15 (1986): 20-36.

[1] Voir ABELSHAUSER. *Deutsche Wirtschaftsgeschichte seit 1945*, op. cit., pp. 120-130; BROSZAT, Martin / HENKE, Klaus-Dietmar / WOLLER, Hans (dir.). *Von Stalingrad zur Währungsreform : zur Sozialgeschichte des Umbruchs in Deutschland*. München: Oldenbourg, 1988, 767 p.

[2] NAUMANN. Zwischen Tabu und Skandal. op. cit., p. 40.

A - « Der geschenkte Staat im Stande kindlicher Reinheit[1] »: Vergangenheitspolitik et les politiques de l'oubli

> Wir haben so verwirrte Zeitverhältnisse hinter uns, dass es sich empfiehlt, generell tabula rasa zu machen. (…) Weiteste Kreise des deutschen Volkes erwarten eine Amnestie[2].

> In the postwar decade, daring more democracy meant attaining less memory and justice[3].

> Typisch für die 50er Jahre ist nicht das Verleugnen, Beschweigen und Tabuisieren der Vergangenheit, sondern die weitgehende Abwesenheit des Gefühls der Schuld, der Scham und des schlechten Gewissens[4].

Hermann Lübbe a souligné que le « silence collectif (*kollektives Beschweigen*) » – l'occultation caractéristique du passé dans les années 1950 – a été le fondement nécessaire pour un soutien massif de la population à la jeune République fédérale et à son système politique démocratique. La citation de Jeffrey Herf ci-dessus souligne également ce paradoxe. Ce silence aurait permis, à long terme, d'intégrer l'Holocauste dans l'identité et l'histoire nationale. Lübbe présente le silence collectif comme le mode de *Vergangenheitsbewältigung*, enjambant les générations, incluant les bourreaux, les suivistes et les victimes et constituant le consensus selon lequel les implications personnelles, tant qu'elles n'étaient pas pénalement poursuivies, n'étaient pas abordées publiquement. Ce silence a, selon Lübbe, seulement été rompu avec la génération de 1968. Cette tactique aurait permis aux personnes impliquées dans le régime national-socialiste de prendre leurs distances et d'amorcer le processus de deuil en mémoire des victimes. En même temps, il permettait – dans la période de transition vers le nouveau système démocratique – à tous les citoyens d'adhérer au nouveau système politique en incluant l'intégralité de la population dans le processus.

---

[1] « L'État offert dans un état de pureté infantile » ; FREI, Norbert. Vergangenheitspolitik in den fünfziger Jahren *In* LOTH, Wilfried/RUSINEK, Bernd A. (dir.). *Verwandlungspolitik : NS-Eliten in der westdeutschen Nachkriegsgesellschaft*. Frankfurt a/M: Campus Verlag, 1998, pp. 79-92, p. 80.

[2] « Nous avons traversé une période si troublée qu'il serait préférable de faire table rase du passé (…). De larges parties du peuple allemand attendent une amnistie » ; Konrad Adenauer lors d'une réunion du Kabinett der Bundesregierung du 26 Septembre 1949. Cité dans *Ibid.*, p. 81.

[3] HERF, Jeffrey. *Divided memory : the Nazi past in the two Germanys*. Cambridge (Mass.): Harvard University Press, 1997, 527 p., p. 390.

[4] « Ce qui est typique des années 1950 n'est pas tant le fait de nier, de rester silencieux sur et de rendre tabou le passé, mais l'absence généralisée d'un sentiment de culpabilité, de honte et de mauvaise conscience. » KÖNIG. *Zukunft der Vergangenheit*, op. cit., p. 25.

Il est vrai qu'un des aspects attractifs du système démocratique tel qu'il était mis en place – outre l'attractivité d'une promesse d'amélioration de la situation économique qu'il offrait – était qu'il suffisait d'accepter les règles du jeu démocratique – au moins en public – et cela indépendamment des convictions personnelles – qui pouvaient (continué à) être exprimées en privé. Formulé de manière plus critique, l'on pourrait être tenté de dire que la transformation des anciens national-socialistes en démocrates se faisait justement au prix de ce silence collectif et de son acceptation par le pouvoir politique et les dirigeants de la jeune République fédérale qui était proportionnel à l'augmentation du niveau de vie. Il est d'ailleurs intéressant de souligner que la même logique s'opérait dans la RDA naissante, la différence fondamentale étant que cette dernière avait mis en place, dès sa création, un système de surveillance qui allait jusque dans la sphère familiale, réduisant ainsi la possibilité de formuler ouvertement ces pensées nostalgiques ou de revanchisme.

Parallèlement, ce silence permettait également un rattachement à la continuité de l'histoire allemande après la rupture de 1945. Selon l'interprétation de Lübbe, le deuil silencieux des victimes allemandes et son absence de la sphère publique doivent être considérés comme l'expiation collective des crimes commis au nom du peuple allemand[1]. Pour ainsi dire, il y avait une « solidarité disculpante » qui liait les Allemands entre eux, une forme de solidarité qui pouvait s'appuyer sur des mémoires et souvenirs – partiels et lacunaires, notamment concernant la culpabilité et l'implication individuelles – pour constituer la communauté nationale ouest-allemande.

Cette solidarité était fonctionnelle tant que l'oubli qu'elle impliquait n'était pas transporté sur la scène politique et restait un consensus silencieux, une sorte de vernis démocratique. L'affirmation publique de l'oubli l'aurait placée en porte-à-faux avec le rejet officiel du national-socialisme. Il s'agissait donc de maintenir une séparation et une distinction stricte entre les passés individuels et le présent de la jeune RFA.

La mémoire privée et familiale se trouvait ainsi dépolitisée : « Es zählte nicht, was jemand in der Zeit des NS getan hatte und wie er sich nun zu dieser Gegenwart verhielt, sondern es zählte nur was er für die neue Ordnung zu leisten imstande und bereit war und

---

[1] Voir LÜBBE, Hermann. "Der Nationalsozialismus im deutschen Nachkriegsbewusstsein." Historische Zeitschrift 236 (1983): 579-599. Pour une analyse détaillée des positions de Lübbe, voir HEUER, Klaus. *Die geschichtspolitische Gegenwart der nationalsozialistischen Vergangenheit: zur Analyse unbearbeiteter Loyalitäten am Beispiel des Historisierungsansatzes von Hermann Lübbe*. Kassel: Kassel University Press, 2001, 164 p.

wofür er in seiner Berufsrolle und Öffentlichkeit einstand[1]. » Il est intéressant de noter que cette approche de la relation au passé national-socialiste présente une grande similitude avec la position officielle du gouvernement de la RDA concernant l'intégration des anciens national-socialistes dans le nouveau régime, comme il sera explicité dans le prochain chapitre, avec la différence fondamentale qu'en RDA il s'agissait d'un discours public et officiel, porté par le parti unique, alors qu'en RFA les choses semblent avoir été moins clairement formulées.

Cette interprétation fonctionnaliste du silence perd de vue que, selon Norbert Frei, ce « miracle d'intégration (*Integrationswunder*) » – l'intégration de la population allemande et des anciens national-socialistes dans le nouveau régime démocratique – reposait essentiellement sur une politique active qui consistait principalement en un « dépassement du dépassement antérieur du national-socialisme (*Bewältigung der frühen NS-Bewältigung*[2]) ». Dans ce sens, il parle de « politiques du passé (*Vergangenheitspolitik*) », terme qui cherche à décrire cet ensemble de politique active et politiquement portée, d'intégration et de démarcation par rapport au passé qui était soutenu par la population de la jeune République fédérale :

> (Vergangenheitspolitik) greift kürzer, ist aber unvergleichlich viel präziser als der Begriff ‚Vergangenheitsbewältigung' und nicht wie dieser im Grunde auf alles politische Handeln zu beziehen, das als Reaktion auf das „Dritte Reich" verstanden werden kann. Vergangenheitspolitik bezeichnet demgegenüber einen politischen Prozess, der sich ungefähr über eine halbe Dekade erstreckte und durch hohe gesellschaftliche Akzeptanz gekennzeichnet war, ja geradezu kollektiv erwartet wurde. In erster Linie ging es dabei um Strafaufhebungen und Integrationsleistungen zugunsten eines Millionenheers ehemaliger Parteigenossen, die fast ausnahmslos in ihren sozialen, beruflichen und staatsbürgerlichen – nicht jedoch politischen – Status quo ante versetzt wurden, den sie im Zuge der Entnazifizierung, Internierung oder der Ahndung ‚politischer' Straftaten verloren hatten. In zweiter Linie, gewissermaßen flankierend, ging es um die politische und justizielle Grenzziehung gegenüber den ideologischen Restgruppen des Nationalsozialismus (…). Was als Vergangenheitspolitik verstanden und untersucht werden soll, konstituiert sich somit aus den Elementen Amnestie, Integration und Abgrenzung[3].

---

[1] « Ce que quelqu'un avait fait pendant la période nationale-socialiste et comment il se positionnait par rapport au présent ne comptait pas ; ce qui importait était ce qu'il voulait et pouvait faire pour le nouvel ordre (politique) et comment il se positionnait dans son travail et en public. » Richard Löwenthal, cité dans LÜBBE. « Nationalsozialismus. », art. cit.

[2] FREI. Vergangenheitspolitik. op. cit., p. 80.

[3] « Le terme 'politique du passé' n'est pas aussi exhaustif, mais considérablement plus précis que le terme 'surmonter le passé' et ne renvoie pas à toute action politique qui peut être interprétée comme réaction au III[ème]

Suivant cette argumentation, la fondation de la RFA constitue une césure fondamentale dans la discussion publique du passé national-socialiste telle qu'elle avait été pratiquée de 1945 à 1949, principalement en raison de la suppression des limitations et des restrictions liées à l'occupation alliée[1]. A partir de 1949 et afin de garantir la réussite de l'implantation du système démocratique, il devint opportun de ne plus aborder le passé immédiat sous forme d'un regard critique, de tirer un trait sous le passé pour le rendre moins présent. Ainsi, s'instaura une forme de silence morale qui rendit possible ce qu'Helmut König décrit comme « l'absence généralisée d'un sentiment de culpabilité, de honte et de mauvaise conscience[2] ».

La majorité des Allemands de l'Ouest considéraient le nouveau chapitre de l'histoire qui s'ouvrait le 23 mai 1949 – l'entrée en vigueur de la Loi fondamentale et, par conséquent, date fondatrice de la RFA – comme un nouveau texte à écrire sur les pages blanches et innocentes du livre de l'histoire allemande[3]. D'une certaine manière, le *Sonderweg* allemand était terminé et la RFA, malgré la division de l'Allemagne, rentrait dans la « normalité » attendue[4]. Cette idée de césure allait, plus tard, être reprise par Daniel J. Goldhagen dans son livre sur les « exécuteurs volontaires d'Hitler » dans lequel il constatait que l' « antisémitisme exterminateur » qui avait était l'élément central du comportement collectif des Allemands jusqu'en 1945 avait trouvé une fin abrupte et radicale avec l'avènement de la RDA en 1949.

Les politiques d'amnisties que le gouvernement avait menées avec le soutien du parlement dès les premiers jours de la nouvelle République fédérale contribuèrent à mettre, d'abord *de facto* puis *de iure*, un terme à la dénazification[5].

Reich. La politique du passé désigne, au contraire, un processus politique qui s'étale sur la moitié d'une décennie et qui se caractérisait par sa grande acceptation dans la société, et qui était presque collectivement attendu. Il s'agissait principalement d'annuler les peines des millions d'anciens membres du parti et de les intégrer. Presque sans exception, ils étaient remis dans leur *status quo ante* social, professionnel et de citoyen – mais pas politique – qu'ils avaient perdu lors de la dénazification, de l'internement ou de la poursuite de leurs crimes politiques. Dans un deuxième temps, servant d'encadrement, il s'agissait d'une délimitation politique et juridique par rapport aux derniers adhérents de la pensée nazie (…). Ce qui va être considéré et analysé comme politique du passé est ainsi constitué d'amnistie, d'intégration et de délimitation » ; FREI, Norbert. *Vergangenheitspolitik: die Anfänge der Bundesrepublik und die NS-Vergangenheit*. München: DTV, 1996, 460 p., pp. 13-14.

[1] SCHILDT. Öffentlichkeit der Nachkriegszeit. op. cit., p. 34.

[2] KÖNIG. *Zukunft der Vergangenheit*, op. cit.

[3] FREI. Vergangenheitspolitik. op. cit., p. 80.

[4] L'argumentation inverse – et davantage réactionnaire – est de considérer que les fondations des deux États allemands ouvrent un nouveau *Sonderweg* allemand : la situation de coexistence de deux États allemands étant interprétée comme une nouvelle étape du développement « déviant » de la nation allemande.

[5] Le 8 septembre 1949, le *Deutsche Partei* exigeait des lois « zum sofortigen Abschluss der Entnazifizierung und eine Amnestie aller von den Folgen der bisherigen Entnazifizierung Betroffenen der Gruppen 3 und 4

Le projet d'amnistie, porté par un large soutien populaire et politique, fut réalisé avant la fin de l'année 1949. Alors que le projet de loi visait principalement ceux qui avaient été condamnés à des peines de moins de six mois, il donnait aussi la possibilité de voir leur situation individuelle réévaluée aux anciens hauts fonctionnaires et dignitaires du régime national-socialiste qui avaient préféré changer d'identité à la fin de la guerre pour échapper à leur condamnation et rester impunis[1]. L'amnistie des « faisans d'or (*Goldfasan*[2]) » était justifiée politiquement par leur nécessaire intégration dans le nouvel ensemble politique afin de garantir son fonctionnement. Norbert Frei cite les raisons avancées :

> (D)en zahlreichen Personen, die sich bis zum heutigen Tage wegen ihrer früheren Verbindungen mit dem Nationalsozialismus unter falschem Namen, mit falschen Papieren oder ohne ordnungsgemäße polizeiliche Meldung im Bundesgebiet aufhalten, (soll) Gelegenheit gegeben werden, wieder ein gesetzmäßiges Leben zu beginnen und einen auch im Interesse der öffentlichen Ordnung und Sicherheit höchst unerwünschten Zustand der Illegalität zu beseitigen[3].

De manière intéressante, les discussions autour du sujet évoquaient les « confusions (*Verwirrungen*) » du passé (le IIIème Reich était ainsi désigné) et la nécessité d'« oublier le passé[4] ». Le succès populaire de l'amnistie reposait donc sur le fait qu'une grande majorité de la population considérait comme nécessaires la liquidation des politiques de dénazification des Alliés et la prise en charge de leur destin et de leur passé par les Allemands eux-mêmes. Il s'agissait d'une position déjà populaire dans l'immédiat après-guerre en raison de la supposée mauvaise gestion du quotidien par les forces d'occupation.

La réintégration des fonctionnaires grâce à une loi fédérale de mai 1951, faisant référence à l'article 131 de la Loi fondamentale (*Gesetz zur Regelung der Rechtsverhältnisse*

(permettant l'arrêt immédiat de la dénazification et une amnistie de tous ceux appartenant aux groupes 3 et 4 et ayant été touchés par la dénazification) », alors que la *Wirtschaftliche Aufbau-Vereinigung* (Association pour la reconstruction économique) prônait une « General-Amnestie für Mitläufer und Minderbelastete (amnistie générale pour les suiveurs et moins incriminés) ».

[1] Si ces personnes se manifestaient avant le 31 mars 1950, les charges retenues contre elles étaient abandonnées à l'exception des délits qualifiés de « crimes » (qui étaient punis par des peines de prison de plus de cinq ans).

[2] En argot, le terme *Goldfasan* désignait les haut-dignitaires du NSDAP. Il fait référence aux couleurs de l'uniforme (brun, rouge et or) ressemblant au faisan d'or ainsi qu'à leur comportement (une vie dans le luxe).

[3] « On souhaite ainsi donner aux nombreuses personnes qui se trouvent, jusqu'à aujourd'hui, sur le territoire sous un faux nom, avec de faux papiers ou sans s'être inscrites dans les registres de la police en raison de leurs anciennes relations avec le national-socialisme, la possibilité de recommencer une vie respectueuse des lois et de mettre un terme à un état d'illégalité hautement indésirable, aussi dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publique. » FREI. Vergangenheitspolitik. op. cit., p. 82.

[4] Cité dans *ibid*, p. 84.

der unter Artikel 131 des Grundgesetz fallenden Personen[1]), exprimait de nouveau la volonté de mener à bien la *Vergangenheitspolitik* officielle, en donnant à plus de 300.000 anciens fonctionnaires la possibilité de réintégrer la fonction publique en dépit de leur engagement actif dans le régime national-socialiste[2]. Dans ce contexte, Norbert Frei parle d'une « rupture de digue des politiques du passé (*vergangenheitspolitischer Dammbruch*) » : parmi les bénéficiaires de l'article 131 (« die 131er ») se trouvaient, entre autres, des anciens membres de la Gestapo et de la Waffen-SS.

Plus généralement, le climat était propice à des comportements de plus en plus osés et inimaginables quelques années auparavant : « Kaltschnäuzig wagten sich praktisch alle hervor, die ihre Unterbringung oder Versorgung nicht schnell oder noch nicht weitgehend genug erfüllt glaubten : unter anderem die zunächst ausgesparten 'geborenen' Berufsoffiziere der Waffen-SS[3] ».

Plus généralement, Gotthard Jasper parle dans ce contexte d'une expression nette de la « mentalité du trait final (*Schlussstrichmentalität*) », avec laquelle on sonnait la fin de la dénazification et stabilisait définitivement la continuité chez les fonctionnaires[4]. Dans la

---

[1] L'article 131 de la Loi fondamentale stipule que la régularisation de la situation administrative et juridique de toute personne bénéficiant d'un statut de fonctionnaire (y compris des réfugiés et des expulsés) à la date du 8 mai 1945 et ayant perdu ce statut après cette date relève d'une loi fédérale.

[2] Même si durant les premières années d'après-guerre une grande partie des anciennes élites avait été remplacée sous la pression des Alliés, au niveau institutionnel un grand nombre d'anciens fonctionnaires avait été maintenu. Ainsi, en Bavière, en 1949, 29.4% des fonctionnaires avaient été membres du NSDAP. A l'opposé, seule une minorité des victimes du national-socialisme avait retrouvé un poste. Voir GARBE. Äusserliche Abkehr. op. cit., p. 700. Lors de la création de la Loi fondamentale, la majorité du « *Parlamentarischer Rat* » s'était opposée à l'interdiction de réembaucher les fonctionnaires qui avaient déjà servi sous le IIIème Reich. Pour une présentation de la continuité personnelle voir aussi HENKE, Klaus-Dietmar. Die Grenzen der politischen Säuberung nach 1945. *In* HERBST, Ludolf (dir.). *Westdeutschland 1945-1955: Unterwerfung, Kontrolle, Integration*. München: Oldenbourg, 1986, pp. 127-133; HERBERT, Ullrich. NS-Eliten in der Bundesrepublik. *In* LOTH, Wilfried / RUSINEK, Bernd A. (dir.). *Verwandlungspolitik : NS-Eliten in der westdeutschen Nachkriegsgesellschaft*. Frankfurt a/M: Campus Verlag, 1998, pp. 93-116; RUCK, Michael. Kontinuität und Wandel: westdeutsche Verwaltungseliten unter dem NS-Regime und in der Bundesrepublik.Ibid.(dir.). pp. 117-142.

[3] « Insensiblement, s'avançaient tous ceux qui considéraient leur intégration ou prise en charge comme trop lente ou pas accomplie ; parmi eux figuraient les officiers de métier de la Waffen-SS qui avaient été laissés de côté (dans la politique de réhabilitation et de réintégration, TT). » FREI. Vergangenheitspolitik. op. cit., p. 86. Le ministère des Affaires étrangères connaissait la plus grande continuité personnelle : une commission d'enquête parlementaire mettait au jour en 1951 que 66% des fonctionnaires avaient été membres du parti national-socialiste – plus que pendant les années 1933 à 1945 ; voir BROCHHAGEN, Ulrich. *Nach Nürnberg: Vergangenheitsbewältigung und Westintegration in der Ära Adenauer*. Hamburg: Junius, 1994, 469 p., pp. 191-195.

[4] JASPER, Gotthard. Wiedergutmachung und Westintegration: die halbherzige justizielle Aufarbeitung der NS-Vergangenheit in der frühen Bundesrepublik. *In* HERBST, Ludolf (dir.). *Westdeutschland 1945-1955: Unterwerfung, Kontrolle, Integration*. München: Oldenbourg, 1986, pp. 183-202, p. 199.

presse de l'époque, le terme de « re-nazification » fut parfois utilisé pour caractériser cette politique de réintégration rendue possible par la loi de 1951[1].

Konrad Adenauer avait souligné cette idée d'un trait final sur le passé en général et la politique de dénazification menée par les Alliés en particulier dans sa première déclaration devant le *Bundestag* nouvellement élu lorsqu'il s'adressait aux députés après sa nomination en tant que chancelier :

> Durch die Denazifierung ist viel Unglück und viel Unheil angerichtet worden. (…) Aber im übrigen dürfen wir nicht mehr zwei Klassen von Menschen in Deutschland unterscheiden : die politisch Einwandfreien und die Nichteinwandfreien. Diese Unterscheidung muss baldigst verschwinden. Der Krieg und die Wirren der Nachkriegszeit haben eine so harte Prüfung für viele gebracht, dass man für manche Verfehlungen und Vergehen Verständnis aufbringen muss. Es wird daher die Frage einer Amnistie von der Bundesregierung geprüft werden[2].

Les mots choisis par Adenauer (*Wirren*, *Verfehlungen*, *Verständnis*) sous-entendent une relativisation des comportements individuels qui relèveraient davantage de la catégorie de l'erreur de jugement que de la faute morale et d'une participation à des crimes contre l'humanité. Cette interprétation est renforcée par l'absence de mention du national-socialisme, le chancelier évoquant uniquement « la guerre » et « les divagations de l'après-guerre ». Ainsi, tout lien entre l'appartenance au NSDAP, crimes commis et pardon accordé est effacé au profit d'une attitude « compréhensive ».

La *Vergangenheitspolitik* des années 1949 à 1954 a eu pour résultat qu'au milieu des années 1950 (presque) plus personne ne devait craindre une poursuite pénale pour les actes et crimes commis entre 1933 et 1945. La majorité de ceux qui étaient passés par les procédures de dénazification et qui avaient été condamnés se trouvaient désormais amnistiés. Une grande partie de ceux qui avaient été jugés après les procès de Nuremberg et par des tribunaux militaires alliés en tant que criminels de guerre se trouvaient également graciés[3].

---

[1] Voir BROCHHAGEN. *Nach Nürnberg*, op. cit., pp. 176 et 179 suiv.

[2] « La dénazification a causé beaucoup de malheurs et de dommages. (…) D'ailleurs, nous ne devons plus distinguer deux catégories de personnes en Allemagne : les politiquement compromis et les non-compromis. Cette distinction doit disparaître. La guerre et les divagations de l'après-guerre ont été une si dure épreuve pour beaucoup qu'il convient de se montrer compréhensif envers certains erreurs et délits. Par conséquent, le gouvernement considérera la possibilité d'une amnistie. » ADENAUER, Konrad Déclaration du gouvernement du 20 septembre 1949. http://www.kas.de/wf/de/33.820/ (consulté le: 28.02.2008).

[3] Voir RÜCKERL, Adalbert. *NS-Verbrechen vor Gericht: Versuch einer Vergangenheitsbewältigung*. Heidelberg: Müller, 1982, 342 p., p. 131. Voir aussi FRIEDRICH, Jörg. *Die kalte Amnestie: NS-Täter in der Bundesrepublik*. München: Piper, 1994, 542 p.

Dans le sillage de la guerre de Corée et des débats autour de la création d'une armée allemande, le gouvernement Adenauer tentait d'influencer les Alliés afin que soient libérés les derniers criminels de guerre dont il soulignait la compétence militaire et stratégique nécessaire pour la nouvelle armée allemande (*Bundeswehr*[1]).

Comme les vagues de libération n'ont, matériellement, rien apporté de substantiel à la grande majorité de ceux qui les soutenaient (ils ne prétendaient pas à des dédommagements), la question des raisons de ce soutien populaire se pose. Norbert Frei parle ici d'une « indirektes Eingeständnis der gesamtgesellschaftlichen Verstrickung in den Nationalsozialismus[2] ». Tout comme Wolfgang Benz qui souligne que la thèse de la culpabilité collective n'aurait été rien d'autre qu'une construction défensive et que le reproche articulé aurait servi comme alibi au refus[3]. Aleida Assmann nuance néanmoins cette interprétation de la *Kollektivschuld* :

> Das Trauma der Kollektivschuld, mit dem sich die Deutschen nach Kriegsende konfrontiert sahen, wurde damals aus Gründen der Scham, der Uneinsichtigkeit und der Präokkupation mit der eigenen Not von vielen als die Zumutung einer unerträglichen seelischen Last abgewehrt. Die Zuschreibung einer kollektiven Schuld brachte reflexartig die Beteuerung kollektiver Unschuld hervor. (…) Der Satz: „Das ist eure Schuld !“ wurde umgewendet in die Form: „Das ist unsere Schuld!“ Mit dieser Internalisierung hat sich das Trauma der Kollektivschuld aufgelöst und ist zu einem Teil der politischen Selbstbestimmung der deutschen Nation geworden[4].

Ainsi, le soutien massif pour l'amnistie refléterait la reconnaissance de l'idée d'une culpabilité collective qui hantait la conscience collective allemande dès la fin de la guerre[5].

---

[1] Voir BROCHHAGEN. *Nach Nürnberg*, op. cit., pp. 196-212. Notamment le FDP et la DP œuvraient massivement dans le sens d'une libération des « Kriegsverurteilten » et en faisaient une question d'honneur national. Les « Begnadigungswellen (*vagues d'amnestie*) » lors desquelles presque tous les criminels de guerre étaient libérés jusqu'en 1958 « trug(en) erheblich dazu bei, dass der fundamentalen Unrechtscharakter des NS-Regimes und seines Angriffskrieges ausgeblendet werden konnte (contribuaient considérablement au fait que le caractère fondamentalement injuste du régime national-socialiste et de sa guerre pouvait être masqué). » FREI. Vergangenheitspolitik. op. cit., p. 90.

[2] « (R)econnaissance indirecte de l'implication de l'ensemble de la société dans le national-socialisme. » *Ibid*, p. 90-91.

[3] BENZ. Zum Umgang. op. cit., p. 52.

[4] « Le traumatisme de la culpabilité collective auquel les Allemands se trouvaient confrontés après la fin de la guerre fut repoussé par beaucoup, la considérant comme une exigence d'un poids psychique insupportable en raison de la honte, de l'incompréhension et de la préoccupation avec leur propre souffrance. L'attribution d'une culpabilité collective provoquait naturellement l'accentuation d'une innocence collective. (…) La phrase : 'C'est votre faute !' était transformée en la suivante : 'C'est notre faute !'. Grâce à cette internalisation, le traumatisme de la culpabilité collective s'est dissous et est devenu une constituante de l'autodéfinition de la nation allemande. » ASSMANN. *Geschichtsvergessenheit, Geschichtsversessenheit*, op. cit., p. 140.

[5] Voir aussi FREI. Kollektivschuldthese. op. cit.

Mais cette reconnaissance d'implication du peuple allemand était amoindrie par la logique de l'amnistie elle-même qui permettait l'oubli (juridique) des actes passés.

D'un point de vue institutionnel et intellectuel, les premières tentatives de *Vergangenheitsbewältigung* des premières années d'après-guerre ont été fortement réduites dans le contexte de l'avènement de la Guerre froide et des tendances de « restauration » telles qu'elles étaient véhiculées par la *Vergangenheitspolitik* du début des années 1950. Alors qu'au niveau de la population allemande, les années 1945 à 1949 avaient été caractérisées par les nécessités de la survie matérielle et le manque d'enthousiasme face à la politique de la dénazification, dans la première moitié des années 1950 la *Vergangenheitsbewältigung* était freinée par une prospérité économique, le désir de consommer et une confiance regagnée[1]. Parallèlement, l'éducation scolaire, notamment les manuels scolaires, commençaient à insérer le passé récent dans le schéma de l'anticommunisme et à délaisser les approches explicatives de l'antisémitisme, du racisme et du national-socialisme[2].

Sur la base de la reconstruction économique, l'idée du « wir sind wieder wer (*nous sommes redevenus importants*) » devenait de plus en plus populaire. Cette tendance allait encore se renforcer après la victoire de l'équipe nationale ouest-allemande aux championnats du monde de football à Berne en 1954[3]. Cette victoire – inattendue – semblait attester que le pays – toujours en grande partie en ruines mais en pleine reconstruction – allait de l'avant en prouvant sa supériorité (au moins dans le domaine footballistique), comparé aux autres nations, et, notamment face aux Hongrois donnés vainqueurs avant la finale[4]. Ainsi Jürgen Bertram distingue quatre aspects psychologiques de la victoire allemande :

> *Erstens* : der psychische Zustand einer um ihre Identität gebrachten Nation, deren Bezugspunkte, Orientierungswillen und Werte verloren gegangen waren. Das deutsche Volk habe unter der ‚Zentnerlast der Zweitklassigkeit' gelitten. Danach hat der Sieg von Bern die Republik zwar nicht neu begründet, aber mental

---

[1] GARBE. Äusserliche Abkehr. op. cit., p. 704.

[2] Voir BORRIES, Bodo von. "The Third Reich in German history textbooks since 1945." Journal of Contemporary History 38.1 (2003): 45-62; HOPF, Christel / NEVERMANN, Knut / SCHMIDT, Ingrid (dir.). *Wie kamen die Nationalsozialisten an die Macht: eine empirische Analyse von Deutungen im Unterricht*. Frankfurt a/M: Campus-Verlag, 1985, 344 p.

[3] Voir HEINRICH, Arthur. "The 1954 soccer World Cup and the Federal Republic of Germany's self-discovery." American Behavioral Scientist 46.11 (2003): 1491-1505; SEITZ, Norbert. "Was symbolisiert das 'Wunder von Bern'?" Aus Politik und Zeitgeschichte 26 (2004): 3-6.

[4] Parmi les nombreux textes traitant de la victoire de l'équipe ouest-allemande au Mondial de football de 1954, voir JORDAN, Stefan. "Der deutsche Sieg bei der Weltmeisterschaft 1954: Mythos und Wunder oder historisches Ereignis?" Historical Social Research 30.4 (2005): 263-287.

> verändert. *Zweitens*: der kollektive Rausch. Nicht elf Fußballer, sondern ‚wir', die Deutschen, hatten gewonnen. Nach dem 4. Juli 1954 hat es ein vergleichbares Datum der nationalen Begeisterung nur noch am 9. November 1989 gegeben, dem Tag, als die Mauer fiel. *Drittens*: die kollektive Verdrängung. Die glanzvollen Bilder der Sieger haben die düsteren Schatten der Vergangenheit überblendet. *Viertens*: das neue Selbstwertgefühl, wonach die Deutschen im Erfolg ihrer Fußballweltmeisterschaft sich selbst wie nach einer mirakulösen Auferstehung feierten[1].

Le caractère restaurateur de l'époque se manifestait donc sensiblement dans la *Vergangenheitspolitik* officielle qui reflétait le sentiment hostile de la majorité de la population face à un travail de mémoire public et imposé politiquement : « Im Laufe des ersten Nachkriegsjahrzehnts gingen die anfangs vorfindlichen Ansätze zur inneren Abkehr von der Vergangenheit in Abwehr über[2] ». Parallèlement, des réactions offensives se multipliaient, mêlant disculpation et « défense de culpabilité (*Schuldabwehr*) », reniement et inversion des rôles.

Les tentatives de justification faisaient référence au caractère totalitaire du régime national-socialiste, son pouvoir absolu et l'impossibilité d'échapper à la mise au pas (*Gleichschaltung*) de la population. Dans le IIIème Reich, l'individu aurait été privé de sa capacité d'action au péril de sa vie. Par ailleurs, l'opinion alors admise était que les crimes avaient été gardés secrets et qu'ils avaient été orchestrés par une minorité de coupables, innocentant ainsi le peuple allemand en général. Cette conception se perpétuait depuis l'immédiat après-guerre, renforçant l'idée que la culpabilité incombait à Adolf Hitler et à ses proches, aux dirigeants les plus hauts placés du régime national-socialiste. L'éloignement

---

[1] « Premièrement : l'état psychique d'une nation privée de son identité, qui avait perdu ses repères, sa volonté de s'orienter. Le peuple allemand aurait souffert du 'poids du déclassement'. Par la suite, la victoire de Berne n'a peut-être pas refondé la République mais l'a certainement changée mentalement. Deuxièmement : l'euphorie collective. Ce n'étaient pas onze joueurs de football qui avaient gagné mais 'nous', les Allemands. Après ce 4 juillet 1954, il n'y a eu qu'une seule fois une date comparable d'enthousiasme national, le 9 novembre 1989 lorsque le Mur est tombé. Troisièmement : l'oubli collectif. Les images brillantes des vainqueurs ont réussi à éclipser les ombres du passé. Quatrièmement : la nouvelle estime de soi qui permettait aux Allemands de se fêter eux-mêmes avec le succès de la Coupe de Monde de football comme après une résurrection miraculeuse. » BERTRAM, Jürgen. *Die Helden von Bern: eine deutsche Geschichte*. Frankfurt a/M: Scherz, 2004, 256 p., p. 236. Le film « Das Wunder von Bern » raconte l'histoire d'un des joueurs de l'équipe nationale. Le film a été un grand succès lors de sa sortie en salles.

[2] « Durant la première décennie de l'après-guerre, les premières tentatives de prendre de la distance par rapport au passé se transformaient en une posture de défense. » GARBE. Äusserliche Abkehr. op. cit., p. 705. Voir aussi BENZ. Zum Umgang. op. cit; JASPER. Wiedergutmachung und Westintegration. op. cit; NAUMANN. Zwischen Tabu und Skandal. op. cit; VOLLNHALS, Clemens. Zwischen Verdrängung und Aufklärung: die Auseinanderseztung mit dem Holocaust in der frühen Bundesrepublik. *In* BÜTTNER, Ursula (dir.). *Die Deutschen und die Judenverfolgung im Dritten Reich*. Frankfurt a/M: Fischer, 1992, pp. 381-423. Pour une vision positive, presque glorifiante de la « Vergangenheitsbewältigung » dans les années 1950, voir GRAML. Verdrängte Auseinandersetzung. op. cit.

géographique – la majorité des camps d'extermination se trouvaient à l'Est dans les territoires occupés par la *Wehrmacht* – fournissait un alibi pratique à cette position. Même les populations vivant dans les environs des camps de concentration sur le sol allemand (comme Dachau et Buchenwald) disaient ne pas être au courant des activités derrière les barbelés, non loin de leur domicile[1].

Ce rejet de culpabilité visait également la coalition des Alliés qui, par l'exigence d'une capitulation inconditionnelle, auraient « poussé » le peuple allemand dans une « guerre désespérée » et qui, de la même manière, auraient mené une guerre « terrible » contre lui : « Nicht selten wurde die furchtbare Erinnerung an die Zerstörung von Dresden, Hamburg, Köln und an die Hunderttausende von Bombenopfern dafür instrumentalisiert, die Bilder von den NS-Verbrechen zu überlagern[2] ». Cette argumentation refit surface au début des années 2000, dans le sillage de la publication du livre *Der Brand* de Jörg Friedrich[3] qui, d'ailleurs, utilise un vocabulaire proche de celui employé pour décrire l'horreur des camps de concentration.

Dans le prolongement des argumentations de l'immédiat après-guerre, les crimes national-socialistes étaient minimisés : la concentration sur la souffrance allemande (destruction, morts, captivité, expulsion, perte des territoires de l'Est, division allemande) se détachait de plus en plus des causes qui en étaient à l'origine et la souffrance de victimes allemandes était mise en avant au détriment des autres victimes. Ainsi, le souvenir de la souffrance de la population allemande (non juive) lors de la guerre prenait le dessus sur la mémoire de la souffrance des principales victimes du national-socialisme. La situation matérielle (politique, économique et sociale) difficile de la population allemande était reprochée aux Alliés qui, comme Adenauer l'avait souligné, n'étaient pas capables d'administrer le peuple allemand[4].

---

[1] Pour une excellente analyse du rapport des Allemands à la persécution et à l'extermination des Juifs allemands et européens, voir LONGERICH, Peter. *"Davon haben wir nichts gewusst!" Die Deutschen und die Judenverfolgung 1933-1945*. München: Siedler, 2006, 448 p.

[2] « Il n'était pas rare que la mémoire de la destruction terrible de Dresde, Hambourg, Cologne et des centaines de milliers de victimes des bombardements soit instrumentalisée pour se superposer aux images des crimes national-socialistes. » GARBE. Äusserliche Abkehr. op. cit., p. 706.

[3] FRIEDRICH, Jörg. *Der Brand: Deutschland im Bombenkrieg 1940-1945*. München: Propyläen, 2002, 591 p.

[4] Un article de Heinrich Mohr, de 1954, est paradigmatique pour ce type de justification à un niveau intellectuel. L'auteur y fait référence à la culpabilité des intellectuels anti-patriotiques (*anti-vaterländisch*), le rôle des pays étrangers dans la consolidation du pouvoir national-socialiste, les attaques aériennes contre la population civile

Avec Detlef Garbe, la situation jusqu'au milieu des années 1950 peut être résumée de la manière suivante : « So wurde in den 50er Jahren die Vergangenheit nicht auf-, sondern allenfalls an ihr abgearbeitet. Und wenn von Vergangenheitsbewältigung in jenen Jahren die Rede ist, dann wurde weniger das 'Dritte Reich' bewältigt, sondern das Geschehen der ersten Nachkriegsjahre[1] ».

La construction d'une identité de « victime » par la politique et, davantage, par la population allemande elle-même, constitue un des éléments majeurs de l'image de soi des Allemands dans les années 1950 et se trouve, de manière intéressante, opposée à la volonté du gouvernement de mener une politique de « réparation (Wiedergutmachung) » – politiques nécessaires à l'intégration de la RFA dans le monde occidental.

B - « Wiedergutmachung nationalsozialistischen Unrechts[2] » : victimes et compensations

> After Nazi fantasies had collapsed in devastating defeat, the war-damaged needed to salvage enough Nazi rhetoric to enjoy the benefits of victimhood (…). They needed to emphasize sacrifice and social solidarity in justifying recompense while minimizing culpability for the war. (…) Hence, most war-damaged individuals (tried to assert) innocence and horrible suffering[3].

> The rhetoric of German victimization and Soviet barbarism could be traced back to the last years of the war. New, however, in the postwar years was the explicit equation of suffering of German victims and the victims of Germans[4].

Robert G. Moeller, dans un travail sur les récits allemands de guerre, a montré « how in the first postwar decade the stories of expellees from Eastern Germany and Eastern Europe and German prisoners of war imprisoned on the Soviet Union were crafted into rhetorics of

---

allemande et le caractère secret et caché de l'extermination des Juifs ; voir MOHR, Heinrich. "Die Schuldfrage im Zusammenhang mit dem Zweiten Weltkrieg." Geschichte in Wissenschaft und Unterricht 5 (1954): 282-297.

[1] « Ainsi, dans les années 1950, le passé n'était pas surmonté mais, dans le meilleur des cas, déconstruit. Et quand il était question de travail de mémoire pendant ces années, il s'agissait moins du 'IIIème Reich' que des événements durant les premières années de l'après-guerre. » GARBE. Äusserliche Abkehr. op. cit., p. 707.

[2] « Réparation des torts national-socialistes ». HOCKERTS, Hans-Günter (dir.). *Nach der Verfolgung: Wiedergutmachung nationalsozialistischen Unrechts in Deutschland?* Göttingen: Wallstein, 2003, 285 p.

[3] HUGHES, Michael. "'Through no fault of our own': West Germans remember their war losses." German History 18.2 (2000): 193-213, p. 205.

[4] MOELLER. « War stories. », art. cit., pp. 1018-1019.

victimization in the arena of public policy and in the writing of 'contemporary history[1]' ». Contrairement à l'idée formulée par Alexander et Margarete Mitscherlich[2], les Allemands étaient « capables de porter le deuil », même si leur mémoire se révélait très sélective : ils portaient le deuil de « leurs » victimes, les soldats et civils non juifs tués.

Dans les années 1950, les Allemands entretenaient, au moins dans le cadre privé, la mémoire des victimes allemandes. Cette mémoire privée structurait en partie la mémoire officielle, transformant les récits de la brutalité de l'Armée rouge et la perte des territoires de l'Est en éléments clés du consensus anticommuniste officiel de la RFA. Cette tactique mémorielle permettait à une majorité de la population et à la classe politique de parler du passé récent sans avoir à parler des origines de la souffrance et d'innocenter le peuple allemand. Ainsi fut créé un nouveau « contrat social » : « Honoring the dead, bringing home the POWs and others unjustly held, and meeting the needs of all German victims of the war were essential parts of a just social contract of a new democratic republic[3] ».

Dans sa première déclaration de gouvernement du 20 septembre 1949, le premier chancelier de la jeune République fédérale, Konrad Adenauer, mettait ainsi l'accent sur les victimes allemandes sans mentionner les victimes de la persécution raciale de l'Allemagne national-socialiste. Alors qu'il ne mentionnait qu'une seule fois les victimes juives – en les citant dans le contexte des accusations d'antisémitisme qui « pèseraient » sur les Allemands – « Wir halten es für unwürdig und für an sich unglaublich, dass nach all dem, was sich in nationalsozialistischer Zeit begeben hat, in Deutschland noch Leute sein sollten, die Juden deswegen verfolgen oder verachten, weil sie Juden sind » –, il met très fortement l'accent (environ un cinquième de son discours) sur la question des victimes allemandes (« die Frage der Kriegsgefangenen und Verschleppten, (…) das Los der Vertriebenen[4] »). Leur intégration

---

[1] *Ibid.*, p. 1013.

[2] MITSCHERLICH. *Die Unfähigkeit zu trauern*, op. cit.

[3] MOELLER. « War stories. », art. cit., p. 1014. Pour une présentation de la présence des prisonniers de guerre dans la sphère publique, voir LEHMANN, Albrecht. *Gefangenschaft und Heimkehr: deutsche Kriegsgefangene in der Sowjetunion*. München: C. H. Beck, 1986, 201 p; MASCHKE, Erich (dir.). *Die deutschen Kriegsgefangenen des Zweiten Weltkriegs: eine Zusammenfassung*. Bielefeld: Gieseking, 1974, X-446 p; SMITH, Arthur L. *Heimkehr aus dem Zweiten Weltkrieg: die Entlassung der deutschen Kriegsgefangenen*. Stuttgart: DVA, 1985, 204 p. Cette présence dans la sphère publique des expulsés et des prisonniers de guerre était renforcée par deux travaux de spécialistes commandités par le gouvernement fédéral ; voir SCHIEDER, Theodor (dir.). *Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ost- und Mitteleuropa (8 tomes)*. München: DTV, 2004 (1954). Voir aussi MOELLER, Robert G. *War stories: the search for a usable past in the Federal Republic of Germany*. Berkeley: University of California Press, 2001, XIII-329 p.

[4] ADENAUER. Déclaration du gouvernement du 20 septembre 1949.

et la question des territoires prenaient, dans son discours, une place particulièrement importante.

Alors que les politiques de réparations pour les Juifs victimes des persécutions de l'Allemagne national-socialiste, impulsées par le chancelier Konrad Adenauer, visaient clairement à convaincre les Alliés que l'Allemagne allait honorer ses obligations morales afin de devenir un membre à part entière de l'alliance occidentale et répondant par là à l'injonction de John McCloy, Haut-Commissaire à la Haute commission alliée en Allemagne qui avait souligné que la politique de réparation future serait la pierre angulaire pour la viabilité de la démocratie en RFA, la construction d'une identité de victime par les Allemands non juifs procédait, dans un premier temps, d'un besoin matériel.

Ces besoins matériels résultaient des destructions causées par les bombardements alliés et de la perte de biens lors de l'expulsion des populations allemandes des territoires de l'Est. Dans ce contexte, l'idée de péréquation (*Lastenausgleich*) promettait une meilleure répartition des efforts, permettant à ceux qui avaient tout perdu, de retrouver leur statut social *ante*. Les bénéficiaires d'une telle législation se référaient au peuple allemand comme « communauté de destin (*Schicksalsgemeinschaft*) » ou « communauté de risque (*Risikogemeinschaft*) ». Celle-ci avait pris des risques ensemble, avait combattu ensemble et, en cas de victoire, aurait bénéficié des profits ensemble. En l'occurrence, tous les membres de cette communauté subirent le même destin : celui de la défaite totale et de la destruction massive du pays et de ses infrastructures. Cette *Gemeinschaft* avait donc également une responsabilité partagée pour les pertes.

L'argument était fortement inspiré de l'idéal de *Volksgemeinschaft* dont les national-socialistes s'étaient servis pour créer une nation homogène et prête à combattre l'ennemi jusqu'à la fin. Comme Michael L. Hughes le souligne, « virtually all politically active Germans accepted that such a community existed and entitled all deserving Germans to some just redistribution of war's burdens[1] ». Comme le recours à la notion de *Volksgemeinschaft* le laisse présager, les victimes de la barbarie national-socialiste, à l'exception des Juifs, étaient

[1] HUGHES. « 'Through no fault of our own'. », art. cit., p. 196. Voir aussi HUGHES, Michael. *Shouldering the burden of defeat: West Germany and the reconstruction of social justice*. Chapel Hill: University of North Carolina Press, 1999, 266 p.

exclues de l'idée de compensation, leur statut de victimes était négligé voire oublié par la population allemande[1] car considéré comme n'appartenant pas à la communauté.

Les lignes d'argumentation pour justifier des compensations variaient entre comparaisons directes entre victimes du national-socialisme et les Allemands et une assertion d'innocence[2]. La majorité préférait néanmoins souligner qu'ils ne portaient pas de responsabilité directe pour leur sort et qu'ils étaient les victimes du « destin » ou de la « catastrophe ». Il s'agissait d'un discours que les premières réflexions après 1945 avaient largement popularisé. L'idée de « destin » reprenait également la logique de la victimisation, dans le sens où les Allemands avaient été livrés à la « clique de criminels » national-socialistes qui avaient décidé de leur destin, réduisant radicalement le champ de l'action et du choix individuels.

En même temps, le recours au « destin » permettait d'éviter la question de la responsabilité et d'ignorer l'ensemble des questions posées par les intellectuels durant les années précédentes. L'argumentation des expulsés profitait également de cette rhétorique, avec l'énorme avantage que leurs souffrances pouvaient facilement être intégrées dans le discours anticommuniste dominant. Ainsi, les raisons du comportement des soldats soviétiques étaient attribuées à la « barbarie asiatique », laissant complètement de côté les crimes allemands dans les territoires occupés[3].

Un facteur important était la comparaison des souffrances allemandes avec celles des victimes des Allemands. L'évocation des camps de concentration permettait de comparer le sort des prisonniers de guerre, notamment les prisonniers de l'Armée rouge, et des expulsés. Certains représentants d'expulsés avançaient, lors de débats parlementaires, une comparaison directe entre les crimes commis contre les Juifs et la brutalité de l'expulsion. Il en allait de

[1] Hughes rappelle également le cas des femmes qui ne pouvaient prétendre à une compensation pour les violences subies que si elles pouvaient prouver qu'elles avaient été violées. Bien évidemment, le stigmate social qu'une telle révélation impliquait, empêchait la majorité des femmes de se manifester. Ibid, p. 197. Voir aussi SANDER, Elke / JOHR, Barbara (dir.). *BeFreier und BeFreite: Krieg, Vergewaltigungen, Kinder*. München: Kunstmann, 1992, 227 p. Pour la mémoire des femmes, voir HEINEMANN, Elizabeth. "The hour of the woman: memories of Germany's 'crisis years' and West German national identity." American Historical Review 101 (1996): 354-395.

[2] « Through their unsocial policies the Allies are driving needy Germans not into the gas chambers of the concentration camps, but to the gas chamber, namely the gas tap in their own houses », cité dans HUGHES. « 'Through no fault of our own'. », art. cit., p. 201.

[3] Voir LEHMANN. Interdependenzen. op. cit; LEHMANN. *Im Fremden ungewollt zuhaus*, op. cit.

même pour les récits de captivité de ceux qui rentraient de l'URSS. La souffrance des victimes des Allemands n'était pas occultée, mais réduite au strict minimum :

> West Germans were by no means silent about the "horrifying totality" of the past in the first decade after the end of the war. However, their memories were selective: about the pasts of that "totality" in which some Germans were perpetrators they had less to say than about the parts that encompassed their own experiences as victims. About this past – the past of their own loss – their ability to mourn literally filled volumes[1].

La mémoire des victimes n'aurait pas pu devenir si importante pour la jeune République fédérale si elle n'avait pas été soutenue par la majorité de la population et des élites politiques, comme en témoigne, de manière prototypique, la déclaration de Konrad Adenauer du 20 septembre 1949 mentionnée ci-dessus. Les revendications des victimes civiles coïncidaient avec l'aversion généralisée contre les politiques de dénazification menées par les Alliés, permettant au peuple allemand de se sentir comme une nation de victimes :

> West Germany had to constitute its community through a collective memory that characterized the overwhelming majority of its citizens as innocent. Such a memory affirmed (West) Germans as a morally admirable community: not the thoughtless or vicious proponents of a barbaric ideology but the resilient victims of forces beyond their control. Moreover, West Germans had to integrate into that community not only the millions of uprooted war victims, but also the millions of often well-educated, economically essential fellow citizens who had supported the Nazis. They could scarcely establish political stability if they permanently ostracized either group[2].

Parallèlement, la reprise de ces discours individuels dans la rhétorique officielle permettait à la mémoire privée de faire partie de la mémoire officielle de la République fédérale, donc d'intégrer pleinement les citoyens dans le nouveau système politique. L'accent mis sur la victimisation et la « communauté de destin » permettait également de recréer une communauté politique, d'éviter une confrontation avec le passé, d'intégrer les soutiens de l'ancien régime et de les faire participer à la sphère publique. L'introduction de la « loi portant sur la compensation (*Lastenausgleichsgesetz*) » du 1er septembre 1952 créait ainsi une communauté de soutien qui allait marquer les esprits pendant longtemps[3]. Son préambule stipulaitb:

---

1 MOELLER. « War stories. », art. cit., pp. 1033-1034.

2 HUGHES. « 'Through no fault of our own'. », art. cit., p. 211.

3 Voir HUGHES. *Shouldering the burdens*, op. cit., pp. 151-189.

> In Anerkennung des Anspruchs der durch den Krieg und seine Folgen besonders betroffenen Bevölkerungsteile auf einen die Grundsätze der sozialen Gerechtigkeit und die volkswirtschaftlichen Möglichkeiten berücksichtigenden Ausgleich von Lasten und auf die zur Eingliederung der Geschädigten notwendige Hilfe sowie unter dem ausdrücklichen Vorbehalt, daß die Gewährung und Annahme von Leistungen keinen Verzicht auf die Geltendmachung von Ansprüchen auf Rückgabe des von den Vertriebenen zurückgelassenen Vermögens bedeutet, hat der Bundestag mit Zustimmung des Bundesrates das nachstehende Gesetz beschlossen[1].

Cette loi visait une compensation financière pour les Allemands qui avaient subi des dommages matériaux ou autres préjudices. Bénéficiaient de la loi a/ ceux qui avaient été victimes d'actes de guerre et d'expulsion (des territoires allemands dans les frontières de 1937 et des territoires qui n'y étaient pas inclus), b/ ceux qui avaient fui la RDA et c/ ceux qui avaient subi des préjudices particulièrement importants à la suite de la réforme monétaire.

Mais les politiques de reconnaissance des souffrances allemandes rendaient également possible la mise en œuvre de politiques de réparation pour les victimes des Allemands, notamment les Juifs.

Lors de la première séance du *Bundestag* fraîchement élu, le 7 septembre 1949, Kurt Schumacher avait été le premier (et le seul) à faire remarquer la nécessité et l'obligation d'une réparation pour les victimes des Allemands[2]. Il est important de souligner que si les Alliés n'avaient pas forcé la main aux Allemands, les politiques de réparation pour les autres catégories de victimes n'auraient probablement pas vu le jour, car les motifs des politiques de réparation ne peuvent être compris que si on les analyse dans le cadre de la politique intérieure et extérieure de cette époque[3].

---

[1] Gesetz über den Lastenausgleich (Lastenausgleichgesetz – LAG) du 14 août 1952. Voir aussi WIEGAND, Lutz. *Der Lastenausgleich in der Bundesrepublik Deutschland 1949 bis 185*. Frankfurt a/M: Lang, 1992, XII-408 p; KITTEL, Manfred. *Stiefkinder des Wirtschaftswunders? Die deutschen Ostvertriebenen und die Politk des Laustenausgleichs (1952-1975)*. Düsseldorf: Droste Verlag, 2020, 671 p.

[2] Voir VOLLNHALS. Zwischen Verdrängung und Aufklärung. op. cit., p. 360. Pour les premières analyses des politiques de „Wiedergutmachung", voir FERENCZ, Benjamin B. *Lohn des Grauens: die verweigerte Entschädigung jüdischer Zwangsarbeiter - ein offenes Kapitel deutscher Nachkriegsgeschichte*. Frankfurt a/M: Campus-Verlag, 1986, 283 p; PAWLITA, Cornelius. *Wiedergutmachung als Rechtsfrage ? Die politische und juristische Auseinandersetzung um Entschädigung für die Opfer nationalsozialistischer Verfolgung, 1945 bis 1990*. Frankfurt a/M: Lang, 1993, VII-523 p; SCHWARZ, Walter (dir.). *Die Wiedergutmachung nationalsozialistischen Unrechts durch die Bundesrepublik Deutschland (7 tômes)*. München: C. H. Beck. Par la suite, voir BRODESSER, Herman-Josef / FEHN, Bernd / FRANOSCH, Tilo / WIRTH, Wilfried. *Wiedergutmachung und Kriegsfolgenliquidation : Geschichte, Regelungen, Zahlungen*. München C. H. Beck, 2000, XVII-251 p.

[3] GOSCHLER, Constantin. *Wiedergutmachung: Westdeutschland und die Verfolgten des Nationalsozialismus, 1945-1954*. München: Oldenbourg, 1992, 343 p., p. 18. Dans ce sens, une des questions fondamentales du travail

De manière générale, les politiques de réparation pour les victimes des Allemands étaient considérées – par les élites politiques et notamment Konrad Adenauer – comme un acte de repentance nécessaire sur le chemin de la reconquête de la souveraineté nationale. Il s'agissait, en quelque sorte, d'un gage de respectabilité vis-à-vis des Alliés occidentaux, incontournable afin que la RFA puisse être pleinement (ré-)intégrée dans la communauté des nations (occidentales) et être traitée comme partenaire et non plus comme un territoire occupé.

A ce titre, il est intéressant de noter que le terme réparation en allemand (*Wiedergutmachung*) peut renvoyer à la logique de l'oubli : par la réparation d'une faute (*wieder gut machen*), celle-ci peut être pardonnée et l'acte, par conséquent oublié ou, au moins, sa gravité réduite à un niveau acceptable. S'établit ainsi une dichotomie entre la nécessité morale de la réparation et le désir de tirer un trait final sur le passé, l'acte de réparation prenant une dimension de rachat d'une faute passée en vue de son effacement[1]. Cette non-reconnaissance de la véritable faute a pu avoir pour conséquence le renforcement de sentiments antisémites, allant jusqu'à accuser les Juifs de tirer profit de leur malheur au détriment du peuple allemand.

Le cas de Philipp Auerbach est à ce titre exemplaire. Responsable, entre 1946 et 1951, du suivi administratif des dossiers des persécutés raciaux et religieux du régime national-socialiste à Munich, il avait été accusé d'avoir détourné des fonds destinés aux victimes afin de s'enrichir personnellement. Les réactions publiques à son procès (dont les juges avaient un national-socialiste) montrent – faisant ressortir des préjugés portant sur sa judaïté – que les efforts et les politiques publiques de réparation envers les victimes juives n'avaient pas réussi à imprégner l'esprit de la population ouest-allemande[2]. Il fût réhabilité en 1954.

---

de Goschler est de savoir « (i)nwieweit war die [Wiedergutmachung] ein Akt der moralischen Selbstreinigung der Deutschen, nüchternes politisches Kalkül oder gar alliiertes Oktroi (*jusqu'à quel point la réparation était un acte de libération morale, un froid calcul politique ou imposée par les Alliés*). » Ibid.

[1] Voir aussi REICHEL. *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland*, op. cit., p. 73.

[2] Voir GELLER, Jay Howard. *Jews in post-Holocaust Germany, 1945-1953*. Cambridge: Cambridge University Press, 2005, XIII-330 p., pp. 208-220; GOSCHLER, Constantin. Der Fall Philipp Auerbach. *In* HERBST, Ludolf/GOSCHLER, Constantin (dir.). *Wiedergutmachung in der Bundesrepublik Deutschland*. München: Oldenbourg, 1989, pp. 77-98; KRAUSHAAR, Wolfgang. Die Auerbach-Affäre. *In* SCHOEPS, Julius H. (dir.). *Leben im Land der Täter. Juden im Nachkriegsdeutschland*. Berlin: Jüdische Verlagsanstalt Berlin, 2001, pp. 208-218.

Pendant l'occupation alliée, les premières initiatives de réparation avaient été lancées au niveau des *Länder*[1]. Celles-ci visaient principalement la restitution de biens spoliés aux Juifs, mais aussi des compensations matérielles pour des sévices subis. Jusqu'au 1er octobre 1953, date à laquelle la « Loi fédérale complémentaire pour les victimes de la persécution national-socialiste (*Bundesergänzungsgesetz für Opfer nationalsozialistischer Verfolgung*) » entrait en vigueur, la législation était restée un ouvrage décousu[2].

Les principes de la « réparation (*Wiedergutmachung*) » étaient basés sur la persécution raciale, religieuse, politique et liés à la territorialité : seuls ceux qui pouvaient prouver un lien de territorialité avec la RFA ou le Reich allemand dans ses frontières de 1937 étaient considérés comme des « persécutés ayant droit à l'indemnisation (*anspruchsberechtigte Verfolgte*) ». Ainsi, la majorité des victimes du national-socialisme, notamment ceux qui vivaient en Europe de l'Est, était volontairement exclue des mesures de réparation. Il en allait de même pour les travailleurs forcés, les victimes des programmes d'euthanasie et d'expériences médicales ainsi que les victimes « psychiques » et les Sinti et Roma[3].

La signature du Traité du Luxembourg en 1952 régissant les réparations versées à l'État d'Israël[4] était accompagnée d'une opposition prononcée : lors de la ratification du traité au *Bundestag*, le 18 mars 1953, sur les 402 députés du *Bundestag* seuls 239 avaient voté en

---

[1] Pendant la Deuxième Guerre mondiale et jusqu'en 1949, l'idée d'une compensation pour les victimes allemandes n'avait été formulée que par un petit cercle d'intellectuels et il n'y a pas eu de débats publics, même s'il y avait une certaine conscience que de telles démarches étaient nécessaires pour la réintégration de l'Allemagne dans le système international. Jusqu'en 1953, les politiques des réparations furent principalement initiées par les Alliés. Voir GOSCHLER. *Wiedergutmachung*, op. cit., p. 307-311. Pour les années de guerre jusqu'en 1949, voir aussi GOSCHLER, Constantin. *Schuld und Schulden: die Politik der Wiedergutmachung für NS-Verfolgte seit 1945*. Göttingen: Wallerstein Verlag, 2005, 543 p., pp. 31-124.

[2] Le 26 juin 1956, la loi de 1953 a été remplacée par le « Bundesgesetz zur Entschädigung für Opfer der nationalsozialistischen Verfolgung (Loi fédérale portant sur le dédommagement des victimes de la persécution national-socialiste) ».

[3] Pour une présentation détaillée des politiques de « Wiedergutmachung », voir les ouvrages de GOSCHLER. *Wiedergutmachung*, op. cit; GOSCHLER. *Schuld und Schulden*, op. cit; HERBST, Ludolf/GOSCHLER, Constantin (dir.). *Die Wiedergutmachung in der Bundesrepublik Deutschland*. München: Oldenbourg, 1989. La question des travailleurs forcés allait être au cœur d'un polémique juridico-politique au début des années 2000. Après avoir été menacés par des poursuites judiciaires outre-Atlantique initiées par la *Jewish Claims Conference*, l'industrie et le gouvernement allemands décidèrent de créer une fondation (Stiftung Erinnerung, Verantwortung und Zukunft), chaque partie versant 5 milliards de DM, qui allait « réparer » les préjudices subis par les travailleurs forcés. Voir HENSE, Anja. *Verhinderte Entschädigung: die Entstehung der Stiftung "Erinnerung, Verantwortung und Zukunft" für die Opfer von NS-Zwangsarbeit und Arisierung*. Münster: Westfälisches Dampfboot, 2008, 384 p.

[4] Voir SAGI, Nana. *Wiedergutmachung für Israel: die deutschen Zahlungen und Leistungen*. Stuttgart: Seewald, 1981, 261 p.

faveur du traité. L'opinion publique n'y était guère plus favorable[1]. Les « dividendes moraux » escomptés par le chancelier Adenauer pour pallier le manque de support populaire, étaient principalement un signe clair de rupture avec le passé national-socialiste permettant d'obtenir du crédit moral, politique et économique auprès des partenaires occidentaux, contribuant à la réintégration de l'Allemagne dans la communauté des nations (occidentales) et afin d'en faire un partenaire stratégique dans la nouvelle constellation de la Guerre froide.

Malgré les réticences et oppositions, comme Constantin Goschler le souligne, les politiques de réparation n'avaient pas seulement des effets bénéfiques pour les victimes du national-socialisme, mais donnaient également lieu à une prise en compte du passé – ne serait-ce que par la présence du sujet dans les médias – et constituaient un des aspects fondamentaux de la *Vergangenheitsbewältigung*[2] :

> Die Rehabilitierung und Entschädigung der Opfer bildet einen zentralen Aspekt der Auseinandersetzung mit der nationalsozialistischen Vergangenheit und gehört in eine Reihe mit dem Verbot der belasteten Organisationen, der Bestrafung der Täter, der Disqualifizierung belasteter Personen sowie der öffentlichen „Aufarbeitung" der Vergangenheit[3].

Mais, en même temps, les attentes de la population allemande – et très probablement aussi d'une majeure partie de la classe politique – allaient dans la direction d'un « trait final (*Schlussstrich*) » sous ce chapitre de l'histoire allemande, portées par l'espoir que les politiques entreprises permettraient de mettre un terme à l'expiation et susciteraient le pardon des victimes. Cette perception – ou espoir – était renforcée par le fait que des demandes de réparation des pays occupés par l'armée allemande ne pourraient être traitées qu'après la signature d'un traité de paix, condition qui avait été fixée par la Convention de Londres. Ainsi, toutes les potentielles demandes émanant du travail obligatoire (*Zwangsarbeiter*),

---

[1] En août 1949, 54% de la population étaient d'avis que la RFA devait une compensation aux Juifs survivants, 31% y étaient défavorables, 15% sans opinion. Lors de la réalisation du Traité de Luxembourg, celui-ci n'était soutenu « inconditionnellement » que par 11% et 44% le considéraient comme redondant ; 24% étaient favorables à un tel traité, mais considéraient les sommes trop élevées. Voir VOLLNHALS. Zwischen Verdrängung und Aufklärung. op. cit., p. 361.

[2] GOSCHLER. *Wiedergutmachung*, op. cit., p. 11.

[3] « La réhabilitation et le dédommagement pour les victimes constituent un aspect central dans la relation au passé national-socialiste et s'inscrivent dans le même registre que l'interdiction des organisations impliquées, la punition des coupables, la disqualification des personnes impliquées et le travail public de mémoire. » GOSCHLER. *Schuld und Schulden*, op. cit., p. 7.

majoritairement originaires des pays de l'Europe de l'Est, étaient reléguées à un futur lointain[1].

D'une certaine manière, la présence dans la sphère publique du sujet a ouvert le chemin au changement des mentalités qui a commencé à la fin de la décennie.

C - Renversements : antisémitisme, justice, changement des mentalités

> Diese antisemitischen Sachen, die hier und da bei uns passieren – unsere jungen Leute kennen ja gar keine Juden mehr – ich glaube, es leben in Deutschland noch 30.000 –, was da gemacht wird, wird von Kommunisten gemacht und wird dann in der gesamten Welt verbreitet als ein Beweis dafür, dass die Deutschen noch so wären wie die Nazis[2].

> Man spricht gern in Allgemeinheiten. Man versteht sich auf das Nichtreden im Reden. Man vermeidet das Konkrete und nennt nicht gern beim Namen. (…) Es herrscht eine Atmosphäre, die immer wieder anderes Ungesagtes im Hintergrund fühlbar bleiben ließ. Ein nicht radikaler Wille zur Wahrheit lässt das Ungeklärte stehen, behandelt es, als ob es nicht da wäre. Aber dieser halbe Wille zur Wahrheit lässt ihn bei wohlanständigen Leuten doch als Unwahrheit erscheinen und stiftet daher in ihnen Unruhe, Abwehr und Trotz[3].

La majorité des travaux sur les années 1950 et les années Adenauer sont unanimes pour constater un tournant dans le travail de mémoire (*Aufarbeitung der Vergangenheit*[4]) à partir de 1957/1958[5]. Les manifestations de ce tournant sont multiples et vont de l'augmentation

---

[1] Voir REICHEL. *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland*, op. cit., p. 91.

[2] « Ces choses antisémites qui se produisent ici et là chez nous – nos jeunes ne connaissent plus de Juifs ; je crois qu'il y en a encore 30.000 en Allemagne –, ce qui se passe là, est initié par des communistes et ensuite répandu dans le monde, preuve que les Allemands seraient encore comme les nazis » ; Konrad Adenauer, face à des journalistes en mars 1960; cité dans BROCHHAGEN. *Nach Nürnberg*, op. cit., p. 280.

[3] « On aime bien parler de manière générale. On sait parler pour ne rien dire. On évite tout ce qui est concret et on évite de nommer les choses (…). Il règne une atmosphère dans laquelle on sent toujours le non-dit dans le fond. Une volonté non-radicale d'honnêteté fait que ce qui n'a pas été élucidé reste, comme si cela n'existait pas. Mais cette demi-volonté de vérité la laisse apparaître comme contrevérité et cause, chez des gens honnêtes, de l'inquiétude, une résistance et une réaction de défi » ; JASPERS, Karl. *Wohin treibt die Bundesrepublik? Tatsachen, Gefahren, Chancen*. München: Piper, 1966, 280 p., p. 116.

[4] ADORNO, Theodor W. Was bedeutet: Aufarbeitung der Vergangenheit. *In* KADELBACH, Gerd (dir.). *Erziehung zur Mündigkeit: Vorträge und Gespräche mit Hellmut Becker 1959-1969*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1971, pp. 10-28.

[5] BENZ. Zum Umgang. op. cit; GARBE. Äusserliche Abkehr. op. cit; KANSTEINER. *In pursuit of German memory*, op. cit; REICHEL, Peter Zwischen Dämonisierung und Verharmlosung: das NS-Bild und seine politische Funktion in den 50er Jahren. Eine Skizze. *In* SCHILDT, Axel / SYWOTTEK, Arnold (dir.). *Modernisierung im Wiederaufbau: die westdeutsche Gesellschaft der 50er Jahre*. Bonn: Dietz, 1998, pp. 679-692; STEINBACH, Peter. Nationalsozialistische Gewaltverbrechen in der deutschen Öffentlichkeit: einige

significative du nombre de procès contre d'anciens national-socialistes et criminels de guerre en Allemagne, les procès à l'étranger (notamment celui d'Eichmann à Jérusalem), l'établissement d'une institution centrale pour la poursuite des crimes national-socialistes (*Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltungen zur Aufklärung nationalsozialistischer Verbrechen*[1]) à la vague antisémite qui frappa la RFA entre décembre 1959 et mars 1960 (700 délits antisémites ont été recensés durant cette dernière période).

L'acte antisémite le plus important a eu lieu le 24 décembre 1959 et visait la synagogue de Cologne qui était recouverte de croix gammées et d'inscriptions nazies. Cet acte était d'autant plus scandaleux que la synagogue avait été rouverte quelques semaines auparavant en présence de personnalités politiques de premier rang national, notamment le chancelier Konrad Adenauer après une longue période de rénovation. Les réactions publiques et médiatiques suscitées par cet acte antisémite marquent un véritable tournant et le début d'une critique vive de la relation au passé jusqu'alors dominante.



Figure 1 - Portail de la synagogue de Cologne (janvier 1960)

Bemerkungen, Fragen und Akzente. *In* WEBER, Jürgen / STEINBACH, Peter (dir.). *Vergangenheitsbewältigung durch Strafverfahren ? : NS-Prozesse in der Bundesrepublik Deutschland*. München: Olzog, 1984, pp. 13-39; VOLLNHALS. Zwischen Verdrängung und Aufklärung. op. cit; WOLFRUM. *Die geglückte Demokratie*, op. cit.

[1] Par la suite : *Zentrale Stelle*.

Il est difficile de déterminer si l'accumulation d'actes antisémites dans la seconde moitié des années 1950, notamment autour de 1959, est le résultat d'une renazification (ou de la résurgence de positions antisémites « temporairement » oubliées après 1945) de la population ouest-allemande ou si les réactions qu'ils ont suscitées sont le reflet d'une sensibilité grandissante dans la population et de la part des médias. Le procès de l'enseignant Ludwig Zind d'Offenburg, en 1957 témoigne en faveur de la première hypothèse : Ludwig Zind, lors d'une discussion en public et avec un survivant de l'Holocauste, avait ouvertement justifié les meurtres de masse et refusait, par la suite, de retirer ses propos. La passivité du ministère de l'éducation avait été rendue publique par le *Spiegel* et Zind, à la suite de la couverture médiatique de l'affaire, condamné à un an de prison. Après le procès, des messages de sympathie lui avaient été adressés[1].

En réponse aux dommages causés à l'image de l'Allemagne occidentale et après avoir cherché à minimiser le caractère antisémite de l'acte de vandalisme (« ces choses antisémites » et l'opposition entre « Allemands » et « les nazis »), Konrad Adenauer effectua une visite – non prévue et la première d'un chancelier allemand – dans l'ancien camp de concentration de Bergen Belsen en février 1960 afin de démontrer publiquement la condamnation politique de l'antisémitisme. Dans un premier temps, Konrad Adenauer avait caractérisé les auteurs des dégradations sur la synagogue de Cologne comme étant des « pieds nickelés (*Lümmel*) » pour ensuite promettre l'élucidation de la situation et la punition des coupables. La caractérisation des auteurs comme des « pieds nickelés » avait pour première conséquence de réduire le caractère antisémite de l'acte de vandalisme. Certains, comme Franz-Josef Strauss avaient même soupçonné un complot communiste, initié par la RDA[2].

La nécessité d'un traitement public et en profondeur des raisons qui pouvaient expliquer la renaissance de l'antisémitisme exprimé ouvertement en RFA était soulignée dans le débat public et politique. Pour la première fois depuis 1933, l'antisémitisme était discuté publiquement et la conclusion qu'une majorité du peuple allemand avait adhéré (ou l'avait, *a minima*, soutenu) au régime national-socialiste et à l'idéologie raciste s'imposait.

---

[1] Voir LÖRCHER, Andreas. *Antisemitismus in der öffentlichen Debatte der späten fünfziger Jahre. Mikrohistorische Studie und Diskursanalyse des Falls Zind*. Université Freiburg, thèse de doctorat sous la direction de, 2008; "In Spiegel veritas: aus den Beratungen des Baden-Würtembergischen Landtages über den Fall Zind." *Der Spiegel* 5 (1958); "Israel wird ausradiert." *Der Spiegel* 51 (1958).

[2] Voir LEMKE, Michael. "Kampagnen gegen Bonn: die Systemkrise der DDR und die Westpropaganda der SED 1960-1963." Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte 41 (1993): 151-174, p. 155.

Pour expliquer les changements intervenus à partir de cette période, Axel Schildt établit une distinction entre les conditions générales dans lesquelles ils se sont produits, leurs facteurs immanents et les causes immédiates[1]. D'abord, dans le cadre d'une République fédérale stabilisée après presque une décennie d'existence, une nouvelle génération commençait à prendre la parole vers la fin des années 1950. Une génération dont les membres avaient été enfants ou adolescents dans les dernières années du IIIème Reich et pour qui le national-socialisme était synonyme de guerre, de crimes contre l'humanité et de terreur[2].

A cette dimension générationnelle s'ajoutait la critique, articulée par une minorité d'intellectuels, des positions défensives prises par la majorité de la population adulte depuis 1945.

Ensuite, la disponibilité d'information critique progressait. Alors qu'entre 1947 et 1954, une tendance embellissante de la période 1933 à 1945 avait dominé, à partir de la deuxième moitié des années 1950 de plus en plus de travaux formulant des critiques des pratiques mémorielles trouvaient un succès auprès des lecteurs[3]. Il s'agissait notamment de travaux scientifiques provenant de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich (Institut für Zeitgeschichte, IfZ[4]) et d'études locales sur l'histoire des communautés juives et les publications de l'Agence fédérale pour l'éducation civique[5]. A titre d'exemple pour cet intérêt

---

[1] SCHILDT. Öffentlichkeit der Nachkriegszeit. op. cit., pp. 45-54.

[2] VOLLNHALS. Zwischen Verdrängung und Aufklärung. op. cit., p. 376. Pour une présentation des différentes générations et leurs positionnement politique en Allemagne, voir MARCUSE, Harold. Generational cohorts and the shaping of popular attitudes towards the Holocaust. *In* ROTH, John / MAXWELL, Elisabeth (dir.). *Remembering for the future: the Holocaust in an age of genocide*. Basingstoke: Palgrave, 2001, pp. 652-663; REICHEL. Vergangenheitsbewältigung als Problem. op. cit., pp. 153-154.

[3] Pour une analyse du développement de l'historiographie allemande d'après-guerre, voir CONRAD, Sebastian. *Auf der Suche nach der verlorenen Nation: Geschichtsschreibung in Westdeutschland und Japan, 1945 - 1960*. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 1999, 485 p; JESSEN, Ralph. Zeithistoriker im Konfliktfeld der Vergangenheitspolitik. *In* JARAUSCH, Konrad / SABROW, Martin (dir.). *Verletztes Gedächtnis: Erinnerungskultur und Zeitgeschichte im Konflikt*. Frankfurt a/M: Campus-Verlag, 2002, pp. 153-175; KWIET, Konrad. "Zur historiographischen Behandlung der Judenverfolgung im Dritten Reich." Militärgeschichtliche Mitteilungen 2 (1980): 149-192; KWIET, Konrad. Die NS-Zeit in der westdeutschen Forschung 1945-1961. *In* SCHULIN, Ernst (dir.). *Deutsche Geschichtswissenschaft nach dem Zweiten Weltkrieg (1945-1965)*. München Oldenbourg, 1989, pp. 180-198; SABROW, Martin / JESSEN, Ralph / GROSSE KRACHT, Klaus (dir.). *Zeitgeschichte als Streitgeschichte: grosse Kontroversen nach 1945*. München: C. H. Beck, 2003, 378 p; WENGST, Udo. "Geschichtswissenschaft und 'Vergangenheitsbewältigung' in Deutschland nach 1945 und nach 1989/90." Geschichte in Wissenschaft und Unterricht 46 (1995): 189-205.

[4] L'institut fut créé en 1949, sur le conseil des Alliés, par une initiative commune du gouvernement fédéral et du *Land* Bavière sous le nom Deutsches Institut für Geschichte der nationalsozialistischen Zeit (*Institut allemand pour l'histoire de la période national-socialiste*). »

[5] Qui avait d'abord été baptisée *Bundeszentrale für Heimatdienst*, puis renommée *Bundeszentrale für politische Bildung* (www.bpb.de).

naissant et grandissant, on peut citer le *Journal d'Anne Frank* qui était devenu un succès populaire, suscitant l'intérêt notamment des jeunes lecteurs. La « Anne Frank Wave », comme Herbert Marcuse la désigna, commença en 1955 avec la publication de son journal. Jusqu'en 1960, 700.000 exemplaires avaient été vendus, en devenant la meilleure vente des livres en format poche. L'adaptation théâtrale avait été présentée 2150 fois pour un total de 1.75 million de spectateurs et l'adaptation pour la télévision de 1959 avait été vue par 4.5 millions de téléspectateurs[1]. Il en était de même avec les pièces de théâtre de Rolf Hochhuth[2] et de Peter Weiss[3].

Mais le plus grand succès de la *Vergangenheitsbewältigung* était sans doute, l'ensemble des documentaires télévisés diffusé par la télévision allemande et qui était suivi par un grand nombre de téléspectateurs eu égard à la faible diffusion de postes de télévision dans la population ouest-allemande. L'ARD, entre 1954 et 1958, avait diffusé 12 documentaires sur le sujet ainsi que plusieurs films. La ZDF diffusait un grand nombre de films sur les camps de concentration, profitant d'une audience importante (en moyenne 36,6%). Entre 1958 et 1967, les deux chaînes diffusèrent 174 émissions concernant le national-socialisme, faisant de la période du IIIème Reich la période la plus traitée dans les médias audiovisuels[4].

Malgré les lacunes conceptuelles qu'Axel Schildt constate, cette période est caractérisée par des avancées dans la reconstruction empirique des événements et la démystification du IIIème Reich qui avait été dominée par les « interprétations intellectuelles et la littérature mémorielle[5] » des premières années d'après-guerre.

---

[1] BROCHHAGEN. *Nach Nürnberg*, op. cit., p. 434; ROSENFELD, Alvin H. Popularization and memory: the case of Anne Frank. *In* HAYES, Peter (dir.). *Lessons and legacies*. Evanston (Ill.): Northwestern University Press, 1991, pp. 243-278.

[2] HOCHHUTH, Rolf. *Der Stellvertreter: ein christliches Trauerspiel*. Reinbek bei Hamburg: Rowohlt, 1967, 295 p. Après le succès de la pièce, la première chaîne télévisée allemande (ARD) avait consacré un documentaire à la question de la position du Vatican face à l'extermination des Juifs ; voir BERG, Jan. *Hochhuths "Stellvertreter" und die Stellvertreter-Debatte : Vergangenheitsbewältigung in Theater und Presse der sechziger Jahre*. Kronberg/Ts.: Scriptor Verlag, 1977, ix, 234 p; RADDATZ, Fritz (dir.). *Summa iniuria oder Durfte der Papst schweigen? Hochhuths "Stellvertreter" in der öffentlichen Kritik*. Reinbek bei Hamburg: Rowohlt, 1963, 235 p.

[3] WEISS, Peter. *Die Ermittlung: Oratorium in 11 Gesängen*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1991, 232 p.

[4] Voir CLASSEN, Christoph. *Bilder der Vergangenheit: die Zeit des Nationalsozialismus im Fernsehen der Bundesrepublik Deutschland 1955-1965*. Köln: Böhlau, 1999, VIII, 242 p; VOLLNHALS. Zwischen Verdrängung und Aufklärung. op. cit., p. 378-380.

[5] SCHILDT. Öffentlichkeit der Nachkriegszeit. op. cit., p. 47. Voir aussi MOMMSEN, Hans. Aufarbeitung und Verdrängung: das Dritte Reich im Geschichtsbewusstsein. *In* DINER, Dan (dir.). *Ist der Nationalsozialismus Geschichte? Zu Historisierung und Historikerstreit*. Frankfurt a/M: Fischer, 1987, pp. 74-88.

Finalement, l'opinion publique était directement confrontée au passé dans le contexte des scandales de justice qui surgirent à partir de 1958 : la complicité des anciens juges national-socialistes avec les accusés constituait une des principales sources d'intérêt de la presse. Cette complicité n'avait rien d'étonnant si on prend en considération que presque deux-tiers des juges en poste à cette époque avaient soit étudié le droit sous le IIIème Reich soit avaient déjà été en poste avant 1945[1].

Le « Ulmer Einsatzgruppen-Prozess » de 1957 allait devenir un procès précurseur mettant à nu toutes les dimensions des crimes allemands à l'Est et les manquements de la justice allemande après 1949[2]. Comme la presse et le public suivaient ce procès avec un intérêt grandissant et qu'il était devenu évident que les poursuites judiciaires des crimes avaient été jusqu'alors plus que lacunaires, les ministres de la Justice des *Länder* allemands créèrent le 6 novembre 1958, la *Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltungen zur Aufklärung nationalsozialistischer Verbrechen* (*Bureau central des services judiciaires régionaux pour l'éclaircissement des crimes national-socialistes*, par la suite : Zentrale Stelle), chargée de coordonner et de réunir le travail d'instruction des autorités judiciaires des *Länder*. Elle avait pour mission d'aider les juges d'instruction à éclaircir les cas dans lesquels les victimes avaient été des étrangers et/ou les crimes commis à l'étranger (dans les territoires occupés), car la majorité de ces crimes n'avaient pas été poursuivis par la justice fédérale[3].

Axel Schildt rappelle que la vague d'indignation publique ne résultait pas du fait de la simple existence de tels scandales, mais de leur accumulation en un laps de temps réduit[4].

---

[1] FREI (dir.). *Hitlers Eliten nach 1945*, op. cit., pp. 165-217.

[2] Le procès avait été initié après qu'un ancien officier de police avait tenté de réintégrer le service en s'appuyant sur l'article 131 de la Loi fondamentale. Voir WEBER, Jürgen / STEINBACH, Peter (dir.). *Vergangenheitsbewältigung durch Strafverfahren ? NS-Prozesse in der Bundesrepublik Deutschland*. München: Olzog, 1984, 221 p.

[3] Voir RÜCKERL. *NS-Verbrechen vor Gericht*, op. cit., pp. 142-151; STEINBACH, Peter *Nationalsozialistische Gewaltverbrechen: die Diskussion in der deutschen Öffentlichkeit nach 1945*. Berlin: Colloquium Verlag, 1981, 108 p; STEINBACH, Peter "Wider das Vergessen und Verdrängen: die Ludwigsburger Zentrale Stelle und die deutsche Vergangenheitsbewältigung." Universitas. Orientierung in der Wissenswelt 55.653 (2000): 1051-1068, pp. 48-50.

[4] Deux autres cas connus sont Zind et Friedrich Nieland. Le premier, un professeur de lycée, avait été licencié à cause de ses positions antisémites (il avait publiquement déclaré que les national-socialistes n'avaient « pas gazé assez de Juifs ») et était devenu célèbre puisqu'il s'était soustrait à la justice en fuyant en Egypte. Le cas Friedrich Nieland, un marchand de bois de Hambourg, avait fait des vagues car le juge en premier instance était compromis par son passé nazi et n'avait pas interdit à l'accusé la diffusion d'un pamphlet à caractère antisémite. Les deux procès avaient été une des raisons principales à la création du paragraphe 130 du code pénal (§130StGB) par lequel le crime de « Volksverhetzung » (démagogie) fut créé. Voir FISCHER (dir.). *Lexikon der "Vergangenheitsbewältigung" in Deutschland: Debatten- und Diskursgeschichte des Nationalsozialismus nach*

Celle-ci rendit nécessaire une mise en contexte des crimes commis dans le cadre du national-socialisme, donnant ainsi à la « Aufarbeitung der Vergangenheit (travail d'interprétation et d'analyse du passé) » le caractère d'un « processus psychothérapeutique » lors duquel les Allemands s'ouvrirent massivement au passé[1]. Néanmoins, cette ouverture ne semble pas nécessairement avoir affecté les mémoires familiales et leur dimension d'innocence individuelle et collective comme Harald Welzer l'a démontré[2].

Ce « travail d'analyse » fut d'ailleurs renforcé par la vague antisémite qui frappa la République fédérale entre la fin 1959 et février 1960, lors de laquelle presque 700 incidents antisémites (profanations de tombes et graffitis sur des synagogues) ont été enregistrés[3]. Cette vague antisémite suscitait un vif intérêt de la part des médias et une grande consternation car, comme l'historien et écrivain Paul Sethe l'avait dit : « Wenn wir uns alle, jeder in seinem Kreise, darum bemüht hätten, die Vergangenheit so zu bewältigen, wie sie allein bewältigt werden kann, nämlich durch das Aussprechen der Wahrheit, so hätte es keine Synagogenschändung gegeben[4] ».

Désormais, le terme du « unbewältigte Vergangenheit (*passé insurmonté*) » était régulièrement employé pour caractériser la période jusqu'en 1958, les profanations ayant entraîné une prise de conscience collective dans la population allemande. Une autre conséquence était la réécriture du paragraphe 130 du code pénal en 1960 qui introduisait pour la première fois la notion de *Volksverhetzung* (démagogie), rendant possible l'engagement de poursuites pénales contre le négationnisme et le dénigrement des victimes de l'Holocauste[5].

1945, op. cit., p. 86. Voir aussi KAHN, Robert A. *Holocaust denial and the law: a comparative study*. New York (NY): Palgrave Macmillan, 2004, XI-207 p., pp. 66-69.

[1] SCHILDT. Öffentlichkeit der Nachkriegszeit. op. cit., p. 49.

[2] WELZER. *"Opa war kein Nazi"*, op. cit.

[3] Bundesregierung, Die (dir.). *Die antisemitischen und nazistischen Vorfälle in der Zeit vom 25. Dezember bis zum 28. Januar 1960*. Bonn: Bundesdruckerei, 1960, 68 p.

[4] VOLLNHALS. Zwischen Verdrängung und Aufklärung. op. cit., p. 397.

[5] Introduit en 1871 dans le code pénal, l'article 130 rendait passible de poursuites judiciaires toute action mettant en danger l'ordre public en attisant des actions contre « différentes classes » de la population, allant jusqu'à la provocation de violences. En 1960, cet article fut réécrit en intégrant désormais la dimension nationale, raciale, religieuse et ethnique. Désormais, l'incitation à la haine sur la base d'une de ces qualifications était passible de poursuites. En 1985, le paragraphe 130 a été élargi par la réécriture du paragraphe 140 du code pénal, faisant de l'approbation d'actes criminels un délit. Au milieu des années 1990, et dans le sillage de l'affaire Günter Deckert – un négationniste reconnu – le paragraphe a, de nouveau été modifié en intégrant le négationnisme.

Le fait que la presse et la politique renforçaient mutuellement leurs positions d'indignation et leurs tentatives d'explication avait pour conséquence que toute prise de position – publique – à caractère antisémite devenait désormais socialement et politiquement intenable. Cette « interdiction » déplaçait l'articulation de telles positions vers la sphère privée, rendant leur politisation improbable, voire impossible :

> Dieses gesellschaftliche Tabu, das sich in den fünfziger Jahren auf breiter Basis herausbildete, erwies sich als recht wirkungsvoll, wenn man die Unterscheidung zwischen privatem und öffentlichem Antisemitismus, zwischen Einstellung und Verhalten zugrunde legt. Zwar gab es auch späterhin immer wieder antisemitische Vorfälle, insbesondere Friedhofsschändungen, die die publizistische Öffentlichkeit alarmierten, eine nennenswerte gesellschaftliche oder gar politische Solidarisierung mit den Tätern war jedoch nicht zu verzeichnen[1].

Comme le démontre, d'ailleurs, une étude sur la mémoire familiale réalisée par Harald Welzer, le cercle familial offrait la possibilité aux Allemands de construire une mémoire « innocente » qui soulignait – cela pourrait être considéré comme une forme de prise de conscience – le passé « propre » des membres des familles. Une mémoire innocentée donc qui permettait de se considérer comme n'ayant pas été impliqué dans les rouages du système national-socialiste et ses crimes[2]. Le changement des mentalités avait donc réussi à décrédibiliser toute forme de sympathie – passée ou présente – avec le IIIème Reich, son idéologie et ses actes.

La vague antisémite avait aussi montré que le philosémitisme officiel de la République fédérale n'avait été qu'une façade sous laquelle l'antisémitisme hérité du national-socialisme était encore virulent. L'instrumentalisation des Juifs à travers le philosémitisme – dans le but de purger officiellement les crimes national-socialistes – avait un caractère fortement symbolique, soulignant la rupture fondamentale que la RFA avait consommée. Les référents du philosémitisme étaient les Juifs auxquels on attribuait une contribution importante à la

---

[1] « Ce tabou social, qui s'est cristallisé dans les années 50 en s'appuyant sur une large base, s'avéra relativement efficace, notamment si on prend comme base la distinction entre l'antisémitisme privé et public, entre attitudes et comportements. Il y eut, certes, des incidents antisémites par la suite, surtout des profanations de cimetières, qui ont alarmé l'opinion publique, mais on n'observe pas de solidarité sociale ou même politique digne de ce nom avec les coupables. » VOLLNHALS. Zwischen Verdrängung und Aufklärung. op. cit., p. 372. Voir aussi BENZ, Wolfgang. *Was ist Antisemitismus?* München: C.H. Beck, 2004, 272 p; BERGMANN. *Antisemitismus in öffentlichen Konflikten*, op. cit; RENSMANN, Lars. *Demokratie und Judenbild: Antisemitismus in der politischen Kultur der Bundesrepublik Deutschland*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2004, 541 p; STERN, Frank "Ein freundlich aufgenähter Davidstern": Antisemitismus und Philosemitismus in der politischen Kultur der 50er Jahre. *In* SCHILDT, Axel/SYWOTTEK, Arnold (dir.). *Modernisierung im Wiederaufbau : die westdeutsche Gesellschaft der 50er Jahre*. Bonn: Dietz, 1998, pp. 717-732.

[2] WELZER. *"Opa war kein Nazi"*, op. cit.

culture allemande. A l'opposé, le contact avec les « DP » (*displaced persons*), les survivants des camps de concentration, était dominé par les continuités de la pensée antisémite, rappelant l'image du Juif marchand. Ainsi, Adorno écrit :

> Tatsächlich spielten die DP's in der Abwehr eine zentrale Rolle. Es ist kaum zuviel gesagt, dass sie durchweg als Sündenbock fungierten und dazu benutzt wurden, nachträglich zu rechtfertigen, was den Juden angetan wurde, oder wenigstens mildernde Umstände dafür beizubringen. Dass die Schimpfreden gegen die DP's noch vorhielten in einer Situation, in der in Deutschland nur noch eine ganz geringe Anzahl sich fand, deutet darauf hin, dass die subjektiven Mechanismen, welche dieses Motivs bedürfen, wesentlicher sind als die reale Situation, aus der sie entsprangen[1].

Résumant, Frank Stern constate qu'il y avait un philosémitisme (politique) sans Juifs, alors que l'antisémitisme s'assurait constamment du rôle réel ou imaginé des Juifs dans la société allemande d'après-guerre[2].

L'opposition entre antisémitisme et philosémitisme permet de comprendre les enjeux de la redéfinition de l'identité allemande dans l'après-guerre. Il s'agissait de trouver une balance entre, d'un côté, le silence collectif et l'amnésie qui permettaient de repartir de zéro et, de l'autre côté, la volonté de raconter le passé et de l'affronter publiquement qui inscrivait le peuple (ouest-)allemand dans une continuité et dans une responsabilité historiques. L'instrumentalisation de la figure juive, couplée avec l'idée constamment évoquée de réparation, reflétait le manque de volonté d'une réelle confrontation avec le passé et permettait un apaisement de la conscience allemande[3].

Une des conséquences de la vague antisémite fut la prise de conscience que le secteur de l'éducation n'avait pas contribué à empêcher la persistance des tendances antisémites parmi les jeunes – nés au milieu des années 1940 et dans les années d'immédiat après-guerre – qui avaient été les auteurs des graffitis antisémites à Cologne. C'est alors que l'histoire

---

[1] « En réalité, les DP jouaient un rôle central. Il n'est pas exagéré de dire qu'ils servaient continuellement de boucs émissaires et étaient instrumentalisés pour justifier a posteriori ce qui avait été fait aux Juifs ou, au moins, de plaider des circonstances atténuantes pour cela. Le fait que les injures contre les DP perduraient dans une situation où il n'y en avait plus qu'un nombre très réduit, indique que les mécanismes subjectifs qui ont besoin de ce motif sont plus importants que la situation réelle de laquelle ils sont issus. » ADORNO, Theodor W. Schuld und Abwehr. *In* ADORNO, Theodor W. (dir.). *Soziologische Schriften II: zweite Hälfte*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1975, pp. 121-324, p. 251.

[2] *Ibid*., p. 725.

[3] Voir STERN, Frank. The historic triangle; occupiers, Germans and Jews. *In* MOELLER, Robert G. (dir.). *West Germany under construction. Politics, society and culture in the Adenauer Era*. Ann Arbor: University of Michigan Press, 1997, pp. 199-230.

contemporaine fit son entrée dans les programmes scolaires, accompagnée d'une discussion passionnée autour de l'état général de l'éducation historico-politique. Les premières analyses des livres scolaires montraient que les « Juifs » n'étaient traités que dans deux contextes : lors de la présentation de l'histoire de l'Orient et dans le cadre du IIIème Reich[1].

Ces analyses des contenus des manuels scolaires déclenchèrent un remaniement fondamental de la présentation de l'Holocauste dans les livres d'histoire utilisés par l'enseignement secondaire, initié par la Conférence des ministres de l'Education des *Länder* (*Kultusministerkonferenz*[2]) en février 1960. Désormais l'Holocauste n'était plus présenté comme une monstruosité abstraite mais comme la conséquence directe de la persécution des Juifs par le régime national-socialiste depuis 1933. À la suite de cette décision, les conditions de vie de la population juive sous le IIIème Reich et le système des camps de concentration furent présentés en détail, s'appuyant sur des sources écrites et l'utilisation d'images explicites[3].

La vague antisémite des années 1959-1960 avait été un premier déclencheur de ce changement des mentalités et à l'origine des changements de politiques publiques. Le procès d'Adolf Eichmann à Jérusalem allait contribuer à renforcer ces tendances. Ce procès, à l'occasion duquel Hannah Arendt allait formuler l'idée de la « banalité du Mal[4]», fut suivi avec un intérêt particulier dans les deux Allemagne en raison de la volonté de la cour israélienne de porter son attention non pas principalement sur Adolf Eichmann, mais sur l'extermination des Juifs européens et le fonctionnement des structures qui la régissait[5]. Le procès permettait non seulement de donner une présentation globale des horreurs des politiques d'extermination, tout en réfutant définitivement la thèse des « quelques

---

[1] Tels étaient les résultats d'une étude menée par le Verband deutscher Studentenschaften (VDS) en 1960 ; VDS. *Erziehungswesen und Judentum: die Darstellung des Judentums in der Lehrerbildung und im Schulunterricht*. München: Ner-Tamid Verlag, 1960, 154 p. Une autre étude systématique soulignait qu'aucun des livres scolaires ne laissait de côté les événements sous le IIIème Reich ; ROBINSON, Saul B. / SCHATZKER, Chaim. *Jüdische Geschichte in deutschen Geschichtslehrbüchern*. Braunschweig: Limbach, 1963, 53 p.

[2] En République fédérale, les contenus et formes de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur relèvent de la compétence des gouvernements locaux (*Länder*). Les représentants des *Länder* se réunissent dans la *Kultusministerkonferenz* afin de déterminer des standards communs à tous les systèmes scolaires des différents *Länder*.

[3] KOLINSKY, Martin / KOLINSKY, Eva. "The treatment of the Holocaust in West German textbooks." Yad Vashem Studies 10 (1974): 149-216. Voir aussi BORRIES. « Third Reich in history textbooks. », art. cit.

[4] ARENDT, Hannah. *Eichmann à Jérusalem: rapport sur la banalité du mal*. Paris: Gallimard, 1966, 339 p.

[5] STEINBACH. *Nationalsozialistische Gewaltverbrechen*, op. cit., pp. 51 et 53.

coupables[1] » en montrant l'implication générale de la population allemande, mais aussi de dévoiler la complexité du système et notamment l'implication personnelle des différents niveaux hiérarchiques[2]. Ainsi, il s'agissait d'une « leçon d'histoire contemporaine » qui suscita un vif intérêt et contribua au développement de la *Vergangenheitsbewältigung*[3]. Il en alla de même pour le *Frankfurter Auschwitz-Prozess* qui eut lieu entre 1963 et 1965.

Dans son analyse de la couverture médiatique du procès d'Eichmann, Peter Krause souligne deux aspects importants de sa réception dans la République fédérale[4]. D'abord, la question de savoir jusqu'à quel degré le procès pouvait être utilisé afin de faire avancer le travail d'éducation des jeunes et, ensuite, la question de la continuité au niveau du personnel politique et administratif ou, autrement dit, la présence des « Eichmänner » et d'anciens national-socialistes dans le système politique allemand[5].

Le plaidoyer pour le silence, désormais minoritaire, était contré par une grande majorité plaidant pour une présentation pédagogique du passé. Le but était d'éclairer les jeunes générations, en considérant le procès comme un élément de l'éducation politique et en combinant la *Vergangenheitsbewältigung* avec l'éducation civique.

L'attention portée au procès d'Eichmann en 1961 profitait également au *Frankfurter Auschwitz-Prozess* qui avait été préparé dès 1958 et qui débuta en décembre 1963[6]. Ce procès

---

[1] *Ibid.*, p. 52.

[2] Pour les avancées de la recherche, voir FRIEDLÄNDER, Saul. "Eine integrierte Geschichte des Holocaust." Aus Politik und Zeitgeschichte 14-15 (2007): 7-14; LONGERICH, Peter. "Tendenzen und Perspektiven der Täterforschung."Ibid.: 3-7; MOMMSEN, Hans. "Forschungskontroversen zum Nationalsozialismus."Ibid.: 14-21.

[3] Voir LAMM, Hans. *Der Eichmann-Prozess in der deutschen öffentlichen Meinung: eine Dokumentensammlung*. Frankfurt a/M: Ner-Tamid-Verlag, 1961, 73 p; SCHOENBERNER, Gerhard. "Der Prozess Eichmann und die Folgen." Frankfurter Hefte 16 (1961): 433-440.

[4] KRAUSE, Peter. "Eichmann und die Deutschen: 'Vergangenheitsbewältigung in Ost und West am Beispiel der Presse zum Jerusalmer Eichmann-Prozess." Deutschland-Archiv 38.2 (2005): 266-273. Voir aussi du même auteur KRAUSE, Peter. *Der Eichmann-Prozess in der deutschen Presse*. Frankfurt a/M: Campus-Verlag, 2002, 327 p. Pour une présentation du procès contre Adolf Eichmann et ses conséquences en Allemagne, voir notamment CESARINI, David. "After Eichmann: collective memory and the Holocaust since 1961." Journal of Israeli History 23.1 (2004): 1-166; GROSSE, Christina. *Der Eichmann-Prozess zwischen Recht und Politik*. Frankfurt a/M: Lang, 1995, 187 p; LAMM. *Eichmann-Prozess*, op. cit.

[5] La présence d'anciens national-socialistes dans les plus hautes sphères de l'Etat (Hans Globke, Karl-Friedrich Vialon, Werner Heyde, Theodor Oberländer) devenait de plus en plus insupportable pour les nouvelles générations ; voir GARBE. Äusserliche Abkehr. op. cit., p. 709. Voir aussi FREI (dir.). *Hitlers Eliten nach 1945*, op. cit.

[6] Lors du procès de Francfort s/M, qui dura de 1963 à 1965, 22 anciens personnels du camp d'extermination Auschwitz (dont le commandant adjoint Robert Mulka) furent accusés d'avoir participé à la « solution finale ». L'intérêt national et international était énorme, Arthur Miller couvrait le procès pour le New York Times.

posait une question fondamentale : « Wieso zumeist unbescholtene Bürger – Akademiker, Beamte, Kaufleute, Handwerker – plötzlich zu unvollstellbaren Greueltaten fähig waren und nach Kriegsende wieder zu 'harmlosen' Bürgern wurden[1] » ? Contrairement au procès d'Eichmann, il s'agissait ici non pas des niveaux hiérarchiques supérieurs – les responsables administratifs (*Schreibtischtäter*) – mais des *exécutants* des crimes contre l'humanité. Malgré leur stratégie de défense, reposant sur l'état de nécessité et leur socialisation dans le IIIème Reich qui leur aurait fait perdre tout sens moral, tous les accusés furent condamnés à de lourdes peines[2]. Le président de la cour rappela, lors du verdict les 15 et 16 août 1965, qu'il ne s'agissait pas de « surmonter le passé », ni de mener un procès politique, mais de juger la culpabilité criminelle des accusés. Néanmoins, soulignait-il, le jugement devait servir à perpétuer la mémoire des victimes et ainsi d'influencer le travail de mémoire des descendants des bourreaux[3].

L'orientation de ce procès contribua à changer, à long terme, le regard allemand sur le national-socialisme[4]. L'impact de l'ensemble des procès contre les anciens bourreaux sur les mentalités peut être expliqué doublement. Premièrement, ces procès se focalisaient sur les aspects les plus meurtriers du IIIème Reich en soulignant la « banalité » des bourreaux qui s'étaient transformés de « citoyens ordinaires » en « bourreaux ordinaires » pour redevenir, après 1945, des « citoyens ordinaires ». Deuxièmement, les procès étaient dans la description des faits de nature beaucoup plus concrète et explicite que les travaux des philosophes, les

---

[1] « Comment des citoyens majoritairement intègres – universitaires, fonctionnaires, commerçants, artisans – étaient-ils d'un coup capables de commettre de telles atrocités pour redevenir, à la fin de la guerre, d'inoffensifs citoyens. » WINTERS, Peter Jochen. "Das Unfassbare vor Gericht: vor dreissig Jahren endete der Auschwitz-Prozess." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 19.08.1995. Cité dans REICHEL. *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland*, op. cit., p. 161.

[2] Pour une présentation détaillée des quatre personnages principaux, Herbert Mulka, Oswald Kaduk, Hans Stark et Franz Lucas et leurs stratégies de défense, voir REICHEL. *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland*, op. cit., pp. 162-169. Voir aussi PENDAS, Devin O. *Der Auschwitz-Prozess: Völkermord vor Gericht*. München: Siedler, 2013, 423 p; WOJAK, Irmtrud (dir.). *"Gerichtstag halten über uns selbst..." Geschichte und Wirkung des ersten Frankfurter Auschwitz-Prozesses*. Frankfurt a/M: Campus-Verlag, 2001, 356 p.

[3] REICHEL. *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland*, op. cit., pp. 175-176. Sur ce procès, voir l'excellent film *Im Labyrinth des Schweigens* de Guilio Ricciarelli de 2014.

[4] Le procès de Francfort s/M fut également l'un des premiers procès où l'on fit appel à des expertises extérieures, rédigées notamment par des historiens ; voir WOJAK, Irmtrud. Die Verschmelzung von Geschichte und Kriminologie: historische Gutachten im Frankfurter Auschwitz-Prozess. *In* FREI, Norbert (dir.). *Geschichte vor Gericht: Historiker, Richter und die Suche nach Gerechtigkeit*. München: C. H. Beck, 2000, pp. 29-45.

témoignages littéraires et, surtout, les conclusions des historiens[1]. La couverture médiatique dont ils bénéficiaient contribuait également à les rendre plus tangibles (et intelligibles) pour une large partie de la population ouest-allemande. Les médias relayèrent notamment les descriptions détaillées des sévices infligés aux victimes par leurs bourreaux, rendant ce qui auparavant avait été pour beaucoup abstrait très concret.

En parallèle à ces procès très médiatisés, les élites intellectuelles connurent, pendant les années 1960, une remise en cause profonde de leurs analyses historiques des origines du IIIème Reich. Les thèses de Fritz Fischer sur les buts allemands lors de la Première Guerre mondiale[2] renouaient avec la question des continuités de la politique d'une grande puissance impériale (*Grossmachtpolitik*) allemande et des élites qui la soutenaient[3]. Son argumentation s'opposait à l'idée selon laquelle le national-socialisme n'avait été qu'une brève interruption négative dans une histoire nationale pouvant, dans sa totalité, être considérée de manière positive. Au contraire, Fischer soulignait les continuités de la politique allemande : les mêmes élites qui avaient mené le *Reich* à la Première Guerre mondiale avaient continué, avec de nouvelles méthodes, à poursuivre le but de la domination allemande sur l'Europe. Vu sous cet angle, le IIIème Reich ne pouvait être ni un « accident de l'histoire » ni le résultat d'un destin divin. Il était plutôt le résultat d'une « accumulation » d'événements négatifs qui avaient commencé sous l'Empire wilhelmien.

---

[1] HEY, Bernd. Die NS-Prozesse: Probleme einer juristischen Vergangenheitsbewältigung. *In* WEBER, Jürgen/STEINBACH, Peter (dir.). *Vergangenheitsbewältigung durch Strafverfahren ? : NS-Prozesse in der Bundesrepublik Deutschland*. München: Olzog, 1984, pp. 51-70, pp. 52-53.

[2] FISCHER, Fritz. *Griff nach der Weltmacht: die Kriegszielpolitik des kaiserlichen Deutschland 1914-918*. Düsseldorf: Droste, 1961, 896 p. La première version de ses thèses a été produite dans un article de 1959, FISCHER, Fritz. "Deutsche Kriegsziele: Revolutionierung und Separatfrieden im Osten 1914-1918." Historische Zeitschrift 188 (1959): 249-310.

[3] Pour des présentations de la « Fischer-Kontroverse », voir BERGHAHN, Volker. "Die Fischer-Kontroverse: 15 Jahre danach." Geschichte und Gesellschaft 6 (1980): 403-419, pp. 47-68; GEISS, Imanuel Die Fischer-Kontroverse: ein kritischer Beitrag zum Verhältnis zwischen Historiographie und Politik in der Bundesrepublik. *In* GEISS, Imanuel (dir.). *Studien über Geschichte und Geschichtswissenschaft*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1972, pp. 108-198; GROSSE KRACHT, Klaus. *Die zankende Zunft. Historische Kontroversen in Deutschland nach 1945*. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 2005, 224 p; JARAUSCH, Konrad Der nationale Tabubruch: Wissenschaft, Öffentlichkeit und Politik in der Fischer-Kontroverse. *In* SABROW, Martin (dir.). *Zeitgeschichte als Streitgeschichte: grosse Kontroversen seit 1945*. München: C. H. Beck, 2003, pp. 20-40; SCHÖLLGEN, Gregor. "Griff nach der Weltmacht? 25 Jahre Fischer-Kontroverse." Historisches Jahrbuch 106 (1986): 386-406; SYWOTTEK, Arnold. Die Fischer-Kontroverse. *In* GEISS, Imanuel/WENDT, Bernd-Jürgen (dir.). *Deutschland in der Weltpolitik des 19. und 20. Jahrhunderts*. Düsseldorf: Bertelsmann Universitätsverlag, 1973, pp. 19-74. Pour sa réception dans la RDA, voir STIBBE, Matthew. "The Fischer controversy over German war aims in the First World War and its reception by East German historians, 1961-1989." The Historical Journal 46 (2003): 649-668.

La controverse autour des thèses de Fischer reflétait les clivages d'interprétation générationnels. D'un côté, les historiens de la génération de Gerhard Ritter (né en 1888) tentaient de rester fidèles au « récit national directeur (*nationale Meistererzählung*) », sachant qu'une critique de certaines traditions allemandes était devenue inévitable et donc, jusqu'à un certain degré, nécessaire pour être politiquement acceptable. D'un autre côté, les jeunes historiens, tel Fischer lui-même, tiraient de la défaite totale de l'Allemagne la conclusion radicale que les interprétations apologétiques de l'histoire nationale n'étaient pas compatibles avec le devoir éthique de l'historien. Cette première « Querelle des historiens » n'aurait pu rester qu'anecdotique si les médias ne s'y étaient pas intéressés, servant d'intermédiaire entre les historiens et un public plus large. Konrad Jarausch souligne que « Fischers plaktaive Thesenhaftigkeit und staatsanwaltliche Argumentation, die in der Zunft Anstoss erregten, machten sein Werk für die Medien interessant und liessen den unlesbaren Wälzer zu einem unerwarteten Verkaufserfolg werden[1] ».

La « Fischer-Kontroverse » est rétrospectivement considérée comme le début d'un regard critique porté par l'Allemagne de l'Ouest, et notamment les historiens allemands, sur l'histoire allemande en général et l'histoire de la RFA en particulier[2]. Il s'agissait donc d'un « débat clé des politiques mémorielles[3] » qui transforma profondément la culture historique de la RFA. En même temps, la controverse problématisait de manière évidente le positionnement des intellectuels face à la nation, la jeune génération d'historiens cherchant à renforcer la démocratie ouest-allemande en mettant à l'index les tendances nationalistes du passé et à libérer l'historiographie de son ancrage purement national[4].

---

1 « La nature publicitaire des thèses de Fischer et son argumentation rappelant celle d'un juge d'instruction et qui suscitaient l'indignation parmi les historiens rendaient son ouvrage intéressant pour les médias et permettaient à ce pavé indigeste de devenir un succès commercial. »; JARAUSCH. Der nationale Tabubruch. op. cit., p. 28. Pour l'impact de la controverse autour des thèses de Fischer, voir BERGER, Stefan. *The search for normality: national identity and historical consciousness in Germany since 1800*. Providence: Berghahn Books, 1997, 307 p., pp. 56-76.

2 IGGERS, Georg G. *Deutsche Geschichtswissenschaft: eine Kritik der traditionellen Geschichtsauffassung von Herder bis zur Gegenwart*. Wien: Böhlau, 1997, IX-450 p., p. 401 suiv; LORENZ, Chris. *Konstruktion der Vergangenheit: eine Einführung in die Geschichtstheorie*. Köln: Böhlau, 1997, XV-480 p., p. 100 suiv; SIMON, Christian. *Historiographie: eine Einführung*. Stuttgart: Hohenheim, 1996, 320 p., pp. 154-155.

3 JARAUSCH. Der nationale Tabubruch. op. cit., p. 21.

4 FISCHER, Fritz. Aufgaben und Methoden der Geschichtswissenschaft (1968). *In* FISCHER, Fritz (dir.). *Der Erste Weltkrieg und das deutsche Geschichtsbild: Beiträge zur Bewältigung eines historischen Tabus*. Düsseldorf: Droste, 1977, pp. 21-37. Voir aussi GEISS. Fischer-Kontroverse. op. cit; KRUMREICH, Gerd. "Das Erbe der Wilhelminer. Vierzig Jahre Fischer-Kontroverse: um die deutschen Ziele im Ersten Weltkrieg stritten die Historiker, weil man vom Zweiten Weltkrieg geschwiegen hatte." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 4.11.1999; SCHÖLLGEN. « Fischer-Kontroverse. », art. cit.

Edgar Wolfrum qualifie cette fin des années 1950 et le début des années 1960 de manière positive en soulignant la volonté croissante de faire avancer la *Vergangenheitsbewältigung* :

> Insgesamt nahm die öffentliche Präsenz der NS-Zeit und der NS-Verbrechen erheblich zu. Der Nationalsozialismus wurde von der westdeutschen Bevölkerung zunehmend als ein Skandalon betrachtet, und eine Distanzierung von ihm fing an zum Nachweis und Konstitutivum des Bundesbürgers zu werden. Am Ausgang der 50er Jahre setzten somit verstärkt politische Lernprozesse ein, die bis zum Ende des folgenden Jahrzehnts – dann noch einmal vorangetrieben durch die Verjährungsdebatten im Deutschen Bundestag und die Studentenunruhen – zu einem immer umfassenderen Einstellungswandel im Sinne einer strikten Abgrenzung vom Dritten Reich führten[1].

Ce changement de mentalités – l'intégration de la mémoire de l'Holocauste dans l'identité ouest-allemande – ne s'est pas déroulé sans heurts et résistances. La transformation de la conscience allemande collective et l'émergence d'un sentiment de « honte collective » auquel Theodor Heuss avait invité ses compatriotes en 1949[2], ne signifiait nullement que le « public » allemand était tout d'un coup devenu plus sensible au passé[3]. En même temps, les médias de masse n'exprimaient pas nécessairement l'opinion majoritaire de la population allemande dont les sentiments par rapport au passé étaient exprimés en privé[4].

---

[1] « Dans l'ensemble, la présence de la période national-socialiste et des crimes national-socialistes dans la sphère publique augmentait. Le national-socialisme était de plus en plus considéré par la population ouest-allemande comme un scandale et une prise de distance avec les évènements s'instaura comme garantie et élément constitutif de la citoyenneté de la République fédérale. A la fin des années 50 débutèrent des processus d'apprentissage qui, jusqu'à la fin de la décennie suivante – et renforcés encore par les débats sur la prescription au parlement allemand et les mouvements contestataires des étudiants – conduisirent à un profond changement de mentalité dans le sens d'une démarcation stricte par rapport au IIIème Reich. » WOLFRUM. *Die geglückte Demokratie*, op. cit., p. 181.

[2] Cité dans GROSSER, Alfred. *Deutschlandbilanz: Geschichte Deutschlands seit 1945*. München: Carl Hanser, 1974, 523 p., p. 159.

[3] Voir WOLFRUM. *Die geglückte Demokratie*, op. cit., pp. 228 et 235.

[4] Kröger souligne que pour la période de 1958 à 1965, une majorité significative (et croissante) était favorable à ce que l'on tire un trait final sur le passé, mettant fin aux discussions autour du IIIème Reich et des crimes contre l'humanité ; KRÖGER, Ullrich. *Die Ahndung von NS-Verbrechen vor westdeutschen Gerichten und ihre Rezeption in der deutschen Öffentlichkeit 1958 bis 1965 unter besonderer Berücksichtigung von "Spiegel", "Stern", "Zeit", "SZ", "FAZ", "Welt", "Bild", "Hamburger Abendblatt", "NZ" und "Neuem Deutschland"*. Université Hamburg, thèse de doctorat sous la direction de, 1973, XIV-457 p. Il y avait, notamment dans la première moitié des années 1960, des voix critiquant la *Vergangenheitsbewältigung* en l'accusant d'être l'œuvre de la RDA et reprochant aux Alliés d'avoir voulu anéantir le peuple allemand ; voir MOHLER, Armin. *Was die Deutschen fürchten: Angst vor der Politik, Angst vor der Geschichte, Angst vor der Macht*. Stuttgart-Degerloch: Seewald, 1965, 249 p; MOHLER, Arnim. *Vergangenheitsbewältigung: von der Läuterung zur Manipulation*. Stuttgart-Degerloch: Seewald, 1968, 102 p. L'auteur continuera ses polémiques contre le travail de mémoire en RFA durant les années 1980 dans le cadre des débats identitaires ; voir MOHLER, Armin. *Der Nasenring : im Dickicht der Vergangenheitsbewältigung*. Essen: Heintz und Höfkes, 1989, 256 p; PEISL, Anton / MOHLER,

Au contraire, un discours conservateur considérant le national-socialisme comme le point culminant de la décadence humaine, elle-même créée par la pensée des Lumières, devint populaire dans une partie de la population de l'Allemagne de l'Ouest dans les années 1950. Cette pensée conservatrice exprimait un mouvement de négation de la culpabilité et de la responsabilité individuelle. L'accusation portée contre la rationalité incluait en elle le programme à suivre : ré-christianisation de la société, concentration sur la morale et l'ordre « naturel[1] », c'est-à-dire un retour à un système politique non-démocratique. Un tel programme permettait non seulement une démarcation par rapport au passé national-socialiste mais également la reconstruction de la *Volksgemeinschaft* autour de l'anticommunisme comme idéologie unificatrice.

Néanmoins, la situation était désormais telle que le travail de mémoire et le rapport au passé (et la place qui devait lui être accordé dans le présent) allait, par la suite, devenir un des enjeux majeurs des débats identitaires allemands et le passé un élément incontournable de toute réflexion sur l'identité allemande – et ce de manière explicite et voulue.

Armin. *Die Deutsche Neurose : über die beschädigte Identität der Deutschen*. Frankfurt a/M: Ullstein, 1980, 260 p.

[1] CLASSEN, Christoph. "Back to the fifties? Die NS-Vergangenheit als nationaler Opfermythos im frühen Fernsehen der Bundesrepublik." Historical Social Research 30.4 (2005): 112-127, p. 118.

II - De la contestation à la ré-restauration : de 1968 au « tournant mental-moral »

Viewed from a generational perspective, the impressive German tradition of memory politics appears as a grand exercise in intergenerational miscommunication. Each paradigm reflected the political and psychological needs of the corresponding political generation, but precisely for that reason, the different collective memories did not provide a good basis for intergenerational dialogue[1].

Was wir heute oft als den eigentlichen Aufbruch des “kollektiven Gedächtnisses“ betrachten, die Impulse der 68er-Bewegung, war letztlich ein Kulminationspunkt jener schon früher erfolgten Thematisierungen[2].

L’ère Adenauer ne prit fin qu’avec la chute de son successeur Ludwig Erhard en 1966. Celui-ci, le « père du miracle économique », allait – jusque dans les années 1980 – être le dernier chancelier à tenter de tirer publiquement un trait final sous le passé allemand en déclarant la fin de la période d’après-guerre (*Ende der Nachkriegszeit*[3]).

Dans le contexte du climat mémoriel de la fin des années 1950 et du début des années 1960, ses déclarations optimistes reflétaient les illusions d’un autre temps et, comme en témoigne une série d’événements, la *Nachkriegszeit* dans le sens du travail de mémoire n’était nullement finie. La fin des années 1960 fut marquée par un conflit générationnel, au cœur duquel se trouvait une rupture dans le rapport au passé qui constituait, d’une certaine manière, une refondation de la RFA par une rupture culturelle qui allait contribuer à instaurer l’Holocauste comme « mythe fondateur » de l’Allemagne occidentale.

Contrairement à ce qu’Erhardt avait espéré, les temps du silence collectif étaient révolus et les discussions sur le passé national-socialiste et la responsabilité de la population

[1] KANSTEINER. *In pursuit of German memory*, op. cit., p. 188.

[2] « Ce que nous considérons aujourd’hui souvent comme la rupture de la mémoire collective, les impulsions du mouvement de 68, n’était finalement que le point culminant des discussions qui avaient eu lieu avant. » NAUMANN. Zwischen Tabu und Skandal. op. cit., p. 44.

[3] Déclaration du gouvernement de Ludwig Erhard le 10. Novembre 1965, cité dans BOROWSKY, Peter. "Das Ende der "Ära Adenauer"." Informationen zur politischen Bildung 258, http://www.bpb.de/themen/P832WI,0,0,Das_Ende_der_%C4ra_Adenauer.html (consulté le: 05.05.2008).

allemande avaient acquis une nouvelle dimension avec la vague de procès du début des années 1960. Paradoxalement, cette évolution était accompagnée du renforcement des partis d'extrême droite, le Parti National-Démocrate (*Nationaldemokratische Partei Deutschlands*, NPD) entrant, pour la première fois de son histoire et directement après avoir été créé, dans sept parlements régionaux en Allemagne occidentale[1]. Les succès électoraux du parti d'extrême droite, NPD, défendant, à partir de sa création fin 1964, des positions nationalistes et révisionnistes, témoignent du renouveau des tendances autoritaires et radicales. Après ses succès en Moyenne-Franconie (Mittelfranken) et au Schleswig-Holstein en 1965, le NPD atteignit 7,9% et 7,4% aux élections régionales au mois de novembre 1966 en Hesse et en Bavière et 9,8% lors des élections régionales au Bade-Wurtemberg de 1968. Parallèlement, les rangs du parti s'élargissaient continuellement : 3000 membres en 1964, 18.000 en 1966 et 50.000 en 1969. Après l'échec des élections fédérales de 1969 (4,3%), le parti commença néanmoins à décliner.

Les événements présentés ci-dessous témoignent de la présence médiatique et politique du passé dans la République fédérale en même temps qu'ils démontrent l'institutionnalisation des rituels de mémoire portés par une volonté politique. D'abord, les débats parlementaires concernant l'abrogation de la prescription des crimes contre l'humanité (*Verjährungsdebatten*) de 1965, 1969 et 1979 allaient démontrer les difficultés rencontrées par les tentatives de mettre fin aux poursuites des crimes national-socialistes. Ensuite, les événements de 1968, prolongeant les changements de mentalité advenus depuis la fin des années 1950, donnaient une nouvelle impulsion à la *Vergangenheitsbewältigung* en défiant les mémoires des générations précédentes. Dans le même temps, les changements politiques, laissant accéder au pouvoir pour la première fois de l'histoire de la RFA un gouvernement dirigé par un social-démocrate, Willy Brandt (suivi par celui d'Helmut Schmidt) et la présidence d'un autre social-démocrate, Gustav Heinemann, sonnèrent les « modest beginnings of a new paradigm[2] » et l'invention d'une mémoire culturelle (et politique) du national-socialisme. Enfin, cette mémoire culturelle et le positionnement définitif et généralisé de l'Holocauste comme « mythe fondateur » d'une identité ouest-allemande étaient

[1] HOFFMANN, Uwe. *Die NPD. Entwicklung, Ideologie und Struktur*. Frankfurt a.M.: Lang, 1999, 496 p., notamment pp. 74-133.

[2] KANSTEINER. *In pursuit of German memory*, op. cit., p. 239.

finalement renforcées par la diffusion de la série télévisée américaine *Holocaust* qui connut un succès inégalé en 1979.

Cette période est également caractérisée par l'assise d'une nouvelle génération d'historiens qui rompent avec les paradigmes de l'historiographie classiques en RFA. Alors que l'étude de l'histoire s'était, jusqu'alors, concentrée sur les « grands hommes », cherchant notamment des modèles explicatifs pour la « catastrophe allemande » en la personne d'Adolf Hitler et des grandes figures du national-socialisme, soulignant les intentions des dirigeants national-socialistes comme cause principale de l'Holocauste, cette nouvelle génération d'historiens mettait l'accent sur les structures du régime national-socialiste et les procédures administratives qui avaient conduit au meurtre de masse du peuple juif.

Des historiens comme Hans Mommsen (né en 1930[1]), Martin Broszat (né en 1926[2]) et Hans-Ulrich Wehler (né en 1931[3]) instaurèrent une approche fonctionnaliste, cherchant à expliquer les implications des individus dans le régime national-socialiste et ses structures. Inspirés par une intégration notamment des approches sociologique, économique et psychologique – à l'instar de l'Ecole des Annales en France – les fondateurs de l'Ecole de Bielefeld[4] ancrèrent l'analyse historique dans un cadre plus global de l'histoire sociale et de la théorie de la modernisation[5]. Ils s'appuyaient aussi bien sur des analyses à l'échelle générale du régime que des études locales[6] afin d'offrir de nouveaux modèles explicatifs.

---

[1] Parmi les nombreux ouvrages de cet historien influent, voir notamment sa thèse d'Etat, MOMMSEN, Hans. *Beamtentum im Dritten Reich. Mit ausgewählten Quellen zur nationalsozialistischen Beamtenpolitik*. München: Oldenbourg, 1966, 246 p.

[2] Dans ce contexte, son ouvrage le plus influent est BROSZAT, Martin. *Der Staat Hitlers: Grundlegung und Entwicklung seiner inneren Verfassung*. München: DTV, 1969, 472 p.

[3] L'ouvrage, même s'il ne porte pas sur le IIIème Reich, dans lequel l'auteur développe pour la première fois son approche fonctionnaliste, est WEHLER, Hans-Ulrich. *Das Deutsche Kaiserreich: 1871-1918*. Göttingen: Vandenhoeck und Ruprecht, 1973, 272 p.

[4] Pour une histoire de l'Ecole de Bielefeld et des controverses autour des approches de cette école, voir HITZER, Bettina (dir.). *Die Bielefelder Sozialgeschichte: klassische Texte zu einem geschichtswissenschaftlichen Programm und seinen Kontroversen*. Bielefeld: Transcript Verlag, 2010, 461 p.

[5] KOCKA, Jürgen. *Sozialgeschichte. Begriff, Entwicklung, Probleme*. Göttingen: Vandenhoeck und Ruprecht, 1977, 173 p; WEHLER, Hans-Ulrich. *Historische Sozialwissenschaft und Geschichtsschreibung: Studien zu Aufgaben und Traditionen deutscher Geschichtswissenschaft*. Göttingen: Vandenhoeck und Ruprecht, 1980, 409 p. Voir aussi les 5 tomes, devenus un ouvrage de référence, de l'histoire de la société allemande, WEHLER, Hans-Ulrich. *Deutsche Gesellschaftsgeschichte (5 tomes)*. München: C.H. Beck, 2008.

[6] A titre d'exemple, voir le projet de recherche « Bayern in der NS-Zeit » et les six publications issues de ce projet entre 1977 et 1985.

Procédant ainsi, ils choisirent de porter un autre regard sur l'extermination des Juifs européens, faisant peu référence aux recherches menées notamment par Raul Hilberg[1] pour se concentrer sur la « radicalisation cumulative[2] » qui avait conduit, s'appuyant sur le cadre structurel de l'administration national-socialiste, à la réalisation de la « solution finale ». Une telle approche permit notamment de souligner l'importance des structures et des actions des protagonistes aux niveaux inférieurs de la hiérarchie de l'administration national-socialiste dans l'Holocauste.

Une telle approche constituait une rupture nette avec l'idée – largement répandue dans la population ouest-allemande – de la culpabilité des seuls dirigeants politiques, ayant permis aussi à la majeure partie du peuple allemand de se sentir innocent. Elle ramenait les Allemands, au-delà des cercles décisionnels, au centre de l'analyse.

A - Les Verjährungsdebatten : à la recherche d'un consensus au-dessus des clivages politiques

> Entscheidend ist (…) das Geschehene im einzelnen zu ermitteln, klarzulegen und auszusprechen, so lange das noch möglich ist. Entscheidend ist, lassen Sie es mich so sagen, dass Leid und Opfer der Toten, sofern immer möglich, nicht der Anonymität des Massensterbens überlassen bleiben und nicht in den Millionenzahlen untergehen dürfen. (…) Wir Deutsche beweisen vor uns selbst und kommenden Generationen mit dem Nein zur Verjährung der NS-Verbrechen unseren Willen, die zwölf schlimmen Jahre unserer Geschichte bis in die äußersten Winkel hinein aufzuhellen[3].

Les procès menés à la suite du *Ulmer Einsatzgruppen-Prozess* de 1958 s'appuyaient en grande partie sur la notion juridique de « meurtre (*Mord*) » et « complicité de meurtre (*Beihilfe zum Mord*) », laissant ainsi intouchée la majorité des *Schreibtischtäter*, des

---

[1] HILBERG, Raul. *The destruction of the European Jews*. Chicago: Quadrangle Books, 1961, X-788 p.

[2] MOMMSEN, Hans. "Die Realisierung des Utopischen: Die "Endlösung der Judenfrage" im Dritten Reich " Geschichte und Gesellschaft 9.3 (1983): 381-420.

[3] « Il est capital (…) d'enquêter sur les événements en détail, de les expliquer et d'en parler tant que c'est encore possible. Il est déterminant, laissez-moi le formuler ainsi, que la souffrance et le sacrifice des morts, autant que possible, ne soient pas confiés à l'anonymat de l'hécatombe et ne disparaissent pas dans les chiffres. (…) En nous prononçant contre la prescription des crimes nationaux-socialistes, nous, les Allemands, nous prouvons à nous-mêmes et aux générations futures notre volonté de faire la lumière sur les douze années sombres de notre histoire jusque dans les moindres recoins ». Johann Baptist Gradl (CDU) lors du débat parlementaire du 29 mars 1979. Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll. Stenographischer Bericht der 145. Sitzung, 8. Wahperiode (29.03.1979)*. p. 11564.

responsables administratifs de l'Holocauste, dont Adolf Eichmann avait été l'incarnation parfaite.

Une initiative du SPD en 1960 permettant et incitant à la poursuite des « meurtres » après la prescription avait été rejetée par le ministre de la Justice de l'époque, Fritz Schäffer, au motif que la justice avait fait son possible, que la tenue d'autres procès était improbable et que le principe d'interdiction de rétroactivité d'une loi primait sur l'évolution de la loi[1]. La base du refus était l'idée du *nulla poena sine lege*. Ainsi, à partir de 1960, les délits d'homicide et coups et blessures entraînant la mort furent prescrits et les meurtres allaient l'être à partir de 1965.

Le dilemme aurait pu être résolu en amont si le *Conseil parlementaire* qui avait élaboré la Loi fondamentale de 1949 ou le premier *Bundestag* avaient suivi les recommandations des Alliés en instaurant des lois particulières permettant la poursuite des crimes commis sous le national-socialisme[2].

Malgré – ou peut-être en raison de – cette situation, les débats parlementaires de 1965 sont considérés comme les heures de gloire du parlement allemand[3]. La discussion au parlement, rendue nécessaire par l'imminence de la prescription, avait été précédée d'un travail intensif de la part de la *Zentrale Stelle* à Ludwigsburg qui cherchait à faire débuter le plus de procès possible avant la prescription débutant en 1965 et portée par l'intérêt public (national et international) grandissant pour la question[4]. Lors d'une séance consacrée à ce sujet, le 10 mars 1965, diverses initiatives furent présentées et discutées au *Bundestag*.

---

[1] La majorité des grands crimes était connue, mais les noms des criminels ne l'étaient pas pour la plupart. Voir RÜCKERL. *NS-Verbrechen vor Gericht*, op. cit., pp. 154 suiv. Le ministre s'appuyait sur un rapport du directeur de la *Zentrale Stelle*, Erwin Schülle, voir Deutscher Bundestag (Presse- und Informationszentrum des Deutschen Bundestages). *Zur Verjährung nationalsozialistischer Verbrechen: Dokumentation der parlamentarischen Bewältigung des Problems 1960-1979, 3 vol.* Bonn, 1980, 824 p., pp. 25 et 27.

[2] EICHMÜLLER, Andreas. *Keine Generalamnestie. Die Strafverfolgung von NS-Verbrechen in der frühen Bundesrepublik*. München: Oldenbourg Wissenschaftsverlag, 2012, 476 p., notamment pp. 69-91.

[3] REICHEL. *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland*, op. cit., p. 183.

[4] La RDA cherchait depuis sa création à nuire à l'image du personnel politique, économique et juridique ouest-allemand en divulguant des matériaux compromettants, tentant ainsi de prouver que la RFA était un Etat néo-fasciste et lui retirant sa légitimité de parler au nom du peuple allemand dans sa totalité ; voir LEMKE, Michael. Instrumentalisierter Antifaschismus und SED-Kampagnepolitik im deutschen Sonderkonflikt 1960-1968. *In* DANYEL, Jürgen (dir.). *Die geteilte Vergangenheit: zum Umgang mit Nationalsozialismus und Widerstand in den beiden deutschen Staaten*. Berlin: Akademie-Verlag, 1995, pp. 61-86. Les attaques personnelles les plus importantes ont été menées contre Hans Globke, secrétaire d'Etat sous Adenauer et Theodor Oberländer, ministre des expulsés ; pour Globke, voir JACOBS, Norbert. *Der Streit um Dr. Hans Globke in der öffentlichen Meinung der Bundesrepublik Deutschland 1949-1973: ein Beitrag zur politischen Kultur in Deutschland*.

Lors du débat lui-même, deux positions juridico-politiques s'opposaient. D'un côté, ceux qui, dans l'esprit d'un puritanisme de l'État de droit, récusaient la nécessité d'une loi particulière et un changement des délais de prescription. De l'autre côté, la position morale qui soulevait la question de la justice et de la réparation pour les victimes. La particularité du débat reposait sur le fait que beaucoup de parlementaires se détachaient de leur arrière-plan professionnel juridique pour considérer la question de la prescription sous l'angle de l'auto-conception morale de la jeune démocratie[1]. La reconnaissance de la moralité individuelle des parlementaires au-delà des lignes partisanes constituait une nouveauté qui permettait de dissoudre cet « encombrement politico-moral dramatique » et de mettre un terme à « l'attente »[2].

Les interventions d'Ernst Benda (CDU), Thomas Dehler (FDP) et Adolf Arndt (SPD) témoignent, de manière exemplaire, de la « moralisation » du sujet[3].

Ernst Benda soutenait la thèse de la position morale, soulignant que le sentiment de justice (*Rechtsgefühl*) était bafoué quand des meurtres restaient impunis alors qu'ils pouvaient être expiés par une transformation de la loi : « Für die Antragsteller steht über allen Erwägungen juristischer Art ganz einfach die Erwägung, dass das Rechtsgefühl eines Volkes in unerträglicher Weise korrumpiert werden würde, wenn Morde ungesühnt bleiben müssten obwohl sie gesühnt werden könnten[4] ». Le fait qu'un système judiciaire puisse condamner à la prison un individu pour une « bêtise de jeunesse (*Jungenstreich*) » et pas ceux qui ont commis des meurtres est, selon lui inadmissible. Soulignant que le débat devrait être mené sans être affecté par les émotions des parlementaires et sans subir les pressions extérieures (au

---

Université de Bonn, thèse de doctorat sous la direction de: Knütter, Hans-Helmuth, 1992, 501 p; LEMKE. Instrumentalisierter Antifaschismus. op. cit. Pour Oberländer voir SCHÜTT, Siegfried. *Theodor Oberländer: eine dokumentarische Untersuchung*. München: Langen Müller, 1995, 229 p; WACHS, Philipp-Christian. *Der Fall Theodor Oberländer (1905-1998): ein Lehrstück deutscher Geschichte*. Frankfurt a/M: Campus-Verlag, 2000, 533 p.

[1] DUBIEL, Helmut. *Niemand ist frei von der Geschichte: die nationalsozialistische Herrschaft in den Debatten des Bundestages*. München: Carl Hanser Verlag, 1999, 303 p., p. 105.

[2] HOFFMANN, Christa. *Stunden Null: Vergangenheitsbewältigung in Deutschland 1945 und 1989*. Bonn: Bouvier, 1992, 331 p., p. 159.

[3] Les citations suivantes du débat sont reprises des protocoles de la 170ème séance du *Bundestag* le 10 mars 1965, Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll. Stenographischer Bericht der 170. Sitzung, 4. Wahlperiode (10.03.1965)*. 1965.. Les numéros entre parenthèses indiquent les numéros de page dans les protocoles.

[4] « Les dépositaires de la motion considèrent que, au-delà de toute considération de nature juridique, le sentiment de justice d'une nation serait corrompu de manière insupportable si des meurtres restaient impunis alors qu'ils pourraient être poursuivis. » (8524)

niveau national et international), Benda fit remarquer qu'il est nécessaire de tenter de distinguer les différents degrés d'implication dans les crimes national-socialistes. Il reprit ainsi, d'une certaine manière, la classification de la culpabilité élaborée par Karl Jaspers. Il fut néanmoins pessimiste sur l'impact d'un jugement sur la capacité du condamné de reconnaître sa culpabilité : « Hoffnungen auf eine Wandlung sind ja wohl in erschreckender Weise mit einer Reihe von bitteren Erfahrungen bei gegenwärtig laufenden und vergangenen Prozessen widerlegt[1] ». Les termes de *Gnade* (grâce) et *Vergebung* (pardon) invoqués par certains pour justifier ne peuvent pas, selon Benda, être mobilisés car seules les victimes seraient légitimes pour pardonner. L'intention de certains d'empêcher que « l'honneur de la nation soit souillé » par une poursuite des procès devait être contrecarrée par le peuple allemand pour éviter d'être identifié aux meurtriers, permettant par là également une auto-libération de la culpabilité. Citant l'évêque protestant de Berlin Kurt Scharf, il souligna que la reconnaissance de la culpabilité permettrait aux Allemands de pouvoir espérer le pardon des victimes :

> Der einzelne Täter und Gehilfe, auch wenn er inzwischen längst resozialisiert scheint, hat es um seiner selbst willen, um seiner inneren Heilung willen nötig, dass er seine Verantwortung an dem Geschehen, seine Mitschuld, seine ganz individuelle Sonderschuld erkennt und anerkennt, und dass ihm die Gemeinschaft, zu der er gehört, mit ihm deswegen 'verfährt', dass sie mit ihm dagegen angeht, und ihm hilft, mit dieser Schuld zu verfahren. (…) Bleibt dagegen Schuld verheimlicht, so wirkt sie im Verborgenen weiter (…) Verheimlichte Schuld verwirkt die Vergebung[2].

Finalement, il dénonça l'argument des défenseurs de la prescription qui soulignaient qu'afin de sauver l'honneur de la nation il conviendrait de mettre un terme à la possibilité de poursuites pour les crimes commis. Au contraire, selon lui, l'honneur de la nation ne peut être sauvé que si les coupables sont clairement désignés :

> Aber ich bestehe darauf – und es gehört für mich zum Begriff der Ehre der Nation –, zu sagen, dass dieses deutsche Volk doch kein Volk von Mördern ist und dass es diesem Volke doch erlaubt sein muss (…) dass es mit diesen Mördern nicht identifiziert wird, sondern von diesen Mördern befreit wird, dass es, besser gesagt, sich selber von diesen Mördern befreien kann. Das gehört für mich zur Ehre der Nation, dass der, wie ich weiss, unvollkommen bleibende, aber redliche

[1] « Les espoirs d'une transformation par la reconnaissance ont été confondus de manière inquiétante par une série d'expériences amères dans les processus en cours et passés. » (8525)

[2] « Chaque coupable et chacun de ceux qui ont participé, même s'il semble resocialisé depuis longtemps, doit, pour lui-même et pour sa guérison intérieure, reconnaître et admettre sa responsabilité pour ce qui s'est passé, sa culpabilité collective, sa culpabilité individuelle particulière et que la communauté à laquelle il appartient le juge, qu'elle l'aide à surmonter sa culpabilité. (…) Si la culpabilité, au contraire, reste tue, elle continue à œuvrer en sous-main (…) Une culpabilité tue empêche le pardon. » (8525).

> Versuch unternommen wird, das zu tun, dass man von sich sagen kann : man hat das, was möglich ist, getan[1].

Il termina son intervention en citant un mystique juif du 18ème siècle, selon qui « das Vergessenwollen verlängert das Exil, und das Geheimnis der Erlösung heisst Erinnerung[2] ».

A l'opposé, Thomas Dehler (FDP) défendit une position juridique conséquente sans pour autant négliger la spécificité des crimes national-socialistes ou de s'exposer au soupçon de sympathie pour les national-socialistes eux-mêmes : « Jeder von uns steht in der Qual seines Gewissens, unter dem Druck einer fürchterlichen Erbschaft dieser verbrecherischen nationalsozialistischen Zeit, die als Schuld und Scham auf uns allen lastet, und unter der Verantwortung vor dem Recht, vor unserem Recht[3] ». Il plaida pour la prépondérance du droit dans le cadre d'une reconnaissance de la faillite morale des individus :

> Müssen wir sagen, dass wir in der Abscheu vor dem Geschehen mit der Welt einig sind ? Fast meine ich, unsere Empörung ist größer, tiefer, peinigender. Am Ende sind wir uns doch der Schuld bewusst, jeder von uns, der damals Verantwortung getragen hat. (…) Ich sage: Jeder von uns, der damals Verantwortung getragen hat, hat das Empfinden, dass er zu wenig für das Recht gekämpft hat, dass er zu wenig Mut zur Wahrheit gehabt hat, nicht stark genug war in der Abwehr des Bösen. (…) Was können wir tun, um im Einklang mit der Stimmung, mit dem Willen der Welt zu sein? Sollen wir mit ihr hassen, verfluchen, Schuld und Sühne verewigen? Können wir dadurch Schaden von unserem Volk abwenden? Nein, wir können der Welt nur schlicht und fest unseren Willen zum Recht dartun. Ein Mehr gibt es nicht[4].

---

[1] « Mais j'insiste – et cela fait pour moi partie de la définition de l'honneur de la nation – qu'il faut dire que le peuple allemand n'est pas un peuple de meurtriers et qu'il doit être permis à ce peuple (…) de ne pas être identifié à ces meurtriers, mais, au contraire, d'être libéré de ces meurtriers, d'être capable – pour le dire plus clairement – de se libérer lui-même de ces meurtriers. C'est cela qui fait partie pour moi de l'honneur de la nation, d'entreprendre une tentative honorable, qui, comme je le sais, restera inaccomplie, qui permettra de dire : on a fait ce qu'il a été possible de faire. » (8526)

[2] « La volonté d'oublier prolonge l'exil et le secret de la rédemption s'appelle la mémoire. » (8526)

[3] « Chacun d'entre nous est face à la torture de sa conscience, sous la pression de l'héritage terrible de cette époque criminelle national-socialiste qui nous écrase de culpabilité et de honte et chacun d'entre nous est face à la responsabilité vis-à-vis du droit, de notre droit. » (8541)

[4] « Est-ce que nous devons dire que devant notre abomination devant les faits nous sommes en accord avec le monde ? Je serais tenté de dire que notre indignation est plus grande, plus profonde, plus pénalisante. A la fin, nous sommes conscients de la culpabilité, chacun d'entre nous qui avions des responsabilités à l'époque. (...) Je dis : Chacun d'entre nous qui avions des responsabilités à l'époque a l'impression qu'il n'a pas assez lutté pour le droit, qu'il n'a pas eu assez de courage pour la vérité, n'a pas été assez fort dans la lutte contre le mal. (...) Qu'est-ce que nous pouvons faire pour être en accord avec le ressenti, avec la volonté du monde ? Est-ce que nous devons haïr avec lui, maudire, immortaliser la culpabilité et l'expiation ? Est-ce que par là nous pouvons éviter des dommages à notre peuple ? Non, nous ne pouvons que simplement manifester au monde notre volonté d'appliquer le droit. On ne peut pas faire plus. » (8541)

Mais, comme il le souligna très clairement, toute conception juridique implique que toute responsabilité peut être soumise à prescription. Et selon lui ce que le peuple allemand avait perdu en 1933, était la volonté déterminée de maintenir un système d'État de droit absolu. Ainsi après 1945, la seule fondation sur laquelle la République fédérale peut être construite est la primauté du droit : les droits de l'Homme, les *Grund- und Freiheitsrechte* (les droits fondamentaux et de liberté). Ce droit n'est pas neutre ni une simple forme ou coquille vide. Au-delà de la protection des citoyens, le droit doit également garantir le traitement égalitaire des citoyens et exclut par-là la possibilité de viser un groupe particulier. C'est, argumenta-t-il, l'argument central qui empêcherait de changer, de manière rétroactive, le délai de prescription pour les crimes commis durant la période national-socialiste. Toute argumentation doit, par conséquent, être une argumentation purement juridique et non pas politique : « Soll das Fürchterliche nur nach dem Recht beurteilt werden, oder sollen wir eine politische, moralische, eine politisch-moralische Entscheidung treffen ? Ich glaube, diese Frage trifft den Kern unserer Auseinandersetzung. 'Nur' das Recht ? Ich sage : Nur das Recht[1] ». Car uniquement la soumission du politique au droit peut garantir le respect du droit nécessaire en démocratie. Et cela même si ce respect du droit peut paraître immoral ou contraire à un sentiment de justice.

Ce plaidoyer pour la primauté du droit sur les questions morales fut suivi de l'intervention du député Adolf Arndt (SPD) qui argumenta dans le même sens que Benda et qui, en raison du caractère spécifique des crimes en question, proposait un amendement constitutionnel[2]. Selon lui, la focalisation sur l'aspect juridique du problème négligerait la dimension morale au profit des mécanismes bien huilés de la défense de la thèse de la culpabilité collective, déchargeant par là l'individu de sa culpabilité. La Convention de sauvegarde des Droits l'Homme et des Libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 prévoit, rappella-t-il, dans le deuxième paragraphe de son septième article (« Pas de peine sans loi ») que « le présent article ne portera pas atteinte au jugement et à la punition d'une personne coupable d'une action ou d'une omission qui, au moment où elle a été

---

[1] « Est-ce que cette horreur doit uniquement être jugée sur la base du droit ou devons-nous prendre une décision politique, morale, une décision politico-morale ? Je pense que cette question touche au cœur de notre discussion. 'Uniquement' sur une base juridique ? Je dis : Uniquement sur une base juridique. » (8542)

[2] L'idée d'Arndt et du SPD était d'avance vouée à l'échec en raison de l'opposition fondamentale du FDP à un tel projet ; voir HIRSCH, Martin. Anlass, Verlauf und Ergebnis der Verjährungsdebatten im Deutschen Bundestag. *In* WEBER, Jürgen / STEINBACH, Peter (dir.). *Vergangenheitsbewältigung durch Strafverfahren ? : NS-Prozesse in der Bundesrepublik Deutschland*. München: Olzog, 1984, pp. 40-50.

commise, était criminelle d'après mes principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées »[1]. Ainsi, la loi concernant la prescription des crimes commis entre 1933 et 1945 ne doit pas être comprise comme une loi d'exception (*Ausnahmegesetz*) mais comme une loi de principe (*Massnahmegesetz*) qui reconnaît implicitement que les délais prévus par la loi en vigueur sont, concernant cette période particulière, trop courts. Certes, la prise en compte des trajectoires individuelles peut influer sur la reconnaissance de la nécessité d'envisager une prescription, mais l'ampleur des crimes commis doit être prise en considération :

> Ein Mann der vor den Augen der Mutter einen Säugling an den Füssen nimmt und mit dem Kopf am nächsten Eisenpfahl zerschmettert, – ein Mann, der 20 000, 30 000 Menschen füsilieren lässt oder das mitmacht, – ein Mann, der seinen Hund darauf dressiert, dass er den Gefangenen die Geschlechtsteile zerfleischt, und dann wird der Gefangene irgendwie auf die grausamste Weise zu Tode gebracht, – ein Mann, der dabei mitwirkt, dass die Gefangenen sich an die von ihnen selbst aufgeworfene Grube knien müssen, dann bekommen sie den Genickschuss, und dann kommt die nächste Lage hinein, so dass noch tagelang die Blutfontäne aus diesem Massengrab spritzte, – da kann man nicht sagen: Was hat der Mann heute noch mit seiner Tat zu tun[2]?

De la culpabilité de ceux qui ont commis ces crimes et de ceux qui ne les ont pas empêchés découle, selon Arndt, la responsabilité de la nation allemande, y compris de ceux qui n'ont pas participé : « Aber ich weiß mich mit in der Schuld. Ich kann nicht sagen, dass ich genug getan hätte. Ich weiss nicht, wer das von sich sagen will. Aber das verpflichtet uns, das ist ein Erbe. (…) Wir alle haben dieses Erbe[3] ».

La conclusion d'Arndt, renvoyant aux catégories de culpabilité de Jaspers, accentuait de manière impressionnante le *devoir* de mémoire des Allemands (ou, selon lui, l'« héritage du passé »), la nécessité d'un travail de mémoire. Une approche juridique n'était pas adaptée à la nature spéciale du régime national-socialiste et ne pouvait rendre hommage aux victimes de la barbarie :

---

[1] Conseil, de l'Europe. Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et Protocole additionnel. http://www.echr.coe.int/Documents/Collection_Convention_1950_FR.pdf (consulté le: 23.09.2010).

[2] « Un homme qui prend, sous les yeux de sa mère, un nourrisson par les pieds pour écraser sa tête contre un pilier en métal à côté, - un homme qui fait fusiller 20 000, 30 000 personnes ou qui y participe, - un homme qui dresse son chien pour mettre en pièces les parties génitales d'un prisonnier puis ce prisonnier est tué de la manière la plus cruelle, - un homme qui participe au fait que les prisonniers doivent s'agenouiller devant le trou qu'ils ont eux-mêmes creusé et qui reçoivent ensuite une balle dans la nuque, puis une nouvelle couche est jetée, faisant en sorte que la fontaine de sang jaillisse encore des jours après de cette fosse commune, - là on ne peut pas dire : Qu'est-ce que cet homme a encore à voir aujourd'hui avec son acte ? » (8550)

[3] « Mais je sais que je suis également coupable. Je ne pourrais pas dire que j'aurais fait assez. Je ne sais pas qui pourrait le dire. Mais cela nous oblige, c'est un héritage. (…) Nous avons tous cet héritage. » (8552 et 8553)

> Wir haben nicht nur daran zu denken, dass der Gerechtigkeit wegen, auf die wir uns berufen, die überführten Mörder abgeurteilt werden sollen, sondern wir haben auch den Opfern Recht zuteil werden zu lassen, schon allein durch den richterlichen Ausspruch, dass das hier ein Mord war. Schon dieser Ausspruch ist ein Tropfen, ein winziger Tropfen Gerechtigkeit. (…) Nicht, dass wir das Jüngste Gericht spielen wollen; das steht uns nicht zu. (…) Es geht darum, eine sehr schwere und im Augenblick leider noch ganz unpopuläre Last und Bürde auf uns zu nehmen. Es geht darum, dass wir dem Gebirge an Schuld und Unheil, das hinter uns liegt, nicht den Rücken kehren[1].

Le « poids et le fardeau impopulaire » dont parle Arndt et le devoir de mémoire allaient devenir, dans le courant des années 1970 l'un des fondements de l'identité allemande et le fil conducteur de la politique du gouvernement Brandt, comme l'a très clairement montré son geste à Varsovie le 7 décembre 1970 lorsqu'il s'agenouilla spontanément devant le Mémorial des victimes du ghetto[2].

Malgré la qualité du débat parlementaire et la franchise de certains orateurs, le résultat fut décevant : les membres du *Bundestag* n'instaurèrent qu'un compromis de procédure et eurent recours à l'idée énoncée par le SPD en 1960 de faire débuter la période de prescription avec la fondation de la République fédérale en 1949. Cette décision rendit nécessaire un nouveau débat parlementaire en 1969. Cette décision eut pour conséquence que, entre 1965 et 1969, notamment grâce aux informations parvenues de l'étranger, le travail de la *Zentrale Stelle* avait déclenché plus de 100 procès lors desquels 360 personnes avaient été condamnées, dont les accusés du procès de Francfort[3].

Lors de ce deuxième débat en 1969, le parlement décida d'amender le code pénal en abrogeant la prescription pour génocide (ce qui ne concernait que des crimes commis après 1949, après l'instauration du code pénal de la RFA) et en prolongeant le délai de prescription

---

[1] « Nous ne devons pas seulement penser au fait qu'en raison de la justice à laquelle nous nous référons, les meurtriers devraient être condamnés, mais nous devons aussi faire justice aux victimes en reconnaissant qu'il s'agissait ici de meurtres. Déjà, ce constat est une goutte, une minuscule goutte de justice. (…) Non pas que nous prétendions jouer le Jugement Dernier, ce n'est pas de notre ressort. (…) Il s'agit d'accepter de porter ce poids et ce fardeau très lourds et qui, pour le moment, sont malheureusement encore très impopulaires. Il s'agit de ne pas de tourner le dos à la montagne de culpabilité et de malheur qui se trouve derrière nous. » (8553)

[2] Pour cette séquence historique, voir SCHNEIDER, Christoph. Der Warschauer Kniefall: zur Geschichte einer Charismatisierung. *In* GIESEN, Bernhard / SCHNEIDER, Christophe (dir.). *Tätertrauma. Nationale Erinnerung im öffentlichen Diskurs*. Konstanz: UVK Verlags-Gesellschaft, 2004, pp. 195-235; SCHNEIDER, Christoph. *Der Warschauer Kniefall: Ritual, Ereignis und Erzählung*. Konstanz: UVK Verlags-Gesellschaft, 2006, 331 p; SCHNEIDER, Wolfgang Ludwig. Brandts Kniefall in Warschau. Politische und ikonographische Bedeutungsaspekte. *In* GIESEN, Bernhard / SCHNEIDER, Christophe (dir.). *Tätertrauma. Nationale Erinnerung im öffentlichen Diskurs*. Konstanz: UVK Verlags-Gesellschaft, 2004, pp. 157-194; WOLFFSOHN, Michael / BRECHENMACHER, Thomas. *Denkmalsturz ? Brandts Kniefall*. München: Olzog, 2005, 178 p.

[3] REICHEL. *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland*, op. cit., p. 191.

pour meurtre de 20 à 30 ans. Décision qui, de nouveau, rendait nécessaire un débat qui eut lieu en 1979.

Le débat parlementaire de 1979 se déroula dans un climat public fondamentalement différent : la diffusion de la série télévisée américaine *Holocauste* du 22 au 26 janvier 1979 (voir ci-dessous) avait pour la première fois fait basculer l'opinion publique : désormais, une majorité publique et politique se prononçait en faveur d'une continuation des poursuites[1]. Par ailleurs, le passé fut plus que présent : en août 1978, le premier ministre de Bade-Wurtemberg, Hans Filbinger, avait démissionné à la suite d'un scandale politique majeur révélant qu'il avait, en sa qualité de juge dans la marine national-socialiste, ordonné des exécutions dans les derniers jours de la guerre[2].

De manière générale, le troisième débat parlementaire autour de la prescription tourna autour du travail de mémoire et du devoir de mémoire, départageant ceux qui craignaient que la prescription ne soit pas – en RFA et internationalement – interprétée comme le fait de tirer un trait final et ceux qui, dans la continuité des débats de 1965 et 1969, défendaient un point de vue strictement juridique[3].

Les interprétations quant à cette décision politique divergent. Peter Reichel souligne que la chance qu'offrait la possibilité d'inscrire durablement dans la mémoire nationale la conscience de la responsabilité n'a pas été saisie[4]. Ainsi, le devoir de mémoire n'était que partiellement rempli et le climat politique et mémoriel du tournant mental-moral (*geistig-moralische Wende*), qui allait se dérouler au milieu des années 1980, préparé.

D'autres, comme Marc von Miquel, au contraire, estiment que la décision en faveur de l'imprescriptibilité était synonyme d'un changement très important allant dans le sens d'un

---

[1] HOFFMANN. *Stunden Null*, op. cit., p. 167.

[2] Au-delà de son évidente implication dans l'administration du régime du IIIème Reich, le problème principal était que Hans Filbinger se montrait incapable d'exprimer des regrets pour son comportement et de témoigner d'une distance intérieure par rapport à son passé ; Erhard Eppler, chef du SPD en Bade-Wurtemberg, parlait d'une « pathologisch gutes Gewissen ». Cité dans MIQUEL, Marc von. *Ahnden oder amnestieren? Westdeutsche Justiz und Vergangenheitspolitik in den sechziger Jahren*. Göttingen: Wallstein, 2004, 446 p., p. 363. Voir aussi MUSIOL, Jörg. *Vergangenheitsbewältigung in der Bundesrepublik : Kontinuität und Wandel in den späten 1970er Jahren*. Marburg: Tectum-Verlag, 2006, 112 p; RAMGE, Thomas. *Die grossen Politskandale: eine andere Geschichte der Bundesrepublik*. Frankfurt a/M: Campus-Verlag, 2003, 278 p., pp. 135-152; WETTE, Wolfram (dir.). *Filbinger : eine deutsche Karriere*. Springe: zu Klampen, 2006, 191 p.

[3] DUBIEL. *Niemand ist frei von der Geschichte*, op. cit., p. 161; REICHEL. *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland*, op. cit., p. 196. Contrairement au débat de 1969, le directeur de la *Zentrale Stelle*, Adalbert Rückerl avait souligné que la découverte de nouveaux faits et nouveaux suspects était peu probable.

[4] REICHEL. *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland*, op. cit., p. 197.

ancrage profond de l'Holocauste dans la mémoire collective allemande. Néanmoins, il souligne, tout comme Peter Reichel, que le débat doit être placé dans un contexte de « reconquête d'interprétations conservatrices de l'histoire[1] ».

B - 1968 : illusions ou nouveaux paradigmes mémoriels ?

> Jedem nüchtern denkenden Menschen ist (…) ein Beatles-Haircut lieber als der militärische Plätzchenschnitt unserer jüngeren Geschichte. Und elektrische Gitarren erzeugen einen angenehmeren Klang als das Landsknechtgetrommel und die Fanfaren der schon wieder gen Ostland marschierenden neuen Jugendverbände. Auch wenn diese vorgeben, für eine Freiheit zu tönen, in der mancher dem Nächsten sogar seinen Haarschnitt und seinen Musikgeschmack vorschreiben will. Sie heucheln eben wieder. Immer noch[2]!

Généralement, les événements de 1968 sont considérés comme étant de première importance dans le développement identitaire ouest-allemand. Il convient néanmoins de relativiser leur impact, notamment au vu des développements juridiques décrits ci-dessus qui ont influencé de manière importante la perception du passé en Allemagne de l'Ouest et du conflit générationnel qui s'était annoncé avant 68 et qui a ensuite trouvé son apothéose dans ce mouvement étudiant. S'il est incontestable que le mouvement estudiantin a été l'un des moments de changement du paysage mental de la RFA, il a pourtant seulement contribué à intensifier les évolutions déjà en place dans le domaine de la *Vergangenheitsbewältigung* et qui ont été présenté ci-dessus.

Dans le contexte de 68, l'utilisation d'approches marxistes était courante, notamment de l'économie politique et de la théorie selon laquelle le capitalisme était un des éléments déclencheurs de l'avènement du national-socialisme. De manière générale, la valorisation du développement économique de l'Allemagne de l'Ouest était mise en question : le « miracle économique (*Wirtschaftswunder*) » perdait l'innocence qui le caractérisait aux yeux de

---

[1] MIQUEL. *Ahnden oder amnestieren?*, op. cit.

[2] « Toute personne raisonnable préfère une coupe de cheveux des Beatles à la coupe militaire telle que nous l'avons connue dans notre histoire récente. Et les guitares électriques produisent un son plus agréable que celui des tambours des lansquenets et des fanfares des nouvelles organisations de jeunesses marchant de nouveau vers l'Est. Même si celles-ci prétendent faire résonner la mélodie de la liberté ; une liberté dans laquelle certains sont tentés de prescrire à leur prochain leur coupe de cheveux et leurs goûts musicaux. Ils font encore l'hypocrite. Toujours ! » Extrait de « Star Club News », cité dans SCHILDT, Axel. *Rebellion und Reform : die Bundesrepublik der Sechzigerjahre*. Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung, 2005, 161 p., la citation est tirée des extraits du texte présentés sur www.bpb.de/themen/EN4APE.html (05.05.2008).

beaucoup de contemporains. Par conséquent, le national-socialisme n'appartenait pas au passé mais les logiques qui avaient contribué à son éclosion pouvaient – en théorie, ou en réalité selon les différents points de vue – toujours être à l'œuvre et menacer la société ouest-allemande dans ses fondations démocratiques. Ainsi, le national-socialisme n'était pas un problème du passé, mais devenait une menace pour le présent par la possibilité de sa répétition. Une telle interprétation constituait une mise en cause fondamentale de la RFA, de sa société et de son modèle économique et politique. Elle répondait aussi à certaines craintes, exprimées à la sortie de la guerre par des représentants des Alliés, que l'Allemagne ne serait pas capable d'adopter, à long terme, un régime démocratique et tomberait, tôt ou tard, de nouveau dans un système totalitaire.

La demande, articulée en parallèle avec le développement d'une nouvelle branche de l'histoire sociale dans l'Ecole de Bielefeld, d'une confrontation politique et morale de la société allemande avec son passé national-socialiste, telle qu'elle était portée par les porte-parole du mouvement étudiant de 68, se trouvait néanmoins contrastée par l'attitude des contestataires qui adoptaient une posture accusatoire et révoltée, ne cherchant pas à écouter la génération de leurs parents mais à les accuser collectivement, suscitant ainsi davantage de blocage que de dialogue intergénérationnel.

La *geistig-moralische Wende* (tournant mental-moral), initiée au début des années 1980 par Helmut Kohl, peut être interprétée comme une réaction à l'accusation portée par la génération de 1968 contre celle de ses parents, dans le sens d'une contre-révolte conservatrice ayant, elle, obtenu la *Diskurshoheit* (le monopole discursif).

Parallèlement aux débats sur la prescription, des polémiques autour de la « question allemande » et de l'existence d'une identité ouest-allemande spécifique avaient lieu. S'y trouvaient principalement opposés les partisans de la reconnaissance d'une identité ouest-allemande, reposant essentiellement sur le système politique et le développement économique, et ceux qui continuaient à penser en termes d'*une* Allemagne (« gesamtdeutsch »). En 1966, cinq ans après la construction du Mur de Berlin, Franz Josef Strauss[1] fut l'un des premiers hommes politiques à mettre en cause l'objectif de réunification

[1] Franz Josef Strauß, plusieurs fois ministre et Premier ministre de la Bavière de 1978 à 1988, était un homme politique de la *Christlich-Soziale Union* (CSU), connu pour ses positions très conservatrices.

(fixé par le préambule de la Loi fédérale dans sa version du 23 mai 1949[1]), contribuant ainsi à l'effondrement de l'idée que la RFA n'était qu'un Etat provisoire[2].

Un article de Burghard Freudenfeld, publié dans la revue *Hochland* en 1967 allait initier un débat intense dans cette revue autour de la question d'une identité particulière de la RFA[3]. Freudenfeld y plaidait pour la reconnaissance de la nature définitive de la séparation des deux Allemagne. Le fait que la RFA avait explicitement assumé, lors de sa fondation en 1949, la *Rechtsnachfolge* (la continuité juridique) du Reich allemand rendait impossible tout sentiment identitaire propre à la République fédérale. Cette dernière souffrirait, selon lui, du manque des qualités d'une nation étatique (« Mangel der Qualität einer Staatsnation ») et ses 55 millions d'habitants ne s'étaient pas constitués en une société politiquement consolidée. Ce « mensonge (*Lebenslüge*) » constituerait à terme un danger pour la RFA. Freudenfeld se faisait ainsi porte-parole d'un courant libéral-conservateur qui plaidait pour la naissance et la diffusion d'un patriotisme ouest-allemand[4].

En réponse à l'article de Burghard Freudenfeld, Eugen Gerstenmaier (CDU) publia un article qui allait dans le sens opposé en plaidant pour la nécessité de perpétuer l'idée nationale allemande[5]. En dépit du fait qu'il reconnaissait les dangers d'un révisionnisme inhérent à la réflexion sur une conscience nationale allemande, il soulignait que l'éloignement d'une réunification des deux Allemagne obligeait à rappeler l'existence de la nation allemande. Cela passerait, selon lui, par « l'éducation nationale (*nationale Erziehung*) » qui doit

> klarmachen, dass das Wort Vaterland etwas anderes ist und meint als das Determiniertsein des einzelnen in einer Gesellschaft, die er oft nur heteronom erfährt und empfindet. Vaterland meint, dass der auf Gemeinschaft angelegte

[1] « Das gesamte deutsche Volk bleibt aufgefordert, in freier Selbstbestimmung die Einheit und Freiheit Deutschlands zu vollenden. » Voir RESS, Georg. Grundlagen und Entwicklung der innerdeutschen Beziehungen. *In* ISENSEE, Josef / KIRCHHOF, Paul (dir.). *Handbuch des Staatsrechts der Bundesrepublik Deutschland*. Heidelberg: C. F. Müller Juristischer Verlag, 1995, pp. 449-546.

[2] STRAUSS, Franz-Josef. *Entwurf für Europa*. Stuttgart, 1966, pp. 50 et 162.

[3] FREUDENFELD, Burghard. "Das perfekte Provisorium: auf der Suche nach einem deutschen Staat." Hochland 59.5 (1967): 421-433.

[4] A titre d'exemple, voir BESSON, Waldemar. *Die Aussenpolitik der Bundesrepublik: Erfahrungen und Massstäbe*. München: Piper, 1970; BUCHHEIM, Hans. *Aktuelle Kriesenpunkte des deutschen Nationalbewusstseins*. Mainz: Institut für Staatsbürgerliche Bildung in Rheinland-Pfalz, 1967, 66 p.

[5] GERSTENMAIER, Eugen. "Was heisst deutsches Nationalbewusstsein heute?" Hochland 60 (1967): 146-150.

> Mensch aus freien Stücken Ja sagen kann zu den Ordnungen, die seinem eigenen Leben Stil und Rang, Form und Schönheit geben[1].

Aucune politique, aussi ouverte sur le monde soit-elle, aucune conscience cosmopolite ne peut ignorer le besoin naturel d'une appartenance, sans que cela ne crée, à long terme, des difficultés d'ordre politique :

> In der Unendlichkeit der Welt bedarf der Mensch einer Stätte, an der er zu Hause ist (…) Dem Bedürfnis nach innerer und äußerer Behausung entspringt die freie Bejahung des Volkes mit seiner Geschichte, das heißt der Nation und des Landes, in dem wir geboren sind. Dies alles, was uns umgibt, was uns in Sprache und Kultur überkommen ist, das Schicksal, das wir mit denen, die ums uns sind, erlebt und durchlitten haben, unser eigener Lebenswille, der die Notwendigkeit der gemeinsamen Selbstbehauptung erkennt und bejaht, unsere nicht ideale, aber eigene geprägte Lebensweise – das alles ist unser Vaterland[2].

A cette vision qui jonglait avec les termes de conscience étatique (*Staatsbewusstsein*), conscience nationale (*Nationalbewusstsein*), peuple d'Etat (*Staatsvolk*) et nation sans pour autant les définir de façon claire mais tout en plaidant pour une identité *gesamtdeutsch*, Helmut Schmidt (SPD) opposait la nécessité d'intégrer l'histoire allemande après 1945 dans le contexte plus large de l'histoire allemande. Selon lui, l'idéal de la réunification doit être poursuivi et l'amalgame entre *Nation* et *Staatsvolk* s'avère, dans cette logique, contreproductive. Alors que la RDA, et notamment le SED, chercheraient à travers leur propagande à créer un « peuple de la RDA (*Staatsvolk der DDR*) » et une « patrie socialiste (*sozialistisches Vaterland*[3]) », la RFA devrait continuer à maintenir la différenciation entre la République fédérale – en tant qu'entité politique – et l'Allemagne – en tant que nation :

> Wer meint, die Bundesrepublik Deutschland als Deutschland bezeichnen zu müssen, der schneidet den geschichtlichen, der Nation gemeinsam bewussten Deutschlandbegriff auf den geographischen Begriff der Bundesrepublik zurück. Wenn jetzt Stimmen auftauchen, die eine ausschließliche Identifizierung der „Bundesrepublikaner" um der inneren Stabilität der Bundesrepublik willen sogar als wünschenswert und förderungswürdig ansehen, müssen wir uns über die

---

[1] « L'éducation nationale doit mettre en évidence que le mot patrie désigne quelque chose de différent et signifie autre chose que la détermination de l'individu dans une société qu'il ne vit et ressent souvent que de manière hétéronome. La patrie signifie que l'homme, ancré dans une communauté, peut librement affirmer les valeurs qui donnent une particularité et une place, une forme et une beauté à sa propre vie. » *Ibid.,* p. 150.

[2] « Dans l'infini du monde, l'homme a besoin d'un endroit où il est chez lui (…). C'est dans ce besoin d'un chez soi intérieur et extérieur que nait le soutien libre d'un peuple et de son histoire, c'est-à-dire la nation et le pays dans lequel nous sommes nés. Tout ce qui nous entoure, ce dont nous avons hérité au niveau de la langue et de la culture, tout ce que nous avons vécu et subi avec ceux qui nous entourent, notre propre volonté de vivre qui reconnaît et renforce la nécessité d'un être ensemble, notre manière de vivre – certes pas idéale – mais qui nous est propre – tout cela est notre patrie." GERSTENMAIER. « Deutsches Nationalbewusstsein. », art. cit., pp. 150.

[3] SCHMIDT, Helmut. "Bundesdeutsches Nationalsbewusstsein? ."Ibid.: 558-562, p. 559.

> Konsequenzen im klaren sein. Die bindende, gesunde Kraft des deutschen Nationalbewusstseins würde nicht nur im anderen Teil Deutschlands, sondern auch auf dieser Seite geschwächt werden[1].

Une concentration sur la période après 1945 signifierait à ses yeux la tentative de faire débuter l'histoire allemande en 1945 ou 1949 et d'échapper aux implications des Allemands dans l'histoire et à leur responsabilité pour l'ensemble de la nation. L'ancrage dans l'histoire nationale commune et ses conséquences constituerait, pour la RFA, « die Verpflichtung, den Willen zum nationalen Zusammenhalt nicht erschlaffen zu lassen, die nationale Einheit nicht abzuschreiben, solange die Menschen in der DDR keine Gelegenheit haben, frei über die Gestaltung einer von ihnen gewünschten staatlichen Ordnung zu entscheiden[2] ». Il tint à faire la différence entre le nécessaire renforcement d'une conscience étatique de la RFA et « eine riskante Vergewaltigung der Geschichte unserer Nation, auf den Geltungsbereich dieses Staatsbewusstseins auch das Nationalbewusstseins reduzieren zu wollen[3] ». Ainsi, il s'opposait vivement « à la fuite dans l'idylle d'une nation ouest-allemande ».

Dans une veine libérale, M. Rainer Lepsius argumenta dans le sens d'un renforcement des valeurs démocratiques en raison de l'absence d'une possible argumentation nationale, d'une argumentation « gesamtdeutsch[4] ». Constatant d'emblée que la création de la RFA était un « processus initié et dirigé par les forces d'occupation », il souligna que la République fédérale était la re-création et non pas la création d'un État allemand et qu'elle était considérée, à ce titre, comme une continuité du Reich allemand et de la République de Weimar dont elle devait éviter les erreurs, notamment constitutionnelles[5]. En même temps, cette re-création était restée un Etat sans symbolique, sans destin propre, « sie war Nachfolgerstaat des Deutschen Reiches und zugleich Vorläuferstaat des wiedervereinigten

---

[1] « Celui qui pense qu'il faut appeler la République fédérale allemande Allemagne, réduit l'idée historique, partagée par la nation entière à l'idée géographique de la République fédérale. Si maintenant des voix s'élèvent en faveur d'une identification unique des citoyens de la République fédérale au nom de la stabilité intérieure de la République fédérale et qui considèrent cette identification désirable et digne de soutien, il convient d'être au clair par rapport aux conséquences. La force unificatrice et saine de la conscience nationale allemande ne serait pas seulement affaiblie dans l'autre partie de l'Allemagne mais également de ce côté-ci. » *Ibid.*, p. 560.

[2] « (L')obligation de ne pas laisser affaiblir la volonté d'une unité nationale, de ne pas perdre de vue l'unité nationale tant que les gens de la RDA n'ont pas la possibilité de décider de manière libre de la conception de l'organisation étatique qu'ils souhaitent. » *Ibid.*, p. 561.

[3] « (U)ne violation risquée de l'histoire de notre nation que de vouloir réduire la conscience nationale au périmètre d'application de cette conscience étatique. » *Ibid.*, p. 562.

[4] LEPSIUS, M. Rainer. "Die unbestimmte Identität der Bundesrepublik." Hochland 60 (1967/1968): 562-569.

[5] *Ibid.*, pp. 562-563.

Deutschland[1] ». Il parla alors d'une « négation du renouveau » qui porte en elle-même le retour de l'idée d'une *Kulturnation*. Cette idée de *Kulturnation* ne pourra être, selon Lepsius, le fondement de la République fédérale car elle « erscheint als etwas wesenhaft in verschlunger Geschichte Erwachsenes, als etwas Schicksalhaftes, das die politischen Wechselfälle überdauert, etwas, dem höhere Loyalität gebührt als der politischen Ordnung[2] ». La référence à la *Kulturnation* porterait en elle le danger d'une mise en danger de l'ordre politique établi, comme l'histoire allemande – tournant autour de l'ambivalence et l'opposition entre l'idée de *Kulturnation* et *Staatsnation* – l'a montré. Afin de contenir ce danger, il appela de ses vœux une refondation identitaire de la RFA, appel renforcé par le fait que la moitié de la population de la RFA n'a connu que celle-ci et se positionne – et juge – par rapport à ses expériences avec l'État existant. Cette refondation devrait s'appuyer non pas sur un sentiment national renforcé mais sur la qualité du système politique et il conviendrait aussi de renforcer la conscience démocratique. Ainsi, c'est le 8 mai 1945 qui est l'élément fondateur de la République fédérale. La prolongation des délais de prescription – dont le débat a été décrit ci-dessus – serait ainsi à considérer non pas comme un simple problème juridique, mais « sie ist eine Bekräftigung der politischen Identität[3] ». Cette argumentation reflétait le sentiment de l'existence d'une identité ouest-allemande, partagée par une partie grandissante de la population.

C'est, vingt ans plus tard, Jürgen Habermas qui allait la décrire de manière très explicite dans le cadre de sa conception du « patriotisme constitutionnel ».

L'idée selon laquelle la RFA avait développé une identité particulière, distincte de l'identité allemande du passé et de celle du présent en RDA, était reprise dans une série d'ouvrages politiques plaidant, les uns, pour un « patriotisme ouest-allemand[4] » et, les autres, pour une reconnaissance officielle de la RDA par la RFA, inspirée par la nouvelle *Ostpolitik* du gouvernement social-démocrate[5]. Cette reconnaissance permettrait, selon l'argument,

---

[1] « (E)lle était l'Etat successeur du Reich allemand en même temps qu'elle était l'Etat précurseur d'une Allemagne réunifiée. » *Ibid.*, p. 563.

[2] « (Elle) apparaît comme quelque chose dont la naissance serait située dans une histoire passée, comme un destin qui survit aux changements politiques, quelque chose qui appelle une loyauté supérieure à celle due à l'ordre politique. » *Ibid.*, 565.

[3] « (E)lle constitue un renforcement de l'identité politique ». *Ibid.*, p. 568.

[4] BESSON. *Die Aussenpolitik der Bundesrepublik*, op. cit; BUCHHEIM. *Aktuelle Kriesenpunkte*, op. cit.

[5] BENDER, Peter. *Zehn Gründe zur Anerkennung der DDR*. Frankfurt a./M.: Fischer-Bücherei, 1968, 138 p.

notamment le développement d'un sentiment identitaire ouest-allemand qui allait se cristalliser, entre autres, après la « Querelle des historiens » sur l'idée du patriotisme constitutionnel proposé par Jürgen Habermas dans les années 1980 et avant lui par Dolf Sternberger[1].

Quel était donc l'impact du mouvement de 68 sur la République fédérale et la question identitaire[2] ? Les avis sont partagés entre ceux qui considèrent que le rôle du national-socialisme en tant que motivation principale pour le mouvement de 68 était minimal, considérant le mouvement estudiantin comme une révolte purement générationnelle pour laquelle la question du passé n'aurait été qu'un prétexte, et ceux qui, au contraire, soulignent le caractère central de l'Holocauste et du national-socialisme dans un conflit générationnel et politique.

Christoph Klessmann montre, comme il a été souligné ci-dessus, que la présence du national-socialisme avait été forte dans le débat public et politique depuis le début des années 1960 et que le mouvement étudiant avait davantage servi d'accélérateur, s'appuyant sur l'« innocence générationnelle » de cette génération contestataire. L'innocence était « générationnelle » car les porteurs de la contestation étaient nés après 1945 avaient été socialisés dans le contexte du « miracle économique[3] ». Forte de cette innocence, la génération de 68 tentait de se détacher de la génération de ses parents et de l'autorité parentale, décrédibilisée à ses yeux par ses liens initiaux avec le national-socialisme, et dont les valeurs morales semblaient (toujours) imprégnées de cette période et de la pensée national-socialiste.

Il convient de rappeler que les résultats de l'analyse des textes engagés de l'époque démontrent que la reconstruction du passé national-socialiste n'était pas un sujet clé pour le

---

[1] STERNBERGER, Dolf Verfassungspatriotismus. *In* STERNBERGER, Dolf (dir.). *Verfassungspatriotismus. Schriften X*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1990, pp. 12-16.

[2] Pour un aperçu de '68 en Allemagne, voir BECKER, Thomas P. (dir.). *Die Studentenproteste der 60er Jahre: Archivführer, Chronik, Bibliographie*. Köln: Böhlau, 2000, 381 p.Pour une présentation de mai '68 dans la RDA, voir le récent ouvrage de WOLLE, Stefan. *"Der Traum der Revolte" : die DDR 1968*. Berlin: Ch. Links Verlag, 2008, 250 p. et GEHRKE, Bernd. "Die 68er-Proteste in der DDR." Aus Politik und Zeitgeschichte 14/15 (2008): 40-46.

[3] KLESSMANN, Christoph. Studentenrevolte oder Kulturrevolution? *In* HETTLING, Manfred (dir.). *Revolution in Deutschland? 1789-1989: sieben Beiträge*. Göttingen: Vandenhoeck und Ruprecht, 90-105, p. 100. Pour l'idée d' « innocence générationnelle », voir LEGGEWIE, Claus. A laboratory of postindustrial society: reassessing the 1960s in Germany. *In* JUNKER, Detlef / FINK, Carole / GASSERT, Philipp (dir.). *1968 : the world transformed*. Cambridge: Cambridge University Press, 1998, pp. 277-294, pp. 279-280.

mouvement, mais davantage un argument décrédibilisant la génération précédente et son « imposture démocratique », renforçant ainsi l'argument d'un conflit purement intergénérationnel pour lequel le national-socialisme n'aurait servi que de matrice de confrontation entre les générations[1].

A l'opposé et avec Axel Schildt, il est possible de soutenir que la jeune génération avait été socialisée politiquement dans la période de l'intensification des procès contre les responsables national-socialistes dans la première moitié des années 1960 (âgée alors de 15 à 20 ans). Les soixante-huitards s'étaient politisés à ce moment – et grâce à cette prise de conscience politico-mémorielle véhiculée dans les médias et se trouvant au cœur du débat public – et avaient en même temps profité des processus d'autonomisation et d'émancipation de la culture de la jeunesse par rapport aux valeurs traditionnelles[2]. Allant dans le même sens, Hubert Kleinert souligne que cette génération était animée d'une conscience démocratique bien au-dessus de la moyenne de la société. Elle était tolérante, bien informée et se caractérisait par une tendance élevée à la participation politique[3]. Elle était donc, d'une certaine manière, constituée en tant que génération démocratique.

Selon Harold Marcuse, l'importance des références historiques était renforcée par une série d'événements majeurs antérieurs : la « Anne Frank wave » à partir de 1955, le film « Nuit et brouillard » d'Alain Resnais (diffusé dans les salles de cinéma en RFA en 1957), la création de la *Zentrale Stelle* à Ludwigsburg en 1958 et la vague d'antisémitisme de 1959-1960 et leurs médiatisations respectives[4]. A cela il convient d'ajouter l'intensification de la poursuite pénale des crimes commis sous le national-socialisme et son écho médiatique qui

---

[1] SCHILDT, Axel Die Eltern auf der Anklagebank? Thematisierung der NS-Vergangenheit im Generationenkonflikt der 1960er Jahre. *In* CORNELISSEN, Christoph / KLINKHAMMER, Lutz / SCHWENTKER, Wolfgang (dir.). *Erinnerungskulturen: Deutschland, Italien und Japan seit 1945*. Frankfurt a/M: Fischer, 2003, pp. 317-332, p. 325.

[2] SCHILDT, Axel / SIEGFRIED, Detlef. *Deutsche Kulturgeschichte. Die Bundesrepublik - 1945 bis zur Gegenwart*. München: Carl Hanser Verlag, 2009, 695 p.pp. 277-278

[3] KLEINERT, Hubert. "Mythos 1968." Aus Politik und Zeitgeschichte 14/15 (2008): 8-15, p. 11. Il convient néanmoins de souligner que ce constat n'est valable que pour la minorité la plus active et la plus visible médiatiquement, la majorité étant dépolitisée et désengagée ; voir SCHILDT. Die Eltern auf der Anklagebank?, op. cit., p. 321.

[4] MARCUSE, Harold. The revival of Holocaust awareness in West Germany, Israel and the United States. *In* FINK, Carole Gassert (dir.). *1968: the world transformed*. New York: Cambridge University Press, 1998, pp. 412-438, pp. 422-423. Parallèlement, une série de textes littéraires accusateurs étaient publiés au début des années 1960, parmi lesquels GEISSLER, Christian. *Anfrage*. Hamburg: Claassen, 1960, XIII-249 p. et TEMPEL, Gudrun. *Deutschland ? Aber wo liegt es ? Wiederbegegnungen mit einem Vaterland*. Reinbek bei Hamburg: Rowohlt, 1962, 152 p. Dans la seconde moitié des années 1960, la montée du parti d'extrême-droite NPD constitua un nouvel enjeu.

ont été présentés ci-dessus. Cet intérêt pour le passé qui commença à atteindre son paroxysme avec le procès d'Eichmann, donna suite à une série d'interrogations sur les relations entre passé, présent et futur dont les principales questions gravitaient autour du rapport complexe entre national-socialisme et Holocauste[1].

Dans le conflit générationnel, cette interrogation permettait de renforcer et de nourrir l'opposition entre les générations, offrant aux soixante-huitards un angle de critique efficace pour décrédibiliser la génération précédente et les modèles social et économique qu'elle avait instaurés.

Herbert Marcuse relève pourtant un paradoxe : malgré l'intérêt général porté au passé, la génération de 1968 se caractériserait par une profonde « a-historicité[2] ». Ce n'était pas tant l'histoire – les faits et évolutions – qui était au cœur du mouvement. Selon lui, l'histoire n'était qu'un instrument dans le conflit générationnel. Cette instrumentalisation politique du passé contribuait à rendre abstrait le massacre des Juifs européens et la dimension humaine des crimes. En témoigne l'utilisation inflationniste des termes « fascisme », « Holocauste » et « totalitarisme », leur enlevant leur caractère concret pour en faire de simples paroles accusatrices vides d'un sens concret[3]. Le signifiant – « Holocauste » – s'éloignait ainsi du signifié – le massacre des Juifs européens, réduisant le sens du terme.

La focalisation sur « Auschwitz » avait également comme conséquence d'occulter la « question allemande » – celle de l'avenir de l'unité du pays. Il est intéressant de noter que la génération de 1968 n'a quasiment pas repris la dimension morale du débat sur la prescription des crimes contre l'humanité qui avait pourtant occupé l'espace médiatico-politique de la première moitié des années 1960.

---

[1] BUCHHEIM, Hans *Aktuelle Krisenpunkte des deutschen Nationalbewusstseins*. Mainz: Hase & Koehler, 1967, 66 p; JASPERS. *Wohin treibt die BRD?*, op. cit; KALOW, Gert. *Hitler : das gesamtdeutsche Trauma*. München: Piper, 1967, 134 p; MITSCHERLICH. *Die Unfähigkeit zu trauern*, op. cit; MOHLER. *Vergangenheitsbewältigung*, op. cit; SONNEMANN, Ulrich. *Das Land der unbegrenzten Zumutbarkeiten : deutsche Reflexionen*. Reinbek bei Hamburg: Rowohlt, 1963, 295 p.

[2] MARCUSE. The revival of Holocaust awareness. op. cit., p. 428.

[3] Pour une présentation détaillée dans le cadre du mouvement étudiant de 1968 à Berlin et l'évolution de l'utilisation des concepts, voir HOPF, Christel. Das Faschismusthema in der Studentenbewegung und in der Soziologie. *In* BUDE, Heinz / KOHLI, Martin (dir.). *Radikalisierte Aufklärung: Studentenbewegungen und Soziologie in Berlin 1965-1970*. Weinheim: Juventa, 1989, pp. 71-86. Klessmann rappelle le lien entre l'utilisation inflationniste du terme « fascisme » dans le contexte de la critique du capitalisme d'inspiration marxiste-léniniste, KLESSMANN. Studentenrevolte oder Kulturrevolution ?, op. cit., p. 100. Voir aussi BRACHER, Karl-Dietrich. *Zeitgeschichtliche Kontroversen um Faschismus, Totalitarismus, Demokratie*. München: Piper, 1976, 158 p; WINKLER, Heinrich-August. *Der lange Weg nach Westen (vol. 2) : Deutsche Geschichte vom "Dritten Reich" bis zur Wiedervereinigung*. München: C. H. Beck, 2002, 742 p., p. 252.

Ainsi se trouve, en partie, justifiée l'idée d'une importance réduite de l'Holocauste et de la responsabilité – et des dimensions morales et politiques du passé. Il ne s'agissait pas tant de faire avancer la réflexion sur la *Vergangenheitsbewältigung* que d'utiliser le passé comme arme politico-morale dans un conflit générationnel.

Au-delà de 68, la fin des années 1960 et le début des années 1970 sont intéressants car durant cette période un nouveau paradigme mémoriel s'est lentement imposé. L'importance que l'interprétation et la présentation du national-socialisme allaient avoir sur le développement de l'identité ouest-allemande était clairement cernée par les dirigeants politiques et il était devenu évident que

> the defensive mind-set and rhetoric that had helped the contemporaries of the Third Reich to deal successfully with the material, political and emotional consequences of Nazism and World War II would not be an appropriate moral yardstick for the construction of the long-term collective memory for subsequent generations[1].

Ainsi, le mouvement de 1968 s'inscrit dans un processus plus long, renforçant certes l'évolution générale du rapport au passé mais n'étant pas l'élément déclencheur d'un changement de paradigmes. Il a contribué à assurer la responsabilité pour le passé comme élément clé de l'identité ouest-allemande.

En réponse au climat politico-identitaire et afin d'inscrire la mémoire (négative) du IIIème Reich dans l'identité allemande et en réponse au mouvement étudiant, le gouvernement Brandt (1969-1974) entreprit trois initiatives majeures. Pour la première fois depuis la fondation de la République fédérale, la commémoration de la fin de la guerre donna lieu à une cérémonie officielle au *Bundestag* le 8 mai 1970. Cette cérémonie était motivée par le souci qu'un collectif politique – la RFA – ne pouvait envisager un avenir qu'en assurant son passé : « Ein Volk muss bereit sein, nüchtern auf seine Geschichte zu blicken. Denn nur wer sich daran erinnert, was gestern gewesen ist, erkennt auch, was heute ist, und vermag zu überschauen was morgen sein kann[2] ».

---

[1] KANSTEINER. *In pursuit of German memory*, op. cit., p. 239.

[2] « Un peuple doit être capable de porter un regard dépassionné sur son passé. Car seul celui qui se souvient aujourd'hui de ce qui s'est passé hier est capable d'envisager ce que peut être demain. » BRANDT, Willy. "Verpflichtung zum Frieden und Wahrung von Freiheit und Recht" (Déclaration du chancelier Willy Brandt du 8 mai 1970 devant le Bundestag). http://www.bundesregierung.de/Content/DE/_Anlagen/gedenken/25-jahrestag-ende-wk2.pdf?__blob=publicationFile&v=2 (consulté le: 23.09.2010).

Willy Brandt, en soulignant que personne n'était « libre de l'histoire dont il a hérité » a été le premier chancelier à parler – dans le contexte d'une cérémonie parlementaire – du 8 mai 1945 comme une « libération » (brisant ainsi le consensus considérant cette date comme une « défaite[1] » et en anticipant le discours de Richard von Weizsäcker quinze ans plus tard) et à se focaliser sur les victimes de la barbarie national-socialiste. Il exprima cette idée de la manière la plus simple possible lors de sa visite à Varsovie en décembre 1970, où il s'agenouilla devant le mémorial du ghetto – une image qui allait faire le tour du monde et rester gravée dans les têtes, comme un symbole particulièrement fort de la reconnaissance du pouvoir politique ouest-allemand des crimes commis par et au nom du peuple allemand[2].

Cette première initiative fut suivie d'un effort, en 1974, pour mettre la Loi fondamentale au premier plan des débats identitaires dans le sens d'un « lieu de mémoire » chargé de sens et de valeurs républicaines et ainsi de délégitimer des traditions nationalistes et antidémocratiques[3]. Cette tentative ratée et tournée en ridicule par l'opposition constituait une première forme de « patriotisme constitutionnel[4] ».

Une troisième tentative, préparée dès 1968 par la Grande Coalition, fut, en revanche, couronnée de succès : l'exposition organisée dans le bâtiment du *Reichstag* marquant le 100e anniversaire de l'unification allemande de 1871 et qui, à la suite de son succès populaire, fut transformée en exposition permanente[5].

Cette focalisation sur le passé allemand et le nouveau rapport à ce passé qui en résultait furent clairement exprimés par Gustav Heinemann en 1969 quand il prononça la formule désormais célèbre : « Es gibt schwierige Vaterländer. Eines davon ist Deutschland. Aber es ist

---

[1] Voir aussi KIRSCH, Jan-Holger. *"Wir haben aus der Geschichte gelernt": der 8. Mai als politischer Gedenktag in Deutschland*. Köln: Böhlau, 1999, 257 p., pp. 52-55.

[2] SCHNEIDER. Der Warschauer Kniefall. op. cit; SCHNEIDER. *Der Warschauer Kniefall*, op. cit; SCHNEIDER. Brandts Kniefall in Warschau. op. cit; WOLFFSOHN. *Denkmalsturz ?*, op. cit.

[3] KANSTEINER. *In pursuit of German memory*, op. cit., p. 240.

[4] WOLFRUM, Edgar. *Geschichtspolitik in der Bundesrepublik Deutschland : der Weg zur bundesrepublikanischen Erinnerung 1948-1990*. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1999, 532 p., p. 291.

[5] La présentation de l'exposition a été reprise sous forme de livre par Lothar Gall, voir GALL, Lothar. *Fragen an die deutsche Geschichte: Ideen, Kräfte, Entscheidungen von 1800 bis zur Gegenwart*. Stuttgart: Kohlhammer, 1982 (1974), 440 p. L'exposition a été transférée au *Deutscher Dom* à Berlin en 1996 et transformée, en 2001, avec un nouvel intitulé : « Irrwege, Umwege : die Entwicklung der parlamentarischen Demokratie in Deutschland ».

unser Vaterland[1] ». Faisant écho à la remarque du chancelier Brandt sur le lien individuel avec l'histoire, la formule de Heinemann souligne le lien entre le sentiment d'appartenance collectif – la patrie – et la difficulté d'accepter le passé – « notre » patrie.

Désormais, Auschwitz était devenu le « mythe fondateur » de la République fédérale, un point d'ancrage incontournable de la perception de soi des Allemands de l'Ouest, tout au moins au niveau politico-intellectuel.

L' « alliance entre intellectuels et politiques[2] » fut rompue avec le changement de gouvernement en mai 1974. Le nouveau chancelier, Helmut Schmidt (SPD), dans le contexte d'une situation politique morose (ralentissement économique et actes terroristes de la RAF [*Rote Armee Fraktion*[3]]), se distanciait de la politique de la mémoire menée par son prédécesseur. Malgré l'absence de volonté de la part du personnel politique pour poursuivre les efforts mémoriels, un certain nombre de mouvements intellectuels[4] et scientifiques prolongèrent l'intérêt qui s'était manifesté auparavant : le débat autour de Rainer Werner Fassbinder en 1975/1976 et l'antisémitisme[5], l'intérêt de la presse pour les aspects positifs du IIIème Reich et la « Hitler-Welle » du milieu des années 1970[6] et la popularisation de l'histoire sociale (*Alltagsgeschichte*) à la télévision[7].

Les raisons du regain d'intérêt pour l'histoire se trouvent dans l'intensification de cette conjoncture dans les années 1970 qui liait des aspects socioéconomique, historico-culturel et

---

[1] « Il y a des patries difficiles. L'une d'entre elles est l'Allemagne. Mais elle est notre patrie. » HEINEMANN, Gustav. *Reden und Schriften 3: Es gibt schwierige Vaterländer (Reden und Aufsätze 1919-1969)*. Frankfurt a.M.: Suhrkamp, 1977, 384 p., p. 3.

[2] KANSTEINER. *In pursuit of German memory*, op. cit., p. 242.

[3] AUST, Stefan. *Der Baader-Meinhof-Komplex*. Hamburg: Hoffmann & Campe, 2005, 667 p; WINKLER, Willi. *Die Geschichte der RAF*. Berlin: Rowohlt Verlag, 2005, 527 p.

[4] Face à l'importance grandissante de la Nouvelle Droite et sa tentative d'occuper la sphère publique, Jürgen Habermas réunit un certain nombre de penseurs de gauche dans un ouvrage collectif : HABERMAS, Jürgen (dir.). *Stichworte zur geistigen Situation der Zeit (t.1 "Nation und Republik")*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1979, 439 p; HABERMAS, Jürgen (dir.). *Stichworte zur geistigen Situation der Zeit (t.2 "Politik und Kultur")*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1979, 417 p.

[5] Voir notamment BODEK, Janusz. *Die Fassbinder-Kontroversen : Entstehung und Wirkung eines literarischen Textes. Zu Kontinuität und Wandel einiger Erscheinungsformen des Alltagsantisemitmus in Deutschland nach 1945, seinen künstlerischen Weihen und seiner öffentlichen Inszenierung*. Frankfurt a/M: Lang, 1991, 438 p.

[6] Voir MANNZMANN, Anneliese (dir.). *Hitlerwelle und historische Fakten : mit einer Literaturübersicht und einer Materialsammlung zum Neonazismus*. Köngstein/Ts.: Scriptor, 1979, 188 p; WYDEN, Peter. *The Hitler virus : the insidious legacy of Adolf Hitler*. New York: Arcade Publications, 2001, XI-340 p., pp. 95-152.

[7] Voir KANSTEINER. *In pursuit of German memory*, op. cit., pp. 131-153.

générationnel[1]. Cette vague mémorio-culturelle était, d'une part, initiée et encouragée par la politique du gouvernement Brandt qui agissait sous le slogan « Oser plus de démocratie (*Mehr Demokratie wagen*) » en réponse à 1968 et, d'autre part, par le contexte du développement international et la crise des modèles de croissance et de la société moderne suite au premier choc pétrolier du début des années 1970.

Notamment cette dernière avait suscité un besoin croissant de légitimation historique face à un présent économiquement difficile et un avenir incertain, inversant ainsi la tendance du début des années 1970 quand l'historiographie – en tant que fournisseur de sens pour la nation – était mise en question. Jürgen Kocka, à l'époque un jeune représentant de l'Ecole de Bielefeld et spécialiste de l'histoire du capitalisme, prit la défense, dans un article publié en 1972 dans *Die Zeit*, de l'historiographie face aux autres sciences sociales, notamment la sociologie et la science politique[2]. Constatant que, heureusement selon lui, l'historiographie avait perdu sa « bürgerlich-ideologische und nationalpolitische Bedeutung (*signification idéologico-bourgeoise et national-politique*) », il déplora que les fonctions sociales et sociétales de l'histoire ne soient plus reconnues car souffrant, dans un contexte réformateur, d'un manque de praticité. Kocka souligne *a contrario*, l'utilité de l'historiographie pour l'élaboration d'une conception du vivre-ensemble.

Premièrement, elle constitue une *Orientierungshilfe* (une orientation) permettant de comprendre les origines et causes de problèmes contemporains. Deuxièmement, l'historiographie permet – à travers la comparaison du présent avec un passé proche – de réduire l'émotionnalité des réactions face aux situations du présent. Elle rend possible la prise de conscience (*Einsicht*) concernant les développements et les liens de ces développements entre eux, dans le passé et le présent. Troisièmement, l'historiographie a une vocation explicative (*aufklärend*) qui rend possible l'analyse de l'utilisation et de l'instrumentalisation des mythes identitaires et politiques. Elle permet de questionner les « traditions » sur lesquelles s'appuie la légitimation du pouvoir. Quatrièmement, l'historiographie peut souligner la transformabilité du présent politique et social en montrant les alternatives passées. Cette mise en perspective permet de réduire l'impression de contraintes extérieures sur les décisions politiques et de présenter des alternatives, mettant les options en présence

---

[1] SCHMID, Harald. "Die 'Stunde der Wahrheit' und ihre Voraussetzungen: zum geschichtskulturellen Wirkungskontext von 'Holocaust'." Historical Social Research 30.4 (2005): 18-28, p. 18.

[2] KOCKA, Jürgen. "Wozu noch Geschichte?" *Die Zeit* 9 (1972).

dans l'obligation d'une justification. Cinquièmement, l'historiographie oblige à la réflexion en prenant en considération, lorsqu'on analyse une situation historique donnée, toutes les conditions et liens d'un moment passé. Ainsi, elle permet d'empêcher de voir le présent – et l'avenir – uniquement à travers des principes idéologiques et des conceptions englobantes.

Dans le contexte donné, l'inscription dans un passé long pouvait constituer le fondement politico-social de l'identité et fournir des orientations, modifiant ainsi la perception du soi collectif et les implications politiques des représentations du passé[1]. Hans-Ulrich Wehler parle, dans ce contexte, de l'appel à la « Geborgenheit (*être à l'abri*) », « Heimat (*patrie*) », « Wurzeln (*racines*) » et « Identität (*identité*) » ainsi que d'un « romantisierender Neohistorismus (*néohistoricisme romantisant*[2]) ».

Cette « politisation » de l'histoire exerçait également une influence sur l'attractivité commerciale de l'historiographie, faisant d'ouvrages historiques des best-sellers[3]. Elle trouvait aussi un reflet dans la « Hitler-Welle[4] ». La progression de l'histoire sociale (*Historische Sozialwissenschaft*) et de l'histoire de la société (*Gesellschaftsgeschichte*) entraîna une concentration sur des aspects jusque-là négligés, plus particulièrement une focalisation sur les victimes juives et le processus de leur extermination.

Parallèlement, l'importance des commémorations politiques grandissait, comme en témoignent la cérémonie du 8 mai 1970 au *Bundestag* et celle du 40ème anniversaire de la « Nuit de cristal » en novembre 1978. Il s'agissait, aux dires d'Harald Schmid de « die intensivste, öffentlichkeits- und breitenwirksamste Vergegenwärtigung der NS-Judenverfolgung, die die Bundesrepublik bis dato gesehen hatte[5] ». Hans Steinitz, rédacteur en chef et co-fondateur du magazine new-yorkais *Aufbau*, faisait part de son étonnement face

---

[1] SCHMID. « 'Stunde der Wahrheit'. », art. cit., p. 21.

[2] WEHLER, Hans-Ulrich. "Geschichte von unten gesehen: wie bei der Suche nach Authentischem Engagement mit Methodik verwechselt wird." *Die Zeit* 19 (1985).

[3] A titre d'exemple, on citera DIWALD, Hellmut. *Geschichte der Deutschen*. Frankfurt a/M: Propyläen, 1978, 760 p; HAFFNER, Sebastian. *Anmerkungen zu Hitler*. München: Kindler, 1978, 203 p; SPEER. *Spandauer Tagebücher*, op. cit.

[4] DÖHNHOFF, Marion Gräfin von. "Was bedeutet die Hitlerwelle?" *Die Zeit* 37 (1977). Le phénomène de l'intérêt massif pour Hitler et le Troisième Reich toucha à sa fin en 1983, après le scandale autour du journal intime falsifié d'Adolf Hitler ; voir KOCH, Peter-Ferdinand. *Der Fund : die Skandale des "Stern", Gerd Heidemann und die Hitler-Tagebücher*. Hamburg: Facta, 1990, 831 p; SEUFERT, Michael. *Der Skandal um die Hitler-Tagebücher*. Frankfurt a/M: Scherz, 2008, 319 p.

[5] « La commémoration de la persécution des Juifs la plus intensive, ayant le plus fort impact sur le public et touchant le plus grand nombre que la République fédérale ait connu jusqu'alors. » SCHMID. « 'Stunde der Wahrheit'. », art. cit., pp. 23-24.

au succès inespéré des commémorations ainsi : « es ist, als sei ein Damm geborsten und mit elementarer Wucht ein neues Bewusstsein über Deutschland hereingebrochen[1] ».

Le climat mémoriel à la fin des années 1970 avait donc fondamentalement changé, faisant du national-socialisme l'élément central du domaine politique et l'élément-clé de l'autodéfinition de la RFA, le plaçant au cœur des débats mémoriels, mais suscitant également un engouement populaire pour l'histoire du IIIème Reich. Le succès de la série télévisée *Holocaust* s'inscrit parfaitement dans cette dynamique.

C - « Une nation est touchée » : le génocide dans le salon

Im Haus des Henkers wurde vom Strick gesprochen wie nie zuvor,
„Holocaust“ wurde zum Thema der Nation[2].

There were times one gained the impression from the discussions
around and about "Holocaust" that the presentation of Nazi
atrocities on the screen had only just begun with this tv series[3].

La majorité des textes traitant de la *Vergangenheitsbewältigung* considèrent la série *Holocaust* comme le moment à partir duquel le travail de mémoire aurait touché les individus dans l'intimité de leur foyer, avec un impact considérable sur la relation au passé[4]. Ainsi, un événement extérieur – une série télévisée produite aux Etats-Unis – ébranlait les récits familiaux allemands jusqu'alors dominants. Ce phénomène allait, jusqu'à un certain point, se reproduire lors de la sortie dans les salles de cinéma du film *La liste de Schindler* de Steven Spielberg en 1993.

Contrairement aux recherches dans les sciences historiques qui se focalisaient, à partir du milieu des années 1960 sur les structures du régime national-socialiste, la série télévisée plaçait les acteurs et leur quotidien au centre de la narration. Le style de la série télévisée – la présentation de l'histoire d'une famille juive et d'une famille impliquée dans le national-

---

[1] Cité dans *ibid*., p. 24.

[2] « Dans la maison du bureau on parla de la corde qui servait à pendre comme jamais auparavant, 'Holocauste' devint le sujet préféré de la nation » ; "'Holocaust' : die Vergangenheit kommt zurück." *Der Spiegel* 5 (1979).

[3] ZIELINSKI, Siegfried. "History as entertainment and provocation : the TV series 'Holocaust'." New German Critique 19 (1980): 81-96, p. 83.

[4] Voir BRANDT, Susanne. 'Wenig Anschauung'? Die Ausstrahlung des Films 'Holocaust' im westdeutschen Fernsehen (1978/79). *In* CORNELISSEN, Christoph / KLINKHAMMER, Lutz / SCHWENTKER, Wolfgang (dir.). *Erinnerungskulturen : Deutschland, Italien und Japan seit 1945*. Frankfurt a/M: Fischer, 2003, pp. 257-268.

socialisme selon les règles de l'art cinématographique et tourné vers un grand public – aurait ainsi contribué à susciter davantage d'intérêt pour le sujet que les débats et travaux (tous genres confondus) antérieurs en positionnant l'Holocauste comme paradigme central dans l'analyse et la mémoire du national-socialisme en République fédérale[1].

Cet intérêt accordé aux individus en tant qu'acteurs dans un contexte historique a trouvé son prolongement, vers la fin des années 1990 et le début des années 2000, dans des discussions intenses autour des intentions de ceux qui, au quotidien, avaient commis les actes de meurtres de masse. Les débats autour des ouvrages de Daniel J. Goldhagen et, dans une moindre mesure, de Christopher Browning ont mis en avant l'aspect volontaire et intentionnel de la participation individuelle au génocide[2].

La télévision, devenue un média de masse à partir de la deuxième moitié des années 1950, a été considérée par les historiens comme le reflet de l'état d'âme de la société allemande. Durant les années 1950, les visions du passé de la « société de l'effondrement (*Zusammenbruchsgesellschaft*) » se trouvaient représentées sur le petit écran[3]. Ces visions du passé, reflétant les besoins mentaux et politiques de la société d'après-guerre, renvoient aux valeurs et perceptions du présent : les Allemands en tant que victimes, la transformation de l'idéologie nationale-socialiste en un anticommunisme fédérateur, mais aussi le recours à des valeurs considérées comme « typiquement allemandes » tels l'honneur, la dureté et la discipline[4].

Les crimes commis au nom du peuple allemand étaient généralement relégués au second plan pour faire place aux souvenirs de guerre et à la souffrance allemande. Même les

---

[1] La diffusion de la série correspond, chronologiquement, au développement des *lokale Geschichtswerkstätten* (ateliers historiques locaux) qui cherchaient à explorer le quotidien local sous le IIIème Reich. Le *Geschichtswettbewerb des Bundespräsidenten*, un concours national d'histoire pour lycéens initié en 1973 par le Président de la RFA Gustav Heinemann, a porté, en 1980-1981, sur le quotidien sous le national-socialisme, renforçant la tendance d'une « Geschichte von unten (histoire d'en bas) ». Le terme est emprunté à Alf et Helga Lüdtke, LÜDTKE, Alf / LÜDTKE, Helga. "Geschichte von unten: Alltagsgeschichte und Alltagsgeschichten in neuen Kinder- und Jugendbüchern." Betrifft: Erziehung 18.2 (1985): 22-30.

[2] BROWNING, Christopher R. *Ganz normale Männer: das Reserve-Polizeibataillon 101 und die "Endlösung"*. Reinbeck bei Hamburg: Rowohlt, 1993, 279 p; GOLDHAGEN. *Hitlers willige Vollstrecker*, op. cit.

[3] Pour une présentation plus générale de la télévision ouest-allemande, voir FRITSCHE, Christian. *Vergangenheitsbewältigung im Fernsehen : westdeutsche Filme über den Nationalsozialismus in den 1950er und 60er Jahren*. München: Meidenbauer, 2003, 232 p.

[4] Un bel exemple de cette vision du présent et du passé est l'adaptation télévisée du roman *So weit die Füsse tragen* de Josef Martin Bauer de 1959 ; voir CLASSEN. « Back to the fifties? », art. cit., p. 116. Le roman a de nouveau été adapté, pour le cinéma cette fois-ci, en 2001 par Hardy Martens.

productions se concentrant sur la question de la culpabilité individuelle (comme *Die Festung* de Claus Hubalek de 1957 ou *Des Teufels General* de Carl Zuckmayer de 1955) reprenaient les images dominantes, comme celle de l'armée innocente (*saubere Wehrmacht*[1]), s'opposant au parti national-socialiste.

Résumant la situation des années 1950, Christoph Classen constate :

> Insgesamt lässt sich also konstatieren, dass die zentrale Beschäftigung mit den Verfolgungsopfern im frühen Fernsehen zwar nicht tabuisiert, dafür aber sehr lückenhaft war. Ihrer Tendenz nach spiegelte sie einen spürbaren Widerspruch : der deutlichen retrospektiven Distanzierung vom Nationalsozialismus und seinen Verbrechen entsprach eine weitgehende Ausklammerung der konkreten Geschichte. Die Täter wurden kaum benannt, und wenn doch, dann handelte es sich um stereotyp gezeichnete, fanatisierte Nazis oder SS-Männer. Die Mehrheit war scheinbar „schon immer" dagegen gewesen, und das Selbstmitleid angesichts des vermeintlich durch „die Nazis" erlittenen Unrechts übertraf bei weitem die Empathie mit den tatsächlichen Opfern von Verfolgung und Kriegsverbrechen[2].

Il découle de l'apitoiement sur soi des Allemands une perte de vue des « vraies » victimes, Classen parle à ce titre d'un « vide[3] ». Celui-ci allait persister jusqu'aux années 1960 quand, à la suite du procès Eichmann, la place accordée aux victimes de la barbarie national-socialiste devint plus importante, même si elle n'était pas encore émotionnelle comme cela allait être le cas avec la diffusion de la série télévisée *Holocaust* en 1979.

Pour la période de 1958 à 1967, Vollnhals a répertorié 174 émissions télévisées (ARD et ZDF ensemble) sur le IIIème Reich et les sujets annexes. Il met en évidence que les programmes proposés profitaient, dans certains cas, d'un taux d'écoute allant jusqu'à 58 % et suscitaient des émotions vives (allant de la compassion au rejet absolu)[4].

---

[1] Au sujet de la légende construite autour de l'armée allemande, voir BALD, Detlev / KLOTZ, Johannes / WETTE, Wolfram. *Mythos Wehrmacht: Nachkriegsdebatten und Traditionspflege*. Berlin: Aufbau-Verlag, 2001, 211 p; MANOSCHEK, Walter / POLLAK, Alexander / WODAK, Ruth / HEER, Hannes (dir.). *Wie Geschichte gemacht wird: zur Konstruktion von Erinnerungen an Wehrmacht und Zweiten Weltkrieg*. Wien: Czernin, 2003, 319 p; NEUMANN, Klaus. "Die "saubere" Wehrmacht: Gesellschaftsgeschichte einer Legende." Mittelweg 36 7.4 (1998): 8-18.

[2] « Globalement, on peut donc constater que le traitement des victimes des persécutions dans les premières années de la télévision n'était pas tabou, mais que, en revanche, il était très lacunaire. Ce traitement reflétait une contradiction sensible : à la distanciation rétrospective du national-socialisme et de ses crimes correspondait largement une mise entre parenthèses de l'histoire concrète. Les bourreaux n'étaient que rarement nommés et si c'était le cas, il s'agissait d'une caricature des fanatiques nazis ou du soldat SS. La majorité semblait 'toujours' avoir été opposée (au national-socialisme, TT) et l'apitoiement sur soi-même prétendument né des injustices commises par 'les nazis' dépassait largement l'empathie avec les véritables victimes de la persécution et des crimes de guerre. » CLASSEN. « Back to the fifties? », art. cit., p. 123.

[3] *Ibid*., p. 120.

[4] VOLLNHALS. Zwischen Verdrängung und Aufklärung. op. cit., p. 378-380.

Comme le chapitre précédent l'a montré, le succès de la diffusion de la série *Holocaust* s'inscrit dans une période de regain d'intérêt pour le passé national-socialiste généralement constatable dans la société ouest-allemande à partir des années 1960. Wulf Kansteiner caractérise ce phénomène comme « a new, diffuse sense of curiosity about the Nazism[1] ».

La série télévisée avait été diffusée aux Etats-Unis en avril 1978 sur la chaîne NBC et avait attiré au moins 120 millions de téléspectateurs. Les critiques allaient du reproche d'une « banalisation de l'Holocauste » (Elie Wiesel) jusqu'à l'interrogation sur la capacité des spectateurs à faire la différence entre réalité et fiction[2].

Aussi bien aux Etats-Unis qu'en Allemagne, Markovits et Hayden distinguent quatre domaines de critique esthétique, politique et pédagogique :

> 1. A subject of such magnitude as the Holocaust is unportrayable by any medium, cannot even be conveyed by art, and is most certainly desecrated by the mass appeal of television. (…) 2. Making use of the Holocaust for commercial purposes does not only represent the ultimate insult to its victims, but above all, highlights the obscene dimensions of an exclusively profit-orientated television industry, above all in its most ruthlessly competitive American context. (…) 3. 'Holocaust' as docu-drama blurs fact, trivializes events, and neither illuminates nor forces one to think about them. (…) 4. Finally, the television station which bought the show and which was responsible for its national telecast, the 'WDR', was accused by more conservative critics of buying the show at the SPD's behest[3].

Malgré ces critiques sévères, la série fut couronnée de succès aux Etats-Unis: en 1978, elle obtint huit Emmy-Awards et l'Oscar de la télévision de l'*Academy of Television Arts and Sciences.*

Forte de son succès aux Etats-Unis, la série fut ensuite diffusée sur les chaînes publiques régionales de la télévision allemande en janvier 1979 et connut un succès inattendu : les taux d'écoute atteignirent respectivement 32%, 36%, 39% et 41% pour les diffusions. 68% des 14 à 29 ans avaient suivi les quatre parties (47% pour les plus de 60 ans) et seulement un quart des interviewés étaient d'avis que l'on devrait oublier le sujet. Avant la diffusion, une grande partie des *Bundesbürger* estimaient que le national-socialisme avait en

---

[1] KANSTEINER. *In pursuit of German memory*, op. cit., p. 243.

[2] WILKE, Jürgen. "Die Fernsehserie 'Holocaust' als Medienereignis." Historical Social Research 30.4 (2005): 9-17, pp. 10-11.

[3] MARKOVITS, Andrei S. / HAYDEN, Rebecca S. "'Holocaust' - before and after the event : reactions in West Germany and Austria." New German Critique 19 (1980): 53-80, pp. 57-59.

principe été une bonne chose mais qu'il avait été mal réalisé[1]. Presque la moitié de la population adulte avait vu les épisodes et lors des discussions qui étaient organisées sur le plateau télévisé directement après la diffusion de chaque épisode, l'intérêt restait tout aussi vif[2]. La presse allemande, qui, avant la diffusion, avait été en grande partie critique, adopta une position plus positive et prolongea l'intérêt du public en renforçant la couverture médiatique de la série et en y consacrant des articles historiques[3].

Les sondages réalisés avant et après la diffusion de chaque épisode de la série soulignent son impact sur les Allemands de l'Ouest[4]. Les résultats de deux sondages sont particulièrement intéressants dans ce contexte : d'une part, deux tiers des téléspectateurs se disaient profondément bouleversés par le fait que des Allemands aient commis de tels crimes et le même pourcentage avait déclaré avoir discuté du sujet, par la suite, en famille et au travail. Visiblement, *Holocaust* avait réussi ce que les débats historico-politiques n'avaient pas pu instaurer : une véritable prise de conscience du passé et de l'implication – au moins émotionnelle – du peuple ouest-allemand.

L'Holocauste était ainsi entré dans les salons des Allemands, brisant le récit familial qui avait, jusqu'alors, souligné l'innocence et la non-implication des Allemands dans le régime national-socialiste, refoulant toute responsabilité sur les coupables désignés dans les procès et l'ensemble des dirigeants du IIIème Reich.

Cet événement médiatique constituait un point fort dans le processus qui était en cours depuis les années 1960 : placer l'Holocauste au centre de la sphère publique, faisant du travail de mémoire un des fondements et marqueurs de l'identité ouest-allemande. Même si a série télévisée avait été un succès partout, « only in the Federal Republic of Germany did the film

[1] L'achat des droits de diffusion et la programmation de cette série avaient fait l'objet d'intenses débats dans la presse ; voir BRANDT. Wenig Anschauung?, op. cit., pp. 259-261. Pour un détail des articles de presse publié durant la semaine précédant la diffusion, voir ZIELINSKI. « History as entertainment. », art. cit., p. 88.

[2] WILKE. « 'Holocaust' als Medienereignis. », art. cit., pp. 13-14. Durant les quatre soirs, le *Westdeutscher Rundfunk* reçut respectivement 5.200, 7.300, 4.852 et 5.988 appels de la part des téléspectateurs. MARKOVITS. « Before and after the event. », art. cit., p. 62.

[3] Voir MÜLLER-BAUSENEIK, Jens. "Die US-Serie 'Holocaust' im Spiegel der deutschen Pressen (Januar-März 1979) : eine Dokumentation." Historical Social Research 30.4 (2005): 128-140; SIEDLER, Joachim. *'Holocaust' in der deutschen Presse : eine Inhalts- und Verlaufsanalyse am Beispiel ausgewählter Printmedien*. Münster: Lit-Verlag, 1984, 316 p.

[4] Voir WILKE. « 'Holocaust' als Medienereignis. », art. cit., p. 15.

and the subsequent reactions to it develop a political importance which furnished tangible results for the future of West German society[1] ».



Figure 2 - Une du "Spiegel" du 29 janvier 1979 (5/1979)

La série avait contribué à élargir la diffusion du savoir sur l'Holocauste et le national-socialisme dans une grande majorité de la population qui ne s'était pas, jusque-là, intéressée au sujet ou qui avait préféré écouter les récits familiaux[2]. Il est, dans ce sens, justifié de parler de la « rupture d'un tabou », notamment si on prend en compte le fait que le film avait mis en évidence « some fundamentally disturbing and unsolved problems of recent Western history[3] », mettant – dans leur salon – les familles ouest-allemandes face au décalage entre

[1] MARKOVITS. « Before and after the event. », art. cit., p. 79.

[2] La série raconte l'Holocauste du point de vue de la famille – fictive – Weiss, une famille juive allemande, en parallèle avec celle d'un membre des SS qui, finalement, deviendra un criminel de guerre. *Holocaust* met en scène un certain nombre d'événements qui ont eu lieu avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, comme la Nuit de Cristal, la création des ghettos juifs et, plus tard, l'installation des chambres à gaz.

[3] MARKOVITS. « Before and after the event. », art. cit., p. 53.

discours individuels et familiaux d'innocence et les réalités et faits historiques à travers l'exemple de deux familles allemandes.

Les discussions autour de la série constituèrent le début d'une « mode Holocauste (*Holocaust-Welle*) », mettant fin à la « mode Hitler (*Hitlerwelle*) » et inversant les intérêts - des bourreaux vers les victimes. Cet intérêt porté aux victimes du national-socialisme – renforcé par le fait qu'il s'agissait, dans la série télévisée, d'acteurs très connus (Meryl Streep jouait le rôle principal) – conduisit à considérer sous un autre angle les mouvements d'extrême-droite. Car, pour la première fois, le rapport sur la protection de la Constitution (Verfassungsschutzbericht) de 1978 se focalisait davantage sur les activités des néonazis en soulignant le danger qu'elles représentaient pour l'État[1].

Néanmoins, des interrogations critiques accompagnèrent le succès de la série : s'agissait-il d'un vrai tournant ou d'un moment passager ? Est-ce que les interprétations antérieures – majoritairement positives – faisaient partie de l'écriture d'une « histoire du succès » de la RFA, d'une écriture historique positivante ? Dans ce sens, est-ce que l'intérêt du public pour la série américaine tenait lieu de confirmation d'une *Vergangenheitsbewältigung* couronnée de succès, considérant l'événement télévisé comme l'*Ersatz* pour une vraie catharsis ? En somme, s'agissait-il de la construction d'un élément identitaire positif, d'un alibi ou d'une surinterprétation[2], d'un « displacement of genuine self-reflection, a way of blocking the really troublesome aspects of the past, a form of avoidance rather than honour[3] » ?

Il est certain que, tout comme le débat autour des thèses de Daniel J. Goldhagen au milieu des années 1990, *Holocaust* avait révélé le clivage entre le travail des historiens, les efforts des intellectuels, d'un côté, et le grand public, de l'autre, en transformant le « chapitre historique meurtrier en une scène vivante[4] », obligeant les Allemands de l'Ouest à se confronter au passé dans leur environnement familial.

---

[1] BMI. *Verfassungsschutzbericht 1978*. Bonn, 1979.

[2] ZIELINSKI. « History as entertainment. », art. cit., p. 90.

[3] ELEY, Geoff. "Nazism, politics and public memory: thoughts on the West German *Historikerstreit* 1986-1987." Past and Present 121 (1988): 171-208, p. 174.

[4] BROSZAT, Martin. 'Holocaust' und die Geschichtswissenschaft. *In* GRAML, Hermann/HENKE, Klaus-Dietmar (dir.). *Nach Hitler : der schwierige Umgang mit unserer Geschichte. Beiträge von Martin Broszat*. München: Oldenbourg, 1987 (1979), pp. 271-286, p. 273.

Il pouvait sembler, après le succès de la série télévisée, que les idées de devoir de mémoire et du travail de mémoire étaient désormais partagées par une majorité de la population et que les conceptions mémorielles politiques avaient pu être implantées dans la conscience ouest-allemande. S'appuyant sur les efforts politico-mémoriels et judiciaires des années 1960, le « mythe fondateur » n'était plus seulement un « mythe politique » mais semblait être devenu un mythe partagé par les élites *et* la population de la RFA.

Pourtant le « tournant mental-moral », annoncé et entrepris par la CDU sous l'égide d'Helmut Kohl au début des années 1980 laisse à penser, au contraire, que la diffusion de la série *Holocaust* ne sera restée qu'un épisode tant la résistance conservatrice s'avéra forte à toute remise en question d'une valorisation du passé allemand et de l'identité nationale.

III - La visite à Bitburg et la « Querelle des historiens » : la mémoire comme frein à l'avenir ?

> Zur Erneuerung gehört die Besinnung auf die deutsche Geschichte[1].
>
> Besorgt machen uns Geschichtslosigkeit und Rücksichtslosigkeit der eigenen Nation gegenüber. Ohne einen elementaren Patriotismus, der anderen Völkern selbstverständlich ist, wird auch unser Volk nicht überleben können. Wer die Vergangenheitsbewältigung, die gewiss notwendig war, dazu missbraucht, unser Volk zukunftsunfähig zu machen, dem muss widersprochen werden[2].

Lors de son discours à l'occasion du 40e anniversaire de la capitulation allemande le 8 mai 1985, Richard von Weizsäcker, président de la République fédérale depuis 1984, exprima son étonnement face à l'intérêt grandissant pour le passé :

> Manche jungen Männer haben sich und uns in den letzten Monaten gefragt, warum es vierzig Jahre nach Ende des Krieges zu so lebhaften Auseinandersetzungen über die Vergangenheit gekommen ist. Warum lebhafter als nach fünfundzwanzig oder dreißig Jahren? Worin liegt die innere Notwendigkeit dafür[3]?

Ces interrogations du Président Weizsäcker reflètent l'évolution de la présence du passé dans la sphère publique allemande au début des années 1980, « a prolonged intellectual war about the German collective memory of the future[4] ».

---

[1] « La concentration sur l'histoire allemande fait partie du renouveau. » Déclaration du gouvernement Helmut Kohl du 13.10.1982 devant le *Bundestag* allemand. Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll. Stenographischer Bericht der 121. Sitzung, 9. Wahlperiode (13.10.1982)*. p. 7227.

[2] « Nous nous inquiétons de l'ahistoricité de la relation et du manque d'égards envers sa propre nation. Sans un patriotisme élémentaire, qui est naturel aux autres peuples, notre peuple ne pourra pas survivre. On doit s'opposer à celui qui instrumentalise le travail de mémoire, certes nécessaire, pour empêcher notre peuple d'aller de l'avant. » Alfred Dregger au Bundestag, le 10 septembre 1986. Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll. Stenographischer Bericht der 228. Sitzung, 10. Wahlperiode (10.09.1986)*. p. 17660.

[3] « Ces derniers mois, certains jeunes hommes se sont et nous ont demandé pourquoi on assistait, 40 ans après la fin de la guerre, à des débats aussi intenses sur le passé ? Pourquoi plus intenses qu'après 25 ou 30 ans ? Quelle est la nécessité intérieure de ce phénomène ? » WEIZSÄCKER, Richard von. "Der 8. Mai 1945 - 40 Jahre danach (discours du Président de la République fédérale à l'occasion du 40ème anniversaire du 8 mai 1945)." http://www.bundestag.de/geschichte/parlhist/dokumente/dok08.html (consulté le: 15.03.2008).

[4] KANSTEINER. *In pursuit of German memory*, op. cit., p. 258.

Le IIIème Reich et l'Holocauste étaient devenus le point de référence de tout débat autour de l'identité allemande, son interprétation influant sur l'interprétation et la présentation de l'histoire allemande en général. Plus généralement, il s'agissait, selon les termes de Michael Stürmer, historien et conseiller du chancelier Kohl, de se rappeler que « in einem geschichtslosen Land gewinnt derjenige die Zukunft, der die Erinnerung füllt, die Begriffe prägt und die Vergangenheit prägt[1] ».

L'avènement de l'histoire sociale (*Alltagsgeschichte*) dans le sillage de 68 et la concentration d'une branche de l'historiographie sur l'« histoire d'en bas » avaient incité certains historiens, comme Hans-Ulrich Wehler, à émettre la crainte d'un « intérêt profondément conservateur pour l'histoire » qui témoignerait du retour aux catégories de « 'sécurité', 'patrie', 'racines', 'identité' » et de la naissance d'un « néo-historicisme romantisant[2] ». D'autres craignaient un « renversement de tendance (*Tendenzwende*) » néoconservatrice[3].

L'accession au poste de chancelier de Helmut Kohl en 1982 concrétisera politiquement ce renversement. Kohl avait annoncé sa volonté de mettre fin à la « crise mentale-morale » qui secouait, selon l'interprétation conservatrice, l'Allemagne de l'Ouest depuis les années 1970[4]. La « révision du passé nazi pour l'ère Kohl[5] » avait pour but de rendre possible une relation valorisante au passé national et libérée des contraintes liées au national-socialisme, créant ainsi les conditions nécessaires pour une politique nationale guidée par les intérêts nationaux et, par conséquent, détachée du « mythe fondateur[6] ».

---

[1] « (D)ans un pays sans histoire, c'est celui qui fournit des souvenirs, marque les termes et interprète le passé qui gagne l'avenir. » STÜRMER, Michael. Geschichte in einem geschichtslosem Land (*Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 25.04.1986). *In* PIPER, Ernst Reinhard (dir.). *"Historikerstreit": die Dokumentation der Kontroverse um die Einzigartigkeit der nationalsozialistischen Judenvernichtung*. München: Piper, 1987, pp. 36-38, p. 36.

[2] WEHLER. « Geschichte von unten gesehen. », art. cit.

[3] Voir GREIFFENHAGEN, Martin. *Freiheit gegen Gleichheit? Zur "Tendenzwende" in der Bundesrepublik*. Hamburg: Hoffmann und Campe, 1975, 116 p. Pour l'interprétation conservatrice du terme, voir PODEWILS, Clemens (dir.). *Tendenzwende? Zur geistigen Situation der Bundesrepublik*. Stutgart: Klett, 1975, 108 p.

[4] Voir GÖRTEMAKER, Manfred. *Geschichte der Bundesrepublik Deutschland: von der Gründung bis zur Gegenwart*. München: C. H. Beck, 1999, 915 p., p. 688.

[5] Telle est la traduction du titre de l'article de MAIER, Charles S. Immoral equivalence: revising the Nazi past for the Kohl era. *In* BALDWIN, Peter (dir.). *Reworking the past: Hitler, the Holocaust and the historians' debate*. Boston: Beacon Press, 1990, pp. 38-44.

[6] Voir MOMMSEN, Hans. Suche nach der 'verlorenen Geschichte'? Bemerkungen zum historischen Selbstverständnis der Bundesrepublik. *In* AUGSTEIN, Rudolf (dir.). *"Historikerstreit": die Dokumentation der Kontroverse um die Einzigartigkeit der nationalsozialistischen Judenvernichtung*. München: Piper, 1987, pp. 157-173.

Cette tentative s'appuyait sur la conviction que « Geschichtsverständnis und Erklärung der Gegenwart (sind) aufs engste miteinander verbunden: Gegenwärtige Probleme bieten Anstoß zu historischem Rückblick, aktuelle Veränderungen fordern neue Interpretationen historischer Ereignisse[1] ».

Ainsi, les années 1980 se caractérisent par des débats incessants autour de la « souveraineté d'interprétation » du passé. L'interprétation de l'histoire constituait la thématique et, en même temps, le moyen d'influer sur le présent et de déterminer le futur ou de créer le cadre politique et moral qui déterminerait les actions et le cadre d'action du futur. Mais elle devint également un élément de différenciation entre la Droite et la Gauche, permettant de déterminer, à travers le rapport au passé, le positionnement politique dans le présent.

Deux moments, parmi d'autres, seront ici présentés à titre d'exemple afin de mettre en relief les enjeux et les conséquences de cette période. D'abord, les politiques menées par Helmut Kohl après le « tournant mental-moral » de 1982, notamment le scandale autour de sa visite au cimetière militaire de Bitburg, en compagnie du président américain Ronald Reagan, en 1984. Ensuite, la « Querelle des historiens » entre 1986 et 1987, lors de laquelle la place de l'Holocauste dans l'auto-conception de la République fédérale fut vivement disputée dans un débat plus large sur la comparabilité des crimes du national-socialisme et l'historicisation de période spécifique de l'histoire allemande. Au terme de ce débat, le « patriotisme constitutionnel » allait – temporairement – s'imposer comme l'identité « officielle » de la RFA, signifiant l'implémentation définitive du « mythe fondateur » Auschwitz.

D'autres tentatives de l'instauration d'une mémoire « politisée », comme la *Neue Wache*, inaugurée en 1992, témoignent de ces efforts d'accélérer le « tournant mental-moral » et de maintenir une conception identitaire qui place les Allemands en tant que victimes au centre de la mémoire[2].

---

[1] « La conception de l'histoire et l'explication du présent sont intimement liées : les problèmes présents offrent la possibilité d'une rétrospective, les changements contemporains nécessitent de nouvelles interprétations des événements historiques. » SCHNEIDER, Michael "'Volkspädagogik' von rechts: Ernst Nolte, die Bemühungen um die 'Historisierung' des Nationalsozialismus und die 'selbstbewusste Nation'." Archiv für Sozialgeschichte XXXV (1995): 532-581, p. 535.

[2] Pour des analyses détaillées, voir FESSMANN, Jürgen *Streit um die Neue Wache: zur Gestaltung einer zentralen Gedenkstätte* Berlin: Akademie der Künste, 1993, 111 p; LANGE, Katharina. Gedenkstätte Neue Wache. *In* FISCHER, Torben / LORENZ, Matthias N. (dir.). *Lexikon der Vergangenheitsbewältigung in Deutschland : Debatten- und Diskursgeschichte des Nationalsozialismus nach 1945*. Bielefeld: Transcript, 2007,

A - Le « tournant mental-moral » et le retour de l'histoire

> Wir, die Deutschen, müssen uns unserer Geschichte stellen, mit ihrer Größe und ihrem Elend, nichts wegnehmen, nichts hinzufügen. Wir müssen unsere Geschichte nehmen, wie sie war und ist: ein Kernstück europäischer Existenz in der Mitte des Kontinents. Der jungen Generation muß die deutsche Geschichte in ihren europäischen Bezügen und Bedingungen wieder geistige Heimat werden[1].

> For Kohl, age is an important part of his credentials. As he viewed the date on his birth certificate, he felt that he had been given a special mission. For forty years, Germany had lived in psychological isolation, and 1985 was the year in which he was going to lead the German people out of the desert[2].

La crise de la modernité du milieu des années 1970, décrite ci-dessus, eut pour conséquence un « discours médiatique, scientifique et politique – indépendant, puis surpuissant – sur l'identité allemande[3] ». Rapidement, le vocabulaire « identitaire » prit une place importante dans le vocabulaire journalistique, politique et populaire : l'« identité » devenait un terme clé, l'expression de la compensation d'une multitude de manques constatés (réels ou supposés) au niveau du collectif et de la nation. Le slogan « Oser plus de démocratie (*Mehr Demokratie wagen*) » de Brandt et les idées d'émancipation, de progrès, de conscience critique et de démocratisation héritées du mouvement de 68 étaient critiqués par un mouvement conservateur qui en constatait – et proclamait – l'échec. Désormais, une pensée conservatrice, prônant la conservation des acquis et la valorisation de la nation, prenait le dessus dans le débat public.

Ce discours conservateur était imprégné de l'idée d'une historiographie normative, attribuant à l'Histoire une « fonction de représentation de l'identité

---

pp. 271-272; MOLLER, Sabine. *Die Entkonkretisierung der NS-Herrschaft in der Ära Kohl: die Neue Wache, das Denkmal für die ermordeten Juden Europas, das Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland*. Hannover: Offizin, 1998, 155 p.

[1] « Nous, les Allemands, devons nous confronter à notre histoire, avec sa gloire et sa misère, rien y enlever, rien y ajouter. Nous devons accepter notre histoire telle qu'elle était et telle qu'elle est : un élément de l'existence européenne au milieu du continent. L'histoire allemande avec ses dimensions et conditions européennes doit, de nouveau, devenir la patrie intellectuelle de la jeune génération », Helmut Kohl, déclaration du gouvernement du 4 mai 1983. *Plenarprotokoll. Stenographischer Bericht der 228. Sitzung, 10. Wahlperiode (10.09.1986)*. p. 74.

[2] HILBERG, Raul. Bitburg as symbol. *In* HARTMAN, Geoffrey H. (dir.). *Bitburg in moral and political perspective*. Bloomington Indiana University Press, 1986, pp. 15-26, p.16.

[3] WOLFRUM. *Die geglückte Demokratie*, op. cit., p. 391. L'ouvrage de Harro Honolka inclut une bibliographie circonstanciée sur la foisonnante littérature identitaire des années 1970 et 1980 ; HONOLKA, Harro. *Schwarz-rot-grün: die Bundesrepublik auf der Suche nach ihrer Identität*. München: Beck, 1987, 238 p.

(*Identitätsrepräsentationsfunktion*[1]) », exigeant en conséquence plus d'audace dans la conscience historique, afin d'éviter, selon le président Walter Scheel, le basculement vers « une technocratie sans mémoire ».

En RFA, un débat sur la place de l'homme dans la modernité était engagé depuis le début des années 1960. Inspiré des travaux de Jean Meynaud et Jacques Ellul en France, Helmut Schelsky avait publié un texte interrogeant la perte progressive d'options d'actions basées sur les valeurs en faveur d'un développement technique possédant une dynamique propre. De manière générale, ce courant de pensée postulait que l'avancée technique modifiait substantiellement le rapport de l'homme à son environnement, entraînant une dépendance croissante par rapport à la technicité dans la résolution des problèmes de société[2]. Ce mouvement anti-technique, visible dans de nombreux pays industrialisés, était caractérisé par une fascination pour l'histoire qui se traduisait par une certaine nostalgie, permettant de chercher dans l'histoire un meilleur avenir ou, au moins, d'échapper à un présent jugé peu encourageant[3].

Parallèlement, le développement d'une identité « bi-nationale » était – finalement – reconnu au niveau politique : la séparation de l'Allemagne avait fait naître, avec le temps et au moins à l'Ouest, une « societé d'Etat (*Staatsgesellschaft*) » qui se consolidait en nation[4]. Hans Mommsen constata une « conscience identitaire nationale » pour la RFA, qui était notamment celle des jeunes et moyennes générations et qui était portée par une « loyauté nationale[5] ». L'impératif de réunification (*Wiedervereinigungsgebot*), du préambule de la Loi fondamentale tombait dans l'oubli.

---

[1] LÜBBE, Hermann. Zur Identitätspräsentationsfunktion von Historie. *In* MARQUARD, Odo / STIERLE, Karlheinz (dir.). *Identität*. München: Fink, 1979, pp. 277-292.

[2] SCHELSKY, Helmut. *Der Mensch in der wissenschaftlichen Zivilisation*. Köln: Westdeutscher Verlag, 1961, 68 p.

[3] WOLFRUM. *Geschichtspolitik in der BRD*, op. cit., pp. 303-316. Wolfrum souligne que le discours identitaire permit aussi bien à la gauche qu'à la droite de se retrouver sur le terrain d'un « nationalisme libérateur (*Befreiungsnationalismus*) », unissant antiaméricanisme et antisoviétisme dans le but de rendre à la « nation cassée (*kaputte Nation*) » son identité ; voir WOLFRUM. *Die geglückte Demokratie*, op. cit., p. 395. Anticipant la perception des « Nouveaux Länder » après l'unification, ce courant considérait la RDA comme étant restée plus « allemande », ayant gardé ses caractéristiques et vertus allemandes, faisant ainsi de l'Allemagne de l'Est un « musée du patrimoine (*Heimatmuseum*) ».

[4] WOLFRUM. *Die geglückte Demokratie*, op. cit., p. 393. Voir aussi SCHWEIGLER, Gebhard. *Nationalbewusstsein in der BRD und der DDR*. Düsseldorf: Bertelsmann, 1974, 235 p.

[5] MOMMSEN, Hans. "Nationalismus und transnationale Integrationsprozesse in der Gegenwart." Aus Politik und Zeitgeschichte 9 (1980): 3-14. Heinrich-August Winkler allait répondre aux thèses de Mommsen en affirmant que le maintien de la solidarité nationale était primordial et que son abandon signifiaient le « triomphe

Dans le contexte de ces débats, l'idée d'une nation « post-nationale » fut formulée pour la première fois par Karl Dietrich Bracher qui qualifiait la RFA de « démocratie post-nationale parmi les Etats-nations[1] ». Jusqu'à un certain point, l'acceptation de la division allemande était devenue consensuelle, dépassant le cadre de la Gauche et considérant cette post-nationalité comme un nouveau *Sonderweg* positif. L'idée de « post-nationalité » permettait de caractériser la particularité de la situation ouest-allemande, mais constituait également le point d'attaque des défenseurs du « tournant mental-moral » qui souhaitaient renouer avec une définition « classique » de la nation.

Le début des années 1980 marqua le commencement d'un « marathon commémoriel » : année de la Prusse en 1981, 150ème anniversaire du *Hambacher Fest* en 1982, 50ème anniversaire de la prise du pouvoir du NSDAP en 1983 et 500ème anniversaire de Luther la même année, 35ème anniversaire de la double fondation des deux Etats allemands en 1984, 40ème anniversaire du 8 mai 1945, 750ème anniversaire de la fondation de la ville de Berlin en 1987 (qui donna lieu à une compétition d'activité de commémoration entre les deux Allemagne), 50ème anniversaire de la *Nuit de cristal* en 1988 et, finalement, 40ème anniversaire de la fin de la guerre en 1985. Cette suite de commémorations fut précédée et accompagnée d'une série d'expositions historiques qui connurent un succès populaire important[2].

Dans ce climat d'engouement historique, le chancelier Kohl avait annoncé sa volonté d'institutionnaliser cette centralité de l'histoire avec la fondation d'un Musée historique allemand à Berlin en réponse à une initiative de Berlin Est[3] et la création d'un musée consacré à l'histoire de la République fédérale à Bonn. Helmut Kohl reprit les idées de Walter Scheel (1979) et de Richard von Weizsäcker (1981, maire de Berlin à l'époque), qui, suite au succès

---

de l'égoïsme ouest-allemand (*Triumph des bundesdeutsches Egoismus*) » ; WINKLER, Heinrich August. "Nation - ja, Nationalstaat - nein." *Die Zeit* 8 (1981). L'opposition à la première thèse était justifiée par les implications que la reconnaissance d'une identité ouest-allemande allait avoir sur l'existence des deux pays (*Doppelstaatlichkeit*), c'est-à-dire la reconnaissance de la RDA comme entité politique indépendante, tirant ainsi un trait sur le passé commun et l'espoir d'une réunification ultérieure.

[1] BRACHER, Karl-Dietrich. Politik und Zeitgeist: Tendenzen der Siebziger Jahre. *In* BRACHER, Karl-Dietrich / JÄGER, Wolfgang / LINK, Werner (dir.). *Geschichte der Bundesrepublik Deutschland (t. 5): Republik im Wandel, 1969-1974: die Ära Brandt*. Stuttgart: DVA, 1986, pp. 285-406, p. 406.

[2] Parmi les plus importantes, on compte l'exposition sur les Stauffer à Stuttgart en 1977, celle sur les Wittelsbacher 1980 à Munich et l'exposition consacrée à la Prusse à Berlin en 1981.

[3] Le « Museum für deutsche Geschichte », installé en 1952 et réaménagé en 1981 était installé dans le « Zeughaus », l'ancien arsenal prussien ; voir KRETZSCHMAR, Ulrike (dir.). *Das Berliner Zeughaus: vom Waffenarsenal zum Deutschen Historischen Museum*. München: Prestel, 2006, 107 p; MARSHALL, David E. *Das Museum für deutsche Geschichte: a study for the presentation of history in the former German Democratic Republic*. New York: Lang, 2004, VI-250 p.

des expositions historiques, avaient émis l'idée d'un musée de l'histoire allemande. Le rapport que Weizsäcker avait demandé aux historiens Eberhard Jäckel, Hartmut Boockmann, Michael Stürmer et Hagen Schulze partait d'une conception de l'histoire comme « the way in which a nation, a people, renders account of itself[1] », lui attribuant la tâche de la définition d'une identité. La conception proposée incluait l'ensemble de l'histoire, y compris les points noirs : « The aim should be to present not only a political history of a history of technological progress, but a history of mentalities, of the material, spiritual and political culture of all social classes of the Germans in Europe[2] ».

Le choix de Berlin pour le musée d'histoire national était justifié pour souligner l'identité particulière de la République fédérale dans le contexte de l'ensemble de l'histoire allemande et pour renforcer la conscience étatique (*Staatsbewusstsein*) ouest-allemande :

> (T)he sense of civic duty (Staatsbewusstsein) of the Federal Republic of Germany has to be strengthened, and it would be a great mistake to look upon the FRG only as a fragment and an improvisation in relation to the future of the entire German nation. The museum thus stands between the magnetic poles of consciousness as as state and a culture which presupposes a nation-state on the one hand, and a particular national history on the other. Without a conscious coming-to-terms with the idea and the history of the German nation-state, a history of the Federal Republic of Germany will remain unreal[3].

Il en allait de même pour le musée à Bonn (Haus der Geschichte)[4].

Comme Béatrice Heuser l'a souligné, la recherche identitaire se trouvait transposée dans les deux projets, suscitant une critique de la part du SPD et des Verts qui s'opposaient à une vision « officielle » et conservatrice de l'histoire[5], à la tentative de créer, par le haut, une

---

[1] HEUSER, Beatrice. "Museums, identity and warring historians : observations on history in Germany." The Historical Journal 33.2 (1990): 417-440, p. 420.

[2] *Ibid*., p. 421. Voir aussi Geschichtswerkstatt (dir.). *Die Nation als Ausstellungsstück: Planung, Kritik und Utopien zu den Museumsgründungen in Bonn und Berlin*. Hamburg: VSA-Verlag, 1987, 157 p; MÄLZER, Moritz. *Ausstellungsstück Nation: Die Debatte um die Gründung des Deutschen Historischen Museums in Berlin*. Bonn: Friedrich-Ebert-Stiftung, 2005, 144 p.

[3] Rapport cité dans HEUSER. « Observations on history. », art. cit., p. 422.

[4] Les prises de positions et documents officiels concernant le Deutsches Historisches Museum (DHM) sont regroupés dans STÖLZL, Christoph (dir.). *Deutsches Historisches Museum: Ideen - Kontroversen - Perspektiven*. Frankfurt a/M: Propyläen, 1988, 703 p. Pour le « Haus der Geschichte », voir BROSZAT, Martin. Zur Errichtung eines 'Hauses der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland' in Bonn. *In* GRAML, Hermann / HENKE, Klaus-Dietmar (dir.). *Nach Hitler: der schwierige Umgang mit unserer Geschichte*. München: Oldenbourg, 1986, pp. 304-309.

[5] HEUSER. « Observations on history. », art. cit., p. 423-424. Pour la position des Verts, voir Die Grünen im Bundestag. *Wider die Entsorgung der deutschen Geschichte: Streitschrift gegen die geplanten historischen Museen in Berlin (W) und Bonn*. Bonn, 1986, 56 p.

image gouvernementale de l'histoire nationale allemande et, selon Hans Mommsen, à la tentative de la création d'une identité artificielle par une vision de l'histoire ordonnée par le haut et l'établissement d'un nouveau consensus historique[1].

Les protagonistes de la « Querelle des historiens » se positionnaient dans le débat autour des deux musées : ainsi Michael Stürmer, membre des deux commissions d'historiens, plaidait pour les deux musées comme « un indicateur permettant de se rassurer de l'identité collective », renforçant l'« identité historique » des Allemands[2]. Cette polémique constituait l'arrière-plan des *Römerberg-Gespräche*[3] de 1986, qui allaient devenir pour Ernst Nolte l'occasion de présenter ses thèses et publier un article qui allait être à l'origine de la « Querelle des historiens ».

Un an avant le début de cette querelle, le scandale de Bitburg allait éclater, mettant en lumière la mise en œuvre des politiques mémorielles du « tournant mental-moral (*geistig-moralische Wende*) ».

B - Bitburg : l'ouverture des « écluses de la mémoire »

Helmut Kohl, qui avait décrit son rapport au passé par la phrase de la « Gnade der späten Geburt (*grâce de la naissance tardive*) », voulait, avec le président américain, répéter l'acte de réconciliation entre « anciens ennemis » tel qu'il avait été célébré avec François Mitterrand à Verdun en 1984. L'intention « prétendue[4] » était de signaler au monde entier – et plus particulièrement aux critiques allemands du chancelier – qu'Allemands et Américains étaient non seulement désormais frères d'armes (la visite allait avoir lieu dans un cimetière

---

[1] MOMMSEN, Hans. "Verordnete Geschichtsbilder: historische Museumspläne der Bundesregierung." Gewerkschaftliche Monatshefte 37 (1986): 13-24.

[2] STÜRMER, Michael. Deutsche Identität: auf der Suche nach der verlorenen Nationalgeschichte. *In* STÜRMER, Michael (dir.). *Dissonanzen der Geschichte: Essays über Geschichte und Politik in Deutschland*. München: Piper, 1986, pp. 201-209, p. 209.

[3] Les Römerberg-Gespräche à Francfort sur Main sont, depuis 1973, un élément clé de la culture du débat en République fédérale. Inspirés par le mouvement de 68, les débats sont tournés vers des thématiques politico-intellectuelles, reprenant et influant sur les sujets politiques et artistiques contemporains. Pour 1986, voir HOFFMANN, Hilmar (dir.). *Gegen den Versuch, Vergangenheit zu verbiegen. Eine Diskussion um politische Kultur in der Bundesrepublik*. Frankfurt a/M: Athenäum, 1987, 180 p.

[4] BRUMLIK, Micha. Das Öffnen der Schleusen: Bitburg und die Rehabilitation des Nationalismus in der Bundesrepublik. *In* HAFNER, Georg M. / JACOBY, Edmund (dir.). *Die Skandale der Republik*. Hamburg Hoffmann und Campe, 1990, pp. 262-273, p. 265.

militaire) mais également amis et que le fossé mémoriel qui les avait séparés était enjambé[1] : « By intention, this was to be an act of symbolic resolution, a closing of the books on the past, the consummation of Germany's long-earned return to normalcy[2] ». Le choix du lieu – un lieu dédié à la mémoire de soldats et non pas un lieu de commémoration des victimes – était problématique et soulignait très clairement cette ambition.

Dans ce sens, la cérémonie de Bitburg servait de mise en scène de la mémoire, l'acte étant tourné vers l'avenir tout en se libérant de l'obligation morale – et identitaire – que constituait l'Holocauste[3]. La présence de Helmut Kohl et Ronald Reagan sur le même site permettait d'officialiser la réconciliation avec les Etats-Unis et de « fermer les livres d'histoire » sur un passé difficile.



Figure 3 - Helmuth Kohl et Ronald Reagan sur le cimetière militaire Kolmeshöhe (05.05.1985)

---

[1] Pour les différentes positions (allemandes et internationales), voir les deux (seuls) recueils disponibles HARTMAN, Geoffrey H. *Bitburg in moral and political perspective*. Bloomington: Indiana University Press, 1986, 284 p; LEVKOV, Ilya (dir.). *Bitburg and beyond: encounters in American, German and Jewish history*. New York: Shapolsky, 1987, 734 p. La ville de Bitbug a édité un recueil recensant les échos dans la presse écrite régionale : Stadtverwaltung, Bitburg (dir.). *Der Besuch: Dokumentation über den Besuch des amerikanischen Präsidenten Ronald W. Reagan und des deutschen Bundeskanzlers Dr. Helmut Kohl am 5. Mai 1985 in Bitburg*. Bitburg: Stadtverwaltung Bitburg, 1986, 56 p. Récemment, une monographie a été publiée, HALLET, Theo. *Umstrittene Versöhnung: Reagan und Kohl in Bitburg 1985*. Erfurt: Sutton, 2005, 124 p.

[2] ELEY. « Thoughts on the Historikerstreit. », art. cit., p. 176.

[3] DINER, Dan. Zwischen Aporie und Apologie: über Grenzen der Historisierbarkeit des Nationalsozialismus. *In* DINER, Dan (dir.). *Ist der Nationalsozialismus Geschichte? Zu Historisierung und Historikerstreit*. Frankfurt a/M: Fischer, 1987, pp. 62-73, p. 63.

Pour Kohl et ses conseillers, Bitburg allait être le point final de la réhabilitation de la nation (ouest-) allemande, assimilant la libération de l'Europe à la libération des Allemands de leur passé et transformant la guerre de 1939 à 1945 en une « guerre européenne normale[1] », détachée des horreurs de la barbarie national-socialiste. Kohl recevait un soutien inespéré de la part du Président américain Ronald Reagan qui avait déclaré en amont de sa visite d'Etat en Allemagne : « I don't think we ought to focus on the past. I want to focus on the future. I want to put that history behind me[2] ».

Le scandale éclata autour de la présence d'une cinquantaine de tombes de soldats SS dans le cimetière militaire de Bitburg, le refus d'Helmut Kohl de renoncer à cette visite malgré les critiques vives tant en Allemagne qu'à l'étranger et la déclaration de Ronald Reagan selon laquelle les jeunes soldats SS avaient été, tout comme les prisonniers du camp de Bergen-Belsen, des victimes du système national-socialiste[3].

Face à la critique nationale et internationale et afin de rendre cette visite moins problématique, les deux chefs d'Etat décidèrent d'ajouter une visite à l'ancien camp de concentration de Bergen-Belsen qui se trouve à proximité. Malgré ce changement, le caractère solennel envisagé de l'événement était réduit à un « hurried and awkward event that featured no speeches or symbolic gestures of friendship[4] » comme en témoigne la photo ci-dessus.

Raul Hilberg a placé cette visite à Bitburg dans la continuité de la volonté de « normaliser » le passé allemand. Transformant la nature singulière de la Seconde Guerre mondiale, celle-ci se rapprochait ainsi de la Première Guerre mondiale et d'une interprétation

---

[1] WINKLER. *Der lange Weg nach Westen 2*, op. cit., p. 441.

[2] Cité dans HARTMAN. *Bitburg in moral and political perspective*, op. cit., p. xiii.

[3] Pour une présentation des réactions et critiques aux Etats-Unis, notamment sur le comportement de Ronald Reagan, voir l'article de son ancien conseiller SHULTZ, George Pratt. "Bitburg." <u>Blätter für deutsche und internationale Politik</u> 6 (1994): pp. 707-723. William Bole souligne l'importance du changement de paradigmes dans la mémoire américaine dans les années qui précèdent Bitburg et Alvin Rosenfeld analyse les transformations de la mémoire de l'Holocauste (également pour les Etats-Unis) : BOLE, William. Bitburg: the American scene. *In* HARTMAN, Geoffrey H. (dir.). *Bitburg in moral and political perspective*. Bloomington: Indiana University Press, 1986, pp. 66-79; ROSENFELD, Alvin H. Another revisionism: popular culture and the changing image of the Holocaust.Ibid.(dir.). Bloomington pp. 90-102. Pour une présentation plus générale de l'importance de l'Holocauste pour les Juifs américains, voir NOVICK, Peter. *The Holocaust in American life*. Boston (Mass.): Houghton Mifflin, 1999, 373 p. La critique du « memory turn » a été formulée par FINKELSTEIN, Norman. *The Holocaust industry : reflections on the exploitation of Jewish suffering*. London: Verso, 2001, 150 p. Pour une analyse des discours de Ronald Reagan à Bitburg et à Bergen-Belsen, voir JENSEN, Richard J. *Reagan at Bergen-Belsen and Bitburg*. College Station: Texas A&M University Press, 2007, XII-164 p.

[4] KANSTEINER. *In pursuit of German memory*, op. cit., p. 255.

moins moralisatrice. Micha Brumlik identifie le cérémonial de Bitburg à une « ouverture des écluses mémorielles » mettant fin au philosémitisme instrumentalisé et favorisant une réhabilitation des meurtriers au détriment des victimes :

> In Bitburg wurde ein endgültiger Strich und unwiderruflicher Schlussstrich unter jene Politik eines verlogenen Philosemitismus gezogen, der sich in der Bundesrepublik der Juden immer dann bediente, wenn es galt, an ihnen westlich-demokratische Honorigkeit zu demonstrieren. In eben dem Augenblick, in dem der mächtigste der ehemaligen Feinde bereit zu sein schien, einen Schlussstrich unter die Vergangenheit zu ziehen, erwies sich überdeutlich der rein instrumentelle Charakter des herrschenden Philosemitismus. Jüdische Belange zählten immer nur dann und solange, wie sie deutschen Interessen dienten ; schienen sie ihnen zuwiderzulaufen, wurden sie mit jener Taubheit und Stummheit übergangen, deren beinahe sprichwörtlicher Repräsentant Helmut Kohl geworden ist. In Bitburg zerbarst der offizielle Philosemitismus der Bundesrepublik, den auch später aufwendige Veranstaltungen zum vierzigsten Geburtstag der « Reichskristallnacht » nicht mehr wiederherzustellen vermochten[1].

Le fait d'honorer ainsi de manière indirecte des soldats SS enterrés au côté des soldats américains constituait une rupture significative avec la condamnation du passé national-socialiste qui avait été obtenue après les longs débats médiatico-politiques décrits plus haut.

Bitburg, aux yeux des critiques de l'époque, constituait la tentative maladroite de Kohl de poursuivre ses efforts en vue d'une libération du poids (moral et identitaire) du passé, s'inscrivant dans une continuité avec la logique de la *Tendenzwende* qu'il défendait. D'une certaine manière, cet événement fut le précurseur de la réorientation du travail de mémoire envers les victimes allemandes qui allait se renforcer massivement au début du nouveau millénaire et qui a connu un point culminant dans la revendication d'Erika Steinbach de placer les victimes allemandes des expulsions des territoires de l'Est en 1945 au même niveau que les victimes de l'Holocauste[2]. Bitburg annonçait donc la fin de la focalisation mémorielle

---

[1] « A Bitburg on tirait un trait définitif et irrévocable sur cette politique mensongère du philosémitisme qui se servait, en République fédérale, des Juifs à chaque fois qu'il s'agissait de montrer à travers eux un sérieux démocratique. Au moment où le plus puissant des anciens ennemis semblait être prêt à tirer un trait final sur le passé, le caractère purement intéressé du philosémitisme en place se montrait. Des enjeux juifs n'étaient pris en considération que et tant qu'ils servaient les intérêts allemands. S'ils leur semblaient opposés, ils étaient ignorés avec la surdité et l'aveuglement dont Helmut Kohl est devenu le parfait représentant. A Bitburg, le philosémitisme officiel de la République fédérale a volé en éclats, ce que même les événements fastidieux autour du 40ème anniversaire de la 'Nuit de Cristal' n'ont pas réussi à rétablir. » BRUMLIK. Öffnen der Schleusen. op. cit., p. 266-267.

[2] Au début des années 2000, Erika Steinbach, présidente de l'association des expulsés allemands, avait proposé – ou plutôt exigé en échange de son soutien au projet d'un Mémorial pour les victimes de l'Holocauste à Berlin – la construction d'un mémorial pour les victimes allemandes de la Seconde Guerre modiale en face du Mémorial prévu à Berlin.

sur les victimes non-allemandes du national-socialisme et l'ouverture des écluses mémorielles qui retenaient une mémoire nationale positive, mettant le IIIème Reich entre parenthèses.

Ainsi, l'histoire jusqu'alors véhiculée principalement dans le cadre familial – celle d'un peuple de victimes – se trouvait officiellement légitimée. C'est dans ce sens qu'il convient d'entendre le terme « ouverture des écluses » : une mémoire confinée à un cadre privé était désormais l'objet d'une politique mémorielle officielle, réhabilitant par là tout un pan de la mémoire inaudible et « taboue ».

Après la « débâcle de Bitburg », le discours du président Richard von Weizsäcker à l'occasion du 40ème anniversaire du 8 mai 1945 marqua un contraste. Ce discours fut salué aussi bien en Allemagne qu'à l'étranger et constitue l'autre versant des affrontements mémoriels. Von Weizsäcker exprimait, selon ses propres mots, ouvertement « ce qui devait être dit » : « Der 8. Mai war ein Tag der Befreiung. Er hat uns alle befreit von dem menschenverachtenden System der nationalsozialistischen Gewaltherrschaft[1] ». Il rappelait que l'idée de « libération » n'impliquait pas nécessairement d'oublier les souffrances allemandes, mais que les origines de cette souffrance n'étaient pas à chercher dans la fin de la guerre, mais dans ses débuts : « Wir dürfen den 8. Mai 1945 nicht vom 30 Januar 1933 trennen. Wir haben wahrlich keinen Grund, uns am heutigen Tag an Siegesfesten zu beteiligen. Aber wir haben allen Grund, den 8. Mai 1945 als das Ende eines Irrweges deutscher Geschichte zu erkennen, das den Keim der Hoffnung auf eine bessere Zukunft barg[2] ». Même si son discours fut encore imprégné de certains préjugés et idées reçues[3], il était vécu comme libérateur par les critiques du « tournant mental-moral » du gouvernement Kohl car il abordait les interprétations conservatrices dominantes de l'histoire allemande de manière très critique et dans un lieu hautement symbolique. Les mots de Von Weizsäcker constituaient un contraste avec les politiques mémorielles contemporaines, légitimant les critiques vives qui leur étaient opposées.

---

[1] « Le 8 mai était un jour de libération. Il nous a tous libérés d'un système qui méprise l'humain et de la tyrannie national-socialiste. » WEIZSÄCKER. « Der 8. Mai 1945. ».

[2] « Nous ne devons pas séparer le 8 mai 1945 du 30 janvier 1933. Nous n'avons vraiment pas de raisons de participer aujourd'hui aux commémorations de la victoire. Mais nous devons comprendre le 8 mai 1945 comme la fin du chemin déviant de l'histoire allemande et portant en lui le germe d'un avenir meilleur. » Ibid.

[3] Tels que la concentration sur la personne de Hitler, la faible démocratisation de République de Weimar, la responsabilité des voisins européens qui, pris ensemble, contribuèrent à disculper le peuple allemand.

L'intervention de Weizsäcker a probablement été reçue de manière aussi positive puisqu'elle est restée relativement singulière. Le « rappel à l'ordre » par le président de la République fédérale – personnage moral plus que politique – resta isolé dans ce contexte, au moins jusqu'à l'éclatement de la « Querelle des historiens ». Malgré cette singularité, il souligne l'opposition des deux visions de la relation au passé qui allaient, de nouveau, s'affronter dans la polémique autour des positions d'Ernst Nolte en 1986. Celle-ci fut la dernière « grande bataille » autour de la culture politique ouest-allemande jusqu'à l'unification et, en même temps, la première – par l'importance prise par les médias dans la confrontation des idées et positions – dans la longue série des débats historico-identitaires qui allaient suivre.

C - La « Querelle des historiens » : historicisation ou apologie ?

> What is it all about? Is it (…) another 'fluttering in the academic dovecotes', another example of the peculiarly contentious style of German academic life? Should it really be a cause for concern that those cantankerous and self-important German professors are at each others' throats yet again? Or are there wider issues involved that should be of concern (…) to all those who are exercised about Germany's future[1] (…)?

> At the heart of the Historians' Debate (…) stood a central question: What is the place of National Socialism in German history, and (by corollary) what is its meaning for the identity of the Federal Republic[2]?

Ce qui est désormais connu sous le nom de « Querelle des historiens » était davantage un débat public touchant à des questions fondamentales concernant la conscience politique et l'auto-conception de la République fédérale[3] qu'un débat entre historiens autour de questions d'ordre purement historique – même si la dimension historique n'est pas négligeable. La dimension historique autour de la possibilité d'« historiciser[4] » le national-socialisme

---

[1] EVANS, Richard J. "The new nationalism and the old history: perspectives on the West German Historikerstreit." The Journal of Modern History 59.4 (1987): 761-797, p. 764.

[2] KOCKA, Jürgen. German identity and historical comparison: after the *Historikerstreit In* BALDWIN, Peter (dir.). *Reworking the past: Hitler, the Holocaust and the historians' debate*. Boston: Beacon Press, 1990, pp. 279-293, p. 279.

[3] WEHLER, Hans-Ulrich. *Entsorgung der deutschen Vergangenheit? Ein polemischer Essay zum "Historikerstreit"*. München: C.H. Beck, 1988, 249 p., p. 7.

[4] Aleida Assmann distingue trois dimensions dans le terme « historiciser ». Il désigne, premièrement, la liberté des historiens de s'approprier un objet sans subir des pressions morales ou politiques. Il s'agit, deuxièmement, d'un processus démographique ayant pour conséquence que le lien avec le passé est coupé par la disparition des

constituait une sorte de débat de substitution sur la culture politique et l'identité ouest-allemande, un débat oscillant entre des positions d'une démocratisation ordonnée et un républicanisme réformateur. Il est intéressant de noter que certains éléments du débat rappelaient des thèses avancées dès l'*interrègne de Nuremberg*, notamment la thèse de la primordialité du système totalitaire de l'URSS dont le IIIème Reich n'aurait été qu'une copie.

L'élément critique était la « normalisation » de l'identité nationale qui, pour les défenseurs des thèses d'Ernst Nolte, passait nécessairement par le processus d'historicisation de la période de 1933 à 1945 afin de l'inscrire, dans sa totalité, dans une continuité historique nationale. Il est intéressant de noter qu'un des éléments centraux de cette querelle – la thèse de la primordialité des crimes commis par l'URSS face auxquels le massacre de Juifs n'aurait été qu'une réponse – rappelle les débats des années 1945 à 1949 lors desquelles la thèse avait été formulée que le système totalitaire soviétique avait été le modèle sur lequel le IIIème Reich se serait calqué[1].

La demande concernant l'historicisation du national-socialisme était essentiellement portée par des hommes politiques tels qu'Alfred Dregger de l'aile droite de la CDU qui avait, à l'occasion du *Volkstrauertag* de 1986, réclamé la fin d'une lecture de l'histoire nationale « dictée par les Alliés » et souligné la nécessité pour le peuple allemand de se pardonner ses fautes passées[2].

Cette querelle constitue le premier « Feuilletondebatte[3] » qui allait servir de modèle à la majorité des débats autour de la présence du passé dans le présent qui allaient avoir lieu par la suite[4]. Le débat évoluait autour de quatre grandes questions :

---

porteurs de la mémoire de l'évènement historique. Il constitue, enfin, un acte volontaire qui permet de relâcher le lien normatif avec un évènement passé. ASSMANN. *Das neue Unbehagen*, op. cit., pp. 101-102.

[1] SOLCHANY. *Comprendre le nazisme*, op. cit., pp. 285-286.

[2] Cité dans . "Vergebung gewährt." Der Spiegel.48 (1986).

[3] Il s'agit de débats d'opinion, le *Feuilleton* étant les pages littéraires et de commentaires dans les journaux allemands.

[4] Ces « Feuilletonsdebatten » se caractérisent par deux aspects fondamentaux. D'abord, ils sont instrumentalisés par les participants, ceux qui y participent deviennent connus et ceux qui l'étaient déjà se trouvent dans l'obligation d'y participer. Ensuite, dans une logique de marché, la presse écrite ne peut se soustraire que difficilement à un tel débat, ce qui a pour conséquence une compétition pour initier ce type de débat afin d'attirer les lecteurs. Ulrich Herbert souligne qu'une des conséquences de ce développement est, d'abord, l'abaissement du niveau des débats. Il parle d'une « feuilletonisation» qui entraîne une perte du caractère normatif qu'ont ces débats en tant que « miroir » de la société. Puis, une réorientation de l'intérêt, porté désormais aux victimes allemandes. HERBERT, Ulrich. Der Historikerstreit: politische, wissenschaftliche, biographische Aspekte. *In*

- l'importance historique accordée au national-socialisme, les crimes commis en son nom et la guerre d'extermination, notamment par rapport au présent et au futur de la République fédérale ;

- les réactions à la tentative de relativisation des crimes national-socialistes par la comparaison entre Goulag et camp de concentration qui cherchait à situer l'Holocauste en réponse au *goulag* soviétique ;

- la poursuite de la *Tendenzwende* et la lutte contre la perte de la conscience historique dans le but de créer un sentiment d'identité nationale et

- la prise de conscience, dans l'opinion publique, des tendances apologétiques parmi certains historiens allemands qui s'intégraient dans la logique du « tournant mental-moral[1] ».

On ajoutera un cinquième élément sur lequel les deux principaux adversaires allaient se rejoindre : l'importance de l'histoire et de l'historiographie comme « fournisseur idéologique de sens[2] ».

Sans la combinaison de ces cinq éléments, la « Querelle des historiens » n'aurait pas pris la dimension – et l'importance dans l'histoire de la RFA – qu'elle a prise et n'aurait pas pu avoir l'impact considérable sur la culture politique allemande qu'on lui accorde généralement.

En effet, l'apport factuel et analytique concernant les événements historiques était quasi nul[3]. Les questions tournaient autour d'une interrogation nourrie par 40 ans d'histoire et de controverses en Allemagne occidentale et de la difficulté d'historiciser un événement historique – l'Holocauste – et une période – le IIIème Reich – qui avaient une ampleur singulière dans l'histoire de l'humanité en général et dans l'histoire allemande en particulier. Etait-il possible de transformer un problème d'une importance historique majeure en un objet

---

SABROW, Martin / JESSEN, Ralph / GROSSE KRACHT, Klaus (dir.). *Zeitgeschichte als Streitgeschichte: grosse Kontroversen nach 1945*. München: C. H. Beck, 2003, pp. 94-113, p. 108.

[1] *Ibid*.

[2] BROCKMANN, Stephen. "The politics of German history." History and Theory 29 (1990): 179-189, p. 183.

[3] PFAHL-TRAUGHBER, Armin. Die wissenschaftliche Dimension des "Historikerstreits" auf dem Prüfstand. Eine Auseinandersetzung mit Ernst Nolte und Jürgen Habermas. *In* KAILITZ, Steffen (dir.). *Die Gegenwart der Vergangenheit. Der Historikerstreit und die deutsche Geschichtspolitik*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2008, pp. 84-104, p. 85.

historique sans en dénaturer le sens particulier et les leçons morales et politiques qui devaient en être tirées ? S'agissait-il d'une entreprise politiquement inspirée ou d'une tendance « naturelle » qui se produit quand la distance temporelle avec un événement historique grandit ? Est-il possible de traiter de tels événements comme tout autre phénomène ou événement survenu dans l'histoire ou est-ce que l'Holocauste, le national-socialisme et le IIIème Reich constituaient une exception à l'analyse historique et, par conséquent, à la compréhension ?

Ce qui est certain, c'est que le débat mettait en évidence la présence continue du passé dans le présent de la République fédérale et de sa culture politique, identitaire et mémorielle. Il est également certain que le débat a cimenté une conception de l'appartenance – et de la fierté nationale – basée non pas seulement sur l'Allemagne en tant que pays ou nation mais sur la culture mémorielle nationale : « Nicht der Stolz auf Deutschland, aber ein Stolz auf die nationale Erinnerungskultur wurde zu einem tragenden Stützpfeiler der neuen Bundesrepublik[1] ». Se trouve ici très clairement exprimée l'idée du paradoxe ethnique formulé par Dan Diner.

La « Querelle des historiens » a été déclenchée par un article du philosophe et historien Ernst Nolte, ancien élève d'Heidegger, publié le 6 juin 1986 dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ)[2]. Nolte y reprenait ses thèses sur les origines du national-socialisme et l'extermination des Juifs, expliquant le lien de causalité entre l'extermination sociale (*Klassenmord*) entreprise par le Bolchévisme et l'extermination biologique (*Rassenmord*) orchestrée par les national-socialistes. Cette argumentation n'était pas nouvelle, car Ernst Nolte raisonnait, depuis 1974, dans le sens d'un lien causal entre national-socialisme et bolchévisme. Ainsi, dans un article paru en 1980, il exprimait très clairement sa thèse qui allait susciter, huit ans plus tard, autant de réactions :

---

[1] « Non pas la fierté de l'Allemagne, mais la fierté d'une culture mémorielle nationale était devenue un des piliers de la nouvelle République fédérale. » JENSEN. Wie die Historie öffentlich gebraucht wird. op. cit., p. 81.

[2] Initialement, Ernst Nolte avait été invité à participer aux « Römerberggespräche », le forum intellectuel le plus important de la République fédérale (qui, cette année-là était consacré à la culture politique de la RFA), mais sa présence avait été jugée indésirable par les organisateurs. Nolte, qui comptait présenter la communication principale du forum – que, un an auparavant, Hans Mommsen avait accepté de présenter – se considérait comme *persona non grata* et publia son intervention dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, sous-entendant dans le sous-titre qu'il avait été muselé ; NOLTE, Ernst. Eine Vergangenheit, die nicht vergehen will: eine Rede, die geschrieben, aber nicht gehalten werden konnte. *In* MÄRTIN, Ralf-Peter / WANK, Ulrich (dir.). *"Historikerstreit": die Dokumentation der Kontroverse um die Einzigartigkeit der nationalsozialistischen Judenvernichtung*. München: Piper, 1987, 39-47. Pour une présentation complète de l'argumentation noltéenne, voir SCHNEIDER. « 'Volkspädagogik' von rechts. », art. cit.

> Auschwitz resultierte nicht in erster Linie aus dem überlieferten Antisemitismus und war im Kern nicht ein blosser 'Völkermord', sondern es handelte sich vor allem um die aus Angst geborene Reaktion auf die Vernichtungsvorgänge der russischen Revolution. Diese Kopie war um vieles irrationaler als das frühere Original, und es fällt schwer, ihr auch nur ein pervertiertes Ethos zuzugestehen. Sie war entsetzlicher als das Original, weil sie die Menschenvernichtung auf eine quasiindustrielle Weise betrieb. Das begründet zwar Singularität, ändert aber nichts an der Tatsache, dass die sogenannten Judenvernichtung des Dritten Reiches eine Reaktion oder verzerrte Kopie und nicht ein erster Akt oder das Original war[1].

En 1986, Nolte (re-)posait la question rhétorique, mais toutefois tendancieuse de l'origine de la politique national-socialiste de l'extermination des Juifs :

> Vollbrachten die Nationalsozialisten, vollbrachte Hitler eine ‚asiatische' Tat vielleicht nur deshalb, weil sie sich und ihresgleichen als potentielle oder wirkliche Opfer einer ‚asiatischen' Tat betrachteten ? War nicht der ‚Archipel GULag' ursprünglicher als Auschwitz ? War nicht der ‚Klassenmord' der Bolschewiki das logische und faktische Prius des ‚Rassenmords' der Nationalsozialisten ? Sind Hitlers geheimste Handlungen nicht gerade auch dadurch zu erklären, dass er den ‚Rattenkäfig' nicht vergessen hatte ? Rührte Auschwitz vielleicht in seinen Ursprüngen aus einer Vergangenheit her, die nicht vergehen wollte[2] ?

Il appelait en même temps à une « dédiabolisation » du passé national-socialiste, estimant que malgré son caractère spécifique et unique, cette période ne pouvait pas être placée en-dehors de l'histoire ni ne pouvait échapper à une analyse et une interprétation suivant les méthodes classiques des sciences historiques. L'Holocauste perdrait ainsi sa « singularité » dans la comparaison avec d'autres génocides, tels le massacre des Arméniens en 1915 ou les crimes du régime de Pol Pot : « Mass murder, it seemed in this perspective,

---

[1] « Auschwitz ne résultait pas en première ligne de l'antisémitisme transmis et n'était, au fond, pas un simple 'génocide', mais il s'agissait surtout d'une réaction née de la peur face aux processus de destruction de la révolution russe. Cette copie était beaucoup plus irrationnelle que l'original et il semble difficile de lui accorder ne serait-ce qu'un ethos perverti. Elle était beaucoup plus terrible que l'original parce qu'elle pratiquait la destruction de la vie humaine de manière quasi industrielle. Cela fonde certainement sa singularité, mais ne change rien au fait que la prétendue destruction des Juifs par le IIIème Reich était une réaction ou copie distordue et non pas un acte premier ou un original. » NOLTE, Ernst. "Die negative Lebendigkeit des Dritten Reiches : eine Frage aus dem Blickwinkel des Jahrs 1980." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 24.07.1980.

[2] « Est-ce que les national-socialistes, est-ce que Hitler commettaient un crime 'asiatique' peut-être seulement parce qu'ils se considéraient eux-mêmes ainsi que leur semblables comme les victimes potentielles ou réelles d'un crime « asiatique » ? L'« archipel du Goulag » n'était-il pas plus originel qu'Auschwitz ? Le meurtre suivant la logique de classe des bolchéviques n'était-il pas le prius logique et factuel du meurtre suivant la logique de race des nationaux-socialistes ? Les gestes les plus secrets d'Hitler ne sont-ils justement pas expliquables par le fait qu'il n'avait pas oublié la « cage de rat » ? L'origine d'Auschwitz n'était-elle pas à trouver dans un passé qui ne voulait pas passer ? » NOLTE. Vergangenheit, die nicht vergehen will. op. cit., p. 45.

was a regrettable, but not unusual, aspect of recent history. The Final Solution was but one example[1] ».

C'est notamment le fait d'ôter à l'Holocauste sa singularité historique – et morale – qui provoqua les réactions les plus virulentes de la part de ses opposants car cela signifiait – outre banaliser l'extermination des Juifs européens – s'attaquer aux fondements de l'auto-conception de la RFA tel qu'ils s'étaient imposés jusqu'alors après les débats décrits ci-dessus.

Même si Nolte n'a pas formulé ses intentions de manière explicite, elles n'en étaient pas moins évidentes : prolonger les efforts jusqu'alors entrepris par les conservateurs en vue de faire sortir l'Allemagne de l'impasse de son histoire, lui redonnant sa fierté nationale et un champ d'action politique, notamment dans le domaine de la politique étrangère, plus élargi. Il n'est donc pas étonnant que l'un des plus ardents défenseurs des thèses d'Ernst Nolte fut Michael Stürmer, conseiller particulier d'Helmut Kohl et spécialiste de l'histoire allemande.

La réaction de Jürgen Habermas[2] prit la forme d'une « déclaration de guerre » à l'adresse du « révisionnisme » de Nolte, mais aussi d'Andreas Hillgruber dont les thèses n'avaient pas rencontré un écho médiatique significatif[3]. Dans sa réplique, Habermas accusait Nolte et Hillgruber (mais également leurs collègues conservateurs Michael Stürmer et Klaus Hildebrand) de vouloir ressusciter une conscience nationale allemande à l'aide d'une révision de l'interprétation de l'histoire allemande. Dans la logique noltéenne, Auschwitz était réduit à une innovation technique, explicable par la « menace asiatique » qui, par ailleurs la précédait causalement. Selon Habermas, cette tentative était politiquement dangereuse car elle risquait, en se débarrassant des « hypothèques d'un passé dé-moralisé », d'éloigner mentalement la République fédérale de la communauté de valeurs de l'Occident et de rompre avec le « mythe fondateur[4] ».

[1] BALDWIN, Peter. The *Historikerstreit* in context. *In* BALDWIN, Peter (dir.). *Reworking the past: Hitler, the Holocaust and the historians' debate*. Boston: Beacon Press, 1990, pp. 3-37, p. 5.

[2] HABERMAS, Jürgen. Eine Art Schadensabwicklung: die apologetischen Tendenzen in der deutschen Zeitgeschichtsschreibung. *In* AUGSTEIN, Rudolf (dir.). *"Historikerstreit": die Dokumentation der Kontroverse um die Einzigartigkeit der nationalsozialistischen Judenvernichtung*. München: Piper, 1987, pp. 62-76.

[3] Hillgruber avait publié, quelques mois auparavant, un petit livre traitant, dans une première partie, de la « destruction » du Reich allemand et, dans une seconde partie, de la « fin » des Juifs européens ; HILLGRUBER, Andreas. *Zweierlei Untergang: die Zerschlagung des Deutschen Reiches und das Ende des europäischen Judentums*. Berlin: Siedler, 1986, 110 p.

[4] HABERMAS. Eine Art Schadensabwicklung. op. cit., pp. 71 et 73.

Selon Habermas, cette ouverture vers la culture politique occidentale et les valeurs de la démocratie était l'un des plus grands acquis de la RFA et lui avait permis de redevenir une nation « civilisée » après la « rupture civilisationnelle » que constituait l'Holocauste. C'est seulement à la suite de l'Holocauste en tant qu'événement et « mythe fondateur » que les Allemands avaient pu construire une identité (postnationale)[1].

Habermas se faisait ainsi le porte-parole des positions de la Gauche telles qu'elles s'étaient développées à partir des années 1960 et construisaient l'identité contemporaine autour du travail de mémoire. Selon lui, seul le « patriotisme constitutionnel », résultat d'un processus de filtrage de l'identité à travers le passé national-socialiste pourrait constituer une matrice identitaire. Cette historiographie critique conduirait nécessairement à une identité postconventionelle :

> Wenn unter Jüngeren die nationalen Symbole ihre Prägekraft verloren haben, wenn die naiven Identifikationen mit der eigenen Herkunft einem eher tentativen Umgang mit Geschichte gewichen sind, wenn Diskontinuitäten stärker empfunden werden, wenn nationaler Stolz und kollektives Selbstwertgefühl durch den Filter universalistischer Wertorientierungen hindurchgetrieben werden – in dem Maße, wie das zutrifft, mehren sich die Anzeichen für die Ausbildung einer postkonventionnellen Identität[2].

Et cette identité postconventionnelle s'impose, selon Habermas, comme une réaction au national-socialisme.

Ce qui allait suivre était une « bataille polémique », disputée dans les grands quotidiens et périodiques ouest-allemands (principalement *Die Zeit*, *FAZ* et *Der Spiegel*) et entretenue par les rédacteurs en chef, laissant de côté les magazines et périodiques spécialisés, soulignant ainsi la nature publique du débat[3].

---

[1] *Ibid.*, p. 75.

[2] « Si les symboles nationaux ont perdu de leur force parmi les jeunes, si les identifications naïves avec les origines ont laissé la place à un rapport hésitant à l'histoire, si les discontinuités sont ressenties plus fortement, si la fierté nationale et l'estime de soi collective sont considérées à travers le filtre de valeurs universelles – dans la mesure où cela s'avère exact, alors les signes d'un développement d'une identité postnationale se multiplient. » *Ibid.*

[3] La « Querelle des historiens » étant bien documentée, nous nous contenterons de renvoyer aux principaux travaux qui lui sont consacrés. La majorité des prises de positions sont documentées dans *"Historikerstreit": die Dokumentation der Kontroverse und die Einzigartigkeit der deutschen Judenvernichtung*. München: Piper, 1987, 397 p. Voir aussi DINER, Dan (dir.). *Ist der Nationalsozialismus Geschichte? Zu Historisierung und Historikerstreit*. Frankfurt a/M: Fischer, 1987, 309 p; ELEY. « Thoughts on the Historikerstreit. », art. cit; EVANS, Richard. *Im Schatten Hitlers? Historikerstreit und Vergangenheitsbewältigung*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1991, 282 p.

Les positions des uns (Ernst Nolte, Ernst Hillgruber, Michael Stürmer, Klaus Hildebrand, Joachim Fest et Hagen Schulze) et des autres (Jürgen Habermas, Hans-Ulrich Wehler, Jürgen Kocka, Eberhard Jäckel, Hans Mommsen et Wolfgang Mommsen) semblaient incompatibles, tellement elles étaient contradictoires.

Les premiers insistaient sur la possible (et nécessaire) relativisation historique de l'Holocauste dans une perspective comparative et la nécessité de ne plus considérer les années 1933 à 1945 comme une barrière insurmontable rendant inaccessible l'ensemble de l'histoire allemande (dans une approche valorisante), empêchant les Allemands de se référer aux éléments valorisants de leur histoire nationale et de progresser vers un avenir prospère sur la base d'un long passé.

Les seconds s'opposaient fortement à cette tentative de réduire la spécificité du régime national-socialiste et de glorifier le passé impérial du 19ème siècle. Selon eux, Auschwitz signifiait une rupture dans la pensée identitaire, symbolisait l'impossibilité de penser l'identité allemande autrement que postnationale ou postconventionnelle. Ce n'était qu'en effectuant le travail de mémoire dans le sens de la *Vergangenheitsbewältigung* – un travail de mémoire tirant les conséquences morales et politiques du passé et non pas dans le sens d'un oubli – que la RFA pouvait regagner sa respectabilité internationale. Cet argument pourrait être poussé plus loin en considérant que cette forme de mémoire peut potentiellement exclure les descendants des victimes juives allemandes, prolongeant, de manière paradoxale, leur exclusion de la nation allemande tel que le national-socialisme l'avait pensé et fait.

Il est important de noter que cette identité postconventionnelle basée sur la mémoire est *de facto* exclusive car elle ne peut inclure ceux – les immigrants des différentes vagues après 1949 et leurs enfants – qui ne partagent pas directement ce passé. Par conséquent, la conception du *nous* – les descendants des bourreaux – est, comme une logique ethnique, opposée aux *autres* – ceux qui ne partagent pas la même histoire. Ces derniers sont ainsi exclus du groupe postconventionnel et postnational que constitue la communauté des descendants ayant choisi la mémoire comme fondement de leur identité collective.

Résumant les conséquences de la « Querelle des historiens », Hans-Ulrich Wehler oppose les côtés négatifs et les côtés positifs du débat : « The first assessment is altogether negative. The widely publicized political and academic offensive led by Nolte, Hillgruber and

Stürmer, and their allies has caused a great deal of harm[1] ». Leur tentative de réviser les interprétations du passé a « violé » les standards de l'historiographie et de la réflexion épistémologique et leur attaque du consensus autocritique de la RFA a fondamentalement nui à la réputation allemande à l'étranger : « The first phase of the Historians' Debate has shown just how much china can be smashed in a very short time if one puts one's mind to it[2] ». Néanmoins, les conséquences positives dominent :

> The political criticism directed at the new currents of nationalist, apologist revisionism was powerfully convincing. (…) The debate revealed the vigilance of critical public opinion. It demonstrated the willingness of numerous historians to engage in public debate. The Historians' Debate has thus far ended with the victory of critical reasons and professionalism over the imputations of a new revisionism. In short, in the terms of a cost-benefit analysis or a comparison of debits and credits, the positive effects of the controversy have far outweighed the negative[3].

Selon cette interprétation, l'ampleur des positions de défense d'une interprétation critique du passé témoigne de leur solide implantation dans le champ mémoriel ouest-allemand, vouant les tentatives conservatrices, définitivement, à l'échec.

Edgar Wofrum constate également la déroute de la tentative de transformation du paysage mémoriel de la République fédérale et appuie la thèse d'une stabilisation des politiques mémorielles :

> Aus der Aufarbeitung der NS-Verbrechen und der deutschen Vergangenheit entstanden Ansehen und Lauterbarkeit der Bundesbürger. Die Last der deutschen Geschichte wurde nicht aus der Erinnerungskultur entfernt: Der Erinnerungsimperativ bildete auch nach dem ‚Historikerstreit' weiterhin, ja stärker als jemals zuvor, das Zentrum des westdeutschen Selbstverständnisses[4].

Le postulat de Stürmer, selon lequel « in einem geschichtslosen Land (gewinnt derjenige) die Zukunft, (der) die Erinnerung füllt, die Begriff prägt und die Vergangenheit

[1] WEHLER, Hans-Ulrich Unburdening the German past? : a preliminary assessment. *In* BALDWIN, Peter (dir.). *Reworking the past: Hitler, the Holocaust and the historians' debate*. Boston: Beacon Press, 1990, pp. 214-223, p. 214.

[2] *Ibid*.

[3] *Ibid.*

[4] « Du travail de mémoire sur les crimes national-socialistes et du passé allemand naquirent la renommée et la respectabilité des citoyens de la République fédérale. Le poids de l'histoire allemande n'était pas écarté de la culture mémorielle : même après la 'Querelle des historiens' et plus fortement qu'auparavant, l'impératif mémoriel constituait le centre de la conception de soi de l'Allemagne occidentale. » WOLFRUM. *Die geglückte Demokratie*, op. cit., p. 400.

deutet[1] » était vérifié, mais pas selon l'intention première de Stürmer. La « bataille pour la souveraineté d'interprétation médiatique sur le passé récent[2] » avait été décidée en faveur des tenants du « mythe fondateur » Auschwitz. Ainsi, comme le formula Hans-Ulrich Wehler, la bataille autour de « l'hégémonie culturelle » sur l'interprétation du passé national récent allemand avait été remportée au détriment de la précision historique, plaçant la dimension politique de l'histoire au premier plan[3]. Le clivage droite-gauche était désormais défini par rapport à la relation au passé (et non plus au travail et au capital[4]). Le sujet du débat avait été la question de l'importance du génocide juif pour la société ouest-allemande :

> Durch die entstandene Debatte wurden also nicht bis dahin fachintern diskutierte wissenschaftliche Positionen nun öffentlich ausgetauscht, sondern politische Schlussfolgerungen aus der NS-Zeit in diese zurücktransportiert und politisch debattiert. Damit aber übernahm der Historikerstreit die Funktion eines Stellvertreterkrieges zwischen den politischen Lagern der Bundesrepublik, und die dabei verhandelte Frage war, ob die NS-Vergangenheit und insbesondere der Judenmord im Laufe der Zeit an Bedeutung für die westdeutsche Gesellschaft verlieren würden oder ob daraus so etwas wie eine negative Staatsräson werden würde[5].

La génération impliquée dans le débat était la « Flakhelfer-Generation[6] » ou la « génération sceptique[7] ». Le débat était, jusqu'à un certain degré, imprégné de leurs

---

[1] « Dans un pays sans histoire, c'est celui qui fournit des souvenirs, marque les termes et interprète le passé qui gagne l'avenir. » STÜRMER. Geschichte in geschichtslosem Land. op. cit.

[2] « Kampf um die publizistische Deutungshoheit über die jüngste Vergangenheit. » GROSSE KRACHT. *Zankende Zunft*, op. cit., p. 108.

[3] "Kampf um kulturelle Hegemonie? Hans-Ulrich Wehler im Gespräch mit Rainer Erd über Ziel und Folgen des Historikerstreits." *Frankfurter Rundschau* du 11.02.1988.

[4] HERBERT. Der Historikerstreit. op. cit., p. 97.

[5] « A cause du débat, il ne s'agissait pas seulement de positions scientifiques tenues jusqu'alors au sein de la discipline qui avaient été brusquement révélées publiquement, mais de conséquences politiques du temps du national-socialisme replacées dans cette période, et débattues de manière politique dans le présent. De cette manière, la Querelle des historiens prit la fonction d'une guerre par adversaires interposés entre les camps politiques de la République fédérale et la question débattue était de savoir si le passé national-socialiste et plus particulièrement le meurtre des Juifs allait perdre de l'importance pour la société ouest-allemande ou s'il allait devenir une sorte de raison d'Etat négative. » *Ibid*., pp. 105-106.

[6] La « Flakhelfer-Generation » était la cohorte générationnelle des garçons nés entre 1926 et 1928 qui étaient appelés pour servir dans les batteries anti-aériennes à partir de 1943. Baptisés « Flak-Demokraten » par la suite – puisqu'ils allaient contribuer de manière significative à la reconstruction démocratique en Allemagne de l'Ouest – cette cohorte compte parmi elle des intellectuels importants de la RFA, comme Günter Grass, Martin Walser, Günter de Bruyn, Niklas Luhmann, Joachim Fest, Wolf Jobst Siedler mais également des hommes politiques tels que Hans-Dietrich Genscher, Hans Ehmke ou Günter Guillaume.

[7] BUDE, Heinz. *Deutsche Karrieren: Lebenskonstruktionen sozialer Aufsteiger aus der Flakhelfer-Generation*. Frankfurt a/M: Surhkamp, 1987, 209 p; MOSES, Dirk A. "Die 45er: eine Generation zwischen Faschismus und Demokratie." Neue Sammlung 40 (2000): 233-263; SCHÖRKEN, Rolf. *Niederlage als Generationserfahrung: Jugendliche nach dem Zusammenbruch der NS-Herrschaft*. Weinheim: Juventa-Verlag, 1984, 190 p.

impressions individuelles et constituait l'affrontement d'une génération avec un passé enfoui. La « Querelle des historiens » avait rendu publiquement visible ce que les études sur la mémoire avaient déjà fait ressortir : « dass in Deutschland hinter der historisch-politischen Beschäftigung mit dem NS-Regime die individuellen Zuordnungen, Erfahrungen, Traumatisierungen und Verletzungen ganz im Raum des Privaten verblieben waren, nicht öffentlich bestreitbar gemacht worden waren[1] ».

La « Querelle des historiens » a, selon Stephen Brockmann, soulevé plus de questions qu'elle n'a fourni de réponses :

> 1) Can and/or should National Socialism be understood as history alone or as "mere" history? 2) To what extent can history be said to have a meaning and set down norms? (…) 3) Does an understanding of everyday life and broader historical contexts tend to trivialize and relativize National Socialism, especially the Holocaust, insulting victims and exculpating aggressors? (…) 4) Are there in fact still taboos in the writing of German history, points beyond which comprehension and understanding become sympathy and approval[2]?

Ces questions touchent à la relation et à l'intersection entre historiographie et politique et allaient resurgir par la suite sous différentes formes. Elles inscrivent, d'un côté, la « Querelle des historiens » dans la « longue durée » de la *Vergangenheitsbewältigung* allemande après 1945 et, d'un autre côté, lui attribuent le caractère d'un point de départ dans le « soul-searching » de l'Allemagne des années 1990 et après. Cette inscription dans la « longue durée » conteste l'interprétation fournie par Immanuel Geiss selon laquelle la « Querelle des historiens » serait venue de nulle part : « Mit der Urgewalt eines Vulkanausbruchs kam der "Historikerstreit" über die Bundesrepublik - scheinbar jäh, ohne Vorwarnung. Die geistig-politische Landschaft unserer Republik ist verändert, plötzlich und tiefer, als je ein politisches Ereignis es vermochte, das von innen kam und von einem einzelnen ausging[3]. »

---

[1] « (L)e fait qu'en Allemagne la préoccupation historico-politique pour le régime national-socialiste avait relégué les attributions, expériences, traumatismes et blessures individuelles à la sphère privée et ne les avait pas rendus analysables publiquement. » HERBERT. Der Historikerstreit. op. cit., p. 107.

[2] BROCKMANN. « The politics of German history. », art. cit., p. 189.

[3] « La 'Querelle des historiens' frappa la République avec la puissance d'une éruption volcanique - en apparence abruptement, sans avertissement. Le paysage mental-politique de notre République est transformé, subitement et plus profondément qu'aucun autre événement politique, venant de l'intérieur et émanant d'une seule personne, n'a réussi auparavant. » GEISS, Imanuel. *Die Habermas-Kontroverse: ein deutscher Streit*. Berlin: Siedler, 1988, 207 p., p. 9.

Cela a également montré que la « tâche du national-socialisme[1] » ne pouvait être effacée sans difficultés. Au contraire, cette tache ferait définitivement – et en dépit de toutes les tentatives visant le contraire – partie du paradigme identitaire ouest-allemand.

Une autre conséquence du débat fut l'acceptation du « patriotisme constitutionnel » – tel qu'Habermas l'avait formulé – comme seule réponse possible au passé allemand, comme « identité officielle » de la République fédérale. Même si cette reformulation identitaire ne semblait pas portée par la population, posant ainsi la question de sa durabilité par son inscription dans la conscience des individus[2]. Les transformations de la mémoire et de la place accordée à l'histoire dans le récit national après 1989/1990 semblent indiquer qu'elle ne fut – finalement – pas non plus portée par les nouvelles générations d'hommes politiques qui allaient accéder au pouvoir à la fin du 20ème siècle, plus précisément en 1998 avec l'avènement de la coalition entre le SPD et Les Verts.

La présence du passé dans le présent en Allemagne occidentale entre 1949 et 1989 est marquée par des oscillations très fortes entre la volonté (et l'affirmation de la nécessité) d'oublier et le devoir de mémoire. Occulté face à l'ampleur de la défaite et focalisé sur les souffrances individuelles (des victimes allemandes), le travail de mémoire est tout d'abord marqué par l'oubli des crimes commis. Ce refoulement, notamment dans les premières années d'après-guerre, a certainement permis à une large partie de la population allemande de se concentrer sur la survie matérielle et de donner au *Wirtschaftswunder* son caractère innocent, reflétant l'idée d'une renaissance de l'Allemagne après la défaite. Cela a, en revanche, créé le terrain nécessaire pour les luttes autour du rôle que le passé devait jouer dans le présent, comment il convenait d'interpréter et d'intégrer le national-socialisme dans le récit international.

L'écart entre les premières années d'après-guerre, la jeune République fédérale et les années 1980 est considérable. Alors que la prise de conscience de la gravité des faits et du rôle joué par le peuple allemand dans leur réalisation était certes présente parmi un certain nombre d'intellectuels, la tendance générale était de considérer les Allemands comme les premières

---

[1] JARAUSCH, Konrad. "Removing the Nazi stain? The quarrel of the German historians." German Studies Review 11.2 (1988): 285-301.

[2] ELEY. « Thoughts on the Historikerstreit. », art. cit., p. 203.

victimes d'Hitler. Par conséquent, la *Vergangenheitsbewältigung* prenait la forme d'une *Vergangenheitspolitik* visant à réintégrer les anciens national-socialistes dans la jeune démocratie, à faire table rase du passé. Il s'agissait, en effet, davantage de *surmonter* le passé (au sens du mot allemand « bewältigen ») que de faire un véritable travail de mémoire. La disparité entre l'antisémitisme latent dans la population et la politique de réparation pour Israël menée par le gouvernement fédéral en est un exemple parlant.

Cette position ne fut que lentement remplacée, à partir de la fin des années 50, par une véritable prise de conscience généralisée. Notamment la poursuite des crimes contre l'humanité suscita l'intérêt public qui allait croissant. A travers une série de procès très médiatisés, le passé devint de plus en plus présent. Cet intérêt fut notamment exprimé par la génération qui a, elle, porté le mouvement de 68. La politisation de la *Vergangenheitsbewältigung*, prenant une dimension de conflit générationnel et allant davantage vers un « travail de mémoire », a largement contribué à ouvrir le chemin de l'imposition du « mythe fondateur ». L'appropriation du passé par les médias télévisés a également grandement contribué à créer une conscience historique et morale, en transportant les horreurs du passé dans le salon, dans l'intimité des foyers ouest-allemands, à l'instar de la série télévisée *Holocaust*.

En réaction à la lente acceptation de la responsabilité née du passé pour le présent et pour l'avenir, les tendances conservatrices ont tenté de mettre en cause cette interprétation identitaire du passé national-socialiste centrée autour du devoir de mémoire. Le « tournant mental-moral » annoncé par Helmut Kohl dans le contexte de son accession au poste de chancelier visait la réinterprétation du passé national dans le but de recréer une identité nationale connotée positivement. L'interprétation moralisante de l'histoire devrait laisser la place à une valorisation de l'ensemble de l'histoire allemande, considérant les années 1933 à 1945 comme une « malheureuse » déviation du chemin du destin de la nation allemande.

Il s'est avéré, durant la « Querelle des historiens », que la remise en question du « mythe fondateur » par les conservateurs n'allait pas de soi. La référence au passé et la nécessité – morale et politique – de continuer la *Vergangenheitsbewältigung* et de la transformer en *Vergangenheitsbewahrung* s'étaient installées comme les éléments clés de l'autodéfinition de la République fédérale. Leur mise en question, au contraire, contribuaient au renforcement du « mythe fondateur ».

La situation était différente dans l'« autre » Allemagne. Le travail de mémoire en Allemagne de l'Est s'inscrivait dans une pensée victorieuse : l'interprétation marxiste plaçait la Seconde Guerre mondiale dans le cadre général de lutte entre capitalisme et socialisme. L'implémentation du système soviétique sur le sol est-allemand signifiait, dans la ligne officielle de l'interprétation du passé, que le travail de mémoire avait été fait grâce à l'accès des antifascistes au pouvoir et en éradiquant les racines du national-socialisme et en supprimant l'élite bourgeoise qui l'avait aidé à accéder au pouvoir en 1933.

La présence du passé dans le présent était donc fondamentalement différente, il conviendrait davantage de parler d'une absence ; absence également des victimes juives et de la mémoire des victimes dans la construction officielle de l'identité est-allemande.

IV. « Du côté des vainqueurs » : l'identité allemande en RDA et la mémoire de l'Holocauste

Die DDR ist ein antifaschistischer Staat, in dem Rassismus, Antisemitismus und Faschismus mit ihren Wurzeln ausgerottet worden sind. Frieden und Völkerfreundschaft sind Verfassungsgrundsatz. Kriegshetzen, Rassenhass und Bekundungen faschistischen Gedankenguts sind verboten und werden strafrechtlich streng geahndet. Regierung und Volk der DDR werden den Opfern der Nazibarbarei, darunter den über sechs Millionen ermordeten jüdischen Bürgern, stets ein ehrendes Gedenken bewahren. Die Jugend unseres Staates wird konsequent im antifaschistischen Geist erzogen, und es wird alles getan, damit auch die jünger Generation die Schrecken des Hitlerfaschismus und die unermesslichen Leiden gerade der jüdischen Mitbürger sowie die heroischen Taten der antifaschistischen Widerstandskämpfer niemals vergisst[1].

Die DDR hingegen hat von ihrer ersten Stunde an mit einer Lüge gelebt. Sie erfand sich eine Geschichte, die nie stattgefunden hatte – ihre Ahnherren seien die deutschen Antifaschisten. Darüber hinaus existierte kein Früher! Natürlich wurde über die Verbrechen der Nazis geredet, außerordentlich viel sogar, aber das waren die Verbrechen der anderen. Faschismus hatte nichts mit uns, den DDR-Menschen zu tun, auf wunderbare Weise hatten wir uns der Tatsachen entledigt. (...) Von den zehntausend Antifaschisten, die es in Deutschland gegeben haben mag, lebten allein acht Millionen in der DDR[2].

[1] « La RDA est un État antifasciste dans lequel le racisme, l'antisémitisme et le fascisme ont été exterminés avec leurs racines. La paix et l'amitié des peuples sont les bases de la constitution. Le bellicisme, la haine raciale et l'expression d'idées fascistes sont interdits et font l'objet de poursuites judiciaires. Le gouvernement et le peuple de la RDA rendront toujours hommage aux victimes de la barbarie nazie, ainsi qu'aux six millions de citoyens juifs tués. La jeunesse de notre État est élevée en conséquence dans l'esprit antifasciste et tout sera mis en œuvre pour éviter que les jeunes générations n'oublient les horreurs du fascisme hitlérien et les souffrances incomparables, particulièrement celles des concitoyens juifs ainsi que les actes héroïques des combattants antifascistes. » Oskar Fischer (ministre des Affaires étrangères de la RDA, le 19 août 1988), cité dans GROEHLER, Olaf. Der Umgang mit dem Holocaust in der DDR. *In* STEININGER, Rolf (dir.). *Der Umgang mit dem Holocaust: Europa - USA - Israel*. Wien, 1994, pp. 233-245, p. 244.

[2] « De son côté, la RDA a, depuis sa première heure, toujours vécu avec un mensonge. Elle s'est inventé une histoire qui n'a jamais existé – ses ancêtres auraient été les Allemands antifascistes. En vérité, un avant n'existait pas, il n'y avait pas d'avant. Bien sûr, il était souvent question des crimes des nazis, très souvent même, mais c'étaient les crimes des autres. Le fascisme n'avait rien en commun avec nous, les gens de la RDA, de manière miraculeuse, nous nous étions débarrassés de ces faits. (…) Des dix milles antifascistes que l'Allemagne avait comptés, huit millions étaient à recenser rien qu'en RDA. » BECKER, Jurek. "Mein Vater, die Deutschen und ich." *Die Zeit* 21 (1994).

En RDA, le passé avait un tout autre statut qu'en RFA et, contrairement au développement de la *Vergangenheitsbewältigung* à l'ouest, la présence du passé jouait un rôle fondamentalement différent. A l'opposé de la RFA où le travail de mémoire et les efforts pour surmonter le passé furent caractérisés par leur continuité et leur nature procédurale (« ein ständiger Prozess[1] »), dans les zones d'occupation soviétique (*Sowjetische Besatzungszone*, SBZ) et, à partir de 1949, en RDA, la « fin de l'histoire » fut déclarée de manière dogmatique. Rainer Maria Lepsius a décrit ce procédé comme une « externalisation », opposée à l'« intériorisation » de la période 1933-1945 qu'aurait accomplie la RFA[2]. Ainsi, les changements de mentalité furent décrétés lors du bouleversement démocratico-antifasciste (*antifaschistisch-demokratische Umwälzung*) et les débats autour du passé furent considérés comme inutiles : « Weitere Debatten über Schuld und Verantwortung erübrigten sich damit[3] ». Et cela au moins jusqu'à la deuxième moitié des années 1980. La première citation en exergue de ce chapitre reflète cette rhétorique officielle dominant le discours politique des dirigeants jusqu'aux derniers jours d'existence de la RDA, alors que la deuxième reflète la dimension disculpatrice du discours officiel et sa nature surréaliste.

Selon une logique universalisante[4], la RDA s'était déclarée du côté des « vainqueurs de l'Histoire », principalement au côté de l'URSS, et vivait des « moments hégéliens[5] » dans lesquels sa relation au passé national-socialiste et à la souffrance des victimes du IIIème Reich et de ses politiques d'extermination se transformèrent en une glorification du présent.

---

[1] WOLFRUM, Edgar. Die beiden Deutschland. *In* KNIGGE, Volkhard / FREI, Norbert (dir.). *Verbrechen erinnern : Die Auseinandersetzung mit Holocaust und Völkermord*. München: C.H. Beck, 2002, pp. 153-169, p. 163.

[2] LEPSIUS, Rainer M. Das Erbe des Nationalsozialismus und die politische Kultur der Nachfolgestaaten des 'Grossdeutschen Reiches'. *In* HALLER, Max / HOFFMANN-NOWOTNY, Hans-Joachim / ZAPF, Wolfgang (dir.). *Kultur und Gesellschaft (Verhandlungen des 24. Deutschen Soziologentags, des 11. Österreichischen Soziologentags und des 8. Kongresses der Schweizerischen Gesellschaft für Soziologie in Zürich 1988)*. Frankfurt a/M: Campus, 1989, pp. 247-264.

[3] « D'autres débats sur la culpabilité et la responsabilité n'avaient pas lieu d'être. » *Ibid.*, p. 163.

[4] Selon Rainer M. Lepsius, on peut distinguer trois manières différentes d'aborder le passé national-socialiste dans les trois États héritiers du IIIème Reich : l'externalisation pour l'Autriche, l'internalisation pour la RFA et l'universalisation pour la RDA. Pour la situation autrichienne, voir MÜLLER, Jörg. *A qui profite l'hisotire? Définitions et révisions de la fonction publique de l'histoire dans les processus de la construction identitaire autrichienne (1945-2005)*. Institut d'études politiques de Paris, thèse de doctorat sous la direction de: Busekist, Astrid von, 2010, 921 p.

[5] HERF. "Hegelianische Momente". op. cit.

Ainsi, le 8 mai 1945 était interprété comme la preuve irréfutable de la « supériorité de la démocratie soviétique sur la tyrannie nazie » et comme elle était supérieure, le cours de l'histoire n'aurait pas pu être autre. Ces moments hégéliens « redefined unredeemable and senseless tragedy into a redemptive martyrdom that contributed to the victorious end of history[1] ».

La *tabula rasa* du passé et « une vénération déformée et exagérée des héros antifascistes[2] » constituèrent les axes idéologiques principaux de la mémoire dans l'Allemagne communiste. Le travail de mémoire était, en conséquence, guidé par une vision du monde inspirée du marxisme-léninisme qui se traduisait par une interprétation hégélienne de la résistance antifasciste.

La mémoire de la « solution finale » et de la politique raciale, éléments fondamentaux de l'idéologie national-socialiste, laissèrent ainsi la place à la mémoire et à la glorification d'un antifascisme victorieux, reléguant les victimes juives au second rang des victimes du national-socialisme, allant jusqu'à l'omission de leur existence dans le discours mémoriel officiel.

Alors que la RFA s'ouvrit à une démocratie libérale avec une structure capitaliste du marché, la RDA, qui se voulait « la patrie socialiste des travailleurs et paysans (*sozialistisches Vaterland der Arbeiter und Bauern*) », avait été fondée dans l'objectif d'une transformation fondamentale de la société allemande. Cela impliquait une redéfinition des bases économiques et politiques du pays[3]. Le « projet socialisme (*Projekt Sozialismus*) » – devenant, plus tard, le « socialisme réellement existant (*real existierender Sozialismus*) » – était lié à une stratégie politique identitaire qui visait la constitution d'une nouvelle conscience collective, d'une nouvelle identité nationale en rupture totale avec le passé national-socialiste. Les dirigeants communistes allaient prescrire au peuple est-allemand une nouvelle perspective identitaire qui s'appuyait sur une argumentation de la philosophie de l'histoire et historique et qui faisait d'eux les vainqueurs de l'histoire. Le modèle sociétal proposé était caractérisé comme une rupture totale avec les fondements qui avaient conduit

---

[1] HERF. *Divided memory*, op. cit., p. 164.

[2] DANYEL, Jürgen. "Vom schwierigen Umgang mit der Schuld : die Deutschen in der DDR und der Nationalsozialismus." Zeitschrift für Geschichtswissenschaft 40 (1992): 915-928, p. 916.

[3] GIBAS, Monika. "'Die DDR - das sozialistische Vaterland der Werktätigen!': Amerkungen zur Identitätspolitik der SED und ihrem sozialistischen Erbe." Aus Politik und Zeitgeschichte 39-40 (1999): 21-30, p. 23.

l'Allemagne sur le chemin du IIIème Reich : à la place d'un système capitaliste allait être implanté, pour la première fois dans l'histoire du pays, un système communiste inspiré du modèle soviétique.

Le peuple allemand, selon l'interprétation officielle du régime de la RDA, avait été séduit par les « légendes historiques » des « fascistes ». Dans l'optique d'une « rééducation », le parti unique, le SED (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*), attribuait le rôle central à l'idéologie marxiste-léniniste. L'« idéologie scientifique de la classe ouvrière » – permettant la réalisation d'une nouvelle société socialiste – signifiait la concrétisation de la vision scientifique de la société et de la nature de la théorie révolutionnaire et progressiste proposée par Marx et Lénine.

Comme les dirigeants communistes n'avaient pas pleinement confiance dans la population est-allemande (qu'ils soupçonnaient d'une complicité potentielle avec l'ennemi de classe[1]), « l'éducation vers une conscience socialiste » fut réalisée par la transmission du marxisme-léninisme comme la seule base idéologique acceptable pour la « nouvelle » société. Les éléments clés de cette idéologie socialiste étaient : la théorie de la détermination historico-économique du développement de la société dont les stades ultimes seraient le socialisme puis le communisme ; la théorie de la lutte des classes et de la révolution comme moteurs de ce développement ; la théorie de la classe ouvrière comme étant la classe la plus progressiste dont le rôle historique était de faire avancer le développement de l'histoire et la théorie avant-gardiste selon laquelle la classe ouvrière, afin de réaliser sa mission historique, avait besoin d'un parti organisé et discipliné[2].

Dans le but de créer la « première patrie des ouvriers et des paysans de l'histoire allemande », une vision de l'histoire et une nouvelle conception identitaire furent créées et

[1] *Ibid.*, p. 24. Voir aussi BIALAS, Wolfgang. Antifaschismus als Sinnstiftung : Konturen eines ostdeutschen Konzepts. *In* BERGEM, Wolfgang (dir.). *Die NS-Diktatur im deutschen Erinnerungsdiskurs*. Opladen: Leske + Budrich, 2003, pp. 151-170, p. 153. Groehler souligne également que, malgré la réintégration massive des anciens communistes dans les structures du parti (15.000 anciens communistes avaient réintégré le KPD entre mai 1945 et août 1945), Ulbricht ne cessait de demander l'arrivée de fonctionnaires de Moscou ; voir GROEHLER, Olaf. Verfolgten- und Opfergruppen im Spannungsfeld der politischen Auseinandersetzung in der SBZ und DDR. *In* DANYEL, Jürgen (dir.). *Die geteilte Vergangenheit: zum Umgang mit Nationalsozialismus und Widerstand in den beiden deutschen Staaten*. Berlin: Akademie-Verlag, 1995, pp. 17-30, p. 21. Pour les débuts du SED et les problèmes liés à l'intégration des anciens communistes, voir BENSER, Günter. Die SED zwischen Massenpartei und Kaderpartei neuen Typs (1946-1948). *In* KELLER, Dietmar et. al. (dir.). *Ansichten zur Geschichte der DDR, t. 1*. Bonn, 1991, pp. 81-97; ERLER, Peter. 'Moskau-Kader' der KPD in der SBZ. *In* WILKE, Manfred (dir.). *Die Anatomie der Parteizentrale : die KPD-SED auf dem Weg zur Macht*. Berlin: Akademie-Verlag, 1998, pp. 229-291.

[2] GIBAS. « 'Die DDR - das sozialistische Vaterland der Werktätigen!'. », art. cit., p. 24.

élevées au rang de récit officiel unique. Celles-ci ont, par la suite, transformé et façonné les logiques mémorielles et ont permis de créer, relativement rapidement, un nouvel ensemble national sur le territoire est-allemand. Ce processus s'est déroulé, contrairement à la RFA en raison de la nature du système politique de la RDA, de manière verticale, sans débat public.

Afin de saisir cette relation au passé qui permettait de se ranger du côté des vainqueurs de l'histoire, le « mythe fondateur[1] » – l'« antifascisme légitimateur[2] » des cadres dirigeants du SED – sera présenté dans un premier temps. L'analyse, ensuite, de la transformation d'une majorité de la population qui avait soutenu le fascisme allemand et son intégration dans la nouvelle République démocratique permettra de rendre compte des dissonances fortes entre les discours officiels et les mémoires individuelles et familiales[3]. La présentation de la relation difficile avec Israël et de la « question juive » constituera l'introduction aux conséquences des logiques identitaires antifascistes dans le sens de la prolongation de certains éléments de la pensée nationale-socialiste sous-jacente dans le discours politique et public. L'analyse du fonctionnement et du rôle de l'historiographie et de la pédagogie contribuera, enfin et de manière récapitulative, à mettre en évidence les différences fondamentales entre les mémoires est- et ouest-allemandes.

---

[1] MÜNKLER, Herfried. "Antifaschismus und antifaschistischer Widerstand als politischer Gründungsmythos der DDR."Ibid. 45 (1998): 16-29.

[2] DANYEL, Jürgen. Die Opfer- und Verfolgtenperspektive als Gründungskonsens? Zum Umgang mit der Widerstandstradition und der Schuldfrage in der DDR. *In* DANYEL, Jürgen (dir.). *Die geteilte Vergangenheit: zum Umgang mit Nationalsozialismus und Widerstand in den beiden deutschen Staaten*. Berlin: Akademie-Verlag, 1995, pp. 31-46, p. 35.

[3] Bien que difficile à évaluer en l'absence de données fiables autres que les rapports de la police politique (*Stasi*), il est peut-être présupposé que la mémoire familiale des familles est-allemandes concernant la période 1933 à 1945 ne diffère guère fondamentalement de celle décrite pour l'Allemagne occidentale.

I - Le mythe fondateur : l'antifascisme

Elf Millionen aufrecht gegen den Hitlerfaschismus kämpfende Männer und Frauen aller europäischen Nationen sind für die Sache des Friedens und der Menschlichkeit leid- und qualvoll, aber doch voller Zuversicht in den Tod gegangen. (...) Als die sich damals dem Faschismus entgegenstellten, die ihm Widerstand entgegensetzten (...) waren sie in erster Linie Kämpfer für den Frieden[1].

Faschismus hatte nichts mit uns, den DDR-Menschen, zu tun, auf wunderbare Weise hatten wir uns der Tatsachen entledigt. Filme über die Nazizeit waren immer Filme über den antifaschistischen Widerstand ; der Schulunterricht über die Nazizeit war kein Unterricht über unsere jüngste Geschichte, er handelte stets von den Untaten dieser schrecklichen *aliens*, die wir, die Antifaschisten, mit etwas Unterstützung durch die Rote Armee, besiegt hatten[2].

Comme les autres résistants au IIIème Reich, les communistes allemands n'avaient gagné la guerre qu'avec l'aide des armées alliées. Cette « aide » avait des conséquences : « Die künftige politische Führung der DDR trat 1945 mit der traumatischen Erfahrung von Illegalität, Exil oder Haft, einer Erfahrung, die formal durch Disziplin, Isolation und das Gefühl der Ohnmacht geprägt war[3] ».

Dès l'occupation de la partie orientale de l'Allemagne par les troupes soviétiques, environ 500 cadres politiques allemands – des membres du KPD (*Kommunistische Partei Deutschlands*), parti communiste allemand d'avant-guerre, qui s'étaient réfugiés à Moscou –

---

[1] « Onze millions d'hommes et de femmes de toutes les nations européennes qui ont combattu le fascisme hitlérien sont morts dans la douleur et la souffrance, mais (ils sont morts) pleins de confiance en l'avenir. (…) Tous ceux qui se sont jadis opposés au fascisme, qui ont résisté (…) étaient avant tout des combattants pour la paix. » Zentralverband der VVN. *Zum internationalen Gedenktag für die Opfer des faschistischen Terrors* (9 septembre 1951), Berlin, 1951. Cité dans HERF. "Hegelianische Momente". op. cit., p. 204.

[2] « Le fascisme n'avait rien à voir avec nous, les gens de la RDA, nous nous étions miraculeusement débarrassés des faits. Les films sur la période nazie étaient toujours des films sur la résistance antifasciste ; l'enseignement scolaire sur la période nazie n'était pas un enseignement sur notre passé récent, il parlait plutôt des forfaits de ces extra-terrestres horribles que nous, les antifascistes, avions vaincus avec un peu de soutien de l'Armée Rouge » ; BECKER. « Mein Vater, die Deutschen und ich. », art. cit.

[3] « Les futurs dirigeants de la RDA prirent la relève après l'expérience traumatisante de l'illégalité, l'exil ou l'emprisonnement, une expérience empreinte de discipline, l'isolement et le sentiment d'impuissance. » BIALAS. Antifaschismus als Sinnstiftung. op. cit., p. 162.

prirent des positions clés dans l'administration[1]. Ces « résistants ayant accédé au pouvoir (*Widerstandskämpfer an der Macht*) » étaient liés entre eux par leur expérience :

> Mit dieser Erfahrung und der in gemeinsamen politischen Überzeugungen und Gegnern gegründeten solidarischen Beziehung zu den sowjetischen Besatzern bestand von vornherein eine Kluft zur Mehrheit der deutschen Bevölkerung. (…) Mit ihrer antifaschistischen Gesinnung und Biographie, ihrem am Vorbild der Sowjetunion orientierten Konzept künftiger deutscher Entwicklung, wurden sie quasi zum verlängerten Arm der Besatzungsmacht[2].

Les futurs dirigeants du SED, parti issu du mariage forcé entre le SPD est-allemand et le KPD en 1946[3], avaient été politiquement socialisés dans le climat politique et institutionnel instable de la République de Weimar et marqués par ses conflits, la persécution des communistes par le régime national-socialiste et l'expérience de l'exil. Un exil qui, à certains égards, n'avait guère été différent de ce qu'ils auraient vécu s'ils étaient restés en Allemagne, notamment en raison des purges successives opérées par Staline.

Leur profil politique peut être défini dans une pensée inspirée fortement par une vision claire de l'ennemi politique (*Feindbild*) et se démarquant nettement d'autres groupements politiques. Cette vision avait subi un double durcissement en raison des expériences de la persécution par les national-socialistes et les purges staliniennes durant la période d'exil en URSS.

Ce groupe de dirigeants se caractérisait par le sentiment d'appartenir à une élite politique et un sentiment de supériorité morale en raison de leur séjour en URSS et de leur relation privilégiée au pouvoir stalinien – il se trouvait d'emblée du côté des vainqueurs. Toutes ces personnes partageaient une méfiance profonde vis-à-vis de la population allemande

---

[1] Trois groupes d'anciens communistes sont à distinguer : les exilés de Moscou qui constituèrent la grande majorité de la future élite dirigeante, les communistes restés en Allemagne soit en prison ou dans les camps de concentration, soit dans la clandestinité, et ceux qui s'était exilés dans les pays de l'Ouest. Voir GROEHLER. Verfolgten- und Opfergruppen in der DDR. op. cit., p. 18. Pour les exilés de Moscou et de Mexico, voir HERF. *Divided memory*, op. cit., pp. 13-68.

[2] « Avec cette expérience et une relation solidaire avec les occupants soviétiques fondée sur des convictions politiques et des ennemis communs, il exista, dès le début, un fossé avec la majorité de la population allemande. (…) Avec leur conviction et biographie antifascistes, leur conception du futur développement allemand basée sur l'exemple de l'Union soviétique, ils devenaient quasiment le bras prolongé de la force d'occupation. » BIALAS. Antifaschismus als Sinnstiftung. op. cit., pp. 163-164.

[3] Pour un récapitulatif de cette période et la fusion des partis de gauche, voir l'ouvrage de WEBER, Hermann. *Geschichte der DDR*. München: DTV, 1999, 398 p., notamment pp. 69-85.

et étaient caractérisées par la symbiose d'un habitus prolétarien avec une vision petite-bourgeoise du monde[1].

Cette vision du monde était transmise à la jeune génération de militants et de cadres, décrite comme des « jeunes camarades, frais et sans scrupules[2] ». Ce nouveau type de fonctionnaire politique avait été politisé avec une vision déformée de l'histoire de la résistance et de l'antifascisme véhiculée par les dirigeants « parachutés » depuis Moscou dans le sillage de l'avancement de l'Armée Rouge et s'intégrait dans un mélange de traditions et de valeurs transmises par la hiérarchie du parti[3].

Ce mélange idéologico-politique ne leur permettait pas de se détacher de la vision officielle et idéologique du passé. C'est ainsi que la perpétuation d'une mémoire sélective et instrumentalisée fut, dès le début, garantie. Aux fonctionnaires recrutés en Allemagne pour faire fonctionner les administrations, la situation permettait de tirer un trait sur leur passé individuel tout en évitant la nécessité d'une nouvelle socialisation : le contenu idéologique du régime changeait, les structures et modes de pensée restaient en majeure partie les mêmes.

Le caractère du futur parti unique était tracé dès avant la fin de la guerre : un parti marxiste-léniniste sur le modèle du parti soviétique de Staline[4]. Malgré cette orientation idéologique, la volonté des cadres politiques de créer une Allemagne antifasciste semblait honnête et a souvent été qualifiée d'« humaniste » par les historiens[5]. Cette qualification rappelait que, malgré l'évolution historique, les cadres communistes étaient véritablement inspirés par une vision d'un monde meilleur et la réalisation de l'idéal politique[6] – tout comme une grande partie des cadres national-socialistes l'avait été avant eux.

---

[1] DANYEL. Die Opfer- und Verfolgtenperspektive als Gründungskonsens?, op. cit., pp. 33-34.

[2] Franz Dahlem, cité dans GROEHLER. Verfolgten- und Opfergruppen in der DDR. op. cit., pp. 22.

[3] Pour un récit sur les trajectoires des leaders communistes est-européens, voir APPLEBAUM, Anne. *Rideau de fer: l'Europe de l'Est écrasée, 1944-1956*. Paris: Grasset, 2014, 600 p., pp. 89-112.

[4] Pour une présentation de l'implantation du modèle stalinien en Europe orientale à partir de 1944, voir *Ibid.*, pp. 262-296.

[5] KÜHNRICH, Heinz. "'Verordnet' - und nichts weiter? Nachdenken über Antifaschismus in der DDR." Zeitschrift für Geschichtswissenschaft 40.9 (1992): 819-833, p. 823.

[6] Kühnrich souligne que, rétrospectivement, la condamnation en bloc des cadres fondateurs de la RDA et de leurs intentions, sert à délégitimer a posteriori le modèle sociétal et de qualifier l'Allemagne de l'Est comme « État sans droit (*Unrechtsstaat*) » et comme « dictature totalitaire », sans prendre en compte la véritable alternative politique que représentait la RDA. *Ibid*., pp. 823-824.

Les liens étroits avec l'URSS et l'idéologie communiste constituaient en même temps une barrière qui pouvait paraître infranchissable entre ces dirigeants et la majorité de la population est-allemande. Leur antifascisme, leurs trajectoires, leurs idéaux inspirés du modèle soviétique, les firent apparaître comme le bras prolongé des « libérateurs » russes, étrangers à ceux qu'ils dirigeaient et qui cherchaient à les contrôler[1]. Ce sentiment pouvait être renforcé par les résidus de la propagande du IIIème Reich qui avait érigé les « Russes » en ennemi absolu du peuple allemand qui ne cherchait que leur anéantissement.

D'une certaine manière, les nouveaux cadres étaient véritablement l'instrument politique et idéologique des occupants soviétiques, puisque dès leur arrivée au pouvoir et jusqu'à l'effondrement de la RDA, ils étaient en mesure d'imposer une vision particulière de l'histoire en interdisant toute autre conception et en contrôlant l'information. Ils étaient également en possession des moyens politiques permettant d'opprimer et de supprimer les interprétations déviantes et d'écarter les opposants politiques et les dissidents afin d'imposer pleinement leur conception.

A - La logique antifasciste

Les cadres communistes venus de Moscou voyaient le processus de démocratisation en Allemagne de l'Ouest comme nécessairement lié à l'ennemi fasciste. Le fascisme, selon leur interprétation était une dictature terroriste qui, dans une société capitaliste, assurait la domination du capital quand cela n'était plus possible avec les moyens de la démocratie bourgeoise[2]. L'ennemi déclaré du fascisme était le mouvement ouvrier, représenté par le parti communiste. Logiquement, l'antifascisme devint la marque et le symbole de l'identité du KPD est-allemand et ensuite du SED puisqu'il œuvrait pour le bien-être de la classe ouvrière. Il permettait également d'inscrire le parti dans une « longue durée » d'opposition au capitalisme réactionnaire dont le fascisme n'avait été qu'une des matérialisations historiques. Ainsi, il était le « cœur structurel de l'image de soi idéologique officielle (*ideologisches Selbstbild*) de la RDA[3] ».

---

[1] Voir APPLEBAUM. *Rideau de fer*, op. cit., pp. 141-173.

[2] WILKE, Manfred. "Mythos Antifaschismus : die KPD und die Durchsetzung einer 'antifaschistisch-demokratischen Neuordnung' in der SBZ." Vorgänge 1 (2007): 94-102, p. 96.

[3] BIALAS. Antifaschismus als Sinnstiftung. op. cit., p. 151.

Dans le « Serment de Buchenwald », du 19 avril 1945, lu lors d'une cérémonie pour les morts du camp organisée par les survivants, cette idée fondatrice de la lutte antifasciste était préfigurée :

> Uns beseelte eine Idee: Unsere Sache ist gerecht – der Sieg muss unser sein ! Wir führten in vielen Sprachen den gleichen, harten, erbarmungslosen, opferreichen Kampf und dieser Kampf ist noch nicht zu Ende. Noch wehen Hitlerfahnen! Noch leben die Mörder unserer Kameraden! Noch laufen unsere sadistischen Peiniger frei herum! Wir schwören deshalb vor aller Welt auf diesem Appellplatz, an dieser Stätte faschistischen Grauens : Wir stellen den Kampf erst ein, wenn auch der letzte Schuldige vor den Richtern der Völker steht! Die Vernichtung des Nazismus mit seinen Wurzeln ist unsere Losung[1]!

Par ce serment, le ton était clairement donné : il n'y avait qu'une catégorie de victimes – les communistes – et ils s'étaient tous – sans exception – battus contre le régime national-socialiste. Cette résistance antifasciste était au cœur de ce qui était et qui serait à commémorer, car sa dureté et son esprit – seuls – pouvaient constituer un but et un objet commémorable. Ainsi, toutes les autres souffrances – notamment celle des Juifs – étaient reléguées au second rang, voire oubliées dans le discours officiel.

Dès le début, l'antifascisme était un instrument permettant de réactiver des sentiments de culpabilité dans la population est-allemande, de justifier collectivisations et expropriations terriennes et industrielles dans une logique de reconstruction et de renouveau. L'antifascisme offrait aussi à la génération de ceux qui avaient appartenu aux Jeunesses hitlériennes (*Hitlerjugend*, HJ) une vision politique après l'effondrement de l'idéologie dans laquelle celle-ci avait été socialisée[2]. Une vision politique qui opérait selon les mêmes modes et utilisait le même langage que le national-socialisme, en remplaçant simplement les dénominations de l'ennemi et les éléments de vocabulaire.

De plus, la référence à l'antifascisme offrait une légitimation quasi mythique du pouvoir, s'appuyant sur la victoire de l'URSS et la décision de Staline de mettre le pouvoir, dans les zones d'occupation soviétiques, entre les mains des cadres communistes allemands

---

[1] « Nous étions animés d'une idée : Notre cause est juste - la victoire sera nôtre! Nous avons mené en de nombreuses langues, la même lutte dure et impitoyable. Cette lutte a exigé beaucoup de victimes et elle n'est pas encore terminée. Les drapeaux du régime hitlérien flottent encore et les assassins de nos camarades sont toujours en vie ! Nos tortionnaires sadiques sont encore en liberté ! C'est pour cela que nous jurons sur cette place d'appel, sur ces lieux de crimes fascistes, devant le monde entier, que nous abandonnerons seulement la lutte quand le dernier des responsables sera condamné devant le tribunal de toutes les Nations. L'anéantissement du nazisme avec ses racines est notre devise. » *Buchenwaldschwur* du 19 avril 1945, http://www.buchenwald.de/fileadmin/buchenwald/download/der_ort/Buchenwaldschwur.pdf (23.12.2011).

[2] WILKE. « Mythos Antifaschismus. », art. cit., p. 100.

exilés à Moscou. Ces dirigeants est-allemands bénéficiaient directement de l'aura du « petit père des peuples » et puisaient leur légitimité dans leur proximité avec le pouvoir à Moscou et, plus généralement, dans la résistance antifasciste : « Es waren die Toten, die den Herrschaftsanspruch der lebenden Parteiführer legitimieren sollen[1] ». Aussi, la référence à l'antifascisme permettait-elle de légitimer le recours à des méthodes politiques autoritaires voire dictatoriales, car, selon la ligne du parti, « es brauchte eine Diktatur, wenn auch dieses Mal die richtige : die Diktatur des Proletariats, den staatlich verordneten Antifaschismus, der eine zweite Chance des Faschismus auf (ost)deutschem Boden auf Dauer verhindern würde[2] ».

Cette dictature du prolétariat trouvait, entre autres et à titre d'exemple, sa légitimation dans l'appel-radio de Wilhelm Pieck du 4 mai 1945 :

> Werktätige von Berlin ! (...) ihr habt die Warnungen der Antifaschisten nicht gehört (...) und nahmt in euch das Nazigift der imperialistischen Raubideologie auf. Ihr wurdet zu Werkzeugen des Hitlerkrieges und habt damit eine Mitschuld und Verantwortung auf euch geladen. Jetzt werdet ihr diese Schuld gegenüber den anderen Völkern abtragen und den deutschen Namen wieder reinwaschen müssen von seiner Beschmutzung durch die Hitlerschande[3].

Le référent et le modèle de l'antifascisme étaient la résistance communiste, émaillant et exploitant les actions tout en les implantant comme référence ultime. L'antifascisme des exilés était transformé en une histoire à succès, de laquelle étaient exclus les erreurs, les détours et les échecs personnels. Eux avaient, selon cette vision, su choisir leur camp – celui de l'URSS – en prouvant par là qu'ils avaient saisi le sens de l'histoire.

Rétrospectivement, il convient de considérer les perspectives ouvertes par l'antifascisme en tant que « consensus fondateur[4] » – en opposition au « mythe fondateur »

---

[1] « C'étaient les morts qui devaient légitimer la prétention à la domination des leaders vivants du parti. » *Ibid.*, p. 101. Cette instrumentalisation de l'antifascisme devint évidente, par la suite, dans l'intégration et l'exclusion du cercle de combattants et héros antifascistes, des personnages historiques.

[2] « Il fallait une dictature, mais cette fois-ci la bonne : la dictature du prolétariat, l'antifascisme ordonné par l'Etat qui allait empêcher de donner durablement une seconde chance au fascisme sur le sol (est-)allemand. » BIALAS. Antifaschismus als Sinnstiftung. op. cit., p. 154.

[3] « Travailleurs de Berlin ! (…) vous n'avez pas entendu les avertissements des antifascistes (…) et vous avez intégré en vous le poison nazi de l'idéologie du vol impérialiste. Vous êtes devenus les outils de la guerre hitlérienne et vous portez ainsi une grande complicité et responsabilité. Maintenant vous allez devoir payer cette culpabilité vis-à-vis des autres peuples et laver le nom allemand de la souillure de la honte hitlérienne. PIECK, Wilhelm. "Berlin von Hitler befreit!" Rundfunkansprache vom 4. Mai 1945 über den Sender "Freies Deutschland" (Moskau). http://www.trend.infopartisan.net/trd0405/t480405.html (consulté le: 23.10.2010).

[4] DANYEL. Die Opfer- und Verfolgtenperspektive als Gründungskonsens?, op. cit., p. 36.

que représentera Auschwitz dans la République fédérale par la suite –, comme une issue pour tous ceux qui, après la fin du IIIème Reich, étaient confrontés à leur implication émotionnelle et politique individuelles ainsi qu'aux pratiques politiques et criminelles du régime national-socialiste[1]. Néanmoins, il s'agissait d'un « consensus » imposé – et non pas institué à la suite d'un débat politique et public comme c'était le cas pour le « mythe fondateur » en RFA.

Il est néanmoins important de noter que les mécanismes à l'œuvre à l'Est comme à l'Ouest présentaient des similitudes : il suffisait d'adhérer au nouveau régime politique – capitaliste à l'Ouest et communiste à l'Est – en faisant preuve d'une acceptation publique du bout des lèvres (*Lippenbekenntnis*) du nouvel ordre politique. En RDA, cette logique allait, par ailleurs, être beaucoup plus clairement exprimée par les leaders communistes qui avaient saisi l'importance d'une adhésion – à presque n'importe quel prix afin d'éviter des résistances – de la population à un régime qui n'était guère apprécié par une bonne partie de la population des zones d'occupation orientales.

Certains arguent que l'idéologie antifasciste était assez largement acceptée dans la population et que le renouveau après la « catastrophe allemande » offrait – au début – une image démocratique et antifasciste qui était reconnue comme telle par une large majorité. Elle permettait sans doute une nouvelle identification après la période de manque d'orientation que représentaient la fin de la guerre et la chute du régime national-socialiste. L'idéologie antifasciste a certainement pu s'imposer – ou au moins ne pas être contestée trop fortement – aussi en raison du fait qu'à partir du moment où le régime semblait définitivement perdu, une grande majorité des *Mitläufer*, de sympathisants du national-socialisme, déclarèrent ne jamais avoir soutenu le régime afin de continuer leurs trajectoires professionnelles[2]. L'idéologie antifasciste leur offrait ainsi une forme de *Persilschein* leur permettant de ne pas être inquiétés pour leurs actes passés.

Selon Wolfgang Bialas, le secret de l'acceptation politique du « consensus fondateur antifasciste (*antifaschistischer Gründungskonsens*) » au sein d'une population majoritairement endoctrinée par la pensée national-socialiste résiderait dans sa combinaison efficace d'une décharge morale de la responsabilité pour les crimes du régime avec l'offre

[1] WOLFRUM. Die beiden Deutschland. op. cit., p. 163.

[2] Viktor Klemperer décrit ce phénomène de manière très pertinente dans son journal, notamment les débuts de l'autoqualification en tant qu'« antifasciste » à partir de la défaite allemande à Stalingrad. Voir KLEMPERER, Victor. *Ich will Zeugnis ablegen bis zum letzten, Tagebücher 1933-1945*. Berlin: Aufbau Verlag, 1995, tomes VI, VII et VII (1943 à 1945).

d'investir les « valeurs allemandes » (travail, discipline et fidélité à l'Etat) discréditées, dans un premier temps, par leur collaboration avec le IIIème Reich, dans un effort de créer une « meilleure Allemagne[1] ». Le nouvel ordre politique et social pouvait être considéré, par les contemporains, comme une alternative viable au passé fasciste et donc accepté comme tel : « Antifaschismus war ein Angebot gegen Hoffnungslosigkeit, Apathie, Hunger und Kälte, richtete sich nicht nur gegen die materielle Lage, die sich aus den Folgen eines verlorenen Krieges ergab, sondern war auch ein Angebot an die Köpfe, eine Anregung zum Denken[2] ».

Ainsi entendu, l'antifascisme n'était pas simplement « décrété » par le régime est-allemand, comme Ralph Giordano l'a suggéré dans ses réflexions sur la *Seconde culpabilité allemande*[3] soulignant par-là qu'il était une construction purement intellectuelle et idéologique, mais pouvait constituer une véritable alternative à l'anticommunisme à l'Ouest qui, lui, était décrié par le gouvernement de Berlin Est comme une continuité personnelle et institutionnelle de la logique fasciste sous la couverture du capitalisme à l'américaine.

Autre point valorisant, la politique antifasciste s'avérait assez visible lorsque, par exemple, les forces économiques et politiques, considérées comme fondements du national-socialisme – la finance, l'industrie de l'armement, les industriels, les *Junker* (les propriétaires terriens prussiens), les soldats professionnels et la hiérarchie bureaucratique, tous ceux considérés comme constituant le fondement du national-socialisme – furent écartés du processus de reconstruction de l'État et de la société. Ainsi, une rupture avec le passé était consommée au vu et au su de tous. Et cette rupture était largement communiquée et diffusée par les médias dans un but d'autojustification politique. Elle permettait, par ailleurs, d'assouvir un certain sentiment de vengeance vis-à-vis de ceux qui, auparavant, avaient été les privilégiés (dont les *Goldfasanen*).

Le succès de cette politique de dénazification s'appuyait certainement – comme d'ailleurs en Allemagne occidentale – sur la logique de la présentation d'un bouc émissaire,

---

[1] BIALAS. Antifaschismus als Sinnstiftung. op. cit., p. 164.

[2] « L'antifascisme était une offre contre la désespérance, l'apathie, la faim et le froid ; il n'était pas seulement tourné contre la situation matérielle qui résultait d'une guerre perdue, mais il était également une offre pour la tête, une incitation à penser. » KÜHNRICH. « Antifaschismus in der DDR. », art. cit., p. 821. Marcel Reich-Ranicki va dans le même sens quand il écrit : les utopies socialistes « avaient pour moi, tout comme pour beaucoup d'intellectuels non seulement en Pologne, mais aussi en France, en Italie et d'autres pays de l'Europe de l'Ouest, quelque chose de fascinant. » REICH-RANICKI, Marcel. *Mein Leben*. München: DVA, 2001, 565 p., p. 323.

[3] GIORDANO. *Zweite Schuld*, op. cit.

déculpabilisant par sa simple présence la majorité de la population. Déculpabilisation renforcée par la posture antifasciste octroyée à l'ensemble de la population est-allemande et le positionnement du côté des vainqueurs.

La rhétorique et l'idéologie officielle du régime estimaient avoir réussi la destruction complète des structures administratives du IIIème Reich, de ses bases économiques et de son ancrage social dans la population. Dans ce sens, l'antifascisme en RDA avait la même fonction cathartique que l'adoption d'une démocratie parlementaire libérale en Allemagne de l'Ouest et le soutien à l'anticommunisme. La fonction identitaire de l'idéal antifasciste et la mémoire du fascisme et de ses victimes ont, dans la phase initiale de la RDA, plus largement contribué à la socialisation de la population, notamment à travers la littérature, l'art et la pédagogie que durant la même période en RFA[1].

L'antifascisme, en tant qu'idéologie officielle de la RDA, peut être divisé en deux composantes : une dimension historique et un aspect de légitimation. La dimension historique est constituée d'un ensemble de « vérités » sur l'histoire de l'opposition communiste au régime national-socialiste. Selon ces vérités : le KPD est présenté comme la force de résistance la plus importante au IIIème Reich ; la résistance communiste est considérée comme une continuité entre 1933 et 1945, grâce à la direction des instances centrales de ses leaders en exil ; les autres mouvements de résistance au IIIème Reich et ses victimes sont à évaluer en se référant aux deux premiers points et la résistance communiste et les « meilleures éléments du peuple allemand » qui lui sont associés font partie de la coalition contre Hitler et, donc, à ce titre, du camp des vainqueurs[2].

C'est notamment ce dernier point qui a permis de requalifier la résistance communiste comme « vainqueur de l'histoire ». Cette dimension historique fut ensuite transformée en légitimation du régime qui se proclamait gardien du testament de la résistance antifasciste. L'antifascisme devint ainsi le fondement du modèle sociétal de la RDA :

> Wir haben hier im Osten Deutschlands die Lehren aus der unheilvollen Vergangenheit gezogen. Das Vermächtnis der Toten (...) und die großen Ideen des antifaschistischen Freiheitskampfes sind hier Wirklichkeit geworden. Wir

---

[1] Pour la RDA, à titre d'exemple, voir BERGER, Christel. *Gewissensfrage Antifaschismus : Traditionen der DDR-Literatur*. Berlin: Dietz, 1990, 331 p; MAFFEIS, Stefania. *Zwischen Wissenschaft und Politik : Transformationen der DDR-Philosophie 1945-1993*. Frankurt a/M: Campus, 2007. Pour la RFA, GLASER, Hermann. *Deutsche Kultur: ein historischer Überblick von 1945 bis zur Gegenwart*. Bonn: Ullstein, 2003, 750 p., pp. 282-304.

[2] DANYEL. Die Opfer- und Verfolgtenperspektive als Gründungskonsens?, op. cit., pp. 36-38.

> haben zum ersten Mal in der Geschichte unseres Volkes das feste, unzerstörbare Fundament des Humanismus und Sozialismus errichtet. (...) Wir erziehen eine neue lebensverbundene Jugend, die nach dem Vorbild der antifaschistischen Widerstandskämpfer lernt und arbeitet. Die Deutsche Demokratische Republik wurde zum Vaterland für alle Deutschen, die Faschismus und Krieg hassen und in Frieden und Freundschaft mit allen Völkern leben wollen[1].

Ainsi, la RDA était érigée en patrie des antifascistes et l'ensemble de ses habitants – à l'exception des dissidents – blanchis par et grâce à l'idéologie officielle. Un blanchiment à condition toutefois d'accepter le système politique qui se mettait en place et de le soutenir ou, *a minima*, de ne pas s'y opposer et de ne pas s'engager au nom des victimes juives. Il serait tentant d'analyser plus en profondeur le possible lien de causalité entre, d'un côté, la stabilisation du régime de la RDA et son acceptation par la population et, de l'autre côté, l'incitation à l'acceptation par la déculpabilisation individuelle.

B - L'élimination des (« mauvaises ») victimes

A partir des années 1950, cet antifascisme fondateur évinçait continuellement d'autres positions et traditions politiques et intellectuelles qui différaient de la ligne officielle du SED. Cela conduisit à une « Ausdünnung alternativer Ideen und Konzepte und zu einer Verarmung des geistigen Lebens[2] ». Les principales victimes de cette ligne politique en furent les communistes juifs lors des campagnes d'épuration au début de la décennie[3]. Celle-ci les écartait du discours officiel essentiellement en raison de la concurrence qu'ils pourraient représenter – à cause de leur appartenance religieuse qui avait été à l'origine de leur persécution – face aux victimes antifascistes. Dans la logique idéologique, les seules victimes reconnues ne pouvaient être que les « combattants antifascistes » qui avaient été persécutés en raison de leur croyance politique.

---

[1] « Nous avons ici, en Allemagne de l'Est, tiré les leçons du passé funeste. Le testament des morts (…) et les grandes idées de la lutte antifasciste pour la liberté sont devenus une réalité chez nous. Pour la première fois dans l'histoire de notre peuple, nous avons érigé la fondation solide et indestructible de l'humanisme et du socialisme. (…) Nous éduquons une nouvelle jeunesse qui apprend et travaille en suivant l'exemple des résistants antifascistes. La République démocratique allemande est devenue la patrie de tous les Allemands qui haïssent la guerre et le fascisme et qui veulent vivre en paix et amitié avec tous les peuples. » Rosa Thälmann (fille du leader communiste Ernst Thälmann, mort à Buchenwald en août 1944) lors du discours d'inauguration du Mémorial (Nationale Mahn- und Gedenkstätte) à Ravensbrück en 1959. Cité dans *Ibid*., p. 37.

[2] « Rétrécissement d'idées et concepts alternatifs et un appauvrissement de la vie intellectuelle. » DANYEL. « Vom schwierigen Umgang mit der Schuld. », art. cit., p. 920.

[3] Voir ci-dessous la sous-partie sur la relation ambiguë à l'Holocauste et à Israël et également HERF. *Divided memory*, op. cit., pp. 106-161.

L'histoire des deux organisations regroupant et représentant les victimes du IIIème Reich et les anciens résistants, *Victimes du Fascisme* (*Opfer des Faschismus*, OdF) et l'Organisation des victimes du national-socialisme, le VVN (*Vereinigung der Verfolgten des Naziregimes*), qui allait prendre, à partir de 1947, le relais de l'OdF, est complexe mais témoigne, à titre d'exemple, des efforts d'instrumentalisation du statut de victime non-juive par les organes et les élites du SED au détriment des victimes juives et de leur mémoire[1]. L'instrumentalisation de la mémoire reflète idéaltypiquement son appropriation à des fins politiques justifiant le régime est-allemand.

Initialement et dans l'immédiat après-guerre, les différentes organisations des victimes du IIIème Reich avaient été créées dans une logique d'entraide par les anciens détenus en vue d'aider ceux qui en avaient besoin – physiquement et matériellement – après la libération des camps de concentration. Il ne s'agissait donc pas d'une initiative des forces d'occupation soviétiques ou de cadres moscovites « parachutés » à Berlin Est à la fin de la guerre. Afin de centraliser les efforts et dans le but d'augmenter leur efficacité, fut créé, le 14 juin 1945 à Berlin, le Comité central des victimes du fascisme (*Hauptausschuss Opfer des Faschismus*) à l'initiative d'Ottomar Geschke[2].

La création de l'OdF était en corrélation avec la volonté des officiels de créer une organisation regroupant les intellectuels et résistants qui n'étaient pas affiliés au parti communiste et qui seraient restés en Allemagne après 1933. Ceci incluait les hommes autour de l'attentat du 20 juillet 1944[3]. Lors de sa fondation, parmi les 11 membres du comité exécutif de l'OdF, on comptait deux membres du KPD (Ottomar Geschke et Margarete Jung), deux du SPD (Otto Brass et Gustav Dahrendorf), quatre représentants de la résistance conservatrice (Hildegard Staehle, Andreas Hermes, Hermann Landwehr et Theodor Steltzer) ainsi qu'un représentant des victimes juives (Julius Meyer) et chrétiennes (Heinrich Grüber) et un intellectuel de gauche sans affiliation particulière (Robert Havemann). Ainsi, l'OdF

---

[1] Peter Monteath montre comment, dans la même logique et suivant les mêmes registres d'interprétation, la Journée commémorative pour les victimes du fascisme (*Gedenktag für die Opfer des Faschismus*) s'est très rapidement transformée, de l'expression « the diversity, the emotiveness, and the appeal to the actual historical experiences of those gathered » en des « commemorative activities which focused on an analysis of the political problems of the present » ; MONTEATH, Peter. "A day to remember : East Germany's Day of remembrance for the victims of fascism." German History 26.2 (2006): 195-218. Aujourd'hui, la tradition est perpétuée même si l'appellation a changé : la journée s'appelle désormais Journée d'action contre le racisme, le néonazisme et la guerre (*Aktionstag gegen Rassismus, Neonazismus und Krieg*, www.tag-der-mahnung.de).

[2] 1882-1957, membre du SPD, du USPD, du KPD et du SED.

[3] GROEHLER. Verfolgten- und Opfergruppen in der DDR. op. cit., p. 23.

devait initialement être un symbole de la diversité de la résistance contre le régime national-socialiste et l'expression de la volonté des différents courants de travailler ensemble pour le renouveau de l'Allemagne[1]. Néanmoins, le KPD réussit à élargir progressivement son influence au sein de l'OdF et à garantir ainsi que l'organisation se considère de plus en plus comme une organisation d'anciens militants politiques persécutés par les national-socialistes, conformément à l'idéal antifasciste officiel.

Ici, à l'instar de l'ensemble de la mémoire officielle par la suite, certains groupes étaient exclus, comme les Tsiganes et les Témoins de Jéhovah. Les homosexuels restèrent également exclus en raison de la continuité de la législation homophobe et des mentalités qui avaient peu changé après 1945. Ceci n'évoluera, notamment en Allemagne de l'Ouest, qu'après le mouvement de 1968 qui contribua à une acceptation plus généralisée de l'homosexualité[2]. La diversité initiale de l'OdF avait été acceptée par les dirigeants communistes car elle présentait une sorte de vitrine permettant aux communistes d'exposer l'intégration réussie – à travers l'OdF – dans la société est-allemande de ceux qui, aux yeux de l'Occident, avaient été les premières victimes de la barbarie national-socialiste : les Juifs[3].

Dès sa fondation, l'organisation fut divisée en deux courants qui recherchaient deux buts distincts : d'un côté, la ligne proche de Walter Ulbricht qui envisageait une organisation adossée au KPD/SED, et, de l'autre côté, l'idée d'une organisation d'anciens détenus indépendante du parti. Cette même dualité caractérisait la fondation du VVN dans lequel les dirigeants du parti communiste, tel Karl Raddatz[4], voyaient un rassemblement de toutes les

---

[1] REUTER, Engelke / HANSEL, Detlef. *Das kurze Leben der VVN von 1947-1953 : die Geschichte der Vereinigung der Verfolgten des Naziregimes in der sowjetischen Besatzungszone und in der DDR*. Berlin: Edition Ost, 1997, 634 p., p. 78.

[2] Pour une présentation générale, voir PRENTZEL, Andreas. *NS-Opfer unter Vorbehalt : homosexuelle Männer in Berlin nach 1945*. Münster: Lit-Verlag, 2002, 353 p. Pour une problématisation des efforts mémoriels récents, voir *Vergessen : Behinderte, Prostituierte, Zwangssterilisierte, Swing-Jugend, Homosexuelle, Bettler, Obdachlose, Zeugen Jehovas (Austellung der Projektgruppe für die vergessenen Opfer des NS-Regimes)*. Hamburg: Museum für Hamburgische Geschichte, 1988, 32 p.

[3] REUTER. *Das kurze Leben der VVN*, op. cit., p. 83.

[4] Raddatz (1904-1970) était le secrétaire général du *Berliner Hauptausschuss* et était à l'origine de la politisation de la Journée commémorative pour les victimes du fascisme en 1946. Après avoir utilisé le papier officiel du *Magistrat* (l'administration centrale) de la ville de Berlin à des fins partisanes, il fut démis de ses fonctions à la suite d'une intervention américaine et placé en détention par les forces soviétiques. En 1947, lors de la création du VVN, il en devint le premier secrétaire. WIELGOHLS, Jan. Raddatz, (Albert Hermann) Karl. *In* MÜLLER-ENBERGS, Helmut / WIELGOHS, Jan / HOFFMANN, Dieter (dir.). *Wer war wer in der DDR ? Ein biographisches Lexikon*. Berlin: Links, 2000, pp. 678-679.

forces de la résistance communiste alors que les fonctionnaires du VVN craignaient sa réduction à une simple organisation sociale et caritative.

Le VVN, fondé en 1947 à Francfort sur le Main par les différentes organisations régionales des victimes du régime national-socialiste des quatre zones d'occupation allemandes, fut, jusqu'à la dissolution de sa branche en RDA, une organisation indépendante qui s'était donné comme but la continuation de la lutte contre le fascisme et le maintien de la mémoire des victimes des persécutions politiques. Ils s'inspiraient du serment de Buchenwald : « Die Vernichtung des Nazismus mit seinen Wurzeln ist unsere Losung. Der Aufbau einer neuen Welt des Friedens und der Freiheit ist unser Ziel[1] ». Le triangle rouge, symbole des prisonniers politiques dans les camps de concentration, était (et est toujours, pour le VVN-BdA [VVN-Bund der Antifaschisten]) l'emblème officiel. En RFA, le VVN était victime de la Guerre froide et sa proximité avec le communisme décida Kurt Schumacher, président du SPD, à déclarer l'appartenance au VVN comme incompatible avec une appartenance au SPD[2].

De cette manière, ces organisations étaient d'avance vouées à l'échec, car la dualité des conceptions impliquait nécessairement la soumission d'un courant à l'autre, donc principalement une soumission à la stratégie du parti communiste en raison des moyens de pression que celui-ci pouvait exercer à travers l'appareil administratif de l'État. Pour le parti communiste, l'antifascisme n'avait un intérêt que lorsqu'il remplissait des fonctions politiques[3]. Au contraire, la conception des anciens détenus, qui, eux, cherchaient à s'imposer comme référence morale dans le processus de la création de l'État est-allemand, s'opposait radicalement à l'idée politicienne. Finalement, c'était la vision du SED qui allait s'imposer : des organisations consacrées aux « véritables » victimes du IIIème Reich, les antifascistes.

---

[1] « La destruction du nazisme avec ses racines est notre devise. La construction d'un nouveau monde de paix et de liberté est notre but. » Buchenwaldschwur du 19 avril 1945, http://www.buchenwald.de/fileadmin/buchenwald/download/der_ort/Buchenwaldschwur.pdf (23.12.2010).

[2] Voir *1945 - ein neuer Anfang : was die Nazigegner damals wollten*. Frankfurt a/M: Landesausschuss der VVN-BdA Hessen, 1995, 59 p., p. 152. Voir aussi COPPI, Hans (dir.). *60 Jahre Vereinigung der Verfolgten des Naziregimes : Lesebuch zu Geschichte und Gegenwart des VVN*. Berlin: VVN-BdA, 2007, 94 p.

[3] Pour une présentation détaillée du débat autour de la question de la reconnaissance des victimes, voir GROEHLER, Olaf. Integration und Ausgrenzung von NS-Opfern : zur Anerkennung und Entschädigungsdebatte in der Sowjetischen Besatzungszone Deutschlands 1945 bis 1949. *In* KOCKA, Jürgen (dir.). *Historische DDR-Forschungen : Aufsätze und Studien*. Berlin: Akademie-Verlag, 1993, pp. 105-127.

A ce titre, il est intéressant de noter qu'à partir de 1949, les membres de la conspiration du 20 juillet 1944 contre Hitler ne furent plus considérés comme résistants, ce qui les empêcha de bénéficier d'une reconnaissance en tant que victimes du IIIème Reich (*Verfolgter des Naziregimes,* VdN) et d'un statut particulier, notamment pour la retraite ou une éventuelle pension.

Au fur et à mesure, les autres victimes du national-socialisme – sans compter les victimes de la politique raciale dont la mémoire, depuis 1949, était bannie du discours officiel est-allemand[1] – furent écartées des institutions. Ainsi, les participants de l'attentat du 20 juillet 1944 qui avaient survécu furent discrédités car ils étaient soupçonnés par des fonctionnaires communistes de vouloir instaurer et perpétuer une contre-mémoire qui n'aurait pas été basée sur le modèle antifasciste dominant. Cette contre-mémoire semblait d'autant plus dangereuse aux yeux des dirigeants communistes qu'elle était véhiculée par ceux qu'on rapprochait intellectuellement de la restauration (ou perpétuation) du fascisme à l'Ouest : les militaires et la bourgeoisie.

A partir de 1947, cette catégorie, ainsi que des sociaux-démocrates, furent donc progressivement exclus de l'OdF, au prétexte d'une dilution des principes fondateurs de l'organisation :

> Wir haben als führende Kraft der deutschen Arbeiterbewegung, die allein imstande ist, über die einzelnen Phasen der deutschen Widerstandsbewegung eine richtungsweisende Beurteilung zu geben, in den vergangenen Jahren viel zu weitherzig und tolerant, manchmal bis zur Prinzipienlosigkeit die allgemeinen Darlegungen über die deutsche Widerstandsbewegung unterstützt bzw. mitgemacht[2].

Les dirigeants considéraient nécessaire, « gerade in der gegenwärtigen Zeit, da die Partei grösseres Gewicht auf völlige politische und ideologische Klarheit legen muss, (…) auch in Fragen der Widerstandsbewegung mit grösserer Grundsätzlichkeit vorzugehen als

---

[1] Pour une présentation détaillée de l'influence de l'antisémitisme stalinien et les débuts de la vague anti-cosmopolite, voir ILLICHMANN, Jutta. *Die DDR und die Juden : die deutschlandpolitische Instrumentalisierung von Juden und Judentum durch die Partei- und Staatsführung der SBZ/DDR von 1945 bis 1990*. Frankfurt a/M: Lang, 1997, 370 p., pp. 74-75 et 82-87; KESSLER, Mario. *Die SED und die Juden - Zwischen Repression und Toleranz : politische Entwicklungen bis 1967*. Berlin: Akademie-Verlag, 1995, 221 p., pp. 56-57.

[2] « Nous, en tant que force dirigeante du mouvement des travailleurs allemands qui seule est capable d'évaluer de manière directive les différentes phases du mouvement de résistance allemand, avons, ces dernières années, soutenu activement et participé à la présentation générale du mouvement de résistance allemand, de manière beaucoup trop compréhensive et tolérante, allant parfois jusqu'à la perte de nos principes. » Lex Ende, cité dans GROEHLER. Verfolgten- und Opfergruppen in der DDR. op. cit., p. 25.

bisher[1] ». « Fondamental » signifie ici : en ligne avec le programme politique du parti unique, le SED. En conséquence, cela amena à réduire l'interprétation de l'histoire à l'existence d'une résistance communiste interprétée, elle, de manière dogmatique. La notion de victime « passive » était désormais remplacée par celle d'une victime « active » : victime en raison de son engagement contre le régime et non pas en raison d'une prétendue appartenance ethnique, religieuse ou autre. Ainsi, la seule mémoire reconnue était celle des « résistants antifascistes », soit déportés dans les camps soit en exil à Moscou.

Les autres, en raison de leur « passivité », ne méritaient point – aux yeux du SED – qu'on se souvienne d'eux et que leur souffrance soit commémorée. Toutes ces incitations et interprétations s'inscrivaient dans les efforts menés par le régime communiste pour instaurer sa vision en tant que vision unique (et, par conséquent, dominante) et étouffer, ce faisant, toute possibilité de contestation.

C - La stabilisation de l'autoreprésentation

Durant les années 1948/1949 s'était forgée la conception idéologique de la résistance au IIIème Reich qui allait constituer l'interprétation officielle de la période de 1933 à 1945 jusque dans les années 1980. Elle s'appuyait sur trois éléments clés.

L'affirmation, d'abord, que la classe ouvrière, et notamment le KPD, était la force déterminante de la résistance allemande.

L'exigence, ensuite, d'une analyse différenciée de l'ensemble de la résistance allemande était l'occasion de diffamer d'autres mouvements de résistance et notamment leurs motivations. Les lignes de partage étaient celles entre « antifascistes » et « opposants à Hitler (*Hitlergegner*) », entre « victimes du fascisme (*Opfer des Faschismus*) » et « combattants contre le fascisme (*Kämpfer gegen den Faschismus*) » :

> (Es ist notwendig,) zwischen Antifaschisten und Hitlergegnern zu unterscheiden. Selbstverständlich waren alle Antifaschisten Hitlergegner, aber es ist nicht richtig, alle Hitlergegner Antifaschisten zu nennen, da viele eigene faschistische Ideen

---

[1] « (P)articulièrement en ce moment, où le parti met un accent plus prononcé sur une clarté politique et idéologique, il est nécessaire que les questions de la résistance soient abordées de manière plus fondamentale que par le passé. » Otto Winzer, cité dans Ibid. Winzer (1902-1975), exilé à Moscou en 1935, était ministre des affaires étrangères de la RDA de 1965 jusqu'à sa mort ; MÜLLER-ENBERGS, Helmut. Winzer, Otto. *In* MÜLLER-ENBERGS, Helmut / WIELGOHS, Jan / HOFFMANN, Dieter (dir.). *Wer war wer in der DDR ? Ein biographisches Lexikon*. Berlin: Links, 2000, p. 923.

> hatten und noch haben und wir schliesslich nicht anstelle des Hitlerfaschismus irgendeinen anderen Faschismus in Deutschland haben wollen[1].

Reuter et Hansel citent un article paru dans la *Deutsche Volkszeitung* du 1er juillet 1945 dans lequel cette opposition ressort très nettement :

> Opfer des Faschismus sind Millionen Menschen und alle diejenigen, die ihr Heim, ihre Wohnung, ihren Besitz verloren haben. Opfer des Faschismus sind die Männer, die Soldat werden mussten und in die Bataillone Hitlers eingesetzt wurden, sind alle, die für Hitlers verbrecherischen Krieg ihr Leben geben mussten. Opfer des Faschismus sind die Juden, die als Opfer des Rassenwahns verfolgt und ermordet wurden,sind die Bibelforscher und ‚Arbeitsvertragssünder'. Aber soweit können wir nicht den Begriff ‚Opfer des Faschismus' ziehen. Sie haben alle geduldet und Schweres erlitten, aber sie haben nicht gekämpft[2].

Cette opposition, finalement, entre antifascistes et opposants fut inspirée par l'interprétation économique du national-socialisme. Cela permit, dans l'opposition à la RFA, d'assimiler « antifasciste » à « anti-impérialiste » et de justifier la nature oppressive du régime est-allemand qui s'inscrivait dans la lutte contre le capitalisme et les « forces impérialistes occidentales ».

En raison de l'opposition croissante entre victimes politiques et raciales et dans le contexte de la campagne anti-cosmopolite dans l'ensemble du bloc soviétique, le VVN fut dissous le 15 janvier 1953. La campagne anti-cosmopolite connut son apogée en 1952 avec le procès Slansky en Tchécoslovaquie. Rudolf Slansky (1902-1952), ancien résistant communiste exilé et promu Premier ministre adjoint en 1951, était accusé (il a été condamné à mort après un procès politique) d'avoir collaboré avec les puissances occidentales, notamment avec Noel Field (intellectuel américain et prétendu agent de la CIA) qui avait aidé un grand

[1] « (Il est) nécessaire de différencier les antifascistes des opposants à Hitler, mais il n'est pas correct d'appeler tous les opposants à Hitler des antifascistes, car beaucoup avaient ou ont encore des idées fascistes et que, finalement, nous ne voulons pas que s'installe en Allemagne un autre fascisme à la place du fascisme hitlérien. » Extraits d'une analyse par le comité central du VVN de septembre 1948. Cité dans GROEHLER. Verfolgten- und Opfergruppen in der DDR. op. cit., p. 26.

[2] « Sont victimes du fascisme des millions de personnes et tous ceux qui ont perdu leur maison, leur appartement, leur propriété. Sont victimes du fascisme les hommes qui ont dû devenir soldats et qui ont été envoyés dans les bataillons d'Hitler et tous ceux qui ont dû payer le prix de leur vie pour la guerre criminelle d'Hitler. Sont victimes du fascisme les Juifs qui ont été persécutés tués victimes de la folie raciale, sont victimes les Témoins de Jéhovah et les asociaux. Mais nous ne pouvons pas aller jusque-là dans la définition du terme 'victimes du fascisme'. Ils ont tous souffert et subi des choses graves mais ils ne se sont pas battus. » REUTER. *Das kurze Leben der VVN*, op. cit., pp. 80-81.

nombre de communistes à s'exiler au Mexique via la France. Outre Slansky, dix autres personnes furent accusées et ensuite condamnées pour haute trahison[1].

Quatre raisons peuvent expliquer cette décision qui, par ailleurs, constitue un bon exemple de l'adaptation de l'organisation de la vie en société aux discours officiels.

Les anciens cadres du KPD dans le VVN, depuis 1948/1949, étaient difficiles à intégrer dans le *Front National* (*Nationale Front*[2]) car ils s'opposaient à la mentalité du « trait final » et à la politique de dénazification officielle. Ils critiquaient notamment la politique d'intégration, poursuivie par Ulbricht, des anciens membres du NSDAP dans le nouveau régime politique[3]. Ils adoptaient une posture morale et insistaient sur la nécessité d'une politique de dénazification plus rigoureuse qui correspondait davantage à la politique antifasciste présentée par le régime.

Les dirigeants du SED accusaient, ensuite, certains membres du VVN de ne pas avoir insisté de manière assez forte et suffisante sur le rôle joué par l'URSS dans la libération du fascisme hitlérien. La critique allait plus loin lorsqu'il était affirmé que « gewisse Überschätzungen des illegalen Kampfes in Deutschland führten bei Teilen der Mitglieder der VVN zur Überheblichkeit und zu sektiererischen Auffassungen, was in der Konsequenz zu Unterschätzung der Rolle der Sowjetunion als Befreierin vom Faschismus führen musste[4] ».

---

[1] Voir KAPLAN, Karel. "Le 'procès' politique de 1952 en Tchécoslovaquie." Communisme 26/27 (1990): 64-70; LUKES, Igor. "Der Fall Slansky." Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte 47.4 (1999): 459-501. Voir aussi KAPLAN, Karel. *Die politischen Prozesse in der Tschechoslowakei 1948-1954*. München: Oldenbourg, 1986, 228 p. Il est intéressant de noter que Paul Merker, l'un des partisans de réparations en faveur des Juifs, fut également visé et condamné en 1955 après avoir été accusé d'être un « agent sioniste ». Voir HERF, Jeffrey. "Antisemitismus in der SED : geheime Dokumente zum Fall Paul Merker aus SED- und MfS-Archiven." Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte 42.4 (1994): 635-667; KESSLER, Mario. "Ein Kommunist als 'König der Juden'? Absurde Verdächtigungen in DDR-Prozessen gegen Paul Merker." Tribüne: Zeitschrift zum Verständnis des Judentums 29.114 (1992): 130-134.

[2] Dans le *Nationale Front*, créé en mai 1949, étaient regroupés les partis politiques et les organisations de masse qui existaient en RDA. Le principal but de cette organisation était de contrôler l'influence des éléments constitutifs sur le développement socio-politique de la RDA et de s'assurer qu'ils respectaient la position dominante du SED. Voir Friedrich-Ebert-Stiftung. *Die nationale Front der DDR : ihre Rolle und Funktion*. Bonn, 1981, 41 p.

[3] Voir KAPPELT, Olaf. *Die Entnazifierung in der SBZ sowie die Rolle und der Einfluss ehemaliger Nationalsozialisten in der DDR als ein soziologisches Phänomen*. Hamburg: Kovac, 1997, 597 p; LEIDE, Henry. *NS-Verbrecher und Staatssicherheit: die geheime Vergangenheitspolitik der DDR*. Göttingen: Vandenhoeck und Ruprecht, 2005, 448 p.

[4] « Certaines surestimations de la lutte illégale en Allemagne ont conduit une partie des membres du VVN à la prétention et à des points de vue sectaires ce qui, en conséquence, a nécessairement abouti à une mésestimation du rôle de l'URSS comme libératrice du fascisme. » Archives de l'*Interessenverband der Verfolgten des Nazigreimes*, dossier « Dokumente im Zusammenhang mit der Beendigung der Arbeit der VVN und der

Les membres et dirigeants du VVN étaient, de plus, accusés d'avoir désobéi aux directives du parti et de ne pas avoir, en présence d'« ennemis du parti » dans les rangs du VVN, profité de l'occasion pour repenser les structures de l'organisation. Le but visé par cette politique était, tout simplement, de décrédibiliser toute autre forme de résistance au IIIème Reich (et par conséquent toute autre origine du pouvoir politique en place en RDA) que celle que représentaient les cadres ayant vécu en exil en URSS jusqu'en 1945.

Le VVN, finalement, était aussi accusé de ne pas recourir aux lieux (de mémoire) mêmes des crimes fascistes dans le but d'effectuer un travail éducatif et d'avoir, de manière plus générale, échoué dans sa mission d'analyse historique de la résistance allemande. On lui reprochait, notamment, de ne pas avoir été capable « ernsthafte Werke zur Geschichte des illegalen Kampfes unter dem Hitlerregime oder über einzelne Helden des Widerstandskampfes zu gestalten[1] ». En clair, la ligne commémorielle du VVN ne correspondait pas à l'idéologie officielle, ne coïncidait pas avec l'image héroïque attribuée à l'Armée rouge et fut donc, par conséquent, écartée sur décision politique.

En 1953, le Comité des combattants-résistants antifascistes (*Kommitee der antifaschistischen Widerstandskämpfer*, KdAW) succéda au VVN. Son appellation (combattants) mettait fin à toute ambiguïté possible et, par la même, marginalisait et écartait totalement les « victimes » qui en constituaient néanmoins le groupe le plus important. Son appellation organisationnelle de *comité* soulignait clairement sa nature et son affiliation politiques. Par ailleurs, ses membres étaient nommés par le Comité central du SED et l'organisation elle-même n'était plus une organisation de masse, mais une organisation dont les membres étaient triés sur le volet. Groehler caractérise le KdAW comme une sorte de « handverlesener Ehren- und Ältestenrat in Sachen Antifaschismus[2]». Les anciens membres du VVN étaient très réservés vis-à-vis du KdAW dont ils peinaient à reconnaître la légitimité,

Gründung des Komitees der antifaschistischen Widerstandskämpfer der DDR » (février/mars 1953). Cité dans GROEHLER. Verfolgten- und Opfergruppen in der DDR. op. cit., p. 28.

[1] « (D)e produire des ouvrages sérieux concernant l'histoire de la lutte illégale sous le régime hitlérien ou concernant des individualités héroïques de la résistance. » BARCK, Simone. Zeugnis ablegen. Zum frühen Antifaschismus-Diskurs am Beispiel des VVN-Verlages. *In* SABROW, Martin (dir.). *Verwaltete Vergangenheit. Geschichtskultur und Herrschaftslegitimation in der DDR*. Leizpig: Akademische Verlags-Anstalt, 1997, pp. 259-291, p. 289.

[2] « (C)onseil des anciens de l'antifascisme dont les membres étaient triés sur le volet. » GROEHLER. Verfolgten- und Opfergruppen in der DDR. op. cit., p. 29.

notamment parce que le titre honorifique de ‘résistant’ ne fut attribué (après 1958) qu’à ceux qui soutenaient activement le régime[1].

Le processus d’instrumentalisation de l’antifascisme communiste fut achevé en 1958 quand l’interprétation d’Ulbricht – selon laquelle une véritable résistance antifasciste avait eu lieu seulement quand celle-ci avait été dirigée par un membre du bureau politique fictif (le *Nationalkommitee Freies Deutschland*, NKFD) à Moscou[2] – fut définitivement imposée. Le *Comité national de l’Allemagne libre* était l’union des soldats et officiers allemands prisonniers en URSS et d’émigrants communistes allemands. Il fut créé en juillet 1943 sous la direction des futurs dirigeants de la RDA, Erich Weinert, Wilhelm Pieck, Walter Ulbricht. Le NKFD, qui était soutenu par l’URSS, publiait un hebdomadaire et entretenait une station radio. Le but, dans un premier temps, était d’encourager les soldats allemands à déserter[3].

Les communistes exilés étaient ainsi mis dans une position de supériorité par rapport à ceux qui étaient restés en Allemagne, position qui était renforcée par la reconnaissance des membres du NKFD comme « victimes du régime national-socialiste ». Désormais, ceux qui étaient restés en Allemagne après 1933 devaient justifier du fait que – et de la manière dont – ils avaient suivi les instructions de Moscou dans leur résistance, ce qui – dans les faits – avait rarement été le cas. Ainsi, le régime en place s’offrait une justification et une légitimation supplémentaires, lui permettant de tuer dans l’œuf toute contestation venant de l’intérieur du Parti.

---

[1] Voir SCHRÜTRUMPF, Jörn. 'Besprechungen zwischen VVN-Kameraden ... dürfen nicht mehr stattfinden' : Antifaschismus in der DDR. *In* VORSTEHER, Dieter (dir.). *Parteiauftrag : ein neues Deutschland - Bilder, Rituale und Symbole der frühen DDR*. München: Koehler und Amelang, 1997, pp. 142-152, p. 151; Bundesministerium für innerdeutsche Beziehungen. *DDR-Handbuch (Bd. 1 A-L)*. Köln, 1985, 852 p., pp. 734-735.

[2] Un excellent exemple de la pression exercée sur les historiens est celui d’un texte de Werner Plesse, (PLESSE, Werner. "Zum antifaschistischen Widerstandskampf in Mitteldeutschland (1939-1945)." Zeitschrift für Geschichtswissenschaft 2 (1954): 814-843.) qui traitait d’un groupe de résistance à Leipzig sans mentionner le comité central du KPD à Moscou. Hermann Axen, au nom du comité du SED berlinois pointait du doigt les « fautes de principe graves » du travail de Plesse et l’accusait « non seulement de ne pas avoir mentionné le rôle du comité central du KPD en tant que dirigeant et organisateur de la résistance antifasciste illégale, mais de l’avoir tout simplement rabaissé » et que, finalement, l’article « nuisait au parti ». Cité dans SABROW, Martin. Beherrschte Erinnerung und gebundene Wissenschaft: Überlegungen zur DDR-Geschichtsschreibung über die Zeit 1933 bis 1945. *In* CORNELISSEN, Christoph / KLINKHAMMER, Lutz / SCHWENTKER, Wolfgang (dir.). *Erinnerungskulturen : Deutschland, Italien und Japan seit 1945*. Frankfurt a/M: Fischer, 2003, pp.153-167, p. 163.

[3] Voir BUNGERT, Heike. *Das Nationalkommitee und der Westen : die Reaktion der Westalliierten auf das NKFD und die freien deutschen Bewegungen 1943-1948*. Stuttgart: Kleinert, 1997, 341 p.

La conséquence de l'officialisation de cette vision de l'histoire fut que « die Widerstandsgeschichte degenerierte zu einer leblosen und blutleeren Organisations- und Beschlussgeschichte, die nicht mehr die Schicksale der an ihr beteiligten Menschen und deren Biographien im Auge hatte, sondern ausschliesslich politische Deklamationen und Erklärungen[1] ». Elle était devenue un simple instrument de pouvoir.

Dans les années 1970, avec l'accession au pouvoir d'Erich Honecker, qui, lui-même avait été incarcéré à Brandebourg, la mise à l'écart des anciens résistants restés en Allemagne après 1933 semblait être terminée car, en janvier 1974, le Comité central du SED décida d'instaurer des comités d'anciens résistants au niveau local et communal. Pourtant, cette tentative, qui semblait viser la réhabilitation des anciens cadres du KPD fut un échec car, vu l'âge moyen des membres de ces nouveaux comités (67 ans), ceux-ci ressemblaient davantage à des rencontres nostalgiques entre anciens résistants et les ambitions politiques en étaient absentes. L'intention première du parti était la mise en relief, au niveau local, de l'héroïsme des résistants communistes dans la République de Weimar et le IIIème Reich, veillant ainsi à ce que la tradition antifasciste ne soit pas interrompue.

Pour fonctionner, cette appropriation de l'antifascisme nécessitait une figure antithétique, rôle attribué à la RFA. Celle-ci et notamment sa *Vergangenheitspolitik* étaient décriées comme perpétuation du fascisme sous la couverture d'un régime libéral et occidentalisé. En réaction à l'exode massif de la population est-allemande vers l'Ouest et à l'intégration de la RFA dans le bloc occidental, le régime communiste à Berlin commença à mettre en place une série d'attaques ciblées contre les dirigeants ouest-allemands. L'argument principal était celui de la continuité personnelle et institutionnelle du IIIème Reich au sein de l'appareil administratif, économique et politique de la République fédérale. Selon Berlin Est, d'anciens membres et haut-fonctionnaires du NSDAP étaient restés dans des positions clés de l'establishment ouest-allemand et étaient en mesure d'en déterminer les fondements - une accusation souvent fondée comme il a été démontré dans le précédent chapitre.

Il est important de noter une dualité dans l'argumentation : pour la RFA, ce qui comptait, aux yeux des protagonistes est-allemands, c'étaient les actions passées alors que,

---

[1] « L'histoire de la résistance dégénérait en une histoire organisationnelle et décisionnelle inerte et exsangue. Cette histoire ne se concentrait plus sur les destins de ceux impliqués et leur biographie, mais uniquement sur les déclamations et déclarations politiques. » GROEHLER. Verfolgten- und Opfergruppen in der DDR. op. cit., p. 29.

pour ses propres fonctionnaires, seules l'attitude contemporaine et l'acceptation des principes idéologiques communistes importaient, comme en témoigne l'intégration d'un bon nombre d'anciens national-socialistes dans l'appareil d'État aux différents niveaux. Face au refus d'Adenauer, dans l'affaire touchant son assistant personnel Hans Globke[1], de céder à la pression populaire attisée par la propagande est-allemande, la RDA avait trouvé un angle d'attaque dont l'impact était néanmoins réduit par son manque de crédibilité en raison de sa politique intérieure[2]. Globke et Theodor Oberländer, ancien penseur de la politique de population dans les territoires conquis à l'Est et à ce moment-là ministre responsable pour les expulsés, les réfugiés et les victimes de la guerre (*Bundesminister für Vertriebene, Flüchtlinge und Kriegsgeschädigte)* faisaient l'objet de procès instruits par Albert Norden devant la Cour suprême de la RDA en 1960 et 1963. Contrairement à Globke, Oberländer fut contraint de démissionner à la suite de la campagne est-allemande[3]. Les accusations portées contre les anciens national-socialistes cherchaient à montrer que « la bonne Allemagne, l'Allemagne qui s'est confrontée à son passé, qui l'a travaillé, l'a surmonté » s'imposerait en tant que « conscience de la nation devenue État[4] ». L'attaque était renouvelée dans le *Braunbuch* de 1965[5], listant plus de 1900 anciens national-socialistes lourdement accusés et criminels de guerre qui détenaient des positions clés dans le gouvernement ouest-allemand ou dans l'industrie ou qui bénéficiaient d'une retraite sur la base de leur activité professionnelle dans le IIIème Reich.

Le *Braunbuch* (livre marron) regroupait des informations compromettant un grand nombre d'individus exerçant des fonctions importantes dans la politique, la justice et l'industrie ouest-allemande. Il fut présenté le 2 juillet 1965 par Albert Norden, le responsable

---

[1] JACOBS. *Der Streit um Dr. Hans Globke in der öffentlichen Meinung der Bundesrepublik Deutschland 1949-1973: ein Beitrag zur politischen Kultur in Deutschland*, thèse de doctorat sous la direction de; REINHARDT, Stephan. "Der Fall Globke." Neue Gesellschaft - Frankfurter Hefte 5 (1995): 437-447.

[2] Voir LEMKE. « Kampagnen gegen Bonn. », art. cit.

[3] Voir SCHÜTT. *Theodor Oberländer*, op. cit; WACHS. *Der Fall Oberländer*, op. cit. La campagne contre Globke, en 1963, conçue comme le reflet du procès contre Eichmann à Jérusalem, a été décrite comme l'action de propagande la plus importante depuis la fondation de la RDA. LEMKE. « Kampagnen gegen Bonn. », art. cit., pp. 168-169. Voir aussi LEMKE. Instrumentalisierter Antifaschismus. op. cit., pp. 70-75.

[4] NORDEN, Albert. Im Namen des Guten Deutschlands. *In* Vereinigung demokratischer Juristen Deutschlands, VDJD (dir.). *Im Namen der Völker, im Namen der Opfer : Auszüge aus dem Protokoll des Prozesses gegen Dr. Hans Globke vor dem Obersten Gericht der DDR*. Berlin (Est), 1963, pp. 9-14. Cité dans HERF. *Divided memory*, op. cit., p. 184.

[5] NNFDD, Nationalrat der Nationalen Front des Demokratischen Deutschland. *Braunbuch: Kriegs- und Naziverbrecher in der Bundesrepublik (Staat, Wirtschaft, Armee, Verwaltung, Justiz, Wissenschaft)*. Berlin: Staatsverlag der Deutschen Demokratischen Republik, 1965, 387 p.

du SED pour la commémoration des crimes national-socialistes et de la guerre. Le *Braunbuch* détaillait les carrières dans les SS et dans le NSDAP de plus de 1900 individus. Rejetant l'ouvrage comme propagande communiste et allant même jusqu'à la confiscation d'une seconde édition à l'occasion du salon littéraire de Francfort sur le Main en 1967, la RFA fit de même. Un équivalent au *Braunbuch* fut édité en RFA dans lequel figuraient presque 900 noms de dignitaires du système est-allemand qui étaient accusés d'avoir été impliqués dans le national-socialisme. Le Comité d'investigation des juristes libres (*Untersuchungsausschuss freiheitlicher Juristen*) en collaboration avec le Ministère des Relations Inter-Allemandes (*Ministerium für innerdeutsche Beziehungen*) avait, dès 1958, publié un recueil équivalent (*Ehemalige Nationalsozialisten in Pankows Diensten*) qui connut cinq rééditions jusqu'en 1965[1].

Cette appropriation de l'antifascisme en tant qu'idéologie fondatrice de l'identité est-allemande impliquait également le refus d'intégrer la mémoire des autres victimes du national-socialisme, principalement les Juifs. Tout comme les communistes restés en Allemagne après 1933, ils furent désignés comme des « victimes » et non pas comme des « résistants ». De ce fait, ils ne méritaient pas la commémoration qui était réservée, selon la ligne politique du régime, aux seuls opposants actifs au IIIème Reich. C'est précisément de cette opposition active que les dirigeants du régime est-allemand, parachuté depuis Moscou, ont tiré leur légitimité et qui leur a permis de justifier les mesures répressives tout au long de l'instauration du « socialisme réellement existant ». Cette situation allait durer jusqu'à la reconnaissance tardive vers la fin des années 1980, de l'existence de victimes raciales, et était très probablement lié au contexte de l'octroi d'un prêt de plusieurs milliards de Deutsch-Mark en 1983 pour lequel la RFA s'était portée garante.

L'autoreprésentation antifasciste de la RDA se trouvait concrétisée par un processus d'abstraction de la mémoire, par une canonisation de l'interprétation historique du national-socialisme[2] et par une normalisation des rituels mémoriels politiques, notamment dans la « Journée internationale de commémoration pour les victimes de la terreur fasciste et jour de lutte contre la guerre impérialiste (*Internationaler Gedenktag für die Opfer des faschistischen Terrors und Kampftag gegen Faschismus und imperialistischen Krieg*, le second dimanche de

[1] Untersuchungsausschuss Freiheitlicher Juristen (dir.). *Ehemalige Nationalsozialisten in Pankows Diensten*. Berlin, 1958-1965, 40 p. (1958), 64 p. (1959), 103 p. (1960), 115 p. (1962), 101 p. (1965).

[2] Voir ci-dessous la partie sur « historiographie et l'identité nationale ».

septembre[1]) », les cérémonies d'initiation civique (*Jugendweihe*[2]), les manifestations pour la paix (*Friedenskundgebungen*), les serments publics des soldats et les lieux commémoratifs construits par le régime. Ces occasions étaient fondamentales pour la socialisation des citoyens de la RDA – et notamment la jeunesse – et ont été, après la Chute du Mur, analysées comme étant un des nombreux facteurs permettant d'expliquer la montée de l'extrême-droite dans les nouveaux *Länder*[3].

D - Crise et fin de la logique antifasciste

Tant que le sentiment de faire partie des « vainqueurs de l'histoire » et le consensus antifasciste étaient partagés et portés par une majorité de la population, ils contribuaient au maintien de la stabilité du système politique est-allemand[4]. L'idéologie pouvait être mobilisée

[1] Cette journée commémorative, bien qu'en souvenir du passé, était entièrement consacrée à la victoire du communisme dans le présent et tournée vers l'avenir. Il y régnait une « atmosphère militariste et une assurance de triompher ». Mêlant le deuil public à une vantardise historique, l'optimisme à une confiance absolue en l'avenir, elle cherchait à diffuser largement un sentiment de libération, de participation au progrès historique – et inévitable – de l'idéal socialiste. HERF. "Hegelianische Momente". op. cit., p. 205. Voir également MONTEATH. « A day to remember. », art. cit.

[2] Pour la symbolique politique des cérémonies d'initiation civique, voir SCHÜTZ, Sigrid. "Rituale in der politische Kultur der DDR: das Beispiel der Jugendweihe." Horch und Guck. Zeitschrift zur kritischen Aufarbeitung der SED-Diktatur 56 (2006): 21-24.

[3] BURKART, Günter (dir.). *Sozialisation im Sozialismus : Lebensbedingungen in der DDR im Umbruch*. Weinheim: Juventa-Verlag, 1990, 224 p; DANYEL, Jürgen Spätfolgen? Der ostdeutsche Rechtsextremismus als Hypothek der DDR-Vergangenheit und Erinnerungskultur. *In* BEHRENDS, Jan / LINDENBERGER, Thomas / POUTRUS, Patrice G. (dir.). *Fremde und Fremdsein in der DDR: zu historischen Ursachen der Fremdenfeindlichkeit in Ostdeutschland*. Berlin: Metropol Verlag, 2003, pp. 23-42; GEULEN, Dieter. *Politische Sozialisation in der DDR : autobiographische Gruppengespräche mit Anghörigen der Intelligenz*. Opladen: Leske + Budrich, 1998, 351 p; MICHALZIK, Martin. *"An der Seite der Genossen...": offizielles Jugendbild und politische Sozialisation im SED-Staat*. Melle: Knoth, 1994, 289 p; SCHUBARTH, Wilfried. "Verordneter Antifaschismus und die Folgen : das Dilemma antifaschistischer Erziehung am Ende der DDR." Aus Politik und Zeitgeschichte 9 (1991): 3-16. Certaines approches autobiographiques ont également tenté de reconstruire cette socialisation, voir BIALAS, Wolfgang. "Antifaschismus in der DDR : historisch-kritische Aufräumarbeiten." Das Argument 35 (1993): 551-570; MARON, Monika. Ich war ein antifaschistisches Kind. *In* MARON, Monika (dir.). *Nach Massgabe meiner Befreiungskraft : Artikel und Essays*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1993, pp. 9-29; WITTICH, Bernd. Initiationen zum Antifaschisten : folgenreicher engagierter Antifaschismus. *In* RAUSCHENBACH, Brigitte (dir.). *Erinnern, Wiederholen, Durcharbeiten : zur Pyschoanalyse deutscher Wenden*. Berlin: Aufbau-Verlag, 1992, pp. 180-188. Dans ce contexte, il est intéressant de noter que la Stasi commença à enquêter à partir du début des années 1980 sur les « jeunes négatifs et décadents » quand le nombre de groupes de skinheads augmenta considérablement et que ceux-ci commencèrent à attirer l'attention en commettant des attaques ; voir SÜSS, Walter. "Zur Wahrnehmung und Interpretation des Rechtextremismus in der DDR durch das MfS." Deutschland Archiv 26.4 (1993): 388-406.

[4] Certains auteurs considèrent que les changements des paradigmes historiques et mémoriels survenus à partir du début des années 1980 ont contribué à l'accélération de l'effondrement du système socialiste. La réhabilitation à partir de 1984 du groupe du 20 juillet 1944 dont les membres, auparavant, avaient été considérés comme des réactionnaires antisoviétiques et représentants de la caste militaire constitue un exemple concret de la fin du mythe des résistants communistes. Voir KUPPE, Johannes L. Das Geschichtsbewusstsein in der DDR. *In*

dans des moments de crise afin de discréditer les positions critiques, notamment lors des remises en question du système répressif. Malgré les différences existantes, le « consensus » dans la société est-allemande autour de l'antifascisme empêchait une remise en cause fondamentale du système politique lui-même. Celle-ci advint dès lors que – après plusieurs décennies – les biographies des leaders politiques est-allemands étaient trop usées pour servir de légitimation et d'identificateurs du « socialisme réellement existant ».

Autrement dit, l'antifascisme fondateur de la RDA, en tant que consensus et force créatrice du « socialisme réellement existant », s'est transformé en instrument politique de la légitimation d'un pouvoir devenant, avec le temps, de plus en plus autoritaire et qui s'éloignait de l'idéal antifasciste en le vidant de son sens en prenant la forme du système « vaincu », notamment en instaurant un État de surveillance et de contrôle[1].

C'est une ironie de l'histoire de constater que le nouveau régime – et « la lutte symbolique pour la libido du peuple[2] » – était renforcé grâce au remplacement des symboles du national-socialisme par un nouvel appareil symbolique qui utilisait les mêmes logiques de masse. Les « originaux » du IIIème Reich avaient été « remplacés » par la symbolique et le vocabulaire communistes, mais leur conception ressemblait jusqu'aux derniers détails aux originaux refoulés et reniés[3]. Néanmoins, la multiplication ou le recours « excessif » à ces pratiques était nécessaire car

> (e)ines jedoch war nicht zu leugnen: Nur wenige Deutsche hatten Widerstand gegen die NS-Diktatur geleistet. Insofern konnte der antifaschistische Gründungsmythos der DDR nicht über individuelle, in der alltäglichen Kommunikation zirkulierende – daher: kommunikative – Erinnerung hergestellt werden. Vielmehr blieb er auf kulturelle Vermittlungsformen wie Rituale,

---

WEIDENFELD, Werner (dir.). *Geschichtsbewusstsein der Deutschen: Materialien zur Spurensuche einer Nation*. Köln: Verlag Wissenschaft und Gesellschaft, 1987, pp. 165-185, p. 182. Voir aussi HOLLER, Regina. *20. Juli 1944: Vermächtnis oder Alibi?* München: Saur, 1994, 359 p; REICH, Ines. "Der 20. Juli 1944 in der Geschichtswissenschaft der SBZ/DDR seit 1945." Zeitschrift für Geschichtswissenschaft 39.6 (1991): 533-553.

[1] Sur le débat autour de la nature « dictatoriale » de la RDA, mené à la fin des années 2000 dans le contexte des prises de positions de Gesine Schwan (alors candidate à la Présidence de la République fédérale) attestant que la RDA n'avait pas été un Etat de non-droit, voir, entre autres, l'interview de l'historien Heinrich August Winkler, . "Die DDR war vom Anfang bis zum Ende eine Diktatur". http://www.spiegel.de/politik/deutschland/interview-mit-historiker-winkler-die-ddr-war-vom-anfang-bis-zum-ende-eine-diktatur-a-625785.html (consulté le: 20.05.2009).

[2] BIALAS. Antifaschismus als Sinnstiftung. op. cit., p. 165.

[3] *Ibid.*, p. 166.

> Denkmäler, Literatur und Bildende Künste angewiesen, um überhaupt erst Eingang in das kollektive Gedächtnis der DDR-Bürger zu finden[1].

Ce mythe reposait, au contraire, sur la transmission politique, mémorielle et culturelle afin d'entrer dans la mémoire collective de la RDA : « Daraus erklärt sich der exzessive Einsatz solcher Vermittlungsformen, um den Mythos von der Geburt der DDR aus dem antifaschistischen Widerstand in den Köpfen der Menschen zu verankern[2]. ». Cet endoctrinement se faisait à tous les niveaux et dès le plus jeune âge dans les différentes organisations du parti – à l'instar de ce que le régime national-socialiste avait mis en place entre 1933 et 1945.

La question de la responsabilité du peuple allemand pour les crimes commis en son nom et la responsabilité individuelle qui en découlait étaient des enjeux centraux dans la détermination d'un possible avenir dans les années suivant la guerre, d'abord dans les différentes zones d'occupation, puis dans les deux États. Alors qu'à l'Ouest – dans un premier temps – une chape de plomb semble s'être posée sur la mémoire collective, permettant la concentration sur la reconstruction économique et forçant l'éclatement de la question mémorielle quelques décennies plus tard en favorisant l'ancrage de la mémoire comme « mythe fondateur », le « consensus fondateur antifasciste », tel qu'il a été décrit ci-dessus, fit prendre un autre chemin à la RDA.

Dans toute l'Allemagne, dans les années de l'immédiat après-guerre, une discussion sur les conséquences à tirer du IIIème Reich et la question de la culpabilité et des responsabilités fut menée. Hannah Arendt, dans un texte écrit pendant son exil américain en 1944 et publié en Allemagne en 1945, la formulait ainsi :

> Inzwischen geht es weder darum, das Selbstverständnis zu beweisen, nämlich das Deutsche nicht seit Tacitus Zeiten bereits latente Nazis waren, noch das Unmögliche zu demonstrieren, dass alle Deutschen eine nazistische Gesinnung haben; sondern darum sich zu überlegen, welche Haltung man einnehmen kann, wie man es ertragen kann, sich mit einem Volke konfrontiert zu finden, in welchem die Linie, die Verbrecher von normalen Menschen, Schuldige von

---

[1] « Une chose ne pouvait cependant pas être niée : seuls peu d'Allemands avaient résisté contre la dictature national-socialiste. Dans cette mesure, le mythe fondateur antifasciste de la RDA ne pouvait pas être établi à travers une mémoire circulant dans la communication individuelle quotidienne – donc : communicative. Il restait plutôt dépendant de moyens de transmission culturelle comme les rites, monuments, littérature et arts plastiques pour pouvoir être intégré dans la mémoire collective des citoyens de la RDA. » WOLFRUM. Die beiden Deutschland. op. cit., p. 163.

[2] « De cette manière s'explique l'utilisation excessive de tels modes de transmission, dont le but était d'ancrer le mythe comme issu de la naissance de la RDA de la résistance antifasciste dans la tête des gens. » *Ibid.*, p. 163.

> Unschuldigen trennt, so effektiv vermischt worden ist, dass morgen niemand in Deutschland wissen wird, ob er es mit einem heimlichen Helden oder einem ehemaligen Massenmörder zu tun hat[1].

Cette interrogation sur la culpabilité allemande était également présente chez certains cadres communistes, notamment parmi ceux qui avaient été en exil dans les pays occidentaux, comme le groupe autour de Paul Merker[2] à Mexico City et celui autour de Wihelm Koenen[3] à Londres. Dans les premières années d'après-guerre, il y avait incontestablement une volonté chez certains cadres et penseurs communistes, de réfléchir non seulement à la question de l'implication politique du peuple allemand dans le régime national-socialiste, mais également d'aborder la question de la défaillance de la politique du parti communiste dans les années 1930. En témoigne l'appel du 11 juin 1945 qui s'adressait ouvertement aux dix millions Allemands qui avaient donné leur voix pour le NSDAP en 1933 et qui avaient assisté au démantèlement des institutions démocratiques, à la mégalomanie impérialiste à l'idéologie raciste et qui s'étaient laissés leurrer :

> Selbst wenn dieses Schuldeingeständnis die gesamte Problematik der verfehlten Widerstandsstrategie unmittelbar nach 1933, die Auswirkungen der Subordination unter sowjetische außenpolitische Interessen und die Folgen stalinistischer Repressalien ausklammert und lediglich auf das Scheitern der Einheitsbestrebungen der Arbeiterbewegung abhebt, war es zunächst ein Ansatz, der sich jenseits späteren Überlegenheitsdünkels bewegte[4].

Néanmoins, et au fur et à mesure de la consolidation du régime communiste en Allemagne de l'Est, ces voix devinrent minoritaires et furent, finalement, écartées par les dirigeants du SED afin de garantir leur monopole discursif et, par là, consolider leur pouvoir politique.

---

[1] « Entre-temps, il ne s'agit ni de prouver l'évident, c'est-à-dire que les Allemands n'étaient pas des nazis latents depuis le temps de Tacite, ni de démontrer l'impossible, c'est-à-dire que tous les Allemands ont une mentalité de nazi, mais de réfléchir à la position que l'on peut prendre quand on est confronté à un peuple dans lequel la ligne qui sépare les criminels des gens normaux, les coupables des innocents a été effacée de manière si efficace que personne en Allemagne, à l'avenir, ne saura s'il a affaire à un héros secret ou à un ancien meurtrier de masse. » ARENDT, Hannah. "Organisierte Schuld." Die Wandlung 1.4 (1945/1946): 333-344, p. 337.

[2] Pour la figure emblématique de Paul Merker, voir HERF, Jeffrey. "East German communists and the Jewish question : the case of Paul Merker." Journal of Contemporary History 29.4 (1994): 627-661; KESSLER, Mario. "Im Widerstreit mit Moskau : Paul Merker und die Bewegung 'Freies Deutschland'." Beiträge zur Geschichte der Arbeiterbewegung 34.3 (1992): 29-42.

[3] MÜLLER-ENBERGS. Koenen, Wilhelm. op. cit.

[4] « Même si cette reconnaissance de la faute laisse de côté toute la problématique de la stratégie ratée de la résistance au régime directement après 1933, les conséquences de la subordination aux intérêts de la politique étrangère soviétique et les conséquences des représailles staliniennes et se concentre sur l'échec des tentatives d'unification du mouvement ouvrier, il s'agissait néanmoins d'une approche au-delà de la suffisance moralisante ultérieure. » DANYEL. « Vom schwierigen Umgang mit der Schuld. », art. cit., p. 919.

Une des raisons du succès du consensus antifasciste – jusqu'à son épuisement vers la fin des années 1970 – était la possibilité ainsi offerte aux individus d'être intégrés dans le nouvel ensemble politique sans faire référence à leur passé personnel et à leurs convictions antérieures. Ils pouvaient se fondre dans la masse d'antifascistes, au côté des vainqueurs soviétiques, et oublier leur passé ainsi que les victimes juives. Le travail de mémoire proposé était préformaté et ne nécessitait aucune implication individuelle autre que l'acquiescement et le retrait dans la sphère privée (*Nischengesellschaft*). Le système politique prenant, au fur et à mesure, la même nature autoritaire que le régime national-socialiste, il rendait impossible tout débat neutre sur le passé et le travail de mémoire.

E - Transformer et intégrer : les anciens national-socialistes en RDA

Es konnte der Eindruck entstehen, Hitler sei ein Westdeutscher gewesen[1].

La confiance dans la cohérence et la réussite de l'antifascisme officiel revêtait une fonction identitaire et intégratrice qui permettait d'échapper à une remise en question sérieuse du passé des individus et de leurs convictions personnelles : les biographies héroïques des dirigeants politiques offraient une perspective positive du passé et celle-ci était largement diffusée et toute autre vision écartée. Ils étaient les « héros antifascistes » que le peuple pouvait admirer et cette admiration était fortement incitée et encouragée par la propagande. Wolfgang Bialas parle même d'une « entente tacite » entre les dirigeants politiques et le peuple. Une entente grâce à laquelle la majorité de la population acceptait les changements et les compétences de l'élite dirigeante tout en s'adaptant au nouveau cadre de vie que lui offrait la RDA[2]. En ce sens, l'antifascisme officiel était « fonctionnel » car il permettait l'intégration des anciens membres du NSDAP, des soldats de la *Wehrmacht* et tous ceux qui avaient soutenu le national-socialisme, à condition qu'ils oublient leurs anciennes convictions.

La transformation de l'antifascisme d'une mémoire concrète en une idéologie partagée était nécessaire pour l'intégration de la société de la jeune RDA :

> Die Transformation des Antifaschismus von der *konkreten Erinnerung* (en italique dans l'original), von der der individualisierenden (d.h. die Verantwortung

[1] « On pouvait facilement avoir l'impression qu'Hitler avait été un Allemand de l'Ouest. » WOLFRUM. Die beiden Deutschland. op. cit., p. 162.

[2] BIALAS. Antifaschismus als Sinnstiftung. op. cit., p. 165.

> und Schuld des Einzelnen thematisierenden) Aufarbeitungsstrategie hin zu einer *entdifferenzierten Bekenntnisideologie* (en italique dans l'original) war eine Voraussetzung bzw. Begleitbedingung für einen relativ *spannungsfreien gesellschaftlichen Integrationsprozess* (en italique dans l'original) in der Frühphase der DDR[1].

Wilhelm Pieck mettait l'accent sur cette logique intégratrice qui, comme d'ailleurs à l'Ouest, constituait un équilibre et un éternel conflit entre, d'un côté la revendication et l'exigence de la dénazification et le nécessaire recours aux compétences des individus concernés pour la reconstruction du pays, d'un autre côté :

> Wir reichen dazu auch all denen die Hand, die zwar Mitglieder der Nazipartei waren, sich aber an ihren Verbrechen nicht beteiligten und die entschlossen sind, aktiv an der Ausrottung des Nazismus und bei der Durchführung unserer Aufgaben und der Verwirklichung unserer Ziele mitzuwirken. Wir wollen ihnen damit helfen, sich von der Schande zu befreien, die mit ihrer Zugehörigkeit zur Nazipartei verbunden war. Es sollen ihnen alle Möglichkeiten gegeben sein, sich in der Aufbauarbeit zu bewähren und sich damit das Vertrauen zu erwerben, auch Mitglied einer der antifaschistisch-demokratischen Parteien zu werden[2].

Cette intégration était juridiquement accompagnée par la « loi sur l'exonération des sanctions pour les anciens membres et partisans du parti national-socialiste et les officiers de la Wehrmacht (*Gesetz über den Erlass von Sühnemassnahmen für ehemalige Mitglieder und Anhänger der Nazipartei und Offiziere der Wehmacht*) » du 11 novembre 1949 et par la « loi concernant les droits civiques des anciens membres de la Wehrmacht fasciste et les anciens membres et partisans du parti nazi (*Gesetz über die staatsbürgerlichen Rechte der ehemaligen Offiziere der faschistischen Wehrmacht und der ehemaligen Mitglieder und Anhänger der Nazipartei*) » du 2 octobre 1952, qui permettaient l'intégration totale de ces personnes dans la nouvelle société est-allemande.

Comme indiqué ci-dessus, ce qui comptait aux yeux des dirigeants politiques est-allemands n'était pas tant ce qu'un individu avait fait dans le passé, mais comment il se

---

[1] « La transformation de l'antifascisme d'une *mémoire concrète*, d'une stratégie individualisante du travail de mémoire (c'est-à-dire thématisant la responsabilité et la culpabilité individuelles) en une idéologie confessionnelle dédifférenciée était un prérequis voire une condition pour un processus d'intégration sans frictions de la société dans la phase initiale de la RDA. » DANYEL. Die Opfer- und Verfolgtenperspektive als Gründungskonsens?, op. cit., p. 42.

[2] « Dans ce but, nous tendons la main à ceux qui, même s'ils ont été membres du parti nazi, n'ont pas participé aux crimes nazis et qui sont déterminés à contribuer activement à l'éradication du nazisme, à la concrétisation de nos devoirs et à la réalisation de nos buts. Ainsi, nous voulons les aider à se libérer de la honte qui est liée à leur appartenance au parti nazi. De ce fait, nous leur donnons toutes les possibilités de faire leurs preuves dans le travail de reconstruction et de gagner la confiance nécessaire pour devenir membres d'un des partis antifascistes démocratiques. » Wilhelm Pieck lors d'une manifestation à Berlin début 1946. Cité dans *ibid.*, p. 92.

positionnait dans le présent et par rapport au système politique en place. Le Parti l'aidait, en quelque sorte, à se libérer de son passé et de ses « péchés » en l'intégrant dans la réalisation du projet politique communiste.

La logique derrière la fin de la dénazification[1] et la tentative de fidéliser les anciens membres du NSDAP au nouveau régime visait la consolidation et la garantie d'une loyauté à l'intérieur[2] et une fermeture sur l'extérieur. L'extérieur, c'était premièrement la RFA dont on voulait empêcher la prétendue remilitarisation, comme le souligne l'extrait d'un discours de Franz Dahlem[3] du VVN le 1er avril 1951 :

> (D)as zentrale Problem der deutschen Politik (besteht) darin, die Remilitarisierung in Westdeutschland zu verhindern, und die Kriegspläne der Amerikaner zum Scheitern zu bringen. Es kommt jetzt darauf an, alle Menschen zu gewinnen, die aus irgendwelchen Gründen für den Frieden sind, d.h. es muss alles getan werden, um den Kriegsvorbereitern alle Reserven wegzunehmen, aus denen sie Söldner für ihre Formationen schöpfen können. Für die VVN bedeutet es, keine unkluge und falsche Politik gegenüber jene Volksschichten zu führen, die das Hitlerregime mehr oder minder aktiv mitgemacht haben alles zu vermeiden, was die Menschen aus diesen Schichten von uns abstoßen und in die Reserve für den amerikanischen Imperialismus hineinstoßen könnte[4].

L'intégration des anciens sympathisants du IIIème Reich avait certes une légitimité et une utilité politique (et, surtout, administrative et économique) en raison des compétences nécessaires qu'ils représentaient. Mais la conséquence principale était qu'une réflexion sur le comportement de la majorité de la population – l'adaptation à et l'opportunisme envers la RDA – et sur les structures sociales, politiques et culturelles qui avaient rendu possible l'avènement du IIIème Reich était empêchée et non souhaitée par le régime est-allemand.

---

[1] Pour une étude détaillée sur le développement de la dénazification en RDA, voir

KAPPELT. *Die Entnazifierung in der SBZ sowie die Rolle und der Einfluss ehemaliger Nationalsozialisten in der DDR als ein soziologisches Phänomen*, op. cit.

[2] Afin de permettre une intégration politique des anciens *Parteigenossen*, le SED fonda, en mai 1948, le *Parti national-democratique allemand* (NDPD) ; voir WEBER, Hermann. *Die DDR 1945-1990*. München: Oldenbourg, 2006, IX-355 p., pp. 23-24.

[3] (1892-1981) Membre du Bureau politique du SED et responsable des cadres du Parti ; MÜLLER-ENBERGS. Dahlem, Franz. op. cit.

[4] « Le problème central de la politique allemande consiste dans le fait d'éviter la remilitarisation de l'Allemagne de l'Ouest et de faire échouer les plans de guerre américains. Il s'agit maintenant de gagner tous ceux qui sont, d'une manière ou d'une autre, pour la paix ; c'est-à-dire que nous devons tout faire pour soustraire à ceux qui préparent la guerre toutes les réserves dans lesquelles peuvent être recrutés des mercenaires de leurs armées. Pour le VVN, cela implique de ne pas mener une politique imprudente et erronée envers les couches de la population qui ont participé au régime hitlérien de manière plus ou moins active et d'éviter tout ce qui pourrait éloigner de nous les personnes de ces couches et les pousser dans les réserves de l'impérialisme américain. » Cité dans DANYEL. Die Opfer- und Verfolgtenperspektive als Gründungskonsens?, op. cit., p. 43.

L'attitude de Berlin Est quant aux comportements individuels entre 1933 et 1945 revenait très clairement à tirer un trait sur le passé.

L'importance accordée durant les premiers temps de l'immédiat après-guerre au soutien massif qu'Adolf Hitler et le NSDAP avaient connu avant leur accession au pouvoir diminua progressivement au profit d'une interprétation marxiste de l'histoire, telle qu'elle avait été donnée par Georgi Dimitroff en 1933 qui décrivait le fascisme comme « la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins et les plus impérialistes du capital financier[1] ». Au lieu de recourir à la thèse de la « catastrophe » nationale telle qu'elle était dominante durant les premières années d'après-guerre en Allemagne de l'Ouest, les forces ayant conduit au national-socialisme étaient ici extériorisées. Le résultat fut le même : la déculpabilisation de l'individu.

Une des conséquences de la logique antifasciste décrite ci-dessus, était de considérer l'État est-allemand et le peuple de la RDA comme les « vainqueurs de l'histoire ». Toute responsabilité – ou engagement en faveur de réparations pour les victimes juives – pouvait ainsi être rejetée sur les « autres », en l'occurrence l'ennemi de classe à l'Ouest. La question de la culpabilité individuelle était masquée et le régime, présenté comme le continuum de la lutte antifasciste et anticapitaliste avant et durant la guerre, s'attribuait ainsi une place qui, historiquement, ne lui revenait pas. Le récit de la période entre 1933 et 1945 fut réduit à l'opposition entre les résistants communistes et une élite impérialo-fasciste, ce qui entraîna l'éviction mémorielle des crimes raciaux du IIIème Reich. Comme, aux yeux des dirigeants est-allemands, la RDA avait gagné la guerre au côté de l'URSS et qu'elle avait éradiqué toute trace de fascisme ainsi que ses racines, il ne lui incombait pas de participer à l'effort financier envers les victimes de la politique raciale.

La majorité de la population, qui avait participé plus ou moins activement, permettant ainsi au régime de se maintenir en vie, se trouvait de ce fait du côté des victimes de la barbarie national-socialiste : « Es entstand unwillkürlich die Sicht auf ein Volk, das mehrheitlich hinter Zuchthausmauern und KZ-Stacheldraht saß oder im Widerstand war[2]». Ce mythe de la résistance fut projeté sur l'ensemble de la classe ouvrière qui constituait le

[1] KERSHAW, Ian. *Qu'est-ce que le nazisme? Problèmes et perspectives d'interprétation*. Paris: Gallimard, 1997, 538 p., pp. 43-44.

[2] « Instinctivement se forma la vision d'un peuple qui, en grande majorité, se trouvait derrière les murs des prisons et les barbelés des camps de concentration ou était actif dans la résistance. » KÜHNRICH. « Antifaschismus in der DDR. », art. cit., p. 826.

fondement de la « patrie des ouvriers et paysans ». Et ceux qui avaient en effet appartenu au NSDAP étaient « libérés » de leur passé par leur adhésion au projet politique et social du SED.

En retour, l'externalisation de la culpabilité impliqua un effet pervers. Les sympathisants du régime national-socialiste, tant qu'ils n'étaient pas démasqués et condamnés en tant que criminels de guerre, pouvaient, sans avoir à retravailler leur biographie, se considérer comme des victimes du régime qu'ils avaient servi ou, au moins, soutenu soit activement soit passivement. Ainsi, avec la fin de la dénazification, les poursuites juridiques cessèrent. Par conséquent, à la différence de la RFA, la RDA ne connut aucun scandale public ou juridique notable impliquant d'anciens national-socialistes restés sur son territoire. En revanche, cela semble pertinent si l'on suit l'argumentation officielle qui mettait en avant que le fascisme avait été complètement éradiqué en RDA. La concentration sur les représentants de la résistance communiste et l'accentuation de l'antifascisme ont certainement permis à une grande partie de la population de tirer un trait sur le passé en général et sur leur passé personnel en particulier.

Cette logique renforça également l'externalisation de la question de la culpabilité vers la RFA où, selon la propagande, le fascisme allemand survivait puisque les éléments capitalistes qui l'avaient porté au pouvoir continuaient à gouverner.

La République voisine était considérée, au fil des années, comme une base de repli des forces politiques national-socialistes et comme lieu de perpétuation de la pensée et de l'action fascistes. Cette interprétation fut facilitée par l'absence de renouvellement fondamental du personnel dans les domaines de la justice, de la politique et de l'enseignement. Les dirigeants et intellectuels est-allemands s'attaquaient d'autant plus vivement à cette situation que cela leur permettait d'étouffer une dénazification moins efficace en réalité que proclamée[1].

Le monopole de l'interprétation participa de la création d'une double mémoire, officielle et privée, qui, de manière plus accentuée qu'en Allemagne de l'Ouest, éloignait la population et son vécu de la vision officielle de l'histoire et créa un abîme qui se perpétua durant plusieurs générations. En raison de ce déficit de travail de deuil et d'une véritable mise à plat de la propre défaillance pendant les années de 1933 à 1945, le passé vécu et

[1] Pour l'instrumentalisation de la question de la continuité, voir LEMKE. « Kampagnen gegen Bonn. », art. cit; LEMKE. Instrumentalisierter Antifaschismus. op. cit.

l'antifascisme officiel se trouvaient côte-à-côte sans véritables liens. L'antifascisme officiel contribua massivement à la répression et au refoulement du passé vécu. Il s'agissait d'un « consensus » entre les gouvernants et les gouvernés : les uns acceptaient le passé des autres si ces derniers ne mettaient pas en cause l'idéologie officielle de l'antifascisme vainqueur du national-socialisme.

Le fait de se trouver du côté des vainqueurs de l'histoire impliquait une relation conflictuelle et ambiguë par rapport à l'Holocauste et à ses survivants, les intellectuels et communistes juifs, et à l'État d'Israël. Cette relation conflictuelle rendit, de nouveau, visibles les changements, inversant les rôles dans la relation au passé.

II - L'antisémitisme institutionnalisé : la relation ambiguë à l'Holocauste et à l'État d'Israël

Wenn wir das belassen, erscheint es wieder, als wäre der Kampf gegen die Juden schlimmer als gegen die Kommunisten gewesen[1].

In der Nachschau der DDR (kamen) eigentlich keine Juden vor. (…) In Geschichtsbüchern und historischen Debatten war das Jüdische kein Thema[2].

La survalorisation morale de la résistance des dirigeants communistes et la sacralisation des anciens résistants dans le processus de construction identitaire de la République démocratique réduisirent considérablement un véritable travail de mémoire et, surtout, mirent un frein à la disposition d'accepter une responsabilité juridique pour les crimes commis.

Alors que la RFA témoignait de sa volonté d'effectuer un travail de mémoire – certes avec des intentions ambiguës, des résistances et des lenteurs dans la réalisation – en reconnaissant la nécessité d'élaborer des politiques de réparation qui visaient particulièrement l'Etat d'Israël naissant, de tels efforts ne virent jamais le jour en RDA. La justification principale fut, à partir des années 1950, que le régime avait « éradiqué » « les causes économiques et sociales de toute forme de fascisme, chauvinisme et de haine raciale » et avaient ainsi consommé une rupture avec la période de 1933 à 1945[3]. La RDA avait définitivement « vaincu » le national-socialisme.

Toute réparation envers des Juifs ou l'État d'Israël perdait de cette manière son sens alors que les efforts de la RFA dans ce domaine purent être interprétés comme des tentatives de masquer la continuité avec le IIIème Reich ou, a minima, une reconnaissance de la culpabilité des Allemands de l'Ouest.

---

[1] « Si on laisse ça comme ça, on aura encore l'impression que la bataille contre les Juifs aura été plus dure que celle contre les communistes. » Cité dans SABROW. Beherrschte Erinnerung. op. cit., p. 159.

[2] « Rétrospectivement, il n'y avait pas de Juifs en RDA (...). Dans les livres d'histoire et dans les débats historiques, la judéité n'était pas abordée. » RUNGE, Irene. Sind Einsichten Ansichtssache ? Oder : Das Verkennen der jüdischen Frage. *In* WEISSBECKER, Manfred / KÜHNL, Reinhard (dir.). *Rassismus, Faschismus, Antifaschismus : Forschungen und Betrachtungen*. Köln: PapyRossa, 2000, pp. 357-364, p. 360.

[3] MERTENS, Lothar. "Juden in der DDR : eine schwindende Minderheit." Deutschland-Archiv 19 (1986): 1192-1203, p. 1193.

L'abandon de la « question juive » s'appuyait également sur l'interprétation marxiste selon laquelle la motivation principale du national-socialisme n'était point une question de race, mais de classe. L'extermination des Juifs européens était placée au même niveau que les autres persécutions politiques et considérée comme une des logiques inhérentes à la logique capitaliste d'oppression et ne représentait, dans la logique officielle, qu'un « accessoire » de l'histoire[1]. Elle était, par conséquent, considérée comme étant moins importante que la persécution des résistants antifascistes par le régime national-socialiste.

L'idéologie communiste ne chercha d'ailleurs pas à expliquer les fondements antisémites du national-socialisme, ses origines étant identifiées dans le capitalisme. La figure de la victime juive ne convenait pas à la rhétorique officielle des résistants comme explicité ci-dessus. L'image qu'elle offrait aux yeux des élites communistes était celle d'une souffrance effarante, mais qui s'était passée de tout acte de résistance et ne méritant, par conséquent, aucune commémoration.

A - La « question juive[2]»

Olaf Groehler distingue trois positions au sein du SED par rapport à la « question juive[3] ». Elle était tout d'abord, selon Walter Ulbricht et Hermann Matern[4], exclusivement une question de classe. Toute concentration sur la souffrance juive était interprétée comme une « Verwestlichung (*occidentalisation*) » de la pensée. La vague de répression lors de la campagne anti-cosmopolite de 1952/1953, prolongeant la vague répressive en URSS, témoigne de ce rejet.

---

[1] GROEHLER. Der Umgang mit dem Holocaust in der DDR. op. cit., p. 234.

[2] Le terme « question juive (*Judenfrage*) » était utilisé en Allemagne depuis le milieu du 19ème siècle. A l'origine, il désignait les questions relatives à l'émancipation des juifs dans les différents États allemands. Depuis les années 1860, les nationalistes se sont appropriés ce terme pour désigner le danger que représenteraient les juifs pour l'unité nationale. Par la suite, il a définitivement pris sa connotation antisémite, sous-entendant l'existence d'un complot juif international. Les national-socialistes se sont appropriés le terme pour désigner la « solution finale », l'extermination des juifs européens. BEIN, Alex. *Die Judenfrage : Biographie eines Weltproblems (2 tômes)*. Stuttgart: DVA, 1980, XVI-464/VII-429 p.

[3] GROEHLER. Der Umgang mit dem Holocaust in der DDR. op. cit., pp. 236-239.

[4] Après la dissolution du VVN en 1953, Hans Matern prit la tête du Comité des résistants antifascistes (*Komitee der Antifaschistischen Widerstandskämpfer*). Il était un des responsables politiques de la persécution des intellectuels juifs en 1952/1953 ; voir CERNY, Jochen. Hermann Matern. *In* MÜLLER-ENBERGS, Helmut / WIELGOHS, Jan / HOFFMANN, Dieter (dir.). *Wer war wer in der DDR ? Ein biographisches Lexikon*. Berlin: Links Verlag, 2000, pp.

Une seconde position était celle des communistes qui avaient survécu au régime national-socialiste en prison. Leur attitude vis-à-vis des Juifs et de l'Holocauste était principalement une perspective de victimes. Selon eux, le national-socialisme se caractérisait d'abord par son anti-socialisme et les Juifs n'en étaient devenus victimes que par accident et non pas par intention première. L'antisémitisme n'était alors qu'un produit secondaire et non pas la dimension caractéristique principale de la dictature fasciste. Ainsi, les communistes pouvaient se qualifier de premières victimes d'Hitler et justifier leur position privilégiée. Cette distinction entre victimes de la persécution raciale et de la persécution politique se refléta notamment, à partir de 1965, dans un système de retraite différencié qui privilégiait les victimes politiques et qui a été maintenu jusqu'à la fin de la RDA.

Ces préjugés étaient renforcés par une dimension sociale : compte tenu du fait que, selon la classification idéologique, la majorité des Juifs n'appartenaient pas à la classe ouvrière mais étaient considérés comme faisant partie de la petite bourgeoisie, un traitement préférentiel pour les victimes juives aurait occasionné des critiques sévères et aurait été la preuve d'une incohérence politique. Les critiques étaient justifiées de la part des victimes politiques par le fait que, depuis 1949 et, à l'instigation du VVN, les retraites particulières étaient calquées sur les revenus antérieurs des victimes. Le fait que la majorité des Juifs survivants était issue de la petite bourgeoisie faisait donc que leurs retraites étaient plus élevées que celles des victimes politiques, dont la majorité était issue de la classe ouvrière. En 1965, cette disposition fut abandonnée en faveur des victimes politiques, rétablissant ainsi la distinction entre « combattants » et « victimes[1] ». A cela s'ajoutait, au sein des élites du Parti, une résistance à la représentation de la figure de la victime juive au même rang que les victimes communistes « héroïques » : « Das Bild, das sie von den Verfolgten des NS-Regimes vermitteln wollte, sollte das des ungebrochenen Überzeugungstäters mit sozialistischer Perspektive sein[2] ».

La commémoration de l'extermination des Juifs européens était donc ressentie comme gênante, elle ne pouvait être qu'un objet périphérique et en aucun cas central des politiques mémorielles. Groehler souligne également que les tenants de cette perspective, comme Franz

---

[1] GOSCHLER. *Schuld und Schulden*, op. cit., p. 508-509.

[2] « L'image des persécutés du régime nazi qu'ils voulaient transmettre, devait être celle de l'acteur politique invaincu que représentait la perspective socialiste. » GROEHLER. Der Umgang mit dem Holocaust in der DDR. op. cit., p. 238.

Dahlem, Karl Schirdewan ou Walter Bartel, ne faisaient pas partie de l'élite dirigeante du pays, mais que leurs positions intermédiaires dans la hiérarchie politique leur permettaient d'exercer une influence considérable. Notamment l'historien Walter Bartel a pu influer sur l'enseignement de l'histoire par une publication des années 1950 dans laquelle la « question juive » était soit complètement omise soit falsifiée[1].

Une troisième position était celle des Juifs – hommes politiques ou intellectuels – qui avaient choisi de s'installer en RDA. Dans les premières années après sa création, ils considéraient la RDA comme une alternative intéressante à l'Ouest et à son modèle social et économique capitaliste. Des communistes engagés comme Lex Ende[2], Leo Bauer[3], Alexander Abusch[4] ou Albert Norden[5], mais aussi des intellectuels et artistes comme Hans Mayer[6], Anna Seghers[7], Arnold Zweig[8] ou Stefan Heym[9], optèrent pour la jeune République démocratique au lieu de s'installer à l'Ouest.

Leur position différait fondamentalement de la perspective communiste dominante car ils considéraient – et avec eux un certain nombre de hauts fonctionnaires communistes,

[1] Voir BARTEL, Walter. *Deutschland in der Zeit der faschistischen Diktatur 1933-1945*. Berlin: Volk und Wissen, 1956, 269 p.

[2] (1899-1951), fonctionnaire du KPD/SED, journaliste, rédacteur en chef du quotidien du Parti *Neues Deutschland* de 1946 à 1949 quand il fut soupçonné d'espionnage et exclu du Parti ; Ende fut réhabilité en 1989 par le Comité Central du SED ; HARTEWIG, Karin. Ende, Lex. *In* MÜLLER-ENBERGS, Helmut (dir.). *Wer war wer in der DDR ? Ein biographisches Lexikon*. Berlin: Links, 2000, pp. 184-185.

[3] (1912-1972), fonctionnaire politique, journaliste et soupçonné, en 1950, d'être un agent américain ; condamné à la peine de mort en 1952, déporté en URSS en 1953 et extradé vers la RFA en 1955 ; HARTEWIG, Karin. Bauer, Leo. *In* MÜLLER-ENBERGS, Helmut (dir.). *Wer war wer in der DDR ? Ein biographische Lexikon*. Berlin: Links, 2000, pp. 47.

[4] Abusch (1902-1982) est l'auteur d'une des réflexions les plus intéressantes sur la catastrophe allemande, voir ABUSCH, Alexander. *Der Irrweg einer Nation*. Berlin: Aufbau-Verlag, 1946, 270 p; HARTEWIG. Abusch, Alexander. op. cit.

[5] Les travaux de Norden étaient consacrés à la question du fascisme et la réaction communiste, notamment celle de l'URSS. Norden mettait l'accent sur l'impact du capitalisme dans la prise du pouvoir par les national-socialistes en 1933. Il était également l'auteur des *Braunbücher*, des publications indiquant les noms des anciens national-socialistes reconvertis en démocrates et hauts fonctionnaires en RFA ; voir MÜLLER-ENSBERG, Helmut. Norden, Albert.Ibid.(dir.). pp. 628-629; PODEWIN, Norbert. *Der Rabbinersohn im Politbüro : Albert Norden - Stationen eines ungewöhnlichen Lebens*. Berlin: Edition Ost, 2003, 436 p.

[6] (1907-2001), professeur de Lettres à l'université de Leipzig de 1948 à 1963 quand il s'exila en RFA ; KÖLLING, Andreas. Mayer, Hans. *In* MÜLLER-ENSBERG, Helmut (dir.). *Wer war wer in der DDR ? Ein biographisches Lexikon*. Berlin: Links, 2000, pp. 562-563.

[7] (1900-1983), écrivaine et présidente de l'Association des écrivains de la RDA ; BARTH, Bernd-Rainer. Seghers, Anna.Ibid.(dir.). pp. 787-788.

[8] (1887-1968), écrivain et président de l'Académie des Beaux-Arts de la RDA ; BARTH. Zweig, Arnold. op. cit.

[9] (1913-2001), écrivain qui signa, en 1976, la pétition contre l'expulsion de Wolfgang Biermann et qui entra, à plusieurs reprises, en conflit avec le régime ; BARTH. Heym, Stefan. op. cit.

notamment Paul Merker et Leo Zuckermann – que l'antisémitisme constituait un des axes centraux – si ce n'est l'axe central – de la pensée et de la politique national-socialiste et que, par conséquent, les Juifs étaient dans la position d'exiger non seulement des réparations, mais aussi des droits en tant que minorité nationale en RDA. Cette position était, aux yeux des dirigeants du SED, contraire à deux dogmes communistes : l'idée de classe et le principe stalinien de la nation[1] qui accordait aux Juifs une nationalité, mais leur refusait tout droit minoritaire. On pourrait ajouter que le fait qu'une grande partie de Juifs communistes s'engageait dans les communautés juives pouvait susciter une certaine hostilité compte tenu de la politique « athée » officielle de la RDA[2].

Entre 1947 et 1949, cette ligne de pensée a exercé une influence, quand des perspectives alternatives ont été intégrées dans l'enseignement scolaire, notamment à travers la lecture de textes sur les camps de concentration. Pourtant, cette ouverture resta un simple épisode et doit probablement être considérée davantage comme l'expression du fait que le régime communiste, malgré l'appui de l'Armée rouge, n'avait pas encore atteint une position hégémonique. Les représentants des victimes politiques se révoltaient contre cette « littérature de la souffrance », avec une référence à l'antifascisme héroïque :

> Für die Masse des Volkes und besonders für die Jugend sind die Gefallenen des Hitlerkrieges Helden, während die Gefallenen im Kampf gegen Hitler in ihren Augen im günstigsten Fall Mitleidsgefühl erwecken, jedoch keineswegs das Gefühl des Stolzes, dass es Menschen gab, die ihre Leben einsetzten für die Freiheit des Volkes[3].

Comme l'image de la souffrance juive ne correspondait pas à l'autoreprésentation de la résistance communiste, elle n'était instrumentalisée que pour décrier la barbarie national-socialiste. Il devint donc nécessaire de changer la présentation des victimes – d'exclure les Juifs du cercle des victimes du IIIème Reich – dans les manuels scolaires afin de garantir la diffusion la plus large possible de l'autoreprésentation cherchée par le régime est-allemand.

---

[1] STALINE, Iosif V. *Le marxisme et la question nationale*. Moscou: Ed. en langues étrangères, 1946 (1913), 81 p.

[2] Pour la place des communautés juives en RDA voir MASER, Peter. Juden und jüdische Gemeinden in der Innenpolitik der DDR. *In* BERGMANN, Werner / ERB, Rainer / LICHTBLAU, Albert (dir.). *Schwieriges Erbe: der Umgang mit dem Nationalsozialismus und Antisemitismus in Österreich, der DDR und der Bundesrepublik Deutschland*. Frankfurt a/M: Campus, 1995, pp. 339-368.

[3] « Pour la masse du peuple et notamment la jeunesse, les victimes de la guerre hitlérienne sont des héros, alors que, à leurs yeux, les victimes de la lutte contre Hitler éveillent, dans le meilleur des cas, un sentiment de pitié, mais, en aucun cas, un sentiment de fierté pour des individus qui avaient risqué leur vie pour la liberté du peuple. » Cité dans GROEHLER. Der Umgang mit dem Holocaust in der DDR. op. cit., p. 240.

A partir des années 1950, et en raison de la fin de la dénazification et des lois permettant la réintégration des anciens national-socialistes dans la société est-allemande, la « question juive » fut ainsi refoulée dans les profondeurs du subconscient. La campagne anti-cosmopolite entérina les tentatives de travail de mémoire et effaça l'Holocauste et sa mémoire du débat public et officiel.

B - Un nouvel ennemi intérieur : le Juif cosmopolite

La campagne anti-cosmopolite coïncida avec les débuts de la Guerre froide et toucha l'ensemble des pays du bloc soviétique en Europe. Déclenchée par l'assassinat de Solomon Mikhoels[1] en janvier 1948 et portée par un mélange de l'antisémitisme de Staline, de sa paranoïa et de l'association de la figure du Juif avec l'Occident capitaliste, la campagne en RDA fut essentiellement dirigée contre les communistes qui s'étaient exilés à l'Ouest et contre les intellectuels juifs.

Dans un article publié en mars 1949 dans *Neue Zeit*, le cosmopolitisme était décrit comme l'élément clé de l'idéologie bourgeoise réactionnaire et de l'impérialisme américain. Dans un discours prononcé en mai 1949, Walter Ulbricht estimait que le cosmopolitisme « ist nichts anderes als die Ideologie des westlichen militärischen Blocks und des atlantischenBlocks und der Vorbereitung militärischer Agression ». Le communisme, au contraire, était « der Standpunkt der Bewahrung der nationalen Interessen aller Völker,des Respekts für ihren besonderen nationalen Eigenheiten und der freundlichen Beziehungen zwischen Völkern und ihren Staaten[2] ».

Durant la campagne anti-cosmopolite, à la suite de laquelle certaines personnalités juives furent évincées du pouvoir, la mémoire de la souffrance juive fut écartée parallèlement à l'effacement de la mémoire de l'alliance de l'URSS avec les Occidentaux contre le IIIème

[1] (1890-1948), le représentant le plus important du théâtre yiddish et figure éminente de l'intelligentsia juive en URSS. La tenue d'un procès spectacle aurait nui à la réputation de Staline. Ainsi, officiellement, Mikhoels est décédé lors d'un accident de voiture à Minsk.

[2] ULBRICHT, Walter. Warum Nationale Front des demokratischen Deutschland? Aus dem Referat auf der Parteiarbeiterkonferenz der SED Gross-Berlin, 17. Mai 1949. *In* ULBRICHT, Walter (dir.). *Zur Geschichte der Arbeiterbewegung: Aus Reden und Aufsätzen. Vol. 3, 1946-1950*. Berlin: Dietz Verlag, 1954, pp. 488-509, pp. 507-508.

Reich. En RDA, la campagne « overlapped with and reinforced both older and more recent anti-Western and illiberal currents of German nationalism[1] ».

La conjoncture historique de la Guerre froide combinée aux ressentiments plus anciens envers les Juifs – en tant que représentants présumés du capitalisme libéral et de la bourgeoisie – participait du renforcement de la marginalisation de la mémoire de l'Holocauste dans la mémoire communiste. Il s'agissait d'un processus renforcé par l'éviction des communistes juifs et de ceux qui s'étaient prononcés en faveur des Juifs (notamment en ce qui concernait les réparations). Durant la campagne, la Commission centrale du Parti (*Zentrale Parteikontrollkommission*, ZPKK) fut créée, chargée de nettoyer le Parti des éléments indésirables. Le ZPKK était dirigé par Hermann Matern, un proche d'Ulbricht. Avec la création du Ministère de la sécurité de l'État (*Ministerium für Staatssicherheit, MfS*) en 1950, le régime disposait des éléments nécessaires pour l'exercice d'un pouvoir total sur le Parti et la population[2].

Sur la base de la reformulation de la logique antifasciste décrite ci-dessus, la campagne anti-cosmopolite permit de transformer le peuple est-allemand en « a nation of innocent victims of American imperialism[3]». Ces tendances furent encore amplifiées par le processus de stalinisation du SED en 1948/1949 et la transformation du Parti en un « parti d'un nouveau type », sur le modèle du Parti communiste de l'Union soviétique.

Une série de quatre articles écrits par Ernst Hoffmann, membre du Comité central, dans *Einheit* entre juillet et octobre 1949[4] exprimait les logiques et nécessités de cette campagne anticosmopolite. Opposant l'internationalisme prolétarien et le cosmopolitisme bourgeois, il caractérisa ce dernier comme l'expression du capitalisme sans attaches nationales, indifférent au sort de son pays d'origine et de son peuple, notamment de la classe ouvrière. Le cosmopolitisme, selon Hoffmann, était la représentation parfaite de la logique de l'exploitation capitaliste au niveau mondial. L'ambition du cosmopolite était de « tuer la

---

[1] HERF. *Divided memory*, op. cit., p. 106.

[2] Voir WEBER. *Geschichte der DDR*, op. cit., pp. 112-122.

[3] HERF. *Divided memory*, op. cit., p. 110.

[4] HOFFMANN, Ernst. "Die Stellung des Marxismus zum bürgerlichen Kosmopolitismus." Einheit 4.7 (1949): 606-615; HOFFMANN, Ernst. "Über die Bedeutung der ideologischen Offensive in der Sowjetunion." Einheit 4.8 (1949): 680-687; HOFFMANN, Ernst. "Die Bedeutung der ideologischen Offensive in der Sowjetunion für Deutschland." Einheit 4.9 (1949): 793-79; HOFFMANN, Ernst. "Leninismus und nationale Frage." Einheit 4.10 (1949): 865-872.

classe ouvrière de tous les peuples et de les transformer en objets abstraits d'exploitation, de les arracher de leurs liens avec leurs peuples et classe et de les priver de leur caractéristiques nationales[1] ». Les Etats-Unis et ses agents qui avaient « infiltré » la RFA étaient désignés comme étant au cœur du cosmopolitisme capitaliste réactionnaire. Sans nommer directement les Juifs, les stéréotypes utilisés par Hoffmann ne laissaient aucun doute quant à ceux qui étaient visés avec ses propos et étaient facilement saisissables pour une population ayant été matraquée - quelques années auparavant - par la propagande antisémite national-socialiste.

La même logique se trouve au cœur de l'argumentation de Hermann Matern qui, à la suite du procès Slansky en 1952, avait publié un article dans lequel il évoquait les conséquences du procès[2]. Matern s'y prononçait contre « l'activité criminelle des organisations sionistes » qui, ensemble avec des « agents américains », cherchaient à détruire les Républiques populaires de l'Europe de l'Est. Afin de prévenir l'accusation d'antisémitisme que de tels propos devaient nécessairement susciter, il cherchait à démontrer que « es eine Methode dieser Verbrecher war, wachsame, fortschriftliche Genossen durch die Bezichtigung des Antisemitismus zu diskreditieren[3] ». L'identification des Juifs avec le « cosmopolitisme bourgeois » et le capitalisme – élément central de l'idéologie bourgeoise réactionnaire et vecteur de « l'impérialisme américain » – était ainsi mise en avant : « Die zionistische Bewegung hat nichts gemein mit den Zielen der Humanität und wahrhafter Menschlichkleit. Sie wird behrrscht und befehligt vom USA-Imperialismus, dient ausschließlich seinen Interessen und den Interessen der jüdischen Kapitalisten[4] ».

Reprenant le vocabulaire et l'idée d'un complot mondial des Juifs utilisé auparavant par les national-socialistes (et la rhétorique antisémite plus générale), le régime de la RDA « was defining itself in opposition to a Western, capitalist, rootless, international, liberal Jewish

---

[1] HOFFMANN. « Die Stellung des Marxismus. », art. cit., p. 611.

[2] MATERN, Hermann. *Über die Durchführung des Beschlusses des ZK der SED « Lehren aus dem Prozess gegen das Verschwörungszentrum Slansky » : 13. Tagung des Zentralkomitees der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands 13.-14. Mai 1953*. Berlin (Est), 1953, 104 p. Voir aussi WEBER, Hermann. Schauprozess-Vorbereitungen in der DDR. *In* WEBER, Hermann (dir.). *Kommunisten verfolgen Kommunisten : stalinistischer Terror und "Säuberungen" in den Kommunistischen Parteien Europas seit den dreissiger Jahren*. Berlin: Akademie-Verlag, 1993, pp. 436-449.

[3] « (Que) c'était une méthode de ces criminels de discréditer des camarades alertes et progressistes par une accusation d'antisémitisme. » MATERN. *Lehren aus dem Prozess*, op. cit., p. 52.

[4] « Le mouvement sioniste n'a rien en commun avec les objectifs de l'humanité et de la véritable humanité. Il est dominé, guidé et commandé par l'impérialisme US, sert uniquement ses intérêts et les intérêts des capitalistes juifs. » *Ibid*.

conspiracy[1]». Ceux qui, comme Paul Merker et Léo Zuckermann, avaient été en exil au Mexique, qui avaient soutenu l'alliance avec l'Occident contre le IIIème Reich et qui s'étaient prononcés en faveur d'une réparation pour les victimes juives, se trouvèrent désormais en ligne de mire : « Coming to terms with the Nazi past now included sending veteran Communists to prison[2] ». Ainsi, les tentatives de « nettoyer » les organisations des victimes autres que politiques – en l'occurrence communistes – décrites ci-dessus étaient idéologiquement renforcées.

Transposant une logique d'après-guerre à la situation durant la guerre, les instances dirigeantes du Parti, la *Zentrale Patreikontrollkommission*, leur reprochèrent de ne montrer « aucune confiance dans l'Union soviétique » après le pacte Hitler-Staline, de pas « saisir la nature de l'impérialisme américain », ayant été « berné par l'attitude progressiste de Roosevelt » et considérant « chaque Américain comme un antifasciste et le responsable du Département d'État comme un allié de la classe ouvrière »[3]. Selo, le Comitée central, ils avaient commis la folie de penser que « le but de l'impérialisme américain, anglais et français était la libération de l'Europe du fascisme[4] ». Sous l'influence US-américaine, ils auraient « saboté le développement d'un mouvement de résistante antifasciste[5] ». L'objectif poursuivi était, selon l'accusation, d'éviter le renversement d'Hitler par une résistance intérieure afin de ne pas gêner la séparation de l'Allemagne en deux, dont la partie occidentale serait le point de départ d'une attaque sur l'URSS, affaiblie par la lutte contre l'Allemagne national-socialiste en l'absence d'un deuxième front.

Les rares tentatives de commémoration de l'Holocauste disparaissaient de la scène publique en même temps que le souvenir politique de l'alliance entre l'URSS et les alliés occidentaux durant la Seconde Guerre mondiale. Cet oubli était poussé encore plus loin et l'antisémitisme profond (et non pas l'anti-sionisme) exprimé très clairement dans une lettre

---

[1] HERF. *Divided memory*, op. cit., p. 127. Voir aussi MEUSCHEL, Sigrid. *Legitimation und Parteiherrschaft : zum Paradox von Stabilität und Revolution in der DDR 1945-1989*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1992, 498 p., pp. 110-116.

[2] HERF. *Divided memory*, op. cit., p. 151.

[3] Deutschlands, Zentralkommitee der Sozialistischen Einheitspartei (dir.). *Dokument der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands : Beschlüsse und Erklärungen des Parteivorstandes, des Zentramkommitees sowie seine Politbüros und seines Sekretariats. Band III*. Berlin: Dietz Verlag, 1952, 768 p., p. 202.

[4] *Ibid.*, p. 203.

[5] *Ibid.*, p. 205.

d'Otto Winzer[1] adressée à Hermann Matern en 1953 dans laquelle il faisait référence à un article non publié de Leo Zuckermann datant de 1947. Zuckermann constatait qu'il était impossible de rendre les Juifs responsables de l'avènement du national-socialisme sachant qu'ils ne représentaient, en 1933, que 0,97% de la population allemande. Le fait que Winzer – un haut membre du parti – puisse considérer une telle remarque comme une mise en cause du dogme selon lequel le capitalisme, incarné par les Juifs, était responsable de la prise du pouvoir par Adolf Hitler, témoigne clairement des sentiments antisémites qui animaient les dirigeants communistes.

La campagne anticosmopolite poussa les communistes juifs restés en Allemagne de l'Est à une assimilation absolue au Parti, les obligeant à renoncer à toute identification basée sur leur judéité et avec les victimes juives. Le cas de Léo Zuckermann – chargé de la commission des affaires extérieures du SED, proche collaborateur de Paul Merker et de Walter Ulbricht et, depuis 1949, directeur de cabinet du Président Wilhelm Pieck – en est un parfait exemple. Celui-ci, afin de réintégrer le Parti dont il avait été exclu en raison de sa proximité avec Paul Merker (exclu, lui, du SED parce qu'on l'accusait d'être un espion français), s'éloigna – dans une dernière tentative avant d'émigrer au Mexique – de ses anciennes positions et idées en déclarant que le massacre des Juifs européens et l'impact émotionnel qu'il avait eu sur lui l'auraient conduit à commettre des erreurs. Une de ses « erreurs » avait été de s'être prononcé en faveur de la création d'un État israélien et de réparations pour les survivants juifs[2].

Selon Alfed Norden qui, lui aussi, allait devoir quitter ses fonctions temporairement pendant la campagne antisémite, il y avait une affinité culturelle et intellectuelle entre le national-socialisme et la politique américaine : les deux œuvraient pour la réalisation d'un empire global et étaient guidés par la même logique, celle de la domination du capitalisme[3]. Cette argumentation pouvait s'appuyer sur une pensée très répandue dans l'Allemagne d'avant 1933 : l'anticapitalisme culturel de la Droite tel qu'il s'était manifesté chez les

[1] (1902-1975), successeur de Léo Zuckermann comme directeur de cabinet de Walter Pieck et ministre des Affaires étrangères de la RDA de 1965 à 1975.

[2] Initialement, la future RDA avait soutenu, à l'instar des autres pays de l'Europe orientale, la création d'un Etat hébreu en espérant que ce dernier s'alignerait du côté communiste et se positionnerait contre le monde occidental.

[3] NORDEN, Albert. Kosmopolitismus - die Ideologie der transatlantischen Räuber. *In* NORDEN, Albert (dir.). *Um die Nation : Beiträge zu Deutschlands Lebensfrage*. Berlin (Ost): Dietz Verlag, 1952, pp. 195-210.

représentants de la « Révolution conservatrice » et qui avait contribué à l'effondrement de la République de Weimar[1]. Pour la relation au passé, cela impliquait que les Allemands de la RDA étaient désormais les représentants de l'Allemagne progressiste, luttant pour « l'anticolonialisme progressiste » et contre la domination occidentale.

La campagne anti-cosmopolite laissa des traces qui ne s'effacèrent pas et constitua une mémoire officielle du national-socialisme qui allait rester intacte jusqu'à l'implosion de la RDA en 1989. Elle était à l'origine de la codification, institutionnalisation et diffusion d'une vision de l'histoire qui était un mélange d'idéologie et d'antisémitisme communiste[2] et qui allait dominer la mémoire de l'Holocauste en RDA jusqu'à la fin des années 1980 quand, contraint par sa situation économique, le gouvernement changea radicalement sa position[3].

Le succès politique de la campagne anti-cosmopolite initiée par Staline et adaptée aux contextes nationaux dans les pays du bloc soviétique, s'appuyait, pour la RDA, sur une tradition antisémite au sein du Parti communiste, confondant capitalisme, Juifs et impérialisme en une vision de l'ennemi à combattre[4]. Cette vision était tournée contre les traditions religieuses en général, d'un côté, et, de l'autre, l'antisémitisme et les traditions nationalistes en Allemagne qui avaient été au cœur de l'idéologie national-socialiste[5]. La campagne puisait sa force dans la nécessité d'« adapter » l'histoire aux exigences politiques, de faire oublier que l'URSS avait été l'alliée des Etats-Unis dans la lutte contre Hitler :

> The suppression of the Jewish question in East Germany points to a general issue regarding Communist politics and memory, namely, that the ability to forget past positions and adopt new, often diametrically opposed views was an indispensable requirement for political survival. (…) When yesterday's correct line became today's heresy, those who had made public statements or who had committed

---

[1] Pour une analyse détaillée de la « révolution conservatrice » et ses acteurs, voir BREUER, Stefan. *Anatomie der Konservativen Revolution*. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1993, 232 p; MOHLER. *Konservative Revolution*, op. cit; SIEFERLE, Rolf Peter. *Die Konservative Revolution : fünf biographische Skizzen*. Frankfurt a/M: Fischer, 1995, 250 p.

[2] Pour une présentation globale de l'antisémitisme de gauche, voir DREYFUS, Michel. *L'antisémitisme à gauche: histoire d'un paradoxe*. Paris: La Dédouverte, 2009, 346 p.

[3] Pour une présentation détaillée des conséquences de la vague de l'antisémitisme stalinien sur la communauté juive en RDA, voir MERTENS, Lothar. *Davidstern unter Hammer und Zirkel : die jüdischen Gemeinden in der SBZ/DDR und ihre Behandlung durch Partei und Staat 1945-1990*. Hildesheim: Olms, 1997, pp. 53-61.

[4] A ce sujet, voir HAURY, Thomas. *Antisemitismus von links. Kommunistische Ideologie, Nationalismus und Antizionismus in der DDR*. Hamburg: Hamburger Edition, 2002, 527 p.

[5] A ce sujet, voir les ouvrages désormais classiques de MOSSE, George L. *The crisis of German ideology: intellectual origins of the Third Reich*. New York: Grosset and Dunlap, 1964, VI-373 p; STERN, Fritz. *The politics of cultural despair: a study in the rise of the German ideology*. Berkeley: University of California Press, 1961, XXX-397 p.

> their views to paper were particularly vulnerable. (…) In this sense, Communist purges made amnesia, timidity and opportunism into elements of political success[1].

L'exclusion de la « question juive » et de la mémoire de l'Holocauste allait devenir l'un des éléments clés de la consolidation du régime est-allemand, aussi bien au niveau de la légitimation du pouvoir « parachuté » par Moscou que concernant la possibilité offerte à la population est-allemande de s'identifier avec un régime qui postulait l'innocence collective du peuple (est-)allemand. La concentration sur la résistance communiste ainsi que la souffrance du peuple soviétique remplacèrent la mémoire de l'Holocauste dans une dialectique hégélienne.

C - L'interprétation hégélienne de l'histoire

S'appuyant sur l'interprétation déjà décrite du passé, le peuple (est-)allemand fut transformé en victime de « l'impérialisme américain » et, comme Walter Ulbricht le formula lors d'un discours le 17 mai 1949 à Berlin, les faits du passé ne détermineraient plus le présent :

> Gegenwärtig ist der Maßstab dafür, wer ein friedliebender Mensch ist und die Einheit Deutschlands will, nicht welches Mitgliedsbuch jemand früher hatte, ob der der Hitler-Partei angehörte oder nicht, sondern der einzige Maßstab ist : Bist Du für einen Friedensvertrag, bist du gegen den Atlantikpakt, durch den Westdeutschland zur Kriegsbasis gemacht werden soll (…) ? So einfach steht die Frage. Wer heute unter diesen Bedingungen die Frage zur Diskussion stellt : ist der Betreffende früher Mitglied der Nazipartei gewesen oder nicht ?, der arbeitet gegen die Bildung der Nationalen Front[2].

Il ne pouvait guère y avoir de déclaration plus explicite concernant l'interprétation des réalités historiques. L'idée selon laquelle seule la RDA aurait réussi à vaincre le fascisme s'appuyait sur l'interprétation du national-socialisme comme conséquence inévitable du

---

[1] HERF. *Divided memory*, op. cit., P. 160.

[2] « Actuellement, on ne détermine plus qui est un homme qui aime la paix et veut l'unité allemande en l'interrogeant sur son affiliation partisane antérieure, s'il était membre du parti nazi ou pas ; la seule manière de déterminer cela est de demander : est-ce que tu es pour un traité de paix, est-ce que tu es contre le traité de l'Atlantique Nord à l'aide duquel l'Allemagne de l'Ouest sera transformée en base de guerre (…) ? La question est aussi simple que cela. Celui, qui dans ces conditions, pose la question : est-ce que la personne concernée a été membre du parti nazi ou non ? travaille contre la création d'un Front National. » ULBRICHT, Walter. Warum Nationale Front des demokratischen Deutschlands? Aus dem Referat auf der Parteikonferenz der SED Gross-Berlin, 17. Mai 1949. *In* ULBRICHT, Walter (dir.). *Zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung. Aus Reden und Aufsätzen*. Berlin (Ost): Dietz, 1954, p. 491.

capitalisme, mais également sur des événements politico-juridiques comme les procès de Waldheim[1]. La philosophie historique du communisme – « optimiste, progressiste et tourné vers l'avenir[2] » – ne laissait pas de place à la mémoire de l'Holocauste. Ainsi, l'idée de surmonter le passé permit à la RDA de se distinguer de la République fédérale à laquelle elle reprochait de ne pas se confronter au passé national-socialiste. En même temps, cette confrontation au passé n'avait pas lieu au niveau individuel mais uniquement au niveau de l'État et là aussi, le plus souvent, uniquement de manière rhétorique, comme le montre parfaitement le discours de Walter Ulbricht. L'argumentation était simple : la RDA avait tout simplement éradiqué le national-socialisme et ses racines – sans pour autant être plus précise sur la manière dont cela avait été fait.

La relégation de la mémoire de l'Holocauste au second rang devint particulièrement évidente lors des cérémonies commémoratives et dans les lieux de mémoire est-allemands, notamment les anciens camps de concentration de Sachsenhausen et de Buchenwald. La mémoire des victimes était rendue uniforme, nivelant les différentes trajectoires et raisons de la persécution en un discours homogénéisant et unificateur. Dans les discours officiels, par exemple, lors de la Journée internationale de la commémoration des victimes de la terreur fasciste et jour de lutte contre le fascisme et la guerre impérialiste (*Internationaler Gedenktag für die Opfer des faschistischen Terrors und Kampftag gegen Faschismus und imperialistischen Krieg*) du deuxième dimanche du mois de septembre, les différentes catégories de victimes étaient confondues dans « the legacy of the millions brutally murdererd in the fight against Hitler fascism » et la mort d'« eleven million men and women of all European nations fighting against Hitler fascism » était justifiée par la confiance « that they were doing so for the cause of peace and humanity. (…) All who opposed fascism (…) were in the first place fighters for peace[3] ».

[1] Lors des *Waldheimer Prozesse* du 21 avril au 29 juin 1950, 3324 personnes furent jugées et condamnées, une grande partie d'entre elles pour crimes contre l'humanité. Ces procès peuvent être considérés comme l'expression d'une justice partiale et instrumentalisée (la majorité des condamnations étaient prononcées après quelques minutes d'audience seulement). Voir EISERT, Wolfgang. *Die Waldheimer Prozesse : der stalinistische Terror 1950*. Esslingen: Bechtle, 1993, 320 p; HAASE, Norbert (dir.). *Die Waldheimer Prozesse - fünfzig Jahre danach*. Baden-Baden: Nomos, 2001, XIII-122 p; WERKENTIN, Falco. NS-Prozesse und deutsche Öffentlichkeit: Besatzungszeit, frühe Bundesrepublik und DDR. *In* OSTERLOH, Jörg / VOLLNHALS, Clemens (dir.). *NS-Prozesse und deutsche Öffentlichkeit: Besatzungszeit, frühe Bundesrepublik und DDR*. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 2011, pp. 221-232.

[2] HERF. "Hegelianische Momente". op. cit., p. 198.

[3] HERF. *Divided memory*, op. cit., p. 164.

L'idée de la victime juive, souffrant sans résistance, n'avait pas sa place dans ce moment hégélien. Seules les victimes communistes – combattants héroïques – avaient droit à une place dans la mémoire collective et à la commémoration politique.

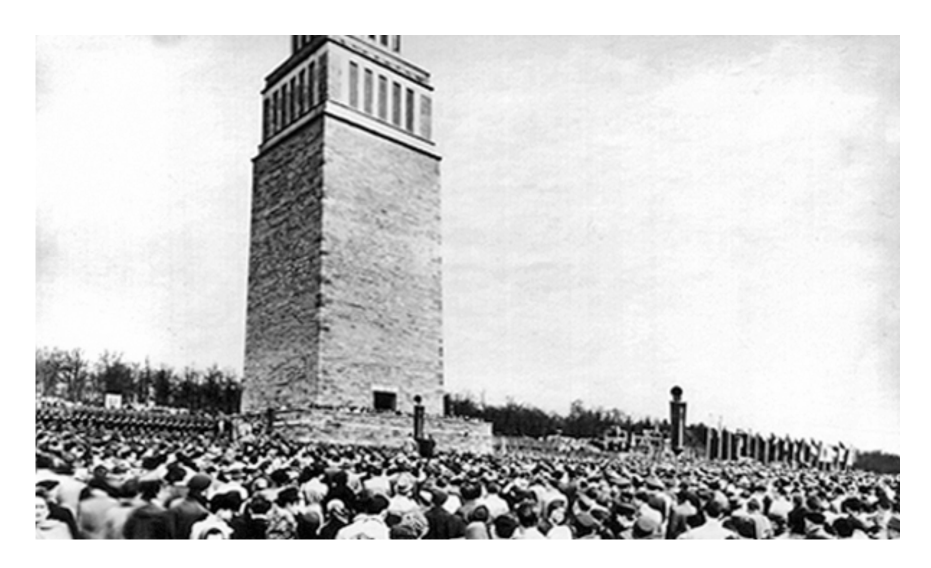


Figure 4: La Tour de la liberté lors de la cérémonie d'inauguration du Mémorial de Buchenwald (14.09.1958)



Figure 5 - Walter Ulbricht lors de l'inauguration du Mémorial de Buchenwald (14.09.1958)

Les photographies des événements montrent des visages d'hommes et de femmes décidés, engagés et traversant en ordre de marche les anciens camps de concentration en portant des drapeaux rouges dans leur « lutte pour la paix ». L'esprit que ces cérémonies et mises en scène étaient censées véhiculer était progressif et tourné vers l'avenir. Leur ancrage

dans le passé était dédié à la victoire dans le présent et à l'avenir. Le but était de favoriser et de renforcer l'identification avec les vainqueurs – soviétiques – de l'histoire et non pas avec ses victimes qui – de cette façon – cessaient d'exister publiquement.

L'ouverture, en 1958 et 1961, des anciens camps de concentration de Buchenwald et Sachsenhausen comme lieux de mémoire officiels fut l'occasion, pour les dirigeants du régime est-allemand, de présenter la vision officielle de l'histoire et la place réduite qui y était accordée à la mémoire de l'Holocauste. L'ouverture de ces lieux de commémoration était également un moyen d'accroître la légitimité d'un système qui, lui, avait été sérieusement mis en cause durant les événements du 17 juin 1953 quand le régime avait brutalement supprimé une grève sauvage[1]. La mise en valeur de la souffrance des « combattants antifascistes » était censée renforcer l'image et l'autorité d'un régime politique qui tirait sa légitimation – au-delà du simple appui de l'URSS et un système répressif – de la perpétuation et de la glorification de cette « résistance ».

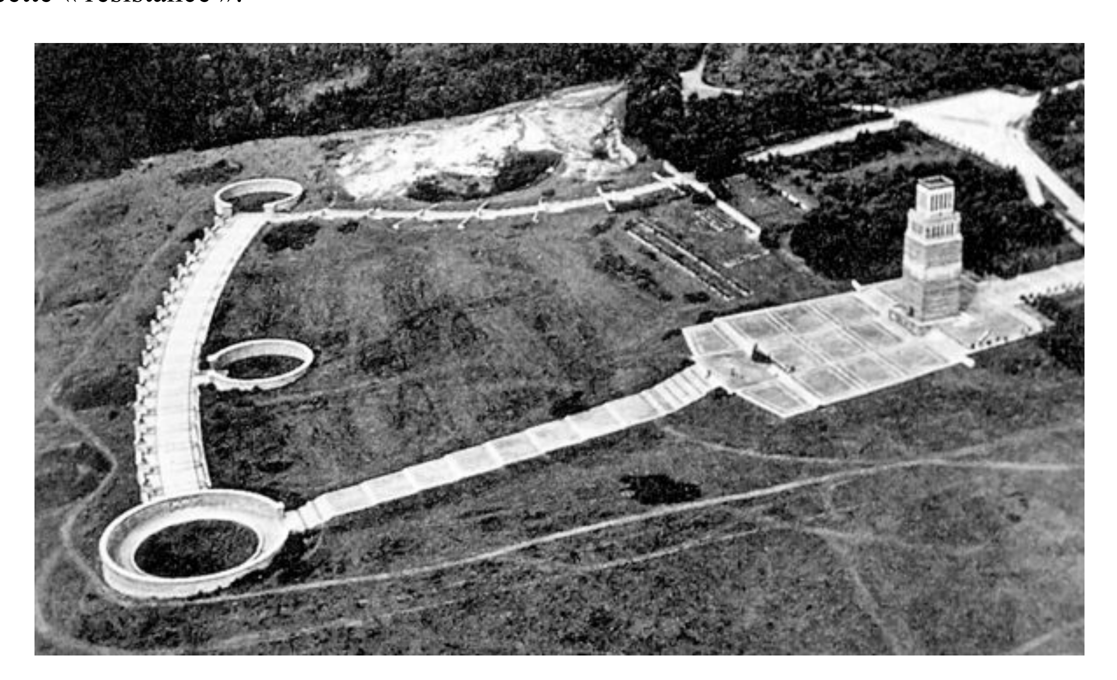


Figure 6 - Vue aérienne du Mémorial de Buchenwald (1958)

[1] Pour un bref descriptif du 17 juin 1953, voir WEBER. *Geschichte der DDR*, op. cit., pp. 163-168.Pour les réactions des dirigeants de la RDA, voir FRICKE, Karl Wilhelm. *Der "Tag X" und die Staatsicherheit : 17. Juni 1953 - Reaktionen und Konsequenzen im DDR-Machtapparat*. Bremen: Edition Temmen, 2003, 346 p. Voir aussi BARING, Arnulf. *Der 17. Juni 1953*. Stuttgart: DVA, 1983, 199 p; KOWALCZUK, Ilko-Sascha. *17. Juni 1953 - Volksaufstand in der DDR : Ursachen, Abläufe, Folgen*. Bremen: Edition Temmen, 2003, 311 p; MÄHLERT, Ulrich (dir.). *Der 17. Juni 1953 : ein Aufstand für Einheit, Recht und Freiheit*. Bonn: Dietz, 2003, 280 p.

Depuis 1954, la transformation des anciens camps de concentration en « lieux de mémoire » avait été planifiée par une commission présidée par le président de la RDA, Otto Grotewohl[1] et le *Kuratorium Nationale Mahn- und Gedenkstätten* (organisme chargé des Mémoriaux) prit ses fonctions en 1955[2]. Dans un texte daté de 1958, Grotewohl rappelait que le but visé était de placer la honte et la disgrâce du passé devant les jeunes générations afin qu'elles puissent en tirer des leçons. Néanmoins, et dans la logique idéologique déjà décrite, les mémoriaux devraient « indiquer le chemin vers l'avenir » et montrer la résistance des prisonniers des camps de concentration. Ainsi, le souvenir du passé serait combiné avec une mise en garde pour le présent et l'avenir. Même si la souffrance des victimes était présente, les mémoriaux devaient « avant tout témoigner de la force inépuisable des résistants antifascistes » et présenter un signal clair de la victoire contre le fascisme[3].

Ces lieux étaient des moments hégéliens devenus pierre qui cherchaient à encourager l'optimisme pour le futur ancré dans la mémoire de l'héroïsme passé :

> Das ehemalige Konzentrationslager Buchenwald machte die DDR mit enormem Aufwand und mit Hilfe einer monumentalen Gedenkstätten-Architektur zum Gedächtnisort des heroischen kommunistischen Widerstands gegen das „Dritte Reich“, erkor es zum „roten Olymp“, das jeder DDR-Bürger gesehen und verinnerlicht haben musste[4].

La logique première des camps de concentration en général – appartenant à l'antisémitisme exterminateur de la politique raciale du IIIème Reich – et la réflexion sur la souffrance humaine qu'ils ont créée, furent écartées de la conception de ces monuments d'autojustification du régime communiste. La souffrance « inutile » des victimes juives fut

---

[1] MÜLLER-ENBERGS. Grotewohl, Otto. op. cit., pp. 282-283.

[2] Pour une présentation détaillée de la période entre 1945 et 1958 et notamment le développement et les transformations des conceptions artistiques et mémorielles dans leur interaction avec les enjeux politiques, voir l'excellent texte de KNIGGE, Volkhard. Opfer, Tat, Aufstieg : vom Konzentrationslager Buchenwald zur nationalen Mahn- und Gedenkstätte der DDR. *In* KNIGGE, Volkhard / PIETSCH, Jürgen M. / SEIDEL, Thomas A. (dir.). *Versteinertes Gedenken : Das Buchenwald Mahnmal von 1958*. Spröda: Edition Schwarz-Weiss, 1997, pp. 5-95.

[3] Memo d'Otto Grotewohl ("Mahn- und Gedenkstätte Buchenwald") du 14 janvier 1958. Cité dans HERF. *Divided memory*, op. cit., p. 176.

[4] « Dans un effort énorme et à l'aide d'une architecture mémorielle monumentale, Buchenwald fut transformé en lieu de mémoire de la résistance communiste héroïque contre le III[ème] Reich, et choisi comme 'l'olympe rouge' que tout citoyen de la RDA devait avoir vu et intériorisé. » WOLFRUM. Die beiden Deutschland. op. cit., p. 164. Pour une présentation plus détaillée des enjeux mémoriels de Buchenwald pour la RDA, voir OVERESCH, Manfred. *Buchenwald und die DDR oder Die Suche nach der Selbstlegitimation*. Göttingen: Vandenheock und Ruprecht, 1995, 350 p. Voir aussi les différentes contributions dans NIETHAMMER, Lutz (dir.). *Der "gesäuberte" Antifaschismus : die SED und die roten Kapos von Buchenwald*. Berlin: Akademie-Verlag, 1994, 566 p.

écartée pour laisser place à la souffrance « utile » des « combattants antifascistes » qui, selon le récit officiel du régime, avaient payé de leur vie la résistance au national-socialisme et, par conséquent puisqu'il n'en était qu'une des facettes, au capitalisme. Ainsi, Buchenwald et Sachsenhausen s'inscrivent dans la logique antifasciste, qui se construisait en opposition à la démocratie ouest-allemande et constituait un message clair en direction de l'« ennemi de la classe ouvrière ». La RDA réclamait pour elle seule l'héritage de la lutte contre le fascisme[1].

Dans son discours inaugural du 14 septembre 1958, Otto Grotewohl rappelait que le mémorial de Buchenwald allait transmettre la « gloire immortelle » des résistants contre la tyrannie et pour la liberté, la paix et la dignité humaine :

> Das Ehrenmal ist kein toter Stein. Es soll den kommenden Generationen künden vom unvergänglichen Ruhm des mutigen Kampfes gegen die Tyrannen für Frieden, Freiheit und Menschenwürde. Wir wollen damit den durch den Hitlerfaschismus geschändeten Namen Deutschlands vor der Welt wieder reinwaschen. Dieses Mahnmal soll eine Stätte der Freundschaft zum großen Sowjetvolk sein, das unser Volk und Europa vom Hitlerfaschismus befreite, über dieser Stunde steht das Wort: Ruhm und Ehre den Helden des Widerstandes und den Opfern des faschistischen Terrors. (…) Wir gedenken der tapferen Söhne und Töchter aus allen Ländern Europas, die sich dem Terror und der brutalen Gewalt nicht beugten, deren tapferes Sterben eine furchtbare Anklage gegenüber ihren Mördern und ein stummes Werben für die Freiheit und das Recht der Völker war. Standhaft kämpften sie und standhaft sind sie gefallen. Man hat sie zerbrochen, vergast, erschlagen und zu Tode gequält. Doch sie beugten sich nicht. Aufrecht und treu ihrer großen Idee ergeben, gingen sie in den Tod. (…) Zum ersten Mal schwingen heute die Glockentöne vom Turm der Nationalen Mahn- und Gedenkstätte weit hinaus ins Land und künden vom Heldentum der europäischen Widerstandskämpfer. (…) Die Stimmen der Toten und der Lebendigen vereinigen sich in den Glockentönen zu dem mahnenden Ruf: Nie wieder Faschismus und Krieg[2] !

---

[1] Pour la discussion autour de la réinterprétation du mémorial de Buchenwald après 1990 et la lutte mémorielle entre la mémoire antifasciste de la RDA et sa délégitimation après l'unification, menant finalement à la décrédibilisation de la mémoire individuelle des citoyens de la RDA, voir ZIMMER, Hasko (dir.). *Der Buchenwald-Konflikt : zum Streit um Gedächtnis und Erinnerung im Kontext der deutschen Vereinigung*. Konstanz: UVK, 1999, 247 p.

[2] « Ce monument n'est pas que de la pierre morte. Il témoignera aux générations à venir de la gloire immortelle de la lutte courageuse contre les tyrans pour la paix, la liberté et la dignité humaine. Avec ce monument nous souhaitons laver devant les yeux du monde le nom d'une Allemagne déshonorée par le fascisme hitlérien. Ce mémorial sera un lieu d'amitié avec le grand peuple soviétique qui libéra l'Europe du fascisme hitlérien. Cette cérémonie est placée sous la devise : Gloire et honneur aux héros de la résistance et aux victimes de la terreur fasciste. (…) Nous commémorons les fils et filles vaillants de tous les pays européens qui ne se sont pas pliés à la violence brutale, et dont la mort valeureuse était une accusation terrible contre leur meurtriers et un appel pour la liberté et le droit des peuples. Ils luttaient stoïquement et stoïquement ils sont tombés. On les a cassés, gazés, écrasés et torturés jusqu'à la mort. Mais ils n'ont pas plié. Débouts et fidèles ils ont suivi leur grand idéal, jusqu'à la mort. (…) Aujourd'hui, pour la première fois, résonnent les sons de la cloche de la tour du mémorial loin dans le pays, témoignant de l'héroïsme des résistants européens. Les voix des morts et des vivants s'unissent dans les sons de la cloche en un appel exhortatif : Plus jamais fascisme et guerre ! » Discours inaugural d'Otto

L'inauguration de Buchenwald, selon Grotewohl, était la manifestation de la lutte contre la préparation d'une guerre atomique impérialiste qui, particulièrement de la part de l'Allemagne de l'Ouest, constituait une menace pour le peuple allemand en particulier et l'humanité en général.

Deux catégories de personnes avaient disparu du discours officiel : les Juifs et les millions d'Allemands qui avaient soutenu le régime hitlérien. Toute référence à la faiblesse de la résistance dans l'Allemagne national-socialiste et à la « culpabilité historique » du peuple allemand était absente du discours et la *Vergangenheitsbewältigung* était ostensiblement tournée vers l'autre Allemagne, la RFA. La commémoration *stricto sensu* n'en était plus une, elle était devenue symbole politique dénué de son sens premier : le souvenir des victimes du IIIème Reich. Le but de la commémoration était une construction identitaire et idéologique – sur la base d'une mémoire sélective – tournée vers l'avenir et non pas un geste commémoratif.

La RDA avait donc « appris des erreurs de l'histoire allemande » et « tiré les bonnes leçons », alors que le gouvernement ouest-allemand, lui, était « un bastion de la réaction dans lequel des militaristes et fascistes ont de nouveau pris le pouvoir et dont le caractère agressif s'exprime dans leurs actions réactionnaires[1] ».

La même rhétorique fut utilisée en avril 1961 à l'ouverture du mémorial de Sachsenhausen lors de laquelle une foule de 200.000 personnes représentant 23 nations. Plus clairement encore qu'à Buchenwald, l'instrumentalisation de la mémoire et les caractéristiques de la politique mémorielle de la RDA devinrent ici évidentes[2]. Dans un discours politique, amalgamant passé, présent et avenir et refoulant toute mémoire dissidente, Walter Ulbricht livra là « un des documents les plus importants de la culture politique mémorielle de la RDA[3] » :

Grotewohl du 14 septembre 1958 ("Buchenwald mahnt ! Rede zur Weihe der national Mahn- und Gedenkstätte Buchenwald"). Cité dans DOSSMANN, Axel. "Durch Sterben und Kämpfen zum Sieg". Zur Entstehung der KZ-Gedenkstätte Buchenwald. http://www.deutschlandradiokultur.de/durch-sterben-und-kaempfen-zum-sieg.984.de.html?dram:article_id=153435 (consulté le: 23.09.2009).

[1] GROTEWOHL, Otto. *Im Kampf um die einige Deutsche Demokratische Republik: Reden und Aufsätze (Bd. 6: Auswahl aus den Jahren 1958-1960)*. Berlin (Est): Dietz Verlag, 1964, 615 p., p. 11.

[2] Voir aussi HAUSTEIN, Petra. Vereinnahmung durch Erinnerung : die Geschichte des KZ Sachsenhausen in der Geschichtspropaganda der DDR. *In* SIGGELKOW, Ingeborg (dir.). *Erinnerungskultur und Gedächtnispolitik*. Frankfurt a/M: Lang, 2003, pp. 95-116.

[3] HERF. "Hegelianische Momente". op. cit., p. 206.

> In tiefster Verehrung verneigen wir uns an dieser Stätte vor unseren teuren Toten, den Kämpfern gegen Krieg, Faschismus und Militarismus, den Opfern des Naziterrors. Dem Gedenken und der Mahnung ist diese Stätte geweiht: dem Gedenken an die unzähligen Märtyrer und Helden des antifaschistischen Widerstandskampfes, der Mahnung – gerichtet an unsere wie die uns folgenden Generationen – nie wieder zuzulassen, dass faschistische und militaristische Barbarei über unser Volk und andere Völker hereinbreche. Jeder Fussbreit dieses Bodens ist getränkt mit dem Blut und dem Todesschweiß Zehntausender Märtyrer aus vielen Nationen, Zehntausender Menschen verschiedenster Weltanschauungen[1].

Sachsenhausen était cité à la place d'Auschwitz, comme « usine de la mort » et constituait « un chapitre douloureux, mais honorable de l'histoire héroïque ». La résistance avait sauvé l'avenir du peuple allemand, la mémoire des Juifs était définitivement effacée et la solidarité avec les Juifs n'avait pas sa place dans ces cérémonies de commémoration. Ce que la commémoration visait était une continuité allant des résistants communistes au peuple de la RDA, renforçant ainsi un régime qui, afin de mettre un terme à la fuite massive de sa population, avait construit un « rideau de fer[2] ». Cette continuité permettait, dans un même mouvement, d'oublier les millions de sympathisants du IIIème Reich et d'auréoler les citoyens de la RDA du martyre des antifascistes. La fierté avec laquelle la mémoire des résistants était récupérée et la souffrance passée instrumentalisée avait quelque chose d'« insensible » et était tournée vers l'avenir de « manière arrogante[3] ».

---

[1] « C'est avec une grande admiration que nous nous inclinons en ce lieu devant nos chers morts, les combattants contre la guerre, le fascisme et le militarisme, les victimes de la terreur nazie. Cet endroit est consacré à la commémoration et au rappel : la commémoration des martyrs et héros innombrables de la résistance antifasciste, le rappel – adressé aussi bien à notre génération qu'aux suivantes – de ne plus jamais permettre que la barbarie fasciste et militariste s'abatte sur notre peuple et sur tout autre peuple. Chaque centimètre de ce sol est imbibé du sang et de la sueur des dizaines de milliers de victimes de nationalités différentes, des dizaines de milliers d'individus avec des visions du monde diverses. » "Von der DDR wird stets der Frieden ausstrahlen." *Neues Deutschland* du 24.04.1961 (https://www.nd-archiv.de/ausgabe/1961-04-24).

[2] HEIDEMEYER, Helge. 1961 : "Antifaschistischer Schutzwall' oder "Bankrotterklärung des Ulbricht-Regimes : Grenzsicherung und Grenzüberschreitung im doppelten Deutschland. *In* HEIDEMEYER, Helge (dir.). *Das doppelte Deutschland : 40 Jahre Systemkonkurrenz*. Berlin: Links, 2008, pp. 87-109. Pour le contexte sémantique, voir STÖTZEL, Georg/WENGELER, Martin. *Kontroverse Begriffe : Geschichte des öffentlichen Sprachgebrauchs in der Bundesrepublik Deutschland*. Berlin: De Gruyter, 1995, VIII-852 p., pp. 300, 301 et 342.

[3] HERF. "Hegelianische Momente". op. cit., p. 207.



Figure 7 - Walter Ulbricht lors de l'inauguration du Mémorial de Sachsenhausen (22.04.1961)

Le cliché photographique, pris lors de la sortie de la délégation de l'ancien camp, traduit leur conviction d'être les « vainqueurs de l'histoire », lors d'un moment hégélien dans lequel le triomphe historique et l'identification avec les héros et les vainqueurs de l'histoire permit d'oublier les victimes de cette même histoire. Parallèlement, l'inauguration de ces « lieux de mémoire » permettait au régime d'attaquer la RFA et sa prétendue politique revancharde et anticommuniste.

D - Du soutien à l'hostilité : la relation à Israël

Sur la base des logiques antifascistes décrites précédemment et du refoulement de la mémoire des victimes juives, les relations problématiques avec l'État d'Israël, fondé pourtant en 1948 avec l'appui de l'URSS, paraissent plus compréhensibles.

Le ministre soviétique des affaires étrangères, Andrej Gromyko (1909-1989) avait déclaré, lors du Comité spécial sur la Palestine du 14 mai 1947, qu'au cas où l'idée initiale de l'URSS de créer un État binational arabo-israélien ne pourrait être réalisée, et en raison de la

souffrance du peuple juif dans l'Holocauste, le refus de la création d'un État juif était injustifiable :

> But it is important (…) to remember once again that the Jews have suffered more than any other nation as a result of a war brought on by Hitler's Germany. You know that there was no country in Western Europe that succeeded in protecting the Jewish nation from the arbitrary acts and violent measures of the Nazis. The solution to the Palestine problem, based on a partition of Palestine into two separate states, will be of fundamental historical importance, because such a decision takes into account the legitimate rights of the Jewish nation[1].

Derrière cette rhétorique se cachait l'espoir que le futur État hébreu, considéré comme plus moderne que ses voisins arabes et plus enclin à l'idéal communiste en raison de celui du Kibboutz, intègrerait le bloc soviétique[2].

Dans cette relation, deux logiques doivent être distinguées : d'une part, l'inclusion de la RDA dans le bloc communiste et les exigences et contraintes en matière de politique étrangère qui en découlaient et, d'autre part, les raisons idéologiques, en l'occurrence l'antifascisme comme mythe fondateur empêchant une reconnaissance de la responsabilité pour les crimes commis au nom du peuple allemand.

Après des débuts enthousiastes, les relations entre la RDA et Israël allaient se détériorer rapidement[3]. Paul Merker avait publié le 24 février 1948 dans *Neues Deutschland* un appel à la sympathie pour le peuple juif du futur État d'Israël dans lequel il soulignait le caractère progressiste du mouvement sioniste en Palestine : « Der jüdischen Bevölkerung gehören die Sympathien und die tatkräftige Hilfe aller fortschrittlichen Kräfte. Besonders die demokratischen Kräfte Deutschlands haben die Verpflichtung, ihre Sympathien und Hilfsbereitschaft zum Ausdruck zu bringen[4] ». Les débuts de la Guerre froide transformèrent les anciens alliés dans la lutte contre le fascisme en ennemis, ce qui, dans la logique des blocs

[1] Cité dans LUSTIGER, Arno. *Stalin and the Jews. The tragedy of the Jewish Anti-Fascist Committee and the Soviet Jews*. New York: Enigma Books, 2003, XXVIIII-447 p., p.173.

[2] Voir KRAMMER, Arnold. *The forgotten friendship : Israel and the Soviet Bloc, 1947-1953*. Urbana: University of Illinois Press, 1974, X-224 p.

[3] Pour une présentation de la « non-relation » entre les deux pays, voir notamment DITTMAR, Peter. "DDR und Israel : Ambivalenz einer Nichtbeziehung, Teil I." Deutschland Archiv 10.7 (1977): 736-754; DITTMAR, Peter. "DDR und Israel : Ambivalenz einer Nichtbeziehung, Teil II." Deutschland Archiv 10.8 (1977): 848-861; TIMM, Angelika. "DDR-Israel: Anatomie eines gestörten Verhältnisses." Aus Politik und Zeitgeschichte 4 (1993): 46-54.

[4] MERKER, Paul. "Der neue Staat des jüdischen Volkes." *Neues Deutschland* du 24.02.1948. Cité dans TIMM. « DDR-Israel. », art. cit., p. 48.

idéologiques, eut des conséquences pour les États satellites[1]. Une conséquence directe fut la détérioration des relations entre la RDA et Israël à partir du moment où les relations de ce dernier avec la RFA s'améliorèrent notamment en raison de la politique de réparation entamée par le gouvernement ouest-allemand au début des années 1950 décrite au chapitre précédent.

Après la déclaration du président israélien annonçant son soutien aux Etats-Unis dans la guerre de Corée, les espoirs placés dans l'État hébreu de la part de la RDA s'évaporèrent. De manière générale, ce changement d'attitude – d'un soutien vers une hostilité affichée en passant par l'indifférence – du gouvernement est-allemand vis-à-vis d'Israël peut être interprété comme le résultat de la conjonction entre l'idéologie communiste, la politique étrangère soviétique et la compétition entre les deux Allemagne[2]. Plus Bonn renforçait ses relations avec Israël – dans le cadre des logiques de réintégration dans la communauté des pays constituant le bloc occidental –, plus Berlin Est se rapprochait des pays arabes dans le cadre global de sa lutte contre la présence présumée d'anciens national-socialistes de l'autre côté du Rideau de fer.

En réaction à la doctrine Hallstein[3] de la RFA, la République démocratique chercha à rompre son isolement diplomatique hors du bloc soviétique en se rapprochant des pays arabes qui n'avaient pas encore rejoint l'un des deux blocs[4]. Dans le même temps, Israël était décrié

---

[1] Pour une présentation de l'ensemble de l'histoire diplomatique de la RDA, voir KLESSMANN, Christoph. *Zwei Staaten, eine Nation : deutsche Geschichte 1955-1970*. Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung, 1997, 703 p., pp. 431-468; SCHOLTYSECK, Joachim. *Die Aussenpolitik der DDR*. München: Oldenbourg, 2003, XII-176 p; WENTKER, Hermann. *Aussenpolitik in engen Grenzen : die DDR im internationalen System, 1949-1989*. München: Oldenbourg, 2007, IX-612 p.

[2] Pour une présentation générale de la politique étrangère de l'URSS dans le Proche et Moyen Orient, voir GOLAN, Galia. *Soviet policies in the Middle East : from World War Two to Gorbatchev*. Cambridge Cambridge University Press, 1990, VIII-319 p; VASIL'EV, Aleksej. *Russian policy in the Middle East : from messianism to pragmatism*. Reading: Ithaca Press, 1993, XIII-384 p. Pour les relations entre l'URSS et l'OLP, voir DANNREUTHER, Roland. *The Soviet Union and the PLO*. Basingstoke: Macmillan, 1998, IX-222 p; HEINEMANN-GRÜDER, Andreas. *Die sowjetische Politik im arabisch-israelischen Konflikt*. Hamburg: Deutsches Orient-Institut, 1991, 408 p.

[3] La doctrine Hallstein, déterminant la politique étrangère de la RFA entre 1955 et 1969, stipulait que toute relation d'un Etat avec la RDA était considérée par la RFA comme un acte hostile envers cette dernière. Le but affiché était d'isoler la RDA dans les relations internationales. Pour une présentation détaillée de la doctrine Hallstein et la politique étrangère ouest-allemande durant cette période, voir BOOZ, Rüdiger M. *"Hallsteinzeit" : deutsche Aussenpolitik 1955-1992*. Bonn: Bouvier, 1995, 230 p. Pour une présentation détaillée de la réaction de la RDA à la doctrine Hallstein et son impact sur la politique étrangère dans le Proche Orient, voir TIMM, Angelika. *Hammer, Zirkel, Davidstern: das gestörte Verhältnis der DDR zu Zionismus und Staat Israel*. Bonn: Bouvier, 1997, 614 p., pp. 171-205.

[4] Après une série de traités commerciaux avec le Liban, la Syrie et le Yémen signés entre 1955 et 1956, la diplomatie est-allemande fêta son plus grand succès en 1965 quand, en réaction à l'ouverture de relations diplomatiques entre la RFA et Israël, la majorité des pays membres de la Ligue Arabe décida d'interrompre ses relations diplomatiques avec l'Allemagne de l'Ouest et quand six pays arabes (l'Irak, le Yémen, le Soudan,

par la propagande officielle est-allemande, comme avant-poste de l'impérialisme américain au Moyen-Orient. Accusant l'impérialisme américain qui, lui, était considéré comme à l'origine de l'intervention franco-britannique en Egypte en 1956, la RDA profita de la situation pour établir des relations chaleureuses avec le régime de Nasser[1]. Même si le régime à Berlin ne prit pas des positions ouvertement antisémites comme le faisaient ses nouveaux partenaires au Proche-Orient, le sionisme était condamné comme expression d'une idéologie fasciste et bourgeoise et l'opposition contre ceux qui soutenaient Israël déclarée comme partie intégrante de la lutte antifasciste.

La demande de réparations émanant du gouvernement israélien, au début de l'année 1951, adressée aux deux Allemagne fut à l'origine d'un durcissement de la position est-allemande. Initialement adressée aux quatre forces d'occupation en Allemagne – le gouvernement israélien ne souhaitant pas traiter directement avec les gouvernements des pays successeurs du III[ème] Reich – la demande israélienne s'élevait à 1 milliard de Dollars pour la RFA et 500 millions de Dollars pour la RDA. En septembre 1952, la RFA et Israël signèrent le traité du Luxembourg (*Luxemburger Abkommen*) dans lequel la République fédérale s'engageait à verser des réparations d'une valeur totale de 3,5 milliards de DM à Israël[2].

Cette demande ouvrit les portes à l'expression d'une hostilité et d'un antisémitisme violent chez les dirigeants est-allemands qui ne voyaient dans les exigences de réparation rien d'autre que l'expression de l'impérialisme américain : « Die zionistische Bewegung (...) wird beherrscht, gelenkt und befehligt vom USA-Imperialismus, dient ausschließlich seinen Interessen und den Interessen der jüdischen Kapitalisten[3] ». En conséquence, pour le gouvernement est-allemand et les intellectuels fidèles au régime, le seul intérêt – et la seule « vraie origine du sionisme » – de « l'oligarchie financière américaine » résidait dans l'idée

---

l'Algérie, le Koweit et l'Egypte) se prononcèrent en faveur de la reconnaissance officielle du régime de Berlin-Est.

[1] Pour les relations de la RDA avec l'Égypte, voir BLASIUS, Rainer A. "'Völkerfreundschaft' am Nil : Ägypten und die DDR im Februar 1965." Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte 46.4 (1998): 747-805.

[2] Voir GOSCHLER. *Wiedergutmachung*, op. cit., pp. 257-285; GOSCHLER. *Schuld und Schulden*, op. cit., pp. 125-214.

[3] « Le mouvement sioniste est dominé, guidé et commandité par l'impérialisme des Etats-Unis et sert exclusivement ses propres intérêts et les intérêts des capitalistes juifs. » Article dans *Neues Deutschland* du 4 janvier 1953, cité dans VOIGT, Sebastian. "Das Verhältnis der DDR zu Israel." http://www.bpb.de/themen/XEBFIJ.html (consulté le: 16.02.3009).

de se servir des demandes de réparation dans le but de permettre « l'intrusion » du capital financier américain en Allemagne.

Otto Grotewohl, en 1956, qualifia les paiements ouest-allemands à Israël de « sogenannte Reparationszahlungen, die Israel in seinem Kampf gegen die nationalen Befreiungsbewegungen der Völker des Nahen Osten einsetzt[1] ». Utilisant la même rhétorique, Walter Ulbricht, après son retour d'un voyage en Egypte en mars 1965 et dans une interview à la radio, analysa les motivations du gouvernement ouest-allemand en soulignant que les dirigeants ne faisaient pas de réel effort pour surmonter le passé, mais que la « véritable » motivation des réparations et des relations avec Israël était la tentative de camoufler et de faire oublier les criminels. Selon lui, la place accordée à la « question juive » en RFA signifiait l'échec de la tentative ouest-allemande pour surmonter le passé. Celle-ci ne pourrait être couronnée de succès que si une rupture définitive avec le passé et les traditions impérialistes et agressives était consommée – comme cela était censé, selon le discours officiel, être le cas en RDA.

S'appuyant sur la doctrine officielle, Ulbricht développa cette argumentation quelques jours plus tard dans un texte stipulant que

> die Westdeutschen missbrauchen schamlos das Argument der Wiedergutmachung für die Verbrechen des Hitler-Regimes gegen jüdische Bürger. Wiedergutmachung heisst zuallererst, die Ursachen der Verbrechen des deutschen Faschismus zu beseitigen, indem die Kräfte, die den deutschen Faschismus an die Macht gebracht haben, ausser Macht gesetzt werden. (Zweitens heisst das,) dass die Kriegsverbrecher, die abscheulichen Taten des deutschen Imperialismus vollbracht haben, ihre gerechte Bestrafung erhalten sollten[2].

Selon cette argumentation, l'aide apportée aux pays hostiles à Israël ne devait pas être considérée comme l'expression d'une position antisémite ou l'échec du travail de mémoire qui, lui, avait éradiqué le national-socialisme ainsi que ses racines, comme le rappelait encore la Constitution de 1974. Les tentatives ouest-allemandes, elles, constituaient au contraire une

---

[1] Article dans *Neues Deutschland* du 3 novembre 1956, cité dans DEUTSCHKORN, Inge. *Israel und die Deutschen: das besondere Verhältnis*. Köln: Verlag Wissenschaft und Politik, 1983, 456 p., p. 190.

[2] « Les Allemands de l'Ouest instrumentalisent, d'une manière éhontée, l'argument de la réparation pour les crimes du régime hitlérien contre les citoyens juifs. Réparation signifie en premier lieu d'éliminer les origines des crimes du fascisme allemand par le fait de rendre impuissantes les forces qui ont contribué à l'avènement du fascisme allemand. (Ensuite, cela signifie) que les criminels de guerre, qui ont commis les actes abominables de l'impérialisme allemand, devraient être punis de manière juste. » ULBRICHT, Walter. "Kommuniqué über die 16. Sitzung des Staatsrates der Deutschen Demokratischen Republik am 12. März 1965." *Dokumente zur Aussenpolitik der Regierung der Deutschen Demokratischen Republik 1964 (Bd. 12)*. Berlin (Ost): IIB, 1966, 1262 p., p. 881.

tentative d'auto-disculpation et visaient à détourner l'attention de la continuité au niveau du personnel politique et des institutions et l'échec de la dénazification. Suivant ce point de vue, la RFA n'avait pas tiré les leçons du passé alors que la RDA, elle, même si elle n'avait pas versé de réparations matérielles, l'avait fait.

Lothar Bolz[1], dans un article de mars 1965, était encore plus explicite :

> Wer hat schonungslos die Mörder der Juden auf seinem Boden dazu gebracht, sich für ihre Taten zu verantworten? Wer hat Antisemitismus auf seinem Territorium mit all seinen Wurzeln ausgerottet? Die Deutsche Demokratische Republik! Wer hat ständig gegen die Scham des Antisemitismus und die Verfolgung der Juden gekämpft? Die deutsche Arbeiterbewegung, die Kommunisten, und all die Antifaschisten, diejenigen, die heute in den führenden Positionen der Deutschen Demokratischen Republik stehen. Wo wurde Wiedergutmachung durchgesetzt, den Opfern des Faschismus ohne Rücksicht auf sogenannte Rasse ihre Ehre zurückgegeben? In der Deutschen Demokratischen Republik. Wo wurde, andererseits, der Versuch unternommen, Geld zu nutzen um sich von der Verantwortung freizukaufen, die Wurzeln des Faschismus und des Rassismus zu zerstören und die Schuldigen zu bestrafen? In Westdeutschland. Und wo wurden solche Versuche mit Missachtung gesehen? In unserer Republik[2].

En RDA, la relation à la question juive était donc plus qu'ambiguë et idéologiquement motivée. La rhétorique officielle laissait apparaître un antisémitisme latent dans les rangs des dirigeants politiques, comme il s'était déjà manifesté auparavant lors des purges anti-cosmopolites. De même que l'anticommunisme en RFA facilita l'intégration des anciens partisans du IIIème Reich dans la jeune démocratie, l'antifascisme et l'anti-cosmopolitisme avec sa dose d'antisémitisme stalinien permirent aux national-socialistes repentis d'intégrer la nouvelle société socialiste[3].

---

[1] (1903-1986), ministre des affaires étrangères de 1953 à 1956 et président du NDPD ; MÜLLER-ENBERGS. Bolz, Lothar. op. cit., p. 95.

[2] « Qui a fait en sorte, sans ménagement, que les meurtriers des juifs doivent rendre compte de leurs crimes ? Qui a éliminé l'antisémitisme avec toutes ses racines sur son territoire ? La République démocratique allemande ! Qui a toujours lutté contre la honte de l'antisémitisme et la persécution des juifs ? Le mouvement ouvrier allemand, les communistes et tous les antifascistes, tous ceux qui occupent aujourd'hui des positions dirigeantes en République démocratique allemande. Où est-ce que des réparations pour des victimes du fascisme ont été effectuées, où est-ce qu'a été rendu l'honneur aux victimes du fascisme sans prise en compte de la soi-disant race ? Dans la République démocratique allemande. Où, au contraire, a-t-on tenté d'employer de l'argent pour se libérer de sa responsabilité de détruire les racines du fascisme et du racisme et de punir les coupables ? En Allemagne occidentale. Et où est-ce que de telles tentatives ont été considérées avec mépris ? Dans notre république. » BOLZ, Lothar. "Rede des Ministers für Auswärtige Angelegenheiten der DDR (24. März 1965)." *Dokumente zur Aussenpolitik der Regierung der Deutschen Demokratischen Republik 1964 (Bd. 12)*, op. cit., pp. 909-914.

[3] Voir KESSLER. *Die SED und die Juden*, op. cit. Groehler souligne que les communistes dans les camps de concentration avaient adopté les hiérarchies établies par le IIIème Reich, reflétant ainsi la persistance de préjugés

La dimension antisémite de l'idéologie et la rhétorique officielle du régime est-allemand ont été soulignées par Simon Wiesenthal qui, à la suite de la Guerre des six jours en 1967, avait comparé la couverture médiatique de la guerre dans la presse est-allemande au discours national-socialiste sur les Juifs[1]. Il démontrait que la rhétorique antisémite de la presse est-allemande, notamment celle du quotidien du Parti *Neues Deutschland* et de la revue influente *Deutsche Außenpolitik*, pouvait être expliquée par la continuité du personnel dans le domaine audio-visuel après 1945. En tout, il dénombrait un total de 39 personnes ayant appartenu au NSDAP qui occupaient des postes d'influence dans la presse, la radio et les organes de propagande de la RDA. Ainsi, la propagande de Berlin Est ressemblait, dans la forme, étrangement à celle du IIIème Reich, façonnée par le ministre de la propagande national-socialiste, Joseph Goebbels, substituant « Israélien » à « Juif » et « forces progressistes » à « national-socialisme ».

Comme mentionné ci-dessus, les continuités de forme et de style avec le national-socialisme dans l'autoreprésentation du régime est-allemand soulignent le caractère superficiel du travail de mémoire officiel effectué, discréditant ainsi l'ensemble de la politique mémorielle et identitaire en RDA et invalidant la prétention des dirigeants d'avoir définitivement surmonté le national-socialisme en vue de construire « la première patrie des paysans et ouvriers » sur le sol allemand.

Après la guerre du Kippour en octobre 1973, cette démagogie vis-à-vis d'Israël et du sionisme fut encore amplifiée et l'État hébreu de plus en plus souvent comparé à l'Allemagne national-socialiste. Cette rhétorique trouva son point culminant en 1982, lors de la guerre du Liban, quand la non-intervention israélienne lors des massacres des milices libanaises fut dépeinte comme contribution à la « solution finale de la question palestinienne[2] ». En conséquence, la RDA renforça son soutien symbolique et matériel à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), notamment en recevant Yasser Arafat en tant qu'hôte officiel à Berlin et en permettant l'ouverture d'une ambassade palestinienne à Berlin Est en 1980,

---

raciaux et nationaux, notamment envers les Juifs polonais ; GROEHLER. Verfolgten- und Opfergruppen in der DDR. op. cit., p. 20.

[1] L'« agression sioniste » fut comparée à l'attaque de l'armée allemande du 22 juin 1941 contre l'URSS, reprenant ses « tactiques et méthodes d'invasion illégales ». VOGEL, Rolf. *Die gleiche Sprache, erst für Hitler, jetzt für Ulbricht (Pressekonferenz von Simon Wiesenthal am 06.09.1968 in Wien)*. Bonn, 1968, 67 p. Voir aussi TIMM. *Hammer, Zirkel, Davidstern*, op. cit., pp. 206-229.

[2] VOIGT. « Das Verhältnis der DDR zu Israel. ».

après avoir signé, depuis 1971, une série d'accords sur la coopération militaire, sanitaire et la formation universitaire[1].

De manière inattendue et subite – et en contradiction avec la ligne politique décrite ci-dessus – la RDA chercha à changer radicalement ses relations avec l'État hébreu vers la fin des années 1980[2]. En raison de la situation économique alarmante de la RDA, Erich Honecker tenta d'améliorer les relations avec les Etats-Unis – en vue d'obtenir des investissements directs nécessaires ainsi que l'octroi d'un prêt important à la survie de l'économie est-allemande[3] – en se rapprochant d'Israël. La reconnaissance de l'État d'Israël et de la responsabilité historique pour l'Holocauste était la condition principale posée par les Etats-Unis pour l'ouverture de relations commerciales avec le régime de Berlin Est. Honecker invita donc, en 1987, le rabbin Israël Miller, président de la *Jewish Claims Conference* à Berlin[4] et d'autres contacts avec des représentants et personnalités juives furent noués par le régime est-allemand.

Au niveau de la coopération scientifique, le régime chercha à établir des contacts avec le mémorial de Yad Vashem et, à l'occasion du 50ème anniversaire de la Nuit de Cristal en 1988, des représentants de l'État d'Israël furent, pour la première fois dans l'histoire de la RDA, accueillis pour participer aux commémorations officielles[5]. Ces changements témoignaient d'une révision d'un des éléments clés de l'identité (officielle) de la RDA : « Sie stieg vom hohen Ross des 'Siegers der Geschichte' und wurde, was die Bundesrepublik war : ein Nachfolgerstaat des Nazi-Reiches[6] ».

Une des premières décisions prises par le premier gouvernement librement élu de la RDA après la Chute du Mur de Berlin fut l'adoption d'une déclaration officielle concernant la

---

[1] Voir TIMM. *Hammer, Zirkel, Davidstern*, op. cit., pp. 269-285; HAFEZ, Kai. "Von der nationalen Frage zur Systempolitik : Perioden der DDR-Nahostpolitik." Orient (Leverkusen) 36.1 (1995): 77-95.

[2] Pour une présentation détaillée, voir TIMM. *Hammer, Zirkel, Davidstern*, op. cit., pp. 333-359.

[3] Voir WEBER. *Geschichte der DDR*, op. cit., pp. 308-311, 326-336; WIARDS, Mathias. *Krise im Realsozialismus : die politische Ökonomie der DDR in den 80er Jahren*. Hamburg: Argument-Verlag, 2001, 267 p.

[4] Pour les débuts des négociations entre la RDA et la *Claims Conference*, voir TIMM, Angelika. *"Alles umsonst?" Verhandlungen zwischen der Claims Conference und der DDR über "Wiedergutmachung" und Entschädigung (hefte zur DDR-Geschichte 32)*. Berlin: Gesellschaftswissenschaftliches Forum, 1996, 54 p.

[5] Voir TIMM. *Hammer, Zirkel, Davidstern*, op. cit., pp. 308-313.

[6] « Elle descendait de sa position de 'vainqueur de l'histoire' et devenait ce qu'était la République fédérale : un État successeur du Reich national-socialiste. » BENDER, Peter. *Episode oder Epoche? Zur Geschichte des geteilten Deutschland*. München: DTV, 1996, p. 54.

Verantwortung der Deutschen in der DDR für ihre Geschichte und ihre Zukunft (Responsabilité des Allemands de la RDA face à leur histoire et leur avenir) dans laquelle les nouveaux dirigeants effectuaient une rupture nette avec toutes les positions antérieures :

> Durch Deutsche ist während der Zeit des Nationalsozialismus den Völkern der Welt unermessliches Leid zugefügt worden. Nationalismus und Rassenwahn führten zum Völkermord, insbesondere an den Juden aus allen europäischen Ländern, an den Völkern der Sowjetunion, am polnischen Volk und am Volk der Sinti und Roma. Diese Schuld darf niemals vergessen werden. Aus ihr wollen wir unsere Verantwortung für die Zukunft ableiten. (…) Wir empfinden Trauer und Scham und bekennen uns zu dieser Last der deutschen Geschichte. Wir bitten die Juden in aller Welt um Verzeihung. Wir bitten das Volk in Israel um Verzeihung für Heuchelei und Feindseligkeit der offiziellen DDR-Politik gegenüber dem Staat Israel und für die Verfolgung und Entwürdigung jüdischer Mitbürger auch nach 1945 in unserem Lande[1].

Cette déclaration fut adoptée à l'unanimité par le nouveau parlement est-allemand, même si elle se révéla caduque après quelques mois puisque les deux Allemagne avaient entamé le processus d'unification. Le changement radical de position envers l'État d'Israël et les difficultés de traiter la « question juive » sont également le résultat des transformations dans le paysage mémoriel et historiographique survenues à partir du milieu des années 1970. Au service du pouvoir, ces deux catégories constituent l'un des enjeux principaux dans les efforts d'autojustification des systèmes totalitaires.

---

[1] « Pendant la période du national-socialisme, les Allemands ont infligé aux peuples du monde des souffrances incommensurables. Le nationalisme et la folie raciale ont conduit au génocide, notamment celui des Juifs de tous les pays européens, des peuples de l'Union Soviétique, du peuple polonais et des peuples Sinti et Roma. Cette culpabilité ne doit jamais être oubliée. De cette culpabilité nous voulons puiser notre responsabilité pour l'avenir. (…) Nous sommes en deuil et honteux et reconnaissons ce poids de l'histoire allemande. Nous demandons pardon aux Juifs du monde. Nous demandons pardon au peuple d'Israël pour l'hypocrisie et l'hostilité de la politique officielle de la RDA vis-à-vis de l'État d'Israël et pour la persécution et l'avilissement de nos concitoyens juifs après 1945 dans notre pays. » "Erklärung der Volkskammer : Bekenntnis zu Verantwortung und Mitschuld für die Vergangenheit und Zukunft." Cité dans *Texte zur Deutschlandpolitik (III.8)*. Bonn: Deutscher Bundes-Verlag, 1990, pp. 158-160.

III - Historiographie et identité nationale : une relation impossible ?

(Das offenkundige Problem,) dass wir über die Zeit, über die wir schon so ungeheuer viel geschrieben haben, im Grunde noch sehr wenig wissen – ich meine die Zeit des Faschismus in Deutschland – und dass die Frage ‚Wie war es möglich, und wie war es wirklich?' im Grunde nicht beantwortet ist[1].

A la différence des systèmes démocratiques et libéraux, les régimes autoritaires et totalitaires possèdent (ou plutôt s'octroient) la capacité d'influer sur l'écriture de l'histoire de manière directive et sélective, décidant de cette manière du contenu et de la forme de la mémoire nationale. L'impact de ces décisions est d'autant plus important que l'interprétation et la présentation du passé contribuent de manière essentielle à la vision dominante de l'image auto-produite d'une société donnée. Le travail de mémoire, dans le sens de l'inscription d'un groupe dans une continuité avec les « bons » éléments de l'histoire a subi des transformations profondes durant la dernière décennie de l'existence de la RDA. Ces transformations ont, entre autres raisons notamment économiques, contribué massivement à la perte de repères d'identification de la population avec le système durant les dernières années de son existence, précipitant et accélérant sa chute finale.

La place accordée à l'histoire et aux traditions progressistes et le rôle joué par l'historiographie, au moins en ce qui concerne la macro-histoire, servaient la formation des consciences des citoyens de la RDA. A travers l'établissement d'une conscience historique, le régime berlinois visait la création d'une identité est-allemande distincte de celle de l'Allemagne de l'Ouest, légitimant son caractère répressif. A ce titre, les intellectuels et politiques communistes allemands portaient, dès 1945, un regard positif sur un certain nombre d'éléments et d'événements de l'histoire allemande dans lesquels pouvaient être distingués les précurseurs de l'avènement du communisme sur le sol allemand[2].

---

[1] « Il est problématique que nous sachions finalement très peu de choses sur une époque sur laquelle nous avons tant écrit – je parle de la période du fascisme en Allemagne – et on n'a, en fait, pas encore répondu à la question 'comment cela a-t-il été possible et comment était-ce vraiment'. » WOLF, Christa. *Die Dimension des Autors II : Essays und Aufsätze, Reden und Gespräche 1959-1985*. Berlin: Aufbau-Verlag, 1986, 956 p., p. 350.

[2] SOLCHANY. *Comprendre le nazisme*, op. cit., p. 175.

Le succès de ce projet, de ce champ d'expérimentation identitaire, restait pourtant limité. Notamment en raison des multiples changements et transformations initiés par les dirigeants en réaction à l'évolution des relations inter-allemandes et, principalement, à cause de la nature décrétée et construite de l'identité est-allemande qui, de cette manière, était détachée des réalités sociales, individuelles et familiales du quotidien de la RDA.

A - L'histoire et l'historiographie : former les consciences

La méthodologie et l'orientation de l'historiographie en RDA étaient basées sur le matérialisme dialectique et historique[1]. L'histoire, selon la dialectique matérialiste, est avant tout l'histoire des modes de production et de leurs changements qui, eux, sont déterminés par la croissance des forces productives. Selon le matérialisme historique, le développement historique est la succession de formations socio-économiques qualitativement croissantes qui, elles, sont soumises à des lois historiques fondamentales, telles la progressivité du processus historique et la lutte des classes comme force sociétale. Ce développement n'est pourtant pas nécessairement linéaire mais peut, au contraire, être influencé ou empêché par l'activité humaine. Le stade final du développement historique, après la succession des différents stades sociétaux, est la réalisation de l'idéal de la société sans classes, le communisme.

Le rôle de l'historien, dans cette interprétation idéologique de l'histoire, est de mettre à jour cette progression historique, c'est-à-dire d'attester et de faire avancer par son travail la réalisation de cette vision de l'histoire. En outre, il doit tirer des conclusions sur le développement futur car, suivant la logique de la prédétermination, le futur n'est autre que le présent prolongé et, en conséquence, les tendances élémentaires de l'avenir déterminables dans le présent. Le sens de l'histoire ne peut être dégagé par un travail d'interprétation, mais est logiquement déduit de manière objective du développement socio-économique. En ce sens, l'historiographie et l'historien lui-même ne sont pas neutres, mais prennent parti et contribuent à la réalisation de l'idéal communiste par leur travail de mise en évidence du processus historique :

---

[1] Pour une présentation rapide de la conception de l'historiographie dans la pensée marxiste-léniniste ci-dessous, voir DORPALEN, Andreas. Geschichtswissenschaft in der DDR. *In* FAULENBACH, Bernd (dir.). *Geschichtswissenschaft in Deutschland: traditionelle Positionen und gegenwärtige Aufgaben*. München: C. H. Beck, 1974, pp. 121-137, pp. 121-123; BRINKS, Jan Herman. *Die DDR-Geschichtswissenschaft auf dem Weg zur deutschen Einheit : Luther, Friedrich II und Bismarck als Paradigmen politischen Wandels*. Frankfurt a/M: Campus Verlag, 1992, VII-342 p., pp. 24-28.

> Des historiens est-allemands ont, de leur plein gré ou sous la contrainte, travaillé en suivant une conception de l'histoire pour laquelle la connaissance scientifique et l'idéal « bourgeois » d'une science neutre apparaissaient comme une chimère idéologique[1].

Ainsi, politique et historiographie se trouvèrent dans une relation d'interdépendance, le Parti, en l'occurrence le SED, ne put formuler sa politique – et sa conception de l'identité nationale de la RDA qui dura tout au long de son existence[2] – qu'à l'aide des sciences historiques dont les résultats seraient d'évidence prédéterminés par les lois historiques définissant le cours de l'histoire. L'historiographie, elle, est soumise non seulement aux lois de la dialectique historique, mais également, et encore davantage, aux directives du Parti.

L'écriture de l'histoire participe de l'évolution en tant que force historique car elle ne se trouve jamais en-dehors de la lutte des classes. Elle est, au contraire, une des armes idéologiques principales de la classe ouvrière. La conception de l'histoire comme arme politique justifie donc la prise d'influence – par des élites et dirigeants politiques – sur le travail d'interprétation des historiens. Vers l'intérieur, l'historiographie devint une « idéologie du pouvoir (*Herrschaftsideologie*) » et vers l'extérieur une « idéologie de la lutte (*Kampfideologie*[3]) ». Parallèlement, une telle conception de l'histoire et de l'historiographie permet la réinterprétation idéologique telle qu'elle a été effectuée dans le cas des résistants antifascistes et des camps de Buchenwald et de Sachsenhausen. L'histoire devient – réinterprétée selon l'idéologie – un outil politique.

En RDA, cette « soumission aux attentes et exigences du SED[4] », se réalisait à travers l'impératif de, tout d'abord, faire ressortir les traditions démocratiques et progressistes dans lesquelles la république est-allemande s'inscrivait : les jacqueries du Moyen-Âge, la Réforme et sa figure emblématique : Thomas Müntzer[5], la Guerre des paysans (*Bauernkrieg*) à partir de 1524, les guerres de libération anti-napoléoniennes de 1813, les révolutions de 1848 et 1918 et la lutte antifasciste sous le IIIème Reich. La RDA puisa sa légitimation politique dans ces

---

1 SABROW, Martin. "L'histoire comme formation des consciences : un regard rétrospectif sur la science historique allemande en RDA." Allemagne aujourd'hui 169 (2004): 99-115, p. 105.

2 BRINKS. *Die DDR-Geschichtswissenschaft*, op. cit., p. 7.

3 *Ibid.*, p. 1.

4 WEBER. *Die DDR 1945-1990*, op. cit., p. 130.

5 A ce sujet. Voir VOGLER, Günter. Luther oder Müntzer ? Die Rolle frühneuzeitlicher Gestalten für die Identitätsstiftung der DDR. *In* GEHRKE, Hans-Joachim (dir.). *Geschichtsbilder und Gründungsmythen*. Würzburg: Ergon-Verlag, 2001, pp. 417-436.

« forces progressistes du peuple allemand ». Le rôle et l'impact de la classe ouvrière allemande, mais aussi la capacité des forces réactionnaires – impérialistes, militaristes et capitalo-économiques – d'affaiblir et de dominer la classe ouvrière furent placés au cœur de l'analyse historique. Le rôle de l'historiographie en RDA était donc – quasi uniquement – celui de la légitimation du système politique.

Hermann Weber souligne par conséquent que l'historiographie en RDA s'est détachée de l'idéal historiographique et cela pour trois raisons. La prétendue interprétation marxiste, en premier lieu, se limitait le plus souvent à une reprise de la terminologie marxiste et la reproduction de quelques dogmes, ce qu'il qualifie de « choix partisan des citations ». Une conception idéologique, élevée au rang de 'loi objective' de l'histoire, primait sur les déterminantes économique, politique et organisationnelle. La méthode critique de l'idéologie marxiste, mettant l'accent sur les contradictions d'interprétation, était, en deuxième lieu, laissée de côté en faveur d'une mise en récit de l'histoire qui servait à dissimuler les éléments qui ne correspondaient pas à la ligne idéologique fixée par le parti. Le respect de l'objectivité dans l'interprétation des faits historiques, éléments clés de l'approche marxiste telle qu'elle a été présentée par Marx et Engels, a été, en troisième lieu, écarté pour une partialité répondant aux nécessités politiques[1].

Les fonctions de l'historiographie idéologisée peuvent être caractérisées ainsi :

> Entsprechend ihrer Ideologie sah die SED ihre Geschichte als einen objektiven, gesetzmäßigen Prozess. Da die Partei- und Staatsführung für sich in Anspruch nahm, kraft « wissenschaftlicher » Ideologie die genaue Kenntnis von der Gesetzmäßigkeit des Geschichtsverlaufs zu besitzen, leitete sie daraus ihren Führungsanspruch gegenüber der DDR-Geschichtswissenschaft ab. Deren Auftrag lautete daher, durch Darstellung verwertbarer Fakten ein für die SED positives und ihr politisch nützliches Geschichtsbild zu vermitteln und Traditionsbewusstsein zu schaffen. Immer hatte die Historiographie zu « beweisen », dass die Traditionen der deutschen Arbeiterbewegung in der DDR konsequent fortgeführt wurden[2].

---

[1] WEBER. *Die DDR 1945-1990*, op. cit., p. 131.

[2] « Conformément à son idéologie, le SED interprétait son histoire comme un processus objectif obéissant aux lois de l'histoire. Comme les dirigeants du Parti et de l'Etat s'attribuaient, en vertu de l'idéologie 'scientifique', une connaissance précise des lois de l'histoire, ils en faisaient découler leur prédominance vis-à-vis des sciences historiques de la RDA. La mission de cette dernière était, en conséquence, de transmettre une vision de l'histoire positive pour le SED et politiquement utile et de créer un sentiment de tradition en présentant des faits exploitables. L'historiographie devait toujours 'prouver' que les traditions du mouvement ouvrier allemand étaient perpétuées de manière conséquente en RDA. » *Ibid.*, pp. 131-132.

L'affirmation que la politique du SED était basée sur la connaissance des lois de l'histoire ainsi que la référence à la tradition du mouvement ouvrier ne servaient, finalement, qu'à la légitimation du pouvoir en place, à la couverture idéologique du rôle dominant du Parti. Suivant la logique « le parti a toujours raison[1] », l'historiographie devait mettre à jour les traditions progressistes afin d'établir un pronostic favorable sur la politique progressiste dans le présent et pour l'avenir. Cette connaissance proclamée des lois de l'histoire contribuait à répandre l'optimisme et à renforcer la prétention à diriger du SED.

L'historien était donc tenu de prouver que, dans le passé, les communistes avaient toujours eu raison, d'où découlait que, naturellement, ceci était valable dans le présent et à l'avenir. La politisation réduisit la science historique à un présent rétroprojeté, transformant la politique contemporaine en un passé présent et une préfiguration de l'avenir.

Selon Martin Sabrow, il convient cependant de ne pas interpréter cette fusion entre adossement au Parti et objectivité scientifique comme victoire de la politique sur la science[2]. Selon lui, l'historiographie est-allemande réussit à produire une science « normale » avec une force de cohésion interne remarquable et, en même temps, une crédibilité difficilement saisissable de l'extérieur, d'où sa force hégémonique à l'intérieur. D'autres ont également souligné que les travaux de la microhistoire étaient nettement moins politisés que les présentations macrohistoriques[3].

Dans la relation entre histoire et politique, deux périodes peuvent être distinguées. De 1945 (pour la SBZ et depuis 1949 pour la RDA) et jusqu'au milieu des années 1960, des falsifications grossières des faits historiques conduisirent à une représentation de l'histoire conforme à l'idéologie communiste. Cette historiographie d'inspiration et de type stalinien était caractérisée par sa partialité, limitant et guidant le choix et l'interprétation des événements, les efforts de la part des historiens de conformer les faits historiques aux lignes d'interprétation fixées par le parti unique en omettant des faits gênants et, si nécessaire, en les falsifiant. Le gommage – dans les livres d'histoire aussi bien que dans toutes les images publiques – des personnes devenues indésirables était une pratique courante. Ceci fut valable

[1] Tel est le titre de l'hymne du SED, écrit en 1950 par le compositeur tchécoslovaque Louis Fürnberg. C'est une ironie de l'histoire de rappeler que Fürnberg a écrit la chanson après avoir été écarté du PC tchécoslovaque en 1949.

[2] SABROW. « L'histoire comme formation des consciences. », art. cit., p. 106.

[3] A ce titre, voir l'ouvrage clé de IGGERS, Georg G. (dir.). *Ein anderer historischer Blick : Beispiele ostdeutscher Sozialgeschichte*. Frankfurt a/M: Fischer, 1991, 197 p.

pour l'historiographie en général ainsi que pour l'histoire de la RDA en particulier et permit de garantir la linéarité du récit proposé aux citoyens de la RDA.

A partir de 1965, des falsifications grossières étaient évitées, mais la présentation et l'interprétation de l'histoire restèrent néanmoins biaisées. Le rôle fondamental de légitimation du Parti et de ses décisions par la référence au passé, ne changea guère. Cette conception de l'historiographie, la partialité (*Parteilichkeit*) prenait en considération les faits allant à l'encontre de l'interprétation souhaitée par le SED, mais leur interprétation finale était entre les mains des dirigeants du Parti. Martin Sabrow parle, en conséquence, d'une « mémoire dominée (*beherrschte Erinnerung*) » et d'une « science enchaînée (*gebundene Wissenschaft*[1]) ».

Au problème de la domination de l'historiographie s'ajoutaient les enjeux de pouvoir entre les différentes institutions de l'État et du Parti, notamment entre, du côté des institutions étatiques, l'Institut historique (*Institut für Geschichte*, plus tard transformé en *Zentralinstitut an der Deutschen Akademie der Wissenschaften*) et, du côté du SED, l'Institut du marxisme-léninisme (*Institut für Marxismus-Leninismus*) qui dépendait directement du Comité central. Ces deux institutions se disputèrent la mainmise sur le plan quinquennal académique qui devait donner une orientation thématique à long terme sur l'évolution de la recherche dans tous les domaines des sciences de la société[2].

L'influence politique sur l'historiographie était particulièrement prononcée dans l'étude et la représentation de la période national-socialiste :

> Nirgendwo sonst galt die Forderung so entschieden und fiel ihre Erfüllung so schwer, parteiamtliche Vergangenheitsforderungen und persönliche Erinnerungen in Einklang zu bringen: nirgendwo war der historische Legitimationsdruck des SED-Staates lastender und nirgendwo seine Entsprechung in der historischen Wirklichkeit geringer als in den zwölf Jahren, in denen der Nationalsozialismus auch die proletarischen Massen in den Bann schlug und die verbliebenen Kommunisten in deutschen Lagern litten, im westlichen Exil überwinterten oder sich in der stalinistischen Sowjetunion unter den Bedingungen terroristischer Säuberungen zu behaupten hatten[3].

---

[1] SABROW. Beherrschte Erinnerung. op. cit. Voir aussi les contributions dans SABROW, Martin (dir.). *Parteinahme wofür ? DDR-Historiker im Spannungsfeld von Politik und Wissenschaft*. Potsdam: Verlag für Berlin-Brandenburg, 2000, 397 p.

[2] SABROW. « L'histoire comme formation des consciences. », art. cit., p. 101.

[3] « Nulle part ailleurs, l'exigence d'accorder les demandes du Parti envers le passé et les expériences personnelles était si forte et sa réalisation si difficile ; nulle part le besoin de légitimation de l'Etat socialiste n'était plus pesant et nulle part son adéquation à la réalité historique plus réduite que dans ces douze années

Cette période historique et son actualité pour le présent constituèrent, en quelque sorte, la véritable raison d'être – officielle – de l'État antifasciste est-allemand et, aussi, ses méthodes répressives. Son actualité résidait non seulement dans l'auto-conception de la RDA qui se considérait comme le rempart contre le fascisme et l'impérialisme, mais également dans la survie des tendances fascistes et impérialistes, telles que la RFA les représentait. Dans la « narration nationale (*nationale Meistererzählung*) », la chronologie des événements et la suite logique des moments historiques furent remplacées par le critère de la fonctionnalité qui visait davantage la valeur d'un événement que sa factualité ou sa véracité. Les conséquences pour la mémoire de la persécution des Juifs, décrites ci-dessus, en sont le meilleur exemple.

Il est intéressant de noter que, dans ce contexte et malgré des particularités nationales, l'histoire de l'Allemagne était considérée comme faisant partie de l'histoire mondiale de l'avènement du communisme. Les trajectoires spécifiques qui avaient conduit à l'Holocauste étaient réduites à des détails historiques de cette histoire mondiale – si elles étaient mentionnées. Les alternatives, au contraire, et plus particulièrement le rôle de la classe ouvrière, pourtant non réalisées, étaient au cœur de la recherche historique.

La transmission de la vision socialiste du monde et de l'interprétation de l'histoire mondiale et nationale, et notamment l'interprétation de la période 1933 à 1945, dans une logique de consolidation du pouvoir passa nécessairement par l'enseignement. Tout comme en Allemagne de l'Ouest, l'éducation joua un rôle fondamental dans le renouveau démocratique et le traitement public du passé. La référence au passé impliquait, toujours, dans les deux Allemagne, une prise de position dans le présent et une vision de l'avenir.

Dès 1945, la différenciation de l'approche fut saisissable. Le magazine intellectuel-pédagogique *Frankfurter Hefte*, publié depuis 1946 par Eugen Kogon[1] et Walter Dirks[2] dans

---

durant lesquelles le national-socialisme subjuguait aussi les masses prolétaires et les derniers communistes souffraient dans les camps, hibernaient dans l'exil occidental ou avaient eu à s'affirmer dans les conditions des purges terroristes dans l'URSS stalinienne. » SABROW. Beherrschte Erinnerung. op. cit., p. 153.

[1] Eugen Kogon (1903-1987), sociologue et politiste, est considéré comme un des pères spirituels de la RFA et promoteur de l'intégration européenne. Dès 1945, il s'attela à la rédaction d'un ouvrage de la compréhension de l'Holocauste qui, encore aujourd'hui, est considéré comme l'analyse clé du système des camps de concentration. KOGON, Eugen. *Der SS-Staat: das System der deutschen Konzentrationslager*. München: Kindler, 1974 (1946), XXXI-411 p.

[2] Walter Dirks (1901-1991), écrivain et journaliste, était un défenseur du rapprochement du christianisme et socialisme. Ce rapprochement n'ayant pas été opéré lors de la création de la CDU, il se consacra au journalisme (écrit et radiophonique) et à la recherche en sciences sociales (au *Frankfurter Institut für Sozialforschung* où il travailla avec Theodor W. Adorno).

les zones d'occupation à l'Ouest, partait du principe que seule une connaissance profonde des causes socio-psychologiques et mentales du succès du mouvement national-socialiste permettrait de garantir la survie d'une nouvelle démocratie sur le sol allemand[1]. De cette manière, une grande partie de la publication fut dédiée à une réflexion historique et politique sur les origines du mouvement national-socialiste dans l'ensemble de l'histoire allemande.

Dans la même logique, *Die Sammlung*, publié par Herman Nohl entre 1945 et 1960 en Allemagne occidentale, cherchait ainsi à contribuer de manière culturelle et pédagogique au renouveau de la société allemande :

> Unsere Zeitschrift will dem Wiederaufbau unseres Volkes dienen, seiner Kultur und insbesondere seiner neuen Erziehung. Der Rückblick auf die Vergangenheit wird sich nicht vermeiden lassen, aber unser Wille ist entschlossen nach vorwärts gerichtet in den großen Morgen unserer Zukunft. Unser Kompass ist die einfache Sittlichkeit, ein standhafter Glaube an die Ewigkeit der geistigen Welt, Liebe zum Nächsten und die lebendige Hoffnung, dass auch uns wieder einmal die Sonne der Ehre und des Glücks scheinen werde[2].

Comme indiqué plus haut, l'accent en RDA fut mis, jusque dans les années 1980, sur l'antifascisme et l'internationalisme, attribuant une place particulière aux « combattants » antifascistes et à la transmission de leur héritage dans la pédagogie. Dès l'installation des cadres venus de Moscou dans les zones occupées par l'Armée rouge, les instructions officielles furent données – sur un ton qui rappelait fortement celui du régime déchu :

> Wir müssen anfangen, ganz von vorne, niemand darf mehr nach rechts und links schauen, der Blick muss nur geradeaus gerichtet sein auf das eine große Ziel ‚Deutschland'. Wir werden es auch wieder schaffen, im neuen Geiste, mit deutscher Art und Gründlichkeit in allem und um alles in der Welt. Grundbedingung aber dafür ist, dass sich alle freimachen von den Schlacken des Nationalsozialismus und im Antifaschismus aufgehen[3].

---

[1] Pour une analyse de *Frankfurter Hefte*, voir GRUNEWALD, Michel. 'Christliche Sozialisten' in den ersten Nachkriegsjahren: Die Frankfurter Hefte. *In* GRUNEWALD, Michel / PUSCHNER, Uwe (dir.). *Das katholische Intellektuellenmilieu in Deutschland, seine Presse und seine Netzwerke (1871-1963)*. Bern: Peter Lang, 2006, pp. 459-482; PRÜMM, Karl. Entwürfe einer zweiten Republik in den 'Frankfurter Heften' 1946-1949. *In* KOEBNER, Thomas / SAUTTERMEISTER, Gert / SCHNEIDER, Ingrid (dir.). *Deutschland nach Hitler. Zukunftspläne im Exil und aus der Besatzungszeit 1939-1945*. Opladen: Westdeutscher Verlag, 1987, pp. 330-343.

[2] « Notre magazine veut servir la reconstruction de notre peuple, sa culture et particulièrement sa nouvelle éducation. Le regard en arrière sera inévitable, mais notre volonté est orientée de manière décidée vers l'avant, dans la grande matinée de notre avenir. Notre compas est la moralité simple, une foi inébranlable en l'éternité du monde spirituel, l'amour du prochain et l'espoir vivant que le soleil de l'honneur et du bonheur se lèvera de nouveau. » *Frankfurter Hefte* 1 (1946) : 1.

[3] « Nous devons recommencer, du tout début, personne n'a plus le droit de regarder à droite ou à gauche, le regard doit être rivé en avant, fixant le grand but, l''Allemagne'. Nous allons réussir de nouveau, dans un nouvel esprit, avec la manière et la minutie allemandes, dans tout et à tout prix. La condition fondamentale est pourtant

Le national-socialisme n'était donc pas, comme à l'Ouest, la référence incontournable lors de la reconstruction politique, mais uniquement une période historique à dépasser.

Les points de référence pour la République démocratique allemande étaient les révolutions de 1848 et 1918/1919. Dans ce sens, la classe dirigeante se considérait comme le moteur d'une révolution rattrapée – rattrapage accéléré et renforcé par l'idéologie antifasciste.

Cette interprétation, qui semble aller à l'encontre des constatations faites ci-dessus, s'appuie sur le fait que le traitement du IIIème Reich, comparé aussi bien à celui pratiqué en RFA qu'à la présentation d'autres périodes clés de l'histoire allemande reste marginal en RDA. Cela s'explique par l'intégration des années 1933 à 1945 dans une histoire plus globale de l'impérialisme et le danger latent d'une nouvelle éruption des forces fascistes en RFA. Ainsi, la structure et le fonctionnement du IIIème Reich n'étaient pas d'un grand intérêt pour la recherche est-allemande.

La concentration sur l'affrontement des deux idéologies fasciste et communiste permit également un abandon des analyses détaillées du régime national-socialiste. Quand le national-socialisme était abordé, les intentions de dénonciation des « tendances fascistes » en RFA dominaient et il s'agissait de démasquer « l'intoxication militariste et fasciste de la jeunesse en Allemagne de l'Ouest[1] ».

L'« écriture de l'histoire du point de vue de l'ennemi » impliquait donc la renonciation à une analyse de fond de la société du IIIème Reich et l'abandon de l'étude de son idéologie. Le IIIème Reich et le fascisme planaient tels des spectres sur l'historiographie est-allemande sans faire l'objet d'analyses et d'interprétations approfondies autres qu'idéologiques. En raison de la concentration sur les forces capitalistes et la non-prise en compte de la structure sociale du soutien au régime national-socialiste, la pédagogie est-allemande ne pouvait pas comprendre le national-socialisme dans sa spécificité et, surtout, les raisons du soutien à son égard dans la population allemande.

---

que tous se libèrent de la crasse du national-socialisme et s'épanouissent dans l'antifascisme. » Lettre du Kreisschulamt Forst (Lausitz) du 31 août 1945 adressée à tous les enseignants. Cité dans DUDEK, Peter. "Die Thematisierung der NS-Vergangenheit in der Pädagogik der BRD und der DDR: eine vergleichende Studie auf der Basis einer systematischen Zeitschriftenanalyse." Tel Aviver Jahrbuch für deutsche Geschichte 23 (1994): 371-400, p. 392. Voir aussi MALYCHA, Andreas. "Das Verhältnis zwischen Wissenschaft und Politik in der SBZ/DDR von 1945 bis 1961." Aus Politik und Zeitgeschichte 30-31 (2001): 14-21.

[1] DUDEK. « Thematisierung der NS-Vergangenheit. », art. cit., p. 395.

Rapidement, une interprétation idéologique avait pris le pas alors que dans les années d'immédiat après-guerre, il y avait eu une tendance à discuter la culpabilité des Allemands et la question de la loyauté envers le régime, mais aussi la résistance inexistante de certaines catégories de la classe ouvrière[1]. L'accent mis sur l'idéologie et les éléments et traditions nationales progressistes devaient permettre la création et, ensuite, le renforcement d'une connaissance historique qui, en retour, devait rendre possible une identification avec la RDA.

B - La conscience historique

> Im geistigen Leben unserer Republik wie in der ideologischen Auseinandersetzung mit unseren Gegnern erhöht sich die Rolle des sozialistischen Geschichtsbewusstseins. Das Wissen um das Woher und Wohin unseres Weges ist für die weitere Gestaltung der entwickelten sozialistischen Gesellschaft wie für den Kampf um den Frieden untenbehrlicher Kraftquell[2].

L'universalisation du problème du fascisme dans la tentative (ou plutôt la non-tentative) de surmonter le passé en RDA s'appuyait sur une conscience historique qui s'inscrit dans l'enchaînement logique, qui, selon Johannes L. Kuppe, est rarement vérifiable, de l'écriture de l'histoire – pédagogie (ou propagande) – conscience historique (ou vision de l'histoire) – conscience étatique – conscience nationale[3].

Le lien entre écriture de l'histoire, conscience historique et conscience nationale – pour réduire la chaîne à ses éléments clés – peut être retracé en présentant tout d'abord les étapes de la recherche historique. Il reste que les influences mutuelles – davantage encore dans une dictature – entre l'écriture de l'histoire, la conscience historique et l'identité nationale semblent pertinentes. Le développement de l'historiographie en RDA, qui connut un nombre important de changements de paradigmes, en témoigne.

---

[1] Les ouvrages d'Alexander Abusch et de Johannes Becher en sont deux bons exemples ; ABUSCH. *Irrweg*, op. cit; BECHER, Johannes. *Erziehung zur Freiheit : Gedanken und Betrachtungen*. Berlin: Volk und Wissen, 1946, 181 p. Hermann Matern exigeait également que « la lumière soit portée dans cette obscurité terrible ». Cité dans DUDEK. « Thematisierung der NS-Vergangenheit. », art. cit., p. 398.

[2] « Dans la vie intellectuelle de notre République tout comme dans la confrontation idéologique avec nos ennemis, le rôle de notre conscience historique socialiste est revalorisé. Le fait de connaître les origines et la direction de notre chemin est une source d'énergie indispensable pour l'organisation de la société socialiste développée et la lutte pour la guerre. » *Neues Deutschland* du 16.12.1983. Cité dans KUPPE. Geschichtsbewusstsein in der DDR. op. cit., p. 179.

[3] *Ibid.*, p. 175.

Avec Günter Heydemann il est possible de distinguer cinq phases de développement historiographique en RDA[1]. D'abord, une phase de transition et de révolution de 1945 à 1949/1950 durant laquelle les anciennes structures et institutions de recherches furent démantelées. Ensuite, une phase de constitution et de reconstruction, allant de 1950/1951 à 1962 qui permit l'établissement d'une nouvelle organisation institutionnelle et la diffusion de la doctrine historique marxiste. La phase de consolidation, de 1961/1962 à 1971, qui connut une opposition plus marquée à l'historiographie ouest-allemande et une concentration sur la conscience historique de la RDA et les débuts de l'analyse des relations entre historiographie, vision de l'histoire et conscience historique[2]. Entre 1971 et 1980/1981, les sciences historiques en RDA connurent une scientificisation à travers une diversification théorique et méthodologique et une pluralisation des sujets de recherche, notamment dans le sens d'une révision de l'histoire allemande. Dans une dernière phase, entamée après 1980/1981, l'ensemble de l'histoire allemande fut au cœur de la réflexion historique avec un accent sur l'histoire de la RDA[3].

Avec le recul historique, Martin Sabrow propose une périodisation de l'historiographie en RDA en cinq étapes également mais différant légèrement de la précédente[4]. La première période, allant de 1945 à 1957/58, s'inscrivait dans une phase d'édification générale et fut dominée par la présence d'officiers culturels soviétiques qui, conjointement avec les autorités est-allemandes, « ont tenté de faire disparaître les résidus d'une perception national-socialiste de l'histoire en suscitant l'émergence d'une conscience historique démocratique[5] ». « Les concepts clés du renouveau s'intitulaient 'antifascisme', 'paix' et 'humanisme', et leur acceptation était si large que communistes et non-communistes pouvaient y adhérer[6] ». Durant cette période, et après la fondation du parti unique, la soviétisation de la vie intellectuelle avança rapidement et, parallèlement, la concurrence entre les deux Etats allemands contribua

[1] HEYDEMANN, Günther. "Geschichtswissenschaft und Geschichtsverständnis in der DDR nach 1945." Aus Politik und Zeitgeschichte 13 (1986): 15-26.

[2] A ce titre, voir SCHMIDT, Walter. "Geschichtswissenschaft und Geschichtsbewusstsein." Zeitschrift für Geschichtswissenschaft 15 (1967): 205-223; STREISAND, Joachim. "Geschichtsbild - Geschichtsbewusstsein - Geschichtswissenschaft : ihre Wechselbeziehung und ihre Bedeutung für die Entwicklung des sozialistischen Bewusstseins."Ibid.822-833.

[3] Pour une analyse détaillée des deux dernières phases, voir KUPPE, Johannes L. "Die Geschichtsschreibung der DDR im Umbruch." Deutschland Archiv 18.3 (1985): 278-94.

[4] SABROW. « L'histoire comme formation des consciences. », art. cit., pp. 107-112.

[5] *Ibid.*, p. 108.

[6] *Ibid.*

à des politiques de distinction plus prononcées, comme en témoigne la fondation, en 1952, du Musée de l'histoire allemande (*Museum für deutsche Geschichte*) à Berlin Est. L'ambition du régime était de créer un sentiment de patriotisme socialiste en se référant à une histoire nationale allemande[1].

Après l'insurrection du 17 juin 1953, la crise de la déstalinisation et la prise de distance avec « l'historiographie impérialiste des potentats de Bonn » à partir de 1957, « le marxisme-léninisme avait atteint une position de quasi-monopole chez les scientifiques est-allemands et l'affirmation d'une conception scientifique adossée à la politique du Parti avait consommé définitivement la fracture avec l'historiographie parallèle ouest-allemande[2] ». Fracture définitive qui s'exprimera, entre autres, dans la création d'une société d'historiens est-allemands en mars 1958[3].

Durant la seconde phase, de 1958 à 1971, les efforts politiques visèrent l'homogénéisation et la consolidation de l'historiographie est-allemande, ce que la construction du Mur en 1961 facilita. Le « antifaschistischer Schutzwall (*digue de protection antifasciste*) » acheva la séparation dont l'historiographie avait besoin pour renforcer les efforts en vue de la consolidation de l'idée d'une nation socialiste.

La troisième phase, déclenchée par la mort d'Ulbricht en 1971, signifia la réintégration de la RDA dans une logique internationale et le recul d'une historiographie nationale. Après le VIIIème Congrès du SED en 1971 lors duquel Erich Honecker fut élu Secrétaire général du SED[4], la RDA n'était plus dans la position privilégiée qu'Ulbricht lui avait octroyée au sein du bloc soviétique, mais dans celle de l'avant-poste le plus occidental du bloc soviétique. La conséquence fut, pour l'historiographie, l'abandon de la « conception nationale fondamentale (*Nationale Grundkonzeption*) » élaborée par Walter Ulbricht et le renforcement de la gestion

[1] Walter Ulbricht avait introduit le terme *Nationale Grundkonzeption* à l'aide duquel il comptait créer une identité nationale est-allemande ; voir DINKELMANN, Kai. *Walter Ulbricht und seine deutsche-deutsche Revolutionstheorie (1944/45-1973)*. Aachen: Shaker, 2005, 234 p; KOWALCZUK, Ilko-Sascha. *Legitimation eines neuen Staats : Parteiarbeiter an der historischen Front - Geschichtswissenschaft in der SBZ/DDR 1945 bis 1961*. Berlin: Links, 1997, 407 p; PALMOWSKI, Jan. "Building an East German nation : the construction of a socialist *Heimat*, 1945-1961." Central European History 37 (2004): 365-399.

[2] SABROW. « L'histoire comme formation des consciences. », art. cit., p. 109. Voir aussi NEUHÄUSER-WESPY, Ulrich. *Die SED und die Historie : die Etablierung der marxistisch-leninistischen Geschichtswissenschaft in der DDR in den fünfziger und sechziger Jahren*. Bonn: Bouvier, 1996, 155 p., pp. 26-96.

[3] Sur sa fondation, son fonctionnement et son impact, voir NEUHÄUSER-WESPY. *Die SED und die Historie*, op. cit., pp. 97-110.

[4] Pour le VIIIème Congrès et ses conséquences, voir WEBER. *Geschichte der DDR*, op. cit., pp. 275-277.

de la recherche à travers une série de plans régissant le travail des institutions et des individus et un contrôle accru de la production intellectuelle.

La période suivante, allant de la fin des années 1970 à la Glasnost fut dominée par la « ré-historicisation » de la recherche historique et notamment une « renaissance prussienne ». Déclenché par l'historienne Ingrid Mittenzwei[1], ce débat autour d'un retour à l'ensemble de l'histoire nationale allemande « fut un véritable séisme qui toucha l'ensemble des représentants de la culture historique non officielle de la RDA[2] ». Cette renaissance de la mémoire de la Prusse[3] se prolongea dans un débat autour des concepts d'« héritage » et de « tradition » (*Erbe und Tradition*). Celui-ci mettait une fin à la distinction établie entre les « bons » éléments progressistes (traçant une ligne de tradition allant de la Guerre des Paysans à la RDA en passant par le mouvement ouvrier allemand) et les « mauvais » éléments réactionnaires (ligne partant de l'absolutisme réactionnaire et allant à la RFA en passant par l'impérialisme et le fascisme) dans l'histoire. Désormais, l'ensemble de l'histoire nationale était pris en compte, et la distinction entre « tradition » et « héritage » permettait une référence aux éléments de l'histoire qu'il s'agissait de perpétuer, les traditions, et ceux qu'il fallait accepter, « l'héritage », sur lequel on ne pouvait s'appuyer[4].

La longue citation ci-dessous de l'historien phare de la RDA, Walter Schmidt, résume parfaitement ce mélange des genres entre historiographie, conscience historique et identité nationale, mais aussi la rupture définitive avec les conceptions antérieures du passé national :

---

[1] MITTENZWEI, Ingrid. "Die zwei Gesichter Preussens." Forum XIX (1978): 8-9.

[2] SABROW. « L'histoire comme formation des consciences. », art. cit., p. 111.

[3] Pour la renaissance de la Prusse, voir KUPPE, Johannes L. "Kontinuität und Wandel in der Geschichtsschreibung der DDR : das Beispiel Preussen." Aus Politik und Zeitgeschichte 20/21 (1986): 17-26.

[4] Pour une présentation détaillée du développement du concept *Erbe und Tradition* de la part des historiens est-allemands, voir BADSTÜBNER, Rolf. Zu "Erbe und Tradition" in der Geschichte der DDR. *In* MEIER, Helmut / SCHMIDT, Walter (dir.). *Erbe und Tradition in der DDR : die Diskussion der Historiker*. Köln: Pahl-Rugenstein, 1989, pp. 280-287; BARTEL, Horst. Erbe und Tradition in Geschichtsbild und Geschichtsforschung der DDR.Ibid.(dir.). pp. 129-140; BARTEL, Horst / SCHMIDT, Walter. Historisches Erbe und Tradition - Bilanz, Probleme, Konsequenzen.Ibid.(dir.). pp. 196-217; BENSING, Manfred. Erbe und Tradition in der Geschichte der Deutschen Demokratischen Republik.Ibid.(dir.). pp. 301-317; BRINKS. *Die DDR-Geschichtswissenschaft*, op. cit., pp. 197-224; KÜTTLER, Wolfgang / SEEBER, Gustav. Probleme von Erbe und Tradition in der gegenwärtigen Disklussion der DDR-Geschichtswissenschaft. *In* MEIER, Helmut / SCHMIDT, Walter (dir.). *Erbe und Tradition in der DDR : die Diskussion der Historiker*. Köln: Pahl-Rugenstein, 1989, pp. 171-195; LAUBE, Adolf. Die Lutherehrung in der DDR und ihre historisch-politische Motivation.Ibid.(dir.). pp. 265-279; MEIER, Helmut / SCHMIDT, Walter (dir.). *Erbe und Tradition in der DDR : die Diskussion der Historiker*. Köln: Pahl-Rugenstein, 1989, 501 p; SCHMIDT, Walter. Das Erbe- und Traditionsverständnis in der Geschichte der DDR. *In* MEIER, Helmut / SCHMIDT, Walter (dir.). *Erbe und Tradition in der DDR : die Diskussion der Historiker*. Köln: Pahl-Rugenstein, 1989, pp. 388-414.

Eine Nationalgeschichte der DDR zu erarbeiten, bedeutet weder nur die unmittelbare Genesis zur Geschichte der DDR zu erfassen (sie schließt die ganze deutsche Geschichte seit der Entstehung des deutschen Volkes als ethnische Einheit ein) noch irgendeine territoriale Verengung ihrer langen ‚Vorgeschichte' auf jene deutschen Gebiete vorzunehmen, die in den territorialen Bestand der DDR eingegangen sind. Die DDR als sozialistischer deutsche Staat ist nicht alle in und vorrangig aus der Geschichte Preußens und den anderen deutschen Territorialstaaten herausgewachsen, deren Gebiete heute ganz oder teilweise zur DDR gehören. Der historische Grund, auf dem die DDR steht, ist von grundsätzlich weitreichender Dimension. Der reale Sozialismus auf deutschem Boden ist, abgesehen von seiner internationalen Verwurzelung, historisch nur als Resultat der ganzen deutschen Geschichte zu begreifen. Er kann von diesen historischen Grundlagen nicht getrennt, nicht auf eine ausschließlich oder vornehmlich preußische, sächsische, thüringisch und mecklenburgische Geschichte beschränkt werden. Seine historischen Wurzeln sind die Auseinandersetzungen, die die fortschrittlichen Kräfte des deutschen Volkes in ihrer Gesamtheit, einschließlich von Vertretern der Ausbeuterklassen namentlich in der Aufstiegsphase antagonistischer ökonomischer Gesellschaftsformationen, um die Realisierung des gesellschaftlichen Fortschritts auf deutschem Boden geführt haben. Der Durchbruch zu einer sozialistischen Entwicklung, die den Gesetzmäßigkeiten der gegenwärtigen Epoche des Übergangs vom Kapitalismus zum Sozialismus entspricht, wurde durch den Kampf der deutschen Arbeiterklasse vorbereitet. (…) Das Geschichtsbewusstsein der Bürger der DDR zielt auf diese weite historische Dimension von Herkunft und Verwurzelung des Sozialismus auf deutschem Boden. Ihr Geschichtsbild umfasst die ganze deutsche Geschichte, angefangen von der Genesis des deutschen Volkes, und es schließt bis zur Mitte der vierziger Jahre des 20. Jh. territorial alle deutschen Gebiete ein, soweit sie im Deutschen Reich und vorher im Deutsche Bund bzw. im ‚Römischen Reich Deutscher Nation' vor 1806 zusammengeschlossen waren. Diese Sicht ist ein unveräußerliches Element des historischen Selbstverständnisses der sozialistischen deutschen Nation, ist Teil der nationalen Identität. Die Auffassung, dass sich in der DDR eine sozialistische deutsche Nation entwickelt, d.h. eine Nation, die ihrem Charakter nach sozialistisch und ihrer Herkunft nach deutsch ist, hat die Konsequenz, dass diese Nation in ihrem Bewusstsein (als historische Komponente des Nationalbewusstseins) die ganze deutsche Geschichte von der Warte des Sozialismus verarbeiten muss[1].

---

[1] « Élaborer une histoire nationale de la RDA ne signifie ni prendre en compte seulement la genèse immédiate de l'histoire de la RDA (elle comprend, au contraire, l'ensemble de l'histoire allemande depuis la naissance du peuple allemand en tant qu'unité ethnique) ni réduire territorialement sa longue „préhistoire" aux territoires allemands qui sont entrés dans la composition du territoire de la RDA. La RDA en tant qu'État socialiste allemand n'est pas toute l'histoire allemande et pas seulement issue de l'histoire de la Prusse et des autres États territoriaux allemands dont les territoires font entièrement ou partiellement partie de la RDA. La base historique sur laquelle la RDA repose a une dimension plus étendue. Le Socialisme sur le sol allemand est, en faisant abstraction de son ancrage international, seulement saisissable en tant que résultat de l'ensemble de l'histoire allemande. Il ne peut être séparé de ces bases historiques, ne peut être réduit à une histoire exclusivement ou essentiellement prussienne, saxonne, thuringienne ou mecklenbourgeoise. Ses racines historiques sont les conflits que les forces progressistes du peuple allemand, les représentants des classes exploitantes compris (notamment durant la phase initiale de la formation des antagonismes économiques), ont menés afin de réaliser le progrès social sur le sol allemand. La percée vers un développement socialiste qui correspond aux lois de l'époque contemporaine de la transition du capitalisme au Socialisme a été préparée par la lutte de la classe ouvrière allemande. (…) La conscience historique des citoyens de la RDA vise cette vaste dimension des origines et de l'ancrage du Socialisme sur le sol allemand. Sa vision de l'histoire inclut l'ensemble de l'histoire

Cette réorientation et l'intégration de l'ensemble de l'histoire nationale allemande d'avant 1945 dans les traditions historiques de la RDA est la conséquence de l'échec de la tentative de justifier la naissance d'une nation socialiste en RDA en se référant uniquement au matérialisme historique. La distinction entre « traditions » et « héritage » peut également être interprétée comme une stratégie de défense qui permet de créer un filtre politique à l'aide duquel les éléments ou périodes historiques « hostiles » peuvent être écartés ou – au moins – leur importance réduite.

Les conséquences politiques et identitaires furent multiples. D'abord, il y avait l'abandon de la concentration sur certains aspects de l'histoire allemande et l'intégration de perspectives plus larges et de leurs influences sur le développement de la nation allemande. La RDA et la naissance d'une nation socialiste étaient davantage insérées dans l'antagonisme mondial des deux visions opposées du monde et leurs blocs. Ensuite, l'existence de deux Etats allemands devient un sous-produit inévitable de cette opposition qui trouverait un terme avec la victoire finale – elle aussi inévitable – du communisme au niveau mondial. Ce « retour » de la nation, finalement, permettait la réintégration d'une terminologie nationale qui avait été, après la reformulation de la Constitution de 1974, bannie du vocabulaire politique.

Il est intéressant de noter que la « renationalisation » du discours politique se produit parallèlement au « tournant mental-moral (*geistig-moralische Wende*) » en RFA et que l'histoire prend, tout comme à l'Ouest, la forme d'un ciment identitaire, permettant de combiner la pratique politique communiste et la théorie : « Die DDR-Geschichtsschreibung soll nun und nicht nur – und das wäre schon viel – 'Herzen und Hirne' erreichen', (…) sondern ausdrücklich der Behauptung von der erfolgreichen, weil gesetzmässigen Entwicklung von deutscher Geschichte auf die DDR hin grössere Akzeptanz verleihen[1] ».

allemande, commençant par la genèse du peuple allemand et inclut également, jusqu'au milieu des années 1940 du 20ème siècle tous les territoires allemands, dans la mesure où ceux-ci avaient fait partie du Reich allemand, du Deutscher Bund ou du Saint Empire romain germanique avant 1806. Ce point de vue est un élément inaliénable de la compréhension de soi historique [*historisches Selbstverständnis*] de la nation socialiste allemande, il fait partie de l'identité nationale. La conception selon laquelle une nation socialiste s'est développée en RDA, c'est-à-dire une nation dont le caractère est socialiste et les origines allemandes, a pour conséquence que la conscience de cette nation (en tant que composante historique de la conscience nationale) doit assimiler l'ensemble de l'histoire allemande d'un point de vue socialiste. » SCHMIDT, Walter. "Nationalgeschichte der DDR und das territorialstaatliche historische Erbe." Zeitschrift für Geschichtswissenschaft 29.5 (1981): 399-404, p. 401.

[1] « L'historiographie de la RDA doit non seulement atteindre – et ce serait déjà beaucoup – 'les cœurs et les cerveaux' (…) mais expressément rendre acceptable l'affirmation du mouvement de l'histoire allemande vers la création de la RDA, qui a été couronné de succès puisqu'il a suivi les lois de l'histoire. » KUPPE. Geschichtsbewusstsein in der DDR. op. cit., p. 174.

Ainsi, la RDA espérait, en modifiant la conscience historique et en créant une conscience historique socialiste à travers les changements paradigmatiques de l'écriture de l'histoire, stabiliser le système politique. Cette conscience historique socialiste était un produit de l'écriture de l'histoire et donc de sa transmission dans le sens d'un travail historico-idéologique.

Cette propagande historique devait légitimer historiquement le « socialisme réellement existant », expliquer la stratégie économique du Parti située dans la continuité historique et technico-scientifique, contribuer à la formation d'une conscience nationale en RDA, favoriser l'harmonisation des développements nationaux et internationaux en direction de la paix universelle et permettre une meilleure compréhension des rapports entre le mouvement ouvrier international, le socialisme et la paix.

Le doute concernant le succès de l'opération exprimé en 1987 par Johannes L. Kuppe et probablement partagé par un grand nombre d'observateurs en RFA, s'est vu concrétisé avec la Chute du Mur et l'exode massif de citoyens de la RDA qui l'a précédée, interprété comme « l'échec de l'antifascisme est-allemand[1] » :

> Es ist nicht auszuschließen, dass dieser vehemente Rückgriff auf die *ganze* deutsche Geschichte, der ja letztlich über ein neues, DDR-spezifisches Geschichtsbewusstsein zu einem eigenen DDR-Nationalbewusstsein führen soll, bei den Geschichtskonsumenten, falls aus dem Programm Wirklichkeit wird, wenigstens indirekt, zu der Schlussfolgerung führt, dass angesichts einer 2000-jährigen deutschen Geschichte die Gebilde Bundesrepublik und DDR keineswegs das letzte Wort sein müssen[2].

L'interrogation sur l'existence d'une véritable conscience historique telle qu'elle était visée par le Parti ou l'existence en parallèle d'une mémoire officielle et de mémoires privées et familiales comme c'était le cas en Allemagne de l'Ouest, est limitée par l'absence de données fiables sur la RDA. L'existence d'une *Nischengesellschaft*[3] (société de niches)

---

[1] Voir aussi JARAUSCH, Konrad. "The failure of East German antifascism : some ironies of history as politics." German Studies Review 14.1 (1991): 85-102.

[2] « Il n'est pas à exclure que ce recours véhément à *toute* (en italique dans l'original) l'histoire allemande – qui est censé mener, à travers une nouvelle conscience historique spécifique à la RDA, à un sentiment national spécifique de la RDA – conduise, chez les consommateurs de l'histoire – si ce programme devenait une réalité –, à la conclusion que les formations République fédérale et RDA ne seraient peut-être pas le dernier si on prend en considération les 2000 ans d'histoire allemande. » KUPPE. Geschichtsbewusstsein in der DDR. op. cit., p. 175.

[3] Selon Günter Gaus, la société en RDA se caractérisait essentiellement par ses niches, c'est-à-dire l'espace – ou les espaces – où les individus se retiraient de la sphère politique ou publique – se soustrayant ainsi aux exigences politiques et idéologiques de l'État – pour cultiver, dans la sphère privée, des valeurs petit-bourgeoises allemandes traditionnelles. A ce titre, voir GAUS, Günter. *Wo Deutschland liegt : eine Ortsbestimmung.*

indique pourtant que le succès de la politique historique du SED sera probablement resté limité[1].

Ces réflexions sur les relations – politiques et politisées – entre l'écriture de l'histoire, la conscience historique et les efforts pour créer une identité nationale pour la RDA conduisent à la question de la difficulté de créer une identité partielle.

C - La nation socialiste : une identité nationale impossible ?

L'effondrement rapide du système communiste en RDA en 1989/1990 et le « vote par les pieds » – l'exode massif des citoyens de la RDA vers l'Ouest à la fin des années 1980 – permettent de considérer que l'« expérience RDA » avec son modèle économique, social et identitaire a échoué. Les efforts du régime pour établir une identité nationale, en créant une conscience historique à travers l'écriture de l'histoire et en la divulguant par la propagande n'ont, probablement, pas été couronnés de succès. Ils n'ont, en tout cas, pas pu combler les difficultés économiques par un ciment identitaire suffisamment fort afin d'inciter les citoyens de la RDA à rester dans leur pays après l'ouverture des frontières.

L'existence d'un sentiment de nostalgie (*Ostalgie*[2]) parmi la population des cinq nouveaux *Länder* permet néanmoins de considérer que le régime est-allemand a réussi à créer un sentiment d'appartenance commune – même si celui-ci ne s'est manifesté ouvertement qu'après l'unification. L'existence d'une telle identité est-allemande a été analysée par la recherche quelques années après l'unification quand les sondages commençaient à rendre

---

Hamburg: Hoffmann und Campe, 1983, 287 p., pp. 156-233. Pour l'analyse de la société de la RDA et la dualité prononcée entre public/politique et privé, voir GRUNENBERG, Antonia. Die gespaltene Identität: gesellschaftliches Doppelleben in der DDR. *In* WEIDENFELD, Werner (dir.). *Die Identität der Deutschen*. Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung, 1983, pp. 210-228.

[1] Voir KOCKA, Jürgen. "L'histoire sociale de la RDA." Actes de la recherche en sciences sociales 106-107 (1995): 80-84; LINDENBERGER, Thomas. *Herrschaft und Eigen-Sinn in der Diktatur : Studien zur Gesellschaftsgeschichte in der DDR*. Köln: Böhlau, 1999.

[2] Sur l'*Ostalgie*, voir (entre autres) AHBE, Thomas. "Ostalgie als Selbstermächtigung : zur produktiven Stabilisierung ostdeutscher Identität." Deutschland-Archiv 30.4 (1997): 614-619. Sur la pérennisation voir (entre autres), GLAAB, Manuela. "Doppelte Identitäten? Zum Orientierungsdilemma im vereinten Deutschland." Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande 28.4 (1996): 417-422; KAASE, Max/BAUER-KAASE, Petra. Deutsche Vereinigung und innere Einheit 1990-1997. *In* MEULEMANN, Heiner (dir.). *Werte und nationale Identität im vereinten Deutschland. Erklärungsansätze der Umfrageforschung*. Opladen: Leske + Budrich, 1998, pp. 251-267; NELLER, Katja. Getrennt vereint?: Ost-West-Identitäten, Stereotypen und Fremdheitsgefühle nach 15 Jahren deutscher Einheit. *In* FALTER, Jürgen / GABRIEL, Oscar / RATTINGER, Hans (dir.). *Sind wir ein Volk? Ost- und Westdeutschland im Vergleich*. München: C.H. Beck, 2006, pp.13-36.

évidente la persistance de la division entre l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest[1]. Une possible explication de la différence des Allemands de l'Est serait leur « sens social » plus développé qui résulterait directement de la socialisation socialiste et le principe d'égalité comme élément clé[2]. Il est toutefois à noter que cette identité post-unificatrice s'est également manifestée en réaction aux nombreuses difficultés économiques que les cinq nouveaux *Länder* ont connues – alors que Helmut Kohl, durant la campagne électorale suivant l'unification, avait promis des « paysages fleurissants (*blühende Landschaften*) » aux nouveaux citoyens de la RFA et que les différences socio-économiques entre les anciens et les nouveaux *Länder* continuent à persister presque 30 ans après l'unification.

La question de l'existence d'une identité particulière de la RDA avait déjà été posée à partir des années 1970 quand, dans le sillage de l'*Ostpolitik* du gouvernement de Willy Brandt, le fait de l'existence de deux États allemands et, en conséquence, de deux identités distinctes, était devenu patent. Elle a trouvé, à partir de la fin des années 1990, son prolongement dans les réflexions sur l'*Ostalgie*, sentiment de nostalgie se référant à un passé meilleur en RDA, la difficile unification intérieure et la pérennisation de deux identités est- et ouest-allemandes.

« Die Frage nach der Nation ist in der DDR seit 1949 sehr viel häufiger und intensiver gestellt worden als in der Bundesrepublik Deutschland[3] », car, au contraire de la RFA où, jusqu'en 1969, la notion de *Volk* dominait le discours politique, la catégorie identitaire référentielle en Allemagne de l'Est a été la « nation » (avec l'ajout « socialiste[4] »). Le constat de Jens Hacker, en 1977, que les dirigeants de la RDA n'avaient pas su créer une identité entre leurs prétentions politiques et nationales, repose sur la difficulté de faire adhérer les citoyens de la RDA à la conception de la nation socialiste telle qu'elle était élaborée et

---

[1] Voir ECKERT, Detlef / HOFMANN, Jürgen / MEIER, Helmut (dir.). *Zwischen Anschluss und Ankunft. Identitätskonflikte und Identitätssuche der Ostdeutschen auf dem Weg zum Bundesbürger*. Potsdam: Brandenburger Verein für politische Bildung, 1992, 81 p; MEULEMANN, Heiner (dir.). *Werte und nationale Identität im vereinten Deutschland: Erklärungsansätze der Umfrageforschung*. Opladen: Leske & Budrich, 1998, 320 p.

[2] Voir ENGLER, Wolfgang. *Die Ostdeutschen als Avantgarde*. Berlin: Aufbau Verlag, 2002, 207 p.

[3] « La question de la nation a été posée beaucoup plus souvent et de manière plus intense en RDA depuis 1949 qu'en République fédérale. » HACKER, Jens. Das nationale Dilemma der DDR. *In* MEISSNER, Boris / HACKER, Jens (dir.). *Die Nation in östlicher Sicht*. Berlin: Duncker & Humblot, 1977, pp. 40-68, p. 40.

[4] Voir les textes (un peu datés mais intéressants) de SCHWEIGLER. *Nationalbewusstsein*, op. cit; KOSING, Alfred / SCHMIDT, Walter. "Nation und Nationalität in der DDR." *Neues Deutschland* du 15.02.1975; PFEILER, Wolfgang. "Zum Nationalbewusstsein in der DDR." Politik und Kultur 4.1 (1977): 52-60.

présentée par les dirigeants politiques et telle qu'elle a été discutée ci-dessus. Les changements réguliers de la terminologie nationale – allant jusqu'à l'éradication du terme nation du vocabulaire officiel – dans les Constitutions de 1949, 1968 et 1974 n'ont certainement pas facilité l'adhésion à une « identité nationale » est-allemande. Adhésion d'autant plus difficile que la société civile était absente des débats et que la « question nationale » était entre les mains des hauts fonctionnaires et des idéologues du régime, donc détachée du peuple est-allemand. Tout discours identitaire était donc un discours « ordonné par le haut (*verordnet*) » et non pas le résultat d'un débat public ou d'un processus sociétal.

Le développement de la « question nationale » en RDA peut être suivi en présentant ses différentes étapes. Étapes qui, d'ailleurs, se construisent toujours en interdépendance avec les développements dans l'autre Allemagne.

Jusqu'au début des années 1960, la thèse d'une nation allemande ne fut remise en cause ni à l'Est et ni à l'Ouest. En RDA, on faisait référence à Staline et son texte *Le marxisme et la question nationale* écrit en 1913 dans lequel il définissait la nation de la manière suivante :

> La nation est une communauté humaine stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture. Avec cela, il va de soi que la nation, comme phénomène historique, est soumise à la loi du changement, qu'elle a son histoire, un commencement et une fin. Il est nécessaire de souligner qu'aucun des indices mentionnés ne suffit, pris isolément, à définir la nation. Bien plus : il suffit qu'un seul de ces indices manque pour que la nation cesse d'être nation[1].

Cette conception de la nation fut, pour la première fois, remise en question par Alfred Kosing en 1962 lorsqu'il souligna que la définition stalinienne réduisait la nation à des traits fondamentaux. Il indiqua qu'elle ne permettait pas de prendre en compte l'impact du fait national sur la société, négligeait le développement historique de la nation et, surtout, ne rendait pas compte de la contribution de la classe ouvrière au développement de la nation et à l'avènement de la nation socialiste. Néanmoins, Kosing insistait sur l'existence d'une seule nation allemande : « In der modernen Epoche kann die gegenwärtige Spaltung der deutschen Nation in zwei Staaten nicht zur Bildung von zwei Nationen führen, sondern sie wird schließlich durch die Herausbildung einer einheitlichen sozialistischen Nation überwunden

[1] HAUPT, Georges / LÖWY, Michael / WEILL, Claudia. *Les marxistes et la question nationale*. Paris: Maspero, 1974, 391 p., pp. 312. Voir aussi OBERLÄNDER, Erwin. "Der sowjetische Nationsbegriff." Aus Politik und Zeitgeschichte 12 (1968): 3-19.

werden[1] ». Le « Document national (*Nationales Dokument*), publié le 17 juin 1962 au nom du SED, a repris cette idée en accusant la RFA de vouloir « quitter » la nation allemande :

> Als die westdeutschen Imperialisten mit Hilfe der Westmächte ihren Separatstaat gründeten, die Einheit der Nation sprengten, und sich anschickten, Westdeutschland gänzlich aus dem deutschen Nationalverband herauszulösen, antworteten die in der Nationalen Front des demokratischen Deutschlands vereinten fortschrittlichen Kräfte unter Führung der Arbeiterklasse, mit der Gründung der Deutschen Demokratischen Republik[2].

Ainsi, seule la RDA pouvait représenter l'ensemble de la nation allemande, et les « vrais intérêts de la nation », alors que l'Allemagne occidentale était « en contradiction avec les expériences historiques et les nécessités de la nation allemande » comme le disait le programme du SED de 1963[3].

Avec le temps, l'idée de la seule représentation de la nation allemande par la RDA laissa la place à la théorie de « deux États – une nation (*zwei Staaten – eine Nation*) » selon laquelle l'existence de deux États allemands ne pourrait conduire à l'existence de deux nations distinctes[4]. La définition stalinienne de la nation fut de nouveau la référence, mais les éléments économiques étaient mis en avant, suivant en cela les remarques de Kosing[5].

Deux « types » de nation, une nation bourgeoise et une nation socialiste, étaient distingués et la nation comprise comme « Struktur- und Entwicklungsform immer der Entwicklung einer bestimmten Gesellschaftsformation, eine bestimmten ökonomischen Struktur der Gesellschaft und so auch der jeweiligen Klassenstruktur und deren Entwicklung

---

[1] « A l'époque moderne, la séparation actuelle de la nation allemande en deux États ne pourra conduire à la création de deux nations, mais elle sera uniquement surmontée par la formation d'une nation socialiste unie. » KOSING, Alfred. "Illusion und Wirklichkeit in der nationalen Frage." Einheit 5 (1962): 13-22, p. 15. Cité dans HACKER. Das nationale Dilemma der DDR. op. cit., p. 43. Voir aussi KOSING, Alfred. *Die nationale Lebensfrage des deutschen Volkes*. Berlin: Dietz, 1962, 204 p; KOSING, Alfred. "Die DDR in der Geschichte der deutschen Nation." Deutsche Zeitschrift für Philosophie 12 (1964): 1165-1170.

[2] « Alors que les impérialistes ouest-allemands fondaient leur État séparé, faisaient éclater l'unité de la nation et tentaient de faire sortir l'Allemagne de l'Ouest entièrement de l'ensemble national allemand, les forces progressistes réunies dans le Front National de l'Allemagne démocratique sous la direction de la classe ouvrière répondirent en fondant la République démocratique allemande. » RIKLIN, Alois/WESTEN, Klaus (dir.). *Selbstzeugnisse des SED-Regimes*. Köln: Verlag Wissenschaft und Politik, 1963, 211 p., p. 37.

[3] *Ibid*., p. 94.

[4] Voir KLESSMANN. *Zwei Staaten, eine Nation*, op. cit., pp. 447-461; KUPPE, Johannes L. Deutschlandpolitik der DDR. *In* WEIDENFELD, Werner/KORTE, Karl-Rudolf (dir.). *Handbuch zur deutschen Einheit, 1949 - 1989 - 1999*. Frankfurt a/M: Campus, 1999, pp. 252-267.

[5] On peut ici citer le *Kleines politisches Wörterbuch* (Le petit dictionnaire politique), dont les éditions de 1967 et 1973 permettent de suivre l'évolution de la pensée nationale officielle en RDA. Voir aussi BÖHME, Waltraud (dir.). *Kleines politisches Wörterbuch*. Berlin: Dietz, 1973, 1015 p; KÖNIG, Gerhard (dir.). *Kleines politisches Wörterbuch*. Berlin: Dietz, 1967, 771 p.

untergeordnet[1] ». Pourtant, cette distinction entre les deux types de nation n'était pas appliquée stricto sensu au cas allemand et le modèle de *deux États – une nation* resta en vigueur jusqu'au milieu des années 1970. Ainsi, la RDA se caractérisait, dans la Constitution de 1968, comme un « État socialiste de la nation allemande (*sozialistischer Staat deutscher Nation*) », n'excluant donc pas l'existence d'un second État allemand. L'accession au pouvoir de la coalition SPD/FDP et l'*Ostpolitik* du gouvernement Brandt allaient pourtant déclencher un changement de cap dans le traitement de la « question nationale » à Berlin Est.

Dans son « Rapport sur l'état de la nation (*Bericht zur Lage der Nation*) » présenté devant le *Bundestag* le 14 janvier 1970, Willy Brandt, le chancelier ouest-allemand constatait la réalité d'une nation divisée :

> Die Wahrhaftigkeit gebietet einzugestehen, dass an eine baldige, grundlegende Änderung dieser Situation der Teilung leider nicht zu denken ist. (…) 25 Jahre nach der bedingungslosen Kapitulation des Hitler-Regimes bildet der Begriff der Nation das Band um das gespaltene Deutschland. (…) Die Nation gründet sich auf das fortdauernde Zusammengehörigkeitsgefühl der Menschen eines Volkes. Niemand kann leugnen, dass es in diesem Sinne eine deutsche Nation gibt[2].

En réaction, Walter Ulbricht décréta une nouvelle formule nationale pour la RDA :

> Das ist die historische Realität: die Deutsche Demokratische Republik ist ein sozialistischer deutscher Nationalstaat, die westdeutsche Bundesrepublik ist ein kapitalistischer NATO-Staat, deren ehemalige Adenauer-Regierung sogar solche Grundrechte wie die Regelung der Beziehungen zur DDR den imperialistischernWestmächten übertragen hat. Es ist ein Staat mit beschränkter nationaler Souveränität[3].

[1] « Structure et développement qui sont, et ont toujours été, soumis au développement d'une formation sociétale particulière, à une structure économique particulière de la société et donc à la structure des classes et leur développement », EICHHORN, Wolfgang (dir.). *Wörterbuch der marxistisch-leninistischen Soziologie*. Opladen: Westdeutscher Verlag, 1969, 535 p., p. 306.

[2] « La réalité nous oblige à reconnaître qu'un changement proche et fondamental de cette situation n'est, malheureusement, pas envisageable. (…) 25 ans après la capitulation inconditionnelle du régime hitlérien, l'idée de la nation forme le ruban entourant l'Allemagne divisée. (…) La nation est fondée sur le sentiment continu d'appartenance commune des individus constituant un peuple. Personne ne peut nier qu'en ce sens une nation allemande existe. » Bundeskanzler-Willy-Brandt-Stiftung. "Januar 1970 : Bericht zur Lage der Nation." http://www.bwbs.de/bwbs_biografie/index.html?l=de&year=1970 (consulté le: 26.03.2009).

[3] « C'est une réalité historique : la République démocratique allemande est un État-nation socialiste allemand, la République fédérale ouest-allemande est un État capitaliste de l'OTAN et l'ancien gouvernement d'Adenauer est même allé jusqu'à transférer des droits fondamentaux comme la régulation des relations avec la RDA aux puissances occidentales impérialistes. C'est un État avec une souveraineté nationale limitée. » Cité dans HACKER. Das nationale Dilemma der DDR. op. cit., p. 48.

Cette réponse à la « question nationale » de janvier 1970 fut remplacée, en décembre de la même année par une formule encore plus claire qui entérinait définitivement l'idée de l'existence de deux nations désormais séparées :

> Die bürgerliche deutsche Nation, die sich im Prozess des Übergangs vom Feudalismus zum Kapitalismus entwickelt und die im Rahmen eines einheitlichen Staates von 1871 bis 1945 bestanden hatte, existiert nicht mehr. Die DDR ist der sozialistische deutsche Nationalstaat, in ihr vollzieht sich der Prozess der Herausbildung einer sozialistischen Nation. Dafür sind bereits unwiderrufliche Tatsachen entstanden. Die BRD ist ein imperialistischer Staat der NATO und verkörpert den verbliebenen Teil der alten bürgerlichen deutschen Nation unter den Bedingungen des staatsmonopolistischen Herrschaftssystems[1].

Le successeur d'Ulbricht à la tête du Bureau politique, Erich Honecker, s'appuyait principalement sur l'idée de « nation socialiste », soulignant la fin définitive d'une nation unie. En RDA, selon Honecker lors du VIIIème Congrès du Parti en 1971, « ein neuer Typus der Nation, die sozialistische Nation[2] » était en train de se développer. En conséquence, « zwischen der sozialistischen DDR, in der sich die sozialistische deutsche Nation entwickelt, und der monopolkapitalistischen BRD, in der die alte bürgerliche Nation existiert, kann und wird es niemals sogenannte besondere 'innerdeutsche Beziehungen' geben[3] ». Par conséquent, « das von Bonn immer wieder in Spiel gebrachte Gerede von der 'einheitlichen Nation' ist nichts anderes als eine Fiktion[4] ».

[1] « La nation bourgeoise allemande qui s'est formée dans le processus de la transition du féodalisme au capitalisme et qui a existé dans le cadre d'un État uni de 1871 à 1945 n'existe plus. La RDA est l'État-nation socialiste allemand, et en elle s'élabore le processus de la formation d'une nation socialiste. Ce fait est corroboré par des réalités irrévocables. La RFA est un État impérialiste de l'OTAN et, dans les conditions d'un système politique de monopole de l'État, incarne ce qui est resté de l'ancienne nation bourgeoise. » Anonyme. "25 Jahre nach der Einigung der Arbeiterklasse : Referat des Ersten Sekretärs des ZK der SED, Genossen Walter Ulbricht auf der Sitzung der Kommission sur Vorbereitung des 25. Jahrestages der SED am 17. Dezember 1970." *Neues Deutschland* du 14.01.1917 (https://www.nd-archiv.de/ausgabe/1971-01-14).

[2] « (U)n nouveau type de nation, la nation socialiste. »

[3] « Entre la RDA socialiste dans laquelle la nation socialiste allemande se développe et la RFAmonopol-capitaliste dans laquelle existe l'ancienne nation bourgeoise, il ne peut y avoir et n'y aura jamais des soit-disant 'relations inter-allemandes' particulières. »

[4] « Le caquetage renouvelé de Bonn d'une 'nation unie' n'est rien d'autre qu'une fiction. » Cette citation et les deux précédentes : HONECKER, Erich. "Eröffnungsrede zum VIII. SED-Parteitag." Deutschland-Archiv : Zeitschfrift für das vereinigte Deutscland 4.1 (1971): 770-783.

La thèse des deux nations fut ensuite reprise, l'idée d'une continuité de la nation allemande enterrée et la RFA déclarée *Ausland* (étranger): « Es gibt nicht zwei Staaten einer Nation, sondern zwei Nationen in Staaten verschiedener Gesellschaftsordnungen[1] ».

Le gouvernement ouest-allemand n'a, par la suite, pas réussi à intégrer l'idée de la continuité nationale dans le *Grundlagenvertrag* de 1972. Dans le traité, il n'était pas non plus question du peuple allemand mais uniquement des « hommes dans les deux États ». Après la ratification du traité qui mettait fin à la *Hallsteindoktrin*, des représentations permanentes (Günter Gauss pour la RFA et Michael Kohl pour la RDA) furent installées et le *statu quo* de la coexistence de deux États allemands accepté tout en maintenant l'idée d'une *Kulturnation* (nation culturelle). Dans son jugement du 31 juillet 1973, la Cour Constitutionnelle ouest-allemande (*Bundesverfassungsgericht*), saisie par la CDU/CSU qui considérait que le traité violait l'impératif de la réunification, le déclara pourtant conforme à la Loi fondamentale, rappelant néanmoins que la réunification des deux États devait rester la priorité politique et que, dans ce sens, le terme « nation » était davantage politique que culturel[2].

Le processus de rupture annoncée par la formule de la « nation socialiste » fut achevé avec l'introduction d'une nouvelle Constitution pour la RDA le 7 octobre 1974. La Constitution, introduite parallèlement au 25ème anniversaire de la République, rayait toute mention de la nation allemande. Désormais, la RDA était définie comme

> ein sozialistischer Staat der Arbeiter und Bauern. Sie ist die politische Organisation der Werktätigen in Stadt und Land unter der Führung der Arbeiterklasse und ihrer marxistisch-leninistischen Partei[3].

L'idéal de réunification fut écarté et le préambule de la nouvelle Constitution constatait que « Das Volk der Deutschen Demokratischen Republik (hat) sein Recht auf sozial-

---

[1] « Il n'y a pas deux États d'une même nation, mais deux nations dans des Etats aux modèles sociétaux différents. » Albert Norden, cité dans HACKER. Das nationale Dilemma der DDR. op. cit., p. 50..

[2] Voir SAROTTE, Mary Elise. "Vor 25 Jahren : Verhandlungen über den Grundlagenvertrag." Deutschland Archiv 30.6 (1997): 901-911.

[3] « Un État socialiste des travailleurs et paysans. Elle est l'organisation politique des ouvriers à la ville et à la campagne sous la direction de la classe ouvrière et son parti marxiste-léniniste. » (1ère partie, chap. 1.) Dans les Constitutions précédentes, la définition était la suivante : « (1) L'Allemagne est une république allemande indivisible ; elle est constituée des Länder allemands. (…) (3) Il n'y a qu'une nationalité allemande. » [1949] « La République démocratique allemande est un État socialiste de nation allemande. Elle est l'organisation politique des ouvriers à la ville et à la campagne, qui, ensemble et sous la direction de la classe ouvrière et de son parti marxiste-léniniste, réalisent le Socialisme. » [1968]

ökonomische, staatliche und nationale Selbstbestimmung verwirklicht[1] ». Le fait d'avoir rayé la référence à la nation allemande fit naître une polémique sur la question de savoir si les citoyens de la RDA devaient encore se considérer comme « Allemands » ou non. La réponse du gouvernement, lors de la 13ème session du Comité central du SED le 12 décembre 1974, tenta d'éliminer toute ambiguïté.

Erich Honecker répondit à la question en affirmant que la « nation socialiste » de la RDA se distinguait à tous les niveaux de la « nation bourgeoise » de la RFA. Il introduisit néanmoins une distinction entre citoyenneté et nationalité en soulignant que la nationalité de la majorité des citoyens de la RDA était « allemande » mais « es gibt also keinen Platz für irgendwelche Unklarheiten beim Ausfüllen von Fragebögen, die hier und dort benötigt werden. Die Antwort auf diesbezügliche Fragen lautet schlicht und klar und ohne jede Zweideutigkeit : Staatsbürgerschaft – DDR, Nationalität – deutsch[2] ».

Cette réponse d'Erich Honecker reprenait le fil de l'argumentation selon laquelle la RDA représentait les meilleurs aspects de l'histoire allemande. Ainsi, Eduard von Schnitzler, journaliste vedette et présentateur de l'émission politique et de propagande *Der schwarze Kanal* de la télévision est-allemande dans laquelle des extraits de la télévision ouest-allemande étaient commentés, le formula de la manière suivante lors d'une émission à la télévision est-allemande du 18 novembre 1974 :

> Wie könnte man eine Zugehörigkeit zu etwas leugnen, was es gar nicht mehr gibt ? An die Stelle der deutschen Nation ist in der kapitalistischen BRD die bürgerliche Nation getreten, geblieben, und in der sozialistischen Deutschen Demokratischen Republik entwickelt sich die sozialistische Nation. Daraus ableiten zu wollen, dass wir keine Deutschen mehr seien, ist schlicht Verleumdung. Wir sind stolz darauf, Deutsche zu sein. Alle guten Traditionen der deutschen Geschichte sind bei uns zu hause, werden hier in der Deutschen Demokratischen Republik gepflegt und weiterentwickelt. Die Großen des deutschen Volkes, die stets auf der richtigen Seiten gestanden haben, waren die historischen Vorläufer einer Deutschen Demokratischen Republik. Gehört Heinrich Heine vielleicht der bürgerlichen Nation in der kapitalistischen

[1] « (L)e peuple de la République démocratique allemande a réalisé son droit à l'autodétermination socio-économique, étatique et nationale. »

[2] « Il n'y a pas de place pour de quelconques incertitudes lorsqu'on remplit des questionnaires qui sont demandés de part et d'autre. La réponse à de telles questions est tout simplement et clairement sans ambiguïté : citoyenneté – RDA, nationalité – allemande. » Anonyme. "Ein festes Prinzip unserer Aussenpolitik." *Neues Deutschland* du 13.12.1974 (https://www.nd-archiv.de/ausgabe/1974-12-13).

> Bundesrepublik ? Es ist ein untauglicher Versuch, die sozialistische Nation von der deutschen Geschichte trennen zu wollen[1].

Albert Kosing et Walter Schmidt avaient consacré un article programmatique à la question. Ils y tentaient de différencier « nation » et « nationalité ». L'article témoigne des efforts du régime pour combler le « vide national[2] ». Selon les auteurs, les facteurs ethniques, la langue, les coutumes et les modes de vie constitueraient un facteur essentiel mais non déterminant de la nation. Ces aspects culturels seraient le résultat d'un développement historique et ethnique de longue durée dont les origines pourraient être retracées jusque dans les débuts de la société des classes. L'ensemble des caractéristiques culturelles et ethniques peut être nommé « nationalité » :

> Der Begriff der Nationalität ist also enger als der Nationsbegriff, denn er umfasst nur eine der Komponenten der Nation und überdies nicht die ausschlaggebende. Der Begriff der Nation ist wesentlich umfassender, denn er umschließt die Gesamtheit der sozialhistorischen Faktoren in der Einheit mit dem Ethnischen[3].

Nation et nationalité ne sont donc pas à confondre et les auteurs considèrent que non seulement une nation peut se former de plusieurs nationalités[4], mais aussi que plusieurs nations peuvent descendre d'une nationalité[5].

Malgré la proclamation d'une « conscience nationale socialiste » par les dirigeants politiques, le manque de données empiriques fiables et satisfaisantes et la vague d'*Ostalgie* du début du 21ème siècle qui valorisait le passé vécu en RDA, la question sur le succès des

---

[1] « Comment pourrait-on nier l'appartenance à quelque chose qui n'existe plus ? A la place de la nation allemande, la nation bourgeoise est entrée RFA capitaliste et en RDA socialiste une nation socialiste est en train de se former. Vouloir en déduire que nous ne sommes plus des Allemands est une calomnie. Nous sommes fiers d'être Allemands. Toutes les bonnes traditions de l'histoire allemande sont nôtres, sont soignées et développées dans la République démocratique allemande. Les grands du peuple allemand, qui ont toujours été du bon côté, étaient les prédécesseurs d'une République démocratique allemande. Est-ce que Heinrich Heine, est-ce que des hommes comme lui appartiennent peut-être à une nation bourgeoise dans la République fédérale capitaliste ? C'est une tentative vouée à l'échec que de vouloir séparer la nation socialiste de l'histoire allemande. » Cité dans HACKER. Das nationale Dilemma der DDR. op. cit., p. 57..

[2] KOSING, Alfred / SCHMIDT, Walter. "Zur Herausbildung der sozialistischen Nation in der DDR." Einheit 29 (1974): 179-188.

[3] « Le terme nationalité est donc plus restreint que celui de nation, car il n'inclut qu'une des composantes de la nation et, par ailleurs, pas le plus déterminant. Le terme de nation est beaucoup plus large, car il inclut l'ensemble des facteurs socio-historiques dans un ensemble avec les éléments ethniques. » *Ibid.*, p. 179.

[4] L'exemple présenté, pour le cas de la RDA, est le peuple sorbe, minorité nationale d'origine slave – ou, suivant l'argumentation de Kosing et Schmidt : nation minoritaire – importante qui vit principalement en Brandebourg et Saxe (Ober- et Unterlausitz) ; voir GROS, Jurij. *Staatsangehörigkeit - Deutsch, Nationalität - Sorbe : über die Sorben, ihre nationale Organisation und die Nationalitätenpolitik in der DDR und der Bundesrepublik Deutschland*. Schkeuditz: GNN-Verlag, 2004, 368 p.

[5] Les auteurs donnent ici l'exemple des Pays-Bas, de la Suisse, de l'Autriche et de l'Allemagne.

politiques identitaires du régime à Berlin Est doit probablement trouver une réponse négative. Ce constat est d'autant plus probable lorsqu'on tient compte des politiques identitaires changeant d'orientation et de terminologie de manière répétée et abrupte, n'offrant aux citoyens de la RDA que peu de possibilités de s'identifier à un objet dans le temps et la durée. Les changements dans les domaines historique et politico-identitaire résultaient de l'opposition idéologique des deux Allemagne et de leur interdépendance, de la nature répressive du régime, et, surtout, du caractère prescrit de l'identité officielle dans une société dont les membres semblaient s'être installés confortablement dans les diverses niches offertes par la sphère privée.

Tous ces éléments semblent « die Vermutung Lügen zu strafen, es habe sich in der DDR eine ausgeprägte Identität gebildet[1] » autrement que par le biais du décret. Herman Rudolph caractérise une telle identité comme « décrétée » et son imposition est considérée comme outil du pouvoir par le Parti et les dirigeants de l'État, l'exercice du pouvoir même :

> Indem in unentwegter Selbstdarstellung und von Staats wegen deutlich gemacht wird, was denn die DDR sein sollte, wie ihr Verhältnis zur deutschen Geschichte und Nation definiert sei, was der einzelne in ihr zu sehen und welche Rolle sie der Gesellschaft und den Bürgern zugedacht habe, wird Loyalität eingefordert und der Spielraum abgesteckt, der der Gesellschaft und den einzelnen zur Verfügung steht. [Die DDR] hat immer wieder versucht, die nationale Geschichte so zu interpretieren, dass ihre eigene Existenz als ihre notwendige und richtige Konsequenz erscheint. Und wenn die Nachkriegsgeschichte der Bundesrepublik Deutschland nicht zuletzt durch Unsicherheiten über die eigene Rolle, durch Zweifel und Suchbewegungen charakterisiert ist, so kennzeichnet es die DDR, dass sie dergleichen nie zugelassen hat und nie zulassen konnte; sie hat statt dessen das Bild einer So-soll-es-sein-DDR proklamiert, das beanspruchte, das Selbstverständnis der DDR und ihrer Gesellschaft abschließend zu bestimmen[2].

L'artificialité, l'unidimensionnalité et la nature proclamée d'une telle identité nationale, qui n'était véhiculée qu'à l'aide des rituels politiques et qui manquait de véritables attaches

---

[1] « (D)émentir la présomption qu'une identité prononcée s'est formée » RUDOLPH, Hermann Wie sieht das Selbstverständnis der DDR-Gesellschaft aus? *In* WEIDENFELD, Werner (dir.). *Die Identität der Deutschen*. Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung, 1983, pp. 193-209, p. 196.

[2] « Par une autoreprésentation permanente et par la précision par l'Etat de ce que la RDA devrait être, comment sa relation à l'histoire et à la nation allemande est définie, ce que l'individu doit voir en elle et quel rôle elle a conçu pour la société et les citoyens, la RDA exige de la loyauté et détermine l'espace de la société et de l'individu. La RDA a toujours essayé de réinterpréter l'histoire nationale de manière à ce que sa propre existence paraisse comme sa conséquence nécessaire et juste. Et si l'histoire d'après-guerre de la République fédérale est, finalement, caractérisée par l'incertitude concernant son propre rôle, par des doutes et des recherches, la RDA est caractérisée par le fait qu'elle n'a permis et n'a jamais pu permettre de telles choses. En lieu et place elle a proclamé l'image d'une RDA comme elle devrait être qui exigeait de déterminer, une fois pour toutes, l'autoconception de la RDA et de sa société. » *Ibid.*, pp. 197-198.

dans la population – même si cela n'est pas vérifiable avec certitude *a posteriori* en raison du manque de données empiriques fiables – laissent supposer qu'elle n'a pas été acceptée et adoptée par la majorité de la population, qu'il y a eu un clivage entre l'auto-perception des dirigeants de la RDA et l'auto-perception des citoyens de la RDA.

Rudolph souligne qu'en raison de la structure de l'espace public – dominé jusqu'au dernier degré par le Parti et ses organes – l'homogénéisation de la société de la RDA a atteint un degré important, accompagné d'un contrôle social accru. En conséquence, la culture politique de la RDA était déterminée, d'un côté, par la formation et la mobilisation de l'individu par les instances du Parti, ce qui s'exprima dans les campagnes de propagande, les rituels politiques et les autoreprésentations de l'État – place occupée par la société civile dans les sociétés libérales – et la relégation de l'expression d'opinions dans l'espace privé, de l'autre côté. Par conséquent, les opinions politiques ne peuvent se former, la conflictualité – nécessaire au politique – disparaît et, finalement, l'identification avec l'État est rendue impossible. Au contraire, le comportement politique est dominé par un mélange de conformisme et de défense, de ressentiment et de protection.

A cela s'ajoute le fait que, contrairement, à la RFA, la société est-allemande n'a pas connu les mêmes forces de modernisation qui ont changé profondément l'autoreprésentation de l'Allemagne de l'Ouest, l'éloignant considérablement des traditions allemandes et transformant la culture politique ouest-allemande. Après l'unification, cette constellation a fait naître l'idée que la RDA serait restée plus 'allemande', plus ancrée dans les traditions considérées comme typiquement allemandes.

Cette fragmentation renvoie, au niveau de l'autoreprésentation de la société et des individus, davantage à des éléments prépolitiques, des orientations identitaires traditionnelles qui peuvent être mobilisées par le régime (comme l'antisémitisme lors de la campagne anti-cosmopolite et dans la renaissance de la Prusse, mais également des « valeurs » décrites comme « typiquement allemandes ») et qui contribuent au sentiment de supériorité du peuple (est-)allemand dans le bloc soviétique[1].

---

[1] Voir les différentes contributions dans BEHRENDS, Jan C. / LINDENBERGER, Thomas / POUTRUS, Patrice G. (dir.). *Fremde und Fremd-Sein in der DDR: zu historischen Ursachen der Fremdenfeindlichkeit in Deutschland*. Berlin: Metropol Verlag, 2003, 376 p. Le sentiment de supériorité des citoyens de la RDA était, entre autres, issu du niveau de vie qui était supérieur à celui des autres pays du bloc soviétique.

Considérant cela, l'identification avec l'État socialiste semblait être restée limitée en raison de la longue durée de l'après-guerre caractérisée par les différents réajustements idéologiques et, ensuite, et après une phase courte de prospérité, l'inefficacité économique qui, contrairement à la RFA, n'a pas permis une identification forte avec le nouveau modèle social. Cela semble d'autant plus plausible que la population en RDA, ou au moins en grande partie, avait l'exemple de la croissance économique ouest-allemande (et de sa durabilité) sous les yeux[1].

Les événements historiques semblent avoir prouvé que, contrairement à la RFA, la République démocratique n'était pas « une démocratie réussie (*geglückte Demokratie*[2]) ». Désormais reléguée au passé et faisant l'objet d'une interprétation de « seconde dictature » allemande, qu'il s'agirait de soumettre au même travail de *Vergangenheitsbewältigung*, la relation au passé en RDA était tout aussi conflictuelle que celle en RFA, mais davantage soumise à la décision politique et à l'interprétation politicienne qu'au débat public. Les conflits se déroulaient au sein des élites dirigeantes communistes et menaient à l'exclusion de ceux considérés comme dissidents.

Fondée sur le consensus – et le mythe fondateur – antifasciste, duquel le régime est-allemand à Berlin tirait l'essentiel de sa légitimité face à Bonn, la logique mémorielle était celle d'une rupture fondamentale avec le IIIème Reich et le national-socialisme. Contrairement à la RFA, où cette période historique, son héritage politique et mémoriel et sa présence dans le présent étaient soumis à un processus d'interprétation au sein de la société (lors duquel son impact sur les consciences politiques et individuelles s'est lentement formé et transformé), le fait de décréter – de manière autoritaire et définitive – la fin de cette période historique pesante – en l'inscrivant dans le déroulement logique de l'histoire menant, de toute façon, vers l'avènement du Communisme – et de placer le peuple est-allemand du côté des

---

[1] Pour l'impact de la télévision ouest-allemande sur la population est-allemande, voir BEUTELSCHMIDT, Thomas (dir.). *Sozialistische Audiovision : zur Geschichte der Medienkultur in der DDR*. Potsdam: Verlag für Berlin-Brandeburg, 1995, 503 p; HESSE, Kurt R. *Westmedien in der DDR : Nutzung, Image und Auswirkungen bundesrepublikanischen Hörfunks und Fernsehens*. Köln: Verlag Wissenschaft und Politik, 1988, 168 p; GMEL, Gerhard / DEIMLING, Susanne / BORTZ, Jürgen. "Die Nutzung des Mediums Fernsehen in der DDR vor und nach der Wende." Rundfunk und Fernsehen 4 (1994): 542-554; KLIMMENT, Tibor. "Fernsehnutzung in Ostdeutschland und das Bild von der Bundesrepublik : ein Beitrag zur Kultivierungshypothese."Ibid.: 485-509; WOLLE, Stefan. *Die heile Welt der Diktatur : Alltag und Herrschaft in der DDR 1971-1989*. Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung, 1998, 423 p., ch. III "Der Alltag der deutschen Teilung", pp. 67-86.

[2] WOLFRUM. *Die geglückte Demokratie*, op. cit.

vainqueurs de l'histoire, au côté de l'URSS, a fondamentalement influé sur la nature de la *Vergangenheitsbewältigung* – allant jusqu'à la nécessité de poser la question de la possibilité d'utiliser le terme pour référer à la situation mémorielle en RDA.

Alors qu'en RFA la centralité de l'Holocauste et d'Auschwitz s'est – lentement et dans le sillage de nombreux débats historico-identitaires – dégagée comme constitutive du mythe fondateur – impliquant des résistances et des luttes d'interprétation – la résistance antifasciste conférait d'office aux dirigeants du Parti unique est-allemand leur légitimité politique. Cette légitimité leur permit d'écarter, relativement rapidement et de manière radicale, la mémoire des victimes non politiques de la barbarie national-socialiste – notamment les Juifs qui, par la suite, furent transformés en « bourreaux capitalistes et cosmopolites » – de la mémoire officielle. On pourrait ainsi parler davantage d'une *Vergangenheitsentsorgung*, du fait de se débarrasser du passé en le déclarant terminé.

La construction d'une identité nationale – l'on parlera d'autant plus aisément d'une construction que le régime influençait directement les processus identitaires en guidant le travail de recherche historique et en déterminant les grandes lignes des lieux de mémoire et de la commémoration et en contrôlant strictement le discours politique sur la question – s'appuyait sur une historiographie sélective dont le but était de faire ressortir les éléments et traditions progressistes et positifs de l'histoire nationale. Le but étant de légitimer la dictature du prolétariat et de créer une adhésion et une identification avec l'État.

Jusque dans les années 1980, l'offre faite aux citoyens de la RDA fut celle d'une adhésion et d'un soutien au système politique en place. Ainsi, la question des convictions politiques passées des individus n'était pas posée. Le fascisme était « exterminé », externalisé en RFA et la dénazification déclarée réussie car ayant éliminé tous les éléments fascistes et capitalistes réactionnaires. Forte de ce succès, la RDA pouvait se tourner vers l'avenir : la création et la consolidation du « premier État de paysans et d'ouvriers » sur le sol allemand et la réalisation de l'idéal communiste.

D'une certaine manière, les politiques mémorielles et identitaires de Berlin Est ressemblaient à un champ d'expérimentation identitaire : non seulement l'historiographie devait contribuer à l'établissement d'une conscience historique créée et diffusée par en haut, mais les nombreux changements dans la terminologie nationale – suivant le rythme des relations inter-allemandes et les impératifs idéologiques qui en découlaient – témoignent

également du caractère relativement indéterminé – mais constamment soumis à la pression politique – de ce qu'était l'identité (officielle) de la RDA. Ceci rendit difficile, voire impossible, une adhésion volontaire et sincère au « projet socialisme » autre que du bout des lèvres.

Le résultat fut, finalement, l'avènement d'une *Nischengesellschaft* dans laquelle avaient persisté, tel était le constat après l'unification, des attitudes, des comportements et des valeurs considérés comme étant plus « allemands » : plus prussiens, traditionalistes et *obrigkeitshörig* (obéissants) qu'en Allemagne de l'Ouest où l'occidentalisation (pour ne pas dire l'américanisation) des mentalités et de la culture semble être considérablement plus avancée.

La Chute du Mur, le 9 novembre 1989, et le processus d'unification qui s'ensuivit allaient être le début d'une redéfinition identitaire de l'Allemagne. Les deux cultures mémorielles, issues de deux approches de *Vergangenheitsbewältigung* diamétralement opposées, se trouvaient – plus ou moins – soudain réunies en un seul ensemble national. La fin politique de la RDA signifiait également la fin de la domination purement politique sur le traitement du passé qui avait caractérisé les politiques mémorielles en Allemagne de l'Est.

De cette manière, l'unification – en unifiant deux entités étatiques désormais distinctes – mit un terme à une routine mémorielle presque inchangée jusqu'aux derniers jours de la RDA et au consensus identitaire conquis de haute lutte dans le cadre de la « Querelle des historiens » en RFA. La nouvelle donne politique allait entraîner un nouvel équilibrage de la question identitaire allemande. Après l'euphorie de la Chute du Mur, des premières questions d'ordre symbolique – notamment celle de la capitale fédérale – virent le jour, suivies par des discussions autour de la redéfinition de l'identité de l'Allemagne unifiée. Le transfert de la capitale de Bonn à Berlin ouvrait le champ à un processus de reconstruction et de réinterprétation identitaire – un retour dans l'histoire nationale – qui n'est pas encore achevé.

V. De Bonn à Berlin : un nouveau cadre, la « normalité » retrouvée dans la République de Berlin ?

Die grundlegende Frage ist einfach: Wird dieses neue Land auch weiterhin im Bann seines kollektiven Gedächtnisses stehen[1]?

Die Deutschen beginnen, sich aus ihrer geschichtlichen Verklemmung zu lösen. Sie nehmen Abschied vom zwanzigsten Jahrhundert, dem sie ihren Stempel aufgedrückt hatten und von dem sie gestempelt worden waren. Wenn sie in den Spiegel der Geschichte schauen, beherrschen nicht mehr allein die Gespenster der Vergangenheit das Bild. (...) Es wächst unter den Deutschen wieder so etwas wie Vaterlandsliebe[2].

[1] « La question fondamentale est simple : est-ce que ce nouveau pays continuera d'être sous l'emprise de sa mémoire collective ? » MARKOVITS, Andrei / REICH, Simon. *Das deutsche Dilemma: die Berliner Republik zwischen Macht und Machtverzicht*. Berlin, 1998, 366 p., p. 30.

[2] « Les Allemands commencent à se défaire de leur complexe historique. Ils prennent congé du vingtième siècle auquel ils avaient apposé leur marque et qui les avait marqués. Quand ils regardent dans le miroir de leur histoire, les spectres du passé ne dominent plus l'image. (…) Un sentiment comme l'amour de la patrie est en train de croître parmi les Allemands. » FUHR, Eckhard. *Wo wir uns finden: die Berliner Republik als Vaterland*. Berlin: BVT Berliner Taschenbuch Verlag, 2007, 158 p., p. 17.

L'unification – historiquement inattendue et précipitée par l'effondrement du régime socialiste est-berlinois – des deux Allemagne, le 3 octobre 1990, signifiait la fin de plus de 40 ans d'existence en parallèle de deux pays ayant chacun développé une identité 'nationale' et leur propre rapport à l'histoire comme les deux précédents chapitres l'ont démontré.

Le Traité d'Union entre la République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande relatif à la réalisation de l'unité de l'Allemagne (*Vertrag zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Deutschen Demokratischen Republik über die Herstellung der Einheit Deutschlands*), signé le 31 août 1990 à Berlin[1], ouvrit un nouveau chapitre dans l'histoire allemande, en réunissant, selon les mots de Willy Brandt, ce qui devrait être unifié[2].

La question de savoir s'il faut parler d'une « unification » ou d'une « réunification » renvoie à deux interprétations différentes de la situation de la nouvelle République fédérale et à l'histoire des deux pays avant 1989. Dans ce sens, le terme « unification » renvoie à la reconnaissance de l'existence de deux États indépendants, successeurs du IIIème Reich (au côté de l'Autriche) et souligne la création d'un nouvel État (dans le cadre du système constitutionnel de la RFA) en le détachant des frontières de 1937 (les dernières frontières internationalement reconnues), opérant par là une rupture historique. A l'opposé, le terme « réunification » met en avant le « retour » dans un temps long, renouant avec le passé national et mettant fin à une période d'« anomalie » historique durant laquelle les deux parties de l'Allemagne avaient été séparées. Une troisième possibilité est de désigner ce processus comme « adhésion », soulignant l'intégration de la RDA dans la zone d'application de la Loi fondamentale. Dans le cadre du présent travail, le terme « unification » a été privilégié puisqu'il permet de mettre en avant la nouvelle constellation identitaire.

L'unification des deux États inaugure une nouvelle phase dans le débat identitaire allemand, offrant une nouvelle *scène* sur laquelle est – depuis – débattue la question

---

[1] Le Traité d'Union (*Einigungsvertrag*) réglait l'adhésion de la RDA à la RFA. Les *Länder* est-allemands devenaient des *Länder* de la République fédérale et la Loi fondamentale devint applicable à l'ensemble du territoire national. De plus, il fut décidé de fusionner Berlin Est et Berlin Ouest en un *Land* et la RFA héritait des biens de la RDA et s'engageait à honorer les dettes de l'Etat est-allemand.

[2] Willy Brandt aurait prononcé cette phrase (« Es wächst zusammen, was zusammen gehört ») durant une interview donnée le 10 novembre 1989 devant la Mairie de Schöneberg, à Berlin. Voir ASH, Timothy Garton. *Wächst zusammen, was zusammengehört? Deutschland und Europa zehn Jahre nach dem Fall der Mauer: Vortrag im Rathaus Schöneberg zu Berlin, 5. November 1999 (Schriftenreihe der Bundeskanzler-Willy-Brandt-Stiftung, Heft 8)*. Potsdam: Bundeskanzler-Willy-Brandt-Stiftung, 2001, 55 p., p. 43.

identitaire. L'avènement de la « République de Berlin » constitue ainsi le point final de la culture mémorielle de l'« ancienne » RFA et le début d'une nouvelle période mémorielle et identitaire, basée sur les débats qui avaient eu lieu entre 1949 et 1989 à l'ouest du Rideau de fer et l'inscrivant, à de nombreux égards, dans leur continuité.

Le pays, unifié par l'application de la Loi fondamentale aux cinq nouveaux *Länder* est-allemands (Brandebourg, Mecklembourg-Poméranie antérieure, Saxe, Saxe-Anhalt et Thuringe, ainsi que dans la partie du Land de Berlin dans laquelle elle ne s'appliquait pas jusque-là), avait désormais retrouvé une situation de « normalité » dans le sens de la fin d'une division des deux Allemagne ressentie par de nombreux acteurs comme étant « anormale » malgré la généralisation de son acceptation depuis les années 1970 et l'*Ostpolitik* de Willy Brandt. Cette « normalité » impliquait, comme Brandt le souligna le 20 décembre 1990 lors de la première session plénière du parlement issu des premières élections après l'unification, un abandon du toute pensée nationaliste : « Nationalismus, denke ich, ist der großen Mehrheit unseres Volkes fremd geworden und zuwider. Deutsch und europäisch gehören jetzt und hoffentlich für alle Zukunft zusammen[1] ». Ce constat répondait, indirectement, aux craintes d'un renouveau nationaliste, d'un côté, et à la peur d'un grand nombre d'intellectuels est- et ouest-allemands d'une domination ouest-allemande dans la nouvelle « normalité ». Au lieu de penser une « Staatsnation (*nation d'État*) », il conviendrait de penser la « nouvelle » Allemagne comme une « Kulturnation (*nation culturelle*[2]) ».

Outre les questions d'ordre pratique – notamment économique, juridique et social – le Traité d'Union instaurait Berlin comme la capitale du pays unifié (Chap. 1, Art. 2 al. 1 du Traité d'Union).

Berlin, ville qui jadis avait été la capitale de la Prusse, du IIème Reich, de la République de Weimar, du IIIème Reich et de la RDA, allait redevenir la capitale du pays unifié, une « nouvelle-ancienne » capitale. La question du siège du gouvernement allait être réglée après « la réalisation de l'unité de l'Allemagne » (Chap. 1, Art. 2 al. 1 du Traité d'Union), donc après 1990.

---

[1] « Je pense que le nationalisme est devenu étranger à et choquant pour la grande majorité de notre peuple. Allemand et européen feront, je l'espère, ne font et ne feront qu'un à partir de maintenant. » Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll. Stenographischer Bericht der 1. Sitzung, 12. Wahlperiode (20.11.1990)*. 1990, p. 5.

[2] GLASER. *Deutsche Kultur*, op. cit., p. 431.

Cette décision réinstaurait Berlin, une ville chargée d'histoire, comme capitale de la nation unifiée. Pour de nombreux commentateurs, la décision semblait aller de soi, Berlin étant et ayant toujours été considérée comme la capitale « naturelle » de l'Allemagne entre 1871 et 1945. Pourtant, cette décision était lourde de conséquences, notamment concernant l'identité allemande et son évolution depuis lors. Berlin allait jouer un rôle essentiel dans la redéfinition de l'auto-perception des Allemands puisque la ville permettait au pays de sortir d'une situation considérée par certains comme « a-historique » et « anormale » en raison de la division et de l'existence de deux capitales, Bonn pour la RFA et Berlin pour la RDA.

Le transfert du siège du gouvernement, donc la réhabilitation entière de Berlin comme capitale de la RFA, décidé en 1991 par le parlement allemand après un long débat qui avait été précédé par de nombreuses polémiques dans les médias, permettait à la « nouvelle » République fédérale de se présenter d'une manière fondamentalement différente et de rompre avec l'autoreprésentation de l'ancienne RFA, résultante des débats politiques et publics depuis 1949. La reconstruction de la ville et sa transformation en capitale entraînèrent rapidement un changement d'appellation de la République fédérale : de la « République de Bonn » à la « République de Berlin ».

Ce changement nominatif, dont l'évolution sera analysée ci-dessous, était lourd de sens car il rendait possible un nouveau regard sur l'histoire nationale, si déterminante pour les débats autour de l'identité nationale en Allemagne. Surtout, il offrait la possibilité de construire un nouveau « visage » de la République, tout autant au niveau politique qu'au niveau architectural. La *scène* sur laquelle se déroulent désormais les débats identitaires changeait – offrant par là la possibilité de modifier les contenus et de rompre avec les conceptions passées de l'identité nationale. Il convient de noter d'emblée que cette « redéfinition » allait davantage s'inscrire dans le prolongement des débats identitaires ouest-allemands, laissant – presque totalement – de côté la dimension identitaire est-allemande. L'*Ostalgie*, évoquée dans le précédent chapitre, peut être, très probablement, considérée comme une réaction à cette domination discursive et identitaire ouest-allemande dans le débat national qui laissa – et continue à laisser – de côté la manière dont la question avait été abordée en RDA.

Les débats qui ont accompagné aussi bien le transfert successif des instances fédérales de Bonn à Berlin que la reconstruction du *Reichstag* et la construction de nouveaux complexes gouvernementaux sont facilement identifiables comme des débats autour de

l'identité allemande. Que signifiait ce retour à Berlin et quel sens donner au nouveau « visage » de la République fédérale ? Comment intégrer le passé, devenu pierre et omniprésent à Berlin, dans ce qu'une majorité semblait espérer devenir le nouveau centre névralgique de la République fédérale ? Quel sens donner à l'architecture existante et comment s'assurer que le « retour » à Berlin ne réveille pas les démons nationalistes et hégémoniques qui avaient conduit à l'avènement du national-socialisme et à la division de l'Allemagne en 1945 ?

En bref, quelle Allemagne allait être celle, unifiée, dont la capitale se retrouvait désormais sur les bords de la Spree ? Allait-elle rester la même qu'avant 1989 – un îlot politique loin des préoccupations de la nation (ouest-)allemande et des affaires internationales – ou assisterait-on à la naissance d'une nouvelle nation, délestée des contraintes historiques qui avaient pesé sur la définition d'une identité allemande et qui avaient placé la mémoire du national-socialisme, de l'Holocauste et le travail de mémoire au cœur des questions identitaires en Allemagne de l'Ouest, en en faisant un « mythe fondateur » ?

La dernière décennie du 20ème siècle fut marquée par des continuités et des ruptures dans la relation au passé. La principale continuité concerne la présence du « mythe fondateur » et des travaux qu'il a inspirés. Prolongeant l'approche de l'École de Bielefeld, mettant en avant la centralité des structures, et une « histoire par le bas », l'attention publique et le débat s'orientent encore davantage sur les acteurs individuels. Les débats, au milieu des années 1990, autour de l'exposition sur les crimes de la Wehrmacht et les ouvrages de Daniel J. Goldhagen et Christopher R. Browning le soulignent. La question des « hommes ordinaires » se trouva au centre de l'attention, avec, à ses côtés, une multiplication de témoignages, notamment à travers un grand nombre de productions télévisées qui ont instauré une mémoire médiatique, une mémoire de l'image, à la place de la mémoire textuelle et politique.

La chute du Rideau de Fer a également permis d'ouvrir la mémoire vers les lieux concrets de l'Holocauste – dont la très grande majorité se trouve dans les pays de l'ancien bloc soviétique et était ainsi inaccessible auparavant – et a donné accès à de nouvelles archives. Cette ouverture a également permis de « dénationaliser » la mémoire de

l'Holocauste en renforçant son ancrage dans une histoire et mémoire européennes, voire mondiale des événements[1].

En même temps, l'ouverture a également concerné d'autres groupes de victimes – les Sinti et Roma, les handicapés, les « asociaux[2] », les homosexuels et les prisonniers de guerre – dont la mémoire avait, jusqu'alors, été occultée par les victimes juives dans la politique mémorielle ouest-allemande. Cette centralité de l'Holocauste permet éventuellement d'expliquer la dominance des discours identitaires ouest-allemands dans l'Allemagne unifiée, la RDA ayant, comme démontré ci-dessus, tiré un trait final sur le IIIème Reich et ayant développé une conception identitaire « antifasciste », lui permettant de s'inscrire dans le camp des vainqueurs de l'histoire et de clore le chapitre de l'Histoire du IIIème Reich.

Globalement, la continuité de la centralité de l'Holocauste dans le débat identitaire allemand a été accompagnée par un changement du rapport dans la relation au passé, renforcé par la rupture générationnelle – il ne s'agit plus d'une mémoire directe, mais d'une mémoire transmise, d'une mémoire culturelle, et une nouvelle génération de leaders politiques a accédé au pouvoir – qui a permis de renforcer une « normalisation » du rapport à l'identité allemande, rompant (dans le discours public) avec les schémas traditionnels établis depuis 1949. Il s'agit de la génération de ceux nés autour de 1945 et ayant été socialisés dans l'« ancienne » République fédérale[3].

Ainsi, le retour de la capitale allemande dans son lieu historique a pu être considéré comme une rupture avec l' « anormalité » de la division allemande, réintégrant la nation nouvellement unifiée dans une histoire de « longue durée » et renouant avec un passé antérieur à 1933. Cette interprétation, soulignant l' « heureuse » fin de la focalisation sur la période 1933-1945 comme période clé de la conception identitaire allemande et l'Holocauste

---

[1] Voir LEVY. *Erinnerung im globalen Zeitalter*, op. cit.

[2] Le terme « asocial » désignait, dans le vocabulaire national-socialiste, les individus et/ou groupes sociaux qui étaient considérés comme étant incapables de s'intégrer dans la *Volksgemeinschaft*. Le terme était – et reste – fortement péjoratif et désigne des marginaux, souvent issus des couches sociales inférieures, et impliquait « l'indésirabilité » de leur existence. Leur mode de vie était considéré comme étant diamétralement opposé à celui de la communauté et leur existence dans la société comme « inutile ». Cette caractérisation justifiait leur placement dans les camps de concentration et, dans la volonté nationale-socialiste, leur extermination. Voir AYASS, Wolfgang. *"Asoziale" im Nationalsozialismus*. Stuttgart: Klett-Cotta, 1995, 335 p; SEDLACZEK, Dietmar (dir.). *"Minderwertig" und "asozial": Stationen der Verfolgung gesellschaftlicher Aussenseiter*. Zürich: Chronos, 2005, 197 p.

[3] Force est de constater que, durant les premières années après l'unification, la proportion de femmes et hommes politiques est-allemands de premier plan était réduite.

comme « mythe fondateur » de la RFA, renforcée par la capitale fédérale à Bonn – signe de la division allemande – a été l'objet de nombreux débats, opposant les tenants de différentes conceptions de l'identité nationale et de positions « post-nationalistes » et « anti-normalisateurs » et « néo-nationalistes » et « normalisateurs ».

Tout au long de ce chapitre, l'influence du « retour » à Berlin sur la conception identitaire de la République fédérale et son lien avec le passé – telle qu'elle est formulée, discutée et contestée par les élites politiques et intellectuelles – sera au cœur de l'analyse. Tout s'abord, il s'agira d'aborder la notion de capitale et son rôle dans les processus de la formation d'une identité nationale. La comparaison entre Bonn et Berlin permettra de faire ressortir les singularités (anciennes et nouvelles) de cette dernière. Cette comparaison permettra ensuite de mieux saisir les enjeux du débat parlementaire du 20 juin 1991 à l'issue duquel Berlin avait été désigné comme capitale du pays unifié par une majorité étroite. Durant le débat parlementaire ont été relevées comme éléments essentiels des arguments présentés ci-dessus, plus particulièrement la dimension symbolique du lieu, les possibilités que le transfert offrirait à la politique nationale et internationale et l'importance de la délocalisation pour l'« unification intérieure (*innere Einheit*) ».

Une seconde partie interrogera l'idée de « République de Berlin » et les conséquences qu'implique ce changement d'auto-appellation de et pour la République fédérale. Inventé par l'écrivain et éditorialiste Johannes Gross, le terme cherche à établir une distinction entre, d'un côté, la « République de Bonn », accostée sur les berges du Rhin et présentée comme se complaisant dans un état d'oubli permanent et uniquement orientée vers l'augmentation de la richesse nationale et, de l'autre côté, le « renouveau » national à Berlin, le « retour » dans l'histoire nationale longue.

L'appellation « République de Berlin » sera particulièrement interrogée au niveau des espoirs et des craintes qu'elle a fait naître et qui se sont exprimés dans de nombreuses interventions dans la presse écrite. L'enjeu principal était la redéfinition de la relation au passé et l'articulation de celle-ci avec les avancées démocratiques qu'avait connues la « République de Bonn ». Le consensus qui semble s'être dégagé à l'issue des débats politico-médiatiques est celui d'un nouveau départ, incluant une rupture avec la retenue identitaire et les débats constants autour du rôle de l'histoire. L'idée d'une nation postnationale et posttraditionnelle, telle que Jürgen Habermas l'avait formulée dans le cadre de la « Querelle des historiens », ne semblait plus d'actualité durant et après l'euphorie de l'unification. La « renationalisation »

des discours opérée dans les années 1990 s'appuyait sur la démocratisation réussie de la RFA profitant du fait que les Allemands (de l'Ouest) avaient prouvé, durant les 40 ans d'existence de la RFA leur capacité à intégrer les normes démocratiques dans la culture politique qui, désormais, allaient et devraient être celles de l'Allemagne unifiée.

Les discussions et débats autour de l'impact du transfert de la capitale de Bonn à Berlin se reflétaient dans une série de polémiques architecturales. Comme nous le montrerons ci-dessous, la reconstruction de la ville et sa transformation en capitale nationale impliquaient la réhabilitation d'anciens lieux historiques, tel le *Reichstag*, mais également la construction de nouveaux bâtiments destinés aux institutions politiques et fédérales qui ont, par la suite, déménagé de Bonn à Berlin. Les concours architecturaux organisés afin de décider à quel cabinet d'architectes – et donc suivant quelle conception artistique et politique de l'architecture – seraient confiées ces constructions donnaient lieu à des polémiques parfois virulentes sur le rôle et l'importance de l'architecture et de l'héritage architectural dans une démocratie. Ces polémiques se développaient autour de la notion de « demokratisches Bauen (construction démocratique) » et les catégories stylistiques propres à l'architecture en démocratie qui avaient été développées en RFA avant 1989/1990.

Le style fonctionnel et ouvert de Bonn, dont le bâtiment du *Bundestag*, dessiné par l'architecte Günter Behnisch, inauguré en 1992 et siège du parlement jusqu'en 1999, était fondamentalement mis en question et une architecture en pierre, plus classique et austère, favorisée. Cette « ancienne » architecture – défendue par certains comme une « Nouvelle Simplicité (*Neue Einfachheit*) » – était perçue comme contraire à l'« architecture démocratique[1] » et ses idéaux par les critiques de ce tournant architectural.

Berlin a permis à l'Allemagne unifiée un retour à la « normalité » dans le sens d'une nouvelle interrogation sur son passé et l'intégration de celle-ci dans les réflexions sur l'identité nationale. La référence à un passé antérieur à 1945 (voire à 1933) – aussi bien au niveau politique qu'architectural – est devenue désormais possible. Possible de manière constructive et posant des questions de fond et non plus dans un but moralisateur. La « nouvelle-ancienne » capitale a en quelque sorte libéré la retenue – ressentie et réelle – quant aux discours sur la nation et l'identité nationale.

---

[1] BRENDGENS, Guido. *Demokratisches Bauen : eine architekturtheoretische Diskursanalyse zu Parlamentsbauten in der Bundesrepublik Deutschland*. Aachen: Shaker, 2008, 426 p.

La « République de Berlin » constitue ainsi un nouveau cadre intellectuel et mental, transformant et déplaçant les frontières du pensable et du dicible – tant au niveau politique qu'aux niveaux historique et médiatique. Il s'agira donc de comprendre comment ce glissement a été opéré et quelles étaient les forces politiques et intellectuelles qui s'opposaient dans ce processus de redéfinition.

La République de Berlin a été et continue d'être le lieu de nombreux débats historico-identitaires dont le nombre important et la diversité dépasseraient le cadre de ce travail. Certains seront évoqués dans la conclusion. Qu'il s'agisse de l'exposition sur les crimes de l'armée allemande entre 1939 et 1945 qui allait ébranler l'image d'une armée n'ayant pas participé aux crimes contre l'humanité et les atrocités dans les territoires occupés ou la polémique entre Martin Walser et Ignatz Bubis autour du Mémorial de l'Holocauste à Berlin – pour ne citer que deux exemples particulièrement prégnants – tous les débats qui se sont déroulés sur cette nouvelle « scène » qu'allait devenir Berlin après 1991 étaient influencés par le nouveau cadre que ce chapitre tentera de présenter.

I - Berlin, ou Comment devenir une capitale ?

> Wenn es bei der Hauptstadtfrage allein um den Sitz des Bundespräsidenten oder des Bundeskanzlers, des Bundestages oder des Bundesrats, um Arbeitsplätze, Geld und Bequemlichkeit ginge, dann könnten wir den Streit getrost den Finanziers, den Strukturpolitikern und den Lokalmatadoren überlassen. (…) Aber hier geht es eben nicht allein um materielle Interessen. Hinter der Frage : Welche Hauptstadt ? steht die andere : Braucht Deutschland überhaupt eine Hauptstadt ? Und das heißt : Was für ein Volk sind wir Deutschen ? Sind wir eine Nation, so wie unsere Nachbarn ; sollen, dürfen wir es sein[1] ?

Le processus à l'issue duquel Berlin a été désignée capitale fédérale, fut l'occasion pour l'Allemagne unifiée, en la personne de ses élites politiques et intellectuelles, de s'interroger sur la fonction identitaire et politique qui avait été attribuée jusqu'alors à l'ancienne capitale, Bonn. Et plus particulièrement sur ce que ce « village fédéral » disait sur l'Allemagne occidentale en tant qu'entité nationale – représentant l'Allemagne dans son intégralité ou, plus récemment, la République fédérale.

Afin de mieux saisir le développement de cette interrogation, il s'agira de présenter le développement historique et les dimensions symboliques de la notion « capitale » pour ensuite développer les arguments déployés durant le débat parlementaire du 20 juin 1991 sur le futur siège des institutions gouvernementales allemandes.

[1] « Si la question de la capitale était uniquement une question du siège de la Présidence de la République ou du Chancelier, du Parlement ou du Sénat, d'emploi, argent et confort, nous pourrions laisser cette question aux représentants de la finance, aux spécialistes de l'aménagement du territoire ou aux hommes politiques locaux. (…) Mais il ne s'agit justement pas d'intérêts matériels. Derrière la question : Quelle capitale ? se trouve l'autre question : L'Allemagne a-t-elle besoin d'une capitale ? Et cela signifie : Quel type de peuple sommes-nous, les Allemands ? Sommes-nous une nation, comme nos voisins ; devons-nous, pouvons-nous l'être ? » OERTZEN, Peter von. Braucht Deutschland eine Hauptstadt? Wir müssen unsere nationale Geschichte verarbeiten (Dans: *Sozialdemokratischer Pressedienst* du 2 et 5 novembre 1990). *In* WENGST, Udo (dir.). *Historiker betrachten Deutschland: Beiträge zum Vereinigungsprozess und zur Hauptstadtdiskussion (Februar 1990-Juni1991)*. Bonn: Bouvier Verlag, 1990, pp. 224-234, p. 224.

A - Qu'est-ce qu'une capitale ?

The choice of capital cities (…) is not an arbitrary one[1].

Si l'on cherche à comprendre les enjeux que représente le transfert de la capitale allemande de Bonn à Berlin, il convient de s'interroger d'abord sur la notion de « capitale » qui, elle, semble aller de soi, évitant ainsi un questionnement sur son rôle pour une nation politique. Une première réponse rapide – mais néanmoins essentielle – à la question de savoir « Qu'est-ce qu'une capitale ? » va au-delà de la simple question du lieu du gouvernement : « A capital is a seat not only of government, but also of culture and business, and even of the social elite. A capital is a multidimensional reflection of national identity and a repository of a nation's memory[2] ».

Dans le monde contemporain, tout État-nation possède une capitale et la majorité de ces capitales sont en même temps les plus grandes villes – historiques – du pays. La particularité de ces villes est qu'elles ont un statut privilégié dans le contexte national ainsi que dans l'histoire nationale. Elles sont censées *représenter* l'ensemble politique ou – de manière plus émotionnelle – la nation. Elles sont, en quelque sorte, la cristallisation de la « communauté imaginée » et de son histoire[3].

La fonction qu'elles ont prise au cours du temps a été inventée, à l'instar des identités nationales[4]. Les villes capitales ne sont ni « naturelles » et n'ont ni un statut fixé[5], même si, le plus souvent, la ville choisie comme capitale l'a été en fonction de sa position particulière dans l'histoire du pays.

---

[1] COCHRANE, Allan. "Making up meanings in a capital city : power, memory and monuments in Berlin." Eureopean Urban and Regional Studies 13.1 (2006): 5-24, p. 5.

[2] BOWLING, Kenneth R. / GERHARD, Ulrike. Siting federal capitals : the American and German debates. *In* DAUM, Andreas W. / MAUCH, Christof (dir.). *Berlin, Washington 1800-2000 : capital cities, cultural representation and national identities*. Cambridge: Cambridge University Press, 2005, pp. 31-50, p. 31. Voir aussi BERTRAM, Christoph. "Germany moves on : laying Angst to rest." Foreign Affairs 77.4 (1998): 186-194; CRAIG, Gordon A. "Berlin, the Hauptstadt."Ibid.: 161-170.

[3] A ce sujet, voir les travaux intéressants sur la « création » de la capitale du Kazakhstan : FAUVE, Adrien. *La construction d'une capitale nationale en régime autoritaire: Astana au Kazakhstan*. Institut d'études politiques de Paris, thèse de doctorat sous la direction de: Colas, Dominique, 2013, 513 p; THOREZ, Julien. "Le développement de la nouvelle capitale du Kazakhstan, Astana / Nur-Sultan (1998-2018)." Cyberego (2019).

[4] HOBSBAWM. *The invention of tradition*, op. cit.

[5] DAUM, Andreas W. Capitals in modern history : inventing urban spaces for the nation. *In* DAUM, Andreas W. / MAUCH, Christof (dir.). *Berlin, Washington 1800-2000 : capital cities, cultural representation and national identities*. Cambridge: Cambridge University Press, 2005, pp. 3-30, p. 4.

1) Développement des capitales

Depuis la Renaissance, durant laquelle l'idée d'une capitale avait été repensée pour ensuite être incorporée dans des visions utopiques de la société[1], cinq stades de développement de la logique capitale peuvent être distingués[2]. Vers la fin de cette première période, le 17ème siècle connut l'établissement d'un certain nombre de nouvelles capitales, dont Stockholm, Cracovie et Bucarest. Durant la période suivante, débutant au 18ème siècle et allant jusqu'au milieu du 19ème siècle, les fonctions politiques de la capitale pour l'unité politique furent combinées avec la recherche (ou la fondation) d'une ville capitale qui refléterait les caractéristiques présupposées de la nation, pouvant ainsi servir de métaphore pour l'ensemble national : « Capitals – like nation-states themselves – were the products of political machinations, ideological contestations, and personal ambitions : they were – and are – 'invented[3]' ». Lors de la troisième période, débutant avec la fin de la Première Guerre mondiale et le Traité de Versailles, le nombre de capitales augmenta en raison de la vague de création de nouveaux États en Europe. Cette augmentation continua durant la quatrième période, après 1945, s'étendant aux anciennes colonies (devenues nations indépendantes) et, après la chute du Rideau de Fer, dans une dernière période allant de la fin de la Guerre froide jusqu'à aujourd'hui, dans les anciens pays du bloc soviétique.

Il est plutôt rare que les capitales soient interrogées sur leur origine ou sur leur histoire *en tant que* capitale. Elles sont, généralement, considérées comme « naturelles », inscrites dans l'imaginaire collectif comme repères géographiques et comme marqueurs symboliques, éléments constitutifs de nos « mental maps[4] ». Ceci peut, entre autres, expliquer pourquoi les capitales ont suscité si peu d'intérêt dans la recherche, notamment au niveau des études comparées : « The specific roles of capitals have not received much attention either in the flourishing historical research on state formation, nation-building, and independence movements or in the disciplines of geography and urban studies[5] ».

---

[1] L'exemple classique d'une telle vision utopique construite autour de l'idée d'une capitale est *L'Utopie* de Thomas Morus, parue pour la première fois en 1516 et décrivant une société idéale et un modèle étatique idéal tout en critiquant les régimes politiques de l'époque.

[2] La catégorisation est reprise d' Andreas Daum, DAUM. Capitals in modern history. op. cit., pp. 5-7.

[3] *Ibid.*, p. 6.

[4] Pour le concept de « mental maps », voir SCHENK, Frithjof B. "Mental maps : die Konstruktion von geographischen Räumen in Europa seit der Aufklärung." Geschichte und Gesellschaft 28 (2002): 493-514.

[5] DAUM. Capitals in modern history. op. cit., p. 8.

Dans un monde globalisé, l'importance des capitales semble se trouver réduite, l'accent est davantage mis sur les dimensions et logiques transnationales qui ont tendance à échapper aux États-nations et qui se cristallisent davantage dans les « métropoles ». Malgré la réorientation des axes de recherche sur les phénomènes transnationaux de l'urbanité, Allan Cochran souligne que « capital cities still have a significant role in shaping national urban and regional relations (and hierarchies[1]) ».

2) Les fonctions d'une capitale

En dépit de cette apparente perte d'importance – le concept de « global cities[2] » en témoigne – rien n'est enlevé au rôle joué par une capitale pour l'ensemble politique qu'elle est censée représenter. Le cas berlinois en témoigne plus particulièrement : « Capitals continue to have an inner-directed meaning in societies as well as an international resonance that the concept of globalization does not capture[3] ». Ces « inner-directed meanings » peuvent être divisés en quatre fonctions idéal-typiques qu'une capitale remplit (et doit remplir afin d'être considérée comme une capitale).

a) La fonction politique

Une capitale remplit tout d'abord une fonction politique. Celle-ci inclut, en premier lieu, une *fonction administrative* : le siège du parlement et celui du gouvernement, mais également d'autres composantes des pouvoirs politiques et publics y sont installées. Dans un Etat fédéral, la capitale remplit une fonction centralisatrice, seul lieu central d'un système politique (plus ou moins) décentralisé où les intérêts des fédérés trouvent une représentation au niveau national. La fonction politique d'une capitale n'inclut pas nécessairement une dimension économique, le centre du pouvoir ne coïncidant pas toujours avec les centres

[1] COCHRANE. « Making up meanings in a capital city. », art. cit., p. 6.

[2] Pour le concept de « global cities », voir HALL , Peter G. *The world cities*. New York: St. Martin's Press, 1984, XI-276 p; KNOX, Paul L. / TAYLOR, Peter J. (dir.). *World cities in a world system*. Cambridge: Cambridge University Press, 1995, XI-335 p; ROBINSON, Jennifer. "Global and world cities : a view from the map." International Journal of Urban and Regional Research 26.3 (2002): 531-554; SHORT, John Rennie. *Global metropolitan : globalizing cities in a capitalist world*. New York: Routledge, 2004, VIII-146 p. Pour le cas berlinois et l'espoir (déçu) que la ville pourrait devenir une « global city », voir BRIESEN, Detlef. Berlin : übeschätzte Metropole. Über das System deutscher Hauptstädte zwischen 1850 und 1940. *In* BRUNN, Gerhard / REULECKE, Jürgen (dir.). *Metropolis Berlin : Berlin als deutsche Hauptstadt im Vergleich europäischer Hauptstädte 1871-1939*. Bonn: Bouvier, 1992, pp. 39-78; KRÄTKE, Stefan / BORST, Renate. *Berlin : Metropole zwischen Bonn und Krise*. Opladen: Leske und Budrich, 2000, 306 p; KRÄTKE, Stefan. "Berlin : towards a global city ?" Urban Studies 38.10 (2001): 1777-1799.

[3] DAUM. Capitals in modern history. op. cit., p. 12.

décisionnels économiques. Berlin en constitue un exemple frappant, car Francfort s/Main reste la capitale économique du pays et siège de la bourse ainsi que de la Banque Centrale européenne.

En second lieu, découlant du précédent, une capitale exerce donc nécessairement une *fonction intégrative*. Elle cherche, idéalement, à intégrer symboliquement les différences (régionales, ethniques, religieuses, politiques etc.), en renvoyant à l'image d'une « idéologie nationale » ou d'une identité nationale et d'une histoire, à des valeurs politiques partagées ou encore des conceptions communes de l'État : « A capital thus allows disparate social and political groups to be represented either physically or through participation in national political bodies and symbols[1] ».

b) La fonction économique

Une autre fonction, essentielle, est économique. Une capitale, par sa position et sa taille, peut servir de centre économique (et financier) d'un État-nation, comme Londres et Paris, servant d'indicateur et de locomotive pour l'ensemble de l'économie et représentant de ce fait la nation entière. Cette fonction peut aussi émerger à partir du moment où une ville devient capitale, attirant d'un coup des secteurs d'activité jusqu'alors absents[2]. Mais, comme les cas de Berlin et de Brasilia le soulignent, une capitale peut également être dépourvue d'une puissance industrielle particulière, se situant en-dehors des circuits décisionnels économiques[3]. Cette absence d'industrie productive est, de plus en plus pour Berlin, comblée par la croissance de l'industrie du service, du secteur financier et de la communication. A part le secteur financier qui, lui, reste concentré à Francfort s/Main, Berlin semble attirer de plus en plus ces activités et notamment les grands acteurs médiatiques (au détriment notamment de Hambourg et Cologne qui avaient été les sièges des entreprises de presse les plus importants jusqu'au début des années 1990). L'attraction croissante de Berlin permet à la ville de s'imposer lentement comme capitale autre qu'uniquement politique. Son attractivité à l'international confirme cette tendance.

---

[1] *Ibid.*, p. 14.

[2] Voir DASCHER, Kristof. *Warum sind Hauptstädte so gross ? Eine ökonomische Interpretation und ein Beitrag zur Geographie der Politik*. Berlin: Duncker und Humblot, 2000, 202 p.

[3] KESSLER, Martin. Nirgends richtig Spitze. *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 35-39.

c) La fonction d'intégration

En troisième lieu, une capitale remplit des fonctions d'*intégration* en offrant une plateforme de rencontre et de communication entre classes sociales et groupes ethniques. Comme l'exemple historique de Budapest le montre, une capitale peut faire avancer les mouvements et les tendances homogénéisatrices, au moins parmi la population de la capitale avec, ensuite (et idéalement), un effet de généralisation pour l'ensemble du territoire national[1].

Le cas berlinois peut ici également être cité comme exemple : lors du débat parlementaire en 1991, un certain nombre de parlementaires a mis l'accent, d'abord, sur le fait que Berlin permettrait de rendre compte des différences qui existaient entre Allemands de l'Est et Allemands de l'Ouest, ce qui, ensuite, pourrait constituer la base d'un travail d'unification intérieure. La prise de conscience des réalités et clivages sociaux au sein de la société allemande, suivant l'ancienne division Est-Ouest, serait plus facile à Berlin qu'à Bonn, ville où ces clivages avaient été absents[2]. Selon certains, après l'installation du gouvernement à Berlin, les hommes politiques ne pourront plus fuir la réalité sociale, mais seront obligés, au contraire, de la prendre davantage en compte.

De plus, Berlin étant la ville hébergeant la plus grande communauté turque en Allemagne (l'immigration turque constituant, de loin, la plus importante depuis les années 1950 en RFA), le dialogue interculturel énoncé comme fonction sociale d'une capitale, pourrait y être plus facilement entamé avec, là aussi, un effet de propagation au niveau national[3].

d) Les fonctions culturelles

Les fonctions culturelles constituent le quatrième volet. La capitale, dans une logique centralisatrice, exerce une fonction intellectuelle : « Historians and sociologists have often argued that a capital city can have an integrative effect on the nation-state only if it serves as

[1] HASELSTEINER, Horst. Budapest als Hauptstadt des ungarischen Reichsteiles der Habsburgermonarchie. *In* SCHIEDER, Theodor (dir.). *Hauptstäde in europäischen Nationalstaaten*. München: Oldenbourg, 1983, pp. 121-133; SOMOGYI, Eva. Budapest als Hauptstadt Ungarns. *In* HEPPNER, Harald (dir.). *Hauptstädte in Südosteuropa : Geschichte, Funktion, nationale Symbolkraft*. Köln: Böhlau, 1994, pp. 29-36.

[2] Voir le discours d'Otto Schily, cité dans HERLES, Helmut. *Die Hauptstadt-Debatte : der stenographische Bericht des Bundestages* Bonn: Bouvier, 1991, XXX-490 p., p. 228.

[3] Sur Berlin comme ville multiculturelle, voir FIJALKOWSKI, Jürgen. Berlin als multikulturelle Stadt. *In* SÜSS, Werner (dir.). *Hauptstadt Berlin, Bd. 1: Nationale Hauptstadt*. Berlin: Berlin Verlag Spitz, 1994, pp. 419-434.

the base for displaying intellectual guidance[1] ». La capitale comme centre intellectuel permet aussi d'unir la nation dans le sens d'une « communauté imaginée » en irriguant le reste du territoire de son modèle[2]. Au-delà de cette fonction intellectuelle, la capitale remplit des fonctions *représentative* et *symbolique* : « The capital city tries to convey meanings through the spatial signifiers it contains : the form of the urban plan, the architecture used by government and parliament, and the presence of national memorials. Constructed spaces – buildings, monuments, avenues – have served most visibly as a vehicle to represent the nation-state and to define national identity[3] ».

Cette dimension mémorielle est – pour des raisons historiques évidentes – très présente à Berlin et les discussions autour de la « bonne » interprétation de l'histoire devenue pierre ont pris une grande importance, aussi bien concernant les monuments existants que les lieux mémoriels à construire. Parlant plus directement de l'architecture d'une capitale, Heinrich Klotz, historien de l'art, rappelle « dass die Gesellschaft sich im Gehäuse der Architektur artikuliert[4] ». Ce lien entre symbolique et identité nationale est d'autant plus évident et fort quand il s'agit d'une ville existante qui est à repenser et à reconstruire, comme c'est le cas pour Berlin. Les débats accompagnant cette reconfiguration de la ville témoignent de l'opposition entre des visions parfois totalement antagonistes, représentant, à travers leurs conceptions architecturales, des visions historico-identitaires diamétralement opposées.

Le style architectural utilisé pour les bâtiments représentatifs témoigne, lui aussi, de la conception politique et identitaire autour de laquelle se construit la nation. L'architecture de Bonn, sa conception et son interprétation « démocratique » – et, par opposition, celle de Berlin – en est un très bon exemple dont il sera question ci-dessous.

e) La fonction performative

Au-delà de la fonction symbolique de l'architecture, la capitale est également le lieu où une nation peut se donner en spectacle, ce que l'on pourrait qualifier de fonction

---

[1] DAUM. Capitals in modern history. op. cit., p. 16.

[2] Voir JEISMANN, Karl-Ernst. Die Hauptstadt als Bildungszentrum. *In* WEIGAND, Katharina/KÖRNER, Hans-Michael (dir.). *Hauptstadt : historische Perspektiven eines deutschen Themas*. München: DTV, 1994, pp. 213-229.

[3] DAUM. Capitals in modern history. op. cit., p. 17.

[4] « Une société s'articule à l'intérieur de sa carcasse architecturale. » Cité dans "Heimatkunde für Neuteutonia: Senatsbaudirektor Horst Stimmann und Kunsthistoriker Heinrich Klotz über die Berliner Stadtarchitektur." *Der Spiegel* 42 (1994).

performative. La capitale est la scène sur laquelle un État-nation et une image de celui-ci, une vision de l'identité nationale, s'exposent et sont exposés lors d'événements particuliers comme la Fête Nationale[1] ou, à Berlin, le Mondial de football de 2006. Les médias modernes contribuent ici à la diffusion au niveau national mais également, lors d'événements internationaux, au niveau global[2]. Dépassant la simple fonction (com-)mémorielle de la fonction performative, les capitales jouent également un rôle commercial et touristique : « Capitals are transformed into commercialized goods as much for international as domestic consumption. The national character of capital signifiers increasingly subsides into their globally marketed meaning[3] ». Berlin en est un parfait exemple.

La fonction *performative* se trouve élargie par une fonction *préservative*, grâce à laquelle une nation se perpétue dans et à travers sa capitale. Celle-ci devient un ensemble de « lieux de mémoire », un lieu de mémoire elle-même. La « Querelle des architectes » du début des années 1990 tourna en grande partie autour de cette question, divisant les architectes autour de la question de savoir comment travailler avec l'omniprésence du passé dans le présent architectural.

Une capitale, ancrée aussi bien dans l'histoire nationale que dans le présent, constitue une sorte de charnière temporelle entre le passé et le présent, permettant à la nation de se projeter dans l'avenir tout en se souvenant de son passé. Outre la simple perduration de la ville dans le temps, les musées nationaux et d'autres lieux de conservation de la nation

---

[1] A ce sujet, voir à titre d'exemple NORA (dir.). *Les lieux de mémoire (3 vols.)*, op. cit., tome 1, chap. 4 Commémorations : Le 14 juillet.

[2] Le Mondial de football 2006 en Allemagne et les océans de drapeaux dans les rues de Berlin en constituent un parfait exemple, sur lequel on reviendra plus tard. Pour d'autres exemples allemands et français, voir ABELES, Marc. Die Inszenierung der republikanischen Nation durch François Mitterrand. *In* FRANCOIS, Etienne / SIEGRIST, Hannes / VOGEL, Jakob (dir.). *Nation und Emotion*. Göttingen: Vandenhoeck und Ruprecht, 1995, pp. 274-290; ACKERMANN, Volker. *Nationale Totenfeiern in Deutschland : von Wilhelm I. bis Franz Josef Strauss. Eine Studie zur politischen Semiotik*. Stuttgart: Klett-Cotta, 1990, 349 p; ACKERMANN, Volker. Staatsbegräbnisse in Deutschland von Wilhelm I. bis Willy Brandt. *In* FRANCOIS, Etienne / SIEGRIST, Hannes / VOGEL, Jakob (dir.). *Nation und Emotion*. Göttingen: Vandenhoeck und Ruprecht, 1995, pp. 252-273; BEN-AMOS, Avner. Der letzte Gang des grossen Mannes : die Staatsbegräbnisse in Frankreichs Dritter Republik.Ibid.(dir.). pp. 232-251; VOGEL, Jakob. Militärfeiern in Deutschland und Frankreich als Rituale der Nation (1871-1914).Ibid.(dir.). pp. 199-214. Voir aussi KONG, Lilly / YEOH, Brenda S. A. "The construction of national identity through the production of ritual and spectacle : an analysis of national day parades in Singapore." Political Geography 16.3 (1997): 213-239.

[3] DAUM. Capitals in modern history. op. cit., p. 19. Voir aussi KEARNS, Gerard (dir.). *Selling places : the city als cultural capital, past and present*. Oxford: Pergamon Press, 1993, X-316 p; WARD, Stephen V. *Selling places : the marketing and promotion of towns and cities 1850-2000*. London: Spon, 1998, IX-269 p.

permettent de remplir cette fonction préservatrice[1] et leur installation dans la capitale est hautement symbolique[2].

La fonction essentielle d'une capitale est donc de représenter le « visage » de la nation, une expression, une cristallisation de la « communauté imaginée » qui permet de penser la et dans les catégories d'unité nationale. La dimension symbolique, nourrie par l'histoire cristallisée en ce lieu, fait de la capitale le centre névralgique de la nation, bien au-delà de l'aspect purement politique au sens du siège du gouvernement et du parlement. Ainsi, les débats autour du transfert de la capitale de Bonn à Berlin et, ensuite, de la transformation de cette dernière prennent toute leur ampleur.

3) Berlin, une capitale particulière ?

Ce bref rappel des fonctions d'une capitale pour l'imaginaire national, permet de mieux saisir l'ampleur de la discussion autour de la « nouvelle-ancienne » capitale allemande[3]. En tant que capitale, Berlin a été régulièrement mise en cause, non seulement en raison des forces anticentralisatrices du modèle fédéral auquel Bonn, « petite ville rhénane sans histoire particulière », semblait parfaitement correspondre. La logique fédérale implique (basée sur l'éclatement historique de l'Allemagne jusqu'en 1871) une pluralité de villes importantes (Francfort s/Main, Munich, Hambourg, Cologne, Dresde, Leipzig etc.). Ces villes ont su maintenir un rôle important dans des secteurs différents, mettant en cause la dominance berlinoise sur l'ensemble[4]. Ces villes « concurrentes » sont, au fil des siècles, devenues des

---

[1] La littérature sur les « lieux de mémoire » est tellement vaste que l'on ne citera, à titre d'exemple, que l'œuvre fondatrice et son équivalent allemand : NORA (dir.). *Les lieux de mémoire (3 vols.)*, op. cit; ROECK, Bernd. Der Reichstag. *In* FRANCOIS, Etienne/SCHULZE, Hagen (dir.). *Deutsche Erinnerungsorte (3 vols.)*. München: C.H. Beck, 2001, pp. 138-155. Concernant la « naissance » d'un lieu conservateur de mémoire, voir FRANCOIS, Etienne. "Naissance d'une nation : le musée historique allemand de Berlin." Vingtième Siècle 34 (1992): 69-83.

[2] Le débat français, lancé après l'annonce faite par le président de la République Nicolas Sarkozy en janvier 2009 qui souhaite la création d'une « Maison de l'histoire de France » afin de renforcer l'identité nationale, témoigne de l'importance d'un tel musée pour l'autoreprésentation d'une nation et de la difficulté de s'accorder sur le mode de présentation ainsi que le lieu d'exposition. Pour une critique de ce projet, voir BABELON, Jean-Pierre / BACKOUCHE, Isabelle (dir.). *Quel musée pour l'histoire de France?* Paris: Armand Collin, 2011, 192 p.

[3] A ce titre, voir les différentes participations à l'ouvrage collectif SÜSS, Werner/RYTLEWSKI, Ralf (dir.). *Berlin : die Hauptstadt - Vergangenheit und Zukunft einer europäischen Metropole*. Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung, 1999, 911 p.

[4] Voir IBLHER, Peter. *Haupstadt oder Hauptstädte ? Die Machtverteilung zwischen den Grossstädten der BRD.* Opladen: Leske, 1972, 138 p.

centres d'activités économiques spécialisés, contribuant à la décentralisation des processus décisionnels par l'éclatement des forces.

Au moment de la création de la RFA en 1949, plusieurs villes étaient en course pour accueillir les fonctions de capitale. Les principales rivales étaient Frankfort s/Main et Kassel. Dans l'esprit des décideurs politiques de l'époque, cette solution n'était que de nature provisoire, la « réunification » de l'Allemagne – avec Berlin comme capitale « naturelle » – étant l'objectif principal de la politique de l'après-guerre. La décision en faveur de Bonn (33 voix pour, 29 contre), prise le 10 mai 1949 par le *Parlamentarischer Rat* soulignait fortement le caractère provisoire de la création d'un Etat ouest-allemand[1], notamment face à la ville de Francfort s/Main qui avait été le lieu où avait siégé l'Assemblée nationale de 1848.

La particularité de Berlin est que la ville s'est trouvée, historiquement, confrontée à une hostilité à l'idée de métropole et des enjeux de l'urbanisme moderne : « Berlin's reputation as a hotbed of a multi-ethnic, proletarian and socialist agitation reinforced anti-Berlin stereotypes that provided critics with a means to convey, or camouflage anti-urban, antisocialist, anti-Semitic and antidemocratic sentiments[2] ». Berlin constituait, aux yeux des critiques de la modernité de la première moitié du 20ème siècle, le parfait exemple des aspects négatifs de la modernisation et des dangers de la métropolisation. Le national-socialisme et les projets d'Albert Speer pour la future capitale « Germania » parachevèrent la mauvaise réputation de Berlin après 1945[3], octroyant un statut particulier à la ville divisée dont la partie occidentale avait tendance à être oubliée par le reste de l'Allemagne fédérale[4] et, de ce fait, il

---

[1] WINKLER. *Der lange Weg nach Westen 2*, op. cit., p. 136. Voir aussi KRÜGER, Jens. *Die Finanzierung der Bundeshauptstadt*. Berlin: de Gruyter, 2006, X-283 p., pp. 11-23.

[2] DAUM. Capitals in modern history. op. cit., p. 22. Voir aussi BERGMANN, Klaus. *Agrarromantik und Grossstadtfeindschaft*. Meisenheim a/Glan: Hain, 1970, 405 p; DEMPS, Laurenz. Von der preussischen Residenzstadt zur hauptstädtischen Metropole. *In* SÜSS, Werner / RYTLEWSKI, Ralf (dir.). *Berlin : die Hauptstadt - Vergangenheit und Vergangenheit einer europäischen Metropole*. Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung, 1999, pp. 17-51; STREMMEL, Ralf. *Modell und Moloch : Berlin in der Wahrnehmung deutscher Politiker vom Ende des 19. Jahrhunderts bis zum Zweiten Weltkrieg*. Bonn: Bouvier, 1990, 380 p.

[3] Voir KROPP, Alexander. *Die politische Bedeutung der NS-Repräsentationsarchitektur : die Neugestaltungspläne Albert Speers für den Umbau Berlins zur "Welthauptstadt Germania" 1936-1942/43*. Neuried: ars una Verlagsgesellschaft, 1995, 193 p; REICHHARDT, Hans Joachim. *Von Berlin nach Germania : über die Zerstörungen der "Reichshauptstadt" durch Albert Speers Neugestaltungsplanungen* Berlin: Transit, 2008, 207 p.

[4] RYTLEWSKI, Ralf. Berliner Politik: zwischen Kiez und Stadtstaat. *In* SÜSS, Werner / RYTLEWSKI, Ralf (dir.). *Berlin: die Hauptstadt - Vergangenheit und Zukunft einer europäischen Metropole*. Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung, 1999, pp. 295-329; WETTIG, Gerhard. Berlin vor den Herausforderungen des Kalten Krieges 1945-1989.Ibid.(dir.). pp. 157-186.

était difficile de la considérer comme pouvant être la capitale du pays jusqu'à la Chute du Mur.

Dans l'élan de l'unification nationale de 1990 et dans la logique du Traité d'Union, il revenait au Parlement de décider de la future localisation du gouvernement fédéral. Cette décision fut prise à l'issue du débat parlementaire du 20 juin 1991. Lors de cette séance de travail au parlement, les parlementaires issus des premières élections fédérales après l'unification (12 décembre 1990) débattirent des différentes implications – identitaires et politiques – d'un « retour » à Berlin.

B - Le choix de Berlin : le débat parlementaire du 20 juin 1991

> After forty years, many people no longer considered Bonn as a provisional capital and saw no reason to abandon it. They clashed with Berlin's supporters in a vigorous national debate that culminated in a Bundestag vote on the future seat of government[1].

Lors du débat du 20 juin 1991 au *Bundestag*, les députés devaient répondre à la question de savoir si Berlin allait devenir la capitale de la République fédérale. Sur le papier, elle l'était, puisque le Traité d'Union (Chap. 1, art. 2 al. 1) avait désigné Berlin comme la capitale de l'Allemagne unifiée. Pourtant, la question était de savoir si les instances fédérales devraient déménager et ainsi compléter le *Hauptstadtwerdung* (fait de devenir capitale) de Berlin. Même si les aspects financiers avaient joué un rôle important lors des discussions en amont (un coût prévisionnel de 20 milliards de Deutschmark annoncé par les médias effraya plus d'un parlementaire), le véritable enjeu du débat – qui semblait, au début, décidé d'avance en faveur du maintien de Bonn comme capitale administrative et politique de la RFA, à en croire la presse de l'époque – était la dimension symbolique.

La question des implications historico-politiques que représentaient respectivement Bonn et Berlin se trouvait au cœur du débat : « the capital debate was about history, about the burdens of the past, about the kind of future Germany wanted, about the way it would be treated by the rest of the world[2] ». Cette décision allait donc expliciter la vision que l'Allemagne unifiée souhaitait donner d'elle-même.

---

[1] LADD, Brian. *The ghosts of Berlin : confronting German history in the urban landscape*. Chicago (Ill.): University of Chicago Press, 1997, IX-271 p., p. 224.

[2] RICHIE, Alexandra. *Faust's Metropolis : a history of Berlin*. London: Harper Collins, 1998, 1107 p., p. 851.

Les alternatives présentées peuvent être décrites comme étant basées sur deux visions divergentes de la nation. L'une, reposant sur l'exclamation de Willy Brandt lors de la Chute du Mur (« *Es wächst zusammen, was zusammengehört*[1] »), faisait allusion à une entité naturelle qui avait été divisée pendant 40 ans. L'autre, cherchant à discréditer tout discours national(iste) qui serait lié aux nationalismes passés et à une définition raciale de la nation, exclusive, qui avait prévalu sous le IIIème Reich dont la chute avait, justement, conduit à la naissance des deux États allemands.

Cette dernière vision et le discours national négatif (*negativer Nationsdiskurs*[2]) qu'elle sous-entendait, considérait que l'Allemagne occidentale avait dépassé le stade de la nation, faisant du pays un modèle des conceptions post-nationales, telle la « démocratie post-nationale » de Karl-Dietrich Bracher[3] ou encore le « patriotisme constitutionnel » de Jürgen Habermas[4]. Elle renvoyait également à l'idée de l'unification européenne qui permettrait de dépasser les oppositions nationales et d'européaniser la question de l'identité allemande, rendant ainsi caduque l'existence même du discours autour de la question[5]. Généralement, ce discours « négatif » sur la nation se trouvait accompagné d'une argumentation historique cherchant à mettre en garde contre les dérives du nationalisme qui, elles, auraient conduit à la « catastrophe » du national-socialisme.

Dans ce contexte discursif, la République de Bonn était décrite comme la principale leçon politique et morale qui avait été tirée de l'histoire allemande par la RFA. Richard von Weizsäcker avait très clairement exprimé cette position dans son célèbre discours du 8 mai 1985 devant le *Bundestag* : « Wer aber vor der Vergangenheit die Augen verschließt, wird blind für die Gegenwart. Wer sich der Unmenschlichkeit nicht erinnern will, der wird wieder

---

[1] « Maintenant sera uni ce qui doit l'être. »

[2] Voir GLOTZ, Peter. *Der Irrweg des Nationalstaats: europäische Reden an ein deutsches Publikum*. Stuttgart: DVA, 1990, 207 p.

[3] BRACHER, Karl Dietrich. *Die deutsche Diktatur : Entstehung, Struktur, Folgen des Nationalsozialismus*. Köln: Kienpheuer und Witsch, 1976, 587 p.

[4] HABERMAS. Staatsbürgerschaft. op. cit.

[5] Une des preuves apportées à cette idée était les résultats obtenus par les enquêtes de l'Eurobaromètre (Eurobarometer n°36, 1991) et de l'Institut für Demokskopie Allensbach (Allensbacher Jahrbuch für Demoskopie 1988-1992), qui indiquaient que les Allemands étaient les plus européens des nations européennes et ayant un sentiment national très peu développé.

anfällig für neue Ansteckungsgefahren[1] ». Le système démocratique de Bonn était donc présenté comme la matérialisation politique du travail de mémoire allemand et le système politico-intellectuel désigné comme l'expression de l'état d'esprit désormais « occidental » de la République fédérale.

Lors du débat parlementaire, ces deux visions de la nation (naturaliste/essentialiste et négative) s'affrontaient puisque la décision pour ou contre Berlin impliquait, nécessairement, un débat de fond sur la question de la « normalité » de la République fédérale dans le sens, explicité ci-dessus, de l'interprétation d'une capitale comme la cristallisation de l'identité nationale : « Eine Hauptstadt ist nach allgemeinem Verständnis jene Stadt, in der sich die Geschicke eines Landes verdichten, die in besonderem Masse für das Schicksal einer Nation einsteht[2] ». Considérant cette fonction « condensatrice » d'une ville capitale, la décision pour ou contre Berlin doit être comprise comme une tentative d'influer sur le choix des symboles politiques qui allaient exprimer et porter l'auto-compréhension de la future entité politique, la « République de Berlin ».

Dans ce sens, l'idée de la constitution d'une nouvelle forme d'identification, rendue possible par l'appellation « République de Berlin », permet de mieux saisir les enjeux de la décision. Il s'agissait de déterminer par un acte parlementaire l'identité politique et nationale de l'Allemagne unifiée et de déterminer le cadre national. De cette manière, le fait de recourir au nom de « République de Berlin » permit à ses défenseurs de construire un (ré-)commencement symbolique et, grâce à celui-ci, de parvenir à l'achèvement de l'unité intérieure à l'aide d'un « retour dans l'histoire nationale ». C'est en ce sens qu'il convient de placer le débat dans la continuité des confrontations autour des interprétations (intellectuelles et politiques) du passé en RFA telles qu'elles ont été décrites dans les chapitres précédents.

Il s'agissait de « bridge the gap » qu'avait laissé la période national-socialiste dans l'histoire allemande et de réinscrire la République de Berlin dans la continuité historique de la

---

[1] « Celui qui ferme les yeux devant le passé devient aveugle dans le présent. Celui qui ne veut pas se souvenir de l'inhumanité sera de nouveau faible face aux nouveaux dangers de contagion. » WEIZSÄCKER. « Der 8. Mai 1945. ».

[2] « Selon l'interprétation courante, une capitale est la ville dans laquelle les destins d'un pays se concentrent, une ville qui est particulièrement représentative du destin d'une nation. » SÜSS (dir.). *Berlin : die Hauptstadt*, op. cit., p. 10.

nation allemande en considérant la période de Bonn comme une parenthèse historique et en prolongeant cette « démocratie réussie[1] » dans un nouveau lieu sans en perdre les acquis.

Malgré – ou justement en raison de – ces aspects symboliques, les différentes positions dépassaient les clivages politiques traditionnels, unissant derrière elles des hommes politiques des grandes formations partisanes dans des unions de circonstance, à l'exception du PDS (Partei des demokratischen Sozialismus, parti politique ayant succédé au SED après l'unification).

1) Les motions déposées

En préparation du débat parlementaire, cinq motions avaient été déposées, présentant trois projets alternatifs. Premièrement, le projet de transférer l'ensemble des institutions fédérales à Berlin, tout en y maintenant une activité ministérielle réduite. Deuxièmement, le maintien de la capitale de Bonn et la perpétuation de la « République de Bonn ». Bonn devait rester le siège du parlement et du gouvernement et seuls le Président et le Conseil fédéral (*Bundesrat*) déménageraient à Berlin. Troisièmement, la division spatiale de l'exécutif et du législatif qui envoyait le gouvernement à Berlin alors que le parlement resterait à Bonn.

Deux des motions exprimaient très clairement la volonté de maintenir et de renforcer le fédéralisme qui avait été le moteur des « pères fondateurs » du Conseil parlementaire dans la phase de préparation de la RFA en 1948-1949[2].

La première motion, élaborée sous l'égide de Willy Brandt et intitulée « Vollendung der deutschen Einheit – Berlin-Antrag (*Achèvement de l'unité allemande – Motion pour Berlin*) », arguait que le transfert de la capitale de Bonn à Berlin, tout en laissant à Bonn une partie des ministères fédéraux et des institutions administratives et établissant par là une « division équitable des tâches (*faire Arbeitsteilung*) » entre Bonn et Berlin, répondrait à la nécessité de compléter l'unification allemande tout en maintenant une partie des postes administratifs à Bonn[3]. Ce souci d'achever « l'unification intérieure » était, par ailleurs, un argument avancé par l'ensemble des motions déposées. Berlin, la capitale fédérale deviendrait le siège du

---

[1] WOLFRUM. *Die geglückte Demokratie*, op. cit.

[2] En fonction du 1er septembre 1948 au 14 août 1949, créé à l'initiative des forces occupation occidentales, le Conseil parlementaire (*Parlamentarischer Rat*) était chargé de la rédaction de la Loi fondamentale de la future RFA. Voir FELDKAMP, Michael. *Der Parlamentarische Rat 1948-1949 : die Entstehung des Grundgesetzes*. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 2008, 266 p.

[3] HERLES. *Hauptstadt-Debatte*, op. cit., pp. XVII-XXIII.

gouvernement et du parlement ainsi que de la majorité ministères fédéraux, alors qu'il était « conseillé » que le Conseil fédéral (*Bundesrat*), soulignant ainsi la logique fédérale, devrait rester à Bonn.

Les principales raisons avancées pour justifier le transfert étaient, d'abord, l'accomplissement de l'article 2 alinéa 1 du Traité d'Union et, ensuite, le fait que le parlement s'était prononcé, dès sa première législature en 1949, en faveur de Berlin comme capitale fédérale dans le cas d'une (ré-)unification, désignant ainsi, de fait, Bonn comme capitale provisoire. Malgré la construction et, ensuite, les divers travaux d'agrandissement du parlement engagés à Bonn entre 1949 et 1989, cette situation provisoire (*Provisorium*) ne transformerait pas Bonn en « véritable » capitale – ce que Berlin était, malgré tout, restée. La décision pour Berlin constituerait ainsi non seulement un retour dans l'histoire allemande mais également la reconnaissance du renouveau que permettait d'exprimer l'unification :

> Im Sinne der zitierten politischen Grundaussagen der demokratisch gewählten deutschen Parlamente ist die Entscheidung für Berlin ein Bekenntnis zur ganzen deutschen Geschichte und zugleich zu einem geschichtlichen Neuanfang, der mit der deutschen Einigung eröffnet worden ist Die Entscheidung für Berlin ist eine Investition des Vertrauens in die Entwicklung der neuen Bundesländer; sie stellt eine – dem Föderalismus dienende – Ergänzung der politischen, wirtschaftlichen und kulturellen Zentren dar, wie sie sich in den letzten 40 Jahren in der Bundesrepublik Deutschland entwickelt haben, ohne deren Entfaltungsmöglichkeiten zu beeinträchtigen; sie setzt dabei einen Akzent auf die Einbeziehung der neuen Länder in die Entwicklung und Verteilung der demokratischen Institutionen des geeinten Deutschlands und vermag einen besonderen Beitrag zum politischen Zusammenwachsen Deutschlands zu leisten insofern, als in Berlin die Einheit Deutschlands vollzogen werden muss und wird; sie ist ein Zeichen für den nach der erfolgreichen westeuropäischen Integration möglich gewordenen Einigungsprozess[1].

La seconde motion, lancée par un groupe de parlementaires autour de Norbert Blüm (CDU), plaidait en faveur d'une solution fédérale (*Bundesstaatslösung*). Elle proposait une

[1] « Allant dans le sens des déclarations politiques fondamentales des parlements allemands élus démocratiquement et qui ont été citées ici, la décision pour Berlin est une forme de reconnaissance de l'ensemble de l'histoire nationale allemande et, en même temps, d'un renouveau historique qui a été rendu possible par l'unification allemande. La décision pour Berlin est un investissement de confiance dans le développement des nouveaux *Länder* ; elle signifie un élargissement des centres politiques, économiques et culturels tels qu'ils se sont développés durant les 40 dernières années de la République fédérale sans nuire à leur potentiel d'éclosion et elle servira le fédéralisme ; ce faisant, elle met un accent sur l'intégration de nouveaux *Länder* dans le développement et la répartition des institutions démocratiques de l'Allemagne unifiée et peut contribuer particulièrement à l'unification politique de l'Allemagne dans le sens où cette unification doit être réalisée à Berlin très rapidement et de manière judicieuse; elle est un signe pour le processus d'unification devenue possible grâce à l'intégration réussie de l'Europe de l'Ouest. » *Ibid*., pp. XXII-XXIII.

division des tâches politiques et administratives entre Bonn et Berlin[1]. Même si la motion exprimait la volonté « der Einheit der Deutschen in einem zusammenwachsenden Europa zu dienen, den Aufbau der neuen Bundesländer zu fördern und noch Trennendes zu überwinden[2] », la répartition fonctionnelle entre Bonn et Berlin – le parlement et le gouvernement à Bonn, le Président et le Conseil fédéral à Berlin – ferait que Bonn resterait le centre névralgique et politique de la République. Et cela malgré le fait que la motion soulignait que « die Hauptstadt Berlin repräsentiert Deutschland als Ganzes[3] ». La motion préconisait également, afin de garantir une meilleure intégration des cinq nouveaux *Länder*, l'installation d'organes fédéraux dans ceux-ci.

La troisième motion, rédigée par un groupe de parlementaires autour de Heiner Geissler (CDU) et d'autres députés conservateurs, proposait une division des tâches entre Bonn et Berlin : la première serait le siège du gouvernement ainsi que des ministères et du *Bundesrat*, alors que la seconde hébergerait le parlement et la présidence[4]. Le souci d'un renforcement du fédéralisme était l'idée forte de cette motion. Ces deux dernières motions mettaient en avant le souci du renforcement du fédéralisme dans le pays unifié par la séparation des lieux de pouvoir afin de contrer toute tentation nationaliste.

Les deux dernières motions étaient minoritaires, l'une visant le maintien de la « capacité fonctionnelle d'une démocratie parlementaire (*Funktionsfähigkeit der parlamentarischen Demokratie*) » en empêchant la séparation géographique du parlement et du gouvernement par le maintien de Bonn comme unique capitale administrative[5]. L'autre, rapportée par le PDS, proposait le transfert *sine die* de la capitale fédérale à Berlin[6].

---

[1] *Ibid*., pp. XXIV-XXVI.

[2] « De servir l'unité des Allemands dans une Europe en voie d'unification, de faire avancer la reconstruction des nouveaux *Länder* et de venir à bout de ce qui sépare encore. » *Ibid*., p. XIV.

[3] « La capitale de Berlin représente l'Allemagne entière. » *Ibid*., p. XIV.

[4] *Ibid.*, pp. XXVII-XXVIII, ici p. XXVII.

[5] *Ibid*., p. XXIX.

[6] *Ibid.*, p. XXX.

2) Le débat du 20 juin 1991

Le débat parlementaire avait pris une forme inhabituelle – l'*Aktuelle Stunde*[1] – dans le but de permettre au plus grand nombre de parlementaires de s'exprimer. Après la présentation des cinq motions, plus de 100 députés s'exprimèrent dans un débat qui dura presque 12 heures. A la fin de celui-ci, la décision d'un transfert intégral à Berlin (première motion) l'emporta avec une majorité étroite : 337 votes pour Berlin contre 320 votes pour Bonn.

Lors du débat, les clivages partisans furent dépassés : le camp favorable à Berlin était constitué de membres du PDS, de Chrétiens-démocrates et de Sociaux-démocrates alors que le soutien pour Bonn était composé de parlementaires de tous les partis. Johannes Rau exprima cette singularité quand il dit qu'il s'agissait d'un débat

> die schon ihre merkwürdigen Akzente hat. (...) Ich weiß nicht, wem von Ihnen es auch so geht wie mir: Da sitzt man da und schüttelt den Kopf bei Rednern, die man seit Jahren und Jahrzehnten verehrt und mit denen man befreundet ist. (...) Da gibt man Leuten Beifall, bei denen man früher keine Hand gerührt hätte. (...) Da ist man beeindruckt von Argumenten für die Position Berlins. Dann hört man jemanden, der für Bonn wirbt, und man denkt: Na, wenn er es doch ein bisschen anders sagte![2]

Trois dimensions du débat peuvent être distinguées. D'abord, il s'agissait d'une discussion autour de l'auto-compréhension, notamment historique (*historisches Selbstverständnis*) de l'Allemagne unie. Ensuite, l'impact géographique du changement et les conséquences sur la place et le rôle de l'Allemagne unifiée en Europe et dans le monde étaient évoqués. Et, enfin, la question de l'unité intérieure – dont la réalisation serait facilitée par le déménagement – était abordée. Ici, l'accent sera mis sur cette première dimension qui concerne l'enjeu principal de ce travail d'analyse.

---

[1] Il s'agit d'une séance de parole libre, définie par l'article 106 alinéa 1 du règlement parlementaire comme une « discussion sur un sujet déterminé de l'actualité sous forme de participations courtes de 5 minutes ».

[2] « Qui prend des dimensions étonnantes (…). Je ne sais pas si vous le vivez comme moi : on est assis là et on est étonné lorsque quelqu'un prend la parole que l'on admire depuis des années et des décennies et avec lequel on est ami. On applaudit ceux qu'on n'aurait jamais applaudis auparavant. Et puis on est impressionné par les arguments en faveur de Berlin. Ensuite on entend quelqu'un plaider pour Bonn et on pense : Ah si seulement il le formulait un peu différemment ! » Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll. Stenographischer Bericht der 34. Sitzung, 12. Wahlperiode (20.06.1991)*. p. 2767.

a) La dimension symbolique

Le débat était devenu celui sur la compréhension historique que l'Allemagne avait d'elle-même (« *historische Selbstverständigungsdebatte* »), imprégné d'« interprétations du passé et de prémisses pour l'avenir (*Vergangenheitsdeutungen und Zukunftsprämissen*[1]) ».

Selon les défenseurs de Berlin, durant les décennies de la division allemande, les partis ouest-allemands avaient insisté sur le rôle de capitale que Berlin devait continuer à jouer pour la vision d'une Allemagne unifiée. Certes, il s'agissait, le plus souvent et surtout, dans les dernières années de l'ancienne RFA d'un outil rhétorique qui permettait de ne pas perdre de vue le postulat d'unification dans le préambule de la Loi fondamentale (*Wiedervereinigungsgebot*).

Néanmoins, la réalité avait été toute autre et Berlin était peu à peu sortie de l'imaginaire collectif ouest-allemand pour devenir une zone oubliée, nichée au cœur de l'« autre » Allemagne, devenue, elle aussi, étrangère pour les citoyens de la RFA dans les années précédant l'unification. En conséquence et afin de garantir la crédibilité de l'ensemble de la classe politique, il s'agirait maintenant de mettre en place la décision du *Bundestag* de 1949 selon laquelle les institutions fédérales s'installeraient à Berlin une fois que des élections libres auraient été tenues dans une Allemagne unie. Même si le *Provisorium Bonn* s'était avéré politiquement stable, reconnu et respecté (aussi bien au niveau national qu'international), la fin de la séparation des deux États laissait apparaître ce *Provisorium* comme une « blosse Zwischenlösung in einer nunmehr beendeten Übergangszeit[2] ». La fin de la division avait placé Berlin au centre des intérêts : symbole de la division[3] mais aussi de la volonté d'unifier les deux Allemagne, Berlin devait maintenant rendre possible la « véritable » unification allemande. Sans que cela ait été explicité, cette « véritable » unification avait un caractère particulier car elle était le résultat d'un processus démocratique et, surtout, pacifique.

---

[1] DUBIEL. *Niemand ist frei von der Geschichte*, op. cit., p. 250.

[2] « Simple solution intermédiaire dans une période de transition désormais close. » BRUNSSEN, Frank. *Das neue Selbstverständnis der Berliner Republik*. Würzburg: Königshausen & Neumann, 2005, 169 p., p. 11.

[3] Deux moments-images essentiels déterminent cette symbolique : le corridor aérien de 1948-1949 à l'aide duquel la population berlinoise fut approvisionnée durant le blocus soviétique et, ensuite, le Mur qui séparait la ville en deux.

Ce dernier argument était inversé par ceux qui défendaient Bonn. Ils soulignaient que, justement, Berlin représentait un passé national peu glorieux, se trouvant au cœur du militarisme prussien et devenant, plus tard, le centre décisionnel des régimes national-socialiste et communiste. Le retour dans ce lieu historique caractérisé comme « difficile » impliquerait un rattachement aux traditions historiques ambivalentes de l'état-nation allemand d'avant 1945. Bonn, au contraire, était l'expression du renouveau démocratique d'après 1945 et de la rupture avec le *Sonderweg* allemand. La ville était devenue le symbole de la « démocratie réussie ». Cette interprétation reprenait les discussions et polémiques dans les médias qui avaient précédé le débat parlementaire.

Dans celles-ci, la ville sur les bords du Rhin avait souvent été décrite comme une expression programmatique de la première démocratie parlementaire durable et stable sur le sol allemand. Sa situation géographique du côté occidental du Rhin était l'expression de l'ancrage de la République fédérale dans le monde et dans le modèle démocratique occidental, dans l'OTAN et participant au projet d'une unification (et pacification) européenne. Pourtant, l'interprétation de Bonn comme représentation de l'idéal fédéraliste, de la modestie nationale (et de la retenue identitaire) et comme un véritable renouveau national ne s'était imposée qu'avec la fin de l'ancienne République fédérale. « 'Bonn' verkörperte die Lehre, die die Westdeutschen aus der Erfahrung der nationalsozialistischen Epoche gezogen hatten[1] ». Cette idée n'était devenue consensuelle que très tardivement, parallèlement à l'estompement progressif de l'idée d'une Allemagne (ré-)unifiée au sein de l'élite politique et de la population ouest-allemande.

Norbert Blüm (CDU/CSU), l'un des instigateurs de la motion en faveur du partage entre Bonn et Berlin, rappelait encore une fois ce que Bonn représentait :

> Mit Bonn verbindet sich der demokratische Neuanfang unserer Geschichte. Mit Bonn verbindet sich die friedlichste und freiheitlichste Epoche unserer Geschichte. Sie soll nie zu Ende gehen. Mit Bonn verbindet sich Westintegration, die Grundlage für die Wiederaufnahme in die Gemeinschaft freier Völker. Bonn hat nicht seine Schuldigkeit getan und kann gehen[2].

---

[1] « 'Bonn' incarnait la leçon que les Allemands de l'Ouest avaient tirée de l'expérience de la période national-socialiste. » DUBIEL. *Niemand ist frei von der Geschichte*, op. cit., p. 252.

[2] « Bonn est liée au renouveau démocratique de notre histoire. Bonn est également liée à l'époque la plus paisible et la plus libre de notre histoire. Cette époque ne devrait jamais se terminer. Bonn est liée à l'intégration dans les structures occidentales, elle est la base de notre réintroduction dans la société des peuples libres. Bonn n'a pas encore accompli sa mission et ne peut pas quitter la scène. » *Plenarprotokoll 20.06.1991*. p. 2738.

Berlin, au contraire, s'inscrirait dans la continuité – interrompue entre 1871 et 1989 – des traditions prussiennes d'un État-nation centralisé, rompant avec les acquis du fédéralisme. Dans ce contexte, la question du fédéralisme était également évoquée, exprimant, le plus souvent, la crainte de voir Berlin se transformer en une mégapole et la « plus grande ville industrielle entre l'Atlantique et l'Oural[1] » avec une population de plus de 6 millions d'habitants. La décision en faveur de Berlin pourrait conduire à un renforcement du centralisme qui mettrait un terme à la tradition fédéraliste instaurée après 1949.

La crainte d'un nouveau centre économique était moins forte que celle de la naissance d'une métropole intellectuelle, politique et culturelle[2]. L'orientation géographique de Berlin replacerait l'Allemagne dans un contexte géopolitique central- et est-européen, faisant ressurgir l'idée ancienne de puissance centrale (*Mittelmacht*[3]) entre la Russie et l'Europe occidentale. Cette position géopolitique risquerait de rompre avec la *Westorientierung* qui avait tant marqué la RFA avant 1990 aux niveaux politique et culturel. Le retour à Berlin signifierait « die Rückkehr zu einem Status quo ante der Deutschen, d.h. zu einem historischen Zustand, der sich nicht mehr ausschliesslich in Reaktion auf die Katastrophe der Deutschen definierte[4] ».

Ces interprétations schématiques, d'un côté de Bonn – les expériences fondamentales de la démocratie après 1949 plaidant en sa faveur – et de l'autre côté, de Berlin – les expériences totalitaires la discréditant – étaient rarement dépassées ou mises en question lors des prises de parole de ceux qui défendaient Bonn. Seuls Hans-Jochen Vogel (SPD) et Konrad Weiss (Bündnis 90/Grüne) offrirent une interprétation quelque peu différente. Selon eux, le passé sombre de Berlin justifierait et nécessiterait, au contraire, le déplacement de la capitale. Vogel, caractérisant Bonn comme « suppléante de la véritable capitale » et Berlin comme l'expression du « processus d'unification » des deux Allemagne, termina son intervention en rappelant que

[1] *Ibid*.

[2] BRUNSSEN. *Berliner Republik*, op. cit., pp. 12-13.

[3] Aujourd'hui le terme ne signifie plus l'alliance entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie de l'époque de la Première Guerre mondiale, mais joue sur la dualité d'une puissance intermédiaire et d'une puissance interlocutrice entre l'Est et l'Ouest. Voir MÜNKLER, Herfried. "Die selbstbewusste Mittelmacht : Aussenpolitik im souveränen Staat." Merkur 60 (2006): 847-858.

[4] « Un retour à un statu quo ante des Allemands, c'est-à-dire une situation historique qui ne se définit plus uniquement en réaction à la catastrophe des Allemands. » DUBIEL. *Niemand ist frei von der Geschichte*, op. cit., p. 252.

> Ich müsste mich vor der Stadt schämen, die wie keine andere die deutsche Geschichte in ihren dunklen, aber auch ihren hellen Abschnitten repräsentiert (...). Ich möchte, dass Parlament und Regierung dort ihren Sitz haben, wo wir nicht nur an einen guten und besonderen Abschnitt der deutschen Geschichte, sondern an unsere ganze Geschichte mit all ihren Höhen und Tiefen erinnert werden[1].

Un retour à Berlin devrait ainsi être interprété comme la matérialisation du devoir de mémoire et comme mise en demeure devant un passé difficile tout en permettant une vision de l'histoire nationale plus globale qui n'occulterait pas les périodes progressistes et glorieuses de cette histoire.

Konrad Weiss (Bündnis 90/Die Grünen), lui, commença son discours en rappelant que les 40 ans de séparation avaient contribué à un éloignement mutuel des deux Allemagne. Eloignement qui était devenu encore plus évident après la « nuit de noces » de l'unification. Selon lui, Berlin n'était pas seulement le symbole de la division allemande (« Nirgends sonst in Deutschland war die Trennung so augenfällig wie dort, nirgends sonst wurde die Mauer so gehasst wie in Berlin, wo sie allgegenwärtig war[2]. »), mais, et principalement,

> Berlin ist auch ein Symbol deutscher Schuld. Der brennende Reichstag steht für die tiefste Niederlage der Menschlichkeit und Demokratie in Deutschland. Die rote Siegesfahne auf seinem Dach erinnert mahnend an die Opfer, die von der Völkergemeinschaft und von wenigen mutigen Deutschen erbracht worden sind, damit Deutschland wieder ein demokratisches und menschliches Land werden konnte. Nun, seit der Vereinigung, hat der Reichstag seine Würde wieder. Gibt es einen Ort, der geeigneter sein könnte für ein Parlament[3]?

Tout comme Vogel, Weiss souligne ici l'avertissement historique qu'incarne Berlin. Mais il y ajoute les efforts faits par les Allemands pour « dépasser » leur passé. Des efforts qui leur permettront de re-transférer la capitale à un endroit chargé d'histoire et d'identité sans que cela ne représente un danger politique et identitaire. Ce serait, plutôt, le contraire : la présence de l'histoire empêcherait toute « déviance ».

---

[1] « Je devrais être honteux devant une ville qui, comme aucune autre, représente l'histoire allemande dans ses moments sombres mais aussi lumineux (…). Je souhaite que le parlement et le gouvernement siègent là où il n'y a pas que des souvenirs bons et particuliers de l'histoire allemande mais dans un endroit où notre histoire tout entière avec tous ses hauts et ses bas se rappelle à nous. » *Plenarprotokoll 20.06.1991*. p. 2761.

[2] « Nulle part ailleurs en Allemagne la division n'avait été aussi visible que là, nulle part ailleurs le Mur n'avait été tant haï qu'à Berlin où il était omniprésent. » *Ibid*., p. 2774.

[3] « Berlin est aussi un symbole de la culpabilité allemande. Le Reichstag en flammes désigne la plus grande défaite de l'humanité et de la démocratie en Allemagne. Le drapeau rouge victorieux sur son toit rappelle de manière impérieuse les sacrifices qu'a faits la société des nations ainsi que quelques Allemands courageux pour que l'Allemagne puisse redevenir un pays démocratique et humain. Maintenant, après la réunification, le Reichstag a retrouvé sa dignité. Existe-t-il un endroit plus approprié pour un parlement ? » *Ibid.*

L'interprétation de ces deux positions qu'offre Helmut Dubiel est pertinente : il considère qu'un déménagement à Berlin permettrait de renouer avec une continuité historique rompue[1]. Alors que la République de Bonn, dont le succès et la stabilité démocratique sont basés sur la conscience d'une responsabilité pour le IIIème Reich et la présence continue du passé dans le présent – ou, comme Rainer Lepsius le dit : l'internalisation du passé national-socialiste[2] –, aurait eu tendance à laisser de côté les périodes historiques précédant 1933 en s'appuyant uniquement sur le « mythe fondateur » d'Auschwitz, le retour à Berlin témoignerait de la volonté de prendre la responsabilité pour l'ensemble de l'histoire nationale, avant et après 1933/1945, réinscrivant ainsi la « nouvelle » République fédérale dans une histoire nationale « longue ». Dans ce sens, il s'agit d'assumer un passé national douloureux et de considérer l'histoire comme une unité et non plus comme des périodes successives sans lien entre elles.

b) Quelle place dans le monde pour une nouvelle Allemagne ?

Une seconde dimension essentielle touchait à l'impact géopolitique du transfert de la capitale. Il s'agissait de la conception du rôle politique de l'Allemagne unifiée dans le contexte international et, notamment, européen. L'ancrage à l'Ouest (*Westbindung*) de l'ancienne République fédérale à partir de 1949 (mis en évidence par la situation géographique de Bonn) avait permis la réhabilitation internationale de l'Allemagne occidentale, une réintégration dans le cercle des nations après l'étendue et l'incommensurabilité des crimes du régime national-socialiste.

La place de la RFA dans le système international, et plus particulièrement dans les institutions occidentales dans lesquelles elle s'était engagée (OTAN et Union européenne), était marquée, selon certains, par une « idéologie de la petitesse (*Ideologie der Kleinheit*[3]) » qui ne cherchait pas une prise d'initiative propre mais se contentait de suivre la politique des partenaires occidentaux et constituait un alignement sur leur position. Ce positionnement avait signalé aux partenaires de la RFA la rupture avec la politique hégémonique agressive du 19ème et de la première moitié du 20ème siècle, d'autant plus que l'Allemagne occidentale ne visait

---

[1] DUBIEL. *Niemand ist frei von der Geschichte*, op. cit., p. 199.

[2] LEPSIUS. Erbe des Nationalsozialismus. op. cit.

[3] MARKOVITS. *Das deutsche Dilemma*, op. cit., p. 20.

pas une position internationale particulièrement influente malgré sa puissance économique considérable et pratiquait une « diplomatie du chéquier[1] ».

Le déménagement des institutions fédérales à Berlin, la ville qui avait abrité les régimes les plus bellicistes et expansionnistes de l'histoire allemande, pourrait, en conséquence, être vu par les voisins comme une nouvelle image de l'Allemagne, renouant avec une souveraineté pleine (ayant potentiellement recours à la force et non plus au chéquier), nourrissant l'espoir d'une nouvelle confiance nationale et étant, de ce fait, dangereuse en raison des précédents historiques.

Alors que Bonn était davantage l'expression du refus de jouer un rôle ouvertement déterminant dans les relations internationales, un retour à Berlin serait interprété comme la volonté allemande de désormais jouir d'une position internationale comparable à celle des autres puissances européennes.

c) Le chemin vers l'unité intérieure

Une troisième dimension était abordée dans le débat, celle de l'unité intérieure. Ceux qui se prononçaient en faveur de Berlin mettaient en avant le fait que le déménagement à Berlin – ville qui avait été le symbole de la division allemande et dans laquelle les différences Est-Ouest étaient les plus visibles et saisissables (« Es ist die einzige Ost-West-Stadt, die wir zu bieten haben[2]. ») – serait en effet un signal de solidarité envers les Allemands de l'Est qui, de facto, avaient intégré la RFA et son système politique. Wolfgang Thierse (SPD) le souligne clairement : « Die Abfindung mit sogenannten Repräsentativfunktionen – Berlin als Ort für besondere Anlässe – das wäre denn doch nicht nur eine Beleidigung für die Berliner, sondern auch eine Erniedrigung der Bürger im Osten Deutschlands[3] ».

---

[1] Le terme *Scheckbuchdiplomatie*, utilisé par la presse ouest-allemande et internationale, désigne plus particulièrement la politique étrangère sous Hans-Dietrich Genscher (Ministre des affaires étrangères de 1974 à 1992) qui visait à défendre les intérêts de la RFA non pas à l'aide d'une politique d'exercice de puissance militaire mais en s'appuyant sur une politique d'aide économique et au développement. Voir SCHÖLLGEN, Gregor. *Die Aussenpolitik der Bundesrepublik Deutschland : von Anfängen bis zur Gegenwart*. München: C.H. Beck, 2001, 249 p., pp. 138-181.

[2] « C'est la seule ville à la fois orientale et occidentale que nous avons à proposer. » Gregor GYSI (PDS/Linke Liste), *Plenarprotokoll 20.06.1991*. p. 2744.

[3] « Le fait d'être dédommagé par des fonctions soi-disant représentatives – Berlin comme lieu pour les occasions particulières – ce ne serait pas seulement une insulte faite aux Berlinois, mais également un rabaissement des citoyens dans l'Est de l'Allemagne. » *Ibid.*, p. 2739.

Ce transfert témoignerait de la volonté des Allemands de l'Ouest de faire un effort supplémentaire dans le processus d'unification et constituerait un signal clair envers les nouveaux *Bundesländer* : « Wollen wir wirklich beschließen, dass unsere Mitbürgerinnen und Mitbürger in den neuen Bundesländern die Änderung nahezu aller Lebensverhältnisse bewältigen müssen, während wir in den alten Bundesländern noch nicht einmal die Rückverlegung des Parlaments und der Regierung in die Hauptstadt hinnehmen[1] ? » En ce sens, la décision en faveur de Berlin signifierait une valorisation des nouveaux *Länder*. Cela poussait, en conséquence, un grand nombre de députés de l'Est à voter en faveur de la motion « Accomplissement de l'unité allemande ».

L'issue très serrée du vote en faveur de Berlin était le résultat d'un « moment glorieux (*Sternstunde*) » dans l'histoire du parlementarisme allemand, lors duquel les petits partis politiques (Bündnis 90/Grüne, PDS et FDP) avaient été déterminants car ils s'étaient majoritairement prononcés en faveur de Berlin, infléchissant la position d'une majorité des parlementaires ouest-allemands qui avait souhaité rester à Bonn[2].

Il s'agissait également d'un dépassement des clivages partisans, réunissant les parlementaires derrière des convictions personnelles et non pas derrière des positions partisanes.

Comme la discussion avait, entre autres, mis en avant la question de l'identité de la République fédérale et du rôle de Bonn dans l'auto-conception de l'Allemagne, les commentaires s'interrogeaient ensuite sur les conséquences d'un tel transfert : la transition impliquerait-elle la fin de la « République de Bonn » et l'avènement d'une « République de Berlin » ?

Un des premiers à formuler de manière plus précise, quelques jours après le débat parlementaire du 20 juin 1991, l'idée d'une « République de Berlin » dans le contexte de la

---

[1] « Voulons-nous vraiment décider que nos concitoyens dans les nouveaux *Länder* devraient subir la transformation de quasiment toutes leurs conditions de vie alors que, dans les anciens *Länder*, nous n'accepterions même pas le retour du parlement et du gouvernement dans la capitale ? » Hans-Jochen VOGEL (SPD), *ibid*., p. 2760.

[2] Le clivage est-ouest lors du vote reflétait le clivage dans la population que les instituts de sondage avaient fait apparaître : en mai 1991, 71% des voix favorables au transfert (46% pour, 34% contre 19% indifférent) venaient des nouveaux *Länder*, "Erdrutsch im Osten : SPD klar vorn." *Der Spiegel* 20 (1991). Cité dans BRUNSSEN. *Berliner Republik*, op. cit., p. 13, note 6.

décision du parlement allemand du 20 juin 1990 fut Gunter Hoffmann[1]. Revenant dans un article sur le débat parlementaire, expression, selon lui, d'« un pays en devenir (*das Land in der Mache*) » et à la recherche d'une interprétation de son passé, il mettait en avant la possibilité offerte, après la décision en faveur de Berlin, de réfléchir, à l'aide de la nouvelle capitale, à la cohérence entre la position renforcée de l'Allemagne sur la scène internationale et la nécessité – voire la possibilité – de maintenir la politique de la retenue : « Sollten jetzt den Zeiten des *low profile* (…) die Zeiten des *high profile* folgen ? (…) Wo alle Welt – oder angeblich alle Welt – dafür plädiert, dass Deutschland heraustritt aus der Nische, zuerst am Golf, jetzt in Berlin, sollen ausgerechnet die Deutschen sich in Bonn verschanzen[2] ? » D'une certaine manière, conclut Hoffmann, le débat parlementaire a offert une seconde – et véritable – « heure zéro » de l'histoire allemande.

« République de Berlin » allait devenir, par la suite, un terme qui incarne la césure dans l'histoire nationale qu'annonçait le retour à la « nouvelle-ancienne » capitale.

---

[1] HOFMANN, Gunter. "Das Wagnis eines späten Neuanfangs : wird aus der Bonner Republik eine Berliner Republik - und was würde das bedeuten ?" *Die Zeit* 27 (1991).

[2] « Le temps du profil affirmé doit-il désormais succéder au temps du profil bas ? (…) Alors que tout le monde – ou prétendument tout le monde – plaide pour le fait que l'Allemagne sorte de sa réserve, d'abord au Golfe, maintenant à Berlin. Est-ce que les Allemands doivent vraiment se retrancher à Bonn ? » *Ibid.*

II - « République de Berlin » : espoirs et craintes, concepts et critiques

Die Bonner Republik ist mausetot. Die Berliner Republik im Werden[1].

(S)pätestens seit dem Fall der Mauer sind die postnationalen Zeiten in der Bundesrepublik zu Ende gegangen[2] (…).

Wenn der Begriff der 'Berliner Republik' jenseits von Wahlkampf und Parteienwettbewerb einen Sinn machen soll, dann als eine Hypothese, die der empirischen Analyse einer Republik im Wandel zugrunde liegt – einer Republik, deren zukünftige Konturen noch keinesfalls klar hervortreten und deren charakteristischen Merkmale noch zu erforschen wären[3].

Comme le débat parlementaire le démontre et comme les questions soulevées par la Chute du Mur et l'unification l'ont souligné, il était devenu patent que, à l'occasion de la décision du parlement de redonner à Berlin son statut de « nouvelle-ancienne » capitale, la « nouvelle » Allemagne n'allait pas constituer une simple prolongation de l'ancienne République fédérale, un Bonn *bis* dans ses nouvelles frontières. La décision en faveur de Berlin pouvait être interprétée – et l'a d'ailleurs été par certains commentateurs – comme étant la première pierre posée à l'édifice d'une « nouvelle » Allemagne née de la Chute du Mur et de l'unification à venir.

Le terme « nouveau » sera ici employé pour distinguer très clairement la nouveauté historique de l'Allemagne issue du processus d'unification, les frontières étant celles de la République fédérale à l'Ouest et celles de la République démocratique à l'Est. Le traité entre

---

1 « La République de Bonn est morte. La République de Berlin est en devenir. » FRINGS, Ute. "Ein Haus ist ein Haus." *Frankfurter Rundschau* du 19.03.1997.

2 « Au plus tard depuis la Chute du Mur la période postnationale de la République fédérale est terminée. » SCHÖNHOVEN, Klaus. *Geschichtspolitik : über den öffentlichen Umgang mit Geschichte und Erinnerung*. Bonn: Friedrich-Ebert-Stiftung, 2003, 24 p., p. 8.

3 « Si le concept de 'République de Berlin' doit faire sens, au-delà des campagnes électorales et de la concurrence partisane, c'est en tant qu'hypothèse permettant l'analyse d'une république en mutation – d'une république dont les contours futurs ne sont pas encore clairs et dont les traits caractéristiques restent à explorer. » CZADA, Roland. Nach 1989: Reflexionen von der Berliner Republik. *In* CZADA, Roland/WOLLMANN, Hellmut (dir.). *Von der Bonner zur Berliner Republik. 10 Jahre deutsche Einheit*. Opladen: Westdeutscher Verlag, 2000, pp. 13-44, p.34.

la Pologne et l'Allemagne, signé en novembre 1990 par les ministres des affaires étrangères des deux pays à Varsovie, reconnaissait officiellement l'Oder et la Neisse comme les frontières à l'Est. Cela signifiait l'impossibilité de la réintégration des territoires polonais de l'autre côté des fleuves et déterminait les frontières définitives de la « nouvelle » Allemagne - frontières qui étaient, en l'occurrence, nouvelles car ne correspondant à aucun tracé antérieur.

Le terme de « République de Berlin », qui permet de donner un nom à ce nouvel ensemble tout en le différenciant clairement de l'Allemagne d'avant 1989/1990 (et notamment de la « République de Bonn »), fut rapidement repris et vulgarisé par les médias allemands et est désormais couramment utilisé pour désigner le pays. Même s'il avait été utilisé quelques fois auparavant, bien que pas de manière systématique, ce fut le journaliste Johannes Gross[1] qui finalement en forgea le contenu. Un texte de Jürgen Habermas[2] fut publié la même année qu'un livre de Johannes Gross[3], dans lequel l'auteur s'interrogea sur les dangers que représenterait le changement d'appellation de la République fédérale, donnant ainsi voix à ceux qui craignaient un débordement identitaire de la nouvelle constellation nationale.

Sur la base d'une analyse du concept tel qu'il a été proposé par Gross, les conséquences du déménagement de Bonn à Berlin sur l'autoperception du « nouvel-ancien » ensemble politique dans le contexte global de la réorientation identitaire seront présentées ci-dessous. La tendance qui s'y dessine est celle d'un processus de « normalisation ». Cette « normalité retrouvée » constituera le cadre intellectuel et mental à l'intérieur duquel ont désormais lieu les débats autour de l'identité de l'Allemagne et de son rapport à l'histoire et à l'historiographie. Cette « normalité » influera également sur les conceptions architecturales de la capitale allemande.

---

[1] 1932-1999, journaliste et rédacteur en chef de plusieurs journaux et magazines allemands.

[2] HABERMAS, Jürgen. 1989 im Schatten von 1945 : zur Normalität einer künftigen Berliner Republik. *In* HABERMAS, Jürgen (dir.). *Die Normalität einer Berliner Republik (Kleine politische Schriften VIII)*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1995, pp. 167-188.

[3] GROSS, Johannes. *Begründung der Berliner Republik: Deutschland am Ende des 20. Jahrhunderts*. Stuttgart: DVA, 1995, 175 p.

A - Johannes Gross et l'invention de la « République de Berlin »

> Die Bundesrepublik ist durch die Wiedervereinigung nicht nur grösser, sondern dank auch der sie begleitenden Veränderungen der internationalen Politik von Grund auf anders geworden[1].

L'invention du terme « République de Berlin » est imputée à Johannes Gross. Ce commentateur conservateur avait été le premier à fournir une réflexion approfondie sur ce qu'une République de Berlin pourrait signifier pour la vie politique allemande et, plus généralement, pour l'auto-compréhension de l'Allemagne unifiée. Dans un texte fondamental, *Begründung der Berliner Republik* (La justification de la République de Berlin), publié en 1995, Gross livre un programme politique pour la nouvelle Allemagne – « die politische Physiognomie einer Republik, die nicht mehr Bonn als Hauptstadt hat[2] » – qui, espère-t-il, se différenciera fondamentalement de l'« ancienne » République fédérale.

Le titre fait ici une double référence à la fondation et à la justification d'une (nouvelle) République berlinoise du fait du double sens de « Begründung » en allemand qui signifie fondation dans le sens de « création » mais également « justification ». L'argumentation de Gross s'appuie d'abord sur une mise en perspective de la « République de Bonn » pour ensuite expliciter les raisons politiques et identitaires qui feront, selon lui, de Berlin la « vraie » capitale allemande.

1) Bonn, la stabilité dans l'oubli

D'un point de vue purement institutionnel, les deux Républiques sont identiques, les transformations ont lieu aux niveaux social, politique et culturel. Revenant sur l'« ancienne » République fédérale, Gross souligne que la Loi fondamentale allemande n'est pas remise en question. Malgré la continuité constitutionnelle, Gross parle d'un changement à différents niveaux et notamment dans le domaine des médias et de l'expression de l'opinion. Il mentionne la transformation des droits civiques de la Loi fondamentale, au niveau de la famille (affaiblissement de la protection particulière du mariage hétérosexuel, la reconnaissance des enfants naturels), du changement des notions de propriétés (protection de

---

[1] « La République fédérale n'est pas seulement devenue plus grande après la réunification, mais elle a fondamentalement changé grâce aux transformations de la politique internationale qui l'ont accompagnée. » *Ibid.*, p. 7.

[2] « La physionomie politique d'une République dont la capitale n'est plus Bonn. » *Ibid.*

la propriété individuelle vis-à-vis de l'État) et, principalement dans la garantie d'une *Grundversorgung*, d'une garantie de survie matérielle.

Ce dernier point jouera, dans le contexte de l'absence d'un ennemi extérieur – rôle qu'avait auparavant joué le bloc soviétique –, un rôle plus important dans la définition de l'identité nationale. Gross avance ici la thèse, reprise par différents auteurs par la suite, d'une différence fondamentale au niveau de l'importance des médias : « Zu den Vorzügen der Bonner Republik hat es gehört, dass sie in ihren vier Jahrzehnten noch keine richtige Fernsehdemokratie geworden war[1] ».

L'« ancienne » République fédérale, qui doit être considérée non comme un Etat « provisoire (*Provisorium*) » ou transitoire, mais comme une *période* de l'histoire allemande, s'était appuyée sur une double stabilité : le statut particulier de la RFA qui l'amputait d'une « normalité » au niveau de la politique étrangère et le consensus tacite entre les partis politiques, les syndicats et l'Eglise concernant la forme et la fonction du nouvel Etat né en 1949. Gross prédisait la fin de cette stabilité garantie par ces conditions dans la « République de Berlin ». Notamment parce que « die innenpolitische Stabilität – mit der Trias Parteien/Gewerkschaften/Kirchen – so weit erodiert und durch die Vereinigung noch schwächer geworden ist[2] » et que ces acteurs ne pourront plus être les garants de la stabilité constitutionnelle.

Le rôle des Églises et des syndicats en tant que « garants de la politique et de l'État » sera réduit. La fonction de ces piliers historiques de la société allemande, durant la phase initiale de la création et de la stabilisation de la RFA, avait été de contrebalancer la faiblesse des jeunes institutions fédérales en participant activement à la vie politique, et de garantir la participation de la population aux processus politiques de la jeune démocratie.

La principale caractéristique de la « République de Bonn » aura été sa stabilité. Une stabilité renforcée par une retenue dans le domaine de la politique étrangère et un certain repli sur soi. Mais cette stabilité fondait également une « anormalité », faisant de l'Allemagne

[1] « Un des avantages de la République de Bonn était qu'elle n'était pas encore devenue, après quatre décennies, une véritable démocratie télévisée. » *Ibid.*, p. 75. Pour la transformation du domaine politique et son interaction avec les médias, voir HACHMEISTER, Lutz. *Nervöse Zone : Politik und Journalismus in der Berliner Republik*. München: DVA, 2007, 282 p.

[2] « La stabilité politique intérieure - avec le trio partis politiques/syndicats/Eglise - s'est considérablement érodée et est devenue, à la suite de l'unification, encore plus faible. » GROSS. *Begründung der Berliner Republik*, op. cit., p. 47.

occidentale une nation à part parmi ses partenaires occidentaux, échappant aux mécanismes traditionnels de la politique déterminés par des rapports de force assumés comme tels.

Le déménagement à Berlin signifiait donc pour Gross un retour à la « normalité ». Cette « normalité » sera fortement (et nécessairement, en raison du contexte intérieur et extérieur transformé par la chute de l'URSS) caractérisée par son instabilité. Il s'agira là aussi bien de l'instabilité extérieure qu'intérieure, sous forme d'un renforcement de l'extrême droite[1].

Notamment le premier aspect impliquerait l'impératif pour la « République de Berlin » d'aller au-delà de la « diplomatie du chéquier » et de se détacher de ce qui était perçu comme « l'opinion mondiale » concernant son action internationale et qui avait servi de guide pour l'ancienne RFA et derrière laquelle il convenait de se cacher dans un souci de conformisme et d'intégration depuis les années Adenauer.

Il note que, grâce à un regard vers l'extérieur, les Allemands pourront se rendre compte « dass Status und Akzeptanz des Landes in den meisten Territorien der bewohnten Erde sich durchaus unproblematischer darstellen, als die Fixation auf das NS-Regime und den Zweiten Weltkrieg (…) zumuten lässt[2] ».

Une des conséquences de la vie sous la « cloche à fromage » à Bonn était l'avènement d'une morale double qui faisait accroître les différences et les divergences entre le monde économique et le monde politique. Le premier est, notamment à partir des années 1950, caractérisé par sa rapidité croissante alors que le seconde souffre d'une lenteur grandissante, voire d'un immobilisme. Gross rappelle que la morale économique exige une croissance de la productivité qui est corollaire à une réduction des coûts, alors que, au contraire, la morale politique exige « sozialen Frieden, die Herstellung möglichst gleicher Lebensbedingungen in Ost- und Westdeutschland, höhere Aufwendungen für den Umweltschutz, weiteren Ausbau des Verbraucherschutzes und ein feinmaschigeres, wenngleich nicht aus kostbarem Garn geknüpftes soziales Netz[3] ».

---

[1] Gross ne fait pas référence aux difficultés à venir aux niveaux économique et social. Sa référence à l'extrême-droite n'est, par ailleurs, pas expliquée davantage. Il est toutefois intéressant de noter que les propos de Gross sont, si l'on regarde la montée en puissance de l'AfD des dernières années, presque prémonitoires.

[2] « Que le statut et l'acceptation du pays dans la majorité des territoires de la terre habitée sont beaucoup moins problématiques que la fixation sur le régime national-socialiste et la Seconde Guerre mondial ne le laisse penser. » *Ibid.*, p. 46.

[3] « La paix sociale, l'établissement de conditions de vie les plus similaires en Allemagne de l'Est et de l'Ouest, plus d'investissements dans la protection de l'environnement, une amélioration de la protection des

En revanche, pour la première fois dans l'histoire allemande, l'instabilité décrite est contrebalancée par la stabilité de la définition du territoire allemand. En 1813, Ernst Moritz Arndt avait formulé dans une chanson devenue, par la suite, l'hymne officieux du mouvement antinapoléonien allemand, la question ainsi : « Was ist des Deutschen Vaterland ? (*Quelle est la patrie des Allemands ?*) » Pour la première fois, avec Grosser, la réponse se précise :

> Vielleicht zum ersten Mal in der deutschen Geschichte überhaupt kann das wiedervereinigte Deutschland einen klaren *sens de territoire* [en français dans l'original] entwickeln, wird von sogenannten Volkstumsfragen nicht mehr ernstlich geplagt und hat die allererste Bedingung möglichen Einverständnisses mit allen Nachbarn geschaffen, nämlich die Eindeutigkeit und Unantastbarkeit der Grenzen[1].

De plus, et contrairement à la République de Weimar, la République de Berlin ne souffre pas d'une acceptation déficitaire du système et des institutions politiques dans la population, le système politique démocratique étant fortement ancré dans la mentalité de la population (ouest-) allemande après 40 ans d'existence. La République fédérale n'est ainsi plus exposée aux tentations antidémocratiques qui avaient conduit à l'avènement de la dictature national-socialiste comme seule alternative politique à la démocratie parlementaire moderne. Il est intéressant de noter que Grosser omet de parler de l'expérience politique divergente des habitants des nouveaux *Länder*, axant son argumentation uniquement sur le modèle ouest-allemand. Il est, à cet égard, un idéaltype de l'intellectuel allemand des années 1990 et de l'hégémonie discursive ouest-allemande.

Devançant l'argumentation de Heinz Bude qui parlera de la « Génération Berlin » et du retour des logiques de pouvoir en politique (en opposition à la logique consensuelle qui avait caractérisé la RFA avant 1990[2]), Gross déplore l'absence d'une « conscience étatique (*Staatsbewusstsein*) » qui avait caractérisé la « République de Bonn ». Absence liée, essentiellement, à l'héritage du régime national-socialiste et son mélange de l'identification du peuple (*Volk*) avec l'Etat (le IIIème Reich). La fin du IIIème Reich avait également mis un terme à l'idée de domination de la politique et du politique par l'État. Un État que Nietzsche

---

consommateurs et une protection sociale améliorée mais nécessairement plus coûteuse. » GROSS. *Begründung der Berliner Republik*, op. cit., p. 49.

[1] « C'est peut-être la première fois dans l'histoire allemande que l'Allemagne réunifiée peut développer un sens du territoire clair, qu'elle n'est plus hantée par des questions de *Volk* et qu'elle a réussi à créer la condition nécessaire pour une entente avec ses voisins, celle de la clarté et de l'inviolabilité des frontières. » *Ibid*., p. 51.

[2] Voir BUDE, Heinz. *Generation Berlin*. Berlin: Merve-Verlag, 2001, 87 p.

avait décrit comme le plus froid des monstres[1] et qui s'était trouvé au cœur des conceptions politiques nationalistes depuis la première unification allemande en 1871.

Un des éléments clés du système politique ouest-allemand avait donc été – renforcé par le rôle joué par les acteurs sociaux – l'absence d'une division claire entre État et société. Dans cette constellation, la *Volksgemeinschaft* allemande trouvait sa continuité, réduisant la politique à la satisfaction des besoins primaires et écartant la formulation, la réalisation et le développement d'options politiques dans une logique de confrontation[2]. Berlin allait, selon Gross, radicalement changer la donne politique et mettre fin à la parenthèse historique sur les bords du Rhin.

2) Berlin, enfin une capitale

Tout comme Washington D.C., Berne ou Canberra, Bonn n'était, selon Gross, qu'une capitale qui « über das Politische hinaus keine Ansprüche hat[3] ». Il s'agissait, en quelque sorte, d'une capitale limitée. Bonn représentait « das logisch mögliche Minimum an Hauptstadtfunktion (*la fonction d'une capitale réduite au minimum*) ». Une capitale minimale, hébergeant uniquement le Président, le parlement et le gouvernement et dépourvu de pouvoir économique. Bonn n'avait jamais eu d'ambitions allant au-delà, mais se suffisait à elle-même. Par conséquent, « Bonn war für die Deutschen eine bequeme und angenehme Hauptstadt gewesen[4] ».

La ville était la parfaite expression – davantage encore que Francfort s/Main, sa principale concurrente lors des négociations en vue de déterminer la capitale de la République fédérale en 1949 – d'une rupture avec le passé et contribuait à souligner le caractère provisoire de la jeune République[5]. Déjà le nom de la nouvelle capitale fédérale semblait garantir « dass keine deutsche Machtpolitik mehr betrieben werde, dass überhaupt die Politik von nun an eher idyllisch als gefährlich sein werde und keiner übertriebenen Beachtung wert ;

---

[1] NIETZSCHE, Friedrich. *Also sprach Zarathustra*. Hamburg: Nikol, 2011 (1883-1885), 325 p.

[2] GROSS. *Begründung der Berliner Republik*, op. cit., pp. 61-62.

[3] « N'a pas de prétentions au-delà de la politique » *Ibid.*, p. 84.

[4] « Bonn avait été une capitale confortable et agréable pour les Allemands. » *Ibid.*, p. 85.

[5] WINKLER. *Der lange Weg nach Westen 2*, op. cit., p. 136; WOLFRUM. *Die geglückte Demokratie*, op. cit., p. 41.

Politik war nicht das Wichtigste im Leben der Nation[1] ». La politique avait « hiberné » à Bonn, laissant les hommes politiques et les fonctionnaires entre eux, sans réel contact avec le monde extérieur, en l'occurrence la société et le peuple allemand[2]. Bonn, dans ce sens, représentait le « refus de la politique (*Politikverweigerung*) ».

Cette absence de contact avec la société et le peuple allemands était, en partie, due à l'absence des « faiseurs d'opinions (*Meinungsmacher*) ». Car les journalistes sur place se contentaient, selon Gross, de relater la vie politique sans influer sur la relation entre médias et politiques telle qu'elle caractérise la vie publique et la culture politique française ou anglaise : « Es folgt, dass der Bonner politische Stil immer einer der Selbstisolation in der Politik von der Gesellschaft war[3] ». A ce titre, il est intéressant de noter qu'un des plus grands scandales politico-médiatiques de la République fédérale, la *Spiegel-Affäre*[4], tournait autour d'un magazine dont le siège se trouvait à Hambourg, dans le nord de l'Allemagne.

Ainsi, la concentration sur soi-même des hommes politiques excluait le peuple des processus politiques - et cela-même malgré une volonté de transparence architecturale (voir ci-*infra*).

La présence à Berlin d'enjeux économiques et sociaux majeurs contribuera, selon Gross, à la naissance d'un style politique fondamentalement différent qui, lui, mettra un terme au caractère provincial de Bonn et à la politique faite à Bonn.

On notera que, lors du débat parlementaire par exemple, la caractérisation de Berlin comme métropole et se trouvant au cœur de l'actualité économique et sociale de l'Allemagne unifiée avait été, le plus souvent, considérée comme un danger. Certes, dans un monde globalisé, les capitales et avec elles les gouvernements nationaux perdent de leur influence. Berlin, en revanche, sera selon Gross « une scène pour la politique » – une scène plus attrayante, aussi bien nationalement qu'internationalement – et permettra à la politique

---

[1] « Qu'il n'y aurait plus jamais de *Machtpolitik* allemande et qu'à partir de maintenant la politique serait davantage idyllique que dangereuse, ne valant pas la peine d'une observation détaillée ; la politique n'était pas l'essentiel dans la vie de la nation. » GROSS. *Begründung der Berliner Republik*, op. cit., p. 86.

[2] Des tentatives d'inclure le peuple furent entreprises notamment à travers une architecture dite démocratique. Voir ci-*infra* dans le chapitre sur l'architecture démocratique à Bonn.

[3] « Il s'ensuit que le style politique de Bonn était toujours celui d'une isolation de la politique vis-à-vis de la société. » GROSS. *Begründung der Berliner Republik*, op. cit., p. 87.

[4] DOERRY, Martin (dir.). *Die Spiegel-Affäre: ein Skandal und seine Folgen*. München: DVA, 20013, 461 p; SCHÖPS, Joachim. *Die Spiegel-Affäre des Franz Josef Strauss*. Reinbek bei Hamburg: Rowohlt, 1983, 223 p.

allemande de quitter son « isolation intérieure (*Binnenisolation*) » qui l'avait caractérisée à Bonn.

Gross met en avant la nécessité d'un tel lieu de débat – public, médiatique et politique. Un endroit où des idées peuvent être formulées, échangées, et débattues et où les élites se confrontent dans une véritable lutte pour l'obtention de l'hégémonie discursive. La notion d'élite, tout comme celle de pouvoir dont parlera par la suite Heinz Bude, retrouvent leur place dans le vocabulaire politique allemand après avoir été « oubliées » après 1945[1].

La fonction politique de Berlin sera renforcée par le fait que la ville deviendra, contrairement à Bonn, le centre et le lieu de vie des responsables politiques – pour ainsi dire une scène beaucoup plus importante que ne l'avait été Bonn. Par la suite, Gross l'espère, Berlin attirera également les centres décisionnels de l'industrie allemande, transformant Berlin en une capitale européenne comme Paris ou Londres. Il espère ainsi l'avènement d'une capitale « normale ». Ce caractère novateur fera ressortir – par la comparaison – l'« anormalité » de la « République de Bonn » qui sera, par conséquent et à juste titre, considérée comme l'exception historique[2].

Cette « normalisation » aura, logiquement, aussi des conséquences sur la place de l'Allemagne unifiée dans les relations internationales en mettant fin à une période de paix de 50 ans. Pendant cette période, il avait suffi à la RFA d'être un satellite loyal du bloc occidental. Dans cette situation, la politique étrangère pouvait se limiter à un « Bewahrung der Chancen einer Wiedervereinigung, Unterstützung der Wirtschaftsinteressen des Landes und Mitwirkung innerhalb der westlichen Bündnisse[3] ».

La rupture avec l'histoire allemande (caractérisée par l'expansionnisme pangermaniste d'avant 1945) opérée à travers la *Westorientierung* sous Konrad Adenauer avait signifié une

---

[1] Il est intéressant de noter que la notion d'élite (ainsi que la nécessité d'en former une pour la nation) se retrouve au cœur des débats au début du 21ème siècle sur le système universitaire allemand après avoir été totalement absente de la sphère publique à la suite des politiques du *Lebensborn* et des NaPoLa (Nationalpolitische Erziehungsanstalt) national-socialistes. Ce dernier débat a évolué depuis 2005, à la suite d'une initiative du gouvernement fédéral, vers la concentration de moyens importants au profit de certaines universités dites excellentes (*Exzellenzinitative des Bundes*) comparable aux évolutions en France. Les polémiques que cette initiative a suscitées soulignent les difficultés d'adoption d'une telle notion dans un pays qui reste imprégné d'une pensée égalitaire héritée non pas d'un idéal républicain à la française mais davantage de l'égalité au sein de la *Volksgemeinschaft* national-socialiste.

[2] GROSS. *Begründung der Berliner Republik*, op. cit., p. 99.

[3] « Maintien des possibilités d'une réunification, le soutien des intérêts économiques du pays et l'intégration dans les alliances occidentales. » *Ibid*., p. 125.

première étape vers la « normalité ». L'intégration dans les structures occidentales et surtout européennes détermine, aujourd'hui, les stratégies allemandes. Le pays doit exercer sa dominance économique et politique le plus discrètement possible – Gross parle d'une domination « invisible » – d'une part, et se placer au côté de la France pour diriger l'Europe, d'autre part.

Les incertitudes allemandes, comme Pierre Viénot les avait caractérisées dans les années 1930[1], avaient trouvé une fin avec l'unification : la fin du *Sonderweg* allemand entre l'Est et l'Ouest. Selon l'analyse de Gross, la politique allemande ne sera plus, à l'avenir, guidée par une mentalité anti-occidentale et la culture politique allemande se rapprochera sensiblement de celle de ses voisins et partenaires occidentaux. Ceci implique le retour d'une pensée dans des catégories nationales ouvertement formulées et des intérêts nationaux défendus par des positions clairement affirmées. Malgré ce retour de la nation, la conscience historique – imprégnée et construite autour de la mémoire du national-socialisme et de l'Holocauste – restera au cœur du récit national même si c'est, comme nous le verrons plus tard, de manière fondamentalement transformée.

Pourtant, Gross souligne que son impact sur les décisions politiques, tout comme sa capacité à émouvoir, sont réduits dans la « République de Berlin » : « Vergangenheit, die in Museen verwahrt wird, überwältigt nichts mehr und wird nicht bewältigt. Das merkwürdige Wort 'Vergangenheitsbewältigung', wichtige Staatsvokabel der Bonner Republik, hatte den Gedanken verdrängt, dass Vergangenheit nicht bewältigt werden kann ausser durch Gegenwart[2] ». C'est donc dans ce « présent » que Johannes Gross veut réinscrire l'Allemagne unifiée.

De cette manière, Johannes Gross formule un programme politique et identitaire pour la République fédérale reconstituée. La désignation choisie – « République de Berlin » – et les idées qu'elle véhicule, ne tarda pas à créer un débat autour de l'avenir du pays et de l'évolution (et de la transformation) des enjeux identitaires.

---

[1] VIENOT, Pierre. *Incertitudes allemandes : la crise de la civilisation bourgeoise en Allemagne*. Paris: Valois, 1931, 166 p.

[2] « Le passé qui est gardé dans des musées ne submerge plus rien et n'est pas maîtrisé. Le terme étrange de 'maîtrise du passé', important terme étatique de la République de Bonn, avait refoulé l'idée que le passé ne peut être maîtrisé que par le présent. » GROSS. *Begründung der Berliner Republik*, op. cit., p. 175.

B - Que veut dire « République de Berlin ? Espoirs et craintes

L'analyse optimiste de Gross – une République libérée de son passé et de sa retenue identitaire et s'inscrivant dans une « normalité » étatique sans retomber dans les travers passés – suscita des réactions contrastées. Outre le fait qu'elle contribuait à inscrire le terme « République de Berlin » dans l'imaginaire et le vocabulaire nationaux, certains, comme Jürgen Habermas, craignaient un retour en arrière, dans des modes de pensée qui avaient, justement, conduit à l'avènement du IIIème Reich. D'autres allaient au-delà et espéraient un avenir radieux pour le pays unifié en raison, justement, du poids du passé.

Ci-dessous sont détaillées les interprétations contrastées des conséquences des changements géographique et sémantique que l'unification avait rendu possibles. De manière générale, on constate la tendance à une interprétation positivante, nourrissant l'espoir d'une renaissance nationale liée à l'avènement de la « République de Berlin ». Nombreuses étaient les voix saluant ce retour à la « normalité » politique et identitaire.

1) Jürgen Habermas et la crainte de la « normalité »

Dans un discours prononcé à l'occasion du 50ème anniversaire de la capitulation du 8 mai 1945, Jürgen Habermas revenait sur la question de la « normalité » de la future République de Berlin[1]. Pour lui, la grille de lecture de l'avenir de la République fédérale devait nécessairement être celle de la « rupture civilisationnelle (*Zivilisationsbruch*) » qu'avaient été l'Holocauste et son symbole, Auschwitz. Une rupture signifiée par la défaite de 1945 et portée ensuite par les efforts entrepris en vue d'une ré-occidentalisation de l'Allemagne.

Habermas, qui, dans le contexte de la « Querelle des historiens », avait réinterprété l'idée de Dolf Sternberger de *patriotisme constitutionnel* afin de fournir un modèle identitaire possible pour l'Allemagne post-fasciste, contextualise le processus d'apprentissage civilisationnel de la RFA afin de décrire le développement de la « substance normative (*normative Substanz*) » qui avait permis de renouer avec les principes démocratiques et de retrouver l'héritage mutilé de l'humanisme et des Lumières dans les traditions nationales[2]. L'intégration dans les structures occidentales, la capacité d'éviter les problèmes politiques et

[1] HABERMAS. 1989 im Schatten von 1945. op. cit.

[2] *Ibid.*, p. 169.

sociaux qu'avait rencontrés la République de Weimar (centralisme prussien, la division confessionnelle, le rôle du militaire et des élites ainsi que l'impact des structures sociales traditionnelles) pour maintenir un système politique stable, la dominance de la politique intérieure sur la politique extérieure ainsi que la construction de l'État social avaient permis, après 1949, aux citoyens de la jeune République fédérale « unter den Umständen einer zunehmend prosperierenden Gesellschaft Vertrauen zu ihrer politischen Ordnung zu gewinnen[1] ».

Pourtant, selon Habermas, le contexte politique et économique des années d'après-guerre n'avait pas suffi à créer d'emblée une telle confiance dans le système politique. La mentalité démocratique n'allait se former qu'au fil des années et être définitivement ancrée dans les esprits qu'après la « Querelle des historiens ». L'importance d'une telle « arrivée » dans la démocratie s'explique selon lui par le fait que

> eine Republik ist letztlich so stabil, wie die Prinzipien der Verfassung in den Überzeugungen und Praktiken ihrer Bürger Wurzeln schlagen. Eine solche Mentalität kann sich nur im Kontext einer freiheitlichen und streitbaren politischen Kultur herausbilden; sie kommt zustande durch Kritik und Auseinandersetzung in den Arenen einer nichtentmündigten, Argumenten noch zugänglichen Öffentlichkeit[2].

Le processus de civilisation, l'instauration d'une démocratie véritablement délibérative qu'Habermas décrit ici – indépendante d'une volonté administrative et combinant des motivations et des points de vue divers et opposés – a seulement pu voir le jour en RFA dans la mesure « wie sich unsere Wahrnehmungssperren gegen einen bis dahin undenkbar gewesenen Zivilisationsbruch gelockert haben. Wir mussten lernen, uns mit einer traumatischen Vergangenheit öffentlich zu konfrontieren[3] ». Ainsi, telle est la thèse d'Habermas souvent répétée qui reformule l'idée d'Adorno selon laquelle après Auschwitz il n'y aura plus de poésie, l'avènement d'une culture politique libérale en Allemagne n'a été possible qu'*après* et *grâce à* Auschwitz[4].

---

[1] « De faire confiance à l'ordre politique dans des conditions d'une société de plus en plus prospère. » *Ibid.*

[2] « République n'est finalement stable que dans la mesure où les principes de la Constitution s'enracinent dans les convictions et les pratiques de ses citoyens. Une telle mentalité ne peut se développer que dans le contexte d'une culture politique libre et ouverte à la discussion ; elle naît de la critique et du débat dans les arènes d'une sphère publique émancipée, ouverte aux arguments (…). » *Ibid.*, p. 169.

[3] « Où nos blocages de perception à l'encontre d'une rupture civilisationnelle jusqu'alors impensable se sont relâchés. Nous avons dû apprendre à nous confronter ouvertement à un passé traumatisant. » *Ibid.*, p. 170.

[4] ADORNO, Theodor W. *Kulturkritik und Gesellschaft*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 2003 (1951), 843 p.

La réflexion sur l'insaisissable, sur l'incompréhensible a conduit à une clarification de l'essence démocratique selon laquelle personne n'est à exclure de la communauté politique et que le respect de la différence est fondamental dans le contexte d'interactivité qu'est la démocratie :

> Dass sich in einer kulturell hoch zivilisierten Gesellschaft wie der deutschen eine liberal politische Kultur erst *nach* Auschwitz hat herausbilden können, ist eine schwer zu erfassende Wahrheit. Dass sie sich *durch* Auschwitz, durch die Reflexion auf das Unbegreifliche herausgebildet hat, ist weniger schwer zu verstehen, wenn man bedenkt, was Menschenrechte und Demokratie im Kern bedeuten: nämlich die einfache Erwartung, niemanden aus der politischen Gemeinschaft auszuschliessen und die Integrität eines jeden in seiner Andersheit zu achten[1].

La Chute du Mur a, de nouveau, posé la question de l'impact (et de la validité continue) de la « rupture civilisationnelle » de 1945 sur la culture politique allemande. Le processus d'unification n'a pas été, selon Habermas qui reprend une position critique exprimée auparavant, une refondation républicaine, il s'agit d'un élargissement de la République fédérale sans discussions sur le caractère d'une Allemagne unifiée : « Wesentliche Fragen des politischen Selbstverständnisses sind offengeblieben, insbesondere die Frage, wie wir die 'Normalität' der auf uns zukommenden Berliner Republik verstehen sollen[2] ». Un des traits de la « normalité » reconquise est le processus de transformation de l'historiographie dont les axes d'intérêt et de recherche se déplacent considérablement.

Prolongeant les réflexions formulées dans le cadre de la « Querelle des historiens », Habermas pointe du doigt deux nouvelles interprétations de l'histoire qui cherchent à renforcer, à soutenir et à faire avancer la « normalité ». La première met l'accent sur l'ensemble de l'histoire nationale, la seconde sur la vision d'une guerre civile mondiale. Les deux tentent de se détourner de 1945 comme point central de l'histoire allemande.

La première perspective place les continuités depuis la fondation du IIème Reich au centre de l'intérêt et juge que l'unification a rendu à l'Allemagne sa « normalité » puisque la

---

[1] « Le fait que dans une société culturellement si civilisée comme l'allemande une culture politique libérale n'a pu se former qu'après Auschwitz est une réalité difficilement saisissable. Qu'elle se soit formée grâce à Auschwitz, par la réflexion sur l'incompréhensible, est moins compliqué à saisir si l'on considère ce que les droits de l'Homme et la démocratie signifient : la simple considération de n'exclure personne de la communauté politique et de respecter l'intégrité de chacun dans sa différence. » HABERMAS. 1989 im Schatten von 1945. op. cit., p. 170.

[2] « Des questions essentielles concernant l'autoperception politique sont restées ouvertes, notamment celle de savoir comment nous devrions comprendre la 'normalité' de la République de Berlin en devenir. » *Ibid*., p. 171.

période de la division est terminée. De cette manière, les 50 dernières années peuvent être considérées comme le véritable *Sonderweg* allemand. Dans cette interprétation, la République fédérale pré-unificatrice se serait contentée d'une existence dans l'ombre des événements mondiaux en attendant de retrouver son chemin « normal ».

La seconde approche, s'appuyant sur la vision plus schmittienne d'une guerre civile mondiale[1], considère le régime national-socialiste comme faisant partie de l'alliance de la bourgeoisie occidentale contre le bolchévisme, ôtant au national-socialisme son caractère d'« anormalité » ou de particularité allemande. 1945 ne constituerait donc qu'une étape et non pas une rupture.

Les deux visions se retrouvent dans l'interprétation de l'unification comme la fin de la césure que constitue la défaite en 1945. Par la suite, l'Allemagne reprendrait sa place au milieu de l'Europe et retrouverait un *statu quo ante* qui permettrait une « normative Enthemmung und kognitive Entdifferenzierung im Umgang mit sensiblen Themen[2] ». Il est important de souligner qu'Habermas renvoie ici à une évidence : ce seront, à long terme et dans un futur proche, les historiens qui décideront des lectures et des interprétations du passé. Pourtant, ces interprétations – et davantage encore leur réception – dépendent et dépendront en grande partie des perspectives et des espoirs placés dans l'avenir de l'Etat-nation allemand rouverts en 1990. Par conséquent, le rôle politico-moral de l'historiographie s'affaiblirait ou, de manière générale, serait influencé par le contexte mental-moral environnant qui formerait ses axes d'interprétation[3].

Habermas rappelle que l'importance de l'État-nation dans le contexte de la mondialisation sera considérablement réduite, notamment en raison d'une réduction des capacités des États à agir de manière individuelle, c'est-à-dire nationale. Parallèlement, la

---

[1] Cette thèse n'est finalement rien d'autre qu'une réinterprétation de la thèse noltéenne qui avait déclenché la Querelle des historiens. L'argument d'Ernst Nolte selon lequel les camps de concentration n'étaient qu'une réaction aux Goulags soviétiques était construite autour de l'idée d'une opposition fondamentale entre bourgeoisie occidentale et pensée bolchévique ; voir NOLTE, Ernst. *Der Faschismus in seiner Epoche: die Action française, der italienische Faschismus, der Nationalsozialismus*. München: Piper, 1963, 633 p; NOLTE, Ernst. *Die faschistischen Bewegungen: die Krise des liberalen Systems und die Entwicklung der Faschismen.* München: DTV, 1966, 333 p; NOLTE, Ernst. *Der europäische Bürgerkrieg 1917-1945: Nationalsozialismus und Bolschewismus*. Berlin: Propyläen, 1987, VII-616 p.

[2] « Désinhibition normative et une dédifférenciation cognitive dans le traitement des sujets sensibles. » HABERMAS. 1989 im Schatten von 1945. op. cit., p. 173.

[3] D'une certaine manière, cette analyse sera avérée par le retour du rôle des victimes allemandes et de l'analyse historiographique de leur souffrance au début des années 2000. Cette question est très clairement reparue dans le contexte des débats autour du *Mémorial de l'Holocauste* à Berlin.

mondialisation pose un nouveau défi identitaire à l'État-nation : celui-ci doit garantir l'adhésion à un projet et à une solidarité nationale qui est menacée par des problèmes qui dépassent largement le cadre national et les moyens d'action de l'État-nation. Faire appel, dans un tel contexte, à un sentiment d'appartenance nationale renforcé[1] relève, selon lui, de l'illusion. Les développements actuels démontrent clairement les limites des champs d'actions des État-nations. Le risque serait de perdre la capacité d'interagir. Un tel risque guette, selon Habermas, une « République de Berlin » qui s'appuie davantage sur des continuités historiques en cherchant à renforcer son identité nationale.

La vision habermassienne d'une sphère de communication internationale, seule capable de garantir le cadre démocratique dans lequel les solutions aux problèmes mondiaux peuvent être élaborées, constitue une mise en garde contre les tendances d'un retour à la « normalité » historique et politique de l'Allemagne de la « République de Berlin ». Un tel retour au passé serait non seulement anachronique dans le contexte de la mondialisation mais également dangereux dans le sens d'une relativisation de la « rupture civilisationnelle » de 1945 qui se trouverait, par la suite, reléguée à n'être qu'un des éléments constituant le *Sonderweg* allemand.

La position critique d'Habermas qui met en garde contre les dérives identitaires (au profit du maintien du mythe fondateur de la RFA, Auschwitz) est pourtant restée minoritaire. La force de la position opposée, prônant, à des degrés divers, la rupture avec les tentatives de maîtrise du passé, soulève la question de la survie de la politique mémorielle telle qu'elle s'était développée en RFA et de ses transformations dans le « nouveau » cadre politique.

---

[1] De tels appels à la solidarité nationale et au patriotisme économique se sont renforcés considérablement ces dernières années et il s'agit là d'un phénomène international qui ne commence à être interprété et analysé que très lentement. Sur le concept de *Standortnationalismus* et le nationalisme économique, voir BUTTERWEGGE, Christoph. Standortnationalismus - Ausgrenzung und Gewalt im Zeitalter der Globalisierung. *In* ESSER, Johannes (dir.). *Wege aus der Gewalt (Jahrbuch des Arbeitskreises Frieden in Forschung und Lehre an Fachhochschulen)*. Münster: Haag und Herchen, 1998, pp. 61-87; BUTTERWEGGE, Christoph / HICKEL, Rudolf / PTAK, Ralf (dir.). *Sozialstaat und neoliberale Hegemonie. Standortnationalismus als Gefahr für die Demokratie*. Berlin: Espresso Verlag, 1998, 159 p; CRANE, George. "Economic nationalism: bringing the nation back in." Millenium. Journal of International Studies 27.1 (1998): 55-75; DÖRRE, Klaus. Globalisierung - Ende des rheinischen Kapitalismus? *In* HEITMEYER, Wilhelm / LOCH, Dietmar (dir.). *Schattenseiten der Globalisierung, Rechtsradikalismus, Rechtspopulismus und separatistischer Regionalismus in westlichen Demokratien*. Frankfurt a/M: Surhkamp, 2001, pp. 63-90; PICKEL, Andreas "Explaining and explaining with economic nationalism." Nations and Nationalism 9.1 (2003): 105-128; RADTKE, Frank-Olaf. Fremde und Allzufremde: der Prozess der Ethnisierung gesellschaftlicher Konflikte. *In* Friedrich-Ebert-Stiftung (dir.). *Ethnisierung gesellschaftlicher Konflikte*. Bonn: Friedrich-Ebert-Stiftung, 1996, pp. 7-17.

2) Pour une République de Berlin libérée de son passé : Schacht et Schwilk

L'héritage de 68 – prenant en compte et basé sur la « rupture civilisationnelle » – et l'idée d'une nation postnationale constitueraient justement l'obstacle empêchant la souveraineté intérieure et extérieure de l'Allemagne unifiée. Cette position, défendue par Ulrich Schacht[1] et Heimo Schwilk[2], dans une collection d'essais regroupés dans un ouvrage publié en 1997[3], plaide pour un retour à la « normalité » politique que la « République de Bonn » avait rendu impossible car politiquement indéfendable du temps de son existence « anormale ».

Les deux auteurs avaient été à la tête d'un mouvement néo-conservateur quelques années avant la publication de leur ouvrage commun. Leur texte peut être lu comme un véritable manifeste des espoirs conservateurs rarement formulés de manière aussi explicite depuis le « tournant mental-moral » du début des années 1980. Selon eux, la « République de Berlin » permettra de corriger de manière durable, c'est-à-dire en changeant la Loi fondamentale, « die tendenziell katastrophischen politischen Zustände der *heutigen* 'Bonner Republik', die inzwischen prinzipiell und habituell eine Republik der 68er ist[4] ».

La génération de 68 serait responsable du développement destructeur de la société et de l'Etat. Le « détracteur sociophilosophique (*sozialphilosophischer Deutschland-Verächter*) Jürgen Habermas », aurait érigé en norme identitaire la « méfiance envers la nation allant jusqu'à la haine de soi (*bis in den Selbsthass gesteigertes Misstrauen gegenüber der eigenen Nation*[5]) ». L'évocation d'Auschwitz et du meurtre des Juifs européens a été utilisée et instrumentalisée, de manière ritualisée et répétée, depuis 1968 afin d'obtenir et de consolider le pouvoir politique en RFA.

---

[1] Ulrich Schacht (née en 1951), journaliste et auteur, est souvent rapproché du mouvement de la Nouvelle Droite, malgré son affiliation (jusqu'en 1997) au SPD.

[2] Heimo Schwilk, né en 1952, est un journaliste connu et reconnu et il est aujourd'hui rédacteur à l'hebdomadaire allemand *Welt am Sonntag* et l'auteur d'une biographie applaudie par la critique sur Ernst Jünger ; SCHWILK, Heimo. *Ernst Jünger : ein Jahrhundertleben*. München: Piper, 2007, 560 p.

[3] SCHACHT, Ulrich / SCHWILK, Heimo. *Für eine Berliner Republik: Streitschriften, Reden, Essays nach 1989*. München: Langen Müller, 1997, 256 p.

[4] « (L)es conditions politiques tendanciellement catastrophiques de la République de Bonn d'aujourd'hui qui, elle, est une République des soixante-huitards. » *Ibid*., pp. 8-9.

[5] *Ibid*., p. 12.

Notons ici la similarité avec, sans qu'elle ne soit mentionnée par les auteurs, l'approche « antifasciste » en RDA qui permettait de consolider le pouvoir en Allemagne de l'Est autour du positionnement du peuple est-allemand au côté des « vainqueurs de l'histoire », l'URSS.

Les Allemands, soumis à « l'idéologie pacifiste » et à la « phraséologie multiculturaliste » – phraséologie « deren Erfinder und Paraphraseure in der eigenen Identität und ihrer Verteidigungswürdigkeit nur zivilisatorischen Rückschritt sehen wollen[1] » – doivent, selon les auteurs, se tourner vers un idéal identitaire : « Wer im eigenen Land nicht bereit ist, die kulturelle Hegemonie zu bewahren und auf dieser Basis Assimilation von Zuwanderern zu betreiben, wird auch in Zukunft die eigene Identität verspielen[2] ».

Les deux auteurs dessinent ici les grandes lignes du débat sur la « culture dominante allemande (*deutsche Leitkultur*) » du début des années 2000 qui allait justement tourner autour de cette question de savoir ce qui est allemand dans le contexte d'une société se confrontant, pour la première fois, de manière explicite à la réalité de l'immigration et de l'intégration des migrants[3].

Leur plaidoyer pour « un retournement national » culmine en une remise en cause fondamentale de la vision et de l'interprétation de l'histoire allemande en général et celle de la République de Bonn en particulier. La République de Bonn, née de la défaite de l'Allemagne national-socialiste, constituait l'antithèse du *Reich* allemand : « Die Neuordnung Rumpfdeutschlands nach dem Zweiten Weltkrieg stand so gesehen ganz im Zeichen der nationalen Katastrophe, die das Denken und Handeln der deutschen Politik in Ost und West bis zur sogenannten Wende und darüber hinaus grundlegend bestimmte[4] ». Cet ancrage dans

---

[1] « Dont les inventeurs et paraphraseurs ne voulaient voir dans leur propre identité et sa défense qu'une régression civilisationnelle. » *Ibid*., p. 13.

[2] « Celui qui n'est pas prêt à maintenir, dans son propre pays, l'hégémonie culturelle et à assimiler les immigrants sur une telle base perdra sa propre identité à l'avenir. » *Ibid*., p. 13.

[3] ALBERT, Karl/JAIN, Elenor. *Leitkultur, Demokratie und Patriotismus*. Freiburg i/Br: Projekt-Verlag, 2006, 111 p; OBERNDÖRFER, Dieter "Leitkultur und Berliner Republik: die Hausordnung der multikulturellen Gesellschaft ist das Grundgesetz." Aus Politik und Zeitgeschichte 1-2 (2001): 23-30; PAUTZ, Hartwig. *Die deutsche Leitkultur: eine Identitätsdebatte. Neue Rechte, Neorassismus und Normalisierungsbemühungen*. Stuttgart: Ibidem, 2005, 146 p.

[4] « La réorganisation des restes de l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale était imprégnée de la catastrophe nationale qui déterminera la pensée et l'action de la politique est- et ouest-allemande jusqu'au prétendu tournant et au-delà. » SCHACHT. *Für eine Berliner Republik*, op. cit., p. 244.

le passé a donc été constitutif pour la République de Bonn. Mais, soulignent les auteurs en transformant le mot de Fritz René Allemann : « Berlin n'est pas Bonn[1] ».

Dans la nouvelle République, la « pathologie national-masochiste » ne survivra pas et la crise (politique et sociale) de l'État sortira les Allemands des « cellules de dégrisement » dans lesquelles ils avaient été placés – et dans lesquelles ils s'étaient ensuite volontairement enfermés – après l'ivresse nationale entre 1933 et 1945. Contrairement aux idées reçues, ce n'était point la RDA qui s'était construite autour de niches sociales, mais la RFA, « in der Macht- und Geschichtsvergessenheit als zivilgesellschaftliche Tugenden der Enthaltsamkeit gefeiert wurden[2] ».

La génération de 68 avait réussi à rendre généralement acceptable (et acceptée) l'idée selon laquelle tout sentiment national était « impérialiste », « fascistoïde » ou d'extrême droite. Dans ce sens, l'intégration des cinq nouveaux *Länder* promettait une renaissance de la confiance allemande (*Selbstbewusstsein*). De plus, le transfert de la capitale devait constituer « der entscheidende psychologische Schub für dieses sich neu konstituierende nationale Selbstbewusstsein[3] ». Car, contrairement à Bonn qui s'était caractérisée par « ein zwergenhaftes Bewusstsein für politische Symbolik und nationale Repräsentanz[4] », l'ancienne-nouvelle capitale représentait « Idealismus und Überhebung, Grösse und Tragik, Gelingen und Scheitern deutscher Geschichte[5] ».

Berlin est, selon Schwilk et Schacht, l'endroit par excellence où l'histoire allemande se cristallise le plus explicitement[6]. De ce fait, Berlin est ce que l'on pourrait tout simplement appeler « le miroir de la mentalité nationale (*getreues Spiegelbild der nationalen Mentalität*) » des Allemands. La réappropriation de l'histoire allemande permettra de retrouver le sens d'une identité nationale « sciemment détruite » par le « national-masochisme des soixante-huitards (*Nationalmasochismus der 68er*[7]) ».

---

[1] *Ibid*., p. 245. ALLEMANN, Fritz René. *Bonn ist nicht Weimar*. Köln: Kiepenhauer & Witsch, 2000 (1956), 439 p.

[2] « (D)ans laquelle l'oubli de la puissance (*Machtvergessenheit*) et de l'histoire (*Geschichtsvergessenheit*) ont été célébrés comme les vertus civiques de l'abstinence. » SCHACHT. *Für eine Berliner Republik*, op. cit., p. 245.

[3] « (L)a poussée psychologique décisive pour cette conscience nationale en devenir. » *Ibid.*

[4] « (U)ne conscience naine de la symbolique politique et de la représentation nationale. » *Ibid.*

[5] « (I)déalisme et exaltation, grandeur et tragédie, réussite et échec de l'histoire allemande. » *Ibid.*

[6] *Ibid*.

[7] *Ibid*., p. 246.

Les auteurs établissent ici un parallèle entre l'abus de l'instrumentalisation des valeurs allemandes par Hitler et la manière dont ses « héritiers » tenaient en échec la communauté culturelle allemande. Ils citent, à titre d'exemple, des soixante-huitards « repentis », tels Klaus Rainer Röhl et Richard Herzinger qui, désillusionnés, dénonçaient les « mensonges de 68 »[1].

L'ambition de la Nouvelle Droite allemande, avec laquelle les deux auteurs sympathisent, cherche à tenir en échec l'antinationalisme (le « nationalisme négatif » selon Peter Glotz[2]) – « la haine pathologique de tout ce qui est allemand (*pathologischer Hass auf alles Deutsche*)[3] » – et sa position d'influence dans les médias[4]. Schacht et Schwilk visent à réintroduire la figure de « l'Allemand éternel », incitant à l'identification et à l'auto-vérification (*Selbstvergewisserung*[5]).

La « génération 89[6] » qui porte le projet formulé par les deux auteurs, espère que la « République de Berlin » initiera un changement national en profondeur et déclenchera la renaissance d'une conscience nationale qui permettra de lier l'ancrage historique avec la conscience de la valeur propre (*Selbstwertgefühl*) du peuple allemand. Le déménagement à Berlin – dans une ville où la politique ne pourra échapper aux enjeux politiques et sociaux comme à Bonn – signifie un retour à la réalité : « Berlin ist der Ort, an dem die Gegenwart mächtig wirkt und die Perspektive auf die Politik existentiell verändert[7] ». La scène aura donc un impact sur le jeu des acteurs (politiques) en leur inspirant de la grandeur.

L'espoir exprimé est double : Berlin permettra de profiter de la dynamique d'une métropole au niveau politique et, parallèlement, d'attaquer de front les problèmes identitaires

---

[1] Voir HERZINGER, Richard. "Deutscher als Helmut Kohl : nationale Identifikationsversuche von links und ihre jüngste Einholung von rechts." Mittelweg 36 4.1 (1995): 4-14; RÖHL, Klaus Rainer. *Linke Lebenslügen : eine überfällige Abrechnung*. Berlin: Ullstein, 1994, 172 p.

[2] GLOTZ. *Irrweg des Nationalstaates*, op. cit.

[3] SCHACHT. *Für eine Berliner Republik*, op. cit., p. 247.

[4] MÜLLER, Jan-Werner. From national identity to national interest: the rise (and fall) of Germany's New Right. *In* MÜLLER, Jan-Werner (dir.). *German ideologies since 1945: studies in the political thought and culture of the Bonn Republic*. Basingstoke: Palgrave, 2003, pp. 185-205.

[5] Il serait intéressant d'analyser les parallèles de cette position avec l'émergence récente d'un mouvement identitaire, l'AfD (*Alternative für Deutschland*) donc certaines positions ressemblent fortement à ce que les deux auteurs préconisent.

[6] BUBIK, Roland (dir.). *Wir '89er : wer wir sind, was wir wollen*. Berlin: Ullstein, 1996, 225 p.

[7] « Berlin est l'endroit où le présent agit de toutes ses forces et où la vision de la politique se transforme de manière existentielle. » SCHWILK, Heimo. Von der Bonner zur Berliner Republik : Plädoyer für eine nationale Wende in Deutschland. *In* SCHACHT, Ulrich / SCHILK, Heimo (dir.). *Für eine Berliner Republik : Streitschriften, Reden, Essays nach 1989*. München: Langen Müller, 1997, pp. 224-250, p. 250.

qui avaient été évités dans la « République de Bonn ». Ensuite, cette dynamique contribuera à la « normalisation » de la conscience nationale : « (Es) wird sich zugleich auch die Normalisierung einer Republik vollziehen, die eine Berliner zu nennen vielleicht einmal als Synonym für glückhaftes nationales Selbstbewusstsein gelten kann[1] ». Schacht et Schwilk se font ainsi les avocats d'une politique identitaire libérée du poids du passé et cherchent à mettre en avant la nécessité d'une conscience culturelle appuyée sur des valeurs discréditées – et par la suite bannies par les « soixante-huitards ». Pour eux, le retour à Berlin devient synonyme d'un renouveau national et d'une relation décomplexée du peuple allemand à sa propre identité.

Les deux positions présentées ci-dessus – la mise en garde de Jürgen Habermas contre la perte de la signification de la force normative de la « rupture civilisationnelle » que représente 1945 dans l'ombre de 1989 et l'espoir porté par un courant intellectuel qualifié de Nouvelle Droite (les « 89er ») d'un renouveau national et d'une 'normalisation' de l'identité allemande post-unificatrice que permettrait l'avènement de la « République de Berlin » – constituent les extrêmes entre lesquels les débats sur l'avenir de la nation se situaient désormais.

A l'occasion de l'approche du déménagement définitif des instances politiques allemandes en 1999, le rédacteur en chef de la *Rheinische Post*[2] avait invité des hommes politiques et des intellectuels à s'exprimer sur la « République de Berlin ». Les réponses fournies se situent entre les deux positions antagonistes de Jürgen Habermas, d'un côté, et Schacht et Schwilk, de l'autre, et reflètent les attentes, les espoirs mais aussi les craintes, liés au transfert de la capitale fédérale. Les arguments présentés ci-dessous n'englobent pas la totalité des positions prises dans les débats autour de la « République de Berlin », mais offrent, néanmoins, une bonne vision globale des enjeux, espoirs et craintes évoqués - et qui avaient déjà été préfigurés dans les débats parlementaires de 1991.

[1] « En même temps aura lieu la normalisation d'une République dont l'appellation 'berlinoise' pourra éventuellement être comprise comme le synonyme d'une conscience de soi heureuse. » SCHACHT. *Für eine Berliner Republik*, op. cit., p. 250.

[2] La *Rheinische Post* est un quotidien ouest-allemand proche des Chrétiens-démocrates.

3) Berlin, un nouveau chapitre dans l'histoire allemande

Une partie importante des prises de positions constituent des versions édulcorées des thèses de Schacht et Schwilk et soulignent le caractère novateur de la République berlinoise. Son avènement signifie par là également un retour à la « normalité » sans pour autant tomber dans la radicalité des deux auteurs.

a) Ne démonisons pas, restons confiants !

Horst Teltschik (CDU) souligne que la République de Berlin ne devrait pas être diabolisée, car cela risquerait d'occulter son caractère novateur. Les acquis politiques et sociaux de Bonn seront maintenus à Berlin, notamment en matière de politique étrangère : « Selbstverständlich wird Berlin als Hauptstadt Bewährtes aus der Rheinischen Republik übernehmen und fortschreiben. Das muss vor allem für die Aussenpolitik gelten[1] ». La forme même de l'Etat restera la même, mais un nouveau style politique verra le jour, basé sur les transformations de l'environnement politique et social de la mondialisation. Ce style sera, en grande partie, déterminé par une relation changée entre politique et médias qu'introduiront les changements à l'échelle internationale, tel le marché mondial obligeant les entreprises à s'adapter.

De plus, la ville de Berlin comme cadre pour la politique obligera les politiques à se confronter aux problèmes politiques et sociaux, alors que « von Bonn aus konnte die politische Klasse ungestörter Politik betreiben. In Berlin aber wird die Politik zuzusagen umlagert sein von akuten gesellschaftlichen und sozialen Problemen[2] ».

Le transfert de la capitale et l'élément novateur qu'il introduit soulignent la transformation radicale que l'Allemagne a vécue depuis l'unification : « Schließlich wurde die Bonner Republik durch die Wiedervereinigung grundlegend verändert[3] ». Mais Berlin rappellera Bonn tout en s'adaptant au nouveau cadre politique notamment européen et international. Pourtant, il ne s'agit pas d'évoquer une nouvelle époque wilhelmienne

---

[1] « Il est évident que Berlin, en tant que capitale, maintiendra les bonnes pratiques de la République rhénane et les prolongera. Cela doit surtout être valable pour la politique étrangère. » TELTSCHIK, Horst. Eine andere Politik, ein anderer politischer Stil. *In* REITZ, Ulrich/SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 18-22, p. 18.

[2] « A Bonn, la classe politique pouvait faire de la politique sans être dérangée. A Berlin, elle sera assiégée, tous les jours, par les problèmes de la société. » *Ibid*., p. 19.

[3] « En définitive, notre république a été profondément modifiée par la réunification. » *Ibid*., p. 20.

(*Gründerzeit*), même si Teltschik exprime l'espoir d'une transformation dirigée par des élites politiques motivées par les nouvelles possibilités et contraintes des responsabilités induites par le nouveau contexte allemand, européen et international. Ce nouveau contexte signifie également de nouvelles responsabilités pour l'Allemagne unifiée : « Berlin muss Verantwortung übernehmen in der Weltgemeinschaft der freien Völker, die Deutschland die Einheit in Freiheit ermöglicht hat[1] ».

b) L'après-guerre est fini

Reinhard Höppner (SPD), ministre-président du Land de Saxe-Anhalt de 1994 à 2002, rappelle que la nouvelle République existe depuis le 3 octobre 1990 et que l'unification allemande a définitivement mis un terme à la période d'après-guerre : « Die Nachkriegsära ist endgültig zu Ende. Deutschland wird ein ganz normales Land mit einer ganz normalen Hauptstadt[2] ». La particularité allemande était celle des crimes national-socialistes mais aussi celle du Mur coupant le pays en deux. L'histoire restera intacte et ne pourra être effacée, tout comme la nouvelle République doit « vraiment » assumer ses nouvelles responsabilités. Il s'agit maintenant de repenser les leçons qui seraient à en tirer : « Die alte Geschichte werden wir nicht mehr los, Gott sei dank. Bleibt die Frage, was wir daraus lernen[3] ».

c) Le retour de la nation

Renate Köcher, analyste de sondage et directrice du renommé *Institut für Demoskopie Allensbach*, prédit un regain d'importance de la nation après le transfert de la capitale. L'aura dont bénéficie Berlin – et qui est fondamentalement différente de celle de Bonn – changera, selon elle, la République et la manière de gouverner. Le changement de gouvernement de 1998 renforcera les transformations mentales et politiques et mettra fin au style politique de Bonn : sobriété et modestie[4].

---

[1] « Berlin doit endosser des responsabilités dans la société mondiale des peuples libres qui a permis à l'Allemagne de réaliser son unité dans la liberté. » *Ibid*., p. 22.

[2] « La période d'après-guerre est définitivement terminée. L'Allemagne est en train de devenir un pays tout à fait normal avec une capitale tout à fait normale. » HÖPPNER, Reinhard. Aufwachen ! Umziehen ! *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 32-34, p. 32.

[3] « Nous ne pourrons pas nous débarrasser de l'histoire ancienne, Dieu merci. Reste à savoir ce que nous allons en tirer. » *Ibid*., p. 34.

[4] KÖCHER, Renate. Die Nation gewinnt wieder an Bedeutung. *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 88-92, p. 89.

Même si la politique continuera à être influencée par l'histoire allemande et par le devoir de mémoire que cette dernière impose, Renate Köcher fait part de ses doutes quant à la perpétuation de la relation à l'histoire nationale au sein de la nouvelle génération d'hommes politiques. Elle rappelle que l'ancien chancelier allemand Helmut Kohl était historien alors qu'aucun membre du gouvernement formé en 1998 ne l'est. A l'instar de Gerhard Schröder, les nouveaux leaders politiques sont nés à la fin de ou après la Seconde Guerre mondiale.

Le changement de gouvernement en 1998 est crucial puisqu'il annonce un changement générationnel chez les hommes politiques : « Jetzt ist eine Generation am Ruder, die den Krieg nicht mehr aus eigener Erfahrung kennt. Politiker, die diese Dimension des Schreckens, die rauchenden Trümmer kennen, die wissen, wohin eine fehlgeleitete Politik im schlimmsten Fall führen kann, handeln mit einem anderen Ernst als eine Generation, die immer nur Frieden erlebt hat[1] ». Une des conséquences majeures sera, selon elle, une réduction de l'intérêt pour l'Europe qui avait essentiellement été portée par la génération précédente. L'expérience de la guerre avait été, pour la génération précédente, un moteur essentiel pour faire avancer la construction européenne et avait contribué à leur vision politique. En revanche, « für die Nachkriegsgeneration ist Europa selbstverständlicher, aber ein weniger leidenschaftlicher verfolgtes Ziel[2] ».

Néanmoins, le changement de capitale n'apporte pas la rupture tant espérée (ou crainte) et Renate Köcher rappelle le potentiel de la « République de Bonn » à susciter de la fierté (notamment en raison des progrès économiques et sociaux) : « Die Bonner Republik war und ist ein politisches System, das eine der menschlichsten, freiesten und gleichzeitig ökonomisch erfolgreichsten Gesellschaften der Erde hervorgebracht hat[3] ».

La relation au passé et les questions identitaires pourront, en revanche, être abordées et gérées de manière plus décomplexée et détendue : « In den vergangenen 50 Jahren wurde gerade in Deutschland nationale Identität und die Beschäftigung damit zurückgedrängt, ein

---

[1] « Maintenant une génération se trouve à la barre qui n'a plus fait l'expérience de la guerre. Des hommes politiques qui connaissent cette dimension de la terreur, les décombres fumants, qui savent vers quoi une politique dévoyée peut mener, agissent avec un tout autre sérieux qu'une génération qui n'a connu que la paix. » *Ibid*., p. 88.

[2] « Pour la génération d'après-guerre, l'Europe est devenue plus évidente en même temps qu'un but poursuivi avec moins de passion. » *Ibid*., p. 89.

[3] « La République de Bonn a été et est un système politique qui a produit une des sociétés les plus humaines, libres et, en même temps économiquement les plus prospères de la terre. » *Ibid*., pp. 90-91.

Versuch, mit dem Problem der eigenen Vergangenheit fertig zu werden. Jetzt ist eine neue Unbefangenheit da[1] ».

d) Prétentieuse et transformée

Wolfgang Huber, évêque de l'Église protestante allemande, considère que – même si la nouvelle appellation peut sembler prétentieuse – la République et la culture politique allemande subiront des transformations fondamentales. Une telle transformation est l'avènement d'une multitude de conflits au sein de la société pluraliste ou, *a minima*, une prise de conscience des conflits existants. Les confrontations qu'ils engendreront feront naître chez certains la nostalgie d'une République de Bonn qui, elle, était beaucoup plus consensuelle : « Unsere Gesellschaft – wenn man sie denn so nennen will : die 'Berliner Republik' – wird mit Spannungen leben müssen. Da werden sich manche nach den beschaulicheren 'Bonner' Zeiten zurücksehnen. Denn die Berliner Republik wird weniger konsensorientiert sein[2] ».

Il rappelle que le pluralisme nécessite une conscience et un consensus sur les valeurs fondamentales qui régissent une société pluraliste et il s'agit de défendre ces valeurs. Même si une référence aux valeurs chrétiennes semble s'imposer, la vision d'Huber pourrait être interprétée dans le sens d'une idée claire des origines historiques d'une société donnée :

> Eine pluralistische Gesellschaft verlangt von ihren Mitgliedern mehr als manche denken. Beliebigkeit hilft nicht dabei, im Pluralismus zu bestehen. Vielmehr hält im Pluralismus nur durch, wer selbst einen klaren Standpunkt hat. Denn den anderen kann nur der tolerieren, der selbst weiß, wo er steht. Nur auf dieser Grundlage kann dann auch eine Verständigung über die Prinzipien gelingen, die für alle gelten sollen. (...) Eine pluralistische Gesellschaft ist darauf angewiesen, dass die Verständigung über Prinzipien gelingt, die – bei aller Verschiedenheit – gemeinsam respektiert werden können und müssen. Sie ist nur lebensfähig, wenn die Bedingungen wie die Grenzen der Pluralität anerkennt werden. Das Wissen über die eigenen Grundlagen und das Nachdenken über den künftigen Weg

---

[1] « Durant les 50 dernières années, et notamment en Allemagne, l'identité nationale et la réflexion sur ces thèmes ont été refoulées. Il s'agissait d'une tentative d'en finir avec le problème de son passé. Maintenant nous rencontrons une nouvelle candeur de l'esprit. » *Ibid*., p. 92.

[2] « Notre société – si nous souhaitons l'appeler ainsi : 'République de Berlin' – va devoir vivre avec des tensions. Certains vont alors nostalgiquement penser aux temps plus contemplatifs de 'Bonn'. Car la République de Berlin va être moins consensuelle. » HUBER, Wolfgang. Grenzen der Pluralität. *In* REITZ, Ulrich/SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 96-100, p. 97.

> unserer Gesellschaft könnten enger verzahnt sein, als wir es uns gelegentlich vorstellen[1].

Tout comme Schacht et Schwilke, Huber devance ici le débat sur la culture dominante allemande à l'occasion de laquelle les limites de la pluralité et le lien avec la définition du collectif et de ses fondements se trouvaient au cœur du débat.

e) Rien de nouveau

A l'instar de Reinhard Höppner, Alfred Grosser rappelle que la véritable date du tournant avait été 1990 quand l'empire soviétique s'était effondré et l'unité allemande retrouvée (et non pas la Chute du Mur le 9 novembre 1989[2]). Le tournant allemand, pourtant, fut moins marqué et profond que les discussions ne le laissaient supposer, même si l'unification intérieure prendra encore un certain temps : « Es wird noch eine Weile dauern, bis das vereinte Deutschland wirtschaftlich, kulturell, geistig vereinheitlicht ist[3] ». Ceci d'autant plus que les Allemands devront comprendre qu'une unification basée uniquement sur le marché et la concurrence est d'avance condamnée à l'échec. La « République de Berlin », selon Grosser, incarne l'espoir d'une prolongation et d'un renforcement des acquis de Bonn, tout en mettant fin à l'activité préférée des intellectuels allemands : la pitié de soi.

f) Une adaptation difficile

Selon Lothar Bisky (PDS), éditeur du quotidien *Neues Deutschland[4],* le terme « République de Berlin » a rencontré de vives résistances depuis sa création et généralisation et n'a, de ce fait, pas pu s'imposer sans problèmes. L'Allemagne d'avant 1989 diffère fondamentalement de celle après l'unification et les élections de 1998 ont clairement démontré que « die Phase der Verlängerung der alten Bundesrepublik über den Zeitpunkt der

---

[1] « Une société pluraliste exige plus de ses membres que certains pensent. L'indifférence ne permet pas d'exister dans le pluralisme. Au contraire, dans le pluralisme existe seul celui qui affirme clairement sa position. Car on ne peut tolérer l'autre que lorsqu'on sait où on se trouve. C'est seulement sur cette base qu'il peut y avoir un accord sur les principes qui sont valables pour tous. (…) Une société pluraliste a besoin d'un accord sur les principes qui peuvent et doivent être respectés par tous malgré les différences. Elle ne peut survivre que si les conditions comme les limites de la pluralité sont reconnues. La réflexion sur nos bases et la réflexion sur l'avenir de notre société sont probablement plus intimement liées que nous ne le pensons. » *Ibid*., pp. 96-97.

[2] GROSSER, Alfred. Eine Wende wird nicht stattfinden. *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 101-104.

[3] « L'homogénisation économique, culturelle, mentale de l'Allemagne unifiée se fera encore un peu attendre. » *Ibid*., p. 103.

[4] Le *Neues Deutschland* est l'ancien journal officiel de la RDA, diffusé aujourd'hui essentiellement en Allemagne de l'Est.

Vereinigung Deutschlands hinaus ist auch politisch beendet. Deutschland definiert sich neu[1] ».

L'Allemagne cherche à se définir de nouveau et la formule toute faite de la transition de la « République de Bonn » à la « République de Berlin » le souligne. La période transitoire, engagée depuis la Chute du Mur, n'est certes pas encore terminée, mais la crainte initiale d'une déviance de l'Allemagne est écartée en faveur de l'idée d'un renouveau : « Im Kern steht die Frage nach Kontinuität und Verlässlichkeit Deutschlands als demokratisch verfasste Nation und als wichtige europäische Macht sowie nach den Grundlagen und den Grundrichtungen seiner Neubestimmung[2] ».

Dans ce contexte de redéfinition, il doit y avoir une « Vergewisserung darüber, was aus Gegenwart und Vergangenheit mitgenommen werden soll und muss – und was deswegen vielleicht auch noch stabilisiert, konkretisiert, ausgebaut werden muss[3] ».

Pour cela, un véritable débat de fond sur la présence du passé doit être mené, mettant fin aux tentatives de traiter le passé de la RDA comme un second totalitarisme et aux efforts de se débarrasser du passé national-socialiste dans un élan nationaliste[4]. Dans le cadre d'un tel

---

[1] « La prolongation de l'ancienne République fédérale au-delà de l'unification allemande est désormais achevée au niveau politique. L'Allemagne se redéfinit. » BISKY, Lothar. Geburt von Neuem. *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 105-106, ici p. 105.

[2] « Au fond du problème, il y a la question de la continuité et de la fiabilité en tant que nation démocratiquement constituée et en tant que puissance européenne essentielle ainsi que des bases et des orientations de sa redéfinition. » *Ibid*., p. 106.

[3] « Certitude sur ce qui doit être gardé du passé et du présent – et en conséquence ce qui doit encore être stabilisé, concrétisé et développé. » *Ibid*.

[4] A ce sujet, voir le débat autour de la *doppelte Verangenheitsbewältigung*, la double tentative de venir à bout du passé du IIIème Reich et de la RDA ; FAULENBACH, Bernd. Die doppelte 'Vergangenheitsbewältigung': Nationalsozialismus und Stalinismus als Herausforderung zeithistorischer Forschung und politischer Kultur. *In* DANYEL, Jürgen (dir.). *Die geteilte Vergangenheit: zum Umgang mit Nationalsozialismus und Widerstand in beiden deutschen Staaten*. Berlin: Akademie-Verlag, 1995, pp. 107-124; HOFFMANN, Christa / JESSE, Eckhard. Die 'doppelte' Vergangenheitsbewältigung in Deutschland: Unterschiede und Gemeinsamkeiten. *In* WEIDENFELD, Weidenfeld (dir.). *Deutschland: eine Nation - doppelte Geschichte*. Köln: Verlag Wissenschaft und Politik, 1993, pp. 209-234; JESSE, Eckhard. Doppelte Vergangenheitsbewältigung in Deutschland: ein Problem der Vergangenheit, Gegenwart und Zukunft. *In* JESSE, Eckhard/LÖW, Konrad (dir.). *Vergangenheitsbewältigung*. Berlin: Duncker und Humblot, 1997, pp. 11-26; SCHMID, Harald. "Systemwechsel und Geschichtsbild : zur Debatte um die 'doppelte Vergangenheitsbewältigung' von NS- und SED-Vergangenheit." Deutschland-Archiv 38.2 (2005): 290-297; WEHLER, Hans-Ulrich. Diktaturenvergleich, Totalitarismustheorie und DDR-Geschichte. *In* BAUERNKÄMPFER, Arnd / SABROW, Martin / STÖVER, Bernd (dir.). *Doppelte Zeitgeschichte : deutsch-deutsche Beziehungen 1945-1990*. Bonn: Dietz, 1998, pp. 346-352; WOLFFSOHN, Michael. Doppelte Vergangenheitsbewältigung. *In* SÜHL, Klaus (dir.). *Vergangenheitsbewältigung 1945 und 1989: ein unmöglicher Vergleich?* Berlin: Volk und Welt, 1994, pp. 37-42.

débat, l'horizon historique d'une Allemagne unifiée doit aller au-delà de la Guerre froide et du national-socialisme et s'inscrire dans une « histoire longue » – tout comme cela avait été postulé dans le cadre du « tournant mental-moral » impulsé par Helmut Kohl dans les années 1980.

Bisky est un des rares commentateurs à souligner que la réorientation se fait, certes, à travers des discours politique et intellectuel : « Gesellschaften bestimmen sich neu im Diskurs, nicht durch vollendete Tatsachen[1] ». Cette « normalité » de l'identité appelle « eine wirkliche gesellschaftliche Vergangenheits- und Zukunftsdebatte[2] ». L'unification, elle, ne peut pas remplacer un tel débat d'orientation fondamental.

g) Le prix à payer pour l'intégration

Pour Hans Mommsen, historien, le déménagement à Berlin a été le prix à payer par la République fédérale pour mieux intégrer la population est-allemande dans le nouvel ensemble politique. Le retour à Berlin signifie la fin définitive de la période d'après-guerre et un retour – géographique – de l'Allemagne dans les traditions du *Reich* bismarckien[3]. Le danger qui émanerait de ce fait, selon les critiques du déménagement de la capitale, est inexistant car l'héritage prussien est, selon Mommsen, définitivement devenu « folklore et industrie touristique ». L'histoire de la *Neue Wache* à Berlin témoigne de l'impossibilité de lier le retour à Berlin à une tradition historico-politique prussienne :

> Für die Unangemessenheit aller Versuche, trotz allem eine preussisch-deutsche Traditionsstiftung anzustreben, ist die Geschichte der Neuen Wache in Berlin besonders signifikant. Die dort unternommene Kreuzung zwischen der sozialkritischen Plastik von Käthe Kollwitz und der klassizistischen Architektur Karl Friedrich Schinkels aus der postfriderizianischen preussischen Monarchie kann an vergleichbare Traditionsstätten in Warschau oder London nicht heranreichen. Aus allem folgt, dass die Rücksiedlung der deutschen Hauptstadt nach Berlin schwerlich mit einer Anpassung an eine historisch-politische Tradition verbunden sein kann, die schon Konrad Adenauer verächtlich mit dem Wort von den „preussischen Kartoffelfeldern" umschrieb[4].

---

[1] « Des sociétés se redéfinissent à travers des débats et non pas par des faits accomplis. » BISKY. Geburt von Neuem. op. cit., p. 106.

[2] « Un véritable débat de société sur le passé et l'avenir. » *Ibid*.

[3] MOMMSEN, Hans. Erwartungen an die Berliner Republik ? *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 114-119.

[4] « A titre d'exemple, pour le caractère inapproprié des tentatives de créer, malgré tout, une tradition prusso-allemande, l'histoire de la *Neue Wache* à Berlin est particulièrement significative. Le croisement qui y a été entrepris entre la sculpture critique de Käthe Kollwitz et l'architecture classiciste de Karl Friedrich Schinkel de

Néanmoins, toutes sortes de désirs se sont manifestés, et cela en raison du changement du climat intellectuel. Alors que Bonn ne se caractérisait pas par son ouverture urbaine sur le monde, la nouvelle capitale pourrait – et Mommsen l'espère – avoir une influence positive sur l'horizon géographique et intellectuel des hommes politiques allemands dans le sens d'une re-nationalisation : « Man kann nur hoffen, dass die sprichwörtliche Vitalität Berlins die politische Gestaltungskraft der deutschen Politik und ihren geographischen und intellektuellen Horizont ausweiten wird[1] ».

h) Les regards extérieurs

Apportant un regard extérieur à la question, Robert Gerald Livingston, diplomate américain et spécialiste des relations germano-américaines, prédit une République de Berlin distincte de celles de Bonn et de Weimar. Dans un premier temps, la classe politique et les fonctionnaires resteront les mêmes et le gouvernement ne pourra devenir plus centralisateur et puissant, en raison des 50 ans de fédéralisme et de l'ancrage profond des valeurs libérales et démocratiques dans l'esprit de la nation (ouest-)allemande.

Malgré tous ces facteurs de stabilité – couplés avec la stabilité de la politique extérieure – le changement de génération qui accompagne le transfert de la capitale aura des conséquences : « Schliesslich sind nun Leute an der Macht, die nicht nur durch die Ereignisse des Zweiten Weltkriegs geprägt sind, sonder eher durch die von 1968. Zum Beispiel sollten die neuen Verantwortlichen nicht meinen, dass die Erinnerung an Auschwitz im 21. Jahrhundert weiterhin ein Faktor der Politik sein muss[2] ». L'éloignement historique du national-socialisme et l'approfondissement démocratique conduiront nécessairement à une réduction de la méfiance de la classe politique vis-à-vis de la population comme cela avait pu

---

l'époque de la monarchie prussienne post-Frédéric II n'atteint pas le niveau d'endroits comparables à Varsovie ou Londres. De tout cela s'ensuit que le retour de la capitale allemande à Berlin ne peut que difficilement être lié avec une assimilation à une tradition historico-politique que, par ailleurs, déjà Konrad Adenauer avait décrite de manière méprisante avec le terme de « champs de pommes de terre prussiens ». *Ibid*., p. 115. Pour le débat autour de la *Neue Wache*, voir FESSMANN. *Streit um die Neue Wache*, op. cit; LANGE. Gedenkstätte Neue Wache. op. cit; MOLLER. *Die Entkonkretisierung der NS-Herrschaft*, op. cit.

[1] « On ne peut qu'espérer que la vitalité proverbiale de Berlin élargira la capacité politique créative de la politique allemande et son horizon géographique et intellectuel. » MOMMSEN. Erwartungen an die Berliner Republik ?, op. cit., p. 119.

[2] « Finalement, aujourd'hui se trouvent au pouvoir des personnes qui ne sont pas marquées par les événements de la Seconde Guerre mondiale mais plutôt par ceux de 1968. Par exemple, les nouveaux responsables politiques ne devraient pas considérer que la mémoire d'Auschwitz devrait continuer à être un facteur déterminant en politique au 21ème siècle. » LIVINGSTON, Robert G. Nicht länger Harmlosigkeit demonstrieren.Ibid.(dir.). pp. 124-126, p. 125.

être le cas à Bonn. Cela permettra la naissance d'une nouvelle conscience nationale et une politique moins dépendante des partenaires et moins hésitante sur le plan intérieur et extérieur.

Jean-Paul Picaper, correspondant du *Figaro* à Berlin de 1977 à 2003, présente la République de Berlin comme synonyme de liberté et de démocratie. La ville ne peut plus être seulement associée – et réduite – au militarisme allemand et à la prise de pouvoir par les national-socialistes en 1933. Elle a été, au contraire, l'endroit marqué par de nombreux périodes et personnalités historiques (les huguenots, les Lumières, les années 20, Tucholsky, Marlene Dietrich) et se trouve être, aujourd'hui, le lieu d'une créativité, notamment artistique, inédite[1]. Picaper formule une critique radicale de ceux qui ont une vision particulièrement négative, rejoignant par là Alfred Grosser : « Sie haben ein Deutschland im Kopf, das es längst nicht mehr gibt und nie mehr geben wird. Weil sie im eigenen ideologischen Saft geschmort haben, sind ihnen ganz wesentliche Entwicklungen entgangen. Ihr Blick für fundamentale Realitäten ist endgültig und restlos getrübt[2]. » L'idéal, le « goldener Weg », entre la crainte des uns et l'espoir des autres sera celui entre la démocratie héritée de Bonn et le nouveau départ de la République de Berlin.

i) Un manque de créativité politique

Le réalisateur Peter Lilienthal déplore l'incapacité de l'ancienne génération d'hommes politiques à imaginer une nouvelle société. Cette incapacité se révèle tout particulièrement dans la discussion autour du *Mémorial de l'Holocauste* où, selon lui, le manque de perspectives et de regards innovateurs est devenu patent. La génération des sexagénaires gouvernant jusqu'en 1998 pratiquait une politique au jour le jour sans se doter d'une vision à long terme.

L'arrivée de la « République de Berlin » changera cette situation puisque la nouvelle génération politique aux commandes à Berlin aura un rapport au passé plus insouciant en raison de son parcours personnel et professionnel en RFA. De ce fait, cette génération pourra

---

[1] PICAPER, Jean-Paul. Der goldene Weg. *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berlin : Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 127-129.

[2] « Ils ont en tête une Allemagne qui n'existe plus depuis longtemps et qui n'existera plus. Comme ils ont mijoté dans leur propre jus idéologique, ils ont raté des développements significatifs. Leur vision des réalités fondamentales est définitivement et entièrement troublée. » *Ibid.*, p. 128.

formuler et mener une politique véritablement orientée vers l'avenir puisqu'appuyée sur le passé[1].

La majorité des positions en faveur de Berlin présentées ci-dessus soulignait la chance historique qu'offrait le transfert de la capitale (et qu'il s'agissait de saisir) et exprimait l'espoir d'un renouveau dans ce nouveau cadre urbain. Un renouveau, cependant, dans le cadre démocratique hérité après les années passées à Bonn qui avaient stabilisé la démocratie allemande. La tonalité sous-jacente est celle d'une relation au passé national-socialiste moins contraignante en raison du changement générationnel chez les leaders politiques et de la réussite de l'implémentation de la démocratie en RFA. De celle-ci découle un certain retour de la *Machtpolitik* (en opposition à la « diplomatie du chéquier ») dans le sens où l'Allemagne serait plus indépendante au niveau international. Elle serait en mesure de poursuivre une politique étrangère fondée sur des intérêts nationaux clairement formulés et assumés. Les différents appels à tenir compte de la nouvelle responsabilité en témoignent.

Il est intéressant de noter que très peu d'auteurs parlent d'une avancée de l'unification intérieure et de ce qu'elle pourrait apporter de nouveau, mais, en grande partie, soulignent la continuité de l'ancienne République fédérale avec de nouvelles perspectives. Cette orientation est révélatrice de la dominance des positions ouest-allemandes dans le débat public – dominance qui s'est faite et se fait sentir au-delà du débat par ailleurs.

On constate, de manière générale, que l'accent est mis sur l'espoir suscité par le changement de la génération des leaders politiques (ouest-allemands), ceux qui n'avaient pas eu une expérience de la période 1933-1945 et qui ne subissaient pas les retenues identitaires imposées à la suite du national-socialisme. Cette focalisation sur les « jeunes » leaders et décideurs politiques souligne l'espoir d'une « libération », de la naissance d'une réaffirmation du soi allemand qui est opposée à la retenue des générations d'hommes politiques qui avaient construit la RFA après la « catastrophe allemande » et dont l'expression matérielle était le visage urbain de la capitale rhénane.

Le fait que les nouveaux dirigeants du pays soient nés autour de 1945 change fondamentalement le rapport qu'ils ont au passé. La liberté d'action – une action politique

[1] LILIENTHAL, Peter. Deutschland lernt kosmopolitisch zu denken. *In* REITZ, Ulrich/SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 137-139.

libérée du poids du passé sans pour autant nier la responsabilité qu'il implique – est mise en avant, autant sur le plan de la politique extérieure – appelant l'Allemagne à faire face à ses nouvelles responsabilités – que sur le plan de la vision et des ambitions de la politique nationale. Ainsi, Berlin serait le point de départ d'une politique véritablement nationale et mettrait un terme aux diverses retenues de la politique et des hommes politiques allemands.

4) Berlin, rien de neuf

Les tenants de Bonn, au contraire, soulignaient essentiellement la dangerosité de Berlin et dénonçaient une politique de trompe-l'œil qui risquait de détourner la RFA de son chemin démocratique.

a) L'illusion

Ainsi, Ulrich Reitz, journaliste ouest-allemand, pointe du doigt le fait que le transfert de la capitale transformerait la ville de Berlin ce qui, en retour, influerait sur le gouvernement et aurait un impact sur l'Allemagne en général, est une illusion : « Berlin ist vor allem eine Armutsmetropole, eine Baustelle und eine Fata Morgana[1] ».

Ces faux espoirs sont contrecarrés par la réalité historique que représente Berlin : la prise de pouvoir par les national-socialistes, la défaite totale en 1945, la construction du Mur. D'ailleurs, souligne-t-il, l'appellation « République de Berlin » avait déjà été utilisée par un système politique, la RDA. En conséquence : « Nichts wird passieren. Bleiben wird alles wie es ist[2] ».

L'idée de pouvoir imprégner la politique de l'esprit de Berlin lui semble erronée, car le fédéralisme allemand contribue à la décentralisation de la politique : « Berlin wird nicht die geistige Metropole Deutschlands. Die ist dezentral, wie so vieles im Land[3] ». De la sorte, Berlin ne peut envoyer le signal d'un changement radical et abrupt escompté et « die Berliner

---

[1] « Berlin est surtout une métropole de la pauvreté, un chantier et un mirage. » REITZ, Ulrich. Nur ein banaler Ortswechsel. *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.).Ibid., pp. 13-18, p. 13.

[2] « Rien ne se passera. Tout restera en l'état. » *Ibid*., p. 14.

[3] « Berlin ne sera pas la métropole spirituelle de l'Allemagne. Elle est décentralisée, comme tant de choses dans ce pays. » *Ibid*., p. 15.

Republik ist ein Etikettenschwindel, weil es tatsächlich nur um einen banalen Ortswechsel geht. Deutschland als Nationalstaat ist in Berlin weniger wert als noch in Bonn[1] ».

b) L'imprécision

Günther Oettinger (CDU), ministre-président du Land de Bade-Wurtemberg, met l'accent sur l'imprécision du terme de République de Berlin : « Je nachdem, von wem er gebraucht wird, steht er für eine Mischung aus verschiedenen Hoffnungen und Befürchtungen, denen das Missverständnis zugrunde liegt, durch den Umzug würde sich eine Verschiebung des Koordinatensystems deutscher Politik ergeben[2] ». L'appellation est déplacée car une transformation fondamentale de la politique allemande n'aura pas lieu. Il ne s'agit pas d'une rupture historique, mais d'un tournant (*Wende*), impliquant – en tant que changement – une temporalité ralentie.

Certes, Oettinger le souligne, on mettra fin à l'idée que Bonn n'avait été qu'une solution provisoire, mais ce *Provisorium* s'est avéré si stable qu'il n'y a pas de raisons de vouloir changer les repères politiques fondamentaux. Les changements en cours et à venir ne seront pas initiés par le transfert de la capitale, mais se dérouleront en parallèle et de manière autonome comme tout processus politique. Le seul véritable changement à observer sera la fin de l'isolement de la classe politique et des fonctionnaires fédéraux pour qui le transfert à Berlin signifie l'arrivée dans la « vraie vie ». En même temps, la capitale à l'Est de l'Allemagne pourra servir de moteur à l'accomplissement de l'unification intérieure. Toute peur d'une force centralisatrice, dangereuse pour le fédéralisme allemand tel qu'il a pu se développer après 1949, lui semble infondée car « das Berlin des Jahres 1999 ist nicht mehr das Berlin von 1933[3] ».

c) Peur

Hansgünther Heyme, metteur en scène, avoue avoir peur des implications de la nouvelle (ancienne) capitale : « Berlin steht in meinen Augen für Kaiser Wilhelm, die

---

[1] « La République de Berlin n'est qu'un mensonge ; en réalité il ne s'agit que d'un banal changement de lieu. En tant qu'État-nation, l'Allemagne sera encore moins importante à Berlin qu'à Bonn. » *Ibid*., p. 17.

[2] « Selon qui l'emploie, il désigne un mélange de différents espoirs et craintes, tous basés sur un malentendu : celui de croire que le déménagement engendrera un déplacement des repères de la politique allemande. » OETTINGER, Günther H. Aus der Bonner Abgeschiedenheit mitten ins Leben hinein. *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 29-31, p. 29.

[3] « Le Berlin de 1999 n'est plus celui de 1933. » *Ibid*., p. 30.

Ausrufung des Ersten Weltkrieges, die Machtergreifung der Nazis, die Bücherverbrennung, Hitlers Führerbunker, die Gestapo-Zentrale, den Untergang des 1000-jährigen Reiches, den Mauerbau[1] (…) ». Selon lui, pour la génération d'hommes politiques accédant au pouvoir en 1998, le passé est absent et l'histoire nationale semble commencer avec la défaite militaire totale de 1945. Toute capacité commémorative s'est évaporée de cette ville riche en histoire ainsi que des esprits des leaders politiques. De plus, l'importance d'une capitale dans les processus de prises de décision se réduit, car, selon lui, l'Europe n'est plus, aujourd'hui, une Europe des nations mais une Europe des régions[2].

d) Manque de clarté

Pour Jürgen Zimmermann, intendant en chef du *Deutsche Oper* à Berlin, les attentes soulevées par Berlin sont pourtant très claires : « Nach mehr als fünfzig Jahren der Teilung Deutschlands als Folge deutscher Hybris ist nun die Absicht spürbar einer veränderten politischen Situation sinnfällig Gestalt zu verleihen. Zur Debatte steht ein neues politisches Selbstverständnis des deutschen Staates und seiner Bürger[3] ». Pour qu'une telle nouvelle conscience nationale puisse émerger, Zimmermann rappelle la nécessité d'une réflexion sur les éléments communs : « Wenn eine Berliner Republik künftig mehr sein soll als nur eine griffige Formel, bedarf es neben der Bereinigung offensichtlicher Ungleichbehandlungen einer beidseitigen Besinnung auf diese Gemeinsamkeiten, stärker als auf das Trennende[4] ». Il doute fortement de l'existence d'une telle tradition culturelle unificatrice qui permettrait de créer un lien national.

---

[1] « A mes yeux, Berlin représente l'empereur Guillaume, la proclamation de la Première Guerre mondiale, la prise de pouvoir des nazis, l'autodafé, le bunker d'Hitler, la centrale de la Gestapo, la fin du Reich millénaire, la construction du Mur (…). » HEYME, Hansgünther. Gesellschaft ohne utopisches Begehren. *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 46-49, p. 46.

[2] *Ibid*., p. 47.

[3] « Après plus de 50 ans de séparation de l'Allemagne à la suite de l'hybris allemande, on sent maintenant l'intention de donner corps à une situation politique changée. Ce qui est en jeu est la nouvelle conscience politique de l'État allemand et de ses citoyens. » ZIMMERMANN, Udo. Segen des Regionalen. *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berlin : Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 59-61, p. 59.

[4] « Si, à l'avenir, une République de Berlin doit être plus que seulement une formule maniable, il faudra se concentrer, à côté d'un traitement clairement inégal, davantage sur une reconnaissance mutuelle de ces similitudes que de ce qui sépare. » *Ibid*., p. 60.

Là aussi, un des éléments du débat sur la « culture dominante allemande » est annoncé : la question de savoir si une identité nationale – partagée par les Allemands de l'Est et de l'Ouest – existe et si oui, en quoi elle consiste.

e) Le sens du non-sens

Pour Michael Wolffsohn, historien, l'idée d'une République de Berlin n'a pas de sens : « Reden wir als über das Reden als Selbstzweck (…). Natürlich hat auch der Unsinn jenes neudeutschen Schlagworts von der Berliner Republik einen Sinn. Das (wieder)vereinigte Deutschland soll vom gespaltenen, die altneue Haupstadt Berlin vom Bonner Provisorium abgehoben werden[1] ». Le sens du non-sens de la discussion est de mettre fin – verbalement et symboliquement – au provisoire de Bonn et à son style politique en appelant implicitement à une distinction de la République de Weimar et sa fin tragique. Le « caquetage » autour de Berlin élève le manque de substance à un principe politique fondamental, puisque la République de Berlin ne se distinguera pas, institutionnellement parlant, de la capitale précédente à Bonn et que ce n'est, par ailleurs, pas la capitale qui insufflera son esprit à la Loi fondamentale.

La position de Wolffsohn est intéressante puisqu'il est le seul à pointer du doigt la discussion artificielle du débat qui ne viserait, finalement, que la création d'un village de Potemkine, l'illusion d'une identité nationale inexistante. Il renvoie là, d'une certaine manière, au concept de patriotisme constitutionnel de Jürgen Habermas, selon lequel c'est la Loi fondamentale qui incarne l'esprit du patriotisme et non pas le lieu où se fait la politique.

Ces positions hésitantes et critiques à l'égard de la nouvelle République de Berlin s'appuient sur la mise en évidence de l'illusion d'une possible rupture avec le passé : aussi bien une rupture avec la *Vergangenheitsbewältigung* qu'avec la nature provisoire de la République de Bonn. Les espoirs de grandeur que Berlin suscite chez certains ne seraient finalement qu'une illusion qui cacherait la transformation profonde que la société allemande vit à l'ère de la mondialisation ; transformation qui n'est pas influencée par le seul cadre de

[1] « Parlons alors du fait de parler comme une fin en soi. Bien sûr que le non-sens de ce nouveau mot-clé allemand de la République de Berlin a un sens. On cherche à distinguer l'Allemagne (ré)unifiée, Berlin, nouvelle-ancienne capitale, de la solution provisoire de Bonn. » WOLFFSOHN, Michael. Pfeifen im dunklen Wald. *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 107-109, p. 107.

l'Etat-nation. Ce leurre est d'autant plus puissant qu'il est porté par une nouvelle génération d'hommes politiques alors que, en réalité, le changement institutionnel – qui permettrait de parler d'un véritable renouveau – n'a pas lieu. Outre le fait de réveiller des souvenirs d'un passé trouble, l'appellation « République de Berlin » induit en erreur et suscite de faux espoirs – espoirs nourris par un espoir déplacé d'une rupture fondamentale.

Malgré toutes les réserves émises par ces dernières voix, le changement générationnel couplé au transfert de la capitale a néanmoins contribué à la réalisation de transformations politico-identitaires. Il s'agissait surtout de la « normalisation » (ou : banalisation) et de la « normalité » tant discutées et, allant de pair avec celles-ci, de nouvelles attentes et espoirs à l'intérieur de l'élite nationale quant à l'identité nationale et au rapport au passé. Ainsi, la *Berliner Republik* constituait l'espoir d'une libération des obligations du passé.

5) Gerhard Schröder : la déclaration de la « normalité démocratique »

Gerhard Schröder, le premier chancelier allemand à officier à Berlin après l'unification, incarne parfaitement cette nouvelle génération d'hommes politiques au pouvoir dont ont parlé beaucoup de ceux dont les positions sont présentées ci-dessus. Il exprimait clairement les attentes de la nouvelle génération d'hommes politiques concernant le nouveau cadre politique. Profitant du triple changement – de gouvernement, de génération et de lieu – Schröder s'appropria l'idée et le terme de « République de Berlin ».

Il comptait bénéficier des attentes soulevées par ce que d'autres avec lui considéraient comme une époque charnière en soulignant la fin de la « République de Bonn » et le départ vers « ce qu'on appelle, aujourd'hui, la 'République de Berlin[1]' ». En même temps, ce contexte politique et mental-moral lui permettait de profiter d'un élargissement du champ discursif (*Sagbarkeitsfeld*), préparé par le débat parlementaire portant sur le transfert de la capitale allemande d'abord et les débats médiatiques ensuite. Il lui était devenu désormais possible d'exprimer un regard positif, voire valorisant sur la nation sans s'exposer à de vives critiques de la part d'une partie de la classe politique et des intellectuels (et notamment les historiens) comme cela avait été le cas pour ses prédécesseurs, notamment Helmut Kohl.

[1] Deutscher Bundestag. *Plenarprotokoll. Stenographischer Bericht der 3. Sitzung, 14. Wahlperiode (10.11.1998)*. p. 62.

Dans son discours prononcé au parlement lors de l'ouverture de la nouvelle période législative, le 10 novembre 1998 encore au *Bundestag* à Bonn, Schröder soulignait l'importance historique des dernières élections qui l'avaient porté au pouvoir : « Dieser Wechsel ist Ausdruck demokratischer Normalität und Ausdruck eines gewachsenen demokratischen Selbstbewusstseins[1] ». Cette conscience démocratique était le résultat du succès de la République de Bonn, grâce à laquelle « inzwischen – das ist gut so – ist unsere Demokratie kein zartes Pflänzchen mehr [ist], sondern ein starker Baum[2] ». Les 50 ans passés à Bonn ont ainsi contribué à former une démocratie forte et vivante et qui survivra également à Berlin.

Schröder souligne aussi que le transfert n'a pas lieu « parce que nous n'avons pas réussi à Bonn », mais, au contraire, parce qu'il donnera la force nécessaire pour « die Teilung zu überwinden und das zu ermöglichen, was wir heute gemeinhin 'Berliner Republik' nennen[3] ».

Le départ, signifié par le triple changement, se fera sur la base de sa vision du Nouveau Centre : « Diese Neue Mitte[4] grenzt niemanden aus. Sie steht für Solidarität und Innovation, für Unternehmungslust und Bürgersinn, für ökologische Verantwortung und eine politische Führung, die sich als modernes Chancenmanagement begreift. Symbolisch nimmt diese Neue Mitte Gestalt in Berlin an: mitten in Deutschland und mitten in Europa[5] ». Arguant ainsi, Schröder réfute ceux qui avaient pris position contre Berlin en faisant référence au passé prussien, autoritaire et centralisateur que la ville incarnait. Malgré la volonté affichée d'un « nouveau commencement (*Aufbruch*) », le chancelier rappelle que le passé restera présent dans la nouvelle capitale et sous le nouveau gouvernement, notamment parce qu'il ne

[1] « Ce changement est l'expression d'une normalité démocratique et l'expression d'une conscience démocratique accrue. » *Ibid*., p. 47.

[2] « Entre temps et cela est bien, notre démocratie n'est plus un plant frêle mais un arbre solide. » *Ibid*., p. 61.

[3] « (P)our dépasser la division allemande et réaliser ce que nous appelons aujourd'hui communément la 'République de Berlin'. » *Ibid*., p. 62.

[4] Le terme « Neue Mitte » fait référence à la conception du *Third Way* élaborée par Gerhard Schröder et Tony Blair en vue de moderniser la social-démocratie européenne. Publié sous forme d'analyse programmatique le 8 juin 1999, quelques jours avant les élections européennes, ce repositionnement de la gauche européenne a suscité de nombreuses critiques. A titre d'exemple, voir DAHRENDORF, Ralf. "Whatever happened to liberty?" *The New Statesman* du 06.09.1999. Il est par ailleurs intéressant de noter que « Neue Mitte » renvoie également à la réorganisation architecturale et urbaine du centre de Berlin.

[5] « Ce Nouveau Centre n'exclut personne. Il désigne la solidarité et l'innovation, l'envie d'entreprendre et le sens civique, la responsabilité écologique et un leadership politique qui se définit comme le gestionnaire du possible moderne. Symboliquement, ce Nouveau Centre prend forme à Berlin : au centre de l'Allemagne et au centre de l'Europe ». *Plenarprotokoll 10.11.1998*. p. 62.

convient pas de s'asseoir sur les lauriers d'une démocratie qui, elle, n'est pas acquise pour l'éternité[1].

Néanmoins, le passé totalitaire de Berlin n'effacera pas les autres traditions politiques : « Berlin steht auch für demokratische Selbstbehauptung und Freiheitswillen[2] ». Au contraire, il cherche à trouver un équilibre entre le désir de l'affranchissement du passé et la valorisation des acquis démocratiques de Bonn. Cela lui permet d'éviter d'être soupçonné de vouloir faire table rase des traditions démocratiques ouest-allemandes tout en soulignant le retour à la – nécessaire – « normalité » de l'Allemagne unifiée.

Le changement de gouvernement signifiait également un changement de génération important car « (m)ehr und mehr wird unser Land heute gestaltet von einer Generation, die den zweiten Weltkrieg nicht mehr unmittelbar erlebt hat[3] ».

Ce changement ne doit pourtant nullement être interprété comme un abandon de la responsabilité historique de l'Allemagne. Au contraire, les biographies de la majorité des membres du gouvernement témoignent d'un vécu démocratique et « wir haben den kulturellen Aufbruch aus der Zeit der Restauration miterlebt und mitgemacht. (…) Diese Generation steht in der Tradition von Bürgersinn und Zivilcourage. Sie ist aufgewachsen im Aufbegehren gegen autoritäre Strukturen und im Ausprobieren neuer gesellschaftlicher und politischer Modelle[4] ». La force motrice de cette nouvelle génération d'hommes politiques – et sa légitimation – est sa révolte, en 1968, contre des structures autoritaires et la mise à l'épreuve de nouveaux modèles politiques et sociaux (en tout cas pour les représentants des forces politiques constitutives de son gouvernement). Ici encore, Schröder cherche à se libérer du soupçon de conservatisme historico-politique auquel ses propos pourraient l'exposer en inscrivant sa génération politique dans la continuité du mouvement contestataire de 1968 dont un des buts affichés avait été de mettre à nu la tradition autoritaire en Allemagne et de dénoncer les continuités avec le IIIème Reich.

---

[1] *Ibid.*, p. 61.

[2] « Berlin signifie également une affirmation de la démocratie, une volonté de liberté. » *Ibid.*, p. 62.

[3] « Notre pays est de plus en plus dessiné par une génération qui n'a pas directement vécu la Seconde Guerre mondiale ». *Ibid.*, p. 49.

[4] « Nous avons vécu et contribué au renouveau culturel après la restauration. (…) Cette génération s'ancre dans les traditions du sens et du courage civiques. Elle a grandi dans la révolte contre des structures autoritaires et dans l'expérimentation de nouveaux modèles sociétaux et politiques. » *Ibid.*

L'un de ces nouveaux modèles que Schröder évoque dans son discours est la volonté de réformer les lois de nationalité et de citoyenneté. Jusqu'à cette date, la CDU n'avait pas infléchi sa position selon laquelle « L'Allemagne n'est pas un pays d'immigration[1] ». Pour le chancelier Schröder, cette idée est invalidée par le fait que « Deutschland in den vergangenen Jahrzehnten eine unumkehrbare Zuwanderung erfahren hat[2] ». Les politiques menées dans le passé, notamment les invitations lancées durant les années 1950 visant à attirer des *Gastarbeiter*, des travailleurs invités venant notamment de l'Italie, de la Grèce et de la Turquie, les faisant contribuer à la reconstruction du pays et à les faire rentrer ensuite dans leur pays d'origine, ainsi que la non-reconnaissance de leur volonté de s'installer durablement sur le sol allemand, doivent, selon le chancelier, être remplacées par une « politique volontariste d'intégration » qui devrait s'appuyer sur une réforme du droit de nationalité. A la base d'une telle réforme se trouve l'idée d'une double nationalité, rendant caduque l'exigence de devoir renoncer aux origines culturelles et nationales dans une logique d'ouverture.

Se basant sur le constat de la nécessaire reformulation des logiques d'appartenance, il rappelle que, désormais, la conscience nationale, l'identité nationale allemande

> basiert eben nicht auf den Traditionen eines wilhelminischen „Abstammungsrechts", sondern auf der Selbstgewissheit unserer Demokratie. Wir sind stolz auf dieses Land, auf seine Landschaften, auf seine Kultur, auf die Kreativität und den Leistungswillen seiner Menschen. Wir sind stolz auf die Älteren, die dieses Land nach dem Krieg aufgebaut und ihm seinen Platz in einem friedlichen Europa geschaffen haben[3].

Ces propos constituent une rupture considérable avec les politiques d'immigration et d'intégration (ou plutôt : de non-intégration) antérieures. Les débats autour de la double nationalité qui allaient avoir lieu par la suite témoignent de l'ampleur de la réforme[4] et des questionnements sur l'identité allemande qu'elle allait susciter. Dans son discours, Gerhard

[1] La formule avait été inscrite dans le contrat de coalition entre CDU et FDP lors de la formation du gouvernement en 1983 et est restée un des principes fondateurs de l'aile droite de la CDU jusqu'à aujourd'hui. En novembre 2010, le ministre-président de la Hesse Volker Bouffier a réaffirmé cette position lors d'une interview avec la *Rheinische Post*. ""Lebenslüge Einwanderungsland"." *Rheinische Post* du 27.11.2010.

[2] « L'Allemagne a vécu, ces dernières décennies, une immigration irréversible ». *Plenarprotokoll 10.11.1998*. p. 60.

[3] « (Notre identité nationale) n'est justement pas basée sur les traditions du droit de filiation wilhelmien mais sur la confiance en notre démocratie. Nous sommes fiers de ce pays, de ses paysages, de sa culture, de sa créativité et de la volonté d'agir de sa population. Nous sommes fiers des Anciens qui ont reconstruit ce pays après la guerre et qui lui ont créé sa place dans une Europe en paix. » *Ibid*., p. 61.

[4] Voir SEIDEL, Eberhard. "Die Jahrhundertreform: von der doppelten Staatsbürgerschaft zum Einwanderungsgesetz." Blätter für deutsche und internationale Politik 44.8 (1999): 968-974.

Schröder réussit à combiner les éléments du patriotisme constitutionnel (« Selbstgewissheit unserer Demokratie ») avec l'affirmation des acquis de la reconstruction dans le contexte de la construction européenne, une autre manière d'appeler à la fierté nationale au regard des choses acquises sans pour autant négliger la fierté d'appartenance basée sur la culture nationale.

Ce qui allait suivre dans sa déclaration a retenu l'attention des commentateurs car Schröder rappelle très clairement la fin des retenues politiques et identitaires qui avaient été caractéristiques de Bonn : « Was ich hier formuliere, ist das Selbstbewußtsein einer erwachsenen Nation, die sich niemandem über-, aber auch niemandem unterlegen fühlen muß[1] ». Pourtant, ces propos n'ont que rarement été cités dans leur intégralité par ses détracteurs, car Schröder avait ajouté qu'il s'agissait d'une nation

> die sich der Geschichte und ihrer Verantwortung stellt, aber bei aller Bereitschaft, sich damit auseinanderzusetzen, doch nach vorne blickt. Es ist das Selbstbewusstsein einer Nation, die weiß, dass die Demokratie nie für die Ewigkeit erworben ist, sondern dass Freiheit, wie es schon in Goethes „Faust" heißt, „täglich erobert" werden muss[2].

Il est intéressant de noter que le fait de ne pas citer – comme l'ont fait un certain nombre de commentateurs – cette dernière phrase, transforme fondamentalement le ton d'un discours qui, au-delà de la rhétorique politicienne, cherche à trouver l'équilibre entre la volonté du renouveau et l'attachement aux acquis du passé.

Selon Frank Brunssen, le but de Schröder était

> den Wechsel nach Berlin und die Maßgaben einer Regierungspolitik im Bewusstsein der Bürger miteinander zu verknüpfen – am augenfälligsten sicher in der Identifizierung seiner politischen Position mit jener neuen Mitte, dem Ende der neunziger Jahre noch weitgehend im Entstehen begriffenen Zentrum der Republik zwischen Reichstag und Potsdamer Platz. Wir, so war die Botschaft der Regierung zu verstehen, reklamieren die Definitionsmacht auf das Selbstverständnis der Berliner Republik[3].

---

[1] « Ce que je formule ici est la conscience de soi d'une nation adulte qui ne doit se sentir ni supérieure ni inférieure à qui que ce soit ». *Plenarprotokoll 10.11.1998*. p. 61.

[2] « (Une nation) qui confronte son histoire et sa responsabilité, mais qui, malgré cette volonté, se tourne vers l'avenir. Il s'agit de la confiance en soi d'une nation qui sait que la démocratie n'est jamais acquise pour l'éternité, mais, au contraire, que la liberté, comme c'est déjà écrit dans le *Faust* de Goethe, doit être conquise quotidiennement. » *Ibid*.

[3] « (...) de faire un lien, dans la conscience des citoyens, entre le transfert du gouvernement à Berlin et les grandes lignes de la politique – de manière la plus visible certainement dans l'identification de sa position politique avec le Nouveau Centre, cet espace entre le Reichstag et le Potsdamer Platz qui, à la fin des années 90, était en train de devenir le centre de la République. Nous, et c'est ainsi qu'il fallait comprendre le message du

De cette manière, Gerhard Schröder se faisait le porte-parole d'une nouvelle génération politique qui, au-delà d'une redéfinition des contours des cadres de la politique partisane, cherchait à occuper une place centrale dans le jeu politique national. Cette position centrale devrait également servir à renforcer la République fédérale, tant dans son identité que dans la vision officielle du passé national – celui-ci faisant intégralement partie de l'identité nationale. La nation désormais adulte retrouverait ainsi le chemin de la « normalité ».

Certes, la centralité de l'Holocauste en tant que mythe fondateur était préservée, mais l'emploi du terme « nation adulte » soulignait la volonté de s'émanciper des politiques du passé, dans le sens d'une « normalité » considérée comme une politique imposée par le pragmatisme et l'affirmation de soi – notamment dans le domaine des relations internationales. L'« anormalité » de « jeunesse » de la République de Bonn était ainsi soulignée et l'âge adulte de la nation – qui désormais allait décider par et pour elle-même – proclamé. De cette manière, le chancelier cimentait la rupture que constituait le transfert de Bonn à Berlin.

Le fait qu'une telle position soit défendue par un représentant de la social-démocratie qui, pendant longtemps et notamment durant la « Querelle des historiens », s'était refusé à la logique identitaire et avait davantage adhéré aux théories post-nationalistes, met clairement en évidence les transformations de fond que la République de Berlin avait déclenchées. Le discours identitaire, et notamment celui de la prétendue « normalité », ne relève plus du champ lexical et idéologique de la Droite parlementaire, mais fait son entrée dans la Gauche et au Centre et devient un paradigme communément partagé.

6) Heinz Bude et la « Generation Berlin »

Cette nouvelle posture était accompagnée du constat, formulé par le sociologue Heinz Bude, de l'avènement d'une « génération Berlin[1] ». Ce terme cherche à rendre compte du fait que la domination politique et intellectuelle par les générations du *Wirtschaftswunder* des années 1950 et de la révolte estudiantine de 68 avait trouvé une fin. Une nouvelle génération – des politiques âgés entre 30 et 40 ans – s'apprêtait à former la future République de Berlin, aussi bien politiquement qu'idéologiquement. Cette génération reflète la volonté des électeurs

---

gouvernement, réclamons la capacité de définir la conception de soi de la République de Berlin. » BRUNSSEN. *Berliner Republik*, op. cit., p. 16.

[1] BUDE, Heinz. "Generation Berlin - In Vorbereitung auf die neue Republik." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 18.06.1998; BUDE. *Generation Berlin*, op. cit.

– qui avaient congédié la « Modell-Deutschland-Generation (génération du modèle allemand[1]) » – de prendre congé du consensus fondateur de la RFA construit autour de la réussite économique.

La particularité de cette *Generation Berlin* est d'être consciente de se trouver à un moment charnière de l'histoire – Bude parle d'un « sentiment partagé d'une nouvelle ère (*gemeinsames Gefühl der Beginnzeit*) » –, moment dont ils comptent profiter pour imposer leur marque au pays. Se détournant des idéaux de la génération de 68, ils se caractérisent par « die dezidierte Hinwendung zu einer Politik des Pragmatismus, der Verantwortung und der Mäßigung[2] ».

La génération Berlin se prépare pour « s'approprier la République de Berlin ». Une appropriation qui sera d'autant plus aisée que ces « révolutionnaires » avaient eu le temps d'étudier la politique, le comportement et les attitudes de leurs prédécesseurs en analysant leurs forces et faiblesses tout en ayant grandi dans la République de Bonn et son cadre démocratique.

Le vécu de la « génération Berlin » témoigne des bouleversements du dernier quart du 20ème siècle : nés autour de 1960, ils ont grandi dans l'optimisme relatif des années 1970 – « limites de la croissance » et « dimanche sans voiture[3] » – et dans le positivisme des années 1980 : « Alles redete von 'knappen Ressourcen' und 'reduzierten Erwartungen' – und dann ging es doch ganz munter und unbeschwert weiter[4] ».

Selon Bude, ce seraient justement ces tendances contradictoires qui auraient constitué le fond de vie de cette génération, rendant ainsi ces membres « *reflexionserfahren und gegenwartsbereit* (dotés d'une expérience de réflexion et prêts pour le présent) ». Agissant au

---

[1] BUDE, Heinz. "Was ist die Generation Berlin ?" Berliner Republik 1 (1999), http://b-republik.de/b-republik.php/cat/8/aid/76/title/Was_ist_die_Generation_Berlin_ (consulté le: 23.03.2007).

[2] « (Ils se caractérisent par) le fait qu'ils se tournent de manière résolue vers une politique pragmatique, une politique de responsabilité et de mesure. » *Ibid.*

[3] En 1973, dans le contexte de la crise pétrolière, le gouvernement fédéral décida d'introduire quatre « dimanches sans voiture » dans le but de limiter la consommation d'énergie. Même si les effets économiques furent minimes, le concept a par la suite été repris et élargi dans une logique écologique.

[4] « Tout le monde parlait des 'ressources rares' et 'd'attentes réduites' – et finalement on continuait allègrement et sans se faire de souci pour l'avenir. » BUDE. « Was ist die Generation Berlin ? ». Pour une analyse incontournable de la génération ayant grandi dans les années 1980 en RFA, voir ILLIES, Florian. *Generation Golf*. Berlin: Aragon, 2000, 217 p.

second plan, laissant la scène aux représentants de la génération de 68, c'est cette génération qui détermine désormais les contenus et les processus politiques.

Une autre particularité de cette génération politique est d'inverser les approches. Les modèles classiques de critique qui se posent par rapport à une problématique politique mais ne conduisent pas à des résultats tangibles sont remplacés par des tentatives de définition discursive en vue de changer la réalité : « Im ersten Fall dringt man in ein System ein, indem man den Zweck des Systems festzulegen wähnt, im zweiten verändert man ein System, in dem man sein eigenes Ziel festlegt[1] ». L'orientation par rapport au but à atteindre réunit en une « communauté d'attitude » – davantage qu'en cohorte générationnelle – ceux qui cherchent à fuir le traditionalisme (et la facilité) de la critique. Pour fonctionner, cette posture nécessite une « sobriété transcendantale incroyable » qui n'est ancrée que dans la réalité (pouvoir, savoir et argent) et qui rend possibles de nouvelles combinaisons des moyens politiques et économiques disponibles.

Cette posture implique nécessairement une nouvelle approche de l'histoire, considérant la « République de Bonn » comme « un chapitre clos de l'histoire » :

> Die alte Bundesrepublik wird nach diesem Verständnis zu einem Pufferstaat, der eine zivilisatorische Distanz zur nationalsozialistischen Vergangenheit schafft. Daraus leitet sich für die "Generation Berlin" die Aufgabe ab, eine Berliner Republik jenseits vergangenheitspolitischer Alarmreflexe zu begründen[2].

Ainsi, la République de Bonn fonctionne comme une temporisation face aux crimes national-socialistes, permettant de s'affranchir des retenues que ceux-ci avaient rendu nécessaire. Une concentration sur le lourd héritage politique aussi bien de la République de Bonn que du national-socialisme ne permettrait plus à cette génération de guider les processus de prise de décision dans les domaines de la politique étrangère, de l'économie et de la politique sociale : « Der Optionsraum der neuen Bundesrepublik kann vergangenheitspolitisch nicht mehr bewältigt, sondern muss zukunftspolitisch gestaltet werden[3] ».

[1] « Dans le premier cas, on s'introduit dans un système en cherchant à définir le but du système, dans le second on change un système en fixant son propre but (qui devient celui du système, TT). » BUDE. « Was ist die Generation Berlin ? ».

[2] « Selon cette conception, l'ancienne République fédérale devient un butoir qui établit une distance civilisationnelle avec le passé national-socialiste. De là découle, pour la « génération Berlin », le devoir de fonder une République de Berlin qui serait au-delà des réactions historico-politiques alarmistes. » *Ibid.*

[3] « Le champ d'action de la nouvelle République fédérale ne peut plus être maîtrisé en regardant le passé, il doit plutôt être façonné en regardant l'avenir » *Ibid.*

La rupture discursive – et par la suite politique – opérée ici par rapport à l'idée d'Ernst Nolte selon laquelle « celui qui fournit des souvenirs marque les termes et interprète le passé gagne l'avenir » est totale. Au lieu de tenter de maîtriser le passé, de lui donner un sens par rapport au présent, et de faire de la *Vergangenheitsbewältigung* (dans le sens de se débarrasser de l'histoire « embarrassante »), il convient de regarder de l'avant et d'agir dans l'intérêt national. En l'occurrence, il s'agit d'un intérêt national non plus déterminé par rapport au passé mais par rapport au présent et au futur, ses possibilités et ses potentialités. Libéré du fardeau du passé, l'individu (« unternehmerische Einzelne ») est placé au centre de l'activité politique et s'orientant par rapport aux idéaux d'autonomie et de responsabilité. Le but de l'activité politique est l'auto-détermination politique et la participation sociale - et non plus la liberté individuelle et la tranquillité dans la sphère privée ou la commémoration.

Analogue à la nation, l'individu suit une vision de liberté « positive » qui vise un être pensant, plein de volonté et en devenir qui ne valorise pas que son intérieur et qui n'est pas non plus dépendant de l'assentiment des autres. Discursivement, l'importance normative du passé est déconstruite et un idéal politique tourné vers l'avenir et détaché du passé (re-) construit. La caractérisation du passé comme frein au progrès permet une concentration sur l'avenir et une action libre de toute contrainte morale imposée par le passé.

On reconnaît dans cette critique, sans pourtant qu'elle soit nommée, l'ancienne RFA et son style politique qui s'était concentrée sur son développement intérieur sous la « cloche à fromage » de Bonn et dont le profil bas visait la réintégration dans le concert des nations après la « rupture civilisationnelle ». La République de Berlin devient ainsi le lieu d'un nouveau départ pour l'Allemagne, son avènement une nouvelle « heure zéro ».

Il y a des convergences entre l'idée d'une telle République libérée, formulée par Bude et saluée par un certain nombre de jeunes parlementaires du SPD, et les idées de Botho Strauss[1] du milieu des années 1990 qui, elles, constituaient la reformulation des idées conservatrices des années 1980 et qui renouaient avec les idées de la Nouvelle Droite allemande[2].

---

[1] Voir le texte de Strauss et les autres contributions dans SCHACHT, Ulrich / SCHWILK, Heimo (dir.). *Die selbstbewusste Nation : "Anschwellender Bockgesang" und weitere Beiträge zu einer deutschen Debatte*. Frankfurt a/M: Ullstein, 1994, 470 p.

[2] Voir CASASUS, Gilbert. *La Nouvelle Droite allemande*. Paris: Desjonquères, 2001, 216 p; GESSENHARTER, Wolfgang (dir.). *Die neue Rechte: eine Gefahr für die Demokratie?* Wiesbaden: VS Verlag

7) Markovits et Reich : le dilemme allemand

Cette interprétation rejoint l'analyse d'Andrei Markovits et de Simon Reich. Les auteurs prévoyaient le dilemme d'une politique ancrée dans la retenue politico-identitaire telle qu'elle était pratiquée dans l'ancienne République fédérale, d'un côté, et la tentation d'une politique correspondant à la puissance économique de l'Allemagne contemporaine, de l'autre. Selon eux, les ambitions allemandes se trouvent freinées par des restrictions intérieures et, plus particulièrement, « die vorherrschenden Überzeugungen seiner Bürger und die Politik des kollektiven Gedächtnisses. Das kollektive Gedächtnis verknüpft Geschichte mit Ideologie, es definiert den Bereich, in dem die Aussenpolitik operiert, und in Deutschland sind Erinnerungen wach, die der Ausübung deutscher Macht enge Grenzen setzen[1] ».

La puissance allemande (économique et politique au niveau européen et mondial) définit désormais sa capacité à jouer un rôle plus important sur la scène internationale et à influer sur les alternatives politiques de ses voisins. Elle pourrait ainsi être comparée à celle des Etats-Unis de l'entre-deux-guerres : avoir la capacité d'influer sur, mais refusant de reconnaître les règles du système international. Ainsi, l'Allemagne serait une hégésie, un hégémon potentiel à qui une assise politique solide fait défaut ainsi que les dimensions culturelles et mentales sur lesquelles une position hégémonique se fonderait[2].

L'idée d'une « idéologie allemande des aspirations limitées (*Ideologie der begrenzten Ambitionen*)[3] », basée sur « une constellation unique d'identité nationale et de mémoire collective », pourrait trouver un terme dans la République de Berlin qui semble avoir pris le chemin de la « normalité » et dont les citoyens semblent réclamer « un degré 'normal' de puissance ». Car la position la plus répandue dans la population, selon Reich et Markovits, est de considérer que l'unification allemande a (pour les auteurs : enfin) mis un terme à l'utilisation prudente de la force (au sens le plus large) du pays. De là découlerait la nécessité

---

für Sozialwissenschaften, 2004, 251 p; WORM, Uwe. *Die Neue Rechte in der Bundesrepublik : Programmatik, Ideologie und Presse*. Köln PapyRossa-Verlag, 1995, 169 p.

[1] « Il s'agit des convictions dominantes de ses citoyens et de la politique de la mémoire collective. La mémoire collective lie la mémoire avec l'idéologie, elle définit l'espace dans lequel opère la politique étrangère et en Allemagne il y a des souvenirs qui posent des limites strictes à l'exercice d'un pouvoir allemand. » MARKOVITS. *Das deutsche Dilemma*, op. cit., p. 18.

[2] Pour le concept d'hégésie, voir KOTZIAS, Nicos. Die Rolle der Bundesrepublik Deutschland in der neuen Architektur Europas. *In* THOMAS, Caroline / WEINER, Klaus-Peter (dir.). *Auf dem Weg zur Hegemonialmacht ? Die deutsche Aussenpolitik nach der Wiedervereinigung*. Köln: PapyRossa, 1993, pp. 111-129.

[3] MARKOVITS. *Das deutsche Dilemma*, op. cit., p. 22.

de se débarrasser des limites politiques ressenties comme frein à une action politique pleinement indépendante et déterminée par les intérêts nationaux :

> Zweifellos haben die Ungewissheiten der gegenwärtigen Situation, der Rückgang des amerikanischen Einflusses in Europa und Deutschlands Weg zur „Normalität“ bei einigen Bürgern wieder den Wunsch erweckt, ihren Staat mit einem „normalen“ Maß an Macht auszustatten. Sie sind der Auffassung, dass der zurückhaltende Machtgebrauch der Bundesrepublik mit der Vereinigung sein Ende gefunden habe. Dieser Sicht zufolge besteht der auffälligste qualitative Unterschied zwischen der Bonner und der Berliner Republik in der Notwendigkeit für letztere, die Hemmungen der ersteren abzuschütteln – ein Abbau von Schranken, der die Grenzen des erlaubten politischen Diskurses verschieben und sich auf die öffentliche Kultur im allgemeinen auswirken wird[1].

Cette évolution aura, sans conteste, des conséquences sur les frontières discursives de ce qui est (politiquement) permis : « Kurzum, die Schamgrenze der alten Bundesrepublik wird im neuen Deutschland langsam, aber sicher absinken[2] ». Ce dilemme – « Deutschland sitzt fest zwischen der Skylla des kollektiven Gedächtnisses, das ihm den normalen Machtgebrauch versagt, und der Charybdis gegenwärtiger Erfordernisse, die darauf drängen, dass es seine Verantwortung in Europa und vielleicht sogar weltweit akzeptiert[3] » – incite, selon Markovits et Reich, la Gauche à souhaiter que l’Allemagne reste fidèle à sa mémoire collective et la Droite à exprimer le souhait d’un abandon des pratiques mémorielles, d’un « trait final » sur l’histoire. Ce « trait final » permettrait à l’Allemagne de poursuivre ses intérêts nationaux notamment économiques : « Abwendung vom kollektiven Gedächtnis – exakt das, was mit dem Begriff ‘Schlussstrich’ gemeint ist – und zunehmende Interessenwahrnehmung innerhalb der Welt der Macht[4] ». D’une certaine manière, la *Neue Mitte* de Gerhard Schröder symbolise le compromis entre ces deux pôles en soulignant, d’un côté, l’ancrage démocratique basé sur le devoir de mémoire et, d’un autre côté,

---

[1] « Incontestablement, les incertitudes de la situation présente, la diminution de l’influence américaine en Europe et le chemin de l’Allemagne vers la ‘normalité’ ont réveillé, chez certains citoyens, le désir d’équiper leur État d’une quantité ‘normale’ de puissance. Ils sont d’avis que l’utilisation timide de la puissance par la République fédérale a trouvé un terme avec l’Unification. Selon ce point de vue, la différence qualitative la plus importante entre les Républiques de Bonn et de Berlin est la nécessité, pour la dernière, de se débarrasser des inhibitions de la première – une réduction des barrières qui déplacera les frontières du discours politiquement toléré et qui aura des conséquences, de manière générale, sur la culture politique. » *Ibid.,* p. 23.

[2] « Bref, la limite de la gêne de l’ancienne République fédérale baissera lentement mais sûrement dans la nouvelle Allemagne. » *Ibid.*

[3] « L’Allemagne est coincée entre la Scylla de la mémoire collective qui lui interdit l’utilisation normale de sa puissance et la Charybde des exigences contemporaines qui l’incitent à accepter ses responsabilités en Europe et peut-être même dans le monde. » *Ibid.*, p. 27.

[4] « Détachement de la mémoire collective - ce que désigne exactement le terme ‘trait final’ - et une progressive protection des intérêts dans le monde du pouvoir. » *Ibid.*

l'émancipation de la nation allemande des contraintes mémorielles afin d'acquérir une souveraineté pleine.

Bien que la Loi fondamentale n'ait pas été modifiée à la suite de l'unification, des transformations, allant dans le sens des espoirs conservateurs, semblent se profiler : « Das Ansprechen bisher tabuisierter Themen und das Nachdenken über früher undenkbare Optionen deuten auf einen Wandel[1] ». La participation de l'armée allemande à des missions de maintien de la paix en-dehors de la zone de l'OTAN comme en Afghanistan et l'implication active dans des missions militaires comme au Kosovo sont de tels sujets[2].

Markovits et Simon détectent des différences fondamentales d'une République à l'autre, notamment en ce qui concerne la limite de ce qui peut être exprimé par les élites politiques et intellectuelles. C'est dans ce sens qu'il convient de parler d'un empiètement du discours de la Nouvelle Droite sur le discours politiquement acceptable et accepté jusqu'alors.

La question fondamentale, selon les auteurs, est celle de savoir si le pays restera « subjugué » par sa mémoire collective ou s'il s'en libérera[3]. Comme cette mémoire collective n'est autre que la somme des expériences de la classe dirigeante[4], l'avènement d'une nouvelle génération d'hommes politiques – la « génération Berlin » dont parle Heinz Bude – réduit l'importance biographique du passé national-socialiste, mais aussi celle de la politique mémorielle de la génération fondatrice de la RFA. A l'avenir, les options choisies avant 1989 ne seront désormais qu'*un* choix possible parmi d'autres. Les autres options sont dictées par l'intérêt national et libérées des contraintes liées au passé national-socialiste dans le domaine de l'exercice de la puissance.

Ce changement est accéléré par des intellectuels conservateurs qui considèrent que l'avenir est désormais ouvert (dans le sens qu'il n'est plus soumis au passé) et que même des sujets tabous sont réinterprétés, notamment le consensus le plus stable de la RFA :

---

[1] « Le fait d'aborder des sujets qui jusqu'alors étaient tabous et la réflexion sur des options politiques jusqu'alors impensables indiquent une transformation. *Ibid.*, p. 30.

[2] Les remarques du président allemand, Horst Köhler, en mai 2010 témoignent de ce glissement discursif. Il avait évoqué le fait que l'armée allemande défendait non seulement la paix mais également les intérêts économiques allemands. Cette position a déclenché une vague de protestation, lui reprochant notamment une posture « impérialiste ». "Militäreinsatz für deutsche Wirtschaftsinteressen?" *Die Zeit* du 27.05.2010.

[3] MARKOVITS. *Das deutsche Dilemma*, op. cit., p. 30.

[4] « Grob gesagt, sind die herrschenden Erinnerungen einer gegebenen Gesellschaft zu einer gegebenen Zeit die Erinnerungen ihrer herrschenden Klasse. (*Pour le dire de manière brutale, la mémoire dominante d'une société donnée à un moment donné est la mémoire de sa classe dominante.*) » *Ibid.*, p. 39.

> Vor allem die Auffassung, dass der National-Sozialismus und insbesondere der Holocaust zu den grauenhaftesten Zeugnissen menschlicher Niedertracht in der Geschichte gehören. (...) Sie bestreiten die Verantwortung der Deutschen für die Vergangenheit nicht, sondern präsentieren neue Interpretationen, entdecken bisher vernachlässigte Details und schaffen damit eine Atmosphäre, in der widersprüchliche Interpretationen des Holocaust ebenso legitim debattiert werden können wie andere Perioden der deutschen Geschichte. Ihre Absicht ist, Auschwitz zu „normalisieren", es jedem anderen Thema gleichzustellen[1].

La « normalisation » de l'Holocauste permettrait d'historiciser définitivement ce chapitre de l'histoire allemande, soulageant ainsi la mémoire allemande de son plus lourd fardeau et ouvrant l'avenir du pays. Les politiques mémorielles en tant que telles ne sont pas mises en cause. Pourtant, leur sens se trouve transformé : elles devront servir à libérer la « République de Berlin » de l'encombrant héritage du passé national-socialiste.

L'argumentation avancée fait état de la nécessité d'une « normalisation » de la relation au passé afin de pouvoir « normaliser » le rapport au pouvoir et à la puissance : « Die Normalisierung des Holocaust sei eine wesentliche Grundbedingung für jede Normalisierung der deutschen Geschichte, diese wiederum unerlässliche Voraussetzung für jede Normalisierung deutscher Macht[2] ». Le rôle de la République de Berlin est ici justement de fournir le cadre géographique, mental et politique rendant possible cette « normalisation ».

Markovits et Simon expriment l'espoir que la « normalisation » d'Auschwitz et son interprétation en tant que période historique parmi d'autres ne contribuent à mettre un terme aux limitations politiques et institutionnelles allemandes. De manière pessimiste, ils concluent que

> das, was unter dem zynischen, gleichwohl zutreffenden Begriff des „Auschwitz-Bonus" bekannt geworden ist – ein Phänomen, welches die politische Kultur der Bonner Republik kennzeichnete –, wird in der Berliner Republik allmählich verschwinden. Die Erinnerung an die nationalsozialistischen Verbrechen wird verblassen, weil die Mechanismen der politischen Legitimation und der kollektiven Identität in Zukunft andere Formen annehmen werden als in der alten Bundesrepublik. Zunehmend historisiert, werden die Untaten der Vergangenheit neue Bedeutungen erhalten, und insbesondere Schuld, Scham und

---

[1] « Notamment l'idée selon laquelle le national-socialisme et plus particulièrement l'Holocauste font partie des exemples les plus abjects de l'infamie humaine dans l'histoire. (…) Ils ne nient pas la responsabilité des Allemands pour le passé, mais présentent de nouvelles interprétations, découvrent des détails jusqu'alors négligés et créent ainsi une atmosphère dans laquelle des interprétations contradictoires de l'Holocauste peuvent être débattues de manière toute aussi légitime que d'autres périodes de l'histoire allemande. Leur but est de „normaliser" Auschwitz, de l'assimiler à tout autre sujet. » *Ibid.*, p. 328.

[2] « La normalisation de l'Holocauste serait une condition essentielle pour toute normalisation de l'histoire allemande, alors que celle-ci, à son tour, est la condition sine qua non de toute normalisation de la puissance allemande. » *Ibid.*, p. 329.

> Verantwortlichkeit, unmittelbare emotionale Reaktionen also, werden dabei mehr und mehr rein intellektuellen Formen der Auseinandersetzung weichen. So wird, wenn unsere Beobachtung zutrifft, dass Opfererfahrung und Opferbewusstsein die politischen Ausdrucksformen des kollektiven Gedächtnisses entscheidend prägen, jede Normalisierung der deutschen Macht zugleich zu einer Normalisierung der Vergangenheit führen. Vorbei die Zeit, da der Blick auf Auschwitz die Deutschen gleichsam als Ungeheuer erscheinen ließ, so dass es ihnen selbst unmöglich war, sich als Opfer wahrzunehmen[1].

Notamment ce dernier point allait très rapidement devenir une réalité publique avec la croissance de l'intérêt public – à travers des articles dans de grands magazines comme *Der Spiegel*, des ouvrages de vulgarisation scientifique portant sur les victimes allemandes de la Deuxième Guerre mondiale comme *Der Brand* der Jörg Friedrich[2] et des documentaires télévisés comme *Die Flucht* de Guido Knopp[3].

Le transfert de la capitale fédérale de Bonn à Berlin et les changements de mentalités que celui-ci implique, en combinaison avec l'accession au pouvoir de la « génération Berlin », permet de renverser les fondations politiques de l'ancienne RFA sans que, pour autant, le

---

[1] « Ce qui a été connu sous l'appellation, cynique mais juste, „Auschwitz bonus" – un phénomène qui caractérisait la culture politique de la République de Bonn – disparaîtra progressivement dans la République de Berlin. Le souvenir des crimes national-socialistes s'affaiblira parce que les mécanismes de la légitimation politique et de l'identité collective prendront à l'avenir d'autres formes que dans l'ancienne République fédérale. De plus en plus historicisés, les forfaits du passé prendront un autre sens et plus particulièrement la culpabilité, la honte et la responsabilité – des réactions émotionnelles immédiates donc – laisseront de plus en plus la place à des approches purement intellectuelles. Ainsi, si notre analyse, selon laquelle l'expérience d'avoir été victime et la conscience que cela produit façonnent de manière significative les expressions politiques de la mémoire collective, s'avère exacte, la normalisation du pouvoir allemand mènera automatiquement à une normalisation du passé. Les temps sont loin où le regard sur Auschwitz faisait apparaître les Allemands comme des monstres, leur rendant impossible de se considérer eux-mêmes comme des victimes. » *Ibid.*, p. 331.

[2] FRIEDRICH. *Der Brand*, op. cit.

[3] Guido Knopp était responsable de la rédaction « histoire contemporaine » du ZDF de 1995 à 2013. Durant son mandat, le ZDF a produit un grand nombre de documentaires télévisée sur la période du national-socialisme, diffusés en règle générale à l'heure de grande écoute (20h15) et qui touchaient en moyenne entre 3 et 4 millions de téléspectateurs. Voir SCHWABE, Astrid. Geschichtsfernsehen im ZDF. *In* FISCHER, Torben / LORENZ, Matthias N. (dir.). *Lexikon der "Vergangenheitsbewältigung" in Deutschland: Debatten- und Diskursgeschichte des Nationalsozialismus nach 1945*. Bielefeld: transcript, 2007, pp. 341-344. Pour une analyse critique de ses productions, voir KANSTEINER, Wulf. "Die Radikalisierung des deutschen Gedächtnisses im Zeitalter seiner kommerziellen Reproduktion: Hitler und das 'Dritte Reich' in den Fernsehdokumentationen von Guido Knopp." Zeitschrift für Geschichtswissenschaft 50.7 (2003): 626-648; KEILBACH, Judith. Von Hitler zu Holokaust. Die Thematisierung des Holocaust in den Geschichtsdokumentationen der ZDF-Redaktion Zeitgeschichte. *In* DÜWELL, Susanne / SCHMIDT, Matthias (dir.). *Narrative der Shoah. Repräsentationen der Vergangenheit in Historiographie, Kunst und Politik*. Paderborn: Schöningh, 2002, pp. 127-141; NÄPEL, Olivier. "Historisches Lernen durch 'Dokutainment'? Ein geschichtsdidaktischer Aufriss. Chancen udn Grenzen einer neuen Ästhetik populärer Geschichtsdokumentationen analysiert am Beispiel der Sendereihen Guido Knopps." Zeitschrift für Geschichtsdidaktik 1 (2003): 213-244; WIEGEL, Gerd. Familiengeschichte vor dem Fernseher. Erinnerte NS-Geschichte in den Dokumentationen Guido Knopps. *In* KLUNDT, Michael (dir.). *Heldenmythos und Opfertaumel. Der Zweite Weltkrieg und seine Folgen im deutschen Geschichtsdiskurs*. Köln: PapyRossa Verlag, 2004, pp. 82-102.

cadre institutionnel ne subisse une transformation radicale. La « normalisation » est présentée comme une nécessité inévitable et le sens même de la « normalité » n'est pas questionné au-delà de ses implications proprement politiques. Le changement de cadres référentiels que cette « normalisation » implique est même appelé de ses vœux.

La naissance de la « République de Berlin » – institutionnellement décidée par le parlement allemand en 1991 par le transfert de la capitale de Bonn à Berlin et portée par une large partie des élites politiques et intellectuelles depuis – a déclenché une série de débats publics. Ces débats et polémiques ont tourné autour des changements que ce transfert impliquerait et ils ont, plus particulièrement, soulevé la question de la « normalité » de la République fédérale 45 ans après la chute du IIIème Reich et de la place de mémoire dans le champ politique.

Cette idée de « normalité » était principalement exprimée par ceux pour qui la « nouvelle-ancienne » capitale Berlin serait la garantie d'une libération de la politique allemande du poids du passé. Libération au niveau international car l'Allemagne pourrait « enfin » mener une politique étrangère correspondant à ses intérêts et aux ambitions économiques et politiques d'une partie de l'élite politique et intellectuelle. Mais, et surtout, une libération du poids de la mémoire collective. L'assouplissement des obligations morales de la mémoire collective – principalement un relâchement du poids que représentait la mémoire du national-socialisme pour l'action et le discours politiques – était présenté comme la conséquence de ce « retour » dans l'histoire nationale.

Non pas que la « génération de Berlin » prêchât une fin de la politique mémorielle. Mais la force déterminante du « mythe fondateur » de la République fédérale ne devrait plus servir d'unique guide (ou fil directeur) dans le processus de prise de décision politique[1]. À

---

[1] L'utilisation d'« Auschwitz » comme argument de justification de l'intervention des forces armées allemandes au Kosovo en 1999 témoigne de ce changement de paradigme. Joschka Fischer, vice-chancelier et ministre des affaires étrangères du gouvernement de coalition SPD-Bündnis 90/Die Grünen se référait, lors d'un congrès extraordinaire de Bündnis 90/Die Grünen le 13 mai 1999, à « Auschwitz » afin de persuader le parti de lui apporter son soutien : « Auschwitz ist unvergleichbar. Aber ich stehe auf zwei Grundsätzen, nie wieder Krieg, nie wieder Auschwitz, nie wieder Völkermord, nie wieder Faschismus. Beides gehört bei mir zusammen. (Auschwitz est incomparable. Mais je m'appuie sur deux principes : plus jamais de guerre, plus jamais Auschwitz, plus jamais de génocide, plus jamais du fascisme.) ». Une telle prise de position était considérée comme instrumentalisation de l'Holocauste par de nombreux commentateurs qui lui reprochèrent d'utiliser le « mythe fondateur » de la RFA dans une stratégie politicienne. Pour un résumé du débat, voir GEIS, Matthias. "Der linke Krieg." *Die Zeit* 13 (2009)..

analyser les positions décrites ci-dessus, il devient évident que Berlin incarnait aussi bien les espoirs que les craintes des conséquences que ce développement faisait naître.

De manière générale, les interprétations positives dominaient, associées à des espoirs de transformation, et la nouvelle République de Berlin était considérée comme mettant fin à une parenthèse dans l'histoire du pays qui s'était ouverte en 1945 et refermée en 1989/1990. Ces discussions sur l'avenir de la politique et de l'identité nationale se retrouvent dans les débats sur le visage architectural de l'Allemagne unifiée et de sa « nouvelle-ancienne » capitale.

III - Construire l'identité : l'architecture de la capitale

Wir bauen, wie wir sind. Die Hauptstadt wird ein deutscher Spiegel sein[1].

As a capital city, Berlin is the (and often literally the building) site on which a new Germany is being constructed[2].

La discussion autour de la République de Berlin a souvent eu tendance à réduire les villes de Bonn et de Berlin à des expressions ou des matérialisations de styles politiques différents. Le plus souvent, le caractère provincial de la première était souligné face à l'héritage prussien (mais aussi de métropole) de la seconde et les deux modes de vie et de pensée associées – la bourgeoise à Bonn et la techniciste-moderniste à Berlin – opposés. La sécurité et la stabilité – politique, économique, sociale mais aussi militaire – que représentait Bonn était réinterprétée comme une forme d'immobilisme par les opposants du maintien de la capitale rhénane alors que la vitalité et l'activité à Berlin signifiaient, pour les tenants de Bonn, un retour à la fascination pour la technique – froide, inhumaine et bruyante qui, elle, rappelait certains aspects fondamentaux du national-socialisme et de la modernité techniciste et déshumanisée qui l'avait fait naître.

La description de Berlin comme une ville imprégnée d'une civilisation techniciste était utilisée pour souligner les aspects négatifs de la modernité. Une modernité qui avait aussi contribué à l'avènement du IIIème Reich et dont la destruction de la vie humaine sur une échelle industrielle – comble de la technicité – avait été le résultat. La rapidité et le mouvement furent interprétés comme signifiant l'agitation et le trouble qui caractériseraient la future « République de Berlin ».

A l'opposé, la tranquillité et la sécurité de Bonn et avec elle de la « République de Bonn » pouvaient être présentées comme l'expression d'un immobilisme caractéristique de l' « ancienne » RFA. Ceux qui plaidaient en faveur de Berlin considéraient l'activité berlinoise comme signe annonciateur de la dynamique de l'Allemagne unifiée à venir. Il

---

1 « Nous construisons comme nous sommes. La capitale sera un miroir allemand. » WEIS, Otto Jörg. "Modellhauptstadt oder Wie hätten es die Deutschen denn nun gern ?" *Frankfurter Rundschau* du 19.03.1993.

2 COCHRANE. « Making up meanings in a capital city. », art. cit., p. 20.

s'agissait notamment d'un dynamisme politique, culturel et social. Alors que ceux qui plaidaient en faveur de Bonn argumentaient que la tranquillité de Bonn continuerait, à l'avenir, d'être la garantie de la stabilité politique de la République fédérale.

La transformation de l'autoreprésentation de la République fédérale est le résultat d'une situation initiale compliquée dans laquelle, comme nous l'avons montré ci-dessus, différents espoirs de libération se mêlèrent aux exigences du devoir de mémoire.

Selon Heinrich Wefing, « eine neue, durchaus nicht nur konservative Sehnsucht nach Symbolen verschmilzt da mit der Orientierungslosigkeit nach dem Ende des Kalten Krieges[1] ». Ce « manque d'orientation » semble comblé, d'une certaine manière, par l'évocation constante du passé dans le présent – permettant d'arrimer le futur incertain à un passé connu. Il s'agit là d'une situation d'ailleurs généralement constatable dans d'autres pays européens à cette période[2]. Dans le sillage de ce mouvement historisant – ou de regain d'intérêt pour l'histoire à tous les niveaux – « begann die Erinnerung an die nationalsozialistische Überwältigungsarchitektur zu verblassen, gegen die in der rheinischen Republik 40 Jahre lang angebaut wurde[3] ».

Alors que la distance historique avec le national-socialisme s'agrandit, une nouvelle génération d'hommes politiques a accédé au pouvoir politique. Cette nouvelle génération, à l'instar de son représentant Gerhard Schröder, « lässig verabschiedet sie sich von jener Bonner Übung der Zurückhaltung, die nur noch wie falsche Bescheidenheit anmutet[4] ». Le style architectural issu d'une telle retenue au niveau politique – ressenti à l'origine comme une nécessité morale face au passé – est devenu, au fil des années, « une formule bureaucratiquement exécutée ». Le « réflexe démocratique » s'affaiblit donc. Ceci conduit à

---

[1] « Une nouvelle nostalgie, pas seulement conservatrice, des symboles se fond avec un manque d'orientation après la fin de la Guerre froide. » WEFING, Heinrich. "Republikanische Lockerungsübungen : der Umzug nach Berlin und das Ende der Angst vor der Baugeschichte." Aus Politik und Zeitgeschichte 32-33 (1999): 25-30, p. 29.

[2] A titre d'exemple, voir WINTER, Jay. Notes on the memory boom : war, remembrance and the uses of the past. *In* BELL, Duncan (dir.). *Memory, trauma and world politics : reflections on the relationship between past and present*. Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2006, pp. 54-73.

[3] « La mémoire de l'architecture monumentale des national-socialistes commençait à s'estomper ; mémoire contre laquelle on avait construit durant 40 ans dans la République rhénane. » WEFING. « Republikanische Lockerungsübungen. », art. cit., p. 29.

[4] « Congédie tranquillement l'exercice de retenue pratiqué à Bonn ; celui-ci ne semble être que de la fausse modestie. » *Ibid.*

une réintégration de formes architecturales « die jahrzehntelang tabu waren, sie entdecken jene Geschichte als Inspirationsquelle neu, die den Alten stets suspekt war[1] ».

Tel un exercice d'assouplissement, la conception architecturale de la nouvelle capitale oscille alors entre l'idée de la rupture – idée qui accompagne l'histoire de la République fédérale depuis sa fondation – et la continuité – une idée longtemps occultée mais redevenue d'actualité à partir de la seconde moitié des années 1980 dans les deux Allemagne. La relation au passé, elle, devient plus « unbefangen (*naturelle*) » pour reprendre un terme qui revint souvent dans les débats. Pour la première fois depuis 1945, les architectes et les maîtres d'ouvrage osent non seulement ne pas nier l'histoire devenue pierre, mais ne cherchent pas non plus à la cacher derrière du Placoplatre (un matériau considéré comme étant « démocratique » car contraire à la pierre par sa légèreté et la facilité de son utilisation) ou, au pire, à la démolir. Il s'agit donc d'une recherche renouvelée de ce que l'on pourrait appeler un « style national[2] » à travers lequel l'auto-image et l'autoconception de la nation peuvent être et sont véhiculées et transmises à la communauté nationale.

L'un des symboles de cette transformation est l'aigle fédéral, dont l'aspect allait être changé dans le nouveau *Bundestag im Reichstag*. L'animal héraldique peut être interprété comme un symbole représentant l'État et donc l'auto-conception de celui-ci[3]. En lui, les deux visions de l'Allemagne se trouvent clairement exprimées de manière très visible. Alors que le *Bundesadler* dans le nouveau bâtiment du parlement à Bonn réalisé par Günter Behnisch était décrit comme un « poulet gras (*fette Henne*) », un animal citoyen qui avait pris du poids durant les années de tranquillité et de prospérité à Bonn[4], l'aigle fédéral dans le *Reichstagsgebäude* à Berlin était « ein scharfer Senkrechtstarter, fast ein tollkühner Tiefflieger. Durch seine Schwingen pfeift ein neuer Wind[5]. ».

---

[1] « (Q)ui avaient été tabouisées pendant des décennies, ils redécouvrent l'histoire comme source d'inspiration ; source qui avait paru suspecte aux anciens. » *Ibid.*

[2] Le terme est ici emprunté à POPESCU, Carmen. *Le style national roumain: construire une nation à travers l'architecture*. Rennes: Presses universitaires de Rennes, 2004, 376 p.

[3] Voir HARTMANN, Jürgen. "Der Bundesadler." Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte 56.3 (2008): 459-509; REINTJES, Karl Heinrich. *Quo vadis Germania ? Der Weg vom Kaiseradler zum Bundesadler*. Melle: Knoth, 1991, 199 p.

[4] « Behnischs Bonner Adler war ein ziviles Tier, ein wenig in die Breite gegangen in den ruhigen und fetten Jahren am Rhein, die scharfen Krallen verknorpelt. (*L'aigle de Behnisch à Bonn était un animal civil, qui avait pris un peu de poids durant les années calmes et riches sur les bords du Rhin, et ses griffes s'étaient encartillées.*) » Anonyme. "Rechtsdrehend." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 14.01.1997.

[5] « (U)n animal à succès guindé, presque téméraire. Ses ailes sont traversées d'un nouveau vent. » *Ibid*.



Figure 8 - Bundesadler à Bonn (environ 1965)



Figure 9 – Bundesadler à Bonn (2003)



Figure 10 - Bundesadler dans le Reichstag à Berlin (2009)



Figure 11 - Dos du Bundesadler dans le Reichstag à Berlin (2009)

Protégé par le droit d'auteur de son créateur, Ludwig Gies (dont les descendants ne souhaitaient pas modifier la forme de l'aigle), seul l'arrière de l'aigle fédéral pouvait être modifié substantiellement. Alors que l'avant ressemble donc fortement à celui qui avait été

accroché au-dessous de la tribune à Bonn, l'arrière du nouvel aigle accroché sur le mur en verre au-dessus de la tribune dans le Reichstag de Berlin symbolisera l'État souhaité : « Im totalsanierten Berliner Reichstag soll ein anderer Vogel fliegen, ein durchtrainiertes Tier vor einer gläsernen Wand (…). Ein rundum repräsentables Berliner Tier, schlanker als sein Bonner Artgenosse, so wie der Staat, den er symbolisieren soll[1] ».

La transformation esthétique de l'aigle fédéral – moins rond, au plumage aéré et à l'arrière dynamique voire agressif – correspond donc parfaitement aux attentes formulées lors du transfert de la capitale. D'une poule grassouillette symbolisant une République perdue dans la contemplation de ses acquis politiques et engraissée grâce à son succès économique, l'aigle se transformera en un prédateur prêt à l'envol car libéré de son surplus de poids (mémoriel). Par ailleurs, le simple fait de ne plus être accroché au mur derrière la tribune mais suspendu, par des câbles métalliques, dans le vide devant le mur en verre, souligne et renforce cette posture dynamique.

L'architecture des deux villes aussi était soumise à une interprétation qui rendait possible l'opposition nette des styles politiques respectifs : le statu quo (Bonn) et le mouvement (Berlin). Les styles architecturaux des deux villes sont en effet fondamentalement opposés. Alors que, généralement, l'architecture des bâtiments abritant les institutions politiques à Bonn est décrite comme minimaliste et, pour reprendre la formule de Johannes Gross « un minimum de fonction de capitale », l'architecture berlinoise témoigne de nouvelles ambitions politiques et intellectuelles[2].

Selon les termes de Michael Stürmer, Bonn a toujours été la « capitale timide d'un État timide » en raison de sa nature provisoire et, selon lui, il en allait de même pour l'architecture de Bonn. La nouvelle-ancienne capitale berlinoise devrait permettre de rattraper, surtout aux niveaux symbolique, stylistique et architectural, un peu de cette « création de l'État-nation qui

---

[1] « Dans le bâtiment du Reichstag entièrement rénové volera un autre oiseau : un animal musclé devant un mur de verre (…). Un animal berlinois tout à fait présentable, plus mince que son congénère de Bonn, tout comme l'État qu'il est censé symboliser. » *Ibid.*

[2] Pour une théorie de l'architecture et ses aspects de représentation, voir les différentes contributions théoriques et pratiques dans CRINSON, Mark (dir.). *Urban memory : history and amnesia in the modern city*. London: Routledge, 2005, XIII-225 p; DAUM, Andreas W. / MAUCH, Christof (dir.). *Berlin, Washington 1800-2000 : capital cities, cultural representation and national identities*. Cambridge: Cambridge University Press, 2005, XII-318 p; SANSON, Pascal (dir.). *Le paysage urbain : représentation, significations, communication*. Paris: L'Harmattan, 2007, 367 p.

avait semblé superflue pendant 40 ans » en raison du passé allemand et de l'ancrage européen du pays[1].

Dans une même tonalité, Matthias Schreiber, rédacteur du *Spiegel*, saluait la fin de la discrétion de Bonn : « Die ewige Diskretion Bonns, die Schüchternheit und die Betretenheit, diese an den Rand des Rheins geworfenen Würfel, das alles ist nicht ein eines wieder souverän gewordenen Landes würdiges Programm[2] ». Là encore, Berlin symbolisait l'espoir d'un renouveau: construit, réfléchi et l'expression de la « normalité ».

L'analyse du volet architectural de la *Hauptstadtwerdung* de Berlin permettra de souligner l'idée de la construction d'une « nouvelle » Allemagne qui se distinguerait fondamentalement de ses prédécesseurs : la RFA avec sa capitale à Bonn et la RDA. La recherche de styles architecturaux et la planification de la transformation urbaine de la « nouvelle-ancienne » capitale témoignent de la volonté des élites politiques de matérialiser cette nouvelle identité allemande.

Cette matérialisation se faisait (et se fait) en grande partie sur la base d'une réinterprétation de l'architecture politique à Bonn dont le caractère démocratique mais également la provincialité étaient mis en avant dans les prises de position et réflexions. La transformation de Berlin et la « re-capitalisation » de la ville constituent deux éléments clés dans le processus de la « normalisation » décrit ci-dessus. En effet, Berlin allait offrir une nouvelle scène sur laquelle la politique, et plus particulièrement la politique identitaire, pouvait se présenter et se transformer.

---

[1] STÜRMER, Michael. Die Republik auf der Suche nach Staat und Stil. *In* ERMISCH, Günter (dir.). *Wanderungen durch die Kulturpolitik : Festschrift für Sieghardt von Köckritz*. Berlin: Nicolai, 1992, pp. 15-21, p. 19.

[2] « L'éternelle discrétion de Bonn, la timidité et l'embarras, ces cubes jetés sur le bord de la route, tout cela n'est pas un programme digne d'un pays redevenu souverain. » SCHREIBER, Mathias. Selbstdarstellung der Bundesrepublik Deutschland : Repräsentation des Staates in Bauten und Gedenkstätten. *In* GAUGER, Jörg-Dieter / STAGL, Justin (dir.). *Staatsrepräsentation*. Berlin: Reimer, 1992, pp. 191-203, p. 203.

A - Bonn, « cloche à fromage fédérale » ou « vitrine de la démocratie » ?

> Bonn, the provisional and provincial capital, effectively symbolized both the federal nature of the Federal Republic and the modest authority claimed by a liberal state. Its glass and steel government buildings scattered along the bank of the Rhine embody the postwar architecture and planning that claimed to be antiauthoritarian, unhierarchical and democratic[1].

L'architecture fédérale de Bonn est imprégnée de la division entre une architecture dite « démocratique » et une architecture dite « non-démocratique ». Cette opposition est le résultat de l'interprétation de l'histoire architecturale allemande qui considère la période avant 1945 comme « antidémocratique » (exception faite du *Bauhaus*[2]). Il s'agissait d'une période durant laquelle l'architecture n'était pas guidée par des soucis d'ouverture et de transparence mais, au contraire, était le reflet du pouvoir politique et de sa puissance caractérisée par l'absence du *demos*[3]. En conséquence et sur un modèle diamétralement opposé, les efforts de conception des structures fédérales se sont concentrés sur l'idéal démocratique nouvellement « découvert » en Allemagne de l'Ouest après 1945.

Les éléments dits « non-démocratiques » – principalement l'architecture monumentale national-socialiste et son utilisation massive de la pierre – se trouvaient alors démonisés et proscrits[4]. Suivant cette opposition et cette logique de rupture, Lutz Koepnick décrit l'esthétique politique de Bonn :

> Bonn's political architecture (…) excelled in antitraditional modesty and demonstrative composure. While the mothers, fathers and children of the economic miracle found their symbols of national identity after fascism in the private spheres of economic progress and consumption, Bonn's postwar architects rejected breathtaking public gestures. They created government buildings in the unassuming guise of provincial banks, municipal administration centers, and commercial management compounds. Bonn's architects designed the capital as a nonsensational configuration, as a laidback city in which – to speak cinematically

[1] LADD. *The ghosts of Berlin*, op. cit., p. 225.

[2] Voir BAUMHOFF, Anja. Bauhaus. *In* FRANCOIS, Etienne / SCHULZE, Hagen (dir.). *Deutsche Erinnerungsorte (t.2)*. München: Beck, 2001, pp. 584-600; SIEBENBRODT, Michael / SCHRÖBER, Lutz. *Bauhaus*. New York: Parkstone-International, 2012, 256 p.

[3] La description de la Nouvelle Chancellerie d'Adolf Hitler est un parfait exemple du fonctionnement de cette architecture visant à intimider le visiteur ; SHIRER, William L. *Les années du cauchemar : 1934-1945. Mémoires d'une vie plongée dans son temps*. Paris: Plon, 1984, 449 p. Voir aussi LANE, Barbara M. *Architektur und Politik in Deutschland 1918-1945*. Braunschweig: Vieweg, 1986, 250 p.

[4] CABORN, Johannah. *Schleichende Wende: Diskurse von Nation und Erinnerung bei der Konstituierung der Berliner Republik*. Münster: Unrast-Verlag, 2006, 263 p., p. 160.

> – neither dramatic plans nor overwhelming long shots could ever cast a spell over the viewer's sens perception[1].

L'un des pionniers de la réflexion sur l'architecture démocratique à Bonn, Adolf Arndt[2], avait décrit cet idéal et ses principes à l'occasion de l'ouverture des *Berliner Bauwochen* (Salon du bâtiment) de 1960[3]. Arndt détaillait alors les références qui devraient, à l'avenir, guider la représentation architecturale de l'État. La nécessité première serait l'expression d'une architecture véhiculant l'idéal d'humanisme (*Mitmenschlichkeit*) qui avait été écarté durant le IIIème Reich[4]. Selon lui, l'architecture démocratique ne doit pas, contrairement à l'architecture totalitaire – et tout comme, d'une certaine manière, l'architecture industrielle moderne – être anonyme. Car l'anonymat l'empêcherait d'exprimer l'ethos de la démocratie.

Le « véritable » maître d'ouvrage en démocratie est, selon Arndt le peuple. Cette conception implique l'impératif de construire des bâtiments représentatifs à taille humaine avec un principe d'ouverture contrant la vision d'une administration kafkaïenne, contraire à l'idéal de transparence. La relation est pensée ainsi : « Sollte es nicht einen Zusammenhang geben zwischen dem Öffentlichkeitsprinzip der Demokratie und einer äusseren wie inneren Durchsichtigkeit und Zugänglichkeit ihrer öffentlichen Bauwerke[5] ? ».

Le but d'une telle construction est de faire accepter la démocratie par la population, une démocratie arrivée en Allemagne sur les chars des Alliés occidentaux en 1945 :

> Das Ideal, das souveräne Volk als Bauherrn seiner öffentlichen Bauten zu sehen, lässt sich mit keiner Mechanik messen, noch durch das Dekret irgendeiner Organisation erzwingen. Auf dem unendlichen Wege zur Annäherung an dieses Ideal lässt sich nur in der freiheitlichen Weise fortschreiten, dass Bauten zur

---

[1] KOEPNICK, Lutz. "Redeeming history ? Foster's dome and the political aesthetic of the Berlin Republic." German Studies Review 24.2 (2001): 303-323, p. 304.

[2] (1904-1974), membre du SPD et du *Bundestag*, juriste et critique architectural. GOSEWINKEL, Dieter. *Adolf Arndt - die Wiederbegründung des Rechtsstaates aus dem Geist der Sozialdemokratie (1945-1961)*. Bonn: Dietz, 1991, 660 p. Ayant été persécuté par le régime national-socialiste en tant que *Halbjude*, le rejet de l'architecture national-socialiste par Arndt est d'autant plus fort et sa conception de l'architecture démocratique d'autant plus pertinente.

[3] Les premières années de la jeune République fédérale ayant été consacrées d'abord à la survie matérielle et au déblayage des ruines, les débats autour de l'architecture démocratique n'ont véritablement eu lieu qu'à partir de la fin des années 1950. Voir SÜSS, Werner. Die Bundesrepublik und das Politikum der Hauptstadtfrage Berlin - zwischen östlicher Lage und nationalem Symbol. *In* SÜSS, Werner / RYTLEWSKI (dir.). *Berlin : die Hauptstadt - Vergangenheit und Zukunft einer europäischen Metropole*. Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung, 1999, pp. 194-233, pp. 203-206.

[4] ARNDT, Adolf. *Demokratie als Bauherr*. Archibook-Verlag, 1984, 32 p., p. 29.

[5] « Ne devrait-il pas y avoir un lien entre le principe de transparence en démocratie et une transparence externe aussi bien qu'interne ainsi que l'accessibilité des bâtiments publics ? » *Ibid*., p. 20.

> Diskussion gestellt werden, ob sie mit dazu dienlich sind, den Menschen dazu zu verhelfen, sich ihrer mündigen Menschlichkeit, ihrer Gemeinschaft, der von ihnen zu formulierenden sozialen Aufgabe bewusst werden[1].

Ces normes démocratiques, rappelant l'idéal kantien de la *Mündigkeit* (terme d'ailleurs repris par Arndt dans son texte), étaient réalisées en adaptant l'idéal du *form follows function*[2]. Les constructions en verre, soutenues par une structure en acier, pouvaient être considérées comme l'incarnation de l'idéal démocratique : transparentes, fortes et solides, mais en même temps fragiles – à cause du verre – et donc à protéger.

Ce nouveau langage architectural à développer pouvait être somptueux – sans pourtant être opulent – et se caractériser par sa qualité architecturale sans pour autant devenir prétentieux. L'architecture devait, en premier lieu, symboliser la structure organisationnelle de la jeune démocratie ouest-allemande. Il s'agissait de renforcer une identification des citoyens avec la jeune République fédérale. Le renouveau architectural était ainsi désigné comme faisant partie du processus du développement démocratique de l'Allemagne occidentale[3].

---

[1] « L'idéal qui consiste à considérer le peuple souverain comme maître d'ouvrage de ses constructions publiques ne peut ni être mesuré par une mécanique ni être obtenu par un quelconque décret. La seule manière d'atteindre librement cet idéal est de permettre la discussion autour des constructions ; discussions autour de la question de savoir si ces constructions permettront aux hommes de se rendre compte de leur humanité émancipée, de leur communauté et des obligations sociales qui en découlent. » *Ibid*., p. 29.

[2] La devise « form follows function » est attribuée à l'architecte américain Louis Sullivan qui, dans un article paru en 1896, l'avait formulée ainsi : « It is the pervading law of all things organic and inorganic, of all things physical and metaphysical, of all things human and of all things super huma, of all true manifestations of the head, of the heart of the soul that the life is recognizable in its expression, that for ever follows function. That is the law. » SULLIVAN, Louis. "The tall office buildings artistically reconsidered." Lippinscott's Magazine Mars (1896). Sur l'architecte, voir MORRISON, Hugh. *Louis Sullivan - prophet of modern architecture*. New York City: W. W. Norton, 2001, 400 p.

[3] En RDA, au contraire, la rupture avec le passé dans le cadre de la reconstruction faisait essentiellement référence, dans la même période (le début des années 1950), à un style dit « national », puisant dans le style architectural traditionnel allemand. Voir NUTZ, Manfred. *Stadtentwicklung in Umbruchssituationen: Wiederaufbau und Wiedervereinigung als Stressfaktoren der Entwicklung ostdeutscher Mittelstädte - ein Raum-Zeit-Vergleich mit Westdeutschland*. Stuttgart: Franz Steiner Verlag, 1998, 242 p., pp. 182-183.



Figure 12 – Façade du Bundeshaus de Schwippert (environ 1955)



Figure 13 – Salle plénière dans le Bundeshaus de Schwippert (environ 1955)



Figure 14 - Bundeshaus de Schwippert (environ 1955)

L'idée d'une architecture démocratique repose essentiellement sur l'élément de transparence, représentée, elle, par des constructions utilisant le verre comme matériau dominant. Est opposée à celle-ci la construction en pierre, « non-démocratique » : « Die Demokratie baut in Dresden nicht anders als in Düsseldorf oder Bonn. (…) Seit Hans Schwippert 1948 für den Deutschen Bundestag ein 'Haus der Offenheit, eine Architektur der Begegnung und des Gesprächs' vorschlug (…), gehören die gläserne Transparenz und das Debattenrund zum guten architektonischen Ton[1] ». La République fédérale sur les bords du Rhin logeait ainsi dans une « maison de verre (*Glashaus*) », l'architecture étant – notamment le bâtiment du *Bundestag* conçu par Schwippert – celle de l'ouverture et de la discussion :

> Seine Architektur war mehr als eine bloße Lichttherapie für die Volksseele. Schwippert wollte aufklären, das Dasein ganz im Sinne des klassischen « enlightenment » erhellen. Gemeinsam mit seinen Bauherren übersetzte er die vom Grundgesetz vorgeschriebene Öffentlichkeit der Parlamentsdebatte ganz

[1] « En démocratie, on ne construit pas différemment à Dresde qu'à Düsseldorf ou à Bonn (…) Depuis qu'Hans Schwippert a proposé, en 1948, une 'maison de l'ouverture, une architecture de la rencontre et de la discussion' pour le parlement (…), la transparence en verre et l'hémicycle font partie des bonnes manières architecturales. » WEFING, Heinrich. "Das Parlament mit dem gläsernen Herzen." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 04.10.1993. Hans Schwippert (1899-1973), élève de Mies van der Rohe, était l'architecte de la Maison fédérale (*Bundeshaus*, 1948-49) à Bonn ; voir BUSLEI-WUPPERMANN, Agatha. *Hans Schwippert (1899-1973) : von der Werkkunst zum Design*. München: Utz, 2007, 327 p.

> wörtlich in die Durchsichtigkeit gläserner Wände – der Plenarsaal sollte zum zentralen Ort der demokratischen Auseinandersetzungen werden[1].

Même si la représentation architecturale de la République fédérale était sujette à discussion, il existait néanmoins un consensus autour du fait de savoir comment on ne devrait pas se présenter ou construire l'espace public : comme le IIIème Reich et son architecture monumentale. Toute l'architecture officielle – « son ouverture et sa clarté, sa modestie et sa retenue (*seine Offenheit und seine Helligkeit, seine Bescheidenheit und seine Zurückhaltung*[2]) » – devait désormais constituer l'antithèse de l'autoreprésentation architecturale du régime national-socialiste. L'idée du « Plus jamais ! » était ainsi traduite architecturalement.

Cette réinterprétation témoigne de la capacité du régime hitlérien à lourdement charger de sens un style architectural classique, désavouant par là le matériau principalement utilisé : la pierre. Seule la modernité – et, par la suite, la postmodernité – semblait « unbelastet (*non entachée*) », garantissant que l'architecture étatique ne véhiculerait plus jamais la puissance et la domination comme elle l'avait fait auparavant. Dans les premières années de son existence, ce style permettait également de se distinguer de l'autre Allemagne, la RDA, où le patrimoine architectural – pour autant qu'il existât encore – devait être conservé selon la ligne gouvernementale du début des années 1950.

En effet, l'« Aufbaugesetz », la loi de reconstruction, promulguée par le parlement est-allemand en 1950, stipulait que les traditions architecturales locales et nationales devaient être soignées (« national in der Form, sozialistisch im Inhalt[3] ») et était accompagnée d'une désaffection pour la modernité. La « défense de l'architecture allemande » – jouant sur une tonalité *völkisch* – luttait contre les préceptes « cosmopolites » de la nouvelle architecture ouest-allemande, expression de « l'exploitation capitaliste et d'une esthétique loin du peuple », faisant très clairement appel à un antiaméricanisme primaire. Cette conception national-conservatrice changea durant la détente de l'ère Khrouchtchev, introduisant une

---

[1] « Son architecture était davantage qu'une simple thérapie de lumière pour l'âme du peuple. Schwippert voulait édifier, illuminer l'être dans le sens classique des Lumières. Avec les maîtres d'ouvrage, il traduisait littéralement la nature publique du débat parlementaire imposée par la Loi fondamentale en la translucidité des murs de verre – la salle d'assemblée était censée devenir le lieu central de la confrontation démocratique. » WEFING, Heinrich. Abschied vom Glashaus : die architektonische Selbstdarstellung der Bundesrepublik im Wandel. *In* WEFING, Heinrich (dir.). *Dem deutschen Volke : der Bundestag im Berliner Reichstagsgebäude*. Bonn: Bouvier, 1999, pp. 138-161, p. 141.

[2] *Ibid*., p .142.

[3] « National dans la forme, socialiste dans le contenu. »

conception moderniste qui se rapprochait considérablement de l'architecture officielle de la RFA[1].

1) Les oppositions constituantes de l'architecture démocratique

S'appuyant sur l'analyse de Johanna Caborn, cette architecture « démocratique » ouest-allemande peut être pensée autour de quatre oppositions : *fermé* vs. *ouvert*, *somptuosité* vs. *simplicité*, *grand et haut* vs. *petit et profond* et *ordre figé* vs. *mouvement*[2].

a) Fermé vs. ouvert

L'architecture démocratique se caractérise tout d'abord par une organisation spatiale particulière des relations entre gouvernants et gouvernés. Contrairement à l'architecture non-démocratique – qui établit une distance et un rapport hiérarchique entre les deux et qui est, par conséquent, fermée – l'architecture démocratique cherche à lever la barrière entre gouvernants et gouvernés en écartant, autant que possible, la pierre de la construction et en ayant essentiellement recours au verre, matériau garant de la transparence. Pour l'Allemagne, les exemples d'une architecture non-démocratique les plus souvent cités sont les bâtisses de l'ère wilhelmienne[3] et de l'époque national-socialiste. Mais l'architecture soviétique de l'ère stalinienne, avec son utilisation massive du béton, peut également être citée à titre d'exemple.

---

[1] Voir TÖNNESMANN, Andreas. Bundesrepublik Deutschland und DDR : ihre Staatsbauten in der Konkurrenz der Systeme. *In* KIER, Hiltrud (dir.). *Städtebau und Staatsbau im 20. Jahrhundert*. München: Deutscher Kunstverlag, 1996, pp. 193-212.

[2] CABORN. *Schleichende Wende*, op. cit.

[3] Le « style wilhelmien » était le style architectural dominant durant la *Gründerzeit*, la période entre la création du IIème Reich allemand en 1871 et la fin de la Première Guerre mondiale. Initialement inspiré de la néorenaissance, ce style évolua progressivement vers le néobaroque. Voir CULLEN, Michael S. *Bauwerke der Gründerzeit*. Hamburg: HB-Verlag, 1984, 113 p.



Figure 15 – Kaiser-Friedrich-Museum à Berlin (environ 1908)



Figure 16 – Berliner Dom (environ 1900)

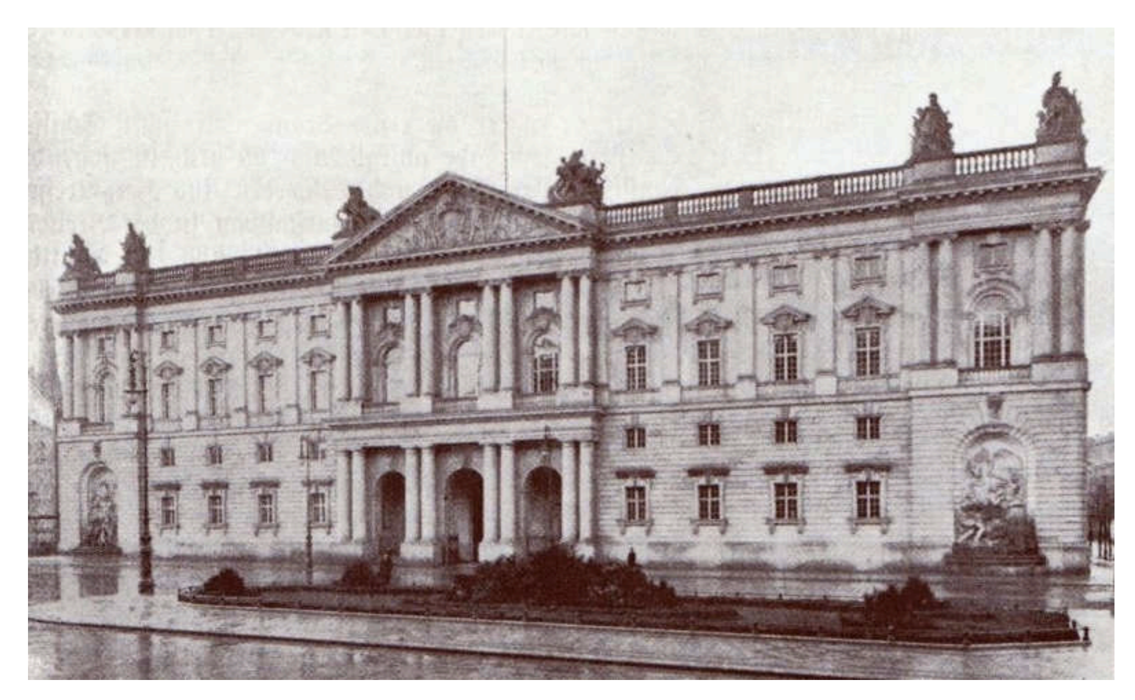


Figure 17 – Neuer Marstall à Berlin (environ 1900)



Figure 18 – Neuer Marstall à Berlin (2009)



Figure 19 - Sächsischer Landtag (vue intérieure salle plénière)



Figure 20 - Sächsischer Landtag (vue extérieure de la salle plénière)

L'utilisation du verre comme principale matière de construction des bâtiments représentatifs et officiels cherche à rompre avec l'idée d'une séparation spatiale entre les deux sphères des gouvernants et des gouvernés, esquissant ainsi l'idéal démocratique et tentant de renforcer le lien entre gouvernants et gouvernés (*Bürgernähe*). Un exemple d'une telle

conception architecturale est le nouveau *Landtag* à Dresde[1], qui est considéré comme un lieu central et ouvert :

> Peter Kulka und seine Bauherren übersetzten die Öffentlichkeit der parlamentarischen Verhandlung noch einmal ganz wörtlich in die Durchsichtigkeit gläserner Wände und ineinanderfliessender Aussen- und Innenbereiche. Der Plenarsaal wird zum zentralen Ort, an dem die Politik vor aller Augen stattfinden soll. Die Distanz zwischen Volk und Vertretern scheint abgeschafft, nicht zuletzt durch eine offene Architektur[2].

L'opposition entre l'intérieur et l'extérieur est réduite, soulignant l'idéal de transparence et d'ouverture, aussi bien expression de l'idéal démocratique que signe de la fin des hiérarchies du passé.

b) Grand et haut vs. petit et profond

Tout comme la décoration des édifices d'avant 1933, leur taille était interprétée comme l'expression du pouvoir des gouvernants – un pouvoir détaché des réalités sociales et politiques et trônant au-dessus des têtes des gouvernés. La mégalomanie et la monumentalité de l'architecture national-socialiste, présente non seulement dans les bâtiments hébergeant des instances gouvernementales et administratives, était l'expression de la folie des grandeurs (*Grössenwahn*) qui caractérisait le IIIème Reich et était érigée en principe architectural. Le projet de la capitale *Germania* d'Albert Speer en témoigne[3] tout comme les bâtiments destinés à l'organisation *Kraft durch Freude* à Prora, sur l'île de Rügen[4].

---

[1] Le *Landtagsgebäude* avait été rénové entre 1991 et 1993 par l'architecte allemand Peter Kulka qui était également responsable d'une nouvelle construction qui allait héberger l'assemblée (*Plenarsaal*). Voir BODE, Peter M. "Die Parlamentarier halten Distanz zur alten Einheitspartei (Landtag von Peter Kulka in Dresden)." Art : das Kunstmagazin (1994): 121.

[2] « Peter Kulka et ses maîtres d'ouvrage ont traduit l'idée de la publicité du débat parlementaire encore une fois littéralement en la transparence des murs de verre et des espaces intérieurs et extérieurs qui ne sont pas séparés. La salle plénière devient le lieu central où la politique se fait à la vue de tous. La distance entre le peuple et ses représentants semble abolie grâce, finalement, à une architecture ouverte. » WEFING. « Das Parlament mit dem gläsernen Herzen. », art. cit.

[3] Voir KROPP. *Die politische Bedeutung der NS-Repräsentationsarchitektur : die Neugestaltungspläne Albert Speers für den Umbau Berlins zur "Welthauptstadt Germania" 1936-1942/43*, op. cit; REICHEL, Peter. *Der schöne Schein des Dritten Reiches : Faszination und Gewalt des Faschismus*. München: Hanser, 1991, 452 p; REICHHARDT. *Von Berlin nach Germania : über die Zerstörungen der "Reichshauptstadt" durch Albert Speers Neugestaltungsplanungen* op. cit.

[4] Voir ROSTOCK, Jürgen . ZADICEK, Franz. *Paradiesruinen : das KdF-Seebad der Zwanzigtausend auf Rügen*. Berlin: Links, 2008, 149 p; WERNICKE, Joachim/SCHWARTZ, Uwe. *Der Koloss von Prora auf Rügen : gestern - heute - morgen*. Königsstein i. Ts.: Langewiesche, 2006, 156 p.



Figure 21 - Ruines des bâtiments de l'organisation "Kraft durch Freude" à Prora sur l'Île de Rügen

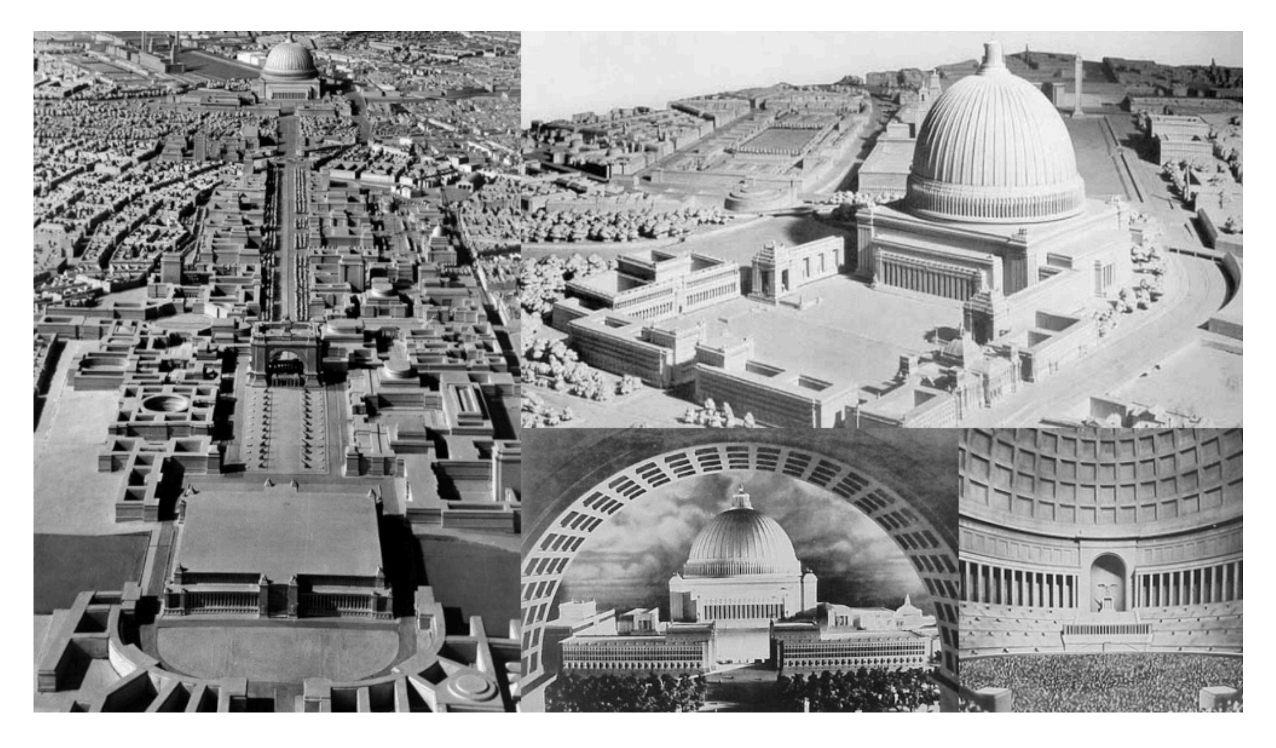


Figure 22 - Maquettes de la "Welthauptstadt Berlin" conçue par Albert Speer

De telles installations étaient, le plus souvent, décrites comme des « mastodontes » (*Koloss*) qui s'opposaient par leur dimension à l'architecture « démocratique ». La hauteur et la grandeur de cette architecture monumentale sont souvent contrastées par leur profondeur réduite. Telle la nouvelle *Reichskanzlei* à Berlin, construite par Albert Speer à quelques pas du Potsdamer Platz à la fin des années 1930, leur façade imposait le respect. Ce respect pourtant, si l'on suit la présentation faite par William Shirer[1], était le fruit d'un parfait calcul et d'une mise en scène et non pas le résultat d'une bâtisse imposante par elle-même.



Figure 23 - Façade Neue Reichskanzlei (1939)

Ainsi, le bureau d'Adolf Hitler dans la *Neue Reichskanzlei* avait une superficie de 400m2 et la hauteur sous plafond était de 9.75m. L'entrée des visiteurs s'effectuant à l'opposé du bureau en bois d'une taille démesurée (environ 4m de largeur), pour l'atteindre, il leur fallait traverser toute la pièce – peu meublée par ailleurs – en diagonale, renforçant ainsi l'impression de grandeur et de puissance du pouvoir.

[1] SHIRER. *Les années du cauchemar*, op. cit.

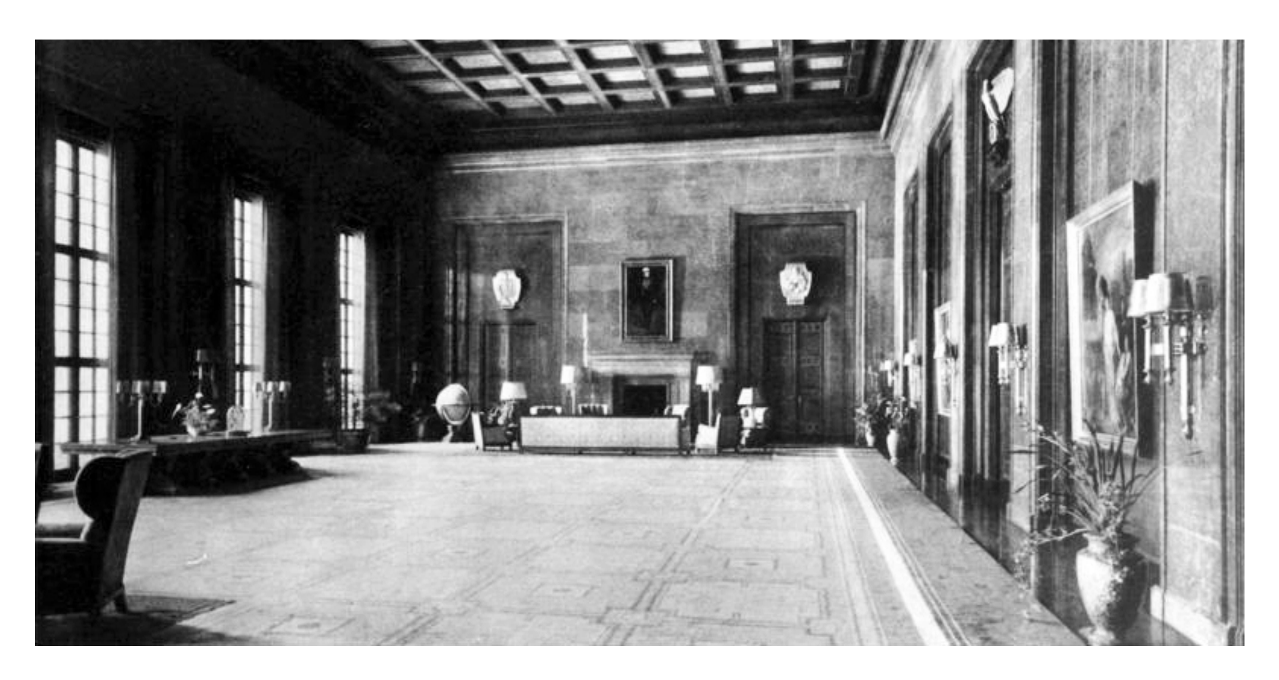


Figure 24 - Bureau d'Adolf Hitler dans la Neue Reichskanzlei

c) Ordre figé vs. mouvement

La dimension *ordre figé* vs. *mouvement* renvoie à une lecture de l'architecture d'avant 1945 comme reprenant l'idéal centralisateur des régimes politiques du passé. On lui oppose la structure fédérale et donc davantage dynamique de la République de Bonn. Dans le débat autour du *Stadtschloss* à Berlin – reconstruire ou démolir[1] ? – et l'architecture du bâtiment, étaient opposés une architecture rigide de l'ancienne bâtisse et l'esprit démocratique. Le *Stadtschloss* avait servi de résidence hivernale au prince électeur de Brandebourg et des rois de Prusse et avait, en RDA, été démoli, l'emplacement servant à la construction de la *Volkskammer* :

> In der Forderung nach einem wohlgeordneten, gegliederten Ganzen alter Art kommt ein ebenso überaltertes gesellschaftspolitisches Denken zum Ausdruck, dem gerade die demokratisch-spontane Offenheit mangelt, für die etwa Günter Behnischs Neubau des Plenarsaals in Bonn so überzeugend plädiert. In Berlin soll das Schloss dem Ensemble der umstehenden Bauten eine Mitte rekonstruieren, wie sie der Gesellschaft längst – und aus guten Gründen – fremdgeworden ist[2].

[1] Voir HENNET, Anna-Inés. *Die Berliner Schlossplatzdebatte im Spiegel der Presse* Berlin: Braun, 2005, 182 p.

[2] « L'exigence d'un ensemble bien pensé et ordonné reflète une pensée sociale et politique ancienne qui manque justement d'ouverture spontanée démocratique pour laquelle plaide, de manière très convaincante, la nouvelle salle plénière de Günther Behnisch à Bonn. A Berlin, le château est censé reconstruire le milieu de l'ensemble des bâtiments avoisinants ; un milieu qui est devenu étranger à la société depuis longtemps et pour de bonnes raisons. » IDEN, Peter. "Geh, Joe, mach die Musik von damals nach." *Frankfurter Rundschau* du 24.11.1992.

Il est intéressant de noter que l'idée de l'ordre figé n'est pas appliquée à la « République de Bonn » alors que ses détracteurs lui reprochaient justement un immobilisme certain au niveau politique. Au contraire, Bonn est décrite par Peter Iden comme un exemple de mouvement architectural.



Figure 25 – Berliner Stadtschloss (environ 1900)

L'idée d'un centre architectural et politique est associée à celle du centralisme (opposé au fédéralisme) et d'une société hiérarchique (opposée à la « nivellierte Mittelstandsgesellschaft » d'Helmut Schelsky[1]) dans laquelle la puissance des gouvernants est quasi illimitée et s'exprime à travers l'opacité architecturale. Les « bonnes raisons » évoquées par Peter Iden font clairement référence à l'héritage historique dont la République de Bonn a tenté de s'émanciper ou, au moins, de l'exclure dans ses réalisations architecturales. Cela se traduisait par une architecture « volatile » et « transparente », comme dans la salle plénière de

[1] SCHELSKY, Helmut. Die Bedeutung des Schichtungsbegriffs für die Analyse der gegenwärtigen deutschen Gesellschaft (1953). *In* SCHELSKY, Helmut (dir.). *Auf der Suche nach der Wirklichkeit: gesammelte Aufsätze*. Düsseldorf: Diederichs, 1965, pp. 331-336.

Behnisch « in dem der Blick sich nicht verfängt, sondern nach allen Seiten hinein- und wieder hinausgeht und einen Ruhepol nur im breiten Bett von Vater Rhein findet[1] ».



Figure 26 - Palast der Republik (Berlin Est)

Pour résumer, le style architectural de la République de Bonn peut être décrit comme « modeste » et transparent, contrairement à l'architecture « monumentale » et « non-démocratique » pour laquelle les périodes wilhelmienne, national-socialiste, mais aussi de la RDA sont à citer à titre d'exemple. Ainsi, l'architecture devient représentative du nouveau système politique ouest-allemand après 1945. Elle incarne l'idéal démocratique et le désir de rompre avec une architecture éloignée (et éloignant la politique) du peuple car peu transparente et visuellement très autoritaire et intimidante.

La retenue politique de Bonn était retranscrite dans l'architecture fédérale qui cherchait à s'émanciper d'un passé national guerrier et non-démocratique. 1945 et la chute du IIIème Reich constituaient une rupture essentielle dans l'histoire allemande. Cette rupture trouvait son reflet dans une architecture renouvelée porteuse d'une nouvelle ambition socio-démocratique. Cette architecture peut être lue comme la volonté politique d'imposer une

[1] « Dans laquelle le regard ne s'attache nulle part, mais suit toutes les directions et ne trouve de repos que dans le large lit du père Rhin. » MÖNNINGER, Michael. "Wer im Glashaus sitzt." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 21.10.1992.

vision de la société qui, elle, s'appuyait, jusqu'à un certain point, sur la logique d'un trait final tiré sur l'histoire (architecturale) nationale antérieure. De cette manière, une répétition de l'histoire pouvait être évitée, notamment en transformant l'espace politique (et public) en un espace ouvert et transparent, incitant à la participation et au soutien du système politique. En cela, l'idéal architectural de Bonn était conforme au dicton d'Allemann : « Bonn n'est pas Weimar ». Ces remarques générales restent valables malgré le fait que l'époque weimarienne avait également été celle d'une avant-garde architecturale, produisant entre autres le *Bauhaus*[1].

L'idéal de « dignité républicaine[2] » ainsi que la salle plénière de Behnisch devinrent, en l'espace d'une nuit (le 9 novembre 1989), un monument historique, un sédiment des 40 dernières années passées durant lesquelles la capitale ouest-allemande était située sur les bords du Rhin. Pourtant, les changements tant espérés par les tenants de Berlin avaient déjà, certes timidement, eu lieu[3].

Deux bâtiments en témoignent, même s'ils étaient restés quelque peu masqués par l'éclat démocratique du travail de Behnisch. La Maison d'hôtes (*Gästehaus*) du gouvernement fédéral sur le Petersberg, réhabilité entre 1985 et 1990 suivant les plans d'Horst Linde, témoigne d'une volonté affichée de représentation et de la fin de la modestie architecturale, d'un côté, et de la fin de l'idée du « Provisorium », de l'autre côté[4].

---

[1] Voir BAUMHOFF. Bauhaus. op. cit.

[2] WEFING. Abschied vom Glashaus. op. cit., p. 148.

[3] Un grand colloque, organisé en 1979 et ayant pour titre « Bauen für die Demokratie » avait déjà préparé le terrain en offrant un lieu de réflexion sur la « Hauptstadtwerdung » de Bonn qui devait se traduire par une rénovation et nouvelle conception architecturale de la capitale ouest-allemande sur les bords du Rhin ; voir BOWLING. Siting federal capitals. op. cit., p. 43.

[4] WEFING. « Republikanische Lockerungsübungen. », art. cit., p. 29. Suite au déménagement du gouvernement de Bonn à Berlin, le *Bundesgästehause* héberge désormais un hôtel de luxe, ouvert aux clients privés, le gouvernement fédéral ayant décidé d'utiliser le *Schloss Meseberg*, à une centaine de kilomètres de Berlin, comme lieu d'accueil officiel. Pour l'idée de « Provisorium » dans l'architecture, voir BORCHARD, Klaus. Bonn - vom Provisorium über die Bundeshauptstadt zur Bundesstadt oder : Von den Schwierigkeiten der baulichen und städtebaulichen Selbstdarstellung unseres Staates. *In* EHLERS, Eckart (dir.). *Deutschland und Europa : historische, politische und geographische Aspekte*. Bonn: Dümmiers Verlag, 1997, pp. 11-34.

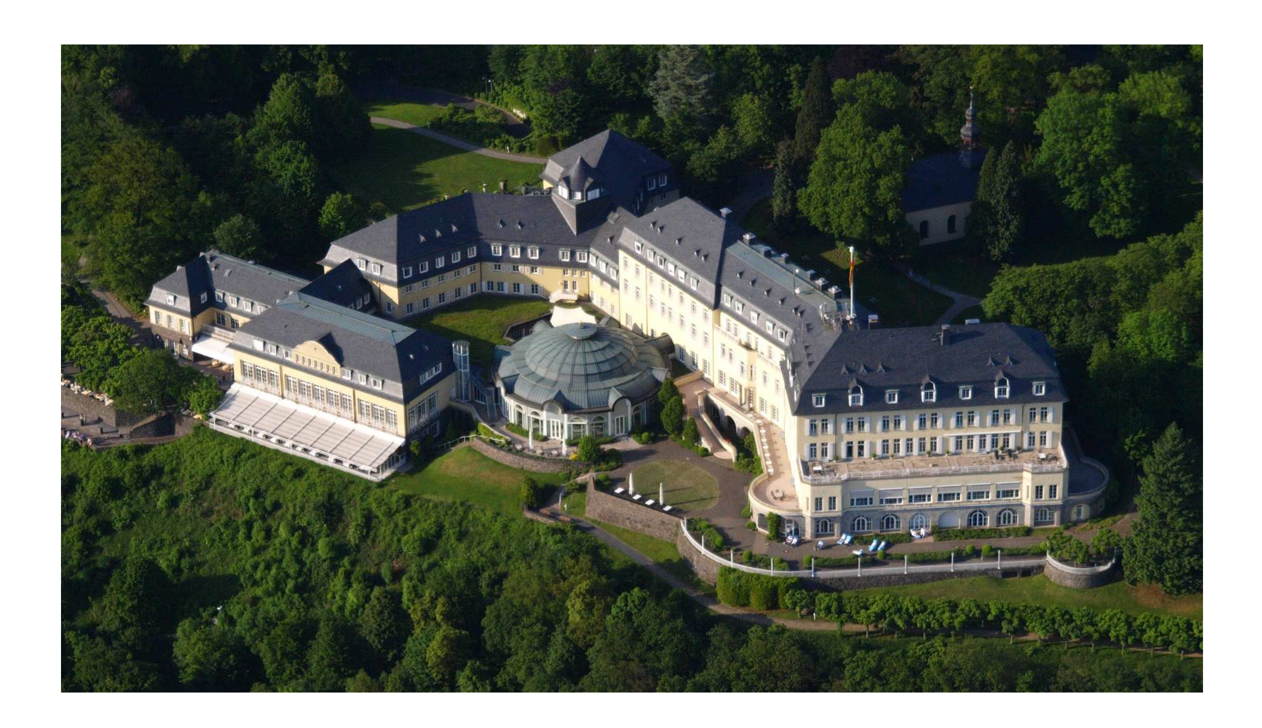


Figure 27 – Bundesgästehaus am Petersberg

De la même manière, la résidence de l'ambassadeur allemand à Washington, conçue par l'architecte allemand Oswald M. Ungers et terminée en 1994[1], témoigne d'une nouvelle conception architecturale de la représentation, envoyant un signal de « confiance et de pouvoir » dans un contexte favorisant l'affaiblissement de la mémoire historique : « Die Distanz zur 'Stunde Null' wächst, die in Bonn von Behnisch noch ein letztes Mal leichthändig inszeniert worden war. Zugleich erlebte die Bundesrepublik den zweiten grossen Generationswechsel nach 1945[2] ».

[1] Voir UNGERS, Oswald M. *Deutsche Botschaft in Washington : Neubau der Residenz* Stuttgart: Hatje, 1995, 75 p.

[2] « La distance avec l'heure zéro, qui avait été mise en scène une dernière fois à Bonn par Behnisch, grandit. En même temps, la République fédérale est en train de vivre son deuxième grand changement de génération après 1945. » WEFING. Abschied vom Glashaus. op. cit., p. 150.



Figure 28 - Résidence de l'ambassadeur allemand à Wahshington D.C.

Alors que le style architectural de Bonn avait signifié l'arrivée de la jeune République fédérale dans la démocratie, contribuant à la naissance d'un style architectural dit « démocratique », les débats et polémiques autour de l'architecture et autour de la reconstruction de la nouvelle-ancienne capitale s'affranchissaient de ces mêmes références pour renouer avec une histoire architecturale plus ancienne – et moins démocratique.

B - Berlin, ou comment exprimer le retour à la « normalité » à travers l'architecture ?

> Die „Berliner Republik", das vielumwisperte neue Gehäuse der Nation, nimmt vorerst nur in ihren Bauwerken Gestalt an. Ihr Selbstverständnis ist noch verschwommen, ihre Symbole – Flagge, Hymne, Wappen – sind die des alten Bonner Teilstaats. Allein die Hauptstadtbauten deuten an, dass sich etwas ändert[1].

> Jetzt, da wir die Chance haben, eine neue Hauptstadt zu bauen, wäre es ein Fehler, nicht auch Zuversicht und Selbstvertrauen zu demonstrieren. (...) Es handelt sich um die Befreiung von all den Lasten, die der Architekturdebatte aufgebürdet wurden, einschliesslich der Fiktion einer „demokratischen Architektur[2]'.

La décision du parlement allemand de transférer la capitale fédérale de Bonn à Berlin signifiait une nouvelle rupture. Rupture, cette fois-ci, avec l'architecture « démocratique » de Bonn : « Wie sich die Bundesregierung und Bundestag in Berlin niedergelassen haben, lässt sich zu einem wichtigen Teil als Versuch erklären, das oft als Last empfundene politisch-ästhetische Programm der Hauptstadt am Rhein zu überwinden[3] ». Le retour à l'ancienne capitale allemande impliquait la réutilisation de bâtiments qui, auparavant, avaient été considérés comme l'expression de l'architecture « non-démocratique » et donc la réutilisation de constructions « monumentales » qui, pour certaines, avaient été construites par et pour le régime national-socialiste et sa représentation.

Ce transfert, effectué sur la base d'une continuité constitutionnelle avec la « République de Bonn », mais guidé par la volonté de changement décrite ci-dessus, rendait donc nécessaire une réinterprétation de l'architecture « non-démocratique » berlinoise qui allait héberger, à côté des nouvelles constructions prévues, les institutions fédérales et les ministères. La question était de savoir si l'architecture démocratique et ses principes allait survivre ou s'il

---

[1] « La 'République de Berlin', la nouvelle coquille tant discutée de la nation, ne prend pour l'instant forme que dans ses bâtiments. Sa conception de soi est encore vague, ses symboles – drapeau, hymne, blason – sont ceux de l'ancienne République. Seules les constructions dans la capitale indiquent que quelque chose change. » WEFING. Abschied vom Glashaus. op. cit., p. 138.

[2] « Maintenant que nous avons la possibilité de construire une nouvelle capitale, ce serait une erreur de ne pas faire preuve d'assurance et de confiance. (…) Il s'agit de la libération de tous les poids qui ont été imposés au débat architectural, y compris la fiction d'une 'architecture démocratique'. » Helmut Kleine-Kraneburg (architecte du nouveau bureau de la présidence allemande), cité dans WEFING. « Republikanische Lockerungsübungen. », art. cit., p. 29.

[3] « La manière dont le gouvernement et le parlement se sont installés à Berlin peut, en grande partie, être considérée comme une tentative de s'affranchir du programme politico-esthétique souvent ressenti comme un poids de la capitale sur les bords du Rhin. » GUERRA, Max Welch. "Politische Macht am Spreebogen."Ibid. 34-35 (2001): 3-6, p. 3.

s'agirait d'une réappropriation de l'ancienne idée de « puissance » que la première avait bannie à travers les nouvelles constructions inspirées du principe de transparence.

La « représentation étatique architecturale » fut repensée intégralement après 1991. Positivement, le « retour dans le passé » pouvait être interprété ainsi :

> Die preisgekrönten Entwürfe und ausgeführten Berliner Bauten verbindet kein heikler Wille zur Macht, sondern lediglich eine neue Unbefangenheit gegenüber der Vergangenheit. Zum ersten Mal seit 1945 trauen sich Baumeister und Bauherren wieder steingewordene Geschichte nicht mehr nur zu leugnen, sie hinter Gips zu verstecken oder gar abzureissen. Sie unterscheiden vielmehr, gewiss gelegentlich ein wenig forsch und selbstherrlich, zwischen guter und schlechter Architektur, statt Pfeilerreihen und Portiei rundweg zu verdammen. Das Verhältnis der Gegenwart zur übrigen Zeit, das ist der Kern der Veränderungen, hat sich gewandelt[1].

Ce qui a changé fondamentalement, comme nous l'avons montré ci-dessus, c'est la conception de la relation entre passé et présent et la perception du premier. Les attentes envers le futur semblent avoir été bouleversées de manière fondamentale : « Die Zukunft ist kein Fluchtpunkt, die Vergangenheit kein Tabu mehr[2] ». Une interprétation naïve du passé (*Unbefangenheit*) – aussi bien historique qu'architecturale – pouvait commencer à s'instaurer grâce au contexte global. La *Bewältigung der Vergangenheitsbewältigung* permettait désormais d'utiliser d'autres catégories et langages architecturaux, voire de (re-)transformer le sens des premières. Architecturalement parlant, il s'agissait davantage d'une *Vergangenheitsbewahrung* (maintien du passé) par l'intégration d'éléments architecturaux et stylistiques historiques dans les nouvelles conceptions architecturales ou la transformation de bâtiments existants (comme le futur bâtiment du Ministère des Affaires étrangers dans la Wilhelmstrasse).

Il est intéressant de noter que les mêmes catégories analytiques sont employées par les commentateurs pour décrire Berlin et Bonn : 'ouverture', 'simplicité', 'hauteur' et 'ordre rigide/rigidité'. La continuité ainsi construite permet de renouer avec le style architectural de Bonn dans la description, tout en retournant dans une histoire dont la ville rhénane avait tenté

---

[1] « Les projets primés et les constructions réalisées à Berlin ne sont pas liés par une volonté dangereuse de pouvoir mais, au contraire, par une nouvelle naïveté d'esprit vis-à-vis du passé. Pour la première fois depuis 1945, architectes et maîtres d'ouvrage osent ne pas renier l'histoire devenue pierre, osent ne pas la cacher derrière du plâtre ou la démolir. Ils arbitrent plutôt entre une bonne et une mauvaise architecture – certes de manière un peu énergique et souveraine parfois – au lieu de refuser catégoriquement piliers et portiques. La relation du présent au passé, et cœur des changements, s'est transformée. » WEFING. Abschied vom Glashaus. op. cit., p. 153.

[2] « L'avenir n'est plus un point de fuite, le passé n'est plus un tabou. » *Ibid*.

de s'émanciper. Il s'agit d'une revalorisation d'éléments jadis décriés pour leur caractère « antidémocratique ». Un renversement de sens a lieu dans la mesure où les catégories connotées négativement auparavant sont intégrées dans un discours « normalisateur ».

Les termes utilisés pour louer l'architecture « démocratique » – une architecture transparente et moderne – le sont désormais également pour penser le renouveau architectural à Berlin. Un renouveau qui se fait, en grande partie, sur la base de l'ancien, sur la base de ce que la République de Bonn avait tenté de déconstruire par l'« architecture démocratique ».

1) Les transformations des codes architecturaux

> Es klingt banal, aber Steine werden dadurch politisch, dass ihnen politische Bedeutsamkeit – explizit oder implizit, phrasenhaft oder subtil – zugewiesen wird. Allerdings muss diese Bedeutung nicht zwangsläufig sein, sie kann auch willkürlich, durch den zeitgenössischen Verwendungskontext entstehen. Die Zuweisung von Bedeutung trägt häufig den Charakter eines Zirkelschlusses, weil die scheinbar materialimmanenten politischen und gesellschaftlichen Konnotationen Produkte interessengeleiteter Strategien sind : Obwohl dabei von objektiven Eigenschaften und Faktoren ausgegangen wird (…) ist ihr Kern oft genug ideologischer Natur wie beispielsweise die Gleichsetzung eines Findlings oder Granitblocks mit Heimat[1].

Avant de présenter le cas du *Reichstag*, l'exemple le plus frappant de cette transformation et qui a souvent été interprété comme prototypique des transformations identitaires allemandes, les catégories mentionnées ci-dessus seront rapidement présentées dans leur nouvelle interprétation.

a) Ouverture

L'idéal d'ouverture qui avait été fondamental pour l'architecture aux bords du Rhin, est maintenu afin de garantir une continuité de l'idéal démocratique. Ainsi, la coupole du *Reichstag* conçue par Sir Norman Foster combine deux éléments classiques de l'architecture « démocratique » : la construction en verre et, surtout, son accessibilité. Le citoyen est placé en hauteur, au-dessus de l'institution politique : « Künftig wird jedermann von einer Plattform

[1] « Cela peut paraître banal, mais les pierres deviennent politiques quand on leur confère – de manière explicite ou implicite, par la parole ou de manière subtile – une importance politique. Néanmoins, cette signification n'est pas obligatoire, elle peut aussi naître de manière arbitraire, à travers le contexte contemporain de son utilisation. L'assignation de sens se fait souvent sous forme d'une pensée circulaire, car les connotations politiques et sociales prétendument liées au matériau sont le produit de stratégies orientées : Même si l'on part de caractéristiques et facteurs objectifs (…) leur coeur est le plus souvent de nature idéologique, comme l'identification d'un bloc erratique ou d'un bloc de granit avec la patrie. » FUHRMEISTER, Christian. *Beton, Klinker, Granit, Material, Macht, Politik. Eine Materialikonographie*. Berlin: Verlag Bauwesen, 2001, p. 182.

in der 30 Meter hohen gläsernen Kuppel nach allen Seiten die Hautpstadt und die Regierungsgebäude in der Umgebung des Reichstags überblicken können[1] ». L'installation de la coupole n'offre pas seulement la possibilité aux visiteurs – citoyens – d'admirer la vue du centre de Berlin, mais les place également au-dessus de la salle plénière. Ainsi, symboliquement le citoyen est placé au-dessus des parlementaires, pouvant les observer et – de manière symbolique – les surveiller. L'ouverture ne se fait ainsi plus par les côtés – des façades en verre comme dans le *Bundeshaus* à Bonn – mais par le haut.



Figure 29 - Atrium du Ministère des Affaires étrangères

[1] « A l'avenir, tout le monde pourra avoir une vision d'ensemble de la capitale et des bâtiments gouvernementaux aux alentours du Reichstag à partir d'une plateforme dans la coupole qui fera 30 mètres de haut. »NEIDE, Leonhardt. "Künftige Reichstagskuppel von jedermann zu begehen." *Sächsische Zeitung* du 09.05.1995.



Figure 30 - Façade du Ministère des Affaires étrangères

La même ouverture est caractéristique du nouvel immeuble du Ministère des Affaires Etrangères dont la structure témoigne d'une certaine volonté d'ouverture. Celle-ci est rendue possible par la présence d'un café ouvert au public et d'une salle d'exposition dans l'immeuble[1].

De même, la Chancellerie, à quelques mètres du *Reichstag*, permet au citoyen de voir l'intérieur, notamment en raison de la baie vitrée de la salle de conférences au rez-de-chaussée. L'ouverture reste néanmoins relative, la partie vitrée étant à plusieurs dizaines de mètres derrière une clôture en métal.

[1] Le Ministère des Affaires étrangères allemand occupe désormais l'ancien bâtiment de la *Reichsbank* érigé entre 1934 et 1940. Entre 1993 et 1997, l'ancienne *Reichsbank* a été réaménagée en suivant les plans de Thomas Müller et Ivan Reimann. Voir WILDEROTTER, Hans (dir.). *Das Haus am Werderschen Markt : von der Reichsbank zum Auswärtigen Amt*. Berlin: Jovis, 2002, 304 p.



Figure 31 - Façade entrée de la nouvelle Chancellerie

Les lieux du pouvoir ne sont donc plus – visuellement – fermés mais permettent le regard citoyen et même l'accès. Certes, l'accès à ces lieux reste limité mais l'idéal d'ouverture de l'architecture démocratique est maintenu dans le nouveau contexte architectural.

b) Simplicité

Ces nouvelles constructions traduisent aussi un idéal de simplicité. Le *Bundespräsidialamt*, (Bureau de la Présidence allemande) construit entre 1996 et 1998 et appelé le *Präsidentenei* (l'œuf présidentiel) par la population berlinoise, a été loué pour sa « simplicité élémentaire[1] ». Reprenant les codes architecturaux de l'architecture moderne et évitant les mouvements déconstructivistes, l'office du président allemand est construit en pierres noires polies, en forme d'ellipse. La façade stricte est ouverte par une série de fenêtres et sans aucune décoration (mis à part le motif géométrique et régulier des ouvertures que représentent les fenêtres). La simplicité se retrouve également à l'intérieur où dominent le blanc et la ligne droite. Pourtant, cette simplicité est assez hostile : la forme et la façade brillante « ferment » le bâtiment (donc contraire à l'idée d'ouverture), renvoyant le regard de l'extérieur sur lui-même et n'offrant aucune ouverture permettant l'entrée. Les ouvertures ressemblent davantage à des meurtrières, soulignant l'impression d'une forteresse fermée. Une impression renforcée par la couleur sombre du bâtiment.

[1] SPEICHER, Stephan. "Zarte Reize." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 24.10.1994.



Figure 32 – Bundespräsidialamt à Berlin

Néanmoins, le *Präsidentenei*, est clairement considéré comme novateur dans son style : « Ein solches Haus wäre damals, in der rheinischen Republik niemals gebaut worden. Es hätte Abwehrreflexe gegen Symmetrie, Ideal und grosse Gesten stimuliert[1] ». Un tel constat souligne que le transfert de Bonn à Berlin a contribué, comme les débats analysés ci-dessus le montrent, à créer un contexte favorable à la réutilisation de codes architecturaux qui, tout en pouvant être décrits par les mêmes termes que l'architecture démocratique, faisaient évoluer l'interprétation de l'architecture du pouvoir.

c) Hauteur

Une rupture assez nette est opérée au niveau de la catégorie « hauteur » en réintroduisant un style architectural qui avait été absent à Bonn (plutôt caractérisé par la hauteur limitée) et reflétant ainsi le « profil bas » de la RFA. Le *Reichstag* réaménagé par Sir Norman Foster est considéré positivement en raison de ses dimensions et le bâtiment pourrait se révéler plus adapté aux conditions politiques espérées, notamment dans le domaine de la politique étrangère : « Der Reichstag könnte geeigneter sein als das Bonner Bundeshaus über

---

[1] « Une telle maison n'aurait jamais été construite à l'époque de la République rhénane qui nous semble déjà si lointaine. Elle aurait suscité des réactions contre la symétrie, l'idéal et les grands gestes. » WELFING, Heinrich. "Für die relative Ewigkeit."Ibid. du 16.10.1998.

Krieg und Frieden zu debattieren, Staatsbegräbnisse abzuhalten oder Orden zu verleihen[1] ». Ainsi, le lieu donnerait de la hauteur (symbolique) à la politique.

L'idée d'offrir aux citoyens une domination par le haut avec la coupole en verre se trouve renversée dans la réalisation de la nouvelle chancellerie, dont la hauteur est présentée comme un « affût perché (*Hochsitz*) » à partir duquel le pouvoir exécutif peut guider le pays sans prendre en compte la volonté du peuple. Ici et selon le bâtiment en question, est opérée une inversion de la relation « démocratique » – « non-démocratique ». La hauteur, tant décriée à Bonn, à laquelle se trouve la coupole du *Reichstag* devient le symbole d'une puissance positive exercée par le peuple – ou plutôt par son dirigeant, le chancelier qui occupe « l'affût perché ». Puissance dont la République de Berlin compte se doter, reflétant l'importance regagnée de l'Allemagne unifiée.

En revanche, la position dominante des bureaux en hauteur de la nouvelle chancellerie – construite sur ordre d'Helmut Kohl (qui avait tiré profit de sa capacité, en tant que chancelier, à prendre une décision concernant la construction sans avoir à consulter le parlement) et ressemblant à la cabine de navigation d'un bateau ou à un sphinx – est, dans un premier temps, ressentie comme une menace de l'ordre démocratique[2]. Malgré l'ouverture de la façade par des baies vitrées décrite ci-dessus, la masse imposante du bâtiment, en combinaison avec la hauteur du « poste de commandement », renforce l'impression d'une domination de représentés par les représentants. Cette hauteur avait été absente dans l'ancien *Bundeskanzleramt* à Bonn que, par ailleurs, le chancelier Helmut Schmidt avait décrit comme ayant « le charme d'une caisse d'épargne ».

---

[1] « Le Reichstag pourrait être plus adapté que la maison fédérale de Bonn pour débattre de la guerre et de la paix, pour organiser des obsèques nationales ou pour distribuer des médailles. » WELFING, Heinrich. "Unter der Glashaube." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 19.04.1999.

[2] L'ancienne chancellerie à Bonn, construite entre 1974 et 1976 et remplaçant le palais Schaumburg (construit entre 1858 et 1860 et rénové par Hans Schwippert en 1950), est un bâtiment de trois étages, architecturalement simple et qui ne fait pas ressortir l'importance de l'occupant pour la politique fédérale.



Figure 33 - Bundeskanzleramt à Bonn



Figure 34 - Bundeskanzleramt à Berlin

Par ailleurs, lors des polémiques autour de la rénovation urbaine et de la redéfinition de l'urbanisme berlinois après la Chute du Mur, la question de la hauteur était un enjeu central. S'opposaient, d'un côté, ceux en faveur d'un retour à l'architecture berlinoise classique, limitant la hauteur des constructions à 30 mètres, favorisant la régularité des façades et retournant à l'idée de grands blocs rectangulaires autour d'une cour centrale et ceux, d'un autre côté, qui considéraient le style berlinois – la construction en carré, reproduisant un schéma régulier dans les trois dimensions – obsolète et plaidaient, en conséquence, pour une destructuration de l'espace urbain sur la base d'une architecture postmoderne, jouant notamment sur l'irrégularité dans la hauteur. Le Potsdamer Platz et la construction du Sony

Center, à quelques pas du Reichstag, est un exemple de cette approche combinant hauteurs différentes et hétérogénéité de styles.

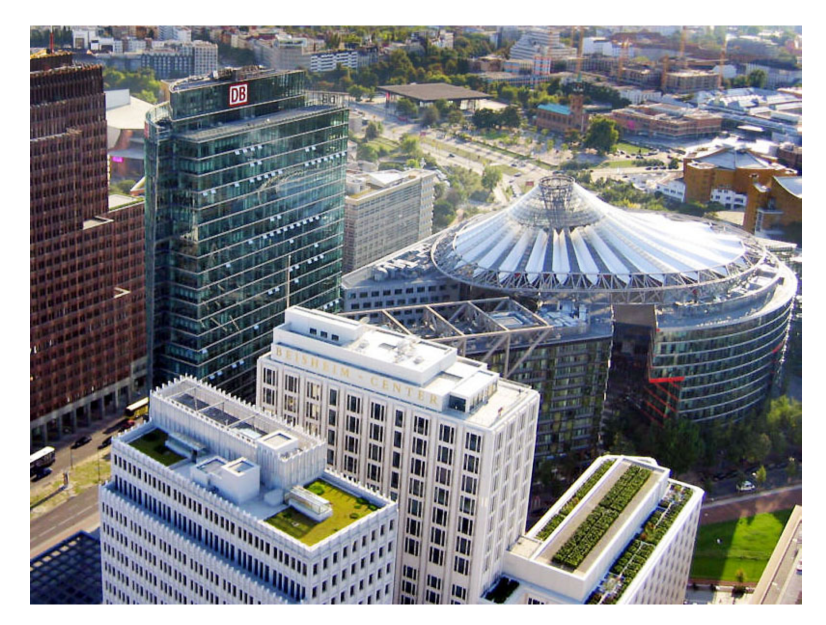


Figure 35 - Vue aérienne du Sony Center

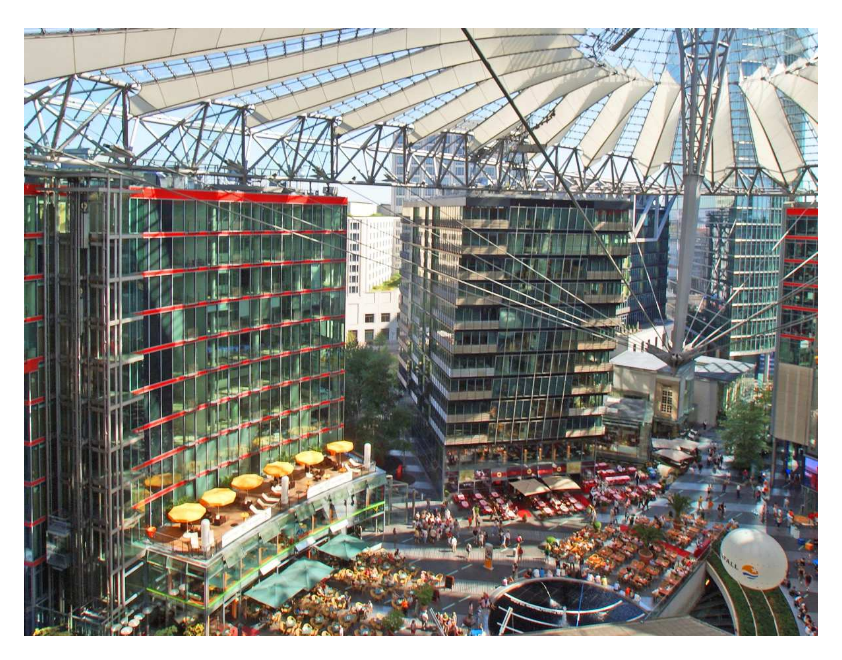


Figure 36 - Vue intérieur du Sony Center

d) Ordre et rigidité

Une seconde rupture est opérée par la réappropriation des catégories 'ordre' et 'rigidité' qui, désormais, sont positivement connotées. Le *Präsidialamt* et la chancellerie dont l'architecture reflète une volonté de centralisation du pouvoir en témoignent. La spontanéité et

le mouvement de l'architecture de Bonn semblent avoir été abandonnés en faveur des lignes droites, d'une architecture captivant le regard – contrairement à celle de Bonn pour lequel le seul repos du regard se trouvait dans « le lit tranquille du Rhin ».

Le maintien d'une architecture « démocratique » dans le cadre de la réutilisation de constructions auparavant caractérisées comme étant « non-démocratiques » s'est fait en opérant un syncrétisme au niveau architectural. D'anciens éléments, l'idéal démocratique et le renouveau identitaire allemand sont combinés. De cette manière, des connotations restauratrices peuvent se trouver neutralisées et modifiées pour créer un style qui puise ostensiblement dans des codes architecturaux auparavant historiquement connotés. En conséquence, cela permet une utilisation de bâtiments historiquement chargés, tels le *Reichstag* ou le *Reichsbankgebäude* par des institutions du système politique démocratique. Le plus souvent, des bâtiments anciens ont été transformés et de nouvelles constructions placées à leur côté, celles-ci se référant clairement à l'ouverture « démocratique ».

Johanna Caborn, propose deux nouvelles catégories pour décrire la nouvelle architecture berlinoise : 'représentativité' et 'flegme' (*Gelassenheit*). Selon l'auteur, le terme 'dignité' permet de penser ces deux termes ensemble[1]. L'architecture devient représentative aussi bien d'une nouvelle conscience identitaire du pays que d'une nouvelle vision de la démocratie et du pouvoir. Cette réinterprétation est accompagnée de l'assurance que l'évolution – la « normalisation » – ne sera pas amenée à mettre en danger la démocratie et l'héritage démocratique constitué à Bonn. Au contraire, elle inspirerait davantage la confiance en soulignant et en renforçant la capacité de l'État à diriger et représenter « dignement » les intérêts du peuple allemand sans retomber dans les excès du passé.

En liant ces deux termes, il devient possible de combiner l'analyse de la structure architecturale de la République de Berlin avec les transformations de l'autoperception de l'Allemagne unifiée telles qu'elles ont été décrites ci-dessus.

En effet, se détournant de l'idéal politique de la modestie de Bonn, la 'dignité' accompagne l'argumentation en faveur de nouvelles approches architecturales. La 'représentativité' n'est ni compatible avec l'idée de la retenue ni avec celle de la monumentalité puisqu'elle implique celle de la dignité. La confiance en soi regagnée, la « nouvelle » assurance nationale dont la nouvelle génération de dirigeants politiques veut

[1] CABORN. *Schleichende Wende*, op. cit., pp. 184-188.

doter l'Allemagne post-unificatrice est un des facteurs qui contribuent à la refonte et à la réinterprétation des styles architecturaux préexistants.

Dans cette vision, à Berlin, la démocratie et sa représentation devraient sortir de l'ombre dans laquelle elles s'étaient elles-même placées. Il conviendrait désormais à l'État et à la nation qu'il représente de se montrer, d'être « digne » du représenté : le peuple allemand qui, tout en ayant tiré les leçons du passé, est devenu une des nations les plus influentes de l'Europe – et, économiquement, du monde. L'architecture des lieux de pouvoir peut donc réutiliser des codes de grandeur, constituer des bâtisses disposant d'un aspect extérieur imposant afin de souligner la force politique et économique.

La dignité « retrouvée » se traduit également par, et parallèlement à un renouveau architectural dans les années 1990 au niveau mondial : une architecture dite « cool » ou noble, reflétant la sérénité aussi bien dans les formes que dans les matériaux utilisés[1]. Ainsi, la pierre, jadis considérée comme matériau « non-démocratique » est, de nouveau, massivement utilisée sous toutes ses formes, comme, à titre d'exemple, le granit noir poli du *Präsidentenei* et la pierre grise et blanche du *Reichstag*. Ce sont des matériaux « cools (*froids*) », lisses qui rétablissent une frontière entre les détenteurs du pouvoir et le peuple gouverné.

L'architecture reflète désormais la puissance du pouvoir. Un pouvoir que le *demokratisches Bauen* avait placé entre les mains des représentés et qui, depuis, est retourné entre les mains des représentants (comme en témoigne l'initiative d'Helmut Kohl de faire usage du droit de prise de décision concernant la construction de la nouvelle Chancellerie malgré les vives critiques du projet architectural). Au-delà de cette séparation, la 'noblesse' et la 'dignité' qu'inspirent ces matériaux permettent de souligner le « renouveau » de l'Allemagne et le fait d'assumer sa nouvelle position dominante en Europe.

Cette dignité est accompagnée d'un certain 'flegme' qui, à son tour, est censé refléter une attitude 'posée' du pays unifié, contrastant avec les exagérations du passé. Le pays, « calmé » et « posé » par la stabilité de son existence démocratique, peut se permettre de construire une capitale dans laquelle la monumentalité de l'architecture ne contredit pas l'idéal et les ambitions démocratiques. Il devient possible de quitter la posture d'auto-défense vis-à-vis de l'histoire totalitaire du pays et de mettre un terme à la retenue architecturale de la

[1] JODIDO, Philip. *New forms: architecture in the 1990s*. Hamburg: Taschen, 2001, 240 p.

République de Bonn. Ainsi, le flegme permet de désamorcer la potentielle dangerosité d'une architecture imposante et froide.

Heinrich Welfing met cela en évidence quand il écrit : « Spätestens seit dem Mauerfall begann die Erinnerung an die nationalsozialistische Überwältigungsarchitektur zu verblassen, gegen die in der rheinischen Republik 40 Jahre lang angebaut wurde[1] ». Le calme et la sérénité affichés par rapport au passé sont très probablement également la conséquence de l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération d'hommes politiques qui, ayant été socialisés dans une démocratie fonctionnant sans difficultés majeurs depuis 1945, peuvent afficher une telle assurance sur la base de l'héritage démocratique de Bonn.

2) Chancellerie et Reichstag : deux lieux symboliques

La présentation de deux projets clés, la nouvelle chancellerie et la réhabilitation du *Reichstag*, permettra de faire ressortir les tensions décrites ci-dessus entre la puissance retrouvée et le maintien des acquis de Bonn dans le contexte et le processus de la construction de la nouvelle capitale.

a) La chancellerie : un lieu d'équilibre

Axel Schultes, l'architecte de la nouvelle chancellerie, dont Helmut Kohl avait décidé la construction et qui a été inaugurée en mai 2001[2], a clairement décrit les éléments d'une « nouvelle » identité véhiculés par sa construction :

> (E)ine Befreiung (…) besonderer Art hatten die Architekten dabei im Sinn: die Leichtigkeit des Seins zu behaupten gegen allzu Deutschen – und Berlinische – Tektonik und Teutonik, der notwendigen Statik eines großen Hauses Dynamik, Fortschreiten abzuringen, ein Quentchen Aufbruch einzuhauchen. (…) Aber eins ist uns dabei klar: die von uns zeichenhaft betonte Präsenz des Amtes wird bei einigen feinnervigen Geistern auf ein 'geschichtsfrustriertes Lebensgefühl' treffen, das mit den Bauten des Bundes in Berlin einen unscheinbare, eine bescheidende Artikulation, ein in Bonn eingeübtes understatement fortschreiben will. Die Angst vor dem Großen die so teuer erlittene, schon zum Instinkt

[1] « Au plus tard avec la Chute du Mur, la mémoire de l'architecture monumentale nazie s'estompait ; une architecture contre laquelle on avait construit durant les 40 ans de l'existence de la République rhénane. » WEFING. « Republikanische Lockerungsübungen. », art. cit., p. 29.

[2] A l'issue du concours, deux premiers prix avaient été retenus, celui de Schultes et un autre des architectes Torsten Krüger, Christiane Schuberth et Bertram Vandreike. Ces derniers avaient proposé une construction faisant très clairement référence à l'esthétique architecturale pré-1945 en intégrant des colonnes, de grands axes et des symétries. Afin de décider, Helmut Kohl instaura un comité de réflexion dans lequel n'était intégré aucun membre de l'opposition. Voir GUERRA. « Politische Macht am Spreebogen. », art. cit., p. 4. Pour une présentation détaillée du nouveau *Bundeskanzleramt*, voir REDECKE, Sebastian. "Auf der Bühne der Politik : das Bundeskanzleramt in Berlin." Bauwelt 92 (2001): 18-34.

> gewordene Erfahrung dieses Jahrhunderts, diese Verkrampfung der besonderen deutschen Art, verschiebt Maßstäbe, verdirbt den Blick für das Angemessene, für die Proportionen; und übt allzu oft, sozusagen vorsichtshalber, den Schulterschluss mit der Angst vor dem Neuen.[1]

Ce bâtiment exprime une « fin de l'histoire » dans le sens d'une rupture architecturale, mais son rôle est également de refléter et renforcer le pouvoir et la richesse de la « nouvelle » Allemagne[2]. La décision d'Helmut Kohl d'opter pour la construction proposée par Schultes devait donc souligner une image de l'Allemagne exprimant « confidence, modesty and dignity[3] ». L'architecture politique berlinoise repensée devait devenir la carte de visite de la « nouvelle » Allemagne.

En choisissant le projet de Schultes, Helmut Kohl avait visiblement espéré que Berlin allait, à long terme, exercer une influence croissante sur le climat politique et identitaire en Allemagne et en Europe : « Deshalb muss (Berlin) eine kulturelle Hochburg sein mit einem freundlichen, lebensfrohen Ambiente. Licht, Transparenz, Offenheit drücken sich sinnbildlich in der modernen Architektur des Kanzleramts aus[4] ». Les idées essentielles du *demokratisches Bauen* – « lumière, transparence, ouverture » – sont combinées avec la volonté d'afficher le « nouveau » statut du pays. De cette manière, l'architecture démocratique évolue vers une architecture du pouvoir et de la puissance, mouvement décrit ci-dessus.

---

[1] « Les architectes avaient alors une libération particulière ne tête : défendre la légèreté de l'être contre la tectonique et teutonie trop allemand – et berlinoise – et d'extraire de la nécessaire statique d'une grande maison de la dynamique et de l'avancement (…). Mais nous sommes conscients d'une chose : la présence de la fonction que nous avons soulignée symboliquement sera confrontée à l'attitude historique frustrée des esprits sensibles qui voudrait perpétuer, dans les bâtiments fédéraux à Berlin, une articulation discrète et modeste, un *understatement* pratiqué à Bonn. La peur de la grandeur, l'expérience si douloureuse, devenue instinct, de ce siècle, cette crispation si particulièrement allemande, déplace des références, ne permet pas de reconnaître ce qui est approprié ni les proportions et s'uni trop souvent, par précaution, avec la peur de la nouveauté. » https://www.schultesfrank.de/portfolio_page/bundeskanzleramt-berlin/ (consulté le 23.12.2021).

[2] Voir MARCUSE, Peter. "Reflections on Berlin : the meaning of construction and construction of meaning." International Journal of Urban and Regional Research 22.2 (1998): 331-338, p. 335.

[3] WISE, Michael Z. *Capital dilemma : Germany's search for a new architecture of democracy*. New York: Princeton Architectural Press, 1998, 190 p., p. 72.

[4] « C'est pour cette raison que (Berlin) doit être un bastion culturel avec une ambiance chaleureuse et gaie. Lumière, transparence, ouverture s'expriment symboliquement dans l'architecture moderne de la chancellerie. » . "'Das ist das Kanzleramt und nicht ein Landratsamt', Gespräch mit dem Bundeskanzler a.D Helmut Kohl." Baumeister 98 (2001), p. 57. Cité dans WILHELM, Karin. "'Demokratie als Bauherr' : Überlegungen zum Charakter der Berliner politischen Repräsentationsbauten." Aus Politik und Zeitgeschichte 34-35 (2001): 7-15, p. 11.

Dans ce sens, le *Band des Bundes*[1], le complexe architectural unissant la nouvelle chancellerie, le complexe parlementaire et le parlement dans la boucle de la Spree, doit remplir deux fonctions.

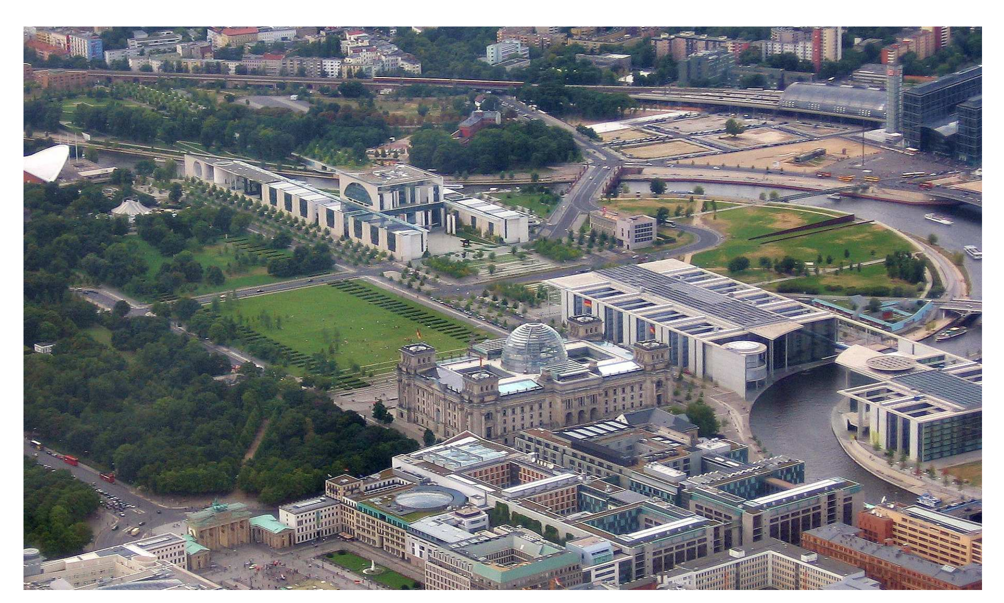


Figure 37 - Vue aérienne de la nouvelle Chancellerie, du Reichstag et du Band des Bundes



Figure 38 - Vue de l'intégralité de la façade de la nouvelle Chancellerie

[1] Le *Band des Bundes*, situé sur un axe est-ouest était conçu en opposition à l'axe nord-sud conçu par Albert Speer dans son projet pour la nouvelle capitale de l'Allemagne national-socialiste, *Germania*. Selon le concept proposé par Axel Schultes, le *Band* devrait comporter (d'Ouest en Est) le parc de la chancellerie, la chancellerie, le Paul-Löbe-Haus (bureaux des parlementaires), l'Elisabeth-Lüders-Haus (bibliothèque et archives du parlement) et le *Bürgerforum.* Ce dernier n'est pas encore réalisé et ne le sera probablement pas. L'axe prévu par Speer, long de 40 km allant d'une nouvelle gare au nord de Berlin, à Moabit, au sud, à Tempelhof, devait servir d'axe principal, sur lequel seraient situés un gigantesque Arc de triomphe en mémoire des soldats tombés durant la Première et la Seconde Guerre mondiale ainsi que la « Ruhmeshalle », un peu au nord du Reichstag. Voir REICHHARDT, Hans Joachim / SCHÄCHE, Wolfgang. *Von Berlin nach Germania : über die Zerstörungen der Reichshauptstadt durch Albert Speers Neugestaltungsplanungen*. Berlin: s.n., 1985, 112 p. Selon Helmut Kohl, le nouvel axe est-ouest était un élément complémentaire dans l'effort des deux Allemagne en direction de l'unification intérieure, un symbole de l'unité allemande ; voir GUERRA. « Politische Macht am Spreebogen. », art. cit., p. 5.

D'abord, il doit garantir le bon fonctionnement de l'interaction entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif en rapprochant les deux géographiquement en un lieu symboliquement fort. Cette logique se retrouve ensuite dans le fait que cet ensemble – le centre de la République de Berlin – doit asseoir la légitimité de la ville comme capitale par la concentration des pouvoirs. Une concentration des pouvoirs dans un lieu davantage chargé de sens que les bords du Rhin à Bonn. Il s'agit de Berlin Mitte, nouveau district créé en 2001 et regroupant, autour du centre historique, les lieux les plus emblématiques de Berlin : la Porte de Brandebourg, l'allée Unter den Linden, la Humboldt Universität, l'Île aux Musées, la Tour de la télévision ainsi que le Sénat berlinois et le parlement de Berlin. Cette dynamique double signifiait « that the buildings had to be a reflection of the democratic traditions developed in Bonn over the past 40 years, but should also present a new dynamic face to the unified Germany[1] ».

Face à ce double-défi (centralisateur et identitaire), Axel Schultes décrit ses intentions concernant la mise à l'écart de la retenue politico-identitaire qui avait dominé dans l'« ancienne » République fédérale. L'ambition première de sa construction était de réaliser la présentation d'une conscience collective allemande à travers un bâtiment « individuel ». Il s'agit de faire en sorte « dass individueller Geist kollektive Bewusstseinsinhalte auszudrücken vermag[2] ». Reprenant cette formule d'Adolf Arndt, le père spirituel de l'architecture démocratique, Schultes l'adapte à la nouvelle situation.

La boucle de la Spree, hébergeant désormais les principales institutions politiques, suscite d'ailleurs chez l'architecte « une envie de grandeur » qui permettrait de sortir la « métropole qui n'en est pas une (*Möchtegern-Metropole*) » de sa peur de l'avenir et qui inciterait la République à « jouer cartes sur table ». Selon l'architecte, le langage architectural ne peut plus se cacher derrière le passé ni reprendre le *statu quo ante* de la République de Bonn. Il est temps, selon lui, que l'architecture politique reflète les réalités du pouvoir politique et, ainsi, la hauteur à laquelle se trouve le bureau central de la Chancellerie est le symbole de la solitude de la décision : « Da oben, wo kein Delegieren von

---

[1] GITTUS, Elizabeth J. "Berlin as a conduit for the creation of a German national identity at the end of the twentieth century." Space & Polity 6.1 (2002): 91-115, p. 105.

[2] « (Q)u'un esprit individuel soit capable d'exprimer une conscience collective. »SCHULTES, Axel. "Ich will einen Ort des Gleichgewichts." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 29.06.1995.

Bedeutungsträgerschaft mehr möglich ist, (…) muss aber auch mit seiner Physiognomie von einer breiten Öffentlichkeit erkannt und anerkannt werden können[1] ».

La nouvelle architecture devra ouvrir le chemin vers le 21ème siècle : « Der Anspruch, dem sich die Bauten im inneren Spreebogen stellen müssen, greift weit, hoffentlich weit ins neue Jahrtausend hinein. Jeder Bau, der dort keine eigene Sprache wagt oder hat, wird morgen schon wieder gestern sein[2] ». Les nouvelles constructions doivent véhiculer l'optimisme et l'euphorie qui caractérisent la jeune République berlinoise, exprimer ce nouvel esprit collectif rendu possible après l'unification. La nouvelle chancellerie devient l'expression de l'équilibre politique – entre Loi fondamentale et exigences politiques, entre présent et avenir – et ne pourra pas simuler un équilibre politique et moral préexistant qui, en réalité, est en constante redéfinition. Cet équilibre est aussi une synthèse des contrastes – « poids et vide, grossièreté et finesse, abondance et simplicité (*Masse und Leere, Grobes und Feines, Fülle und Schlichtheit*) » – afin d'éviter la « comédie de la tradition ». La nouvelle chancellerie devient ainsi « l'icône du déménagement (*Ikone des Umzugs*) », cristallisation de la transformation.

Le projet architectonique ne doit pas « das notwendig Selbstbewusste (…) mit dem Herrischen verwechseln, das Bildhafte nicht mit teutonischer Expression, Grosszügigkeit nicht mit triumphalischer Geste[3] ». Son projet s'oppose, selon l'architecte, à une « façon d'aborder l'existence frustrée par l'histoire (*geschichtsfrustriertes Lebensgefühl*) » qui avait caractérisé l'architecture et la politique à Bonn. Le bâtiment opposera un « signe de concentration » aux tendances de mouvements centrifuges de la société allemande. Ce processus d'aesthétisation de la politique rencontrera, selon les prévisions de Schultes, la résistance de ceux qui lui opposent la peur de la grandeur et du nouveau. Ces deux dernières sont, elles, l'expression de la « crispation à l'allemande ». Néanmoins, une jeune architecture dynamique tentera de mettre fin à « cette seniorité soporifique (*einschläfernde Seniorität*) » qui empêche le pays d'aller de l'avant.

---

[1] « (Cet endroit) là-haut, où il n'est plus possible de déléguer à d'autres porteurs de sens (…), doit être reconnaissable et reconnu par sa physionomie par le public. » *ibid.*,

[2] « L'exigence à laquelle ces bâtiments doivent se confronter aura, je l'espère, des effets sur le nouveau millénaire. Chaque édifice qui n'ose pas y exprimer son propre langage ou qui n'en a tout simplement pas, appartiendra, demain, au passé. » *Ibid.*

[3] « (C)onfondre la nécessaire confiance en soi avec l'arrogance, l'imagé avec l'expression teutonique, la générosité avec le geste triomphant ». *Ibid*.

Schulte propose donc de construire un édifice qui rompt clairement avec le code architectural de Bonn. Celui-ci est décrit comme – définitivement – dépassé et pas adapté aux nouvelles réalités politiques rendues possibles par le déménagement de la capitale à Berlin. Le concept qu'il y oppose est celui d'une architecture consciente du pouvoir qu'elle doit représenter – aussi bien au niveau de la prise de décision (la « solitude du pouvoir ») que de la relation représenté-représentant. Cette architecture contribue ainsi à la redéfinition d'un style politique en devenir en lui donnant une forme expressive, une scène sur laquelle il peut se déployer.

Le processus de prise de décision reflète l'idée essentielle de la proposition : Helmut Kohl avait finalement décidé tout seul du projet, laissant de côté les procédures décisionnelles collectives habituelles et établies dans le cadre du « demokratisches Bauen » et assumant ainsi le poids du « haut lieu solitaire » du pouvoir. Par conséquent, la nouvelle Chancellerie constitue un bon exemple de la réinterprétation du et de la politique par l'architecte qui, lui, peut penser et construire dans de nouvelles dimensions.

Ce déplacement des lignes du politiquement acceptable est renforcé par le fait que ce sera, finalement, Gerhard Schröder qui officiera le premier dans la nouvelle chancellerie. Schröder, un représentant de la nouvelle génération d'hommes politiques qui avait réussi sa « marche à travers les institutions[1] ».

Les critiques du projet de Schultes lui reprochaient – à travers le style de la chancellerie et malgré la proximité géographique avec le Reichstag – la création d'une opposition artificielle entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif par l'espace important entre la Chancellerie et les bureaux des parlementaires. Cette spatialité reflète, selon eux, l'importance grandissante que prend, dans les démocraties contemporaines, le pouvoir exécutif. La « déparlementarisation rampante » des sociétés démocratiques[2], dans le contexte d'un pouvoir d'*agenda-setting* croissant des médias, s'exprimerait très clairement dans l'architecture proposée par Schultes : « Der Rubikon ist überschritten (…) wenn die Normen der

[1] Le terme est emprunté à Rudi Dutschke, l'emblématique leader du mouvement estudiantin des années 1960 et fait référence aussi bien à l'intégration progressive des soixante-huitards dans le système politique et institutionnel qu'à l'influence qu'ils ont exercée sur celui-ci.

[2] Voir KIRCHHOF, Paul. Entparlamentarisierung der Demokratie ? *In* KAISER, André / ZITTEL, Thomas (dir.). *Demokratietheorie und Demokratieentwicklung : Festschrift für Peter Graf Kielmansegg*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2004, pp. 359-376. Le terme « déparlementarisation » fait référence au fait que de nombreuses décisions politiques fondamentales (« politische Weichenstellungen ») seraient désormais prises en-dehors du cadre parlementaire.

Demokratie aus dem Bewusstsein verschwinden. Führungs- und Fraktionseffizienz, Fraktionszwang und das Corporate-Identity-Marketing von Parteien in der Mediengesellschaft bedrohen die Substanz des demokratischen Parlamentarismus[1] ».

La distance « simplement infranchissable[2] » entre la chancellerie et le Paul-Löbe-Haus – le bâtiment abritant les bureaux des députés du Bundestag et partie intégrante du *Band des Bundes* – s'ajoute à la domination spatiale de la réalisation de Schultes dans laquelle le chancelier dominerait l'ensemble politique. Karin Wilhelm constate également que l'ouverture voulue par l'architecte n'est pas réussie :

> Ob mit oder ohne vorgelagertes „Forum des Volkes", ob nunmehr „dosierte Chancen auf Einblicke" oder „Signale der Offenheit", wie Axel Schultes feinsinnig bemerkt hat – das Verhältnis von architektonischem Darstellungsraum, wie es im Komplex des Bundeskanzleramtes erfahrbar ist, birgt einen beunruhigenden Hinweis auf den Zustand unserer Gesellschaft und das Prinzip der „Demokratie als Bauherr[3]".

Du point de vue des critiques du projet, l'idée même du *demokratisches Bauen* a été abrogée par le projet de la nouvelle Chancellerie, malgré les annonces de transparence. Puissance et pouvoir avaient pris une place plus importante que l'ouverture. L'exécutif avait repris la main sur le processus décisionnel en imposant une vision architecturale qui exprimait la dominance politique de la Chancellerie. Ainsi, un des acquis fondamentaux de la République de Bonn et significatif de la rupture avec le passé était abrogé. La polémique autour du *demokratisches Bauen* qui accompagna l'architecture de Schultes allait resurgir lors de la réhabilitation du *Reichstag* par Sir Norman Foster.

---

[1] « Le Rubicon est franchi (…) quand les normes démocratiques disparaissent des consciences. Efficacité du gouvernement et des fractions politiques, discipline de vote et marketing identitaire des partis politiques dans la société médiatique, tous ces éléments menacent la substance du parlementarisme démocratique. » HOFMANN, Gunter. "Das Haus vis-à-vis." *Die Zeit* 19 (2001).

[2] SCHLUSCHE, Günter. "Die Parlaments- und Regierungsbauten des Bundes im Kontext der Berliner Stadtentwicklung." Aus Politik und Zeitgeschichte 34-35 (2001): 16-24, p. 18.

[3] « Avec ou sans le « Forum du peuple », que ce soient des « aperçus contrôlés » ou des « signaux d'ouverture » comme Axel Schultes l'a dit de manière subtile – la relation entre l'espace d'expression architectural et l'espace surveillé d'action qui est réalisé avec la nouvelle chancellerie nous donne une indication inquiétante de l'état de notre société et du principe de la 'démocratie comme maître d'ouvrage'. » WILHELM. « 'Demokratie als Bauherr'. », art. cit., p. 15.

b) Le Reichstag : « un livre des mémoires allemandes[1] »

> Geradezu exemplarisch verbinden sich mit dem Wallot-Bau die Bilder und Alpträume des Jahrhunderts: Scheidemann am Fenster, die Republik ausrufend; die nationalsozialistische Machtergreifung im Feuersturm des Reichstagsbrandes, Krieg und Kapitulation, Ruinen und Rotarmisten, Schwarzmarkt und Teilung; Ernst Reuters „Ihr Völker der Welt, schaut auf diese Stadt"; und endlich, zum ganz unerwartet guten Schluss, der Fall der Mauer[2].

> Es ist dem Architekten Norman Foster gelungen, etwas vom Sympathischen der Bonner Regierungsarchitektur dem massiven Berliner Altbau zu implantieren. Gläserne Wände, die gläserne Decke mit der gläsernen Kuppel. All das lässt viel Naturlicht auf farbfreundliches Mobiliar und helle Stein fallen. Es entsteht eine Leichtigkeit, die keinen Gedanken aufkommen lässt an preußisch-protzige Repräsentation[3].

L'histoire du bâtiment du *Reichstag* est longue et complexe, témoignant des différentes périodes et époques des systèmes et régimes politiques allemands, des tensions entre démocratie et autocratie, des relations difficiles entre le pouvoir politique et le peuple. Il est devenu un lieu de mémoire allemand[4]. Construit entre 1884 et 1894 par l'architecte Paul Wallot, le Reichstag était conçu pour être aussi bien une référence à l'histoire allemande qu'à l'esprit démocratique allemand naissant durant la seconde moitié du 19ème siècle.

L'architecte avait initialement prévu que le bâtiment dépasse le palais des Hohenzollern en hauteur pour souligner la domination du peuple allemand en tant que *demos* et ainsi donner une dimension symbolique à la démocratie. Après la réaction outrée de Guillaume II, la hauteur de la coupole fut réajustée pour ne dépasser celle de la résidence de l'Empereur allemand. En raison de l'absence de ce qu'il appelait un « style national allemand[5] », Wallot

---

[1] WEFING. Abschied vom Glashaus. op. cit., p. 148.

[2] « Le bâtiment de Wallot est lié de manière exemplaire aux images et aux cauchemars du siècle : Scheidemann à la fenêtre, proclamant la République ; la prise du pouvoir par les nazis dans l'inferno de l'incendie du Reichstag ; guerre et capitulation, ruines et Armée rouge ; le marché noir et la division ; la proclamation d'Ernst Reuter « Peuples du monde, regardez cette ville » ; et, finalement et de manière inattendue et tout à fait heureuse, la Chute du Mur. » *Ibid.*, p. 140.

[3] « L'architecte Norman Foster a réussi à transférer des éléments sympathiques du style architectural de Bonn vers l'ancien bâtiment massif à Berlin. Des murs en verre, le plafond en verre avec la coupole en verre : tout cela laisse passer beaucoup de lumière naturelle sur le mobilier coloré et la pierre claire. Cela produit une légèreté qui ne fait absolument pas penser à une représentativité prussienne entêtée. » HEBEL, Stephan. "Leichtes Huhn." *Frankfurter Rundschau* du 18.12.1998.

[4] ROECK. Der Reichstag. op. cit.

[5] Pour l'absence d'un tel style architectural déploré chez Wallot, voir SPETH, Rudolf. Der Reichstag als politisches Kollektivsymbol : Anmerkungen zum deutschen Nationalmythos. *In* ANSGAR, Klein (dir.). *Kunst, Symbolik, Politik : die Reichstagsverhüllung als Denkanstoss*. Opladen: Leske und Budrich, 1995, pp. 271-282.

mélangea différents styles architecturaux pour suggérer une dignité démocratique à travers les dimensions du bâtiment et de la dominante historiciste dans l'architecture.

Le mélange de styles, le syncrétisme – Michael S. Cullen parle d'un mélange d'indécision et de pathos[1] – a souvent été interprété comme l'expression d'un manque de consensus démocratique et d'unification politique durant l'ère wilhelmienne et non pas comme une réelle avancée vers la démocratisation de la nation : « Inaugurated at a time when the Wilhelmian Reich launched a concerted refeudalization of liberal culture and bourgeois public life, Wallot's synthetic structure foreshadowed the semantic ambiguity and multiplicity which has veed the building's public reception throughout the twentieth century[2] ».

Les critiques de l'époque visaient principalement la coupole en verre et moins le style syncrétique du bâtiment. A l'origine, cette coupole devait contribuer à une hauteur totale du bâtiment de 85m, mais en raison de problèmes techniques et de l'opposition de Guillaume II, elle ne mesura finalement que 74m[3]. Le nouveau Reichstag, suivant la logique selon laquelle la taille d'un bâtiment représente le statut politique et social de son occupant, transférait la logique du pouvoir des têtes couronnées vers l'institution parlementaire et ses élus.



Figure 39 - Le Reichstag à Berlin (vers 1900)

[1] CULLEN, Michael S. Streit um Symbole : die Reichstagskuppel. *In* WEFING, Heinrich (dir.). *Dem deutschen Volke : der Bundestag im Berliner Reichstagsgebäude*. Bonn: Bouvier, 1999, pp. 192-209, p. 196.

[2] KOEPNICK. « Redeeming history ? », art. cit., p. 306.

[3] Pour une présentation brève des débats autour de la coupole proposée par Wallot, voir CULLEN. Streit um Symbole. op. cit.

La réaction du souverain ne tarda pas : six mois après son inauguration en avril 1893, Guillaume II qualifiait le *Reichstag* de « summum du mauvais goût[1] ». Les critiques de l'art et les antisémites se joignirent à lui pour accuser l'architecte d'avoir construit une « coupole juive (*Judenkuppel*) » ou d'avoir placé sur le toit du bâtiment le « couvercle d'une bonbonnière (*Bonbonnierendeckel*[2]) ». Ces polémiques reflétaient les disputes autour de la position aussi bien du parlement que du bâtiment lui-même dans la sphère politique publique allemande. Il s'agissait de polémiques opposant les défenseurs de la démocratie et de l'institution parlementaire à ceux qui qualifiaient une telle institution de « baraque à palabrer (*Quatschbude*[3]) ». Ces polémiques s'inscrivaient dans celles autour de l'instauration d'un régime parlementaire dans le Reich allemand à la fin du 19ème siècle[4].

La coupole de Wallot devait, originellement, ajouter une quatrième dimension aux arts classiques : l'ingénierie devait se placer, dans un mouvement harmonique, au côté de la peinture, de l'architecture et de la sculpture. Cette vision utopique exprimait la volonté de créer une unité artistique complète (*Gesamtkunstwerk*) liant le passé national – exprimé par la peinture, l'architecture et la sculpture – et l'avenir (exprimé par l'ingénierie) dans une continuité historique et spirituelle. La construction en verre allait donner, selon l'architecte, une indéniable dignité au bâtiment. Démontant ces arguments, les critiques mettaient le doigt sur l'incohérence entre, d'un côté, l'historicisme du style architectural et, de l'autre côté, la volonté affichée de l'architecte de se tourner vers l'avenir en utilisant les moyens de constructions modernes et industriels : l'acier et le verre.

Durant les années 1933 et 1945, le Reichstag et l'institution qu'il abritait tombèrent en désuétude, notamment après l'incendie du 28 février 1933 qui était pour le jeune régime national-socialiste l'occasion de mettre à genoux la démocratie de la République de Weimar et d'instaurer les bases d'un régime totalitaire. Comme le bâtiment était, après l'incendie,

---

[1] Cité dans CULLEN, Michael S. 'Dem deutschen Volke' : das Reichstagsgebäude in Berlin. *In* FLAGGE, Ingeborg (dir.). *Architektur und Demokratie : Bauen für die Politik von der amerikanischen Revolution bis zur Gegenwart*. Stuttgart: Hatje Verlag, 1992, pp. 131-156, p. 144. Voir aussi CULLEN, Michael S. *Le Reichstag : au coeur des tensions politiques de l'histoire allemande*. Berlin: be-bra-Verlag, 1999, 78 p.

[2] Cité dans CULLEN. Streit um Symbole. op. cit., p. 196.

[3] Pour les origines, voir MALINOWSKI, Stephan. *Vom König zum Führer : sozialer Niedergang und politische Radikalisierung im deutschen Adel zwischen Kaiserreich und NS-Staat*. Berlin: Akadmie Verlag, 2004, 660 p., p. 116.

[4] NIPPERDEY, Thomas. *Deutsche Geschichte 1866-1918 (t.2): Machtstaat vor der Demokratie*. München: C. H. Beck, 1998.

inutilisable, le parlement se réunit – pour ses 19 séances entre 1933 et 1945 – dans la *Krolloper* située en face du Reichstag[1].



Figure 40 - Le Reichstag à Berlin (vers 1945)

Après 1945 et la célèbre photo du soldat de l'Armée rouge hissant le drapeau de l'URSS sur la ruine du *Reichstag*, celui-ci quitta l'imaginaire collectif des Allemands peu à peu, malgré sa proximité avec le Mur de Berlin :

> Im geteilten Land verlor der angestammte Ort des Politischen seine Bedeutung – ein entbeintes Gehäuse ohne Kuppel und Funktion. Ein Torso, der vermutlich nur deshalb nicht vollends beseitigt wurde, weil ein Abriss auch den symbolischen Abschied der Bundesrepublik von Berlin signalisiert hätte, der im politischen Alltag längst vollzogen worden war. (…) Das Berliner Reichstagsgebäude (…) war ein bloß noch symbolischer Ort deutscher Geschichte[2].

Après la démolition de la coupole qui risquait de s'effondrer en 1954, le bâtiment avait échappé de justesse à sa démolition intégrale. Ce ne fut qu'en 1960, à l'issue d'un concours

---

[1] Pour l'histoire du parlement allemand sous le régime national-socialiste, voir HUBERT, Peter. *Uniformierter Reichstag; die Geschichte der Pseudo-Volksvertretung 1933-1945*. Düsseldorf: Droste, 1992, 394 p.

[2] « Dans le pays divisé, ce lieu du politique perdit son importance – une carcasse désossée sans coupole et fonction. Un torse qui, probablement, n'a pas été complètement détruit car cela aurait signifié le départ symbolique de la République fédérale de Berlin qui, dans le quotidien avait été assumé depuis longtemps. (…) Le bâtiment du Reichstag à Berlin (…) n'était plus qu'un lieu symbolique de l'histoire allemande. »WEFING. Abschied vom Glashaus. op. cit., p. 139.

architectural pour le renouveau de la ville de Berlin, qu'il fut finalement décidé que le bâtiment ne serait pas détruit. Selon toute vraisemblance, cette décision avait été prise pour ne pas définitivement entériner la division allemande en lâchant un des emblèmes de l'ancienne capitale allemande, devenue le symbole de la division.

En 1960, l'architecte Paul Baumgarten[1] se vit attribuer la mission de rénover le monument qui allait servir, de temps à autre, à des séances extraordinaires du parlement et, événement majeur dans son histoire entre 1945 et 1991, à l'hébergement de l'exposition *Fragen an die deutsche Geschichte* (Questions à l'histoire allemande)[2]. Cette exposition était, d'ailleurs, un grand succès, attirant 600.000 visiteurs par an depuis son inauguration en mars 1971.



Figure 41 - Le Reichstag à Berlin (1982)

La décision d'installer le parlement allemand dans ce bâtiment tant controversé – mais qui, pourtant, allait rapidement devenir un des nouveaux hauts lieux du tourisme à Berlin

[1] Lors de cette rénovation, qui dura de 1961 à 1973, Baumgarten réduisit la décoration de la façade et la hauteur des tours, cacha une grande partie des anciens murs et ajouta des étages supplémentaires, transformant ainsi radicalement l'ancienne structure de la bâtisse. ANDRÄ, Hans-Peter / MAIER, Markus. "Umbau des Reichstagsgebäudes zum Sitz des Deutschen Bundestages in Berlin." FRILO-Magazin 1 (1999), www.frilo.de/artikel/reichstag.pdf (consulté le: 08.06.2009).

[2] GALL. *Fragen an die deutsche Geschichte*, op. cit. L'exposition était organisée par les historiens allemands les plus renommés de l'époque (Lothar Gall, Theodor Schieder, Wolfgang Mommsen, Thomas Nipperdey et Andreas Hillgruber), placée sous le haut-patronage du Président allemand Gustav W. Heinemann et financée par le parlement allemand.

après la Chute du Mur[1] – nécessitait tout d'abord une transformation architecturale radicale, une démocratisation du bâtiment[2]. Le projet du couple d'artistes, Christo et Jeanne-Claude, d'emballer le *Reichstag* a grandement contribué à cette transformation, signifiant une métamorphose du bâtiment et son arrivée dans l'ère démocratique.

Les enjeux de la démocratisation et de la dualité entre passé et présent cristallisés dans le bâtiment peuvent être décrits ainsi :

> Während die Rheinaue weitgehend eine geschichtsfreie Zone war, wurzelt in Berlin alles Neue tief im Alten. Am deutlichsten wird die Veränderung der gewohnten Bilder im Vergleich zwischen dem alten und dem neuen Sitz des Bundestages: Behnischs hinreißender Bau ist hell, offen und ein wenig schräg, architektonischer Ausdruck eines Lebensgefühls, das sich komfortabel in der „posthistoire" eingerichtet hatte und dem alle traditionellen Würdeformeln, alle Achsen, Symmetrien, alle Natursteinwände verdächtig waren. Paul Wallots Berliner Reichstagsgebäude hingegen schwelgt geradezu – auch nach dem Umbau durch Foster – in kolossalen Säulenordnungen, stemmt schwer lastende Giebel über schattenreiche Pfeiler, imponiert mit breiten Freitreppen[3].

Le Reichstag n'avait donc jamais réellement pu être associé à l'idéal démocratique, comme en témoignent les polémiques et oppositions lors de sa construction. Les projets architecturaux[4] présentés pour sa réhabilitation, réduisant « le Reichstag à son enveloppe architecturale », le reconnaissaient « endgültig als das (…), was er seit seinem Brand im

---

[1] Depuis 1971, le *Bundestag* avait invité des groupes venant de l'Allemagne de l'Ouest et de l'étranger à visiter le *Reichstag*, faisant passer environ 200.000 personnes dans des tours guidés expliquant l'histoire et l'architecture aux visiteurs. Depuis 2001, ce chiffre n'a cessé de croître pour atteindre, depuis 2013, plus d'1 million de visiteurs par an.

[2] Le projet artistique de Christo et de sa femme, Jeanne-Claude, d'envelopper le *Reichstag* durant l'été 1995 a certainement contribué au processus de réinterprétation du bâtiment : « In the summer of 1995 the 'Wrapping of the Reichstag' turned into a gigantic gleeful festival, a peaceful token marking a new chapter in this building's history. » CONRADI, Peter. The architectural rebirth of a capital. *In* DETTKE, Dieter (dir.). *The spirit of the Berlin Republic*. Oxford: Berghahn, 2003, pp. 110-120, p. 113. Voir aussi SCHLUSCHE. « Die Parlaments- und Regierungsbauten des Bundes im Kontext der Berliner Stadtentwicklung. », art. cit., p. 17.

[3] « Alors que les plaines alluviales du Rhin étaient une zone libre de l'histoire, à Berlin tout ce qui est nouveau prend racine dans l'ancien. Le changement se lit le plus clairement dans la comparaison entre l'ancien et le nouveau siège du parlement allemand : la construction fascinante de Behnisch est lumineuse, ouverte et un peu bizarre ; c'est l'expression architecturale d'une façon d'aborder l'existence qui s'était confortablement installée dans la « posthistoire » et à qui toutes les traditions, tous les axes, symétries et murs en pierre naturelle étaient devenus suspects. Le Reichstag de Paul Wallot, au contraire, s'enivre presque – et cela même après la transformation par Foster – de colonnes massives, élève des frontons lourds sur des piliers ombragés et épate avec de larges perrons. » WEFING. « Republikanische Lockerungsübungen. », art. cit., p. 29.

[4] Voir CULLEN. Streit um Symbole. op. cit., p. 199.

Februar 1933 war – ein sprechendes, mahnendes und herausforderndes Denkmal gescheiterter Demokratie in Deutschland ; Erbe und Last[1] ».

En 1993, deux ans après la décision du parlement allemand de transférer la capitale de Bonn à Berlin, trois projets furent distingués dans un concours architectural à trois groupes d'architectes : Foster + Partners, Pi de Bruijn et Santiago Calatrava. Dans une seconde phase, Sir Norman Foster s'imposa avec un modèle qui, initialement, n'incluait pas de coupole (qui, pourtant, avait figuré dans celui de Calatrava). Les projets ne maintenaient que ses façades, transformant plus ou moins radicalement, selon les propositions, l'intérieur.



Figure 42 - Le Reichstag à Berlin, enveloppé par Christo (1995)

Ainsi, la démocratisation du bâtiment pouvait s'appuyer sur trois stratégies. En premier lieu, le bâtiment devait être détaché de son rôle dans l'histoire nationale. En deuxième lieu, une stratégie de la syncrésie permettait de combiner les éléments démocratiques avec les éléments non-démocratiques. En troisième lieu, l'on pouvait tout simplement masquer les éléments non-démocratiques en les transformant en éléments démocratiques. S'appuyant sur

[1] « Définitivement comme ce qu'il était depuis l'incendie de février 1933 - un monument parlant, mettant en garde et défiant la démocratie mise en échec en Allemagne ; un héritage et un poids. » BARETZKO, Dieter. "Hauptstadt auf Dauer." *Frankfurter Rundschau* du 20.02.1993.

l'idée d'une syncrésie, le projet de Foster s'inscrirait dans une continuité avec la construction initiale de Wallot :

> Durch die Kuppel meldet das Haus des Volkes den Anspruch an, gleichberechtigt neben traditionellen Mächten zu stehen. Die Kuppel des Reichstags konkurrierte mit den Kuppeln von Schloss und Dom und bezog ihren provozierenden Stolz daraus, dass sie demonstrativ anders war: aus Glas und Stahl (...). So signalisierte sie, dass sie nicht sakral war, sondern profan, nicht traditionell, sondern modern. Die Kuppel des Reichstags war eine Provokation und ist vom Kaiser als solche verstanden worden[1].

Le principal changement, et de loin le plus discuté, était l'ajout d'une coupole en verre par l'architecte Sir Norman Foster. Cela souleva, de nouveau, une série de questions sur la relation entre passé et présent :

> Hailed as the foremost emblem of Germany's new role after the end of the cold war, and hastily embraced in the popular imagination as a fantastic tourist destination, Foster's dome raises a number of fundamental questions about the role of symbolic politics and visual culture, about the stage-managing of political legitimation and the recollection of national history in post-unification Germany[2].

Comme explicité ci-dessus, la relation entre l'architecture et la symbolique a toujours été singulière dans la République fédérale, la République de Bonn ayant, en quelque sorte, tabouisé « all conspicous forms of political symbolism, on the figurative répertoire of statesmanship and any excessive imagery of democratic will formation[3] ». La devise *form follows function* avait conduit à une architecture anti-monumentaliste négligeant les références historiques[4].

Le retour à Berlin, et plus particulièrement la réaffectation du *Reichstag*, promettait une revalorisation de la représentation de l'État et du politique, telle qu'elle allait également s'exprimer dans le *Band des Bundes*. L'espoir d'une nouvelle culture politique, combinant le

---

[1] « A l'aide de la coupole, le peuple réclame de régner de manière égale au côté des puissances traditionnelles. La coupole du Reichstag concurrençait les coupoles du château et du dôme et tirait sa fierté provocatrice du fait qu'elle était radicalement différente : elle était de verre et d'acier (…) De cette manière, elle soulignait qu'elle n'était pas sacrée, mais profane, non pas traditionnelle mais moderne. La coupole du Reichstag était une provocation et a été comprise comme telle par l'Empereur. »WIEGAND, Wilfried. "Mit der alten Kuppel." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 22.07.1995.

[2] KOEPNICK. « Redeeming history ? », art. cit., pp. 303-304.

[3] *Ibid*., p. 304.

[4] KLOTZ, Heinrich. Ikonologie einer Hauptstadt : Bonner Staatsarchitektur. *In* WARNKE, Martin (dir.). *Politische Architektur in Europa vom Mittelalter bis heute*. Köln: DuMont, 1984, pp. 399-416; SCHREIBER. Selbstdarstellung der Bundesrepublik Deutschland. op. cit.

principe démocratique et une architecture impressionnante, un « patriotisme constitutionnel » et un symbolisme émotionnel, fut transposé au projet de Sir Norman Foster.



Figure 43 - Le Reichstag à Berlin avec la nouvelle coupole

La réhabilitation architecturale du *Reichstag*, et notamment la coupole, posa des questions fondamentales qui allaient au-delà du problème particulier de la relation entre politiques symboliques et la représentation nationale dans l'Allemagne post-fasciste :

> (It) raises principle questions about the recoding of auratic experiences and the monumental in postmodernity ; about the legacy of architectural modernism in face of the virtualization of sentience and historical Memory in contemporary cyberculture ; about the calibration of domestic politics and transnational culture in an era of accelerated globalization ; and, last but not least, about the crisis of iconographic representation and visual perception in a posthermeneutic age of digital reproduction[1].

Le projet de Foster, en soulevant toutes ces questions sur l'histoire et sa relation avec le présent mais aussi sur l'idée même de la représentation politique dans le monde contemporain, semble jouer, avec succès, avec un des « spectres de Berlin[2] ». Le débat entre

---

[1] KOEPNICK. « Redeeming history ? », art. cit., pp. 304-305.

[2] LADD. *The ghosts of Berlin*, op. cit.

les supporters d'une coupole et ceux qui y étaient opposés, « remplit les colonnes des journaux et les comptes rendus [des séances du parlement][1] ».

L'argument principal des supporters du projet de Sir Norman Foster était de souligner que le Reichstag pourrait seulement retrouver sa position dominante dans le paysage urbain berlinois si on le couronnait d'une coupole. Il ne devrait pas nécessairement s'agir d'une copie de l'original, mais néanmoins d'une coupole qui permettait de retrouver l'esprit d'origine du bâtiment : « Die Kuppel war von Anfang an ein Symbol für die Volkssouveränität. Der Architekt Wallot wollte dem Anspruch der Repräsentation des demokratischen Willens des deutschen Volkes, das im Reichstag parlamentarisch vertreten war, sichtbaren Ausdruck durch ein Hoheitssymbol geben. Deshalb ist die Kuppel ein Monument der Demokratie[2] ».

La position contraire argumentait qu'une nouvelle coupole serait un retour vers l'architecture de l'époque wilhelmienne – et, par conséquent, à la période impérialiste de l'histoire allemande –, une rupture de style avec le reste de la ville en devenir et tournée vers l'avenir. La décision finale en faveur d'une coupole a été prise le 30 juin 1994 par la Commission fédérale des bâtiments publics (*Bundesbaukommission*), sans que pourtant une forme définitive n'ait été précisée dans la délibération[3]. Ce ne sera qu'en février 1995 que Sir Norman Foster présentera la coupole définitive, sous forme d'un œuf coupé en deux, avec, à l'intérieur, un cône de glaces (servant à fournir la lumière du jour à la salle plénière) autour duquel deux rampes permettent aux visiteurs de grimper jusqu'à la plateforme.

---

[1] CULLEN. Streit um Symbole. op. cit., p. 201.

[2] « Dès le début, la coupole était un symbole de la souveraineté du peuple. L'architecte Wallot cherchait à donner une expression visible à la volonté démocratique du peuple allemand qui était représenté au Reichstag. C'est pour cette raison que la coupole est un monument de la démocratie. » Entretien avec Oskar Schneider (membre de la CSU) du 10.11.1998, cité dans *ibid.*

[3] Pour le détail des étapes de la création de la coupole, voir *ibid.*, pp. 203-209.



Figure 44 - Vue intérieure de la coupole du Reichstag

L'utilisation d'une architecture en verre pour la coupole chez Foster se distingue fondamentalement des intentions de Wallot. Foster voulait interrompre une vision téléologique de l'histoire et mettre l'accent sur le fait que la mémoire nationale n'est rien d'autre qu'une construction contemporaine issue d'une série de sélections. Cette vision fit exploser l'idée de la naturalité de l'histoire nationale comme continuité historique qui se trouvait à la base de l'architecture historiciste dont s'était inspiré Wallot.

Suivant Walter Benjamin, on pourrait parler d'une structure remplie par le présent[1], un présent défini par la commémoration de l'ensemble de l'histoire, de ses bons et ses mauvais moments : « Foster's new Reichstag (…) trips up any chauvinistic or revisionist narrative of German history ; it envisions a German future neither overshadowed by nor willing to forget the national past[2] ». Mais la concentration sur le présent reste forte car « Foster's dome wants

[1] BENJAMIN, Walter. *Illuminations : essays and reflections*. New York: Schocken, 1969, 278 p., p. 261.

[2] KOEPNICK. « Redeeming history ? », art. cit., p. 307.

us to interrupt the course of history and lead into the open air of completely fulfilled self-presence[1] ».

Cette interprétation de la proposition de Foster remet l'accent sur une relation à l'histoire nationale profondément modifiée telle qu'elle a été détaillée ci-dessus dans le cadre des débats autour de l'avènement de la République de Berlin. La concentration sur le présent renforce la logique d'une nouvelle approche de l'histoire nationale. Comme souligné à différentes reprises ci-dessus, l'accent est mis sur le présent et le futur qui ne sont plus déterminés (et qui ne doivent plus être déterminés aux yeux de beaucoup) par le passé. Le projet de Foster se distingue néanmoins de l'architecture de Schultes en mettant un accent sur l'aspect démocratique de l'édifice. Il réussit la réalisation d'un idéal syncrétique en transformant et en intégrant le passé dans un présent tout en soulignant la dominante démocratique de la transparence.

Le langage architectural choisi par Foster pour la coupole se détache de celui de la « République de Bonn ». La coupole permet un regard panoramique sur la ville de Berlin et va au-delà de la simple transparence démocratique. Le matériel choisi – le verre – s'inscrit dans la logique de l'« architecture démocratique », telle que déjà l'ancienne République fédérale l'avait utilisée. Le fait de placer la coupole au-dessus de l'assemblée – rendant ainsi possible l'observation du déroulement de la politique par les citoyens eux-mêmes – va bien au-delà des bancs proposés jadis dans le premier bâtiment parlementaire de la République de Bonn et reproduits dans le second édifice.

Pour la majorité des commentateurs, l'architecture de Foster et notamment son utilisation du verre constitue la manière la plus appropriée de souligner le fait que les démocraties parlementaires contemporaines ne peuvent survivre sans la libre interaction entre les citoyens et leurs représentants, sans transparence procédurale et sans une sphère publique dans laquelle les valeurs et les orientations d'une société sont ouvertes à la discussion et à la controverse. La construction en verre de la coupole serait, si l'on suit cette argumentation, la réalisation architecturale de l'idéal du « patriotisme constitutionnel » allemand proposé par Habermas.

Par conséquent, on peut avancer l'idée selon laquelle une conception moderniste, signalant une rédemption collective et une réconciliation avec le passé en vue d'un meilleur

[1] *Ibid.*, p. 318.

avenir, s'appuie principalement sur l'espoir que l'architecture peut influer sur des attitudes individuelles et des identités collectives. Dans le passé, l'architecture avait été l'expression de la grandeur : « If the modern glass architect aspired to salvage humanity from hatred and disunity, the construction of Foster's glass cupola is driven by a vigorous impulse to redefine and redeem what it means to be German today, to improve society by means of reorganizing public space[1] ». Il s'agit donc d'un double mouvement : l'architecture représente un idéal démocratique qui doit permettre de former et de transformer l'identité nationale. Jane Kramer, dans un article de *The New Yorker*, remarquait que les Allemands

> live in a capital from which the worst of German history was decreed and now that the government is moving back to that capital they have convinced themselves that the right buildings will somehow produce the right attitudes in the people inside them. They like the transparency of the Reichstag's dome – it's the most visited place in the city now – because they think it will somehow guarantee that openness and democracy thrive in the Reichstag. They think that the right number of stone slabs in a Holocaust monument will possess a Memory of mass death ; that the right balance of concrete and glass in a building for their Chancellor will temper authority with accountability[2].

Le commentaire de Kramer souligne l'espoir que le fait de construire une *volonté* permettra qu'elle devienne *réalité*. Le ton met en évidence l'espoir soulevé par la transformation de la capitale. Un espoir qui, si l'on se fie à la tonalité de l'article ci-dessus, a quelque chose de désespéré ou de forcé. Contrairement à la construction de la nouvelle Chancellerie dont les ambitions de leadership politique sont facilement réalisables, la dimension symbolique de la coupole du Reichstag risque de rester uniquement un symbole. Malgré la suggestion de transparence et de visibilité des processus politiques, celles-ci ne deviendront pas nécessairement une réalité politique dans le contexte de la perte d'influence du parlement dans les démocraties contemporaines. Ainsi, le symbole – la transparence démocratique – resterait fort sans pour autant avoir un impact sur les réalités politiques – plafond de verre (à l'envers) entre les représentés et les représentants et la coupole pourrait – dans un certain sens c'est déjà le cas – devenir un simple lieu touristique, visité pour son architecture et l'unique vue sur le centre de Berlin qu'elle offre depuis son point culminant.

De manière générale, l'architecture politique dans un cadre démocratique doit donc accomplir une série de tâches. Elle doit, en premier lieu, témoigner de la nature démocratique

[1] *Ibid.*, p. 310.

[2] KRAMER, Jane. "Living with Berlin : how do you rebuild a city that wants to settle its account with the past, but can't decide what the future should be ?" *The New Yorker* du 05.07.1999.

du système politique. Elle doit, en deuxième lieu, souligner la transparence du fonctionnement du politique. En troisième lieu, elle doit permettre un retour dans l'histoire sans que les côtés sombres de cette histoire ne dominent. Ce dernier élément constitue une rupture avec la République de Bonn, où la référence à l'histoire nationale était absente. A Berlin, au contraire, le présent démocratique renoue avec l'héritage du passé tout en l'intégrant au récit architectural et identitaire.

Il est intéressant de noter que la volonté affichée de Foster de matérialiser la transparence démocratique dans l'architecture et sa concentration sur la visibilité de la représentation nationale semble être démentie par les faits historiques et la réalité politique. La politique se déroule davantage dans les couloirs de l'administration, avec un poids non négligeable des lobbies et moins dans les sphères communicatives dénuées d'intérêts particuliers[1]. Dans ce sens, le commentaire de Koepnick sonne juste : « Like the phantasmagorias of nineteenth-century industrial culture, Foster's dome is a wishful fantasy cast into plastic form ; it intermingles the old with the new, memory with anticipation, utopian imagination with primeval past[2] ». L'auteur y ajoute la remarque intéressante que la transformation de ce lieu politique en lieu touristique[3], tout comme un grand nombre de lieux mémoriels à Berlin, dépolitise « the uniquely politicized urban landscape of Berlin, a landscape whose buildings, ruins and voids groan under the burden of painful memories[4] ». La construction elle-même change le rapport entre électeurs et élus dans le sens où il est désormais possible de « marcher sur la tête » des parlementaires[5], contribuant ainsi à la

---

[1] A ce sujet, voir BEYME, Klaus von. *Die Kunst der Macht und die Gegenmacht der Kunst : Studien zum Spannungsverhältnis von Kunst und Politik*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1998, 405 p., notamment pp. 238-239.

[2] KOEPNICK. « Redeeming history ? », art. cit., p. 312.

[3] « Mit drei Millionen Besuchern in gut zwei Jahren ist dieses Gebäude zu einer internationalen Tourismus-Attraktion vom Rang des Eiffelturms oder des Londoner Towers geworden – für ein Parlamentsgebäude im Zeichen der Politikverdrossenheit eine erstaunliche Entwicklung. » SCHLUSCHE. « Die Parlaments- und Regierungsbauten des Bundes im Kontext der Berliner Stadtentwicklung. », art. cit., p. 17.

[4] KOEPNICK. « Redeeming history ? », art. cit., p. 315.

[5] Sir Norman Foster avait souligné, dans une interview accordée au *Spiegel* en 1994, que « Der Souverän erhebt sich – im Wortsinn – über das Parlament, steht über ihm, schaut den Volksvertretern von oben bei der Arbeit zu : direkt vom Dach in den Plenarsaal. (*Le souverain s'élève - littéralement - au-dessus du parlement, se place au-dessus de lui, observe les représentants du peuple et leur travail d'en haut : directement du toit vers la salle plénière.*) » "'Das Volk auf dem Dach': Interview mit dem britischen Architekten Sir Norman Foster über den Umbau des Berliner Reichstags." *Der Spiegel* 16 (1994).

codification de la transformation de la société allemande en une « société du loisir » dans laquelle les processus de légitimation en politique ont radicalement changé[1].

L'État ne doit plus seulement garantir la stabilité institutionnelle et politique, justifiant par là son autorité, mais il doit créer un espace d'auto-réalisation des citoyens qui se veut apolitique et qui permet de divertir les électeurs[2].

Contrairement à la nouvelle chancellerie, le projet architectural de Sir Norman Foster tentait de perpétuer la tradition du *demokratisches Bauen* chère à la République de Bonn tout en l'adaptant à un bâtiment chargé d'histoire. La synthèse visait, d'un côté, les éléments démocratiques de la représentation (notamment à travers la coupole en verre et la possibilité qu'elle offrait de surplomber les parlementaires) et la réhabilitation d'un lieu chargé d'histoire contrastée. En signant une construction devenue désormais un haut lieu du tourisme à Berlin, Sir Norman Foster semble – malgré les points critiques soulevés ci-dessus – avoir réussi le pari de doter le pays unifié d'un symbole fort, ancré dans le passé mais adapté au présent.

Le débat autour du *Reichstag* dont les grandes lignes et enjeux ont été présentés ci-dessus, s'inscrit dans le contexte plus large de ce qu'on pourrait appeler, en référence à la « Querelle des historiens », la « Querelle des architectes ». Cette polémique opposait les tenants des différents styles architecturaux et visions urbaines de la nouvelle-ancienne capitale.

[1] Gerhard Schulz parle de l'avènement d'un « Erlebnisstaat » et d'une « Spasskultur », voir SCHULZE, Gerhard. *Die Erlebnisgesellschaft : Kultursoziologie der Gegenwart*. Frankfurt a/M: Campus, 2000, 765 p.

[2] Dans ce contexte, il est important de souligner les remarques du chancelier Gerhard Schröder nouvellement élu en 1998 qui disait qu'il souhaitait un *Mémorial pour l'Holocauste* qui devait être « ein Ort, an den man gerne geht (un endroit où l'on aime bien aller) ». Voir LEGGEWIE, Klaus / MEYER, Erik. *"Ein Ort, an den man gerne geht" : das Holocaust-Mahnmal und die deutsche Geschichtspolitik nach 1989*. München: Hanser, 2005, 396 p.

C – La « Querelle des architectes » : quelle architecture pour la « normalité » ?

The question « Prussian Schloss, Palace of the Republic or new building ? » is more important than an architectural-aesthetic question. Whatever is built on this important site of German history will influence not only Berlin's consciousness, but also that of the entire Republic[1].

Les oppositions décrites ci-dessus entre styles architecturaux et le rôle joué par l'architecture, furent, encore une fois et de manière explicite, révélés à l'occasion du *Berliner Architekturstreit*, la « Querelle des architectes » qui eut lieu au milieu des années 1990.

La reconstruction de la ville après la Chute du Mur entraîna une série de polémiques autour de la réhabilitation de l'espace urbain et de l'héritage architectural, de la reconstruction ou la démolition d'anciens bâtiments historiques[2]. En bref, il s'agissait d'un débat sur l'orientation qui serait à donner à l'urbanisme dans le cadre de la rénovation urbaine de Berlin dans le processus d'unification d'une ville qui avait porté les stigmates de la division et qui allait devenir la nouvelle vitrine de la République fédérale et l'image de son auto-conception.

L'organisation des grands espaces de Berlin Mitte – notamment la Potsdamer Platz[3] et l'Alexanderplatz – fit naître des polémiques virulentes dans le cadre des concours urbanistes. De même, les plans pour la reconstruction ou la rénovation d'une série de bâtiments historiques, dont les exemples les plus saillants sont le Château de Berlin (*Berliner Stadtschloss*[4]), l'ancien Palais de la République (*Palast der Republik*[1]) et la *Bauakademie*[2],

---

[1] CONRADI. The architectural rebirth of a capital. op. cit., p. 120.

[2] Pour une introduction aux polémiques, voir les différentes contributions dans BALFOUR, Alan (dir.). *Berlin*. London: Academy Editions, 1995, 368 p. Voir aussi COCHRANE, Allan / PASSMORE, Adrian. "Building a national capital in an age of globalization : the case of Berlin." Area 33.4 (2001): 341-352.

[3] L'« éradication de l'histoire » sur la Potsdamer Platz a conduit à une architecture multinationale ressemblant davantage à la skyline de Manhattan ou Chicago (Sony Europe et DaimlerBenz ont choisi le lieu pour leur siège social), rompant le lien entre passé et présent dans ce lieu : « The élites have together created a new focus for German identity in capital by concentrating on a type of architecture and infrastructure that does not allow any historical connotations to invade the vision of *Leistungsgesellschaft* (meritocracy) which Potsdamer Platz intends to personify. » GITTUS. « Berlin as a conduit for the creation of a German national identity at the end of the twentieth century. », art. cit., p. 103.

[4] Pour l'histoire du *Berliner Schloss*, voir ELLRICH, Hartmut. *Das Berliner Schloss : Geschichte und Wiederaufbau*. Petersberg: Imhof, 2008, 204 p. Pour les discussions et débats sur le Château de Berlin, voir BODDIEN, Wilhelm von / ENGEL, Helmut (dir.). *Die Berliner Schlossdebatte : pro und contra*. Berlin: Berlin-Verlag, 2000, 149 p; FLIERL, Bruno. Identitätssuche am Ort 'Mitte Spreeinsel' in Berlin. *In* KLEIN, Bruno / SIGEL, Paul (dir.). *Konstruktionen urbaner Identität : Zitat und Rekonstruktion in Architektur und Städtebau der Gegenwart* Berlin: Lukas, 2006, pp. 146-160; HENNET. *Die Berliner Schlossplatzdebatte im Spiegel der Presse* op. cit. Voir également le site internet dédié à la *Schlossdebatte* : http://schlossdebatte.de/ (17.06.2009).

suscitèrent de vifs débats lors desquels s'affrontaient les traditionalistes et les (post-) modernistes.

Il s'agissait de débats entre ceux qui prônaient un retour à l'architecture historiciste, telle celle de Karl Friedrich Schinkel, et une reprise des schémas urbains qui avaient caractérisé Berlin avant 1945 et ceux qui militaient en faveur d'une architecture moderne qui permettrait d'échapper aux styles architecturaux ayant finalement culminé dans l'architecture national-socialiste, pour arriver à une architecture qui se détacherait et s'émanciperait des modèles urbains préexistants pour les inscrire dans un courant post-moderniste.

En quelque sorte, il s'agissait d'une « querelle des historiens architecto-politiques (*baupolitischer Historikerstreit*[3]) » autour de l'interprétation de l'espace public dans sa forme matérielle et de la réintégration (et la réinterprétation) d'édifices détruits, partiellement détruits ou transformés. Au-delà de la dimension purement architecturale, le débat questionnait également – à travers les deux visions architecturales : classique et post-moderniste – le modèle de société que voulait adopter l'Allemagne : d'un côté, classique avec une vision centralisée du pouvoir politique et de ses lieux et, de l'autre, une vision pluraliste, multiculturelle reflétant la diversité du pays à travers l'espace urbain. Il s'agissait, donc, simplement de savoir comment « l'histoire devenue pierre » allait pouvoir être intégrée dans le présent en pleine mutation.

Comme la présentation ci-dessus des styles architecturaux de Bonn et Berlin l'a montré, deux courants idéologiques s'affrontaient dans la conception de la nouvelle capitale. Dans la

---

Pour le concept de reconstruction retenu, voir STELLA, Franco. *Das neue Berliner Schloss : der Entwurf von Franco Stella*. Berlin: Nicolaische Verlagsbuchhandlung, 2009, 144 p.

[1] Pour une histoire du Palais de la République et la polémique autour de sa destruction, voir FLAMM, Stefanie. Der Palast der Republik. *In* FRANCOIS, Etienne / SCHULZE, Hagen (dir.). *Deutsche Erinnerungsorte, t. 2*. München: Beck, 2003, pp. 667-684; HEIDLER, Kirsten (dir.). *Von Erichs Lampenladen zur Asbestruine : alles über den Palast der Republik*. Berlin: Argon Verlag, 1998, 219 p; HOLFELDER, Mortiz. *Palast der Republik : Aufstieg und Fall eines symbolischen Gebäudes*. Berlin: Links, 2008, 208 p; KUHRMANN, Anke. *Der Palast der Republik : Geschichte und Bedeutung des Ost-Berliner Parlaments- und Kulturhauses*. Petersberg: Imhof, 2006, 240 p; SCHUG, Alexander (dir.). *Palast der Republik : politischer Diskurs und private Erinnerung*. Berlin: Berliner Wissenschafts-Verlag, 2007, 395 p.

[2] Pour l'histoire de la *Bauakademie* et la polémique autour de l'initiative privée qui prévoit de la reconstruire, voir Förderverein Bauakademie. *Mythos Bauakademie : die Schinkelsche Bauakademie und ihre Bedeutung für die Mitte Berlins*. Berlin, 1998, 153 p; BLAUERT, Elke. *Karl Friedrich Schinkels Berliner Bauakademie : ein Beitrag zu ihrem Wiederaufbau*. Berlin: Nicolai, 1994, 32 p; BODENSCHATZ, Harald. *"Der rote Kasten" : zu Bedeutung, Wirkung und Zukunft von Schinkels Bauakademie*. Berlin: Transit, 1996, 111 p. Voir également les sites internet des initiatives privées, http://www.schinkelsche-bauakademie.de (15.06.2009) ; http://www.internationale-bauakademie.com/home/index.php (15.06.2009).

[3] "Neue Rechte am Bau ?" *Der Spiegel* 45 (1995).

ligne de Günter Behnisch, les défenseurs d'une architecture démocratique soutenaient leur vision d'une architecture politique officielle qui devait véhiculer les valeurs de la démocratie. C'étaient, essentiellement des architectes post-modernistes. Les tenants d'un renouveau architectural et mental (dans la droite lignée du « tournant mental-moral » des années 1980), qui peuvent être qualifiés de néo-classicistes, « were asking for more earnest buildings with greater pathos and dignity[1] ». Ces édifices devaient également renouer avec l'humanisme du 18ème siècle[2]. Le Sénat berlinois prit position en faveur de ces derniers, permettant, dans la première moitié des années 1990, la construction d'une série d'ensembles architecturaux inspirés par les travaux de Karl Friedrich Schinkel et qui se détournaient de l'architecture moderne et progressiste des années 1920 en adoptant une approche néo-historiciste.

Ce soutien en faveur de l'architecture néo-historiciste et néo-classiciste a conduit à des attaques de plus en plus féroces contre un style qui, aux yeux de ses critiques, semblait désespérément démodé depuis les plans d'Albert Speer de transformer Berlin en « Germania », la nouvelle capitale allemande du IIIème Reich. Ainsi, certains déploraient « the official esteem for Nazi architecture in the middle of the capital and the solidaristic upgrading of reactionnary building from the Nazi era[3] », toléré et soutenu par le Sénat berlinois. Outre cette référence à l'architecture national-socialiste, le sens véhiculé par les bâtiments était critiqué. Tout comme dans les débats autour du *Band des Bundes* et la nouvelle Chancellerie, l'idée d'un retour du pathos et d'une solennité intimidante, traduite dans et véhiculée par l'architecture, était considérée comme opposée à l'idéal démocratique d'ouverture et de légèreté.

Dans le contexte de la transformation de Berlin en capitale fédérale et des enjeux que cela impliquait et soulevait, le choix du style architectural pour les lieux centraux de la nouvelle-ancienne République se révéla central et, évidemment, sujet à des polémiques d'intensité et de durée variables. L'ensemble de ces polémiques de la première moitié des années 1990 peut être qualifié de *Berliner Architekturstreit*[4], faisant référence, d'un côté, à la

[1] CONRADI. The architectural rebirth of a capital. op. cit., p. 117.

[2] Telle était notamment la position de Josef Paul Kleihues, un des architectes berlinois les plus influents. Cité dans COCHRANE. « Making up meanings in a capital city. », art. cit., p. 10.

[3] Cité dans CONRADI. The architectural rebirth of a capital. op. cit., p. 117.

[4] Pour une présentation générale du débat, voir HERTWECK, Florian. *Der Berliner Architekturstreit : Stadtbau, Architektur, Geschichte und Identität in der Berliner Republik (1989-1999)*. Berlin: Mann, 2010, 352 p; KÄHLER, Gert (dir.). *Einfach schwierig : eine deutsche Architekturdebatte : ausgewählte Beiträge 1993-1995*. Braunschweig: Vieweg, 1995, 220 p; NEUMEYER, Fritz. Auf dem Wege zu einer neueren Berlinischen

« Querelle des historiens » du milieu des années 1980 et, d'un autre côté, au *Berliner Antisemitismusstreit* qui dura de 1879 à 1881 et qui évoluait autour de la (prétendue) influence des Juifs dans le Reich allemand[1].




Figure 45 - Réalisation de Vittorio Lampugnani sur le Novartis Campus (Bâle en Suisse)

Au-delà des critiques de la politique architecturale du Sénat de Berlin qui favorisait un style néo-classiciste et néo-historiciste, ce fut un article écrit par l'architecte italien Vittorio

Architektur ? *In* BURG, Annegret (dir.). *Neue Berlinische Architektur : eine Debatte*. Berlin: Birkhäuser, 1993, pp. 19-25; SEWING, Werner. "Berlinische Architektur : von Berlin nach Neuteutonia." Arch+ 122 (1994): 60-69. Voir également OSWALT, Philipp. "Der Mythos von der Berlinischen Architektur."Ibid.: 76-82.

[1] BOEHLICH, Walter (dir.). *Der Berliner Antisemitismusstreit*. Frankfurt a/M: Insel Verlag, 1988, 259 p; KRIEGER, Karsten (dir.). *Der "Berliner Antisemitismusstreit" 1879-1881 : eine Kontroverse um die Zugehörigkeit der deutschen Juden zur Nation (kommentierte Quellenedition)*. München: Saur, 2003. De manière générale, la « Querelle des architectes » faisait également polémique autour de la définition d'un style architectural allemand qui opposa, entre 1820 et 1840, les romantiques aux néoclassicistes. Voir RIERA, Monica. "How should we build? Architecture, history and the post-Cold War context in Germany." National Identities 8.4 (2006): 383-400, pp. 390-394.

M. Lampugnani, paru en décembre 1993 dans le *Spiegel*, qui déclencha la confrontation entre traditionalistes et modernistes sur la scène médiatique et sous le regard du grand public[1].

Dans son article, Lampugnani se positionnait contre le chaos architectural de la ville et lui opposait une esthétique de la simplicité, du calme et de l'ordre. L'architecture contemporaine postmoderne donne, selon lui, seulement l'impression de légèreté et de multiplicité, d'un à-côté et d'un amoncellement de différents éléments sans cohérence générale. En réalité et en dépit de l'impression de désordre, cette architecture cache simplement l'uniformisation des modes de vie et contribue à masquer les véritables enjeux de la modernité auxquels la société ne veut pas être confrontée :

> Die Gesellschaft will sich den politischen, sozialen, ökonomischen Widersprüchen nicht stellen; die Architektur liefert solcher Verdrängung das bunte Mäntelchen, unter dem sie sich, obschon hart am Rand der Krise, der Schönschrift-Illusion hingeben kann, die Welt sei noch in Ordnung und insgesamt recht malerisch, unterhaltsam und gemütlich[2].

Selon Simone Hain, cette opposition entre modernité et postmodernité au niveau de l'architecture urbaine s'est formée à partir des années 1970, quand l'industrie a perdu son influence sur les conceptions urbanistes et l'architecture. Là où, auparavant, le modèle fordiste avait influencé l'urbanisme au niveau infrastructurel, l'hygiène, l'habitat de masse, la régulation des conflits et de l'équilibre social, la postmodernité se focalisait sur la création de lieux exclusifs, esthétisant et culturalisant les pratiques urbaines[3].

La décomposition du monde et de la société – décompositions que l'architecture traduit, selon Lampugnani, dans les constructions – se trouve perpétuée par une architecture urbaine qui se détache au fur et à mesure de toute idée d'ordre. Le chaos artificiel ainsi introduit dans un monde réellement menacé de chaos n'est plus choquant. L'idée même d'ordre semble, selon Lampugnani, être rejetée car elle est qualifiée d'héritage de l'architecture national-socialiste. Rejetée injustement alors que, jusqu'au milieu du 20ème siècle, l'architecture allemande s'était caractérisée par sa haute qualité. Et cette qualité aurait prévalu encore, selon l'architecte, durant la période national-socialiste. La rupture de 1945 signifia la fin d'une

---

[1] LAMPUGNANI, Vittorio M. "Die Provokation des Alltäglichen : für eine neue Konvention des Bauens." *Der Spiegel* 51 (1993)..

[2] « La société ne veut pas affronter les contradictions politiques, sociales, économiques ; l'architecture couvre ce refoulement d'un bel habit sous lequel il peut se livrer, frôlant la crise, à la belle illusion d'un monde parfait, pittoresque et confortable. » *Ibid.*

[3] HAIN, Simone. "Der Berliner Städtebaudiskurs als symbolisches Handeln und Ausdruck hegemonialer Interessen." WeltTrends 17 (1997): 103-123, p. 103.

tradition architecturale riche : « Diese Tradition riss 1945 abrupt ab. Gleichzeitig mit der Nazi-Gewaltherrschaft wurde auch die Architektur, die sie dargestellt hatte, pauschal verworfen ; und leider auch die tradierte Gediegenheit[1] ». Selon l'architecte, ce verdict reste de rigueur :

> Wer im Bauen altbewährte Materialien wie Naturstein oder Holz verwendet, gilt als reaktionär. Wenn er daraus solide, gut detaillierte Bauten konstruiert, ist er fast schon totalitär. Und wenn die Grundrisse klar geometrisch angelegt und die Fassaden einheitlich und streng gegliedert sind, dauert es nicht lange, bis er als Faschist diffamiert wird[2].

Si, au contraire et selon Lampugnani, un architecte présente des projets « pittoresques » et « enjoués », ses projets sont considérés comme « démocratiques » et « acceptables ». De cette manière, le code architectural du présent n'est rien d'autre que la némésis de l'architecture allemande : l'interdiction de sa propre tradition est une punition pour le fait qu'elle avait représenté et contribué à la glorification, dans les années 30 et 40, du pouvoir national-socialiste[3].

La question que pose l'architecte germano-italien est donc celle de savoir comment, dans le monde contemporain, ces traditions peuvent être réintégrées dans une architecture urbaine dont les développements récents n'ont pas contribué à résoudre les enjeux des sociétés postmodernes. La réponse semblait claire : un retour à la « raison pratique », mettant un terme aux « festivals de volubilité et des orgies de profondeur d'esprit (*Festen der Geschwätzigkeit und den Orgien des Tiefsinns*[4]) ». Seul le rigorisme cadrait avec le sérieux de la situation historique et constituait une réponse adéquate au chaos de la vie moderne.

Un tel rigorisme, suivant l'esthétique de la simplicité, de la clarté et du calme, crée des espaces vides sur lesquels chacun peut projeter ses rêves et désirs. Ces espaces vides

---

[1] « Cette tradition a été rompue en 1945. En même temps que la terreur des nazis, l'architecture qui l'avait représentée fut proscrite en bloc ; et, malheureusement et en même temps aussi, la pureté. » LAMPUGNANI. « "Die Provokation des Alltäglichen". », art. cit.

[2] « Celui qui utilise des matériaux traditionnels – comme la pierre ou le bois – dans la construction est considéré comme réactionnaire. Si, à partir de ces matériaux, il construit des bâtisses solides et bien ordonnées, il est déjà presque totalitaire. Et si les plans sont géométriques et les façades homogènes et bien ordonnées, il sera rapidement accusé de fascisme. » *Ibid.*

[3] Sur la politisation de l'architecture et des matériaux, voir MITTIG, Ernst. NS-Stil als Machtmittel. *In* SCHNEIDER, Romana / WANG, Wilfried (dir.). *Moderne Architektur in Deutschland (1900-2000) : Macht und Monument*. Ostfildern-Ruit: Hatje, 1998, pp. 101-115; FRANK, Hartmut. Welche Sprache sprechen Steine ? *In* FRANK, Hartmut (dir.). *Faschistische Architekturen : Planen und Bauen in Europa 1930-1945*. Hamburg: Christians, 1985, pp. 7-31.

[4] LAMPUGNANI. « "Die Provokation des Alltäglichen". », art. cit.

permettent, aussi, une compréhension de l'architecture par les citoyens, contrairement à l'architecture moderniste : « Ein altes Haus 'liest' jeder, wie auch jeder ein altes Gemälde versteht : Dort wie hier gibt es ein eingebürgertes Motif, das der Autor individuel variiert. Ein modernes (besser : modernistisches) Haus, wie auch ein modernistisches Gemälde, versteht nur der Eingeweihte[1] ».

En somme, l'architecte germano-italien plaide pour une « nouvelle simplicité », une fin des expérimentations architecturales et un retour à l'architecture conservatrice de l'avant-guerre : « schlichte Rasterfassaden, nüchterne Putz- oder Steinmauern, Mut zur konventionnellen Geometrie, zur 'schweigenden' Klarheit der Form[2] ».

L'attaque de Lampugnani vise une série d'architectes contemporains (postmodernes) à qui il reproche de casser le rythme de l'architecture urbaine et de la priver de son identité en proposant un ensemble incohérent de bâtiments, un « amoncellement de pierres ». Le retour à la simplicité des formes représente, pour lui, une réhabilitation de l'architecture de la ligne claire telle que les national-socialistes l'avaient perpétuée. Le fait que ce style ait aussi été celui du IIIème Reich n'empêche nullement sa qualité architecturale et, surtout, la possibilité – et la nécessité – de le réutiliser dans le présent et dans un cadre démocratique. Au contraire, l'argument des critiques, l'accusant de tendances fascisantes, les discrédite. L'héritage historique et architectural du national-socialisme serait ainsi réhabilité car, aux yeux de l'architecte, sa rigueur stylistique est la seule capable de parer la désorientation de l'urbanisme et de l'architecture postmoderne.

Hans Kollhoff, un ancien *Junger Wilder*[3] converti au conservatisme architectural néo-historiciste après la Chute du Mur, prône, lui aussi, un retour aux idéaux du classicisme architectural qui prend pour base les proportions idéales du corps humain : « Ich weigere mich, in einen glatten, maschinenhaften Kubus beliebige Fensterlöcher hineinzuschneiden.

[1] « Chacun peut 'lire' une ancienne maison tout comme il comprend un vieux tableau : dans les deux cas, il a un motif familier que l'auteur varie à sa manière. Une maison moderne (ou mieux : moderniste) tout comme un tableau moderniste ne peuvent être compris que par l'initié. » *Ibid.*

[2] « De simples façades quadrillées, des murs en crépi ou pierre sobres, le courage d'une géométrie conventionnelle, une clarté 'silencieuse' des formes. » « Neue Rechte am Bau ? », art. cit.

[3] L'appellation « Junge Wilde (*jeunes sauvages*) » est un terme générique désignant ceux qui rompent avec les éléments traditionnels, les mettant en cause et visant à établir de nouveaux paradigmes. Il a été initialement utilisé pour désigner de jeunes artistes dans les années 1970 et 1980 qui attaquaient les dogmes artistiques de l'Avant-garde, du Minimalisme et de l'Art conceptuel en prônant une peinture subjective et optimiste. En Italie, le mouvement était désigné sous le nom de *Transavanguardia*. Voir KLOTZ, Heinrich. *Die Neuen Wilden in Berlin*. Stuttgart: Klett-Cotta, 1987, 188 p.

Ich markiere die Stellen, an denen die Decken und Wände gegen die Fassade stoßen, außen mit einem Gesims und einer Lisene[1] ». Tout comme Lampugnani, il se révolte contre l'accusation d'être un nostalgique de l'architecture national-socialiste à partir du moment où l'on tente de quitter la « caravane du progrès (*Fortschrittskarawane*) ». Selon lui, le véritable problème est que la modernité architecturale s'est arrêtée aux idéaux du *Bauhaus* qui, par la suite, serait devenu un « cliché de la modernité ».



Figure 46 - Europäisches Haus à Berlin de Hans Kohlhoff

Toute initiative de se détacher, selon Kollhoff, de ce « simulacre de modernité » est contrée par des accusations idéologiques, rendant impossible toute tentative de renouvellement de l'architecture urbaine. En ce sens, le discrédit jeté sur l'architecture urbaine telle qu'il la conçoit – comprise comme l'organisation des grands espaces et n'ayant pas peur des concepts globalisants – est interprété par l'architecte comme une victoire tardive du national-socialisme, car, selon lui, tout architecte jouant avec l'idée de construire en

[1] « Je refuse de couper, de manière aléatoire, des fenêtres dans un cube lisse, ressemblant à une machine. Je marque les endroits où les plafonds et murs touchent la façade pour une corniche et une bande lombarde. » KOLLHOFF, Hans. "Die steinerne Mitte." Der Spiegel 45 (1995).

utilisant la pierre, est automatiquement exposé au « soupçon d'être fasciste (*Faschismus-Verdacht*) ».

La peur de la monumentalité ainsi introduite ne serait qu'un phénomène allemand puisque d'autres métropoles dans le monde, telle New York, osent et ont depuis longtemps osé construire des bâtiments et complexes architecturaux monumentaux, suivant une logique urbaine globale. L'architecture urbaine berlinoise, au contraire, desserrée et sans plan visible – une véritable « désintégration de la ville (*Stadtauflösung*) » – n'a été possible que dans une ville divisée et dans un pays divisé. L'unification et le transfert de la capitale à Berlin serait, alors, une possibilité – et une chance – de repenser l'espace urbain berlinois de manière cohérente et de participer par là même à l'unification du pays sans être freiné par un passé « encombrant ».

Tout comme chez Lampugnani, le discrédit jeté sur l'architecture national-socialiste et son style moderniste est rejeté et Kolhoff récuse la classification effectuée entre une bonne et une mauvaise architecture. Chez lui, la fascination pour la ligne droite et la clarté architecturale domine. Une telle interprétation bienveillante, brisant le consensus dominant autour de l'architecture « démocratique », n'est visiblement possible que dans le cadre et le contexte d'un glissement discursif : ce qui jadis était impensable et indicible architecturalement redevient permis – et même souhaitable. Il s'agit là d'une conséquence directe d'un rapport changé à l'histoire qui induit un relâchement des obligations liées au devoir de mémoire. Même si de telles positions suscitent de vives critiques, leur existence souligne une profonde transformation de l'auto-conception de l'espace public et discursif en faveur d'une libération du poids du passé dans le sens d'une augmentation du dicible.

Néanmoins, ces « nouvelles-anciennes » positions étaient contrées par une série de commentateurs qui, comme il s'agissait de la reconstruction de la nouvelle capitale allemande, prenaient la chose d'autant plus au sérieux et dont les critiques des conceptions architecturales citées ci-dessus étaient d'autant plus sévères. La discussion devint particulièrement virulente à partir du moment où des arguments historiques et politiques furent avancés en réponse à l'indignation de Lampugnani et de Kollhoff concernant l'accusation de tendances fascisantes.

Selon Heinrich Klotz, historien de l'art, les architectes conservateurs étaient en train de mettre Berlin sur la voie d'une *Neuteutonia* – ville dans laquelle le pouvoir devait être visible

et palpable[1]. La « Nouvelle Simplicité (*Neue Einfachheit*) » ne serait rien d'autre qu'une continuation de l'architecture national-socialiste, un retour des courants réactionnaires et antidémocratiques dans la politique et la culture. Suivant cette logique, les architectes traditionalistes s'étaient rangés dans le courant de la Nouvelle Droite, « die seit 1989 mit patriotischem Antiamerikanismus und Kulturpessismus wieder mal den deutschen Sonderweg beschwört[2] ».

Toute une série de textes attaquant la pensée traditionaliste fut publiée durant les années 1993 à 1995, reprochant aux architectes s'inspirant de ce courant de soutenir une sorte de contre-révolution à la manière des acteurs et penseurs de la « Révolution conservatrice » dans la République de Weimar[3]. Ainsi, Gerhard Fehl, professeur d'urbanisme à Aix-La-Chapelle, caractérisa la « Nouvelle simplicité » de « dorage (*Vergoldung*) du passé pour un public avide de nostalgie » et rapprocha Lampugnani et sa conception de l'architecture de la capitale de l'ancien ministre de la propagande Joseph Goebbels qui avait su adapter des idées modernes à l'idéologie national-socialiste[4].

Le journaliste suisse Peter Neitzke alla même jusqu'à comparer la simplicité architecturale prônée par les architectes traditionalistes à l'architecture des camps de concentration, notamment le portail du camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau. La « croisade » contre la modernité, comparable à celle du IIIème Reich contre le *Bauhaus* et l'« Art dégénéré », fut assimilée aux tentatives d'Ernst Nolte d'interpréter le national-socialisme dans le contexte d'une guerre civile européenne et d'enlever (ou d'au moins de le réduire) le trait moralisateur inhérent à la mémoire de l'héritage national-socialiste[5].

Le débat prit une tournure sur le coup inattendue puisque dépassant les adeptes des controverses architecturales mais qui, dans le contexte de la « particularité allemande », était

---

[1] KLOTZ, Heinrich. "Bloss nicht diese Hauptstadt !" Arch+ 122 (1994): 23-27.

[2] « Qui conjure, depuis 1989, un nouveau chemin particulier allemand à l'aide d'un antiaméricanisme patriotique et d'un pessimisme culturel. » SCHREIBER. « Neue Rechte am Bau ? », art. cit.

[3] Pour la révolution conservatrice, voir BREUER. *Anatomie der Konservativen Revolution*, op. cit; MOHLER, Armin / WEISSMANN, Karlheinz. *Die konservative Revolution in Deutschland 1918-1932 : ein Handbuch*. Graz: Ares, 2005, XXVI-643 p; SIEFERLE. *Die Konservative Revolution*, op. cit.

[4] Il compara notamment les idées écologiques énoncées par Lampugnani à l'éthique sociale des architectes *völkisch*, voir FEHL, Gerhard. *Kleinstadt, Steildach, Volksgemeinschaft : zum "reaktionären Modernismus" in Bau- und Stadtkunst*. Braunschweig: Vieweg, 1995, 223 p.

[5] NEITZKE, Peter. *Konvention als Tarnung : Anmerkungen zur architektonischen Gegenmoderne in Deutschland*. Darmstadt: Häusser, 1995, 64 p.

néanmoins prévisible, quand Daniel Libeskind introduisit la dimension d'antisémitisme dans le débat. L'architecte-star qui avait conçu le très controversé Musée Juif de Berlin[1] (un exemple d'architecture déconstructiviste), accusait le sénateur responsable de l'urbanisme, Wolfgang Nagel (SPD), d'antisémitisme et de tendances fascistes. Libeskind avait proposé un concept pour la réhabilitation de l'Alexanderplatz qui avait été écarté en faveur de celui de Hans Kollhoff[2].

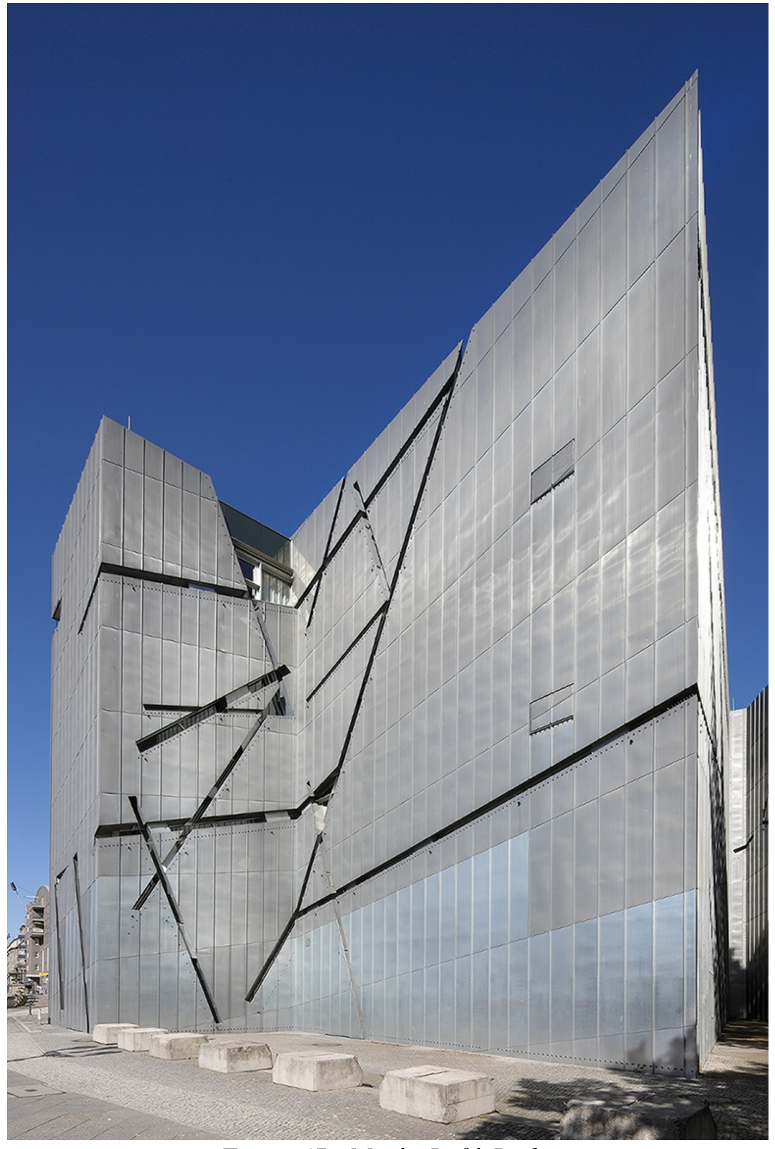


Figure 47 - Musée Juif à Berlin

[1] Voir DORNER, Elke. *Daniel Libeskind, Jüdisches Museum Berlin*. Berlin: Gebrüder Mann, 2006, 109 p; SCHNEIDER, Bernhard. *Daniel Libeskind : Jüdisches Museum Berlin*. München: Prestel, 2001, 64 p.

[2] Voir ZOHLEN, Gerwin. "Blitz, Krach und Feuer." *Die Zeit* 29 (1996).

Concernant les thèses de Lampugnani et de Kollhoff, il répliquait dans un article dont le titre faisait référence à l'idée d'Hannah Arendt sur la « banalité du Mal », que l'exigence d'ordre formulée par la « Nouvelle simplicité » n'était finalement rien qu'une mentalité « law-and-order », fondamentalement antidémocratique et réactionnaire[1]. De telles idées devaient être rapprochées de l'idéologie national-socialiste car le but et l'idéal d'une société moderne devaient être la pluralité – exprimée à travers l'architecture – et non l'idéal d'ordre sous-jacent dans l'architecture de Lampugnani. Une vision pluraliste de la société exige la diversité, un mélange de visions et de rêves : « Zum Leben einer pluralistischen Gesellschaft gehört eine enorme Vielfalt und die unentbehrliche Vielfalt von Erfahrungen und Weltanschauungen[2] ». L'architecture doit être, selon Daniel Libeskind, l'expression de cette pluralité essentielle et indispensable.

Berlin, selon lui, est un « montage fascinant », un « mélange coloré de fantaisie et de matière » – et cela devrait rester ainsi :

> In Wirklichkeit ist Berlin eine faszinierende Montage widersprüchlicher Geschichte, widersprüchlicher Maßstäbe, Formen und Räume: ein buntes Gemisch aus Phantasie und Materie. Die aktuellen Kriterien der Senatsbauverwaltung in Berlin sind nicht bloße Richtlinien, wie sie jede Stadt natürlich braucht, um künftig eine verantwortungsvolle Entwicklung zu garantieren, sondern es sind autoritäre und repressive Edikte[3].

Un des traits de caractère de la démocratie est l'absence de hiérarchie entre citoyens. Afin d'éviter l'instauration de hiérarchies, il conviendrait, selon l'architecte, de concevoir la planification urbaine comme garantissant l'hétérogénéité et la pluralité. L'ordre fondamental des choses relèverait de ces deux idéaux. L'ordre proposé par les architectes traditionalistes n'est qu'un leurre car il chercherait à figer une conception de l'ordre alors que, en réalité, différents ordres se succèdent dans le temps. Il récuse la rationalité qui serait le soubassement d'un tel ordre traditionnel. Cette rationalité est nécessairement assimilée à la terreur national-socialiste :

---

[1] LIBESKIND, Daniel. "Die Banalität der Ordnung." Arch+ 121 (1994): 14-16.

[2] « Une diversité considérable et la diversité des expériences et visions du monde font partie intégrante de la vie d'une société pluraliste. » *Ibid*., p. 15

[3] « En réalité, Berlin est un montage fascinant d'histoire contradictoire, d'échelles contradictoires, formes et espaces : un mélange coloré de fantaisie et de matière. Les règlementations actuelles du service de l'urbanisme du Sénat ne sont pas de simples directives comme toute ville en a besoin pour garantir pour l'avenir un développement responsable, mais il s'agit d'édits autoritaires et répressifs. » *Ibid*.

> Wenn man von Architektur (oder von Berlin und seiner gegenwärtigen Situation) spricht, redet man gleichzeitig über das Paradigma des Irrationalen. Ich glaube, dass die besten Arbeiten des zeitgenössischen Geistes aus dem Irrationalen entspringen, während die Mächte dieser Welt, die herrschen und oft auch töten, dies immer im Namen der Vernunft tun[1].

Le chaos tant critiqué par Lampugnani n'est donc rien d'autre que l'expression de la pluralité et signifie un refus de l'asymétrie et de la diversité qui caractérisent les sociétés contemporaines. Pourtant, cet « ordre désordonné » qu'il défend suit l'ordre particulier du développement ouvert et non-déterminé et reflète l'idéal de la fragmentation qui s'oppose à la hiérarchie et à la rigidité d'un ordre figé.

Bien que portant, en premier lieu, sur des conceptions architecturales de l'espace public et, par conséquent, du paysage urbain de Berlin, la « Querelle des architectes » est une parfaite illustration de l'évolution globale dans le contexte du transfert de la capitale de Bonn à Berlin. Opposant, d'un côté, les défenseurs d'un style architectural ouvert, moderne et déconstructiviste tel qu'il avait été élaboré à travers le *demokratisches Bauen* à Bonn aux tenants, d'un autre côté, d'un retour aux formes néo-classiques et néo-historicistes d'avant 1945, le débat reflète les positions antagonistes autour de la relation à l'histoire allemande. Alors que des architectes comme Daniel Libeskind plaidaient en faveur d'une conception démocratique de l'architecture - prolongeant ainsi implicitement les positions de ceux qui étaient opposés à un retour dans l'histoire allemande - la partie adverse s'engageait pour une intégration du passé dans le présent mais en l'ôtant de son poids. Cette dernière approche s'inscrivit dans celle défendue par ceux qui considéraient un retour à la « normalité » souhaitable et nécessaire, libérée des « fardeaux du passé ».

De la sorte se trouve, dans ce débat architectural, un prolongement des débats développés ci-dessus autour de l'auto-conception des Allemands et leur rapport à l'histoire national-socialiste et son intégration dans le présent.

---

[1] « Quand on parle de l'architecture (ou de Berlin et de sa situation actuelle) on parle aussi du paradigme de l'irrationalité. Je pense que les meilleurs travaux puisent dans l'irrationalité alors que les puissances de ce monde qui règnent et, souvent, tuent, le font toujours au nom de la raison. » Cité dans STÖBE, Sylvia. "Chaos und Ordnung : Extrempositionen der modernen Planungstheorie des 20. Jahrhunderts am Beispiel des Berliner Architekturstreits (communication à l'Université de Hildesheim du 07.05.2003)." www.uni-kassel.de/fb13/stoebe/Hildesheim.pdf (consulté le: 23.05.2010).

Pour résumer, l'on pourrait dire que la « normalité » de la République de Berlin s'est construite – architecturalement et intellectuellement – sur la base de l'ambiguïté et de l'ambivalence, plutôt que sur une certitude absolue concernant le passé de la ville et de la nation. La vision de l'avenir, elle, reste floue aussi car l'interprétation du passé reste sujette à la discussion et aux changements. La présence de ce passé dans le présent empêche une vision claire et nette :

> Attempts to construct a new Berlin through a vision of the future enabled by some sort of historical forgetfulness, a back-to-the-future of some romanticized Wilhelmine – or, at any rate, pre-Weimar – 'normality' have been confronted – or, at any rate, troubled – by the stubbern 'ghosts' of Nazism, war and the more recent legacies of the GDR, as well as 'imagined' memories of the culture of Weimar Berlin[1].

Le « spectre » du national-socialisme continue à flotter au-dessus de l'identité allemande, déclenchant des polémiques véhémentes sur le passé, son interprétation et son intégration dans la conception et perception du présent (politique et architectural). Pourtant, prolongeant la position de ceux en faveur d'un retour à la « normalité », la peur que ce spectre avait pu générer auparavant a laissé la place à la quotidienneté de la peur, à une routinisation voire à sa banalisation comme arme rhétorique. La « grande hantise » a laissé la place à la « petite hantise », au *Poltergeist*. Le chemin vers la « normalité » d'une République de Berlin continue donc à être semé d'obstacles hérités du passé. Mais, définitivement, ces obstacles ne sont plus insurmontables dans la lutte pour l'hégémonie discursive dans l'espace public et ce qui, jadis, était indicible est devenu acceptable dans la sphère politique et publique.

La réalisation du *Regierungsviertel* à Berlin, notamment le *Band des Bundes*, témoigne d'une réactualisation de la représentation spatiale et architecturale de la République fédérale. Dans le cadre général de la reconstruction de la nouvelle-ancienne capitale, on pourrait parler d'une réappropriation et d'une réinterprétation de l'héritage historique, et plus particulièrement de l'héritage – architectural et urbain – du national-socialisme, dans un effort de « réflexion collective » dans la discussion publique. Le travail de mémoire concernant l'héritage – symbolique et historique – de la RDA n'a pas encore atteint ce stade, la discussion concernant l'utilisation des anciens bâtiments officiels du régime de Berlin ne semble pas – encore – avoir eu lieu[2] au début des années 2000, mise à part celle autour du

---

[1] COCHRANE. « Making up meanings in a capital city. », art. cit., p. 21.

[2] GUERRA. « Politische Macht am Spreebogen. », art. cit., p. 6.

Palais de la République. Seul dans le domaine de l'urbanisme à proprement parler – la restructuration des quartiers résidentiels à Berlin – une telle réflexion a eu lieu.

Au début du 21ème siècle, Berlin – et l'Allemagne – était en train de se réinventer dans les processus du travail de mémoire, dans l'incorporation des « spectres » dans le paysage urbain et la réflexion sur leur importance pour le présent. La commémoration et la réactualisation du passé jouent un rôle fondamental dans les tentatives d'auto-définition d'une nation. L'analyse du cas de la nouvelle-ancienne capitale permet ici de saisir les obstacles rencontrés sur la route d'une telle « normalité » et dans les efforts pour surmonter le passé afin de repositionner l'Allemagne sur l'échiquier international.

Partant du débat parlementaire en 1991 lors duquel la décision en faveur de la nouvelle-ancienne capitale Berlin avait été prise, les changements paradigmatiques que ce transfert implique ont été présentés. Tournant autour de la question d'une rupture avec la République de Bonn, les différents éléments du débat au parlement ont révélé d'abord une inquiétude face aux changements à venir, mais ont fait naître, dans un second temps, l'espoir d'un renouveau permettant de renouer avec le passé. Cette idée du renouveau national est également véhiculée par le père spirituel de l'expression « République de Berlin », Johannes Gross, qui y associe l'avènement d'une identité nationale 'normale' qui se détacherait du passé pour se tourner vers l'avenir. Cet optimisme est repris par une grande majorité des voix qui ont participé aux débats politiques et intellectuels, attestant par là l'attrait que peut représenter la 'normalité' après 40 ans passés à Bonn dans un état perçu comme 'anormal' ou 'a-historique[1]'.

[1] FLEISCHER, Helmut. Mit der Vergangenheit umgehen. Prologema zu einer Analytik des Geschichtsbewusstseins. *In* KÖNIG, Helmut / KOHLSTRUCK, Michael / WÖLL, Andreas (dir.). *Vergangenheitsbewältigung am Ende des 20. Jahrhunderts*. Opladen: Westdeutscher Verlag, 1998, pp. 409-432.

VI. Conclusion : Ce qui reste du passé

Bien que toute réflexion autour de l'idée ou du terme « identité » semble difficile voire impossible, en raison notamment de la plasticité du terme et de l'omniprésence de son utilisation – sans faire référence à son possible mésusage dans des contextes politiques particuliers – et comme la partie introductive de ce travail a tenté de le démontrer en esquissant l'histoire du terme, il est évident que le passé et la mémoire (ou plutôt: la commémoration) de ce passé sont des dimensions centrales et essentielles du lien entre les membres d'une communauté politique. On peut qualifier ce lien comme élément fondamental de l'« identité nationale ». Cette dernière permet de créer la « communauté imaginée » dont parlait Benedict Anderson[1], la communauté de tous les membres d'un ensemble politique national qui se conçoivent comme en faisant partie sans pourtant pouvoir la saisir dans sa totalité. Le passé est donc un des vecteurs essentiels de cette identité commune. Il constitue, à travers la mémoire (sa commémoration) la clé de voute de l'inscription dans un « ensemble » dans la longue durée. Par conséquent, la définition de ses contenus est essentielle. Comme les travaux, notamment de Pierre Nora[2] et de Maurice Halbwachs[3], l'ont montré, la mémoire devient un lieu commun, elle n'est pas la somme des mémoires individuelles mais le lieu unique dans lequel se cristallise « l'essence » de la nation. Le passé et sa mémoire deviennent des éléments valorisants de l'identité nationale, permettant l'inscription dans la longue durée et l'identification avec un cadre temporel qui dépasse l'expérience de l'individu. Ainsi, le complexe identico-mémoriel permet à l'individu l'inscription dans une communauté. Le passé est présent – omniprésent – et permet l'identification ainsi que la justification des politiques du présent. On peut considérer que le passé justifie, jusqu'à un certain point, le présent et ce qui s'y déroule.

Implicitement, cette centralité du passé et de la mémoire pour l'identité met l'accent sur les aspects positifs et valorisants du passé pour le présent. Comment penser alors la présence du passé dans le présent lorsque celui-ci est marqué par une « rupture civilisationnelle[4] » ? S'il inscrit ceux qui ont « fait » ce passé en-dehors du monde civilisé par la réalisation du plus grand crime contre l'humanité de l'histoire ? Cette constellation est (ou en tout cas : a été) le cas de l'Allemagne. Les crimes commis sous le IIIème Reich par les Allemands – dont

[1] ANDERSON. *Imagined communities*, op. cit.

[2] NORA. Entre mémoire et histoire. op. cit.

[3] HALBWACHS. *Das Gedächtnis*, op. cit; HALBWACHS. *Das kollektive Gedächtnis*, op. cit.

[4] DINER (dir.). *Zivilisationsbruch*, op. cit.

l'extermination des Juifs européens – constituent cette rupture avec le monde civilisé ainsi qu'avec l'histoire plus longue du passé national allemand. Bien que l'ampleur des crimes n'était pas connue en détail le lendemain de la défaite totale de mai 1945, il devint rapidement évident que le passé (immédiat) ne constituait plus un facteur d'identification possible qu'il fallait, presque au contraire, prendre ses distances avec le passé devenu « embarrassant ». Le régime totalitaire avec ses ambitions millénaires et les crimes commis au nom de l'idéologie national-socialiste et par les Allemands semblait avoir sorti le peuple allemand de sa longue durée, la plaçant « en-dehors » de l'histoire.

La rupture de 1945 semblait avoir mis un terme à toute possibilité d'identification avec l'historicité de la nation allemande et avoir anéanti une nation qui, auparavant, avait été considérée comme une des plus civilisées du monde occidental. Presque 80 ans après cette rupture, le présent travail est parti d'un quadruple paradoxe. D'abord, comment convient-il de considérer la centralité continue de l'Holocauste dans l'identité allemande alors que, aujourd'hui, l'Allemagne a retrouvé une place d'hégémon économique et politique en Europe et dans le monde ? Comment interpréter la présence de la mémoire des années 1933 à 1945 dans le présent alors que la distance temporelle avec les évènements comprend aujourd'hui deux générations et quels liens peut-il y avoir entre sa présence et l'évolution contemporaine de l'Allemagne unifiée en tant qu'acteur européen et mondial ? Que peut signifier, de plus, la manifestation – ouverte et pacifique – de patriotisme lors du Mondial de football de 2006 en Allemagne alors que le pays semblait être entré dans l'ère du « postnationalisme » à la fin des années 1980 ? Finalement, quel regard porter sur le paradoxe ethnique selon lequel cette focalisation sur la *Vergangenheitsbewältigung* conduit, comme Dan Diner le rappelle, à une perpétuation de l'idée du ius sanguinis rendant impossible à toute personne ne descendant pas des « bourreaux ordinaires » et étant, par conséquent, soumise au devoir de mémoire, d'être considérée comme « allemand » ?

Ces tendances contraires ont conduit à une interrogation sur l'évolution de la présence du passé dans le présent, sur les transformations et mutations de la place du national-socialisme, du IIIème Reich et de l'Holocauste dans l'identité allemande de 1945 jusqu'à la fin des années 1990. Il s'agissait de mettre en évidence de quelle manière la mémoire de cette période est devenue constitutive de l'identité allemande et de quelle manière elle a contribué à créer une communauté mémorielle exclusive, fonctionnant selon les mêmes principes que les logiques ethniques. Les trois citations mises en exergue de l'introduction résument

parfaitement cette évolution. D'abord, le fait que « la mémoire du crime devient le mythe fondateur d'une communauté particulière qui cherche son origine dans ce crime[1] ». L'identité allemande est aujourd'hui, semble-t-il de manière incontestable, basée sur la mémoire de l'Holocauste comme un des éléments centraux, laissant de côté l'inscription dans un passé plus long, au-delà de la rupture civilisationnelle. Klaus von Dohnanyi renforce ce « mythe des origines (*Ursprungsmythos*) » lorsqu'il écrit que « l'identité allemande (…) ne peut aujourd'hui pas être plus clairement définie que par *notre descendance commune* de ceux qui l'ont fait, qui ont salué ces actes ou qui, tout du moins, les ont tolérés[2] ». Pourtant, ce qui – 80 ans après les faits – paraît comme évident est le résultat d'un processus long et tumultueux d'incorporation de la période national-socialiste dans les conceptions identitaires élaborées à travers les nombreux débats parmi les élites intellectuello-politiques. Ces débats ont systématiquement oscillé entre l'obsession du passé et la volonté de s'en libérer. Finalement, et paradoxalement, cette intégration des crimes dans le cœur de l'identité allemande a contribué à retourner une intention initiale – respecter une obligation morale de commémoration afin de tenter de faire face à la culpabilité et renouer avec le monde civilisé – en son contraire. De l'expression d'un signe de repentance, la *Vergangenheitsbewältigung* et, par la suite, la *Vergangenheitsbewahrung* sont devenues les marqueurs uniques de l'identité allemande, excluant de facto ceux qui n'ont pas partagé cette histoire : « la culture mémorielle de la République fédérale apparaît comme le dernier bastion d'une conception ethnique de la nation allemande qui est de moins en moins en phase avec les réalités d'une société d'immigration. Dans un tour de passe-passe absurde, 'Auschwitz' aide à sauver ce qui est 'allemand' dans l'identité nationale[3] ». Dans l'ensemble des débats présentés et analysés dans ce travail, l'autre – celui qui n'est pas né descendant des bourreaux allemands – est absent.

L'objectif principal du présent travail était de retracer ces processus de transformation et de mutation de la présence du passé dans l'Allemagne contemporaine entre 1945 et la fin des années 1990. Prenant d'abord appui sur la période d'immédiat après-guerre, l'interrègne de Nuremberg, il s'agissait ensuite de mettre en parallèle les évolutions dans les deux États allemands nés en 1949 et dont les évolutions étaient diamétralement opposées. Sur la base de ces trajectoires, un chapitre final a été consacré à l'Allemagne post-unificatrice, la République

---

[1] GROSS. « Geschichte und Ethik. », art. cit., p. 60.

[2] DOHNANYI. « Eine Friedensrede. », art. cit.

[3] JENSEN. Wie die Historie öffentlich gebraucht wird. op. cit., p. 78.

de Berlin, et à l'évolution des débats historico-identitaires dans cette nouvelle constellation nationale, sur cette nouvelle « scène » qui a été construite (au sens propre du terme) après 1990.

***

Durant les quatre années de l'« interrègne de Nuremberg » le passé était, pour des raisons évidentes, omniprésent. La défaite étant totale, l'intégralité du territoire allemand occupé et découpé en quatre secteurs d'occupation, le pays en grande partie dévasté par les raids aériens alliés et les combats des derniers mois de la guerre, les premières interrogations naquirent rapidement après l'effondrement du IIIème Reich. Cette courte période peut être séparée en deux temps distincts. La première, allant de 1945 à 1947, était marquée par une intense réflexion publique sur les origines de la « catastrophe allemande » : comment ce pays civilisé avait-il pu faire naître le régime le plus totalitaire et le plus meurtrier de l'histoire de l'humanité et quelles conséquences devraient être tirées de cette « catastrophe »? Menée principalement par une élite intellectuelle – la majorité de la population allemande étant préoccupée par sa survie matérielle –, cette réflexion tournait autour de la notion de l'« heure zéro » et du renouveau tout en tentant de maintenir le lien avec une histoire nationale plus longue. Essentiellement, les causes de l'avènement de la « catastrophe allemande » étaient cherchées dans des facteurs extérieurs, soit en désignant des coupables en la personne d'Adolf Hitler et les hauts dignitaires du régime national-socialiste dont les Allemands auraient été les premières victimes et qui auraient fait naître un sentiment nationaliste « malsain », soit en pointant du doigt l'incapacité des voisins européens à endiguer la catastrophe annoncée par l'avènement du national-socialisme. La catégorie lexicale de « catastrophe » impliquait que les évènements n'avaient pas été souhaités par le peuple allemand et que, par conséquent, il n'était pas réellement responsable de la suite des évènements. Rares étaient ceux, à l'instar de Karl Jaspers, qui tentèrent de systématiser la culpabilité et de pointer les responsabilités individuelles qui avaient rendu possibles le maintien au pouvoir du NSDAP et le déploiement de l'État totalitaire et meurtrier.

Rapidement, à partir de 1947, un sentiment plus large d'« innocence collective » se répandit, renforcé aussi bien par les dirigeants politiques allemands tel Konrad Adenauer et,

paradoxalement, les procès de Nuremberg dont le but affiché par les occupants n'étaient pas l'inculpation du peuple allemand dans son intégralité mais des accusés présents. Dans une logique de déculpabilisation, les facteurs exogènes – tels le Traité de Versailles, la Grande Dépression, les politiques de l'*appeasement* – étaient mis en avant comme facteurs ayant conduit à la « catastrophe allemande ». Ils étaient argumentativement combinés avec la force répressive du régime national-socialiste qui aurait rendu impossible toute forme de résistance, soit elle active ou passive.

Dans ce processus de victimisation, les véritables victimes de la barbarie national-socialiste – les Juifs européens – furent totalement occultés de la conscience collective et, dans un retournement total de la logique, les forces d'occupation alliées rendues responsables de la situation du peuple allemand. Ainsi, la question de la culpabilité du peuple allemand et de sa responsabilité – collective et individuelle – pour les crimes était reléguée au second plan, posant les bases de la « décennie du silence » qu'allaient être les années 1950. Il est néanmoins important de rappeler que, au moins durant la période de 1945 à 1947, la réflexion était intense et, pour bon nombre de ceux qui y participaient, marquée par des réelles interrogations sur l'avènement de la « rupture civilisationnelle ». Cette période allait préfigurer les deux pôles antagonistes de la réflexion sur la place du national-socialisme et de l'Holocauste dans l'identité allemande: d'un côté ceux pour qui il convenait de tirer un trait final sur cet « accident » de l'histoire, sur cette « catastrophe allemande » pour lesquels le peuple allemand ne pouvait être tenu pour responsable et, d'un autre côté, ceux pour qui les évènements excluaient tout retour à la « normalité » en raison de la profondeur de la faute individuelle et collective des Allemands et l'incommensurabilité des crimes commis.

Dans la continuité de ce qui s'était profilé durant les dernières années de l'« interrègne de Nuremberg », les premières années de la jeune République fédérale, fondée en 1949, furent marquées par une volonté manifeste de tirer un trait sur le passé et de se consacrer à la reconstruction matérielle du pays. La construction d'un nouveau système politique démocratique signifiait l'intégration de personnes ayant été impliquées dans le régime national-socialiste en raison de leurs compétences administratives et techniques spécifiques. Ainsi, les politiques de dénazification engagées par les forces alliées se trouvèrent réduites et les premiers condamnés se virent rapidement amnistiés après 1949. La reconstruction économique et la prospérité grandissante allaient de pair avec une volonté de plus en plus ouvertement affichée de faire table rase du passé et de se concentrer sur l'avenir. Jusqu'à la

vague antisémite de la fin des années 1950, les victimes juives disparaissaient du quotidien et des consciences et l'intérêt publique et politique pour le passé diminua considérablement. La mémoire devint une mémoire familiale, le plus souvent marquée par des récits d'une prétendue distance avec le (voire résistance au) régime national-socialiste et renforçant un sentiment d'innocence collective. Ainsi put naître un climat public dans lequel tout sentiment de culpabilité était absent par simple silence collectif. Il s'agissait d'un climat renforcé par les prises de positions des dirigeants politiques allemands (de tout bord politique) en faveur d'une amnistie. Norbert Frei a caractérisé cette période comme étant marquée par la *Vergangenheitspolitik*, qui devait permettre d'intégrer dans la jeune République fédérale les millions d'anciens national-socialistes et qui produisit un rejet de la reconnaissance de culpabilité aussi bien au niveau du peuple allemand que de la classe politique[1].

Cette volonté de tirer un trait final sur le passé fut perturbée par la vague antisémite de la fin des années 1950. Il devint alors évident qu'un travail de mémoire était devenu incontournable et que l'identité allemande ne pouvait être pensée sans la référence au passé national-socialiste et les crimes contre l'humanité. Après une première phase de tentative de minimisation des faits, notamment par le chancelier Konrad Adenauer lui-même, se forgeait la certitude que le passé devait être surmonté. Cette reconnaissance était renforcée par la multiplication des procès contre d'anciens national-socialistes, donc le procès d'Adolf Eichmann à Jérusalem mais également des procès en Allemagne occidentale, qui placèrent le sujet au cœur de l'actualité médiatique et politique. Contrairement au début des années 1950, il n'était désormais plus possible de simplement taire les années 1933 à 1945 et la réflexion autour de cette période commença à devenir centrale dans les débats publics. La controverse autour des thèses de Fritz Fischer, au début des années 1960, ébranla considérablement les interprétations antérieures concernant les raisons de l'avènement de la « catastrophe allemande », cherchant les explications dans des facteurs exogènes, pour se concentrer davantage sur l'évolution de l'histoire allemande et ses forces endogènes. Ainsi, le regard porté par les Allemands de l'Ouest commença à changer, mettant à mal les interprétations dominant jusqu'alors.

Les débats parlementaires autour de la prescription des crimes contre l'humanité prolongèrent cette centralité de l'Holocauste dans le débat identitaire allemand. Il en alla de

---

[1] FREI. *Vergangenheitspolitik*, op. cit.

même pour 1968 quand la jeune génération – née après 1945 et donc, par conséquent, individuellement innocente – commença à accuser la génération des parents et des grands-parents d'avoir été des soutiens du national-socialisme et, surtout, de ne pas avoir fait le travail de mémoire qui s'imposait après 1945. Bien que généralement considérée comme un moment crucial dans la transformation et la mutation de la présence du passé dans le présent, il convient de souligner que la contestation générationnelle s'inscrivit dans un contexte de changements des paradigmes mémoriels intervenus avant. Mais il est évident que la révolte générationnelle a contribué à consolider la place de la mémoire de l'Holocauste dans le complexe identitaire.

Cet ancrage a connu un autre moment décisif lorsque l'Holocauste est « entré dans les salons » ouest-allemands à travers la série télévisée *Holocaust* en 1979. La diffusion de la série américaine – largement critiquée en amont de sa diffusion en Allemagne mais néanmoins suivie par un nombre important de téléspectateurs – a contribué à porter l'intérêt public sur les crimes national-socialistes tout en brisant définitivement les récits familiaux dominants concentrés sur les « souffrances allemandes ».

Bien qu'il fût devenu patent que les années 1933 à 1945 avaient pris une place majeure dans la conscience ouest-allemande, les forces politiques conservatrices se mobilisèrent autour de Helmut Kohl à partir de la fin des années 1970 pour engager un « tournant mental-moral ». L'objectif affiché était la réinterprétation du passé et une rupture avec la place centrale qu'avait prise la période national-socialiste dans l'imaginaire allemand. Il s'agissait de réinscrire le présent dans un passé national plus lointain et de considérer la période 1933-1945 comme une parenthèse de l'histoire dont la mémoire ne devrait plus influer sur le présent. Parmi d'autres tentatives de réécrire l'histoire nationale – comme la création du Musée d'histoire nationale à Berlin et la transformation de la *Mahnwache* à Berlin en lieu de commémoration central –, la visite à Bitburg en mai 1985 devait contribuer à réhabiliter le passé national dans son intégralité. Le scandale qui éclata autour de la visite, au côté de Ronald Reagan, d'un cimetière où sont enterrés, entre autres, des soldats SS se focalisa essentiellement sur la « rupture des digues mémorielles » tentée par Helmut Kohl et ses conseillers qui, par cette visite, avaient essayé de « normaliser » la Seconde Guerre mondiale. Le discours de Richard von Weizsäcker, Président de la République fédérale, à l'occasion du 40ème anniversaire de la fin de la guerre – et seulement quelques jours après la visite de Helmut Kohl et Ronald Reagan à Bitburg – peut être interprété comme une fin de non-

recevoir de cette volonté de tirer un trait sur le passé. En effet, von Weizsäcker souligna clairement qu'il était impossible de traiter les années 1933 à 1945 comme une parenthèse de l'histoire nationale, mais qu'elles constituaient, au contraire, le point culminant du chemin particulier allemand et que la période était centrale (et incontournable) dans l'appréhension du présent et de l'avenir.

Quelques mois après le scandale de Bitburg et le discours de Richard von Weizsäcker, une des plus importantes polémiques historico-identitaires de la République fédérale allait éclater. Ce qui est désormais connu sous le nom de « Querelle des historiens » tournait autour de quatre grandes interrogations. L'importance historique, d'abord, accordée au national-socialisme dans le présent. Ensuite, les réactions face à la tentative de relativiser les crimes national-socialistes en les comparant notamment aux crimes commis par le régime stalinien en URSS. Le lien de cette « historicisation » avec le « tournant mental-moral » et, enfin, l'instrumentalisation de l'histoire comme vecteur identitaire. Déclenché par un article de l'historien Ernst Nolte dans lequel il expliquait l'antériorité de « l'extermination de classe (*Klassenmord*) » par rapport à « l'extermination de race (*Rassenmord*) », le débat opposa ceux qui défendaient la singularité de l'Holocauste – et, par conséquent, son rôle dominant pour l'identité allemande – et ceux qui, dans la ligne des défenseurs d'une parenthèse historique, l'inscrivaient dans un contexte plus large, lui ôtant par là sa singularité. L'apport en connaissances historiques fut mince, la majorité des interventions opposait les positions antagonistes quant à l'interprétation de l'histoire. Attaquant vivement la position d'Ernst Nolte et de ses soutiens, Jürgen Habermas forgea durant ce débat l'idée d'un « patriotisme constitutionnel », issu d'une « identité postconventionnelle » qui serait la seule identité possible face à Auschwitz. Les tenants de la position habermassienne considérèrent qu'une identité allemande ne pouvait être « normale », appuyée sur un patriotisme traditionnel « normal » se référant à un passé long mais devait, au contraire, impérativement être ancrée dans la rupture civilisationnelle que représente l'Holocauste. De manière unanime, les observateurs – de l'époque et d'aujourd'hui – ont considéré que la « Querelle des historiens » a marqué le moment final de l'implantation du « mythe fondateur » Auschwitz dans l'identité allemande. Désormais, il serait – et resterait – impossible de penser l'identité autrement qu'en faisant référence aux crimes national-socialistes. Cette bataille autour de « l'hégémonie culturelle » aurait donc été remportée par les défenseurs de la *Vergangenheitsbewältigung*,

mettant un terme à 40 ans d'oscillation – à travers de nombreux débats et polémiques – entre la volonté de tirer un trait final sur le passé et le devoir de mémoire.

Cet ancrage de l'identité allemande dans le « mythe fondateur » Auschwitz allait, de nouveau, être questionné dans le contexte de l'avènement de la République de Berlin après l'unification allemande. Les débats autour de la « normalisation » de l'identité nationale allemande allaient pourtant totalement éclipser la présence du passé dans le présent dans l'« autre » Allemagne, la RDA.

Dans la « patrie socialiste des travailleurs et paysans », la mémoire des années 1933 à 1945 fut tout autre en raison de la nature du système politique. Contrairement à la RFA où le passé avait été (dans un processus long et controversé) finalement intériorisé, en RDA la période national-socialiste et les crimes contre l'humanité et la responsabilité les concernant avaient été externalisés. Dans une période allant de 1949 jusqu'au début des années 1980, les dirigeants politiques et les historiens placèrent le peuple est-allemand du côté des vainqueurs soviétiques, lui octroyant de facto et pour l'intégralité du peuple (est-)allemand le statut d'« antifascistes ». Ce tour de passe-passe idéologique permettait d'innocenter les « ouvriers et paysans » en RDA, de faire table rase du passé et de désigner les coupables en la figure des dirigeants ouest-allemands qui, selon la terminologie officielle, perpétueraient l'idéologie fasciste à travers le capitalisme rhénan.

Rapidement, l'antifascisme devint le mythe fondateur de la RDA et la dimension raciale de la politique national-socialiste fut occultée en faveur d'une concentration sur la guerre idéologique qu'aurait menée le IIIème Reich contre le communisme. Dès 1945, notamment à l'occasion du « Serment de Buchenwald », l'antifascisme devint central dans la conception identitaire socialiste. Offrant une légitimation aux dirigeants communistes arrivés en même temps que l'avancée des troupes soviétiques, la logique antifasciste constituait la possibilité pour les Allemands de l'Est d'éviter d'avoir à se prononcer sur leur implication personnelle dans le régime national-socialiste et de désormais se consacrer à la construction du « socialisme réellement existant ». La faute morale et politique était externalisée vers les forces capitalistes qui perduraient à l'Ouest, permettant aux citoyens de la RDA de recommencer un nouveau chapitre de l'histoire allemande sans avoir à rendre compte du passé. Le SED proposa aux Allemands de l'Est une alternative identitaire qui, à condition d'adhérer au régime socialiste, les innocentait de leurs actes passés.

Le régime communiste de la RDA érigea les « combattants antifascistes » en principales victimes de la barbarie national-socialiste, soulignant qu'ils avaient été les seuls à résister et, par conséquent, les seuls légitimes à être commémorés. Logiquement, les victimes juives perdaient tout droit à la présence dans le discours mémoriel. Progressivement, toutes les autres catégories de victimes du régime national-socialiste furent écartées de l'espace mémoriel et identitaire. Cette éviction s'appuyait sur la construction d'un idéal du résistant et du « combattant antifasciste » qui, contrairement aux autres victimes, aurait été la seule force de résistance. Le discours officiel valorisait cette résistance au point de considérer que seule la résistance active sous la bannière du Parti communiste permettrait une intégration dans la mémoire officielle du régime. Les autres, certes des victimes, perdaient tout intérêt en raison justement de leur présupposée passivité. Cette appropriation de « véritable » statut de victime au profit des communistes se reflète parfaitement dans l'interprétation hégélienne de l'histoire telle qu'elle est véhiculée notamment dans les conceptions des lieux centraux de commémoration du régime, les anciens camps de concentration de Buchenwald ou de Sachsenhausen, inaugurés à partir de la fin des années 1950.

Il s'agissait d'un processus allant, finalement, jusqu'à la mobilisation d'un discours antisémite qui s'attaquait à la figure du « Juif cosmopolite », parfait représentant de la logique capitaliste et ennemi de la révolution communiste aux yeux du régime de Berlin Est. Considérant que la logique primaire de l'idéologie national-socialiste était son anti-socialisme, la « question juive » était d'emblée interprétée comme relevant d'un schéma d'interprétation économique et non pas racial. Dans le cadre de la confrontation entre les blocs occidental et oriental, la figure du « Juif » fut, au début des années 1950, instrumentalisée dans le cadre de la campagne anti-cosmopoilite. Le « Juif » devenait l'incarnation du cosmopolitisme capitaliste, en opposition au travailleur internationaliste. La campagne mobilisa, dans tout le bloc soviétique, des clichés antisémites profondément ancrés dans les mentalités pour étayer l'idée d'un complot mondial juif contre le « monde libre ». Cette vision permit, par effet corollaire, de dispenser la jeune RDA de toute politique de réparation envers le tout aussi jeune État hébreu, tout en considérant que le fait que la RFA avait engagé une politique de réparation ne faisait que souligner la culpabilité des Allemands de l'Ouest qui, contrairement aux Allemands de l'Est, n'avaient pas « exterminé » le fascisme.

Une des conséquences de la nature du système politique de la RDA fut que la question identitaire n'était pas, comme en RFA, l'objet d'un débat politico-public mais le résultat de décisions politiques visant à implanter dans la population une conception identitaire décrétée par le haut et inspirée idéologiquement. Dans cette constellation, l'historiographie avait un rôle précis : elle devait fournir les « bons » éléments pour la construction d'une identité tout en taisant les éléments « gênants ». Ainsi, la sélectivité permettait de valoriser les périodes historiques constitutives du présent et de faire ressortir les périodes progressistes qui permettaient d'inscrire le présent dans un passé long. Par là-même, le rôle de l'historiographie était de donner raison aux dirigeants en construisant une vision téléologique de l'histoire dont le processus conduit nécessairement au présent tout en le justifiant. Après une première phase de falsifications grossières des faits historiques qui allait durer jusqu'au milieu des années 1960, l'historiographie est-allemande entra dans une phase de « normalisation » tout en restant soumise aux impératifs de la « formation des consciences ». De plus en plus à partir de la fin des années 1970, l'analyse de l'histoire se détacha d'une vision internationaliste – considérant l'histoire dans sa globalité et dans la perspective de la lutte des classes – pour se concentrer davantage sur l'histoire allemande. Cette réorientation poursuivit le but de fournir une conscience historique allemande, faisant naître le concept de « tradition et héritage ». Cette nouvelle approche ne cherchait plus à distinguer entre les « bons » et les « mauvais » éléments de l'histoire mais de mettre en avant les « traditions » sur lesquelles le régime pouvait s'appuyer et l'« héritage » qu'il fallait accepter comme tel.

Au-delà de la fragilité du système économique et l'omniprésence d'un système de surveillance étatique répressif, le « vote avec les pieds » – l'exode massif des citoyens est-allemands dès l'ouverture du Mur – signifie l'échec de la création d'un modèle identitaire suffisamment fort pour susciter l'adhésion en RFA. S'appuyant initialement sur une logique antifasciste et cherchant à établir une identité de vainqueurs, libérant les individus de toute réflexion sur leur culpabilité individuelle, la question identitaire était « ordonnée par le haut ». Le débat public était inexistant, la conception d'une « identité nationale » est-allemande relevait du ressort des dirigeants politiques qui instrumentalisèrent l'historiographie afin de créer une offre d'identification avec les éléments progressistes et démocratiques de l'histoire allemande. La réflexion sur le national-socialisme et l'Holocauste était absente de ces considérations, le régime ayant décrété être du côté des vainqueurs et repoussant la faute morale et politique sur la RFA. Cette conception allait rester en vigueur jusqu'aux derniers

jours de la RDA, créant la difficulté de la réponse appropriée à la question de l'« identité est-allemande », comme en témoignent les tentatives des années 1970 d'articuler le concept de « nation socialiste », notamment afin de distinguer une identité est-allemande d'une identité ouest-allemande.

L'instabilité identitaire, causée par la nécessité de faire coïncider l'identité ordonnée par le haut avec les exigences de la confrontation des blocs idéologiques et soumise à des changements abrupts, conduisit, finalement, à une faible identification avec la « patrie socialiste des ouvriers et paysans ». Paradoxalement, cette situation a conduit de nombreux analystes à considérer que la RDA – en dépit des efforts du régime est-berlinois de créer une nation socialiste – était restée « plus allemande » que la RFA[1].

La Chute du Mur a expédié cette expérimentation identitaire au cimetière de l'histoire, ouvrant un nouveau chapitre dans l'histoire de la transformation et la mutation de la présence du passé dans le présent dans le nouveau cadre de l'Allemagne unifiée. Dans le cadre du processus d'unification des deux États allemands, la construction identitaire est-allemande fut entièrement oubliée et le modèle ouest-allemand allait, très rapidement et sans que ce processus rencontre des oppositions majeures, s'imposer.

« Jetzt wächst zusammen, was zusammen gehört (*Maintenant s'unit ce qui doit l'être*) », telle était l'interprétation de l'ancien chancelier Willy Brandt le lendemain de l'ouverture du Rideau de fer concernant le nouveau chapitre de l'histoire allemande qui allait s'ouvrir. Le processus d'unification qui allait suivre a été l'occasion d'une nouvelle série d'interrogations sur la présence du passé dans le présent. Au-delà de la joie – toutefois relativement éphémère – par l'unification inattendue et inespérée des deux Etats allemands, il devint rapidement évident qu'une série de questions avait été soulevée par ce moment historique. La première, et dont les autres allèrent découler, était de savoir où la capitale de ce nouvel ensemble politique allait se situer : dans la capitale fédérale ouest-allemande ou dans la capitale historique allemande? La décision prise, à l'issue d'un débat parlementaire précédé par une intense discussion médiatique, permettait, par la suite, de construire une nouvelle « scène » sur laquelle allait être « joué » le jeu politique et identitaire. Ce transfert de lieu fut

[1] Cette considération semble viser principalement les attitudes des Allemands des nouveaux *Länder* vis-à-vis du pouvoir, dans le sens d'une perduration du « caractère autoritaire » décrit par Adorno. Il convient nécessairement de prendre fortement en considération la plus faible exposition du quotidien des Allemands de l'Est (durant les 40 années de la RDA) et sa pénétration par des cultures extérieures, comme ce fut le cas en RFA.

rapidement accompagné d'un changement de dénomination : de la « République de Bonn » à la « République de Berlin ».

Le débat parlementaire du 20 juin 1991 à l'occasion duquel les députés devaient décider de la forme prise par le transfert – prévu par le Traité d'Union ayant permis d'unifier les deux Allemagne – était marqué par l'omniprésence des questions historico-identitaires. S'y opposèrent deux visions antagonistes de la nation allemande et de son identité, l'une cherchant à maintenir le *statu quo* identitaire incarné par Bonn et l'autre proposant de renouer avec un passé plus long qu'incarnerait Berlin. Les premiers étaient les tenants d'un discours « post-nationaliste » tel qu'il s'était manifesté notamment dans le cadre et à la suite de la « Querelle des Historiens », considérant que le passé allemand rendait impossible tout retour à une quelconque « normalité » identitaire. Bonn (en tant que ville et symbole), à leurs yeux, incarnait la principale leçon politique et morale tirée de la période 1933 à 1945 et la négation de cette leçon signifierait un retour en arrière. A l'opposé, les défenseurs de Berlin considéraient qu'il était temps de « fermer la parenthèse » de l'anormalité que la capitale rhénane avait représentée et qu'un retour à Berlin était synonyme d'une « normalité » retrouvée. Le débat, qui dura presque douze heures, se termina par une courte victoire en faveur d'un transfert complet de Bonn vers Berlin.

Dans les prises de position des différents parlementaires, les clivages partisans étaient largement dépassés et les oppositions se construisaient davantage autour de trois dimensions : la dimension symbolique de Berlin pour l'auto-compréhension de l'Allemagne, les possibles conséquences d'un retour à Berlin sur la place de l'Allemagne en Europe et dans le monde et, finalement, l'unité intérieure. Dans la lignée des débats politico-médiatiques ouest-allemands des années 1980, la première dimension était la plus importante. Face au risque d'une mise en danger du fédéralisme allemand et une potentielle perte des acquis démocratiques mis en avant par les défenseurs de Bonn, les défenseurs de Berlin soulignaient, au contraire, que l'internalisation de la responsabilité politique et morale pour les crimes du national-socialisme permettait d'inscrire la responsabilité dans une histoire plus longue, renforçant ainsi les fondements de la démocratie allemande. La même logique était appliquée dans la réponse à la question concernant la politique étrangère. Certes, un retour à Berlin signifiait un retour dans l'épicentre politique d'un des régimes les plus meurtriers de l'histoire de l'humanité, mais forte de l'expérience démocratique, l'Allemagne des 40 dernières années ne risquerait pas de

retomber dans les anciens travers d'une politique impérialiste tout en poursuivant désormais de manière plus directe ses intérêts nationaux.

La décision parlementaire du 20 juin 1991 de transférer la quasi-totalité des instances politiques à Berlin ouvrit la voie aux réflexions sur ce que la nouvelle « République de Berlin » allait être. L'un des premiers à proposer une réflexion autour de la nouvelle identité allemande était Johannes Gross[1]. Son livre programmatique positionnait la République de Berlin dans une perspective de rupture avec la République de Bonn, considérée comme un « Provisorium », une période transitoire de l'histoire allemande qui, désormais, était terminée. A la différence de Bonn, confortablement acostée sur les bords du Rhin, Berlin offrait la possibilité d'un véritable centre politique, économique et sociétal – une « normalité » nationale mise entre parenthèses entre 1949 et 1989. Le corollaire à ce retour dans le passé national est, selon Gross, un affaiblissement de l'intensité de la présence de la période 1933 à 1945 dans le présent sans que pour autant son importance soit réduite.

Pour Jürgen Habermas, au contraire, cette « normalité » était une chimère rendue impossible après Auschwitz. Selon lui, seule une focalisation sur la centralité de l'Holocauste dans la conscience collective allemande garantirait la survie de la démocratie libérale, devenue, elle, possible seulement après la « rupture civilisationnelle ». Son opposition à l'appel à un nouveau sentiment national est ancrée dans sa conviction du dépassement des logiques nationales et, par conséquent, son anachronisme sans oublier la nécessité morale de maintenir la centralité d'Auschwitz dans « l'identité post-nationale » allemande.

Cette mise en garde contre un changement des paradigmes identitaires resta pourtant minoritaire et d'autres voix, d'orientation conservatrice, se firent entendre pour réclamer ouvertement une « libération du passé ». Ainsi, Heimo Schwilk et Ulrich Schacht, deux représentants du mouvement néo-conservateur, insistaient sur la nécessité de mettre un terme à la retenue identitaire et à la dominance discursive des « soixantehuitards ». Les deux auteurs plaidèrent pour un nouveau regard sur l'histoire nationale allemande afin de libérer l'identité nationale du poids de la période 1933 à 1945 et de renouer avec une conception forte de la nation allemande. Dans ce sens, la République de Berlin constituait l'occasion de redécouvrir la « normalité ». Analysant les prises de positions de personnalités politiques, économiques et

---

[1] GROSS. *Begründung der Berliner Republik*, op. cit.

intellectuelles, montre que la position de Schacht et Schwilk était loin d'être minoritaire[1]. En effet, beaucoup allaient dans le sens d'un « retour à la normalité », reprenant les grandes lignes d'argumentation des deux auteurs néo-conservateurs et soulignant l'opportunité historique que représentait l'unification pour reconsidérer le paradigme identitaire.

Dans ce contexte discursif, l'élection d'un gouvernement composé du SPD et des Verts sous l'égide de Gerhard Schröder en 1998 marqua l'arrivée au pouvoir des « soixantehuitards » dont les positions politiques furent néanmoins fortement inspirées par les idées de la « Génération Berlin[2] ». Dans son premier discours devant le parlement allemand[3], le nouveau chancelier résumait parfaitement les débats autour de l'avènement de la République de Berlin. S'appropriant la notion, il soulignait l'ancrage démocratique fort que la République de Bonn avait rendu possible, tout en soulignant le fait que la nation allemande était devenue « adulte » et qu'il convenait, sans tourner le dos au passé, dorénavant de regarder vers l'avenir. Cette posture peut être mise en parallèle avec les aspirations de la « Génération Berlin » qui, fortement ancrées dans un pragmatisme politique, prenaient de la distance avec le passé national-socialiste en considérant que la République de Bonn constituait une sorte de butoir qui permettait de mettre une distance par rapport à la période 1933 à 1945 afin de se libérer du poids du passé dans les processus de prise de décision politique. Cette historicisation d'Auschwitz était au cœur des thèses d'Andrei Markovits et Simon Reich[4] qui décrivaient la « normalisation » de la puissance allemande comme influant directement sur l'historicisation du passé national-socialiste tout en étant, en même temps, rendue possible par cette dernière.

À la suite de la décision de transférer la capitale allemande de Bonn à Berlin, se forgeait progressivement un autre regard sur la présence du passé dans le présent et sur son impact sur l'identité allemande. Sans nécessairement plaider pour une fin de la politique mémorielle telle qu'elle s'était développée notamment à partir des années 1980 en RFA, se préparait progressivement une posture de détachement par rapport à ce passé dans le présent politique. La République de Berlin incarnait désormais l'espoir d'un nouveau commencement, libéré –

---

[1] REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, 143 p.

[2] BUDE. *Generation Berlin*, op. cit.

[3] *Plenarprotokoll 10.11.1998*. pp. 47-67.

[4] MARKOVITS. *Das deutsche Dilemma*, op. cit.

jusqu'à un certain point – du « fardeau du passé » et ouvrant la voie de la « normalité » identitaire et politique.

Parallèlement à ce changement de paradigme identitaire, la « scène » sur laquelle allait désormais se dérouler le débat politique était en pleine mutation et transformation. En effet, la décision de transférer la capitale avait conduit à une intense période de réhabilitation urbaine de Berlin et notamment des lieux de pouvoir. Cette transformation de la ville fut accompagnée d'intenses débats autour de la signification politique et identitaire de l'architecture qui, en retour, reprenaient les grandes lignes des débats autour des mutations et transformations de la présence du passé dans le présent. Y étaient notamment opposées les conceptions d'une architecture démocratique en rupture avec les conceptions architecturales classiques telle qu'elle avait dominé durant 40 ans à Bonn et, au contraire, une conception architecturale inspirée des traditions antérieures et utilisant des matériaux jugés non-démocratiques.

L'idée d'une « architecture démocratique » avait été forgée par Adolf Arndt qui mettait en avant la nécessité pour l'architecture politique d'être le reflet du système qu'elle incarnait visuellement. Ainsi, l'architecture des lieux de pouvoir devait refléter la véritable essence de la démocratie et placer le peuple, le *démos*, au centre de sa conception. Par conséquent, le principe de transparence se trouvait au cœur de l'architecture démocratique. La transparence démocratique était traduite par l'utilisation massive de matériaux comme le verre, le bois clair et, de manière générale, une conception d'ouverture et se positionnait en opposition à une architecture monumentale, en pierre, telle qu'elle avait été caractéristique des périodes prédémocratiques, en Allemagne et ailleurs.

Dans le cadre de la réhabilitation urbaine de Berlin et notamment la reconstruction des lieux de pouvoir, cette conception de l'architecture démocratique était fondamentalement questionnée. D'une certaine manière, il s'agissait de souligner le renouveau, la rupture avec la parenthèse historique que représentait Bonn et de se réapproprier l'histoire nationale devenue pierre. Ce qui était questionné, était le rapport au passé à travers son intégration dans le présent. Les codes qui avaient régi l'architecture démocratique étaient réinterprétés dans le cadre d'une réhabilitation de bâtisses anciennes (comme le Reichstag ou le siège du Ministère des Affaires étrangères au Werderscher Markt) et des nouvelles constructions (Chancellerie, bureau de la Présidence allemande, Sony Center). Progressivement, une architecture plus froide (« cool ») devint dominante, favorisant davantage des matériaux comme la pierre et une

conception architecturale plus orientée vers la représentation du pouvoir au détriment de la transparence. Pour deux de ces bâtiments, la construction se fit sous forme de syncrésie des styles architecturaux. Bien qu'ayant recours à certains éléments de l'architecture démocratique, notamment le verre, la Nouvelle Chancellerie réalisée par l'architecte Axel Schultes place la tête de l'exécutif haut au-dessus du peuple, tel le capitaine d'un grand navire. Cette valorisation de la position solitaire du pouvoir devait refléter une nouvelle conception du pouvoir, loin des retenues identitaires qui avaient caractérisés la République de Bonn et notamment l'ancienne Chancellerie que Helmut Schmidt avait décrite comment ayant le charme d'un bâtiment d'une Caisse d'épargne. La rupture avec l'architecture démocratique est assumée.

Il en alla autrement pour le bâtiment du *Reichstag*, un lieu de mémoire allemand central. La mue du bâtiment – symbolisée par son enveloppement par le couple d'artistes Cristo en 1995 – transformait le Reichstag en une bâtisse moderne malgré son histoire et sa signification. La coupole de Sir Norman Foster – permettant au peuple de « marcher sur la tête » de ses représentants – couronne désormais le lieu du pouvoir législatif, intégrant la modernité dans le passé qu'incarne le Reichstag. L'utilisation du verre et de l'acier renvoie à l'architecture démocratique et à sa notion de transparence et solidité. D'une certaine manière, et tout comme Jane Kramer l'avait souligné, cette syncrésie des styles et des temps est l'expression du désir de transposer la volonté de lier le passé au présent en une réalité, exprimant ainsi l'ensemble du processus de mutation et de transformation de la présence du passé dans le présent.

De manière explicite, les deux positions concernant la lecture du passé et son impact sur l'identité nationale se manifestèrent dans la « Querelle des architectes » au milieu des années 1990. S'y opposaient, d'un côté, les défenseurs d'une modernité dont on peut considérer qu'ils sont proches de l'idée post-nationale telle qu'elle est défendue par Jürgen Habermas et, d'un autre côté, ceux qui se rapprochent des conceptions historico-identitaires défendues par les défenseurs du « tournant mental-moral » ou par des néo-conservateurs tels que Schacht et Schwilk. Alors que les intellectuels s'opposaient sur des concepts ayant un – potentiel et possible – impact sur la politique et la conception de l'identité nationale allemande, à travers les architectes se confrontaient deux approches concrètes et visibles de cette identité. Valorisant une continuité architecturale historique, l'ordre de la ligne droite et le recours à la pierre, les *Jungen Wilden* cherchaient à rompre avec l'architecture

démocratique qu'ils considéraient comme l'expression du mal de la modernité : le manque de clarté et d'agencement compréhensible de l'espace. L'un de leurs représentants, Vittorio Lampugnagni, réfutait l'accusation d'une apologie de l'architecture national-socialiste tout en valorisant sa tradition architecturale en raison de la clarté de ses formes et sa capacité à assumer sa grandeur. Accusant, au contraire, les tenants de la « nouvelle simplicité » de céder à une demande de nostalgie et à la tentative d'une simplification d'une réalité sociale devenue complexe, les critiques d'une telle approche mirent en avant la nécessité pour l'architecture de refléter la pluralité de la société à travers une architecture tout aussi complexe et bannissant la simplicité de la ligne droite.

L'opposition de ces deux conceptions architecturales constitue une parfaite analogie aux débats autour des mutations et transformations du passé national-socialiste dans le présent. D'un côté, la volonté d'intégrer le passé dans le présent en mettant en avant sa singularité et de la considérer comme point de référence d'une modernité née de cette singularité et, par conséquent, impensable sans référence à elle. D'un autre côté, le désir d'inscrire ce passé dans une continuité, lui enlevant ainsi sa singularité et, logiquement, sa capacité à déterminer le présent. Ainsi, la « Querelle des architectes » berlinoise résume de manière limpide les débats historico-identitaires (ouest-)allemands entre 1945 et la fin des années 1990.

***

S'appuyant sur les évolutions décrites et analysées dans ce travail, il convient de constater que les transformations et mutations de la présence du passé dans le présent allemand n'ont pas été des processus linéaires qui se seraient déroulés sans heurts et résistances. Au contraire, ils ont été caractérisés par les volontés contraires du devoir de mémoire et le désir de tirer un trait final sur l'histoire. La place centrale de l'Holocauste dans l'identité allemande n'a pas été « décrétée » d'en haut, comme l'avait été l'« antifascisme victorieux » en RDA, mais est, au contraire, le résultat d'un long processus d' « appropriation » dans des débats publiques au sens large du terme. Ce n'est finalement, et de manière paradoxale dans le contexte d'un « tournant mental-moral » initié par les conservateurs allemands autour du chancelier Helmut Kohl au milieu des années 1980, qu'à

l'occasion de la combinaison du 40ème anniversaire de la libération et de la « Querelle des historiens » que le « mythe fondateur » Auschwitz est finalement inscrit dans l'identité allemande comme élément central et incontournable. C'est à ce moment-là que commence à s'opérer une rupture de la politique mémorielle qui conduira, finalement, Helmut Kohl à soutenir le projet d'un lieu de mémoire central – le futur Mémorial de l'Holocauste – au cœur de la République de Berlin. Ainsi, « deutsche Erinnerungskultur (…) wurde politisch akzeptiert und staatstragend[1] ».

Cette présentation des débats autour de la place de la mémoire des années 1933 à 1945 dans l'identité allemande dans la période allant de 1945 à la fin des années 1990 permet de mieux inscrire les débats mémoriels qui ont, depuis, eu lieu dans ce qu'il est désormais convenu d'appeler la République de Berlin. Ils s'inscrivent, d'un côté, dans la continuité des interrogations présentées ci-dessus, reproduisant des schémas classiques des débats identitaires et, d'un autre côté, reflètent l'évolution rendue possible par la richesse et la multitude du travail de mémoire mais aussi par son institutionnalisation. Afin de souligner la continuité de l'intensité des débats historico-identitaires sur la nouvelle « scène » que constitue désormais la République de Berlin, seront brièvement présentés ci-dessous trois moments majeurs témoignant chacun de manière exemplaire de l'oscillation continue entre la *Geschichtsvergessenheit* et la *Geschichtsversessenheit*[2]: la deuxième « Querelle des historiens »[3] autour des thèses de Daniel J. Goldhagen, l'affaire Walser-Bubis et le *Mémorial de l'Holocauste* à Berlin.

Lorsque l'historien Daniel J. Goldhagen publia, au printemps 1996, un livre sur l'antisémitisme exterminateur des Allemands comme étant à l'origine de l'Holocauste[4], un débat d'une intensité comparable à la « Querelle des historiens » s'enclencha en Allemagne - alors que le livre n'était même pas encore traduit et publié en Allemagne. La thèse, relativement simple, de Goldhagen consistait à considérer que l'antisémitisme exterminateur avait fait partie du « projet national » du peuple allemand depuis le 19ème siècle et qu'il avait

---

[1] "La culture mémorielle allemande (…) devint politiquement acceptée et constitutive de la conception de l'État. » ASSMANN. *Das neue Unbehagen*, op. cit., p. 69.

[2] ASSMANN. *Geschichtsvergessenheit, Geschichtsversessenheit*, op. cit.

[3] ULLRICH, Volker. "Die Deutschen - Hitlers willige Mordgesellen : ein Buch provoziert einen neuen Historikerstreit." *Die Zeit* 16 (1996).

[4] GOLDHAGEN, Daniel J. *Hitler's willing executioners: ordinary Germans and the Holocaust*. New York: Knopf, 1996, X-622 p.

permis à des Allemands de devenir de bourreaux ordinaires. Le titre original, *Hitler's willing executioners*, présentait de manière explicite la thèse de l'auteur selon laquelle *tout* le peuple allemand avait supporté de manière *volontaire* la politique d'extermination des Juifs européens du régime national-socialiste. La thèse de l'antisémitisme exterminateur des Allemands ne s'intéressait guère au contexte dans lequel les massacres avaient été perpétrés soulignant simplement que le cadre politique et social du IIIème Reich avait permis la réalisation de tels actes. Ainsi, la thèse de Goldhagen se trouvait à l'exact opposé du travail de Cristopher Browning qui, en 1992, avait cherché à établir une approche multi-causale à partir des individus pour tenter d'expliquer la transformation d'« hommes ordinaires » en bourreaux sanguinolents[1]. Goldhagen, au contraire, transposait les faits au niveau micro à un niveau macro, déduisant que *tout* Allemand aurait agi de la même manière. Quelques semaines seulement après la publication de son livre aux Etats-Unis, il se trouvait au coeur d'un *Feuilletondebatte* intense, déclenché par *Die Zeit*, et dans lequel les thèses de Goldhagen étaient rejetées par les journaux de tous bords politiques. Durant cette première phase du débat, l'intérêt se focalisait moins sur les thèses de Goldhagen pour se concentrer davantage sur les intérêts poursuivis par l'auteur, le style dramaturgique qui serait imprégné d'une « esthétique de l'horreur » qui, en retour, aurait pour unique but d'augmenter les chiffres de vente[2]. De nombreux articles faisaient preuve de tendances antisémites, expliquant la virulence de l'approche de Goldhagen par son judaïsme et les expériences de son père, un survivant de l'Holocauste. Cet antisémitisme latent allait s'estomper à mesure que *Die Zeit* laissait la parole à des historiens qui se positionnaient par rapport à la thèse centrale de Goldhagen. Cette première phase du débat trouva une fin avec la publication d'un ouvrage collectif reprenant les différents articles de presse[3].

Une seconde phase du débat allait s'ouvrir avec la publication de l'ouvrage en allemand et à l'occasion de la tournée de Goldhagen en Allemagne. Naquit un « phénomène Goldhagen[4] » lors duquel les interprétations devinrent nettement plus positives. Ce revirement était largement porté par un intérêt public grandissant, qui peut – en partie – être expliqué par,

---

[1] BROWNING. *Ganz normale Männer*, op. cit.

[2] RAULFF, Ulrich. "Herz der Finsternis: Daniel Jonah Goldhagens Ästhetik des Grauens." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 16.04.1996.

[3] SCHOEPS, Julius Hans / AUGSTEIN, Rudolf. *Ein Volk von Mördern? : die Dokumentation zur Goldhagen-Kontroverse um die Rolle der Deutschen im Holocaust*. Hamburg: Hoffmann und Campe, 1996, 252 p.

[4] JOFFE, Josef. "Goldhagen en Allemagne." Le Débat 93 (1997): 132-140.

d'un côté, le style de l'ouvrage, accessible au grand public contrairement à la majorité des travaux académiques sur la question, et, d'un autre côté, par l'exploitation du « phénomène Goldhagen » par l'ensemble des médias. Une autre explication tient dans le fait que Goldhagen laissait sous-entendre, notamment lors de ses interventions dans le cadre de sa visite en Allemagne, que l'antisémitisme exterminateur avait disparu en 1945, grâce à la politique de rééducation alliée et les acquis de la démocratie ouest-allemande. Ainsi, il donnait raison à ceux qui considéraient que le *Sonderweg* allemand avait trouvé une fin avec la chute du IIIème Reich. D'une certaine manière, il proposait aux Allemands le même procédé identitaire que le régime est-allemand : l'octroi de l'innocence collective en échange de l'adhésion à ses idées.

Néanmoins, et contrairement à ce qu'espéraient les défenseurs d'un trait final, le débat autour des thèses de Goldhagen témoigne du fait que « public excitability - always caracterised by an ambivalent mixing of denial, defensiveness, obsession, contrition, and the proverbial *Betroffenheit* (beeing deeply affected) – about the Nazis and their crime is a recurrent, if not constant feature of German politics and culture, and it shows no sign of abating as the next millenium approaches[1]. » Les Allemands continuaient à faire preuve d'une « fixation sur l'Holocauste[2] », mais uniquement sur eux-mêmes (les bourreaux) et non pas les victimes.

Cette fixation s'exprimait, en parallèle au « phénomène Goldhagen », dans l'intérêt public et médiatique porté à l'exposition sur les crimes de l'armée allemande *Vernichtungskrieg. Verbrechen der Wehrmacht 1941 bis 1944* (Guerre d'extermination. Les crimes de l'armée allemande 1941 à 1944). Organisée à l'occasion du 50ème anniversaire de la fin de la guerre par le *Hamburger Institut für Sozialforschung* (Institut de recherche en sciences sociales de Hambourg), l'exposition rompait avec l'image (ou le mythe) de la *Wehrmacht* « propre » qui n'aurait pas participé aux crimes contre l'Humanité. Conçue pour un public non-académique, l'exposition s'appuyait principalement sur des documents personnels (photos, lettres etc.) des soldats allemands qui montraient très clairement l'implication des soldats allemands dans les tueries de masse. Bien que l'exposition soit

[1] GROSSMANN, Anita. The "Goldhagen Effect": memory, repetition and responsibility for the New Germany. *In* ELEY, Geoff (dir.). *The "Goldhagen Effect". History, memory, nazism - facing the German past*. Ann Arbor: University of Michigan Press, 2001, pp. 89-129, p. 91.

[2] WINKLER, Heinrich August. "Lesarten der Sühne." Der Spiegel 35 (1998): 180-184.

exempte de nouveautés historiques, elle présentait, pour la première fois, les faits à un public plus large que la profession historienne. Transgressant visuellement la ligne de démarcation entre soldats allemands et les criminels national-socialistes, l'exposition montrait les « bourreaux ordinaires », forçant ainsi les acteurs et leurs descendants à aborder le sujet différemment que par le passé. Outre les réactions indignées de ceux qui considéraient que l'image du soldat était souillée, réveillant par là les clivages historico-identitaires des années 1980, un certain nombre d'historiens doutait de la qualité historiographique de l'exposition et des compétences de leurs organisateurs, Jan Philip Reemtsma et Hannes Heer[1].

L'intérêt public pour l'exposition était énorme[2], un intérêt probablement renforcé par les attaques de plus en plus violentes : en 1999, des membres de l'extrême droite entreprirent une attaque à la bombe contre l'exposition lorsqu'elle fut présentée à Sarrebruck. Au-delà des attaques contre le message principal, l'exposition était progressivement mise en question sur le plan méthodologique, questionnant notamment l'authenticité des photos présentées[3]. Face à cette critique, les concepteurs décidèrent de retirer l'exposition pour présenter une nouvelle version complètement remaniée fin 2001. Cette deuxième édition rencontra un écho médiatique plus clément et attira un nombre comparable de visiteurs[4].

Tout comme la controverse autour du livre de Daniel J. Goldhagen, l'histoire de l'exposition sur les crimes de la Wehrmacht montre l'intérêt continu du public allemand pour des thèmes relevant de la période national-socialiste et surtout le rôle et la place des Allemands, leurs ancêtres durant les années 1933 à 1945. Les deux phénomènes soulignèrent clairement une demande forte d'un traitement du passé continu et la centralité de la présence du passé dans le présent.

---

[1] Pour la position de Hannes Heer qui allait devenir le critique le plus virulent de la seconde version de l'exposition qu'il considéraient comme « consensuelle » et faisant « disparaître » les coupables, voir, HEER, Hannes. *Vom Verschwinden der Täter: der Vernichtungskrieg fand statt, aber keiner war dabei*. Berlin: Aufbau, 1995, 395 p.

[2] Entre mars 1995 et novembre 1999, l'exposition avait attiré plus de 900.000 visiteurs dans plus de 34 villes allemandes.

[3] Pour un résumé des débats, voir HARTMANN, Christian / HÜRTER, Johannes / JUREIT, Ulrike (dir.). *Verbrechen der Wehrmacht : Bilanz einer Debatte*. München: C. H. Beck, 2005, 230 p; PRANTL, Heribert (dir.). *Wehrmachtsverbrechen: eine deutsche Kontroverse*. Hamburg: Hoffmann und Campe, 1997, 348 p; THIELE, Hans-Günther (dir.). *Die Wehrmachtsausstellung: Dokumentation einer Kontroverse*. Bremen: Ed. Themmen, 1997, 224 p.

[4] Entre novembre 2001 et mars 2004, 450.000 visitèrent l'exposition dans 12 villes allemandes et autrichiennes.

A l'opposé de cette invitation à regarder de plus près les crimes commis par les Allemands, Martin Walser invita les Allemands à détourner le regard public sur l'Holocauste pour limiter le traitement du sujet au niveau individuel, par un regard introspectif. A l'occasion de la remise du *Friedenspreis des Deutschen Buchhandels* (Prix de la Paix des Libraires Allemands) le 11 octobre 1998 à l'Eglise Saint Paul à Francfort sur le Main, le lauréat se plaignit de « l'instrumentalisation de notre honte à des fins contemporaines », soulignant qu'Auschwitz était devenu une « massue morale » omniprésente. Il s'insurgea contre la « ritualisation » de la commémoration publique et plaidait pour un déplacement de la mémoire du national-socialisme de la sphère publique vers la conscience individuelle[1]. Un tel transfert permettrait, enfin, un retour à la « normalité » et Walser proposait de mettre un terme à la culture mémorielle officielle, telle qu'elle se dessinait dans le projet du *Mémorial de l'Holocauste* à Berlin. Retransmis à la télévision, le discours de Martin Walser devant les 1200 invités était ovationné. Seul Ignatz Bubis, Président du Conseil des Juifs allemands, manifesta publiquement son opposition en annonçant dans un article de presse qu'il allait lui répondre à l'occasion de son discours prononcé le 9 novembre, le 60ème anniversaire de la Nuit de Cristal. Il accusait Walser d' « incendie mental volontaire (*geistige Brandstiftung*) » et de rendre le désir d'un trait final socialement acceptable. Il rapprochait d'ailleurs la position de Walser de celle de la majorité de la population allemande durant le IIIème Reich : « Hier spricht Walser eindeutig für eine Kultur des Wegschauens und des Wegdenkens, die im Nationalsozialismus mehr als üblich war und die wir uns heute nicht mehr angewöhnen dürfen[2] ».

Dans le débat médiatico-politique qui suivit, les défenseurs de Bubis s'insurgeaient contre la ressemblance de la « massue morale » dont avait parlé Walser avec le discours de l'extrême droite et la libération de la « parole de comptoir (*Stammtischparole*) ». A l'opposé, les défenseurs de Walser réfutaient l'accusation d'antisémitisme en soulignant la liberté de l'écrivain qui, d'ailleurs, aurait fait de la mémoire un des thèmes centraux de son œuvre. La

---

[1] L'intégralité de son discours a été reproduit sous forme de livre: WALSER, Martin *Erfahrungen beim Verfassen einer Sonntagsrede. Rede anlässlich der Verleihung des Friedenspreises des Deutschen Buchhandels*. Frankfurt a/M: Suhkamp, 1998, 50 p.

[2] « Ici, Walser s'engage fortement pour une culture du détournement du regard et de l'oubli qui a été une habitude pendant le national-socialisme et que nous ne devons plus nous approprier. » BUBIS, Ignatz. Rede des Präsidenten des Zentralrats der Juden in Deutschland am 9. November in der Synagoge Rykerstrasse in Berlin. *In* SCHIRRMACHER, Frank (dir.). *Die Walser-Bubis-Debatte*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1999, pp. 106-113, p. 111.

question du transfert de la mémoire dans la sphère privée n'était quasiment pas abordée, l'opposition entre « bourreaux » et « victimes » se trouvant au centre du débat. Notamment Klaus von Dohnanyi, fils d'un résistant allemand, contestait que Bubis, en tant que Juif, auraient pu saisir la portée du discours de Walser : « Mir scheint: Walser hat Recht und Bubis hat ihn nicht verstanden. Vielleicht auch nicht verstehen können. Denn Walsers Rede war die Klage eines Deutschen – allerdings eines nichtjüdischen Deutschen – über den allzu häufigen Versuch anderer, aus unserem Gewissen eigene Vorteile zu schlagen. Es zu missbrauchen, ja zu manipulieren[1] ». Arguant que « allerdings müssten sich natürlich auch die jüdischen Bürger in DEutschland fragen, ob sie sich so viel tapferer als die meisten anderen Deutschen verhalten hätten, wenn nach 1933 'nur' die Behinderten, die Homosexuellen oder die Roma in Vernichtungslager geschleppt worden wären[2] », la défense de Walser prit une tournure d'opposition ouverte entre les « bourreaux » et les « victimes » sur fond antisémite.

Deux mois après le début de la controverse, Martin Walser et Ignatz Bubis acceptèrent l'invitation de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et participèrent à un échange personnel. A cette occasion, Walser donna une note claire à son intention en accusant les victimes juives – et non plus les « soldats de l'opinion (*Meinungssoldaten*) » et les « médias » – directement d'instrumentaliser Auschwitz comme « représentation continue de notre honte ». Il se targua d'ailleurs d'avoir été un des pionniers du travail de mémoire allemand, insinuant que Bubis n'avait découvert le thème que bien plus tard : « Ich war in diesem Feld beschäftigt, da waren sie noch mit ganz anderen Dingen beschäftigt[3] ». De plus, il contestait le droit de prise de parole de la population juive allemande concernant les sujets touchant à la mémoire et à l'actualité politique liée au passé, renforçant ainsi l'opposition entre le « nous » – les Allemands – défini par la culpabilité et la descendance de cette culpabilité et le « eux » – les victimes – exclus du collectif national par leur nature de victimes ou de descendants de victimes. Le débat prit fin à la mort d'Ignatz Bubis en août 1999 mais reste un des débats les plus importants de la fin du 20ème siècle autour de la transformation et la mutation de la

[1] « Il me semble que Walser a raison. Bubis ne l'a pas compris. Peut-être n'a-t-il pas pu le comprendre. Car le discours de Walser était la plainte d'un Allemand - mais d'un Allemand non-juif - concernant la tentative, trop récurrente, des autres de profiter de notre conscience. D'en profiter, oui, de la manipuler. » DOHNANYI. « Eine Friedensrede. », art. cit.

[2] « Évidemment les citoyens juifs en Allemagne devraient se poser la question de savoir s'ils se seraient comportés de manière beaucoup plus courageuse que la plupart des autres Allemands si après 1933 'seulement' les handicapés, les homosexuels et les Roms avaient été déportés dans les camps d'extermination. » *ibid.*,

[3] "Wir brauchen eine neue Sprache für die Erinnerung. Ein Gespräch (Ignatz Bubis, Salomon Korn, Frank Schirrmacher, Martin Walser)."Ibid. du 14.12.1998.

présence du passé dans le présent[1]. Il résume de manière évidente la logique de la constitution (et la défense) d'une communauté ethno-mémorielle exclusive et excluante.

Résumant le débat, Hajo Funke constate que « Walser hat den Konsens, wie mit der Erinnung an den Nationalsozialismus umzugehen sei, der sich nach der Historiker-Debatte der 80er Jahre widerspruchsvoll entwickelt hatte, mit festem Blick auf die 'Berliner Republik' gekündigt[2] ». La position de Martin Walser – représentant de la « majorité silencieuse » à qui il a permis de s'exprimer à travers son discours – s'inscrit ainsi dans les mutations et transformations de la présence du passé dans le présent décrit dans le chapitre sur la République de Berlin et le glissement discursif qui s'y est opéré dans le sens d'un « retour à la normalité » en repositionnant Auschwitz ailleurs qu'au centre d'un nouveau « projet national[3] ». Reflétant un sentiment largement diffusé parmi la population allemande, Walser serait – selon Ignatz Bubis – l'expression de l'échec du travail de mémoire : « Im öffentlichen Bewusstsein ist die Verantwortung für Auschwitz nicht verankert. Jeder in Deutschland fühlt sich verantwortlich für Schiller, für Goethe und für Beethoven, aber keiner für Himmler. Ein Grossteil der Bevölkerung denkt wie Martin Walser. Zeit, Schluss zu machen, nur noch nach vorne schauen[4] ».

---

[1] Pour un recueil de l'intégralité des articles de presse publiés entre octobre 1998 et juillet 1999, voir SCHIRRMACHER, Frank (dir.). *Die Walser-Bubis-Debatte*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1999, 688 p.

[2] « Walser a rompu le compromis, qui déterminait la manière de parler de l'Holocauste comme il s'était développé après la Querelle des historiens des années 1980 de manière difficile, tout en fixant fermement la 'République de Berlin'. » FUNKE, Hajo Friedensrede als Brandstiftung. Zu Element und Wirkungen von Martin Walsers nationaler Selbstversöhnung im Kontext deutscher Gedenkpolitik. *In* BRUMLICH, Micha / FUNKE, Hajo / RENSMANN, Lars (dir.). *Umkämpftes Vergessen. Wasler-Debatte, Holocaust-Mahnmal und neuere deutsche Geschichtspolitik*. Berlin: Das Arabische Buch, 2000, pp. 13-27, p. 13. Pour une présentation détaillée du débat, voir BAIER, Lothar. "Un romancier reconverti en oracle national : essai d'explication de l' 'affaire Walser' en Allemagne." Les Temps Modernes 54.603 (1999): 1-19; CONRAD, Robert C. "Eye on Germany: the new morality and the politics of memory." Debatte 7.2 (1999): 175-184; FRIEDMANN, Michel. "Streit um die Koordinaten der Republik: wohin führt die Debatte über Martin Walsers "Friedensrede"?" Blätter für deutsche und internationale Politik 1 (1999): 33-39; KIRSCH, Jan-Holger. "Identität durch Normalität: der Konflikt um Martin Walsers Friedensrede." Leviathan 27.9 (1999): 309-354; WIEGEL, Gerd. Eine Rede und ihre Folgen: die Debatte zur Walser-Rede. *In* KLOTZ, Johannes / WIEGEL, Gerd (dir.). *Geistige Brandstiftung. Die neue Sprache der Berliner Republik*. Berlin: Aufbau Verlag, 2001, pp. 53-100.

[3] WIEGEL. Eine Rede und ihre Folgen. op. cit., p. 53.

[4] « Dans la conscience publique, la responsabilité pour Auschwitz n'est pas ancrée. Tout un chacun en Allemagne se sent responsable pour Schiller, pour Goethe et pour Beethoven, mais personne pour Himmler. Une majorité de la population pense comme Martin Walser. Il est temps d'en finir et de tourner le regard vers l'avenir. » Cité dans BRUMLIK, Micha / FUNKE, Hajo / RENSMANN, Lars. *Umkämpftes Vergessen: Walser-Debatte, Holocaust-Mahnmal und neuere deutsche Geschichtspolitik* Berlin: Das Arabische Buch, 2005, 181 p.p. 7

Martin Walser avait consacré une large partie de son discours au *Mémorial de l'Holocauste* à Berlin, le décrivant comme un « fussballfeldgrosser Alptraum (*cauchemar de la taille d'un terrain de foot*) » et de « Monumentalisierung der Schande (*monumentalisation de la honte*) ». L'idée de la construction d'un tel lieu de mémoire allemand central était née à la fin des années 1980, à l'initiative de la journaliste Lea Rosh et de l'historien Eberhard Jäckel. Après avoir créé une fondation oeuvrant pour la réalisation d'un tel *Mémorial*, ils lancèrent une campagne médiatique pour susciter une adhésion plus large au projet. La Chute du Mur ouvrait de nouvelles perspectives pour le choix du lieu, offrant la possibilité de le situer entre la Porte de Brandebourg et le Potsdamer Platz, sur l'ancien site de la *Neue Reichskanzlei.* Conçu d'emblée comme contrepoids à la *Neue Wache* – un lieu de mémoire créé par Helmut Kohl pour commémorer, de manière large, les « victimes de la guerre et de la tyrannie »[1] – la focalisation sur les victimes juives du IIIème Reich fut rapidement critiquée.

Portés par un soutien politique local et national, les initiateurs avaient choisi d'ouvrir un concours pour choisir la forme artistique du projet. Helmut Kohl ayant rejeté, très rapidement, le projet désigné à l'issue du concours, un débat médiatique naquit qui donnait la voix aussi bien à ceux, tel Ignatz Bubis, qui craignaient qu'un éternel processus décisionnel mettrait un terme à la réalisation du *Mémorial* qu'à ceux qui considéraient qu'un tel lieu central n'était pas souhaitable au coeur de la capitale de la République. Ainsi, Rudolf Augstein, fondateur du magazine *Der Spiegel* et son rédacteur en chef, désignait un tel lieu comme « ein Schandmal gegen die Hauptsadt und das sich neu formierende Deutschland[2] ». Dans la même veine, la *Junge Union*[3] de Berlin avait publié, en février 1995, un communiqué de presse intitulé « Kein Juden-Denkmal am Potsdamer Platz (*Pas de monument pour les Juifs sur la Place de Potsdam*) » et le maire de Berlin Eberhard Diepgen (CDU) espérait que la ville n'allait pas devenir « la capitale du repentir (*Hauptstadt der Reue*[4]) ».

Lors d'un deuxième concours, en 1997, plusieurs finalistes avaient été retenus mais Helmut Kohl demanda à l'un d'entre eux, Peter Eisenmann, de retravailler son projet (réduction du nombre (de 4000 à 2700) et de la hauteur (moins de 4m) des stèles). Les

---

[1] Voir FESSMANN. *Streit um die Neue Wache*, op. cit; MOLLER. *Die Entkonkretisierung der NS-Herrschaft*, op. cit.

[2] « Une marque d'infamie contre la capitale et l'Allemagne en train de se former. » AUGSTEIN, Rudolf. "Wir sind alle verletzbar." *Der Spiegel* 49 (1998).

[3] Il s'agit de l'organisation des jeunes chrétiens-démocrates, proche de la CDU.

[4] "Mahnmal-Streit." *Der Tagesspiegel* du 24.07.1998.

élections fédérales approchant, il n'avait néanmoins pas souhaité prendre une décision et c'est ainsi que, après que le nouveau chancelier Gerhard Schröder avait refusé de prendre une décision engageant son gouvernement, eut lieu un débat parlementaire afin de désigner un projet.

Entretemps, Gerhard Schröder s'était prononcé en faveur d'un lieu « où on aime aller[1] » en soulignant qu'il souhaitait un lieu qui n'était pas uniquement tourné vers le passé mais également vers l'avenir, étayant par là ses propos devant le parlement allemand à l'occasion de sa première déclaration de gouvernement. Le Secrétaire d'État à la culture de l'époque (Michael Naumann) avait proposé, reprenant l'idée de Schröder, de faire venir à Berlin le projet « Survivors of the Shoah Visual History Foundation » de Steven Spielberg à la place d'un mémorial. Les réactions à cette proposition « inappropriée » renforcèrent la demande de mettre un terme au débat et de prendre une décision finale. Ainsi, la Commission des affaires culturelles du parlement allemand, avec la majorité social-démocrate et écologiste, élabora une proposition regroupant une version modifiée du projet d'Eisenmann et un lieu de documentation. Cette proposition fut adoptée et la réalisation du *Mémorial* confiée à la *Stiftung Denkmal für die ermordeten Juden Europas* (Fondation Mémorial pour les Juifs d'Europe assassinés).

Le débat parlementaire, marqué par l'absence des grands ténors de la politique allemande, oscillait entre une défense du trait final et l'impératif du souvenir, les positions dépassant les clivages politiques avec toutefois une hostilité au projet plus prononcé parmi les élus de la CDU. Les positions tournaient néanmoins toutes autour d'une conception très exclusive de la mémoire. Comme le soulignait Wolfgang Thierse (SPD), le Président du *Bundestag*, « nicht für die Juden – ob deutsche oder andere – bauen wir dieses Mahnmal, sondern Für uns, als unser ureigenes Bekenntnis zu einem politischen Selbstverständnis (…) in das das Unsagbare, das den Opfern angetan worden ist, als persistierende Mahnung eingebrannt worden ist[2] ». La similarité, qu'on retrouve dans de nombreuses autres prises de parole, avec les propos de Martin Walser est frappante, la mémoire nationale allemande

[1] ""Eine offene Republik". Ein ZEIT-Gespräch mit Bundeskanzler Gerhard Schröder über das geplante Holocaust-Mahnmal, die Folgen der Walser-Bubis-Debatte und den Wiederaufbau des Berliner Schlosses." *Die Zeit* 6 (1999).

[2] 'Nous ne construisons pas ce mémorial pour les Juifs - allemands ou autres - mais pour nous, en tant qu'aveu de notre conception politique de nous-mêmes, dans laquelle (…) l'indicible qui a été infligé aux victimes a été imprégné en tant qu'appel insistant. » Cité dans CULLEN, Michael (dir.). *Das Holocaust-Mahnmal : Dokumentation einer Debatte*. München: Pendo Verlag, 1999, 295 p., p. 3.

excluant la mémoire des victimes dans un processus d'ethnicisation de la relation au passé. Néanmoins, cette décision parlementaire ne signifia pas la fin du débat autour du *Mémorial*.

Afin de financer le projet, la Fondation Mémorial avait lancé, en juin 2001, une campagne publicitaire pour lever des fonds. Dans de nombreux supports, elle publia la photo d'un paysage idyllique sous-titrée « L'Holocauste n'a jamais existé » et accompagnée d'un texte expliquant que le *Mémorial* devrait être un signal fort contre ce type de négationnisme. Suite aux nombreuses critiques – outre le fait que de tels propos négationnistes constituaient un délit (même si le but n'était nullement négationniste en soi) – la campagne fut arrêtée. En 2003, alors que les travaux de réalisation avaient déjà commencé, un nouveau débat éclata autour de l'entreprise Degussa (producteur de la peinture des stèles métalliques) qui avait fourni le gaz *Zyklon B* pour les chambres à gaz des camps d'extermination.

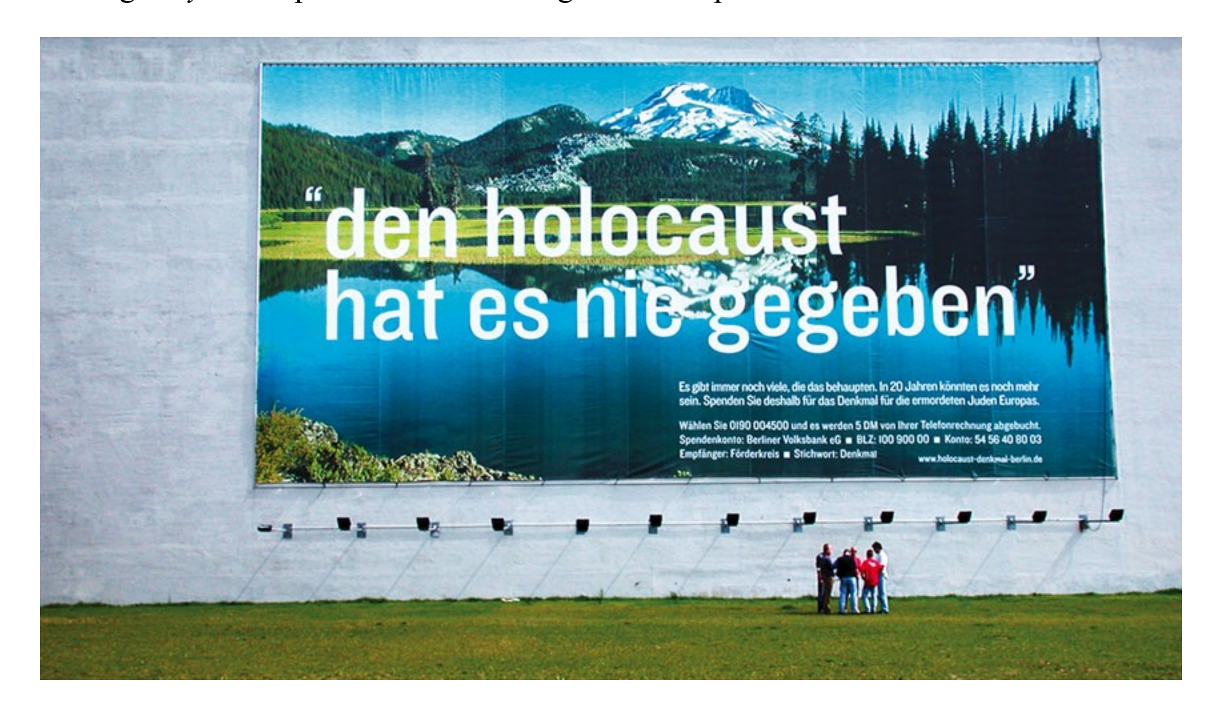


Figure 48 : Campagne de publicité en faveur du Mémorial

Finalement, le *Mémorial de l'Holocauste* fut inauguré le 10 mai 2005, 18 ans après la naissance du projet. Le glissement d'une *commémoration des victimes par le peuple des bourreaux* – dans le sens d'un travail de mémoire compris comme une obligation morale face à l'immensité de la culpabilité – vers une *mémoire des bourreaux* était ainsi considérablement avancé. La nature exclusive de la relation au passé, tournée vers un travail de mémoire des

bourreaux en excluant leurs victimes, était ainsi confortée et trouvait sa justification dans un discours politique largement repris et partagé.

Ce changement de perspective allait se confirmer dans le débat sur les victimes allemandes qui vit le jour parallèlement à la controverse autour du *Mémorial de l'Holocauste* dans les années 1990 et lors duquel la souffrance du peuple allemand était placée au centre de l'intérêt au détriment de celle des victimes juives notamment. Porté au niveau politique par Erika Steinbach (CDU), la Présidente de l'Association des Expulsés qui œuvrait pour l'ouverture d'un « Centre contre les expulsions (*Zentrum gegen Vertreibungen*) » qui serait à considérer relevant de la même importance que le *Mémorial de l'Holocauste*, et appuyé par de nombreuses publications[1] et productions télévisuelles[2], le sujet connut un intérêt public et médiatique important[3].

L'ethnicisation de la mémoire se confirma, finalement, dans le débat autour de la culture dominante du début des années 2000 au cœur duquel se trouvait la recherche d'une réponse à la question de savoir comment définir le fait d'être allemand[4]. Ce débat, né de la décision du gouvernement de Gerhard Schröder de modifier l'accès à la nationalité allemande en reconnaissant notamment la binationalité, se focalisait, entre autres, sur la question entre mémoire et identité et la possibilité d'intégrer ceux qui ne partageaient pas la même mémoire nationale dans la nation allemande.

***

La continuité des débats autour de la présence du passé dans le présent et leur intensité témoignent de la place importante que la *Vergangenheitsbewältigung* continue à occuper dans l'Allemagne contemporaine. Les années 1933 à 1945 et notamment l'Holocauste restent,

---

[1] A titre d'exemple, voir AUST, Stefan / BURGDORFF, Stephan (dir.). *Die Flucht: über die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten*. München: DVA, 2002, 237 p; FRIEDRICH. *Der Brand*, op. cit.

[2] A titre d'exemple, citons *Die Vertriebenen - Hitlers letzte Opfer* (documentaire en trois parties d'Ulrich Brochhagen et Sebastian Dehnhardt, 2001), le téléfilm *Die Flucht* (produit en 2007 par Das Erste) et le documentaire *Die grosse Flucht* (cinq épisodes produits en 2004 par le ZDF).

[3] Voir les différentes contributions dans KETTENACKER, Lothar (dir.). *Ein Volk von Opfern? Die neue Debatte um den Bombenkrieg 1940-1945*. Berlin: Rowohlt, 2003.

[4] Voir LAMMERT (dir.). *Verfassung, Patriotismus, Leitkultur: was unsere Gesellschaft zusammenhält*, op. cit; PAUTZ. *Deutsche Leitkultur*, op. cit.

malgré les mutations et transformations que l'analyse du sujet a connues, centraux dans et pour les débats autour de l'identité allemande. Bien que les changements dans les approches et les interprétations aient été considérables, tout débat en Allemagne aujourd'hui autour de la question de savoir « Qu'est-ce qui est allemand ? » tourne autour de la centralité de cette époque de l'histoire allemande et autour de la définition de « ce qui reste du passé ». L'évolution du rapport au passé et à la culpabilité – d'une négation de la culpabilité dans l'immédiat après-guerre jusqu'à l'instauration de la mémoire comme marqueur d'une identité collective exclusive et excluante – ne semble encore guère terminée. Le passé reste donc central et omniprésent dans la société allemande, bien que le regard porté sur lui ait fondamentalement changé.

Ces dernières années, les critiques de cette culture mémorielle se sont multipliées. Elles sont formulées par des spécialistes de la mémoire et reflètent les tendances historiques du débat. L'axe central en faveur d'un nouveau recentrage de la culture mémorielle consiste en une mise en question de la centralité de l'Holocauste pour la conception du présent. La mémoire de l'extermination des Juifs européens périphériserait les autres chapitres de l'histoire allemande, à commencer par la mémoire de la « deuxième dictature », la RDA. De plus, l'« étatisation » de la mémoire, son inscription dans un discours mémoriel institutionnel et routinisé contribuerait à vider la mémoire de sa substance. Dans un ouvrage récent, Dana Giesecke et Harald Welzer plaident pour une « rénovation » de la culture mémorielle allemande[1]. Selon eux, il est désormais nécessaire de repenser la présence du passé dans le présent en réorientant le regard vers l'avenir : « Historische Erfahrung und historisches Wissen haben Gebrauchswert nur, wenn sie sich auf eine Zukunft beziehen können, die jemand in einer Gegenwart erreichen mïchte. Mehr als die Zukunft Geschichte braucht, braucht die Geschichte Zukunft[2] ». La ritualisation de la mémoire ne permettrait plus, notamment aux jeunes générations, d'adhérer à l'acte de commémoration qu'elle fonde. Ce qui, pour les générations précédentes, avait semblé nécessaire – la *Vergangenheitsbewältigung* et la référence constante au national-socialisme et à ses crimes – ne serait plus d'actualité et, au contraire, risquerait d'éloigner les jeunes générations de l'idéal

[1] GIESECKE, Dana / WELZER, Harald. *Das Menschenmögliche: zur Renovierung der deutschen Erinnerungskultur*. Hamburg: edition Körber-Stiftung, 2012, 187 p.

[2] « L'expérience historique et le savoir historique n'ont d'utilité que s'ils peuvent se référer à un avenir que quelqu'un dans le présent souhaite atteindre. Plus que l'avenir n'a besoin du passé, le passé a besoin d'un avenir. » Ibid., p. 15.

démocratique qu'ils considèrent détaché du présent et de l'avenir car uniquement justifié par le passé. Il conviendrait, selon Giesecke et Welzer, de célébrer l'avenir et la réussite démocratique de l'Allemagne dans le présent au lieu de garder les yeux rivés sur le passé. Un « mythe » négatif ne pourrait jamais contribuer à une identité positive : « Das paradoxale Bemühen der deutschen Erinnerungskultur, aus einem negativen Ursprungsereignis eine positive Identitätsbildung zu generieren und in politisches Verantwortungsbewusstsein zu übersetzen, muss fehlschlagen: Identität braucht psychologisch positive Elemente, eine gesicherte Überzeugung, dass und wie man Gutes bewirken und Böses verhindern kann[1] ».

Hans-Ulrich Wehler argumente dans le même sens quand il souligne qu'il n'est pas possible de construire une identité commune sur une mémoire négative. A l'occasion d'une interview donnée à la *Welt am Sonntag*, le 8 mai 2005[2] - le 60ème anniversaire de la libération – Wehler exprime sa fierté face au chemin démocratique parcouru par l'Allemagne occidentale après 1945 : une « Erfolgsgeschichte von Demokratie und Menschenrechten (*histoire du succès de la démocratie et des droits de l'Homme*) » qui aurait définitivement mis un terme au nationalisme allemand en instaurant, de manière durable, le « postnationalen Verfassungs- und Sozialstaat (*l'Etat de droit et social postnational*) ». Wehler réfute catégoriquement la possibilité d'une identification avec le « mythe fondateur » Auschwitz : « Nein, dafür ist kein Platz. Ein vitales Gemeinwesen lässt sich nicht auf Menschheitsverbrechen aufbauen. (…) Dafür brauchen sie nicht den Holocaust, auch wenn ein Teil der 68er monoman darauf insistiert. Unstrittig ist der Holocaust zentral im 20. Jahrhundert. Aber die Grösse eines Verbrechens adelt es nicht zum Identitätsstifter[3] ».

Le malaise suscité par le poids du passé face à une demande d'identification positive est également soulevé par Konrad Jarausch qui constate une dominance des mémoires négatives

---

[1] « La tentative paradoxale de la culture mémorielle allemande de générer une construction identitaire positive à partir d'un évènement originel négatif et de la traduire en une responsabilisation politique est vouée à l'échec : l'identité a besoin d'éléments positifs, une conviction forte que et comment on peut faire du bien et éviter le mal. » Ibid., p. 98-99.

[2] "Bravourös bewältig. Interview mit Hans-Ulrich Wehler." *Welt am Sonntag* du 08.05.2005.

[3] « Non, pour cela il n'y a pas de place. Une communauté vivante ne peut être construite sur un crime contre l'humanité. (…) Pour cela vous n'avez pas besoin de l'Holocauste, même si une bonne partie des soixantehuitards insiste là-dessus de manière monomaniaque. L'Holocauste est indiscutablement central au 20ème siècle. Mais la taille d'un crime n'en fait pas une source de l'identité. »

et une faiblesse des valeurs positives en Europe[1]. Considérant que l'Europe et les droits de l'homme inscrits dans le préambule de la Constitution européenne sont davantage le fruit d'une mémoire commune et partagée des crimes du passé, il déplore l'absence de valeurs communes permettant un projet commun pour le présent et l'avenir. La conséquence directe de la fixation sur la mémoire serait, selon lui, le danger de voir l'Europe comme une sorte de police d'assurance contre une répétition du passé et non pas comme un objectif, une vision commune de l'avenir[2].

Ce que ces postures critiques par rapport à la centralité du passé dans le présent soulignent, est la question essentielle de savoir quelle place peut et doit être attribuée au passé et quel rôle et impact le passé et ses lectures ont sur le présent et l'avenir. « Ce qui reste du passé » est alors, d'une certaine manière, la discussion sur la pertinence de sa présence. L'interrogation essentielle est celle de l'appropriation d'un passé lointain et pas directement vécu par ceux qui doivent le commémorer. Dans le contexte d'une société d'immigration et, par conséquent, multiculturelle, Ulrike Jureit formule la problématique de la manière suivante: « Wie eignen sich Nachfolgegesellschaften Vergangenheiten an, die sich nicht positiv in ihr Selbstbild integrieren lassen, die jedoch aus moralischen Gründen in Erinnerung bleiben sollen? Wie sind Dynamiken kollektiven Erinnerns zu konzeptualisieren, wenn sich nicht nur der biographische und der familiäre Rahmen, sondern sich das kulturelle und gesellschaftliche Bedingungsgefüge insgesamt grundlegend verändert[3]? » Rappelant le constat de Maurice Halbwachs selon lequel « kollektive Erinnerungsprozesse sind immer kommunikatif ausgehandelte Kompositionen (…), die stets auf anderen, ihnen vorausgehenden Entwürfen beruhen oder auf sie verweisen[4] », Jureit met en avant les conséquences des changements générationnels et les processus de transformation culturels

[1] JARAUSCH, Konrad. Nightmares of daydreams? A postscript on the Europeanisation of memories. *In* PAKIER, Malgorzata/STRATH, Bo (dir.). *A European memory? Contested histories and politics of remembrance*. New York: Berghahn, 2010, pp. 309-320.

[2] Ibid., p. 314.

[3] « Comment est-ce que des sociétés s'approprient des passés qui ne peuvent être intégrés de manière positive dans leur auto-conception mais qui doivent être commémorés pour des raisons morales ? Comment est-ce qu'il convient de conceptualiser des dynamiques de la mémoire collective si non seulement le cadre biographique et familial change mais également, de manière fondamentale, la structure culturelle et sociétale ? » JUREIT, Ulrike. "Gefühlte Vergangenheiten: zum Verhältnis von Geschichte, Erinnerungen und kollektiven Identitätswünschen." vorgänge 198 (2012): 16-23, p. 18.

[4] « Les processus commémoratifs collectifs sont toujours des compositions négociées par la communication (…), elles s'appuient et se réfèrent systématiquement aux conceptions précédentes. »

(mondialisation, transfert culturel et phénomène migratoire) sur les « cadres de la mémoire ».[1] La conséquence de ces processus serait la fin de l'homogénéité des communautés mémorielles et de leurs vecteurs d'identification: langue commune et histoire partagée. La question du « cadre commun » était, dans le cas allemand, au cœur des interrogations autour de la culture dominante, reflétant directement les interrogations soulevées par Ulrike Jureit.

Ainsi, il est possible de conclure en supposant que le passé, dans le cas de l'Allemagne contemporaine et à l'avenir, restera primordial mais que la justification de cette présence et centralité continuera à changer. D'une nécessité morale de se souvenir de la période 1933 à 1945 et des crimes commis par et au nom du peuple allemand – nécessité ayant conduit, après 40 ans de débats d'une intensité variable et dans différentes arènes, au « mythe fondateur » Auschwitz en tant que synonyme de cette responsabilité – le processus d'intériorisation a, finalement, conduit à la définition de l'appartenance à la communauté nationale allemande – dans le sens d'une communauté fermée, exclusive et excluante - par et grâce à l'intégration de ce passé dans l'autodéfinition sans que pour autant la valeur normative et morale de la mémoire soit préservée aujourd'hui. « Ce qui reste du passé » est donc sa capacité à fédérer ceux qu'il concerne en première ligne par leur descendance des bourreaux, autour de leur travail de mémoire « réussi », excluant celles et ceux qui, par leurs origines, ne font pas partie de ce passé.

[1] Ibid., p. 21.

VII. Sources des illustrations

Figure 1 – Stolpersteine à Berlin (2015) - http://www.spiegel.de/fotostrecke/hakenkreuz-antisemitismus-in-der-nachkriegszeit-fotostrecke-121707.html (consulté le 13.09.2017)

Figure 2 - Portail de la synagogue de Cologne (janvier 1960) http://www.spiegel.de/fotostrecke/hakenkreuz-antisemitismus-in-der-nachkriegszeit-fotostrecke-121707.html (consulté le 24.03.2008)

Figure 2 - Une du "Spiegel" du 29 janvier 1979 (5/1979) - http://ghdi.ghi-dc.org/sub_image.cfm?image_id=2501 (consulté le 03.05.2009)

Figure 3 - Helmuth Kohl et Ronald Reagan sur le cimetière militaire Kolmeshöhe (05.05.1985) - http://www.worldjewishcongress.org/en/news/menachem-z-rosensaft-bergen-belsen-and-bitburg-27-years-later (consulté le 24.07.2008)

Figure 4: La Tour de la liberté lors de la cérémonie d'inauguration du Mémorial de Buchenwald (14.09.1958) - https://www.buchenwald.de/fr/531/ (consulté le 25.07.2008)

Figure 5 - Walter Ulbricht lors de l'inauguration du Mémorial de Buchenwald (14.09.1958) - https://www.buchenwald.de/fr/531/ (consulté le 25.07.2008)

Figure 6 - Vue aérienne du Mémorial de Buchenwald (1958) - https://www.buchenwald.de/74/ (consulté le 25.07.2008)

Figure 7 - Walter Ulbricht lors de l'inauguration du Mémorial de Sachsenhausen (22.04.1961) - https://www.welt.de/kultur/history/gallery13191700/Als-Ulbricht-die-KZ-Gedenkstaette-einweihte.html#cs-lazy-picture-placeholder-01c4eedaca.png (consulté le 25.07.2008)

Figure 8 - Bundesadler à Bonn (environ 1965) - https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/thumb/6/68/Bundesarchiv_B_145_Bild-F002450-0003%2C_Bonn%2C_Bundestag%2C_2._Lesung_Pariser_Vertr%C3%A4ge.jpg/300px-Bundesarchiv_B_145_Bild-F002450-0003%2C_Bonn%2C_Bundestag%2C_2._Lesung_Pariser_Vertr%C3%A4ge.jpg (consulté le 15.10.2012)

Figure 9 - Bundesadler Bonn (2003) https://fr.depositphotos.com/170796824/stock-photo-bundesadler-federal-eagle-coat-of.html (consulté le 15.10.2012)

Figure 10 - Bundesadler dans le Reichstag à Berlin (2009) - https://pixabay.com/fr/f%C3%A9d%C3%A9rale-d-aigle-bundestag-408395/ (consulté le 15.10.2012)

Figure 11 - Dos du Bundesadler dans le Reichstag à Berlin (2009) - https://de.wikipedia.org/wiki/Reichstagsgeb%C3%A4ude#/media/File:Bundesadler-R%C3%BCckseite-65.jpg (consulté le 15.10.2012)

Figure 12 – Façade du Bundeshaus de Schwippert (environ 1955) - https://www.bundestag.de/parlament/geschichte/schauplaetze/akademie/akademie/199638 (consulté le 15.10.2012)

Figure 13 – Salle plénière dans le Bundeshaus de Schwippert (environ 1955) - https://www.bundestag.de/parlament/geschichte/schauplaetze/akademie/akademie/199638 (consulté le 15.10.2012)

Figure 14 - Bundeshaus de Schwippert (environ 1955) - http://rheindex.ultramarin.nl/kmx/geschichte/de/065270L_bundeshaus.html (consulté le 23.07.2013)

Figure 15 – Kaiser-Friedrich-Museum à Berlin (environ 1908) - https://www.flickr.com/photos/rescuedbyrover/4430250473 (consulté le 15.10.2012)

Figure 16 – Berliner Dom (environ 1900) - https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Bundesarchiv_Bild_146-2008-0281,_Berlin,_Berliner_Dom.jpg (consulté le 15.10.2012)

Figure 17 – Neuer Marstall à Berlin (environ 1900) - http://www.tradition-fahrkunst.de/news/news.php?action=showcat&catid=4 (consulté le 15.10.2012)

Figure 18 – Neuer Marstall à Berlin (2009) - https://de.m.wikipedia.org/wiki/Datei:Berlin,_Mitte,_Neuer_Marstall_04.jpg (consulté le 15.10.2012)

Figure 19 - Sächsischer Landtag (vue intérieure salle plénière) - https://www.mdr.de/sachsen/politik/wahlen/landtagswahl/landtag242.html (consulté le 15.10.2012)

Figure 20 - Sächsischer Landtag (vue extérieure de la salle plénière) - https://www.landtag.sachsen.de/de/landtag/landtagsgebaeude/architektur-224.cshtml (consulté le 15.10.2012)

Figure 21 - Ruines des bâtiments de l'organisation "Kraft durch Freude" à Prora sur l'Île de Rügen - https://de.wikipedia.org/wiki/Prora#/media/File:ProraSeeseite.jpg (consulté le 15.10.2012)

Figure 22 - Maquettes de la "Welthauptstadt Berlin" conçue par Albert Speer - https://fr.wikipedia.org/wiki/Welthauptstadt_Germania#/media/File:Bundesarchiv_Bild_146III-373,_Modell_der_Neugestaltung_Berlins_(%22Germania%22).jpg (consulté le 15.10.2012)

Figure 23 - Façade Neue Reichskanzlei (1939) - https://de.wikipedia.org/wiki/Neue_Reichskanzlei#/media/File:Bundesarchiv_Bild_146-1988-092-32,_Berlin,_Neue_Reichskanzlei.jpg (consulté le 18.09.2013)

Figure 24 - Bureau d'Adolf Hitler dans la Neue Reichskanzlei - https://clioberlin.de/blog-architektur/70-hitlers-bueros-in-berlin-teil-1-reichskanzlei-und-neue-reichskanzlei.html (consulté le 18.09.2013)

Figure 25 – Berliner Stadtschloss (environ 1900) - https://berliner-schloss.de/das-historische-schloss/aussenansichten-des-berliner-schlosses/ (consulté le 15.10.2012)

Figure 26 - Palast der Republik (Berlin Est) - https://de.wikipedia.org/wiki/Palast_der_Republik#/media/File:Palast_der_Republik_Berlin_DDR.jpg (consulté le 15.10.2012)

Figure 27 – Bundesgästehaus au Petersberg - https://de.wikipedia.org/wiki/Petersberg_(Siebengebirge)#/media/File:Petersberg-077.JPG (consulté le 15.10.2012)

Figure 28 - Résidence de l'ambassadeur allemand à Wahshington D.C - https://www.bbsr.bund.de/BBR/DE/Bauprojekte/Ausland/BotschaftenKonsulate/WashingtonResidenz/washingtonresidenz.html (consulté le 15.10.201)

Figure 29 - Atrium du Ministère des Affaires étrangères - https://www.bbr.bund.de/BBR/DE/Bauprojekte/Berlin/Politik/AA/weiterebilderneu.html (consulté le 23.05.2015)

Figure 30 - Façade du Ministère des Affaires étrangères - https://www.bureauveritas.de/home/our-services/asset-management/projekte/auswaertiges-amt-berlin (consulté le 23.05.2015)

Figure 31 - Façade entrée de la nouvelle Chancellerie – photo privée

Figure 32 – Bundespräsidialamt à Berlin - http://www.bundespraesident.de/DE/Amt-und-Aufgaben/Bundespraesidialamt/Gebaeude/Gebaeude-node.html (consulté le 23.05.2015)

Figure 33 - Bundeskanzleramt à Bonn - https://www.nrw-live.de/bundeskanzleramt-bonn (consulté le 23.05.2015)

Figure 34 - Bundeskanzleramt à Berlin – photo personnelle

Figure 35 - Vue aérienne du Sony Center - https://www.sonycenter.de/en/event-creation (consulté le 23.07.2018)

Figure 36 - Vue intérieur du Sony Center - https://www.sonycenter.de/en/event-creation (consulté le 23.07.2018)

Figure 37 - Vue aérienne de la nouvelle Chancellerie, du Reichstag et du Band des Bundes - https://www.kulturradio.de/programm/schema/sendungen/kulturradio_am_mittag/archiv/20180705_1205/tagesthema_1210.html (consulté le 23.05.2018)

Figure 38 - Vue de l'intrégralité de la façade de la nouvelle Chancellerie – photo personnelle

Figure 39 - Le Reichstag à Berlin (vers 1900) - https://fr.wikipedia.org/wiki/Palais_du_Reichstag#/media/File:Reichstag-1870.jpg (consulté le 23.05.2015)

Figure 40 - Le Reichstag à Berlin (vers 1945) - https://fr.wikipedia.org/wiki/Palais_du_Reichstag#/media/File:Reichstag_after_the_allied_bombing_of_Berlin.jpg (consulté le 23.05.2015)

Figure 41 - Le Reichstag à Berlin (1982) - https://de.wikipedia.org/wiki/Reichstagsgeb%C3%A4ude#/media/File:Reichstag_berlin_1982.jpg (consulté le 13.09.2017)

Figure 42 - Le Reichstag à Berlin, enveloppé par Christo (1995) - https://www.widewalls.ch/artist/wolfgang-volz/ (consulté le 13.09.2017)

Figure 43 - Le Reichstag à Berlin avec la nouvelle coupole - http://www.bilderbuch-berlin.net/Fotos/tiergarten_reichstag_luftbild_luftaufnahme_helikopter_bundestag_reichstagskuppel_panorama_406330 (consulté le 13.09.2017)

Figure 44 - Vue intérieure de la coupole du Reichstag – photo personnelle

Figure 45 - Réalisation de Vittorio Lampugnani sur le Novartis Campus (Bâle en Suisse) - https://www.pinterest.fr/pin/406520303848888798/ (consulté le 22.03.2021)

Figure 46 - Europäisches Haus à Berlin de Hans Kohlhoff - https://de.wikipedia.org/wiki/Datei:Berlin,_Mitte,_Unter_den_Linden_78,_Europ%C3%A4isches_Haus_01.jpg (consulté le 22.03.2021)

Figure 47 - Musée Juif à Berlin - https://www.deutschlandfunkkultur.de/juedisches-museum-ist-mehr-als-ein-holocaust-museum.1008.de.html?dram:article_id=164135 (consulté le 22.03.2021)

Figure 48 - Campagne de publicité en faveur du Mémorial - https://www.kakoii.de/work/holocaust-denkmal/ (consulté le 15.12.2022).

VIII. Bibliographie

ABELES, Marc. Die Inszenierung der republikanischen Nation durch François Mitterrand. *In* FRANCOIS, Etienne / SIEGRIST, Hannes / VOGEL, Jakob (dir.). *Nation und Emotion*. Göttingen: Vandenhoeck und Ruprecht, 1995, pp. 274-290.

ABELS, Heinz. *Interaktion, Identität, Präsentation : kleine Einführung in interpretative Theorien der Soziologie*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2007, 208 p.

ABELSHAUSER, Werner. *Deutsche Wirtschaftsgeschichte seit 1945*. München: C. H. Beck, 2004, 527 p.

ABUSCH, Alexander. *Der Irrweg einer Nation*. Berlin: Aufbau-Verlag, 1946, 270 p.

ACKERMANN, Volker. *Nationale Totenfeiern in Deutschland : von Wilhelm I. bis Franz Josef Strauss. Eine Studie zur politischen Semiotik*. Stuttgart: Klett-Cotta, 1990, 349 p.

ACKERMANN, Volker. Staatsbegräbnisse in Deutschland von Wilhelm I. bis Willy Brandt. *In* FRANCOIS, Etienne / SIEGRIST, Hannes / VOGEL, Jakob (dir.). *Nation und Emotion*. Göttingen: Vandenhoeck und Ruprecht, 1995, pp. 252-273.

ADAMSEN, Heiner R. "Faktoren und Daten der wirtschaftlichen Entwicklung in der Frühphase der Bundesrepublik Deutschland 1948-1954 " Archiv für Sozialgeschichte 28 (1978): 217-244.

ADENAUER, Konrad. *Erinnerungen 1945-1953 (t. 1)*. Stuttgart: DVA, 1973, 589 p.

ADENAUER, Konrad. *Briefe 1945-1947*. Berlin: Siedler, 1983, 761 p.

ADENAUER, Konrad Déclaration du gouvernement du 20 septembre 1949. http://www.kas.de/wf/de/33.820/ (consulté le: 28.02.2008).

ADORNO, Theodor / FRENKEL-BRUNSWIK, Else / LEVINSON, Daniel J. / SANFORD, Nevitt (dir.). *The authoritarian personality*. New York: Harper and Row, 1950, XXXIII, 990 p.

ADORNO, Theodor W. Was bedeutet: Aufarbeitung der Vergangenheit. *In* KADELBACH, Gerd (dir.). *Erziehung zur Mündigkeit: Vorträge und Gespräche mit Hellmut Becker 1959-1969*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1971, pp. 10-28.

ADORNO, Theodor W. Schuld und Abwehr. *In* ADORNO, Theodor W. (dir.). *Soziologische Schriften II: zweite Hälfte*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1975, pp. 121-324.

ADORNO, Theodor W. *Kulturkritik und Gesellschaft*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 2003 (1951), 843 p.

AHBE, Thomas. "Ostalgie als Selbstermächtigung : zur produktiven Stabilisierung ostdeutscher Identität." Deutschland-Archiv 30.4 (1997): 614-619.

ALBERT, Karl/JAIN, Elenor. *Leitkultur, Demokratie und Patriotismus*. Freiburg i/Br: Projekt-Verlag, 2006, 111 p.

ALBERTS, Klaus. *Theodor Steltzer: Szenarien seines Lebens*. Heide: Boyens, 2009, 397 p.

ALLEMANN, Fritz René. *Bonn ist nicht Weimar*. Köln: Kiepenhauer & Witsch, 2000 (1956), 439 p.

ALLPORT, Gordon W. *The nature of prejudice*. Reading (Mass.): Addison-Wesley, 1954, XVIII-537 p.

ALTER, Peter. Der eilige Abschied von der Nation: zur Bewusstseinslage der Deutschen nach 1945. *In* KLUETING, Harm (dir.). *Nation, Nationalismus, Postnation. Beiträge zur Identitätsfindung der Deutschen im 19. und 20. Jahrhundert*. Köln: Böhlau Verlag, 1992, pp. 185-202.

ALTHUSSER, Louis. *Ideologie und ideologische Staatsapparate :Aufsätze zur marxistischen Theorie*. Hamburg: VSA, 1977, 177 p.

ALY, Götz. *Hitlers Volksstaat: Raub, Rassenkrieg und nationaler Sozialismus*. Frankfurt a/M: Fischer, 2005, 444 p.

ALY, Götz. *Unser Kampf: 1968 - ein irritierter Blick zurück*. Frankfurt a/M: Fischer, 2008, 253 p.

AMERY, Jean *Jenseits von Schuld und Sühne: Bewältigungsversuche eines Überwältigten*. Stuttgart: Klett-Cotta, 1980, 156 p.

ANDERSON, Benedict. *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*. London/New York: Verso, 1992, 224 p.

ANDRÄ, Hans-Peter / MAIER, Markus. "Umbau des Reichstagsgebäudes zum Sitz des Deutschen Bundestages in Berlin." FRILO-Magazin 1 (1999), www.frilo.de/artikel/reichstag.pdf (consulté le: 08.06.2009).

Anonyme. "In Spiegel veritas: aus den Beratungen des Baden-Würtembergischen Landtages über den Fall Zind." *Der Spiegel* 5 (1958).

Anonyme. "Israel wird ausradiert." *Der Spiegel* 51 (1958).

Anonyme. "Von der DDR wird stets der Frieden ausstrahlen." *Neues Deutschland* du 24.04.1961 (https://www.nd-archiv.de/ausgabe/1961-04-24).

Anonyme. "25 Jahre nach der Einigung der Arbeiterklasse : Referat des Ersten Sekretärs des ZK der SED, Genossen Walter Ulbricht auf der Sitzung der Kommission sur Vorbereitung des 25. Jahrestages der SED am 17. Dezember 1970." *Neues Deutschland* du 14.01.1917 (https://www.nd-archiv.de/ausgabe/1971-01-14).

Anonyme. "Ein festes Prinzip unserer Aussenpolitik." *Neues Deutschland* du 13.12.1974 (https://www.nd-archiv.de/ausgabe/1974-12-13).

Anonyme. "'Holocaust' : die Vergangenheit kommt zurück." *Der Spiegel* 5 (1979).

Anonyme. "Vergebung gewährt." Der Spiegel.48 (1986).

Anonyme. "Erdrutsch im Osten : SPD klar vorn." *Der Spiegel* 20 (1991).

Anonyme. "'Das Volk auf dem Dach': Interview mit dem britischen Architekten Sir Norman Foster über den Umbau des Berliner Reichstags." *Der Spiegel* 16 (1994).

Anonyme. "Heimatkunde für Neuteutonia: Senatsbaudirektor Horst Stimmann und Kunsthistoriker Heinrich Klotz über die Berliner Stadtarchitektur." *Der Spiegel* 42 (1994).

Anonyme. "Rechtsdrehend." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 14.01.1997.

Anonyme. "Mahnmal-Streit." *Der Tagesspiegel* du 24.07.1998.

Anonyme. "Wir brauchen eine neue Sprache für die Erinnerung. Ein Gespräch (Ignatz Bubis, Salomon Korn, Frank Schirrmacher, Martin Walser)." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 14.12.1998.

Anonyme. ""Lebenslüge Einwanderungsland"." *Rheinische Post* du 27.11.2010.

APPLEBAUM, Anne. *Rideau de fer: l'Europe de l'Est écrasée, 1944-1956*. Paris: Grasset, 2014, 600 p.

ARENDT, Hannah. "Organisierte Schuld." Die Wandlung 1.4 (1945/1946): 333-344.

ARENDT, Hannah. *Eichmann à Jérusalem: rapport sur la banalité du mal*. Paris: Gallimard, 1966, 339 p.

ARENDT, Hannah. *Besuch in Deutschland: Die Auswirkungen des Naziregimes*. Berlin: Rotbuch-Verlag, 1993 (1950), 94 p.

ARNDT, Adolf. *Demokratie als Bauherr*. Archibook-Verlag, 1984, 32 p.

ASH, Timothy Garton. *Wächst zusammen, was zusammengehört? Deutschland und Europa zehn Jahre nach dem Fall der Mauer: Vortrag im Rathaus Schöneberg zu Berlin, 5. November 1999 (Schriftenreihe der Bundeskanzler-Willy-Brandt-Stiftung, Heft 8)*. Potsdam: Bundeskanzler-Willy-Brandt-Stiftung, 2001, 55 p.

ASH, Timothy Garton. "Germany can show reborn Arab nations the art of overcoming a difficult past." *The Guardian* du 16.03.2011.

ASSMANN, Aleida. *Erinnerungsräume : Formen und Wandlungen des kulturellen Gedächtnisses*. München: Beck, 1999, 424 p.

ASSMANN, Aleida. Gedächtnis als Leitbegriff der Kulturwissenschaften. *In* MUSNER, Lutz/WUNBERG, Gotthart (dir.). *Kulturwissenschaften: Forschung - Praxis - Positionen*. Wien: WUV, 2002, pp. 27-45.

ASSMANN, Aleida. "La thèse de la culpabilité collective: un traumatisme allemand?" Le Débat 124 (2003): 171-188.

ASSMANN, Aleida. *Der lange Schatten der Vergangenheit : Erinnerungskultur und Geschichtspolitik*. München: Beck, 2006, 320 p.

ASSMANN, Aleida. *Das neue Unbehagen an der Erinnerungskultur. Eine Intervention*. München: C.H. Beck, 2013, 231 p.

ASSMANN, Aleida / FREVERT, Ute. *Geschichtsvergessenheit, Geschichtsversessenheit: vom Umgang mit deutscher Geschichte nach 1945*. Stuttgart: DVA, 1999, 319 p.

ASSMANN, Jan. Kollektives Gedächtnis und kulturelle Identität. *In* ASSMANN, Jan / HÖLSCHER, Tonio (dir.). *Kultur und Gedächtnis*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1988, pp. 9-19.

ASSMANN, Jan. *Das kulturelle Gedächtnis: Schrift, Erinnerung und politische Identität in frühen Hochkulturen*. München: C.H. Beck, 1999, 344 p.

AUGSTEIN, Rudolf (dir.). *"Historikerstreit": die Dokumentation der Kontroverse und die Einzigartigkeit der deutschen Judenvernichtung*. München: Piper, 1987, 397 p.

AUGSTEIN, Rudolf. "Wir sind alle verletzbar." *Der Spiegel* 49 (1998).

AUST, Stefan. *Der Baader-Meinhof-Komplex*. Hamburg: Hoffmann & Campe, 2005, 667 p.

AUST, Stefan / BURGDORFF, Stephan (dir.). *Die Flucht: über die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten*. München: DVA, 2002, 237 p.

AYASS, Wolfgang. *"Asoziale" im Nationalsozialismus*. Stuttgart: Klett-Cotta, 1995, 335 p.

BABELON, Jean-Pierre / BACKOUCHE, Isabelle (dir.). *Quel musée pour l'histoire de France?* Paris: Armand Collin, 2011, 192 p.

BADSTÜBNER, Rolf. Zu "Erbe und Tradition" in der Geschichte der DDR. *In* MEIER, Helmut / SCHMIDT, Walter (dir.). *Erbe und Tradition in der DDR : die Diskussion der Historiker*. Köln: Pahl-Rugenstein, 1989, pp. 280-287.

BAIER, Lothar. "Un romancier reconverti en oracle national : essai d'explication de l' 'affaire Walser' en Allemagne." Les Temps Modernes 54.603 (1999): 1-19.

BALD, Detlev / KLOTZ, Johannes / WETTE, Wolfram. *Mythos Wehrmacht: Nachkriegsdebatten und Traditionspflege*. Berlin: Aufbau-Verlag, 2001, 211 p.

BALDWIN, Peter. The *Historikerstreit* in context. *In* BALDWIN, Peter (dir.). *Reworking the past: Hitler, the Holocaust and the historians' debate*. Boston: Beacon Press, 1990, pp. 3-37.

BALESTRIERE, Lina. *Freud et la question des origines*. Bruxelles: De Boeck, 2003, 262 p.

BALFOUR, Alan (dir.). *Berlin*. London: Academy Editions, 1995, 368 p.

BARCK, Simone. Zeugnis ablegen. Zum frühen Antifaschismus-Diskurs am Beispiel des VVN-Verlages. *In* SABROW, Martin (dir.). *Verwaltete Vergangenheit. Geschichtskultur und Herrschaftslegitimation in der DDR*. Leizpig: Akademische Verlags-Anstalt, 1997, pp. 259-291.

BARETZKO, Dieter. "Hauptstadt auf Dauer." *Frankfurter Rundschau* du 20.02.1993.

BARING, Arnulf. *Der 17. Juni 1953*. Stuttgart: DVA, 1983, 199 p.

BARTEL, Horst. Erbe und Tradition in Geschichtsbild und Geschichtsforschung der DDR. *In* MEIER, Helmut / SCHMIDT, Walter (dir.). *Erbe und Tradition in der DDR : die Diskussion der Historiker*. Köln: Pahl-Rugenstein, 1989, pp. 129-140.

BARTEL, Horst / SCHMIDT, Walter. Historisches Erbe und Tradition - Bilanz, Probleme, Konsequenzen. *In* MEIER, Helmut / SCHMIDT, Walter (dir.). *Erbe und Tradition in der DDR : die Diskussion der Historiker*. Köln: Pahl-Rugenstein, 1989, pp. 196-217.

BARTEL, Walter. *Deutschland in der Zeit der faschistischen Diktatur 1933-1945*. Berlin: Volk und Wissen, 1956, 269 p.

BARTH, Bernd-Rainer. Heym, Stefan. *In* MÜLLER-ENSBERG, Helmut (dir.). *Wer war wer in der DDR ? Ein biographisches Lexikon*. Berlin: Links, 2000, pp. 355-356.

BARTH, Bernd-Rainer. Seghers, Anna. *In* MÜLLER-ENSBERG, Helmut (dir.). *Wer war wer in der DDR ? Ein biographisches Lexikon*. Berlin: Links, 2000, pp. 787-788.

BARTH, Bernd-Rainer. Zweig, Arnold. *In* MÜLLER-ENSBERG, Helmut (dir.). *Wer war wer in der DDR ? Ein biographisches Lexikon*. Berlin: Links, 2000, pp. 957-956.

BAUMHOFF, Anja. Bauhaus. *In* FRANCOIS, Etienne / SCHULZE, Hagen (dir.). *Deutsche Erinnerungsorte (t.2)*. München: Beck, 2001, pp. 584-600.

BAYLY, Christopher Alan. *La naissance du monde moderne*. Paris: Les Éditions de l'Atelier, 2007, 862 p.

BECHER, Johannes. *Erziehung zur Freiheit : Gedanken und Betrachtungen*. Berlin: Volk und Wissen, 1946, 181 p.

BECKER, Jurek. "Mein Vater, die Deutschen und ich." *Die Zeit* 21 (1994).

BECKER, Thomas P. (dir.). *Die Studentenproteste der 60er Jahre: Archivführer, Chronik, Bibliographie*. Köln: Böhlau, 2000, 381 p.

BEHRENDS, Jan C. / LINDENBERGER, Thomas / POUTRUS, Patrice G. (dir.). *Fremde und Fremd-Sein in der DDR: zu historischen Ursachen der Fremdenfeindlichkeit in Deutschland*. Berlin: Metropol Verlag, 2003, 376 p.

BEIER, Gerhard. Löbe, Paul. *In* ASENDORF, Manfred / BOCKEL, Rolf von (dir.). *Demokratische Wege. Deutsche Lebensläufe aus fünf Jahrhunderten*. Stuttgart: Böhlau, 1997, pp. 393-395.

BEIN, Alex. *Die Judenfrage : Biographie eines Weltproblems (2 tômes)*. Stuttgart: DVA, 1980, XVI-464/VII-429 p.

BELL, Daniel. Ethnicity and social change. *In* GLAZER, Nathan (dir.). *Ethnicity : theory and experience*. Cambridge (Mass.): Harvard University Press, 1975, pp. 141-174.

BEN-AMOS, Avner. Der letzte Gang des grossen Mannes : die Staatsbegräbnisse in Frankreichs Dritter Republik. *In* FRANCOIS, Etienne / SIEGRIST, Hannes / VOGEL, Jakob (dir.). *Nation und Emotion*. Göttingen: Vandenhoeck und Ruprecht, 1995, pp. 232-251.

BENDEL, Rainer. *Kirche der Sünder - sündige Kirche? Beispiele für den Umgang mit Schuld nach 1945*. Münster Lit-Verlag, 2002, 240 p.

BENDER, Eugene I. / KAGIWADA, George. "Hansen's law of 'third-generation return' and the study of American religio-ethnic groups." Phylon 29.4 (1968): 360-370.

BENDER, Peter. *Zehn Gründe zur Anerkennung der DDR*. Frankfurt a./M.: Fischer-Bücherei, 1968, 138 p.

BENDER, Peter. *Episode oder Epoche? Zur Geschichte des geteilten Deutschland*. München: DTV, 1996.

BENEDICT, Ruth. *The chrysanthemum and the sword : patterns of Japanese culture*. Boston: Houghton Mifflin Company, 1946, 324 p.

BENJAMIN, Walter. *Illuminations : essays and reflections*. New York: Schocken, 1969, 278 p.

BENSER, Günter. Die SED zwischen Massenpartei und Kaderpartei neuen Typs (1946-1948). *In* KELLER, Dietmar et. al. (dir.). *Ansichten zur Geschichte der DDR, t. 1*. Bonn, 1991, pp. 81-97.

BENSING, Manfred. Erbe und Tradition in der Geschichte der Deutschen Demokratischen Republik. *In* MEIER, Helmut / SCHMIDT, Walter (dir.). *Erbe und Tradition in der DDR : die Diskussion der Historiker*. Köln: Pahl-Rugenstein, 1989, pp. 301-317.

BENZ, Wolfgang. Zum Umgang mit der nationalsozialistischen Vergangenheit in der Bundesrepublik. *In* DANYEL, Jürgen (dir.). *Die geteilte Vergangenheit: zum Umgang mit Nationalsozialismus und Widerstand in den beiden deutschen Staaten*. Berlin: Akademie-Verlag, 1995, pp. 47-60.

BENZ, Wolfgang. *Was ist Antisemitismus?* München: C.H. Beck, 2004, 272 p.

BERG, Jan. *Hochhuths "Stellvertreter" und die Stellvertreter-Debatte : Vergangenheitsbewältigung in Theater und Presse der sechziger Jahre*. Kronberg/Ts.: Scriptor Verlag, 1977, ix, 234 p.

BERGER, Christel. *Gewissensfrage Antifaschismus : Traditionen der DDR-Literatur*. Berlin: Dietz, 1990, 331 p.

BERGER, Peter / LUCKMANN, Thomas. *Die gesellschaftliche Konstruktion der Wirklichkeit : eine Theorie der Wissenssoziologie*. Frankfurt a/M: Fischer, 2007, XIX-217 p.

BERGER, Stefan. *The search for normality: national identity and historical consciousness in Germany since 1800*. Providence: Berghahn Books, 1997, 307 p.

BERGHAHN, Volker. "Die Fischer-Kontroverse: 15 Jahre danach." Geschichte und Gesellschaft 6 (1980): 403-419.

BERGMANN, Klaus. *Agrarromantik und Grossstadtfeindschaft*. Meisenheim a/Glan: Hain, 1970, 405 p.

BERGMANN, Werner. *Antisemitismus in öffentlichen Konflikten: kollektives Lernen in der politischen Kultur der Bundesrepublik*. Frankfurt a/M: Campus Verlag, 1997 535 p.

BERGSON, Henri. *Matière et mémoire: essai sur la relation du corps à l'esprit*. Paris: F. Alcan, 1896, III-279 p.

BERND, Konrad. *Vergessen : Behinderte, Prostituierte, Zwangssterilisierte, Swing-Jugend, Homosexuelle, Bettler, Obdachlose, Zeugen Jehovas (Austellung der Projektgruppe für die vergessenen Opfer des NS-Regimes)*. Hamburg: Museum für Hamburgische Geschichte, 1988, 32 p.

BERTRAM, Christoph. "Germany moves on : laying Angst to rest." Foreign Affairs 77.4 (1998): 186-194.

BERTRAM, Jürgen. *Die Helden von Bern: eine deutsche Geschichte*. Frankfurt a/M: Scherz, 2004, 256 p.

BESSON, Waldemar. *Die Aussenpolitik der Bundesrepublik: Erfahrungen und Massstäbe*. München: Piper, 1970.

BEUTELSCHMIDT, Thomas (dir.). *Sozialistische Audiovision : zur Geschichte der Medienkultur in der DDR*. Potsdam: Verlag für Berlin-Brandeburg, 1995, 503 p.

BEYME, Klaus von. *Die Kunst der Macht und die Gegenmacht der Kunst : Studien zum Spannungsverhältnis von Kunst und Politik*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1998, 405 p.

BIALAS, Wolfgang. "Antifaschismus in der DDR : historisch-kritische Aufräumarbeiten." Das Argument 35 (1993): 551-570.

BIALAS, Wolfgang. Antifaschismus als Sinnstiftung : Konturen eines ostdeutschen Konzepts. *In* BERGEM, Wolfgang (dir.). *Die NS-Diktatur im deutschen Erinnerungsdiskurs*. Opladen: Leske + Budrich, 2003, pp. 151-170.

BILLIG, Michael. *Banal nationalism*. London: Sage, 1995, 200 p.

BISCHOF, Günter / MAIER, Charles S. (dir.). *The Marshall plan and Germany: West German development within the framework of the European Recovery Programe*. New York: Berg, 1991, XIII-523 p.

BISKY, Lothar. Geburt von Neuem. *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 105-106.

BLASIUS, Rainer A. "'Völkerfreundschaft' am Nil : Ägypten und die DDR im Februar 1965." Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte 46.4 (1998): 747-805.

BLAUERT, Elke. *Karl Friedrich Schinkels Berliner Bauakademie : ein Beitrag zu ihrem Wiederaufbau*. Berlin: Nicolai, 1994, 32 p.

BMI. *Verfassungsschutzbericht 1978*. Bonn, 1979.

BODDIEN, Wilhelm von / ENGEL, Helmut (dir.). *Die Berliner Schlossdebatte : pro und contra*. Berlin: Berlin-Verlag, 2000, 149 p.

BODE, Peter M. "Die Parlamentarier halten Distanz zur alten Einheitspartei (Landtag von Peter Kulka in Dresden)." Art : das Kunstmagazin (1994): 121.

BODEK, Janusz. *Die Fassbinder-Kontroversen : Entstehung und Wirkung eines literarischen Textes. Zu Kontinuität und Wandel einiger Erscheinungsformen des Alltagsantisemitmus in Deutschland nach 1945, seinen künstlerischen Weihen und seiner öffentlichen Inszenierung*. Frankfurt a/M: Lang, 1991, 438 p.

BODENSCHATZ, Harald. *"Der rote Kasten" : zu Bedeutung, Wirkung und Zukunft von Schinkels Bauakademie*. Berlin: Transit, 1996, 111 p.

BODNAR, John. *Remaking America: public memory, commemoration and patriotism in twentieth century*. Princeton: Princeton University Press, 1992, 296 p.

BOEHLICH, Walter (dir.). *Der Berliner Antisemitismusstreit*. Frankfurt a/M: Insel Verlag, 1988, 259 p.

BOEHM, Rudolf. "'Erklären' und 'Verstehen' bei Dilthey." Zeitschrift für philosophische Forschung 5.3 (1951): 410-417.

BÖHME, Hartmut / MATUSSEK, Peter / MÜLLER, Lothar. *Orientierung Kulturwissenschaft: was sie kann, was sie will*. Reinbek bei Hamburg: Rowohlt-Taschenbuch-Verlag, 2002, 270 p.

BÖHME, Waltraud (dir.). *Kleines politisches Wörterbuch*. Berlin: Dietz, 1973, 1015 p.

BOLE, William. Bitburg: the American scene. *In* HARTMAN, Geoffrey H. (dir.). *Bitburg in moral and political perspective*. Bloomington: Indiana University Press, 1986, pp. 66-79.

BOND, Niall. "L'heure zéro: un mythe fondateur de l'Allemagne de l'après-guerre." Sens public (2012), http://www.sens-public.org/spip.php?article914 (consulté le: 21.12.2015).

BOOZ, Rüdiger M. *"Hallsteinzeit" : deutsche Aussenpolitik 1955-1992*. Bonn: Bouvier, 1995, 230 p.

BORCHARD, Klaus. Bonn - vom Provisorium über die Bundeshauptstadt zur Bundesstadt oder : Von den Schwierigkeiten der baulichen und städtebaulichen Selbstdarstellung unseres Staates. *In* EHLERS, Eckart (dir.). *Deutschland und Europa : historische, politische und geographische Aspekte*. Bonn: Dümmiers Verlag, 1997, pp. 11-34.

BOROWSKY, Peter. "Das Ende der "Ära Adenauer"." Informationen zur politischen Bildung 258, http://www.bpb.de/themen/P832WI,0,0,Das_Ende_der_%C4ra_Adenauer.html (consulté le: 05.05.2008).

BORRIES, Bodo von. "The Third Reich in German history textbooks since 1945." Journal of Contemporary History 38.1 (2003): 45-62.

BÖSCH, Frank / WIRSCHING, Andreas (dir.). *Hüter der Ordnung: die Innenministerien in Bonn und Ost-Berlin nach dem Nationalsozialismus*. Göttingen: Wallstein Verlag, 2018, 837 p.

BOURDIEU, Pierre. *Le sens pratique*. Paris: Editions de Minuit, 1980, 475 p.

BOURDIEU, Pierre. *Ce que parler veut dire : l'économie des échanges linguistiques*. Paris: Fayard, 1982, 243 p.

BOURDIEU, Pierre. *Die verborgenen Mechanismen der Macht*. Hamburg: VSA-Verlag, 1992, 175 p.

BOURDIEU, Pierre. *Rede und Antwort*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1992, 236 p.

BOURDIEU, Pierre. "Esprits d'Etat : genèse et structure du champ bureaucratique." Actes de la recherche en sciences sociales 96-97 (1993): 49-62.

BOURDIEU, Pierre. *Leçon sur la leçon*. Paris: Editions de Minuit, 2003, 55 p.

BOWLING, Kenneth R. / GERHARD, Ulrike. Siting federal capitals : the American and German debates. *In* DAUM, Andreas W. / MAUCH, Christof (dir.). *Berlin, Washington 1800-2000 : capital cities, cultural representation and national identities*. Cambridge: Cambridge University Press, 2005, pp. 31-50.

BRACHER, Karl Dietrich. *Die deutsche Diktatur : Entstehung, Struktur, Folgen des Nationalsozialismus*. Köln: Kienpheuer und Witsch, 1976, 587 p.

BRACHER, Karl-Dietrich. *Zeitgeschichtliche Kontroversen um Faschismus, Totalitarismus, Demokratie*. München: Piper, 1976, 158 p.

BRACHER, Karl-Dietrich. Politik und Zeitgeist: Tendenzen der Siebziger Jahre. *In* BRACHER, Karl-Dietrich / JÄGER, Wolfgang / LINK, Werner (dir.). *Geschichte der Bundesrepublik Deutschland (t. 5): Republik im Wandel, 1969-1974: die Ära Brandt*. Stuttgart: DVA, 1986, pp. 285-406.

BRANDT, Susanne. 'Wenig Anschauung'? Die Ausstrahlung des Films 'Holocaust' im westdeutschen Fernsehen (1978/79). *In* CORNELISSEN, Christoph / KLINKHAMMER, Lutz / SCHWENTKER, Wolfgang (dir.). *Erinnerungskulturen : Deutschland, Italien und Japan seit 1945*. Frankfurt a/M: Fischer, 2003, pp. 257-268.

BRANDT, Willy. "Verpflichtung zum Frieden und Wahrung von Freiheit und Recht" (Déclaration du chancelier Willy Brandt du 8 mai 1970 devant le Bundestag). http://www.bundesregierung.de/Content/DE/_Anlagen/gedenken/25-jahrestag-ende-wk2.pdf?__blob=publicationFile&v=2 (consulté le: 23.09.2010).

BRENDGENS, Guido. *Demokratisches Bauen : eine architekturtheoretische Diskursanalyse zu Parlamentsbauten in der Bundesrepublik Deutschland*. Aachen: Shaker, 2008, 426 p.

BREUER, Stefan. *Anatomie der Konservativen Revolution*. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1993, 232 p.

BRIESEN, Detlef. Berlin : übeschätzte Metropole. Über das System deutscher Hauptstädte zwischen 1850 und 1940. *In* BRUNN, Gerhard / REULECKE, Jürgen (dir.). *Metropolis Berlin : Berlin als deutsche Hauptstadt im Vergleich europäischer Hauptstädte 1871-1939*. Bonn: Bouvier, 1992, pp. 39-78.

BRINKS, Jan Herman. *Die DDR-Geschichtswissenschaft auf dem Weg zur deutschen Einheit : Luther, Friedrich II und Bismarck als Paradigmen politischen Wandels*. Frankfurt a/M: Campus Verlag, 1992, VII-342 p.

BROCHHAGEN, Ulrich. *Nach Nürnberg: Vergangenheitsbewältigung und Westintegration in der Ära Adenauer*. Hamburg: Junius, 1994, 469 p.

BROCKMANN, Stephen. "The politics of German history." History and Theory 29 (1990): 179-189.

BRODESSER, Herman-Josef / FEHN, Bernd / FRANOSCH, Tilo / WIRTH, Wilfried. *Wiedergutmachung und Kriegsfolgenliquidation : Geschichte, Regelungen, Zahlungen*. München C. H. Beck, 2000, XVII-251 p.

BROSZAT, Martin. *Der Staat Hitlers: Grundlegung und Entwicklung seiner inneren Verfassung*. München: DTV, 1969, 472 p.
BROSZAT, Martin. Zur Errichtung eines 'Hauses der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland' in Bonn. *In* GRAML, Hermann / HENKE, Klaus-Dietmar (dir.). *Nach Hitler: der schwierige Umgang mit unserer Geschichte*. München: Oldenbourg, 1986, pp. 304-309.
BROSZAT, Martin. 'Holocaust' und die Geschichtswissenschaft. *In* GRAML, Hermann/HENKE, Klaus-Dietmar (dir.). *Nach Hitler : der schwierige Umgang mit unserer Geschichte. Beiträge von Martin Broszat*. München: Oldenbourg, 1987 (1979), pp. 271-286.
BROSZAT, Martin / HENKE, Klaus-Dietmar / WOLLER, Hans (dir.). *Von Stalingrad zur Währungsreform : zur Sozialgeschichte des Umbruchs in Deutschland*. München: Oldenbourg, 1988, 767 p.
BROWNING, Christopher R. *Ganz normale Männer: das Reserve-Polizeibataillon 101 und die "Endlösung"*. Reinbeck bei Hamburg: Rowohlt, 1993, 279 p.
BROWNING, Christopher R. *Ordinary men: Reserve Police Battalion 101 and the final solution in Poland*. London: Penguin Books, 2001, XX-271 p.
BRUBAKER, Rogers. "Au-delà de l'identité." Actes de la recherche en sciences sociales 139.1 (2001): 66-85.
BRUMLIK, Micha. Das Öffnen der Schleusen: Bitburg und die Rehabilitation des Nationalismus in der Bundesrepublik. *In* HAFNER, Georg M. / JACOBY, Edmund (dir.). *Die Skandale der Republik*. Hamburg Hoffmann und Campe, 1990, pp. 262-273.
BRUMLIK, Micha / FUNKE, Hajo / RENSMANN, Lars. *Umkämpftes Vergessen: Walser-Debatte, Holocaust-Mahnmal und neuere deutsche Geschichtspolitik* Berlin: Das Arabische Buch, 2005, 181 p.
BRUNSSEN, Frank. *Das neue Selbstverständnis der Berliner Republik*. Würzburg: Königshausen & Neumann, 2005, 169 p.
BUBIK, Roland (dir.). *Wir '89er : wer wir sind, was wir wollen*. Berlin: Ullstein, 1996, 225 p.
BUBIS, Ignatz. Rede des Präsidenten des Zentralrats der Juden in Deutschland am 9. November in der Synagoge Rykerstrasse in Berlin. *In* SCHIRRMACHER, Frank (dir.). *Die Walser-Bubis-Debatte*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1999, pp. 106-113.
BUCHHEIM, Hans. *Aktuelle Kriesenpunkte des deutschen Nationalbewusstseins*. Mainz: Institut für Staatsbürgerliche Bildung in Rheinland-Pfalz, 1967, 66 p.
BUCHHEIM, Hans *Aktuelle Krisenpunkte des deutschen Nationalbewusstseins*. Mainz: Hase & Koehler, 1967, 66 p.
BUDE, Heinz. *Deutsche Karrieren: Lebenskonstruktionen sozialer Aufsteiger aus der Flakhelfer-Generation*. Frankfurt a/M: Surhkamp, 1987, 209 p.
BUDE, Heinz. "Generation Berlin - In Vorbereitung auf die neue Republik." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 18.06.1998.
BUDE, Heinz. "Was ist die Generation Berlin ?" Berliner Republik 1 (1999), http://b-republik.de/b-republik.php/cat/8/aid/76/title/Was_ist_die_Generation_Berlin_ (consulté le: 23.03.2007).
BUDE, Heinz. *Generation Berlin*. Berlin: Merve-Verlag, 2001, 87 p.
BÜHLER, Karl. *Ausdruckstheorie: das System an der Geschichte aufgezeigt*. Jena: Fischer, 1933, VIII-244 p.
BÜHLER, Karl. *Axiomatik der Sprachwissenschaften*. Frankfurt a. M.: Klostermann, 1933, 156 p.
BÜHRER, Werner (dir.). *Die Adenauer-Ära: die Bundesrepublik Deutschland 1949-1963*. München: Piper, 1993, 363 p.
Bundeskanzler-Willy-Brandt-Stiftung. "Januar 1970 : Bericht zur Lage der Nation." http://www.bwbs.de/bwbs_biografie/index.html?l=de&year=1970 (consulté le: 26.03.2009).
Bundesministerium für innerdeutsche Beziehungen, BMiB. *DDR-Handbuch (Bd. 1 A-L)*. Köln, 1985, 852 p.
Bundesministerium für innerdeutsche Beziehungen, BMiB (dir.). *Texte zur Deutschlandpolitik (III.8)*. Bonn: Deutscher Bundes-Verlag, 1990.
Bundesregierung, Die (dir.). *Die antisemitischen und nazistischen Vorfälle in der Zeit vom 25. Dezember bis zum 28. Januar 1960*. Bonn: Bundesdruckerei, 1960, 68 p.

BUNGERT, Heike. *Das Nationalkommitee und der Westen : die Reaktion der Westalliierten auf das NKFD und die freien deutschen Bewegungen 1943-1948*. Stuttgart: Kleinert, 1997, 341 p.

BURKART, Günter (dir.). *Sozialisation im Sozialismus : Lebensbedingungen in der DDR im Umbruch*. Weinheim: Juventa-Verlag, 1990, 224 p.

BUSLEI-WUPPERMANN, Agatha. *Hans Schwippert (1899-1973) : von der Werkkunst zum Design*. München: Utz, 2007, 327 p.

BUTTERWEGGE, Christoph. Standortnationalismus - Ausgrenzung und Gewalt im Zeitalter der Globalisierung. *In* ESSER, Johannes (dir.). *Wege aus der Gewalt (Jahrbuch des Arbeitskreises Frieden in Forschung und Lehre an Fachhochschulen)*. Münster: Haag und Herchen, 1998, pp. 61-87.

BUTTERWEGGE, Christoph / HENTGES, Gudrun / WIEGEL (dir.). *Rechtspopulisten im Parlament : Polemik, Agitation und Propaganda der AfD*. Frankfurt a.M.: Westend-Verlag, 2019, 255 p.

BUTTERWEGGE, Christoph / HICKEL, Rudolf / PTAK, Ralf (dir.). *Sozialstaat und neoliberale Hegemonie. Standortnationalismus als Gefahr für die Demokratie*. Berlin: Espresso Verlag, 1998, 159 p.

CABORN, Johannah. *Schleichende Wende: Diskurse von Nation und Erinnerung bei der Konstituierung der Berliner Republik*. Münster: Unrast-Verlag, 2006, 263 p.

CALHOUN, Craig. Social theory and the politics of identity. *In* CALHOUN, Craig (dir.). *Social theory and the politics of identity*. Oxford: Blackwell, 1994, VI-350 p.

CALHOUN, Craig. *Nations matter : culture, history and the cosmopolitan dream*. London: Routledge, 2007, IX-238 p.

CASASUS, Gilbert. *La Nouvelle Droite allemande*. Paris: Desjonquères, 2001, 216 p.

CASSIRER, Ernst. *Leibniz' System in seinen wissenschaftlichen Grundlagen*. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1962 (1902), 548 p.

CASSIRER, Ernst. *Der Mythus des Staates. Philosophische Grundlagen politischen Verhaltens*. Frankfurt a.M.: Fischer, 1985, 410 p.

CASSIRER, Ernst. *Zur Logik der Kulturwissenschaften: fünf Studien*. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1994, 126 p.

CASSIRER, Ernst. *Substanzbegriff und Funktionsbegriff. Untersuchungen über die Grundfragen der Ekrenntniskritik*. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1994 (1910), XV-459 p.

CASSIRER, Ernst. *Wesen und Wirkung des Symbolbegriffs*. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1994 (1921), 230 p.

CASSIRER, Ernst. *Philosophie der symbolischen Formen. Erster Teil : Die Sprache* Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1994 (1923), XI-300 p. .

CASSIRER, Ernst. *Philosophie der symbolischen Formen. Zweiter Teil : Das mythische Denken*. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1994 (1925), XV-311 p.

CASSIRER, Ernst. *Philosophie der symbolischen Formen. Dritter Teil: Phänomenologie der Erkenntnis*. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1994 (1929), IX-560 p.

CASSIRER, Ernst. *Symbol, Technik, Sprache. Aufsätze aus den Jahren 1927-1932*. Hamburg: Meiner, 1995, 214 p. .

CASSIRER, Ernst. *Versuch über den Menschen: Einführung in eine Philosophie der Kultur*. Hamburg: Meiner, 1996, 381 p.

CASSIRER, Ernst / HEIDEGGER, Martin. Davoser Disputation zwischen Ernst Cassirer und Martin Heidegger (1929). *In* HEIDEGGER, Martin (dir.). *Gesamtausgabe. Tome 3: Kant und das Problelm der Metaphysik*. Frankfurt a.M. : Verlag Vittorio Klostermann, 1991, pp. 274-296.

CERNY, Jochen. Hermann Matern. *In* MÜLLER-ENBERGS, Helmut / WIELGOHS, Jan / HOFFMANN, Dieter (dir.). *Wer war wer in der DDR ? Ein biographisches Lexikon*. Berlin: Links Verlag, 2000, pp.

CESARINI, David. "After Eichmann: collective memory and the Holocaust since 1961." Journal of Israeli History 23.1 (2004): 1-166.

CHABROLLE-CERRETINI, Anne-Marie. *La vision du de monde de Wilhelm von Humboldt*. Lyon: ENS Editions, 2007, 149 p.

CHAPOUTOT, Johann. *La loi du sang : penser et agir en nazi*. Paris: Editions Gallimard, 2014, 567 p.

CHAPOUTOT, Johann. *Le grand récit: introduction à l'histoire de notre temps*. Paris: PUF, 2021, 378 p.

CLASSEN, Christoph. *Bilder der Vergangenheit: die Zeit des Nationalsozialismus im Fernsehen der Bundesrepublik Deutschland 1955-1965*. Köln: Böhlau, 1999, VIII, 242 p.

CLASSEN, Christoph. "Back to the fifties? Die NS-Vergangenheit als nationaler Opfermythos im frühen Fernsehen der Bundesrepublik." Historical Social Research 30.4 (2005): 112-127.

COCHRANE, Allan. "Making up meanings in a capital city : power, memory and monuments in Berlin." Eureopean Urban and Regional Studies 13.1 (2006): 5-24.

COCHRANE, Allan / PASSMORE, Adrian. "Building a national capital in an age of globalization : the case of Berlin." Area 33.4 (2001): 341-352.

COLBURN, David / POZZETTA, George. Race, ethnicity and the evolution of political legitimacy. *In* FARBER, David R. (dir.). *The Sixties : from memory to history*. Chapel Hill: The University of North Carolina Press, 1994, pp. 119-18.

COLES, Robert. "Review of *Dimensions of a new identity* by Erik H. Erikson." *New Republic* du 8.06.1974.

CONRAD, Robert C. "Eye on Germany: the new morality and the politics of memory." Debatte 7.2 (1999): 175-184.

CONRAD, Sebastian. *Auf der Suche nach der verlorenen Nation: Geschichtsschreibung in Westdeutschland und Japan, 1945 - 1960*. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 1999, 485 p.

CONRADI, Peter. The architectural rebirth of a capital. *In* DETTKE, Dieter (dir.). *The spirit of the Berlin Republic*. Oxford: Berghahn, 2003, pp. 110-120.

Conseil, de l'Europe. Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et Protocole additionnel. http://www.echr.coe.int/Documents/Collection_Convention_1950_FR.pdf (consulté le: 23.09.2010).

COPPI, Hans (dir.). *60 Jahre Vereinigung der Verfolgten des Naziregimes : Lesebuch zu Geschichte und Gegenwart des VVN*. Berlin: VVN-BdA, 2007, 94 p.

CORNELISSEN, Christoph. *Gerhard Ritter: Geschichtswissenschaft und Politik im 20. Jahrhundert*. Düsseldorf: Droste, 2001, X-757 p.

CRAIG, Gordon A. "Berlin, the Hauptstadt." Foreign Affairs 77.4 (1998): 161-170.

CRANE, George. "Economic nationalism: bringing the nation back in." Millenium. Journal of International Studies 27.1 (1998): 55-75.

CRINSON, Mark (dir.). *Urban memory : history and amnesia in the modern city*. London: Routledge, 2005, XIII-225 p.

CULLEN, Michael (dir.). *Das Holocaust-Mahnmal : Dokumentation einer Debatte*. München: Pendo Verlag, 1999, 295 p.

CULLEN, Michael S. *Bauwerke der Gründerzeit*. Hamburg: HB-Verlag, 1984, 113 p.

CULLEN, Michael S. 'Dem deutschen Volke' : das Reichstagsgebäude in Berlin. *In* FLAGGE, Ingeborg (dir.). *Architektur und Demokratie : Bauen für die Politik von der amerikanischen Revolution bis zur Gegenwart*. Stuttgart: Hatje Verlag, 1992, pp. 131-156.

CULLEN, Michael S. *Le Reichstag : au coeur des tensions politiques de l'histoire allemande*. Berlin: be-bra-Verlag, 1999, 78 p.

CULLEN, Michael S. Streit um Symbole : die Reichstagskuppel. *In* WEFING, Heinrich (dir.). *Dem deutschen Volke : der Bundestag im Berliner Reichstagsgebäude*. Bonn: Bouvier, 1999, pp. 192-209.

CZADA, Roland. Nach 1989: Reflexionen von der Berliner Republik. *In* CZADA, Roland/WOLLMANN, Hellmut (dir.). *Von der Bonner zur Berliner Republik. 10 Jahre deutsche Einheit*. Opladen: Westdeutscher Verlag, 2000, pp. 13-44.

DAHRENDORF, Ralf. *Gesellschaft und Demokratie in Deutschland*. München: Piper, 1965, 516 p.

DAHRENDORF, Ralf. "Whatever happened to liberty?" *The New Statesman* du 06.09.1999.

DANIEL, Ute. *Kompendium Kulturgeschichte: Theorien, Praxis, Schlüsselwörter*. Frankfurt a.M.: Suhrkamp, 2001, 476 p.

DANNREUTHER, Roland. *The Soviet Union and the PLO*. Basingstoke: Macmillan, 1998, IX-222 p.

DANYEL, Jürgen. "Vom schwierigen Umgang mit der Schuld : die Deutschen in der DDR und der Nationalsozialismus." Zeitschrift für Geschichtswissenschaft 40 (1992): 915-928.

DANYEL, Jürgen. Die Opfer- und Verfolgtenperspektive als Gründungskonsens? Zum Umgang mit der Widerstandstradition und der Schuldfrage in der DDR. *In* DANYEL, Jürgen (dir.). *Die geteilte Vergangenheit: zum Umgang mit Nationalsozialismus und Widerstand in den beiden deutschen Staaten*. Berlin: Akademie-Verlag, 1995, pp. 31-46.

DANYEL, Jürgen Spätfolgen? Der ostdeutsche Rechtsextremismus als Hypothek der DDR-Vergangenheit und Erinnerungskultur. *In* BEHRENDS, Jan / LINDENBERGER, Thomas / POUTRUS, Patrice G. (dir.). *Fremde und Fremdsein in der DDR: zu historischen Ursachen der Fremdenfeindlichkeit in Ostdeutschland*. Berlin: Metropol Verlag, 2003, pp. 23-42.

DASCHER, Kristof. *Warum sind Hauptstädte so gross ? Eine ökonomische Interpretation und ein Beitrag zur Geographie der Politik*. Berlin: Duncker und Humblot, 2000, 202 p.

DAUM, Andreas W. Capitals in modern history : inventing urban spaces for the nation. *In* DAUM, Andreas W. / MAUCH, Christof (dir.). *Berlin, Washington 1800-2000 : capital cities, cultural representation and national identities*. Cambridge: Cambridge University Press, 2005, pp. 3-30.

DAUM, Andreas W. / MAUCH, Christof (dir.). *Berlin, Washington 1800-2000 : capital cities, cultural representation and national identities*. Cambridge: Cambridge University Press, 2005, XII-318 p.

DEMIROVIC, Alex. "Ideologie, Diskurs und Hegemonie." Zeitschrift für Semiotik 1/2.10 (1988): 63-74.

DEMPS, Laurenz. Von der preussischen Residenzstadt zur hauptstädtischen Metropole. *In* SÜSS, Werner / RYTLEWSKI, Ralf (dir.). *Berlin : die Hauptstadt - Vergangenheit und Vergangenheit einer europäischen Metropole*. Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung, 1999, pp. 17-51.

DEN BOER, Pim / FRIJHOFF, Willem (dir.). *Lieux de mémoire et identités nationales*. Amsterdam: Amsterdam UP, 1993, VIII-284 p.

Deutscher Bundestag, DB. *Plenarprotokoll. Stenographischer Bericht der 170. Sitzung, 4. Wahlperiode (10.03.1965)*. 1965.

Deutscher Bundestag, DB. *Plenarprotokoll. Stenographischer Bericht der 145. Sitzung, 8. Wahperiode (29.03.1979)*. 1979.

Deutscher Bundestag, DB. *Zur Verjährung nationalsozialistischer Verbrechen: Dokumentation der parlamentarischen Bewältigung des Problems 1960-1979, 3 vol.* Bonn, 1980, 824 p.

Deutscher Bundestag, DB. *Plenarprotokoll. Stenographischer Bericht der 121. Sitzung, 9. Wahlperiode (13.10.1982)*. 1982.

Deutscher Bundestag, DB. *Plenarprotokoll. Stenographischer Bericht der 228. Sitzung, 10. Wahlperiode (10.09.1986)*. 1983.

Deutscher Bundestag, DB. *Plenarprotokoll. Stenographischer Bericht der 1. Sitzung, 12. Wahlperiode (20.11.1990)*. 1990.

Deutscher Bundestag, DB. *Plenarprotokoll. Stenographischer Bericht der 34. Sitzung, 12. Wahlperiode (20.06.1991)*. 1991.

Deutscher Bundestag, DB. *Plenarprotokoll. Stenographischer Bericht der 3. Sitzung, 14. Wahlperiode (10.11.1998)*. 1998.

DEUTSCHKORN, Inge. *Israel und die Deutschen: das besondere Verhältnis*. Köln: Verlag Wissenschaft und Politik, 1983, 456 p.

Deutschlands, Zentralkommitee der Sozialistischen Einheitspartei (dir.). *Dokument der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands : Beschlüsse und Erklärungen des Parteivorstandes, des Zentramkommitees sowie seine Politbüros und seines Sekretariats. Band III*. Berlin: Dietz Verlag, 1952, 768 p.

DEWEY, John. *The quest for certainty: a study of relation of knowledge and action*. New York: Minton, Balch and Company, 1929, 318 p.

DIAZ-BONE, Rainer. *Kulturwelt, Diskurs und Lebensstil : Eine diskurstheoretische Erweiterung der bourdieuschen Distinktionstheorie*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2008, 460 p.

Die Grünen im Bundestag, GDB. *Wider die Entsorgung der deutschen Geschichte: Streitschrift gegen die geplanten historischen Museen in Berlin (W) und Bonn*. Bonn, 1986, 56 p.

DINER, Dan (dir.). *Ist der Nationalsozialismus Geschichte? Zu Historisierung und Historikerstreit*. Frankfurt a/M: Fischer, 1987, 309 p.

DINER, Dan. Zwischen Aporie und Apologie: über Grenzen der Historisierbarkeit des Nationalsozialismus. *In* DINER, Dan (dir.). *Ist der Nationalsozialismus Geschichte? Zu Historisierung und Historikerstreit*. Frankfurt a/M: Fischer, 1987, pp. 62-73.

DINER, Dan (dir.). *Zivilisationsbruch: Denken nach Auschwitz*. Frankfurt a/M: Fischer, 1988, 288 p.

DINER, Dan. "Nation, migration and memory: on historical concepts of citizenship." Constellations 4.3 (1998): 293-306.

DINKELMANN, Kai. *Walter Ulbricht und seine deutsche-deutsche Revolutionstheorie (1944/45-1973)*. Aachen: Shaker, 2005, 234 p.

DIRKS, Walter. "Der restaurative Charakter der Epoche " Frankfurter Hefte 5 (1950): 942-954.

DISTEL, Barbara. "Neuen Formen der Erinnerung." Dachauer Hefte 22 (2006): 3-10.

DITTMAR, Peter. "DDR und Israel : Ambivalenz einer Nichtbeziehung, Teil I." Deutschland Archiv 10.7 (1977): 736-754.

DITTMAR, Peter. "DDR und Israel : Ambivalenz einer Nichtbeziehung, Teil II." Deutschland Archiv 10.8 (1977): 848-861.

DIWALD, Hellmut. *Geschichte der Deutschen*. Frankfurt a/M: Propyläen, 1978, 760 p.

DOERRY, Martin (dir.). *Die Spiegel-Affäre: ein Skandal und seine Folgen*. München: DVA, 20013, 461 p.

DOHNANYI, Klaus von. "Eine Friedensrede." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 14.11.1998.

DÖHNHOFF, Marion Gräfin von. "Was bedeutet die Hitlerwelle?" *Die Zeit* 37 (1977).

DORNER, Elke. *Daniel Libeskind, Jüdisches Museum Berlin*. Berlin: Gebrüder Mann, 2006, 109 p.

DORPALEN, Andreas. Geschichtswissenschaft in der DDR. *In* FAULENBACH, Bernd (dir.). *Geschichtswissenschaft in Deutschland: traditionelle Positionen und gegenwärtige Aufgaben*. München: C. H. Beck, 1974, pp. 121-137.

DÖRRE, Klaus. Globalisierung - Ende des rheinischen Kapitalismus? *In* HEITMEYER, Wilhelm / LOCH, Dietmar (dir.). *Schattenseiten der Globalisierung, Rechtsradikalismus, Rechtspopulismus und separatistischer Regionalismus in westlichen Demokratien*. Frankfurt a/M: Surhkamp, 2001, pp. 63-90.

DOSSE, François. *Histoire du structuralisme : 1. Le champ du signe, 1945-1966*. Paris: La Découverte, 1991, 488 p.

DOSSE, François. *Histoire du structuralisme : 2. Le chant du cygne, 1967 à nos jours*. Paris: La Découverte, 1992, 587 p.

DOSSMANN, Axel. "Durch Sterben und Kämpfen zum Sieg". Zur Entstehung der KZ-Gedenkstätte Buchenwald. http://www.deutschlandradiokultur.de/durch-sterben-und-kaempfen-zum-sieg.984.de.html?dram:article_id=153435 (consulté le: 23.09.2009).

DREYFUS, Michel. *L'antisémitisme à gauche: histoire d'un paradoxe*. Paris: La Dédouverte, 2009, 346 p.

DUBIEL, Helmut. *Niemand ist frei von der Geschichte: die nationalsozialistische Herrschaft in den Debatten des Bundestages*. München: Carl Hanser Verlag, 1999, 303 p.

DUDEK, Peter. "Die Thematisierung der NS-Vergangenheit in der Pädagogik der BRD und der DDR: eine vergleichende Studie auf der Basis einer systematischen Zeitschriftenanalyse." Tel Aviver Jahrbuch für deutsche Geschichte 23 (1994): 371-400.

EBERAN, Barbro. *Luther? Friedrich "der Grosse"? Wagner? Nietzsche? Wer war an Hitler schuld ? Die Debatte um die Schuldfrage 1945-1949*. München: Minerva, 1983, 281 p.

ECKERT, Detlef / HOFMANN, Jürgen / MEIER, Helmut (dir.). *Zwischen Anschluss und Ankunft. Identitätskonflikte und Identitätssuche der Ostdeutschen auf dem Weg zum Bundesbürger*. Potsdam: Brandenburger Verein für politische Bildung, 1992, 81 p.

EICHHORN, Wolfgang (dir.). *Wörterbuch der marxistisch-leninistischen Soziologie*. Opladen: Westdeutscher Verlag, 1969, 535 p.

EICHMÜLLER, Andreas. *Keine Generalamnestie. Die Strafverfolgung von NS-Verbrechen in der frühen Bundesrepublik*. München: Oldenbourg Wissenschaftsverlag, 2012, 476 p.

EISERT, Wolfgang. *Die Waldheimer Prozesse : der stalinistische Terror 1950*. Esslingen: Bechtle, 1993, 320 p.

ELEY, Geoff. "Nazism, politics and public memory: thoughts on the West German *Historikerstreit* 1986-1987." Past and Present 121 (1988): 171-208.

ELLRICH, Hartmut. *Das Berliner Schloss : Geschichte und Wiederaufbau*. Petersberg: Imhof, 2008, 204 p.

ENGLER, Wolfgang. *Die Ostdeutschen als Avantgarde*. Berlin: Aufbau Verlag, 2002, 207 p.

ERD, Rainer / WEHLER, Hans-Ulrich. "Kampf um kulturelle Hegemonie? Hans-Ulrich Wehler im Gespräch mit Rainer Erd über Ziel und Folgen des Historikerstreits." *Frankfurter Rundschau* du 11.02.1988.

ERF, Peter. *Die Vertriebenen in Westdeutschland 1945-1949: ein Beitrag zur 'Restuarationsdebatte'*. Universität Osnabrück, thèse de doctorat sous la direction de, 1984, 360 p.

ERIKSON, Erik H. *Identity and the life circle : selected papers*. New York: International University Press, 1959, 171 p.

ERIKSON, Erik H. *Childhood and society*. New York: Norton, 1963, 445 p.

ERIKSON, Erik H. *Identity : youth and crisis*. New York: W. W. Norton and Company, 1968, 336 p.

ERLER, Peter. 'Moskau-Kader' der KPD in der SBZ. *In* WILKE, Manfred (dir.). *Die Anatomie der Parteizentrale : die KPD-SED auf dem Weg zur Macht*. Berlin: Akademie-Verlag, 1998, pp. 229-291.

ERLL, Astrid. *Kollektives Gedächtnis und Erinnerungskulturen: eine Einführung*. Stuttgart: Metzler, 2005, IX-207 p.

EVANS, Richard. *Im Schatten Hitlers? Historikerstreit und Vergangenheitsbewältigung*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1991, 282 p.

EVANS, Richard J. "The new nationalism and the old history: perspectives on the West German Historikerstreit." The Journal of Modern History 59.4 (1987): 761-797.

EYERMAN, Ron. "Jeffrey Alexander and the cultural turn in social theory." Thesis Eleven 79 (2004): 25-30.

FAIRCLOUGH, Norman. *Critical language awareness*. London: Longman, 1992, 336 p.

FAIRCLOUGH, Norman / WODAK, Ruth. Critical discourse analysis. *In* VAN DIJK, Teun A. (dir.). *Discourse as social interaction*. London: Sage, 1997, pp. 258-284.

FARQUHARSON, John F. . Landwirtschaft und Ernährung in der Politik der Alliierten 1945-1948. *In* FOSCHEPOTH, Josef (dir.). *Kalter Krieg und deutsche Frage: Deutschland im Widerstreit der Mächte 1945-1948*. Göttingen: Vandenhoek und Ruprecht, 1985, pp. 147-174.

FAULENBACH, Bernd. Die doppelte 'Vergangenheitsbewältigung': Nationalsozialismus und Stalinismus als Herausforderung zeithistorischer Forschung und politischer Kultur. *In* DANYEL, Jürgen (dir.). *Die geteilte Vergangenheit: zum Umgang mit Nationalsozialismus und Widerstand in beiden deutschen Staaten*. Berlin: Akademie-Verlag, 1995, pp. 107-124.

FAUVE, Adrien. *La construction d'une capitale nationale en régime autoritaire: Astana au Kazakhstan*. Institut d'études politiques de Paris, thèse de doctorat sous la direction de: Colas, Dominique, 2013, 513 p.

FEHL, Gerhard. *Kleinstadt, Steildach, Volksgemeinschaft : zum "reaktionären Modernismus" in Bau- und Stadtkunst*. Braunschweig: Vieweg, 1995, 223 p.

FELDKAMP, Michael. *Der Parlamentarische Rat 1948-1949 : die Entstehung des Grundgesetzes*. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 2008, 266 p.

FERENCZ, Benjamin B. *Lohn des Grauens: die verweigerte Entschädigung jüdischer Zwangsarbeiter - ein offenes Kapitel deutscher Nachkriegsgeschichte*. Frankfurt a/M: Campus-Verlag, 1986, 283 p.

FESSMANN, Jürgen *Streit um die Neue Wache: zur Gestaltung einer zentralen Gedenkstätte* Berlin: Akademie der Künste, 1993, 111 p.

FEST, Joachim C. Die Vergangenheit wurde nicht verdrängt. *In* RUDOLPH, Hermann (dir.). *Den Staat denken : Theodor Eschenburg zum Fünfundachtzigsten*. Berlin: Siedler, 1990, pp. 118-121.

FIJALKOWSKI, Jürgen. Berlin als multikulturelle Stadt. *In* SÜSS, Werner (dir.). *Hauptstadt Berlin, Bd. 1: Nationale Hauptstadt*. Berlin: Berlin Verlag Spitz, 1994, pp. 419-434.

FINKELSTEIN, Norman. *The Holocaust industry : reflections on the exploitation of Jewish suffering*. London: Verso, 2001, 150 p.

FISCHER, Fritz. "Deutsche Kriegsziele: Revolutionierung und Separatfrieden im Osten 1914-1918." Historische Zeitschrift 188 (1959): 249-310.

FISCHER, Fritz. *Griff nach der Weltmacht: die Kriegszielpolitik des kaiserlichen Deutschland 1914-918*. Düsseldorf: Droste, 1961, 896 p.

FISCHER, Fritz. Aufgaben und Methoden der Geschichtswissenschaft (1968). *In* FISCHER, Fritz (dir.). *Der Erste Weltkrieg und das deutsche Geschichtsbild: Beiträge zur Bewältigung eines historischen Tabus*. Düsseldorf: Droste, 1977, pp. 21-37.

FISCHER, Torben / LORENZ, Matthais N. (dir.). *Lexikon der "Vergangenheitsbewältigung" in Deutschland: Debatten- und Diskursgeschichte des Nationalsozialismus nach 1945*. Bielefeld: transcript Verlag, 2007, 397 p.

FLAMM, Stefanie. Der Palast der Republik. *In* FRANCOIS, Etienne / SCHULZE, Hagen (dir.). *Deutsche Erinnerungsorte, t. 2*. München: Beck, 2003, pp. 667-684.

FLEISCHER, Helmut. Mit der Vergangenheit umgehen. Prologema zu einer Analytik des Geschichtsbewusstseins. *In* KÖNIG, Helmut / KOHLSTRUCK, Michael / WÖLL, Andreas (dir.). *Vergangenheitsbewältigung am Ende des 20. Jahrhunderts*. Opladen: Westdeutscher Verlag, 1998, pp. 409-432.

FLIERL, Bruno. Identitätssuche am Ort 'Mitte Spreeinsel' in Berlin. *In* KLEIN, Bruno / SIGEL, Paul (dir.). *Konstruktionen urbaner Identität : Zitat und Rekonstruktion in Architektur und Städtebau der Gegenwart* Berlin: Lukas, 2006, pp. 146-160.

FOOTE, Nelson N. "Identification as the basis for a theory of motivation." American Sociological Review 16.1 (1951): 14-21.

Förderverein Bauakademie, FB. *Mythos Bauakademie : die Schinkelsche Bauakademie und ihre Bedeutung für die Mitte Berlins*. Berlin, 1998, 153 p.

FÖRSTER, Eckart. *Die 25 Jahre der Philosophie : eine systematische Rekonstruktion*. Frankfurt a.M.: Klostermann, 2011, 400 p.

FOSCHEPOTH, Josef. German reaction to defeat and occupation. *In* MOELLER, Robert G. (dir.). *West Germany under construction. Politics, society and culture in the Adenauer Era*. Ann Arbor: University of Michigan Press, 1997, pp. 73-89.

FOUCAULT, Michel. *L'archéologie du savoir*. Paris: Gallimard, 1969, 275 p.

FOUCAULT, Michel. *Archäologie des Wissens*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1988, 300 p.

FRANCOIS, Etienne. "Naissance d'une nation : le musée historique allemand de Berlin." Vingtième Siècle 34 (1992): 69-83.

FRANCOIS, Etienne / SCHULZE, Hagen (dir.). *Deutsche Erinnerungsorte (3 tômes)*. München: C.H. Beck, 2008.

FRANK, Hartmut. Welche Sprache sprechen Steine ? *In* FRANK, Hartmut (dir.). *Faschistische Architekturen : Planen und Bauen in Europa 1930-1945*. Hamburg: Christians, 1985, pp. 7-31.

FRANTZIOCH, Marion. "Die Integration der Vertriebenen und ihr Einfluss auf die Gesellschaft der Bundesrepublik Deutschland." Deutsche Studien: 242-258.

FREDRICKSON, George M. *Racism : a short history*. Princeton (N.J.): Princeton University Press, 2002, 207 p.

FREI, Norbert. *Vergangenheitspolitik: die Anfänge der Bundesrepublik und die NS-Vergangenheit*. München: DTV, 1996, 460 p.

FREI, Norbert. Vergangenheitspolitik in den fünfziger Jahren *In* LOTH, Wilfried/RUSINEK, Bernd A. (dir.). *Verwandlungspolitik : NS-Eliten in der westdeutschen Nachkriegsgesellschaft*. Frankfurt a/M: Campus Verlag, 1998, pp. 79-92.

FREI, Norbert (dir.). *Hitlers Eliten nach 1945*. München: DTV, 2003, 329 p.

FREI, Norbert "Von deutscher Erfindungskraft: die Kollektivschuldthese in der Nachkriegszeit." *Neue Zürcher Zeitung* du 12./13.07.1997.

FREI, Norbert Von deutscher Erfindungskraft oder Die Kollektivschuldthese in der Nachkriegszeit. *In* SMITH, Gary (dir.). *Hannah Arendt revisited: "Eichmann in Jerusalem" und die Folgen*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 2000, pp. 163-176.

FREI, Nordert. "1945 und wir: wie aus Tätern Opfer wurden." Blätter für deutsche und internationale Politik 50.3 (2005): 356-364.

FREUD, Sigmund. *Massenpsychologie und Ich-Analyse*. Leipzig: Internationaler Psychoanalytischer Verlag, 1921, III-140 p.

FREUD, Sigmund. *Das Ich und das Es*. Leipzig: Internationaler Psychoanalytischer Verlag, 1923, 77 p.

FREUDENFELD, Burghard. "Das perfekte Provisorium: auf der Suche nach einem deutschen Staat." Hochland 59.5 (1967): 421-433.

FRICKE, Karl Wilhelm. *Der "Tag X" und die Staatsicherheit : 17. Juni 1953 - Reaktionen und Konsequenzen im DDR-Machtapparat*. Bremen: Edition Temmen, 2003, 346 p.

FRIEDLÄNDER, Saul. "Eine integrierte Geschichte des Holocaust." Aus Politik und Zeitgeschichte 14-15 (2007): 7-14.

FRIEDMAN, Michael. *A parting of the ways : Carnap, Cassirer and Heidegger*. Chicago: Open Court, 2000, 175 p.

FRIEDMANN, Michel. "Streit um die Koordinaten der Republik: wohin führt die Debatte über Martin Walsers "Friedensrede"?" Blätter für deutsche und internationale Politik 1 (1999): 33-39.

FRIEDRICH, Jörg. *Die kalte Amnestie: NS-Täter in der Bundesrepublik*. München: Piper, 1994, 542 p.

FRIEDRICH, Jörg. *Der Brand: Deutschland im Bombenkrieg 1940-1945*. München: Propyläen, 2002, 591 p.

Friedrich-Ebert-Stiftung, FES. *Die nationale Front der DDR : ihre Rolle und Funktion*. Bonn, 1981, 41 p.

FRINGS, Ute. "Ein Haus ist ein Haus." *Frankfurter Rundschau* du 19.03.1997.

FRISCH, Michael. "American history and the structures of collective memory : a modern exercise in empirical iconography." Journal of American History 75.4 (1989): 1130-1155.

FRITSCHE, Christian. *Vergangenheitsbewältigung im Fernsehen : westdeutsche Filme über den Nationalsozialismus in den 1950er und 60er Jahren*. München: Meidenbauer, 2003, 232 p.

FUHR, Eckhard. *Wo wir uns finden: die Berliner Republik als Vaterland*. Berlin: BVT Berliner Taschenbuch Verlag, 2007, 158 p.

FUHRMEISTER, Christian. *Beton, Klinker, Granit, Material, Macht, Politik. Eine Materialikonographie*. Berlin: Verlag Bauwesen, 2001.

FUKUYAMA, Francis. *The end of history and the last man*. Toronto: Maxwell Macmillan Canada, 1992, XXIII-418 p.

FULBROOK, Mary. *German national identity after the Holocaust*. Cambridge: Polity Press, 1999, 248 p.

FUNKE, Hajo Friedensrede als Brandstiftung. Zu Element und Wirkungen von Martin Walsers nationaler Selbstversöhnung im Kontext deutscher Gedenkpolitik. *In* BRUMLICH, Micha / FUNKE, Hajo / RENSMANN, Lars (dir.). *Umkämpftes Vergessen. Wasler-Debatte, Holocaust-Mahnmal und neuere deutsche Geschichtspolitik*. Berlin: Das Arabische Buch, 2000, pp. 13-27.

GALL, Lothar. *Fragen an die deutsche Geschichte: Ideen, Kräfte, Entscheidungen von 1800 bis zur Gegenwart*. Stuttgart: Kohlhammer, 1982 (1974), 440 p.

GARBE, Detlef. Äusserliche Abkehr, Erinnerungsverweigerung und "Vergangenheitsbewältigung": Der Umgang mit dem Nationalsozialismus in der frühen Bundesrepublik. *In* SCHILDT, Axel/SYWOTTEK, Arnold (dir.). *Modernisierung im Wiederaufbau. Die westdeutsche Gesellschaft in den 50er Jahren*. Bonn: Dietz, 1998, pp. 693-716.

GAUGER, Jörg-Dieter / KITTEL, Manfred (2005). Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten in der Erinnerungskultur (Kolloquium der Konrad-Adenauer-Stiftung und des Instituts für Zeitgeschichte am 25. November 2004 in Berlin)**:** 146 p.

GAUS, Günter. *Wo Deutschland liegt : eine Ortsbestimmung*. Hamburg: Hoffmann und Campe, 1983, 287 p.

GEERTZ, Clifford. *The interpretation of cultures : selected essays*. New York: Basic Books, 1973, IX-470 p.

GEERTZ, Clifford. Thick description. Toward an interpretative theory of culture. *In* GEERTZ, Clifford (dir.). *The interpretation of cultures*. New York: Basic Books, 1973, pp. 3-30.

GEHRKE, Bernd. "Die 68er-Proteste in der DDR." Aus Politik und Zeitgeschichte 14/15 (2008): 40-46.

GEIS, Matthias. "Der linke Krieg." *Die Zeit* 13 (2009).

GEISS, Imanuel. *Die Habermas-Kontroverse: ein deutscher Streit*. Berlin: Siedler, 1988, 207 p.

GEISS, Imanuel Die Fischer-Kontroverse: ein kritischer Beitrag zum Verhältnis zwischen Historiographie und Politik in der Bundesrepublik. *In* GEISS, Imanuel (dir.). *Studien über Geschichte und Geschichtswissenschaft*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1972, pp. 108-198.

GEISSLER, Christian. *Anfrage*. Hamburg: Claassen, 1960, XIII-249 p.

GELLER, Jay Howard. *Jews in post-Holocaust Germany, 1945-1953*. Cambridge: Cambridge University Press, 2005, XIII-330 p.

GERHARDS, Jürgen. "Dimensionen und Strategien öffentlicher Diskurse." Journal für Sozialforschung 32.3/4 (1992): 307-318.

GERSTENMAIER, Eugen. "Was heisst deutsches Nationalbewusstsein heute?" Hochland 60 (1967): 146-150.

Geschichtswerkstatt (dir.). *Die Nation als Ausstellungsstück: Planung, Kritik und Utopien zu den Museumsgründungen in Bonn und Berlin*. Hamburg: VSA-Verlag, 1987, 157 p.

GESSENHARTER, Wolfgang (dir.). *Die neue Rechte: eine Gefahr für die Demokratie?* Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2004, 251 p.

GEULEN, Dieter. *Politische Sozialisation in der DDR : autobiographische Gruppengespräche mit Anghörigen der Intelligenz*. Opladen: Leske + Budrich, 1998, 351 p.

GIBAS, Monika. "'Die DDR - das sozialistische Vaterland der Werktätigen!': Amerkungen zur Identitätspolitik der SED und ihrem sozialistischen Erbe." Aus Politik und Zeitgeschichte 39-40 (1999): 21-30.

GIDDENS, Anthony. *The consequences of modernity*. Stanford (Cal.): Stanford University Press, 1990, IX-185 p.

GIDDENS, Anthony. *Die Konstitution der Gesellschaft : Grundzüge einer Theorie der Strukturierung*. Frankfurt a/M: Campus-Verlag, 1992, 460 p.

GIESECKE, Dana / WELZER, Harald. *Das Menschenmögliche: zur Renovierung der deutschen Erinnerungskultur*. Hamburg: edition Körber-Stiftung, 2012, 187 p.

GILLIS, John R. Memory and identity: the history of a relationship. *In* GILLIS, John R. (dir.). *Commemorations : the politics of national identity*. Princeton: Princeton University Press, 1994, pp. 3-27.

GIORDANO, Ralph. *Die zweite Schuld oder Von der Last, Deutscher zu sein*. Köln: Kiepenheurer & Witsch, 2000 (1987), 367 p.

GITTUS, Elizabeth J. "Berlin as a conduit for the creation of a German national identity at the end of the twentieth century." Space & Polity 6.1 (2002): 91-115.

GLAAB, Manuela. "Doppelte Identitäten? Zum Orientierungsdilemma im vereinten Deutschland." Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande 28.4 (1996): 417-422.

GLASENAPP, Gabriele von. Von der Endlösung der Judenfrage zum Holocaust. Über den sprachlichen Umgang mit der deutschen Vergangenheit. *In* FELDER, Ekkehard (dir.).

Semantische Kämpfe. Macht und Sprache in den Wissenschaften. Berlin: Walter de Gruyter, 2006, pp. 127-155.

GLASER, Hermann. *Deutsche Kultur: ein historischer Überblick von 1945 bis zur Gegenwart*. Bonn: Ullstein, 2003, 750 p.

GLAZER, Nathan. *Affirmative discrimination : ethnic inequality and public policy*. New York: Basic Books, 1975, 248 p.

GLAZER, Nathan / MOYNIHAN, Daniel P. (dir.). *Ethnicity : theory and experience*. Cambridge (Mass.): Harvard University Press, 1975, IX-531 p.

GLEASON, Philip. "Identifying identity : a semantic history." The Journal of American History 69.4 (1983): 910-931.

GLOTZ, Peter. *Der Irrweg des Nationalstaats: europäische Reden an ein deutsches Publikum*. Stuttgart: DVA, 1990, 207 p.

GMEL, Gerhard / DEIMLING, Susanne / BORTZ, Jürgen. "Die Nutzung des Mediums Fernsehen in der DDR vor und nach der Wende." Rundfunk und Fernsehen 4 (1994): 542-554.

GOLAN, Galia. *Soviet policies in the Middle East : from World War Two to Gorbatchev*. Cambridge Cambridge University Press, 1990, VIII-319 p.

GOLDHAGEN, Daniel. *Hitlers willige Vollstrecker: ganz gewöhnliche Deutsche und der Holocaust*. Berlin: Goldmann, 1996, 728 p.

GOLDHAGEN, Daniel J. *Hitler's willing executioners: ordinary Germans and the Holocaust*. New York: Knopf, 1996, X-622 p.

GOMBRICH, Ernst H. *Aby Warburg, eine intellektuelle Biographie*. Hamburg: Europäische Verlags-Anstalt, 1992, 477 p.

GÖRTEMAKER, Manfred. *Geschichte der Bundesrepublik Deutschland: von der Gründung bis zur Gegenwart*. München: C. H. Beck, 1999, 915 p.

GOSCHLER, Constantin. Der Fall Philipp Auerbach. *In* HERBST, Ludolf/GOSCHLER, Constantin (dir.). *Wiedergutmachung in der Bundesrepublik Deutschland*. München: Oldenbourg, 1989, pp. 77-98.

GOSCHLER, Constantin. *Wiedergutmachung: Westdeutschland und die Verfolgten des Nationalsozialismus, 1945-1954*. München: Oldenbourg, 1992, 343 p.

GOSCHLER, Constantin. *Schuld und Schulden: die Politik der Wiedergutmachung für NS-Verfolgte seit 1945*. Göttingen: Wallerstein Verlag, 2005, 543 p.

GOSEWINKEL, Dieter. *Adolf Arndt - die Wiederbegründung des Rechtsstaates aus dem Geist der Sozialdemokratie (1945-1961)*. Bonn: Dietz, 1991, 660 p.

GRAML, Hermann. Die verdrängte Auseinandersetzung mit dem Nationalsozialismus. *In* BROSZAT, Martin (dir.). *Zäsuren nach 1945: Essays zur Periodisierung der deutschen Nachkriegsgeschichte*. München: Oldenbourg, 1990, pp. 169-183.

GRAMSCI, Antonio. *Lettres de prison*. Paris: Gallimard, 1971, 620 p.

GRANOVETTER, Mark. "Economic action and social structure: the problem of embeddness." The American Journal of Sociology 91.3 (1985): 481-510.

GREBING, Helga/FRANZEN, Hans-Joachim. *Der "deutsche Sonderweg" in Europa 1806-1945 : eine Kritik*. Stuttgart: Kohlhammer, 1986, 233 p.

GREIFFENHAGEN, Martin. *Freiheit gegen Gleichheit? Zur "Tendenzwende" in der Bundesrepublik*. Hamburg: Hoffmann und Campe, 1975, 116 p.

GRESCHAT, Martin. *Die Schuld der Kirche: Dokumente und Reflexionen zur Stuttgarter Schulderklärung vom 18./19. Oktober 1945*. München: Kaiser, 1982, 317 p.

GROEHLER, Olaf. Integration und Ausgrenzung von NS-Opfern : zur Anerkennung und Entschädigungsdebatte in der Sowjetischen Besatzungszone Deutschlands 1945 bis 1949. *In* KOCKA, Jürgen (dir.). *Historische DDR-Forschungen : Aufsätze und Studien*. Berlin: Akademie-Verlag, 1993, pp. 105-127.

GROEHLER, Olaf. Der Umgang mit dem Holocaust in der DDR. *In* STEININGER, Rolf (dir.). *Der Umgang mit dem Holocaust: Europa - USA - Israel*. Wien, 1994, pp. 233-245.

GROEHLER, Olaf. Verfolgten- und Opfergruppen im Spannungsfeld der politischen Auseinandersetzung in der SBZ und DDR. *In* DANYEL, Jürgen (dir.). *Die geteilte*

Vergangenheit: zum Umgang mit Nationalsozialismus und Widerstand in den beiden deutschen Staaten. Berlin: Akademie-Verlag, 1995, pp. 17-30.

GROS, Jurij. *Staatsangehörigkeit - Deutsch, Nationalität - Sorbe : über die Sorben, ihre nationale Organisation und die Nationalitätenpolitik in der DDR und der Bundesrepublik Deutschland*. Schkeuditz: GNN-Verlag, 2004, 368 p.

GROSS, Johannes. *Begründung der Berliner Republik: Deutschland am Ende des 20. Jahrhunderts*. Stuttgart: DVA, 1995, 175 p.

GROSS, Raphael/KONITZER, Werner. "Geschichte und Ethik: zum Fortwirken der nationalsozialistischen Moral." Mittelweg 36 8.4 (1999): 44-67.

GROSSE, Christina. *Der Eichmann-Prozess zwischen Recht und Politik*. Frankfurt a/M: Lang, 1995, 187 p.

GROSSE KRACHT, Klaus. *Die zankende Zunft. Historische Kontroversen in Deutschland nach 1945*. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 2005, 224 p.

GROSSER, Alfred. *Deutschlandbilanz: Geschichte Deutschlands seit 1945*. München: Carl Hanser, 1974, 523 p.

GROSSER, Alfred. Eine Wende wird nicht stattfinden. *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 101-104.

GROSSMANN, Anita. The "Goldhagen Effect": memory, repetition and responsibility for the New Germany. *In* ELEY, Geoff (dir.). *The "Goldhagen Effect". History, memory, nazism - facing the German past*. Ann Arbor: University of Michigan Press, 2001, pp. 89-129.

GROTEWOHL, Otto. *Im Kampf um die einige Deutsche Demokratische Republik: Reden und Aufsätze (Bd. 6: Auswahl aus den Jahren 1958-1960)*. Berlin (Est): Dietz Verlag, 1964, 615 p.

GRUNENBERG, Antonia. Die gespaltene Identität: gesellschaftliches Doppelleben in der DDR. *In* WEIDENFELD, Werner (dir.). *Die Identität der Deutschen*. Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung, 1983, pp. 210-228.

GRUNEWALD, Michel. 'Christliche Sozialisten' in den ersten Nachkriegsjahren: Die Frankfurter Hefte. *In* GRUNEWALD, Michel / PUSCHNER, Uwe (dir.). *Das katholische Intellektuellenmilieu in Deutschland, seine Presse und seine Netzwerke (1871-1963)*. Bern: Peter Lang, 2006, pp. 459-482.

GUERRA, Max Welch. "Politische Macht am Spreebogen." Aus Politik und Zeitgeschichte 34-35 (2001): 3-6.

GUSFIELD, Joseph R. *The culture of public problems : drinking-driving and the symbolic order*. Chicago (Ill.): Chicago University Press, 1984, XIV-263 p.

GUSFIELD, Joseph R. Introduction. *In* BURKE, Kenneth (dir.). *On symbols and society*. Chicago (Ill.): Chicago University Press, 1989, pp .1-49.

HAASE, Norbert (dir.). *Die Waldheimer Prozesse - fünfzig Jahre danach*. Baden-Baden: Nomos, 2001, XIII-122 p.

HABERMAS, Jürgen (dir.). *Stichworte zur geistigen Situation der Zeit (t.2 "Politik und Kultur")*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1979, 417 p.

HABERMAS, Jürgen. Eine Art Schadensabwicklung: die apologetischen Tendenzen in der deutschen Zeitgeschichtsschreibung. *In* AUGSTEIN, Rudolf (dir.). *"Historikerstreit": die Dokumentation der Kontroverse um die Einzigartigkeit der nationalsozialistischen Judenvernichtung*. München: Piper, 1987, pp. 62-76.

HABERMAS, Jürgen. Staatsbürgerschaft und nationale Identität. *In* HABERMAS, Jürgen (dir.). *Faktizität und Geltung: Beiträge zur Diskurstheorie des Rechts und des demokratischen Rechtsstaats*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1992, pp. 632-660.

HABERMAS, Jürgen. 1989 im Schatten von 1945 : zur Normalität einer künftigen Berliner Republik. *In* HABERMAS, Jürgen (dir.). *Die Normalität einer Berliner Republik (Kleine politische Schriften VIII)*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1995, pp. 167-188.

HABERMAS, Jürgen (dir.). *Stichworte zur geistigen Situation der Zeit (t.1 "Nation und Republik")*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1979, 439 p.

HACHMEISTER, Lutz. *Nervöse Zone : Politik und Journalismus in der Berliner Republik*. München: DVA, 2007, 282 p.

HACKER, Jens. Das nationale Dilemma der DDR. *In* MEISSNER, Boris / HACKER, Jens (dir.). *Die Nation in östlicher Sicht*. Berlin: Duncker & Humblot, 1977, pp. 40-68.

HAFEZ, Kai. "Von der nationalen Frage zur Systempolitik : Perioden der DDR-Nahostpolitik." Orient (Leverkusen) 36.1 (1995): 77-95.

HAFFNER, Sebastian. *Anmerkungen zu Hitler*. München: Kindler, 1978, 203 p.

HAIN, Simone. "Der Berliner Städtebaudiskurs als symbolisches Handeln und Ausdruck hegemonialer Interessen." WeltTrends 17 (1997): 103-123.

HALBWACHS, Maurice. *Das Gedächtnis und seine sozialen Bedingungen*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1985 (1925), 399 p.

HALBWACHS, Maurice. *Das kollektive Gedächtnis*. Frankfurt a/M: Fischer, 1991 (1950).

HALL , Peter G. *The world cities*. New York: St. Martin's Press, 1984, XI-276 p.

HALL, Stuart. The question of cultural identity. *In* HALL, Stuart / HELD, David / HUBERT, Don / THOMPSON, Kenneth (dir.). *Modernity: an introduction to modern societies*. Oxford: Blackwell, 1996, pp. 596-633.

HALLET, Theo. *Umstrittene Versöhnung: Reagan und Kohl in Bitburg 1985*. Erfurt: Sutton, 2005, 124 p.

HAMMERSTEIN, Katrin / TRAPPE, Julie. Aufarbeituing der Diktatur - Diktat der Aufarbeitung ? Einleitung. *In* HAMMERSTEIN, Katrin / MÄHLERT, Ulrich / TRAPPE, Julie / WOLFRUM, Edgar (dir.). *Aufarbeitung der Dikatutr - Diktat der Aufarbeitung. Normalisierungsprozesse beim Umgang mit diktatorischer Vergangenheit*. Göttingen: Wallstein Verlag, 2009, pp. 9-18.

HANSEN, Marcus Lee. *The problem of the third generation immigrant*. Roch Island (Ill.): Augustana, 1938, 24 p.

HARDACH, Gerd. *Der Marshall-Plan: Auslandshilfe und Wiederaufbau in Westdeutschland 1948-1952*. München: DTV, 1994, 351 p.

HARTEWIG, Karin. Abusch, Alexander. *In* MÜLLER-ENSBERG, Helmut (dir.). *Wer war wer in der DDR ? Ein biographisches Lexikon*. Berlin: Links, 2000, pp. 11-12.

HARTEWIG, Karin. Bauer, Leo. *In* MÜLLER-ENBERGS, Helmut (dir.). *Wer war wer in der DDR ? Ein biographische Lexikon*. Berlin: Links, 2000, pp. 47.

HARTEWIG, Karin. Ende, Lex. *In* MÜLLER-ENBERGS, Helmut (dir.). *Wer war wer in der DDR ? Ein biographisches Lexikon*. Berlin: Links, 2000, pp. 184-185.

HARTMAN, Geoffrey H. *Bitburg in moral and political perspective*. Bloomington: Indiana University Press, 1986, 284 p.

HARTMANN, Christian / HÜRTER, Johannes / JUREIT, Ulrike (dir.). *Verbrechen der Wehrmacht : Bilanz einer Debatte*. München: C. H. Beck, 2005, 230 p.

HARTMANN, Jürgen. "Der Bundesadler." Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte 56.3 (2008): 459-509.

HASELSTEINER, Horst. Budapest als Hauptstadt des ungarischen Reichsteiles der Habsburgermonarchie. *In* SCHIEDER, Theodor (dir.). *Hauptstäde in europäischen Nationalstaaten*. München: Oldenbourg, 1983, pp. 121-133.

HAUPT, Georges / LÖWY, Michael / WEILL, Claudia. *Les marxistes et la question nationale*. Paris: Maspero, 1974, 391 p.

HAURY, Thomas. *Antisemitismus von links. Kommunistische Ideologie, Nationalismus und Antizionismus in der DDR*. Hamburg: Hamburger Edition, 2002, 527 p.

HÄUSSLER, Alexander. "Die AfD: Werdegang und Wesensmerkmale einer Rechtsaussenpartei." http://www.bpb.de/politik/extremismus/rechtspopulismus/271484/die-afd-werdegang-undwesensmerkmale-einer-rechtsaussenpartei (consulté le: 30.06.2018).

HAUSTEIN, Petra. Vereinnahmung durch Erinnerung : die Geschichte des KZ Sachsenhausen in der Geschichtspropaganda der DDR. *In* SIGGELKOW, Ingeborg (dir.). *Erinnerungskultur und Gedächtnispolitik*. Frankfurt a/M: Lang, 2003, pp. 95-116.

HEBEL, Stephan. "Leichtes Huhn." *Frankfurter Rundschau* du 18.12.1998.

HEER, Hannes. *Vom Verschwinden der Täter: der Vernichtungskrieg fand statt, aber keiner war dabei*. Berlin: Aufbau, 1995, 395 p.

HEIDEMEYER, Helge. 1961 : "Antifaschistischer Schutzwall' oder "Bankrotterklärung des Ulbricht-Regimes : Grenzsicherung und Grenzüberschreitung im doppelten Deutschland. *In* HEIDEMEYER, Helge (dir.). *Das doppelte Deutschland : 40 Jahre Systemkonkurrenz*. Berlin: Links, 2008, pp. 87-109.

HEIDLER, Kirsten (dir.). *Von Erichs Lampenladen zur Asbestruine : alles über den Palast der Republik*. Berlin: Argon Verlag, 1998, 219 p.

HEINEMANN, Elizabeth. "The hour of the woman: memories of Germany's 'crisis years' and West German national identity." American Historical Review 101 (1996): 354-395.

HEINEMANN, Gustav. *Reden und Schriften 3: Es gibt schwierige Vaterländer (Reden und Aufsätze 1919-1969)*. Frankfurt a.M.: Suhrkamp, 1977, 384 p.

HEINEMANN-GRÜDER, Andreas. *Die sowjetische Politik im arabisch-israelischen Konflikt*. Hamburg: Deutsches Orient-Institut, 1991, 408 p.

HEINRICH, Arthur. "The 1954 soccer World Cup and the Federal Republic of Germany's self-discovery." American Behavioral Scientist 46.11 (2003): 1491-1505.

HENKE, Klaus-Dietmar. *Politische Säuberung unter französischer Besatzung: die Entnazifizierung in Württemberg-Hohenzollern*. Stuttgart: DVA 1981, 205 p.

HENKE, Klaus-Dietmar. Die Grenzen der politischen Säuberung nach 1945. *In* HERBST, Ludolf (dir.). *Westdeutschland 1945-1955: Unterwerfung, Kontrolle, Integration*. München: Oldenbourg, 1986, pp. 127-133.

HENNET, Anna-Inés. *Die Berliner Schlossplatzdebatte im Spiegel der Presse* Berlin: Braun, 2005, 182 p.

HENSE, Anja. *Verhinderte Entschädigung: die Entstehung der Stiftung "Erinnerung, Verantwortung und Zukunft" für die Opfer von NS-Zwangsarbeit und Arisierung*. Münster: Westfälisches Dampfboot, 2008, 384 p.

HERBERG, Will. *Protestant, catholic, jew : an essay in American religious sociology*. Chicago: Chicago University Press, 1955, XVI-309 p.

HERBERT, Ullrich. NS-Eliten in der Bundesrepublik. *In* LOTH, Wilfried / RUSINEK, Bernd A. (dir.). *Verwandlungspolitik : NS-Eliten in der westdeutschen Nachkriegsgesellschaft*. Frankfurt a/M: Campus Verlag, 1998, pp. 93-116.

HERBERT, Ulrich. Der Historikerstreit: politische, wissenschaftliche, biographische Aspekte. *In* SABROW, Martin / JESSEN, Ralph / GROSSE KRACHT, Klaus (dir.). *Zeitgeschichte als Streitgeschichte: grosse Kontroversen nach 1945*. München: C. H. Beck, 2003, pp. 94-113.

HERBST, Ludolf/GOSCHLER, Constantin (dir.). *Die Wiedergutmachung in der Bundesrepublik Deutschland*. München: Oldenbourg, 1989.

HERF, Jeffrey. "Antisemitismus in der SED : geheime Dokumente zum Fall Paul Merker aus SED- und MfS-Archiven." Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte 42.4 (1994): 635-667.

HERF, Jeffrey. "East German communists and the Jewish question : the case of Paul Merker." Journal of Contemporary History 29.4 (1994): 627-661.

HERF, Jeffrey. *Divided memory : the Nazi past in the two Germanys*. Cambridge (Mass.): Harvard University Press, 1997, 527 p.

HERF, Jeffrey. 'Hegelianische Momente': Gewinner und Verlierer in der ostdeutschen Erinnerung an Krieg, Diktatur und Holocaust. *In* CORNELISSEN, Christoph / KLINKHAMMER, Lutz / SCHWENTKER, Wolfgang (dir.). *Erinnerungskulturen : Deutschland, Italien und Japan seit 1945*. Frankfurt a/M: Fischer, 2003, pp. 198-209.

HERLES, Helmut. *Die Hauptstadt-Debatte : der stenographische Bericht des Bundestages* Bonn: Bouvier, 1991, XXX-490 p.

HERTWECK, Florian. *Der Berliner Architekturstreit : Stadtbau, Architektur, Geschichte und Identität in der Berliner Republik (1989-1999)*. Berlin: Mann, 2010, 352 p.

HERZ, John. "Bürde der Vergangenheit oder: Wie die Deutschen mit der Nazihinterlassenschaft fertig wurden." Tel Aviver Jahrbuch für deutsche Geschichte XIX (1990): 13-32.

HERZINGER, Richard. "Deutscher als Helmut Kohl : nationale Identifikationsversuche von links und ihre jüngste Einholung von rechts." Mittelweg 36 4.1 (1995): 4-14.

HESSE, Kurt R. *Westmedien in der DDR : Nutzung, Image und Auswirkungen bundesrepublikanischen Hörfunks und Fernsehens*. Köln: Verlag Wissenschaft und Politik, 1988, 168 p.

HEUER, Klaus. *Die geschichtspolitische Gegenwart der nationalsozialistischen Vergangenheit: zur Analyse unbearbeiteter Loyalitäten am Beispiel des Historisierungsansatzes von Hermann Lübbe*. Kassel: Kassel University Press, 2001, 164 p.

HEUSER, Beatrice. "Museums, identity and warring historians : observations on history in Germany." The Historical Journal 33.2 (1990): 417-440.

HEUSS, Theodor. *Aufzeichnungen 1945-1947*. Tübingen: Wunderlich, 1966, 243 p.

HEY, Bernd. Die NS-Prozesse: Probleme einer juristischen Vergangenheitsbewältigung. *In* WEBER, Jürgen/STEINBACH, Peter (dir.). *Vergangenheitsbewältigung durch Strafverfahren ? : NS-Prozesse in der Bundesrepublik Deutschland*. München: Olzog, 1984, pp. 51-70.

HEYDEMANN, Günther. "Geschichtswissenschaft und Geschichtsverständnis in der DDR nach 1945." Aus Politik und Zeitgeschichte 13 (1986): 15-26.

HEYME, Hansgünther. Gesellschaft ohne utopisches Begehren. *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 46-49.

HILBERG, Raul. *The destruction of the European Jews*. Chicago: Quadrangle Books, 1961, X-788 p.

HILBERG, Raul. Bitburg as symbol. *In* HARTMAN, Geoffrey H. (dir.). *Bitburg in moral and political perspective*. Bloomington Indiana University Press, 1986, pp. 15-26.

HILLGRUBER, Andreas. *Zweierlei Untergang: die Zerschlagung des Deutschen Reiches und das Ende des europäischen Judentums*. Berlin: Siedler, 1986, 110 p.

HIRSCH, Martin. Anlass, Verlauf und Ergebnis der Verjährungsdebatten im Deutschen Bundestag. *In* WEBER, Jürgen / STEINBACH, Peter (dir.). *Vergangenheitsbewältigung durch Strafverfahren ? : NS-Prozesse in der Bundesrepublik Deutschland*. München: Olzog, 1984, pp. 40-50.

HIRSELAND, Andreas / SCHNEIDER, Werner. Wahrheit, Ideologie und Diskurs. *In* KELLER, Reiner (dir.). *Handbuch sozialwissenschaftliche Diskursanalyse : 1. Theorien und Methoden*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2006, pp. 377-406.

HITZER, Bettina (dir.). *Die Bielefelder Sozialgeschichte: klassische Texte zu einem geschichtswissenschaftlichen Programm und seinen Kontroversen*. Bielefeld: Transcript Verlag, 2010, 461 p.

HOBSBAWM, Eric / RANGER, Terence O. *The invention of tradition*. Cambridge: Cambridge University Press, 1996, VI-322 p.

HOCH, Marc/HOLZAMER, Hans-Herbert (dir.). *Der Marshall-Plan: Geschichte und Zukunft*. München: Olzog, 1997, 214 p.

HOCHHUTH, Rolf. *Der Stellvertreter: ein christliches Trauerspiel*. Reinbek bei Hamburg: Rowohlt, 1967, 295 p.

HOCKERTS, Hans-Günter (dir.). *Nach der Verfolgung: Wiedergutmachung nationalsozialistischen Unrechts in Deutschland?* Göttingen: Wallstein, 2003, 285 p.

HOFFMANN, Christa. *Stunden Null: Vergangenheitsbewältigung in Deutschland 1945 und 1989*. Bonn: Bouvier, 1992, 331 p.

HOFFMANN, Christa / JESSE, Eckhard. Die 'doppelte' Vergangenheitsbewältigung in Deutschland: Unterschiede und Gemeinsamkeiten. *In* WEIDENFELD, Weidenfeld (dir.). *Deutschland: eine Nation - doppelte Geschichte*. Köln: Verlag Wissenschaft und Politik, 1993, pp. 209-234.

HOFFMANN, Ernst. "Die Bedeutung der ideologischen Offensive in der Sowjetunion für Deutschland." Einheit 4.9 (1949): 793-79.

HOFFMANN, Ernst. "Die Stellung des Marxismus zum bürgerlichen Kosmopolitismus." Einheit 4.7 (1949): 606-615.

HOFFMANN, Ernst. "Leninismus und nationale Frage." Einheit 4.10 (1949): 865-872.

HOFFMANN, Ernst. "Über die Bedeutung der ideologischen Offensive in der Sowjetunion." Einheit 4.8 (1949): 680-687.

HOFFMANN, Hilmar (dir.). *Gegen den Versuch, Vergangenheit zu verbiegen. Eine Diskussion um politische Kultur in der Bundesrepublik*. Frankfurt a/M: Athenäum, 1987, 180 p.

HOFFMANN, Uwe. *Die NPD. Entwicklung, Ideologie und Struktur*. Frankfurt a.M.: Lang, 1999, 496 p.

HOFMANN, Gunter. "Das Wagnis eines späten Neuanfangs : wird aus der Bonner Republik eine Berliner Republik - und was würde das bedeuten ?" *Die Zeit* 27 (1991).

HOFMANN, Gunter. "Das Haus vis-à-vis." *Die Zeit* 19 (2001).

HOLFELDER, Mortiz. *Palast der Republik : Aufstieg und Fall eines symbolischen Gebäudes*. Berlin: Links, 2008, 208 p.

HOLLER, Regina. *20. Juli 1944: Vermächtnis oder Alibi?* München: Saur, 1994, 359 p.

HONECKER, Erich. "Eröffnungsrede zum VIII. SED-Parteitag." Deutschland-Archiv : Zeitschfrift für das vereinigte Deutscland 4.1 (1971): 770-783.

HONOLKA, Harro. *Schwarz-rot-grün: die Bundesrepublik auf der Suche nach ihrer Identität*. München: Beck, 1987, 238 p.

HOPF, Christel. Das Faschismusthema in der Studentenbewegung und in der Soziologie. *In* BUDE, Heinz / KOHLI, Martin (dir.). *Radikalisierte Aufklärung: Studentenbewegungen und Soziologie in Berlin 1965-1970*. Weinheim: Juventa, 1989, pp. 71-86.

HOPF, Christel / NEVERMANN, Knut / SCHMIDT, Ingrid (dir.). *Wie kamen die Nationalsozialisten an die Macht: eine empirische Analyse von Deutungen im Unterricht*. Frankfurt a/M: Campus-Verlag, 1985, 344 p.

HÖPPNER, Reinhard. Aufwachen ! Umziehen ! *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 32-34.

HUBER, Wolfgang. Grenzen der Pluralität. *In* REITZ, Ulrich/SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 96-100.

HUBERT, Peter. *Uniformierter Reichstag; die Geschichte der Pseudo-Volksvertretung 1933-1945*. Düsseldorf: Droste, 1992, 394 p.

HUGHES, Michael. *Shouldering the burden of defeat: West Germany and the reconstruction of social justice*. Chapel Hill: University of North Carolina Press, 1999, 266 p.

HUGHES, Michael. "'Through no fault of our own': West Germans remember their war losses." German History 18.2 (2000): 193-213.

HUSSERL, Edmund. *Die Krisis der europäischen Wissenschaften und die transzendentale Phänomenologie*. Hamburg: Meiner, 1977 (1954), XXX-119 p.

HUSSON, Edouard. *Comprendre Hitler et la Shoah : les historiens de la République fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949*. Paris: PUF, 2000, 306 p.

HUSTER, Ernst-Ullrich. *Determinanten der westdeutschen Restauration 1945-1949*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1972, 485 p.

HUYSSEN, Andreas. *La hantise de l'oubli: essais sur les résurgences du passé*. Paris: Editions Kimé, 2011, 166 p.

IBLHER, Peter. *Haupstadt oder Hauptstädte ? Die Machtverteilung zwischen den Grossstädten der BRD*. Opladen: Leske, 1972, 138 p.

IDEN, Peter. "Geh, Joe, mach die Musik von damals nach." *Frankfurter Rundschau* du 24.11.1992.

IGGERS, Georg G. *The German conception of history : the national tradition of historical thought from Herder to the present*. Middletown (Conn.) Wesleyan University Press, 1988, XII, 363 p.

IGGERS, Georg G. (dir.). *Ein anderer historischer Blick : Beispiele ostdeutscher Sozialgeschichte*. Frankfurt a/M: Fischer, 1991, 197 p.

IGGERS, Georg G. *Deutsche Geschichtswissenschaft: eine Kritik der traditionellen Geschichtsauffassung von Herder bis zur Gegenwart*. Wien: Böhlau, 1997, IX-450 p.

ILLICHMANN, Jutta. *Die DDR und die Juden : die deutschlandpolitische Instrumentalisierung von Juden und Judentum durch die Partei- und Staatsführung der SBZ/DDR von 1945 bis 1990*. Frankfurt a/M: Lang, 1997, 370 p.

ILLIES, Florian. *Generation Golf*. Berlin: Aragon, 2000, 217 p.

INGLEHART, Ronald. *Modernization and postmodernization : cultural, economic, and political change in 43 societies*. Princeton: Princeton University Press, 1997, 453 p.

Institut für Internationale Beziehungen an der Deutschen Akademie für Staats- und Rechtswissenschaft "Walter Ulbricht », IIB (dir.). *Dokumente zur Aussenpolitik der Regierung der Deutschen Demokratischen Republik 1964 (Bd. 12)*. Berlin (Ost): IIB, 1966, 1262 p.

ISNENGHI, Mario (dir.). *I luoghi della memoria*. Rome: Laterza, 1987-1997.

JACOBMEYER, Wolfgang. Die Niederlage 1945. *In* Zeitgeschichte, Institut für (dir.). *Westdeutschlands Weg in die Bundesrepublik 1945-1949*. München: Beck, 1976, pp. 11-24.

JACOBS, Norbert. *Der Streit um Dr. Hans Globke in der öffentlichen Meinung der Bundesrepublik Deutschland 1949-1973: ein Beitrag zur politischen Kultur in Deutschland*. Université de Bonn, thèse de doctorat sous la direction de: Knütter, Hans-Helmuth, 1992, 501 p.

JAEGER, Friedrich/RÜSEN, Jörn. *Geschichte des Historismus: eine Einführung*. München: C. H. Beck, 1992, VIII-239 p.

JÄGER, Siegfried. *Brandsätze : Rassismus im Alltag*. Duisburg: DISS, 1992, 310 p.

JÄGER, Siegfried. Einen Königsweg gibt es nicht : Bemerkungen zur Durchführung von Diskursanalysen. *In* BUBITZ, Hannelore (dir.). *Das Wuchern der Diskurse : Perspektiven der Diskursanalyse Foucaults*. Frankfurt a/M: Campus-Verlag, 1999, pp. 136-147.

JÄGER, Siegfried. *Kritische Diskursanalyse : eine Einführung*. Duisburg: DISS, 1999, 404 p.

JÄGER, Siegfried. Diskurs und Wissen. *In* KELLER, Reiner (dir.). *Handbuch sozialwissenschaftliche Diskursanalyse : 1. Theorien und Methoden*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2006, pp. 83-114.

JARAUSCH, Konrad. "Removing the Nazi stain? The quarrel of the German historians." German Studies Review 11.2 (1988): 285-301.

JARAUSCH, Konrad. "The failure of East German antifascism : some ironies of history as politics." German Studies Review 14.1 (1991): 85-102.

JARAUSCH, Konrad. "Kriegsende 1945: schmerzhafte Erinnerungen und langwierige Lernprozesse." Deutschland-Archiv 28.2 (2005): 230-236.

JARAUSCH, Konrad. Nightmares of daydreams? A postscript on the Europeanisation of memories. *In* PAKIER, Malgorzata/STRATH, Bo (dir.). *A European memory? Contested histories and politics of remembrance*. New York: Berghahn, 2010, pp. 309-320.

JARAUSCH, Konrad Der nationale Tabubruch: Wissenschaft, Öffentlichkeit und Politik in der Fischer-Kontroverse. *In* SABROW, Martin (dir.). *Zeitgeschichte als Streitgeschichte: grosse Kontroversen seit 1945*. München: C. H. Beck, 2003, pp. 20-40.

JARAUSCH, Konrad / SABROW, Martin (dir.). *Die historische Meistererzählung : Deutungslinien der deutschen Nationalgeschichte nach 1945*. Göttingen: Vandehoeck und Ruprecht, 2002, 255 p.

JASPER, Gotthard. Wiedergutmachung und Westintegration: die halbherzige justizielle Aufarbeitung der NS-Vergangenheit in der frühen Bundesrepublik. *In* HERBST, Ludolf (dir.). *Westdeutschland 1945-1955: Unterwerfung, Kontrolle, Integration*. München: Oldenbourg, 1986, pp. 183-202.

JASPERS, Karl. "Erneuerung der Universität." Die Wandlung 1 (1945/1946): 66-74.

JASPERS, Karl. *Die Schuldfrage: ein Beitrag zur deutschen Frage*. Zürich: Artemis, 1946, 95 p.

JASPERS, Karl. *Wohin treibt die Bundesrepublik? Tatsachen, Gefahren, Chancen*. München: Piper, 1966, 280 p.

JEISMANN, Karl-Ernst. Die Hauptstadt als Bildungszentrum. *In* WEIGAND, Katharina/KÖRNER, Hans-Michael (dir.). *Hauptstadt : historische Perspektiven eines deutschen Themas*. München: DTV, 1994, pp. 213-229.

JENSEN, Richard J. *Reagan at Bergen-Belsen and Bitburg*. College Station: Texas A&M University Press, 2007, XII-164 p.

JENSEN, Uffa. Wie die Historie öffentlich gebraucht wird: Jürgen Habermas und der Historikerstreit. *In* KAILITZ, Steffen (dir.). *Die Gegenwart der Vergangenheit: der "Historikerstreit" und die deutsche Geschichtspolitik* Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2008, pp. 72-83.

JESSE, Eckhard. Doppelte Vergangenheitsbewältigung in Deutschland: ein Problem der Vergangenheit, Gegenwart und Zukunft. *In* JESSE, Eckhard/LÖW, Konrad (dir.). *Vergangenheitsbewältigung*. Berlin: Duncker und Humblot, 1997, pp. 11-26.

JESSEN, Ralph. Zeithistoriker im Konfliktfeld der Vergangenheitspolitik. *In* JARAUSCH, Konrad / SABROW, Martin (dir.). *Verletztes Gedächtnis: Erinnerungskultur und Zeitgeschichte im Konflikt*. Frankfurt a/M: Campus-Verlag, 2002, pp. 153-175.

JODIDO, Philip. *New forms: architecture in the 1990s*. Hamburg: Taschen, 2001, 240 p.

JOFFE, Josef. "Goldhagen en Allemagne." Le Débat 93 (1997): 132-140.

JORDAN, Stefan. "Der deutsche Sieg bei der Weltmeisterschaft 1954: Mythos und Wunder oder historisches Ereignis?" Historical Social Research 30.4 (2005): 263-287.

JUNG, Carl Gustav. Wotan. *In* JUNG, Carl Gustav (dir.). *Gesammelte Werke (t. 10): Zivilisation im Übergang*. Olten: Walter, 1974 (1936), pp. 203-218.

JUREIT, Ulrike. "Gefühlte Vergangenheiten: zum Verhältnis von Geschichte, Erinnerungen und kollektiven Identitätswünschen." vorgänge 198 (2012): 16-23.

KAASE, Max/BAUER-KAASE, Petra. Deutsche Vereinigung und innere Einheit 1990-1997. *In* MEULEMANN, Heiner (dir.). *Werte und nationale Identität im vereinten Deutschland. Erklärungsansätze der Umfrageforschung*. Opladen: Leske + Budrich, 1998, pp. 251-267.

KÄHLER, Gert (dir.). *Einfach schwierig : eine deutsche Architekturdebatte : ausgewählte Beiträge 1993-1995*. Braunschweig: Vieweg, 1995, 220 p.

KAHN, Robert A. *Holocaust denial and the law: a comparative study*. New York (NY): Palgrave Macmillan, 2004, XI-207 p.

KALOW, Gert. *Hitler : das gesamtdeutsche Trauma*. München: Piper, 1967, 134 p.

KAMMEN, Michael. *Mystic chords of memory : the transformation of tradition in American culture*. New York: Knopf, 1991, VIII-864 p.

KAMMEN, Michael. *In the past lane : historical perspectives on American culture*. New York: Oxford University Press, 1997, XVI-277 p.

KÄMPER, Heidrun. *Der Schulddiskurs in der frühen Nachkriegszeit: ein Beitrag zur Geschichte des sprachlichen Umbruchs nach 1945*. Berlin: de Gruyter, 2005, XII-591 p.

KANSTEINER, Wulf. "Die Radikalisierung des deutschen Gedächtnisses im Zeitalter seiner kommerziellen Reproduktion: Hitler und das 'Dritte Reich' in den Fernsehdokumentationen von Guido Knopp." Zeitschrift für Geschichtswissenschaft 50.7 (2003): 626-648.

KANSTEINER, Wulf. *In pursuit of German memory: history, television and politics after Auschwitz*. Athens (Ohio): Ohio University Press, 2006, 438 p.

KAPLAN, Karel. *Die politischen Prozesse in der Tschechoslowakei 1948-1954*. München: Oldenbourg, 1986, 228 p.

KAPLAN, Karel. "Le 'procès' politique de 1952 en Tchécoslovaquie." Communisme 26/27 (1990): 64-70.

KAPPELT, Olaf. *Die Entnazifierung in der SBZ sowie die Rolle und der Einfluss ehemaliger Nationalsozialisten in der DDR als ein soziologisches Phänomen*. Hamburg: Kovac, 1997, 597 p.

KEARNS, Gerard (dir.). *Selling places : the city als cultural capital, past and present*. Oxford: Pergamon Press, 1993, X-316 p.

KEIDERLING, Gerhard. *'Rosinenbomber' über Berlin: Währungsreform, Blockade, Luftbrücke, Teilung - die schicksalsvollen Jahre 1948/49*. Berlin: Dietz, 1998.

KEILBACH, Judith. Von Hitler zu Holokaust. Die Thematisierung des Holocaust in den Geschichtsdokumentationen der ZDF-Redaktion Zeitgeschichte. *In* DÜWELL, Susanne / SCHMIDT, Matthias (dir.). *Narrative der Shoah. Repräsentationen der Vergangenheit in Historiographie, Kunst und Politik*. Paderborn: Schöningh, 2002, pp. 127-141.

KELLER, Reiner. *Diskursforschung : eine Einführung für SozialwissenschaftlerInnen*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2007, 129 p.

KELLER, Reiner. *Wissenssoziologische Diskursanalyse : Grundlegung eines Forschungsprogramms*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2008, 360 p.

KERSHAW, Ian. *Qu'est-ce que le nazisme? Problèmes et perspectives d'interprétation*. Paris: Gallimard, 1997, 538 p.

KERSHAW, Ian. *Der Hitler-Mythos: Führerkult und Volksmeinung*. München: DTV, 2002, 396 p.

KERSHAW, Ian. *Das Ende: Kampf bis in den Untergang. NS-Deutschland 1944/45*: München, 2011, 702 p.

KESSLER, Mario. "Ein Kommunist als 'König der Juden'? Absurde Verdächtigungen in DDR-Prozessen gegen Paul Merker." Tribüne: Zeitschrift zum Verständnis des Judentums 29.114 (1992): 130-134.

KESSLER, Mario. "Im Widerstreit mit Moskau : Paul Merker und die Bewegung 'Freies Deutschland'." Beiträge zur Geschichte der Arbeiterbewegung 34.3 (1992): 29-42.

KESSLER, Mario. *Die SED und die Juden - Zwischen Repression und Toleranz : politische Entwicklungen bis 1967*. Berlin: Akademie-Verlag, 1995, 221 p.

KESSLER, Martin. Nirgends richtig Spitze. *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 35-39.

KETTENACKER, Lothar (dir.). *Ein Volk von Opfern? Die neue Debatte um den Bombenkrieg 1940-1945*. Berlin: Rowohlt, 2003.

KIRCHHOF, Paul. Entparlamentarisierung der Demokratie ? *In* KAISER, André / ZITTEL, Thomas (dir.). *Demokratietheorie und Demokratieentwicklung : Festschrift für Peter Graf Kielmansegg*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2004, pp. 359-376.

KIRSCH, Jan-Holger. "Identität durch Normalität: der Konflikt um Martin Walsers Friedensrede." Leviathan 27.9 (1999): 309-354.

KIRSCH, Jan-Holger. *"Wir haben aus der Geschichte gelernt": der 8. Mai als politischer Gedenktag in Deutschland*. Köln: Böhlau, 1999, 257 p.

KITTEL, Manfred. *Die Legende von der "Zweiten Schuld": Vergangenheitsbewältigung in der Ära Adenauer*. Berlin: Ullstein, 1993, 480 p.

KITTEL, Manfred. *Stiefkinder des Wirtschaftswunders? Die deutschen Ostvertriebenen und die Politk des Laustenausgleichs (1952-1975)*. Düsseldorf: Droste Verlag, 2020, 671 p.

KIVISTO, Peter / BLANCK, Dag (dir.). *American immigrants and their generations : studies and commentaries on the Hansen thesis after 50 years*. Urbana (Ill.: University of Illinois Press, 1990, VIII-222 p.

KLAGES, H. Wandlungsschicksale der Identität der Deutschen: ein Szenario der Wertewandlungen seit 1871. *In* WEIDENFELD, Werner (dir.). *Geschichtsbewusstsein der Deutschen: Materialien zur Spurensuche einer Nation*. Köln: Verlag Wissenschaft und Politik, 1987, pp. 203-223.

KLEINERT, Hubert. "Mythos 1968." Aus Politik und Zeitgeschichte 14/15 (2008): 8-15.

KLEMPERER, Victor. *Ich will Zeugnis ablegen bis zum letzten, Tagebücher 1933-1945*. Berlin: Aufbau Verlag, 1995.

KLEMPERER, Victor. *LTI : Notizbuch eines Philologen*. Leipzig: Reclam, 1996 (1947), 361 p.

KLESSMANN, Christoph. Studentenrevolte oder Kulturrevolution? *In* HETTLING, Manfred (dir.). *Revolution in Deutschland? 1789-1989: sieben Beiträge*. Göttingen: Vandenhoeck und Ruprecht, 1991, 90-105.

KLESSMANN, Christoph. *Zwei Staaten, eine Nation : deutsche Geschichte 1955-1970*. Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung, 1997, 703 p.

KLIMMENT, Tibor. "Fernsehnutzung in Ostdeutschland und das Bild von der Bundesrepublik : ein Beitrag zur Kultivierungshypothese." Rundfunk und Fernsehen 4 (1994): 485-509.

KLOTZ, Heinrich. Ikonologie einer Hauptstadt : Bonner Staatsarchitektur. *In* WARNKE, Martin (dir.). *Politische Architektur in Europa vom Mittelalter bis heute*. Köln: DuMont, 1984, pp. 399-416.

KLOTZ, Heinrich. *Die Neuen Wilden in Berlin*. Stuttgart: Klett-Cotta, 1987, 188 p.

KLOTZ, Heinrich. "Bloss nicht diese Hauptstadt !" Arch+ 122 (1994): 23-27.

KNIGGE, Volkhard. Opfer, Tat, Aufstieg : vom Konzentrationslager Buchenwald zur nationalen Mahn- und Gedenkstätte der DDR. *In* KNIGGE, Volkhard / PIETSCH, Jürgen M. / SEIDEL,

Thomas A. (dir.). *Versteinertes Gedenken : Das Buchenwald Mahnmal von 1958*. Spröda: Edition Schwarz-Weiss, 1997, pp. 5-95.

KNOX, Paul L. / TAYLOR, Peter J. (dir.). *World cities in a world system*. Cambridge: Cambridge University Press, 1995, XI-335 p.

KOCH, Peter-Ferdinand. *Der Fund : die Skandale des "Stern", Gerd Heidemann und die Hitler-Tagebücher*. Hamburg: Facta, 1990, 831 p.

KÖCHER, Renate. Die Nation gewinnt wieder an Bedeutung. *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 88-92.

KOCKA, Jürgen. "Wozu noch Geschichte?" *Die Zeit* 9 (1972).

KOCKA, Jürgen. *Sozialgeschichte. Begriff, Entwicklung, Probleme*. Göttingen: Vandenhoeck und Ruprecht, 1977, 173 p.

KOCKA, Jürgen. German identity and historical comparison: after the *Historikerstreit In* BALDWIN, Peter (dir.). *Reworking the past: Hitler, the Holocaust and the historians' debate*. Boston: Beacon Press, 1990, pp. 279-293.

KOCKA, Jürgen. 1945: Neubeginn oder Restauration? *In* STERN, Carola / WINKLER, Heinrich August (dir.). *Wendepunkte deutscher Geschichte 1848-1990*. Frankfurt a/M: Fischer, 1994, pp. 159-192.

KOCKA, Jürgen. "L'histoire sociale de la RDA." Actes de la recherche en sciences sociales 106-107 (1995): 80-84.

KOEBNER, Thomas. Die Schuldfrage: Vergangenheitsverweigerung und Lebenslügen in der Diskussion 1945-1949. *In* SUTERMEISTER, Gert / SCHNEIDER, Sigrid (dir.). *Deutschland nach Hitler: Zukunftspläne im Exil und aus der Besatzungszeit, 1939-1949*. Opladen: Westdeutscher Verlag, 1987, pp. 301-329.

KOEBNER, Thomas / SAUTERMEISTER, Gert / SCHNEIDER, Sigrid (dir.). *Deutschland nach Hitler : Zukunftspläne im Exil und aus der Besatzungszeit 1939-1949*. Opladen: Westdeutscher Verlag, 1987, 379 p.

KOEPNICK, Lutz. "Redeeming history ? Foster's dome and the political aesthetic of the Berlin Republic." German Studies Review 24.2 (2001): 303-323.

KOGON, Eugen. *Der SS-Staat: das System der deutschen Konzentrationslager*. München: Kindler, 1974 (1946), XXXI-411 p.

KOHL, Helmut. "'Das ist das Kanzleramt und nicht ein Landratsamt', Gespräch mit dem Bundeskanzler a.D Helmut Kohl." Baumeister 98 (2001).

KOHLSTRUCK, Michael. Zwischen Geschichte und Mythologisierung: zum Strukturwandel der Vergangenheitsbewältigung. *In* KÖNIG, Helmut / KOHLSTRUCK, Michael / WÖLL, Andreas (dir.). *Vergangenheitsbewältigung am Ende des zwanzigsten Jahrhunderts*. Opladen: Westdeutscher Verlag, 1998, pp. 86-108.

KOLAKOWSKI, Leszek. "On collective identity." Partisan Review 70 (2003): 7-17.

KOLBOOM, Ingo / GRZONKA, Sabine A. (dir.). *Gedächtnisorte im anderen Amerika : Tradition und Moderne in Québec*. Heidelberg: Synchron, 2002, X-202 p.

KOLINSKY, Martin / KOLINSKY, Eva. "The treatment of the Holocaust in West German textbooks." Yad Vashem Studies 10 (1974): 149-216.

KOLLHOFF, Hans. "Die steinerne Mitte." Der Spiegel 45 (1995).

KÖLLING, Andreas. Mayer, Hans. *In* MÜLLER-ENSBERG, Helmut (dir.). *Wer war wer in der DDR ? Ein biographisches Lexikon*. Berlin: Links, 2000, pp. 562-563.

KONG, Lilly / YEOH, Brenda S. A. "The construction of national identity through the production of ritual and spectacle : an analysis of national day parades in Singapore." Political Geography 16.3 (1997): 213-239.

KÖNIG, Gerhard (dir.). *Kleines politisches Wörterbuch*. Berlin: Dietz, 1967, 771 p.

KÖNIG, Helmut (dir.). *Vertuschte Vergangenheit : der Fall Schwerte und die NS-Vergangenheit der deutschen Hochschulen*. München: Beck, 1997, 359 p.

KÖNIG, Helmut *Die Zukunft der Vergangenheit: der Nationalsozialismus im politischen Bewusstsein der Bundesrepublik*. Frankfurt a/M: Fischer, 2003, 192 p.

KOSELLECK, Rainer. Wozu noch Historie? *In* BAUMGARTNER, Hans Michael / RÜSEN, Jörn (dir.). *Seminar Geschichte und Theorie. Umrisse einer Historik*. Frankfurt a.M.: Suhrkamp, 1976, pp. 17-35.

KOSELLECK, Reinhart. Formen und Traditionen des negativen Gedächtnisses. *In* KNIGGE, Volkhard / FREI, Norbert (dir.). *Verbrechen Erinnern. Die Auseinandersetzung mit Holocaust und Völkermord*. München: C.H. Beck, 2002, pp. 21-32.

KOSING, Alfred. *Die nationale Lebensfrage des deutschen Volkes*. Berlin: Dietz, 1962, 204 p.

KOSING, Alfred. "Illusion und Wirklichkeit in der nationalen Frage." Einheit 5 (1962): 13-22.

KOSING, Alfred. "Die DDR in der Geschichte der deutschen Nation." Deutsche Zeitschrift für Philosophie 12 (1964): 1165-1170.

KOSING, Alfred / SCHMIDT, Walter. "Zur Herausbildung der sozialistischen Nation in der DDR." Einheit 29 (1974): 179-188.

KOSING, Alfred / SCHMIDT, Walter. "Nation und Nationalität in der DDR." *Neues Deutschland* du 15.02.1975.

KOTZIAS, Nicos. Die Rolle der Bundesrepublik Deutschland in der neuen Architektur Europas. *In* THOMAS, Caroline / WEINER, Klaus-Peter (dir.). *Auf dem Weg zur Hegemonialmacht ? Die deutsche Aussenpolitik nach der Wiedervereinigung*. Köln: PapyRossa, 1993, pp. 111-129.

KOWALCZUK, Ilko-Sascha. *Legitimation eines neuen Staats : Parteiarbeiter an der historischen Front - Geschichtswissenschaft in der SBZ/DDR 1945 bis 1961*. Berlin: Links, 1997, 407 p.

KOWALCZUK, Ilko-Sascha. *17. Juni 1953 - Volksaufstand in der DDR : Ursachen, Abläufe, Folgen*. Bremen: Edition Temmen, 2003, 311 p.

KRAMER, Jane. "Living with Berlin : how do you rebuild a city that wants to settle its account with the past, but can't decide what the future should be ?" *The New Yorker* du 05.07.1999.

KRAMMER, Arnold. *The forgotten friendship : Israel and the Soviet Bloc, 1947-1953*. Urbana: University of Illinois Press, 1974, X-224 p.

KRÄTKE, Stefan. "Berlin : towards a global city ?" Urban Studies 38.10 (2001): 1777-1799.

KRÄTKE, Stefan / BORST, Renate. *Berlin : Metropole zwischen Bonn und Krise*. Opladen: Leske und Budrich, 2000, 306 p.

KRAUSE, Peter. *Der Eichmann-Prozess in der deutschen Presse*. Frankfurt a/M: Campus-Verlag, 2002, 327 p.

KRAUSE, Peter. "Eichmann und die Deutschen: 'Vergangenheitsbewältigung in Ost und West am Beispiel der Presse zum Jerusalmer Eichmann-Prozess." Deutschland-Archiv 38.2 (2005): 266-273.

KRAUSHAAR, Wolfgang. Die Auerbach-Affäre. *In* SCHOEPS, Julius H. (dir.). *Leben im Land der Täter. Juden im Nachkriegsdeutschland*. Berlin: Jüdische Verlagsanstalt Berlin, 2001, pp. 208-218.

KRETZSCHMAR, Ulrike (dir.). *Das Berliner Zeughaus: vom Waffenarsenal zum Deutschen Historischen Museum*. München: Prestel, 2006, 107 p.

KRIEGER, Karsten (dir.). *Der "Berliner Antisemitismusstreit" 1879-1881 : eine Kontroverse um die Zugehörigkeit der deutschen Juden zur Nation (kommentierte Quellenedition)*. München: Saur, 2003.

KRÖGER, Ullrich. *Die Ahndung von NS-Verbrechen vor westdeutschen Gerichten und ihre Rezeption in der deutschen Öffentlichkeit 1958 bis 1965 unter besonderer Berücksichtigung von "Spiegel", "Stern", "Zeit", "SZ", "FAZ", "Welt", "Bild", "Hamburger Abendblatt", "NZ" und "Neuem Deutschland"*. Université Hamburg, thèse de doctorat sous la direction de, 1973, XIV-457 p.

KRÖGER, Wolfgang. *Entnazifiziert ? zur Praxis der politischen Säuberung in Nordrhein-Westfalen*. Wuppertal: Hammer, 1982, 196 p.

KROIS, John M. *Cassirer : symbolic forms and history*. New Haven: Yale University Press, 1987, 262 p.

KROIS, John M. Problematik, Eigenart und Aktualität der Cassirerschen Philosophie der symbolischen Formen. *In* BRAUN, Hans-Jürgen / HOLZHEY, Helmut / ORTH, Ernst-

Wolfgang (dir.). *Über Ernst Cassirers Philosophie der symbolischen Formen*. Frankfurt a.M.: Suhrkamp, 1988, pp. 15-44.

KROLL, Frank-Lothar/VOSS, Rüdiger von (dir.). *Schriftsteller und Widerstand. Facetten und Probleme der Inneren Emigration*. Göttingen: Wallstein Verlag, 2012, 424 p.

KROPP, Alexander. *Die politische Bedeutung der NS-Repräsentationsarchitektur : die Neugestaltungspläne Albert Speers für den Umbau Berlins zur "Welthauptstadt Germania" 1936-1942/43*. Neuried: ars una Verlagsgesellschaft, 1995, 193 p.

KRÜGER, Jens. *Die Finanzierung der Bundeshauptstadt*. Berlin: de Gruyter, 2006, X-283 p.

KRÜGER, Renate. *Biedermeier: eine Lebenshaltung zwischen 1815 und 1948*. Wien: Tusch, 1979, 238 p.

KRUMREICH, Gerd. "Das Erbe der Wilhelminer. Vierzig Jahre Fischer-Kontroverse: um die deutschen Ziele im Ersten Weltkrieg stritten die Historiker, weil man vom Zweiten Weltkrieg geschwiegen hatte." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 4.11.1999.

KÜHNRICH, Heinz. "'Verordnet' - und nichts weiter? Nachdenken über Antifaschismus in der DDR." Zeitschrift für Geschichtswissenschaft 40.9 (1992): 819-833.

KUHRMANN, Anke. *Der Palast der Republik : Geschichte und Bedeutung des Ost-Berliner Parlaments- und Kulturhauses*. Petersberg: Imhof, 2006, 240 p.

KUPPE, Johannes L. "Die Geschichtsschreibung der DDR im Umbruch." Deutschland Archiv 18.3 (1985): 278-94.

KUPPE, Johannes L. "Kontinuität und Wandel in der Geschichtsschreibung der DDR : das Beispiel Preussen." Aus Politik und Zeitgeschichte 20/21 (1986): 17-26.

KUPPE, Johannes L. Das Geschichtsbewusstsein in der DDR. *In* WEIDENFELD, Werner (dir.). *Geschichtsbewusstsein der Deutschen: Materialien zur Spurensuche einer Nation*. Köln: Verlag Wissenschaft und Gesellschaft, 1987, pp. 165-185.

KUPPE, Johannes L. Deutschlandpolitik der DDR. *In* WEIDENFELD, Werner/KORTE, Karl-Rudolf (dir.). *Handbuch zur deutschen Einheit, 1949 - 1989 - 1999*. Frankfurt a/M: Campus, 1999, pp. 252-267.

KUTSCH, Arnulf. "Einstellungen zum Nationalsozialismus in der Nachkriegszeit." Publizistik 40 (1995): 415-447.

KÜTTLER, Wolfgang / SEEBER, Gustav. Probleme von Erbe und Tradition in der gegenwärtigen Disklussion der DDR-Geschichtswissenschaft. *In* MEIER, Helmut / SCHMIDT, Walter (dir.). *Erbe und Tradition in der DDR : die Diskussion der Historiker*. Köln: Pahl-Rugenstein, 1989, pp. 171-195.

KWIET, Konrad. "Zur historiographischen Behandlung der Judenverfolgung im Dritten Reich." Militärgeschichtliche Mitteilungen 2 (1980): 149-192.

KWIET, Konrad. Die NS-Zeit in der westdeutschen Forschung 1945-1961. *In* SCHULIN, Ernst (dir.). *Deutsche Geschichtswissenschaft nach dem Zweiten Weltkrieg (1945-1965)*. München Oldenbourg, 1989, pp. 180-198.

LAAK, Dirk van. *Gespräche in der Sicherheit des Schweigens: Carl Schmitt in der politischen Geistesgeschichte der frühen Bundesrepublik*. Berlin: Akademie-Verlag, 1993, 331 p.

LAAK, Dirk van. Trotz und Nachurteil: rechtsintellektuelle Reaktionen im Anschluss an das "Dritte Reich". *In* LOTH, Wilfried / RUSINEK, Bernd A. (dir.). *Verwandlungspolitik : NS-Eliten in der westdeutschen Nachkriegsgesellschaft*. Frankfurt a/M: Campus Verlag, 1998 pp. 55-78.

LACLAU, Ernesto. *Hegemony and socialist strategy : towards a radical democratic politics*. London: Verso, 1985, 197 p.

LACLAU, Ernesto. Discourse. *In* GOODIN, Robert E. / PETTIT, Philippe (dir.). *A companion to contemporary political philosophy*. Oxford: Oxford University Press, 1993, pp. 431-437.

LADD, Brian. *The ghosts of Berlin : confronting German history in the urban landscape*. Chicago (Ill.): University of Chicago Press, 1997, IX-271 p.

LAETSCH, Stefan. *Sind wir Deutschland? Eine politikwissenschaftliche Erklärung für das Fussballmärchen 2006*. Hamburg: Diplomica Verlag, 2008, 114 p.

LAMM, Hans. *Der Eichmann-Prozess in der deutschen öffentlichen Meinung: eine Dokumentensammlung*. Frankfurt a/M: Ner-Tamid-Verlag, 1961, 73 p.

LAMMERT, Norbert (dir.). *Verfassung, Patriotismus, Leitkultur: was unsere Gesellschaft zusammenhält*. Hamburg: Hoffmann und Campe, 2006, 308 p.

LAMPUGNANI, Vittorio M. "Die Provokation des Alltäglichen : für eine neue Konvention des Bauens." *Der Spiegel* 51 (1993).

LANE, Barbara M. *Architektur und Politik in Deutschland 1918-1945*. Braunschweig: Vieweg, 1986, 250 p.

LANGBAUM, Robert. *The mysteries of identity : a theme in modern literature*. New York: Oxford University Press, 1977, X-383 p.

LANGE, Katharina. Gedenkstätte Neue Wache. *In* FISCHER, Torben / LORENZ, Matthias N. (dir.). *Lexikon der Vergangenheitsbewältigung in Deutschland : Debatten- und Diskursgeschichte des Nationalsozialismus nach 1945*. Bielefeld: Transcript, 2007, pp. 271-272.

LAUBE, Adolf. Die Lutherehrung in der DDR und ihre historisch-politische Motivation. *In* MEIER, Helmut / SCHMIDT, Walter (dir.). *Erbe und Tradition in der DDR : die Diskussion der Historiker*. Köln: Pahl-Rugenstein, 1989, pp. 265-279.

LE BRETON, David. *L'interactionnisme symbolique*. Paris: PUF, 2008, VI-249 p.

LE GOFF, Jacques. *Histoire et mémoire*. Paris: Gallimard (Folio), 1988, 409 p.

LEGGEWIE, Claus. A laboratory of postindustrial society: reassessing the 1960s in Germany. *In* JUNKER, Detlef / FINK, Carole / GASSERT, Philipp (dir.). *1968 : the world transformed*. Cambridge: Cambridge University Press, 1998, pp. 277-294.

LEGGEWIE, Klaus / MEYER, Erik. *"Ein Ort, an den man gerne geht" : das Holocaust-Mahnmal und die deutsche Geschichtspolitik nach 1989*. München: Hanser, 2005, 396 p.

LEHMANN, Albrecht. *Gefangenschaft und Heimkehr: deutsche Kriegsgefangene in der Sowjetunion*. München: C. H. Beck, 1986, 201 p.

LEHMANN, Albrecht. Oder-Neisse-Linie und Heimatverlust: Interdependenzen zwischen Flucht/Vertreibung und Revisionismus. *In* GREBING, Helga (dir.). *Flüchtlinge und Vertriebene in der westdeutschen Nachkriegsgeschichte: Bilanzierung der Forschung und Perspektive für die künftige Forschungsarbeit*. Hildesheim: August Lax, 1987, pp. 107-116.

LEHMANN, Albrecht. *Im Fremden ungewollt zuhaus: Flüchltinge und Vertriebene in Westdeutschland 1945-1990*. München: C. H. Beck, 1991, 265 p.

LEIDE, Henry. *NS-Verbrecher und Staatssicherheit: die geheime Vergangenheitspolitik der DDR*. Göttingen: Vandenhoeck und Ruprecht, 2005, 448 p.

LEMKE, Michael. "Kampagnen gegen Bonn: die Systemkrise der DDR und die Westpropaganda der SED 1960-1963." Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte 41 (1993): 151-174.

LEMKE, Michael. Instrumentalisierter Antifaschismus und SED-Kampagnepolitik im deutschen Sonderkonflikt 1960-1968. *In* DANYEL, Jürgen (dir.). *Die geteilte Vergangenheit: zum Umgang mit Nationalsozialismus und Widerstand in den beiden deutschen Staaten*. Berlin: Akademie-Verlag, 1995, pp. 61-86.

LEONTJEV, Aleksej. *Grundfragen einer Theorie der sprachlichen Tätigkeit*. Berlin: Akademie-Verlag, 1984, 278 p.

LEPSIUS, M. Rainer. "Die unbestimmte Identität der Bundesrepublik." Hochland 60 (1967/1968): 562-569.

LEPSIUS, M. Rainer. Sozialstruktur und soziale Schichtung in der Bundesrepublik Deutschland. *In* LÖWENTHAL, Richard (dir.). *Die Zweite Republik: 25 Jahre Bundesrepublik Deutschland, eine Bilanz*. Stuttgart: Seewald, 1974, pp. 263-288.

LEPSIUS, Rainer M. Das Erbe des Nationalsozialismus und die politische Kultur der Nachfolgestaaten des 'Grossdeutschen Reiches'. *In* HALLER, Max / HOFFMANN-NOWOTNY, Hans-Joachim / ZAPF, Wolfgang (dir.). *Kultur und Gesellschaft (Verhandlungen des 24. Deutschen Soziologentags, des 11. Österreichischen Soziologentags und des 8. Kongresses der Schweizerischen Gesellschaft für Soziologie in Zürich 1988)*. Frankfurt a/M: Campus, 1989, pp. 247-264.

LEVKOV, Ilya (dir.). *Bitburg and beyond: encounters in American, German and Jewish history*. New York: Shapolsky, 1987, 734 p.

LEVY, Daniel / SZNAIDER, Nathan. *Erinnerung im globalen Zeitalter: der Holocaust*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 2001, 260 p.

LIBESKIND, Daniel. "Die Banalität der Ordnung." Arch+ 121 (1994): 14-16.

LILIENTHAL, Peter. Deutschland lernt kosmopolitisch zu denken. *In* REITZ, Ulrich/SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 137-139.

LINDENBERGER, Thomas. *Herrschaft und Eigen-Sinn in der Diktatur : Studien zur Gesellschaftsgeschichte in der DDR*. Köln: Böhlau, 1999.

LINK, Jürgen / LINK-HEER, Ursula. "Diskurs/Interdiskurs und Literaturanalyse." LiLi 77 (1990): 88-99.

LINTON, Ralph. *The study of man : an introduction*. New York: Appleton-Century-Crofts, 1936, IX-503 p.

LIVINGSTON, Robert G. Nicht länger Harmlosigkeit demonstrieren. *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 124-126.

LONGERICH, Peter. *"Davon haben wir nichts gewusst!" Die Deutschen und die Judenverfolgung 1933-1945*. München: Siedler, 2006, 448 p.

LONGERICH, Peter. "Tendenzen und Perspektiven der Täterforschung." Aus Politik und Zeitgeschichte 14-15 (2007): 3-7.

LÖRCHER, Andreas. *Antisemitismus in der öffentlichen Debatte der späten fünfziger Jahre. Mikrohistorische Studie und Diskursanalyse des Falls Zind*. Université Freiburg, thèse de doctorat sous la direction de, 2008.

LORENZ, Chris. *Konstruktion der Vergangenheit: eine Einführung in die Geschichtstheorie*. Köln: Böhlau, 1997, XV-480 p.

LOVEJOY, Arthur O. *Essays in the history of ideas*. Baltimore: The John Hopkins Press, 1948, XV-359 p.

LÜBBE, Hermann. Zur Identitätspräsentationsfunktion von Historie. *In* MARQUARD, Odo / STIERLE, Karlheinz (dir.). *Identität*. München: Fink, 1979, pp. 277-292.

LÜBBE, Hermann. "Der Nationalsozialismus im deutschen Nachkriegsbewusstsein." Historische Zeitschrift 236 (1983): 579-599.

LÜDTKE, Alf / LÜDTKE, Helga. "Geschichte von unten: Alltagsgeschichte und Alltagsgeschichten in neuen Kinder- und Jugendbüchern." Betrifft: Erziehung 18.2 (1985): 22-30.

LUKES, Igor. "Der Fall Slansky." Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte 47.4 (1999): 459-501.

LÜSEBRINK, Hans-Jürgen. Begriffsgeschichte, Diskursanalyse und Narrativität. *In* REICHARDT, Rolf (dir.). *Aufklärung und Historische Semantik : interdisziplinäre Beiträge zur westeuropäischen Kulturgeschichte*. Berlin: Duncker und Humblot, 1988, pp. 29-44.

LUSTIGER, Arno. *Stalin and the Jews. The tragedy of the Jewish Anti-Fascist Committee and the Soviet Jews*. New York: Enigma Books, 2003, XXVIIII-447 p.

LÜTTINGER, Paul. "Der Mythos der schnellen Integration : eine empirische Untersuchung der Integration der Vertriebenen und Flüchtlinge in der Bundesrepublik Deutschland bis 1971 " Zeitschrift für Soziologie 15 (1986): 20-36.

LYOTARD, Jean-François. *La condition postmoderne : rapport sur le savoir*. Paris: Editions de Minuit, 1979, 109 p.

MAFFEIS, Stefania. *Zwischen Wissenschaft und Politik : Transformationen der DDR-Philosophie 1945-1993*. Frankurt a/M: Campus, 2007.

MÄHLERT, Ulrich (dir.). *Der 17. Juni 1953 : ein Aufstand für Einheit, Recht und Freiheit*. Bonn: Dietz, 2003, 280 p.

MAIER, Charles S. Immoral equivalence: revising the Nazi past for the Kohl era. *In* BALDWIN, Peter (dir.). *Reworking the past: Hitler, the Holocaust and the historians' debate*. Boston: Beacon Press, 1990, pp. 38-44.

MAINGUENEAU, Dominique. Die 'französische' Schule der Diskursanalyse. *In* EHLICH, Konrad (dir.). *Diskursanalyse in Europa*. Frankfurt a/M: Lang, 1994, pp. 187-195.

MAINGUENEAU, Dominique. *Les analyses du discours en France*. Paris: Larousse, 1995, 127 p.

MALINOWSKI, Stephan. *Vom König zum Führer : sozialer Niedergang und politische Radikalisierung im deutschen Adel zwischen Kaiserreich und NS-Staat*. Berlin: Akadmie Verlag, 2004, 660 p.

MALYCHA, Andreas. "Das Verhältnis zwischen Wissenschaft und Politik in der SBZ/DDR von 1945 bis 1961." Aus Politik und Zeitgeschichte 30-31 (2001): 14-21.

MÄLZER, Moritz. *Ausstellungsstück Nation: Die Debatte um die Gründung des Deutschen Historischen Museums in Berlin*. Bonn: Friedrich-Ebert-Stiftung, 2005, 144 p.

MANNZMANN, Anneliese (dir.). *Hitlerwelle und historische Fakten : mit einer Literaturübersicht und einer Materialsammlung zum Neonazismus*. Köngstein/Ts.: Scriptor, 1979, 188 p.

MANOSCHEK, Walter / POLLAK, Alexander / WODAK, Ruth / HEER, Hannes (dir.). *Wie Geschichte gemacht wird: zur Konstruktion von Erinnerungen an Wehrmacht und Zweiten Weltkrieg*. Wien: Czernin, 2003, 319 p.

MARCUSE, Harold. The revival of Holocaust awareness in West Germany, Israel and the United States. *In* FINK, Carole Gassert (dir.). *1968: the world transformed*. New York: Cambridge University Press, 1998, pp. 412-438.

MARCUSE, Harold. Generational cohorts and the shaping of popular attitudes towards the Holocaust. *In* ROTH, John / MAXWELL, Elisabeth (dir.). *Remembering for the future: the Holocaust in an age of genocide*. Basingstoke: Palgrave, 2001, pp. 652-663.

MARCUSE, Peter. "Reflections on Berlin : the meaning of construction and construction of meaning." International Journal of Urban and Regional Research 22.2 (1998): 331-338.

MARGALIT, Gilad. *Guilt, suffering and memory: Germany remermbers its dead of World War II*. Bloomington (Ind.): Indiana University Press, 2010, xi-387 p.

MARKOVITS, Andrei / REICH, Simon. *Das deutsche Dilemma: die Berliner Republik zwischen Macht und Machtverzicht*. Berlin, 1998, 366 p.

MARKOVITS, Andrei S. / HAYDEN, Rebecca S. "'Holocaust' - before and after the event : reactions in West Germany and Austria." New German Critique 19 (1980): 53-80.

MARON, Monika. Ich war ein antifaschistisches Kind. *In* MARON, Monika (dir.). *Nach Massgabe meiner Befreiungskraft : Artikel und Essays*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1993, pp. 9-29.

MARSHALL, Barbara. German reaction to military defeat, 1945-1947. *In* BERGHAHN, Volker / KITCHEN, Martin (dir.). *Germany in the age of total war*. London: Croom Helm, 1981 pp. 218-239.

MARSHALL, David E. *Das Museum für deutsche Geschichte: a study for the presentation of history in the former German Democratic Republic*. New York: Lang, 2004, VI-250 p.

MASCHKE, Erich (dir.). *Die deutschen Kriegsgefangenen des Zweiten Weltkriegs: eine Zusammenfassung*. Bielefeld: Gieseking, 1974, X-446 p.

MASER, Peter. Juden und jüdische Gemeinden in der Innenpolitik der DDR. *In* BERGMANN, Werner / ERB, Rainer / LICHTBLAU, Albert (dir.). *Schwieriges Erbe: der Umgang mit dem Nationalsozialismus und Antisemitismus in Österreich, der DDR und der Bundesrepublik Deutschland*. Frankfurt a/M: Campus, 1995, pp. 339-368.

MATERN, Hermann. *Über die Durchführung des Beschlusses des ZK der SED « Lehren aus dem Prozess gegen das Verschwörungszentrum Slansky » : 13. Tagung des Zentralkomitees der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands 13.-14. Mai 1953*. Berlin (Est), 1953, 104 p.

MEAD, George H. *Mind, self and society from the standpoint of a social behaviorist*. Chicago (Ill.): The University of Chicago Press, 1953, XXXVIII-400 p.

MEAD, Margaret. *And keep your powder dry : an anthropologist looks at America*. New York: W. Morrow, 1953, X-274 p.

MEAD, Margaret. National character studies and the science of anthropology. *In* LIPSET, Seymour M./LOWENTHAL, Leo (dir.). *Culture and the social character : the work of David Riesman reviewed* New York: Free Press of Glencoe, 1961, pp. 15-26.

MEIER, Helmut / SCHMIDT, Walter (dir.). *Erbe und Tradition in der DDR : die Diskussion der Historiker*. Köln: Pahl-Rugenstein, 1989, 501 p.

MEINECKE, Friedrich. *Die deutsche Katastrophe: Betrachtungen und Erinnerungen*. Wiesbaden: Brockhaus, 1946, 177 p.

MERITT, Anna J. / MERRITT, Richard L. (dir.). *Public opinion in occupied Germany: the OMGUS surveys 1945-1949*. Urbana: University of Illinois Press, 1970, XXII-328 p.

MERKER, Paul. "Der neue Staat des jüdischen Volkes." *Neues Deutschland* du 24.02.1948.

MERTENS, Lothar. "Juden in der DDR : eine schwindende Minderheit." Deutschland-Archiv 19 (1986): 1192-1203.

MERTENS, Lothar. *Davidstern unter Hammer und Zirkel : die jüdischen Gemeinden in der SBZ/DDR und ihre Behandlung durch Partei und Staat 1945-1990*. Hildesheim: Olms, 1997.

MEULEMANN, Heiner (dir.). *Werte und nationale Identität im vereinten Deutschland: Erklärungsansätze der Umfrageforschung*. Opladen: Leske & Budrich, 1998, 320 p.

MEUSCHEL, Sigrid. *Legitimation und Parteiherrschaft : zum Paradox von Stabilität und Revolution in der DDR 1945-1989*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1992, 498 p.

MICHALZIK, Martin. *"An der Seite der Genossen...": offizielles Jugendbild und politische Sozialisation im SED-Staat*. Melle: Knoth, 1994, 289 p.

MIQUEL, Marc von. *Ahnden oder amnestieren? Westdeutsche Justiz und Vergangenheitspolitik in den sechziger Jahren*. Göttingen: Wallstein, 2004, 446 p.

MISZTAL, Barbara A. *Theories of social remembering*. Buckingham: Open University Press, 2003, 192 p.

MITSCHERLICH, Alexander. Die schwersten Stunden: Überschlag eines Jahres (1946). *In* MITSCHERLICH, Alexander (dir.). *Gesammelte Schriften 6: Politisch-publizistische Aufsätze I*. Frankfurt a/M, 1983, pp. 79-87.

MITSCHERLICH, Alexander / MITSCHERLICH, Margarete. *Die Unfähigkeit zu trauern. Grundlagen kollektiven Verhaltens*. München: Piper, 2004 (1968), 369 p.

MITTENZWEI, Ingrid. "Die zwei Gesichter Preussens." Forum XIX (1978): 8-9.

MITTIG, Ernst. NS-Stil als Machtmittel. *In* SCHNEIDER, Romana / WANG, Wilfried (dir.). *Moderne Architektur in Deutschland (1900-2000) : Macht und Monument*. Ostfildern-Ruit: Hatje, 1998, pp. 101-115.

MOELLER, Robert G. "War stories: the search for a usable past in the Federal Republic of Germany." American Historical Review 101.4 (1996): 1008-1048.

MOELLER, Robert G. *War stories: the search for a usable past in the Federal Republic of Germany*. Berkeley: University of California Press, 2001, XIII-329 p.

MOHLER, Armin. *Was die Deutschen fürchten: Angst vor der Politik, Angst vor der Geschichte, Angst vor der Macht*. Stuttgart-Degerloch: Seewald, 1965, 249 p.

MOHLER, Armin. *Der Nasenring : im Dickicht der Vergangenheitsbewältigung*. Essen: Heintz und Höfkes, 1989, 256 p.

MOHLER, Armin *Die konservative Revolution in Deutschland 1918-1932: ein Handbuch*. Graz: Ares, 2005, XXVI-643 p.

MOHLER, Armin / WEISSMANN, Karlheinz. *Die konservative Revolution in Deutschland 1918-1932 : ein Handbuch*. Graz: Ares, 2005, XXVI-643 p.

MOHLER, Arnim. *Vergangenheitsbewältigung: von der Läuterung zur Manipulation*. Stuttgart-Degerloch: Seewald, 1968, 102 p.

MOHR, Heinrich. "Die Schuldfrage im Zusammenhang mit dem Zweiten Weltkrieg." Geschichte in Wissenschaft und Unterricht 5 (1954): 282-297.

MOLLER, Sabine. *Die Entkonkretisierung der NS-Herrschaft in der Ära Kohl: die Neue Wache, das Denkmal für die ermordeten Juden Europas, das Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland*. Hannover: Offizin, 1998, 155 p.

MOMMSEN, Hans. *Beamtentum im Dritten Reich. Mit ausgewählten Quellen zur nationalsozialistischen Beamtenpolitik*. München: Oldenbourg, 1966, 246 p.

MOMMSEN, Hans. "Nationalismus und transnationale Integrationsprozesse in der Gegenwart." Aus Politik und Zeitgeschichte 9 (1980): 3-14.

MOMMSEN, Hans (1981). Aus Eins mach Zwei: die Bi-Nationalisierung Rest-Deutschlands, Die Zeit. **7**.

MOMMSEN, Hans. "Die Realisierung des Utopischen: Die "Endlösung der Judenfrage" im Dritten Reich " Geschichte und Gesellschaft 9.3 (1983): 381-420.

MOMMSEN, Hans. "Verordnete Geschichtsbilder: historische Museumspläne der Bundesregierung." Gewerkschaftliche Monatshefte 37 (1986): 13-24.

MOMMSEN, Hans. Aufarbeitung und Verdrängung: das Dritte Reich im Geschichtsbewusstsein. *In* DINER, Dan (dir.). *Ist der Nationalsozialismus Geschichte? Zu Historisierung und Historikerstreit*. Frankfurt a/M: Fischer, 1987, pp. 74-88.

MOMMSEN, Hans. Suche nach der 'verlorenen Geschichte'? Bemerkungen zum historischen Selbstverständnis der Bundesrepublik. *In* AUGSTEIN, Rudolf (dir.). *"Historikerstreit": die Dokumentation der Kontroverse um die Einzigartigkeit der nationalsozialistischen Judenvernichtung*. München: Piper, 1987, pp. 157-173.

MOMMSEN, Hans. Erwartungen an die Berliner Republik ? *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 114-119.

MOMMSEN, Hans. "Forschungskontroversen zum Nationalsozialismus." Aus Politik und Zeitgeschichte 14-15 (2007): 14-21.

MÖNNINGER, Michael. "Wer im Glashaus sitzt." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 21.10.1992.

MONTEATH, Peter. "A day to remember : East Germany's Day of remembrance for the victims of fascism." German History 26.2 (2006): 195-218.

MORRISON, Hugh. *Louis Sullivan - prophet of modern architecture*. New York City: W. W. Norton, 2001, 400 p.

MOSES, Dirk A. "Die 45er: eine Generation zwischen Faschismus und Demokratie." Neue Sammlung 40 (2000): 233-263.

MOSKOWITZ, Moses. "The Germans and the Jews : postwar report." Commentary 1/2 (1946): 7-14.

MOSSE, George L. *The crisis of German ideology: intellectual origins of the Third Reich*. New York: Grosset and Dunlap, 1964, VI-373 p.

MOSSE, George L. *Fallen soldiers : reshaping the memory of the world wars*. New York: Oxford University Press, 1991, VI-264 p.

MÜHLHAUSER, Regina. Vergewaltigungen in Deutschland 1945: nationaler Opferdiskurs und individuelles Erinnern betroffener Frauen. *In* NAUMANN, Klaus (dir.). *Nachkrieg in Deutschland*. Hamburg: Hamburger Edition, 2001, pp. 384-408.

MÜLLER, Jan-Werner. From national identity to national interest: the rise (and fall) of Germany's New Right. *In* MÜLLER, Jan-Werner (dir.). *German ideologies since 1945: studies in the political thought and culture of the Bonn Republic*. Basingstoke: Palgrave, 2003, pp. 185-205.

MÜLLER, Jörg. *A qui profite l'hisotire? Définitions et révisions de la fonction publique de l'histoire dans les processus de la construction identitaire autrichienne (1945-2005)*. Institut d'études politiques de Paris, thèse de doctorat sous la direction de: Busekist, Astrid von, 2010, 921 p.

MÜLLER-BAUSENEIK, Jens. "Die US-Serie 'Holocaust' im Spiegel der deutschen Pressen (Januar-März 1979) : eine Dokumentation." Historical Social Research 30.4 (2005): 128-140.

MÜLLER-ENBERGS, Helmut. Bolz, Lothar. *In* MÜLLER-ENBERGS, Helmut / WIELGOHS, Jan / HOFFMANN, Dieter (dir.). *Wer war wer in der DDR ? Ein biographisches Lexikon*. Berlin: Links, 2000, p. 95.

MÜLLER-ENBERGS, Helmut. Dahlem, Franz. *In* MÜLLER-ENBERGS, Helmut / WIELGOHS, Jan / HOFFMANN, Dieter (dir.). *Wer war wer in der DDR ? Ein biographisches Lexikon*. Berlin: Links, 2000, pp. 137-138.

MÜLLER-ENBERGS, Helmut. Grotewohl, Otto. *In* MÜLLER-ENBERGS, Helmut / WIELGOHS, Jan / HOFFMANN, Dieter (dir.). *Wer war wer in der DDR ? Ein biographisches Lexikon*. Berlin: Links, 2000, pp. 282-283.

MÜLLER-ENBERGS, Helmut. Koenen, Wilhelm. *In* BARTH, Bernd-Rainer / MÜLLER-ENBERGS, Helmut (dir.). *Wer war wer in der DDR ? Ein biographisches Lexikon*. Berlin: Links, 2000, pp. 449-450.

MÜLLER-ENBERGS, Helmut. Winzer, Otto. *In* MÜLLER-ENBERGS, Helmut / WIELGOHS, Jan / HOFFMANN, Dieter (dir.). *Wer war wer in der DDR ? Ein biographisches Lexikon*. Berlin: Links, 2000, p. 923.

MÜLLER-ENSBERG, Helmut. Norden, Albert. *In* MÜLLER-ENSBERG, Helmut (dir.). *Wer war wer in der DDR ? Ein biographisches Lexikon*. Berlin: Links, 2000, pp. 628-629.

MÜNKLER, Herfried. "Antifaschismus und antifaschistischer Widerstand als politischer Gründungsmythos der DDR." Aus Politik und Zeitgeschichte 45 (1998): 16-29.

MÜNKLER, Herfried. "Die selbstbewusste Mittelmacht : Aussenpolitik im souveränen Staat." Merkur 60 (2006): 847-858.

MUSIOL, Jörg. *Vergangenheitsbewältigung in der Bundesrepublik : Kontinuität und Wandel in den späten 1970er Jahren*. Marburg: Tectum-Verlag, 2006, 112 p.

NÄPEL, Olivier. "Historisches Lernen durch 'Dokutainment'? Ein geschichtsdidaktischer Aufriss. Chancen udn Grenzen einer neuen Ästhetik populärer Geschichtsdokumentationen analysiert am Beispiel der Sendereihen Guido Knopps." Zeitschrift für Geschichtsdidaktik 1 (2003): 213-244.

NAUMANN, Klaus. Zwischen Tabu und Skandal: zur Aufarbeitung der NS-Vergangenheit in der Bundesrepublik. *In* BUTTERWEGGE, Christoph (dir.). *NS-Vergangenheit, Antisemitismus und Nationalismus in Deutschland*. Baden-Baden: Nomos, 1997, pp. 39-49.

NEIDE, Leonhardt. "Künftige Reichstagskuppel von jedermann zu begehen." *Sächsische Zeitung* du 09.05.1995.

NEITZKE, Peter. *Konvention als Tarnung : Anmerkungen zur architektonischen Gegenmoderne in Deutschland*. Darmstadt: Häusser, 1995, 64 p.

NELLER, Katja. Getrennt vereint?: Ost-West-Identitäten, Stereotypen und Fremdheitsgefühle nach 15 Jahren deutscher Einheit. *In* FALTER, Jürgen / GABRIEL, Oscar / RATTINGER, Hans (dir.). *Sind wir ein Volk? Ost- und Westdeutschland im Vergleich*. München: C.H. Beck, 2006, pp.13-36.

NEUHÄUSER-WESPY, Ulrich. *Die SED und die Historie : die Etablierung der marxistisch-leninistischen Geschichtswissenschaft in der DDR in den fünfziger und sechziger Jahren*. Bonn: Bouvier, 1996, 155 p.

NEUMANN, Klaus. "Die "saubere" Wehrmacht: Gesellschaftsgeschichte einer Legende." Mittelweg 36 7.4 (1998): 8-18.

NEUMEYER, Fritz. Auf dem Wege zu einer neueren Berlinischen Architektur ? *In* BURG, Annegret (dir.). *Neue Berlinische Architektur : eine Debatte*. Berlin: Birkhäuser, 1993, pp. 19-25.

NIETHAMMER, Lutz. *Die Mitläuferfabrik : die Entnazifizierung am Beispiel Bayerns*. Berlin: Dietz, 1982, 708 p.

NIETHAMMER, Lutz (dir.). *Der "gesäuberte" Antifaschismus : die SED und die roten Kapos von Buchenwald*. Berlin: Akademie-Verlag, 1994, 566 p.

NIETHAMMER, Lutz. Konjunkturen und Konkurrenzen kollektiver Identität: Ideologie, Infrastruktur und Gedächtnis in der Zeitgeschichte. *In* WERNER, Matthias (dir.). *Identität und Geschichte*. Weimar: Verlag Hermann Böhlaus Nachfolger, 1997, pp. 175-203.

NIETHAMMER, Lutz. *Deutschland danach: postfaschistische Gesellschaft und nationales Gedächtnis*. Bonn: Dietz, 1999, 623 p.

NIETHAMMER, Lutz. *Kollektive Identität: heimliche Quellen einer unheimlichen Konjunktur*. Reinbek: Rowohlt, 2000, 679 p.

NIETZSCHE, Friedrich. *Deuxième considération intempestive : de l'utilité et de l'inconvénient de l'histoire du point de vue de la vie*. Paris: Mille et une nuits, 2000 (1874), 127 p.

NIETZSCHE, Friedrich. *Also sprach Zarathustra*. Hamburg: Nikol, 2011 (1883-1885), 325 p.

NIKLAS, Stefan. "Ernst Cassirer 'Phänomenologie der Erkenntnis' und die 'Methodologie des intuitiven Verstandes'." Communication au XXIII. Kongress der Deutschen Gesellschaft für Philosophie (28.09.-02.10.2014) (2014), https://repositorium.uni-muenster.de/document/miami/faae203c-5c03-4d99-ae66-3180e8b05f20/artikel_niklas_2014.pdf (consulté le: 20.09.2018).

NIPPERDEY, Thomas. "Die Deutschen wollen und dürfen eine Nation sein." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 13.07.1990.

NIPPERDEY, Thomas. *Deutsche Geschichte 1866-1918 (t.2): Machtstaat vor der Demokratie*. München: C. H. Beck, 1998.

NNFDD, Nationalrat der Nationalen Front des Demokratischen Deutschland. *Braunbuch: Kriegs- und Naziverbrecher in der Bundesrepublik (Staat, Wirtschaft, Armee, Verwaltung, Justiz, Wissenschaft)*. Berlin: Staatsverlag der Deutschen Demokratischen Republik, 1965, 387 p.

NOLTE, Ernst. *Der Faschismus in seiner Epoche: die Action française, der italienische Faschismus, der Nationalsozialismus*. München: Piper, 1963, 633 p.

NOLTE, Ernst. *Die faschistischen Bewegungen: die Krise des liberalen Systems und die Entwicklung der Faschismen*. München: DTV, 1966, 333 p.

NOLTE, Ernst. "Die negative Lebendigkeit des Dritten Reiches : eine Frage aus dem Blickwinkel des Jahrs 1980." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 24.07.1980.

NOLTE, Ernst. *Der europäische Bürgerkrieg 1917-1945: Nationalsozialismus und Bolschewismus*. Berlin: Propyläen, 1987, VII-616 p.

NOLTE, Ernst. Eine Vergangenheit, die nicht vergehen will: eine Rede, die geschrieben, aber nicht gehalten werden konnte. *In* MÄRTIN, Ralf-Peter / WANK, Ulrich (dir.). *"Historikerstreit": die Dokumentation der Kontroverse um die Einzigartigkeit der nationalsozialistischen Judenvernichtung*. München: Piper, 1987, 39-47.

NORA, Pierre. Entre mémoire et histoire : la problématique des lieux. *In* NORA, Pierre (dir.). *Les lieux de mémoire. Tome 1*. Paris: Gallimard, 1997, pp. 23-43.

NORA, Pierre (dir.). *Les lieux de mémoire (3 vols.)*. Paris Gallimard, 1997 (1984-1992), 4751 p.

NORDEN, Albert. Kosmopolitismus - die Ideologie der transatlantischen Räuber. *In* NORDEN, Albert (dir.). *Um die Nation : Beiträge zu Deutschlands Lebensfrage*. Berlin (Ost): Dietz Verlag, 1952, pp. 195-210.

NORDEN, Albert. Im Namen des Guten Deutschlands. *In* Vereinigung demokratischer Juristen Deutschlands, VDJD (dir.). *Im Namen der Völker, im Namen der Opfer : Auszüge aus dem Protokoll des Prozesses gegen Dr. Hans Globke vor dem Obersten Gericht der DDR*. Berlin (Est), 1963, pp. 9-14.

NOVICK, Peter. *The Holocaust in American life*. Boston (Mass.): Houghton Mifflin, 1999, 373 p.

NUTZ, Manfred. *Stadtentwicklung in Umbruchssituationen: Wiederaufbau und Wiedervereinigung als Stressfaktoren der Entwicklung ostdeutscher Mittelstädte - ein Raum-Zeit-Vergleich mit Westdeutschland*. Stuttgart: Franz Steiner Verlag, 1998, 242 p.

OBERLÄNDER, Erwin. "Der sowjetische Nationsbegriff." <u>Aus Politik und Zeitgeschichte</u> 12 (1968): 3-19.

OBERNDÖRFER, Dieter "Leitkultur und Berliner Republik: die Hausordnung der multikulturellen Gesellschaft ist das Grundgesetz." <u>Aus Politik und Zeitgeschichte</u> 1-2 (2001): 23-30.

OERTZEN, Peter von. Braucht Deutschland eine Hauptstadt? Wir müssen unsere nationale Geschichte verarbeiten (Dans: *Sozialdemokratischer Pressedienst* du 2 et 5 novembre 1990). *In* WENGST, Udo (dir.). *Historiker betrachten Deutschland: Beiträge zum Vereinigungsprozess und zur Hauptstadtdiskussion (Februar 1990-Juni1991)*. Bonn: Bouvier Verlag, 1990, pp. 224-234.

OETTINGER, Günther H. Aus der Bonner Abgeschiedenheit mitten ins Leben hinein. *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 29-31.

ORTH, Ernst Wolfgang. *Von der Erkenntnistheorie zur Kulturphilosophie: Studient zu Ernst Cassirers Philosophie der symbolischen Formen*. Würzburg: Könighausen und Nuemann, 1996, 326 p.

OSWALT, Philipp. "Der Mythos von der Berlinischen Architektur." <u>Arch+</u> 122 (1994): 76-82.

OVERESCH, Manfred. *Deutschland 1945 - 1949 : Vorgeschichte und Gründung der Bundesrepublik. Ein Leitfaden in Darstellung und Dokumenten*. Köngsteis/Ts.: Athenäum-Verlag, 1979, X-274 p.

OVERESCH, Manfred. *Buchenwald und die DDR oder Die Suche nach der Selbstlegitimation*. Göttingen: Vandenheock und Ruprecht, 1995, 350 p.

PAETZOLD, Heinz. *Die Realität der symbolischen Formen. Die Kulturphilosophie Ernst Cassirers im Kontext*. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1994, XVII-189 p.

PAETZOLD, Heinz. Die symbolische Ordnung der Kultur. *In* FREDE, Dorothea / SCHMÜCKER, Wolfgang (dir.). *Ernst Cassirers Werk und Wirkung : Kultur und Philosophie*. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1997, pp. 163-184.

PALMOWSKI, Jan. "Building an East German nation : the construction of a socialist *Heimat*, 1945-1961." Central European History 37 (2004): 365-399.

PAUTZ, Hartwig. *Die deutsche Leitkultur: eine Identitätsdebatte. Neue Rechte, Neorassismus und Normalisierungsbemühungen*. Stuttgart: Ibidem, 2005, 146 p.

PAWLITA, Cornelius. *Wiedergutmachung als Rechtsfrage ? Die politische und juristische Auseinandersetzung um Entschädigung für die Opfer nationalsozialistischer Verfolgung, 1945 bis 1990*. Frankfurt a/M: Lang, 1993, VII-523 p.

PEISL, Anton / MOHLER, Armin. *Die Deutsche Neurose : über die beschädigte Identität der Deutschen*. Frankfurt a/M: Ullstein, 1980, 260 p.

PENDAS, Devin O. *Der Auschwitz-Prozess: Völkermord vor Gericht*. München: Siedler, 2013, 423 p.

PERSYN-VIALARD, Sandrine. "La conception fonctionnelle du langage chez Karl Bühler." La Linguistique 47 (2011): 151-162.

PFAHL-TRAUGHBER, Armin. Die wissenschaftliche Dimension des "Historikerstreits" auf dem Prüfstand. Eine Auseinandersetzung mit Ernst Nolte und Jürgen Habermas. *In* KAILITZ, Steffen (dir.). *Die Gegenwart der Vergangenheit. Der Historikerstreit und die deutsche Geschichtspolitik*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2008, pp. 84-104.

PFAHL-TRAUGHBER, Armin. *Die AfD und der Rechtsextremismus : eine Analyse aus politikwissenschaftlicher Perspektive*. Hamburg: Springer Verlag, 2019, 60 p.

PFEILER, Wolfgang. "Zum Nationalbewusstsein in der DDR." Politik und Kultur 4.1 (1977): 52-60.

PICAPER, Jean-Paul. Der goldene Weg. *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berlin : Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 127-129.

PICKEL, Andreas "Explaining and explaining with economic nationalism." Nations and Nationalism 9.1 (2003): 105-128.

PIECK, Wilhelm. "Berlin von Hitler befreit!" Rundfunkansprache vom 4. Mai 1945 über den Sender "Freies Deutschland" (Moskau). http://www.trend.infopartisan.net/trd0405/t480405.html (consulté le: 23.10.2010).

PLESSE, Werner. "Zum antifaschistischen Widerstandskampf in Mitteldeutschland (1939-1945)." Zeitschrift für Geschichtswissenschaft 2 (1954): 814-843.

PLESSNER, Helmut *Die verspätete Nation: über die politische Verführbarkeit des bürgerlichen Geistes*. Köln: Kohlhammer, 1959, 174 p.

PLESSNER, Helmuth. *Das Schicksal des deutschen Geistes: im Ausgang seiner bürgerlichen Epoche*. Zürich: Niehans, 1935, 190 p.

PODEWILS, Clemens (dir.). *Tendenzwende? Zur geistigen Situation der Bundesrepublik*. Stutgart: Klett, 1975, 108 p.

PODEWIN, Norbert. *Der Rabbinersohn im Politbüro : Albert Norden - Stationen eines ungewöhnlichen Lebens*. Berlin: Edition Ost, 2003, 436 p.

POLANYI, Karl. The economy as instituted process. *In* POLANYI, Karl / ARENSBERG, Conrad M. / PEARSON, Harry W. (dir.). *Trade and market in the early empires: economies in history and theory*. New York: The Free Press, 1957, pp. 243-270.

POPESCU, Carmen. *Le style national roumain: construire une nation à travers l'architecture*. Rennes: Presses universitaires de Rennes, 2004, 376 p.

PÖRKSEN, Uwe. *Plastikwörter : die Sprache einer internationalen Diktatur*. Stuttgart: Klett-Cotta, 1992, 128 p.

PRANTL, Heribert (dir.). *Wehrmachtsverbrechen: eine deutsche Kontroverse*. Hamburg: Hoffmann und Campe, 1997, 348 p.

PRENTZEL, Andreas. *NS-Opfer unter Vorbehalt : homosexuelle Männer in Berlin nach 1945*. Münster: Lit-Verlag, 2002, 353 p.

PRÜMM, Karl. Entwürfe einer zweiten Republik in den 'Frankfurter Heften' 1946-1949. *In* KOEBNER, Thomas / SAUTTERMEISTER, Gert / SCHNEIDER, Ingrid (dir.). *Deutschland*

nach Hitler. Zukunftspläne im Exil und aus der Besatzungszeit 1939-1945. Opladen: Westdeutscher Verlag, 1987, pp. 330-343.

QUATREPOINT, Jean-Michel. *Le choc des empires: Etats-Unis, Chine, Allemagne: qui dominera l'économie-monde?* Paris: Gallimard, 2014, 265 p.

RABINBACH, Anson. Restoring the German spirit: humanism and guilt in post-war Germany. *In* MÜLLER, Jan-Werner (dir.). *German ideologies since 1945: studies in the political thought and culture of the Bonn Republic*. Basingstoke Macmillan, 2003, pp. 21-39.

RADDATZ, Fritz (dir.). *Summa iniuria oder Durfte der Papst schweigen? Hochhuths "Stellvertreter" in der öffentlichen Kritik*. Reinbek bei Hamburg: Rowohlt, 1963, 235 p.

RADTKE, Frank-Olaf. Fremde und Allzufremde: der Prozess der Ethnisierung gesellschaftlicher Konflikte. *In* Friedrich-Ebert-Stiftung (dir.). *Ethnisierung gesellschaftlicher Konflikte*. Bonn: Friedrich-Ebert-Stiftung, 1996, pp. 7-17.

RAMGE, Thomas. *Die grossen Politskandale: eine andere Geschichte der Bundesrepublik*. Frankfurt a/M: Campus-Verlag, 2003, 278 p.

RAULFF, Ulrich. "Herz der Finsternis: Daniel Jonah Goldhagens Ästhetik des Grauens." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 16.04.1996.

REDECKE, Sebastian. "Auf der Bühne der Politik : das Bundeskanzleramt in Berlin." Bauwelt 92 (2001): 18-34.

REICH, Ines. "Der 20. Juli 1944 in der Geschichtswissenschaft der SBZ/DDR seit 1945." Zeitschrift für Geschichtswissenschaft 39.6 (1991): 533-553.

REICH-RANICKI, Marcel. *Mein Leben*. München: DVA, 2001, 565 p.

REICHEL, Peter. *Politische Kultur in der Bundesrepublik*. Opladen: Leske und Budrich, 1981, 288 p.

REICHEL, Peter. "Politische Kultur: zur Geschichte eines Problems und zur Popularisierung eines Begriffs." Aus Politik und Zeitgeschichte 42 (1982): 13-26.

REICHEL, Peter. *Der schöne Schein des Dritten Reiches : Faszination und Gewalt des Faschismus*. München: Hanser, 1991, 452 p.

REICHEL, Peter. *Politik mit der Erinnerung: Gedächtnisorte im Streit um die nationalsozialistische Vergangenheit*. München: Hanser, 1995, 387 p.

REICHEL, Peter. *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland: die Auseinandersetzung mit der NS-Vergangenheit von 1945 bis heute.* München: C.H. Beck, 2001, 252 p.

REICHEL, Peter Vergangenheitsbewältigung als Problem unserer politischen Kultur: Einstellungen zum Dritten Reich und seinen Folgen. *In* WEBER, Jürgen / STEINBACH, Peter (dir.). *Vergangenheitsbewältigung durch Strafverfahren? NS-Prozesse in der Bundesrepublik Deutschland*. München: Olzog, 1984, pp. 145-163.

REICHEL, Peter Zwischen Dämonisierung und Verharmlosung: das NS-Bild und seine politische Funktion in den 50er Jahren. Eine Skizze. *In* SCHILDT, Axel / SYWOTTEK, Arnold (dir.). *Modernisierung im Wiederaufbau: die westdeutsche Gesellschaft der 50er Jahre*. Bonn: Dietz, 1998, pp. 679-692.

REICHHARDT, Hans Joachim. *Von Berlin nach Germania : über die Zerstörungen der "Reichshauptstadt" durch Albert Speers Neugestaltungsplanungen* Berlin: Transit, 2008, 207 p.

REICHHARDT, Hans Joachim / SCHÄCHE, Wolfgang. *Von Berlin nach Germania : über die Zerstörungen der Reichshauptstadt durch Albert Speers Neugestaltungsplanungen*. Berlin: s.n., 1985, 112 p.

REINHARDT, Stephan. "Der Fall Globke." Neue Gesellschaft - Frankfurter Hefte 5 (1995): 437-447.

REINTJES, Karl Heinrich. *Quo vadis Germania ? Der Weg vom Kaiseradler zum Bundesadler*. Melle: Knoth, 1991, 199 p.

REITZ, Ulrich. Nur ein banaler Ortswechsel. *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 13-18.

REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, 143 p.

RENSMANN, Lars. *Demokratie und Judenbild: Antisemitismus in der politischen Kultur der Bundesrepublik Deutschland*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2004, 541 p.

RESS, Georg. Grundlagen und Entwicklung der innerdeutschen Beziehungen. *In* ISENSEE, Josef / KIRCHHOF, Paul (dir.). *Handbuch des Staatsrechts der Bundesrepublik Deutschland*. Heidelberg: C. F. Müller Juristischer Verlag, 1995, pp. 449-546.

REUTER, Engelke / HANSEL, Detlef. *Das kurze Leben der VVN von 1947-1953 : die Geschichte der Vereinigung der Verfolgten des Naziregimes in der sowjetischen Besatzungszone und in der DDR*. Berlin: Edition Ost, 1997, 634 p.

Reuters-DPA. "Militäreinsatz für deutsche Wirtschaftsinteressen?" *Die Zeit* du 27.05.2010.

RICHIE, Alexandra. *Faust's Metropolis : a history of Berlin*. London: Harper Collins, 1998, 1107 p.

RICOEUR, Paul. Der Text als Modell. *In* GADAMER, Hans-Georg / BOEHM, Gottfried (dir.). *Seminar "Die Hermeneutik und die Wissenschaften"*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1978, pp. 83-117.

RICOEUR, Paul. *Soi-même comme un autre*. Paris: Seuil, 1990, 424 p.

RIERA, Monica. "How should we build? Architecture, history and the post-Cold War context in Germany." National Identities 8.4 (2006): 383-400.

RIKLIN, Alois/WESTEN, Klaus (dir.). *Selbstzeugnisse des SED-Regimes*. Köln: Verlag Wissenschaft und Politik, 1963, 211 p.

RITTER, Gerhard. *Europa und die deutsche Frage: Betrachtungen über die geschichtliche Eigenart des deutschen Staatsdenkens*. München: Münchener Verlag, 1948, 207 p.

ROBINSON, Jennifer. "Global and world cities : a view from the map." International Journal of Urban and Regional Research 26.3 (2002): 531-554.

ROBINSON, Saul B. / SCHATZKER, Chaim. *Jüdische Geschichte in deutschen Geschichtslehrbüchern*. Braunschweig: Limbach, 1963, 53 p.

ROECK, Bernd. Der Reichstag. *In* FRANCOIS, Etienne/SCHULZE, Hagen (dir.). *Deutsche Erinnerungsorte (3 vols.)*. München: C.H. Beck, 2001, pp. 138-155.

RÖHL, Klaus Rainer. *Linke Lebenslügen : eine überfällige Abrechnung*. Berlin: Ullstein, 1994, 172 p.

RÖPKE, Wilhelm. *Die Deutsche Frage*. Erlenbach-Zürich: Rensch, 1945, 252 p.

ROSENFELD, Alvin H. Another revisionism: popular culture and the changing image of the Holocaust. *In* HARTMAN, Geoffrey H. (dir.). *Bitburg in moral and political perspective*. Bloomington Indiana University Press, 1986, pp. 90-102.

ROSENFELD, Alvin H. Popularization and memory: the case of Anne Frank. *In* HAYES, Peter (dir.). *Lessons and legacies*. Evanston (Ill.): Northwestern University Press, 1991, pp. 243-278.

ROSENFELD, Gavriel D. *Hi Hitler! How the nazi past is being normalized in contemporary culture*. Cambridge: Cambridge University Press, 2015, X-466 p.

ROSTOCK, Jürgen . ZADICEK, Franz. *Paradiesruinen : das KdF-Seebad der Zwanzigtausend auf Rügen*. Berlin: Links, 2008, 149 p.

RUCK, Michael. Kontinuität und Wandel: westdeutsche Verwaltungseliten unter dem NS-Regime und in der Bundesrepublik. *In* LOTH, Wilfried / RUSINEK, Bernd A. (dir.). *Verwandlungspolitik : NS-Eliten in der westdeutschen Nachkriegsgesellschaft*. Frankfurt a/M: Campus Verlag, 1998, pp. 117-142.

RÜCKERL, Adalbert. *NS-Verbrechen vor Gericht: Versuch einer Vergangenheitsbewältigung*. Heidelberg: Müller, 1982, 342 p.

RUDDER, Anneke de. "Warum das ganze Theater?" Der Nürnberger Prozess in den Augen der Zeitgenossen. *In* BENZ, Wolfgang (dir.). *Jahrbuch für Antisemitismusforschung, tome 6*. Frankfurt a/M: Campus Verlag, 1997, pp. 218-242.

RUDOLPH, Hermann Wie sieht das Selbstverständnis der DDR-Gesellschaft aus? *In* WEIDENFELD, Werner (dir.). *Die Identität der Deutschen*. Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung, 1983, pp. 193-209.

RUITENEBEEK, Hendrik M. (dir.). *Varieties of modern social theory*. New York: Dutton, 1963, XIV-434 p.

RUNGE, Irene. Sind Einsichten Ansichtssache ? Oder : Das Verkennen der jüdischen Frage. *In* WEISSBECKER, Manfred / KÜHNL, Reinhard (dir.). *Rassismus, Faschismus, Antifaschismus : Forschungen und Betrachtungen*. Köln: PapyRossa, 2000, pp. 357-364.

RYTLEWSKI, Ralf. Berliner Politik: zwischen Kiez und Stadtstaat. *In* SÜSS, Werner / RYTLEWSKI, Ralf (dir.). *Berlin: die Hauptstadt - Vergangenheit und Zukunft einer europäischen Metropole*. Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung, 1999, pp. 295-329.

SABROW, Martin (dir.). *Parteinahme wofür ? DDR-Historiker im Spannungsfeld von Politik und Wissenschaft*. Potsdam: Verlag für Berlin-Brandenburg, 2000, 397 p.

SABROW, Martin. Beherrschte Erinnerung und gebundene Wissenschaft: Überlegungen zur DDR-Geschichtsschreibung über die Zeit 1933 bis 1945. *In* CORNELISSEN, Christoph / KLINKHAMMER, Lutz / SCHWENTKER, Wolfgang (dir.). *Erinnerungskulturen : Deutschland, Italien und Japan seit 1945*. Frankfurt a/M: Fischer, 2003, pp.153-167.

SABROW, Martin. "L'histoire comme formation des consciences : un regard rétrospectif sur la science historique allemande en RDA." Allemagne aujourd'hui 169 (2004): 99-115.

SABROW, Martin / JESSEN, Ralph / GROSSE KRACHT, Klaus (dir.). *Zeitgeschichte als Streitgeschichte: grosse Kontroversen nach 1945*. München: C. H. Beck, 2003, 378 p.

SAGI, Nana. *Wiedergutmachung für Israel: die deutschen Zahlungen und Leistungen*. Stuttgart: Seewald, 1981, 261 p.

SANDER, Elke / JOHR, Barbara (dir.). *BeFreier und BeFreite: Krieg, Vergewaltigungen, Kinder*. München: Kunstmann, 1992, 227 p.

SANDL, Marcus. Historizität der Erinnerung/Reflexivität des Historischen : die Herausforderung der Geschichtswissenschaft durch die kulturwissenschaftliche Gedächtnisforschung. *In* OESTERLE, Günther / REULECKE, Jürgen (dir.). *Theorie der Erinnerung*. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 2005, pp.89-119.

SANSON, Pascal (dir.). *Le paysage urbain : représentation, significations, communication*. Paris: L'Harmattan, 2007, 367 p.

SAROTTE, Mary Elise. "Vor 25 Jahren : Verhandlungen über den Grundlagenvertrag." Deutschland Archiv 30.6 (1997): 901-911.

SAUSSURE, Ferdinand de. *Cours de linguistique générale*. Paris: Payot, 1955, 331 p.

SCHACHT, Ulrich / SCHWILK, Heimo (dir.). *Die selbstbewusste Nation : "Anschwellender Bockgesang" und weitere Beiträge zu einer deutschen Debatte*. Frankfurt a/M: Ullstein, 1994, 470 p.

SCHACHT, Ulrich / SCHWILK, Heimo. *Für eine Berliner Republik: Streitschriften, Reden, Essays nach 1989*. München: Langen Müller, 1997, 256 p.

SCHEDIWY, Dagmar. *Sommermärchen im Blätterwald : die Fussball-WM 2006 im Spiegel der Presse*. Marburg: Tectum-Verlag, 2008, 133 p.

SCHEFF, Thomas J. On the concepts of identity and social relationships. *In* SHIBUTANI, Tamotsu (dir.). *Human nature and and collective behaviour*. Englewood Cliffs (NJ): Prentice-Hall, 1970, pp. 193-207.

SCHELSKY, Helmut. *Der Mensch in der wissenschaftlichen Zivilisation*. Köln: Westdeutscher Verlag, 1961, 68 p.

SCHELSKY, Helmut. Die Bedeutung des Schichtungsbegriffs für die Analyse der gegenwärtigen deutschen Gesellschaft (1953). *In* SCHELSKY, Helmut (dir.). *Auf der Suche nach der Wirklichkeit: gesammelte Aufsätze*. Düsseldorf: Diederichs, 1965, pp. 331-336.

SCHENK, Frithjof B. "Mental maps : die Konstruktion von geographischen Räumen in Europa seit der Aufklärung." Geschichte und Gesellschaft 28 (2002): 493-514.

SCHIEDER, Theodor (dir.). *Dokumentation der Vertreibung der Deutschen aus Ost- und Mitteleuropa (8 tomes)*. München: DTV, 2004 (1954).

SCHILDT, Axel. *Rebellion und Reform : die Bundesrepublik der Sechzigerjahre*. Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung, 2005, 161 p.

SCHILDT, Axel. *Max Brauer*. Hamburg: Ellert & Richter, 2014, 144 p.

SCHILDT, Axel Der Umgang mit der NS-Vergangenheit in der Öffentlichkeit der Nachkriegszeit. *In* LOTH, Wilfried / RUSINEK, Bernd A. (dir.). *Verwandlungspolitik : NS-Eliten in der westdeutschen Nachkriegsgesellschaft*. Frankfurt a/M: Campus Verlag, 1998, pp. 19-54.

SCHILDT, Axel Die Eltern auf der Anklagebank? Thematisierung der NS-Vergangenheit im Generationenkonflikt der 1960er Jahre. *In* CORNELISSEN, Christoph / KLINKHAMMER,

Lutz / SCHWENTKER, Wolfgang (dir.). *Erinnerungskulturen: Deutschland, Italien und Japan seit 1945*. Frankfurt a/M: Fischer, 2003, pp. 317-332.

SCHILDT, Axel / SIEGFRIED, Detlef. *Deutsche Kulturgeschichte. Die Bundesrepublik - 1945 bis zur Gegenwart*. München: Carl Hanser Verlag, 2009, 695 p.

SCHILDT, Gerhard. *Aufbruch aus der Behaglichkeit: Deutschland im Biedermeier, 1815-1847*. Braunschweig: Westermann, 1989, 368 p.

SCHIRRMACHER, Frank (dir.). *Die Walser-Bubis-Debatte*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1999, 688 p.

SCHLUSCHE, Günter. "Die Parlaments- und Regierungsbauten des Bundes im Kontext der Berliner Stadtentwicklung." Aus Politik und Zeitgeschichte 34-35 (2001): 16-24.

SCHMID, Harald. "Die 'Stunde der Wahrheit' und ihre Voraussetzungen: zum geschichtskulturellen Wirkungskontext von 'Holocaust'." Historical Social Research 30.4 (2005): 18-28.

SCHMID, Harald. "Systemwechsel und Geschichtsbild : zur Debatte um die 'doppelte Vergangenheitsbewältigung' von NS- und SED-Vergangenheit." Deutschland-Archiv 38.2 (2005): 290-297.

SCHMIDT, Helmut. "Bundesdeutsches Nationalsbewusstsein? ." Hochland 60 (1967): 558-562.

SCHMIDT, Walter. "Geschichtswissenschaft und Geschichtsbewusstsein." Zeitschrift für Geschichtswissenschaft 15 (1967): 205-223.

SCHMIDT, Walter. "Nationalgeschichte der DDR und das territorialstaatliche historische Erbe." Zeitschrift für Geschichtswissenschaft 29.5 (1981): 399-404.

SCHMIDT, Walter. Das Erbe- und Traditionsverständnis in der Geschichte der DDR. *In* MEIER, Helmut / SCHMIDT, Walter (dir.). *Erbe und Tradition in der DDR : die Diskussion der Historiker*. Köln: Pahl-Rugenstein, 1989, pp. 388-414.

SCHMITT, Carl. *Glossarium: Aufzeichnungen aus den Jahren 1947 bis 1958*. Berlin: Duncker & Humblot, 1991, XIV, 557 p.

SCHNEIDER, Bernhard. *Daniel Libeskind : Jüdisches Museum Berlin*. München: Prestel, 2001, 64 p.

SCHNEIDER, Christoph. Der Warschauer Kniefall: zur Geschichte einer Charismatisierung. *In* GIESEN, Bernhard / SCHNEIDER, Christophe (dir.). *Tätertrauma. Nationale Erinnerung im öffentlichen Diskurs*. Konstanz: UVK Verlags-Gesellschaft, 2004, pp. 195-235.

SCHNEIDER, Christoph. *Der Warschauer Kniefall: Ritual, Ereignis und Erzählung*. Konstanz: UVK Verlags-Gesellschaft, 2006, 331 p.

SCHNEIDER, Michael "'Volkspädagogik' von rechts: Ernst Nolte, die Bemühungen um die 'Historisierung' des Nationalsozialismus und die 'selbstbewusste Nation'." Archiv für Sozialgeschichte XXXV (1995): 532-581.

SCHNEIDER, Ulrich. *1945 - ein neuer Anfang : was die Nazigegner damals wollten*. Frankfurt a/M: Landesausschuss der VVN-BdA Hessen, 1995, 59 p.

SCHNEIDER, Wolfgang Ludwig. Brandts Kniefall in Warschau. Politische und ikonographische Bedeutungsaspekte. *In* GIESEN, Bernhard / SCHNEIDER, Christophe (dir.). *Tätertrauma. Nationale Erinnerung im öffentlichen Diskurs*. Konstanz: UVK Verlags-Gesellschaft, 2004, pp. 157-194.

SCHOENBERNER, Gerhard. "Der Prozess Eichmann und die Folgen." Frankfurter Hefte 16 (1961): 433-440.

SCHOEPS, Julius Hans / AUGSTEIN, Rudolf. *Ein Volk von Mördern? : die Dokumentation zur Goldhagen-Kontroverse um die Rolle der Deutschen im Holocaust*. Hamburg: Hoffmann und Campe, 1996, 252 p.

SCHÖLLGEN, Gregor. "Griff nach der Weltmacht? 25 Jahre Fischer-Kontroverse." Historisches Jahrbuch 106 (1986): 386-406.

SCHÖLLGEN, Gregor. *Die Aussenpolitik der Bundesrepublik Deutschland : von Anfängen bis zur Gegenwart*. München: C.H. Beck, 2001, 249 p.

SCHOLTYSECK, Joachim. *Die Aussenpolitik der DDR*. München: Oldenbourg, 2003, XII-176 p.

SCHÖNHOVEN, Klaus. *Geschichtspolitik : über den öffentlichen Umgang mit Geschichte und Erinnerung*. Bonn: Friedrich-Ebert-Stiftung, 2003, 24 p.

SCHÖPS, Joachim. *Die Spiegel-Affäre des Franz Josef Strauss*. Reinbek bei Hamburg: Rowohlt, 1983, 223 p.

SCHÖRKEN, Rolf. *Niederlage als Generationserfahrung: Jugendliche nach dem Zusammenbruch der NS-Herrschaft*. Weinheim: Juventa-Verlag, 1984, 190 p.

SCHREIBER, Mathias. Selbstdarstellung der Bundesrepublik Deutschland : Repräsentation des Staates in Bauten und Gedenkstätten. *In* GAUGER, Jörg-Dieter / STAGL, Justin (dir.). *Staatsrepräsentation*. Berlin: Reimer, 1992, pp. 191-203.

SCHREIBER, Mathias. "Neue Rechte am Bau ?" *Der Spiegel* 45 (1995).

SCHRÖDER, Gerhard. ""Eine offene Republik". Ein ZEIT-Gespräch mit Bundeskanzler Gerhard Schröder über das geplante Holocaust-Mahnmal, die Folgen der Walser-Bubis-Debatte und den Wiederaufbau des Berliner Schlosses." *Die Zeit* 6 (1999).

SCHRÜTRUMPF, Jörn. 'Besprechungen zwischen VVN-Kameraden ... dürfen nicht mehr stattfinden' : Antifaschismus in der DDR. *In* VORSTEHER, Dieter (dir.). *Parteiauftrag : ein neues Deutschland - Bilder, Rituale und Symbole der frühen DDR*. München: Koehler und Amelang, 1997, pp. 142-152.

SCHUBARTH, Wilfried. "Verordneter Antifaschismus und die Folgen : das Dilemma antifaschistischer Erziehung am Ende der DDR." Aus Politik und Zeitgeschichte 9 (1991): 3-16.

SCHUG, Alexander (dir.). *Palast der Republik : politischer Diskurs und private Erinnerung*. Berlin: Berliner Wissenschafts-Verlag, 2007, 395 p.

SCHULTES, Axel. "Ich will einen Ort des Gleichgewichts." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 29.06.1995.

SCHULZE, Gerhard. *Die Erlebnisgesellschaft : Kultursoziologie der Gegenwart*. Frankfurt a/M: Campus, 2000, 765 p.

SCHULZE, Winfried. *Deutsche Geschichtswissenschaft nach 1945*. München: Oldenbourg, 1993, IX-366 p.

SCHÜTT, Siegfried. *Theodor Oberländer: eine dokumentarische Untersuchung*. München: Langen Müller, 1995, 229 p.

SCHÜTZ, Sigrid. "Rituale in der politische Kultur der DDR: das Beispiel der Jugendweihe." Horch und Guck. Zeitschrift zur kritischen Aufarbeitung der SED-Diktatur 56 (2006): 21-24.

SCHWABE, Astrid. Geschichtsfernsehen im ZDF. *In* FISCHER, Torben / LORENZ, Matthias N. (dir.). *Lexikon der "Vergangenheitsbewältigung" in Deutschland: Debatten- und Diskursgeschichte des Nationalsozialismus nach 1945*. Bielefeld: transcript, 2007, pp. 341-344.

SCHWARTZ, Hans-Peter. *Vom Reich zur Bundesrepublik : Deutschland im Widerstreit der aussenpolitischen Konzeptionen in den Jahren der Besatzungsherrschaft 1945-1949*. Stuttgart: Klett-Cotta, 1980, LXXX-910 p.

SCHWARZ, Walter (dir.). *Die Wiedergutmachung nationalsozialistischen Unrechts durch die Bundesrepublik Deutschland (7 tômes)*. München: C. H. Beck, 1974-2000.

SCHWEIGLER, Gebhard. *Nationalbewusstsein in der BRD und der DDR*. Düsseldorf: Bertelsmann, 1974, 235 p.

SCHWILK, Heimo. Von der Bonner zur Berliner Republik : Plädoyer für eine nationale Wende in Deutschland. *In* SCHACHT, Ulrich / SCHILK, Heimo (dir.). *Für eine Berliner Republik : Streitschriften, Reden, Essays nach 1989*. München: Langen Müller, 1997, pp. 224-250.

SCHWILK, Heimo. *Ernst Jünger : ein Jahrhundertleben*. München: Piper, 2007, 560 p.

SEDLACZEK, Dietmar (dir.). *"Minderwertig" und "asozial": Stationen der Verfolgung gesellschaftlicher Aussenseiter*. Zürich: Chronos, 2005, 197 p.

SEIDEL, Eberhard. "Die Jahrhundertreform: von der doppelten Staatsbürgerschaft zum Einwanderungsgesetz." Blätter für deutsche und internationale Politik 44.8 (1999): 968-974.

SEITZ, Norbert. "Was symbolisiert das 'Wunder von Bern'?" Aus Politik und Zeitgeschichte 26 (2004): 3-6.

SENFFT, Heinrich. *Kein Abschied von Hitler: ein Blick hinter die Fassaden des "Historikerstreits"* Hamburg: Hamburger Stiftung für Sozialgeschichte des 20. Jahrhunderts, 1990, 145 p.

SEUFERT, Michael. *Der Skandal um die Hitler-Tagebücher*. Frankfurt a/M: Scherz, 2008, 319 p.

SEWING, Werner. "Berlinische Architektur : von Berlin nach Neuteutonia." Arch+ 122 (1994): 60-69.

SFENDONI-MENTZOU, Demetra. "Towards a potential-pragmatic account of Peirce's theory of truth." Transactions of the Charles S. Peirce Society 27.1 (1991): 27-77.

SHIRER, William L. *Les années du cauchemar : 1934-1945. Mémoires d'une vie plongée dans son temps*. Paris: Plon, 1984, 449 p.

SHORT, John Rennie. *Global metropolitan : globalizing cities in a capitalist world*. New York: Routledge, 2004, VIII-146 p.

SHOUMATOFF, Alex. *The mountain of names : a history of the human family*. New York: Simon and Schuster, 1985, 318 p.

SHULTZ, George Pratt. "Bitburg." Blätter für deutsche und internationale Politik 6 (1994): pp. 707-723.

SIEBENBRODT, Michael / SCHRÖBER, Lutz. *Bauhaus*. New York: Parkstone-International, 2012, 256 p.

SIEDLER, Joachim. *'Holocaust' in der deutschen Presse : eine Inhalts- und Verlaufsanalyse am Beispiel ausgewählter Printmedien*. Münster: Lit-Verlag, 1984, 316 p.

SIEFERLE, Rolf Peter. *Die Konservative Revolution : fünf biographische Skizzen*. Frankfurt a/M: Fischer, 1995, 250 p.

SIEMONS, Mark. "Die Wiederkehr des Unerwünschten: Restauration - die vielen Gesichter eines Mythos." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 10.01.1987.

SIMON, Christian. *Historiographie: eine Einführung*. Stuttgart: Hohenheim, 1996, 320 p.

SMITH, Arthur L. *Heimkehr aus dem Zweiten Weltkrieg: die Entlassung der deutschen Kriegsgefangenen*. Stuttgart: DVA, 1985, 204 p.

SOBOLEVA, Maja. "Zur philosophischen Hermeneutik Ernst Cassirers." Phänomenologische Forschungen 1/2 (2001): 281-294.

SOLCHANY, Jean. *Comprendre le nazisme dans l'Allemagne des années zéro 1945-1949*. Paris: PUF, 1997, 352 p.

SOMOGYI, Eva. Budapest als Hauptstadt Ungarns. *In* HEPPNER, Harald (dir.). *Hauptstädte in Südosteuropa : Geschichte, Funktion, nationale Symbolkraft*. Köln: Böhlau, 1994, pp. 29-36.

SONNEMANN, Ulrich. *Das Land der unbegrenzten Zumutbarkeiten : deutsche Reflexionen*. Reinbek bei Hamburg: Rowohlt, 1963, 295 p.

SPEER, Albert. *Spandauer Tagebücher*. Frankfurt a/M: Propyläen, 1975, 671 p.

SPEICHER, Stephan. "Zarte Reize." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 24.10.1994.

SPENGLER, Oswald. *Der Untergang des Abendlandes : Umrisse einer Morphologie der Weltgeschichte*. München: C. H. Beck, 1998 (1923), XVI-1271 p.

SPETH, Rudolf. Der Reichstag als politisches Kollektivsymbol : Anmerkungen zum deutschen Nationalmythos. *In* ANSGAR, Klein (dir.). *Kunst, Symbolik, Politik : die Reichstagsverhüllung als Denkanstoss*. Opladen: Leske und Budrich, 1995, pp. 271-282.

Stadtverwaltung, Bitburg (dir.). *Der Besuch: Dokumentation über den Besuch des amerikanischen Präsidenten Ronald W. Reagan und des deutschen Bundeskanzlers Dr. Helmut Kohl am 5. Mai 1985 in Bitburg*. Bitburg: Stadtverwaltung Bitburg, 1986, 56 p.

STÄHELI, Urs. *Poststrukturalistische Soziologien*. Bielefeld: Transcript-Verlag, 2000, 87 p.

STALINE, Iosif V. *Le marxisme et la question nationale*. Moscou: Ed. en langues étrangères, 1946 (1913), 81 p.

STEIN, Maurice R. / VIDICH, Arthur J. / WHITE, David M. (dir.). *Identity and anxiety : survival of the person in mass society*. Glencoe (Ill.): The Free Press of Glencoe, 1960, 685 p.

STEINBACH, Peter. Nationalsozialistische Gewaltverbrechen in der deutschen Öffentlichkeit: einige Bemerkungen, Fragen und Akzente. *In* WEBER, Jürgen / STEINBACH, Peter (dir.). *Vergangenheitsbewältigung durch Strafverfahren ? : NS-Prozesse in der Bundesrepublik Deutschland*. München: Olzog, 1984, pp. 13-39.

STEINBACH, Peter *Nationalsozialistische Gewaltverbrechen: die Diskussion in der deutschen Öffentlichkeit nach 1945*. Berlin: Colloquium Verlag, 1981, 108 p.

STEINBACH, Peter "Wider das Vergessen und Verdrängen: die Ludwigsburger Zentrale Stelle und die deutsche Vergangenheitsbewältigung." Universitas. Orientierung in der Wissenswelt 55.653 (2000): 1051-1068.

STEININGER, Rolf. *Deutsche Geschichte 1945-1961: Darstellung und Dokumente in zwei Bänden (t. 1)*. Frankfurt a.M.: Fischer, 1990, 276 p.

STEININGER, Rolf. *Deutsche Geschichte: Darstellung und Geschichte in vier Bänden (t. 1: 1945-1947)*. Frankfurt a.M.: Fischer, 2002, 390 p.

STELLA, Franco. *Das neue Berliner Schloss : der Entwurf von Franco Stella*. Berlin: Nicolaische Verlagsbuchhandlung, 2009, 144 p.

STERN, Frank. *Im Anfang war Auschwitz: Antisemitismus und Philosemitismus im deutschen Nachkrieg*. Gerlingen: Bleicher Verlag, 1991, 388 p.

STERN, Frank. The historic triangle; occupiers, Germans and Jews. *In* MOELLER, Robert G. (dir.). *West Germany under construction. Politics, society and culture in the Adenauer Era*. Ann Arbor: University of Michigan Press, 1997, pp. 199-230.

STERN, Frank "Ein freundlich aufgenähter Davidstern": Antisemitismus und Philosemitismus in der politischen Kultur der 50er Jahre. *In* SCHILDT, Axel/SYWOTTEK, Arnold (dir.). *Modernisierung im Wiederaufbau : die westdeutsche Gesellschaft der 50er Jahre*. Bonn: Dietz, 1998, pp. 717-732.

STERN, Fritz. *The politics of cultural despair: a study in the rise of the German ideology*. Berkeley: University of California Press, 1961, XXX-397 p.

STERNBERGER, Dolf Verfassungspatriotismus. *In* STERNBERGER, Dolf (dir.). *Verfassungspatriotismus. Schriften X*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1990, pp. 12-16.

STIBBE, Matthew. "The Fischer controversy over German war aims in the First World War and its reception by East German historians, 1961-1989." The Historical Journal 46 (2003): 649-668.

STÖBE, Sylvia. "Chaos und Ordnung : Extrempositionen der modernen Planungstheorie des 20. Jahrhunderts am Beispiel des Berliner Architekturstreits (communication à l'Université de Hildesheim du 07.05.2003)." www.uni-kassel.de/fb13/stoebe/Hildesheim.pdf (consulté le: 23.05.2010).

STÖLZL, Christoph (dir.). *Deutsches Historisches Museum: Ideen - Kontroversen - Perspektiven*. Frankfurt a/M: Propyläen, 1988, 703 p.

STÖTZEL, Georg/WENGELER, Martin. *Kontroverse Begriffe : Geschichte des öffentlichen Sprachgebrauchs in der Bundesrepublik Deutschland*. Berlin: De Gruyter, 1995, VIII-852 p.

STRAUSS, Franz-Josef. *Entwurf für Europa*. Stuttgart, 1966.

STREISAND, Joachim. "Geschichtsbild - Geschichtsbewusstsein - Geschichtswissenschaft : ihre Wechselbeziehung und ihre Bedeutung für die Entwicklung des sozialistischen Bewusstseins." Zeitschrift für Geschichtswissenschaft 15.822-833 (1967).

STREMMEL, Ralf. *Modell und Moloch : Berlin in der Wahrnehmung deutscher Politiker vom Ende des 19. Jahrhunderts bis zum Zweiten Weltkrieg*. Bonn: Bouvier, 1990, 380 p.

STÜRMER, Michael. Deutsche Identität: auf der Suche nach der verlorenen Nationalgeschichte. *In* STÜRMER, Michael (dir.). *Dissonanzen der Geschichte: Essays über Geschichte und Politik in Deutschland*. München: Piper, 1986, pp. 201-209.

STÜRMER, Michael. Geschichte in einem geschichtslosem Land (*Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 25.04.1986). *In* PIPER, Ernst Reinhard (dir.). *"Historikerstreit": die Dokumentation der Kontroverse um die Einzigartigkeit der nationalsozialistischen Judenvernichtung*. München: Piper, 1987, pp. 36-38.

STÜRMER, Michael. Die Republik auf der Suche nach Staat und Stil. *In* ERMISCH, Günter (dir.). *Wanderungen durch die Kulturpolitik : Festschrift für Sieghardt von Köckritz*. Berlin: Nicolai, 1992, pp. 15-21.

SULLIVAN, Louis. "The tall office buildings artistically reconsidered." Lippinscott's Magazine Mars (1896).

SÜSS, Walter. "Zur Wahrnehmung und Interpretation des Rechtextremismus in der DDR durch das MfS." Deutschland Archiv 26.4 (1993): 388-406.

SÜSS, Werner. Die Bundesrepublik und das Politikum der Hauptstadtfrage Berlin - zwischen östlicher Lage und nationalem Symbol. *In* SÜSS, Werner / RYTLEWSKI (dir.). *Berlin : die Hauptstadt - Vergangenheit und Zukunft einer europäischen Metropole*. Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung, 1999, pp. 194-233.

SÜSS, Werner/RYTLEWSKI, Ralf (dir.). *Berlin : die Hauptstadt - Vergangenheit und Zukunft einer europäischen Metropole*. Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung, 1999, 911 p.

SYWOTTEK, Arnold. Die Fischer-Kontroverse. *In* GEISS, Imanuel/WENDT, Bernd-Jürgen (dir.). *Deutschland in der Weltpolitik des 19. und 20. Jahrhunderts*. Düsseldorf: Bertelsmann Universitätsverlag, 1973, pp. 19-74.

SYWOTTEK, Arnold. Tabuisierung und Anpassung in Ost und West: Bemerkungen zur deutschen Geschichte nach 1945. *In* KOEBNER, Thomas (dir.). *Deutschland nach Hitler: Zukunftspläne im Exil und aus der Besatzungszeit*. Opladen Westdeutscher Verlag, 1987, pp. 229-260.

TAGUIEFF, Pierre-André. *La force du préjugé : essai sur le racisme et ses doubles*. Paris: Gallimard, 1992, 644 p.

TAI, Hue Tam Ho. "Remembered realms : Pierre Nora and French national memory." American Historical Review 106.3 (2001): 906-922.

TAYLOR, Alan J. P. *The course of German history: a survey of the development of Germany since 1815*. New York: Coward McCann, 1945, 230 p.

TAYLOR, Charles. The politics of recognition. *In* GUTMAN, Amy (dir.). *Multiculturalism : examining the politics of recognition*. Princeton: Princeton University Press, 1994, pp. 25-73.

TELTSCHIK, Horst. Eine andere Politik, ein anderer politischer Stil. *In* REITZ, Ulrich/SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 18-22.

TEMPEL, Gudrun. *Deutschland ? Aber wo liegt es ? Wiederbegegnungen mit einem Vaterland*. Reinbek bei Hamburg: Rowohlt, 1962, 152 p.

THIELE, Hans-Günther (dir.). *Die Wehrmachtsausstellung: Dokumentation einer Kontroverse*. Bremen: Ed. Themmen, 1997, 224 p.

THIESSE, Anne-Marie. *La création des identités nationales: Europe XVIIIe-XXe siècle*. Paris: Seuil, 2001, 311 p.

THOREZ, Julien. "Le développement de la nouvelle capitale du Kazakhstan, Astana / Nur-Sultan (1998-2018)." Cyberego (2019).

TIMM, Angelika. "DDR-Israel: Anatomie eines gestörten Verhältnisses." Aus Politik und Zeitgeschichte 4 (1993): 46-54.

TIMM, Angelika. *"Alles umsonst?" Verhandlungen zwischen der Claims Conference und der DDR über "Wiedergutmachung" und Entschädigung (hefte zur DDR-Geschichte 32)*. Berlin: Gesellschaftswissenschaftliches Forum, 1996, 54 p.

TIMM, Angelika. *Hammer, Zirkel, Davidstern: das gestörte Verhältnis der DDR zu Zionismus und Staat Israel*. Bonn: Bouvier, 1997, 614 p.

TITSCHER, Stefan. *Methoden der Textanalyse*. Opladen: Westdeutscher Verlag, 1998, 376 p.

TÖNNESMANN, Andreas. Bundesrepublik Deutschland und DDR : ihre Staatsbauten in der Konkurrenz der Systeme. *In* KIER, Hiltrud (dir.). *Städtebau und Staatsbau im 20. Jahrhundert*. München: Deutscher Kunstverlag, 1996, pp. 193-212.

TROMMLER, Frank. "Deutschlands Sieg oder Untergang": Perspektiven aus dem Dritten Reich auf die Nachkriegsentwicklung. *In* KOEBNER, Thomas / SAUTERMEISTER, Gert / SCHNEIDER, Sigrid (dir.). *Deutschland nach Hitler: Zukunftspläne im Exil und aus der Besatzungszeit 1939-1949*. Opladen: Westdeutscher Verlag, 1987, pp. 214-228.

UEDA, Reed. "American national identity and race in immigrant generations : reconsidering Hansen's 'law'." Journal of Interdisciplinary History XXII.3 (1992): 483-491.

ULBRICHT, Walter. Warum Nationale Front des demokratischen Deutschland? Aus dem Referat auf der Parteiarbeiterkonferenz der SED Gross-Berlin, 17. Mai 1949. *In* ULBRICHT, Walter (dir.). *Zur Geschichte der Arbeiterbewegung: Aus Reden und Aufsätzen. Vol. 3, 1946-1950*. Berlin: Dietz Verlag, 1954, pp. 488-509.

ULBRICHT, Walter. Warum Nationale Front des demokratischen Deutschlands? Aus dem Referat auf der Parteikonferenz der SED Gross-Berlin, 17. Mai 1949. *In* ULBRICHT, Walter (dir.). *Zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung. Aus Reden und Aufsätzen*. Berlin (Ost): Dietz, 1954, p. 491.

ULLRICH, Volker. "Die Deutschen - Hitlers willige Mordgesellen : ein Buch provoziert einen neuen Historikerstreit." *Die Zeit* 16 (1996).

UNGERS, Oswald M. *Deutsche Botschaft in Washington : Neubau der Residenz* Stuttgart: Hatje, 1995, 75 p.

Untersuchungsausschuss Freiheitlicher Juristen, UFJ. *Ehemalige Nationalsozialisten in Pankows Diensten*. Berlin, 1958-1965, 40 p. (1958), 64 p. (1959), 103 p. (1960), 115 p. (1962), 101 p. (1965).

UTARD, Jean-Michel. L'analyse de discours, entre méthode et discipline. *In* RINGOOT, Roselyne / ROBERT-DEMONTROND, Philippe (dir.). *L'anaylyse de discours*. Rennes: Editions Apogée, 2004, pp. 23-52.

VAN DIJK, Teun A. (dir.). *Discourse as social interaction. Discourse studies : a multidisciplinary introduction*. London: Sage, 1997, 33- p.

VAN DIJK, Teun A. The study of discourse. *In* VAN DIJK, Teun A. (dir.). *Discourse as structure and process*. London: Sage, 1997, pp. 1-34.

VAN DIJK, Teun A. *Ideology : a multidisciplinary approach*. London: Sage, 1998, X-374 p.

VASIL'EV, Aleksej. *Russian policy in the Middle East : from messianism to pragmatism*. Reading: Ithaca Press, 1993, XIII-384 p.

VDS. *Erziehungswesen und Judentum: die Darstellung des Judentums in der Lehrerbildung und im Schulunterricht*. München: Ner-Tamid Verlag, 1960, 154 p.

VERMEIL, Edmond. *L'Allemagne. Essai d'explication*. Paris: Gallimard, 1940, 331 p.

VIENOT, Pierre. *Incertitudes allemandes : la crise de la civilisation bourgeoise en Allemagne*. Paris: Valois, 1931, 166 p.

VOGEL, Jakob. Militärfeiern in Deutschland und Frankreich als Rituale der Nation (1871-1914). *In* FRANCOIS, Etienne / SIEGRIST, Hannes / VOGEL, Jakob (dir.). *Nation und Emotion*. Göttingen: Vandenhoeck und Ruprecht, 1995, pp. 199-214.

VOGEL, Rolf. *Die gleiche Sprache, erst für Hitler, jetzt für Ulbricht (Pressekonferenz von Simon Wiesenthal am 06.09.1968 in Wien)*. Bonn, 1968, 67 p.

VOGEL-KLEIN, Ruth. Holocaustmahnmale in Deutschland: verschiedene Arten, der deutschen Vergangenheit zu gedenken. *In* SAINT SAUVEUR-HENN, Anne / MUYLAERT, Marc (dir.). *Alte und neue Identitäten im heutigen Deutschland*. Leipzig: Leipziger Universitätsverlag, 1999, pp. 41-49.

VOGLER, Günter. Luther oder Müntzer ? Die Rolle frühneuzeitlicher Gestalten für die Identitätsstiftung der DDR. *In* GEHRKE, Hans-Joachim (dir.). *Geschichtsbilder und Gründungsmythen*. Würzburg: Ergon-Verlag, 2001, pp. 417-436.

VOIGT, Sebastian. "Das Verhältnis der DDR zu Israel." http://www.bpb.de/themen/XEBFIJ.html (consulté le: 16.02.3009).

VOLKMANN, Hans-Erich (dir.). *Das Russlandbild im Dritten Reich*. Köln: Böhlau, 1994, VI-466 p.

VOLLNHALS, Clemens. Zwischen Verdrängung und Aufklärung: die Auseinanderseztung mit dem Holocaust in der frühen Bundesrepublik. *In* BÜTTNER, Ursula (dir.). *Die Deutschen und die Judenverfolgung im Dritten Reich*. Frankfurt a/M: Fischer, 1992, pp. 381-423.

WACHS, Philipp-Christian. *Der Fall Theodor Oberländer (1905-1998): ein Lehrstück deutscher Geschichte*. Frankfurt a/M: Campus-Verlag, 2000, 533 p.

WALSER, Martin *Erfahrungen beim Verfassen einer Sonntagsrede. Rede anlässlich der Verleihung des Friedenspreises des Deutschen Buchhandels*. Frankfurt a/M: Suhkamp, 1998, 50 p.

WARD, Stephen V. *Selling places : the marketing and promotion of towns and cities 1850-2000*. London: Spon, 1998, IX-269 p.

WARREN, Roger P. *Who speaks for the negro ?* New York: Random House, 1965, 454 p.

WEBER, Hermann. Schauprozess-Vorbereitungen in der DDR. *In* WEBER, Hermann (dir.). *Kommunisten verfolgen Kommunisten : stalinistischer Terror und "Säuberungen" in den*

Kommunistischen Parteien Europas seit den dreissiger Jahren. Berlin: Akademie-Verlag, 1993, pp. 436-449.
WEBER, Hermann. *Geschichte der DDR*. München: DTV, 1999, 398 p.
WEBER, Hermann. *Die DDR 1945-1990*. München: Oldenbourg, 2006, IX-355 p.
WEBER, Jürgen / STEINBACH, Peter (dir.). *Vergangenheitsbewältigung durch Strafverfahren ? NS-Prozesse in der Bundesrepublik Deutschland*. München: Olzog, 1984, 221 p.
WEBER, Petra. *Carlo Schmid 1896)1979: eine Biographie*. München: Beck, 1996, 963 p.
WEFING, Heinrich. "Das Parlament mit dem gläsernen Herzen." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 04.10.1993.
WEFING, Heinrich. Abschied vom Glashaus. *In* WEFING, Heinrich (dir.). *Dem deutschen Volke : der Bundestag im Berliner Reichstagsgebäude*. Bonn: Bouvier, 1999, pp. 138-161.
WEFING, Heinrich. Abschied vom Glashaus : die architektonische Selbstdarstellung der Bundesrepublik im Wandel. *In* WEFING, Heinrich (dir.). *Dem deutschen Volke : der Bundestag im Berliner Reichstagsgebäude*. Bonn: Bouvier, 1999, pp. 138-161.
WEFING, Heinrich. "Republikanische Lockerungsübungen : der Umzug nach Berlin und das Ende der Angst vor der Baugeschichte." Aus Politik und Zeitgeschichte 32-33 (1999): 25-30.
WEHLER, Hans-Ulrich. *Das Deutsche Kaiserreich: 1871-1918*. Göttingen: Vandenhoeck und Ruprecht, 1973, 272 p.
WEHLER, Hans-Ulrich. *Historische Sozialwissenschaft und Geschichtsschreibung: Studien zu Aufgaben und Traditionen deutscher Geschichtswissenschaft*. Göttingen: Vandenhoeck und Ruprecht, 1980, 409 p.
WEHLER, Hans-Ulrich. "Geschichte von unten gesehen: wie bei der Suche nach Authentischem Engagement mit Methodik verwechselt wird." *Die Zeit* 19 (1985).
WEHLER, Hans-Ulrich. *Entsorgung der deutschen Vergangenheit? Ein polemischer Essay zum "Historikerstreit"*. München: C.H. Beck, 1988, 249 p.
WEHLER, Hans-Ulrich. Diktaturenvergleich, Totalitarismustheorie und DDR-Geschichte. *In* BAUERNKÄMPFER, Arnd / SABROW, Martin / STÖVER, Bernd (dir.). *Doppelte Zeitgeschichte : deutsch-deutsche Beziehungen 1945-1990*. Bonn: Dietz, 1998, pp. 346-352.
WEHLER, Hans-Ulrich. "Bravourös bewältig. Interview mit Hans-Ulrich Wehler." *Welt am Sonntag* du 08.05.2005.
WEHLER, Hans-Ulrich. *Deutsche Gesellschaftsgeschichte (5 tomes)*. München: C.H. Beck, 2008.
WEHLER, Hans-Ulrich Unburdening the German past? : a preliminary assessment. *In* BALDWIN, Peter (dir.). *Reworking the past: Hitler, the Holocaust and the historians' debate*. Boston: Beacon Press, 1990, pp. 214-223.
WEIS, Otto Jörg. "Modellhauptstadt oder Wie hätten es die Deutschen denn nun gern ?" *Frankfurter Rundschau* du 19.03.1993.
WEISS, Peter. *Die Ermittlung: Oratorium in 11 Gesängen*. Frankfurt a/M: Suhrkamp, 1991, 232 p.
WEIZSÄCKER, Richard von. "Der 8. Mai 1945 - 40 Jahre danach (discours du Président de la République fédérale à l'occasion du 40ème anniversaire du 8 mai 1945)." http://www.bundestag.de/geschichte/parlhist/dokumente/dok08.html (consulté le: 15.03.2008).
WEIZSÄCKER, Richard von. *Drei Mal Stunde Null? 1949, 1969, 1989. Deutschlands europäische Zukunft*. Berlin: Siedler, 2001, 223 p.
WELFING, Heinrich. "Für die relative Ewigkeit." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 16.10.1998.
WELFING, Heinrich. "Unter der Glashaube." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 19.04.1999.
WELZER, Harald. Der Holocaust im deutschen Familiengedächtnis. *In* KNIGGE, Volkhard / FREI, Norbert (dir.). *Verbrechen Erinnern : die Auseinandersetzung mit Holocaust und Völkermord*. München: Beck, 2002, pp. 342-358.
WELZER, Harald. "Weitgehend ohne Moral." *Frankfurter Rundschau* du 16.05.2012.
WELZER, Harald / MOLLER, Sabine / TSCHUGGNALL, Karoline. *"Opa war kein Nazi": Nationalsozialismus und Holocaust im Familiengedächtnis*. Frankfurt a/M: Fischer 2002, 249 p.
WENGST, Udo. "Geschichtswissenschaft und 'Vergangenheitsbewältigung' in Deutschland nach 1945 und nach 1989/90." Geschichte in Wissenschaft und Unterricht 46 (1995): 189-205.

WENTKER, Hermann. *Aussenpolitik in engen Grenzen : die DDR im internationalen System, 1949-1989*. München: Oldenbourg, 2007, IX-612 p.
WERKENTIN, Falco. NS-Prozesse und deutsche Öffentlichkeit: Besatzungszeit, frühe Bundesrepublik und DDR. *In* OSTERLOH, Jörg / VOLLNHALS, Clemens (dir.). *NS-Prozesse und deutsche Öffentlichkeit: Besatzungszeit, frühe Bundesrepublik und DDR*. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 2011, pp. 221-232.
WERNICKE, Joachim/SCHWARTZ, Uwe. *Der Koloss von Prora auf Rügen : gestern - heute - morgen*. Königsstein i. Ts.: Langewiesche, 2006, 156 p.
WETTE, Wolfram. Das Russlandbild in der NS-Propaganda: ein Problemaufriss. *In* VOLKMANN, Hans-Erich (dir.). *Das Russlandbild im Dritten Reich*. Köln: Böhlau, 1994, pp. 55-78.
WETTE, Wolfram (dir.). *Filbinger : eine deutsche Karriere*. Springe: zu Klampen, 2006, 191 p.
WETTIG, Gerhard. Berlin vor den Herausforderungen des Kalten Krieges 1945-1989. *In* SÜSS, Werner / RYTLEWSKI, Ralf (dir.). *Berlin: die Hauptstadt - Vergangenheit und Zukunft einer europäischen Metropole*. Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung, 1999, pp. 157-186.
WIARDS, Mathias. *Krise im Realsozialismus : die politische Ökonomie der DDR in den 80er Jahren*. Hamburg: Argument-Verlag, 2001, 267 p.
WIEGAND, Lutz. *Der Lastenausgleich in der Bundesrepublik Deutschland 1949 bis 185*. Frankfurt a/M: Lang, 1992, XII-408 p.
WIEGAND, Wilfried. "Mit der alten Kuppel." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 22.07.1995.
WIEGEL, Gerd. Eine Rede und ihre Folgen: die Debatte zur Walser-Rede. *In* KLOTZ, Johannes / WIEGEL, Gerd (dir.). *Geistige Brandstiftung. Die neue Sprache der Berliner Republik*. Berlin: Aufbau Verlag, 2001, pp. 53-100.
WIEGEL, Gerd. Familiengeschichte vor dem Fernseher. Erinnerte NS-Geschichte in den Dokumentationen Guido Knopps. *In* KLUNDT, Michael (dir.). *Heldenmythos und Opfertaumel. Der Zweite Weltkrieg und seine Folgen im deutschen Geschichtsdiskurs*. Köln: PapyRossa Verlag, 2004, pp. 82-102.
WIEGEL, Gerd. *Brandreden : die AfD im Bundestag*. Köln: PapyRossa Verlag, 2022, 220 p.
WIELGOHLS, Jan. Raddatz, (Albert Hermann) Karl. *In* MÜLLER-ENBERGS, Helmut / WIELGOHS, Jan / HOFFMANN, Dieter (dir.). *Wer war wer in der DDR ? Ein biographisches Lexikon*. Berlin: Links, 2000, pp. 678-679.
WILDEROTTER, Hans (dir.). *Das Haus am Werderschen Markt : von der Reichsbank zum Auswärtigen Amt*. Berlin: Jovis, 2002, 304 p.
WILDT, Michael. *Volk, Volksgemeinschaft, AfD*. Hamburg: Hamburger Edition, 2017.
WILHELM, Karin. "'Demokratie als Bauherr' : Überlegungen zum Charakter der Berliner politischen Repräsentationsbauten." Aus Politik und Zeitgeschichte 34-35 (2001): 7-15.
WILKE, Jürgen. "Die Fernsehserie 'Holocaust' als Medienereignis." Historical Social Research 30.4 (2005): 9-17.
WILKE, Manfred. "Mythos Antifaschismus : die KPD und die Durchsetzung einer 'antifaschistisch-demokratischen Neuordnung' in der SBZ." Vorgänge 1 (2007): 94-102.
WILLIAMS, Glyn. *French discourse analysis : the method of post-structuralism*. London: Routledge, 1999, XI-333 p.
WINKLER, Heinrich August. "Nation - ja, Nationalstaat - nein." *Die Zeit* 8 (1981).
WINKLER, Heinrich August. "Lesarten der Sühne." Der Spiegel 35 (1998): 180-184.
WINKLER, Heinrich August. "Die DDR war vom Anfang bis zum Ende eine Diktatur". http://www.spiegel.de/politik/deutschland/interview-mit-historiker-winkler-die-ddr-war-vom-anfang-bis-zum-ende-eine-diktatur-a-625785.html (consulté le: 20.05.2009).
WINKLER, Heinrich-August. *Der lange Weg nach Westen (vol. 2) : Deutsche Geschichte vom "Dritten Reich" bis zur Wiedervereinigung*. München: C. H. Beck, 2002, 742 p.
WINKLER, Willi. *Die Geschichte der RAF*. Berlin: Rowohlt Verlag, 2005, 527 p.
WINTER, Jay. Notes on the memory boom : war, remembrance and the uses of the past. *In* BELL, Duncan (dir.). *Memory, trauma and world politics : reflections on the relationship between past and present*. Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2006, pp. 54-73.

WINTERS, Peter Jochen. "Das Unfassbare vor Gericht: vor dreissig Jahren endete der Auschwitz-Prozess." *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 19.08.1995.

WIPPERMANN, Wolfgang. *Faschismustheorien : die Entwicklung der Diskussion von den Anfängen bis heute*. Darmstadt: Primus-Verlag, 1997, 127 p.

WIPPERMANN, Wolfgang "Deutsche Katastrophe" oder "Diktatur des Finanzkapitals"? Zur Interpretationsgeschichte des Dritten Reiches im Nachkriegsdeutschland. *In* DENKLER, Horst/PRÜMM, Karl (dir.). *Die deutsche Literatur im Dritten Reich: Themen - Traditionen - Wirkungen*. Stuttgart: Reclam, 1976, pp. 9-43.

WISE, Michael Z. *Capital dilemma : Germany's search for a new architecture of democracy*. New York: Princeton Architectural Press, 1998, 190 p.

WITTICH, Bernd. Initiationen zum Antifaschisten : folgenreicher engagierter Antifaschismus. *In* RAUSCHENBACH, Brigitte (dir.). *Erinnern, Wiederholen, Durcharbeiten : zur Pyschoanalyse deutscher Wenden*. Berlin: Aufbau-Verlag, 1992, pp. 180-188.

WITTKAU, Anette. *Historismus: zur Geschichte des Begriffs und Problems*. Göttingen: Vandenhoeck und Ruprecht, 1994, 237 p.

WODAK, Ruth / DE CILLIA, Rudolf / REISIGL, Martin / LIEBHART, Karin. *The discursive construction of national identity*. Edinburgh: Edinburgh University Press, 1999, 224 p.

WOJAK, Irmtrud. Die Verschmelzung von Geschichte und Kriminologie: historische Gutachten im Frankfurter Auschwitz-Prozess. *In* FREI, Norbert (dir.). *Geschichte vor Gericht: Historiker, Richter und die Suche nach Gerechtigkeit*. München: C. H. Beck, 2000, pp. 29-45.

WOJAK, Irmtrud (dir.). *"Gerichtstag halten über uns selbst..." Geschichte und Wirkung des ersten Frankfurter Auschwitz-Prozesses*. Frankfurt a/M: Campus-Verlag, 2001, 356 p.

WOLF, Christa. *Die Dimension des Autors II : Essays und Aufsätze, Reden und Gespräche 1959-1985*. Berlin: Aufbau-Verlag, 1986, 956 p.

WOLFFSOHN, Michael. Doppelte Vergangenheitsbewältigung. *In* SÜHL, Klaus (dir.). *Vergangenheitsbewältigung 1945 und 1989: ein unmöglicher Vergleich?* Berlin: Volk und Welt, 1994, pp. 37-42.

WOLFFSOHN, Michael. Pfeifen im dunklen Wald. *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berliner Republik. Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 107-109.

WOLFFSOHN, Michael / BRECHENMACHER, Thomas. *Denkmalsturz ? Brandts Kniefall*. München: Olzog, 2005, 178 p.

WOLFRUM, Edgar. *Geschichtspolitik in der Bundesrepublik Deutschland : der Weg zur bundesrepublikanischen Erinnerung 1948-1990*. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1999, 532 p.

WOLFRUM, Edgar. *Geschichte als Waffe : vom Kaiserreich bis zur Wiedervereinigung*. Göttingen: Vandenhoeck und Ruprecht, 2001, 176 p.

WOLFRUM, Edgar. Die beiden Deutschland. *In* KNIGGE, Volkhard / FREI, Norbert (dir.). *Verbrechen erinnern : Die Auseinandersetzung mit Holocaust und Völkermord*. München: C.H. Beck, 2002, pp. 153-169.

WOLFRUM, Edgar. *Die geglückte Demokratie : Geschichte der Bundesrepubik Deutschland von ihren Anfängen bis zur Gegenwart*. Stuttgart: Klett-Cotta, 2006, 694 p.

WOLLE, Stefan. *Die heile Welt der Diktatur : Alltag und Herrschaft in der DDR 1971-1989*. Bonn: Bundeszentrale für politische Bildung, 1998, 423 p.

WOLLE, Stefan. *"Der Traum der Revolte" : die DDR 1968*. Berlin: Ch. Links Verlag, 2008, 250 p.

WOLLENBERG, Jörg. 8. Mai 1945 - die "Stunde Null", die keine war. *In* BUTTERWEGGE, Christoph (dir.). *NS-Vergangenheit, Antisemitismus und Nationalismus in Deutschland*. Baden-Baden: Nomos, 1997, pp. 15-38.

WORM, Uwe. *Die Neue Rechte in der Bundesrepublik : Programmatik, Ideologie und Presse*. Köln PapyRossa-Verlag, 1995, 169 p.

WYDEN, Peter. *The Hitler virus : the insidious legacy of Adolf Hitler*. New York: Arcade Publications, 2001, XI-340 p.

YOUNG, James Edward. *Beschreiben des Holocaust: Darstellung und Folgen der Interpretation*. Frankfurt a.M: Suhrkamp, 1997, 340 p.

ZIELINSKI, Siegfried. "History as entertainment and provocation : the TV series 'Holocaust'." New German Critique 19 (1980): 81-96.

ZIMMER, Hasko (dir.). *Der Buchenwald-Konflikt : zum Streit um Gedächtnis und Erinnerung im Kontext der deutschen Vereinigung*. Konstanz: UVK, 1999, 247 p.

ZIMMERMANN, Udo. Segen des Regionalen. *In* REITZ, Ulrich / SCHRÖDER, Lothar (dir.). *Streitfall Berlin : Aufsätze, Polemiken, Interviews*. Düsseldorf: Droste, 1999, pp. 59-61.

ZOHLEN, Gerwin. "Blitz, Krach und Feuer." *Die Zeit* 29 (1996).